Faculté des sciences économiques, sociales, politiques
et de communication
Centre d'Etudes du Développement
Institut d'Analyse du Changement dans l'Histoire et les Sociétés Contemporaines

Sociologie du travail minier amazonien : mobilités andines, orpaillage et transformation des *livelihoods* ruraux au Pérou (1970-2017)

Céline Delmotte

Thèse présentée en vue de l'obtention du titre de
Docteur en Sciences Politiques et Sociales

Août 2021

Membres du jury

Prof. Isabel Yépez del Castillo (UCLouvain), Promotrice et secrétaire du jury
Prof. Fabienne Leloup (UCLouvain), Promotrice
Prof. An Ansoms (UCLouvain), Comité d'accompagnement
Prof. Deborah Delgado Pugley (Pontificia Universidad Católica del Perú), Comité d'accompagnement
Prof. Matthieu de Nanteuil (UCLouvain), Président du jury
Prof. Anthony Bebbington (Clark University), Evaluateur externe.

A Hugo & Lily,
mi vida.

Table des matières

INTRODUCTION GÉNÉRALE 1

PREMIÈRE PARTIE : CONSTRUCTION THÉORICO-MÉTHODOLOGIQUE DE NOTRE OBJET DE RECHERCHE 8

Chapitre 1 – Fondements théoriques de la recherche 9

1. Ancrage théorique 9

1.1. Penser la transformation des moyens d'existence ruraux au regard des circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage 10

1.2. Comprendre les formes d' « esclavage moderne » dans les activités aurifères artisanales et à petite échelle 42

2. Questions de recherche 55

3. Etat de l'art 58

3.1. La circulation migratoire et les mobilités en contexte andin : des mouvements historiques, pourtant marginalisés par la recherche académique 58

1.3. La reconfiguration des livelihoods ruraux andins au prisme des mobilités minières 61

Chapitre 2 – Une méthodologie mixte : entre approche quantitative, récits de vie et trajectoires 67

1. Le travail exploratoire : délimitation de l'objet d'étude et choix d'une méthode d'investigation 67

2. La collecte de données : une *mixed-methods research* 68

2.1. Démarche quantitative 70

2.2. Démarche qualitative 80

3. L'analyse séparée des données empiriques (quantitatives et qualitatives) 90

4. La fusion, la comparaison et l'interprétation des résultats : vers la construction de trois « générations circulatoires » inspirées du concept de « génération sociale » 91

5. Difficultés et limites méthodologiques de notre approche 101

5.1. Ocongate 101

5.2. Madre de Dios 104

6. Réflexivité sociologique : une femme européenne originaire d'un ancien bassin minier qui étudie les migrations minières 106

SECONDE PARTIE : TROIS GÉNÉRATIONS SOCIALES DE CIRCULATION MINIÈRE VERS MADRE DE DIOS (1970-2017) 111

Chapitre 3 – Génération 1 (1970-1988) : Maintien des *livelihoods* ruraux, résistance à l'appauvrissement et travail non libre 114

1. Saisir les forces macro-structurelles des déplacements miniers..... 115

1.1. Panorama national : crise du secteur agraire, réforme et pauvreté paysanne 115

1.2. La fabrique du circulant de première génération : un contexte de départ marqué par la crise, la stagnation durable de la production agricole, la paupérisation progressive de la condition paysanne et le développement du chômage 123

1.3. Le contexte de réception : les campements miniers de Madre de Dios, destination phare des années 1970-1988 130

2. Acteurs, exploitation aurifère artisanale et trajectoires circulatoires : des individus en mouvement..... 135

2.1. Profil du circulant-type de première génération 136

2.2. Conditions d'accès aux campements miniers : du recrutement au voyage..... 149

2.3. De l'extraction artisanale à la petite exploitation motorisée : pratiques de travail et de vie au sein d'un campement minier amazonien..... 161

2.4. Relations contractuelles, rapports de production et informalité au sein des campements miniers : entre surveillance, maltraitances et abus patronaux..... 174

2.5. Trajectoires circulatoires..... 186

3. Discussion..... 201

3.1. 'Hanging in', 'muddling through', 'stepping up', 'stepping out' ? Circulations migratoires, orpaillage et livelihoods ruraux andins au cours de la période 1970-1988 201

3.2. Exploitation et « esclavage moderne » ? Une lecture alternative à partir des notions de « derecho de piso » et « unfree labour »..... 210

4. Conclusion 217

Chapitre 4 – Génération 2 (1989-2004) : Diversification des moyens d'existence paysans et consolidation des réseaux circulatoires entre Ocongate et les zones minières amazoniennes 220

1. Saisir les forces macro-structurelles des déplacements miniers..... 221

1.1. Panorama national : anémie politico-économique, chômage et informalité..... 221

1.2.La fabrique du circulant de seconde génération : un contexte de départ marqué par la crise amplifiée du secteur agraire, le sous-emploi et la pauvreté 225

1.3. Le contexte de réception : Madre de Dios, le plus grand carrefour migratoire et circulatoire de l'Amazonie péruvienne *229*
2. Acteurs, exploitation aurifère artisanale et trajectoires circulatoires : des individus en mouvement 233
2.1. Profil-type des circulants de seconde génération *234*
2.2. Conditions d'accès aux campements miniers : du recrutement au voyage *253*
2.3. De l'exploitation artisanale aux pratiques d'extraction semi-mécanisées et mécanisées : trois régimes de production distincts pour trois régimes de travail différenciés *257*
2.4. Rapports de production, conditions de vie et informalité au sein des campements amazoniens : vers une transformation profonde *279*
2.5. Trajectoires circulatoires *287*
3. Discussion 304
3.1. 'Hanging in', 'muddling through', 'stepping up', 'stepping out' ? Circulations migratoires, orpaillage et livelihoods ruraux andins au cours de la période 1989-2004 ..... *304*
3.2. Exploitation et « esclavage moderne » ? Une lecture alternative à partir des notions de liens faibles, jetables et forts *313*
4. Conclusion 322

Chapitre 5 – Génération 3 (2004-2017) : Trajectoires divergentes et servitude volontaire 325
1. Saisir les forces macro-structurelles des déplacements miniers 326
1.1. Panorama national : une décennie de croissance avec exclusion *326*
1.2. La fabrique du circulant de troisième génération : un contexte de départ marqué par l'amélioration des voies de communication, la diversification productive, l'empoderamiento paysan et les inégalités de développement *328*
1.3. Le contexte de réception : Madre de Dios, un scénario de fièvre aurifère conjugué à des pratiques illégales d'exploitation *341*
2. Acteurs, exploitation aurifère artisanale et trajectoires circulatoires : les conditions de la mobilité 351
2.1. Les trois profils-type du circulant de troisième génération *352*
2.2. Conditions d'accès aux campements miniers : du recrutement au voyage *361*
2.3. De l'exploitation informelles aux pratiques d'extraction illégales : une complexification dans les régimes de production et de travail *368*
2.4. Rapports de production, conditions de vie, informalité et illégalité au sein des campements amazoniens : une complexification croissante *377*

2.5. Trajectoires circulatoires *385*
3. Discussion 400
3.1. 'Hanging in', 'muddling through', 'stepping up', 'stepping out' ? Circulations migratoires, orpaillage et livelihoods ruraux andins au cours de la période 2005-2017 ..... *401*
3.2. Exploitation et « esclavage moderne » ? Une lecture alternative à partir des concepts de servitude volontaire et agency *407*
4. Conclusion 413

CONCLUSION GÉNÉRALE 416
1. Un cadre conceptuel pluriel pour l'étude d'objets complexes 416
2. La transformation des *livelihoods* andins au prisme des circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage amazoniennes : une analyse de temps long sur trois générations 418
3. Travail minier artisanal en Amazonie péruvienne : des clés de lecture alternatives au pouvoir émotionnel de l' « esclavage moderne » 423
4. Retour sur les résultats : implications empiriques et théoriques 427
4.1. Intégrer l'agency, les relations sociales, le changement long terme et la mobilité dans les livelihoods studies *427*
4.2. De la circulation migratoire aux mobilités minières artisanales : plusieurs apports pour les migration studies *429*
4.3. Enrichir la littérature sur l'orpaillage informel et illégal *432*
5. Perspectives de recherche futures 436

BIBLIOGRAPHIE 438

ANNEXES 463

Index des Figures

Figure 1. Localisation du district d'Ocongate (Andes) et du département de Madre de Dios (Amazonie)..... 4
Figure 2. Cadre conceptuel de l'approche plurielle des migrations. 20
Figure 3. Typologie des dépenses du revenu minier accumulé en circulation. 38
Figure 4. Cadre d'analyse de notre recherche. 57
Figure 5. Le design parallèle convergent. 69
Figure 6. Localisation des trente-trois communautés rurales d'Ocongate et répartition par étage écologique. 72
Figure 7. Localisation des six communautés sélectionnées pour l'enquête quantitative. 73
Figure 8. Raisonnement de notre échantillonnage stratifié. 74
Figure 9. Localisation des villes minières et campements miniers observés – Madre de Dios.. 83
Figure 10. Evénements sociohistoriques matriciels (1970-2017) constitutifs de nos trois « générations sociales ». 99
Figure 11. Evolution du prix international de l'once d'or (1969-1988). 134
Figure 12. Age au moment de la circulation minière – Génération 1. 143
Figure 13. Nombre d'enfants par famille – District d'Ocongate (1981). 147
Figure 14. Illustration des rampes de lavage (tolvas) et du travail minier réalisé par notre première génération de circulants. 162
Figure 15. Durée moyenne des circulations de la période 1970-1988 – Génération 1..... 176
Figure 16. Typologie des dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 1. 204
Figure 17. Mois de circulation minière – Génération 1..... 207
Figure 18. Tracé de la Route Interocéanique – Tronçon péruvien. 225
Figure 19. Production artisanale d'or (en tonnes/année), Madre de Dios (1990-2004). 232
Figure 20. Evolution du prix international de l'once d'or (1990-2004). 233
Figure 21. Age au moment de la circulation minière – Générations 1 et 2. 250
Figure 22. Selva alta/selva baja : localisation des zones d'extraction semi-mécanisée et mécanisée. 259
Figure 23. Illustration du travail de carancheras (en playas)..... 263
Figure 24. Illustration du travail de chupadera..... 266
Figure 25. Pyramide d'acteurs – Campements à l'activité semi-mécanisée (selva baja). 268
Figure 26. Durée moyenne des circulations de la période 1970-2004 – Générations 1 et 2. ... 271
Figure 27. Illustration du travail d'extraction mécanisé (chargeuse à gauche, shute au centre). 276
Figure 28. Le shute vu d'en haut. 277
Figure 29. Illustration de l'emplacement et du travail du huaychulero. 277
Figure 30. Pyramide d'acteurs – Campements à l'activité mécanisée. 278
Figure 31. Typologie des dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 2. 306
Figure 32. Mois de circulation minière – Génération 2..... 309
Figure 33. Taux de croissance démographique annuel moyen par département (2007-2017). 341
Figure 34. Evolution du prix de l'once d'or (1990-2017). 342
Figure 35. Diagramme de dispersion. Nombre de circulations et prix de l'or (2005-2016). ... 343
Figure 36. Coefficient de corrélation r de Spearman - Nombre de circulations et prix de l'or (2005-2016). 344
Figure 37. Localisation des secteurs miniers Huacamayo et La Pampa, et avancée du front minier par déforestation (2000 - 2015). 346
Figure 38. Récapitulatif du modèle (ACM). 352

Figure 39. Analyse par Correspondances Multiples (ACM). 353
Figure 41. Illustration d'une offre d'emploi diffusée sur la page Facebook du El Chino (2020). 364
Figure 42. Durée moyenne des circulations de la période 1970-2017 – Générations 1, 2 et 3. 366
Figure 43. Illustration du travail de traca, réalisé par deux (machiniste aux commandes à droite, machiniste au repos, à gauche). 369
Figure 44. Pyramide d'acteurs – Campements à l'activité semi-mécanisée (selva baja). 371
Figure 45. Pyramide d'acteurs – Campements à l'activité mécanisée (selva alta)..... 371
Figure 46. Pyramide d'acteurs – Campements illégaux (La Pampa, RNT). 373
Figure 47. Avancée de la déforestation – Secteur La Pampa (2009-2017). 376
Figure 48. Typologie des dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 3. 402

Index des tableaux

Tableau 1. Les cinq types de capitaux considérés par le concept de livelihoods. 13
Tableau 2. Pratiques incluses dans la traite des êtres humains. 46
Tableau 3. Nombre d'enquêtes réalisées par communauté et étage écologique. 75
Tableau 4. Calendrier de passation de l'enquête au sein des six communautés sélectionnées. . 77
Tableau 5. Caractéristiques sociodémographiques de notre échantillon. 78
Tableau 6. Composition de chaque génération. 100
Tableau 7. Raisons de la circulation – Génération 1 (a). 128
Tableau 8. Raisons de la circulation – Génération 1 (b). 129
Tableau 9. Activité principale au moment des circulations – Génération 1..... 136
Tableau 10. Niveau d'éducation – Génération 1. 141
Tableau 11. Nombre de circulations totales effectuées par l'ensemble des circulants de première génération, par tranche d'âge. 144
Tableau 12. Nombre de travailleurs miniers, par tranche d'âge. 145
Tableau 13. Distribution des travailleurs miniers, par état civil. 146
Tableau 14. Age de la femme mariée, en fonction du nombre d'enfants..... 147
Tableau 15. Modalités d'accès aux campements miniers – Génération 1..... 152
Tableau 16. Distribution de la durée des circulations individuelles (1970-1988) – Génération 1. 176
Tableau 17. Dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 1..... 203
Tableau 18. Evolution du prix réel de la pomme de terre (en nuevos soles/tonne). 226
Tableau 19. Activité économique principale au moment des circulations – Générations 1 et 2. 229
Tableau 20. Taux de croissance démographique annuel moyen (1993-2007). 230
Tableau 21. Raisons de la circulation – Génération 2. 230
Tableau 22. Revenus monétaires paysans par activité économique (1992). 236
Tableau 23. Superficie de terres cultivables, par strate sociale (District d'Ocongate – 1992). 236
Tableau 24. Têtes de bétail par famille paysanne – Ocongate (1992). 241
Tableau 25. Niveau d'éducation – Générations 1 et 2. 242
Tableau 26. Age à la première circulation – Génération 2..... 248
Tableau 27. Nombre de circulations totales effectuées, par tranche d'âge (Générations 1 et 2). 249

Tableau 28. Modalités d'accès aux campements miniers – Génération 2..... 253
Tableau 29. Distribution de la durée des circulations individuelles – Générations 1 et 2. 272
Tableau 30. Participation des méthodes d'extraction artisanales, semi-mécanisées et mécanisées dans la production aurifère du département de Madre de Dios (1995-2004)..... 275
Tableau 31. Dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 2. 305
Tableau 32. Nombre de producteurs et population animale selon le type d'élevage (1994 et 2012). 332
Tableau 33. Etat civil par profil-type – Génération 3. 356
Tableau 34. Activité économique principale de notre second profil de troisième génération. 357
Tableau 35. Activité économique principale – Générations 2 et 3. 357
Tableau 36. Modalités d'accès aux campements miniers – Génération 3..... 362
Tableau 37. Distribution de la durée des circulations individuelles – Générations 1, 2, 3. 367
Tableau 38. Dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 3. 401

Remerciements

Ce travail de thèse est la résultante de nombreuses riches rencontres intellectuelles et humaines que j'eus la chance de faire tout au long de mon « chemin de vie ». Je parle de « chemin de vie » et non de cheminement doctoral, car ce travail ne débute pas – à mes yeux – au moment de mon inscription au doctorat à l'UCLouvain, mais remonte à quelques années auparavant, lors de mon inscription à l'université. Cette entrée à l'université, et cette ouverture intellectuelle incroyable que j'ai vécue à Louvain-la-Neuve durant plusieurs années, a modelé la suite de mon parcours, tant personnel qu'intellectuel, me mettant *in fine* sur la voie de la recherche et du doctorat.

Cette thèse doctorale n'aurait donc, chronologiquement parlant, tout simplement pas été possible, tout d'abord, sans les nombreux sacrifices que mes parents ont consenti plusieurs années durant, afin de financer mes études universitaires. Ce sont donc eux que j'ai envie, aujourd'hui, de remercier en premier. Sans vous, et l'importance que vous avez toujours accordée à mon éducation et à ma curiosité scientifique, rien de cette merveilleuse expérience du doctorat n'aurait été envisageable. Vous êtes donc, en quelque sorte, les instigateurs du travail que je présente dans les pages qui suivent, et pour cela, merci.

Ensuite, et toujours en suivant ce fil chronologique, je remercie Isabel Yépez qui, dès ma remise de diplôme universitaire, a décelé cette curiosité d'apprendre chez moi et m'a proposé d'entreprendre un doctorat sous sa direction. Cette proposition, je l'ai tout d'abord déclinée, en me rendant compte – seulement quelques années plus tard – que la voie scientifique était effectivement celle qui me correspondait le mieux. Tu m'as fait ouvrir les yeux sur ce que je voulais être et faire, tu as soutenu mon « retour » dans le monde académique, tu m'as aidée à décrocher une bourse auprès du Fonds National de la Recherche Scientifique belge, pour finalement entamer ce beau parcours professionnel et humain du doctorat. Tout au long de ce processus, tu as été une oreille attentive et un soutien constant, tu m'as apporté de nombreuses clés de lecture sur les phénomènes que j'étudiais, mais tout en respectant mon tempérament indépendant et en me laissant la liberté dont j'avais besoin pour mener ce processus de recherche à son terme. Merci, Isabel, pour toutes ces riches conversations que nous avons eues dans ton bureau ou sur le terrain.

Je souhaite également vivement remercier Fabienne Leloup, qui a accepté avec enthousiasme de devenir ma co-promotrice en « sautant » dans le train en marche. Bien que ma recherche soit, thématiquement, quelque peu éloignée de ton champ d'expertise, tu as été pour moi une interlocutrice avisée, critique et particulièrement constructive. Si cette thèse a la structure qu'elle présente aujourd'hui, c'est en partie grâce à toi et aux nombreux commentaires, toujours pertinents et éclairants, que tu émettais sur ses pages. Merci pour ta personnalité « humaine » et chaleureuse, ta patience et la gentillesse que tu m'as témoignée tout au long de ce parcours.

Je tiens aussi à remercier An Ansoms et Deborah Delgado, qui font partie de mon comité d'accompagnement. An, je ne te remercierai jamais suffisamment pour ton aide « logistique » et pragmatique, ainsi que les nombreuses démarches administratives que tu as entreprises pour moi afin que je puisse recevoir une aide d'urgence de l'UCLouvain et continuer à rédiger ce manuscrit, en dépit de la situation particulièrement complexe dans laquelle la pandémie de Covid-19 m'avait plongée. Deborah, merci pour ton accueil à la PUCP lors de mes nombreux terrains de recherche au Pérou, pour les personnes clés avec qui tu m'as mise en contact, mais surtout pour ce jour à

Uccle où tu m'as demandé : « Céline, quelle est l'histoire que tu veux raconter » ? Cette simple interrogation a marqué un *turning point* dans ma recherche.

Le jury de cette thèse est également composé de Anthony Bebbington, que je remercie tout particulièrement pour sa lecture attentive, ses conseils et ses commentaires constructifs. Je remercie aussi Matthieu de Nanteuil, qui me fait l'honneur de présider ce jury.

Il n'est pas aisé de recenser toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à cette recherche, tant ici en Belgique, qu'au Pérou. Ce qui est certain, toutefois, c'est que cette thèse n'aurait pas existé sans les nombreuses femmes et hommes « circulants », originaires d'Ocongate, de Madre de Dios et d'autres régions du Pérou, qui – le plus souvent entre deux phases de travail – ont accepté de me prêter leur temps (pourtant précieux). Je les remercie chaleureusement, non seulement de m'avoir raconté leurs trajectoires de vie, donnant corps au présent manuscrit, mais aussi de m'avoir fait vivre une expérience humaine exceptionnelle, dont je m'inspire encore aujourd'hui, tant dans mon parcours personnel que professionnel. Un merci tout particulier à Ricardina et Clímaco, Martina et Raúl, Dominga et Teófilo, Paulina et David, ainsi que Gregorio, du district d'Ocongate, pour m'avoir ouvert la porte de leur foyer, m'avoir accueillie sans *a priori*, avoir partagé votre vécu avec moi, et *in fine*, m'avoir ouvert les yeux sur le type de chercheuse que souhaitais devenir. Je n'oublierai jamais tous ces moments de partage humain intense vécus à Ocongate.

A Lima, je remercie également vivement les professeurs et chercheurs Oscar Espinosa, Eduardo Dargent et Tania Vásquez, qui m'ont permis, lors de mes terrains de recherche, d'éclairer mon sujet d'étude et de me mettre sur de nouvelles pistes de recherche.

En Belgique, je suis particulièrement reconnaissante au Centre d'Etudes du Développement et au GRIAL de l'UCLouvain qui ont nourri – au cours de nombreux séminaires – les réflexions présentées dans ce travail. Je voudrais également adresser ma gratitude aux collègues, doctorants, et amis de ces deux espaces académiques qui ont accompagné ce processus doctoral, lisant des parties de mon manuscrit, tout en m'épaulant et en m'encourageant à chaque étape. Plus spécifiquement, merci à María-José, qui fut ma compagne de bureau durant plusieurs années, et avec qui j'ai partagé beaucoup de rires et de réflexions ; merci à Leslie, pour ton humour décalé, qui me faisait débuter mes journées de travail avec le sourire ; merci à Mathilde, pour ta bonne humeur et ton entrain communicatifs, ainsi que tous tes bons tuyaux administratifs ; merci à Lorena, pour notre intérêt commun pour les études migratoires et nos nombreux échanges sur nos problématiques respectives. Je remercie également Cécile Giraud, Aymar Nyenyezi, Anuarite Bashizi, Maïté Le Polain, Alice Jandrain, Alena Sanders et Carlos Ramírez, avec qui j'ai partagé durant plusieurs années les tribulations du doctorat.

A l'UCLouvain, je remercie également Stéphanie Lorent et Nathalie Vanhumbeeck, qui m'ont permis de m'y retrouver dans les dédales administratifs de l'université et m'ont toujours accordé leur aide logistique dans la gestion de l'après terrain. Merci, aussi, au professeur Bruno Schoumaker (démographe) et à Jonathan Dedonder (service SMCS) pour m'avoir non seulement initiée aux méthodes d'enquête et aux logiciels d'analyse quantitative, mais également pour m'avoir épaulée dans l'interprétation de mes résultats.

Je souhaite également exprimer mes remerciements au F.R.S-FNRS pour la bourse de recherche d'aspirante qui m'a été octroyée, ainsi qu'à l'Administration de l'UCLouvain pour la bourse complémentaire qui m'a été accordée afin de pouvoir finaliser la rédaction de ce manuscrit en

pleine période de Covid. De même, je remercie la Wallonie-Bruxelles International, la Communauté Française de Belgique ainsi que le *Convenio* ARES-UNSAAC pour leur précieux soutien financier, qui m'a permis de mener à bien mes séjours de terrain au Pérou. Un remerciement particulier également aux professeurs et employées administratrives de l'UNSAAC de Cusco (Ruth García de Mercado, Luz Marina Ponce, Luis Lizarraga Valencia, Gladyz, Eliana) pour l'ensemble du soutien reçu, et aux étudiants du *convenio* (Isabel, Rosa, Yusara) pour leurs traductions du quechua à l'espagnol ainsi que les nombreuses retranscriptions d'entretiens.

Sur un plan plus personnel désormais, ma famille et ma belle-famille ont également été particulièrement présentes sur ce chemin doctoral, m'encourageant et me suivant à chaque étape. Mes grands-mères, cousins, oncles et tantes, de par leur : « Alors ? Presque fini ? Quand défends-tu ? », qui me mettaient – certes, souvent la pression –, mais me réchauffaient parallèlement le cœur, me donnant la force d'aboutir. Ma belle-famille, et surtout mes beaux-parents, pour avoir toujours été présents en cas de besoin, surtout lorsque ma Lily tombait malade et qu'ils se proposaient de la garder afin que je puisse continuer mon travail de rédaction.

J'ai aussi pu, tout au long de ce cheminement doctoral, compter sur la présence de mes amis belges et péruviens/colombiens. Merci à mes amis, ici en Belgique, de m'avoir si bien entourée de votre affection et *cariño*. Sarah, Juju, Alex et Cath, mille mercis pour vos messages réguliers d'encouragement et notre amitié indescriptible. Merci à mes grands amis péruviens (Alvaro, Neftali, Ju, Andrés, Pedro, Juan)… les mots me manquent pour vous exprimer tout ce que vous avez représenté lors de mon long séjour au Pérou et continuez de représenter pour moi aujourd'hui. Vous m'avez accueillie à bras ouverts à mon arrivée au Pérou, vous m'avez fait découvrir « Lima la grise » et les détails fous de la vie dans une capitale, vous m'avez fait vivre de l'intérieur la vie péruvienne avec sa culture, sa cuisine, ses odeurs et ses textures, vous m'avez ouvert les yeux sur les spécificités de votre société, mais surtout vous m'avez fait « vivre » tout simplement. Une vie vécue dans l'instant présent. Que de moments inoubliables passés au Pérou avec vous. Merci n'est pas un mot assez fort pour exprimer ma gratitude envers vous… Merci aussi à toi, Sebas, mon grand ami colombien. Merci pour ces longues conversations que nous avons eues sur la société sud-américaine en général, sa musique, les similitudes et différences culturelles entre pays du continent, mais surtout pour ce sentiment partagé d'amitié sincère. Je suis certaine que nos chemins se recroiseront bientôt.

Enfin, je termine en remerciant les deux personnes qui, à mes yeux, ont certainement le plus contribué à l'aboutissement de ce travail doctoral (mais qui l'ont également beaucoup enduré) : Lily et Hugo. Je remercie tout d'abord ma petite fille, Lily, dont l'arrivée dans notre vie est venue agrémenter mes deux dernières années de thèse doctorale et a donné, au fil des mois, une toute autre connotation au mot « patience ». Je ne te remercierai jamais assez d'avoir commencé à dormir des nuits entières dès l'âge d'un mois et demi, comme si tu ressentais mon besoin de sommeil, essentiel au processus intellectuel de rédaction. Merci d'avoir été, durant tout ce processus, cet enfant sourire, qui me donnait chaque jour l'envie de terminer ma journée de travail le plus rapidement possible afin de te voir. Sans t'en rendre compte, tu m'as donné toute la motivation nécessaire pour aboutir. Et même si la période de confinement liée au Covid a marqué pour moi une suspension temporaire dans la rédaction, comme j'ai été heureuse de partager ces trois mois avec toi, à enfin prendre le temps de te connaître et de t'apprivoiser !

Finalement, je clôture ces remerciements par Hugo, mon mari, qui a fait partie intégrante de cette aventure doctorale. Dès le début, tu as cru en ce projet un peu étrange et fou du doctorat, tu as

pris part à sa construction et tu t'es personnellement investi dedans, le transformant en un projet que nous pouvions avoir en commun. Tu es venu souvent avec moi sur le terrain, tu m'as partagé ta vision d'ingénieur, sur l'irrigation ou les techniques productives andines par exemple. Tu as affûté mon regard sur des éléments auxquels moi, sociologue, étais moins sensible. Tu m'as épaulée à de nombreuses reprises dans les analyses quantitatives – qui sont, il faut l'avouer, davantage ton fort que le mien –, tu as codifié ma base de données seul, me faisant gagner un temps particulièrement précieux. Tu as été un ami, un cuisinier, une oreille attentive, un psychologue et un papa hors norme durant tout ce temps où j'étais moins disponible, trop prise par la rédaction. Tu as fait, dans tout ce processus, beaucoup de sacrifices pour que cette thèse aboutisse et je ne te remercierai jamais assez, Hugo, pour tout ce que tu as été, as représenté et as permis dans le cadre de mon travail doctoral. J'ai cherché de nombreux mots à t'écrire qui puissent avoir le sens d'un « merci » multiplié par cent, mais aucun terme reflétant ma dette envers toi n'existe encore dans la langue française... Alors à défaut, je mettrai ce mot en lettres capitales : MERCI, *mi vida.*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

La genèse de ce manuscrit remonte au printemps 2012. J'effectue, à l'époque, mon premier terrain de recherches à Madre de Dios, ce département de jungles riches, isolé aux confins de l'Amazonie péruvienne. Chargée dans le cadre de mon master universitaire d'étudier les conflits socio-environnementaux entre acteurs forestiers et miniers, j'y fais la rencontre d'Armando, un personnage atypique qui transformera ma vision de ce qu'est et représente le secteur aurifère artisanal pour des milliers d'hommes et de femmes à travers le pays.

Armando est orpailleur. Celui-ci a la quarantaine bien sonnée et est originaire du département andin de Cusco. Cela fait près de vingt ans qu'il travaille dans les campements miniers de l'Amazonie, en tant que main-d'œuvre, se rendant mobile et effectuant chaque année de nombreux va-et-vient entre sa terre natale et Madre de Dios. Loin du migrant « classique », qui quitte son lieu d'origine pour s'installer dans une région d'accueil, Armando incarne davantage un individu qui « circule » entre deux points, répétant sa mobilité géographique à plusieurs reprises sur la même année, et durant de nombreuses années. A l'époque où je le rencontre, celui-ci est marié et père de trois enfants. Il leur envoie régulièrement plusieurs fragments de sa rémunération minière, destinés à la scolarité et, plus généralement, à une stratégie familiale visant – comme il le dit – à *salir adelante* (aller de l'avant, surmonter les difficultés). « La vie du travailleur minier n'est pas toujours facile », me dit-il, « les conditions de vie et de travail sont rudes, mais cela vaut bien toute la peine que l'on se donne. On parle souvent de nous [les orpailleurs migrants] comme des 'esclaves', mais ce n'est pas vrai, l'activité minière est, oui, un travail éreintant, mais nous sommes de simples travailleurs ! Nous travaillons aussi dur que dans d'autres secteurs, et nous sommes très bien rémunérés » (Extrait de mon cahier de terrain, 2012). En dépit de la pénibilité du travail, l'orpaillage incarne en effet pour lui une voie de sortie aux diverses entraves rencontrées sur sa terre natale ; étant agriculteur et éleveur à Cusco, son activité minière alimente les recettes familiales, en venant en complément des revenus agropastoraux et en présentant ainsi la vertu de soulager son économie paysanne.

Cette rencontre avec Armando résonna plusieurs mois dans mon esprit et ses mots, prononcés avec emphase, m'interpellèrent à bien des égards. Le parcours de vie de ce travailleur mobile contrastait largement avec ce que j'entendais ou je lisais à l'époque dans les médias, les discours de la société civile, la presse nationale et internationale, ou encore, une poignée d'articles scientifiques. Au début des années 2010, des titres comme *Madre de Dios : un infierno de mercurio y explotación* (Ojo Público, 2014) foisonnaient, dépeignant l'orpaillage[1] comme une activité régie par le crime organisé et produisant une grande destruction environnementale, une indigne exploitation des travailleurs et des logiques d'esclavage moderne dans les campements, tout en ne générant – en outre – aucune incidence palpable pour les familles des travailleurs circulants, ni développement local pour les régions d'origine. Comme l'anthropologue péruvien Hugo Pachas le décrivait pertinemment en 2011, ce secteur était nationalement critiqué, décrié et stigmatisé :

[1] Tout au long de ce travail, les mots « orpaillage », « activité aurifère artisanale et à petite échelle », « exploitation aurifère alluviale », « *artisanal and small-scale gold mining* » (ASGM, dans la littérature anglophone), *minería aurífera artesanal y en pequeña escala* (dans la littérature sud-américaine), seront utilisés indistinctement, ceux-ci renvoyant à une même réalité : un mode d'exploitation des ressources aurifères peu technologique, à faible capital et à forte intensité de main-d'œuvre (Gamu *et al.*, 2015).

> « Los medios de comunicación presentan críticamente a la minería aurífera regional y el serio impacto ambiental que genera. Han coincidido en afirmar que las actividades de pequeña minería sólo traen daños ambientales y son practicadas por poblaciones flotantes que se dedican a la delincuencia, vivir del alcoholismo, prostitución, crimen organizado y lavado de activos [...] Tampoco canalizan el importante rol social que cumple las actividades MAPE como fuente de empleo para familias de escasos recursos económicos de procedencia andina » (Pachas, 2011: 54-55).

Depuis la publication de cet article et ma première rencontre avec le monde minier amazonien, rien n'a changé, ou presque. Les travailleurs impliqués dans les activités d'orpaillage à Madre de Dios sont toujours pour la plupart originaires des Andes – s'inscrivant dans une logique de va-et-vient entre deux pôles – et le secteur minier artisanal souffre toujours de deux présupposés fondamentaux : celui-ci est blâmé, d'une part, pour ne produire aucune incidence sur le développement local des régions andines d'origine, et d'autre part, pour s'ériger en l'un des plus grands producteurs d'exploitation et d'esclavage moderne à travers le pays.

Néanmoins, si tel était véritablement le cas, comment expliquer alors les propos et l'expérience vécue d'Armando ? N'affirme-t-il pas que l'activité d'orpaillage réalisée en mobilité l'aide à maintenir son économie andine ? En outre, celui-ci ne rejette-t-il pas véhément l'étiquette d' « esclave » et lui préfère celle de « travailleur » ? Ces interrogations sont longtemps restées au cœur de mes réflexions, comme une étonnante énigme.

Après deux années, j'ai finalement décidé de m'engager sur cette voie et d'investiguer cette problématique, par le biais d'un doctorat. A mon intérêt scientifique pour ces questions, s'agrégeait également – je dois le dire – un intérêt politique, à savoir que ma recherche puisse un jour transformer l'orientation des politiques publiques destinées à réguler cette activité artisanale, qui est aujourd'hui au Pérou – comme dans d'autres parties du monde – très peu documentée et comprise. En effet, comme le note Hilson (2016) : « Few economic activities are as poorly understood as artisanal and small-scale mining (ASM), the low-tech, labour-intensive mineral extraction and processing found scattered throughout the developing world. Its superficial treatment in policy over the years has led to its exclusion from mainstream international development debates and dialogues » (p. 547).

Exclues des principaux débats internationaux sur le développement aux Suds, nous souhaitons dans ce travail mettre l'étude des activités d'orpaillage en Amazonie péruvienne au cœur de notre propos, étudiées non comme un phénomène isolé, mais au contraire dans leurs liens complexes avec les mobilités de travail qu'elles induisent, les régimes de travail et de production qu'elles impliquent, ainsi que les processus de développement local qu'elles sont susceptibles de générer sur les régions andines d'origine.

Les mobilités andines de travail étant ce qui structure et alimente le secteur, notre prisme d'analyse principal pour la compréhension scientifique des activités d'orpaillage amazoniennes est une entrée par les études migratoires. Il est en effet question, dans cette thèse, de suivre le parcours de multiples travailleurs andins mobiles, qui partent de leur terre d'origine, circulent vers l'Amazonie pour s'adonner temporairement aux activités aurifères, pour ensuite revenir chez eux avec un « surplus minier » (Brugger et Zanetti, 2020), susceptible d'être réinvesti sur le lieu d'origine, participant à une transformation des moyens d'existence paysans, voire – dans certains cas – à des logiques de développement local en zones rurales.

Poursuivant ce raisonnement, deux objectifs fondamentaux d'investigation ont nourri ce travail de thèse. Premièrement, une volonté de proposer une sociologie originale des mobilités de travail andines et du travail minier amazonien, deux éléments qui restent encore aujourd'hui très peu explorés au Pérou. Jusqu'à ce jour, peu de chercheurs ont prêté attention aux incidences du développement minier artisanal sur les comportements de mobilité interne, particulièrement entre les Andes et l'Amazonie. Et parmi ceux qui s'y sont essayé, sont encore moins nombreux les auteurs qui ont proposé une sociologie du travail minier, axée sur la compréhension du travail aurifère artisanal en tant que réalité sociale à part entière. Comme nous le notions précédemment, le secteur minier artisanal est aujourd'hui décrié pour ses logiques d'exploitation et d'esclavage moderne, mais sur le plan académique, peu de travaux se sont occupés à analyser l'organisation sociale interne du secteur et à objectiver le régime de travail dans les campements, les rapports de production et de classe à l'employeur, les conditions de l'engagement, etc. (Pachas, 2011). Deuxièmement, ce qui a également alimenté notre travail d'investigation était une volonté impérieuse d'améliorer la compréhension des incidences de l'orpaillage réalisé en mobilité sur les lieux d'origine des travailleurs andins circulants. Effectivement critiqué et désapprouvé, le secteur minier artisanal est typiquement associé – au Pérou – à de nombreux maux socio-environnementaux (crime, déforestation, prostitution, etc.), or celui-ci peut également jouer un rôle déterminant dans les moyens d'existence ruraux (*rural livelihoods*), en représentant une source appréciable d'emploi – et donc de revenus – pour de nombreuses familles rurales andines (Pachas, 2012). Nous nous essayons donc, tout au long de ce travail de thèse, à nuancer la vision aujourd'hui dominante qui fait de l'orpaillage un espace exclusivement fait de crime organisé et d'exploitation, et montrons au contraire, comment ce secteur peut également – et parallèlement à ces conséquences néfastes certes présentes – contribuer à la reproduction des économies paysannes andines et à certains processus de développement local.

Ainsi située au croisement de plusieurs disciplines (sociologie des migrations, sociologie du travail, géographie sociale et études du développement), ma recherche a pour visée de questionner les deux présupposés formulés actuellement à l'encontre du secteur aurifère artisanal péruvien, mes deux questions d'investigation principales étant :

(1) Premièrement, de quelle manière les mobilités minières liées aux activités aurifères artisanales et à petite échelle réalisées en Amazonie péruvienne contribuent-elles, au Pérou, à la transformation des moyens d'existence ruraux et au développement local des Andes ? Posée de cette façon, nous faisons table rase du premier préjugé qui identifie l'orpaillage amazonien (et les mobilités andines qui lui sont associées) comme un phénomène à l'incidence nulle sur les régions d'origine. Nous verrons au contraire, tout au long de ce travail, que l'orpaillage et les mobilités qu'il induit sont loin d'être sans conséquence sur le développement local andin.

(2) Deuxièmement, et questionnant le second préjugé lié la thèse de l'esclavage dans les activités aurifères, nous nous demandons : les processus de mobilité, le régime de travail et les rapports de production observés au sein des activités d'orpaillage péruviennes relèvent-ils de logiques d'exploitation et d' « esclavage moderne », tel que nombre de médias, d'ONG, de politiciens et certains académiques le défendent ?

Pour répondre à ces deux questionnements, nous avons décidé de prendre, au Pérou, le district andin d'Ocongate en analyse. Ocongate est un intéressant cas d'étude pour notre problématique, en raison de sa situation centrale entre la ville andine prospère de Cusco et les zones minières du département amazonien voisin de Madre de Dios. Celui-ci a été choisi car dans ce district, les

mobilités de travail à destination des campements miniers amazoniens représentent un processus historique, une pratique traditionnelle qui fait partie du calendrier annuel du paysan depuis la colonie (Rosas, 2015). Comme Hernández-Asensio (2011b) le note de fait dans ses travaux : « pasar dos o tres años en Madre de Dios es casi un ritual de tránsito en distritos andinos como Ocongate [...] Puerto Maldonado y la selva de Madre de Dios son percibidas como una tierra de oportunidades, donde es relativamente fácil encontrar empleo y 'hacer un buen dinero' » (p. 5). Cette historicité de la mobilité minière à Ocongate nous a rapidement enthousiasmé car celle-ci nous permettait de poser les deux questions de recherche qui nous occupent sur une perspective de temps long, ajoutant une dimension historique à notre étude (nous y reviendrons).

Figure 1. Localisation du district d'Ocongate (Andes) et du département de Madre de Dios (Amazonie).



Source : Atrium. **Elaboration :** par l'auteure.

Comme nous le voyons sur cette carte, Ocongate se situe dans les Andes, dans le sud du département de Cusco. Géographiquement, celui-ci est considéré comme un district andin d'altitude puisqu'il présente un relief montagneux et accidenté, situé entre les 3000 et les 7000 mètres d'altitude. En raison de l'altitude, le climat y est peu favorable, mais l'agriculture et l'élevage y constituent néanmoins les deux activités économiques principales des ménages. District éminemment rural, les populations urbaines ne représentent que 29,94% de la population totale, le reste (70,06%) étant aujourd'hui rassemblé au sein de 33 communautés paysannes localisées en zones rurales (INEI, 2017).

Au sein de ce district, à chaque travail de terrain, la voix a été donnée aux populations rurales, et plus particulièrement aux paysans et paysannes ayant choisi de « circuler » entre leur lieu

d'origine et les campements miniers de l'Amazonie voisine. Les outils de collecte de données mis en œuvre y ont relevé d'une méthodologie mixte, mêlant démarches quantitatives et qualitatives. Nos résultats se fondent, d'une part, sur une enquête quantitative appliquée entre mai et juillet 2017 auprès de 480 individus ruraux, répartis au sein de six communautés paysannes du district ; et d'autre part, se basent sur l'analyse de 78 trajectoires[2] circulatoires masculines et féminines, recueillies par ethnographie mobile (Sheller et Urry, 2006) auprès d'individus travaillant (ou ayant travaillé) dans les activités aurifères à Madre de Dios entre 1970 et 2017, et reconstituées à partir d'entretiens compréhensifs et biographiques.

Ces circulations minières amazoniennes se déployant sur près de cinquante ans (1970-2017), il fut nécessaire, tout au long de ce travail, d'intégrer la perspective temporelle au sein des analyses. Pour ce faire, nous avons construit et identifié – à partir de notre corpus de données quantitatives et qualitatives – trois « temps » de la circulation vers Madre de Dios, que j'ai appelés « générations sociales » de circulation (Attias-Donfut, 1988, 1988a ; Chauvel, 2003, 2014 ; Mentré, 1920). Chacune de ces trois générations s'appuient sur « un partage d'expériences communes où les membres d'un groupe sont exposés aux mêmes données objectives et participent selon leur histoire individuelle à des pratiques sociales et culturelles propres, contrastant avec d'autres groupes » (Sébille, 2012: 3). Au sein de notre corpus de données, trois « groupes », ou « générations sociales » ont été constituées. Une première génération couvre la période 1970-1988, une seconde correspond aux années 1989-2004 et enfin, une troisième et dernière se réfère à la période 2005-2017. Chacune de ces trois générations de mobilité correspondent à un profil-type de travailleur circulant (identifié à partir des caractéristiques micro-individuelles des individus constituant la génération) ; à des conditions macro-structurelles (internationales, nationales et locales) particulières ; à des structures d'opportunités distinctes, prenant appui sur différents types de réseaux (familiaux, amicaux, de compérage symbolique, d'*enganche*, etc.) ; et enfin, à des conditions d'incorporation, des régimes de travail et des rapports de production différenciés au sein des campements miniers.

Ces trois « générations sociales » de circulation présentent ainsi une certaine homogénéité micro-sociale et macro-structurelle interne, néanmoins, celle-ci n'est pas entièrement généralisable. A l'intérieur de chaque génération, des parcours de vie se singularisent ; certaines trajectoires circulatoires mettent en exergue – outre les facteurs macro-structurels, micro-individuels et les réseaux qui les modèlent – la capacité singulière d'agentivité (*agency*) des migrants et leur marge de manœuvre. Cette notion d'*agency* est donc mobilisée tout au long de ce travail pour identifier – à l'intérieur de chaque génération – des trajectoires migratoires individuelles, qui pourtant soumises aux mêmes contraintes (sociales, économiques, institutionnelles, structurelles), n'apparaissent pas si prévisibles, standardisées, ni homogènes entre elles (Cavalli, 2007).

La construction de ces trois « générations sociales » de mobilité minière que nous proposons dans cet ouvrage est le fruit de nombreux allers et retours entre la Belgique et le Pérou (Lima, Ocongate et Madre de Dios), entre plus d'une année de terrain et de nombreuses heures de consultation de littérature nationale et internationale, entre nos données qualitatives et notre matériau quantitatif, et enfin, entre les analyses empiriques et la rédaction. Nous partageons ici le résultat de ces diverses étapes (qui furent, à bien des égards, itératives) en invitant le lecteur à se plonger dans une ethnographie mobile des campements miniers amazoniens et des territoires andins péruviens au cours de la période 1970-2017.

[2] Nous reviendrons sur cette notion de « trajectoire » dans notre chapitre méthodologique.

Pour ce faire, cette thèse se structure en deux parties et cinq chapitres. Une première partie expose le cadre théorico-méthodologique de notre recherche et se structure en deux chapitres distincts.

Le premier chapitre est consacré aux fondements théoriques de notre recherche. Organisé en trois temps, celui-ci forge le cadre théorique de nos recherches, en présentant les principaux corpus de littérature académiques et les différents concepts heuristiques qui furent choisis et mobilisés pour éclairer notre objet d'étude. Sur base de ces premières expositions théoriques, nous décomposons et énonçons ensuite clairement nos questions d'investigation ; enfin, et dans un troisième temps, nous faisons état de la littérature (internationale et péruvienne) produite sur notre sujet d'étude, et ce, dans le but de situer notre démarche par rapport aux travaux académiques antérieurs et éclairer les apports de notre recherche.

Le deuxième chapitre de ce manuscrit explicite les méthodes de travail mises en œuvre et les choix méthodologiques opérés tout au long de notre recherche. Le chapitre est divisé en cinq parties, reprenant chronologiquement les différentes étapes de notre démarche et les différentes méthodes s'y rapportant. Premièrement, nous abordons notre premier terrain de recherches au Pérou, qui fut exploratoire et modela la suite de nos travaux. Deuxièmement, nous décrivons les tenants et aboutissants de notre méthodologie, qui se base sur un recueil de données mixtes (quantitatives et qualitatives). Troisièmement, nous explicitons l'étape d'analyse de nos données (et les logiciels utilisés). Quatrièmement, nous jetons les bases théoriques de la notion de « génération sociale », tout en explicitant la construction concrète des trois « générations sociales de circulation » identifiées. Quatrièmement, nous exposons les difficultés rencontrées sur le terrain et les limites de notre étude. Enfin, nous concluons nos propos en proposant un exercice de réflexivité sociologique.

Dans la seconde partie de ce manuscrit, nous explorons notre corpus de données empiriques, présentant nos résultats en les structurant selon les trois « générations sociales » de circulation construites précédemment :

- Génération 1 – 1970-1988 : Chapitre 3
- Génération 2 – 1989-2004 : Chapitre 4
- Génération 3 – 2005-2017 : Chapitre 5.

Chacun de ces trois chapitres relatifs aux générations sont structurés de la même manière, en trois temps.

En guise de point de départ, ces chapitres abordent dans un premier temps l'ensemble des processus et facteurs macro-structurels nationaux, régionaux et locaux qui encadrent et concourent aux logiques circulatoires paysannes de la génération. Nous explorons en effet la genèse des divers mouvements mobilitaires paysans de chaque période à la lumière du contexte national, que nous complétons avec une analyse du contexte socio-historique d'origine (Ocongate) et de destination (Madre de Dios)[3].

Dans un second temps, abandonnant les processus, ces chapitres adoptent une approche davantage micro-individuelle axée sur les acteurs, décrivant les attributs communs des individus qui composent la génération, la réalité du monde minier auquel ceux-ci s'incorporent (recrutement,

[3] Ce niveau reprend souvent des éléments du niveau international (exemple : variations du prix de l'or).

conditions d'incorporation, régime de travail, rapports de production, rapports hiérarchiques à l'employeur, etc.), ainsi que les trajectoires circulatoires multiples qui les traversent.

Enfin, et dans un troisième temps, il s'agit – dans une section finale appelée « discussion » – d'apporter, pour chacune des trois générations, une réponse à nos deux questions de recherche en faisant dialoguer nos résultats avec la littérature scientifique produite, d'une part, dans le champ des études migratoires, des *livelihoods studies* et des études du développement (question de recherche 1), et d'autre part, dans le champ de la sociologie du travail (question de recherche 2). En effet, pour chacun de ces trois chapitres relatifs aux générations, cette section « discussion » sera systématiquement scindée en deux parties indépendantes : la première discutant notre première question de recherche relative aux « mobilités, orpaillage et transformation des *livelihoods* ruraux », la seconde questionnant la thèse de l'exploitation et de l' « esclavage moderne » au sein des campements.

Enfin, en guise de conclusion générale, nous revenons sur les principales caractéristiques et originalités de notre cadre analytique et des résultats de notre recherche, tout en pointant ses divers contributions et apports empiriques et théoriques. Ce dernier chapitre conclusif se referme par l'énonciation de nouvelles pistes de travail et perspectives de recherche futures.

Première partie :

CONSTRUCTION THÉORICO-MÉTHODOLOGIQUE DE NOTRE OBJET DE RECHERCHE

CHAPITRE 1 – FONDEMENTS THÉORIQUES DE LA RECHERCHE

Ce chapitre premier pose les fondements de ma démarche de recherche, qui fut menée suivant une approche inductive. Enquête et analyse se sont en effet constamment nourries l'une l'autre, au travers de nombreux allers et retours entre les terrains et la réflexion théorique. « La construction de l'objet [de recherche] est un processus lent, qui procède par aller-retour entre réflexion théorique et confrontation des hypothèses sur le terrain. Ainsi, on aborde généralement chaque terrain à partir d'une première idée d'objet construit théoriquement [...] c'est ensuite l'aller-retour entre théorie et terrain, entre données et problématique, qui permet de structurer progressivement la recherche » (Vigour, 2005: 189). Cet aller-retour entre théorie et terrain fut constant dans la construction de mon objet, les données et les faits observés sur le terrain ayant systématiquement dialogué avec la théorie, conduisant *in fine* à la formulation d'hypothèses et à la construction d'un cadre analytique.

Les fondements théoriques présentés dans ce premier chapitre sont donc la résultante de matériaux bruts qui, après un travail de codage, de catégorisation, d'analyse et de généralisation, ont mené à la construction d'un appareillage théorique, servant de repère à ma recherche et constituant la « trame » de mes réflexions. L'un des objectifs de ce cadre théorique – et l'une de ses originalités également – est d'articuler dans une approche pluridisciplinaire divers pans de littérature et d'auteurs, issus d'écoles de pensée différentes (francophones, hispanophones et anglophones) et de disciplines distinctes (sociologie des migrations, sociologie du travail, géographie sociale et études du développement), et ce, en les mettant en dialogue et en montrant comment ceux-ci se complètent et s'entrecroisent.

Organisé en trois temps, ce chapitre commence tout d'abord par forger le cadre théorique de nos recherches, en présentant les principaux corpus de littérature académiques et les différents concepts heuristiques/notions qui furent choisis et mobilisés pour éclairer notre objet d'étude. Sur base de ces premières réflexions théoriques, il décompose et formule ensuite nos questions d'investigation ; enfin, et dans un troisième temps, il fait état de la littérature (internationale et péruvienne) produite sur notre sujet d'étude, et ce, dans le but de situer notre démarche par rapport aux travaux académiques antérieurs, mais aussi, démontrer les différents apports novateurs de notre recherche.

1. Ancrage théorique

La présente section pose les balises théoriques de notre recherche, en construisant et en situant notre sujet d'étude au carrefour de plusieurs traditions académiques, tout en puisant et en faisant dialoguer divers corpus de littérature (que ceux-ci soient issus du monde francophone, anglophone ou hispanophone). La visée de ce chapitre est d'ancrer nos réflexions dans diverses discussions théoriques, et ce, dans le but d'éclairer les concepts heuristiques et les notions choisis pour étayer les propos de notre travail.

Notre thèse abordant deux questionnements principaux, d'une part, la transformation actuelle des *livelihoods* ruraux andins au regard des mobilités minières liées aux activités d'orpaillage en Amazonie, et d'autre part, l'existence de pratiques d' « esclavage moderne » et d'exploitation au

sein des campements miniers, le cadre d'analyse présenté dans ce chapitre se subdivise en deux discussions théoriques distinctes, traitant chacune de ces deux thématiques.

(1) En ce qui concerne notre première question de recherche, une première section (1.1.) met en dialogue deux concepts théoriques (*rural livelihoods* et circulation migratoire) et une notion contextuelle (orpaillage). Celle-ci se penche en effet sur le concept de *rural livelihoods* (« moyens d'existence ruraux », en français), qu'elle met en dialogue avec les discussions académiques actuelles sur la circulation migratoire et les mobilités, ainsi que celles relatives aux activités minières artisanales et à petite échelle (également appelées « orpaillage »). L'objectif de cette première partie est de présenter, séparément, les fondements théoriques de ces trois objets de recherche (*rural livelihoods*, circulations migratoires et orpaillage), pour ensuite décrypter leurs interactions et la manière dont celle-ci ont été traitées et interprétées conjointement au sein de la littérature académique existante sur le sujet.

(2) Dans un second temps, questionner la validité de la thèse de l' « esclavage moderne » dans les activités d'orpaillage implique de poser les fondations théoriques d'un tel concept. Une seconde section (1.2.) revient en ce sens sur les diverses composantes et formes du concept d' « esclavage moderne », tout en examinant de quelle manière celui-ci a été traité, appliqué, voire critiqué au sein des discussions académiques. Nous exposerons les divers points de remise en question actuelle du concept, principalement à la lumière de deux courants académiques récents : le premier défendant l'existence d'un « esclavage métaphorique » (Morice, 2005 ; Lemozy, 2019 ; Martig, 2015), et le second embrassant la notion de « servitude volontaire » (concept emprunté aux écrits d'Etienne de La Boétie).

1.1. Penser la transformation des moyens d'existence ruraux au regard des circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage

Penchons-nous, pour commencer, sur les fondements théoriques de notre première question de recherche.

Comprendre les transformations actuelles des moyens d'existence paysans en milieu rural andin, à partir d'une étude des circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage amazoniennes, implique tout d'abord de lever le voile sur chacun de ces trois objets séparément (1- *livelihoods* ruraux, 2- circulation migratoire, 3- orpaillage), pour ensuite en saisir les différents mécanismes d'interaction. Prenant cela en compte, nous avons décidé de structurer cette section en deux temps ; un premier temps saisissant chacun de ces trois éléments séparément, et un deuxième temps les articulant et les faisant entrer en dialogue.

Pour ce faire, une première section s'intéresse tout d'abord au concept de « moyens d'existence ruraux » (apparus dans le monde anglophone sous l'appellation de *rural livelihoods*), mettant en évidence ses fondements théoriques, ses forces mais aussi ses manquements (section 1.1.1.). Une deuxième section traite ensuite la notion de « circulation migratoire » (et celle de « mobilité » qui lui est associée), et ce, en la replaçant au cœur des grandes théories migratoires contemporaines (section 1.1.2.). Une troisième section aborde les activités d'orpaillage et la manière dont celles-ci ont été traitées au sein du monde académique ; il est question, dans cette sous-section, de montrer que la question des mobilités qui lui est pourtant étroitement liée a – la plupart du temps – été oubliée dans les analyses, mais aussi que l'orpaillage répond aujourd'hui à une stratégie de diversification des moyens d'existence ruraux au Sud, venant en complément des activités

agropastorales et transformant les logiques des économies rurales paysannes (section 1.1.3.). Enfin, une dernière section (1.1.4.) s'attache à décrypter les interactions entre ces trois objets de recherche (*rural livelihoods*, circulations migratoires, orpaillage), en montrant – sur base de divers travaux empiriques et théoriques récemment publiés – comment les moyens d'existence ruraux se voient aujourd'hui transformés par les circulations migratoires associées aux activités aurifères artisanales et à petite échelle. Ces transformations sont analysées, dans cette partie, dans une perspective de temps long et replacées au sein du débat portant sur les « migrations, transferts de fonds et développement » (De Haas, 2010 ; Piché, 2013), appliqués au milieu minier.

1.1.1. Capturer la diversification rurale à travers le concept de *rural livelihoods*

La construction sociale des sociétés paysannes au Sud a longtemps été associée à celle d'un monde rural spécialisé, ancré à son territoire ainsi qu'à sa terre, peu mobile, et centré sur une activité unique, l'agriculture (Cortes et Vassas, 2016 ; Fréguin-Gresh *et al.*, 2015 ; Guetat-Bernard, 2013 ; Peemans, 2018 ; Trouselle, 2019). Dans cette conception, la mobilité signait la marque d'une « ruralité en crise et en péril » (Cortes et Vassas, 2016: 46) devant par tous les moyens être accompagnée de politiques agraires de soutien, dont les fondements sont à trouver dans une vision particulièrement agro-centrée où les moyens d'existence paysans sont essentiellement centrés et organisés autour de l'exploitation agricole et l'espace local.

Pourtant, depuis longtemps, les sociétés rurales du Sud associent des logiques d'ancrage et de mobilité, qui furent abordées dans des travaux précurseurs au cours de la décennie 1980 (Le Bris *et al.*, 1985), et retravaillées au cours des années 1990, par une multiplicité de recherches remettant en cause le mythe de la sédentarité et de l'immobilité paysannes (Lesourd, 1997 ; Racine, 1994 ; Skeldon, 1990). Parmi celles-ci, les études de Paul *et al.* (1994) ont montré que les logiques familiales agricoles au Sud ne pouvaient se comprendre qu'à la lumière de stratégies plus vastes inscrites dans un méta système que ces auteurs appellent le système d'activités. Défini en tant que « métasystème qui englobe [les activités agricoles] à côté des autres activités productives de l'exploitant et de sa famille » (Paul *et al.*, 1994: 9), ces travaux n'envisagent le systèmes d'activités paysan qu'en analysant l'ensemble des activités du ménage, agricoles ou non, en appelant dès lors à incorporer des éléments structurants tels que la pluriactivité et la mobilité dans les analyses de la ruralité (Fréguin-Gresh *et al.*, 2015).

Ma recherche s'inscrit pleinement dans l'héritage de ces travaux liés au système d'activités paysan (Paul *et al.*, 1994). Toutefois, et suivant une logique qui nous semble complémentaire, celle-ci intègre en outre la diversification rurale ainsi que la durabilité et les dimensions non marchandes des économies paysannes, et ce, en mobilisant le concept des *rural livelihoods* (Chambers et Conway, 1991 ; Scoones, 1998 ; Bebbington, 1999).

Le concept de *rural livelihoods*, né dans le monde scientifique anglo-saxon, est traduit en français par le terme « moyens d'existence ruraux » (Sourisseau *et al.*, 2012 ; Bosc *et al.*, 2015). Au cours de la décennie 1990, de plus en plus d'auteurs – relevant principalement de la géographie et des études du développement (Chambers et Conway, 1991 ; Scoones, 1998 ; Bebbington, 1999) – commencent à s'intéresser à la question de la production des moyens d'existence paysans dans les Suds (Bury, 2004 ; Hilson, 2016).

Ceux-ci posent le constat d'une vision jusque-là trop simpliste de la compréhension des moyens d'existence ruraux, qui sont pourtant dans de nombreux pays du Sud particulièrement complexes,

divers, dynamiques et changeants, s'appuyant en outre sur une large variété de ressources combinées (Chambers et Conway, 1992 ; Chambers, 1995). En opposition avec les approches du développement rural disponibles dans les années 1990 – qui étaient centrées sur la production marchande, négligeant la pluriactivité des ménages ruraux et adoptant des mesures restrictives du bien-être paysan (Sourrisseau *et al.*, 2012) –, ces auteurs en appellent à : « a shift in the development agenda towards more holistic views of the activities and capital assets that households draw on to make a living » (Chambers et Conway, 1991, i). Ces moyens d'existence, créés à partir d'une diversité d'actifs (*assets*) et d'une combinaison d'activités variées (Horsley *et al.*, 2015), sont conceptualisés sous la notion anglophone de *livelihood*, entendue comme :

> « A livelihood comprises the capabilities, assets (including both material and social resources) and activities required for a means of living. A livelihood is sustainable when it can cope with and recover from stresses and shocks, maintain or enhance its capabilities and assets, while not undermining the natural resource base » (Scoones, 1998: 5).

Ainsi défini, le concept de *livelihood* s'articule autour de trois notions essentielles : les capabilités (1), la durabilité (2), ainsi que les actifs/capitaux (3) (Sourisseau *et al.*, 2012).

(1) Dans la compréhension des moyens d'existence ruraux, et conformément à la théorie des capabilités (Sen, 1997), il faut non seulement prendre en compte ce que possèdent les individus, mais surtout leur capacité/liberté à utiliser leurs biens pour choisir leur propre mode de vie. Les principales notions de l'approche d'Amartya Sen sont celles de *funcionings* (modes de fonctionnement) et de *capabilities* (capabilités). Les premiers sont ce qu'un individu peut réaliser en considérant les biens qu'il possède (se nourrir en suffisance, se déplacer sans entraves, savoir lire et écrire, etc.) – cela décrit donc son état –, alors que les secondes représentent les différentes combinaisons possibles des premiers, pour un individu donné. Une capabilité est donc « un vecteur de modes de fonctionnement exprimant la liberté, pour un individu, de choisir entre différentes conditions de vie » (Monnet, 2007: 103). Le concept de *livelihood* prend ainsi en compte, dans ses analyses, la liberté qu'a un individu de choisir le type de vie qu'il souhaite mener (Sen, 1997).

(2) Deuxièmement, la notion de durabilité est centrale dans le concept de *livelihood*, celle-ci devant être entendue comme le maintien d'un niveau de vie qui n'altère pas l'importance et la qualité des actifs, des opportunités et des capabilités, ni ne nuit aux ressources naturelles (Sourisseau *et al.*, 2012). En d'autres mots, la « durabilité » appliquée aux moyens d'existence ruraux renvoie au maintien des stocks et/ou du capital au fil du temps, et une société durable est celle qui est capable d'entretenir, voire d'améliorer ces stocks (Warren *et al.*, 2001).

(3) Troisièmement, le concept de *livelihood* identifie un large éventail d'*assets* (actifs, ressources ou encore capitaux[4], en français), auxquels les ménages ruraux ont accès pour construire leur moyens d'existence. Selon Brugger et Zanetti (2020) :

> « A household is endowed with a number of assets (capitals) [...] Each household devises a strategy to combine assets in order to secure income and enhance wellbeing, improve food security, reduce vulnerability, and expand the asset base within the constraints of existing social and institutional dynamics » (p. 942-943).

[4] *Assets* peut être traduit en français par « actifs », « ressources », ou encore « capitaux ». Nous préférerons, tout au long de ce travail de thèse, la notion de « capitaux », car la terminologie du capital (au sens de Bourdieu, 1980) est celle-ci qui est la plus mobilisée au sein de la littérature liée aux *livelihoods* ruraux.

Les individus (et les ménages) ruraux tirent en effet leurs moyens d'existence de différents types de ressources (Maconachie et Binns, 2007), qu'ils combinent à des fins diverses : assurer un revenu, améliorer le bien-être ou la sécurité alimentaire familiale, réduire la vulnérabilité, accumuler, etc.

Bien qu'il existe certaines distinctions dans les étiquettes et catégories conceptuelles utilisées, nombre de chercheurs s'appuient sur l'heuristique de la terminologie du capital (Bourdieu, 1980) pour identifier ces différentes ressources, à partir desquelles les *rural livelihoods* sont produits. Dans la littérature, ces différents types de capitaux (ou *assets*) sont au nombre de cinq, leurs différentes combinaisons menant à des stratégies paysannes variées : « In striving to achieve sustainable livelihoods, individuals and households utilized different types of capital in a variable portfolio of productive activities » (Maconachie et Binns, 2007: 372). Ces cinq types de capitaux sont déclinés et explicités dans le tableau ci-dessous, adapté des travaux de Bosc *et al.* (2015).

Tableau 1. Les cinq types de capitaux considérés par le concept de *livelihoods*.

Capital naturel	- Terres de l'exploitation agricole (à qualifier selon le potentiel agroécologique ; terres cultivables/pâturages) - Droits d'accès aux ressources ou espaces communs permettant de pratiquer des prélèvements directs ou indirects - Ressources naturelles renouvelables (services écosystémiques, cycle des nutriments, etc.) ou non-renouvelables (forêts, minéraux, eau, etc.)
Capital physique	- Les équipements agricoles (y compris les équipements d'irrigation, d'élevage, de conservation ou de transformation des produits) et les équipements pour les activités non agricoles (équipement de transport, matériels pour les activités artisanales, commerciales, touristiques, etc.) ; - Les infrastructures (routes, électricité, égouts, etc.), aménagements, bâtiments ; - Les animaux possédés et élevés ; - Les plantations pour cultures permanentes - Les maisons et les véhicules.
Capital humain	- Les membres du ménage, de l'exploitation ou de la famille : nombre, âge, genre et statut/engagement au regard des activités de l'exploitation (activités de production agricole et autres activités) ; - Niveaux d'alphabétisation, formation scolaire et professionnelle ; - Existence de savoir-faire particuliers ; - Etat de santé et accès aux soins ; - Scolarisation et accès à l'éducation des jeunes et des adultes. Rem : La main-d'œuvre absente de l'exploitation (membres de la famille de l'exploitation partis en migration), mais qui entretient avec les résidents des liens réguliers (transferts monétaires et non monétaires…) est prise en compte.
Capital social	- La participation à des organisations professionnelles agricoles (syndicats, organisation paysanne et rurale, organisation de développement local, syndicat d'irrigants, coopérative…) ; - La participation à des réseaux d'entraide agricole et non agricole afin de déterminer le niveau d'engagement dans des réseaux d'échange non marchands (action collective) ; - La relation avec des acteurs marchands (firmes de l'aval, distributeurs d'intrants, organismes de crédit…) ; - L'inscription dans des réseaux sociaux, ethniques, familiaux, communautaires, confessionnels. En conclusion : « the general notion [of capital social] is that stocks of mutual trust or 'connections' between people exist that provide a flow of resources that enables both solutions to problems and the pursuit of economic and political activities » (Bury, 2004: 79).
Capital financier ou économique	- Les salaires et revenus monétaires - L'épargne monétaire (fonds propres) et liquidités convertibles ; - Les actifs capitalisés sous d'autres formes (biens immobiliers par exemple) ;

	- Les flux d'argent réguliers tels que les pensions, les transferts de l'État et d'autres envois de fonds (liés à la migration par exemple).

Source : Bosc *et al.* (2015) ; adapté et complété par les écrits de Bury (2004, 2011) ; Brugger et Zanetti (2020) ; Horsley *et al.*, 2015 ; Hinojosa (2013) ; Maconachie et Binns (2007) ; Sourriseau *et al.* (2012).

Se fondant sur la prise en compte de ces différents capitaux, le concept de *livelihood* souligne ainsi la diversité des ressources à disposition des individus ou d'un groupe familial, dont l'importance de chaque type dépend en partie des relations sociales, des institutions et des organisations au sein desquelles ceux-ci structurent leurs stratégies (Bosc *et al.*, 2015). D'un individu (ou d'un ménage) à l'autre, les capitaux détenus peuvent en effet fondamentalement varier, révélant des stratégies distinctes de construction des moyens d'existence. Aussi, « at any specific moment in time, individuals or households may possess different combinations of capital in their livelihood 'portfolios'. Indeed, if a household is lacking in one category of assets, capital might be converted from one form into another » (Maconachie et Binns, 2007: 369). En zones rurales particulièrement, les « portefeuilles » de moyens d'existence sont en effet dynamiques, et les stratégies de *livelihood* sont susceptibles de changer au fil du temps, à mesure que les conditions locales et externes changent (Bebbington, 1999 ; Stocking et Murnaghan, 2001 ; Maconachie et Binns, 2007), mais aussi en fonction de la capacité d'agentivité et des caractéristiques micro-individuelles des acteurs concernés[5] (Scoones, 2009) :

> « Les ruraux visent à optimiser la combinaison de moyens d'existence en fonction de leurs nécessités, mais aussi de leurs choix délibérés à mobiliser des ressources pour sécuriser, maintenir et améliorer leur bien-être. Ces choix s'opèrent sous des contraintes plus ou moins fortes et se fondent sur un accès sélectif aux ressources, une perception spécifique des risques et des opportunités, et selon des aspirations individuelles » (Fréguin-Gresh *et al.*, 2015: 18).

Les différentes stratégies accessibles aux ménages ruraux dépendent, de fait, d'une série de facteurs internes et externes, qui peuvent inclure l'environnement, les stocks de capitaux détenus et l'accès à certaines dotations, mais également des potentialités plus subjectives comme la faculté de les mobiliser de manière efficiente, de saisir des opportunités ou de se projeter dans l'avenir (Lallau et Thibaut, 2009).

Selon Scoones (1998), il existe généralement – en milieu rural – trois groupes principaux de stratégies de moyens d'existence : l'intensification/l'extensification agricole, la diversification ou la migration.

> « Either you can gain more of your livelihood from agriculture through processes of intensification (more output per unit area through capital investment or increases in labour inputs), or extensification (more land under cultivation), or you diversify to a range of off-farm income earning activities, or you move away and seek a livelihood, either temporarily or permanently, elsewhere » (p. 9).

Le plus souvent, les individus ruraux poursuivent – au sein de leur portefeuille de moyens d'existence (*livelihood 'portfolios'*) – une combinaison de ces trois stratégies. Pour préserver, voire améliorer leurs moyens d'existence, ceux-ci ne dépendent pas exclusivement de l'agriculture (intensification/extensification) mais s'appuient également sur un large éventail d'autres ressources, y compris les activités non agricoles (diversification) et la migration. Dans de nombreuses zones rurales des Suds, les activités sont diversifiées, la pluriactivité est prégnante,

[5] Nous reviendrons sur ce dernier point (*agency* et facteurs micro-individuels) dans une section ultérieure (1.2.1.1.).

et de nouvelles formes de mobilité apparaissent. Ces éléments sont, selon Sourriseau *et al.* (2012), des facteurs essentiels de la persistance de l'exploitation agricole familiale en milieu rural.

Prenant en compte ces diverses considérations (liées aux capabilités paysannes, durabilité des moyens d'existence et diversité des capitaux ruraux), ce concept des *rural livelihoods* gagnera progressivement de l'importance dans la recherche académique et les politiques de développement dès la fin des années 1990, voire le début des années 2000. Il deviendra même opérationnalisé dans un cadre de référence international appelé *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL), qui fait le pari de « better understand how households make a living » (Brugger et Zanetti, 2020: 942). Ce cadre SRL sera largement mobilisé par de nombreuses agences de développement internationales ou ONG (telles que les Nations-Unies et Oxfam) afin de diagnostiquer le développement en zones rurales, non plus en termes de croissance économique, mais en termes de bien-être et moyens d'existence des individus (Scoones, 2009).

Ainsi né dans le champ des études du développement et de la géographie sociale, le SRL est pertinent pour engager le débat qui nous occupe sur le développement en milieu rural et la transformation des moyens d'existence paysans à la lumière des mobilités minières. Néanmoins, dans le cadre de notre recherche doctorale, nous avons décidé de n'emprunter à ce cadre de référence SRL que le concept initial de *rural livelihoods* imaginé par Chambers et Conway (1992), sans adopter la lecture et l'analyse systématique par les capitaux et les dotations proposé par le SRL. Partageant la vision de Brain (2017), nous considérons en effet que le simple concept des *rural livelihoods* est en soi très utile, sans devoir appliquer le cadre de référence et la grille de lecture qui lui est associé[6] :

> « It is important to distinguish between livelihoods as a concept and the sustainable livelihoods framework, which was first developed by the UK's Department for International Development and has since been adapted by various development agencies and researchers to assess the sustainability of a given population's livelihoods. The framework is a tool which allows users to check off appropriate boxes to determine how individuals in a community access and use 'livelihood assets' – such as human, social, natural, physical, and financial capital – to achieve livelihood outcomes (DFID, 1999) [...] Many researchers […] have still found the livelihoods concept, without the attendant framework, useful » (Brain, 2017: 412).

En conclusion, j'emprunte ainsi au cadre du SRL l'outil conceptuel des *rural livelihoods* (moyens d'existence ruraux), qui a le mérite de reconnaître, d'une part, la diversité des capitaux à disposition des familles rurales et la manière dont celles-ci les combinent pour assurer leur existence, et d'autre part, la diversification, la pluriactivité et la migration paysanne en tant que stratégies clés d'existence en milieu rural. La réflexion sur les *rural livelihoods* fonde donc une grande partie de la démarche adoptée dans cette recherche, mais demeure selon moi toutefois incomplète pour penser la relation entre mobilités associées aux activités d'orpaillage et transformation des *livelihoods* ruraux. Cet outil conceptuel est donc combiné à d'autres approches théoriques, utiles à la compréhension de notre sujet d'étude, et cela, en trois points.

Premièrement, et malgré la reconnaissance d'un espace rural non réductible aux seules activités agricoles (Paul *et al.*, 1994 ; Trousselle, 2019), cette approche des *rural livelihoods* n'a traité qu'en creux la question des mobilités – alors que nous l'avons vu, la mobilité est l'une des trois stratégies possibles de moyens d'existence ruraux selon Scoones (1998) –, et encore moins celle des mobilités liées aux activités minières artisanales (Brugger et Zanetti, 2020). En effet, « la mobilité apparaît comme une grande absente, alors même que les mondes ruraux sont depuis

[6] Nous ne détaillerons pas ici la grille de lecture et d'analyse du SRL (*Sustainable Rural Livelihoods)*, pour cela, voir Scoones (1998).

longtemps marqués, reconfigurés et affectés par les circulations des biens et des personnes. De même, alors que la pluriactivité s'est inscrite depuis longtemps dans le quotidien des familles et que le rural s'est imposé comme catégorie d'analyse et d'intervention [...] la plupart des méthodes visant à l'étudier se sont centrées sur l'activité agricole » (Fréguin-Gresh *et al.*, 2014: 3). Les travaux de Rigg (2007) en appellent dès lors à « une mobilité qui soit examinée dans sa relation avec les moyens d'existence ruraux » (p. 163), une perspective qui sous-tend l'ensemble de notre démarche de thèse, dans laquelle la mobilité est traitée comme une composante à part entière, endogène et constitutive du système d'exploitation familial paysan.

Deuxièmement, l'approche par les *rural livelihoods* ne prend en compte que de façon partielle les temporalités et la construction long terme des stratégies liées aux moyens d'existence ruraux. Le cadre conceptuel des *rural livelihoods*, qui n'offre qu'un « instantané » dans le temps, n'a de fait pas réussi à résoudre les débats sur les changements de long terme des économies rurales et les questions plus larges de changement agraire et développement (Scoones, 2009 ; Brugger et Zanetti, 2020). Or, cette question est essentielle dans notre recherche, puisque nous nous intéressons à l'évolution des stratégies de moyens d'existence paysans sur près de cinquante ans, à savoir depuis 1970 jusqu'en 2017. Nous aborderons donc cette question du changement à long terme en élargissant l'approche des *rural livelihoods* au récent outil de la « trajectoire des moyens d'existence » (*livelihoods trajectory)*, que nous empruntons aux travaux de Dorward *et al.* (2009) qui analysent la façon dont les populations rurales adaptent leurs stratégies d'existence au fil du temps et combinent les actifs pour répondre à leurs aspirations et/ou aux chocs externes[7].

Troisièmement, l'approche par les moyens d'existence ruraux souffre d'un manque criant d'engagement avec la mondialisation économique, le pouvoir et la politique, et montre une certaine incapacité à se connecter aux débats sur la gouvernance présents au sein des *development studies* (Bury, 2004 ; Hinojosa, 2013 ; Horsley *et al.*, 2015 ; Scoones, 2009). Or :

> « Basic questions of political economy and history matter: the nature of the state, the influence of private capital and terms of trade, alongside other wider structural forces, influence livelihoods in particular places [...] But an unhelpful divide often persists in livelihoods analyses between micro-level, locale-specific perspectives, emphasising agency and action, and broader, macro-level structural analysis […] Yet, livelihood perspectives must look simultaneously at both structure and agency and the diverse micro and macro processes » (Scoones, 2009: 185-186).

A ce jour, seuls quelques auteurs se sont essayés à cet exercice de connexion entre les conditions macro-structurelles et les caractéristiques micro-individuelles/agentivité des populations paysannes pour analyser les moyens d'existence ruraux (Bebbington, 2000 ; Leach *et al.*, 1999). Je m'inscris donc, tout au long de cette thèse, dans la lignée de ces auteurs, mes travaux étant influencés par leur approche, qui porte une attention particulière à l'articulation macro-micro et à l'*agency* des migrants (point sur lequel je reviens dans la section suivante).

1.1.2. Inclure la mobilité dans l'étude de la ruralité : les apports de la notion de « circulation migratoire »

Intéressons-nous à présent à notre second objet de recherche : la mobilité et les circulations migratoires. Nous venons de voir que le cadre des *rural livelihoods*, bien que reconnaissant comme stratégies essentielles la pluriactivité, la diversification et la mobilité des populations rurales, cette dernière apparaît comme la grande absente des débats portant sur la ruralité aux

[7] Nous revenons sur la « trajectoire des moyens d'existence » de Dorward *et al.* (2009) dans une section ultérieure (1.1.4.3.).

Suds. La considérant, dans notre thèse, comme composante à part entière, endogène et constitutive du système d'exploitation familial paysan, nous revenons – dans cette section – sur la conceptualisation des notions de « mobilité » et « circulation migratoire », en cherchant à les replacer au sein des grandes théories migratoires contemporaines. Pour ce faire, nous revenons brièvement, dans une première partie, sur les différentes théories migratoires qui ont jalonné la seconde moitié du XX^{ème} siècle (approches micro-individuelles, macro-structurelles, théorie des réseaux), pour ensuite déboucher sur la récente « approche plurielle des migrations » (Piché, 2013 ; 2015) à laquelle nous empruntons – dans le cadre de ce travail de thèse – de nombreux fondements. Une seconde partie positionne ensuite les notions de « mobilité » et de « circulation migratoire » au sein de ces théories, tout en leur apportant plusieurs précisions conceptuelles et en montrant en quoi ces deux notions ont nourri les diverses réflexions présentées dans ce travail.

1.2.1.1. Les théories migratoires : des approches micro-individuelles et macro-structurelles à l' « approche plurielle des migrations »

Comme Piché (2013) l'observe dans ses travaux, « une théorie migratoire doit accomplir essentiellement deux choses : premièrement, expliquer pourquoi les gens migrent (les causes) et deuxièmement, démontrer dans quelle mesure la migration atteint ses objectifs (les effets). Dans le premier cas, du point de vue des individus, on parle des raisons ou des motifs qui suscitent la décision de migrer ; d'un point de vue plus global, on recherche plutôt les facteurs sociaux et économiques qui poussent les gens à migrer. Cette distinction individu-société ou micro-macro traverse le champ migratoire jusqu'à aujourd'hui. Et on la retrouve de façon encore plus marquée dans le deuxième volet de la théorie migratoire, soit l'étude des effets de la migration » (p. 19).

Dans le cas des mobilités paysannes au Sud, le paradigme de l'exode rural a longtemps dominé la recherche relative à la place des migrations dans les transformations des sociétés rurales (Trousselle, 2019), et conformément à ce qu'énonce Piché (2013), les causes de cet exode ont souvent été étudiées, depuis les années 1970, selon deux types d'approches distinctes : la première étant micro-individuelle, la seconde macro-structurelle.

Premièrement, la théorie micro-individuelle des migrations a mis l'accent sur les choix individuels, la migration étant étudiée comme une action rationnelle amenant à maximiser l'« utilité » (Sjasstad, 1962 ; Lee, 1966 ; Todaro, 1969). Harris et Todaro (1970) furent les premiers à approfondir et formaliser cette idée dans l'étude de l'exode rural, en prenant non seulement en compte la différence de salaire entre deux espaces et l' « utilité » des migrants, mais également l'influence des caractéristiques individuelles du migrant (âge, statut matrimonial, niveau d'éducation, nombre d'enfants, langue, etc.) dans l'explication des migrations. Tel qu'ils ont été élaborés, les modèles micro-individuels reposent sur le postulat d' « un acteur unique prenant des décisions dans un vide social et économique dépourvu d'institutions, de traditions, d'histoire et de communautés » (Massey, 1990: 17). Cette approche a en ce sens été fortement critiquée par les structuralistes qui affirment que les transformations profondes des institutions sociales, économiques et politiques mobilisent les individus pour des raisons allant au-delà de la maximisation de l'utilité individuelle.

Ainsi, parallèlement, l'approche macro-structurelle s'est développée et a cherché à étudier les migrations en partant du postulat que les décisions migratoires individuelles s'inscrivaient toutes dans un contexte historique donné, reflété par les structures sociales, économiques et politiques en place (Mabogunje, 1970 ; Portes et Walton, 1981 ; Morawska, 1990). Cette théorie

macroéconomique et structurelle explique la manière dont les institutions déterminent les structures d'opportunités locales. Autrement dit, dans cette seconde approche du fait migratoire, il ne s'agit plus d'expliquer pourquoi les individus migrent, mais plutôt d'identifier les éléments de l'environnement qui poussent ceux-ci à se déplacer (Mabogunje, 1970) ; l'accent est mis sur le contexte macro-structurel (environnement économique, social, technologique, politique, etc.) comme stimulus des décisions migratoires (Piché, 2013).

Tout au long des décennies 1970-1980, ces deux approches migratoires contrastées ont dominé le champ des *migration studies*, s'opposant sur de nombreux points de vue et n'étant jamais réellement mises en dialogue.

Néanmoins, au cours des années 1990, un renouveau de la littérature théorique sur les migrations apparaît et une nouvelle école de pensée se crée : la Nouvelle Economie des Migrations de Travail (NEMT), rattachée aux travaux d'O. Stark et D.E. Bloom (1985). Ces auteurs cherchent à repenser la place des migrations dans les économies familiales, se distanciant ainsi (et surtout) des théories micro-économiques en ce qu'ils introduisent la notion de « stratégie familiale » qui souligne l'interdépendance mutuelle entre le migrant et sa famille. La NEMT propose de replacer l'acteur migrant dans le contexte décisionnel plus large du foyer, un modèle dans lequel la prise en compte de la structure familiale devient essentielle ; la taille de la famille, l'âge, le sexe, l'étape du cycle de vie[8] des membres, etc. influencent en effet la disposition, les motifs et les attentes face à la migration (Harbinson, 1981). Analysant la migration au niveau du ménage et de la famille, la NEMT conçoit les mobilités de travail en termes de gestion et de partage des risques familiaux, revêtant un caractère de sécurité sociale (Piguet, 2013).

Ainsi, au-delà du capital humain si cher à la théorie micro-individuelle et outre les conditions (sociales, économiques, politiques, technologiques, etc.) étudiées par l'école macro-structurelle, il existe aussi le capital de la parenté familiale et celui des réseaux (Stark, 1991).

Sans détailler ici les contributions des principaux auteurs à la sociologie des réseaux[9], notons que les flux migratoires peuvent aussi être stimulés par des réseaux, définis par Massey (1988) comme étant des « sets of interpersonal ties that link migrants, former migrants, and nonmigrants in origin and destination areas through the bonds of kinship, friendship, and shared community origin » (p. 396). Fondés sur les liens et les relations au sein des familles et des ménages, ainsi que sur les liens et les relations amicales et communautaires, ces réseaux relient les migrants, les anciens migrants et les non migrants au sein d'un tissu complexe de rôles sociaux et de relations personnelles, ces réseaux formant des canaux d'information et d'assistance sociale et financière (Boyd, 1989).

Les réseaux migratoires peuvent effectivement constituer une forme de capital social accumulé par les migrants, en participant à une baisse des coûts migratoires, une réduction du risque, une plus grande probabilité d'emploi à destination, une facilité d'hébergement, etc. (Zlotnik, 2003). Basés sur des relations de confiance, de réciprocité et de solidarité, ces réseaux impliquent de multiples figures de partage à l'autre, mais peuvent également conduire à des formes d'endettement social et symbolique (Enriquez, 2000).

[8] À l'instar de B. Baccaini (1994), nous entendrons, tout au long de cette thèse, par cycle de vie : « la succession des événements d'ordre familial ou professionnel qui segmentent la vie de l'individu en étapes distinctes » (p. 64).
[9] A ce titre, les lecteurs pourront par exemple consulter Stark (1991) ; Boyd (1989) ; Massey (1990).

Une autre implication essentielle de la théorie des réseaux réside dans la notion de causalité cumulative qui établit qu' « une fois le seuil critique de connexions d'un réseau dans une zone d'origine est atteint, la migration s'auto-entretient car chaque acte de migration crée de lui-même la structure sociale nécessaire pour la soutenir » (Massey *et al.*, 2000: 27). Ainsi, la théorie des réseaux permet d'expliquer comment certains flux migratoires peuvent se maintenir et se perpétuer, même en l'absence (ou disparition) des divers facteurs micro-individuels et/ou macro-structurels ayant conduit à son émergence (Piguet, 2013).

Boyd (1989) et Massey (1990) seront dans les premiers à souligner la nécessité d'articuler cette théorie des réseaux et du capital social (considérée comme le niveau « méso »[10]) aux niveaux micro et macro, car chacune de ces trois écoles de pensée explique une partie du phénomène migratoire. « Plutôt que de s'opposer, chaque approche apporte un éclairage spécifique et toute explication des phénomènes migratoires doit en tenir compte » (Piché, 2013: 49).

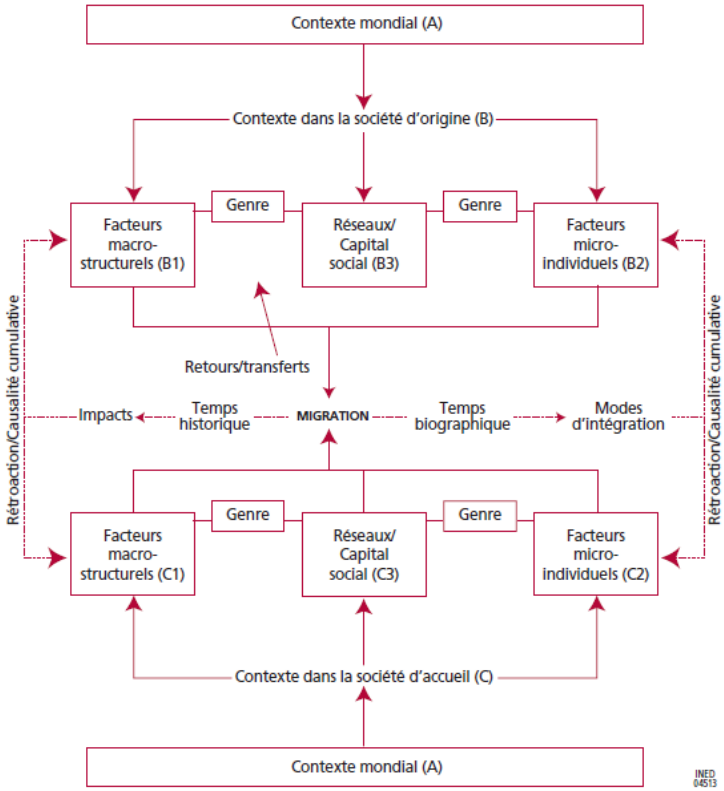
Depuis le début des années 2000, cette approche multidimensionnelle (micro-individuelle, macro-structurelle et réseaux) se généralise dans les recherches sur les migrations dans les pays en développement, particulièrement en ce qui concerne les stratégies de subsistance et la capacité des migrants à devenir des acteurs de changement (De Haas, 2010)[11]. A cette époque, les oppositions entre les différentes théories migratoires s'atténuent en effet ; chaque type de facteur est graduellement pris en compte comme faisant partie intégrante du processus migratoire, et la littérature académique commence alors à parler de « pluralisme théorique » (Piché 2013, 2015).

Selon cette approche, il s'agit d'envisager le mouvement en tant que phénomène multifactoriel et multidimensionnel, intégrant les trois ingrédients principaux de la migration : (1) les niveaux d'analyse micro, méso, macro (voire global), (2) les dimensions économiques, sociales et politiques, (3) tant dans les lieux d'origine que de destination (Piché, 2013). Dans cette « approche plurielle des migrations », « il est effectivement clair que la migration s'inscrit d'emblée dans une perspective systémique reliant les sociétés d'origine et de destination [...] Quant aux facteurs en cause, le modèle proposé inclut les trois types de facteurs suggérés par les théories migratoires, soit les facteurs macro-structurels, les facteurs micro-individuels et les réseaux sociaux et familiaux. Ces facteurs sont à l'œuvre à la fois au départ, mais aussi à la destination » (Piché, 2013: 49).

[10] Selon Scott Fitzgerald (2015), « one of the main sociological contributions to theories of why people migrate has been to explain the networked nature of the phenomenon at a meso level. The reason why people from one community migrate while people from communities in similar economic situations do not can often be traced back to potential migrants' access to border-spanning social networks of family, friends, and people who share the same hometowns » (p. 138).

[11] Pour une analyse plus détaillée des différents courants qui ont traversé les études migratoires, et qui ont alimenté le débat sur la migration et le développement, voire entre autres les travaux de De Haas (2010) et Piché (2013).

Figure 2. Cadre conceptuel de l'approche plurielle des migrations.



Source : Piché, 2013.

Nos travaux de thèse portant sur les mobilités minières andines de travail, ceux-ci prolongent les réflexions des travaux présentés précédemment, tout en s'inspirant largement des considérations et du cadre analytique proposés par l'approche plurielle des migrations, qui comme nous venons de le voir, intègre – dans ses analyses – la multiplicité et la richesse de divers facteurs explicatifs, tant à partir du lieu d'origine que de destination. Il sera en effet question, tout au long de ce travail, d'examiner la question des migrations et des mobilités paysannes à partir d'une vision multifactorielle et multidimensionnelle, articulant les différents facteurs micro, macro et méso (réseaux/capital social), aux processus économiques, sociaux et politiques à l'œuvre, tant dans le lieu d'origine que de destination.

Au-delà de ce cadre fourni par l'approche plurielle des migrations, les théories de la migration incluent également en leur sein, depuis plus d'une décennie, le rôle central de la capacité d'*agency* des individus dans les processus migratoires (Lafleur et Yépez Del Castillo, 2014 ; Mackenzie, 2019 ; Dioh, 2020). L'*agency* est un terme anglophone pour lequel il est difficile de trouver une traduction équivalente en français, mais qui se réfère à « une action, et surtout à une action entreprise par une personne qui agit, non pas une réaction aux événements ni aux circonstances » (Mackenzie, 2019: 1). Elle renvoie ainsi à la capacité des individus d'agir indépendamment, selon leur propre volonté (Campbell, 2009), se rapprochant du mot français « agentivité ». L'individu n'est pas entièrement contraint par l'adversité, il compose avec, agit et effectue des choix autonomes (Robert et Lallau, 2016).

L'*agency* désigne donc non pas un comportement influencé, mais l'action qui émane de la volonté de l'individu (Mackenzie, 2019). Dans le domaine des études migratoires, elle souligne la manière dont le migrant, face à des structures données, établit des stratégies, mobilise des ressources et crée des opportunités dans le but de réaliser son projet migratoire (Dioh, 2020) :

> « Les contraintes (sociales, économiques, institutionnelles, structurelles) ouvrent un monde de possibilités et nécessitent différents degrés d'adaptation. Étudier l'agentivité des migrants revient à s'intéresser aux actions qu'ils posent face à ces contraintes, tout en reconnaissant qu'ils ont une réelle capacité à agir sur le monde et à le transformer » (Dioh, 2020 : 101).

L'expérience quotidienne de l'être humain est pour partie traversée par le sentiment contradictoire d'être à la fois libre et enchaîné, capable de construire son propre avenir tout en étant confronté à des contraintes qui le dépassent (Acher, 2004). Pourtant, les structures ne sont pas conçues comme un déjà-là, agissant de l'extérieur sur un acteur qui les subirait, elles sont au contraire sans cesse activées et reproduites par les acteurs eux-mêmes dans tous leurs « agir » (Butler, 2006) ; face à celles-ci, l'agent migrant peut donc trouver des marges de manœuvre.

L'agentivité du migrant est donc cette capacité à agir au-delà des déterminismes, à se conformer certes, mais également à résister, à jouer et déjouer, à transformer (Haicault 2012). Être un agent[12], c'est ne plus se considérer comme un figurant de sa propre vie, c'est orienter son devenir par ses actions pour donner sens, direction et satisfaction à sa vie (Dioh, 2020).

Partant de ces différentes réflexions théoriques, analysons dans les lignes qui suivent la manière dont mon travail a puisé et recouru de manière sélective aux diverses théories présentées, et ce, dans le but d'extraire les éléments analytiques et interprétatifs utiles à mon étude. Se situant à la croisée de ces différentes théories migratoires, mes travaux de thèse embrassent « le fait mobilitaire » dans toute sa complexité, à partir d'une vision plurielle revêtant diverses implications :

Premièrement, les facteurs micro-individuels et macro-structurels des migrations y sont analysés dans leur articulation. En effet, conformément à ce que Massey (1990) exprime dans ses travaux, les décisions migratoires sont inévitablement prises par des acteurs qui comparent les coûts et les bénéfices des déplacements, mais ces décisions interviennent toujours dans des contextes sociaux et économiques spécifiques, qui sont eux-mêmes déterminés par les rapports structurels plus larges de l'économie politique (Massey, 1990). Nous nous attacherons donc, tout au long de cette thèse, à imbriquer les facteurs micro-individuels aux facteurs macro-structurels, ces deux types concourant aux décisions migratoires des acteurs sous étude.

Deuxièmement, la réflexion sur les réseaux sous-tend et influence elle aussi nos analyses, comme « un élément du contexte social qui affecte fortement la décision de migrer en jouant sur la dimensions 'coût' de l'équation » (Massey, 1990 ; cité par Piché, 2013: 315). La théorie des réseaux nous aide en effet à comprendre les pratiques d'incorporation des travailleurs mobiles andins au sein du monde minier amazonien, ainsi que saisir les diverses modalités du recrutement minier, qui – comme nous le verrons dans les prochains chapitres – se voit aujourd'hui de plus en plus facilité par les réseaux de parenté, d'amitié et de compérage symbolique.

Troisièmement, et empruntant ces considérations à la NEMT, la notion de « stratégie familiale » est centrale dans nos analyses, tout comme celle de « cycle de vie ». D'une part, la famille représente le niveau d'analyse le plus pertinent pour l'étude des effets de la mobilité andine, dans la mesure où celle-ci est un lieu idéal de passation de contrats implicites entre générations, destinés à réduire les risques (Lambert, 1994 ; Chapman et Prothero, 1983 ; Guetat-Bernard,

[12] Selon Mackenzie (2019), il existe trois éléments essentiels pour qualifier une personne d'agent, à savoir un individu qui est engagé dans un comportement d'*agency* : (1) Être capable d'agir ; (2) Pouvoir agir ; (3) Vouloir agir. Ces trois éléments doivent être obligatoirement présents en tout acte d'*agency*.

1998). Comme Boyd (1989) le note en effet, « la migration isolée d'un membre du ménage constitue une stratégie au niveau du ménage visant à atteindre un équilibre entre les ressources, comme la terre et le capital, les besoins de consommation de ses membres et les solutions alternatives permettant de générer un revenu monétaire » (p. 285). Dans cette thèse, nous partons de l'expérience individuelle de migration des travailleurs mobiles, pour faire ensuite remonter les analyses à un niveau familial, examinant la manière dont cette migration transforme les moyens d'existence ruraux familiaux. D'autre part, et à l'instar de Baccaini (1994), nous revenons, au cours de ce travail, sur la notion de cycle de vie, qui peut être définie comme : « la succession des événements d'ordre familial ou professionnel qui segmentent la vie de l'individu en étapes distinctes » (p. 64). Il est – comme nous l'avons vu – fondamental dans la NEMT de considérer les comportements migratoires (changements, ruptures, etc.) au fil des différentes étapes du cycle vital de l'individu et de la famille : enfance, jeunesse, constitution du ménage, âge adulte avec enfants, retraite et vieillesse. Empruntant les fondements de cette perspective d'analyse sur le cycle de vie à la NEMT, nous la faisons dialoguer avec différents travaux issus du monde académique (francophone notamment – Cortes, 1998).

Enfin, nos travaux empruntent à la littérature sur l'*agency*, les fondements d'une perspective d'analyse de l'individu migrant en tant qu'agent « capable d'agir indépendamment, selon sa propre volonté » (Campbell, 2009), à savoir en étant pleinement conscient et responsable de ses décisions. Comme Bebbington (2000) le souligne, « this suggests the need for more nuanced interpretations of development that emphasize human agency and the room to maneuver that can exist within otherwise constraining institutions and structures » (p. 495). Cette notion d'*agency* nous permettra de fait d'identifier – pour différents individus ruraux – des trajectoires migratoires individuelles[13], qui pourtant soumises aux mêmes contraintes (sociales, économiques, institutionnelles, structurelles), n'apparaissent toutefois pas si prévisibles, standardisées, ni homogènes entre elles (Cavalli, 2007). A travers la reconstruction des trajectoires de vie de plusieurs femmes et hommes issus du district andin d'Ocongate et d'autres parties du Pérou, nous identifierons en effet des parcours de vie qui se singularisent, mettant à la fois en lumière, d'une part, les facteurs macro-structurels, micro-individuels et les réseaux qui les modèlent, et d'autre part, la capacité d'agentivité des migrants et leur marge de manœuvre.

En conclusion, nous défendons donc tout au long de ce travail la thèse de Massey (1990), qui note que les « migration decisions are made jointly by family members within households; that household decisions are affected by local socioeconomic conditions ; that local conditions are, in turn, affected by evolving political, social, and economic structures at the national and international levels; and that these interrelationships are connected to one another over time » (p. 5). Aux propos de cet auteur, nous ajoutons la notion d'*agency*, qui influe aussi inévitablement sur les *outcomes* des processus migratoires et la transformation des moyens d'existence du paysan andin.

[13] Nous reviendrons sur cette notion de « trajectoire migratoire » dans le chapitre méthodologique qui suit.

1.2.1.2. Mobilité et circulation migratoire : de l'évènement rupture à la complexification des formes de migrer

Maintenant que les ressorts des théories migratoires existantes ont été posés, examinons la manière dont les notions de « mobilité » et de « circulation migratoire » s'y insèrent, en constituant aujourd'hui, une manière innovante et renouvelée d'appréhender le fait migratoire.

La migration en tant que stratégie familiale, telle qu'elle a été pensée par la Nouvelle Economie des Migrations de Travail (Stark et Bloom, 1985 ; Stark, 1991) renvoie en réalité à des travaux plus anciens, notamment en géographie, qui ont questionné la dimension stratégique de la mobilité au regard de pratiques anciennes en milieu rural (Trousselle, 2019).

L'importance de la dimension collective des pratiques de mobilité à partir de leur inscription dans des logiques familiales ou communautaires a en effet été soulignée, au cours de la décennie 1990 et au tournant des années 2000, dans maints travaux portant sur les Suds. Ceux-ci ont mis en avant des notions telles que le système résidentiel familial (Le Bris *et al.*, 1987), les ménages confédérés (Dandler et Medeiros, 1991 ; Balan, 1992), les économies d'archipel (Quesnel et Del Rey, 2005) ou encore le système familial multi-localisé (Fréguin-Gresh *et al.*, 2014, 2015), abordant la mobilité comme une ressource socio-spatiale, servant des stratégies familiales, évolutives et réversibles, fondées sur le couple dispersion/fixation. Ces auteurs observent en effet une dispersion des individus, mais qui ne signifie néanmoins pas une rupture entre les lieux d'origine et de destination, ni une fragmentation de la cohésion familiale (Baby Collin et *al.*, 2009 ; Cortes, 2000).

Ces travaux ont acté la voie du changement de perspective dans l'étude des migrations, qui ne seront dès lors plus seulement analysées comme un transfert définitif d'un espace vers un autre, mais dans une continuité de liens qui connectent les espaces d'origine et de destination. Sur le plan académique, ce changement implique une remise en cause rapide des visions segmentées entre les lieux d'origine et de destination, ces derniers étant désormais étudier dans leur pleine interaction.

Dans l'approche classique du fait migratoire, la migration était définie comme « un déplacement dans l'espace d'un lieu de départ vers un lieu d'arrivée impliquant un changement de résidence, qu'il soit temporaire ou définitif » (Cortes, 1998: 265). Or, il existe des formes bien plus complexes de migration, de courte durée et de courte distance, n'impliquant pas systématiquement un changement permanent ou semi-permanent de résidence (Altamirano, 1985). De fait, le simple changement de résidence ne représente que l'une des nombreuses façons de se mouvoir au sein de l'espace, ce qui explique que les scientifiques rencontrent très vite, particulièrement dans les pays du Sud, d'importantes difficultés à appliquer le concept de migration dans sa définition restrictive. Non seulement les déplacements qu'ils observent présentent des formes et des temporalités complexes (mouvements saisonniers, circulaires, allers et retours, double résidence, etc.) dont les modalités sont souvent variables en fonction des contextes socio-économiques locaux et régionaux et des phénomènes conjoncturels, mais la notion même de transfert de résidence s'avère inopérante dans de nombreuses situations. Il convient donc, à cette époque, d'élaborer de nouveaux outils conceptuels qui puissent prendre en compte la multiplicité croissante des formes de mobilité (Grandchamp, 2001).

A partir de la décennie 1980, un nombre croissant d'auteurs (géographes, sociologues, démographes, anthropologues, etc.) s'accordent sur le caractère partiel des premiers modèles

migratoires et montrent que leur conception univoque tend à occulter la complexité des situations migratoires, la multitude des formes de mobilité et la diversité des parcours (Domenach et Picouet, 1987 ; Courgeau, 1988 ; Dureau, 1999). A cette époque, les dynamiques migratoires s'accélèrent, s'intensifient et se complexifient suite à la crise pétrolière, la rupture de la croissance économique et le développement rapide des réseaux de transport notamment. Sur le plan académique, nous passons alors d'un modèle de « migrations » reposant sur la rupture et le changement de résidence (Cortes, 1998 ; Simon, 1995 ; Baby-Collin *et al.*, 2009) à un modèle de « mobilités » fonctionnant sur le principe de « réversibilité de la migration » (Domenach et Picouet, 1987).

Selon Simon (2006), l'approche habituelle des faits migratoires fait ainsi progressivement place à l'approche souple des mobilités, particulièrement dans les pays du Sud où les identités territoriales se déploient le plus souvent dans des contextes de multi-localisation et de multipolarité. Cette multi-localisation, soulignent Fréguin-Gresh *et al.* (2015), élargit l'approche de la migration à celle la mobilité, qui se définit en tant qu' « ensemble de toutes les formes de déplacements, y compris ponctuels, parfois récurrents, liés au développement d'activités variées » (p. 14-15).

Zelinski (1971) fut le premier à proposer une définition opérationnelle d'un flux de population qui ne se traduit pas par un changement de résidence. Il qualifie de circulation :

> « a great variety of movements, usually short-term, repetitive, or cyclical in nature, but all having in common the lack of any declared intention of a permanent or long-lasting change in residence » (Zelinsky, 1971: 226).

Cette définition ouvre la voie à d'autres recherches sur la mobilité et la circulation (notamment Chapman et Prothero, 1983, 1985), qui développeront et approfondiront la pensée de Zelinsky. A partir de leurs réflexions, la notion de circulation migratoire verra le jour et sera de plus en plus mobilisée (surtout dans le monde académique francophone) pour saisir les mouvements dans la perspective dynamique du va-et-vient d'un pôle à l'autre de l'espace migratoire, en insistant sur la dimension répétitive et durable des flux ainsi que leur caractère pluridirectionnel. Que ce soient des mouvements circulaires avec retour au point d'origine ou des mobilités allant dans les deux sens, c'est la mobilité alternante, répétitive ou cyclique, entre un lieu et un autre, reliant une ville à une autre, un village à une métropole, généralement sous le mode du va-et-vient entre deux ou plusieurs lieux qui caractérise désormais l'approche des migrations par la circulation (Malmberg, 1997 ; Tarrius, 1994).

Principalement théorisée par des chercheurs français de l'école de Poitiers[14] (Gildas Simon, Emmanuel Ma Mung, Geneviève Cortes, Laurent Faret, etc.) et située au carrefour de plusieurs disciplines (sociologie, démographie, anthropologie, géographie, etc.), la notion de circulation migratoire tend à rendre compte de situations et d'expériences diverses et distinctes, tout en considérant la circulation comme un « mouvement entre deux sédentarités » (Tarrius, 1992) ou « entre territoires des ancrages et territoires des circulations » (Cortes et Faret, 2009).

> « La circulation migratoire prend en considération l'ensemble de l'itinéraire migratoire, des espaces parcourus et des pratiques qui y sont associées. Elle ne restreint plus le déplacement au simple acte de migrer. Elle n'est pas vécue comme une rupture ou une parenthèse mais comme partie intégrante

[14] L'école de Poitiers correspond au centre de recherche français *Migrinter* situé dans la ville de Poitiers, en France. Gildas Simon, géographe français, en est le fondateur.

> d'une organisation sociale [...] Elle synthétise l'ensemble des relations entre le groupe ou l'individu émigré et le pays d'origine et prend la forme dynamique d'un va-et-vient » (Arab, 2008 : 21 et 23).

La circulation ne se réfère donc pas seulement à un aller-retour entre deux espaces, de départ et d'arrivée, mais prend en compte plus globalement le parcours de l'individu, qui ne migre plus forcément de la même façon qu'auparavant. D'ailleurs, selon Arab (2008), « il ne migre plus mais il circule » (p. 20).

Sur le plan méthodologique, le glissement de la dimension migratoire vers celle de la circulation a fait basculer l'échelle considérée, les chercheurs attachés à l'approche circulatoire cherchant désormais à identifier la continuité spatio-temporelle des formes de mobilité et non plus seulement les changements de résidence dans un laps de temps défini. Ils ont, en ce sens, développé des outils novateurs de mesure qualitative et quantitative permettant d'étudier la succession des événements de mobilité au cours du cycle de vie des individus, pour ainsi recomposer leurs trajectoires de mobilité, déterminer leurs rythmes de déplacement – intensité, fréquence, périodicité –, et rendre compte de leurs mouvements d'alternance, de circularité ou de double résidence.

En ce qui nous concerne, nous identifions, outre son originalité méthodologique, deux autres apports majeurs de l'approche circulatoire pour notre propre objet d'étude : (1) sa prise en compte des transports et des expériences subjectives liées au voyage, ainsi que (2) sa claire distinction vis-à-vis des notions de migration temporaire et de migration saisonnière.

(1) Premièrement, la notion de circulation migratoire rassemble, selon les mots de Guerassimoff (2004), « des éléments immobiles et des composantes mobiles qui n'ont pas vocation à l'installation » (p. 9). En ce sens, lorsqu'on analyse les circulations migratoires, nous sommes encouragés à examiner leur double signification : le va-et-vient des individus selon des temporalités diverses à l'intérieur des espaces (mobilités pendulaires des migrants, déplacements des familles, etc.), mais aussi, les transports et l'ensemble des expériences subjectives qui leur sont associés (Simon, 2008). Selon Cortes (2009):

> « De manera concreta, la circulación migratoria toma en cuenta las modalidades del desplazamiento, pero no solamente de los actores migrantes sino también de los actores 'conexos' (no migrantes, pasadores, transportistas, prestamistas, etc.). Así, por ejemplo, se desarrolla desde unos quince años una nueva geografía migratoria del transporte con autores como S. de Tapia en el caso de las migraciones turcas (1996) o L. Faret en el caso mexicano (2004) » (Cortes, 2009: 40).

S'ancrant dans cette optique de « géographie migratoire du transport », les travaux de cette thèse partagent la vision de De Tapia (1996) lorsqu'il affirme qu'étudier la circulation migratoire c'est analyser la mobilité des hommes, avec leurs itinéraires, leurs moyens de transports et de communications, la pratique effective et affective de l'espace parcouru, entre l'espace d'origine et le (ou les) lieu(x) de mobilité. Ma thèse est en effet ancrée, pourrait-on dire, dans une géographie sociale qui accorde une place primordiale aux pratiques et aux représentations, aux expériences vécues et aux trajectoires de vie, aux stratégies des acteurs, aux intentionnalités et à l'*agency* des individus, dans leur rapport à l'espace (Di Méo, 1996).

(2) Deuxièmement, les auteurs se revendiquant de l'approche circulatoire établissent une nette séparation conceptuelle entre celle-ci et les notions de migration temporaire et de migration saisonnière. Pendant longtemps, nous nous sommes interrogés sur les éléments qui différenciaient la circulation migratoire (mouvements de va-et-vient par rapport à un point d'origine) de la

migration temporaire et saisonnière, qui renvoient toutes deux à un mouvement de durée limitée en dehors du lieu d'origine, pouvant être lui aussi répétitif. Les tenants de l'approche circulaire avancent des pistes de réponse, ce qui nous a permis d'opter pour le concept de circulation migratoire dans le cadre des mouvements que nous observions sur notre terrain d'étude, à savoir : (1) des mouvements répétés impliquant plus d'un cycle de migration (entrée, séjour, retour) ; (2) des périodes de séjour dans le lieu de destination de courte durée (entre quinze jours et douze mois) ; et (3) des mouvements bi-directionnels entre le lieu d'origine et le lieu de destination.

Examinons la distinction entre les trois notions de migration temporaire, migration saisonnière et circulation migratoire. Tout d'abord, en ce qui concerne la migration temporaire, celle-ci renvoie à un mouvement d'aller, un séjour unique et limité dans le lieu de destination, ainsi qu'un retour dans le lieu d'origine, qui vient clôturer le cycle de migration. Il s'agit donc d'un seul mouvement d'aller/retour, de courte durée, cette notion n'imposant en outre aucune règle permettant de déterminer si la durée du séjour doit être considérée comme (encore) temporaire ou (déjà) permanente, ce qui la rend ambigüe.

En ce qui concerne la migration saisonnière, celle-ci se réfère également à un déplacement aller/retour, de durée limitée, mais présentant, lui, un caractère cyclique. Généralement caractéristique des sociétés agricoles et liée à l'existence de décalages chronologiques dans les calendriers des économies rurales voisines (ou relativement voisines) dans l'espace (Noin, 2005), ce type de mouvement entraîne – dans la plupart des cas et à des moments définis de l'année – un déplacement de main-d'œuvre d'appoint vers des zones demandeuses. En ce sens, la migration saisonnière est un mouvement nettement rythmé, qui concerne les mêmes mois d'année en année.

Sur base de ces deux définitions, nous avons écarté le concept de migration temporaire et partiellement intégré celui de migration saisonnière dans notre analyse, car les mouvements observés ne correspondent pas tout à fait à ces descriptions. En effet, dans le premier cas, les circulations étudiées par la présente thèse n'impliquent pas un seul mouvement d'aller/retour mais un mouvement dynamique et répétitif de va-et-vient entre lieu d'origine et lieu de destination ; dans le second cas, les circulations présentent bien un caractère répétitif, mais qui ne sont pas toujours cycliques, les déplacements se réalisant – pour beaucoup – à n'importe quel moment de l'année et lors de mois différents d'année en année.

Nous utiliserons ainsi, tout au long de ce travail et à l'instar de Cortes et Faret (2009), le terme de circulation migratoire pour désigner l'ensemble des mobilités spatiales humaines qui n'impliquent aucun changement de résidence, mais qui intègrent toujours le lieu d'origine dans des trajectoires de va-et-vient. Lorsque nous aborderons la circulation, il sera en effet question de déplacements multiples entre deux lieux, parfois lointains, mais avec une relative régularité entre ces deux lieux et un retour fréquent au lieu d'origine, le lieu de résidence (Adelkhah et Bayart, 2007). S'inscrivant dans la continuité de ces travaux, nous tenterons ainsi de rompre avec les dichotomies départ/arrivée, installation/retour, temporaire/permanent, en étudiant les lieux d'origine et de destination dans leur pleine articulation et en considérant que lorsqu'il circule, l'individu se crée non seulement des relations (réseaux), mais forge également son propre territoire, celui dans lequel il évolue. Le « migrant » est donc – tout au long de cette thèse – analysé davantage comme un « circulant », n'appartenant pas à un seul espace, mais s'inscrivant plutôt dans une logique de multi-localisation et de multipolarité (Simon, 2006).

1.1.3. Appréhender l'orpaillage : une stratégie de diversification des moyens d'existence ruraux

Après avoir analysé les concepts de *rural livelihoods* et de circulation migratoire, penchons-nous désormais sur la troisième notion (davantage contextuelle) qui nous occupe dans ce travail de thèse : l'orpaillage[15], et tentons de saisir comment cette activité a été traitée (théoriquement mais aussi empiriquement) au sein de la littérature académique existante. Pour ce faire, nous divisons la présente section en trois parties. Premièrement, nous mettons tout d'abord en lumière la notion de *livelihood diversification* (Ellis, 1998), afin de montrer que les activités d'orpaillage ont – pendant longtemps – été largement ignorées des débats sur la diversification des moyens d'existence en milieu rural, alors que celles-ci constituent – à travers le monde et depuis des décennies déjà – une stratégie essentielle de diversification paysanne. Deuxièmement, et prenant le contrepied de cette position, nous analysons l'orpaillage en tant que stratégie légitime de diversification en milieu rural, et ce, en l'analysant dans ses synergies avec les activités agricoles. Enfin, et troisièmement, nous revenons sur le binôme orpaillage/*rural livelihoods*, en exposant les quelques travaux académiques qui – depuis une dizaine d'années seulement – envisagent l'orpaillage comme une activité contribuant à la transformation des *livelihoods* ruraux au Sud, et pouvant même (dans certains cas) participer à une réduction des indices de pauvreté.

1.1.3.1. La diversification paysanne comme stratégie essentielle d'existence en zone rurale

Depuis les années 1990, de nombreux auteurs s'intéressant aux processus de développement rural ont redécouvert la vitalité et la créativité des sociétés paysannes ainsi que leur capacité à assurer la reproduction de l'ensemble familial, voire l'amélioration de leurs *livelihoods* (Peemans, 2018). Cette vitalité et cette créativité remettent aujourd'hui en cause la vision étriquée qui donne pour condamnées à la fois la famille paysanne et l'exploitation agricole (Bosc *et al.*, 2015) et se mettent en porte à faux vis-à-vis des thèses de la dé-agrarisation :

> « Au niveau de l'analyse des réalités du monde paysan, dans les décennies récentes, on a en fait de nombreux éléments qui sont tout à fait en porte à faux avec la doctrine de la modernisation et les thèses de la dé-agrarisation [...] On a de nouvelles pistes de réflexion qui renouvellent complètement le regard sur le monde paysan au Sud, en mettant en avant son rôle historique et actuel dans la production des territoires ruraux. Tous ces éléments révèlent à la fois la résilience du monde paysan, et sa capacité à être un acteur central dans la mise en œuvre d'un développement réellement durable » (Peemans, 2018 : 31-32).

Loin d'être figées dans « d'imaginaires 'traditions' intemporelles » (Bosc et al., 2015: 9), les populations paysannes du Sud changent effectivement souvent leurs stratégies de moyens d'existence, démontrant des capacités de résilience exceptionnelles face aux changements majeurs de la société et de l'économie actuels. Parmi ces stratégies, la diversification et la pluriactivité apparaissent centrales, celles-ci étant au cœur du comportement stratégique paysan en tant que pratiques historiques visant à assurer la sécurisation des moyens d'existence (Peemans, 2018).

[15] Tout au long de ce travail, les mots « orpaillage », « activité aurifère artisanale et à petite échelle », « exploitation aurifère alluviale », « *artisanal and small-scale gold mining* » (ASGM, dans la littérature anglophone), *minería aurífera artesanal y en pequeña escala* (dans la littérature sud-américaine), seront utilisés indistinctement, ceux-ci renvoyant à une même réalité : un mode d'exploitation des ressources aurifères peu technologique, à faible capital et à forte intensité de main-d'œuvre (Gamu *et al.*, 2015). Nous reviendrons sur cette définition dans la section qui suit.

Pratiquant la diversification, tout en dépendant de plus en plus de revenus d'origine non agricole, Peemans (2018) parle pour les Suds de l'émergence récente d'une « paysannerie hybride », pour qui la combinaison d'activités agricoles et non agricoles semble être davantage la règle, au détriment de l'abandon pur et simple de l'agriculture. Écartant ainsi la thèse de la dé-agrarisation, cet auteur décrit le monde paysan des Suds comme n'ayant plus le caractère homogène qu'on lui attribuait auparavant, la multifonction – à travers la diversification et la pluriactivité – devenant la nature des paysans (p. 33).

Selon Bosc *et al*. (2015), de par le monde, ces stratégies de diversification des moyens d'existence (*livelihood diversification*) permettent aujourd'hui aux exploitations familiales non seulement de résister, mais aussi de s'adapter et de se transformer en réponse aux changements de leur environnement :

> « L'existence des exploitations familiales est largement liée à la diversification des activités, diversification qui peut être agricole ou non, salariée ou non, et concerner des activités réalisées dans le territoire ou multi localisées. Cette diversification constitue la base de l'existence et de la permanence des exploitations développant des systèmes d'activité complexes. Elle peut contribuer à la survie, due à l'insuffisance des capitaux [...] Mais elle peut également s'inscrire dans des stratégies d'accumulation grâce aux fort revenus des activités non agricoles » (Bosc *et al.*, 2015: 342-343).

En effet, dans la vision orthodoxe des processus de changement économique, le rural est souvent contrasté avec l'urbain, l'agriculture est contrastée avec l'industrie, et les individus sont censés faire une transition complète d'un type d'activité vers un autre (Ellis, 1998). Dès lors, la diversification est généralement considérée comme un comportement « déviant », un simple phénomène transitoire (Saith, 1992) ou associé à « une lutte désespérée pour la survie au sein d'une économie en déclin » (Ellis, 1998: 2). Or de nombreuses études (Stark, 1991 ; Davies, 1996 ; Rigg, 2006 ; Verbrugge, 2014 ; Brugger et Zanetti, 2020) ont montré que cette pratique de diversification pouvait à la fois se produire comme stratégie délibérée des ménages et comme réponse involontaire à une crise ; que celle-ci pouvait agir à la fois comme soupape de sécurité pour les ménages pauvres, tout comme un moyen d'accumulation pour les ruraux riches. Adoptant ce point de vue, Ellis (1998) sera l'un des premiers auteurs à se pencher sur la définition de la diversification rurale, notant que : « the livelihood diversification is the process by which rural families construct a diverse portfolio of activities and social support capabilities in order to survive and to improve their standards of living » (p. 1). Dans des contextes de ruralités de plus en plus complexifiées, les activités non agricoles et la diversification jouent un rôle déterminant et croissant dans les stratégies d'existence rurales, que celles-ci soient orientées vers la subsistance ou l'amélioration des conditions de vie (Scoones, 1998).

Répondant à cette réalité, au cours des deux dernières décennies, un large éventail d'études académiques (Barrett *et al.*, 2001 ; Escobal, 2001 ; Reardon *et al.*, 2001 ; Kay, 2009 ; Haggblade *et al.*, 2010 ; notamment) ont discuté cette question de la diversification des moyens d'existence ruraux au Sud, et en arrivent à cette même conclusion :

> « Contrasting with the conventional wisdom that most rural households subsist on farming activities [...] the nonfarm sector provides an important share of household income [...] Diversification is the norm; very few people collect all their income from any one source, hold all their wealth in the form of any single asset, or use their assets in just one activity [...] Nonfarm earnings account for 35–50 % of rural household income across the developing world » (Ofosu *et al.*, 2020: 213-214)

En Amérique latine, Kay (2009) affirme en effet que ces dernières décennies ont été marquées par la forte croissance du salariat agricole, des migrations (internes et internationales) et de la multi-activité ; alors qu'au début des années 1980, moins de 25% de la population rurale déployait des activités en dehors de son exploitation agricole, ce chiffre atteignait les 40% à la fin de la décennie 1990. Sur la même période, la part des revenus non agricoles dans le revenu rural double également, représentant 50% des revenus ruraux au début des années 2000.

Ces divers travaux produits sur la diversification paysanne et ses incidences sur les *livelihoods* ruraux intéressent particulièrement le propos de cette thèse, qui se situe dans leur prolongement en considérant que le regard porté sur les sociétés rurales ne doit pas se limiter à leur seule vocation agricole (Chambers et Conway, 1991 ; Paul *et al.*, 1994 ; Gasselin *et al.*, 2014). Le portefeuille d'activités paysan inclut certes en son centre les activités agropastorales, néanmoins, celles-ci se doivent d'être étudiées dans une connexion croissante avec d'autres activités non agricoles, qui participent elles aussi activement à la génération du revenu paysan. La littérature identifie parmi ces activités non agricoles les services, la construction, le commerce ou encore le transport (Lay *et al.*, 2008), mais comme le souligne Hilson (2010) : « quite surprisingly, however, little mention is made of artisanal mining, which, over the past decade, has become a popular – and possibly, the most important – rural nonfarm activity » (p. 297).

Dans les Suds, l'activité minière artisanale représente en effet aujourd'hui l'une des activités non agricoles envisagées au sein du portefeuille d'activités paysan. Toutefois, celle-ci souffre d'une cruelle omission au sein des débats sur la diversification des moyens d'existence en milieu rural, ce qui participe à sa pauvre compréhension ainsi qu'à son traitement superficiel au sein des discussions internationales sur les *livelihoods* paysans et le développement rural (Hilson, 2010). Or, comme de nombreuses publications récentes le prouvent (Brugger et Zanetti, 2020 ; Cartier et Bürge, 2011 ; Fisher *et al.*, 2019 ; Hilson, 2010, 2011, 2016 ; Okoh et Hilson, 2011 ; Maconachie et Binns, 2007 ; Mkodzongi et Spiegel, 2019, 2020 ; Ofosu *et al.*, 2020 ; Pokorny *et al.*, 2019), les connexions entre les économies paysannes et les économies minières sont fondamentales au maintien des moyens d'existence ruraux et jouent, aujourd'hui, un rôle essentiel dans la vitalité des économies paysannes aux Suds.

C'est dans la continuité de ces travaux que je positionne, dans cette thèse, les activités aurifères artisanales et à petite échelle (plus communément appelées orpaillage, en français) comme une stratégie essentielle de diversification des moyens d'existence ruraux (Banchirigah et Hilson, 2009; Siegel et Veiga, 2010; Maconachie, 2011; Hilson, 2012).

1.1.3.2. L'orpaillage : une stratégie de diversification, complémentaire aux activités agricoles

Au sein de la littérature académique, la principale entrée d'analyse des activités minières artisanales et à petite échelle a – jusqu'à peu – essentiellement été celle de ses incidences négatives sur l'environnement, la société et le foncier (Fisher *et al.*, 2019 ; Gamu *et al.*, 2015 ; Hilson, 2010, 2016 ; Lahiri-Dutt, 2018). Les travaux la concernant se sont en effet pendant longtemps concentrés sur son caractère sauvage et imprévisible, son empreinte environnementale considérable (déforestation, dégradation et pollution des sols, nuisances sonores, etc.), les nombreux conflits socio-environnementaux provoqués par cette activité (et notamment sa concurrence foncière avec l'agriculture), ainsi que les nombreux maux sociaux qui lui sont associés (conditions de travail et de vie déplorables, sécurité inexistante, travail des enfants,

contamination au mercure, concentration de maladies infectieuses et/ou sexuellement transmissibles, prostitution, criminalité, violence, consommation de stupéfiants, etc.) (Hilson, 2016 ; Fisher *et al.*, 2019 ; Siegel et Veiga, 2009).

Au fil du temps, cette « myopie » a néanmoins, selon plusieurs auteurs tels que Maconachie et Binns (2007), Spiegel (2014) et Hilson (2016), largement éclipsé un autre phénomène tout aussi patent : l'étroite imbrication et complémentarité de l'orpaillage avec l'agriculture[16].

La relation entre ces deux activités n'est en effet aujourd'hui que très peu documentée et dès lors, insuffisamment comprise (Brugger et Zanetti, 2020). Malgré leur intrication ancienne (Hilson, 2016), cela ne fait que quelques années que certains auteurs s'essayent à examiner l'exploitation aurifère artisanale et l'agriculture dans des rapports de complémentarité, à savoir comme des secteurs devenus « imbriqués », se dynamisant l'un l'autre (Banchirigah et Hilson, 2009 ; Cartier et Bürge, 2011 ; Hilson, 2016 ; Maconachie et Binns, 2007 ; Ofosu *et al.*, 2020 ; Spiegel, 2014 ; Verbrugge, 2015). En effet, suivant Ofosu *et al.* (2020), « artisanal and small-scale gold mining and agriculture as complementary economic activities [...] seem to have gained prominence in scholarly articles in recent times. This strand of literature casts the spotlight on the mining-farming complementarities that are shaping rural labour trajectories » (p. 213).

Au sein de la littérature internationale, cette synergie entre orpaillage et agriculture est principalement étudiée par des académiques (africanistes pour la plupart), suivant deux focales. Dans un premier temps, certains auteurs (ayant principalement publiés dans des journaux récents de *development studies*) mettent en exergue le support mutuel existant entre les deux activités (Cartier and Bürge, 2011 ; Hilson et Garforth, 2012 ; Maconachie, 2011 ; Mkodzongi et Spiegel, 2019 ; Okoh et Hilson, 2011 ; Ofosu *et al.*, 2020). Selon ces travaux, l'orpaillage et l'agriculture menées en synergie sont toutes deux capables de servir comme moteur d'emploi ainsi que source de revenus et de subsistance pour nombre de ménages ruraux aux Suds (Banchirigah, 2008). Alors que l'agriculture permet la génération de revenus et de vivres alimentaires nécessaires à l'autosubsistance du ménage rural, l'orpaillage fournit, lui, des rentrées monétaires additionnelles, qui sont – dans bien des cas – supérieures aux rentrées agricoles et sont souvent réinjectées dans les activités agropastorales sur le lieu de résidence (Hilson, 2010 ; Ofosu *et al.*, 2020 ; Okoh et Hilson, 2011). Les gains miniers sont la plupart du temps réinvestis dans la ferme et l'achat d'intrants ou d'équipements agropastoraux (pesticides, bétail, tracteur, etc.), ce qui pousse Mkodzongi et Spiegel (2020) ainsi que Brugger et Zanetti (2020) à infirmer la thèse de la dépaysannisation et de la dé-agrarisation aux Suds :

> « ASGM continues to be inextricably linked to smallholder agriculture, despite some scholars' claims of 'depeasantisation' and 'deagrarianization' [...] Capital gained from ASGM is in some cases invested in peasant agriculture and other local businesses, and contrary to earlier claims, smallholder farming and ASGM are not always in conflict but can be complementary livelihood activities » (Mkodzongi et Spiegel, 2020: p. 995).

Prenant ces éléments en compte, la figure de l'agriculteur/mineur (Maconachie et Binns, 2007 ; Brugger et Zanetti, 2020) ou encore, de l'*extractive peasant* (Lahiri-Dutt, 2018) est alors de plus en plus débattue au sein du monde académique[17], faisant référence à des individus qui combinent

[16] L'agriculture sera définie, tout au long de ce travail, comme l'art, la science et la pratique de cultiver le sol, produire les cultures et élever le bétail, ainsi qu'à divers degrés, la préparation et la commercialisation des produits qui en résultent (Oxford Dictionary). Lorsque nous parlerons d'agriculture, nous inclurons donc les activités agricoles et d'élevage.

[17] Notons que dans les pays andins, les prémisses de ces réflexions remontent toutefois aux travaux de Morlon (1992) qui parlait déjà à l'époque d' « agriculture à temps partiel ». La figure de l'agriculteur/mineur n'est donc pas nouvelle, mais cela ne fait qu'une décennie que celle-ci fait l'objet d'une littérature plus riche et renouvelée.

les activités agricoles et extractives en tant que stratégie de moyens d'existence (Lahiri-Dutt, 2018 ; Brugger et Zanetti, 2020).

Dans un deuxième temps, ces travaux montrent également que cette imbrication d'activités entre orpaillage et agriculture relève le plus souvent d'une temporalité saisonnière (Fisher *et al.*, 2019 ; Maconachie et Binns, 2007 ; Hilson, 2010), où l'activité aurifère est entreprise pour résoudre les problèmes de « soudure » du calendrier agricole (Cortes, 2002). Le facteur saisonnalité représente en effet, pour Maconachie et Binns (2007), un facteur déterminant dans la compréhension de la nature interdépendante de l'exploitation minière et de l'agriculture, néanmoins, ces auteurs parlent également de « schémas circulaires de migration » (p. 372), qui selon eux, ne sont pas encore suffisamment étudiés : « relatively little research has been undertaken on circular rural-to-rural population movements [...] which remain a well established coping mechanism for poor households and individuals, and are not restricted to times of emergency or distress » (Maconachie et Binns, 2007: 369).

Se positionnant dans la lignée de ces divers travaux, ma thèse contribue à cette littérature émergeante sur les modèles qui façonnent la coexistence de l'exploitation minière artisanale et de l'agriculture, tout en insistant – tel que Maconachie et Binns (2007) le préconisent – sur l'étude des schémas circulaires de déplacement impliqués dans cette synergie duale d'activités.

1.1.3.1. Vers une refonte académique critique du binôme orpaillage/livelihoods ruraux

Après avoir abordé l'orpaillage en tant que stratégie essentielle de diversification paysanne et montré en quoi cette activité était complémentaire aux activités agricoles, penchons-nous – dans cette section – sur le binôme orpaillage/*livelihoods* ruraux, en examinant la manière dont la littérature académique a progressivement intégré les activités aurifères alluviales en tant qu'occupation légitime et essentielle participant à une baisse des indices de pauvreté ainsi qu'à une amélioration des économies rurales paysannes au Sud.

Il existe, à ce jour, une littérature relativement abondante sur les incidences de l'activité minière industrielle ou à grande échelle[18] sur les moyens d'existence ruraux (incluant notamment les courants de la *resource curse*[19] et du *land grabbing*[20]) (Acosta, 2014 ; Baglioni et Gibbon, 2013 ; Bridge, 2004 ; Colen *et al.*, 2008 ; Ross, 1999 ; notamment). Cependant, peu nombreuses sont les études qui traitent la question de l'activité aurifère artisanale et ses liens avec la transformation des *livelihoods* ruraux[21] (Brain, 2017), ou lorsque cette problématique est abordée, les travaux ont tendance à adopter une lecture essentiellement pessimiste, insistant – comme nous l'avons vu précédemment – sur ses incidences dommageables (Brugger et Zanetti, 2020 ; Fisher *et al.*, 2019 ; Gamu *et al.*, 2015 ; Hilson, 2010 ; Salman et Theije, 2017 ; Salo *et al.*, 2016).

[18] L'exploitation minière industrielle (*large-scale mining*), est un mode d'exploitation des ressources à forte intensité de capital qui nécessite relativement peu de main-d'œuvre (souvent hautement qualifiée et semi-qualifiée) pour extraire, transporter et traiter les minéraux. À l'inverse, l'activité minière artisanale (*artisanal and small-scale mining*) est un mode d'exploitation des ressources peu technologique, à faible capital et à forte intensité de main-d'œuvre, généralement tourné vers les minéraux de valeur relativement élevée tels que l'or alluvial (Gamu *et al.*, 2015). Alors que la première (industrie extractive) implique généralement des capitaux internationaux et des investisseurs fortunés, motivés par des perspectives de rendements à long terme, l'activité artisanale est souvent – mais pas toujours, nous le verrons – poussés par la pauvreté, stimulés par des perspectives de rendements à court terme ou fait partie de stratégies de diversification des moyens de subsistance à long terme (Banchirigah et Hilson, 2009; Siegel et Veiga, 2010; Maconachie, 2011; Hilson, 2012).

[19] Malédiction des ressources naturelles, en français.

[20] Accaparement foncier, en français.

[21] Brain (2017) résume ces recherches par la « *mining-livelihood change litterature* » (p. 411).

Depuis quelques années, toutefois, la focale d'analyse de l'orpaillage commence timidement à évoluer, envisageant désormais cette activité comme un moyen d'existence légitime et essentiel, contribuant aux économies des ménages ruraux aux Suds (Banchirigah et Hilson, 2009 ; Fisher *et al.*, 2019 ; Hilson, 2009, 2016 ; Verbrugge, 2016). Comme Labonne (2014) le note en effet : « the sector is no longer classified as solely a low-tech, labour-intensive poor segment of mining but rather as an income generating rural activity with the potential for facilitating sustainable livelihoods and poverty reduction [...] The ASM sector is a part and parcel of the rural economy » (p. 121 et 123).

Un nombre croissant de travaux montrent aujourd'hui que l'orpaillage peut contribuer à l'amélioration des *livelihoods* ruraux et à une réduction des indices de pauvreté, et ce, en diversifiant le portefeuille des moyens d'existence ruraux et en diminuant les risques au travers de divers mécanismes (Gamu *et al.*, 2015 ; Pokorny *et al.*, 2019). Parmi ces mécanismes, premièrement, l'exploitation aurifère artisanale peut être autre chose qu'une « malédiction » (Acosta, 2014) en servant de voie d'emploi[22] pour des milliers d'hommes et de femmes ruraux, la plupart étant non qualifiés (Hilson, 2016 ; Kamlongera, 2011 ; Thornton, 2014). Deuxièmement, celle-ci peut participer à la résilience des ménages paysans, en leur permettant de dégager des revenus additionnels qui, comme nous l'avons étudié précédemment, peuvent favoriser le financement des activités agricoles, et/ou mener au développement du micro-entreprenariat rural et de la petite production agropastorale (Ouedraogo, 2019). Enfin, grâce à cette génération de revenus, l'orpaillage peut également s'ériger en outil efficace de lutte contre l'insécurité alimentaire, ou améliorer les niveaux éducatifs en milieu rural (Pokorny *et al.*, 2019).

Résumant ces différents positionnements, Fisher *et al.* (2019) affirment :

> « Not only income from mining provide a safety net when crops fail, it also acted as an opportunity to 'step up', with money re-invigorating farming opportunities and creating new livelihood opportunities [...] [Peasants use] the income for improving their farming livelihoods, and for investing in new livelihood ventures such as opening a village kiosk, completing tertiary education and working as a motorcycle taxi [...] ASM activities can be integrated with seasonal agricultural practices, can reinvigorate farming livelihoods, provide opportunities for livelihood diversification and improve financial security in rural agricultural communities » (p. 237).

Réinjectés au sein des économies rurales, les revenus de l'orpaillage peuvent ainsi ouvrir de nouvelles opportunités et créer de nouveaux moyens d'existence ruraux, tels que l'ouverture d'un commerce, l'achèvement des études supérieures, l'intensification/extensification des activités agricoles, ou encore, l'achat d'un véhicule pour une réorientation vers le transport de passagers. Contribuant aux situations socio-économiques diverses des ménages ruraux, cette activité artisanale a la capacité d'agir comme un véritable « incubateur pour le développement économique local » (Pokorny *et al.*, 2019: 36).

Se basant sur ce constat, plusieurs académiques (Fisher *et al.*, 2019 ; Hilson, 2010, 2011, 2016 ; Labonne, 2014 ; Hayes, 2008) en appellent aujourd'hui à une « refonte critique » du secteur minier artisanal à travers les Suds, afin que celui-ci soit analysé dans ses liens et son enracinement au sein du portefeuille d'activités et de subsistance de nombreuses familles rurales :

> « Artisanal and small-scale mining activity (ASM) is often viewed as a nuisance, as opposed to what it is today: namely, 'one of the most important livelihood activities' (Hayes, 2008: 11) […] The aim is to stimulate a critical 'rethink' of ASM by supplying evidence in support of its 'rootedness' in

[22] Certes, majoritairement informel (Hilson, 2010).

> many rural regions […] Ensuring its existence becomes even more imperative when the role it has played in revitalizing subsistence agriculture is taken into account [...] [We need to] view ASM more so as a source of livelihood, and less so as an isolated industry populated solely by 'rogue' entrepreneurs » (Hilson, 2016: 548).

Plutôt que de se focaliser sur ses attributs négatifs et la stigmatiser comme une « industrie peuplée d'entrepreneurs 'voyous' », la littérature actuelle invite à considérer l'orpaillage comme l'une des sources les plus importantes de subsistance rurale, participant aujourd'hui significativement aux moyens d'existence paysans.

Ce regard académique nouveau porté sur les activités aurifères artisanales à travers les Suds fonde une grande partie de la démarche adoptée dans cette recherche. Répondant à cet appel de « refonte critique » du secteur, notre thèse aborde l'orpaillage en tant qu'élément fondamental des *livelihoods* ruraux, servant d'incubateur au développement local, mais ajoutant aux réflexions académiques actuelles deux focales novatrices : (1) son étude sur le continent sud-américain (et plus particulièrement dans les Andes péruviennes), et (2) sa mise en dialogue avec le phénomène de circulation migratoire paysanne.

(1) La discussion académique que nous venons de présenter sur la contribution de l'orpaillage aux moyens d'existence ruraux est née sur le continent africain vers la fin de la décennie 2000 et s'est, jusqu'à ce jour, essentiellement développée à partir d'études de cas en Afrique subsaharienne (Banchirigah et Hilson, 2009; Hilson et McQuilken, 2014 ; Labonne, 2014 ; Verbrugge, 2016). Les activités aurifères artisanales sont pourtant présentes dans de nombreuses autres parties du monde, telle que l'Amérique du Sud, mais les études y manquent. En effet, « despite the well-documented challenges presented by ASM regulation and its economic relevance and socio-environmental implications, in Peru and in other parts of the world, research into the subject is lacking » (Cortés-McPherson, 2019: 384). La focalisation géographique sur l'Afrique subsaharienne a en outre involontairement biaisé la compréhension du phénomène ailleurs (Cortés-McPherson, 2019), l'analyse et les résultats africains étant supposés expliquer le secteur dans d'autres parties du monde (or, les dissemblances sont nombreuses). Ma thèse s'inscrit donc dans ce vide académique, en tentant de générer des connaissances nouvelles sur les rapports entre orpaillage et *livelihoods* ruraux en Amérique du Sud, plus particulièrement à partir des Andes péruviennes.

(2) A ce jour, peu de recherches ont fait dialoguer l'approche par les circulations migratoires avec le binôme orpaillage/transformation des *livelihoods* ruraux. Les travaux de Mkodzongi et Spiegel (2020) notent en effet que : « One of the major conceptual and theoretical issues that have received limited attention in literature on artisanal and small-scale gold mining (ASGM) is its political economy in relation to mobility [...] There has been limited research undertaken to examine how ASGM associated mobility is reshaping livelihoods [...] The interplay of ASGM, mobility and rural livelihoods need further investigation » (p. 995). Ainsi, si d'habitude ces corpus de littérature liées aux mobilités, *livelihoods* ruraux et orpaillage ne dialoguent pas, notre thèse tente l'exercice de l'interaction et de l'analyse conjointe, repensant les transformations des *livelihoods* ruraux andins au regard des mobilités minières liées aux activités d'orpaillage en Amazonie. C'est l'une des originalités et des propositions fortes de notre travail de thèse doctorale.

1.1.4. Circulations migratoires, orpaillage et transformation des *livelihoods* ruraux : décrypter les interactions sur le temps long

Nous nous sommes limité jusqu'ici à examiner, séparément, chacun de nos trois objets étude (1- *livelihoods* ruraux, 2- circulation migratoire, 3- orpaillage). Dans une certaine mesure, nous avons aussi abordé les liens existants entre les activités d'orpaillage et la transformation des *livelihoods* ruraux aux Suds, un sujet qui fait aujourd'hui l'objet d'une littérature naissante.

Il nous reste donc maintenant à réaliser l'exercice de la mise en interaction des trois phénomènes, et ce, dans le but d'aborder le cœur de notre question de recherche, à savoir : la compréhension des transformations actuelles des moyens d'existence paysans en milieu rural andin, à partir d'une lecture des circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage en Amazonie.

S'attaquer à cette question revient en réalité à s'interroger sur les effets des circulations minières sur les lieux d'origine. Notre question peut en effet se reformuler de la manière suivante : de quelle manière les circulations migratoires liées aux activités aurifères en Amazonie participent-elles à une transformation des moyens d'existence sur les lieux d'origine andins ? Nous sommes là au cœur du second volet des théories migratoires dont parlait Piché (2013) (que nous avons cité précédemment), qui étudie les migrations à partir de leurs incidences, ou effets[23].

Cette question des effets de la migration (sur les lieux d'origine et/ou de destination) est particulièrement ancienne, mais continue à fomenter aujourd'hui de nombreuses discussions académiques incluant, notamment, le large débat sur les « migrations, envois de fonds et développement ». Positionnant notre objet d'étude au sein de ces diverses réflexions académiques portant sur les effets des mouvements migratoires, nous décomposons – dans cette section – notre propos en trois parties. Tout d'abord, et dans une première section, nous voyons en quoi notre étude puise (et se distancie) du débat relatif aux « migrations, transferts de fonds et développement ». Deuxièmement, nous examinons la manière dont la littérature actuelle traite la question des « migrations, transferts de fonds et développement », en l'appliquant au cas d'étude précis de l'orpaillage et des mobilités minières. Autrement dit, nous passons en revue la littérature (encore peu abondante) qui aborde les effets des transferts de fonds issus des activités d'orpaillage sur les moyens d'existence des ménages ruraux au Sud. Enfin, sur base de ces réflexions préalables sur les transferts de fonds miniers, nous appréhendons – dans une troisième et dernière section – les interactions entre *livelihoods* ruraux, mobilités et orpaillage dans le temps long, et ce, mobilisant l'outil conceptuel de la « trajectoire des moyens d'existence » (*livelihoods trajectory)*, que nous empruntons aux travaux de Dorward *et al.* (2009) et de Pritchard *et al.* (2017). Prenant en compte les choix d'investissements des transferts miniers au sein des zones d'origine, cet outil nous permet de rendre compte de l'évolution dynamique et de temps long des parcours de moyens d'existence en zones rurales.

1.1.4.1. Migration, transferts de fonds et développement : quel apport ?

Dans les pays du Sud, et jusqu'aux années 1980, de nombreuses études ont montré que les recherches consacrées aux effets des migrations se sont concentrées sur les mouvements des campagnes vers les villes (étudiés à l'époque dans leurs liens avec les processus de croissance démographique et d'urbanisation massive, notamment) et ont surtout visé les répercussions de ces

[23] Pour rappel, le premier volet des théories migratoires s'intéresse aux causes de la migration, qui sont abordées par les diverses approches micro-individuelles, macro-structurelles, la théorie des réseaux, la NEMT, ou encore, l'approche plurielle des migrations.

mouvements sur les régions de destination, en particulier les économies urbaines (Oberai et Manmohan, 1980 ; Piché, 2013).

En termes globaux, une très faible attention est donc accordée aux effets qu'ils produisent au sein des milieux ruraux d'origine, une thématique qui fut néanmoins pour la première fois abordée dans le texte d'Oberai et Manmohan (datant de 1980). A l'époque, ces auteurs renversent la problématique, en étudiant les migrations à partir des zones de départ et ce, à travers la notion aujourd'hui centrale de « transferts monétaires », qui constituent selon eux l'un des vecteurs clé de l'incidence de la migration sur les lieux d'origine. Précurseurs du débat actuel sur la « migration, les transferts de fonds[24] et le développement[25] », leurs travaux initient les premières réflexions à ce sujet, posant comme focale d'analyse principale les lieux d'origine (Piché, 2013).

Depuis, ce débat fait l'objet de nombreuses publications théoriques et empiriques, qui oscillent la plupart du temps entre positions optimistes et pessimistes (De Hass, 2008 ; Monsutti, 2008). D'une part, la vision optimiste de la relation migration et développement considère celle-ci comme le nouveau « mantra du développement » (Kapur, 2004) et les migrants, comme de véritables agents de développement local. Dans les grandes lignes[26], cette vision se base sur la potentialité des transferts de fonds des migrants à réduire la pauvreté et les inégalités, ou encore à améliorer l'éducation, la santé, l'alimentation et/ou le logement sur les lieux d'origine. D'autre part, et par contraste, l'optique pessimiste défend une incidence nulle de ces transferts sur l'abaissement des indices de pauvreté en zone rurale, et considère même qu'ils fomenteraient un accroissement des inégalités intra et interfamiliales ou communautaires. En outre, les transferts augmenteraient le sentiment de privation relative[27] (Stark, 1991) chez les non-migrants, ce qui aurait tendance à augmenter les départs à partir des lieux d'origine.

Jusqu'à ce jour, ce débat reste ouvert et fortement fragmenté, celui-ci n'ayant donné lieu – selon Requiers-Desjardins (2009) – à « aucun consensus sur la place des transferts dans les 'systèmes de moyens d'existence' très diversifiés au plan local » (p.3). En effet, De Haas (2010) avance dans ses travaux la nature hétérogène de l'interaction entre migration, transferts et développement, sa contingence spatiale et temporaire, ses différentes échelles d'analyse et l'importance de considérer les processus de changement sociaux et économiques plus larges dans l'équation ; tout un ensemble d'éléments qui ne permettent pas de donner une réponse concluante, définitivement optimiste ou pessimiste du phénomène. Les revues de littérature suggèrent de fait des situations très hétérogènes, particulièrement dépendantes du contexte, tout en notant en outre que les transferts monétaires ne peuvent, à eux seuls, avoir un impact significatif sur le développement d'une région, surtout s'il n'existe pas de possibilités réelles d'investissement dans les lieux d'origine (Skeldon, 2008 ; De Haas, 2010). Lorsque les territoires d'origine ne présentent pas d'opportunités d'investissement, il est effectivement très rare que les transferts monétaires puissent avoir un quelconque effet sur le développement local (Castles et Kosack, 1973 ; Oberai et Manmohan, 1980).

[24] Tout au long de ce travail de thèse, nous nous référerons indistinctement à « transferts de fonds », ou « envois de fonds », pour désigner les : « transferencias de recursos económicos desde lugares donde residen los migrantes hacia sus familias y/o comunidades en el país de origen » (Stefoni, 2011: 1).
[25] Un débat qui en Amérique latine est connu comme celui des « *migraciones, remesas y desarrollo* ».
[26] Notre propos n'est pas ici de nous étendre sur l'évolution du débat, à ce sujet : voir De Haas (2010), Castles (2008), Taylor (2006) ou Monsutti (2008).
[27] Stark (1991) reprend de Robert Merton le concept de « privation relative » (*relative deprivation*) et en fait dépendre la satisfaction des individus et leur appréciation des éventuels bénéfices de la migration. Cette notion couvre les cas où une personne, dont la situation ne change pas dans l'absolu, pourrait être incitée à migrer si autour d'elle d'autres individus ou groupes sociaux connaissent une amélioration de leur situation économique (Piguet, 2013).

En Amérique latine, il est particulièrement difficile de résumer les nombreuses conclusions contradictoires de cette littérature abondante (Acosta *et al.*, 2008, 2009 ; Bakker, 2007 ; Binford, 2002 ; Cáceres, 2000 ; Canales Cerón, 2008 ; Rivera *et al.*, 2008 ; Delgado Wise et Márquez, 2007 ; Durand *et al.*, 1996). Le débat migration, transferts de fonds et développement y est de fait singulièrement virulent (surtout au Mexique) et la question de l'impact de la migration sur les investissements dits « productifs » est encore plus chaudement débattue (Requiers-Desjardins, 2009). En outre, selon nous, peu de travaux s'ancrant dans cette approche « migration et développement » examinent l'effet amplificateur des transferts de fonds sur les moyens d'existence ruraux dans leur ensemble (à savoir le capital social, humain, naturel, physique, etc.), en se focalisant au contraire exclusivement sur les capitaux financiers (transferts monétaires). Or, les migrations peuvent avoir des incidences bien au-delà du capital financier et monétaire, telle que l'amélioration du capital social ou humain par exemple.

Pour toutes ces raisons, notre recherche ne s'ancre pas à proprement parler dans le débat sur « la migration, les transferts de fonds et le développement » mais puise néanmoins dans celle-ci sa tradition d'étude à partir du lieu d'origine. Nous étudierons en effet la circulation minière à partir du lieu de départ, les Andes péruviennes, et en cela, notre thèse s'inscrit davantage dans la tradition anglo-saxonne de l'étude des migrations, qui privilégie l'étude des effets du mouvement à partir du point d'origine. Ma Mung *et al.* (1998) soulignent que c'est en ce point que les recherches anglo-saxonnes se singularisent ; alors que la recherche française (voire francophone) adopte une approche de la circulation migratoire à partir des migrants installés dans le lieu de destination et qui circulent entre celui-ci et le lieu d'origine, la recherche anglo-saxonne envisage cette circulation en considérant le lieu de départ des migrants, à savoir le pays ou la région d'origine.

1.1.4.2. Analyser les effets des transferts de fonds miniers sur les moyens d'existence paysans et le développement rural : une littérature embryonnaire

Après avoir vu comment le débat sur « les migrations, les transferts de fonds et le développement » avait été abordé aux Suds, et plus particulièrement en Amérique latine, posons-nous désormais la question de savoir si celui-ci a été transplanté au secteur minier artisanal. Nous avons vu précédemment que l'orpaillage peut, dans certains cas, entraîner des transformations dans les moyens d'existence ruraux (Hilson, 2010, 2016 ; Maconachie et Binns, 2008 ; Pokorny, 2016), et ce, à travers plusieurs mécanismes (emploi, apport de revenus monétaires additionnels, etc.). Néanmoins, nous n'avons pas encore abordé les « dessous » de ces mécanismes, c'est-à-dire la manière dont ceux-ci peuvent se convertir, concrètement et au fil du temps, en levier de transformation rurale. Cette question implique nécessairement d'aborder la thématique du réinvestissement des transferts de fonds miniers sur les lieux d'origine et leurs incidences sur les *livelihoods* paysans, une thématique qui est au cœur de cette section.

A ce jour, les travaux apparentés aux « migrations, transferts de fonds miniers et développement rural » sont encore particulièrement embryonnaires. Si de plus en plus d'auteurs – pour la plupart tenants du courant des *livelihoods studies* (Brain, 2017 ; Brugger et Zanetti, 2020 ; Hilson, 2010, 2016 ; Horsley *et al.*, 2015 ; Maconachie et Binns, 2007 ; Mtero, 2017 ; Ouedraogo, 2019 ; Pokorny *et al.*, 2019) –, s'essaient à comprendre plus globalement les relations entre orpaillage et transformation des moyens d'existence ruraux, peu d'entre eux se penchent sur

la thématique des transferts de fonds miniers issus des processus de migration, et leurs incidences concrètes sur le développement rural.

Un article académique, publié très récemment (2020) dans la revue *The Extractive Industries and Society* par Fritz Brugger et Jessica Zanetti, a pu être recensé sur la question. Dans cet article, ces deux auteurs optent pour l'entrée théorique des *rural livelihoods* afin de discuter la question « migration, transferts de fonds et développement » en contexte minier[28], une entrée que nous leur empruntons et que nous défendons tout au long de ce travail de thèse. Comme Brugger et Zanetti (2020) le notent, cette entrée est de fait particulièrement pertinente pour « comprendre la manière dont les moyens d'existence ruraux se transforment lorsque ceux-ci répondent à un contexte dynamique tel qu'un boom de l'or » (p. 941).

Ces auteurs considèrent qu'aborder la thématique des incidences des transferts de fonds miniers sur les *livelihoods* ruraux, c'est avant tout prendre conscience que lorsque les ménages ruraux font le choix d'une diversification minière, ceux-ci sont face à trois types de décisions fondamentales, mais distinctes : (1) la décision de réallouer le capital humain au sein de la famille rurale ; (2) la décision du degré d'investissement dans les activités d'orpaillage ; et enfin, (3) la décision de réallocation du revenu minier gagné en circulation, qui représente la décision qui *in fine* aura le plus d'impact sur la transformation des *livelihoods* ruraux du ménage. Examinons plus en détail ces trois types de décisions.

(1) Premièrement, en ce qui concerne la décision initiale de réallocation du capital humain au sein de la famille rurale, ces auteurs affirment : « Modifying a livelihood strategy typically starts with the fundamental decision to re-allocate human capital (i.e., the workforce available, towards other, non-farming activities such as ASGM, in this case) » (Brugger et Zanetti, 2020: 946). Dans un premier temps, une nouvelle organisation du travail est donc mise en place, associant activité minière rémunérée et travail au sein de l'exploitation agricole, et conformant un système d'activités dit « multi-localisé » (Bosc *et al.*, 2015) qui implique « des logiques d'interactions fortes entre les femmes et les hommes partis loin de la ferme et les activités mises en œuvre sur l'exploitation » (Bosc *et al.*, 2015 : 345).

(2) Dans un deuxième temps, ces auteurs avancent que le ménage doit décider du degré d'investissement dans les activités d'orpaillage et sa pondération avec les activités agropastorales : « The second decision is about how intense engagement in mining should be. There are a number of options, such as working on a mine closer to home while continue to work in farming; working during the dry season only (seasonal activity); or working full-time on the mine by personally or as a household fully abandoning farming » (Brugger et Zanetti, 2020: 946).

(3) Et enfin, au moment du retour sur la terre d'origine, ces auteurs insistent sur l'importance de la décision de l'allocation du revenu minier gagné en circulation : « Finally, people need to make a third decision when revising their livelihoods strategy to include artisanal mining : determining how to utilize the eventual revenues from the new economic activity. This will have an impact on whether and how their living standards will change » (Brugger et Zanetti, 2020: 946). Cette dernière décision, liée à la question des transferts monétaires au cœur de cette section, est évidemment centrale et aura une implication directe sur les moyens d'existence ruraux du circulant et de sa famille. Pourtant, comme Cartier et Bürge (2011) le montrent, peu de recherches se sont penchées sur la question de l'allocation du surplus minier et le réinvestissement sur les

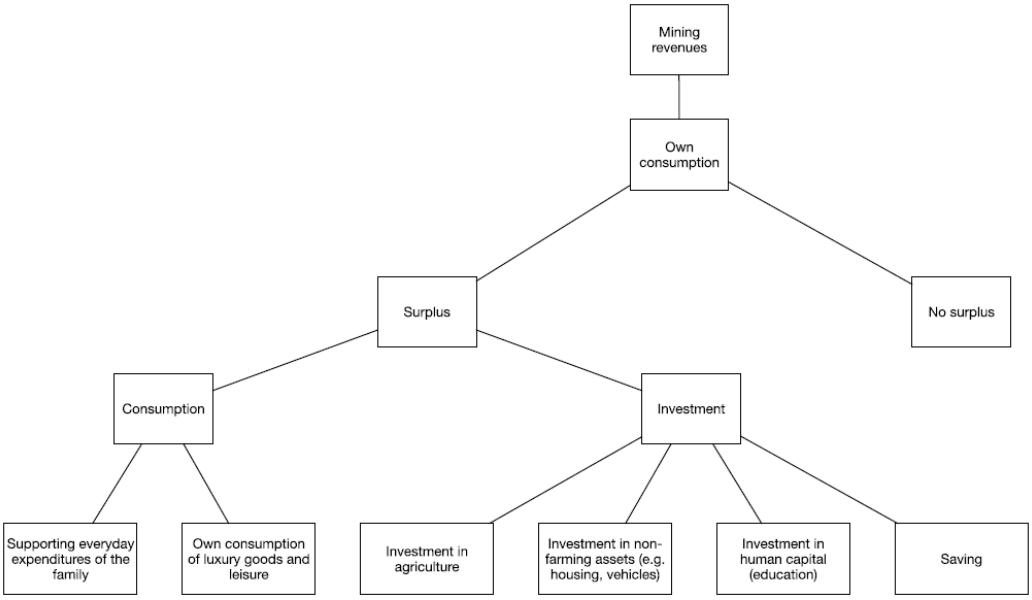
[28] Ces auteurs s'appuient sur une étude de cas au Burkina Faso.

lieux d'origine : « it is clear that more research is required into understanding how income generated from gold mining is reinvested (e.g. agriculture, remittances, education) or not and in what forms it has and can quantifiably contribute to local economic development and the emergence of sustainable livelihoods » (p. 1093).

Répondant à cette carence académique, Brugger et Zanetti (2020) s'essaient, dans leur article, à une typologie des dépenses consenties sur base du revenu minier gagné en mobilité, une typologie émanant d'un travail de terrain réalisé au Burkina Faso, qui nous semble tout à fait pertinente à emprunter pour l'analyse de notre propre cas d'étude.

Selon ces deux auteurs, après avoir couvert les frais quotidiens (logement, nourriture, etc.) au sein des campements miniers, les revenus aurifères accumulés en mobilité sont alloués dans deux types de dépenses : (1) la consommation, ou (2) les investissements dits « productifs »[29].

Figure 3. Typologie des dépenses du revenu minier accumulé en circulation.



Source : Brugger et Zanetti, 2020 (p. 947).

(1) La première catégorie de dépenses, relatives à la consommation, est destinée à un usage familial ou individuel. Dans le premier cas, les revenus gagnés au sein des zones minières sont alloués à la famille, couvrant l'achat de nourriture, de vêtements, d'articles d'hygiène, de produits ménagers, de cérémonies, de fêtes, de mariages, etc. Dans le second cas, les revenus sont dépensés pour le bien-être personnel et individuel du circulant, et concernent des dépenses de loisirs, d'achat de produits de luxe (tels qu'une moto ou un téléphone portable par exemple), ou peuvent même – dans certains cas – servir à soutenir le commerce charnel et la consommation de boissons alcoolisées au sein des zones d'extraction (bien que ces auteurs minimisent l'importance de ce dernier type de dépenses, infirmant dès lors le discours aujourd'hui largement répandu du *dirty gold*).

[29] Notons que cette distinction entre consommation et investissements productifs n'est pas nouvelle, ni propre des travaux de ces deux auteurs, mais rejoint au contraire une question bien plus ancienne et largement débattue au sein des *migration studies* sur les dépenses des revenus de mobilité, et surtout, la productivité/improductivité de celles-ci. Oberai et Manhoman (1980) furent les premiers à lancer ce programme de recherches innovant ; depuis, de nombreux travaux traitent cette question des dépenses et leurs effets sur les lieux d'origine (De Haas, 2010 ; Faist, 2008 ; Portes, 2009 ; Skeldon, 2008).

Globalement (et excepté ces dernières), les dépenses de consommation ne doivent pas être considérées comme essentiellement improductives. Lorsque le niveau de vie est bas, les dépenses de consommation sont généralement fonctionnelles et peuvent entraîner une amélioration sensible des conditions de vie sur les lieux d'origine (Piché, 2013). En réalité, comme Oberai et Manhoman (1980) le soulignaient déjà, les revenus tirés de la migration peuvent servir à « soulager la misère de ceux qui restent dans les villages » (p. 8). Pour Brugger et Zanetti (2020), cette consommation représenterait souvent la plus grande part des dépenses du revenu minier : « receiving households spend most of their remittances on consumption » (p. 949).

(2) En ce qui concerne les dépenses dans des investissements dits « productifs », celles-ci concernent quatre types de comportements distincts. Premièrement, les gains accumulés lors des expériences minières peuvent être réinvestis dans les activités agricoles sur le lieu d'origine, et ce, à travers l'achat de terres cultivables ou de pâturages, l'acquisition de bétail, l'obtention de matériel agricole, de semences, d'engrais, de pesticides, etc. Deuxièmement, les dépenses peuvent être allouées à des achats permettant l'insertion de l'individu (et/ou de sa famille) dans de nouvelles activités génératrices de revenus (hors agriculture, telles que le transport ou les services par exemple). Troisièmement, les revenus miniers peuvent être investis dans le capital humain, individuel ou familial (éducation personnelle et/ou des enfants, formation professionnelle, etc.). Et enfin, ceux-ci peuvent être placés sur un compte, en épargne, attendant le bon moment pour être réinvestis.

Cette typologie des dépenses minières correspondant tout à fait à ce que nous avons observé sur notre propre terrain d'étude, celle-ci sera mobilisée tout au long de ce travail de thèse pour comprendre, d'une part, la nature des transferts de fonds miniers issus du travail aurifère en Amazonie et leurs réinvestissements sur le lieu d'origine, et d'autre part, les incidences de ces réinvestissements sur les moyens d'existence ruraux, individuels ou familiaux.

Ces différentes décisions et choix opérés dans l'allocation des revenus miniers, centraux dans les économies des circulants et de leur famille, peuvent en effet influer considérablement sur les moyens d'existence ruraux. Ceux-ci peuvent mener à des processus de développement économique familial, à une amélioration des indices éducatifs, ou encore augmenter le capital social de l'individu/famille, mais aussi, et moins favorablement, mener à des processus de détérioration économique, différenciation sociale entre ménages ruraux, etc. (Pritchard *et al.*, 2017). En effet, certaines familles paysannes pourront avoir la possibilité, grâce aux activités d'orpaillage, de connaître un processus de mobilité sociale ascendante au sein de leur lieu d'origine. Comme Ofosu *et al.* (2020) le notent :

> « The ASM sector can act as a platform for wealth creation, and as a stepping stone towards social mobility. Revenues from the ASM sector have provided 'start up' capital for the establishment of other small-scale enterprises, [and] financed education [...] Funds from ASM have also lubricated smallholder agricultural activities » (p. 213).

D'autres ménages, par contre, peut-être plus vulnérables, n'expérimenteront pas d'effets flagrants, l'orpaillage leur permettant simplement de maintenir leurs moyens d'existence en l'état (ceux pour qui les dépenses du revenu minier sont destinées à la consommation par exemple). Ou encore, pour certains ménages, les choix d'investissement minier pourront se révéler tout à fait improductifs, et/ou se traduire en une détérioration perceptible de leurs *livelihoods*. Et malheureusement, le cadre conceptuel des *rural livelihoods* dans lequel Brugger et Zanetti (2020) inscrivent leurs réflexions, ne permettent pas d'analyser cette riche diversité et évolution des

parcours de mobilité sociale (ascendante, descendante, stagnante, individuelles ou familiales) liées aux activités d'orpaillage, ni de les examiner dans le temps long. Celles-ci n'offrent en effet qu'un « instantané » dans le temps, une photographie au temps *t* des capitaux et des stratégies individuelles ou familiales (Scoones, 2009). Or, comme nous l'avons montré précédemment, les aspirations individuelles et familiales sont souvent diverses, les agentivités des circulants distinctes et les stratégies d'existence dynamiques et changeantes au fil du temps (Maconachie et Binns, 2007).

Nous souhaitons donc agréger aux réflexions de cette typologie des dépenses du revenu minier imaginée par Brugger et Zanetti (2020), un niveau d'analyse supplémentaire qui prenne en compte la composante dynamique, temporelle et évolutive des moyens d'existence ruraux. Pour cela, nous intégrons dans notre cadre théorique l'outil de la « trajectoire des moyens d'existence » (*livelihoods trajectory)*, que nous empruntons aux travaux de Dorward *et al.* (2009) et Pritchard *et al.* (2017), qui analysent la façon dont les populations rurales adaptent leurs stratégies d'existence au fil du temps et combinent leurs actifs de manière distincte pour répondre à leurs aspirations et/ou aux chocs externes.

1.1.4.3. Etudier les incidences des transferts miniers sur les livelihoods ruraux dans une perspective de temps long : le recours à la « trajectoire des moyens d'existence »

Comme nous le spécifions en début de chapitre, l'approche des *rural livelihoods* est généralement utilisée pour procéder à une analyse statique des moyens d'existence paysans (Razafimahatratra *et al.*, 2015). Or, la situation des ménages ruraux n'est pas linéaire, mais évolue sans cesse en fonction des chocs externes et des stratégies menées, qui font varier le niveau des moyens d'existence (Robert et Lallau, 2016). Dorward *et al.* (2009) partent effectivement de l'hypothèse qu'un ménage rural modifie sa stratégie d'existence dans deux types de circonstances principales : lorsque celui-ci désire saisir une opportunité d'augmenter son revenu, d'accumuler du capital ou de réinvestir (*pull factor*), ou lorsqu'un changement forcé survient et vient modifier ses stratégies antérieures, qui ne lui permettent plus d'assurer des moyens d'existence décents (*push factor*). Ces deux types de circonstances influent ainsi sur les stratégies d'existence rurales, qui peuvent se transformer, s'inverser, se succéder, se superposer, etc. dans le temps, des dynamiques que le modèle initial des *rural livelihoods* ne permet pas de saisir.

Pour y remédier, les travaux de Dorward *et al.* (2009) proposent l'outil de la « trajectoire des moyens d'existence », qui est – selon eux – davantage capable de rendre compte de l'évolution dynamique des parcours de moyens d'existence en zones rurales, mais également d'éclairer la grande diversité des « trajectoires d'existence » :

> « It [livelihoods trajectory] contains within it an explicit recognition of the dynamic aspirations of poor people; of diversity between different people adopting different strategies; and of diversification by people undertaking a variety of activities, as they mix their strategies and activities in pursuit of those strategies » (Dorward *et al.*, 2009: 243).

Cette perspective tend à mettre l'accent sur les aspirations dynamiques des acteurs ruraux, le remodèlement continu des actifs des ménages au fil du temps, et ce faisant, « rend explicites les fondements de la différenciation sociale rurale » (Scoones *et al.*, 2011 : 975). Les réflexions de ces auteurs ouvrent de fait la voie à l'analyse des processus de différenciation sociale en zones

rurales, les différentes stratégies d'existence menées et choisies menant généralement à des « trajectoires de moyens d'existence » (*livelihoods trajectories*) distinctes.

Les travaux de Dorward *et al.* (2009), enrichis par ceux de Pritchard *et al.* (2017), identifient quatre « trajectoires d'existence » distinctes pour les ménages ruraux, des trajectoires qui lient à la fois la mobilité sociale et la mobilité géographique. Ces quatre trajectoires, appliquées au secteur minier artisanal (Brugger et Zanetti, 2020), révèlent quatre parcours d'existence différents pour les ménages ruraux impliqués dans des mobilités aurifères :

(1) La trajectoire du « Hanging in » : premièrement, le ménage se maintient. La stratégie de diversification minière menée se traduit par des actifs qui restent stables et suffisants pour maintenir le niveau des moyens d'existence préexistants, souvent dans un contexte de circonstances socio-économiques défavorables.

(2) La trajectoire du « Muddling through » : deuxièmement, le ménage se débrouille. C'est une variante précaire de la trajectoire « hanging in » ; la stratégie de mobilité minière menée ne s'est pas traduit par le changement positif attendu des actifs. Au mieux, le ménage reste comme avant, et dans le pire des cas, les moyens d'existence et la qualité de vie diminuent. Cela pourrait être le cas dans des situations où l'orpailleur mobile n'extraie pas suffisamment d'or, lorsque celui-ci dépense le revenu gagné de manière improductive (par exemple, dans des bars et maisons closes), ou encore, lorsqu'il contracte une dette insoutenable (Brugger et Zanetti, 2020).

(3) La trajectoire du « Stepping up » : troisièmement, le ménage accroît ses actifs et connaît un mouvement de mobilité sociale ascendante. La stratégie de mobilité minière menée se traduit par des actifs plus élevés qui, après consommation, laissent un excédent destiné à être réinvesti avec succès dans des activités permettant d'améliorer les moyens d'existence, et ce, en menant à une productivité plus élevée et donc, à des capitaux familiaux plus importants. C'est par exemple le cas d'un agriculteur/orpailleur qui investit le revenu minier excédentaire dans des équipements agricoles, l'achat de terres ou l'acquisition cumulative de bétail bovin, des choix qui peuvent – selon Ofosu *et al.* (2020) – aujourd'hui participer à un phénomène de « re-agrarisation » sur les lieux d'origine : « the income derived from ASM provides valuable investment funds for reinvigorating the agrarian institutions (re-agrarianisation) » (p. 215).

(4) La trajectoire du « Stepping out » : enfin, le ménage se retire. La stratégie de diversification minière menée se traduit par une accumulation d'actifs qui, avec le temps, peuvent fournir une base ou un « tremplin » vers de nouvelles activités, qui promettent des rendements plus élevés et/ou plus stables. Cette dernière trajectoire est davantage entrepreneuriale et illustre par exemple le cas d'un agriculteur/orpailleur qui utilise le revenu minier excédentaire pour investir dans l'achat d'un véhicule, désireux de se réorienter dans le transport de passagers (en poursuivant, soit une stratégie de simple diversification, soit l'abandon pur et simple de l'agriculture) (Brugger et Zanetti, 2020).

Saisissant les changements, les relations de cause à effet et les processus itératifs, ces quatre trajectoires permettent d'envisager les moyens d'existence ruraux dans une perspective dynamique et sur une temporalité longue, tout en pointant les processus de différenciation sociale en milieu rural. Notre démarche de thèse s'inscrivant pleinement dans la continuité de ces travaux,

nous tenterons de saisir les trajectoires différenciées des moyens d'existence andins au Pérou, et ce, en les analysant au prisme des activités d'orpaillage en Amazonie et sur le temps long.

Faisant le point sur les différents éclairages théoriques mobilisés dans cette section en vue de répondre à notre première question de recherche, nous pouvons donc affirmer que notre travail de thèse s'insère dans plusieurs carences académiques qu'il s'agit de combler. Premièrement, notre thèse redonne à la thématique des circulations migratoires et des mobilités, la place qu'elles méritent au sein des débats sur la transformation des *livelihoods* ruraux, et ce, en les plaçant au cœur de nos analyses ; deuxièmement, notre recherche participe à la « refonte critique » (Hilson, 2010) des activités d'orpaillage, qui seront examinées non seulement en tant que stratégie essentielle de diversification rurale, mais également en tant que moyen d'existence légitime pouvant contribuer aux économies des ménages paysans ; et enfin, troisièmement, nos travaux pensent les interactions entre circulations migratoires, orpaillage et transformations des *livelihoods* ruraux dans une perspective de temps long, et ce, à travers l'outil de la « trajectoire des moyens d'existence » (Dorward *et al.*, 2009) qui n'a encore été que peu mobilisée au sein du monde académique.

1.2. Comprendre les formes d' « esclavage moderne » dans les activités aurifères artisanales et à petite échelle

Ayant posé les fondements théoriques de notre première question de recherche, penchons-nous désormais, dans la présente section, sur la construction du cadre théorique de notre seconde question, à savoir celle relative aux formes d' « esclavage moderne » dans l'extraction aurifère.

Questionner la thèse de l' « esclavage moderne » dans les activités d'orpaillage implique tout d'abord de poser les balises théoriques d'un tel concept et d'en identifier les diverses composantes à partir de la littérature académique produite sur le sujet. Nous l'avons mentionné dans la section antérieure, les activités aurifères artisanales et à petite échelle ont souvent été, au sein de la littérature académique, décriées pour les divers maux sociaux qui lui sont associés (Fisher *et al.*, 2019 ; Gamu *et al.*, 2015 ; Hilson, 2010, 2016 ; Lahiri-Dutt, 2018 ; Siegel et Veiga, 2009). Parmi ces maux, les conditions de travail précaires et d'exploitation, la prostitution et la traite à des fins d'exploitation sexuelle, ainsi que les logiques de servitude dans l'extraction aurifère font l'objet de nombreux débats (Mujica, 2014 ; Mujica et Cavagnoud, 2011 ; Vérité, 2013, 2016). La notion d'« esclavage moderne » (Morice, 2005 ; Vidal, 2012) est de plus en plus usitée pour caractériser les formes du recrutement et du travail minier, tout comme les notions associées de servitude pour dettes, trafic d'êtres humains, exploitation ou encore travail forcé (Barrantes, 2016; Goldstein, 2015; Mujica, 2014; Mujica et Cavagnoud, 2011 ; Novak and Namias, 2009 ; Tuesta Reátegui, 2018 ; Vérité, 2013 ; 2018).

Au Nord comme au Sud, de nombreuses études ont en effet montré que les activités aurifères artisanales et à petite échelle produisent des formes variées d' « esclavage contemporain » (Hidrón et Koepke, 2014), dont les manifestions sont multiples et pour lequel diverses notions peuvent être mobilisées. Comme le note l'historien Yves Bénot (2003), « dans la plupart des sociétés humaines [...] l'institution de l'esclavage [se trouve] sous des formes si diverses qu'il y a 'des' esclavages, non l'esclavage en général… la seule recherche d'une définition valable dans tous les cas de figure ouvre la porte au débat » (p. 7). L'esclavage est un concept protéiforme car « il exprime essentiellement une croyance, un fantasme – la domination absolue d'une personne sur une autre –, lesquels s'adaptent facilement aux circonstances des époques qui se

succèdent » (Petit, 2020: 222). Autrefois définit comme « l'état ou la condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux » (Société des Nations, 1926), l'esclavage semble aujourd'hui revêtir des formes nouvelles (Miers, 2005 ; Morice, 2005 ; Petit, 2020 ; Vaz Cabral, 2006), lesquelles n'impliquent aucune détention des droits de propriété[30].

Parmi ces formes nouvelles ou « contemporaines » de l'esclavage, la littérature académique récente identifie : le travail forcé, les diverses formes d'exploitation de travail (dans les mines, l'industrie et l'agriculture surtout), la servitude pour dettes, la prostitution et les diverses formes d'exploitation sexuelle, le travail esclave, ainsi que la traite des êtres humains (Bales, 2012 ; Brysk et Choi-Fitzpatrick, 2012 ; Chaignot, 2010 ; Miers, 2005 ; Petit, 2020 ; Morice, 2005 ; Vaz Cabral, 2006) ; un ensemble de notions qui sont actuellement considérées comme étroitement entrevêchées, mais qui sont paradoxalement peu distinguées sur le plan conceptuel. Morice (2005) note en effet :

> « Ce qu'on persiste à nommer 'esclavage' renvoie à des réalités dont la diversité même est une invitation à décourager les velléités de conceptualisation rigoureuse [...] Esclavage moderne, travail forcé, traite [...] répondent au souci de faire face à des situations persistantes qu'on espérait vouées à disparaître, ou nouvelles au contraire. Pratiquement, la littérature et ses nomenclatures offrent un inextricable enchevêtrement des termes, chacune faisant passer la ligne de partage où bon lui semble [...] Un théoricien des ensembles s'y perdrait, comme semblent le concéder les auteurs du rapport du BIT, inquiets de l'élasticité de toutes ces notions : 'la notion de travail forcé reste cependant mal comprise. Il arrive que l'on utilise les termes d' 'esclavage moderne', de 'pratiques assimilables à l'esclavage', ou de 'travail forcé' pour dénoncer de mauvaises conditions de travail' (BIT, 2005 : 11). Et le confusionnisme atteint son paroxysme dans les ouvrages 'grand public', notamment dès qu'il s'agit de qualifier une modalité répandue de mise en exploitation » (Morice, 2005: 1016 et 1018).

Ces nouvelles formes d' « esclavage » (travail forcé, traite, exploitation de travail, servitude pour dettes, travail esclave, etc.) partagent ainsi de nombreuses caractéristiques, rendant leurs frontières poreuses et d'autant plus difficiles à poser. Néanmoins, nous pouvons dire que celles-ci se distinguent dans leurs conceptions historiques et surtout, par leurs degré et moyen d'emprise sur un individu (Vaz Cabral, 2006).

Pour le comprendre, nous avons décidé de structurer la présente section en trois parties distinctes. La première section pose les balises conceptuelles de l' « esclavage moderne » (dit aussi « contemporain ») ainsi que celles de chacune des notions qui lui sont associées. Une seconde section oppose à ce concept diverses critiques académiques, dénonçant l'usage « métaphorique » qui est fait du concept ancien d' « esclavage ». Enfin, une troisième section expose la remise en question académique croissante du concept d' « esclavage moderne », de nombreux auteurs contemporains lui opposant la notion de « servitude volontaire » (empruntée aux écrits d'Etienne de La Boétie, mais récemment remise au goût du jour).

1.2.1. L' « esclavage moderne » : un concept englobant, ambigu et discutable

Tel qu'il a été pour la première fois défini en 1926 par divers Etats dans le cadre de la *Convention relative à l'esclavage* (qui marque les premiers efforts d'éradication du phénomène à l'échelle du

[30] L'esclavage, notion fondée historiquement comme un mode d'appropriation et d'exploitation de populations, n'existe plus sous cette forme que de façon résiduelle à travers le monde (Morice, 2005).

globe), l'esclavage est centré sur la notion de propriété. Etre esclave signifie être la propriété privée de quelqu'un d'autre. « L'esclave n'est pas un être humain. C'est une chose. *Servus es res* » (Cretella Júnior, 2001 : 90). Cet esclavage dit « historique » (Morice, 2005) renvoie ainsi à « l'appropriation à des fins d'exploitation de personnes capturées ou achetées » (p. 1019).

Sous cette forme, l'esclavage a été aboli par de nombreux Etats et n'existe plus que de manière résiduelle[31] à travers le monde (Morice, 2005 ; Vaz Cabral, 2006). Pour Chaignot (2010) et Lemozy (2019), son abolition marque un tournant dans l'histoire de l'Occident, en y représentant une condition essentielle de l'avènement de la modernité politique et économique. L'article 2 de la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme* de 1948 crée en effet à l'époque la rupture, en déclarant que : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ».

Ceci amène divers auteurs (Chaignot, 2010 ; Lemozy, 2019 ; Martig, 2015 ; Morice, 2005) à considérer qu'il est légitime d'envisager le concept d' « esclavage moderne » comme rassemblant deux notions antinomiques. De fait, l'esclavage semble anachronique à la modernité, celui-ci étant en complète opposition avec ses fondements et principes (liberté et égalité pour tous). Pour Morice (2005) :

> « Dans 'esclavage moderne', expression qui ne correspond à rien d'officiel, l'adjectif offre la commodité d'esquiver la question des commencements – où et quand démarre le 'moderne' [...] Cet adjectif se greffe ainsi, comme si ce rapprochement induisait l'idée d'une deuxième naissance, sur l'antique substantif 'esclavage' [...] [Mais] ce n'est pas parce que le sort que subissent diverses catégories de personnes est formellement semblable à celui que subissaient jadis les esclaves [...] que cela suffit à rendre légitime cette référence à une condition et à un statut identique [...] Sur un point au moins, chacun ou presque s'accorde : appliqués à la période actuelle, les définitions courantes de l'esclavage ne permettent aucune caractérisation précise et font de cette notion un fourre-tout plus qu'un concept opératoire » (Morice, 2005 : 1015-1017).

De nombreux travaux récents (Bénot, 2003, França Paiva, 2005 ; Lemozy, 2019 ; Martig, 2015, 2017 ; Morice, 2005 ; Vidal, 2012) ont en effet montré l'usage impropre, y compris métaphorique, du mot « esclavage », qu'il est aujourd'hui nécessaire de déconstruire en posant un regard critique sur son laxisme conceptuel et sa validité d'application dans certaines situations contemporaines de sujétion.

Sur le plan conceptuel, l' « esclavage moderne » se confond en effet la plupart du temps – tant dans les travaux académiques, que dans les discours/écrits médiatiques et associatifs (ONG, associations de défense des travailleurs, etc.) – avec les notions de travail forcé, servitude, exploitation et traite d'êtres humains (Petit, 2020 ; Cortés-McPherson, 2019a). Toutes ces notions sont aujourd'hui mobilisées comme si celles-ci représentaient de simples synonymes, en tant que formes d' « esclavage moderne », et peu d'auteurs font dès lors l'exercice de la différenciation. Cortés McPherson (2019a), dans un article analysant la traite masculine au sein des activités aurifères de l'Amazonie péruvienne, mobilise par exemple la notion de « traite » de manière interchangeable avec celle de « travail forcé » :

> « This chapter uses the definition of human trafficking as set forth in the Article 3 of the Trafficking Protocol. This definition includes forced labor as part of human trafficking, and in this chapter, these two concepts are often used interchangeably » (p. 4).

[31] En Mauritanie par exemple, bien que l'institution de l'esclavage ait été juridiquement abolie en 1981, il existe encore des personnes pouvant être considérées comme esclaves, de profil généralement jeune, léguées ou « données » en présent (Vaz Cabral, 2006).

Or, si ces notions sont bien connexes, il existe néanmoins d'importants différentiels conceptuels à établir. Attelons-nous, dans les lignes qui suivent, à les différencier.

Le travail forcé

Tout d'abord, l'usage de la notion d' « esclavage moderne » peut se référer – dans la littérature – à des pratiques de travail forcé qui, en opposition avec la notion de travail libre[32], se définit comme : « tout travail ou service exigés d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré » (Organisation Internationale du Travail – OIT, 1930[33]). Hidrón et Pérez (2014), qui décomposent cette définition, affirment qu'il s'agit ainsi d'un travail pour lequel une personne ne s'est pas proposée elle-même volontairement (idée de « non-volonté » ou « non consentement ») et qui est exécuté sous la menace d'une peine quelconque (idée de « coercition ») exercée par un employeur ou une tierce personne sur le travailleur. Pour ces auteurs, la coercition peut survenir à deux moments : lors du recrutement du travailleur pour l'obliger à accepter l'emploi, ou encore, alors que la personne travaille, pour l'obliger à réaliser des tâches qui n'étaient pas incluses dans l'accord initial au moment du recrutement ou pour l'empêcher de quitter son travail. Ainsi, le travail forcé englobe trois dimensions principales : le recrutement non consenti (par la force ou par la ruse/tromperie), le travail et la vie sous la contrainte, et enfin, l'impossibilité de quitter l'employeur sous peine de sanctions ou menaces de sanctions.

Jusqu'à ce jour, c'est cette définition du travail forcé émise par l'OIT qui est retenue par le monde scientifique (Crane *et al.*, 2019), mais aussi par les médias et la société civile.

Servitude et servitude pour dettes

Une seconde forme d'esclavage « contemporain » trouve également ses fondements dans la servitude, et plus particulièrement, la servitude pour dettes. Selon les travaux de Miers (2005), aux Suds, l'une des formes de servitude les plus anciennes et controversées est la servitude pour dettes, définie comme :

> « l'état ou la condition résultant du fait qu'un débiteur s'est engagé à fournir en garantie d'une dette ses services personnels ou ceux de quelqu'un sur lequel il a autorité, si la valeur équitable de ces services n'est pas affectée à la liquidation de la dette ou si la durée de ces services n'est pas limitée ni leur caractère défini » (p. 92).

Conformément à cette définition, de nombreuses études (notamment Geffray, 1995 ; Miers, 2005 ; Mrad Dali, 2005 ; Vaz Cabral, 2006) montrent en effet que le piège se referme sur le travailleur lorsque son employeur lui verse une avance ; l'employé est lié, ne pouvant pas quitter son activité tant que celui-ci ne s'est pas acquitté de sa dette.

Suite à l'abolition de l'esclavage, le système de servitude pour dettes a permis de recruter de la main-d'œuvre destinée aux plantations en Afrique, aux Antilles et en Asie du Sud-est (Miers, 2005 ; Vaz Cabral, 2006). En Amérique latine, ce type de servitude a trouvé son corollaire dans le péonage, qui « frappe particulièrement les populations *indígenas* et les campagnes reculées du

[32] La *Déclaration universelle des Droits de l'Homme* déclare dans son appendice premier : « Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage ». Ensuite, en 1966, le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques des Nations Unies* réaffirme ces positions, en notant : « Les États partis au présent Pacte reconnaissent le droit au travail, qui comprend le droit qu'à toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté, et prendront des mesures appropriées pour sauvegarder ce droit » (article 6).
[33] Convention relative à l'esclavage, article 2 §1.

Brésil, de la Bolivie et du Pérou » (Vaz Cabral, 2006: 91), raison pour laquelle nous mobiliserons ce concept de « servitude pour dettes » (et sa définition) dans nos analyses ultérieures.

La traite des êtres humains

Une troisième notion qui s'entrecroise avec celle de servitude et s'utilise indistinctement en tant que forme d' « esclavage moderne » est la traite et le trafic d'êtres humains. La définition de « traite » que nous utiliserons tout au long de cette thèse est celle qui figure dans le Protocole de Palerme de 2000[34], et qui est la plus fréquemment mobilisée au sein du monde académique (Cockbain *et al.*, 2018 ; Cortés-McPherson, 2019a ; Steele, 2013). Ce protocole stipule que la « traite humaine » implique :

> « Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes » (Nations-Unies, 2000 : 42).

Nous constatons, dans cette définition, la grande confusion apparente entre les diverses notions (traite, exploitation, travail forcé, etc.), néanmoins, Andrees (2008) propose – pour plus de clarté – de décomposer cette définition en trois éléments : (1) les activités : qui comprennent le recrutement, le transport, l'hébergement ou l'accueil d'une personne ; (2) les moyens : qui peuvent être la force, la tromperie, l'enlèvement, la contrainte, la fraude, les menaces, les abus d'autorité ou de vulnérabilité, ou encore l'offre ou l'acceptation de paiements (ou d'avantages) pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre ; et enfin, (3) l'objectif : qui peut inclure l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes.

Tableau 2. Pratiques incluses dans la traite des êtres humains.

Activités	Moyens	Objectif
▪ Recrutement ; ▪ Transport ; ▪ Hébergement ; ▪ Accueil ;	▪ Force ; ▪ Tromperie ; ▪ Enlèvement ; ▪ Contrainte ; ▪ Fraude ; ▪ Menaces ; ▪ Abus d'autorité ou de vulnérabilité ; ▪ Offre ou acceptation de paiements (ou avantages) pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre.	▪ Exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle ; ▪ Travail ou services forcés ; ▪ Esclavage ou pratiques analogues à l'esclavage ; ▪ Servitude ; ▪ Prélèvement d'organes.

Source : Steele (2013), Andrees (2008).

[34] *Optional Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons, Especially Women and Children*, complément de la *United Nations Convention on Transnational Organized Crime* de 2000 (communément appelé le « Protocole de Palerme »).

Pour Steele (2013), un cas de traite humaine ne s'observe que lorsque ces trois éléments apparaissent en combinaison.

L'exploitation

Lorsque l'on parle d' « esclavage moderne », il est aussi d'usage courant de faire appel au concept d'exploitation, qui a été et est toujours au cœur de nombreux débats académiques en sciences sociales (Sindzingre, 2018). Ce concept générant de profondes discussions sur sa nature et sa définition (qui dépassent largement la portée de cette thèse), nous nous contentons dans cette section d'en relever les caractéristiques les plus saillantes, celles que nous mobiliserons plus loin, dans nos analyses.

Le concept d'exploitation appartient à un ensemble de notions dont Karl Marx n'est certes pas à l'origine[35] mais auxquelles celui-ci a donné une profondeur théorique et un sens commun, puisque c'est à la suite de ses travaux que ce concept est devenu non seulement central dans la théorie sociale et l'économie politique, mais aussi dans le langage usuel de la critique sociale (Renault, 2018).

Marx soutient que l'histoire passée est celle d'un antagonisme de classes et d'une exploitation d'une partie de la société par une autre (Marx, Engels, 1994). Celui-ci définit l'exploitation comme : « l'appropriation directe ou indirecte d'une part du travail de classes dominées (le 'surtravail' [36]) par une ou des classes dominantes » (Marx, 1993 ; cité par Renault, 2018: 17). Dans son ouvrage intitulé *Le Capital*, sa théorie de l'exploitation est associée à plusieurs objectifs distincts, trois d'entre eux ayant retenu notre attention ; premièrement, celui-ci a cherché à établir que le mode de production capitaliste, contrairement aux apparences, est caractérisé par une nouvelle forme d'exploitation et non pas une disparition de l'exploitation (1) ; deuxièmement, il a tenté de montrer que l'exploitation représente l'élément central de la production capitaliste (2) ; et enfin, il a voulu intégrer l'importance des expériences micro de l'exploitation dans les analyses, et ce, en décrivant les effets de l'exploitation sur la classe ouvrière (3).

(1) Pour Marx, dans le capitalisme, l'exploitation est tout d'abord dissimulée par l'illusion de la « forme salaire » (Marx, 1993). Il parle en effet dans son ouvrage d' « esclavage dissimulé du salariat » car dans le mode de production capitaliste, le surtravail n'est pas perceptible en tant que tel étant donné que le salaire donne l'illusion que l'exploitation n'existe plus. « Le salarié, à sa façon est un marchand » (Ramaux, 2018: 87) ; il vend « librement » sa force de travail[37] à un capitaliste, en entrant dans une relation contractuelle avec lui, un contrat qui instaure l'échange de sa force de travail contre une rémunération donnée. Pour Marx, la rémunération reçue par l'employé en contrepartie de sa force de travail constitue le problème central du système capitaliste. Le salaire octroyé crée une illusion de liberté, un écran de fumée servant à camoufler l'exploitation. Sindzingre (2018) explique en effet :

> « The notions of freedom and contract constitute key intrinsic dimensions of the concept of capitalist exploitation […] Nobody forces the worker to sell his labour power to the capitalist; labour power

[35] Les premiers à utiliser l'expression de l' « exploitation de l'homme par l'homme » sont en effet les Saint-simoniens (Bourdeau, 2018).
[36] Marx considère le « surtravail » comme le temps de travail qui a été presté par un employé mais qui n'a pas été payé par l'employeur. Durant ce temps, l'employé a créé de la valeur au-delà de la valeur de sa force de travail à proprement parler, cette valeur créée durant le temps de surtravail (au détriment du travailleur donc) étant appelé par Marx la « survaleur » ou « plus-value ».
[37] Marx définit la force de travail comme : « l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles » (Marx, 1993: 170).

is traded on a competitive market (at least in the ideal form). Capitalism is based upon voluntary trade, with *de jure* personal freedom » (p. 206)

Dans les relations capitalistes, les ouvriers salariés sont effectivement formellement libres. Il n'existe aucune force externe qui les oblige à signer un contrat, et les contrats, une fois signés, peuvent être annulés ultérieurement. Pour Marx, c'est à travers cette liberté formelle que se donnent à voir les relations d'exploitation. Le consentement libre de l'employé est la clé de voûte du système ; le contrat de travail a l'avantage de se présenter comme l'effet d'une volonté, d'un consentement, de la part de celui qui s'y soumet, supposé du coup en être le bénéficiaire. Néanmoins, comme le note Morice (2005), il y a consentement mais « dans un contexte où il doit être clair que, loin de toute philosophie misérabiliste ou méprisante à l'égard de l'homme qui paraît consentir [...] il s'agit ni plus ni moins du produit d'un choix obligé, mais réversible » (p. 1027). A l'époque, les travailleurs que Marx observe sont en effet la plupart du temps contraints d'échanger leur force de travail contre un salaire pour pouvoir payer leurs moyens d'existence. « Le marché du travail est défini par une liberté, comme tout marché, mais cette liberté est surdéterminée par une contrainte de survie, qui pèse sur les seuls travailleurs, et qui les condamnent à consentir à l'exploitation » (Renault, 2018a : 91).

(2) Outre l'affirmation de l'existence de logiques d'exploitation grâce à la « forme salaire », Marx montre que l'exploitation est au cœur du mode de production capitaliste, puisque c'est elle qui permet la production de survaleur. Les travailleurs créent en effet plus de valeur que ce qu'ils ne reçoivent en salaire, un surplus de valeur qui est alors approprié par le capitaliste. L'exploitation est donc exprimée, par Marx, en tant qu'appropriation privée de surtravail ouvrier. C'est précisément parce que « la production capitaliste n'a plus pour objectif de produire des valeurs d'usage, c'est-à-dire des biens ou services utiles, mais des valeurs d'échange, et plus précisément de la survaleur, qu'elle constitue un processus sans fin ni mesure susceptible de donner à l'exploitation du travail des proportions jamais atteintes dans l'histoire passée, pas même dans les formes d'esclavage les plus dures » (Renault, 2018 : 19). Marx (1993) démontre en effet que comme exploiteur de force de travail, « le capital dépasse en énergie, en démesure et en efficacité tous les systèmes antérieurs de production reposant sur du travail forcé » (p. 347), comme par exemple l'esclavage dit « historique » ou le servage. Celui-ci décrit l'apparition de formes de surexploitation, dans lesquelles les travailleurs ne disposent plus du temps suffisant pour « reproduire leur force de travail » et se voient ainsi exposés à la « possibilité de mort par excès de travail » (p. 284-285).

(3) Enfin, nous trouvons dans *Le Capital*, une théorie de l'exploitation comme processus social. L'exploitation capitaliste est, selon Marx, fondée sur un rapport social de production entre l'ouvrier et le capitaliste, qui se matérialise sous la forme d'une dépendance économique structurelle qui tend à se reproduire la plupart du temps. En effet, le salaire octroyé n'est jamais suffisant pour donner au prolétaire la possibilité d'acheter ses propres moyens de production, ni le soustraire à la contrainte de survie qui le conduit à échanger quotidiennement sa force de travail contre une rémunération (Renault, 2018). Dans ce contexte, Marx invoque un rapport social de domination pour caractériser la relation entre les deux groupes (ouvriers et capitalistes), les rapports de pouvoir étant asymétriques.

Pour étudier ces rapports de production faits de domination et d'asymétrie, celui-ci prône une prise en compte de l' « expérience micro de l'exploitation », qui comprend non seulement l'analyse des diverses stratégies de résistance ouvrières (sourdes ou ouvertes) mais également et surtout, ce qu'il appelle la « pathologie industrielle » (Marx, 1993 : 414), soit l'étude approfondie

des conditions de travail pathogènes, les accidents de travail, et toutes les formes de dégradations physiques et morales liées aux conditions de logement et d'alimentation.

Faisant le point sur les travaux de Marx, nombre d'auteurs montrent aujourd'hui que la théorie marxiste de l'exploitation ne permet plus de rendre compte des formes d'exploitation du travail qui prédominent dans la phase actuelle du capitalisme néolibéral (Renault, 2018, 2018a ; Sindzingre, 2018 ; Ramaux, 2018 ; Haber, 2018). Celle-ci ne serait en effet plus à même de saisir assez précisément les traits saillants de notre monde contemporain et ce, pour plusieurs raisons. On lui a reproché de reposer sur des présupposés économiques contestables (une théorie de la valeur travail), de défendre une vision trop simplifiée du monde social (une réduction des rapports de pouvoir à la domination de classe), ou encore d'adopter une conception trop étroite de l'exploitation réduite à l'exploitation du travail productif. A l'ère néolibérale, les rapports de classe et les formes de domination sociale n'ont en effet plus la simplicité qui semble inscrite dans la théorie marxienne de l'exploitation, raison pour laquelle de plus en plus d'auteurs invitent à une lecture plurielle et une orientation épistémologique plus souple du concept d'exploitation (Fleurbaey, 2014 ; Haber, 2018, 2018a).

Comme le note Fleurbaey (2014) dans son article intitulé *The Facets of Exploitation*, l'exploitation présente aujourd'hui de multiples facettes et plusieurs causes (dotations inéquitables, échange inégal, instrumentalisation des personnes, contributions insatisfaisantes aux intérêts publics), qui participent à son grand pluralisme et qui, inévitablement, crée du flou autour du concept.

> « Comme toutes les catégories sociocritiques qui lui sont formellement apparentées (l'aliénation, la domination, l'oppression…), la catégorie d'exploitation, bien que claire dans sa signification centrale, bien qu'indispensable aussi […] comporte des éléments ou des aspects irréductiblement flous. On peut la définir, et ainsi lui faire correspondre des caractères typiques: il existe un certain nombre de conditions à partir desquelles il est sensé de parler d'exploitation. Mais on ne peut pas pour autant lui associer des critères univoques » (Haber, 2018 : 70).

Pour les défenseurs de cette vision dite « plurielle », les grands thèmes de la théorie sociale critique – comme la domination, l'exclusion, l'aliénation, et l'exploitation –, ne répondent pas au portrait idéalisé que se plait à dépeindre une épistémologie rigoriste (au sein de laquelle nous pourrions inclure la théorie de Marx), et selon laquelle seuls ont une vraie valeur les concepts dont on a fixé définitivement le sens et les applications. « Le contenu essentiel de ces thèmes, sans être obscur ni indéfinissable, comporte des marges d'indétermination, et il y a forcément un peu de vague quand on les utilise » (Haber, 2018a : 256).

Ayant choisi, tout au long de ce travail de thèse, d'adopter cette orientation épistémologique souple et sa conception plurielle du concept d'exploitation (Haber, 2018), nous nous fondons néanmoins, tel Renault (2018), sur la conviction que les sociétés contemporaines se caractérisent par la persistance de l'exploitation capitaliste, sous des formes, pour partie, inchangées, et pour partie, profondément renouvelées et diversifiées. La théorie marxiste s'avère pour nous encore pertinente à plusieurs points de vue, raison pour laquelle nous emprunterons à celle-ci, et dans nos analyses, trois éléments centraux : la notion essentielle de « rapport social de production » marqué par la domination, l'illusion de la « forme salaire » en tant qu'élément occultant les pratiques abusives du patronat, et enfin, sa prise en compte fondamentale de l' « expérience micro de l'exploitation » que Marx développe à partir d'une observation approfondie des conditions de vie et de travail ouvrières, des dépendances économiques subies (contraintes diverses), ainsi que

des systèmes de domination sur le lieu de travail et de dépossession des produits du travail (dans notre cas d'étude : la production aurifère).

Le « travail esclave »

Parallèlement à ces diverses notions de travail forcé, servitude, traite des êtres humains, ou encore exploitation, qui sont observées sur l'ensemble de la planète et font aujourd'hui l'objet de travaux académiques abondants, un autre courant de recherche nous semble particulièrement intéressant et pertinent à mobiliser, surtout au vu de son ancrage rural amazonien : c'est celui qui traite le « travail esclave » en Amazonie brésilienne (França Paiva, 2005 ; Gomes, 2012 ; Lemozy, 2019 ; Martig 2015, 2017).

Apparu pour la première fois au Brésil au cours des années 1970 – suite à l'ouverture de nouveaux fronts agricoles en Amazonie, qui furent subventionnés par l'Etat (Gomes, 2012) –, le concept de « travail esclave » est aujourd'hui mobilisé par les médias nationaux, les politiciens, les ONG et certains académiques pour qualifier des cas de travail non libre et d'exploitation extrême en milieu rural particulièrement, mais aussi – et de plus en plus – en milieu urbain (França Paiva, 2005 ; Gomes, 2012 ; Lemozy, 2019 ; Martig 2015, 2017 ; Vidal, 2012).

Au cours de la décennie 1970, les premiers cas de « travail esclave » furent en effet dénombrés dans de nombreuses zones de l'Amazonie rurale brésilienne, ceux-ci étant originellement « une forme particulière d'exploitation qui s'appuie sur des traditions de migrations des travailleurs ruraux provenant majoritairement du Nordeste [...] et habitués à migrer quelques mois par an [en Amazonie] pour gagner leur vie dans les travaux agricoles, la coupe de canne à sucre ou encore la construction civile » (Martig, 2015: 183). Aujourd'hui, le « travail esclave » est désormais recensé dans la plupart des états du Brésil, sous forme rurale mais aussi urbaine, dans des secteurs aussi variés que la production textile (Lemozy, 2019 ; Vidal, 2012), la sidérurgie, la foresterie, l'agriculture (Martig, 2015), ou encore, les mines et l'orpaillage (França Paiva, 2005 ; Théry, 2015).

Cette croissance graduelle du « travail esclave » au Brésil a amené le gouvernement à reconnaître son existence à partir de 1995, au cours du mandat du président Fernando Henrique Cardoso. Le Brésil est à l'époque la première nation à reconnaître officiellement et internationalement l'esclavage contemporain sur son territoire (Lemozy, 2019), tout en mettant en évidence – sur le plan législatif – trois éléments centraux pour définir des cas de « travail esclave » : premièrement, des journées harassantes (efforts excessifs ou surcharge de travail), deuxièmement, des conditions dégradantes de travail (violation des droits fondamentaux provoquant des risques pour la santé du travailleur), et enfin, une restriction dans la mobilité du travailleur (servitude pour dette ou rétention des documents d'identité) (Plan National pour l'Eradication du Travail Esclave, article 149).

En ce sens, la notion de « travail esclave » est au Brésil fortement marquée par le registre des droits humains, de la dignité et du travail décent, s'érigeant en un véritable interdit moral national autour de la pratique contemporaine de l'exploitation au travail (Martig, 2015) ; celle-ci a le mérite de faire un usage politique du passé, en l'occurrence de l'esclavage, pour dénoncer « le caractère inacceptable et moralement intolérable d'un phénomène ô combien contemporain » (p. 182), permettant de visibiliser un phénomène concret, de mettre en lumière :

> « des situations de contraintes, des agissements qui valent la peine d'être pénalisés [...] Elle [notion de 'travail esclave'] a pour fonction de désigner un certain nombre de rapports sociaux de production dans un système productif donné, dans lequel une population immigrée, malgré les conditions précaires, d'exploitation, de mauvais traitement et de privation de ses droits du travail, continue d'alimenter de sa main-d'œuvre ce système productif » (Lemozy, 2019: 126).

Néanmoins, et malgré ces vertus, de nombreux travaux académiques récents (França Paiva, 2005 ; Gomes, 2012 ; Lemozy, 2019 ; Martig 2015, 2017 ; Vidal, 2012) questionnent la validé du concept de « travail esclave », tout comme ceux de travail forcé, servitude, exploitation et traite de personnes, décriant ceux-ci comme faisant partie intégrante d'une « métaphore de l'esclavage » dont la visée ne consiste qu'à atteindre la mémoire collective et choquer l'opinion publique.

De plus en plus d'auteurs s'interrogent en effet sur la pertinence (et la légitimité) de penser ces différents phénomènes – apparus après les abolitions – comme des formes d'esclavage auxquelles on viendrait simplement accoler le qualificatif de « moderne ». Un récent courant de littérature (França Paiva, 2005 ; Gomes, 2012 ; Jakšić, 2011 ; Lemozy, 2019 ; Martig 2015, 2017 ; Morice, 2005 ; Mrad Dali, 2005 ; Vidal, 2012) s'est construit, ces dernières années, autour du rejet du concept d' « esclavage moderne », défendant plutôt la thèse d'existence d'une récente « métaphore de l'esclavage », usitée le plus souvent par les décideurs politiques, les médias et la société civile.

Pour ce courant, le qualificatif de « moderne », mobilisé pour opérer une distinction avec l'esclavage dit « classique » ou « historique », s'avère inapproprié d'un point de vue historique. Ses auteurs considèrent que : « autant il est nécessaire de dénoncer et de condamner les conditions de vie extrêmement dégradantes de milliers de personnes aujourd'hui dans le monde, caractérisées par la terreur, l'humiliation et les menaces, autant il paraît impératif de contrecarrer la tendance médiatique qui consiste à brandir en toute occasion la notion d' 'esclavage' pour décrire, sans aucun fondement scientifique et sans mémoire historique, les phénomènes les plus divers » (Mrad Dali, 2005: 11). Cette attitude est aujourd'hui dénoncée académiquement comme étant une simple « métaphore de l'esclavage », qui doit être – selon les défenseurs de ce courant – urgemment déconstruite sur le plan scientifique.

1.2.2. La « métaphore de l'esclavage », une négation de la capacité d'agir de l'individu migrant et sa victimisation

La référence à l'esclavage faite sous la forme d'une image au sens de métaphore (Martig, 2015) est actuellement de plus en plus questionnée au sein des sphères académiques. Ce qui est dénoncé, c'est la reconstitution actuelle de l'ancienne catégorie « esclave », qui revient à « faire renaître l'esclave lui-même et aussi à transformer, par les voies politique, idéologique et même religieuse – mais pas historique –, le travailleur exploité en esclave » (França Paiva, 2005: 1129). A travers le monde, l'esclavage est en effet devenu une catégorie éminemment politique :

> « Il [le mot esclavage] fait partie d'un terrain de lutte et il est utilisé pour désigner toute sorte de travail non libre, d'exacerbation de l'exploitation et de l'inégalité entre les hommes. Ce que l'on voit souvent dénoncé emphatiquement sous la désignation d'esclavage, ce sont les mauvais traitements, les conditions de travail, de rémunération, de transports, d'alimentation et de logement non conformes aux lois et aux coutumes » (Figueira, 2004: 44).

De nombreuses études récentes (França Paiva, 2005 ; Figueira, 2004 ; Lemozy, 2019 ; Martig, 2015) montrent, de fait, que ce recours à la catégorie « esclave » correspond aujourd'hui à un

choix pragmatique et politique, dont la visée est d'associer les conditions dégradantes à la cruauté décriée de l'esclavage du passé, et ce, dans le but de choquer l'opinion publique et marquer les esprits. Comme le note Côrtes (2012), cette notion vise en effet plus à donner un sens politique à un problème qu'à expliquer un phénomène social, elle utilise le potentiel mobilisateur de l'esclavage du passé, « un langage qui a un grand pouvoir communicatif, puisqu'il renvoie à la mémoire collective qui reconnaît et rejette radicalement l'esclavage comme système de relations de travail » (Gomes, 2008: 39).

Cependant, les définitions de l'esclave et de l'esclavage, dont le monde politique et médiatique ainsi que la société civile se sont aujourd'hui emparées, n'ont pas été faites à partir de conditions historiques semblables et de sentiments similaires (França Paiva, 2005). C'est l'ancien concept qui est mobilisé pour causer l'indignation, or « utiliser des catégories sans connaître leur trajectoire historique et sans prendre en compte leur historicité est un procédé très condamnable, du moins dans le domaine de la connaissance historique : c'est un anachronisme […] Imposer des modèles tout faits et des concepts bien limités à une certaine époque ou à une certaine société est un choix qui pousse à inventer des histoires qui se tiennent mais qui sont terriblement éloignées des réalités historiques, construites et vécues par des agents historiques » (França Paiva, 2005 : 1123).

Pour Vidal (2012), l'esclavage a disparu de la surface du globe (à l'exception de quelques situations géographiquement très localisées). « Il en va de même au Brésil, où l'anachronisme de ce vocabulaire, s'il permet de dénoncer la domination extrême de travailleurs (en Amazonie et dans le monde rural en particulier), en propose une image misérabiliste, qui les réduit au rang de victimes passives dépourvues de capacités d'action » (p. 74). Dans le même sens, Lemozy (2019) dénonce que l'utilisation de « l'esclavage métaphorique » entraîne une stigmatisation croissante des travailleurs migrants, apposant sur cette communauté l'image des « pauvres immigrés exploités », embrassant la philosophie de la victimisation (Lemozy, 2019 : 121). Or, ces travailleurs migrants qui sont aujourd'hui soumis au travail contraint, tout comme les esclaves du passé, ne se considèrent pas et ne se considéraient pas comme des choses ou de simples victimes (França Paiva, 2005). « Nous ne sommes pas des esclaves, nous sommes des travailleurs ! » (Lemozy, 2019 : 116).

Prenant ces éléments en compte, un nombre croissant de travaux académiques montrent aujourd'hui, d'une part, l'urgente nécessité de remettre en question la mémoire dominante qui assimile le travailleur à un être passif, victime, dupé, soumis et ignorant, et d'autre part, le besoin de remettre au centre des analyses la capacité d'agentivité (*agency*) des travailleurs (Jakšić, 2011 ; França Paiva, 2005 ; Goldstein, 2014 ; Lemozy, 2019 ; Martig, 2015 ; Vidal, 2012). Cette littérature en appelle à étudier les « migrations pour soi » et fait apparaître les travailleurs migrants comme des sujets agissants, capables de choisir, d'imaginer, et de mettre en œuvre des « stratégies de vie » de manière indépendante (Jakšić, 2011: 179). Leurs migrations et le travail auxquels ceux-ci s'adonnent en-dehors de leur lieu d'origine ont en effet un objectif établi ; ces individus « participent sciemment à un processus de travail de production avec des visées stratégiques » (Lemozy, 2019: 125). Pour ce courant, les parcours de vie des travailleurs migrants révèlent, de fait, de nombreux choix, des projets autonomes et des désirs migratoires qui peuvent, certes, parfois inclure des formes de travail contraint ou réalisé dans des conditions déplorables, mais qui s'écartent tout à fait de la catégorie homogénéisante et universaliste de « victimes » qui leur est assignée (Jakšić, 2011).

Partant de là, ces auteurs prônent la nécessité d'examiner le travail en migration à la fois comme une expérience de la domination, mais aussi et surtout, comme une expérience de l'émancipation (Borgeaud-Garciandia, 2009). « Pour penser l'émancipation des migrants [...] il faut la penser par rapport à leurs conditions d'existence [...] mais aussi par rapport aux possibilités d'émancipation qui sont dépendantes de la structure de l'organisation du travail » (Lemozy, 2019 : 127). Insister exclusivement sur le fardeau que représente le travail termine, selon Khayi et Duarte (2016), d'achever toutes les potentialités émancipatrices du travail en migration, or celui-ci peut accélérer les conditions de réalisation d'une ascension sociale, qui serait difficile autrement (Souchaud, 2009).

> « Il faut s'y résoudre, les acteurs ne font pas que subir la domination, ils la travaillent, la déplacent, cherchent à s'en dégager ou à s'en protéger ; ils se situent par rapport à elle. La conquête de ces espaces d'autonomie, comme résultat d'une conquête individuelle ou collective, est précisément ce qui rend le travail acceptable » (Lemozy, 2019 : 128).

Les travailleurs migrants ont la possibilité de travailler la domination, et par leur capacité d'*agency*, construire leurs propres trajectoires migratoires. En ce sens, ce corpus de littérature – loin de la victimisation des travailleurs migrants – propose de recentrer le débat sociologique en offrant une autre façon de questionner les nouvelles formes d'exploitation auxquelles sont confrontées les populations migrantes (Lemozy, 2019). Argumentant à partir du migrant dont il faut prendre en compte la volonté (ce qui implique de ne pas nier sa capacité d'action, son *agency*), cette littérature pose la question de la pérennité d'une telle organisation du travail, avec les injustices et les formes d'exploitation qu'elle engendre :

> « Il serait légitime de se demander pourquoi ces migrants ne se rebellent pas contre un système qui les exploite à outrance dans des conditions de travail complètement dégradantes ? Mais nous ferions de nouveau une erreur en posant la question à l'envers. L'hypothèse la plus pertinente serait en réalité de se demander comment une telle organisation du travail, avec les injustices et les formes d'exploitation qu'elle engendre, devient pérenne dans le temps ? Par le consentement et l'adhésion au système des individus qui y participent, garantissant ainsi sa reproduction [...] Faire l'analyse des rapports sociaux de domination est fondamentalement sociologique, mais ce n'est pas en considérant les acteurs comme totalement passifs et impuissants que nous arriverons à saisir les mécanismes de la dynamique sociale nécessaires à la production et à la reproduction des rapports sociaux inégalitaires. Au contraire, c'est en se concentrant sur la façon dont les individus travaillent la domination qu'ils subissent dans un contexte donné, comment ils la contournent, s'en défendent, ou même résistent à celle-ci, que nous serons en mesure d'établir des théories de l'émancipation bien plus en phase avec les réalités empiriques historiques » (Lemozy, 2019: 129).

Ancrant nos réflexions doctorales dans ce courant académique qui propose de s'opposer à l'image victimisante de l'esclave du passé, nous cherchons – tout au long de ce travail de thèse – à comprendre les mécanismes propices à la « perpétuation de la sujétion au cœur de la société salariale, laquelle amène précisément à parler d'esclavage » (Morice, 2005: 1031). Il sera en effet question d'analyser la manière dont le travail vivant, la ruse, l'intelligence, le zèle, l'engagement dans le travail minier et les visées stratégiques du travailleur migrant « nourrissent les velléités émancipatrices d'une organisation de la production qui serait déjà désuète si elle s'était contentée de miser sur une main-d'œuvre esclave incapable de s'accomplir d'une manière ou d'une autre par le travail » (Lemozy, 2019: 129). En ce sens, nous défendons l'urgente nécessité de faire apparaître des concepts capables de faire le lien dans le débat opposant domination et émancipation, pour « comprendre comment la domination s'alimente des ressorts de l'émancipation » (p. 129). Parmi ces concepts, la notion de « servitude volontaire », pensée originellement par Etienne de La Boétie et remise à l'ordre du jour par certains auteurs

contemporains (Durand 2009 ; Frossard, Devillairs, 2016), a retenu notre attention et mérite d'être approfondie.

1.2.3. La « servitude volontaire » : sur la voie de l'émancipation

Certaines formes contemporaines de domination dans le travail peuvent à voir, selon divers auteurs (Chaignot, 2010 ; Durand 2009 ; Frossard et Devillairs, 2016), avec ce qu'Etienne de la Boétie – célèbre écrivain de la Renaissance – désignait la « servitude volontaire ». Dans un essai pertinent contre la tendance des peuples à l'asservissement, intitulé *Le discours de la servitude volontaire*, celui-ci prend à rebours l'abord habituel qui fait du tyran le seul responsable des relations de domination. Pour lui, la tyrannie existe et perdure, non seulement en raison de la violence du tyran ou des armes, mais avant tout à cause de la force du consentement (Chaignot, 2010).

Les travaux de cet auteur s'ouvrent sur un paradoxe : nous sommes nés pour la liberté mais nous acceptons, dans certaines situations, de servir et de courber l'échine (Frossard et Devillairs, 2016). L'idée de « servitude volontaire » est ainsi un oxymore qui interpelle le penseur moderne. « Comment peut-on être à la fois libre et asservi ? Comment un être moderne, épris d'un désir absolu de liberté et d'égalité pourrait-il choisir sa propre servitude ? Comment peut-on donner son consentement à une tyrannie ? » (Chaignot, 2010 : 3), voici les questions qui sont adressées par La Boétie dans son ouvrage et qui sont encore incroyablement d'actualité pour examiner le monde du travail contemporain.

Ecrit telle une tragédie antique, *Le discours de la servitude volontaire* explore, sous forme de critique acerbe, la nature du paradoxe de la servitude volontaire, désigné comme « un état pathologique résultant d'un désir paradoxal d'asservissement de soi. Il est le fondement et l'aboutissement d'un lien tyrannique et se traduit par un rapport d'autodestruction de la subjectivité et du principe éthique d'humanité » (Chaignot, 2010: 129). La Boétie examine la servitude volontaire comme une énigme par laquelle « nous nous autodétruisons, prêtons nos propres mains pour nous frapper, et aboutissons ainsi à la négation de notre liberté et de notre humanité même » (Frossard et Devillairs, 2016 : 67). L'essentiel pour cet auteur est donc de comprendre la nature de la servitude, la raison pour laquelle on se soumet (et non pas les motifs qui peuvent justifier la domination). Il s'intéresse à l'insondable énigme qui fait que nous sacrifions de nous-mêmes notre liberté (Frossard et Devillairs, 2016), et ce faisant, interroge la condition humaine dans ses contradictions.

Pour Chaignot (2010), l'écrit de La Boétie constitue la trame d'une énigme philosophique dont nous sommes encore aujourd'hui les témoins. La servitude volontaire est en effet présente dans le monde du travail contemporain, et ce, notamment à travers le salariat et les conditions du capitalisme actuel :

> « La plupart d'entre nous conviendront que la modernité contemporaine n'est pas menacée par la question de l'esclavage. Le travail moderne [...] n'est absolument pas comparable à l'esclavage antique ou transatlantique. Mais le travail salarié est, à proprement parler, soumis aux conditions actuelles du capitalisme [...] [Actuellement] le problème de la santé humaine au travail remet au premier plan les atteintes à l'intégrité physique et morale qu'un nombre croissant de personnes peuvent subir en raison de leurs conditions de travail [...] L'idée de la « servitude volontaire » vient précisément interroger les nouvelles formes de domination qui sont en cause dans cette dégradation du travail humain. Elle vise ainsi à mettre en lumière cette situation paradoxale à laquelle le salariat se trouve actuellement confronté » (Chaignot, 2010 ; 129-130).

Le concept de « servitude volontaire » permet de comprendre les formes actuelles de domination dans les relations salariales capitalistes. Le contrat de travail implique en effet *per se*, les principes d'égalité et de liberté des parties (Chaignot, 2010). Or, la relation salariale capitaliste infléchit ces principes en établissant un rapport juridique de pouvoir, de subordination, d'obéissance, et de soumission entre les deux parties. Le paradoxe de la « servitude volontaire » se matérialise alors, et ce, à travers la « forme salaire », puisque l'employé s'engage librement à soumettre (temporairement, le temps du contrat de travail) sa volonté à celle d'un autre (l'employeur) en contrepartie du paiement d'une rémunération.

Nous voyons ici en quoi cette notion de « servitude volontaire » se recoupe heuristiquement avec les travaux présentés précédemment autour de la pensée de Marx et l'importance de prise en compte de la capacité d'agir et de transformer des travailleurs migrants, leurs propos ayant considérablement influencé les positions défendues dans cette thèse. Nous verrons en effet en quoi la « forme salaire » peut induire des logiques de « servitude volontaire » au sein des campements miniers de l'Amazonie péruvienne, et la manière dont ce type de servitude s'articule avec les « stratégies de vie » et d'existence (Jakšić, 2011) des *extractive peasants* originaires des milieux andins du pays (Lahiri-Dutt, 2018).

Ce double positionnement (*agency* et servitude volontaire) adopté ne veut néanmoins pas dire que nous rejetons et nions l'existence actuelle de formes de travail forcé, de traite d'êtres humains, de servitude pour dettes, d'exploitation ou encore de conditions harassantes de travail à travers le monde. Ces cas de figure existent bel et bien dans le monde minier (nous l'examinerons d'ailleurs à travers plusieurs trajectoires circulatoires de femmes andines, notamment), toutefois, nous souhaiterions nuancer cette vision trop tranchée et victimisante du « travailleur esclave migrant ». Tous ne sont en effet pas intégrés de force dans des réseaux de traite criminels ou soumis à des conditions de travail analogues à celles de l'esclave du passé. L' « esclavage moderne » ne nous semble pas adéquat du point de vue analytique, montrant d'emblée – tel que Lemozy (2019) le note – une grande faiblesse heuristique et une impossibilité à décrire l'exploitation sous toutes ses formes. Dans les discours des pouvoirs publics, des ONG ou des médias (péruviens, mais aussi ailleurs, en Afrique notamment), les campements miniers liés aux activités d'orpaillage sont souvent pris comme une totalité allant de soi, au sein desquels les travailleurs migrants se trouveraient dans des situations d'exploitation fixes et immuables (Vidal, 2012). Pour moi, cette « homogénéité victimisante » marque une grande méconnaissance des relations de production et des perspectives de vie, d'existence et d'émancipation en jeu dans le travail minier, qu'il est aujourd'hui nécessaire de mettre en lumière et de déconstruire, notamment à travers le prisme de la « servitude volontaire » et la capacité d'agentivité (*agency*) du migrant.

2. Questions de recherche

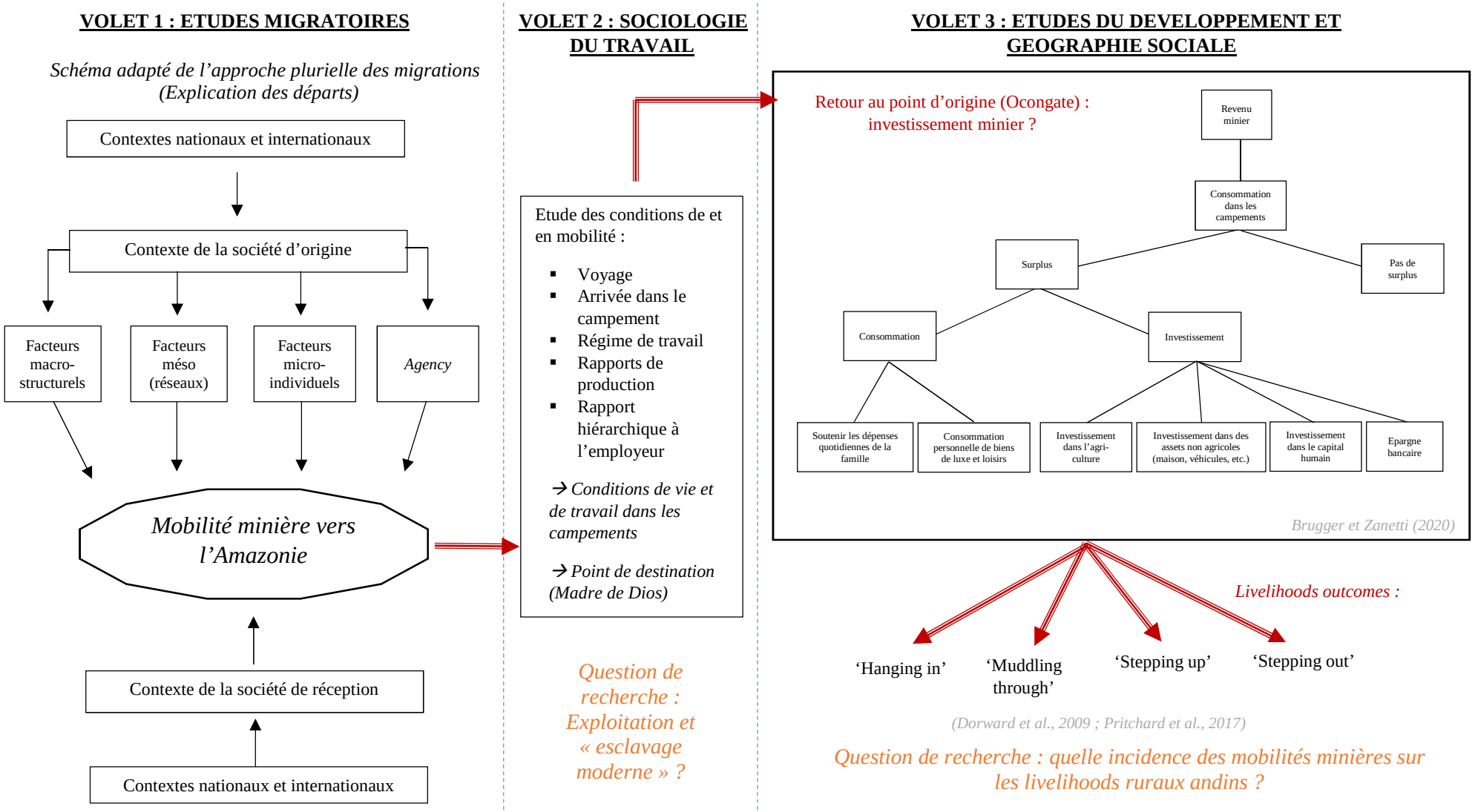
Dans le prolongement de ces divers éclairages théoriques, je formule à présent mes questions de recherche. Ma démarche de recherche comporte, comme nous l'avons déjà souligné, deux niveaux principaux. Tout d'abord, celle-ci s'attache à comprendre la transformation récente des *livelihoods* ruraux dans les Andes péruviennes au prisme des circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage en Amazonie. Ensuite, celle-ci questionne l'existence des pratiques d'exploitation et d' « esclavage moderne » au sein des campements miniers.

Formulée ainsi, notre thèse cherche donc à répondre à deux questions fondamentales :

(1) Premièrement, de quelle manière les circulations minières liées aux activités aurifères artisanales et à petite échelle réalisées en Amazonie péruvienne contribuent-elles à la transformation des moyens d'existence ruraux andins au Pérou ?
(2) Deuxièmement, peut-on parler d'exploitation et d' « esclavage moderne » pour qualifier les pratiques de travail et les rapports de production observés au sein du secteur aurifère artisanal et à petite échelle amazonien ?

Située à la croisée entre plusieurs disciplines (études migratoires, sociologie du travail, études du développement et géographie sociale), nos questions de recherche portent sur les différents « moments » qui composent l'entièreté du processus migratoire, du départ sur le lieu d'origine, à l'arrivée dans le lieu de destination, incluant *in fine* le retour du circulant sur son lieu de résidence et les conséquences du mouvement. Il s'agit donc d'étudier la mobilité rurale andine dans toute sa complexité, et ce, en la décomposant en trois temps, rythmés par les conditions du départ (causes de la migration), les conditions d'arrivée et de travail en mobilité (point de destination : sociologie des campements miniers), et enfin, les conditions du retour, du réinvestissement minier et des *outcomes* de la mobilité sur les lieux d'origine (incidences sur les rural *livelihoods* et leur évolution dans le temps : *trajectories*). Le cadre d'analyse figurant en page suivante reprend chacune de ces étapes et leurs développements.

Figure 4. Cadre d'analyse de notre recherche.



Au Pérou, ces questions ont fait l'objet de plusieurs travaux (nationaux et internationaux), portant sur des études de cas andines et amazoniennes, notamment. Néanmoins, à ce jour, cette littérature reste parcellaire, et ce pour plusieurs raisons que nous identifions dans la section qui suit. Dans le but de situer notre démarche par rapport à ces écrits antérieurs, et ce faisant, démontrer les différents apports de notre recherche, nous esquissons dans la prochaine section, les grands contours des discussions qui ont animé le champ des études migratoires, des *livelihoods studies*, et de la sociologie du travail (minier artisanal) au Pérou.

La visée de cette dernière section de notre cadre théorique est de retracer, ensemble, ce qui a déjà été écrit sur notre sujet d'étude, tout en épinglant les écueils dans lesquels notre travail de thèse se positionne. Pour ce faire, nous appliquons en quelque sorte les réflexions théoriques développées précédemment au cas andin et amazonien, au Pérou, voyant comment nos questions ont été traitées, jusque-là, par la littérature péruvienne et internationale.

3. Etat de l'art

Notre état de l'art se subdivise en deux parties principales. Une première explore la circulation migratoire et les mobilités en tant que pratiques anciennes et répandues de diversification paysanne andine (et ses liens avec la logique de contrôle vertical des ressources) ; une seconde passe en revue la littérature relative aux mobilités minières, en mettant celle-ci en dialogue avec la *mining-livelihood change litterature* (Brain, 2017) et les travaux (peu abondants) de sociologie du travail produits autour des pratiques de travail et des rapports de production observés au sein des activités d'orpaillage.

3.1. La circulation migratoire et les mobilités en contexte andin : des mouvements historiques, pourtant marginalisés par la recherche académique

Dans les Andes péruviennes, les mobilités paysannes répondent à des stratégies d'utilisation de l'espace à multiples combinaisons, pour lesquelles la complémentarité et l'interdépendance des espaces économiques constituent le principe de base (Cortes, 1998). De tout temps, les populations andines ont en effet dû s'adapter à des conditions écologiques et environnementales particulières, caractéristiques de la Cordillère des Andes. Cette dernière étant composée de régions géographiquement proches mais présentant des conditions environnementales et climatiques distinctes, celle-ci a été divisée en différents paliers ou étages écologiques (Morlon, 1992 ; Murra, 1975), qui reflètent ces disparités et auxquels correspondent des zones de production agropastorales déterminées (Mayer, 2009).

De nombreuses études ont montré que la stratégie paysanne andine repose sur le contrôle de ces différents paliers ou étages écologiques, dans une optique de verticalité, en vue d'une diversification et d'une minimisation du risque économique[38]. John Murra (1978) est l'un des premiers à avoir mis en avant ce concept de verticalité (clé pour comprendre l'activité agricole andine et les organisations paysannes familiales), qui renvoie au contrôle vertical des ressources et consiste en l'envoi de certains membres de la famille dans un lieu éloigné du noyau

[38] L'activité agropastorale est, dû à la variabilité climatique notamment, une activité économique risquée. De ce fait, le paysan andin tente d'accéder à plusieurs étages écologiques afin de minimiser ce risque (Figueroa, 1981).

familial pour peupler les différents étages écologiques en sa possession et s'assurer un accès aux ressources (Fioravanti-Moliné, 1981).

Considérant cette stratégie de verticalité, Cortes (1998), Bebbington (2000), et De Haan (1999) affirment que le paysan andin part mais n'abandonne jamais sa terre. Bien au contraire, celui-ci cherche à garder « a foot on the farm » (De Haan, 1999: 13), toute l'économie familiale et communautaire paysanne reposant sur une combinaison des lieux ; celle-ci combine les lieux de vie, élargit les espaces d'activités ou « sphères socio-spatiales de vie », définies comme « l'espace de vie de la famille qui englobe à la fois le lieu d'origine, les lieux de migrations, les lieux intermédiaires, et dont les contours sont changeants selon les conjonctures » (Cortes, 1998: 272-273). A travers leurs pratiques de mobilités, les familles andines configurent ainsi leur espace de vie sous la forme de territoire multi-situés articulant les espaces ruraux et urbains, ruraux et ruraux, nationaux et internationaux, etc. (Nasuti *et al.*, 2015).

Papail (1991), tout comme Bebbington (2000), notent que ces migrations et ces mobilités ont toujours fait partie des mécanismes de conservation du mode de vie communautaire andin, en tendant à transformer les territoires d'origine et à préserver les économies familiales paysannes :

> « Migration has been a means of producing, securing, and investing in rural localities with the effect of transforming them [...] People use it [migration] for ends that are more than merely ones of survival, and in many cases, have turned migration into strategies that both create economic resources and re-produce rural places. Agriculture may not be competitive, but the livelihoods that it continues to be a part of clearly are » (Bebbington, 2000: 509-510).

Les mobilités participent ainsi à la (re)production des territoires andins. Elles permettent, dans les Andes, une diversification des moyens d'existence ruraux, où l'activité agropastorale se voit combinée à des activités salariées (urbaines, rurales ou minières), afin d'assurer la reproduction du groupe familial, voire l'accumulation. Selon les contextes économiques et socio-politiques, cette diversification du revenu familial peut être interprétée comme une stratégie de subsistance (alimentation, habillement) ou d'adaptation face à des changements – d'ordre politique, économique ou écologique – qui ne sont pas toujours favorables, ou encore une stratégie de résistance face à la pénétration capitaliste (Granchamp, 2001). Aussi, elle peut obéir à une stratégie de résistance à l'appauvrissement ou d'amélioration des conditions d'existence (construction d'une maison, achat de terres, étude des enfants, mariage, etc.) (Cortes, 1998).

Entendue comme telle, la diversification des moyens d'existence (*livelihood diversification* – Ellis, 1998) est, au Pérou, une pratique paysanne très ancienne et répandue. Selon Escobal (2001), celle-ci connaît une importance croissante dans le pays à partir des années 1990 (qui sont marquées par les plans d'ajustement structurels), et ce, surtout au sein des zones rurales. Cet auteur estime que 51% du revenu net des ménages ruraux péruviens provient effectivement d'activités économiques hors de l'agriculture, celles-ci ne pouvant dès lors plus être considérées comme des activités « complémentaires ». En effet, dans les études agraires ou les travaux d'économie rurale, si l'agriculture et les ressources qu'elle engendre sont perçues comme relevant de l'activité principale et sont organisatrices du système productif, les autres activités sont la plupart du temps considérées comme « complémentaires » dans les stratégies quotidiennes d'existence des familles paysannes (Cortes et Vassas, 2016). Or, cette construction sociale du monde rural spécialisé et ancré à son territoire est, au Pérou (comme dans de nombreux autres pays d'Amérique latine), aujourd'hui largement remis en cause par l'importance croissantes des relations économiques avec les villes, les mobilités et l'insertion de l'activité agricole dans des

systèmes d'activités complexes, dépassant largement l'échelon local (Chaléard et Dubresson, 1999).

> « In the Peruvian rural world, communities have become less dependent on agriculture and are shifting towards a more diversified economic base. Mining development has been an important driver of this shift in many rural areas » (Castillo et Brereton, 2018: 310).

Le monde rural péruvien connaît effectivement aujourd'hui de grandes transformations, étant très largement diversifié sur le plan économique et social, ainsi que graduellement connecté au monde urbain[39] (Edelmira Pérez, 2001) ainsi que minier (Castillo et Brereton, 2018).

Historiquement donc, au Pérou, la mobilité et la *livelihood diversification* sont deux éléments étroitement imbriqués et intégrés au sein des stratégies d'existence paysannes andines, en tant que complément d'activités et de revenus, intervenant en fonction des exigences du calendrier et du rythme de l'activité agropastorale du lieu d'origine (Cortes, 2002).

Toutefois, et en dépit de leur caractère et logiques anciens, ces mobilités andines internes ne recevront, jusqu'à aujourd'hui, que peu d'attention de la part des chercheurs nationaux et/ou internationaux. Au cours des décennies 1960-1980, seuls quelques auteurs (tels qu'Aramburu 1979, 1981 ; Martinez, 1980 ; Altamirano, 1985 ; Baca, 1985 ; Degregori *et al.*, 1986 ; Golte, Adams, 1990 ; Nuggent, 1992) rendent compte de ce phénomène de flux internes, qu'ils analysent dans leurs liens avec les processus de transition démographique, de « modernisation » des campagnes et d'urbanisation croissante (Doughty, 1970 ; Golte, Adams, 1990 ; Matos Mar, 1984).

Aujourd'hui, ce constat n'a pas fondamentalement changé ; le phénomène de mobilité interne reste au Pérou – bien que celui-ci soit historiquement inscrit dans les modes de vie des populations andines (Hirsch, 2017) et au cœur des transformations des territoires ruraux depuis de nombreuses décennies déjà (Cortes et Vassas, 2016) –, peu investi par les sciences sociales (Vargas-Lundius *et al.*, 2008 ; Yamada, 2012), ce dernier auteur affirmant :

> « ¿Cuál ha sido la tendencia reciente de migración interna dentro de nuestro país? Hace varios lustros que no se explora este tipo de preguntas en el Perú [...] Más bien, en los últimos años se ha comentado mucho la emigración de peruanos en busca de mejores oportunidades de vida fuera del país [...] No obstante, el proceso de migración más importante en el Perú ha sido interno » (Yamada, 2012: 91).

Les travaux récents liés aux *migration studies* péruviennes ont effectivement davantage porté sur la migration internationale de nationaux à l'étranger (vers les Etats-Unis, l'Europe, l'Argentine, le Chili, et le Brésil notamment ; Altamirano, 2010 ; Berg, Paerregaard, 2005 ; Izaguirre, 2019), or le processus migratoire le plus significatif est interne au pays. Pourtant, relativement peu nombreux sont, au Pérou, les travaux qui rendent comptent de cette forme interne de mobilité spatiale (Baca, 1985 ; Milan et Ho, 2014 ; Hirsh, 2017), et encore moins ceux qui traitent les mouvements du rural vers le rural.

[39] En atteste le corpus de littérature liée aux « nouvelles ruralités » latino-américaines (Giarraca, 2002; Grammont, 2004; Cetraro *et al.*, 2007). Ces études, apparues dans les années 1990, cherchent à démontrer que de nombreuses économies rurales ne sont plus exclusivement ou principalement associées à la production agricole. Cette tendance a été principalement attribuée à l'importance croissante des services (y compris le tourisme) et à la formation d'une société interconnectée. En ce qui concerne ce dernier facteur, d'importantes améliorations des réseaux de communication qui permettent une circulation plus fluide de l'information, des biens et des personnes ont permis de réduire la distance entre les zones rurales et urbaines. Du point de vue de la « nouvelle ruralité », il est peu logique de considérer les espaces ruraux comme des entités physiques, sociales, productives et conceptuelles autonomes séparées des villes. Elles doivent plutôt être comprises comme faisant partie des grands espaces qui relient les métropoles, les villes intermédiaires et les lieux locaux en réseaux de différentes échelles (Kearney, 1996 ; Allen *et al.*, 1998 ; Hurtado, 2000).

Notre travail de thèse participe ainsi aux débats des études migratoires, en renouvelant les analyses des espaces ruraux péruviens au travers d'une entrée par les mobilités internes. Comme les recherches de Cortes, 2000 ; Aubriot et Brusle, 2012 ; Prunier, 2013 ; Mercandelli, 2013 ; Vaillant, 2013 ; et Rebaï, 2015, exhortent à le faire, nous cherchons, tout au long de cette thèse, à « appréhender le rôle des mobilités dans la transformation des espaces ruraux à partir d'un regard rénové sur nos approches et nos catégories d'analyse de la ruralité » (Cortes et Vassas, 2016: 44). L'accent sera mis sur les mobilités rurales-rurales, et plus précisément, sur les circulations migratoires minières observées entre les Andes et l'Amazonie péruviennes.

1.3. La reconfiguration des *livelihoods* ruraux andins au prisme des mobilités minières

Nous avons abordé, dans la section antérieure, l'importance de la diversification et des mobilités dans les stratégies d'existence paysannes andines. Sur base de ces considérations préalables, nous opérons – dans la présente section – un zoom sur les mobilités minières, en tentant de comprendre la manière dont la littérature académique a, jusqu'ici, traité leurs connexions avec la transformation des *livelihoods* ruraux et les pratiques du travail minier.

Depuis le début des années 2000, le secteur minier péruvien expérimente une croissance fulgurante. Boostés par la hausse des cours internationaux des matières premières, les investissements dans l'exploration et l'activité minière se démultiplient depuis 2003, convertissant le Pérou en l'un des dix plus grands producteurs de minerais au monde :

> « Over the past decade there has been a dramatic increase in mineral exploration and exploitation activities. In Peru [...], these operations have contributed to significant shifts in the movement of peoples between the coastal and highland regions of Peru and the international movement of people to and from the Andes » (Bury, 2007: 378).

De fait, le développement spectaculaire des activités extractives affecte, depuis la seconde moitié des années 2000, les flux de mobilité interne entre les différentes régions du pays[40] (Ticci et Escobal, 2014), en provoquant des mouvements transnationaux d'individus vers et depuis les Andes par exemple (Castillo, Brereton, 2018), ainsi que plus généralement, « une réorganisation spatiale générale du comportement migratoire des unités domestiques » (Bury, 2011: 232).

Certains ménages ont été déplacés et réinstallés à la suite d'une nouvelle implantation minière (Szablowski, 2002 ; Bury, 2007 ; Owen et Kamp, 2015) ; d'autres ont décidé d'émigrer (ou de circuler) vers les nouveaux centres miniers, attirés par l'expectative de nouvelles opportunités économiques ou de meilleurs services (Castillo, Brereton, 2018, 2018a) ; ou encore, certaines régions minières ont connu des phénomènes d'exode et de décroissance démographique lorsque les mines y réduisaient leurs activités ou fermaient (Castillo, 2000 ; Damonte, Castillo, 2011).

Bebbington et Humphreys (2018), dans un article traitant les relations entre exploitation minière, mouvements et développement, avancent en ce sens le caractère « perturbateur » des activités minières, lié aux divers flux qu'elles suscitent :

[40] Le Pérou comprend trois grandes zones géographiques distinctes : 1- La *costa* (côte), bande de terre étroite et désertique localisée à l'ouest du pays et bordée par l'Océan Pacifique (12% du territoire, 60% de la population). 2- La *sierra* (les Andes), zone montagneuse située au centre du pays, qui le traverse du nord au sud (28% du territoire, 30% de la population). 3- La *selva* (Amazonie), zone de forêts tropicales située à l'est (60% du territoire, 10% de la population).

> « Mining disrupts [...] Mining not only moves mountains, it also moves people – physically, emotionally, politically and economically. Some people leave, some refuse to get out of the way, some carry on, some stay but build new livelihoods, and others arrive in pursuit of the livelihoods made possible by this particular form of development [...] Mining 'takes place' and is made possible in place, through a combinaison of 'movements in', 'movements out', and 'erasures' [...] The most significant human movements-in are of labour (dominantly male) seeking employment opportunities in an economy imagined as growing and vibrant because of new mining » (Bebbington, Humphreys, 2018: 441 et 445-446).

Au Pérou, les flux de mobilité liés aux mines sont effectivement de plus en plus nombreux depuis le boom minier de la seconde moitié de la décennie 2000, or jusqu'à aujourd'hui, peu de chercheurs ont prêté attention aux incidences du développement minier sur les comportements de mobilité interne, particulièrement entre les Andes et l'Amazonie. Selon Castillo et Brereton (2018a), « generally speaking, the impact of mining development on mobility behaviour has not been a major focus of either quantitative or qualitative researchers » (p. 463).

Alors qu'entre 1950 et 2000, le focus académique était – comme nous l'avons noté dans la section antérieure – essentiellement tourné vers les mouvements de migration définitive des campagnes vers les villes (Roberts, 1978 ; Altamirano, 1983, 1984, 1985, 1985a ; Degregori *et al.*, 1986 ; Golte, Adams, 1990 ; Nuggent, 1992 ; etc.), les mobilités minières étaient déjà mises à la marge en tant qu'objet de recherches à part entière. Seuls quelques auteurs y portent, à l'époque, un regard critique et attentif. Parmi ceux-ci, Long et Roberts (1984) démontrent comment l'implantation d'entreprises minières transnationales peuvent transformer les économies locales et accroître la migration vers les mines, surtout masculine et à partir de la côte ou d'autres régions andines. De Wind (1987) décrit, lui, la construction progressive d'un processus de migration saisonnière apparu à la suite de l'implantation de la *Cerro de Pasco Mining Company*, dans les Andes péruviennes centrales. Ou encore, Dore (2000) examine la manière dont l'exploitation minière a historiquement modifié les schémas migratoires au sein des zones d'extraction et contribué à la restructuration de la main-d'œuvre péruvienne, et ce, sur le temps long.

Plus récemment, un corpus de littérature s'est également construit autour de la question des *transnational mining and migration patterns* (Bury, 2007), deux éléments qu'un nombre (encore relativement réduit) de chercheurs péruviens et internationaux tentent aujourd'hui de mettre en dialogue. L'augmentation spectaculaire de l'exploitation minière à grande échelle (ou industrielle[41]) au Pérou depuis le début de ce siècle suscite l'intérêt d'un nombre croissant de chercheurs en sciences sociales. Ceux-ci étudient les effets de grands projets miniers transnationaux (*large-scale mining*) sur les moyens d'existence locaux, leurs retombées sur les divers actifs naturels tels que l'eau, les sols, les pâturages, etc. ou encore, examinent les relations de pouvoir et les conflits socio-environnementaux existants entre industries extractives et populations locales (Bury, 2011 ; Damonte, Castillo, 2011 ; De Echave, 2013 ; Durand, 2015 ; Bebbington *et al.*, 2018, pour n'en citer que quelques-uns). Néanmoins, peu d'entre eux se penchent sur l'imbrication entre le récent développement minier péruvien et le renouvellement des diverses formes de mobilité interne[42]. A notre connaissance, seuls Szablowski (2002), Bury (2004, 2007, 2011), Owen et Kemp (2015), ainsi que Castillo et Brereton (2018, 2018a) étudient l'actuel « effet perturbateur » (Bebbington et Humphreys, 2018: 447) des nouvelles industries extractives sur la mobilité interne péruvienne, et plus particulièrement, sur les mobilités de travail

[41] Au Pérou, les deux types distincts d'exploitation minière existent, différenciés sur base de l'échelle et des méthodes d'extraction. La première est industrielle (à grande échelle) et la seconde, artisanale et à petite échelle.

[42] La plupart du temps, la littérature « effleure » simplement la question de la mobilité, affirmant par exemple que : « the recent mining boom has created labour opportunities in this sector and affected internal migration flows » (Ticci et Escobal, 2014: 102). Les travaux abordent souvent les mobilités minières de manière indirecte, mais peu d'entre eux les traitent en tant que sujet de recherche principal.

andines. Chacun à leur manière, ceux-ci produisent d'importantes connaissances sur les comportements mobilitaires miniers, néanmoins, tous s'accordent pour dire : « we call for further research into the spatial and social mobility dynamics associated with mining projetcs » (Castillo et Brereton, 2018: 307). Pour Bury (2007), « understanding the impact of this new mining boom on migration in the Andes would greatly enhance our understanding of the current geographies of social and cultural changes taking place in the region » (p. 387).

Dans l'ensemble, les recherches menées au Pérou sur la relation entre le développement minier et la mobilité spatiale n'ont fourni qu'une connaissance limitée du fonctionnement de ces mécanismes et des répercussions qu'ils ont sur les *livelihoods* ruraux (Castillo et Brereton, 2018a). Trois écueils principaux peuvent être épinglés dans la littérature actuelle.

(1) Premièrement, la plupart des recherches (à l'exception de celles de Bury 2004, 2007, 2011 ; ainsi que Castillo et Brereton, 2018, 2018a) ont été menées selon une approche a-historique, et n'ont dès lors pas permis de lier les comportements récents de mobilité minière aux pratiques paysannes anciennes d'adaptation et de mobilité spatiale dans les Andes péruviennes (verticalité)[43]. Nous l'avons vu précédemment, loin d'être un système statique de relations sociales et de production, les Andes sont un lieu de mouvement au sein duquel les populations paysannes utilisent une variété de stratégies de mobilité pour faire face aux vicissitudes de la vie locale. La croissance récente de l'exploitation minière vient dès lors ajouter une dynamique de mouvement supplémentaire, mais sans fondamentalement changer les comportements de mobilité antérieurs (Castillo et Brereton, 2018a). Ainsi, « une appréciation de l'histoire, à la fois générale [contexte national] et des localités où les mines sont situées, fournira une base plus solide pour comprendre et anticiper la façon dont les gens réagissent aux perturbations causées par le développement minier. Cela est pertinent non seulement pour l'étude des processus de mobilité, mais aussi pour l'analyse plus large des impacts sociaux liés à l'exploitation minière » (Castillo et Brereton, 2018a: 469).

(2) Deuxièmement, les auteurs qui se sont intéressés à ce sujet ont eu tendance à caractériser la relation « *mining – migration patterns* » en termes négatifs :

> « Outward movements from localities affected by mining developments have mainly been characterized as 'displacement' attributable to factors such as forced resettlement, environmental degradation caused by mining, and distortion of land values. Inward movements, on the other hand, have typically been depicted as an influx of 'outsiders' who change receiving communities in often unwanted ways; for example, by triggering local price inflation, damaging social cohesion and community identity, and reducing employment opportunities available to locals » (Castillo et Brereton, 2018a: 462).

Il existe en effet actuellement, en particulier dans la littérature qualitative, une propension à se concentrer principalement sur les résultats négatifs de la mobilité minière pour les ménages et les communautés concernées. Bien que de telles incidences existent sur le plan local et national (en attestent les travaux de Brain, 2017; Bury, 2007; Gamu et Dauvergne, 2018; Gil, 2009; Salas, 2008; Steel, 2013; Szablowski, 2002 ; Loayza et Rigolini, 2016; et Arellano-Yanguas, 2017), il est également essentiel d'éclairer la façon dont les individus, les familles, et dans certains cas, les

[43] Cela contraste avec les récents travaux de Hirsch (2017) sur les mobilités et immobilités paysannes dans le canyon de Colca (département d'Arequipa), qui sont – elles – liées aux activités agricoles et touristiques (et non minières), mais sont appréhendées à partir du concept de verticalité andine dont nous avons dépeint les traits précédemment.

communautés peuvent potentiellement bénéficier de ces « nouvelles » mobilités déclenchées par le boom minier.

(3) Troisièmement, au sein de cette littérature récente qui tente de comprendre les articulations entre l'accroissement des activités minières au Pérou et le renouvellement des formes de mobilité interne, l'accent est exclusivement porté sur les mobilités minières induites par les industries extractives transnationales et l'exploitation minière à grande échelle (*large-scale mining*) (Cortés-McPherson, 2019). L'activité artisanale et à petite échelle (*artisanal and small-scale mining*) est en effet complètement occultée dans les analyses, ou lorsque celle-ci est abordée, l'imbrication *artisanal mining – migration patterns* se réduit généralement au célèbre phénomène de ruée vers l'or (Reeves, Frost et Fahey, 2010), interprété à partir de ses nombreuses incidences socio-environnementales négatives. Au Pérou, et plus précisément dans le cas du département de Madre de Dios que nous étudions, Mujica (2014) décrit par exemple :

> « La minería artesanal del oro en Madre de Dios ha implicado un importante fenómeno migratorio [...] El escenario se configura como un terreno de alto riesgo: un contexto de gran movilidad humana para realizar una actividad no formal (e ilegal), un contexto geográfico difícil en la selva amazónica, y en condiciones de extracción precarias (por el tipo de trabajo en draga, por el uso de mercurio y químicos tóxicos, por la inseguridad en la dinámica de extracción). Asimismo, implica condiciones severas de contaminación ambiental [...] Se trata además de un terreno en el que la presencia del Estado es escasa y muchas veces inexistente, y en el que la violencia, el comercio y consumo de sustancias ilegales, el tráfico de drogas, la prostitución ilegal y la trata de personas son parte de la economía local [...] Así, parece configurarse un escenario con las características de una 'fiebre del oro' » (Mujica, 2014: 24-25 et 27).

Comme dans de nombreuses autres parties du monde – telles que l'Afrique ou l'Asie du sud-est (Hilson, 2010 ; Verbrugge et Geenen, 2019) –, au Pérou, l'orpaillage est ainsi essentiellement considéré comme une « wild and unpredictable activity » (Fisher *et al.*, 2019: 231), ayant des répercussions destructrices, irréversibles et à long terme sur l'environnement ainsi que la société. Considéré comme le responsable de nombreux désastres environnementaux (contamination au mercure, déforestation, dégradation des écosystèmes locaux, pollution hydrique, perte de faune et de flore, etc.) (Arriarán and Gómez, 2008; Ashe, 2012 ; Diringer *et al*., 2015; Espin Moscoso, 2018), l'orpaillage est également nationalement décrié pour être l'un des plus grands producteurs d' « esclavage moderne ». Différents travaux (Barrantes, 2016; CHS, 2012; Cortés-McPherson, 2019; GIATOC, 2016; Mujica, 2014; Novak and Namias, 2009; Sanz, 2015 ; Society for Threatened People, 2014 ; Verité, 2013, 2016) ont en effet fait état, à Madre de Dios, de l'omniprésence des phénomènes de travail infantile, de travail forcé masculin et de traite sexuelle féminine à l'intérieur des campements miniers amazoniens.

Au sein de cette littérature, nous retrouvons la violence et la traite des êtres d'humains (à des fins de prostitution ou d'exploitation) au cœur des débats, décrites en tant que pratiques minières courantes (Barrantes, 2016 ; CHS, 2012 ; Goldstein, 2015 ; Mujica, 2014 ; Novak et Namias, 2009 ; Sanz, 2015 ; Verité, 2013). Nous y trouvons également une industrie liée aux réseaux criminels transnationaux et au trafic de stupéfiants (Ambrus, 2016 ; Gestión, 2012 ; GIATOC, 2016 ; Verité, 2016). Et enfin, une activité analysée à partir de ses liens avec les économies informelles ou illégales nationales (Durand, 2007 ; Ipenza, Valencia, 2014 ; Society for Threatened People, 2014).

Ne réfutant pas ces diverses logiques et répercussions dommageables de l'orpaillage (que nous aborderons par ailleurs tout au long de ce travail de thèse), nous considérons néanmoins que se concentrer exclusivement sur celles-ci entraîne, aujourd'hui, une simplification excessive de la

problématique minière à petite échelle au Pérou, ainsi qu'une stigmatisation – dans certains cas infondée – de la figure du mineur artisanal. Selon Pachas (2011), anthropologue péruvien étudiant les pratiques d'exploitation aurifère alluviale depuis plus d'une décennie au Pérou, l'orpailleur est en effet la plupart du temps dépeint (par les médias nationaux, les politiciens, les ONG et certains académiques), de la manière suivante :

> « un minero debe ser sucio, poco aseado, ignorante, achorado avezado, mafioso pero profundamente creyente del Sr de Coylluriti [...] El subsector minero artesanal y de pequeña escala ha sido estigmatizado como un espacio de 'crimen organizado', donde surgen los 'grandes mineros ricos y opulentes'. Contrariamente a esa percepción – poco real – este subsector genera una apreciable fuente de empleo para numerosas familias de la región » (Pachas, 2012: 116 et 119-120).

Critiqué et désapprouvé, le secteur minier artisanal est ainsi typiquement associé – au Pérou – à de nombreux maux socio-environnementaux, or celui-ci peut également jouer un rôle déterminant dans les moyens de subsistance ruraux, en représentant une source appréciable d'emploi – et donc de revenus – pour de nombreuses familles rurales andines (Pachas, 2012).

Cet auteur péruvien partage ainsi la vision récente de certains académiques africanistes (Banchirigah et Hilson, 2009 ; Hilson, 2010, 2016 ; Labonne, 2014 ; Maconachie, 2011 ; Siegel et Veiga, 2010) qui prônent – comme nous l'avons examiné en début de chapitre – la « refonte critique » du secteur minier artisanal à travers le monde, afin que celui-ci soit reconnu comme un moyen légitime de lutter contre la pauvreté et contribuer aux moyens d'existence ruraux. Au Pérou, ce positionnement est encore très peu défendu, car dans ce pays – tout comme dans toute l'Amérique latine en général – la littérature existante sur l'orpaillage est très limitée. Rejoignant les propos de Cortés-McPherson (2019), nous considérons en effet que : « In Peru the academic output on ASM is still limited [...] In Latin American countries, the scant interest that the subject receives from the academia contrasts with the considerable attention that large-scale mining has enjoyed » (p. 384). Contrairement aux activités minières industrielles, l'orpaillage n'a en effet reçu – au Pérou – que peu d'attention académique (Damonte, 2016, 2018; Dargent et Urteaga, 2016 ; De Echave, 2018 ; Durand, 2007, 2013, 2015, 2016; Glave et Kuramoto, 2002 ; Mosquera *et al.*, 2009 ; Pachas, 2011; Salo *et al.*, 2016; Valencia, 2014).

Cherchant à combler les carences que nous venons de présenter, notre thèse poursuit ainsi un triple objectif : faire la connexion analytique entre les comportements récents de mobilité minière et les pratiques anciennes de circularité et de contrôle vertical des différents étages agroécologiques ; mettre en lumière les potentialités et les opportunités créées par les mobilités minières associées aux activités d'orpaillage ; et enfin, participer à la production de connaissances scientifiques sur les activités aurifères artisanales et à petite échelle (qui sont aujourd'hui sous étudiées par rapport aux activités minières industrielles), en tentant de nuancer, voire rompre avec la vision aujourd'hui dominante qui fait de l'orpaillage un espace exclusivement fait de crime organisé, d'exploitation et d' « esclavage moderne ». Nous montrerons en effet, au contraire, comment ce secteur peut également – et parallèlement à cette réalité certes présente – contribuer à la reproduction des économies paysannes andines ainsi qu'à la transformation des *livelihoods* ruraux. Pour cela, nous partons de l'expérience individuelle de migration de nombreux travailleurs mobiles andins, pour faire ensuite remonter les analyses à un niveau familial[44],

[44] Le niveau collectif et communautaire est ici écarté des analyses. Nous resterons en effet à une échelle d'analyse individuelle et familiale, car c'est le niveau qui nous a semblé le plus pertinent pour mesurer les causes et les incidences des circulations minières. En outre, étudier – comme nous proposons de le faire – ces mouvements dans tout leur complexité et circularité (points d'origine/destination/retour, causes et conséquences de la migration sur les deux pôles à partir de différentes échelles, du local à l'international) tout en proposant une sociologie du travail minier en mobilité, est une entreprise déjà particulièrement complexe, trop pour lui ajouter une dimension collective/communautaire supplémentaire.

examinant la manière dont cette migration transforme les moyens d’existence ruraux familiaux (sous l’influence également, nous y reviendrons, de leur capacité d’agentivité).

CHAPITRE 2 – UNE MÉTHODOLOGIE MIXTE : ENTRE APPROCHE QUANTITATIVE, RÉCITS DE VIE ET TRAJECTOIRES

Pour aborder les différents questionnements soulevés par notre recherche et répondre à nos objectifs d'investigation, nous avons opté pour une méthodologie mixte, mêlant outils quantitatifs et qualitatifs. La visée de cette section est d'expliciter les différentes méthodes de travail mises en œuvre et les choix méthodologiques opérés tout au long de notre recherche, ceux-ci ayant finalement abouti à la construction de notre objet d'étude et à la mise sur pied de trois « générations sociales » de circulation au sein de notre corpus de données.

Le chapitre est divisé en plusieurs parties, reprenant chronologiquement les différentes étapes de notre recherche et les différentes méthodes s'y rapportant. Premièrement, nous exposons les conditions, les méthodes et les conclusions de notre premier terrain de recherches au Pérou, qui fut exploratoire et crucial pour la suite de nos recherches. Deuxièmement, nous décrivons les tenants et aboutissants de notre méthodologie mixte, en veillant à souligner la complémentarité et les bienfaits du qualitatif et du quantitatif, mais aussi leurs biais respectifs. Troisièmement, nous explicitons l'étape d'analyse de nos données et les différents outils mobilisés (SPSS, Nvivo, etc.). Quatrièmement, notre attention se porte sur la construction à proprement parler de notre objet de notre recherche, dans ses fondements épistémologiques et théoriques. Nous revenons sur la notion de « génération sociale » et expliquons en quoi celle-ci a été pertinente et éclairante pour notre recherche, tout en décrivant la construction concrète des trois générations de circulation identifiées. Quatrièmement, nous exposons les difficultés rencontrées sur le terrain et les limites de notre étude. Enfin, nous concluons nos propos en proposant un exercice de réflexivité sociologique.

1. Le travail exploratoire : délimitation de l'objet d'étude et choix d'une méthode d'investigation

Notre recherche a débuté par un séjour de terrain exploratoire de plusieurs mois au Pérou. Il fut question de nous rendre, entre les mois de février et avril 2016, sur le terrain de notre objet d'étude – le district andin d'Ocongate et ses différentes communautés quechuas – pour y collecter une série de données préliminaires (socio-économiques, spatiales, migratoires, etc.). Pour ce faire, nous avons eu recours à trois outils principaux d'investigation : l'observation directe, la réalisation d'entretiens semi-directifs, et l'analyse documentaire.

Premièrement, à travers l'observation, nous avons pu saisir les logiques de différentes activités (économiques, sportives, de loisirs, etc.), comportements (individuels, familiaux, communautaires, culturels, idéologiques, migratoires, etc.), relations (sociales, de travail, intrafamiliales, scolaires, etc.) ou rites (de passage, salutaires, anniversaires, fêtes communautaires, etc.), et ce, au sein de trois communautés rurales paysannes[45] et deux centres urbanisés[46] du district d'Ocongate.

Deuxièmement, notre terrain exploratoire s'est appuyé sur la méthode de l'entretien semi-directif ; 22 entretiens semi-directifs exploratoires ont été réalisées, dont la visée était de nous

[45] Communautés de Lauramarca, Ccolcca et Llullucha principalement.
[46] T'inki et Ocongate-centre.

informer le mieux possible sur les questions étudiées (les logiques de circulation migratoire locales – historiques et récentes –, et les transformations du milieu rural de 1970 à nos jours), prendre conscience d'aspects du problème de recherche qui n'avaient pas été envisagés au moment de la formulation du projet, ainsi qu'ouvrir de nouvelles pistes de réflexion. Pour cela, nous avons mené les divers entretiens de manière très ouverte et souple, adoptant une attitude aussi peu directive et facilitante que possible et évitant de poser des questions trop précises, l'idée étant de ne pas limiter les aspects du problème à considérer (Van Campenhoudt et Quivy, 2011).

Dans un troisième temps, nos observations de terrain et le contenu des entretiens semi-directifs ont été confrontés aux résultats de sources primaires et secondaires publiées sur le sujet. Lors de notre séjour de terrain, différents ouvrages nationaux ou régionaux portant sur la problématique de l'économie paysanne andine, les migrations temporaires de travail entre villes et campagnes au Pérou, ou encore, les stratégies et dynamiques familiales rurales, ont été consultés, et ce, au sein de différentes bibliothèques universitaires péruviennes (Cusco et Lima), de centres de recherche indépendants et de centres de documentation appartenant à des ONG.

En termes de résultats, les premières analyses liées aux données qualitatives exploratoires ont révélé l'existence d'expériences circulatoires minières aux contours profondément multiples et changeants ; toute expérience circulatoire étant par définition unique et dépendante de chaque individu, il nous a effectivement été très difficile de déceler, à partir des expériences et parcours personnels récoltés, des patterns de déplacement dominants permettant de rendre compte de la question et nourrir nos réflexions. Autrement dit, les techniques qualitatives ne nous ont pas permis, en phase exploratoire, de nous abstraire des cas particuliers et nous détacher des représentations individuelles, afin de produire des données agrégées valides.

Nous appuyant sur ce constat, nous avons alors décidé de faire appel à une méthodologie de travail mixte (*Mixed-Methods Research*), qui privilégie le recueil de données à la fois qualitatives et quantitatives. En faisant cela, nous avons adopté l'approche de la « méthode mixte émergente » dans laquelle :

> « The use of mixed methods arises due to issues that develop during the process of conducting the research. Emergent mixed methods designs generally occur when a second approach (quantitative or qualitative) is added after the study is underway because one method is found to be inadequate » (Creswell et Plano Clark, 2011: 54).

Ainsi construite à partir des constatations issues de notre terrain exploratoire, cette méthodologie mixte a guidé les étapes suivantes de notre recherche, se voyant progressivement intégrée à notre calendrier d'investigation.

2. La collecte de données : une *mixed-methods research*

A l'issue de cette première phase d'exploration, nos travaux se sont employés à reconstruire et à mettre sur pied une méthodologie de travail mixte, qui conformément aux travaux de Johnson *et al.* (2007), se définit comme :

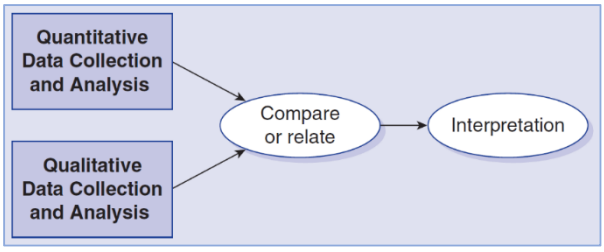
> « The type of research in which a researcher combines elements of qualitative and quantitative approaches (e.g., use of qualitative and quantitative viewpoints, data collection, analysis, inference techniques) for the purposes of breadth and depth of understandings and corroboration » (Johnson *et al.*, 2007: 123).

Il s'agit, en effet, lorsqu'on mobilise la méthodologie mixte de jumeler les approches qualitatives et quantitatives, en défendant la prémisse que celles-ci apportent des éclairages différents, mais complémentaires, à la résolution d'un problème de recherche. Reichardt et Rallis (1994) parlent d'une vision binoculaire ou dialogique découlant de la complémentarité des méthodes ; alors que l'approche qualitative se fonde sur l'expérience subjective des individus, la compréhension approfondie de ce qui est vécu, l'interprétation des acteurs et les descriptions riches (Pinard *et al.*, 1994 ; Aldebert et Rouzies, 2014), l'approche quantitative insiste sur l'expérience mesurée, l'objectivité par le calcul, l'information numérique, la compréhension globale, ainsi que les faits généralisables (Creswell, 1999 ; Poth, 2018). A travers leur combinaison, nous cherchions à réunir les différentes forces et faiblesses du qualitatif (petit échantillon, détails, profondeur) avec celles du quantitatif (grande taille d'échantillon, tendances, généralisation).

En termes de procédure combinatoire, nous avons décidé de collecter les deux types de données (quantitatives et qualitatives) de manière simultanée – c'est-à-dire au cours de la même phase de recherche – ; d'analyser les deux groupes de données séparément, et ce, en faisant appel à leurs outils d'examen respectifs ; pour ensuite, et seulement, fusionner les deux ensembles de résultats au moment de l'interprétation globale. Cette technique se réfère à ce que Creswell et Plano Clark (2011) appellent le *convergent parallel design* où le chercheur :

> « Uses concurrent timing to implement the quantitative and qualitative strands during the same phase of the research process, prioritizes the methods equally, and keeps the strands independent during analysis and then mixes the results during the overall interpretation » (Creswell et Plano Clark, 2011: 70-71).

Figure 5. Le design parallèle convergent.



Source : Creswell et Plano Clark (2011).

Concrètement, ces auteurs décomposent le design parallèle convergent en quatre étapes de travail principales :

(1) Première étape : la collecte simultanée des données. « The researcher collects both quantitative data and qualitative data about the topic of interest. These two types of data collection are concurrent but separate – that is, one does not depend on the results of the other. They also typically have equal importance for addressing the study's research questions » (Creswell et Plano Clark, 2011: 78).

(2) Deuxième étape : l'analyse séparée des données. « The researcher analyzes the two data sets separately and independently from each other using typical quantitative and qualitative analytic procedures » (Creswell et Plano Clark, 2011: 78).

(3) Troisième étape : la fusion et la comparaison des résultats quantitatifs et qualitatifs. « Once the two sets of initial results are in hand, the researcher reaches the point of interface and works to merge the results of the two data sets in the third step » (Creswell et Plano Clark, 2011: 78).

(4) Quatrième et dernière étape : l'interprétation (par combinaison) des résultats. « In the final step, the researcher interprets to what extent and in what ways the two sets of results converge, diverge from each other, relate to each other, and/or combine to create a better understanding in response to the study's overall purpose » (Creswell et Plano Clark, 2011: 78).

En mobilisant cette procédure parallèle et convergente dans le cadre de notre propre travail, nous cherchions à obtenir des données différentes mais complémentaires sur notre sujet de recherche, illustrer et approfondir les résultats quantitatifs (macro) à l'aide de résultats qualitatifs (micro), tout en développant une compréhension et une image plus complète du phénomène étudié.

Pour ce faire, un travail de terrain de longue durée a été nécessaire. Mettre en œuvre une méthodologie mixte prend en effet du temps, ce qui nous a poussé à réaliser un travail de terrain d'un an au Pérou, entre les mois de mars 2017 et mars 2018. Celui-ci avait pour but essentiel d'effectuer la collecte des deux ensembles de données (quantitatives et qualitatives) sur notre terrain d'investigation, tout en nous permettant de procéder à leur analyse lors de séjours de recherche réalisés au sein de la *Pontificia Universidad Católica del Perú*[47], à Lima.

Les sections qui suivent décrivent chacune des deux méthodes mises en œuvre (quantitative et qualitative) ainsi que les différentes techniques et outils méthodologiques mobilisés en cours de recherche.

2.1. Démarche quantitative

Avant d'aborder les aspects techniques de notre outil quantitatif, il s'agit tout d'abord de préciser que la démarche quantitative a été mise en œuvre afin d'appréhender et de comprendre le phénomène circulatoire à Ocongate, et ce, dans une perspective diachronique (de la décennie 1970 à aujourd'hui). Cette phase quantitative avait en ce sens pour but : (1) d'identifier et de caractériser les différentes formes de mobilité socio-spatiale au sein du territoire, (2) cerner l'évolution de la géographie circulatoire du district, ainsi que (3) reconstituer des trajectoires de mobilités minières dans le temps long, en veillant à les distinguer/classifier en fonction de leurs attributs propres. La technique de l'enquête par questionnaire nous a permis d'atteindre une grande richesse d'informations, tout en dégageant – au-delà des différences individuelles – des régularités et tendances statistiques globales révélant des groupes d'individus qui se ressemblent.

2.1.1 Elaboration et structuration du questionnaire

Cette démarche quantitative a débuté avec l'élaboration et la mise au point du questionnaire. Conçu sur base des résultats qualitatifs issus du terrain exploratoire, le squelette de l'enquête a été établi et les différentes questions ont été formulées (contenu, forme, ordre de succession, etc.). Au travers des diverses lectures, des entretiens et de l'observation exploratoires, il a effectivement été possible de repérer l'importance de certains modes de déplacement ainsi que dégager des tendances circulatoires générales (par âge, période, etc.), qui elles, ont permis d'élaborer la

[47] Nous remercions le CISEPA (Centre de Recherches Sociologiques, Economiques, Politiques et Anthropologiques) de nous avoir accueillie à plusieurs reprises, et avoir nourri nos réflexions au travers de riches séminaires.

structure du questionnaire et d'identifier les variables pour lesquelles des informations devaient être collectées quantitativement.

Cette première étape a eu lieu quelques mois avant le début de notre séjour de terrain (à savoir en novembre et décembre 2016) et a débouché sur un questionnaire organisé en trois temps :

(1) La première partie du questionnaire comprend des questions portant sur les circulations de travail en-dehors d'Ocongate. Celles-ci présentent, dans un premier temps, un caractère général visant à comprendre les multiples destinations et activités réalisées en circulation, pour, dans un deuxième temps, focaliser l'attention sur les circulations minières vers le département de Madre de Dios et retracer les parcours circulatoires miniers, de manière rétrospective.

(2) La seconde partie vise à recueillir des informations personnelles sur le répondant, c'est-à-dire « les facteurs sociaux qui influencent les conduites et les représentations » (Guibert, Jumel, 1997: 108). Celle-ci reprend des questions liées à l'âge, la communauté d'origine, le niveau d'éducation, le statut civil, le nombre d'enfants, les membres du ménage ou la possession de terres et de bétail, des données qui ont servi comme variables indépendantes lors des analyses croisées.

(3) Enfin, la troisième et dernière partie s'intéresse aux pratiques, aux logiques et aux conditions actuelles de circulation et de travail vers et dans les campements miniers du département de Madre de Dios.

Le lecteur intéressé pourra consulter le questionnaire appliqué à Ocongate en consultant l'annexe 1 de la présente thèse.

2.1.2. Echantillonnage

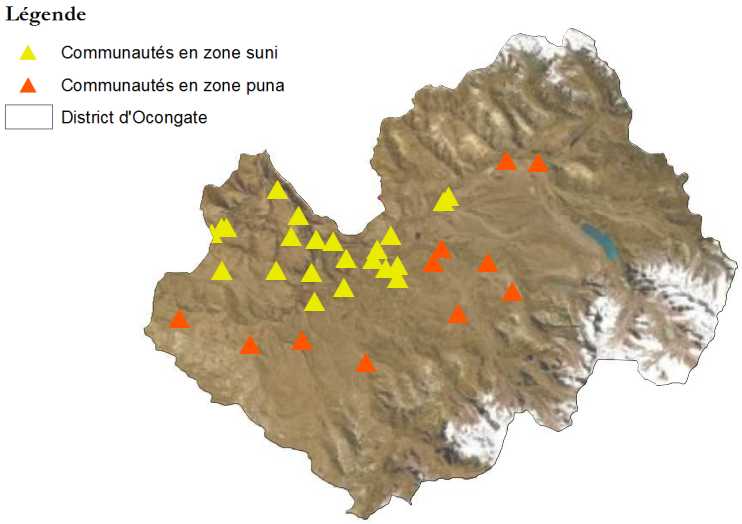
Notre enquête quantitative porte sur le comportement circulatoire des populations masculines[48] rurales d'Ocongate ; notre population-mère se compose donc d'hommes âgés de 13 ans à plus[49] résidant dans les communautés rurales du district. L'unité d'analyse de notre enquête est en ce sens l'individu masculin rural âgé de strictement plus de 12 ans, une population qui représente à Ocongate 3622 personnes, selon le *Censo Nacional 2017* (*VII de Población, VII de Vivienda y III de Comunidades Indigenas*)[50].

Ne pouvant interroger l'ensemble des individus concernés, nous avons opté pour un échantillonnage aléatoire stratifié qui comprend deux étapes : (1) la population-mère est, dans un premier temps, subdivisée en sous-groupes homogènes – strates – définis selon un ou plusieurs critères (appelés variables d'intérêt) ; (2) et dans un second temps, les individus à interroger dans chaque strate sont sélectionnés aléatoirement.

[48] Nous verrons plus loin pourquoi nous n'avons pas appliqué l'enquête aux femmes du district.
[49] La limite d'âge minimale de 13 ans a été sélectionnée sur base de lectures préalables ; la littérature scientifique régionale et nationale relative aux activités minières observées dans le département amazonien de Madre de Dios fait en effet référence à des travailleurs jeunes, qui commencent à circuler vers l'Amazonie à partir de 13 ans (Mosqueira, 1993 ; Baca, 1985 ; Aznar et Ballón, 1982).
[50] Recensement National de 2017 (VII Population, VII Habitation et III Communautés Indigènes).

(1) Ainsi, suivant la première étape, nous avons subdivisé les populations rurales du district en deux strates, selon le critère de l'étage écologique[51] (*piso ecológico*), et donc, indirectement, en fonction des diverses variables d'intérêt que ce critère synthétise : l'altitude, le climat, la végétation et les activités économiques. Ocongate comptant aujourd'hui 33 communautés rurales, nous les avons réparties en deux strates en fonction de l'étage écologique auquel celles-ci appartiennent : la zone *suni* (située entre 3500 et 4000 mètres d'altitude) et la zone *puna* (située entre 4000 et 4800 mètres d'altitude). Comme l'indique la figure 6, selon ce critère, vingt-deux communautés se situent dans la zone *suni* (soit deux tiers), et onze d'entre elles se situent dans la zone *puna* (soit un tiers).

Figure 6. Localisation des trente-trois communautés rurales d'Ocongate et répartition par étage écologique.



Source : INEI, 2017. **Elaboration :** par l'auteure.

Pour des raisons budgétaires et organisationnelles, parmi ces 33 communautés, nous en avons sélectionné six, non aléatoirement, pour constituer notre échantillon, et ce, en veillant à respecter la proportion de représentation deux tiers *suni*/un tiers *puna*. Ainsi, quatre communautés ont été sélectionnées dans la zone *suni* (soit deux tiers de l'échantillon), et deux communautés ont été sélectionnées dans la zone *puna* (soit un tiers de l'échantillon). Cette sélection s'est déroulée non aléatoirement, le critère de faisabilité ayant été privilégié. En effet, le choix des six communautés rurales étudiées n'a pas relevé du hasard (comme le prônent les méthodes statistiques probabilistes), mais a davantage dépendu de la possibilité d'être introduite et acceptée au sein des communautés visées. Les contacts préalables établis au cours du terrain exploratoire ont guidé nos choix de communautés à enquêter, mais pas seulement. Nous avons également pris en compte trois facteurs additionnels liés à notre problématique et nos objectifs de recherche : premièrement, la diversité des comportements circulatoires entre communautés ; deuxièmement, la

[51] Selon la classification de Javier Pulgar Vidal (éminent géographe péruvien), le Pérou peut être divisé en huit niveaux ou étages écologiques, correspondant chacun à des climats, des altitudes, une végétation et des zones de production agropastorale, distincts. D'ouest en est du pays, il différencie :

1. La Côte, se situant de l'Océan Pacifique jusqu'à 500m d'altitude, du nord au sud ;
2. Les Yungas, s'tendant de 500 m à 2500 m d'altitude, sur les flancs de la Cordillère des Andes ;
3. La zone Quechua, de 2500 m à 3500 m, sur les flancs de la Cordillère des Andes ;
4. La zone Suni, de 3500 m à 4000 m d'altitude ;
5. La zone Puna, de 4000 m a 4800 m d'altitude ;
6. La zone Jalca ou Cordillera, de 4800 m à plus, incluant les neiges et les glaciers ;
7. La Selva Haute ou région Rupa Rupa, de 500 m et 2500 m d'altitude sur les flancs de la Cordillère des Andes ;
8. Et enfin, la Selva Baja ou région Omagua, qui correspond à l'Amazonie et est située en-dessous des 500 m d'altitude.

présence/absence de ressources hydriques (qui a été identifiée, lors du terrain exploratoire, comme facteur clé d'influence des dynamiques territoriales[52]) ; et enfin, la contiguïté (ou non) avec une voie de communication routière (Interocéanique). Ces trois facteurs nous permettaient de diversifier au maximum les situations locales et comparer les résultats au sein des différentes communautés paysannes choisies.

Nous avions ainsi sélectionné, initialement, les trois communautés sur lesquelles notre terrain exploratoire avait porté (et au sein desquelles nous avions développé des contacts préalables), à savoir : Lauramarca, Ccolcca et Llullucha. Il restait à y exposer les objectifs de notre travail lors de leur assemblée communautaire respective (ce qui a été réalisé au début du mois de mai 2017), et ce, afin de demander à l'ensemble de la communauté l'autorisation d'y mener une enquête quantitative. Cette autorisation a été donnée dans le cas des communautés de Lauramarca et Llullucha, refusée dans la communauté de Ccolcca. Nous nous sommes alors mis, dans un deuxième temps, à la recherche de quatre autres communautés susceptibles d'être intéressées par notre recherche, quatre communautés que nous voulions hétérogènes sur les plans circulatoire, hydrique et communicationnel (axe routier). Prenant ces trois critères en compte ainsi que l'étage écologique (*suni* ou *puna*) auquel elles appartiennent, nous avons sélectionné les communautés de Mallma, Andamayo, Accocunca et Patapallpa. Comme dans les autres communautés choisies, nous avons demandé l'autorisation d'y enquêter lors de séances plénières, et avons reçu, pour les quatre, le feu vert de la communauté.

Ainsi, les six communautés concernées par notre démarche quantitative sont : Lauramarca, Llullucha, Mallma, Andamayo, Accocunca et Patapallpa.

Figure 7. Localisation des six communautés sélectionnées pour l'enquête quantitative.

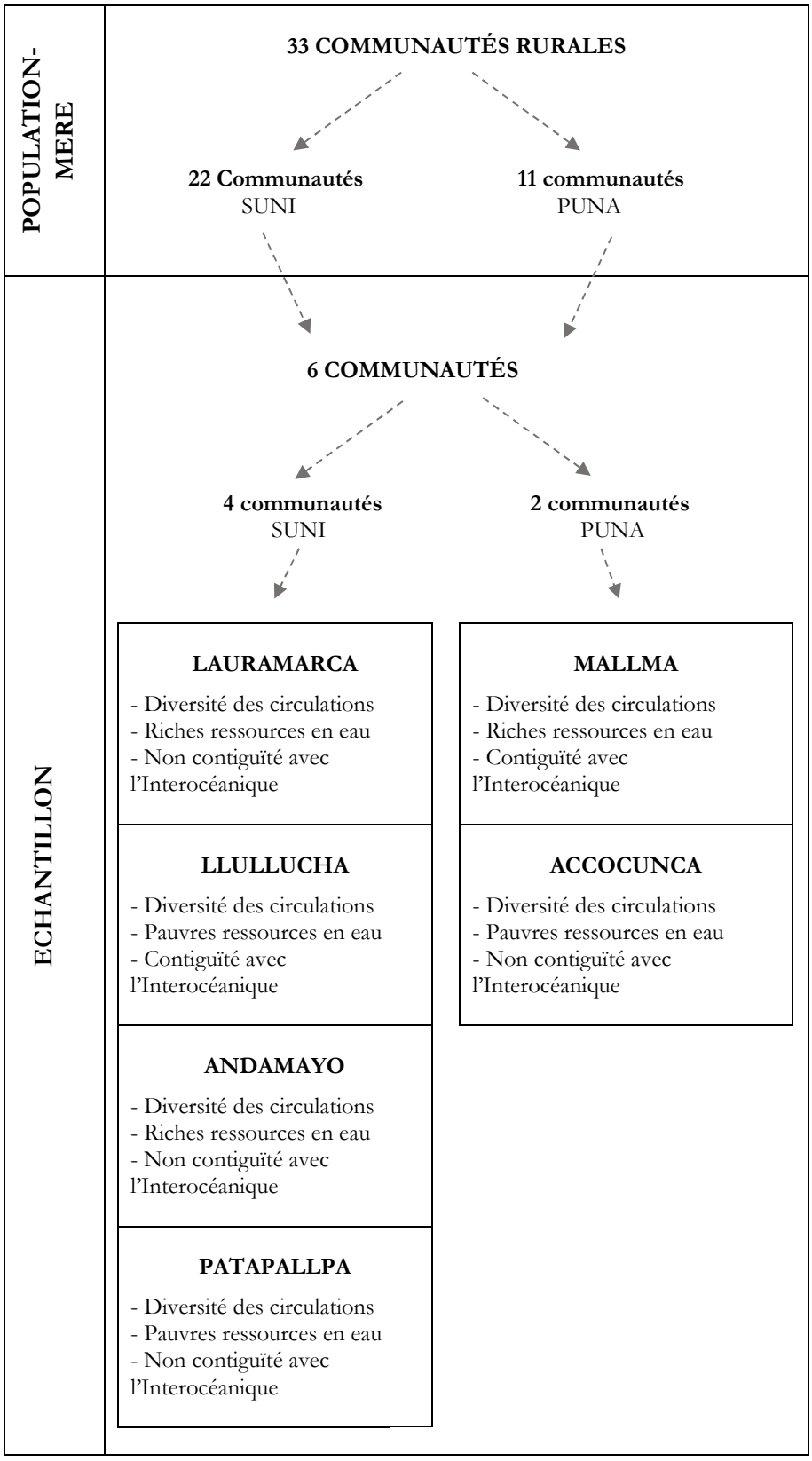


Source : INEI, 2017. **Elaboration :** par l'auteure.

Le tableau ci-dessous décrit le processus global d'échantillonnage réalisé, ainsi que la répartition des six communautés en fonction de la strate écologique à laquelle elles appartiennent.

[52] Le choix pour cette variable « présence ou absence de ressources hydriques » s'explique par le fait que l'accès à l'eau revête, pour les populations paysannes des Andes péruviennes, une valeur sociale considérable, celle-ci permettant le développement d'activités agricoles et d'élevage, et *in fine*, la reproduction sociale du groupe à travers la production (Morlon, 1992 ; Murra, 1975). Certains processus de développement local actuels étant davantage marqués, à Ocongate, sur le territoire de communautés riches en ressources hydriques, il était intéressant – pour notre étude – de comprendre comment ce facteur influait sur les dynamiques du réinvestissement minier, et leurs incidences différenciées entre communautés inégalement dotées en ressources.

Figure 8. Raisonnement de notre échantillonnage stratifié.



Elaboration : par l'auteure.

(2) Après cette stratification de la population-mère en sous-groupes homogènes (étape 1 de l'échantillonnage stratifié), son étape 2 consistait à trouver un système de sélection aléatoire des

individus à interroger au sein de chacune des six communautés identifiées. Nous avions initialement imaginé choisir ceux-ci aléatoirement, sur base de la localisation géographique de leur résidence dans la communauté, en sélectionnant une maison sur deux et en y interrogeant systématiquement et aléatoirement une seule personne masculine âgée de 13 ans à plus. Néanmoins, considérant la taille très variable des communautés (certaines ne comptent que 18 familles – et par conséquent, 18 domiciles –, d'autres en comptent plus de 100), il ne nous a pas été possible de mettre en œuvre ce système. En effet, la taille de notre échantillon aurait été trop faible ; selon Berthier (2016) ainsi que Guibert et Jumel (1997), dans le domaine des sciences sociales, la taille des échantillons varie de façon habituelle entre 100 (minimum) et 1000 enquêtés. Nous nous étions donc fixé un objectif minimum de 400 enquêtes, à réaliser au sein des six communautés choisies. Pour atteindre cette taille d'échantillon, nous avons donc décidé, au lieu d'enquêter une maison sur deux, d'enquêter l'ensemble des domiciles des six communautés sélectionnées, et ce, en gardant le principe d'interroger, par domicile, un seul homme âgé de (strictement) plus de 12 ans.

En procédant de cette façon, le degré de couverture de l'enquête a été renforcé (celui-ci est plus exhaustif que celui imaginé initialement), les risques de biais réduits et la taille de l'échantillon assurée. Au total, 480 individus ont été interrogés à leur domicile[53], et ce, au sein des six communautés préalablement identifiées, la répartition se faisant comme suit.

Tableau 3. Nombre d'enquêtes réalisées par communauté et étage écologique.

Communautés paysannes	Etage écologique	Nombre total d'enquêtes réalisées
Patapallpa	Suni	61
Lauramarca	Suni	128
Accocunca	Puna	91
Andamayo	Suni	18
Llullucha	Suni	100
Mallma	Puna	82
	Total	**480**

Elaboration : par l'auteure.

Malgré l'ampleur de cet échantillon, celui-ci ne peut toutefois pas prétendre à la représentativité. En effet, pour qu'il puisse être représentatif de l'ensemble de la population étudiée (et alors pouvoir réaliser un exercice d'inférence statistique[54] sur les résultat), il aurait fallu que l'échantillonnage soit probabiliste. Or, comme nous l'avons expliqué plus haut, ce n'était pas possible, raison pour laquelle nous avons opté pour un échantillonnage stratifié, qui selon Martin et De Singly (2012), « permet néanmoins d'identifier des phénomènes, mécanismes, processus et traits typiques… Il n'est pas nécessairement utile de montrer qu'un phénomène concerne une part précisément connue de la population générale pour estimer que ce phénomène est intéressant et pertinent à analyser » (p. 28).

[53] Le nombre total de domiciles par communauté a été préalablement sollicité auprès des présidents respectifs des six communautés, nous savions donc exactement combien d'enquêtes devaient être réalisées au sein des six communautés.
[54] L'inférence statistique est l'extrapolation des tendances observées dans l'échantillon à l'ensemble de la population-mère (Chanvril-Ligneel et Le Hay, 2014).

2.1.3. Sélection et formation des enquêteurs

Une fois la technique d'échantillonnage déterminée, il fut question de sélectionner et former le personnel de terrain, à savoir les différents enquêteurs qui prendraient part au processus de passation des enquêtes. Un appel à candidats a en ce sens été lancé auprès des étudiants et récemment diplômés de l'*Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco* (à Cusco), et ce, dès le début du mois de mai 2017. Celui-ci a abouti à une première sélection basée sur l'examen des curriculums vitae envoyés, puis, à une seconde sélection réalisée par entretien motivationnel et fondée sur trois critères principaux : la formation académique, la compréhension et l'expression orale de l'espagnol et du quechua, ainsi que le comportement sociable, éthique et responsable. Onze étudiants – appartenant aux facultés d'anthropologie, agronomie, zootechnie, pharmacie et médecine – ont finalement été sélectionnés, et formés durant deux journées complètes aux techniques quantitatives[55].

2.1.4. Test du questionnaire

« Quelle que soit l'expérience du concepteur, la mise à l'épreuve de l'instrument d'enquête auprès d'un nombre limité de sujets est nécessaire [...] Le questionnaire doit être essayé dans des conditions proches des conditions réelles, auprès de 20 à 50 personnes » (Berthier, 2016: 122). En ce sens, et afin d'évaluer la qualité de notre questionnaire (ainsi que tester les compétences de nos enquêteurs), nous nous sommes rendus durant une matinée, avec les onze enquêteurs formés, sur le marché dominical d'Ocongate. Il leur a été demandé de réaliser, aux abords de ce marché, trois enquêtes auprès d'hommes âgés de plus de 12 ans. La visée principale de cette journée était d'identifier les difficultés de réponse des personnes interrogées, répondre aux hésitations des enquêteurs concernant la formulation des questions, déterminer le temps moyen de passation de l'enquête, et ce, afin de remanier le questionnaire au regard des problèmes rencontrés. Au total, 33 enquêtes test ont été réalisées, sur base desquelles nous avons mené, en fin de journée et en dialogue avec les onze enquêteurs, une discussion sur l'appréciation du questionnaire. Sur base des différentes remarques et constations de terrain formulées, nous avons alors apporté les ultimes modifications au questionnaire.

2.1.5. Passation de l'enquête

Une fois testée et redessinée, l'enquête a été appliquée dans les six communautés entre les mois de juin et de juillet 2017. Ces deux mois de passation ont été choisis avec beaucoup d'anticipation car nous savions qu'à cette période, la majorité des circulants reviennent dans leur communauté afin de participer à une fête locale d'importance : la célébration du *Señor del Qoyllur Rit'i*. Lors de cet évènement, de nombreuses communautés paysannes du département de Cusco réalisent un pèlerinage vers le sanctuaire du *Señor del Qoyllur Rit'i,* situé sur le territoire d'Ocongate, un évènement qui rassemble chaque année des centaines de personnes, et rythme les retours des circulants. En ce sens, et pour toucher un maximum de profils distincts (non-circulants, circulants, jeunes, hommes plus âgés, etc.), l'enquête a débuté une semaine après la pérégrination du *Señor*

[55] Je tiens ici à remercier chaleureusement le *Convenio ARES-UNSAAC*, les différents professeurs péruviens qui en sont membres (plus particulièrement Ruth García de Mercado, Luz Marina Ponce et Luis Lizarraga Valencia), ainsi que les employées administratives (Gladyz et Eliana) pour l'ensemble du soutien reçu – non seulement financier, mais également logistique et administratif –, pour mener à bien ce projet d'enquête quantitative dans les communautés d'Ocongate. Cette entreprise aurait été tout bonnement impossible sans leur appui.

del Qoyllur Rit'i (mi-juin), pour se terminer vers la fin juillet, deux mois au cours desquels les circulants sont les plus présents dans leur communauté.

Le calendrier de passation de l'enquête s'est donc organisé comme suit, au sein des six communautés sélectionnées, et pour un total de 480 enquêtes.

Tableau 4. Calendrier de passation de l'enquête au sein des six communautés sélectionnées.

Communautés paysannes	Date de passation de l'enquête	Nombre d'enquêteurs	Nombre total d'enquêtes réalisées
Patapallpa	14 et 15 juin 2017	4	61
Lauramarca	27 au 29 juin 2017	4	128
Accocunca	30 juin au 02 juillet 2017	6[56]	91
Andamayo	05 juillet 2017	1	18
Llullucha	14 au 16 juillet 2017	4	100
Mallma	21 au 23 juillet 2017	4	82
		Total	**480**

Elaboration : par l'auteure.

L'application de l'enquête a, outre cette prise en compte du retour des circulants, considéré l'horaire de travail des hommes du district. Afin de trouver les hommes à leur domicile au moment de l'application de l'enquête, nous effectuions celle-ci très tôt le matin (à savoir entre 4h30 et 6h du matin, avant que ceux-ci ne partent travailler) ou tard le soir (après 18h, lorsque ceux-ci revenaient du travail). Nous restions, par ailleurs, généralement deux ou trois jours dans la communauté afin de pouvoir repasser à plusieurs reprises dans les foyers, et ce, dans les cas où : (1) les répondants ne se trouvaient pas à leur domicile lorsque nous nous présentions, ou (2) ceux-ci n'avaient pas le temps, lors de notre premier passage, de réaliser l'enquête ou terminer l'ensemble des questions. Cet horaire de matin et de soirée, couplé à une présence de plusieurs jours au sein de la communauté enquêtée, nous a permis de minimiser le taux de non-réponse et de réduire fortement les différents biais de réponse et d'application.

Enfin, il est utile de préciser que l'enquête a été transmise oralement (question par question, dans une relation de face-à-face) et remplie par les enquêteurs, l'enquêté découvrant les questions au fur et à mesure de son application. En ce sens, nous avons accompagné les enquêteurs à chaque sortie dans les six communautés, et ce, afin que ceux-ci puissent toujours trouver une aide lorsqu'un doute se présentait. Nous relevions les questionnaires réalisés par les enquêteurs à la fin de chaque matinée et de journée de travail, en vue de les vérifier. De cette façon, nous avons pu identifier les potentielles incohérences de réponse, et au besoin, organiser un second passage afin de compléter les données manquantes ou éclaircir les points incohérents.

2.1.6. Codage des données et caractéristiques générales de l'échantillon final

Une fois les enquêtes réalisées, vérifiées et (au besoin) complétées lors d'un second passage, nous disposions de 480 formulaires d'enquête qu'il s'agissait désormais « de présenter sous une forme simple et systématique, obtenue au moyen d'un codage » (Berthier, 2016: 227). N'ayant pas eu

[56] La communauté d'Accocunca présentant un plan d'habitat plus dispersé que les autres communautés, le nombre d'enquêteurs a dû être revu à la hausse afin de pallier aux temps de marche et de transfert plus élevés entre foyers, et ainsi, couvrir l'ensemble des hommes concernés.

la possibilité de travailler avec un scanner à lecture optique, l'encodage des différents questionnaires a été effectué manuellement, entre les mois d'août et d'octobre 2017, et a abouti à la constitution d'une base de données (Excel, importée ensuite dans SPSS) composée de variables à la fois quantitatives et qualitatives.

Chacune de ces variables ont été examinées de manière indépendante – dans le but d'identifier les potentielles erreurs de codage ou certaines données manquantes –, tout en étant comparées à d'autres afin de vérifier leur véracité. A l'issue de ce travail de vérification, il a été possible de caractériser notre échantillon à partir de plusieurs données socio-démographiques, pour *in fine*, confronter sa composition à celle de la population-mère dont il est issu.

Comme nous le précisions dans la section relative à notre méthode d'échantillonnage, la population-mère de notre objet d'analyse se compose de 3622 individus masculins ruraux, âgés de 13 à 97 ans (INEI, 2017). Parmi ceux-ci, 480 hommes ont été sélectionnés pour constituer notre échantillon. Le tableau 5 reprend la composition de notre échantillon sur quatre dimensions socio-démographiques (âge, éducation, état civil et membres du foyer), mettant en vis-à-vis les caractéristiques de la population-mère (fournies par le recensement national péruvien de 2017).

Tableau 5. Caractéristiques sociodémographiques de notre échantillon.

Indicateurs socio-démographiques		Population-mère (3622 individus)	Echantillon (480 individus)
Age (cycle de vie, tranches définies par l'INEI)	**Adolescence** (13-17 ans)	18,75 %	18,75 %
	Jeunes (18-29 ans)	25,65 %	27,71 %
	Adultes jeunes (30-44 ans)	26,48 %	27,29 %
	Adultes (45-59 ans)	17,31 %	17,29 %
	Adultes âgés (>60 ans)	11,83 %	8,96 %
Education	**Sans instruction**	16,61 %	25,21 %
	Primaire	58,74 %	47,28 %
	Secondaire	23,85 %	25,63 %
	Supérieur (universitaire et non-universitaire)	0,80 %	1,88 %
Etat civil	**Célibataire**	33,74 %	34,17 %
	Marié	46,60 %	45,62 %
	Cohabitant légal	15,38 %	16,46 %
	Séparé	0,80 %	0,63 %
	Divorcé	0,19 %	0,00 %
	Veuf	3,29 %	2,92 %
	Données manquantes	0,00 %	0,20 %
Nombre de membres composant le foyer	**1**	13,95 %	3,33 %
	2	19,20 %	12,50 %
	3 et 4	36,46 %	43,75 %
	5 et 6	21,69 %	27,71 %
	> 7	8,70 %	12,71 %

Source : INEI (2017) et données propres. **Elaboration :** par l'auteure.

A la lecture de ce tableau, nous constatons que notre échantillon présente d'importantes similitudes avec la population-mère étudiée. Celui-ci la reflète très distinctement sur les dimensions relatives à l'âge des répondants et leur statut civil, les pourcentages des différents groupes enquêtés correspondant presque parfaitement. En ce qui concerne la dimension éducative, la correspondance est légèrement moins marquée mais reste relative. Notre échantillon

surreprésente les hommes sans niveau d'instruction et sous-représente les hommes présentant un niveau d'éducation primaire, néanmoins, ces écarts restent tout à fait acceptables, d'autant plus que les autres catégories (éducation secondaire et supérieure) présentent une certaine ressemblance. Finalement, et pour ce qui est du nombre de membres composant le foyer, nous remarquons que le foyer unipersonnel est, dans notre échantillon, sous-représenté par rapport à la population d'origine ; les hommes âgés de plus de 60 ans sont en effet relativement moins nombreux dans notre échantillon que dans la population-mère, ce qui pourrait expliquer ce biais concernant la composition du foyer. Néanmoins, nous observons que les autres catégories (deux à plus de sept membres) présentent une certaine similitude entre population-mère et échantillon. De manière globale donc, notre échantillon reproduit relativement correctement notre population d'origine, et ce, sur ces quatre dimensions liées à l'âge, le niveau d'éducation, l'état civil et la composition du foyer.

Par ailleurs, il est important de préciser que nous aurions aimé comparer d'autres données socio-démographiques d'influence (telles que le nombre d'enfants, ou encore les étendues de terres possédées), mais dans un cas comme dans l'autre, il ne nous a pas été possible désagréger les données macro produites par l'Institut National de Statistiques et d'Informations péruvien (INEI[57]), afin de les comparer aux résultats de notre échantillon. En effet, pour ce qui est du nombre d'enfants par exemple, la question n'a été posée, dans le recensement de 2017 de l'INEI, qu'aux femmes du district. Nous n'avons alors pas pu désagréger les informations pour savoir quels hommes (mariés, concubins, séparés, divorcés ou veufs) avaient (ou n'avaient pas) eu d'enfants avec les femmes enquêtées. En ce qui concerne l'étendue des terres, cette question n'a pas été posée dans le cadre du recensement national de 2017, mais dans le recensement agropastoral de 2012. Les deux recensements ne couvrant pas exactement la même population d'étude, il était impossible (et non pertinent) de comparer leurs chiffres avec ceux de notre échantillon, sur cette dimension.

2.1.7. Clôture de la collecte des données quantitatives et articulation avec la démarche qualitative

A l'issue de ce travail de codage, de constitution et de vérification de notre base de données, la première phase de notre méthodologie mixte (à savoir la collecte des données quantitatives[58]) était terminée. Cette collecte étant, dans le design parallèle et convergent, simultané à la collecte des données qualitatives, l'ensemble de cette démarche quantitative a eu lieu, dans les faits et sur le terrain, en même temps que la collecte de données qualitatives. En effet, nos sorties de terrain de plusieurs jours dans chaque communauté en vue d'appliquer les enquêtes par questionnaire nous ont permis d'établir des contacts avec plusieurs familles au sein des six communautés, familles chez qui nous étions logés, avec qui nous partagions les repas/soirées, et avec lesquelles nous avons commencé notre travail qualitatif. Notre démarche qualitative a en effet débuté en parallèle de la collecte de données quantitatives, pour finalement aboutir à un travail ethnographique dense au sein des six communautés sélectionnées. Après avoir examiné notre démarche quantitative, examinons à présent de quelle manière nous avons mené la collecte de données qualitatives.

[57] Instituto Nacional de Estadística e Informática.
[58] Pour rappel, les quatre étapes de travail du design parallèle et convergent relatif à la méthodologie mixte définie par Creswell et Plano Clark (2011) sont : (1) la collecte simultanée des données quantitatives et qualitatives ; (2) l'analyse séparée des données ; (3) la fusion et la comparaison des résultats quantitatifs et qualitatifs ; (4) l'interprétation (par combinaison) des résultats.

2.2. Démarche qualitative

Tout d'abord, il est nécessaire de préciser que notre collecte de données qualitatives visait deux objectifs principaux ; premièrement, tout comme pour le volet quantitatif, nous voulions appréhender la question des pratiques de mobilité minière à Ocongate, tout en cherchant à compléter et approfondir les questionnements quantitatifs posés (particulièrement en ce qui concerne les mécanismes d'incorporation, les régimes de travail et les rapports de production au sein des campements) ; deuxièmement, nous souhaitions comprendre les articulations de ces pratiques mobilitaires avec la transformation des *livelihoods* ruraux, et les éventuels processus de développement local observé à Ocongate entre 1970 et 2017.

2.2.1. Approche de l'ethnographie mobile

Pour atteindre ces deux objectifs, nous avons décidé de faire appel aux méthodes de la sociologie, et plus particulièrement à certains dispositifs méthodologiques mobilisés dans le cadre de la récente *mobile sociology* (Sheller et Urry, 2006).

Cette « sociologie mobile » encourage le développement de méthodes qui « in different ways capture, track, simulate, mimic, parallel and 'go along with' the kinds of moving systems and experiences that seem to characterise the contemporary world » (Büscher *et al.*, 2011). Autrement dit, elle invite la recherche à mettre en œuvre des méthodes plus mobiles d'investigation, considérant que ce type d'outils n'a pas encore été pleinement mobilisé, excepté par l'anthropologue George Marcus qui, dès les années 1990, soutenait déjà l'approche de l'ethnographie multi-située comme nouvelle exigence méthodologique.

Dans son article intitulé *Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography* (1995), cet auteur propose de déconstruire l'ethnographie « as an umbilically localised methodology » (Marcus, 1995 ; cité par Novoa, 2015: 98) et de suivre, au contraire, les individus, les objets, les intrigues et les biographies dans leurs déplacements, en étant – par conséquent – constamment en mouvement (Marcus, 1995). L'impossibilité, aux débuts de la mondialisation, de saisir les phénomènes sociaux en restant ancré en un seul lieu ou à partir d'une seule position fonde l'approche de cet auteur, qui sera reprise, puis approfondie une décennie plus tard par Sheller et Urry (2006), lorsqu'ils proposeront les méthodes de l'ethnographie mobile, définie par ces auteurs comme une méthode de :

> « 'Walking with', or travelling with people, as a form of sustained engagement within their worldview. Through such 'co-present immersion' the researcher moves within modes of movement and employs a range of observation and recording techniques. It can also involve 'participation-while-interviewing', in which the ethnographer first participates in patterns of movement, and then interview people, individually or in focus groups, as to how their diverse mobilities constitute their patterning of everyday life » (Urry 2007: 40).

Ainsi définie, la *mobile ethnography* implique, pour le chercheur, de suivre les sujets dans leurs déplacements, et d'analyser leurs mobilités à partir d'une ou plusieurs de ces techniques : observation participante des personnes et des biens en mouvement – ils font ici référence à l'œil en tant que « réalisation sociologique unique » (Simmel, 1997: 111) – ; conversations et interactions informelles en mobilité ; immersion coprésente dans le mouvement ; ou encore, entretiens directifs ou semi-directifs à réaliser en mobilité ou lors des retours. L'ethnographie mobile est en effet un terrain méthodologique riche (encore) en formation, qui se différencie de

l'ethnographie classique en insistant particulièrement sur l'observation 'en mouvement' du sujet et les phénomènes mobiles (Novoa, 2015). Comme l'avancent Hammersley et Atkinson (1995), l'ethnographie implique pour le chercheur « participating, overtly or covertly, in people's daily lives [...], watching what happens, listening to what is being said, asking questions, in fact, collecting whatever data is available to throw light on the issues that are the focus of the research » (p. 21). En ce sens, l'ethnographie a toujours été une méthode mobile, puisqu'elle a continuellement imposé une sorte de déterritorialisation de la part du chercheur. Néanmoins, l'ethnographie mobile s'en distingue en attendant du chercheur, outre qu'il se déplace et qu'il observe ce qui se passe en mobilité (personnes, biens, capitaux, etc.), qu'il expérimente, sente, saisisse les textures, les odeurs, le confort et le malaise, les plaisirs et les désagréments d'une vie en mouvement (Jirón, 2011 ; Büscher *et al.*, 2011). L'ethnographie mobile est ainsi, selon Novoa (2015), doublement imbriquée avec et par la mobilité, car elle encourage non seulement le mouvement physique et pratique du chercheur, mais elle l'oblige également à se concentrer sur la pertinence de la mobilité elle-même : « Mobile ethnography is practically and epistemologically linked with mobility. This is what differentiates it from other approaches and takes on ethnographic work » (Novoa, 2015: 100).

Particulièrement adaptée à notre sujet de recherche, nous avons décidé d'adopter cette approche de la *mobile ethnography* pour mener à bien la seconde partie de notre méthodologie mixte, à savoir la collecte de données qualitatives. Nous avons, en ce sens, appréhendé notre travail de terrain qualitatif dans une perspective dynamique, en nous rendant mobile, nomade, circulant entre Ocongate et le département amazonien de Madre de Dios. Cette phase de travail s'étant déroulée d'avril 2017 à janvier 2018, celle-ci a impliqué plusieurs mois de présence à Ocongate (lieu d'origine), dans le département de Madre de Dios (lieu de destination) ainsi que le long des chemins et dans les transports qui nous ont mené d'un pôle à l'autre du champ circulatoire. Travaillant – comme nous le spécifiions dans le chapitre antérieur – à partir de l'espace d'origine, nous avons pu, pas à pas, établir la cartographie des itinéraires amazoniens empruntés par les circulants du district d'Ocongate, ce qui nous a permis, dans un deuxième temps, de suivre et d'observer les mêmes chemins, d'effectuer les mêmes déplacements et d'expérimenter les mêmes sensations. Comme l'exprime Jirón (2011), « it was important for me, as a researcher, to experience at least a part of what travelers experienced [...] To understand the complexity of climbing on and off buses, getting lost, feeling scared or disoriented, being robbed or amused, one needs to experience it » (p. 42).

L'ethnographie mobile nous a ainsi conduit à des allers et retours constants entre le « territoire des ancrages » (Ocongate) – le seul lieu essentiel aux circulants, celui de leur origine et auquel ils s'identifient et appartiennent (Tarrius, 1992) –, et le « territoire des circulations » (Madre de Dios) – vers lequel ils vont vendre leur force de travail, ce territoire ne représentant qu'un lieu de passage et non un lieu fort d'ancrage, d'installation et d'intégration – (Tarrius, 1992). En ce sens, le travail qualitatif s'est ancré dans différents lieux :

(1) dans les deux centres urbanisés du district d'Ocongate : T'inki et Ocongate-centre ;
(2) dans six communautés rurales d'Ocongate : Andamayo, Mallma, Lauramarca, Llullucha, Accocunca et Patapallpa ;
(3) dans la capitale départementale de Madre de Dios : Puerto Maldonado ;
(4) dans de petites villes minières et agricoles du département de Madre de Dios telles que Delta 1, Fortuna, Huepetuhe, Laberinto, Mazuko, Puerto Carlos, Puerto Punkiri, Punkiri Chico et Santa Rosa ;

(5) dans une communauté indigène : San Jacinto ;
(6) au sein de divers campements miniers informels et deux illégaux situés dans le sud du département de Madre de Dios ;
(7) et enfin, dans les transports et sur les routes qui nous ont mené, à de nombreuses reprises, de Cusco à Ocongate, et de Ocongate à Puerto Maldonado.

2.2.2. Outils principaux d'investigation qualitative

En ces lieux diverses, notre collecte de données qualitatives a fait appel à quatre outils méthodologiques distincts : (1) l'observation participante et non participante, (2) le récit de vie recueilli auprès de circulants anciens et actuels et sa reconstitution en trajectoires, (3) l'entretien semi-directif (mené auprès d'experts, d'intellectuels, et de témoins privilégiés), et enfin, (4) les conversations et les interactions informelles pré-mobilité, en mobilité et post-mobilité.

2.2.2.1. L'observation participante

Tout d'abord, nous avons eu recours à l'observation tout au long de notre travail de terrain qualitatif, celle-ci ayant pris une forme participante[59] lors de nos séjours à Ocongate et non-participante[60] dans le département de Madre de Dios.

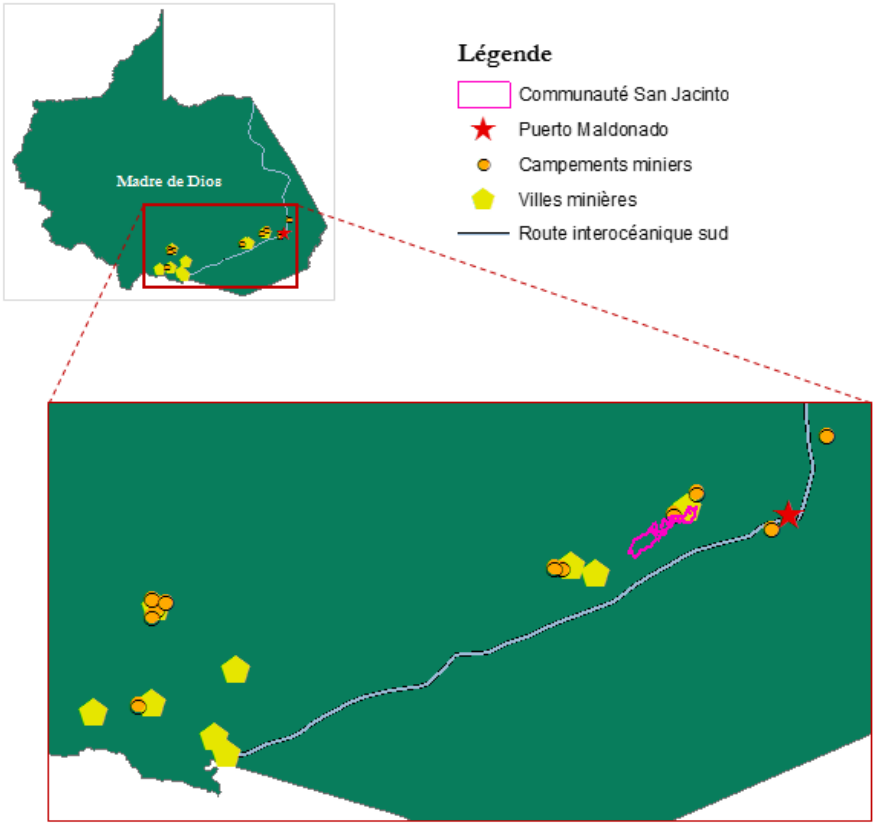
A Ocongate, nous avons privilégié l'observation participante car plusieurs familles du district – avant ou après y avoir appliqué l'enquête quantitative – nous ont ouvert la porte de leur foyer et invité à prendre part à leurs activités et à la vie de leur communauté. Nous avons ainsi, durant plusieurs mois (mais par intermittence[61]), vécu le quotidien de quinze familles rurales, participé au travail des champs et à l'élevage du bétail, contribué à la préparation des repas, partagé les moments de convivialité et de discussion, assisté aux assemblées communautaires, etc. Cette méthode de travail a été très riche d'enseignements, en nous aidant à comprendre (entre autres) les spécificités du territoire local, l'organisation quotidienne des familles rurales du district, leurs activités économiques, les rôles attribués à chaque membre de la famille, ainsi que les logiques de circulation depuis le point d'origine et leurs incidences sur l'organisation et l'économie familiale.

Dans le département de Madre de Dios, nous avons travaillé différemment[62] et fait appel à l'observation non-participante. Il fut en effet question d'observer, dans ce département, la vie, les circulations migratoires, les conditions de travail et les comportements miniers, mais cette fois, en portant un regard « extérieur » n'impliquant pas une véritable participation à la vie des groupes concernés. Sur le terrain, cela signifie que nous effectuions des sorties quotidiennes vers les zones minières (villes secondaires, communautés natives ou campements informels) pour y observer la réalité et nous entretenir avec les différents acteurs concernés, mais ne participions pas directement aux diverses activités et à la vie minière locale. Par exemple, lorsque nous observions des campements miniers, nous partions généralement très tôt le matin, passions l'ensemble de la journée dans le campement, et repartions le soir, en répétant l'observation pendant plusieurs jours.

[59] Traditionnellement, l'observation participante cherche à étudier un groupe en vivant et en participant à ses activités et à sa vie collective pendant un temps plus ou moins long ; il s'agit de la version ethnologique de l'observation (Guibert et Jumel, 1997).
[60] L'observation non-participante, plus habituelle en sociologie, consiste à porter son regard de l'extérieur, sans participer véritablement à la vie du groupe (Guibert et Jumel, 1997).
[61] Il s'agit ici de préciser que nous alternions les séjours de terrain à Ocongate, ceux réalisés dans le département de Madre de Dios et les séjours de recherche et d'analyse bibliographique à Cusco, Lima et Puerto Maldonado, et ce, afin de pouvoir prendre nos distances par rapport aux faits observés mais également croiser les sources d'informations et les points de vue recueillis.
[62] Cfr. section relative aux difficultés méthodologiques.

Au total, dans le département de Madre de Dios, nos sorties de terrain ont couvert huit villes minières, une communauté native et onze campements miniers (deux illégaux et neuf informels).

Figure 9. Localisation des villes minières et campements miniers observés – Madre de Dios.



Source : INEI, 2017. **Elaboration :** par l'auteure.

Enfin, l'observation directe a également été utilisée dans les différents transports qui nous menaient d'une destination à une autre (de Cusco aux communautés rurales et centres urbains d'Ocongate, ou de Puerto Maldonado aux petites villes minières et aux campements informels par exemple). Cette méthode nous a permis d'examiner les spécificités territoriales et paysagères des divers milieux observés, d'étudier leurs caractéristiques et leurs différences urbanistiques, ainsi que constater l'impact des activités minières sur les environnements traversés (déforestation, disparition des habitats et des écosystèmes, contamination des rivières au mercure, etc.).

Pendant toute la durée des observations, les informations ont été systématiquement consignées et recueillies dans un carnet de bord. Celles-ci n'étaient généralement pas annotées sur le moment, mais davantage en fin de journée de travail, afin de favoriser la compréhension articulée des différents faits observés.

2.2.2.2. Récits de vie et construction de trajectoires

Dans un deuxième temps, notre collecte de données qualitatives s'est appuyée sur de nombreux récits de vie, entendus – non pas dans leur forme extensive – mais comme un « récit de pratiques en situation » (Bertaux, 2010: 47), soit un récit de vie orienté vers la pratique étudiée : la circulation migratoire minière. Ce type de récit, qui prend la forme narrative, appartient aux méthodes biographiques, qui cherchent à « appréhender les phénomènes à l'étude *via* la narration que le sujet fait de son expérience vécue » (Vincent-Ponroy et Chevalier, 2018: 158). S'inscrivant

dans une démarche inductive, notre objectif était en effet de développer une compréhension fine et approfondie de notre objet, et ce, à partir du récit que les individus circulants faisaient, eux-mêmes, de leurs itinéraires migratoires, des conditions d'incorporation, de travail et de production au sein des campements miniers, des logiques de réinvestissement sur le lieu d'origine, des mécanismes de transformation ou de reproduction sociale et économique au sein des zones rurales, etc.

Sur le plan de la mise en œuvre, chaque entretien était construit de manière diachronique, s'ouvrant sur des questions propres à la naissance, l'enfance, la vie sous le toit des parents, la scolarité infantile et adolescente, ainsi que les premières circulations de travail ; ensuite étaient abordées la formation du couple, la mise en ménage, l'éventuelle entrée en paternité/maternité autour des différentes naissances et les pratiques de circulation adultes (y compris les conditions de l'incorporation minière, le travail, les rapports de production et la vie au sein des campements) ; enfin, nous discutions la question des retours, des logiques de remises de fonds minières, des réinvestissements sur le lieu d'origine, des transformations occupationnelles sur le temps long, et de l'évolution des moyens d'existence familiaux tout au long de la période de circulation. Si nous essayions de garder cette structure d'entretien, dans certains cas, celle-ci fut considérablement assouplie (nous y reviendrons).

Pour nous, l'une des principales qualités de cette approche biographique par les récits de vie a été de saisir la convergence entre biographie, histoire et structure sociale (Passeron, 1989 ; Vincent-Ponroy et Chevalier, 2018). Poussant la réflexion plus loin, le récit de vie – comme expérience narrative (Ricoeur, 1990) – m'a également permis de retracer des trajectoires singulières. Dans le champ des études migratoires, Abdelmalek Sayad (1977) fut un des premiers auteurs à construire, à partir du cas des travailleurs algériens en France, des « trajectoires exemplaires » sur base d'entretiens biographiques. Depuis, cet outil de la trajectoire est de plus en plus mobilisé en tant que concept théorique-méthodologique, encourageant à étudier les évènements – non indépendamment les uns des autres – mais dans leur enchaînement. Particulièrement adaptée à la réalité des expériences migratoires qui comportent de multiples déplacements sociaux et spatiaux (Glick-Schiller *et al.*, 1995 ; Rivera Sánchez, 2012), la trajectoire permet de reconstituer, de manière diachronique, la succession des situations vécues par les individus dans différentes sphères de la vie sociale (professionnelle, amoureuse, familiale, économique, migratoire, etc.) (Chaxel *et al.*, 2014). Elle met en lumière les différents 'ingrédients' de la vie d'un individu, qui sont inscrits dans des temporalités hétérogènes : le temps long de l'histoire des cadres sociétaux, le temps générationnel de la famille et des héritages, le temps plus court de l'individu dans ses interactions quotidiennes et dans divers réseaux » (Chaxel, 2014: 3).

Le souci de temporalisation, c'est-à-dire « d'inscription d'une situation donnée dans un processus dynamique, avec une histoire passée et des implications futures » (Bessin, 2009: 13), est fondamentalement au cœur de cette approche. Tout l'intérêt de la trajectoire est en effet d'étudier l'action dans la durée (Bertaux, 2010). Mon étude étant celle d'une histoire de la circulation minière andine de 1970 jusqu'à nos jours (2017 plus précisément), la dimension temporelle est au cœur de mes réflexions, constituant un élément fondamental de cette recherche. Nous ne nous limitons pas en effet dans ce manuscrit à une analyse synchronique du mouvement, c'est-à-dire un état saisi à un moment t, au contraire, nous l'appréhendons comme une dynamique de construction sociale nécessairement évolutive, qui est non seulement liée aux cycles de vie des individus et des familles, mais aussi aux changements historiques, structurels ou conjoncturels des espaces migratoires (Cortes et Vassas, 2016).

D'un point de vue méthodologique, la construction d'une trajectoire implique pour le chercheur de réorganiser et de restructurer les divers éléments du récit de vie recueilli. En effet, lorsque l'individu « se raconte », son récit est largement spontané, n'apparaissant que très rarement cohérent sur le plan chronologique. Le récit de vie « vagabonde, saute en avant puis revient en arrière, prend des chemins de traverse [...] Si l'invitation au récit de vie comporte implicitement un appel à la linéarité et à la cohérence, le sujet ne peut y répondre que de manière très imparfaite. L'évocation d'un proche, d'une scène, d'une crise, d'un événement l'entraîne dans des digressions qui le font revenir en arrière ou anticiper la suite » (Bertaux, 2010 : 78-79). En ce sens, le chercheur doit récupérer les souvenirs narrés comme autant de pièces décousues, qu'il s'efforce ensuite de reconstituer, suivant une structure diachronique. Reconstituer des trajectoires c'est identifier un axe ordonné permettant de pointer les évènements, ainsi que les continuités et changements en cours de période (Rivera Sánchez, 2012). Dans le cadre de notre travail doctoral, cet exercice de construction des trajectoires migratoires a été réalisé pour chaque individu interviewé, nous permettant de : « ordenar, agrupar, clasificar y luego construir patrones o pautas de regularidad, para después construir tipologías que permiten comprender la lógica del cambio y el devenir de las trajectorias » (Rivera Sánchez, 2012: 471).

Outre cet atout, l'outil de la trajectoire est également particulièrement indiqué pour analyser l'agentivité (*agency*) des circulants, raison primordiale pour laquelle nous l'avons mobilisée. Pour Chaxel *et al.* (2014), dans l'approche biographique des trajectoires :

> « Les individus deviennent des acteurs sensibles et agissant du monde, qui dans diverses situations jouent des éventuelles structures normatives qui s'imposent à eux, s'avèrent ainsi stratèges, inventifs, engagés et surtout actifs [...] Les récits de vie constituent des occasions de mettre à jour les manières dont chacun a réagi au fil des circonstances, les connaissances et registres de justifications qui ont permis d'affronter des évènements, les leçons tirées de l'action, les facultés revendiquées d'adaptation » (p. 1 et 3).

En ce sens, face à une situation donnée, les individus peuvent réagir de différentes manières, usant distinctement des connaissances, des justifications et des facultés dont ils sont dotés. Les récits de vie – et les trajectoires reconstruites *a posteriori* – mettent en exergue ces distinctions d'agentivité (*agency*) entre acteurs, qui expliquent que bien que soumis aux mêmes conditions et cadres macro-structurels, les parcours de vie n'apparaissent pas – au cours d'une même période temps – homogènes. Nous verrons en effet, tout au long de ce travail, qu'à l'intérieur de chacune des trois générations identifiées, les parcours circulatoires miniers relatés ne sont pas prévisibles, standardisés, ni homogènes entre eux ; les trajectoires s'individualisent et se singularisent, engendrant des choix, des aspirations et des projets de vie distincts.

Enfin, un dernier avantage, l'outil de la trajectoire nous permet de saisir notre objet d'étude en nous appuyant sur la façon dont les acteurs en parlent, à partir de la signification qu'ils donnent à leurs actes et leurs parcours, et donc incorporer la dimension subjective aux analyses. Comme le souligne Dioh (2020), « le récit de vie est l'histoire d'une vie telle que la personne qui l'a vécue la raconte. Il traduit l'expérience individuelle et collective du narrateur, ainsi que les significations qu'ils donnent aux différents événements » (p. 103).

L'idée de l'approche biographique par les trajectoires était de rendre compte à la fois de la vie intérieure du narrateur, mais également des contextes socio-historiques traversés (Bertaux, 2010), que ceux-ci soient à l'origine ou à destination. Nous sommes, tout au long de notre thèse, dans de la double contextualisation, intégrant à la fois le contexte de socialisation primaire du circulant et

la conjoncture qui rend raison de son départ (origine), ainsi que le contexte de structuration et de socialisation au sein de la société d'accueil (Hammouche, 2014).

Lors de nos séjours de recherche au Pérou, et plus concrètement désormais, ces divers récits de vie furent recueillis sur nos deux terrain d'étude : Ocongate (1) et les zones minières de Madre de Dios (2).

(1) A Ocongate, les entretiens approfondis ont été menés auprès d'individus masculins et féminins choisis sur base de trois critères fixés préalablement : premièrement, avoir sa résidence principale dans (et appartenir à) une communauté rurale du district d'Ocongate ; deuxièmement, être âgé(e) de 13 ans à plus ; et enfin, être (ou avoir été) un(e) circulant(e) minier(e) au cours de sa vie, c'est-à-dire continuer, à l'heure actuelle, de circuler vers les zones minières de Madre de Dios, ou y être parti travailler à plusieurs reprises dans le passé (en procédant de cette façon, nous cherchions à couvrir deux profils distincts : les circulants actuels et les anciens, afin d'identifier l'évolution, dans le temps long, des différentes formes de circulation et des conditions de vie et de travail dans les campements). Nous avons veillé, en outre, à diversifier les profils d'individus interrogés en prenant en compte d'autres critères secondaires tels que le nombre d'enfants, les étendues de terre en possession ou encore le statut matrimonial.

Pour ce qui est du recrutement de ces circulant(e)s, nous avons eu recours à divers canaux. Tout d'abord, nous avons reçu l'aide du responsable de la *Gerencia de Desarrollo Económico* de la municipalité d'Ocongate (Víctor Raúl Gonzalez Cordova) qui nous a mis en contact avec plusieurs producteurs ruraux masculins du district avec lesquels celui-ci travaille, dont certains se sont avérés, après discussion, être des circulants. Les entretiens menés auprès de ce groupe eurent lieu à leur domicile ou sur leurs champs (au moment des pauses dans les travaux agricoles ou d'élevage).

Dans un deuxième temps, notre enquête quantitative a permis une richesse de contacts au sein des communautés étudiées, nous ouvrant de nombreuses portes pour la réalisation d'entretiens à caractère biographique. En effet, lors de l'implémentation de notre enquête quantitative, nous avons rencontré dans les six communautés interrogées, plusieurs individus intéressés par notre recherche (parmi les familles au sein desquelles nous logions durant l'enquête notamment) qui ont accepté de pousser le processus plus loin et répondre à un entretien approfondi. Ce qui a été très instructif dans cette méthode de recrutement, c'est que nous disposions, grâce à l'enquête quantitative qu'ils avaient déjà remplie, d'une série d'informations clés sur leur mode de circuler (fréquence, déterminants, destinations, etc.) et pouvions dès lors, en entretien biographique, creuser les questionnements et pousser plus loin les logiques de leurs réponses.

Enfin, et pour couvrir le profil des circulants adolescents, nous nous sommes rendus dans une école secondaire rurale (communauté de Lauramarca), où nous avons, après avoir reçu l'autorisation du directeur et durant plusieurs jours, réalisé des entretiens avec de jeunes circulants. Ceux-ci se déroulèrent dans une classe de l'école et eurent lieu très tôt le matin (avant le début des classes), après leur journée d'école, ou encore, sur le temps de midi.

Au total, nous avons ainsi réalisé, à Ocongate, 34 entretiens à caractère biographique, qui sont venus éclairer et étayer les informations recueillies à travers l'enquête quantitative. Ceux-ci ont duré en moyenne 1h15 à 2 heures, se sont déroulés en espagnol et ont tous été enregistrés après accord du circulant interviewé.

(2) En ce qui concerne les zones minières de Madre de Dios, comme nous le soulignions précédemment, onze campements miniers (illégaux ou informels) ont été étudiés. Au total, 44 récits de vie ont été recueillis durant nos sorties de terrain, et ce, auprès de micro-entrepreneurs miniers (pour la plupart d'anciens circulants, qui sont devenus propriétaires de machines et de campements), d'ouvriers machinistes (circulants actuels) et de cuisinières de campement (circulantes actuelles). Il est nécessaire de préciser ici que le choix des personnes interviewées à Madre de Dios n'a pas été aussi rigoureux qu'à Ocongate, celui-ci ayant essentiellement dépendu de la possibilité d'être mise en contact avec le monde minier et d'être acceptée au sein des différents campements en tant qu'observatrice « extérieure ». En effet, l'activité minière revêtant, à Madre de Dios, un caractère informel (voire illégal dans certaines zones), peu de mineurs acceptent de parler ouvertement de leurs activités, encore moins avec une chercheuse étrangère et féminine. De ce fait, nos différentes interviews ont été réalisées au hasard des rencontres, et grâce à l'intermédiaire d'une personne clé : Martín Ramirez, consultant pour l'ONG *Cooperacción* qui depuis de nombreuses années, travaille en étroite collaboration avec plusieurs micro-entrepreneurs miniers désireux de se formaliser. De par sa fonction (et ses relations personnelles), celui-ci dispose d'un ample réseau dans le monde minier de Madre de Dios, qu'il a accepté de mobiliser afin de faciliter nos recherches. Grâce à Martín, nous sommes ainsi entrés en contact avec plusieurs représentants d'associations minières régionales et locales, ainsi que des micro-entrepreneurs miniers, qui ont accepté de nous ouvrir – au terme d'une interview réalisée auprès d'eux[63] – les portes de leur campement. Par effet boule de neige et une fois dans leur campement, nous avons alors pu rencontrer et nous entretenir avec des circulants (machinistes, défricheurs, cuisinières) travaillant pour eux.

Cela signifie donc que les 44 circulants interviewés à Madre de Dios ne sont pas nécessairement originaires d'Ocongate (nous aurions aimé les suivre depuis Ocongate jusque dans leur campement de travail, mais ceci s'est avéré impossible, vu le contexte minier informel et illégal ainsi que notre nationalité/physionomie étrangère), mais viennent de l'ensemble du pays, et plus précisément, des départements de Loreto, Ucayali, San Martín, Lima, Arequipa, Huancavelica, Apurimac, Cusco et Puno. Ce point peut représenter une limitation à notre étude, néanmoins, ces entretiens ont révélé de grandes similitudes avec les récits recueillis à Ocongate, ce qui nous a conforté dans cette méthodologie d'investigation. En outre, ceux-ci nous informent et nous éclairent de la même manière sur les conditions de vie et de travail dans les campements, les salaires et transferts de fonds des circulants, les différents déterminants de la circulation, les aspirations, les expériences subjectives de la circulation, etc. Enfin, ces informations ont été d'une grande richesse lorsqu'il a été question d'approfondir certains points soulevés par l'enquête quantitative.

En ce qui concerne les conditions d'interview, il est tout d'abord nécessaire de souligner que les entrevues ont toutes eu lieu au sein des campements miniers auxquels les circulants étaient rattachés et où ils travaillaient au moment de notre passage. En ce sens, celles-ci ont impliqué de longs déplacements en camionnettes et pirogues à moteur (qui duraient parfois une journée complète depuis la capitale départementale : Puerto Maldonado) pour nous rendre dans les campements, ainsi que, une fois sur place, des allers et retours constants entre la ville minière la plus proche et le campement. En effet, nous ne passions jamais la nuit au sein du campement, mais louions une chambre dans la ville minière la plus proche, ce qui nous obligeait à nous

[63] Ces interviews avaient généralement lieu dans la capitale départementale, Puerto Maldonado, ou dans la ville minière la plus proche de leur campement.

déplacer tôt le matin et repartir en soirée. Nous profitions ainsi de toute la journée pour observer et interviewer les circulants.

Ceux-ci étaient interviewés lors de leur moment de pause, ou à la fin de leur *turno*[64] (c'est-à-dire en début de journée ou en début de soirée), en cherchant à les isoler un maximum pendant l'interview. Certains campements miniers étant très exigus, il n'était pas aisé, dans certaines situations, de réaliser une interview en face-à-face, sans influence extérieure. Néanmoins, nous tentions à chaque fois de profiter des moments creux – quand les personnes se retrouvaient seules – pour engager la conversation, ou, lorsqu'il y avait influence extérieure et interruption de l'interview par d'autres intervenants (un autre machiniste ou la cuisinière qui préparait le repas par exemple), d'en profiter pour nous adresser à chacun. Dès lors, nous nous retrouvions parfois dans des situations de focus group improvisé.

En outre, interviewer des individus dans un campement informel nous a incité à revoir nos techniques d'interviews. Alors qu'à Ocongate, nous avions toujours procéder à l'aide d'un guide d'entretien, dans les campements miniers, cette méthode est rapidement abandonnée. En effet, dès les premiers entretiens, la fiche de thématiques à aborder et le cahier de notes suscitent de la suspicion de la part des interviewés, qui ne sont pas si prompts à parler ouvertement. Nous décidons alors assez rapidement de laisser tomber le guide d'entretien, en réalisant les interviews dans un cadre extrêmement souple, accordant une grande liberté de réponse et de parole aux circulants. De notre côté, nous faisions en sorte de mémoriser notre guide d'entretien afin d'aborder, avec nos circulants, l'ensemble des points identifiés comme pertinents pour notre recherche ; néanmoins, nous ne pouvons nier le fait qu'en cours d'interview, certaines questions ont parfois été oubliées, et d'autres volontairement occultées pour en approfondir de nouvelles qui ont émergé en cours de discussion. Ainsi, chaque interview réalisée dans les campements de Madre de Dios est unique et vient compléter les autres, tout en étayant l'information recueillie à Ocongate.

Par ailleurs, grâce à l'anonymat assuré en début d'interview – nous n'avons récolté aucun prénom ni nom dans les campements –, toutes les entrevues (à l'exception de deux) ont pu être enregistrées avec l'accord des circulants (ce qui était, pour nous, un grand soulagement vu le contexte). En termes de durée, ces entretiens sont relativement plus courts que ceux réalisés à Ocongate (entre 30 et 45 minutes), car ceux-ci représentent pourrait-on dire des « moments volés » entre deux phases de travail minier, ou à la fin d'une journée de travail (qui a déjà été épuisante pour le circulant). Aussi, il est utile de souligner que certaines entrevues ont dû être effectuées en plusieurs fois.

2.2.2.3. L'entretien semi-directif

Troisièmement, et outre l'observation et les entretiens approfondis, nous avons également effectué 56 entretiens semi-directifs complémentaires auprès d'experts, d'intellectuels et de témoins privilégiés, autour de thématiques connexes à notre sujet d'étude telles que l'organisation communautaire, l'histoire du district d'Ocongate et le développement des zones minières à Madre de Dios, les logiques de fonctionnement intrafamiliales et les dynamiques socio-économiques en milieu rural, la scolarisation des adolescents, l'accès au foncier et la transmission de terres familiales, les incidences socio-environnementales des activités minières en Amazonie, etc. Ces

[64] Un *turno* signifie un shift de travail. Les circulants machinistes travaillent en équipe de deux, selon un mode rotatif, la première équipe travaillant de jour, la seconde de nuit.

entretiens semi-directifs ont été menés à Lima, Cusco, Andahuaylillas, Ocongate, Puerto Maldonado, ainsi que dans de petites villes minières et agricoles amazoniennes (Mazuko, Huepetuhe, Santa Rosa et San Jacinto). Ceux-ci ont impliqué divers acteurs publics ou de terrain : chercheurs universitaires, consultants indépendants, autorités régionales et municipales, organisations de la société civile (ONG), représentants de communautés indigènes, personnel médical et infirmier, travailleurs sociaux, directeurs d'école et enseignants, police locale, agriculteurs, habitants, commerçants, ou restaurateurs résidant ou opérant à proximité des zones minières, et enfin, enfants de micro-entrepreneurs miniers. L'objectif de ces entretiens semi-directifs menés auprès de « personnes ressources » était de venir éclairer, d'une part, certains aspects du discours des circulants, et d'autre part, d'apporter des éléments de contexte propres à chaque zone étudiée (caractérisation historique, sociale, démographique, agricole, minière, etc.), et ce, afin que nous puissions développer une compréhension globale du phénomène observé.

2.2.2.4. Les conversations et discussions informelles

Enfin, et dans un dernier temps, les résultats présentés dans ce travail sont également le fruit de nombreuses conversations informelles, que celles-ci aient eu lieu :

- à Ocongate : au sein des différents foyers ruraux observés (discussions de soirée, lors des repas, durant les récoltes et travaux agricoles ou d'élevage), au sein des écoles primaires et secondaires du district, sur le marché dominical, lors de festivités locales, etc.
- à Madre de Dios : au sein des différents campements miniers visités (lors de la préparation des repas, lors des démonstrations techniques et explications liées au fonctionnement des machines, lors du travail d'extraction, etc.), dans les restaurants ou commerces locaux que nous fréquentions, lors de rencontres scientifiques organisées par les ONG ou universités locales, etc.
- ou dans les transports routiers (bus, camionnettes, taxi *colectivos*) et fluviaux (pirogues) qui nous ont mené d'une communauté rurale à une autre, d'un campement minier à un autre, d'une région à une autre.

Très riche d'enseignements, le contenu de ces conversations informelles a été systématiquement recueilli dans notre cahier de bord, généralement en parallèle de nos différentes observations de terrain.

2.2.3. Clôture de la phase qualitative

Que ce soit à Ocongate ou à Madre de Dios, cette phase qualitative s'est clôturée lorsque nous avons eu la sensation d'avoir atteint la saturation. Les informations devenant redondantes et répétitives, nous avons décidé d'arrêter notre collecte de données qualitatives, entamant alors le traitement des 78 récits de vie recueillis et des 56 entretiens semi-directifs menés sur nos deux terrains d'étude. En ce qui concerne le traitement des informations, ces deux types d'entretiens ont chacun été intégralement retranscrits par moi ainsi que deux étudiantes de l'*Universidad Nacional de San Antonio Abad del Cusco*[65], pour ensuite être analysés par nos soins. Pour ce qui est de nos notes d'observation et les comptes rendus de conversations informelles, ceux-ci ont

[65] Yusara et Rosa, que je remercie chaleureusement, tout comme le *convenio ARES-UNSAAC* et le F.R.S.-FNRS qui m'ont donné les moyens logistiques et financiers pour faire appel à leurs services.

également fait l'objet d'un examen, certains extraits ayant nourri les réflexions et les analyses des chapitres qui suivent.

3. L'analyse séparée des données empiriques (quantitatives et qualitatives)

Maintenant que les dispositifs méthodologiques de collecte quantitative et qualitative ont chacun été explicités, il est question, dans la présente section, de décrire la seconde étape de notre méthodologie mixte : l'analyse séparée de nos deux corpus de données[66]. Ceux-ci ayant chacun fait appel à leurs outils d'analyse respectifs, cette analyse eut lieu en deux temps.

Dans un premier temps, les données quantitatives recueillies furent analysées à travers le logiciel SPSS et soumises à diverses manipulations. Etant donné qu'il ne fut pas possible – comme nous l'avons déjà dit et en raison de notre échantillonnage stratifié –, d'effectuer des analyses d'inférence statistique, nous nous cantonnons, tout au long de notre travail, à des analyses quantitatives descriptives. Il est en effet question de mobiliser les techniques de calcul des indicateurs de tendance centrale et de dispersion (moyenne, écart-type, etc.), des tableaux de fréquence et de contingence, des nuages de points, ainsi que l'analyse par correspondances multiples (ACM). Toutes ces manipulations sont la plupart du temps mobilisées afin d'identifier des tendances « macro » au sein de nos données, que nous venons ensuite compléter et approfondir en les mettant systématiquement en dialogue avec nos données qualitatives récoltées sur nos deux terrains d'étude (Ocongate et Madre de Dios).

Dans un deuxième temps, le matériau qualitatif (récits de vie, entretiens semi-directifs, observations de terrain et contenu des conversations informelles) a été examiné selon les principes de l'analyse de contenu. Nous avons en ce sens procédé à une lecture approfondie du matériau et repéré dans chaque entretien réalisé (ou notes de terrain) un certain nombre de catégories générales, que nous avons identifiées et nommées, puis découpées en sous-catégories. Parallèlement, nous avons également repris chaque récit de vie et les avons reconstitués en autant de trajectoires que nous avions de circulants interviewés. Une fois cette première opération effectuée, nous avons en effet procédé, dans un deuxième temps, à leur analyse transversale afin que des comparaisons, des corrélations et des divergences puissent être en mises en évidence. Le logiciel Nvivo a été utilisé pour réaliser cette analyse, qui a permis, à son terme, d'établir des comparaisons entre sujets observés (repérer des types d'individus qui se ressemblent) ou étudier des rapprochements ou répulsions de catégories (cooccurrences) (Berthier, 2016), faisant petit à petit émerger des modèles interprétatifs et typologiques.

Enfin, il est utile de préciser que ces résultats ont été confrontés à la littérature existante sur notre sujet d'étude. Nous avons en effet, systématiquement et tout au long de notre thèse, alterné nos deux terrains de recherche (Ocongate et zones minières de Madre de Dios) avec des séjours de recherches à l'étranger et des analyses documentaires, et ce, afin de pouvoir prendre nos distances par rapport aux faits observés mais également croiser les sources d'informations et confronter nos données empiriques à la littérature existante. Nos analyses se sont ainsi construites au travers de nombreux allers-retours entre nos deux terrains de recherche, la collecte de données empiriques

[66] Pour rappel, les quatre étapes de travail du design parallèle et convergent choisi pour notre méthodologie mixte sont : (1) la collecte simultanée des données quantitatives et qualitatives ; (2) l'analyse séparée des données ; (3) la fusion et comparaison des résultats quantitatifs et qualitatifs ; et (4) l'interprétation (par combinaison) des résultats (Creswell et Plano Clark, 2011).

quantitatives et qualitatives, ainsi que les connaissances théoriques et les études de cas produites sur notre sujet.

4. La fusion, la comparaison et l'interprétation des résultats : vers la construction de trois « générations circulatoires » inspirées du concept de « génération sociale »

Une fois les données quantitatives et qualitatives analysées (à travers Nvivo et SPSS), le travail de fusion et de comparaison des résultats des deux corpus de données – troisième étape de la méthodologie mixte – a alors pu débuter. Les données quantitatives et qualitatives recueillies furent confrontées, croisées et mises bout à bout, et ce, plusieurs mois durant.

A l'issue de ce travail, une certitude s'est imposée à moi : le facteur temps est l'élément fondateur et structurant de mes données. Le temps constitue effectivement leur matière centrale, donnant sens aux propos de mes interviewés[67]. En phase d'interprétation, je me rends effectivement compte que ce que je dois faire c'est reconstituer, sur base de mes données de nature mixte, un processus historique de mobilités minières, et ce, de manière *ex post* et sur le temps long. De fait, certains interviewés s'étaient « racontés » à partir de circulations minières remontant aux années 1970 ou 1980, avec leurs propres logiques de voyage, de travail, de production et de réinvestissement, tandis que d'autres nous renseignaient sur des voyages remontant à seulement six mois ou un an, avec leurs dynamiques internes spécifiques, bien distinctes de celles des années (voire décennies) antérieures. Dès lors, mon interpellation fut : comment rendre intelligibles les parcours circulatoires de ces divers hommes et femmes aux profils profondément distincts, qui se déploient – au sein de mon corpus de données – sur une période de près de cinquante ans (1970-2017) ? C'est avec ce questionnement en tête que j'ai commencé à puiser dans la littérature relative au concept de « génération ».

Pourquoi penser mes données en générations ? Car « l'idée de génération connote le temps et plus particulièrement le temps social » (Attias-Donfut, 1988: 36). Selon cette auteure, la génération offre un outil théorico-méthodologique apte à « mesurer le temps historique, pour en comprendre et en expliquer les mouvements » (p. 37) ; attribuant une place centrale à la symbolique sociale du temps, la division par générations représente une chronologie naturelle évoquant, sur la longue durée, le temps qui tourne en rond (Attias-Donfut, 1988a: 18). Au XIX^{ème} siècle, William Dilthey affirmait déjà que si la génération désigne d'abord un certain espace de temps, c'est une notion subordonnée à celle de la vie humaine, qui permet d'évaluer le temps de « l'intérieur ». Le principal apport de cet auteur est d'avancer que la génération désigne un rapport de contemporanéité des individus. Celui-ci met l'accent sur les liens qualificatifs qui unissent les membres d'une même génération, une idée qui est – depuis – largement acquise : les individus qui ont en quelque sorte vécu ensemble, subi les mêmes influences, sont rattachés par des liens plus étroits (Attias-Donfut, 1988a), ils font partie de la même génération : « la génération forme un cercle assez étroit d'individus qui [...] sont reliés par le fait qu'ils dépendent des mêmes grands évènements et changements survenus durant leur période de réceptivité » (Dilthey, 1947: 43).

Si ce principe de contemporanéité est largement admis par de nombreuses disciplines, j'ai cependant été rapidement confrontée – dans mes lectures – au caractère profondément polysémique de la notion de « génération ». Concept discuté, elle a acquis – selon les disciplines

[67] Je remercie vivement ma promotrice, Fabienne, de m'avoir amenée – au détour d'une discussion sur mes résultats – à faire ce constat, qui marqua un véritable *turning point* dans ma recherche.

– de multiples connotations et définitions plus ou moins contradictoires, suscitant maints débats et confusion autour de ses interprétations et usages. La « génération » peut être utilisée dans de multiples sens, du lignage aux définitions historiques, anthropologiques, démographiques, etc., et « cette imprécision ainsi que celle de chacune des notions qui lui est apparentée », note Attias-Donfut (1988), « demeurera tant que le chercheur ne l'aura pas levée dans une utilisation précise [...] Il convient, plutôt que de poser de nouvelles conventions, de dégager et d'approfondir les différentes dimensions à prendre en compte dans le cadre d'un questionnement spécifique qui s'y référerait » (p. 45-46).

Dans cette perspective, je me suis alors exclusivement focalisée sur les « théories des générations » (Chauvel, 2003) qui me servaient pour construire mon objet de recherche, à savoir les « générations » de circulants miniers que je souhaitais constituer à partir de mon corpus de données. Parmi ces « théories des générations », trois entrées ont retenu mon attention : (1) la génération démographique (Samuel, 2008 ; Norval, 2005 ; Vidal, 2002), (2) la génération historique (Mannheim, 1928), et enfin, (3) la génération sociale (Chauvel, 2003, 2014 ; Galland, 2011), dont je reprends les développements dans les exposés qui suivent, afin d'en dégager les principales lignes de force utiles à la construction de mon objet.

(1) Tout d'abord, sur le plan démographique, avec l'adoption de l'approche longitudinale aux tournant des années 1950 et 1960[68], le terme de génération devient un concept démographique avec un sens donné : une « génération » est un ensemble de personnes nées la même année (ou groupe d'années). Elle renvoie donc à l'histoire collective d'un groupe dont le point commun est d'avoir vécu un même évènement à un même moment. Si cet évènement concerne la naissance, le groupe est désigné par le terme de « génération », pour les autres cas (nuptialité, migration, etc.), on parle de « cohorte ». Plus générale, la cohorte est définie comme « un ensemble de personnes ayant vécu un même évènement démographique durant une période donnée » (Vidal, 2002: 40). Cohorte et génération sont donc souvent employés de manière synonymes, puisque la génération constitue en soi une « cohorte de naissance ».

(2) A cette première approche de la génération, s'oppose celle, fortement construite, de « génération historique » qui a trouvé une première élaboration théorique avec les travaux de Karl Mannheim[69]. Afin de théoriser cette notion, les historiens se sont inspirés des analyses fondatrices de la sociologie historique de cet auteur, dont les fondements sont à trouver dans son ouvrage originel intitulé *Le Problème des Générations* (1928). L'analyse de Mannheim en termes de génération innove à l'époque en conférant une place clé à la notion de changement social, tout en y introduisant le rapport à l'histoire, s'inscrivant pleinement dans son entreprise « de fonder une sociologie de la connaissance dans une perspective fortement imprégnée de l'historicisme ambiant du début du XX^{ème} siècle » (Attias-Donfut, 1988a: 58). Karl Mannheim considère que la génération ne constitue pas un groupe concret dont les membres seraient unis par des liens réciproques comme la famille, la tribu, etc. Pour lui, l'appartenance à une génération « potentielle » est – comme dans l'approche démographique – fondée sur le rythme biologique de l'existence, mais elle n'en découle pas pour autant intégralement. Celui-ci s'écarte du schéma de la génération démographique en affirmant que, certes, le phénomène des générations est

[68] En démographie, jusqu'aux années 1940, les analyses sont dominées par une approche de type transversal, à savoir centrée sur l'étude de phénomènes démographiques (nuptialité, mortalité, fécondité, migration, etc.) observés pendant un intervalle de temps déterminé, tel que l'année. A partir des années 1950 et 1960, le transversal fait place aux approches longitudinales qui à l'inverse suivent ces changements démographiques au sein de groupes d'individus nés à des périodes successives.

[69] Mannheim K., 1928, « The problem of generation », dans Mannheim K., *Essays on the Sociology of Knownledge*, London, Routledge et Kegan Paul, pp. 276-322.

dépendant du rythme biologique de la naissance et de la mort, mais il n'est ni déductible de, ni compris en lui. Être né à une certaine date ne procure en soi aucune appartenance collective, sinon d'ordre démographique, mais assigne bien plus un positionnement dans le processus historique. La naissance indique uniquement le positionnement commun d'individus dans la dimension historique du processus social, et ce positionnement prédispose la génération à des modèles d'expériences, de pensées et de comportements similaires.

Mannheim affirme en effet : « une génération [...] participe à la même période du devenir collectif » (Mannheim, 1928 ; cité par Mauger, 2013: 111). A cette situation correspond une « tendance à un mode de comportement, une façon de se sentir et de penser déterminés » (ibid). Quelques décennies plus tard, cette réflexion est reprise par l'historien français Marc Bloch (1974) qui avance :

> « Les hommes qui sont nés dans une même ambiance sociale, à des dates voisines, subissent nécessairement, en particulier dans leur période de formation, des influences analogues. L'expérience prouve que leur comportement présente, par rapport aux groupes sensiblement plus vieux ou plus jeunes, des traits distinctifs ordinairement fort nets […] Cette communauté d'empreinte, venant d'une communauté d'âge, fait une génération (Bloch, 1974).

Dans la perspective historique de la génération, les âges de la vie jouent ainsi un rôle important, mais seulement parce que ceux-ci sont inscrits dans des processus historiques donnés. Plusieurs recherches ont montré que raisonner en termes de classe d'âge ne suffisait pas pour saisir le phénomène générationnel ; à titre illustratif, Olivier Wieviorka (1989) explique que la « génération de la résistance » ne peut se déduire d'une classe d'âge bien déterminée, au contraire, c'est l'engagement dans la résistance qui est à l'origine d'un sentiment générationnel. En fait, pour les historiens, ce qui prime pour définir une génération, c'est la notion de cohésion au sein du groupe, qui pose la question de la prise de conscience de l'appartenance. Comment se forme une génération ? Comment les individus prennent-ils conscience d'appartenir à une génération ? Ces questions sont au cœur du concept de génération historique (Bloch, 1974).

Dans cette optique, on ne peut donc parler de « génération historique » que lorsque les individus qui forment celle-ci partagent la conscience forte d'être réunis par une position dans l'histoire, et de former un groupe émergeant en tant qu'acteur collectif ; Chauvel (2014) parle de « conscience de génération » faite de plis spécifiques et repérables, et donne l'exemple de la génération de 1914, dont la situation historique spécifique a permis de construire une unité sociale et collective plus ou moins durable à partir d'un amas informe d'individus (Chauvel, 2003).

Aujourd'hui, plusieurs critiques sont adressées à cette approche historique du fait générationnel. Selon Blavier (2010), on lui reproche notamment de minimiser les différences sociales et les contrastes qui existent au sein d'une même génération. « La grande guerre fut vraisemblablement un évènement fondateur pour toute une génération, mais ne s'est-elle pas manifestée de manière différente pour les hommes du front ou pour les femmes, pour les ruraux et les urbains, pour les bourgeois et les prolétaires ? » (Blavier, 2010: 45).

Ainsi, et pour résumer ces deux premières notions, nous pouvons dire que, d'une part, nous sommes confrontés dans la « génération démographique » au manque de sens social, celle-ci n'étant par définition – selon les mots de Chauvel (2003) – « presque rien » :

> « La génération démographique apparaît comme une matière première, synonyme de 'cohorte de naissance', de groupe caractérisant les individus ne partageant a priori d'autres caractéristiques que le fait d'être nés la même année. Il s'agit dès lors de souligner les limites de la notion pour rendre

compte des phénomènes collectifs plus complexes, puisqu'elle [l'approche démographique de la génération] est ancrée dans une vision excessivement individualiste et atomisante du social » (Chauvel, 2003: 26).

Nous retenons néanmoins de l'idée de « cohorte » démographique, la possibilité de regrouper les individus à partir d'un évènement démographique particulier (tel le mariage, la naissance ou encore la migration), vécu dans le même intervalle de temps.

D'autre part, et à l'opposé de cette approche démographique, nous avons affaire dans la « génération historique » à son trop-plein, celle-ci se présentant comme une totalité par trop construite. Pour les sociologues en particulier, la définition historique de la génération n'est effectivement pas entièrement satisfaisante ; rien n'exclut qu'une génération se différencie sur le plan sociologique par des comportements ou des attributs sociologiques très marqués, sans qu'elle développe une conscience forte de cette différence et dès lors, qu'elle soit soudée par un sentiment d'identité et d'appartenance (Galland, 2011). Par exemple, « une génération pourrait se distinguer par un comportement suicidaire plus fréquent, sans avoir conscience de cette particularité collective » (Galland, 2011: 110). C'est en ce sens que la sociologie des générations prône, elle, le concept de « génération sociale », moins restrictif et plus souple que les deux autres, qui nous a semblé très porteur dans le cadre de notre travail de construction théorico-méthodologique.

(3) Curseur situé entre les deux extrêmes démographique et historique, le concept de « génération sociale » se définit de la manière suivante :

« La définition implicitement proposée et effectivement mise en œuvre de la génération est qu'une classe particulière de conditions sociales engendre une classe particulière d'individus porteurs de caractéristiques qui leur confèrent une certaine unité et, à travers eux, une classe particulière de comportements qui leur sont propres dans la situation où ils sont placés » (Sayad, 1994: 159).

Ainsi, la « génération sociale » renvoie à un groupe concret, collectivement construit sur base d'une condition sociale partagée, elle-même issue de caractéristiques sociologiques communes[70] et d'un temps historique précis. Les individus qui la composent ont en effet non seulement en commun des attributs sociologiques objectifs ou des traits culturels spécifiques (Chauvel, 2014), mais « partagent aussi le même temps historique et [...] sont susceptibles de vivre les mêmes événements » (Devriese, 1989: 12).

La « génération sociale » reprend donc l'idée centrale de son homologue historique : les individus d'une même génération sont inscrits dans un contexte historique et des conditions sociohistoriques spécifiques qui modèlent leurs comportements (migratoires notamment – Sayad, 1994). Procédant un pas plus loin, la « génération sociale » ajoute néanmoins au groupe d'individus qui la composent des caractéristiques sociologiques proches, tout en lui retirant – et c'est en cela qu'elle se distingue fondamentalement de la « génération historique » – le caractère de « conscience de génération ». En effet, les membres d'une génération peuvent partager des caractéristiques données, mais sans en avoir nécessairement la conscience (Chauvel, 2003). Selon Galland (2011), « le particularisme générationnel ne s'accompagne pas toujours d'une identité de génération » (p. 13).

En outre, et s'écartant en cela des considérations de la « génération démographique », la « génération sociale » n'insiste pas sur les classes d'âge. « L'âge ne définit pas une génération

[70] L'ouvrage du sociologue français François Mentré intitulé « *Les générations sociales* » (1920) constitue l'un des premiers fondements théoriques de la « génération sociale », que cet auteur définit principalement en termes de contenu sociologique.

[sociale], c'est la communauté d'expériences qui la définit, et par conséquent, un individu 'en avance' ou 'en retard' peut appartenir à une génération qui 'n'est pas de son âge' » (Devriese, 1989: 15). Pour les tenants de la génération sociale, c'est en effet l'*expérience* faite au même âge d'un même 'évènement fondateur' qui peut engendrer une génération (Mauger, 2009 ; Ihl, 2002).

Moins restrictive que les deux autres, la « génération sociale » présente donc quatre traits distinctifs : celle-ci rassemble des individus aux caractéristiques et à la condition sociale proches, inscrits dans un contexte historique spécifique, ne développant pas inévitablement une « conscience de génération », et n'ayant pas forcément tous le même âge. L'élément clé dans la construction d'une « génération sociale » n'est en effet pas l'âge, mais l'expérience faite au même âge d'un évènement fondateur, comme par exemple l'expérience d'une guerre, d'une crise, d'une révolution, ou encore… d'une migration. A ce stade, nous commençons à entrevoir l'intérêt du concept de « génération sociale » pour notre objet d'étude, celle-ci constituant l'entrée que nous privilégions et adoptons tout au long de ce travail.

Pour Sébille (2012), la génération peut s'avérer être un outil particulièrement pertinent pour l'analyse des migrations. « On voit au travers de l'évolution de la réflexion [théorique] sur la notion de génération, qu'histoire collectives et personnelles, que temps historique et individuel, précisent le champ de l'analyse des phénomènes et comportements sociaux » (p. 3). Pour lui, trois aspects du temps doivent être considérés dans l'étude des migrations ; premièrement, le temps historique, qui situe les évènements, phénomènes et comportements collectifs et individuels dans des contextes sociaux, économiques et politiques spécifiques, offrant ainsi un cadre socio-historique à l'analyse de la migration : « l'étude de la migration ne peut se dissocier des contextes historiques dans lesquels les mouvements migratoires s'inscrivent [...] Les contextes de réalisation de la migration, les spécificités des lieux de départ et d'arrivée et les politiques nationales sont autant de composantes du temps historique » (p. 2 et 4). Deuxièmement, le temps individuel, qui représente l'unité de temps personnel au travers de laquelle la migration est également vécue ; « L'histoire de vie, les cycles et âges par lesquels les individus passent sont les signes du temps individuel au sein duquel la migration, sa nature et sa représentation, s'inscrit » (p. 4). Et enfin, le temps des générations, au sein duquel sont observés des comportements migratoires ou des flux de migration correspondant à des groupes de générations spécifiques. « L'aspect générationnel du temps croise les deux premières dimensions développées auparavant : celle du temps historique [...] et celle du temps individuel » (p. 2) et pour cet auteur, c'est dans cette inscription multiforme du temps qu'on peut tenter d'identifier des comportements migratoires propres à des générations.

C'est en partant de ces diverses réflexions que j'ai commencé à penser mes données en « générations sociales de circulation ». Mais comment identifier ces différents « temps », correspondant à différentes « générations » de migration ? Comment effectuer le découpage temporel entre chacune d'elles ? Comment identifier les moments de rupture entre générations ? Pour Sébille (2012), « certaines des générations se définiront aussi bien par une appartenance à une temporalité historique (celle d'années de naissance communes), que par la réalisation de comportements migratoires communs à des mêmes âges de la vie ou à des moments identiques de leur histoire de vie » (p. 4). En ce sens, le découpage générationnel peut s'effectuer en fonction de la date de naissance des individus (telle qu'il est appréhendé dans le concept de « génération démographique »), ou de manière plus souple, en fonction de comportements communs de migration, rejoignant ainsi la perspective de la « génération sociale » qui prône la construction de

générations sur base d'une « expérience faite au même âge d'un évènement fondateur », dans notre cas : l'expérience migratoire.

C'est effectivement cette seconde option que nous avons privilégiée pour construire nos propres générations de migration, que nous appellerons tout au long de ce travail « générations sociales de circulation ». Le concept de « génération sociale » nous a en effet semblé utile et pertinent pour faire le lien entre le temps individuel et le temps historique des mouvements circulatoires que nous étudions. D'un côté, les trajectoires individuelles de circulation minière, certes variées, comportent plusieurs attributs communs, permettant de dégager de grands traits, à des périodes différentes (le présupposé de cette démarche étant que les individus qui ont expérimenté un même évènement circulatoire dans la même période partagent des similarités). De l'autre côté, les conditions sociohistoriques et macro-structurelles plus larges contribuent à configurer ces trajectoires, donnant une cohérence à certains groupes d'individus qui ont, d'une certaine manière, été produits par un même positionnement au sein du processus historique. Comme Bourdieu (1979) l'exprime :

> « On ne peut découper dans une population des générations (par opposition à de simples classes d'âge arbitraires), que sur la base d'une connaissance de l'histoire spécifique du champ concerné [...] en effet, les changements structuraux [...] possèdent le pouvoir de déterminer la production de générations différentes en transformant les modes de générations[71] et en déterminant l'organisation des biographies individuelles et l'agrégation de ces biographies en classes de biographies orchestrées et rythmées selon le même tempo » (Bourdieu, 1979 ; cité par Mauger, 2013: 114).

Les conditions socio-historiques et structurelles qui font sens pour la mise en migration d'une génération peuvent ne plus faire sens pour une autre. Chaque génération sociale doit ainsi être comprise dans l'articulation des processus de production qui ont contribué à « façonner » leurs parcours, tant sur les lieux d'origine et de destination, que sur le plan des processus sociohistoriques nationaux et internationaux qui y ont contribué.

C'est en prenant ces divers éléments en compte que je me suis attelée, dans une dernière étape, à la formalisation et à la construction concrète de mes générations de circulants miniers. Pour cela, je suis partie du principe fondateur de la « génération sociale » qui consiste à considérer – comme nous l'avons souligné plus haut – que l'*expérience* commune d'un même 'évènement fondateur' est un critère suffisant d'appartenance à une même génération (Mauger, 2013). Dans notre cas, cet évènement fondateur consiste en **la première expérience circulatoire minière vers Madre de Dios**, opérationnalisée à travers **l'année d'entrée en circulation**.

J'ai en effet construit des « générations sociales de circulation » sur base de **l'année de référence de la première circulation de travail des individus** vers les campements amazoniens. Pour cela, il a fallu identifier, pour chaque circulant et comme donnée de départ, la date (en année) de son premier voyage à Madre de Dios. Contrairement à l'âge, la date d'entrée en circulation nous semblait cohérente avec nos objectifs de recherche, à savoir reconstituer *a posteriori* une histoire des circulations minières andines vers Madre de Dios, en comprenant **leurs mécanismes**

[71] Dans la pensée de Pierre Bourdieu, la notion de « génération » est indissociable du concept de « mode de reproduction », qu'il définit comme un système de « stratégies de reproduction » adapté aux particularités du patrimoine familial qu'il s'agit de reproduire. Au « mode de reproduction familial » basé sur la propriété familiale d'entreprises agricoles, industrielles et commerciales qui est transmise, s'oppose le « mode de production à composante scolaire » pour lequel le titre scolaire devient un véritable « droit d'entrée ». De façon générale, tout changement dans le mode de reproduction (état de la loi successorale, état du système scolaire, état du marché du travail, etc.) est au principe de crises de reproduction et donc, à l'origine de « générations » distinctes (Mauger, 2013).

d'incorporation, de production et de travail, tout comme leurs liens avec les stratégies d'existence paysannes.

Nous avions, initialement, nourri l'idée de découper notre corpus de données et définir trois générations en fonction de la date de naissance des individus enquêtés/interviewés, celles-ci correspondant donc à de strictes générations de naissance, comprises dans le sens démographique. Néanmoins, l'âge s'est rapidement avéré être une variable limitante, dans le sens où le découpage par âge regroupait, dans une même génération, des individus ayant vécu des expériences minières différentes, que cela soit en termes de conditions de voyage, d'incorporation au sein des campements, de régime de travail, etc. Je m'explique à l'aide d'un exemple.

Alejandro a 53 ans lorsque nous l'interviewons (2017). Celui-ci est né en 1964, mais ne circule pour la première fois à Madre de Dios qu'à 34 ans, soit en 1998. Avec le découpage par l'âge, celui-ci fait partie de la génération 1, néanmoins son discours (sur les conditions de sa mobilité, le régime de travail en Amazonie, les rapports de production, etc.) contraste considérablement avec les autres individus de sa génération. Pourquoi ? Car celui-ci a circulé sur le tard, et s'est donc trouvé incorporé aux conditions sociales et de travail de la seconde génération… Comme signalé dans la théorisation de la « génération sociale », « un individu 'en avance' ou 'en retard' peut appartenir à une génération qui 'n'est pas de son âge' » (Debriese, 1989: 15). C'est sur base de ce constat et l'expérience d'Alejandro (et de bien d'autres) que nous avons alors décidé d'écarter l'âge comme variable structurant notre corpus de données et constituant nos générations, et nous tourner, au contraire, vers la **date d'entrée en circulation et de première expérience amazonienne**, qui offre à nos yeux plus de capacité heuristique que l'âge (et son corollaire : la perspective intergénérationnelle « classique ») pour comprendre la suite des parcours d'incorporation à Madre de Dios. Ce qui nous intéressait, c'était en effet **de regrouper les individus en fonction de leur *expérience* de migration (conditions de voyage et de travail similaires, rapports de production analogues, etc.). Notre point d'entrée était en effet celui des mobilités andines et des caractéristiques du travail minier en migration,** et la visée était de saisir, de manière diachronique, la manière dont ces deux éléments avaient évolué au fil du temps. C'est la raison pour laquelle nous avons préféré parler de « générations sociales » plutôt que de générations de naissance, au sens intergénérationnel « classique » du terme.

Cela étant, rassembler nos interviewés au sein de macro-groupes générationnels en fonction de cette entrée « mobilités et travail minier », ne signifie pas que les trois générations sociales identifiées dans cette thèse ne présentent aucune connexion. Au contraire, certains individus peuvent présenter – d'une génération à l'autre – des liens de parenté (donc intergénérationnels : parent/enfant, par exemple), ou encore, se retrouver enchevêtrés dans la temporalité de deux générations successives, c'est-à-dire commencer leur schéma de circulation minière au sein d'une génération, pour le terminer au temps de la génération suivante. En ce sens, il faut garder en tête, lors de la lecture de ce travail, qu'il n'y a pas de « coupures » radicales d'une génération sociale à l'autre, des ponts existent entre groupes, mais notre point d'entrée étant celui de la mobilité, du travail minier, et de leur évolution diachronique, nous avons pris le parti d'effectuer un découpage temporel qui rende **prioritairement** compte des **processus sociologiques distincts** à l'œuvre au sein des trois groupes identifiés. Ce qui nous intéressait, c'était d'identifier des ressemblances intragroupes, et non pointer les liens ou connexions entre macro-groupes ou générations.

Plus concrètement, et afin d'effectuer ce découpage et définir nos différentes générations, il a fallu esquisser des « périodes », qui ne seraient pas que de simples découpages temporels en

fonction d'évènements X ou Y, mais au contraire, bien plus que cela : des groupes concrets, collectivement construits sur base d'une condition sociale partagée, elle-même issue d'une condition sociale proche et d'une inscription temporelle dans des processus sociohistoriques spécifiques (Attias-Donfut, 1988, 1988 ; Chauvel, 2014 ; Sébille, 2012). Pour ce faire, et constituer ce qui est le propre de la « génération sociale », deux démarches complémentaires ont été entreprises.

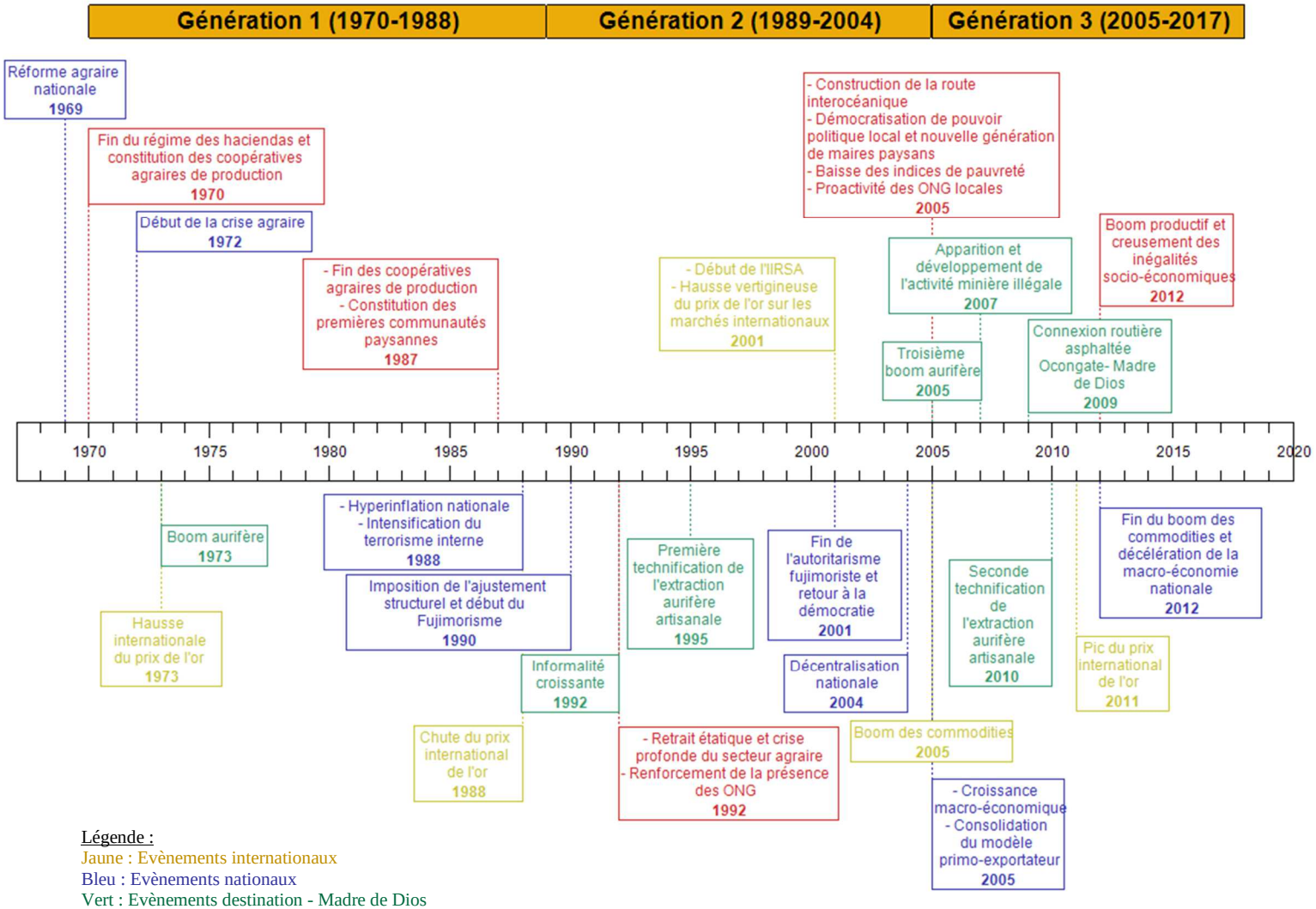
Dans un premier temps, j'ai identifié dans mes deux corpus de données qualitatif et quantitatif, des événements « rupture » (Attias-Donfut, 1988, 1988a), sources d'inflexions et de bifurcations pour les parcours des travailleurs circulants andins. Mon regard s'est à la fois porté sur les conditions sociales locales d'origine et de destination, tant au départ qu'au retour, ainsi que sur les faits macro-structurels et conjoncturels nationaux et internationaux qui ont encadré ces dynamiques et ces différentes échelles d'analyse. Il fut ainsi question de nous pencher, sur base des données recueillies, premièrement, sur les origines socio-économiques et les conditions de vie et de travail des circulants sur leur lieu d'origine lors de l'étape de pré-mobilité, deuxièmement, sur leur condition économico-sociale en mobilité, c'est-à-dire au sein des campements amazoniens (destination), pour troisièmement, éclairer le retour au village et l'incidence des circulations sur leurs *livelihoods*, et ce, tout en identifiant les évènement socio-historiques régionaux, nationaux et internationaux marquants qui ont influé sur ces divers processus. Comme le note Samuel (2008), « les contextes [...] permettent de disposer d'une profondeur temporelle historique en lien réel avec les parcours individuels » (p. 6).

Suivant cette optique, et dans un second temps, le découpage temporel des générations a pris en compte divers évènements issus du **discours des interviewés eux-mêmes**, qui évoquaient par exemple des périodes de crise agraire, deux années d'hyperinflation atroce entraînée par le gouvernement García, l'autoritarisme politique d'Alberto Fujimori, l'ajustement économique, etc. tout un ensemble d'éléments qui avaient eu – à l'époque – une incidence clé sur leur décision de circuler et qui les avaient mis sur la voie de l'Amazonie. **Ce sont donc les moments de « rupture » évoqués par les interviewés eux-mêmes** qui ont guidé le découpage temporel des générations présentées dans ce travail.

Comme le note Mauger (2009), « si l'imagination sociologique des sondeurs ou des journalistes semble illimitée pour identifier des 'événements' de tous ordres, propres à engendrer des générations 'de papier', comment identifier des événements susceptibles d'exercer des effets objectivables et durables sur le cours des trajectoires biographiques de ceux qui les ont vécus et sur leurs 'dispositions' » ? (p. 24). Pour cet auteur, il s'agit de trouver des événements « matriciels », censés exercer des effets assez significatifs sur ceux qui les ont vécus pour engendrer une « génération sociale ». Sur le plan empirique, il est alors question d'objectiver les « effets » des événements, c'est-à-dire de définir des « marqueurs biographiques » (bifurcations scolaires, professionnelles, familiales, etc.) et de définir des indicateurs de dispositions (dans notre cas : dispositions à la migration).

Voici, en ce sens, les événements matriciels qui furent épinglés **dans le discours des interviewés** et considérés comme « assez significatifs » pour engendrer trois « générations sociales de circulation » au sein de nos données :

Figure 10. Evénements sociohistoriques matriciels (1970-2017) constitutifs de nos trois « générations sociales ».



Légende :
Jaune : Evènements internationaux
Bleu : Evènements nationaux
Vert : Evènements destination - Madre de Dios
Rouge : Evènements origine - Ocongate

Elaboration : par l'auteure.

Sur base de ces divers évènements pointés par nos interviewés, « trois générations sociales » de circulation minière ont été construites, délimitées comme suit :

- Une première génération, qui s'étend de 1970 à 1988, et qui est celle des premières mobilités minières post-réforme agraire.

- Une seconde génération, qui se déploie de 1989 à 2004, correspond *grosso modo* à l'ère néolibérale du président Alberto Fujimori et constitue une période de consolidation des réseaux migratoires entre Ocongate et Madre de Dios.

- Une troisième et dernière génération, qui concerne la période 2005-2017, largement influencée par le boom des *commodities* observé dans toute l'Amérique latine et par les politiques de transport sud-américaines.

En termes de composition, chacune de ces trois générations regroupent des individus interviewés qualitativement et des individus enquêtés quantitativement. Chaque entretien qualitatif ainsi que chaque questionnaire quantitatif appliqué, recueillait la date d'entrée en circulation[72] de l'individu. Sur base de cette donnée, nous les avons ensuite répartis dans chacune des trois générations. *In fine*, nos trois générations se composent de la manière suivante.

Tableau 6. Composition de chaque génération.

Générations	Individus interviewés qualitativement (récits de vie)	Individus enquêtés quantitativement (enquête)
Génération 1 (1970-1988)	16	45
Génération 2 (1989-2004)	22	56
Génération 3 (2005-2017)	40	88
TOTAL	**78**	**189**[73]

Elaboration : par l'auteure.

Penser nos données qualitatives et quantitatives en trois « générations sociales » et considérer les divers évènements épinglés comme des marqueurs de « rupture » potentielle entre générations, ne signifie néanmoins pas que nous considérons que seuls les évènements macrostructuraux déterminent les trajectoires des circulants : nous l'avons montré dans notre cadre théorique, les mouvements migratoires correspondent toujours à une combinaison de facteurs macro/micro/méso, renvoyant certes à une conjoncture socio-historique spécifique, mais s'inscrivant également dans le cycle de vie, les aléas potentiels, la capacité d'*agency*, etc. des individus eux-mêmes. En ce sens, tout au long de ce travail, ces trois « générations sociales de circulation » serviront de socle pour l'analyse de « macro-groupes » qui se ressemblent sociologiquement, mais dont l'homogénéité ne revête pas un caractère parfait. En effet, comme le soulignaient déjà les travaux de Henry (1959) : « étant donné les différences de tous ordres entre les hommes, on peut être assuré qu'aucun groupe humain n'est homogène » (cité par Courgeau, 2002 : 57). La génération sociale, en tant que groupe humain, n'échappe pas à ce constat :

[72] Première circulation de travail vers les campements miniers de Madre de Dios.
[73] Notre enquête quantitative a été appliquée auprès de 480 individus. Sur ces 480 individus, 291 ne s'étaient jamais rendus à Madre de Dios et 189 d'entre eux avaient été ou étaient encore circulants miniers au moment de la passation de l'enquête. C'est sur ces 189 individus que nous nous sommes concentrée tout au long de notre travail d'analyse.

> « A l'intérieur même d'une génération, il y a contraste. Contraste par rapport aux évènements, contraste aussi au niveau des anticipations individuelles. Au sein d'une génération coexistent des unités générationnelles [...] différenciées du fait qu'elles proposent des réponses contrastées à une même situation » (Devriese, 1989: 14-15).

Tout le défi était donc, pour moi, d'articuler la dimension macro de la génération à celle davantage micro du cycle de vie, aléas, *agency*, etc. pour arriver à une compréhension fine des circulations minières que je tentais d'objectiver. Longtemps, je me suis demandée : comment explorer de manière systématique les connexions existantes entre ce qui relève de l'individuel (du micro : cycle de vie, aléas, *agency*, etc.) et ce qui appartient à la sphère macrosociale ? La réponse m'est apparue un jour que je consultais les travaux de Hernández-Asensio et Trivelli (2011) : en insistant, au sein des trois générations sociales identifiées (macro), sur les « trajectoires divergentes » de plusieurs circulants de chaque génération (micro).

L'outil de la trajectoire (décrit dans une section antérieure) a en effet été clé dans ce processus, permettant d'identifier – à l'intérieur de chacune de nos trois générations – des parcours circulatoires miniers qui, bien que soumis aux mêmes macrostructures (sociales, économiques, institutionnelles, structurelles, relationnelles, etc.), s'individualisent et se singularisent, engendrant des choix, des aspirations ainsi que des projets de vie et de mobilité sociale distincts.

Pour rendre compte de cette richesse d'histoires individuelles et parcours de petits collectifs, chacun des trois chapitres qui suivent (correspondant à chacune des trois générations identifiées) comprendra donc la reconstitution de plusieurs trajectoires circulatoires d'individus de la cohorte, dans une section spécifique appelée « trajectoires circulatoires ». Sa visée sera de comprendre l'importance de la capacité d'action de l'individu (*agency*), les aléas de la vie, la singularité des mobilisations et du réinvestissement de ressources, et leurs incidences différenciées sur les *livelihoods* paysans, et ce, au-delà des conditionnements communs à leur génération.

5. Difficultés et limites méthodologiques de notre approche

Nous avons, tout au long de ce processus d'investigation, été confronté à certaines difficultés et limites qu'il a été nécessaire de surmonter pour mener à bien notre recherche. Cette section revient en ce sens sur certains obstacles rencontrés sur nos deux terrains d'étude, ainsi que plusieurs limites qui doivent être posées avant d'entreprendre la présentation de nos différents résultats. Pour plus de facilité, nous avons scindé nos réflexions en fonction de nos deux terrains d'étude ; une première partie aborde les défis rencontrés à Ocongate, et la seconde, ceux de notre terrain amazonien.

5.1. Ocongate

Le district d'Ocongate étant une région très sollicitée par les programmes de développement et les projets émanant d'ONG, l'entrée sur le terrain a été l'une des étapes les plus ardues de notre processus de recherche. Les stratégies d'évitement, de contournement ou de rétention de l'information, classiques dans toute situation de recherche, ont rapidement été décelées au démarrage des travaux de terrain, lorsque plusieurs habitants ruraux nous ont signalé que « d'autres avant nous étaient déjà venus et qu'aucun résultat n'avait été restitué à la communauté ». Si cette réaction n'est pas surprenante (car certains cas ont bien été avérés), elle cache également une autre difficulté à surmonter : la restitution attendue n'est souvent pas de

l'ordre académique (présentation des résultats) mais relève davantage de logiques de réciprocité de diverses natures (collaboration au projet de recherche en échange d'une aide à projets, de conseils, d'argent, de contacts, de liens de *compadrazgo/padrinazgo*, etc.). Ainsi, même lorsqu'il y a transmission effective des résultats, celle-ci n'est pas toujours reconnue, ce qui contribue à crisper l'attitude des populations locales face aux interlocuteurs extérieurs.

Face à ce contexte de départ, notre entrée sur le terrain et l'acceptation de notre présence (ainsi que notre projet) a donc pris beaucoup de temps dans certaines communautés rurales du district, certaines nous ayant par ailleurs fermé la porte et refusé l'accès dès la présentation de nos objectifs d'investigation en assemblées communautaires[74]. Les six communautés finalement sélectionnées pour l'étude sont ainsi celles qui étaient les plus ouvertes à ce type de recherche (puisqu'elles avaient accepté notre projet en assemblée plénière), néanmoins, cette accord ne signifiait pas pour autant une acceptation et une intégration future pleine et entière ; il ne nous ouvrait pas miraculeusement la porte de l'intimité des foyers, ou ne garantissait l'attention qui allait être accordée à nos questionnements. Ainsi, l'une des premières grandes difficultés que nous avons dû surmonter lors de nos recherches à Ocongate, a été d'entrer dans le quotidien des vies, dans les confidences des familles, d'arriver à nous faire accepter, et ce, en redoublant d'effort pour comprendre et saisir les codes culturels en place, les hiérarchies locales et les comportements à adopter dans des situations données. Dans certaines communautés (telles que Llullucha et Mallma), cette acceptation est restée – jusqu'à ce jour – somme toute relative. La méfiance (voire la suspicion) initiale a certes été levée, mais a laissé place à une certaine incompréhension quant à nos intentions ; « pourquoi nous demandes-tu cela ? », « ton travail va-t-il nous servir ? », « y aura-t-il un bénéfice économique pour la communauté ? » sont des questions auxquelles nous avons dû trouver réponse à de nombreuses reprises. Nous sommes, dans ces deux communautés particulièrement, restée jusqu'au bout « l'étrangère qui pose des questions » ; si nous avons pu y partager des moments avec quelques familles, notre statut d'étrangère n'a pas été émoussé au fil du temps passé dans la communauté.

Dans les quatre autres communautés étudiées (Accocunca, Lauramarca, Andamayo et Patapallpa), il nous semble que le dialogue méfiant initial a fait place à un certain respect et une curiosité mutuels qui ont progressivement donné naissance à des dialogues plus ouverts, plus sincères et moins emprunts de suspicion. Progressivement, nous y avons gagné la confiance de plusieurs familles (femmes, hommes et enfants) et avons pu entrer dans de riches conversations (lors des repas, dans les champs, dans les jeux avec les enfants, etc.), poser les nombreuses questions que nous avions sans avoir peur ou honte de les déranger, passer nos soirées à discuter et rire, bref, échanger tout naturellement.

Il est nécessaire de préciser que cette différenciation d'intégration et d'acceptation au sein des six communautés étudiées a fortement influencé la qualité de l'information recueillie et le travail qualitatif effectué. En effet, dans les communautés où le dialogue s'est installé plus naturellement (Lauramarca et Andamayo surtout, mais aussi à Accocunca et à Patapallpa), la collecte de données qualitatives a été plus intense et surtout, plus riche d'enseignements, car les individus interviewés se sentaient davantage en confiance, et donc plus libres de s'exprimer sur des sujets controversés

[74] Les raisons du refus de collaboration furent principalement de deux types ; premièrement, un manque d'intérêt pour le sujet de la recherche (la thématique migratoire ne les intéressait pas) ; deuxièmement, la perte de confiance graduelle des populations rurales du district envers les acteurs académiques qui ne font, selon leurs mots, que « collecter leurs données puis partent sans rendre de compte à la communauté » (Extrait de mon cahier de terrain, 2017 – communauté de Ccolcca). Ce second facteur renvoie à une perception rurale de manque de réciprocité des intervenants académiques.

(tels que la répartition des terres entre familles paysannes, les contestations de leadership communautaire, les migrations féminines ayant comme destination l'industrie du sexe, etc.).

Ainsi, notre enquête quantitative a été menée dans l'ensemble des six communautés (les données quantitatives présentées dans les chapitres qui suivent couvrent bien les populations de ces six entités), mais la phase qualitative – entrant, selon nous, plus que la méthode quantitative dans les expériences personnelles et la compréhension approfondie de ce qui est vécu – s'est plus rapidement heurtée à l'hermétisme de deux communautés précitées (Mallma et Llullucha). Cette dernière, après la phase quantitative, a en outre décidé de se retirer du processus de recherche, fermant alors les portes à tout travail qualitatif (entretiens approfondis auprès de circulants). Ainsi, l'une des grandes limites de notre travail est que les divers entretiens approfondis réalisés auprès de circulants du district ne couvrent pas la communauté de Llullucha et de manière très limitée la communauté de Mallma. Consciente de cette lacune, nous avons tenté de combler celle-ci en menant, dans ces deux communautés, un travail plus rigoureux d'observation et d'entretiens semi-directifs menés auprès de personnes ressources.

Par ailleurs, une limite additionnelle à notre travail – que nous voulions initialement plus élargi – est que celui-ci ne couvre pas intégralement le phénomène des circulations migratoires féminines (même si nous sommes consciente que celui-ci s'observe également chez les femmes d'Ocongate). Ce choix est lié à deux difficultés rencontrées sur le terrain : premièrement, le type de travail associé aux femmes dans le monde minier de Madre de Dios et, deuxièmement, la pratique dominante de la langue quechua chez les femmes d'Ocongate (une langue que je ne maîtrise pas).

Premièrement, ma recherche cherchait initialement à englober les circulations masculines et féminines de travail vers Madre de Dios, cependant, mon terrain exploratoire a révélé un grand tabou autour de la question des mouvements de travail féminins vers Madre de Dios, qui me posait un véritable souci en termes d'étude et d'analyse. En effet, le matériau qualitatif récolté en phase exploratoire a révélé deux options dominantes d'emploi pour les femmes d'Ocongate qui partent travailler en Amazonie : cuisinières dans les campements miniers ou « employées » dans des bars, clubs ou maisons closes. L'activité minière entraînant en effet de nombreuses activités connexes telles que le commerce sexuel, l'une des options de travail pour les jeunes filles et femmes d'Ocongate qui circulent vers Madre de Dios est l'*escorting* et la prostitution. Depuis Ocongate, ces activités entraînent, d'une part, des mouvements de travail forcés (qui s'assimilent alors à un phénomène de traite d'êtres humains), et d'autre part, des mouvements volontaires de travail. Si le premier cas est très prégnant au sein du département (certaines jeunes filles sont en effet trompées sur la destination de travail et entraînées de force au sein des zones minières), les circulations féminines volontaires ne sont toutefois pas absentes. Cependant, dans ce second cas de figure, très peu d'entre elles avouent à leurs proches qu'elles partent travailler à Madre de Dios pour être engagées dans des bars, des clubs ou maisons closes. Celles-ci préfèrent leur dire qu'elles partent travailler comme cuisinières, filles au père, vendeuses, etc. D'autres vont même jusqu'à dire à leur famille qu'elles partent travailler à Cusco, Quillabamba, etc. car la destination 'Madre de Dios' associée à la femme est directement assimilée à une circulation à des fins de prostitution (même si ce n'est pas le cas et qu'elles partent y travailler comme cuisinières ou vendeuses par exemple). Dès lors, lors de notre travail de terrain, un problème se présente à nous : comment appliquer l'enquête par questionnaire auprès des femmes et récolter des données valides (et non des mensonges) ? Car si elles n'avouent pas à leur proche qu'elles partent travailler à Madre de Dios, pourquoi le signaler à une chercheuse inconnue ? L'idée d'enquête auprès des

femmes est dès lors abandonnée, mais la perspective d'enquêter la question de manière strictement qualitative prend naissance.

En commençant notre collecte de données qualitatives, nous nous heurtons cependant très rapidement à une seconde difficulté : le quechua. Alors que le dialogue passe très facilement avec les hommes des communautés (qui parlent pour la plupart tous espagnol), les échanges sont moins fluides avec les femmes, dont la langue dominante est le quechua. Nous faisons appel à des étudiants de l'UNSAAC pour nous accompagner sur le terrain et faire office de traducteurs, néanmoins, de nombreux éléments du discours sont oubliés en cours de traduction, des phrases sont réinterprétées, des histoires sont résumées, en bref, une grande part de l'information et du discours féminin se perd en chemin. Ce constat, ajouté au tabou initial qui empêche de nombreuses femmes à parler ouvertement de la question (seules trois femmes ont accepté d'amener la question des campements miniers dans les discussions), rend compliquée l'étude des circulations féminines vers Madre de Dios. Néanmoins, certaines expériences féminines de circulation nous seront contées par d'autres femmes (parlant mieux espagnol) qui n'ont jamais été à Madre de Dios ou par des hommes fréquentant les établissements charnels de l'Amazonie. En outre, le phénomène circulatoire féminin est également présent dans nos analyses à travers les expériences circulatoires de femmes originaires de l'ensemble du pays, rencontrées lors de notre travail de terrain à Madre de Dios.

Enfin, une dernière limite est à préciser concernant l'enquête quantitative réalisée à Ocongate. Comme nous l'avons déjà souligné, le contenu du questionnaire permet de retracer les circulations migratoires des hommes interrogés, de manière rétrospective. En ce sens, un tableau (repris en question 10 de l'enquête) tente de recomposer, chronologiquement, les différentes circulations minières effectuées vers Madre de Dios au cours de la vie de l'enquêté, et ce, depuis son premier voyage jusqu'au dernier, en spécifiant pour chacun d'eux, l'âge qu'il avait au moment des différentes circulations, la durée de celles-ci, le secteur minier travaillé, etc. Cette rétrospection s'est avérée particulièrement complexe dans certains cas, surtout lorsque les individus interrogés avaient effectué de très nombreuses circulations au cours de leur vie. En ce qui les concerne, nous sommes conscients que des problèmes de mémoire ont pu se poser ; comme Berthier le souligne, « la mémorisation est aussi fonction de l'importance affective de l'évènement pour la personne [...] Le passé est généralement reconstruit de façon à ce qu'il soit plausible et organisé. Il y a un processus sélectif de mémorisation (Berthier, 2016 : 97) ». En ce sens, nous avions donné la consigne aux enquêteurs de vérifier avec attention et repérer les incohérences possibles, ainsi que, au besoin, reposer les questions. En outre, et considérant notamment la difficulté d'obtenir des dates de grande fiabilité, nous contrôlions celles-ci à l'aide de réponses données dans d'autres rubriques du questionnaire. Néanmoins, cette limite liée à l'exercice de mémoire est réelle, et fut prise en compte dans les différentes analyses effectuées (en écartant le questionnaire des analyses lorsque les données manquantes liées au problème de mémoire étaient trop nombreuses).

5.2. Madre de Dios

En ce qui concerne notre collecte de données dans les zones minières de Madre de Dios, nous pouvons affirmer que nos travaux se sont déroulés, depuis leur démarrage jusqu'à leur clôture, sur un territoire profondément en tension. Nous l'avons déjà évoqué plus haut, l'activité minière revêt, dans le département de Madre de Dios, un caractère essentiellement informel et illégal, qui rend son étude particulièrement sensible, suspecte, voire (dans certaines situations) risquée.

Dès 2012, l'Etat central péruvien promulgue une batterie de lois visant à éradiquer l'exploitation d'or illégale dans cette partie de l'Amazonie (et plus particulièrement au sein des zones tampon et réserves naturelles du département), et ce, en décidant notamment d'y mener des « actions d'interdiction »[75] consistant en la destruction de tout intrant minier ou machine permettant l'activité et en l'emprisonnement des divers agents impliqués. Depuis lors, les micro-entrepreneurs miniers et les ouvriers circulants (machinistes, cuisinières, défricheurs, etc.) travaillant dans certaines zones définies du département sont ainsi considérés comme des illégaux voire des criminels, et leurs campements, machines et outillages sont fréquemment détruits (incendiés ou bombardés) lors d'opérations menées par l'Etat. Dans ce contexte d'affrontement, l'ensemble des mineurs (y compris les informels, censés être moins exposés) ne se livrent plus aussi facilement, sont de plus en plus suspicieux envers tout interlocuteur extérieur et, par conséquent, les répondants sont de plus en plus en plus difficiles à trouver.

Face à ce constat, et plusieurs mois avant de réaliser notre collecte de données qualitatives sur notre terrain amazonien, nous décidons de prendre contact avec l'ONG péruvienne *Cooperacción* qui travaille dans le département de Madre de Dios sur la thématique de la formalisation minière et qui dispose, de ce fait, de nombreux contacts auprès de micro-entrepreneurs miniers. Celle-ci travaille en collaboration directe avec son consultant local, Martín Ramirez, qui de fil en aiguille se trouve être – comme nous l'avons déjà souligné – un contact clé pour notre insertion dans le monde minier. Notre entrée sur le terrain amazonien a donc été grandement facilitée par lui, mais comme à Ocongate, cela ne signifiait pas pour autant d'être rapidement acceptée parmi les mineurs et leurs travailleurs circulants. Les premiers contacts développés avec les micro-entrepreneurs miniers ont en ce sens été cruciaux et emprunts d'anxiété de notre part, car de ceux-ci dépendaient tout le reste du processus de recherche (à savoir l'accès aux campements, l'observation et les diverses entrevues approfondies futures avec les circulants – leurs ouvriers).

Les relations que nous nouions avec les micro-entrepreneurs miniers – c'est-à-dire les patrons de campements – débutaient ainsi généralement par une entrevue personnelle (entretien approfondi) réalisée auprès d'eux et une demande formelle de collaboration, au terme de laquelle ceux-ci décidaient de nous donner accès (ou non) à leur campement pour y réaliser des visites de terrain et y interviewer leurs travailleurs. Ayant eux-mêmes été soumis aux mêmes questions lors de l'entrevue, et considérant la plupart du temps que nos questions n'étaient pas dangereuses ou sujettes à problèmes, tous ont accepté de nous emmener et nous accompagner sur leur lieu d'activité. Gagner leur confiance en entretien n'a pas été une entreprise aisée (il a fallu rompre leur suspicion initiale, trouver les mots adéquats pour convaincre et prouver le bien fondé de notre recherche, rassurer sur nos intentions, etc.), et une fois celle-ci acquise, notre entrée était assurée mais il nous restait à réaliser le même exercice auprès de leurs travailleurs circulants.

Ainsi, et une fois dans les campements, nous expliquions l'objectif de notre recherche et demandions l'autorisation de passer la journée avec eux dans le campement afin d'observer leur travail et interviewer les différents travailleurs. Dans chaque campement, nous passions généralement les premiers instants à observer, et puis seulement, à poser les questions que nous avions. Nos questions étaient dans un premier temps de l'ordre du général, des questions d'ordre technique par exemple (fonctionnement des machines, organisation du campement, conditions de vie, etc.), assez neutres pour mettre les personnes plus à l'aise, pour ensuite aboutir à des questions de plus en plus précises et personnelles, lors d'entrevues approfondies.

[75] Décret législatif 1100.

De manière générale, nous considérons avoir reçu des réponses honnêtes et sincères de la part des mineurs et de leurs travailleurs. Toutefois, nous considérons que notre position de femme chercheuse dans un monde essentiellement masculin nous a empêché d'accéder à certaines données. Il s'agit par exemple d'informations relatives à leur temps libre et leurs pratiques bibitives et sexuelles dans les lieux de destination des circulations, qui sont, comme nous l'avons signalé plus haut, caractérisés par un nombre incalculable de commerces sexuels et « lieux de perdition » comme certains interviewés nous les ont décrits. Il y a, en outre, un processus auquel nous n'avons jamais pu assister, c'est la phase ultime de récupération de l'or (et évaporation du mercure dans l'air). Nous nous sommes rapidement rendu compte que réaliser ce processus devant nous, étrangère au monde minier, les mettait mal à l'aise. Les ONG locales ayant réalisé de longues campagnes sur la pollution des rivières et de l'air au mercure, nous imaginons qu'ils gardaient ce processus à l'écart pour éviter toute polémique ou potentiel « problème » que nous aurions pu causer (mais ce dernier point reste une simple hypothèse). Quoiqu'il en soit, nous n'avons pas cherché à assister au phénomène, que nous avions déjà par ailleurs observé quelques années auparavant lors de nos travaux de mémoire de master. Néanmoins, il est ici intéressant de noter que notre recherche a été acceptée car celle-ci ne semblait pas, aux yeux des micro-entrepreneurs miniers, concerner des sujets sensibles ou pouvant engendrer des conséquences néfastes sur leur activité. D'après de nombreuses sources locales, toute recherche environnementale, par exemple, est systématiquement rejetée par ceux-ci. Ainsi, il a été nécessaire, durant toutes nos sorties de terrain, d'être très attentive à ne pas aborder de sujets qui « fâchent » ou qui paraissent suspects (c'est-à-dire considérés comme sortant de ma thématique de recherche, davantage sociale et migratoire), ce qui aurait abouti à nous fermer l'accès au campement.

Enfin, une limite que nous identifions à notre travail de terrain à Madre de Dios est la réalisation, parfois inévitable, des entretiens approfondis auprès de circulants en présence de leur employeur (le micro-entrepreneur minier). Les réponses apportées à certaines questions portant sur leur relation avec leur employeur, les conditions de travail et de vie dans le campement, le salaire octroyé, etc. ont pu être biaisées par la présence de l'employeur, le répondant n'ayant pas eu toute la liberté de répondre sincèrement aux questions. En effet, nous l'avons déjà évoqué, certains campements étaient très exigus. De ce fait, quelques entretiens ont été réalisés sous la tente principale, en présence de plusieurs personnes. Nous cherchions la plupart du temps à éviter ce cas de figure, mais finalement, quatre entretiens ont eu lieu dans ces conditions. Toutefois, lorsqu'on compare les réponses de ces quatre entretiens avec celles récoltées parmi les circulants d'Ocongate, nous ne détectons pas de différences notables, ce qui nous indique un biais réduit, voire inexistant. En effet, les réponses rapportées dans ces quatre entretiens sont globalement similaires à celles apportées par des circulants d'Ocongate, qui ont elles été récoltées dans des conditions optimales (le répondant est chez lui, dans un environnement familier, sans aucune influence extérieure ou présence additionnelle, du patron par exemple).

6. Réflexivité sociologique : une femme européenne originaire d'un ancien bassin minier qui étudie les migrations minières

En guise de conclusion pour ce second chapitre dédié à la méthodologie, nous proposons d'interroger notre propre positionnement dans le processus de recherche, à l'instar de ce que prône Serge Paugam (2012) :

> « Effectuer un retour critique sur les méthodes que nous avons employées et sur l'ensemble des moyens mis en œuvre pour parvenir à un matériau exploitable, c'est accroître les chances d'une interprétation scientifique de qualité [...] Il s'agit pour le sociologue de faire la sociologie de sa sociologie, c'est-à-dire d'intégrer dans son analyse l'effet social du processus complet de recherche et d'accumulation du savoir dont il est à l'origine » (p. 443 et 445).

La réflexivité permet d' « objectiver le sujet de l'objectivation » (Bourdieu, 2003), à savoir de connaître la manière dont nos déterminismes socio-historiques peuvent interférer sur nos recherches.

En quoi le fait d'être une femme, européenne, jeune, originaire d'un ancien bassin minier, universitaire, blonde, célibataire et sans enfants a-t-il pu modeler les processus de ma recherche et les méthodes employées, pour *in fine*, influer sur mes résultats ? Voici le questionnement qui guide l'exercice de réflexivité auquel je me plie dans cette ultime section méthodologique, et qui m'a amené à non seulement questionner la nature de ma relation à mon sujet d'étude, mais également de comprendre en quoi ma position personnelle de chercheuse a participé au façonnement de certains choix méthodologiques et rapports à mes interlocuteurs.

Les chercheurs « ne choisissent jamais totalement au hasard les thèmes sur lesquels ils travaillent » (Paugam, 2012 : 442). En effet, étant moi-même originaire d'un ancien bassin minier (je suis née dans la région de Charleroi, aujourd'hui connue pour ses anciens charbonnages), les paysages de mines font partie intégrante de mon expérience vécue. Depuis mon enfance, on me raconte l'histoire de ma région, ses moments de faste économique, mais aussi les conditions de travail éreintantes dans les charbonnages, leurs rapports inégalitaires de production, les luttes ouvrières, les catastrophes humaines[76] inévitables dans le travail d'extraction, ainsi que les nombreuses vagues de migration de travailleurs italiens qui alimentèrent la région en main-d'œuvre entre 1950 et 1980. Je crois qu'inconsciemment, ces histoires relatées furent déterminantes dans le choix de mon objet d'étude.

« Le sociologue ne peut produire une connaissance rigoureuse du monde social sans se livrer à une entreprise de connaissance de soi » (Rui, 2012). A l'instar de cette auteure, je pars en effet du principe que mes données ne sont pas neutres, mais construites à travers mon regard de chercheuse, qui est lui-même affûté par mon histoire personnelle, mon éducation, ma position sociale, mon sexe, mon propre vécu de migration, etc. En tant qu'être humain, je suis un élément du fonctionnement social et ne peux m'en détacher – comme le souligne Paugam (2012) – qu'au prix d'un effort permanent de distanciation. Distanciation par rapport à des déterminismes géographiques, historiques et sociaux, distanciation par rapport au « sens commun », distanciation par rapport à des prénotions vivaces.

Il a effectivement fallu, en début de recherche, rompre avec mon « sens commun », me détacher de ces « histoires relatées » des mines de ma région, mais également – et plus généralement – des représentations et des codes qui m'ont été inculqués tout au long de mon éducation « à la belge », des convenances de la vie qui me semblaient ordinaires ou normales, et des normes et valeurs qui sont miennes. Etre chercheuse étrangère, étudiant des phénomènes qui se déroulent en-dehors de son propre pays, sa culture et ses codes, implique un grand travail préalable sur soi, de déconstruction et de reconstruction. Il s'agit de déconstruire les structures mentales que l'on a le plus souvent intériorisées de façon inconsciente pour laisser la place à la découverte du « différent

[76] La « Catastrophe du Bois du Cazier » en est un exemple, qui causa la mort de 262 mineurs.

de soi », de l'Autre, pour atteindre *in fine* la plus grande objectivité et compréhension scientifique possible, libre de préjugés ou de prénotions.

Aujourd'hui arrivée au terme de ce processus doctoral, je pense pouvoir dire que la déconstruction n'a pas été aisée, mais elle est bien là, prégnante à chaque page de ce manuscrit. La déconstruction de mon « sens commun » a été telle que je suis moi-même aujourd'hui surprise de voir la tournure qu'ont pris mes résultats et mes interprétations. Particulièrement en ce qui concerne les conditions de travail des hommes au sein des mines amazoniennes – moi qui ai toujours été profondément touchée par les histoires d'anciens mineurs de ma région, qui descendaient à des centaines de mètres sous terre et mettaient quotidiennement leur vie en danger –, je souhaitais en début de thèse dénoncer le « travail esclave » minier contemporain au Pérou, mais je découvrirai rapidement, par une écoute emphatique des travailleurs circulants eux-mêmes, qu'il ne s'agit pas toujours de cela. Également en ce qui concerne les circulations minières féminines, déconstruire l'approche de la traite et de l' « esclavage moderne » dans les campements a été une entreprise scientifique singulièrement ardue et épineuse pour moi. Pourquoi ? Parce que je peinais, en tant que femme, jeune, européenne, relativement bien positionnée socialement, à imaginer – avant d'entendre les expériences vécues/relatées de circulantes d'Ocongate – qu'on puisse un jour s'insérer dans l'industrie du sexe amazonien, sans en avoir l'impérieuse nécessité ou y être forcée. L'image unique de la « femme dupée et emmenée de force » (qui m'a été inculquée, ici en Belgique, par les médias, les ONG, les organisations internationales, etc.) était si ancrée en moi qu'il a été compliqué pour moi de m'en extraire et de la déconstruire. Comme le note Jakšić (2011), il est difficile de s'extraire du « pouvoir émotionnel » de la traite qui fait que « tous les esprits les plus pondérés s'égarent » (p. 170). Néanmoins, par un exercice (éprouvant) de déconstruction et de reconstruction – principalement réalisé grâce à une écoute emphatique et à une prise en compte de la voix des « acteurs de première ligne » –, je pense m'approcher (dans les analyses qui suivent) de cette objectivation que tout chercheur tente d'atteindre.

L'écoute et l'empathie se sont révélés être – tout au long de mon travail – de puissants outils d'investigation, et ce, sur mes deux terrains d'enquête. Ayant moi-même personnellement évolué « dans la migration » depuis mes 18 ans, je suis particulièrement perméable au ressenti et aux sensations vécues à travers le mouvement. Sortir de son lieu d'origine, de ses activités habituelles et de sa sphère de confort n'est aisé pour personne (et encore moins, je suppose, lorsqu'on s'apprête à embarquer dans le monde particulier de la mine, truffé d'imaginaires). Je ne prétends pas connaître les difficultés de ce type de migrations de travail – car les miennes impliquaient toujours des positions sociales plus confortables et moins incertaines – mais ayant personnellement vécu la séparation, les doutes du départ et les interrogations liées au mouvement, il a été relativement naturel pour moi, lors de mes entretiens, d'adopter une attitude empathique et de prêter une oreille attentive et compatissante aux propos de mes interlocuteurs.

> « Le sociologue, en faisant en sorte que l'auto-socio analyse devienne comme un véritable réflexe dans sa pratique de recherche, apprend alors à se connaître, à objectiver ses caractéristiques sociologiques. De cette façon, il peut aussi se mettre à la place de celui qui parle et faire preuve d'empathie (Bourdieu, 1993: 1389). Cela ne signifie en aucun cas que le chercheur annule les différences existantes : au contraire, elles sont là et il en a bien conscience. Cela veut dire en revanche que le sociologue est capable d'accepter que s'il s'était retrouvé dans la même situation que l'interviewé, il aurait pu se comporter de la même façon » (Scrafò, 2015: 6).

Je crois que cette écoute empathique a été clé dans mon processus d'objectivation scientifique. Martín, ma personne de contact à Madre de Dios, m'a dit un jour alors que nous étions à bord d'une pirogue : « c'est assez intéressant de t'observer enquêter… j'ai travaillé avec beaucoup de

chercheurs qui observaient comme toi le monde minier, mais peu d'entre eux sont arrivés à ce que tu fais ». Quelque peu étonnée, je lui demande : « Qu'est-ce que tu veux dire par là ? ». « Et bien avec toi, les mineurs parlent énormément et se sentent en confiance. Tu entres dans une relation assez naturelle avec eux, et tu leur parles d'humain à humain. Et avec les plus jeunes, je pense que l'avantage de partager leur âge joue beaucoup aussi » (Extrait de mon cahier de terrain, 2017).

Sa remarque m'a fait très plaisir car en tant que chercheuse, j'ai toujours mis un point d'honneur à accorder à mes interviewés l'importance et l'attention qu'ils méritent. Cela ne veut pas dire que je partage à chaque fois leur point de vue, mais je m'efforce de garder en tête qu'ils m'accordent de leur temps (qui est souvent précieux…) et le moins que je puisse faire, pour les remercier, c'est d'écouter, de me montrer empathique, et – au besoin – de faire entendre leur voix. Comme le note Scarfó (2015), « pour une question posée, il y a toujours une réponse significative qui exige de la part du sociologue une attention pleine de respect et d'amour intellectuel pour un individu qui décide de s'ouvrir à lui et de lui offrir, seulement parce qu'il le lui a demandé, du temps de sa vie » (p. 6). Mon écoute empathique était pour moi, à Ocongate et à Madre de Dios, un remerciement permanent du temps qu'ils m'accordaient.

Par ailleurs, il est vrai que le fait d'être jeune, étudiante et d'être moi-même en situation de migration au Pérou a représenté un facteur de proximité avec les circulant(e)s les plus jeunes. A Madre de Dios ou à Ocongate, je discutais avec eux de l'importance de l'éducation, ils m'interrogeaient sur les études universitaires, le doctorat, et cela créait naturellement du lien. Les inégalités sociales entre enquêteur et enquêté étaient là, bien prégnantes (surtout en termes de capital humain), mais cela n'empêchait pas les échanges ; au contraire, les plus jeunes adoptaient souvent une attitude encourageante et collaboraient avec intérêt à ma recherche.

Avec les circulant(e)s plus âgé(e)s, en revanche, je redoublais d'efforts. Au sein des campements de Madre de Dios, ma position était marquée par mon origine étrangère, ma physionomie européenne (peau claire aux cheveux blonds), mon niveau éducatif et mon appartenance au genre féminin, moi qui étudiais un monde profondément masculin et à bien des égards patriarcal. Dans les zones minières où « le masculin incarne à la fois le supérieur et l'universel » (Jablonka, 2019 : 98), me présenter en tant que femme chercheuse, l' « égal de », tout en rendant ma recherche légitime et crédible aux yeux des acteurs miniers a été un réel défi. Au vu de mes attributs sociologiques, la partie n'était en effet pas gagnée d'avance. « Le face-à-face que requiert l'entretien sociologique peut générer des distorsions dans la communication liée à l'inégalité sociale entre l'enquêteur et l'enquêté » (Hamel, 2007: 5). Les récits de vie réalisés en Amazonie étaient en effet emprunts de ces diverses inégalités, nourries par nos attributs sociologiques respectifs. Mais j'étais consciente de ces inégalités, je n'essayais pas de les dissimuler mais au contraire, en usais (surtout en ce qui concerne mon profil davantage international et universitaire). Si le premier contact était parfois distant et méfiant, la conversation faisant, je parvenais – non sans répétition – à prouver le bien fondé de ma démarche et de mes intentions. En outre, ces individus circulants étant des « agents socialisés » qui se comportent – comme tout être humain – en mettant en acte des stratégies (Scarfò, 2015), ceux-ci étaient conscients que ma vision et mon intervention au sein du monde minier pouvaient leur servir. Certains d'entre eux – des patrons miniers notamment – m'ont dit : « j'espère que tu nous aideras à faire porter notre voix aux autorités ». Ma position de chercheuse internationale, ayant – à leurs yeux – accès aux sphères politiques, jouait donc en ma faveur, justifiant parfois à elle seule l'adhésion des ouvriers circulants plus âgés et des patrons miniers à notre recherche. Comme l'observait Bourdieu (1993)

dans *La Misère du Monde*, « les enquêtés, surtout parmi les plus démunis, semblent saisir cette situation [l'entretien sociologique] comme une occasion exceptionnelle qui leur est offerte de témoigner » (p. 915). Les circulants interviewés faisaient porter leur voix et étaient intéressés par mon profil davantage international et universitaire.

A Ocongate, par contre, ma condition de jeune femme étrangère, célibataire et sans enfant, a créé – au début de mes recherches – une certaine réticence de la part des hommes, mais surtout des femmes interviewés dans les zones rurales. J'ai en effet réalisé mon premier terrain exploratoire seule, étant parfois (mais pas toujours) accompagnée d'Isabel, une étudiante qui m'aidait pour les traductions du quechua à l'espagnol. Mais dès les premières rencontres, le fait d'être une femme seule, voyageant seule, était souvent perçu comme une anormalité, dans ce district profondément rural où les vies de couple démarrent très jeune et où les femmes deviennent la plupart mères bien avant d'atteindre la trentaine. Le dialogue n'était pas facile, tant pour des questions liées à l'incompréhension de la part de la gente féminine, que de méfiance pour les hommes, qui me questionnaient parfois sur les « vraies » raisons de mon intérêt. M'intéresser à leurs processus migratoires, les transferts de fonds miniers et les réinvestissements sur leur lieu d'origine leur paraissait suspect. Certains ne voulaient pas me dire combien de têtes de bétail ils possédaient, ou même, s'ils étaient mariés et avaient des enfants.

Néanmoins, lors de la seconde phase de collecte de données (quantitatives et qualitatives), un séjour de recherches qui a duré un an, j'eus la chance de pouvoir compter sur la présence de mon mari, Hugo, qui tout naturellement et sans s'en rendre compte, régla de nombreuses questions. Curieux (et désireux – à l'époque – d'effectuer une pause carrière), celui-ci proposa de m'accompagner au Pérou, et fut dès lors présent lors des nombreuses sorties de terrain et séjours ethnographiques à Ocongate (ainsi que dans les campements miniers). De par son caractère enjoué et sociable, celui-ci rompit – aux yeux de mes interlocuteurs – non seulement mon caractère « anormal » de femme célibataire voyageant seule, mais permit aussi de contrebalancer mon genre exclusivement féminin et mettre en perspective la potentialité future d'avoir des enfants. Pour les familles enquêtées, ce n'était plus seulement une femme seule sans enfant qui s'intéressait à eux, mais un couple de jeunes étrangers, qui étaient désireux de connaître leur manière d'être, de vivre, de migrer et de produire. A partir de là, le changement est radical et j'entre, grâce à la simple présence allègre mais discrète d'Hugo, dans le quotidien des familles. Ceux-ci nous invitent à loger chez eux, à partager leur repas, comme s'ils invitaient chez eux un couple de connaissances, qu'ils interrogent sur leurs projets futurs. Dans les campements miniers, la présence d'Hugo me rassure également, permettant des échanges allant au-delà du respect mutuel. Sa présence dans les zones minières à mes côtés joue énormément sur le comportement « naturel » auprès de mes interviewés, et *in fine*, sur la qualité des données récoltées. Sans lui, de par ma position de jeune chercheuse femme, je crois qu'évoluer dans un monde si masculin m'aurait été plus difficile et n'aurait pas amener aux résultats produits dans ce travail.

C'est avec ce positionnement social multiple (femme, jeune, européenne, blanche, blonde, originaire d'un bassin minier, etc.), qui fut à de maintes reprises négocié et renégocié, que je me suis engagée dans la recherche que vous découvrirez dans les trois chapitres qui suivent.

Seconde partie :

TROIS GÉNÉRATIONS SOCIALES DE CIRCULATION MINIÈRE VERS MADRE DE DIOS (1970-2017)

Dans cette seconde partie de thèse, nous explorons notre corpus de données empiriques, invitant à une lecture analytique des processus circulatoires de plusieurs dizaines d'hommes et de femmes originaires du district d'Ocongate (mais aussi d'autres régions du Pérou), qui depuis les années 1970 se déplacent de manière circulaire de leur lieu d'origine aux campements miniers amazoniens du département de Madre de Dios. Comme nous le spécifions dans le chapitre antérieur, au sein de ce corpus, trois « temps sociaux » de la mobilité vers l'Amazonie ont été identifiés, que nous appelons « générations sociales de circulation minière ». Une première génération couvre la période 1970-1988, une seconde correspond aux années 1989-2004 et enfin, une troisième et dernière caractérise la période 2005-2017.

Identifiées à partir d'évènements « rupture » épinglés par les circulants interviewés eux-mêmes, chacune de ces trois générations sociales s'appuient sur « un partage d'expériences communes où les membres d'un groupe sont exposés aux mêmes données objectives et participent selon leur histoire individuelle à des pratiques sociales et culturelles propres, contrastant avec d'autres groupes » (Sébille, 2012: 3). En ce sens, ces trois générations sont inscrites et correspondent à des conditions macro-structurelles (internationales, nationales et locales) et socio-historiques particulières, qui participent au façonnement de leur mobilité ; à un profil-type de travailleur circulant (identifié à partir des caractéristiques sociologiques micro-individuelles des individus constituant la génération) ; à des structures d'opportunités distinctes, prenant appui sur différents types de réseaux (familiaux, amicaux, de compérage symbolique, d'*enganche*, etc.) ; et enfin, à des conditions d'incorporation, des régimes de travail et des rapports de production différenciés au sein des campements miniers.

Ces trois « générations sociales » de circulation minière présentent ainsi un noyau d'expériences communes et une certaine homogénéité micro-sociale et macro-structurelle interne, toutefois, celles-ci n'épuisent pas toute la richesse des parcours de mobilité que nous avons pu identifier au sein de chaque période. A l'intérieur de chaque génération, des parcours de vie se singularisent ; certaines trajectoires circulatoires mettent en exergue – outre les facteurs macro-structurels, micro-individuels et les réseaux qui les modèlent – la capacité singulière d'agentivité (*agency*) des migrants et leur marge de manœuvre. Nous tentons donc, complémentairement à la construction davantage macro de nos « générations sociales », d'affiner notre regard en reconstituant – à l'intérieur de chaque génération – les trajectoires circulatoires individuelles de plusieurs hommes et femmes de la cohorte, qui pourtant soumises aux mêmes contraintes (sociales, économiques, institutionnelles, structurelles), n'apparaissent pas si prévisibles, standardisées, ni homogènes entre elles (Cavalli, 2007). Ces trajectoires ne viennent donc pas seulement « illustrer » ou « confirmer » les éléments d'analyse présentés pour l'ensemble de la génération, mais dans le cas de certains individus, font également ressortir des éléments nouveaux, utiles à notre processus d'objectivation des logiques sociales à l'œuvre dans le processus circulatoire minier. De plus, ces trajectoires révèlent que les incidences de la mobilité minière peuvent être multiples sur les lieux d'origine, donnant naissance à diverses *livelihoods strategies* (« hanging in », « muddling through », « stepping up », « stepping out » ; Dorward *et al.*, 2009), qui sont la plupart du temps fonction de la capacité d'agentivité des circulants eux-mêmes dans la mobilisation, cumulation et conversion de leurs capitaux miniers.

Dans le prolongement de ces diverses réflexions, chacun des trois chapitres qui suivent (correspondant à l'analyse des trois « générations sociales » identifiées) discutera et cherchera *in fine* à répondre à nos deux questionnements principaux de recherche. Pour chaque génération identifiée, nous nous poserons en effet la question de savoir : premièrement, de quelle manière

les circulations minières liées aux activités aurifères artisanales et à petite échelle réalisées en Amazonie péruvienne contribuent-elles à la transformation des *livelihoods* ruraux andins en cours de période ? Deuxièmement, peut-on parler – pour cette génération – d'exploitation et d' « esclavage moderne » pour qualifier les pratiques de travail et les rapports de production observés à l'époque au sein du secteur aurifère artisanal et à petite échelle amazonien ?

En termes de structure, cette seconde partie de thèse se subdivise donc en trois chapitres distincts, présentant les trois « générations sociales de circulation minière » identifiées tout au long de la période 1970-2017. Pour ce faire, chaque génération, et donc chacun des trois chapitres qui suivent, est exposé en trois temps.

En guise de point de départ, nous abordons dans un premier temps l'ensemble des processus et facteurs macro-structurels nationaux, régionaux et locaux[77] qui encadrent et concourent aux logiques circulatoires paysannes de la génération. Pour ce faire, nous nous penchons sur la genèse de ces divers mouvements mobilitaires paysans à la lumière du contexte social, économique et politique national, que nous complétons avec une analyse du contexte socio-historique d'origine (Ocongate) et de destination (Madre de Dios).

Dans une seconde partie, abandonnant les processus, nous optons pour une approche davantage micro-individuelle axée sur les acteurs, décrivant les attributs communs des individus qui composent la génération, la réalité du monde minier auquel ceux-ci s'incorporent (recrutement, conditions d'incorporation, régime de travail, rapports de production, rapports hiérarchiques à l'employeur, etc.), ainsi que les trajectoires circulatoires multiples qui les traversent.

Enfin et dans un troisième temps, il s'agit – dans une section finale appelée « discussion » – d'apporter une réponse à nos deux questions de recherche en faisant dialoguer nos résultats avec la littérature scientifique produite, d'une part, dans le champ des études migratoires, des *livelihoods studies* et des études du développement (question de recherche 1), et d'autre part, dans le champ de la sociologie du travail (question de recherche 2). Pour chaque génération, cette section « discussion » sera en effet systématiquement scindée en deux parties indépendantes : la première discutant notre première question de recherche relative aux « mobilités, orpaillage et transformation des *livelihoods* ruraux », la seconde questionnant la thèse de l'exploitation et de l' « esclavage moderne » au sein des campements, en proposant généralement d'autres clés de lecture qui nous semblent plus pertinentes.

[77] Le niveau local (surtout à Madre de Dios) est souvent mis en dialogue avec des éléments de contexte internationaux (exemple : variations internationales du prix de l'or).

CHAPITRE 3 – GÉNÉRATION 1 (1970-1988) : Maintien des *livelihoods* ruraux, résistance à l'appauvrissement et travail non libre

Ce premier moment de la circulation minière vers l'Amazonie est incarné par un groupe de jeunes agriculteurs, qui vécurent la révolution agraire péruvienne de 1969, le démantèlement du régime des *haciendas* et la constitution des coopératives agraires de production qui en résulta. Anciens colons d'*haciendas*, ceux-ci opérèrent – depuis Ocongate – les premières mobilités minières post-réforme agraire, circulant vers les zones minières du département voisin de Madre de Dios entre 1970 et 1988.

Identifiée et construite à partir de l'année de première circulation minière des unités qui la composent, cette première génération compte au total 45 individus interrogés quantitativement (par enquête) et 16 individus, interviewés qualitativement à Ocongate ou dans les zones minières du département amazonien voisin (récits de vie). Sur le plan qualitatif et du genre, les témoignages recueillis et exposés dans ce chapitre sont issus des expériences circulatoires de 12 hommes et 4 femmes, interrogés au gré de nos rencontres et de notre travail ethnographique dans ces deux régions andine et amazonienne[78].

En termes d'objectifs, nous souhaitons dans le présent chapitre adresser plusieurs questionnements qui guident le fil de nos réflexions : tout d'abord, quels sont les facteurs macro-structurels à l'œuvre dans les expériences mobilitaires minières de cette première génération de circulants ? Quels éléments de l'environnement national, de départ (Ocongate) et de réception (Madre de Dios) participent au façonnement de leurs mobilités ? Sur le plan micro-individuel, quels sont les attributs propres du circulant-type de cette génération ? Comment s'incorpore-t-il au monde minier amazonien et quels sont les traits principaux de ses conditions de vie, de travail et de production en circulation ? Et finalement, considérant ces divers éléments : (1) de quelle manière ces circulations minières de première génération contribuent-elles à la transformation de moyens d'existence ruraux, individuels et familiaux en cours de période ? (première question de recherche) ; (2) Peut-on parler – pour cette génération – d'exploitation et d' « esclavage moderne » au sein des campements ? (seconde question de recherche).

Pour répondre à ces diverses interrogations, nous organisons le présent chapitre en quatre parties principales. En guise de point de départ, nous abordons dans une première partie l'ensemble des processus et facteurs macro-structurels internationaux, nationaux et locaux qui encadrent et concourent aux logiques circulatoires paysannes de notre première génération de circulants (section 1.). Pour ce faire, nous nous penchons sur la genèse de ces divers mouvements mobilitaires paysans à la lumière du contexte social, économique et politique national (section 1.1.), que nous complétons avec une analyse du contexte d'origine (Ocongate – section 1.2) et de destination (Madre de Dios – section 1.3.).

Dans une seconde partie (section 2.), abandonnant les processus, nous optons pour une approche davantage micro-individuelle axée sur les acteurs, la réalité du monde minier auquel ceux-ci s'incorporent et les trajectoires circulatoires qu'ils opèrent. Ce positionnement implique, tout

[78] L'annexe 2 reprend l'ensemble des individus qui composent cette génération, listé par âge, lieu d'origine, lieu de l'interview (Ocongate ou Madre de Dios) et statut (travailleur circulant, patron minier, etc.).

d'abord, de déterminer les caractéristiques et principaux attributs des individus qui composent cette génération, et ce, afin d'identifier le profil-type du circulant de cette cohorte (section 2.1.). Il s'agit également, et dans un deuxième temps, d'examiner les conditions d'accès et d'insertion au sein des campements miniers amazoniens (section 2.2), tout en faisant le point sur les régimes de travail (section 2.3) et les rapports de production observés entre micro-entrepreneurs miniers et ouvriers mobiles (section 2.4). Partant de ces analyses, nous nous attelons à la reconstruction des trajectoires circulatoires de plusieurs femmes et hommes s'étant rendu dans les zones minières de Madre de Dios au cours de la période 1970-1988 (section 2.5.). Cet exercice de reconstitution des trajectoires individuelles nous permet, outre le fait de « croiser analytiquement des événements individuels et des processus historiques » (Rivera Sánchez, 2012: 464) et mettre en avant l'importance des réseaux interpersonnels (niveau méso), de faire ressortir des éléments nouveaux, liés à la capacité d'*agency* des circulants.

Dans une troisième partie intitulée « discussion », nous apportons une réponse à nos deux questions de recherche et ce, en faisant dialoguer nos résultats avec la littérature existante sur notre sujet d'étude. Cette discussion est scindée en deux parties entièrement distinctes : la première traitant la question de l'incidence des mobilités minières sur la transformation des *livelihoods* ruraux à Ocongate en cours de période 1970-1988 (section 3.1.) ; une seconde questionnant la thèse de l'exploitation et de l' « esclavage moderne » pour cette première « génération sociale de circulation » (section 3.2.).

Enfin, une quatrième et dernière partie expose les conclusions de notre chapitre.

1. Saisir les forces macro-structurelles des déplacements miniers

Cherchant à expliquer les causes macro-structurelles des départs en mobilité de la période 1970-1988, cette première section explore les contextes socio-historiques internationaux, nationaux et locaux qui encadrent et concourent aux logiques circulatoires paysannes de cette première génération de circulants. Pour ce faire, nous nous penchons premièrement sur la genèse de ces divers mouvements mobilitaires à la lumière du contexte social, économique et politique national (section 1.1.), que nous complétons, dans un second temps, avec une analyse du contexte socio-historique d'origine (Ocongate – section 1.2.) et de destination (Madre de Dios – section 1.3.).

1.1. Panorama national : crise du secteur agraire, réforme et pauvreté paysanne

Analyser l'ensemble des facteurs macro-structurels qui ont encadré, influencé et causé les mobilités paysannes de notre première génération de circulants (1970-1988) ne représente pas une tâche aisée. De nombreuses variables entrent en ligne de compte dans l'explication de leur rationalité mobilitaire, pouvant en outre relever de différentes sphères : politiques, économiques, sociales, etc. En ce sens, la visée de cette section sera de mettre en lumière, non pas l'ensemble des phénomènes socio-politiques ou économiques nationaux qui ont marqué cette période, mais plutôt ceux que nous avons identifiés – à partir du contenu de nos entretiens et d'une revue de littérature – comme déterminants pour comprendre les logiques de circulation de notre première génération de circulants.

L'étude des mobilités de cette première génération couvrant une période de près de vingt ans (1970-1988), cette section analyse les divers facteurs macro-structurels qui eurent les plus lourdes

incidences sur le secteur rural paysan en les plaçant en vis-à-vis des quatre gouvernements qui se succèdent au cours de cette période, à savoir : le gouvernement dictatorial et militaire du Général Juan Velasco Alvarado (1968-1975) ; la prise de pouvoir et l'administration du Général Francisco Morales Bermúdez (1975-1980) ; le retour à la démocratie et le second mandat de Fernando Belaúnde Terry (1980-1985) ; et enfin, le gouvernement populiste d'Alan García Pérez (1985-1990).

Pour comprendre les raisons des départs de première génération, revenons tout d'abord quelques années en arrière (1940-1970), qui marquent les débuts de la crise agraire dans laquelle cette génération sera empêtrée entre 1970 et 1988.

Tout d'abord, il est utile de préciser que lorsque débute la seconde moitié du XX^{ème} siècle, le Pérou est encore un pays éminemment rural et agraire. Plus de deux tiers de la population nationale habite les Andes (Manrique, 2014) et l'agriculture représente le secteur économique dominant (Varcárcel, 1995). Ce secteur constitue la base du modèle primaire extractif et agro-exportateur qui domine l'économie nationale jusqu'au début des années 1960 (Revesz, 1991 ; Thorp et Beltram, 1985).

A l'époque, les structures agraires nationales sont duales et polarisées (Caballero, 1980). Il existe, d'une part, l'agriculture côtière qui constitue le secteur le plus moderne et productif du pays (tournée vers l'exportation) ; et d'autre part, le *latifundium*[79] andin, caractérisé par la présence d'*haciendas* semi-serviles productrices de tubercules, de céréales et de laine :

> « En la sierra sur, la exportación de lana de ovinos y de fibra de camélidos andinos seguía constituyendo la actividad principal, que labraba la prosperidad de las casas comerciales, especialmente de Arequipa, y la producción era provista por haciendas tradicionales del interior y campesinos organizados en comunidades. Era la región donde el gamonalismo era más vigoroso » (Manrique, 2014: 163).

Dans les Andes péruviennes, la majeure partie[80] des populations *indígenas*[81] sont effectivement regroupées au sein d'*haciendas*, alors détenues par une minorité de riches familles issues de la bourgeoisie hispano-créole. Contrôlées par des *hacendados*[82], celles-ci détiennent le statut de « colons d'*hacienda* », étant soumises à des relations serviles et des mobilités forcées, tout en étant accablées d'obligations diverses et victimes de diverses maltraitances physiques et abus[83].

Jusqu'en 1968, aucun changement substantiel ne sera opéré en ce qui concerne cette « condition indigène » (appelé localement el *problema del indio*), et alors que la nécessité de réforme du système agraire andin apparaît de plus en plus clairement aux responsables politiques de l'époque (notamment au gouvernement de Fernando Beláunde Terry, 1963-1968), ceux-ci n'offrent aucune alternative cohérente aux exigences paysannes (Chávez, 1981). Entre 1915 et 1968, le pouvoir des grands propriétaires fonciers traditionnels sera remis en question par de nombreux mouvements paysans à travers tout le pays, soutenus par les secteurs plus modernes de l'agriculture, les classes moyennes urbaines et la bourgeoisie intellectuelle.

[79] Régime des grands domaines fonciers.
[80] Les populations andines péruviennes sont, jusqu'à la réforme agraire de 1969, réparties en deux groupes principaux ; certaines sont intégrées au sein du régime des *haciendas*, en tant que « colons », et d'autres sont regroupées au sein de *reducciones*, et ce, depuis l'application de la Politique des Réductions ordonnée par Francisco de Toledo à la fin du XVI^{ème} siècle.
[81] Avant la réforme agraire, la littérature académique péruvienne ne parle pas encore, au Pérou, de populations paysannes mais de populations indigènes (*indígenas*).
[82] Propriétaire d'une *hacienda*.
[83] Nous approfondirons cette question, dans la section suivante, lorsque nous aborderons le cas des colons andins d'Ocongate.

A ce *problema del indio* s'ajoute également, à partir des années 1950, un *problema agrario* : dans son ensemble, l'agriculture péruvienne commence à montrer plusieurs signes de stagnation productive (Alvarez, 1980 ; Caballero, 1980 ; Hopkins, 1981 ; Webb, 2013 ; Rémy, 1991). « Hacia mediados del siglo XX, la agricultura peruana entró en una fase de profunda crisis que provocaría los más grandes cambios de la época republicana » (Manrique, 2014: 172). Les années 1950 marquent effectivement un processus de transformations structurelles profondes du secteur agraire, dont le rôle commence à s'amenuiser à l'intérieur de l'économie nationale.

Le secteur agraire, qui avait jusque-là été le moteur des exportations nationales, perd de son dynamisme à partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, alors que les exportations liées à la pêche et aux extractions minières commencent à occuper une place prépondérante, en fournissant le principal des devises requises pour le pays (Caballero, 1980).

A l'époque, ce phénomène de déclin agraire se produit alors que la population nationale expérimente un processus parallèle et inédit de croissance démographique, qui vient doubler l'effectif de la population nationale entre 1940 et 1970. Au cours de cette période, la population nationale totale passe de six millions d'habitants à plus de 13 millions (INEI 1941 ; INEI 1972), ce qui ne sera pas sans conséquence sur le rapport homme/terre. Effectivement, pour Caballero (1983), Hopkins (1981), Gómez (1986), Eguren (2007) et Revesz (1986), la relation homme/sol se rompt au cours des années 1950, et ce, en raison de l'écart croissant entre une population en constante augmentation et une disponibilité limitée de terres agricoles. Cette rupture se reflète très distinctement dans la production scientifique de l'époque : alors que dans les travaux qui discutent le problème du secteur agraire au cours des quatre premières décennies du XX^{ème} siècle, le manque de main d'œuvre agricole apparaît comme fondamental (Mariátegui, 1928 ; Klinge, 1946), pour les études agraires postérieures aux années 1950, le constat est tout autre : les auteurs se préoccupent davantage de l'incapacité du secteur rural paysan d'absorber une population en constante croissance (Belaúnde Terry, 1959 ; Caballero, 1980 ; Figueroa, 1975 ; Alvarez, 1980). Ainsi, dès la décennie 1950, le constat dominant les Andes est celui du manque de terres cultivables – qui mène, indirectement, à une condition de pauvreté rurale pour la plupart des familles paysannes (Rémy, 1991) –, un problème face auquel ces dernières développent, selon Manrique (2014), des stratégies de migration croissante.

La migration interne devient en effet, au Pérou, massivement observée à partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, et ce, au travers de larges mouvements migratoires s'opérant des campagnes vers les villes. L'incapacité du secteur agricole à offrir de l'emploi à une population rurale en rapide croissance engendre de nombreux flux migratoires qui se donnent à voir principalement des milieux ruraux (Andes) vers les milieux urbains. Pour Caballero (1980) :

> « La mayoría de los flujos son rural-urbanos, pero también tienen lugar importantes movimientos migratorios en el agro mismo, principalmente con carácter estacional, desde la sierra hacia la costa y la ceja de selva, y de los valles costeños del norte a los valles del sur. Estos movimientos migratorios, permanentes y estacionales, han tenido una gran influencia sobre la organización de los mercados de trabajo (en particular de trabajo no calificado), tanto en las áreas rurales como en las urbanas, que tienden a presentar una situación de permanente exceso de oferta. Ellos han determinado también, a partir de los años 50, el crecimiento de la marginalidad urbana, con sus características típicas de tugurios y barriadas, rápido desarrollo de un 'sector urbano informal', lumpen-proletarización, etc. » (Caballero, 1980: 22).

A cette époque, la migration interne péruvienne s'accélère donc fortement en rythme et en volume, tout en adoptant diverses formes (définitive, temporaire, saisonnière, circulaire, etc.) qui mènent à des processus d'urbanisation massive à travers tout le pays. Jusqu'aux années 1960, la

destination privilégiée est la capitale, Lima, qui absorbe la grande majorité des mouvements migratoires internes, néanmoins, à partir de la décennie 1970, les courants commencent à se diversifier et à se diriger vers d'autres villes telles que Arequipa, Trujillo, Chiclayo, Chimbote, etc. (Manrique, 2014).

La migration vers la ville devient, à la moitié du XX^{ème} siècle, une stratégie de mobilité sociale, qui change rapidement le visage du pays : « Se trata de un desborde [...] la movilización espontánea de los sectores populares que, cuestionando la autoridad del Estado y recurriendo a múltiples estrategias y mecanismos paralelos, están alterando las reglas del juego establecidas y cambiando el rostro del Perú » (Matos Mar, 1984 : 17). C'est l'image du célèbre « débordement populaire » (Matos Mar, 1984), qui selon cet auteur vient altérer l'ensemble de la société, la culture et la politique du pays, tout en marquant, d'une part, l'avènement d'un type de société traditionnelle, et d'autre part, la préfiguration d'un « processus insolite et spontané de modernisation » (Matos Mar, 1984 : 18) :

> « Fue la década 1950 la que dio paso a la configuración de los elementos centrales que caracterizan a la sociedad actual [...] Se produce un incremento notable de los procesos migratorios, sobre todo de la sierra a la costa [...] La urbanización adquirió entonces el carácter preponderante que tiene hoy en el proceso peruano. Significó el inicio de la concentración de grandes contingentes de migrantes en Lima, en un nuevo tipo de asentamiento urbano denominado barriada. Este llegará después a ser el estilo dominante de crecimiento en todas las ciudades de Perú (Matos Mar, 1984: 34).

La décennie 1950 marque ainsi les débuts de la société péruvienne que nous connaissons aujourd'hui, traversée par de nombreux flux migratoires internes et des villes en constante croissance démographique.

Naturellement, ces processus de croissance démographique, de migration et d'urbanisation massive exercent à l'époque une pression considérable sur le secteur agricole – déjà décadent –, bien plus que ce qu'il ne peut supporter. Manrique (2014) souligne en effet :

> « Millones de campesinos que antes producían sus medios de vida abandonaron el agro para incorporarse a la economía urbana, dejaron de producir sus alimentos y en adelante pasaron a depender del mercado para adquirir los que necesitaban para su supervivencia. Ocasionaron así un gran incremento de la demanda interna de productos agropecuarios que una agricultura en crisis era incapaz de producir » (Manrique, 2014: 175).

A l'aube de la réforme agraire, l'agriculture est ainsi incapable de : générer les devises qu'elle générait par le passé, couvrir l'ensemble de la demande en produits alimentaires des villes en croissance, ou encore, amplifier le marché interne. Cette situation oblige le pays à importer de plus en plus d'aliments pour couvrir le déficit, et en à peine une décennie, la balance commerciale du secteur agraire devient déficitaire : « para cuando Velasco Alvarado decretó la reforma agraria se gastaba más dólares importando alimentos que los que entraban por la exportación agropecuaria » (Manrique, 2014: 177).

Il faudra en effet attendre 1969 pour que, dans ce climat difficile de stagnation du secteur agricole, de pauvreté rurale, de croissance démographique constante, de mobilisations paysannes, de migrations et d'urbanisation massive, la réforme agraire tant attendue par les milieux paysans apparaisse, et précipite la fin du régime des *haciendas*.

En octobre 1968, le général Juan Velasco Alvarado renverse le gouvernement de Fernando Belaúnde Terry et prend le pouvoir avec la ferme intention de changer les fondements de la société

péruvienne. Cette date marque, au Pérou, le début d'une longue période de dictature militaire, qui verra néanmoins éclore l'une des plus importantes réformes de l'histoire du pays : la réforme agraire.

Originale dans sa rapidité d'exécution et son caractère résolument anti-oligarchique, cette réforme représente un moment clé dans l'histoire du pays, en imposant dès 1969 un processus massif de redistribution et de transfert des terres. Présentant un agenda révolutionnaire, nationaliste et populiste, le gouvernement militaire se donne comme objectif de mener la grande transformation dont le secteur agraire de l'époque a besoin, et ce, en précipitant la fin du *latifundium* (Molinié Fioravanti, 1982).). L'année 1969 marque ainsi la fin du régime des *haciendas*, le chapitre du *colonato* se tourne, les circulations forcées des colons *indígenas* disparaissent sur l'ensemble du territoire national, en un mot, la réforme agraire apparaît, procédant à une véritable révolution des structures sociales andines et à une redistribution des cartes sur le plan foncier.

Foncièrement, cette réforme agraire élimine le monopole de la terre, représentant selon Eguren (2007) « un acto de justicia redistributiva, que permitió el acceso directo a la tierra a un grand número de pobres rurales » (p. 13-14). A l'échelle nationale, la majeure partie des terres (62%) sont attribuées à des entreprises associatives créées par le gouvernement militaire, sous la forme de coopératives agraires de production, de sociétés agricoles d'intérêt social, ou encore d'entreprises de propriété sociale[84]. Le général Velasco opte en ce sens pour une collectivisation des terres expropriées, se distinguant des autres réformes agraires sud-américaines de l'époque, qui favorisent, elles, la distribution et le transfert direct de la terre aux paysans (Caballero, 1980).

A partir de 1969, la plupart des *haciendas* du pays sont désintégrées et remplacées par des coopératives agraires administrées par des fonctionnaires spécialisés, desquelles les anciens colons sont actionnaires (*socios*) ou employés (Hernández Asensio, 2016). Le gouvernement militaire s'oppose en effet aussi bien au *minifundio* qu'au maintien du *latifundio*, rejetant toute mise en valeur parcellaire ou propriété individuelle de la terre (pourtant chère et centrale dans les revendications des mouvements paysans des années 1960).

Il apparaît en effet clairement, dans ce modèle, que le régime des *haciendas* (dont la production agricole ne fait que baisser au cours des années 1950) représente une entrave à l'expansion du marché intérieur et à la croissance de l'offre de produits agricoles. L'idée du Général Velasco et de la réforme agraire est donc d'éliminer le *latifundium*, et ce, afin de répondre à une demande urbaine et industrielle qui se développe rapidement. Mais la propriété individuelle de la terre n'est pas considérée par le gouvernement militaire comme une solution viable pour maintenir, voire accroître cette offre de produits agricoles, il décide donc mettre en place des coopératives, plus à même selon lui de garantir l'approvisionnement des villes et transformer la société péruvienne en nation industrielle moderne (Revesz, 1991).

La réforme agraire et la désintégration du système des *haciendas* qui en résulte relèvent donc davantage, pourrait-on dire, d'un pragmatisme socio-économique que d'une véritable volonté de redistribution foncière. Toutefois, il est important de préciser que sur le plan social, cette réforme représente une véritable révolution, en aboutissant à l'élimination des grands propriétaires fonciers (les *hacendados*) en tant que classe et pouvoir politico-économique (Rémy, 1991), tout en menant à l'abolition des relations de servitude et d'exploitation indigène : « se destruyó la

[84] Selon Matos Mar et Mejía (1980), à l'échelle nationale, 62% des terres expropriées sont attribuées à des CAP, SAIS et EPS ; 9% sont redistribués à des communautés paysannes déjà constituées ; et le reste (29%) est remis à des groupes paysans ou de petits propriétaires individuels.

servidumbre que encuadraba las relaciones sociales entre la masa indígena y los estratos genéricamente conocidos como 'principales', 'notables' o 'mistis', y se abrió el camino al fin del gamonalismo » (Manrique, 2014: 208). La réforme agraire présente en effet la principale vertu d'avoir contribué à la libération de la majeure partie des travailleurs des campagnes vis-à-vis des diverses formes archaïques de domination et d'exploitation en vigueur depuis quatre siècles, une autre manière d'exprimer ce que Cortes (2002) entend par la « libéralisation sociale et économique du secteur paysan » (p. 4).

A l'échelle nationale, le démantèlement du système colonial des *haciendas* et la libération du *colonato* ouvre la voie, dès le début des années 1970, à une timide intégration de la paysannerie à la société péruvienne, mais surtout, accélère les processus d'urbanisation débutés dans les années 1950, favorise le développement de nouveaux réseaux commerciaux, tout en menant à un accroissement de la mobilité spatiale paysanne. A travers tout le pays, cette libération de la main-d'œuvre paysanne entraîne une grande transformation dans les formes et les logiques de migration interne. La réforme marquant la fin du contrôle des *hacendados* sur les colons et leur famille, ceux-ci sont désormais libres de se déplacer et circuler au sein de l'espace national (Baca, 1985). Ce faisant, la réforme contribue à partir de la décennie 1970 à une forte croissance des flux migratoires paysans (qui viennent renforcer les contingents des années 1950), que ceux-ci soient saisonniers, temporaires, circulaires ou définitifs.

Au Pérou, la réforme agraire de 1969 fut l'un des évènements les plus marquants de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, et ce, en précipitant la chute du régime des *haciendas*, en libérant les colons *indígenas* du joug hispano-créole, et en leur permettant d'accéder à des processus de mobilité désormais volontaire ainsi qu'à plus grande redistribution foncière. Néanmoins, et au-delà de ces accomplissements, « la reforma agraria habría fracasado en casi todos sus objetivos económicos » (Hernández Asensio, 2016: 66).

Les coopératives constituées, qui rythment la vie et les activités des secteurs andins paysans des années 1970-1980, commencent effectivement – et très rapidement – à montrer plusieurs signes de difficultés économiques, qui les conduisent à une situation de crise économique grave (Caballero, 1980 ; Alvarez, 1980 ; Matos Mar, 1978 ; Valcárcel, 1995). Les coopératives entrent en déclin dès la seconde moitié de la décennie 1970, dans un contexte macro-économique national qui est de surcroît marqué par une grande dépression.

Au cours de la période 1970-1988, le poids de l'agriculture dans la formation du PIB ne cesse de diminuer, venant confirmer les tendances à la baisse qui avaient débuté dans les années 1950 (Manrique, 2014)... alors que la population nationale continue d'augmenter à un taux de plus de 2% (Valcárcel, 1995). « Eso significa que, hoy más que ayer, una mayor población sobre todo en el campo, depende y sobrevive de una producción que no crece y tal vez disminuye » (Baca, 1985).

Par conséquent, à partir des années 1970, le constat de pauvreté, voire d'extrême pauvreté, des familles paysannes est sans appel :

> « En 1975 recién se empezaban a sentir los síntomas de la grave crisis económica en que nos debatimos. Es decir, que la agudización de la crisis económica se ha traducido en la pauperización paulatina de la población de menores ingresos (sobre todo campesina y también de las ciudades), y por consiguiente, en el crecimiento del contingente humano que requiere migrar a zonas lejanas para vender sur fuerza de trabajo y seguir reproduciéndose, pues los mercados urbanos de trabajo están

> saturados, manteniendo en su seno cantidades crecientes de desempleados y subempleados » (Baca, 1985: 73).

Poussant les contingents ruraux à la migration, cette crise économique est la plus importante enregistrée jusqu'alors dans l'histoire du Pérou. Entre 1975 et 1978, les salaires chutent de plus de 35%, le chômage urbain et rural explose, les prix augmentent de plus de 200%, la dette extérieure augmente, la monnaie nationale souffre de dévaluation et l'inflation s'installe (Caballero, 1980 ; Cole, 1989 ; Falaris, 1979).

Pour la paysannerie andine, cette situation mène à une dégradation progressive des termes de l'échange des produits agropastoraux, en particulier de ceux produits par les exploitations associatives créées par la réforme agraire (Bilione, Carboneto et Martinez, 1982). Dans le département de Cusco, Baca (1985) identifie, entre 1970 et 1983, des termes de l'échange particulièrement adverses pour les paysans, générant « un processus de détérioration de leurs revenus réels » (p. 50), qui se déploie dans un contexte de marginalisation totale de la part de l'Etat (Rémy, 1991).

Pendant cette période, l'État est en effet absent, alors même que le secteur agraire traverse une période de grave crise due à un système de commercialisation défavorable pour les producteurs, des limitations dans le crédit agricole et dans l'assistance technique, un manque criant d'investissement public ou encore de programmes permanents et intégraux de développement agricole. Nous avons ainsi affaire, dès la moitié des années 1970, à une paupérisation progressive du secteur paysan, un phénomène qui fomente la croissance exponentielle des flux migratoires internes (Belaúnde Terry, 1959).

Sur le plan politique, il faut dire que la moitié des années 1970 correspond à l'avènement au pouvoir du Général Francisco Morales Bermúdez, qui se rebelle dans la ville de Tacna contre le général Juan Velasco Alvarado et prend le pouvoir en août 1975. Sa présidence dictatoriale (1975-1980), seconde phase du gouvernement militaire, marque la fin du « printemps réformiste » péruvien. Beaucoup moins enclin à tenter l'aventure réformiste, ce gouvernement fait entrer le projet coopératif dans une phase d'engourdissement et de décadence profonde ; les entreprises associatives se trouvent abandonnées à leur sort, sans aucune protection étatique (Hernández Asensio, 2016), et un véritable processus de démantèlement des mécanismes de présence étatique directe s'enclenche :

> « With the Morales Bermúdez government that no longer was revolutionary, the problems began to arise in regard to the support it was giving to the cooperatives. His administration was tantamount to a process of the dismantling of the agrarian reform » (Mayer, 2009: 139).

Les coopératives agraires se trouvent ainsi, à l'aube des années 1980, abandonnées à leur sort et dans une situation économique critique qui les empêche de payer les salaires de leurs travailleurs/associés.

Le plus grand problème des coopératives agraires instituées par la réforme agraire était en fait d'alimenter la déception de la grande majorité des paysans péruviens qui, ne sentant pas que la terre leur appartient réellement (celle-ci est aux mains des coopératives), auraient préféré l'attribution individuelle des parcelles : « Se trataba de un modelo que no recogía la demanda fundamental del campesinado serrano, cuya bandera fundamental era la parcelación de las haciendas y la entrega de las tierras a los productores en propiedad privada » (Manrique, 2014:

198). Dans tout le Pérou, les coopératives sont effectivement vues par les paysans comme une imposition externe et une nouvelle forme de domination :

> « La liquidación del sistema de hacienda no trajo consigo cambios significativos. Se limitó, en cierto modo, a reemplazar al 'hacendado-patrón' con el 'hacendado- administrador', pues dicen los campesinos 'el administrador ordena como si fuera nuestro patrón'. Los otros dirigentes son considerados de igual manera » (Matos Mar, 1984: 74).

Les coopératives créées ne permettent pas à la paysannerie locale de réaliser son aspiration historique de contrôle et d'accès direct sur les terres des anciennes *haciendas*, semblant, en outre, reproduire de nombreux traits de sa structure pyramidale. Dans de telles conditions, et en l'absence de tout soutien de la part de l'Etat, le secteur paysan se mobilise nationalement dès 1977, menant de nombreux soulèvements en faveur de la désintégration du modèle coopératif et la mise en valeur parcellaire individuelle (*minifundium*).

Il faudra attendre le début des années 1980 et le gouvernement démocratique de Fernando Belaúnde Terry (1980-1985) pour que la parcellisation foncière individuelle s'enclenche. La décennie 1980 marque en effet, à l'échelle nationale, le début des dynamiques de parcellisation foncière qui rendront peu à peu caduques les coopératives créées par la réforme agraire. Le projet qui avait été au cœur de la réforme agraire se révèle sans support de l'Etat, de la société, ou même des acteurs « bénéficiaires » de cette réforme, qui face aux graves problèmes des coopératives, choisissent de se transformer en petites producteurs indépendants : les *parceleros*. Ce faisant, ceux-ci répondent à l'aspiration qu'ils avaient énoncée depuis la promulgation de la réforme agraire, la possession de terres en propre, dont les avantages leur apparaissent clairement : la possibilité de léguer un bien foncier à leur descendance, le contrôle sur leurs ressources (hydriques et foncières), une liberté commerciale individuelle et donc davantage d'autonomie, ainsi qu'un lien plus palpable entre travail et revenus.

Toutefois, sur le plan économique, la crise du secteur agraire et la récession demeurent un problème tout au long des années 1980 : « la crisis no logró ser sorteada con las políticas del belaundismo [...] El decrecimiento económico, la desindustrialización relativa y el estancamiento agrario marcan la década perdida » (Valcárcel, 1995). A Pérou, les années 1980 sont effectivement, comme dans le reste de l'Amérique latine, appelées « la décennie perdue », celle-ci étant caractérisée par l'hyperinflation, une croissance démesurée de la dette extérieure, le chômage de masse ainsi que la polarisation grandissante de la société péruvienne.

Lorsque le populiste Alan García Pérez arrive au pouvoir en 1985, celui-ci tente d'apporter quelques correctifs à la crise du secteur agraire. Il établit par exemple des prix de garantie favorables aux producteurs nationaux et des taux d'intérêt nuls pour le crédit agricole des communautés accordés par la banque nationale (Rémy, 1991). Ces mesures prennent enfin en compte et tente d'apporter des réponses au *problema agrario* de l'époque, néanmoins, celles-ci finissent par liquider les réserves de l'État, le menant à la faillite :

> « A partir de 1987, les fonds pour le crédit agricole étaient en voie d'épuisement, de même que les postes budgétaires qui permettaient d'offrir des prix de garantie élevés. Obstinément, cependant, et malgré un taux d'inflation annuel qui finit par dépasser les 4 chiffres, on a maintenu l'aide à l'importation de produits alimentaires [...] jusqu'à ce que le secteur [agraire] revienne au même point que celui diagnostiqué en 1984, mais avec des finances publiques en banqueroute et une consommation intérieure réduite à cause de l'hyperinflation » (Rémy, 1991: 787).

Les années 1987-1988 seront particulièrement difficiles pour les nouveaux *parceleros* ruraux. A ce propos, Juan, circulant de notre première génération, évoque avec nous les difficultés économiques de l'époque, l'inflation et la dévaluation quotidienne de l'argent sous ce gouvernement :

> « Fui [a Madre de Dios] por conocer, pasear un momento, pero dado las circunstancias y la coyuntura de la época no permitió regresar, era la época del primer gobierno de Alan ¿no? Entonces allí había la minería siempre [...] Nosotros trabajábamos, juntábamos dinero, pero el famoso 'Inti' se devaluaba todos los días, no servía para nada, juntabas unos 10 mil, 20 mil Intis, pucha, que al día siguiente tus 20 mil ya no valían ni para comprar un kilo de arroz. Entonces son las causas que han hecho que termine todo el mundo allí, en la selva » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Juan a circulé à Madre de Dios vers la fin des années 1980, spécifiant qu'à cette époque, il n'arrivait pas à économiser beaucoup d'argent car l'Inti (qui était alors la monnaie nationale) se dévaluait de jour en jour. Celui-ci pouvait disposer de 10 ou 20 000 intis, mais le lendemain, ceux-ci ne valaient même plus assez pour acheter un kilo de riz. D'après ce circulant, de nombreux hommes se sont dirigés vers l'Amazonie suite à l'hyperinflation.

Ainsi, l'échec du populisme *alanista*[85] signifie une croissance des migrations internes, mais également une chute prononcée de la production agropastorale, et avec celle-ci, une diminution du niveau de vie dans les campagnes, tout comme une intensification du phénomène de pauvreté rurale (Rémy, 1991).

1.2. La fabrique du circulant de première génération : un contexte de départ marqué par la crise, la stagnation durable de la production agricole, la paupérisation progressive de la condition paysanne et le développement du chômage

A l'aube de la réforme agraire, le territoire d'Ocongate correspond en tous points au portrait des Andes du Sud dressé par le sociologue Nelson Manrique (2014), celui-ci y notant la présence d'un gamonalisme particulièrement vigoureux déployé au sein de plusieurs *haciendas* et *estancias* traditionnelles.

Entre 1590 et 1969, l'une des plus grandes et prospères *haciendas* de la région de Cusco (l'*hacienda* Lauramarca) se consolide à Ocongate, tout comme diverses autres *haciendas* mineures axées sur la production céréalière (telles que Pallca et Pinchimuro) (Matos Mar, 1978 ; Villanueva, 1982 ; Rosas, 2012, 2015) et de petites *estancias*[86] d'altitude principalement tournées vers l'élevage de camélidés et d'ovins.

Jusqu'à la réforme agraire de 1969, les populations rurales *indígenas* du district sont contrôlées par de grands propriétaires terriens, pour lesquels celles-ci travaillent sous le statut de colons (*colonos*)[87]. A l'époque, ce statut implique des relations serviles vis-à-vis de l'*hacendado*, qui instaure, sur son domaine, une structure hiérarchique verticale et rigide (Macera, 1977), au sein

[85] D'Alan García, en français.
[86] En français : petits ranchs d'altitude, proches de terres immenses et vagues sur lesquelles les populations andines font paître le bétail (camélidés, ovins, etc.).
[87] Seules les populations de quatre communautés actuelles du district d'Ocongate (Coñamuro, Yanama, Chacachimpa et Jullicunca) échappent, au début du XX^{ème} siècle, au régime des *haciendas*, celles-ci ayant été regroupées dans la *Reducción de Ocongate* après l'application de la politique de *reducciones* ordonnée par Francisco de Toledo à la fin du XVI^{ème} siècle. Celles-ci étant davantage liées à la culture *mistis* des bourgs actuels du district, nous ne les envisageons pas à proprement parler comme des communautés rurales au sein du territoire et n'y ferons donc pas référence dans les analyses qui suivent.

de laquelle les libertés individuelles – dont celle de circuler et de se mouvoir librement – sont considérablement réduites. Fermement attachées à ces domaines, les familles de notre première génération de circulants y travaillent en échange de l'attribution et de l'usage d'une parcelle de terre, tout en étant soumis à diverses obligations. Parmi celles-ci existent les systèmes de mobilité forcée, appelés *pongajes* et *trajines*, qui obligent les colons à migrer temporairement du district pour aller travailler dans la résidence citadine de l'*hacendado*, en tant que personnel de maison (domestiques ou valets), ou encore vers ses propriétés amazoniennes. Les *hacendados* d'Ocongate possèdent en effet des propriétés en ville (à Sicuani et Cusco principalement), des *estancias* dans les districts voisins, des *haciendas* de coca dans les vallées plus chaudes ou encore des exploitations forestières et des mines d'or en Amazonie (Rosas, 2015 ; Van Niekerk, 1991 ; Hernández Asensio, 2016). Ces possessions multiples favorisent les échanges de marchandises et de ressources humaines entre propriétés, ce qui se traduit – en termes de mobilité – par des déplacements forcés de colons entre domaines et entre régions.

Gregorio, circulant de première génération et ancien colon de l'*hacienda* Pallca, nous raconte les nombreuses obligations et les mouvements de va-et-vient antérieurs à la réforme agraire :

> « Antes teníamos que prestar servicios para la hacienda; ir a Cusco, estar en su casa, y trabajando con otras áreas que tenían. Acá [los hacendados] tenían sus alpacas, teníamos que pastearlos, tenían sus ovejas, sus vacas tenían, teníamos que pastear por rotación, igual la agricultura. Una vez hecho esto, nosotros teníamos que llevar [la producción] con nuestro pasaje hasta Cusco, dejar en su casa… y no nos pagaba nada. Así era antes » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Jusqu'en 1969, les mobilités des familles de notre première génération sont ainsi strictement contrôlées, encadrées et commandées par et pour les *hacendados* (faisant partie intégrante de leur condition de *colono indígena* et des nombreuses corvées qui leur sont assignées), leurs déplacements correspondant à des mouvements forcés.

En termes mobilitaires, ces déplacements sont à l'époque effectués sur un chemin de terre en mauvais état, qui les conduit, lentement, de leur district aux lieux de destination. La genèse de ce chemin remonte au gouvernement de Leguía (1919-1930) qui décide de construire, dès 1922 et en vertu de la *ley de conscripción vial* [88], les premières voies de pénétration vers les Andes et l'Amazonie. Cette politique trouvera son application à Ocongate en 1934, lorsque le district s'ouvre, pour la première fois sur Cusco et la capitale provinciale d'Urcos, ainsi que sur les vallées voisines plus chaudes du district de Marcapata. Plus tard, ce chemin s'étendra progressivement, atteignant Quincemil en 1942 (Llosa, 2003), la rivière Inambari en 1959, pour finalement aboutir, en 1962, à la capitale du département amazonien de Madre de Dios.

En ce sens, Ocongate est entièrement connectée (par un chemin de terre) aux régions minières voisines depuis le début des années 1960, ce qui facilite à l'époque les mouvements de population vers l'Amazonie : « se acentuó el proceso de migración de los pobladores altoandinos hacia la Amazonía Sur, especialmente a los lavaderos de oro, centros de extracción forestal, así como mano de obra de otras actividades extractivas » (Rosas, 2011: 34). Ces mouvements de population vers l'Amazonie étaient l'une des visées principales du gouvernement de l'époque, dirigé par Fernando Belaúnde Terry (1963-1968), qui voyait en ceux-ci une solution idéale et alternative à

[88] La loi de conscription routière de 1920 oblige tout homme de 18 à 60 ans à travailler gratuitement 12 jours par an dans la construction de routes publiques, ou à défaut, au paiement de 10 soles.

la réforme agraire, une vision que ne partageait pas le Général Juan Velasco Alvarado pour qui cette réforme était fondamentale.

Lorsque celui-ci prend le pouvoir en 1969, la réforme agraire est proclamée à Ocongate et la fin du *colonato* s'enclenche. La fin du gamonalisme remonte, dans ce district, à l'année 1970, date à laquelle les diverses *haciendas* et *estancias* locales sont démantelées et remplacées par des coopératives agraires de production (CAP). Ne disposant d'aucune information concernant la désintégration des *estancias* et *haciendas* mineures du district (telles que Pallca), nous détaillerons dans les lignes qui suivent le processus de démantèlement des *haciendas* et les compositions de coopératives à Ocongate en nous basant sur l'expérience de la plus grande *hacienda* du district : l'*hacienda* Lauramarca.

Celle-ci est la première *hacienda* andine à avoir été expropriée à l'échelle nationale (Rosas, 2015). A Ocongate, son expropriation culmine en décembre 1970 avec l'adjudication définitive de ses terres à 686 paysans, réparties en 17 secteurs ruraux. Les terres de l'*hacienda* passent à la *Cooperativa Agraria de Producción Lauramarca Ltda. n°56,* qui devient la propriété collective des anciens colons de l'*hacienda*. Les populations rurales du district passent donc du statut de *colonos* d'*haciendas* à celui de travailleurs salariés, prenant part à la gestion d'une coopérative et en partageant les bénéfices. Sur le plan foncier, 83% des terres de l'*hacienda* passent sous administration directe des familles paysannes et 17% sous administration de la coopérative (Matos Mar, 1978). En effet, à Ocongate, le *minifundium* existe à l'intérieur des coopératives créées, toutes les terres ne sont pas collectives ; chacune des familles, qui auparavant bénéficiait d'une parcelle en échange de corvées lourdes effectuées pour l'*hacendado,* jouit désormais de son usufruit gratuit. Cependant, il est important de souligner que les terres de la coopérative correspondent à l'ancien *ahijadero* de l'*hacienda,* c'est-à-dire aux sols les plus riches, les mieux irrigués et les plus propices au pâturage et à l'agriculture.

A cette époque, les terres individuelles des familles de notre première génération (généralement situées, comme nous venons de le dire, dans les secteurs les moins fertiles) sont caractérisées par des systèmes de production de type poly-culture-élevage, destinés à assurer avant tout la subsistance familiale (Matos Mar, 1978). Les cultures de pommes de terre, d'orge, de haricots ou de tubercules (tels que le *oca* ou le *olluco* andins) sont les plus répandues.

En ce qui concerne les coopératives du district, l'activité productive prédominante reste l'élevage (comme au temps des *haciendas*), orienté principalement vers les animaux à laine comme les ovins et les camélidés, et dans une moindre mesure, vers les bovins et les équidés. Les travaux de Matos Mar (1978) précisent que le *ahijadero* est surtout occupé par les ovins ; les camélidés, eux, vivent dans les zones reculées d'altitude du district, où les bovins et équidés sont incapables de survivre. A Lauramarca, ajoute-t-il : « la ganadería de vacunos no muestra señales de prosperar, porque es la que más difícilmente se aclimata [a la altura] » (Matos Mar, 1978 : 71). L'élevage de bovins est donc, à l'époque de notre première génération de circulants, très peu développée au sein du district, contrairement à l'élevage d'ovins et de camélidés dont la laine est principalement destinée aux marchés externes. Sur le plan économique, le secteur paysan vit donc principalement des activités agricoles et d'élevage (camélidés et ovins), complémentées, à partir de la réforme agraire, par des revenus monétaires tirés de la mobilité (Figueroa, 1981).

Sur le plan mobilitaire, la réforme agraire marque la fin du contrôle des *haciendas*, et ce faisant, entraîne une véritable libération des populations paysannes andines. Dès 1970, nous assistons, à Ocongate (comme dans l'ensemble du pays), à une « libéralisation sociale et économique du

secteur paysan » (Cortes, 2002), aboutissant *in fine* à une profonde impulsion des circulations migratoires volontaires. Le démantèlement du système colonial des *haciendas* et la libération du *colonato* enraye les anciens processus coloniaux de migration forcée, ceux-ci étant remplacés, dès le début des années 1970, par des phénomènes croissants de circulation volontaire.

Ainsi, pour notre première génération de circulants, la réforme agraire marque le point de départ de leur circulation, celle-ci menant au déclenchement et à l'accroissement progressif de leurs dynamiques de mobilité spatiale. Miguel, circulant de première génération, aujourd'hui âgé de 67 ans, nous explique en ses mots ce phénomène :

> « El primer impacto de la reforma fue la salida de gente, mucha gente migra ; los jóvenes sobre todo, los que en la época de la reforma tienen 15-16-17-18 años como yo, salen a cualquier parte, y principalmente a los lavaderos de oro de Madre de Dios. De hecho, lo más próximo para la zona es la selva de Madre de Dios, de Puerto Maldonado [...] Acá la gente claro solo vivía de la producción, del auto consumo, o sea producía un poco y ya después empieza a salir para poder sostener un poco la familia » (Entretien avec Miguel, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ce que nous raconte Miguel dans cet extrait confirme la réforme agraire en tant qu'évènement déclencheur des mobilités minières paysannes. Lorsque celle-ci est promulguée, les jeunes surtout, dit-il, commencent à « sortir » du district et à circuler vers l'Amazonie.

Néanmoins, si cette réforme marque le point de départ des circulations migratoires paysannes de notre première génération, celle-ci ne se suffit néanmoins pas à elle-même pour justifier les départs. La période d'existence des coopératives agraires de production (1) et le contexte de récession économique (2) constituent également, à Ocongate, deux éléments essentiels à prendre en compte pour expliquer les nombreuses circulations migratoires paysannes qui se donnent à voir au cours de la période 1970-1988.

(1) Dans le district d'Ocongate, les coopératives agraires de production auxquelles appartiennent nos circulants de première génération en tant qu'associés/travailleurs salariés démontrent, très rapidement après leur constitution, une grande inefficience interne qui se traduit par une fragilisation graduelle des économies familiales rurales (Matos Mar, 1978).

Les années d'existence des coopératives – qui constituent le contexte des mobilités de notre première génération – représentent en effet, pour nos circulants, une période au cours de laquelle ceux-ci ne peuvent compter sur les revenus générés par la production agropastorale de la coopérative, ce qui aura d'importantes incidences sur leurs logiques de mobilité. Reddy, circulant de notre première génération et actuel paysan de la communauté de Patapallpa, nous explique en effet :

> « Teníamos la cooperativa, sembramos papa, maíz, todas esas cosas. Pero no había plata pues, trabajamos, pero no había. No había para comprarse, para tener plata, no había. Quería tener para mi familia, pero no se podía en la época de la cooperativa » (Entretien avec Reddy, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

En dépit du travail qu'il réalise pour la coopérative (cultures de maïs, de pommes de terre, etc.), cette dernière ne rapporte rien à Reddy ; au contraire, ce manque à gagner le pousse à entreprendre ses premières circulations migratoires.

Aussi, il faut dire qu'à Ocongate, comme dans tout le Pérou, les coopératives sont à l'époque considérées comme une imposition externe par le secteur paysan ; Matos Mar (1978), qui a réalisé

un rapport d'une très grande richesse ethnographique sur les incidences de la réforme agraire dans la province de Quispicanchis, exprime, en ces mots, le mécontentement généré par la constitution de la coopérative Lauramarca : « Con el cambio producido por la reforma agraria estas tierras pasan a ser explotadas directamente por la empresa, lo que por supuesto no satisface las expectativas de los socios [...] De este modo, las aspiraciones de los socios quedan definitivamente truncadas, generando un descontento contra la cooperativa » (Matos Mar, 1978 : 74). Le problème fondamental de ce système coopératif est en effet qu'il ignore, à Ocongate, les avancées réalisées les années antérieures en ce qui concerne le renforcement des dynamiques de communautés locales. Au sein du district, ces dynamiques apparaissent au début des années 1970 et se consolident au cours des années 1980.

Quintín (1994), dans une étude traitant les principaux traits du pouvoir local *ocongateño*[89] des années 1970-1990, résume assez distinctement l'opposition des approches économiques et organisationnelles proposées, d'une part, par le gouvernement de Velasco, qui considérait que les communautés paysannes devaient être surpassées par une forme d'organisation sociale plus efficiente ; et d'autre part, par les paysans, qui considéraient l'organisation communautaire comme un moyen d'accéder directement à la terre, tout en partageant un projet de vie en commun :

> « [Había] por un lado el [planteamiento] de la empresa-cooperativa, impuesto desde arriba, en que se arrogaba la gestión común de los bienes bajo una dirección centralizada y, por otro lado, el de los socios campesinos que buscarían la ampliación de las tierras y parcelas bajo manejo familiar (reivindicación fundamental en las múltiples luchas contra el sistema hacendario) a partir de un marco de organización campesinas de ámbito más reducido – la comunidad – y que llevaba a una concepción negativa de las cooperativas como herederas del sistema de haciendas » (Quintín, 1994: 184).

Ainsi, à Ocongate, comme dans la majorité des Andes des années 1970-1980, deux projets de réforme agraire entrent en concurrence : le modèle étatique d'une part, et le modèle paysan, d'autre part, reflétant l'existence de différentes conceptions sur ce qu'était et devait être le monde rural andin. Ces visions contraires participeront à la crise graduelle des coopératives d'Ocongate dès 1975, un phénomène qui se prolongera tout au long des années 1980 et fragilisera substantiellement (et pendant plus de quinze ans) les économies rurales familiales.

(2) Outre ces limitations, les coopératives agraires de production et nos circulants de première génération évoluent à l'époque dans un contexte macro-économique particulièrement défavorable, marqué – comme nous l'avons étudié dans la section antérieure – par une grave récession économique. Les prix offerts pour les productions agropastorales sont particulièrement bas, ce qui pousse nombre d'entre eux à entreprendre leurs premiers déplacements de travail en-dehors du district :

> « El producto que sembraba no tenía precio. Sembraba mi papita, mi maíz, mi haba sembraba, y vendía el kilo muy barato, solo me quedaban algo de dos soles. No me alcanzaba. Por eso caminaba para buscarme la vida. En la agricultura en esos tiempos como te digo pues no se ganaba. No había, no… no alcanzaba » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

Luis, circulant de première génération, se souvient des faibles prix offerts à l'époque pour ses produits agricoles, un facteur qui le pousse à aller travailler dans les campements miniers de l'Amazonie voisine. Venant confirmer son témoignage, Claudio – lui aussi circulant de première

[89] D'Ocongate, en français.

génération – évoque avec nous les faibles gains de l'agriculture de l'époque, qui permettent à peine à sa famille de subvenir à ses besoins basiques :

> « En mi caso… mi papá era agricultor y no había economía… había para comer, pero así para vestirse, para poder educar a los hijos, no se abastecía porque éramos 4 hermanos. Poca economía teníamos de la agricultura, no había, solo para subsistir » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Le témoignage de Claudio révèle l'incapacité du secteur paysan de l'époque à contenir les phénomènes de pauvreté rurale, qui fomentent, dès la moitié des années 1970, la croissance exponentielle des flux migratoires internes. Aristides, qui est parti d'Ocongate en 1975 et est allé travailler deux mois à Madre de Dios, éclaire également ce processus en précisant que :

> « Mucha gente de mi generación viajaba. Yo fui una sola vez en 75 y estuve 2 meses [...] Desde los 70, estaba creciendo la actividad poco, y las familias también empezaron a salir cada vez más, porque creo que… era la crisis. En los 70-80, hubo una recesión económica fuerte acá. Ha sido bien fuerte y duró. Entonces, acá la gente salía muchísimo toda esa temporada, era los lavaderos [de oro] básicamente » (Entretien avec Aristides, paysan de la communauté de Pinchimuro, Ocongate, 2017).

La crise du secteur agraire et la récession économique nationale encouragent ainsi les circulations migratoires des individus de notre première génération, un phénomène qui est décrit par Miguel comme des « sorties pour soutenir la famille » :

> « Yo fui a la selva porque mi padre tenía un amigo que era minero. Y nos fuimos a la selva con mi hermano. Acá la gente claro solo vivía de la producción, del auto consumo, o sea producía un poco y ya después empieza a salir para poder sostener un poco la familia » (Entretien avec Miguel, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Comme Miguel l'exprime, la mobilité minière de sa génération doit être mise en lien et interprétée à partir de la fonction de « soutien » qu'elle endosse au sein des économies rurales familiales de l'époque. Réponse à la fragilisation graduelle des économies rurales, la circulation migratoire vient pallier, tout au long de la période 1970-1988, les carences économiques des familles paysannes.

Lorsque nous avons demandé – à travers notre enquête quantitative – à cette génération de circulants quelles étaient les raisons qui les avaient poussés à entreprendre leurs circulations migratoires, 93,3% d'entre eux nous ont répondu qu'ils circulaient à l'époque par manque de ressources économiques.

Tableau 7. Raisons de la circulation – Génération 1 (a).

Manque de ressources économiques		
	Fréquence	**Pourcentage**
Oui	42	93,3%
Non	3	6,7%
Total	45	22%

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Par ailleurs, 37,8% des circulants de cette première génération nous ont signalé avoir également circulé par manque d'opportunités d'emploi à Ocongate.

Tableau 8. Raisons de la circulation – Génération 1 (b).

Manque d'opportunités d'emploi		
	Fréquence	**Pourcentage**
Oui	17	37,8%
Non	28	62,2%
Total	45	100%

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Ces deux statistiques montrent clairement que les coopératives agraires instituées par le gouvernement du général Velasco ne constituent pas, aux yeux de cette génération, une réponse adéquate au *problema agrario* de l'époque, et encore moins, une source d'emploi local fiable.

Qualitativement, certains circulants de cette génération ont également abordé, en entretien, l'absence étatique dans le district d'Ocongate tout au long des années 1970-1980, qui mène à des limitations dans le crédit agricole, les investissements publics ou encore les programmes de développement agricole :

> « En los 70, en la agricultura, no estábamos preparados. No, porque no había un…, como decir, un apoyo del gobierno, ni de cualquier institución, no había. Como agricultor tu sembrabas tu producto, pero no había un apoyo, claro » (Entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

A l'époque de ses circulations, Meraldo considère que l'État n'a aucune présence à Ocongate ; les paysans de son district sont abandonnés à leur sort, tout comme les coopératives agraires auxquelles ils appartiennent.

Dans une telle situation, et en l'absence de tout soutien de la part de l'État, le secteur paysan se mobilise dès 1977, en organisant de nombreux soulèvements dont la visée est le démantèlement du modèle coopératif et la parcellisation individuelle des terres (*minifundium*) (Hancco, 1979).

Dans ce district, la majeure partie du secteur paysan devra toutefois attendre l'année 1987 et le gouvernement d'Alan García Pérez (1985-1990) pour acter la désintégration du modèle coopératif. Cette année-là, les coopératives sont dissoutes sur l'ensemble du territoire du district, laissant place, d'une part, à un processus de sectorisation et de parcellisation des terres au profit des familles paysannes, et d'autre part, à l'éclosion et la multiplication de modèles organisationnels de type communal, à la recherche de reconnaissance légale par l'Etat (Quintín, 1994). Sur les restes de la coopérative agraire Lauramarca et se calquant sur les limites des différents secteurs qui la composaient, se créent 17 communautés paysannes qui sont reconnues officiellement en date du 27 novembre 1987 (Van Niekerk, 1991). Au sein de chacune de ces communautés, les paysans procèdent à une distribution individuelle des terres, et définissent, en outre, des zones de pâturages collectifs (Rosas, 2015). David, membre de l'actuelle communauté de Lauramarca, explique ce processus :

> « La cooperativa fracasó, entonces cuando llegó la parcelación, cada familia en función a su posición que tenía dentro de la cooperativa o dentro de la comunidad, del liderazgo que podía tener, o de su historia de asentamiento en nuestro territorio, en fin, de varias cosas, se asignaron las tierras. Nos organizamos en comunidad » (Entretien avec David, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Depuis 1987, il n'existe donc plus aucune coopérative agraire à Ocongate, les terres et les installations ayant cette année-là été réparties entre les familles et/ou les communautés nouvellement formées[90].

Synthétisant les éléments présentés dans cette section, nous pouvons donc dire que c'est dans ce terrain propice, caractérisé par la profonde crise économique, la stagnation durable de la production agricole, la paupérisation progressive de la condition paysanne et le développement du chômage, que se donnent à voir les circulations migratoires de notre première génération de circulants. Comme Caballero (1980) le souligne dans ses travaux, celles-ci représentent une réponse au *problema agrario* de la période 1970-1988, tout comme une solution pour contrer les processus d'appauvrissement observés au sein des familles rurales paysannes.

1.3. Le contexte de réception : les campements miniers de Madre de Dios, destination phare des années 1970-1988

Ayant analysé le contexte d'origine, il s'agit maintenant de comprendre comment l'Amazonie, et plus précisément les campements miniers de Madre de Dios, se sont imposés à cette génération comme destination de travail privilégiée. Pour ce faire, et afin de compléter la caractérisation des logiques de mobilité de ces premiers circulants, attelons-nous à l'étude du contexte de réception des mobilités : les zones minières du département voisin de Madre de Dios.

Comme le soulignait Miguel dans une section antérieure, suite à la réforme agraire : « los jóvenes [...] salen a cualquier parte, y principalmente a los lavaderos de oro de Madre de Dios. De hecho, lo más próximo para la zona es la selva de Madre de Dios » (Entretien avec Miguel, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Parmi les mouvements de la période 1970-1988, les zones minières de l'Amazonie s'érigent en effet rapidement comme destination phare de notre première génération. Nous pouvons trouver la justification de ce choix, comme Miguel le précise, dans la proximité des zones minières par rapport au lieu d'origine (Ocongate), mais également dans : le caractère historique des mouvements migratoires interrégionaux Ocongate-Madre de Dios (1), les imaginaires amazoniens d'enrichissement rapide (2), ainsi que l'augmentation fulgurante du prix de l'or sur les marchés internationaux et la découverte d'or en pleine jungle (3).

(1) Nous l'avons vu précédemment, les mouvements de travail vers l'Amazonie ne sont pas un phénomène nouveau, ils remontent à l'époque coloniale et au temps du *latifundium*, lorsque ceux-ci sont imposés aux populations de colons en tant que rente-travail. Héritiers de l'époque des *haciendas* coloniales et républicaines, les voyages vers l'Amazonie sont donc considérés, dans la mémoire collective de cette première génération, comme une pratique traditionnelle qui « existe depuis toujours ». Pour Luis, circulant de cette génération:

> « La migración a la selva se ha muy normalizado. Es algo que está allí desde siempre, no es una sorpresa. Es algo que está integrado en nuestras familias y en nuestros funcionamientos. Porque es algo que ha existido siempre, no es nuevo, hace mucho tiempo » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

Phénomène historique donc, la circulation migratoire vers Madre de Dios se présente, dans l'esprit de notre première génération, comme le *continuum* des mouvements forcés antérieurs, mais se

[90] Il reste néanmoins, à l'heure actuelle, plusieurs coopératives de production à Ocongate, mais qui ne relèvent pas des mêmes logiques d'organisation interne et de répartition du travail que les anciennes coopératives agraires (CAP) des années 1970-1980.

distingue de ceux-ci sur un point fondamental : celle-ci revêt, à l'aube des années 1970, un caractère volontaire. Très justement, Rosas (2015) avance qu'à Ocongate:

> «El trabajo temporal en la minería de oro aluvial en la Amazonía ha sido una práctica tradicional que ha formado parte del calendario anual incluso desde la colonia [...] el trabajo en la explotación minera es una de las más rentables actividades alternas a las que recurren los pobladores. Hasta los años noventa, el destino principal eran los lavaderos de oro en Madre de Dios, en especial durante la época en que las actividades agrícolas requerían de poca mano de obra » (Rosas, 2015: 94).

La mobilité vers les zones minières de Madre de Dios représente donc, pour les circulants de cette génération, une pratique ancienne faisant partie intégrante de leur histoire et de leur vécu familial.

(2) Outre le caractère historique de ces mouvements, il faut aussi prendre en compte, lorsque nous cherchons à comprendre les déterminants des circulations minières de première génération, le poids des imaginaires liés à l'or. La région de Madre de Dios a, pendant de nombreux siècles et par beaucoup, été associée à la découverte du mythique *El Dorado*, cette contrée de jungles supposée regorger d'or (De La Torre, 1987 ; García Morcillo, 1982). De ce fait, l'Amazonie a la réputation, parmi les individus de cette première génération, d'être une terre de grandes richesses, où tout est possible :

> « Siempre escuchaba cuando era todavía adolescente que Maldonado era la alternativa para la gente que quería trabajar, se iba a Madre de Dios y venían con billetes. Siempre la gente decía que : 'voy a trabajar, me voy a Maldonado', y se iba durante meses. Entonces ya la idea de que Maldonado es donde hay dinero y así se ha generado, en todos los pueblos... todos los jóvenes… así se ha hecho popular Madre de Dios, todo el mundo ha ido » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Ce témoignage que nous livre Daniel, circulant de première génération, est très illustratif des imaginaires collectifs de l'époque liés à l'or amazonien. Comme celui-ci le souligne, la région de Madre de Dios est, pour cette génération, synonyme de *billetes*[91] et *dinero*[92], ces deux éléments faisant d'elle une région attractive et populaire.

Pour le comprendre, et mieux saisir la genèse de ces imaginaires et la manière dont ceux-ci influencent le choix de Madre de Dios comme destination phare des mobilités de notre première génération, opérons un zoom sur ce département et tentons d'en analyser les processus historiques de construction sociale et d'occupation territoriale, ce qui nous mènera, dans un deuxième temps à les articuler aux mobilités minières observées, depuis Ocongate, parmi les circulants de notre première génération.

Il est tout d'abord utile de préciser que Madre de Dios est, jusqu'en 1940, considérée comme une région de jungles lointaine et inaccessible, présentant peu ou de précaires voies de communication ainsi qu'une densité de population de moins d'une personne par kilomètre carré (Raez, 2010). Ce département connaît, cependant, une croissance démographique considérable entre 1940 et 1970, période au cours de laquelle il voit sa population se quadrupler, et ce, dû au dynamisme de son front extractif. Etant en effet un territoire riche en or, gaz, pétrole, caoutchouc, bois ou *castaña*[93], le peuplement et l'articulation de Madre de Dios avec le reste du pays ont, historiquement, toujours dépendu de l'essor de l'exploitation des ressources naturelles et par conséquent, la

[91] Billets, en français.
[92] Argent, en français.
[93] Noix du Brésil, en français.

formation de son espace socio-économique s'est toujours basée sur de véritables fièvres ou booms extractifs (De La Torre, 1987).

Jusqu'à la moitié du XIX^{ème} siècle, ce département fait l'objet de plusieurs tentatives d'incursion et de colonisation. De l'époque coloniale jusqu'en 1850, Madre de Dios connaît de nombreuses expéditions militaires, dont le but recherché est la découverte du mythique *El Dorado* ou *Paititi* : « El mito de la ciudad legendaria del Paititi y la búsqueda de un supuesto tesoro escondido por los Incas, impulsaron a los españoles a realizar temerarios recorridos con la esperanza de encontrar suficientes riquezas que compensasen los esfuerzos y las penalidades de las expediciones » (García Morcillo, 1982: 256). Ainsi, dès l'époque coloniale, Madre de Dios se construit, dans les imaginaires collectifs, comme un espace immensément riche, qui cache, dans ses zones de jungles denses, un trésor enfui par les Incas. Nous identifions ici les prémisses des imaginaires migratoires liés aux possibilités d'enrichissement rapide dont nous parlions précédemment (Tyuleneva, 2018).

Ensuite, entre 1850 et 1895, se succèdent, à Madre de Dios, une série d'expéditions scientifiques organisées dans un double but : connaître les caractéristiques géographiques et biologiques de la région mais aussi et surtout trouver des zones riches en *cascarilla* et caoutchouc ainsi que des routes aptes à leur commerce (Mosqueira, 1993 ; García Morcillo, 1982). De nombreux auteurs (De La Torre, 1987 ; Mosqueira, 1993 ; Lossio, 2002) identifient le boom du caoutchouc comme point de départ pour l'occupation sociale et territoriale du département. Couvrant les années 1890-1920, ce boom engendre les premiers flux migratoires depuis le département de Loreto[94] et certaines régions andines, ainsi qu'un intense mouvement commercial (De La Torre, 1987). Selon Válcarcel (1992), García Morcillo (1982) et Lossio (2002), ce boom du caoutchouc marque l'établissement des premières *haciendas* et noyaux de population à Madre de Dios, faisant également apparaître une série d'entreprises étrangères qui s'approvisionnent en main d'œuvre native et étrangère, ce qui provoque, selon les mots de Varcárcel (1992), une véritable « mosaïque de migrants » dans le département. Néanmoins, à partir de 1920, le commerce du caoutchouc entre en crise. La demande internationale pour ce produit amazonien chute drastiquement dû à une production massive des plantations d'*Hevea* en Asie, provoquant, à Madre de Dios, la ruine de dizaines de *caucheros*[95] et par conséquent, un arrêt de l'afflux migratoire et le dépeuplement quasi instantané du département (Delboy, 1913).

Les années 1920-1935 marquent alors une période de stagnation et de crise pour la région (Lossio, 2002). Il faudra attendre la fin des années 1930 pour qu'apparaisse une nouvelle ère extractive : la première fièvre de l'or (1940-1955). Celle-ci trouve ses origines dans les stratégies de diversification économique des *caucheros* (Valencia, 2014) et se concentre tout d'abord à Quincemil, pour ensuite s'étendre aux rivières Colorado, Madre de Dios et Inambari. A cette époque, les mineurs utilisent des méthodes artisanales d'extraction et ne travaillent que sur les plages des rivières, générant les premières grandes migrations andines temporaires de travail. Ces vagues continues de migrants finissent par former les premiers noyaux/villages miniers du département, tels que Huepetuhe, Caychive et Laberinto. Cependant, une fois les gisements superficiels épuisés y sans aucune technologie pour approfondir l'exploitation aurifère, la production chute, ce qui provoque une décroissance considérable de cette activité à la moitié des années 1950.

[94] Autre département amazonien du Pérou, situé au nord du pays.
[95] Exploitants de caoutchouc, en français.

De 1955 à 1965, un nouveau front extractif se développe : celui de la *castaña*. Madre de Dios est la seule région du pays à produire ce fruit et bien que cette activité perd en dynamisme après quelques années, celle-ci se maintient jusqu'à aujourd'hui grâce à la création d'entreprises exportatrices (Borasino, Escobedo, 2010).

A la même époque, et parallèlement à ce furtif boom de la *castaña*, le premier chemin ouvert au transit routier entre Cusco et Puerto Maldonado est construit (1962), marquant la fin de l'isolement terrestre de Madre de Dios (Válcarcel, 1992). En effet, suite au dépeuplement relatif de l'Amazonie provoqué par la crise du caoutchouc, les gouvernements successifs décident d'y mener une politique agressive de colonisation, qui résulte en la construction de routes de pénétration qui commencent à être exécutées dès la fin des années 1930 (Barclay *et al.*, 1991). A Madre de Dios, bien que cette nouvelle voie soit impraticable durant les six mois que compte la saison des pluies (décembre à mai), celle-ci entraîne rapidement de profondes mutations sociales et économiques, parmi lesquelles une remarquable accélération des échanges commerciaux avec le département andin voisin de Cusco, l'arrivée continue d'immigrants (d'origine principalement andine) qui s'installent de manière permanente, et par conséquent, l'expansion des fronts extractifs et productifs (Borasino, Escobedo, 2010).

Ainsi, jusqu'aux années 1960, Madre de Dios vit au gré des différents booms extractifs, voyant succéder aux périodes de peuplement et d'émigration intense, des années de crise et de décroissance démographique soutenue. Ce n'est véritablement qu'à partir de la moitié des années 1960 que les migrations semblent mener à des processus d'installation plus durables, néanmoins, le département reste, dans les imaginaires collectifs andins, un territoire de passage. Hernández Asensio (2016), dans un ouvrage dédié au développement de la province de Quispicanchis, affirme que depuis Ocongate: « la selva es vista como una tierra de oportunidades, donde es relativamente fácil encontrar empleo e incluso hacer 'un buen dinero' […] El viaje a la selva es también un recurso de emergencia, cuando los campesinos enfrentan gastos imprevistos o simplemente desean salir de sus localidades por cualquier tipo de problema » (Hernández Asensio, 2016: 200-201). Ainsi, la jungle de Madre de Dios apparaît, à l'aube des années 1970 et pour les circulants de notre première génération, comme une terre de tous les possibles et une source de revenus, la mobilité minière vers ce département constituant une solution « facile » aux difficultés économiques qu'ils peuvent rencontrer.

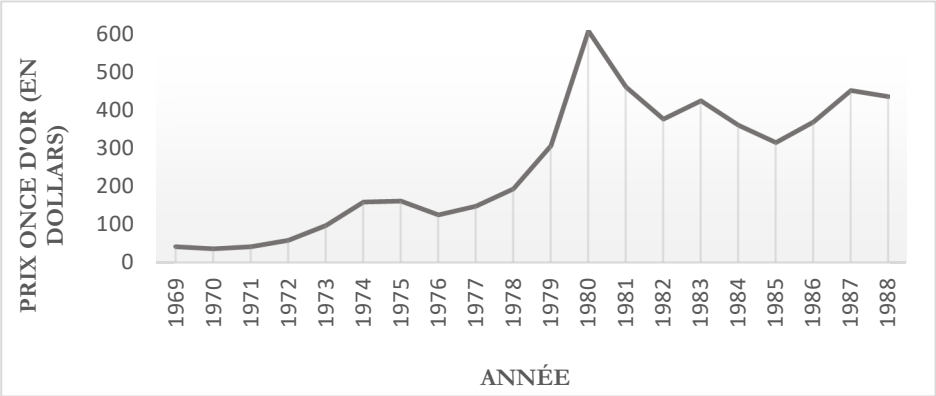
C'est à travers ces divers éléments de contexte que l'imaginaire de notre première génération de circulants se construit, orientant leurs processus et leurs choix de mobilité vers les zones aurifères de Madre de Dios. Ce département ayant toujours été construit dans l'imaginaire collectif et les politiques de colonisation péruviennes comme un espace indomptable, inaccessible, immensément riche, qui devait être conquis, évangélisé, civilisé et occupé pour le contrôle de ses ressources, notre première génération se mobilise vers les différents campements miniers de Madre de Dios, attirés par la chimère de l'or et ses possibilités d'enrichissement rapide.

(3) Enfin, il faut aussi dire qu'à l'époque où cette génération entreprend ses premières circulations volontaires vers la jungle (décennie 1970), le département de Madre de Dios expérimente un deuxième boom aurifère (d'une ampleur encore plus importante que la première fièvre des années 1940-1955), qui aboutit, en quelques années seulement, à un véritable phénomène de ruée vers l'or. Suite au choc pétrolier de 1973, le prix de l'or connaît une hausse fulgurante sur les marchés internationaux, intensifiant, en quelques années, les flux migratoires internes vers cette partie de l'Amazonie (De La Torre, 1987 ; Almanza, 1997). Alors que le prix de l'once[96] d'or était de 41,06

[96] L'once est l'unité de mesure traditionnelle pour l'or. Le poids d'une once d'or équivaut à 31,104 grammes.

dollars aux débuts de la réforme agraire (1969), celui-ci passe à 159,06 dollars au lendemain du choc pétrolier (1974), pour atteindre un pic de 607,87 dollars en 1980 (De La Torre, 1987). A partir de 1981, sa cotisation commence à décroître, néanmoins, celle-ci se maintiendra jusqu'en 1988 bien au-dessus du niveau des années antérieures à la réforme, au cours desquelles son prix était resté presque fixe, autour des 35 dollars l'once (Almanza, 1997).

Figure 11. Évolution du prix international de l'once d'or (1969-1988).



Source : Metal Weeks, Metal Statistics, Anuario de la Industria Minera en el Perú, De La Torre (1987), Almanza (1997). **Elaboration :** par l'auteure.

Cette hausse de la cotisation aurifère encourage, à partir du début des années 1970, les voyages depuis Ocongate, tout comme ceux, plus globalement, de nombreux paysans originaires des départements voisins de Puno, Cusco et Apurímac. Selon Almanza (1997), ce phénomène « ha determinado que se incremente la cantidad de buscadores de oro en Madre de Dios ; por consiguiente, la demanda de mano de obra creció vertiginosamente » (p. 128). En effet, dès le début des années 1970, et répondant à cette hausse du prix aurifère, les campements miniers se multiplient dans le sud-est du département de Madre de Dios, accroissant la demande de main d'œuvre migrante peu qualifiée. Cette demande émane, à l'époque, de groupes sociaux et individus (que nous appellerons tout au long de ce travail « mineurs artisanaux » ou « micro-entrepreneurs miniers ») qui ne sont pas originaires du département mais y ont été précédemment attirés par les possibilités d'emploi, de terres et surtout d'enrichissement rapide de l'activité aurifère (Arnillas et Ponce, 2008 ; Arriarán et Gómez, 2008). Ceux-ci génèrent, à partir de la crise mondiale de 1973, une importante demande de main d'œuvre à laquelle répondent massivement les populations paysannes des Andes du sud du pays, qui au cours des années 1970-1980 connaissent, comme nous l'avons analysé, un processus de crise économique et limitation des ressources productives disponibles dans leurs terres d'origine, ce qui les pousse à trouver dans la migration vers Madre de Dios une alternative pour améliorer leurs conditions de vie (Gonzales, 1998 ; IIAP, 2001).

Parallèlement à cette hausse du prix aurifère, il est également essentiel de souligner qu'en 1973, de l'or est découvert au cœur des forêts du département de Madre Dios. Alors que jusque-là, seules les plages des rivières faisaient l'objet d'extraction (De La Torre, 1987), cette année-là, de la poussière d'or est découverte en pleine jungle, dans l'ancien lit de la rivière Madre de Dios, au cœur du secteur minier aujourd'hui appelé *Laberinto*. Cette découverte, affirme Junquera (1999), « atrajo a los buscadores como la miel a las abejas. La población foránea se incrementó hasta niveles insospechados y este dato sigue vigente porque la selva tropical se sigue ofreciendo como una panacea que resuelve todos los males de penuria económica sin decir nunca al emigrante que aquello no es precisamente el paraíso terrenal » (Junquera, 1999: 291). En effet, suite à cet

événement, Madre de Dios commence à attirer un nombre toujours croissant de migrants. La nouvelle de l'existence de postes de travail dans les forêts de Madre de Dios « coure comme une traînée de poudre à travers toute la région » (Castro de León, 1985), produisant, selon cette auteure, « el fenómeno de la migración estacional de jóvenes de origen rural serrano, que proceden mayormente de familias pobres que viven en comunidades campesinas de Puno, Cusco y Apurímac principalmente » (Castro de León, 1985: 140). A l'époque, trois départements andins fournissent la majeure partie des contingents : Cusco (dont Ocongate fait partie), Puno et Apurímac (Almanza, 1997 ; Baca, 1985 ; García Morcillo, 1982). Au sein de ces trois départements, la « chimère de l'or », encouragée par la hausse du prix de ce métal ainsi que sa découverte en forêt, explique les départs (définitifs ou temporaires) de nombreux paysans.

Ainsi, et pour conclure cette première partie de chapitre, nous pouvons dire que plusieurs processus macro-structurels participent au façonnement des circulations migratoires de notre première génération ; réforme agraire, crise profonde du secteur agraire, récession macro-économique, paupérisation rurale et paysanne, le manque de présence étatique, sont autant de facteurs qui mettent de larges pans de la société *ocongateña* en mouvement au cours de la période 1970-1988. Également influencés par leur héritage historique de migrations forcées au sein des *haciendas*, encouragés par les imaginaires collectifs d'accumulation rapide à des fins de subsistance, et poussées par le boom aurifère international des années 1973-1988, ceux-ci initient leur circulation migratoire vers l'Amazonie, et ce, en décidant de quitter temporairement leur foyer pour tenter leur chance dans les campements aurifères de Madre de Dios.

2. Acteurs, exploitation aurifère artisanale et trajectoires circulatoires : des individus en mouvement

Après avoir abordé les forces et les processus macro-structurels qui façonnent les mobilités minières de la période 1970-1988, en portant une attention particulière aux contextes socio-historiques national, d'origine (Ocongate) et de destination (Madre de Dios), concentrons-nous dans cette seconde partie de chapitre sur les acteurs, en veillant à mettre en lumière, d'une part, les facteurs micro-individuels qui concourent à leurs logiques circulatoires, et d'autre part, les conditions de leur mobilité au sein des campements miniers de l'Amazonie péruvienne orientale.

Pour ce faire, nous construisons, dans une première section, le profil du circulant-type de première génération, et ce, en en dressant les caractéristiques sociologiques dominantes (occupation, langue, éducation, statut matrimonial, composition familiale, nombre d'enfants, etc.) (section 2.1). Partant de ce profil, nous entrons ensuite dans une sociologie du travail minier artisanal, étudiée à partir du point de destination : Madre de Dios. Nous cherchons tout d'abord à comprendre les mécanismes d'insertion de cette génération au sein du monde minier de l'époque, dépeignant les stratégies du recrutement minier, les promesses formulées ainsi que les pratiques effective et affective de l'espace parcouru (section 2.2). Dans une troisième section, nous abordons les modalités contractuelles d'incorporation et les conditions de travail de nos circulants de première génération au sein des campements miniers de la période 1970-1988, et ce, en éclairant les régimes de production auxquels ceux-ci sont soumis (section 2.3). Dans un quatrième temps, nous caractérisons les rapports de production entre micro-entrepreneurs miniers et ouvriers mobiles, un exercice qui implique la caractérisation sociodémographique du patronat minier de l'époque (section 2.4). Enfin, nous faisons appel – dans un dernier temps (section 2.5) – à l'outil théorico-méthodologique de la trajectoire, qui comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, permet de mettre en exergue – outre les facteurs macro-structurels, micro-individuels et

les réseaux qui les modèlent – la capacité singulière d'agentivité (*agency*) des migrants et leur marge de manœuvre. A ce stade, nous aurons en effet décrit « un partage d'expériences communes » (Sébille, 2012) et une condition sociale (Sayad, 1994) proche pour les individus de cette génération, toutefois, celles-ci n'épuisent pas toute la richesse des parcours de mobilité que nous avons pu identifier au sein de chaque période. En ce sens, les trajectoires individuelles que nous reconstituons dans cette section viennent – outre le fait d'« illustrer » ou « confirmer » les éléments d'analyse présentés pour l'ensemble de la génération – faire ressortir pour certains individus des éléments nouveaux (liés à la capacité d'*agency* des circulants), utiles à notre processus d'objectivation des logiques sociales à l'œuvre dans le processus circulatoire minier.

2.1. Profil du circulant-type de première génération

Nous fondant sur notre travail ethnographique dans les communautés paysannes d'Ocongate, les récits de vie recueillis, ainsi que les résultats de notre enquête quantitative, nous dépeignons, dans cette section, le profil-type du circulant de première génération, en ce, en le caractérisant à l'échelle micro-individuelle.

2.1.1. L'agriculture et l'élevage comme occupation principale

Tout d'abord, comme nous l'avons vu précédemment, les circulants de notre première génération sont issus du milieu rural, de ce fait, pour la majorité d'entre eux, l'activité agropastorale représente – au moment où ceux-ci entreprennent leurs voyages vers l'Amazonie (1970-1988) – leur activité principale. En effet, 93,18% des individus de cette génération nous ont spécifié avoir alterné, à cette époque, l'activité minière amazonienne avec l'agriculture et l'élevage de bétail sur leur terre d'origine, une minorité travaillant dans le secteur de la construction (4,55%) ou s'adonnant aux études (2,27%).

Tableau 9. Activité principale au moment des circulations – Génération 1.

Activité économique principale	Effectifs	Pourcentage
Activités agropastorales	41	93,18%
Construction	2	4,55%
Études	1	2,27%
Total	**44**[97]	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Au cours des décennies 1970-1980, Ocongate est une localité nettement *ganadera*[98], au sein de laquelle l'activité agricole est principalement dédiée à l'autosubsistance. Les familles de cette génération tirent en effet la majeure partie de leurs revenus des activités d'élevage, l'agriculture étant en grande partie dédiée à la génération de denrées alimentaires :

> « La agricultura era solo de sustento. No trabajábamos para el mercado, solo para el consumo no más. La agricultura era incipiente, no era tecnificada » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

[97] Il y eut une non-réponse à cette question.
[98] Une région dont l'économie est principalement tournée vers l'élevage, en français.

Selon Claudio, la production agricole n'est pas, à cette époque, tournée vers les marchés car celle-ci est trop faible et utilise peu de technologies. De ce fait, les cultures de pommes de terre, d'orge, de haricots ou de tubercules (qui sont, comme nous l'avons déjà souligné dans une section antérieure, les plus répandues dans les zones rurales du district), sont dédiées à la reproduction familiale :

> « En la agricultura, producíamos papa, para el autoconsumo no más, a vender, no. La chacra no trabajábamos para el mercado. Tarwi también, pero poquitito no más hacíamos, para comer no más » (Entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

En entretien, Gregorio partage l'avis de Meraldo, tout en précisant que les sols du district d'Ocongate ne sont en fait pas adaptés à l'agriculture, mais bien plus à l'élevage :

> « Ocongate, estamos hablando sobre 3500 metros, en teoría y en la práctica, no debería hacerse agricultura, sino más bien ganadería, porque los suelos no son aptos [a la agricultura]. En realidad, acá los suelos para uso intensivo solamente son el 2%, y entre el 40 y el 45% son para pastos, entonces un buen porcentaje son de pastos. Eso es lo que hay que explotar, por eso la ganadería era y es importante acá » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

En ce sens, peu de terres sont aptes à l'agriculture (2% de la superficie totale du district), ce qui signifie que les familles cultivent sur et se partagent des extensions très petites. Baca (1985) estime en effet, pour le département de Cusco, qu'une famille paysanne dispose, en 1985, d'en moyenne 0,97 hectares de terres agricoles, ce qui, pour cet auteur : « revela de manera irrefutable la escasez de este recurso en las comunidades campesinas del Cusco, puesto que es difícil pensar que una familia, compuesta en promedio por cinco miembros, pueda obtener los ingresos para su sustento anual tan sólo de una hectárea » (Baca, 1985: 52). Figueroa, dans une étude de 1981, affirme dans la même veine que : « la disponibilidad de tierras con que cuentan la mayoría de las familias comuneras del Perú, resulta insuficiente » (Figueroa, 1981: 124).

Aussi, pour Gregorio, ce n'est pas seulement une question de quantité, mais également de qualité :

> « No sólo la cantidad de recursos que conducíamos era pequeña, sino que su calidad era baja, y que la mayor parte tienen una pendiente bastante inclinada y a veces, sin agua. Los pastos que tenemos son así mismo de escasa calidad. Y hay también los riesgos, heladas, lluvias, etc. » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Pour toutes les raisons qu'il énumère (faibles extensions et basse qualité de terres, manque d'eau ou d'infrastructures d'irrigation, technification quasi inexistante, risques divers tels que les pluies, les gelées intenses, etc.), l'agriculture ne montre pas, au cours de la période 1970-1988, de signes de prospérer, restant destinée à l'autoconsommation des familles rurales.

Ainsi, à l'époque où nos circulants de notre première génération entreprennent leurs voyages amazoniens, leur économie familiale dépend avant tout des activités d'élevage, qui sont orientées, alors, vers les camélidés et les ovins[99]. « Más antes, Ocongate dependía de la ganadería de alpacas y de ovinos » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). Contrairement à aujourd'hui, ce type d'élevage se retrouve à l'époque dans tous les secteurs ruraux du territoire d'Ocongate, que ce soit dans les zones d'altitude (*puna*) comme dans les zones plus basses (*suni*) :

[99] A cette époque, les bovins sont peu nombreux au sein du district ; l'élevage de ce type de bétail n'est pas encore très développé.

> « Las alpacas, como que se han ido arrinconando, ahora las alpacas están pegado a la cordillera; antes, la alpaca estaba en la comunidad de Andamayo o en Ccolcca [zona suni], en todo el territorio había, ahora ni una alpaca hay en esas comunidades más bajas, así es » (Entretien avec Miguel, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

L'ensemble du territoire rural d'Ocongate est donc, au moment des circulations de notre première génération, dominé par l'élevage de camélidés et d'ovins. La laine que ces deux espèces produisent, ainsi que leur viande, sont vendues (bien qu'en petite quantité) sur les marchés externes et les foires, constituant la plus grande part des revenus monétaires paysans.

Les foires régionales permettent à notre première génération d'écouler leurs excédents de laine et de viande, et ce, en les vendant à des intermédiaires qui se chargent ensuite de les revendre, avec une certaine marge bénéficiaire, à de grandes entreprises (souvent originaires d'Arequipa) telles que Michell ou Texao. Ces foires facilitent les transactions paysannes et permettent une offre constante à leurs produits ; néanmoins, lors de ces rassemblements, l'usage de l'espagnol est chose commune, or pour notre première génération de circulants, le quechua est la langue prédominante, celle qu'ils ont apprise au cours de leur enfance et celle avec laquelle ils sont le plus à l'aise, ce qui biaise les transactions.

Matos Mar (1978) signale en effet que le quechua se trouve, à cette époque, très diffusé dans les campagnes, tant dans les activités quotidiennes que dans la vie politique. Il s'utilise dans les débats et les assemblées paysannes, tout comme sur les petites foires dominicales du district, mais n'est encore qu'une pratique rare dans les relations des populations d'Ocongate avec les acteurs extérieurs (Hernández Asensio, 2016).

Sur les grandes foires régionales telles que Combapata[100], l'espagnol est à l'époque la langue des affaires, celle qui est utilisée de manière exclusive dans les négociations de vente. Inévitablement, cette situation désavantage le secteur paysan, qui, incapable de parler cette langue avec autant de fluidité que les acheteurs intermédiaires, se voit floué dans les négociations et les prix de vente pratiqués. Daniel, circulant de cette génération, nous relate :

> « Esas ferias eran muy... tenían reglas de comercialización que favorecían mucho al intermediario que venía sobre todo de Sicuani y Arequipa. No nos permitían negociar en quechua, nuestros animales no se pesaban, sino que se vendía al ojo. Había un conjunto de normas » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Ce témoignage de Daniel rejoint ce que Hernández Asensio (2016) explique dans son ouvrage dédié à la province de Quispicanchis, dans lequel il souligne que :

> « [En] la feria de Combapata, el castellano sigue predominando [...] Esta circunstancia se achaca al propio interés de los intermediarios, que de esta manera controlarían mejor las negociaciones, de ahí que siga percibiéndose como una feria hostil, donde los campesinos quispicanchinos no se sienten cómodos, pues temen ser engañados y humillados. Otra de las prácticas criticadas es la llamada venta al 'ojo', es decir, sin pasar los animales por la báscula. Esta práctica da ventaja al comprador, quien establece el 'peso' del animal y en consecuencia el precio. Enfrentados a este contexto desfavorable, los campesinos altoandinos deben optar entre arriesgarse a negociar en condiciones desfavorables o bien vender sus animales a intermediarios o rescatadores locales [...] Según dicen, el campesino que decida negociar por sí mismo en Combapata será probablemente engañado por los comerciantes mestizos » (Hernández Asensio, 2016: 159).

[100] Vers laquelle affluaient, annuellement, de nombreux paysans d'Ocongate.

Sur ces grandes *ferias*, les négociations sont ainsi contrôlées par des intermédiaires parlant en espagnol et offrant, aux producteurs, des prix bien en-deçà de ceux du marché. Pour éviter cette position désavantageuse, certains producteurs d'Ocongate optent alors, comme le précise cet auteur, pour la vente à des *rescatadores* locaux (également appelés *rescatistas*), c'est-à-dire des acheteurs intermédiaires originaires du district d'Ocongate lui-même.

Pour saisir le rôle que ces acteurs jouent vis-à-vis de notre première génération et comprendre leur incidence dans le panorama social et commercial du territoire d'Ocongate de l'époque, il est nécessaire de souligner qu'au cours de la période 1970-1988, Ocongate se caractérise, sur le plan social, par un dualisme structurel (Diez, 1999) présentant, d'une part, une population métisse (*mistis*) qui habite les « bourgs » du district et se dédie principalement à des activités commerciales ; et d'autre part, une population paysanne quechua, perchée sur les hauteurs et les massifs montagneux entourant la capitale (Quintín, 1994). Alors que notre première génération de circulants fait partie de la seconde catégorie, les *rescatistas* locaux sont ces habitants métisses des bourgs, qui s'autodéfinissent comme *mestizos*, *mistis* ou encore *vecinos del pueblo*, et concentrent en leurs mains le pouvoir politique et commercial du district. En effet, selon Quintín (1994), « dentro del distrito, el poder local – en manos de los vecinos del pueblo de Ocongate – se asentaría, por un lado, en el control y el ejercicio de la intermediación comercial; por otro, se fundaría en el ejercicio de los cargos políticos y de autoridad derivados de la organización periférica estatal, así como en la posesión de la autoridad y el prestigio social dentro del espacio distrital » (Quintín, 1994: 176).

Les *vecinos del pueblo* s'apparentent ainsi à un groupe d'individus dont l'activité économique principale est le commerce, mais pas exclusivement. Commerçants, ceux-ci sont propriétaires d'une ou plusieurs enseignes dans le centre du district (petit magasin alimentaire, auberge, magasins d'intrants agricoles, etc.) ; agissent comme intermédiaires – *rescatistas* – dans l'achat et la vente des productions agropastorales générées dans les zones rurales du territoire ; tout en détenant, localement, des charges politiques (maires, juges, autorités locales, etc.).

Détenteurs du pouvoir politique et commercial, c'est donc avec ces commerçants/*rescatistas* locaux que les circulants de première génération font affaire lorsqu'ils souhaitent contourner le système des grandes *ferias* régionales. A Ocongate, ces acheteurs intermédiaires adoptent deux méthodes distinctes d'achat : soit ceux-ci se déplacent dans les zones rurales pour réaliser les acquisitions de laine et de viande, soit ceux-ci se positionnent sur le marché dominical d'Ocongate, y achetant la marchandise des producteurs ruraux. Van Niekerk, dans un article datant de 1991, offre une riche description des processus d'achats et d'échanges observés sur la foire dominicale d'Ocongate de l'époque.

Au cours de la période 1970-1988, les quantités commercialisées sur le marché dominical d'Ocongate sont très petites et les ventes se réalisent dans certains cas à travers le troc (produits agropastoraux échangés contre divers aliments, de l'essence, des feuilles de coca, de l'alcool, du pain ou encore des fruits). Pour le reste, ceux-ci sont commercialisés au travers d'intermédiaires, qui atteignent les zones rurales du district, en tentant de convaincre les petits producteurs de leur vendre l'équivalent de leur production (en laine et en viande). Espérant que ceux-ci leur paient un prix supérieur à ceux pratiqués sur les foires, certains producteurs acceptent alors :

> « Venderles a ellos sus animales sería un mejor negocio: el precio es similar al que lograrían en las ferias, pero se ahorrarían la humillación. La fortaleza de estos discursos reside en su amplia validación social, al punto que muchas veces son compartidos por los propios campesinos, quienes

> asumen su presunta inferiodad y su incapacidad para desenvolverse en contextos controlados por los mestizos » (Hernández Asensio, 2016: 159).

Vendant leurs productions aux *rescatistas* locaux, les éleveurs ruraux d'Ocongate contourneraient ainsi, selon Hernández Asensio (2016), l'humiliation subie sur les foires régionales ; les populations rurales considèrent en effet les *vecinos del pueblo* comme des personnages issus d'un rang social supérieur, davantage capables (qu'eux) de se mouvoir dans l'environnement urbain régional. En un mot, les *vecinos del pueblo* jouissent d'un certain prestige social au sein de la société *ocongateña*, une vision qui est – selon cet auteur – partagée et amplement validée dans les discours des éleveurs ruraux.

A l'époque, ce groupe de *mestizos* négocient la revente des produits agropastoraux issus du district d'Ocongate, tantôt sur les marchés urbains de la région, tantôt dans les zones minières de Madre de Dios (Quintín, 1994). Selon les mots de cet auteur, par l'intermédiaire des *rescatistas*, « el distrito [de Ocongate] vendría a convertirse en la despensa andina de Madre de Dios » (Quintín, 1994: 177).

Cependant, au-delà de ces considérations sociales, l'attitude des populations paysannes envers les *vecinos del pueblo* s'avère ambiguë ; d'un côté, ceux-ci ont besoin des *rescatistas* métisses pour leurs transactions commerciales, mais d'un autre, ceux-ci se plaignent d'eux : « nos engañan, nos venden caro y nos compran barato, dicen » (Van Niekerk, 1991: 7). Notre première génération de circulants considère en effet tirer peu de bénéfices des activités agropastorales, les plus-values étant selon eux accaparées par les intermédiaires. Plus de la moitié des témoignages de première génération que nous avons recueillis en entretien soulignent les bas prix proposés sur les foires ou par les *rescatistas* locaux, l'extrait d'entretien de Luis étant de loin le plus parlant :

> « Los rescatistas venían, nos convencían, pero barato era pues. Compraban muy barato. No era rentable… no era rentable. Pero una vez en Tinke [l'un des centres urbains du district], los compradores llevaban la fibra hasta Arequipa y allí se ganaba. Pero a nosotros nos estaban comprando a bajo precio y no nos alcanzaba » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

L'activité d'élevage n'était pas, selon cette génération, assez rentable. En outre, les marchés de la laine sont à l'époque irréguliers, ce qui ne permet pas de générer et d'assurer des revenus fixes d'année en année :

> « El mercado de la fibra de alpaca era bastante irregular. Había años en los que los precios subían, entonces nos convenía vender, y había años que el precio estaba bajísimo y preferíamos guardarse la fibra para los próximos años, a ver si subía. La crianza de alpacas no es un recurso que te… mejor dicho, no es la actividad que te da recursos económicos fijos cada año » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

En outre, leur statut de salariés/associés de coopérative agraire de production ne les aide pas – comme nous l'avons déjà examiné précédemment –, à gonfler les revenus familiaux. Dans le cas de la *Cooperativa Agraria de Producción Lauramarca* par exemple, celle-ci s'avère être très rapidement une entreprise à la dérive, ne bénéficiant qu'à une poignée de paysans et de fonctionnaires étatiques :

> « Los abusos y la corrupción de las directivas y empleados de la cooperativa provocan un descontento generalizado [...] habían muchas peticiones para el redimensionamiento de la cooperativa. A través de los robos permanentes, venta de ganado por la directiva y las muchas formas de corrupción, la cooperativa se descapitalizó rápidamente » (Van Niekerk, 1991: 5).

Les coopératives agraires, qui dictent à l'époque les activités de notre première génération de circulants, sont en effet profondément marquées par plusieurs phénomènes de corruption, d'accaparement des bénéfices à des fins personnelles, ou encore, de vol de bétail, ne laissant que peu de place aux bénéfices coopérativistes et à la redistribution des gains. Estaban, actuel paysan de la communauté de Lauramarca et dernier président de la Coopérative Agraire de Production Lauramarca, raconte à ce propos que :

> « Al principio, había mucho, la cooperativa tenía carros, bastante animales todavía, pero los funcionarios y empleados han malversado mucho, recién cuando ya no había me llamaron: 'a ver, Esteban', me dijeron, 'tú puedes mantener la cooperativa' [...] Cuando yo llegué a la directiva de la cooperativa, ya no había mucho que dividir, pues todo ya estaba dividido, todas las herramientas, el ganado, todo. Los dirigentes [campesinos] y funcionarios se han beneficiado, lo único que aquí en Lauramarca nos hemos compartido han sido calaminas. Han habido conflictos por todos lados » (Esteban Chillihuani, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate ; cité par Van Niekerk, 1991: 5).

A Ocongate, bien que certaines continuent d'exister (sous d'autres formes/organisation interne), les coopératives agraires constituées par le gouvernement militaire du général Juan Velasco Alvarado se décapitalisent donc sous l'effet combiné de différents facteurs (corruption, malversations, détournements, accaparement des rentes, vol de bétail, etc.), menant en outre à divers conflits sociaux, internes à l'entreprise associative.

Ainsi, nous pouvons avancer que nos circulants de notre première génération sont, pour la plupart, de petits producteurs et éleveurs d'alpagas et d'ovins, qui disposent de très petites extensions de terres et traitent, à l'époque, avec des intermédiaires (régionaux ou locaux) pour écouler leur production (de laine et de viande) et pour générer les revenus dont ils ont besoin pour la reproduction familiale. Ces revenus sont néanmoins, selon eux, très faibles, et ne se voient certainement pas gonflés par les rentrées de la coopérative agraire dont ils font partie, qui elle, est minée par les intérêts personnels.

2.1.2. Un niveau d'éducation faible

Pour la grande majorité des circulants de notre première génération, l'éducation et la scolarisation n'ont pas été une priorité. Résultat d'une décision personnelle ou familiale, notre enquête révèle que 6,7% d'entre eux n'ont suivi aucun cursus scolaire (ceux-ci ne savent ni lire ni écrire) et 51,1% d'entre eux n'ont pas terminé l'enseignement primaire. En outre, près de 29% n'ont qu'un diplôme de primaire et 11,1% de secondaire inférieur. Enfin, seul un individu de cette génération (sur les 45 qui la constituent) a atteint la fin de ses études secondaires.

Tableau 10. Niveau d'éducation – Génération 1.

Niveau d'éducation	Effectifs	Pourcentage
Sans éducation	3	6,7%
Primaire inférieur	23	51,1%
Primaire supérieur	13	28,9%
Secondaire inférieur	5	11,1%
Secondaire supérieur	1	2,2%
Total	**45**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

En ce sens, nous pouvons affirmer que pour 86,7% de cette génération, les circulants ont un niveau d'instruction faible (c'est-à-dire sans éducation, primaire inférieur ou supérieur), l'éducation primaire inférieure étant la plus caractéristique de ce groupe. Le reste (13,3%) a atteint le niveau secondaire, toutefois, seul un individu détient le diplôme y relatif.

Les raisons de cet abandon scolaire sont multiples. Pour beaucoup, il s'agit d'un ensemble de facteurs qui les poussent à interrompre leur scolarisation (pauvreté rurale, abandon parental et/ou alcoolisme familial), néanmoins, pour d'autres, celui-ci résulte d'une décision personnelle liée au processus circulatoire lui-même, qui leur ouvre un nouvel horizon de « possibles ».

Luis, Gregorio, Miguel et Daniel nous ont raconté ce qui les avait encouragés, à l'époque, à abandonner l'école et commencer à circuler vers Madre de Dios. Pour les deux premiers, les raisons sont davantage familiales, pour les deux derniers, leur déscolarisation est davantage liée à la circulation minière en tant que « nouvelle voie » d'ascension sociale.

Luis, tout d'abord, évoque avec nous une enfance difficile : la mort précoce de sa maman, une situation familiale instable, le désintérêt de son papa pour ses enfants et les problèmes d'alcool :

> « A mi, mi mama me dejo a la edad de 7 años; ella falleció joven ya, por la enfermedad [...] No tuve la oportunidad que mi padre me exija estudiar. Mi papá se dedicó a tomar, consiguió una pareja y esa pareja también comenzó a tomar y ya se ha hecho el desentendido de nosotros, de los hijos. A lo que podemos no más hemos estudiado. Mis hermanos también igualito [...] Entonces ya yo comencé a buscarme la vida, a trabajar [...] Hasta tercer de primaria no más estudié. Porque no ha habido un apoyo. Yo tenía que trabajar, porque no había nadie quien me dé » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

Délaissé par son papa qui, alcoolique, était incapable de faire vivre sa famille, Luis décide – tout comme ses autres frères – d'abandonner l'école durant sa troisième année de primaire et part travailler en-dehors du district. Ainsi obligé, pour des raisons familiales, de se rendre très jeune responsable de lui-même, celui-ci part quelques années pour « chercher sa voie » dans d'autres provinces rurales du sud andin, atterrissant à Madre de Dios comme ouvrier dans l'activité minière dès l'âge de 23 ans.

Gregorio, bien que moins loquace sur la question, nous relate lui aussi les raisons de son faible niveau d'éducation, qu'il attribue à la mort de ses parents lorsqu'il n'avait que trois ans :

> « Como yo fui huérfano de padre y madre. Entonces no había quién me ha podido cuidar, el estudio nada, solamente he estudiado hasta cuarto grado de primaria. Ya después he migrado, así. Sí, no tenía papá, ni mamá, entonces era huérfano desde los 3 añitos, me he quedado huérfano de padre y madre. Y en 1966, ya estaba saliendo » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Forcé à vivre par ses propres moyens, Gregorio abandonne l'école vers l'âge de 11 ans, commençant à « sortir » vers les zones minières.

Pour Miguel et Daniel, la situation est autre. Il semble que ce soit l'activité minière en elle-même qui les ait fait abandonner l'école :

> « Terminando mi primaria, me fui a la selva, por motivo laboral más que todo, porque la vida era bien difícil acá. Quise trabajar y estudiar. Porque casi ya no dependía de mis padres. Entonces quería trabajar en minería para juntar mi platita y seguir estudiando, pero… me quedé trabajando allí. Por parte de eso, me retiré… dejé mis estudios » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

« En un tiempo se me ocurrió estudiar ingeniería. Por eso me fui a Maldonado. Pero de ahí me quedé trabajando en minería, solo tengo segundaria incompleta » (Entretien avec Miguel, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ainsi, pour Daniel et Miguel, la circulation s'imbrique initialement dans un projet d'éducation supérieure, en tant qu'instrument de mobilité sociale ascendante. Nous nous retrouvons, dans ces deux cas, face à une mobilité que l'on pourrait qualifier d'instrumentale, qui vise à répondre à un objectif d'accumulation économique en vue du financement d'études supérieures. Néanmoins, ces projets éducatifs se voient empêchés, car la circulation minière réussit à pourvoir une voie plus assurée sur le plan économique, leur offrant une alternative intéressante pour gagner leur vie. Daniel et Miguel optent finalement pour la déscolarisation, abandonnant l'idée du projet éducatif comme outil d'ascension sociale.

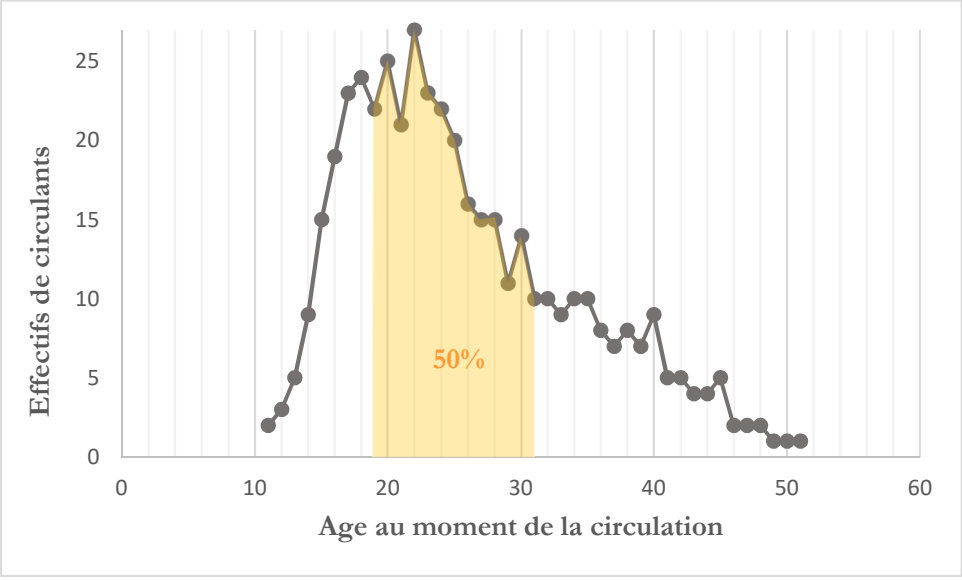
Ainsi, deux processus principaux contribuent au faible niveau d'instruction de nos circulants de première génération : les raisons familiales et structurelles (pauvreté rurale, nécessités financières, décès ou rejet parental, alcoolisme principalement) et la découverte d'une voie économique alternative au système éducatif, qui leur ouvre un nouveau spectre de « possibles ».

2.1.3. Des individus jeunes

Quel âge ont les circulants de notre première génération lorsque ceux-ci entreprennent leurs circulations vers l'Amazonie ? Pour répondre à cette question, nous avons eu recours aux résultats de notre enquête quantitative et comptabilisé, pour chaque circulant de cette génération, le nombre de voyages réalisés ainsi que l'âge atteint au terme de chacun de ces déplacements.

Il résulte, de ces manipulations, un âge moyen de circulation de 25,74 ans, l'âge minimal étant de 11 ans et l'âge maximal de 51 ans.

Figure 12. Age au moment de la circulation minière – Génération 1.



Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Comme le souligne la figure ci-dessus, la majorité des circulants de cette génération (50%) réalisent leurs voyages vers l'Amazonie lorsqu'ils ont entre 19 et 31 ans. En outre, ce graphe nous

révèle que c'est l'âge de 22 ans qui concentre le plus de voyages effectués par cette première génération, un âge à partir duquel leur propension à se déplacer diminue graduellement. David, actuel paysan de la communauté de Lauramarca, nous éclaire sur ce phénomène :

> « Hasta los 40-45 años se van a Puerto, mayores ya no pueden, ya no trabajan como debe ser. Más que todo los mineros quieren a los jóvenes, los jóvenes no se cansan, mayores si cansados se hacen. Y los jóvenes, como son joven, tienen fuerza. Tampoco reclaman mucho, ellos trabajan no más. Los mayores ya tienen experiencia, ya saben cómo… reclaman: '¿me paga?' » (Entretien avec David, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

En effet, tout d'abord, l'orpaillage est un travail très physique, qui demande beaucoup de force et de vitalité[101]. De ce fait, la main d'œuvre requise dans les zones minières est préférentiellement celle de jeunes hommes présentant une certaine résistance physique et une grande force musculaire. « Es muy difícil que un varón de mayor edad y peso pueda ocuparse de las faenas de descargado o excavación, con temperaturas que no bajan de los 42 grados » (CODENI, 1992: 15). Par conséquent, selon Glave et Pinedo (1997), « los mineros prefieren contratar a jóvenes antes que a personas mayores que, consideran, ya no rinden en el trabajo » (p. 31).

Par ailleurs, et comme David le précise, les micro-entrepreneurs miniers préfèrent recruter des jeunes pour une seconde raison essentielle : à cet âge et avec si peu d'expérience, les jeunes sont beaucoup plus enclins que les adultes à accepter les lourdes tâches qui leur sont assignées, ainsi que les mauvais traitements et/ou les mauvaises conditions de vie et de travail dans les campements (CODENI, 1992). Enfin, ceux-ci sont moins susceptibles de porter plainte auprès des autorités, ou réclamer de meilleurs salaires aux micro-entrepreneurs miniers.

Quantitativement, les résultats de notre enquête viennent confirmer cette préférence des micro-entrepreneurs miniers pour les jeunes, surtout lorsqu'on examine les tendances de circulation par tranche d'âge.

Tableau 11. Nombre de circulations totales effectuées par l'ensemble des circulants de première génération, par tranche d'âge.

Age au moment de la circulation vers Madre de Dios	Nombre total de circulations effectuées – Génération 1	Pourcentage
11 à 18 ans	100	22,17%
19 à 26 ans	176	39,02%
27 à 34 ans	94	20,84%
35 à 42 ans	59	13,08%
43-50 ans	21	4,67%
< 50 ans	1	0,22%
Total	**451**[102]	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

[101] Nous reviendrons sur la description détaillée du travail minier dans une section ultérieure.

[102] Les individus 34 et 41 ont été écartés pour les analyses d'âge car le premier a circulé de 1957 à 1967 (c'est-à-dire en dehors de notre période d'étude 1970-1988) et le second présente de nombreuses non-réponses dues à des pertes de mémoire concernant les âges et les années de ses circulations amazoniennes.

A la lecture de ce tableau, nous pouvons dire que le travail infantile et adolescent (11-18 ans) est bien présent dans les zones minières de Madre de Dios au cours de la période 1970-1988, celui-ci concernant près d'un quart (22,17%) des circulations de notre première génération.

Juan, actuel paysan de la communauté d'Andamayo, nous relate son parcours circulatoire qui a commencé lorsque celui-ci avait à peine 12 ans : « He ido los primeros años como obrero, estaba trabajando así en la carretilla. Tenía 12 años. Estaba solo no más allá y trabajé 12 años consecutivos en la selva, como trabajador minero » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Juan a en effet circulé de 1979 à 1990 vers l'Amazonie (à savoir de 12 à 23 ans), alternant annuellement les activités agropastorales dans sa communauté d'origine avec le travail minier à Madre de Dios. L'histoire de Juan n'est pas atypique des campements miniers de l'époque. Le travail infantile y est en effet très répandu, représentant dans notre échantillon près d'une circulation sur quatre[103].

Une seconde information que nous pouvons tirer de ce tableau est que la tranche d'âge 19-26 ans présente la propension à circuler la plus élevée de toutes. Près de quatre circulants de première génération sur dix (39,02 %) ont effectué leurs circulations entre ces âges, qui correspondent sans aucun doute à ceux où les hommes présentent la plus grande résistance physique au travail.

Les âges de 27 à 34 ans sont également relativement propices à la circulation minière puisque ceux-ci concernent, dans notre échantillon de circulants de première génération, un peu plus d'un cinquième (20,84%) du total. Par contre, à partir de 35 ans, nous constatons que les effectifs commencent à baisser, les voyages amazoniens n'étant presque plus envisagés au-delà des 43 ans (seuls 5% des circulations sont effectuées après cet âge).

Aznar et Ballón arrivent, dans une enquête réalisée en 1975 dans différentes zones minières de Madre de Dios, à des résultats à peu près similaires aux nôtres (à l'exception des travailleurs cinquantenaires), avançant les proportions d'âge au travail suivantes :

Tableau 12. Nombre de travailleurs miniers, par tranche d'âge.

Age au moment de la circulation vers Madre de Dios	Nombre de travailleurs	Pourcentage
15 à 19 ans	71	24,07%
20 à 24 ans	124	42,03%
25 à 29 ans	37	12,54%
30 à 34 ans	20	6,78%
35 à 39 ans	19	6,44%
40 à 44 ans	6	2,03%
45 à 49 ans	5	1,69%
50 ans et plus	13	4,42%
Total	**295**	**100%**

Source : Aznar et Ballón (1982), enquête réalisée en 1975.

Considérant ces chiffres dans leur globalité, nous pouvons donc conclure que la circulation minière concerne avant tout, pour notre première génération, les tranches d'âge jeunes, s'étendant

[103] Nous ne nous attardons pas ici sur la thématique du travail infantile car nous éclairerons ce phénomène dans une section ultérieure.

de 19 à 31 ans. Toutefois, échappant à ces tendances, certains circulants envisagent le voyage dès l'âge de 11 ans, tout comme d'autres prolongent l'expérience jusqu'à atteindre la cinquantaine.

2.1.4. Des contingents adolescents célibataires et de jeunes chefs de famille

En ce qui concerne l'état civil et la composition familiale de notre première génération de circulants, nous n'avons pu déterminer, à travers notre enquête quantitative, quel était leur statut au moment où ceux-ci entreprenaient leurs circulations. En effet, nous disposons, pour cette première génération, de leur état civil et de leur composition familiale actuels (c'est-à-dire au moment de la passation de l'enquête – 2017) mais pas ceux qu'ils présentaient à l'époque de leurs voyages amazoniens. En ce sens, nous tenterons, dans cette section, d'aborder la question en croisant nos données qualitatives, avec les données fournies par le Recensement National péruvien de 1981, ainsi que plusieurs sources secondaires et articles académiques publiés sur le sujet au cours des années 1970-1980.

Tout d'abord, Aznar et Ballón (1982) identifient – à travers leur enquête – des travailleurs miniers étant pour 58,64% d'entre eux célibataires, pour 12,20% mariés et pour 24,75% en concubinage.

Tableau 13. Distribution des travailleurs miniers, par état civil.

Etat civil	Nombre de travailleurs	Pourcentage
Célibataire	173	58,64%
Marié	36	12,20%
Concubins	73	24,75%
Veuf	9	3,05%
Séparé	4	1,36%
Total	**295**	**100%**

Source : Aznar et Ballón (1982), enquête réalisée en 1975.

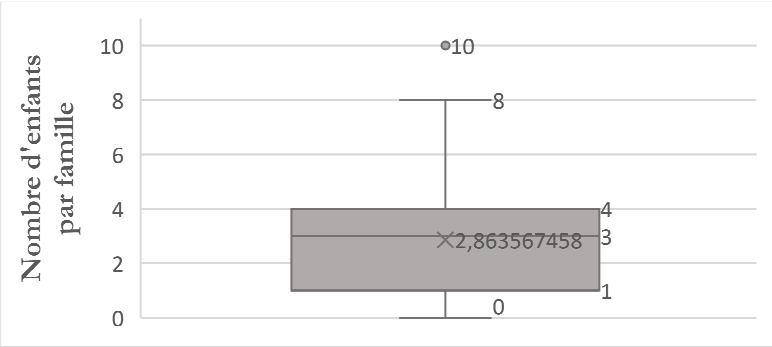
Au cours des années 1970, ceux qui circulent le plus vers les campements miniers de l'Amazonie semblent donc, selon ces auteurs, être de jeunes célibataires sans charge de famille.

Dix ans plus tard, Baca (1985) réalise le même exercice pointant, lui, 42% de circulants célibataires pour 58% de chefs de famille, mariés ou en concubinage. Celui-ci avance l'hypothèse que ces chiffres, différant fortement de ceux de Aznar et Ballón (1982), indiquent « la presencia de una tendencia [en los años 1980] hacia la mayor participación de hombres con compromisos y responsabilidades familiares, que puede ser resultado del impacto negativo de la crisis económica sobre ciertos sectores sociales, sobre todo campesinos » (p. 109). En dix ans (1975-1985), la part des célibataires se serait donc réduite, alors que les hommes mariés (pères de famille) circuleraient davantage vers Madre de Dios, poussés par l'aggravation de la crise économique nationale, dont nous avons discuté les fondements précédemment.

Si l'on croise ces tendances quantitatives avec nos données qualitatives, nous identifions, à l'instar de ces auteurs et depuis Ocongate, d'une part, des individus qui sont partis pour la première fois à l'âge de 12 ans (comme Juan) ou 13 ans (comme Gregorio), étant dès lors encore des adolescents célibataires, et d'autre part, des individus qui sont à l'époque déjà mariés ou en concubinage, et pères de famille.

Pour ces derniers (pères de famille), le recensement national péruvien comptabilise en 1981[104] un nombre médian de 3 enfants par famille au sein du district d'Ocongate (incluant les populations urbaines et rurales, ainsi que les familles circulantes et non-circulantes). La majorité des familles (50% des effectifs) comptent, comme le souligne la figure ci-dessous, entre un et quatre enfants, le minimum étant aucun enfant et le maximum, 10 enfants.

Figure 13. Nombre d'enfants par famille – District d'Ocongate (1981).



Source : INEI, 1981. **Élaboration :** par l'auteure.

A l'époque, le recensement national ne pose malheureusement la question du nombre d'enfants qu'aux individus de sexe féminin du district. Aucune information de ce type n'est collectée chez les individus de sexe masculin, ce qui nous empêche de connaître le taux de fécondité masculin pour l'année 1981. Néanmoins, ce recensement enregistre le statut matrimonial des femmes et renseigne leur répartition par âge. En croisant les données, nous disposons donc d'un nombre d'enfants, pour chaque femme mariée du district. Cela nous donne une idée approximative du nombre d'enfants que nos circulants mariés de première génération pouvaient avoir à l'heure où ceux-ci entreprennent leurs voyages vers l'Amazonie.

Tableau 14. Age de la femme mariée, en fonction du nombre d'enfants[105].

Nombre d'enfants/Age	10-14 ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	45-49 ans	50-54 ans	Total
0	-	-	8	-	12	8	4	4	-	**36**
1	-	4	24	16	26	16	8	12	8	**114**
2	-	-	20	40	35	8	16	21	9	**149**
3	-	-	12	40	38	48	16	20	24	**168**
4	-	-	4	28	49	52	8	4	17	**162**
5	-	-	-	16	49	28	32	8	16	**149**
6	-	-	-	8	8	30	36	13	17	**112**
7	-	-	-	-	-	12	12	17	4	**45**
8	-	-	-	-	-	4	8	-	4	**16**
Total	**-**	**4**	**72**	**156**	**223**	**214**	**156**	**99**	**112**	**1 036**

Source : INEI, 1981. **Élaboration :** par l'auteure.

A la lecture de ce tableau, plusieurs tendances peuvent être identifiées. Premièrement, certaines femmes semblent être déjà mariées et parfois mère d'un enfant à l'âge de 15-19 ans. Ensuite, entre

[104] Censo Nacional 1981, VIII de Población, III de Vivienda.
[105] L'âge du circulant de première génération étant compris en 11 et 51 ans, nous avons limité les données statistiques du tableau à cette tranche d'âge, mais la fécondité féminine continue au-delà de 51 ans.

20 et 24 ans, les femmes mariées du district ont, pour la grande majorité, déjà un enfant à charge, ce chiffre pouvant aller jusqu'à quatre enfants. Entre 25 et 34 ans, la majeure partie d'entre elles ont entre deux et quatre enfants, certaines en ayant six à charge. Au-delà de 35 ans, ces femmes ont pour la grande majorité plus de trois enfants, le maximum atteint étant de huit.

Au vu de ces tendances, nous pouvons donc dire que le nombre d'enfants par ménage marié est relativement élevé au sein des familles de première génération (un minimum de zéro et un maximum de 10 selon l'INEI, 1981), les âges de 25 à 44 ans étant les plus féconds.

Si l'on rapporte ces chiffres de fécondité à la composition des ménages de l'époque, ceux-ci concordent avec les résultats produits par Baca (1985) et Mosqueira (1992), qui évaluent à cette époque une moyenne de cinq membres par ménage nucléaire. Nous l'avons vu, le recensement de 1981 estime à trois le nombre d'enfants médian par famille, ce qui, en incluant les parents, reflètent des familles nucléaires composées en moyenne de cinq membres. Une famille est, en effet, selon Baca (1985) « compuesta en promedio por cinco miembros » (p. 52), une donnée qui est complétée par Mosqueira (1992) qui avance qu'en 1987[106], « el 87,25% de las familias tiene entre tres y ocho miembros por familia, el 8,39% hasta dos, y el 4,36% de las familias más de nueve miembros » (Mosqueira, 1992: 21-22).

A la lumière des divers éléments qui ont été présentés dans cette section, nous pouvons donc dire que nos circulants de première génération présentent un profil socio-économique relativement homogène, caractérisé par différents traits distinctifs. Disposant tout d'abord de petites extensions de terres cultivables et de pâturages (généralement inférieures à un hectare), ceux-ci exercent, pour la grande majorité d'entre eux (93,13%), une activité agropastorale tournée vers l'agriculture et l'élevage de camélidés et d'ovins. Principalement destinées à l'autosubsistance, ces activités leur permettent néanmoins de vendre leurs excédents de production – bien qu'en très petites quantités – à des *rescatistas* positionnés sur les marchés régionaux (Combapata), sur le marché dominical d'Ocongate, ou au sein des secteurs ruraux eux-mêmes. De niveau éducatif faible (primaire pour la plupart), ceux-ci effectuent la majorité de leurs circulations minières entre 19 et 31 ans (50% des effectifs), certains ayant néanmoins commencé à circuler vers les campements miniers d'Amazonie dès l'âge de 11 ans. Mariés ou célibataires, certains n'ont, au moment de leur expérience circulatoire, encore aucun enfant à charge, d'autres en ont déjà entre un et huit.

Ces caractéristiques micro-individuelles, couplées aux facteurs macro-structurels présentés dans la section antérieure, sous-tendent les décisions circulatoires paysannes de la période 1970-1988, tout en s'avérant correspondre à des conditions d'accès, d'incorporation et de travail spécifiques en Amazonie. Jusque-là, nous avons vu que facteurs macro-structurels et micro-individuels s'entrelaçaient pour façonner les mouvements migratoires paysans, mais pas seulement. A ceux-ci viennent s'ajouter des éléments « méso » (Fitzgerald, 2015), liés aux réseaux interpersonnels et au capital social. La section suivante aborde en ce sens les pratiques d'incorporation des travailleurs mobiles andins au sein du monde minier amazonien, et ce, à l'aune de la théorie des réseaux (Boyd, 1989 ; Massey, 1990).

[106] Date à laquelle il réalise un recensement auprès de travailleurs mobiles des zones minières du département de Madre de Dios.

2.2. Conditions d'accès aux campements miniers : du recrutement au voyage

La circulation migratoire, écrit De Tapia (1996), fait référence à la mobilité des hommes, avec leurs itinéraires, leurs moyens de transports et de communications, et la pratique effective et affective de l'espace parcouru[107]. Ce point nous paraissant fondamental dans l'étude de la circulation amazonienne à partir du district d'Ocongate, cette section vise à retracer les itinéraires affectifs et effectifs de notre première génération de circulants. Pour ce faire, une première section aborde les modalités d'accès et d'incorporation au sein des campements miniers de la période 1970-1988, insistant sur les diverses stratégies déployées à l'époque en termes de recrutement minier et de promesses formulées. Une seconde section explore l'expérience affective du voyage minier amazonien ; enfin, une troisième section se penche sur la pratique effective de l'espace parcouru, mettant en lumière les conditions de voyage, les moyens de transport et les routes empruntées.

2.2.1. Stratégies de recrutement, promesses et faux-semblant

Pour assurer l'arrivée régulière de main d'œuvre au sein de leur campement, les micro-entrepreneurs miniers de l'époque ont recours à deux stratégies principales : d'une part, l'embauche au travers du système traditionnel de *l'enganche* (1), et d'autre part, la mobilisation des réseaux de parenté, d'amitié et de compérage symbolique (2). Ces deux modalités touchent le plus gros des contingents miniers des années 1970-1988, toutefois, une troisième modalité d'accès vient s'y agréger : le voyage en solitaire (3). Examinons chacune de ces modalités.

(1) Le premier circulant d'Ocongate à nous avoir conté la genèse de ses expériences de travail dans les campements miniers de l'Amazonie est Luis, actuel paysan de la communauté de Mallma. Son premier voyage amazonien, celui-ci le doit à un agent recruteur, qui l'a embauché et emmené travailler à Madre de Dios pour le compte d'un micro-entrepreneur minier du secteur *Laberinto*. En 1979, Luis s'est rendu à Cusco en recherche de travail, où il tombe sur une offre placardée dans la ville qui mentionne des postes d'ouvriers dans les campements miniers de Madre de Dios :

> « Cuando yo empecé a trabajar [en Madre de Dios], veníamos contratados [...] Te traía y te vendía prácticamente (se ríe) [...] De Cusco, a mí me contratan. Bueno, yo como yo recién había llegado de Ocongate para buscar trabajo, veo en aviso : 'se necesita obrero para Alto Laberinto, Fortuna' (se ríe), chistoso era y me voy pues, me encuentro con un señor que había ido a Cusco a traer personal, entonces como había ese aviso, voy pues:
> - 'quiere trabajadores?'
> - 'si'
> - 'cuanto está pagando?'
> - '2 soles diario'.
> Y ahí pues hablábamos como tenían que hacer un contrato, hicimos un contrato de 3 meses [...] Llegamos Laberinto, en Laberinto llegamos, y acá el señor me dice: 'sabes qué, tú te vas a ir a trabajar con él' (se ríe), pero le digo: 'por qué pues si usted me ha traído? Yo no tengo que ir con él', 'no' me dijo. Bueno… Como 2 días descanse por no irme a trabajar y digo: 'pues, ¿qué hago? Yo no vine a tan lejos...' [...] Entonces, bueno, le dije: 'sabe que, señor, ya que usted me dice que me voy a ir a trabajar, pero tenemos un documento; si el señor [minero] no me paga, yo no tengo que ver nada con él, sino con usted'. 'Ya, trabajaras pues'. Gracias a dios, me tocó una buena persona, cumplí mi 90, me pagó » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

[107] Cfr. Chapitre théorique.

L'histoire du premier voyage minier de Luis contient de riches détails que nous retrouverons chez de nombreux autres circulants de sa génération. En termes de recrutement, son témoignage mentionne l'existence de « *un señor que había ido a Cusco a traer personal* », un trait caractéristique du recrutement minier de cette période. A l'époque où notre première génération entreprend ses circulations (période 1970-1988), la pratique qu'on appelle l'*enganche* est très diffusée dans les campagnes andines. L'*enganche* consiste en une modalité de captation de main d'œuvre réalisée par des particuliers ou des agences de recrutement (communément appelés *enganchadores*) qui enrôlent des travailleurs, pour les mettre ensuite à la disposition des micro-entrepreneurs miniers.

Ces *enganchadores* peuvent être des personnes ou agences situées dans les grandes villes proches des lieux d'origine (telles que Cusco), ou encore, des recruteurs indépendants qui se rendent directement dans les communautés paysannes pour le compte d'un micro-entrepreneur minier, procédant au recrutement dans les zones d'origine. Depuis Ocongate, nous avons pu identifier, pour notre première génération, ces deux types de recrutement.

Alors que Luis a été recruté par un agent indépendant dans la ville de Cusco, Daniel a, lui, fait affaire avec une agence renommée de Cusco :

> « De Cusco me contactaron para Puerto Maldonado porque había una buena chance de trabajo y minería. Allí [en Cusco] había una agencia. En Limacpampa Chico, una agencia, ahí me contacté y me fui » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Cette agence dont parle Daniel, implantée à Cusco, est l'une de celles qui au cours de la période 1970-1988 recrute le plus d'ouvriers, qu'elle envoie ensuite à destination des campements miniers de Madre de Dios. Castro de León, dans un article datant de 1985, pose le profil de cette agence *enganchadora* la plus connue du Cusco de l'époque, qui s'avère être dirigée par une femme au profil très communicatif :

> « En el Cusco funciona una agencia de empleos, la misma que lleva el nombre de su dueña; personaje clave para la descripción viva del 'enganche' como forma de explotación de la mano de obra andina en la zona [...] Fue bastante fácil llegar a ella, ya que es una mujer comunicativa. Habla con sinceridad sobre los detalles de su trabajo como 'contratista'. Lo que centró nuestra atención fue lo referido a la forma en que organiza su trabajo: mensajes radiales, encargos verbales, viajes al interior de la zona. Otro aspecto interesante de las conversaciones es que ella se siente más bien protectora de estos 'pobrecitos que cuando trabajan bien les va muy bien en el monte' » (Castro de León, 1985: 138).

Pour ces recruteurs, les moyens mobilisés sont effectivement divers ; ceux-ci émettent des appels à ouvriers par messages radio diffusés dans les districts paysans, s'y déplacent en personne, et/ou accompagnent (nous le verrons plus loin) les circulants recrutés vers les zones minières. D'après les dires des circulants de cette génération, les *enganchadores* sont la plupart du temps des personnes très communicatives et éloquentes, capables de convaincre de « jeunes paysans pauvres » (Castro de León, 1985: 138), de sexes masculin et féminin, d'aller travailler comme *peones*[108] en Amazonie. Cependant, leur subtilité réside, comme le montre clairement le premier témoignage de Luis, dans la rétention d'informations communiquées aux potentiels circulants. La plupart du temps, ces intermédiaires (particuliers ou agences) restent vagues sur la localisation exacte des lieux d'emploi et cachent l'identité du futur employeur :

[108] Manœuvre, ouvrier minier.

> « Mayormente ahí [en la agencia] no te especifican como es el trabajo, mayormente te dicen las horas que vas a trabajar y cuanto vas a ganar por día, y los beneficios que tienes cuando cumples el contrato. Pero eso es todo » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

A l'époque, ce système de l'*enganche* touche surtout, depuis Ocongate, les familles les plus pauvres ; celui-ci prévoit une avance financière sur salaire, accordée au circulant qui s'engage comme main d'œuvre. Comme Figueroa (1981) le souligne dans ses travaux :

> « Hay un factor adicional que se requiere para migrar temporalmente : el 'capital de trabajo'. Para ausentarse por dos o tres meses el jefe de familia necesita de dinero anticipado para los gastos de su familia durante ese tiempo y para los gastos de su viaje, instalación y búsqueda de trabajo. Este requerimiento de 'capital de trabajo' para migrar es obviamente más escaso en las familias pobres. De allí que el sistema de intermediarios (llamado el enganche) tenga un papel importante en el funcionamiento de los mercados de trabajo rural, pues el contratista (o enganchador) entrega ese capital al campesino en forma de adelanto » (Figueroa, 1980: 88).

Généralement, une fois le contrat signé entre le circulant et l'*enganchador*, ce dernier lui remet une somme d'argent à destination de la famille restée à Ocongate, pour que celle-ci puisse répondre à ses besoins en l'absence du circulant. Castro de León (1985) observe par exemple, à l'agence de recrutement de Cusco précitée, des avances sur salaire qui oscillent entre 3 et 10 soles. Ce coût de l'*enganche* sera payé par le circulant à travers un salaire final inférieur à ce qui avait été prévu, ou moyennant la prolongation de ses journées de travail ou de la durée totale de son séjour en Amazonie (Baca, 1985).

Selon l'enquête que nous avons réalisée à Ocongate en 2017, 13,33% des circulants de notre première génération se sont rendus dans les zones minières à travers le système de l'*enganche*. Pour six d'entre eux, le recrutement a eu lieu sur le lieu d'origine. Deux circulants enquêtés ont été recrutés dans la communauté d'Andamayo, deux autres dans celle d'Accocunca et enfin, deux derniers sur le marché hebdomadaire d'Ocongate, un dimanche matin. Des recruteurs indépendants se sont rendus sur leur lieu d'origine et les ont convaincus de partir travailler pour trois mois dans les zones minières du département voisin. « Los mineros utilizan intermediarios que llegarán a las mismas comunidades ofreciendo un salario, un adelanto y muchas veces otras promesas » (Baca, 1985: 107). Meraldo, qui a été recruté par un agent qui s'était déplacé à Andamayo, nous a conté son expérience :

> « Yo me recuerdo, viene un cusqueño, hablaba muy bien, tenía un desenvolvimiento muy locuaz, una forma de atraigo rápido; en realidad, buscaba a hombres de acá y los convencía : 'oye, sabes que, mira tú vas a ir a Madre de Dios', me ofrecía un 90, 90 significaba 3 meses, 'te contrato por un 90'. Te ibas por 3 meses. Pero… no eran… los dueños, era quien nos captaba. Nos convencía, nos hablaba fácil, rápido nos convencía. Era hábil. Pero no había contrato, era verbal, todo » (Entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Meraldo s'est ainsi fait recruter dans sa communauté, par un cusquénien qu'il décrit comme étant un personnage éloquent et beau parleur. Après avoir discuté avec lui, il se laisse finalement convaincre et décide d'expérimenter le voyage amazonien ; c'est pour lui le début des allers-retours constants entre son foyer et les campements miniers de Madre de Dios.

Ainsi, depuis Ocongate, une partie des contingents de notre première génération part travailler vers Madre de Dios en étant, soit recrutés depuis Cusco à travers des recruteurs indépendants ou des agences, soit recrutés sur les lieux de leur résidence, par des agents agissant pour le compte de micro-entrepreneurs miniers.

Tableau 15. Modalités d'accès aux campements miniers – Génération 1.

Modalités d'accès	Effectifs	Pourcentage
Liens de parenté, d'amitié et de compérage	24	53,34%
En solitaire	15	33,33%
Agent recruteur (*enganchador*)	6	13,33%
Total	**45**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Comme nous l'observons dans ce tableau, notre enquête identifie en outre deux autres modalités d'accès aux campements miniers : le recours aux liens de parenté, d'amitié et de compérage symbolique (2) ; et l'aventure en solitaire (3).

(2) Pour assurer l'arrivée périodique de main-d'œuvre au sein de leur campement, les patrons miniers recourent également au recrutement à travers les réseaux de parenté, d'amitié et de compérage symbolique. Concrètement, ceux-ci mobilisent les réseaux étendus de confiance de leurs travailleurs, qui permettent des arrangements et des engagements rapides, conclus la plupart du temps oralement et actés par la prise en charge des coûts du voyage.

Notre enquête quantitative révèle que cette modalité de recrutement concerne la majorité des circulants de notre première génération (soit 53,34% d'entre eux), les réseaux et le capital social jouant dès lors un rôle essentiel dans le recrutement des contingents miniers et, plus généralement, dans la génération des flux circulatoires des années 1970-1988.

D'une part, les réseaux familiaux et amicaux peuvent encourager la circulation en servant de « laisser passer » dans les zones minières ; nombreux sont les circulants de cette génération à être partis pour la première fois accompagnés d'un père, d'un oncle, d'un cousin, d'un ami, ou toute personne proche ayant déjà expérimenté le travail minier et pouvant les initier à celui-ci une fois arrivés dans les zones minières. C'est le cas de Paulo, circulant de première génération, qui a eu accès aux zones minières grâce aux contacts qu'il a développés dans sa communauté, avec ceux qui étaient partis avant lui :

> « Hay una especie de contactos con los que han ido, y preguntando si hay oportunidades de trabajo, te llevan. Entonces vamos a invitación de los que ya tienen experiencia de trabajo en Puerto Maldonado » (Entretien avec Paulo, paysan de la communauté de Llullucha, Ocongate, 2017).

Les proches se portent garants du « nouveau venu » auprès du micro-entrepreneur minier pour lequel ils travaillent, assurant sa formation.

Plusieurs circulants de cette première génération sont ainsi partis en compagnie d'un membre de leur famille ou d'un ami, réalisant l'entièreté du voyage avec lui. Une fois arrivés dans le campement, ceux-ci travaillent ensemble, les « nouveaux » apprenant des « anciens » tout ce qu'il faut savoir des techniques d'extraction minière et des mécanismes de fonctionnement social au sein des campements. Gregorio, par exemple, est parti pour la première fois à Madre de Dios en 1969, sous la responsabilité de ses oncles, qui se rendaient eux-mêmes travailler dans un campement. « Es que mis tíos iban a trabajar a Maldonado. Por ahí, me fui, por familiares » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). Gregorio a ainsi appris les modalités du travail minier amazonien en compagnie de ses oncles, qui lui ont assuré un sauf-conduit pour de potentielles futures circulations.

Reddy a, lui, été introduit dans les zones minières par plusieurs amis avec qui il a entrepris le voyage pour la première fois. « Fui con unos amigos, unos amigos ya conocían de esos lugares y me dijeron: 'vamos', un amigo que hoy tiene un grifo allá, 'vámonos allá, vas a trabajar con nosotros' me dijeron, y nos fuimos » (Entretien avec Reddy, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). Les liens d'amitié, tout comme les liens de parenté, permettent ainsi l'introduction de nouveaux travailleurs dans l'activité minière tout au long de la période 1970-1988, ainsi que l'apprentissage « sur le tas » du travail minier par cette génération de paysans qui s'adonnent temporairement à l'activité extractive.

Selon plusieurs témoignages informels issus de cette génération, certains proches réalisent cette initiation par bienveillance, d'autres y trouvent un certain profit. A cette époque, utiliser des circulants expérimentés pour trouver de la main d'œuvre ouvrière est une pratique fréquente chez les micro-entrepreneurs miniers. Dans certains cas, ceux-ci chargent leurs travailleurs de confiance de recruter des circulants au sein de leur lieu d'origine, et ce, en échange d'une petite récompense financière ou d'un meilleur traitement dans le campement (par exemple, des assiettes plus fournies, un lit plus confortable, etc.). Ainsi, *l'enganche* peut exister sous une forme plus subtile, « revisitée » au travers des liens de parenté et de compagnonnage, les circulants plus expérimentés agissant comme *enganchadores* au sein de leur propre communauté ou famille. La mise en lien travailleur/patron est, dans ce cas, assurée par des connaissances, des amis, ou même des membres de la parenté, qui facilitent les recrutements et peuvent être rétribués à cette fin.

D'autre part, la famille et les amis permettent, par le bouche-à-oreille, le transfert d'informations relatives aux zones minières, encourageant les départs depuis Ocongate : « los trabajadores potenciales tengan la oportunidad de recibir información a través de parientes que ya están trabajando en la actividad minera » (Aznar et Ballón, 1982: 46). Les parents et les proches, qui travaillent ou ont déjà circulé à Madre de Dios, représentent une variable fondamentale à considérer dans les décisions de circulation de notre première génération ; leur expérience minière sert de référence aux potentiels futurs circulants, qui font inévitablement confiance à leur *paisanos*[109].

C'est le cas de Claudio, qui reçut à l'époque des informations d'un ami de l'école militaire qui l'encouragea à partir travailler pour la première fois dans un campement minier :

> « Mi compañero con el que estaba estudiando había ido más antes que yo. Un año más antes que yo. Había traído plata, harto. Me enseñó: 'mira lo que he ganado. Allá se gana plata', me dice. Entonces yo le digo: '¿cómo voy a ir si no tengo plata?'. 'No importa yo te presto', me dice. Entonces, me fui corriéndome de mi papá, escapándome. Me prestó 100 soles, para mi eran 10 000 soles, y así. Empecé a trabajar de obrero, en carretilla » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Les proches et la famille permettent ainsi la transmission d'informations relatives au travail en Amazonie. Pour Claudio, c'est cette information – transmise par son ami et associant le travail dans les mines à des gains financiers élevés – qui l'encourage à faire le pas et à se lancer dans l'expérience circulatoire.

En 1983, le Comité de Défense des Droits Humains des Hautes Provinces (CODEH) arrive, dans une étude intitulée *La selva y su Ley : caso lavaderos de oro*, réalisée dans sept communautés

[109] Compatriotes ou habitants du même lieu, en français.

paysannes de Sicuani (région proche d'Ocongate), à des résultats similaires à ceux que nous venons de présenter. Selon cette organisation:

> « El 30,2% de los encuestados migran por informe de familiares que tuvieron esta experiencia de trabajo, los cuales motivan en alguna medida para que la migración se produzca ya sea en forma inmediata o a largo plazo, y recordemos que los que retornan no siempre manifiestan la verdad de lo ocurrido en estas zonas de trabajo. El 27% de migrantes se enteraron por intermedio de amigos y vecinos del lugar; lo cual también es una variable muy importante » (CODEH, 1983: 65).

Cette organisation souligne, outre un pourcentage de circulation lié aux liens de parenté et d'amitié proche du nôtre (57,2% contre 53,34% dans notre enquête), un phénomène intéressant qui s'observe également parmi notre première génération de circulants : l'occultation des expériences négatives liées au voyage. Les circulants qui reviennent à Ocongate à cette époque sont toujours plus enclins à parler de leur bonne fortune dans les zones minières que d'aborder les divers obstacles et les difficultés qu'ils y ont rencontrés. Les informations qu'ils véhiculent sont en partie tronquées, reconstruites *a posteriori*, la situation du circulant y étant idéalisée. Juan, qui a entrepris son premier voyage minier accompagné d'amis, exprime ce phénomène en ces mots :

> « Me encuentro con unos amigos, compañeros de la infancia y me animan a ir a Puerto. Me dijeron : 'Oe, vamos a Maldonado'... Y yo 'ya pues vamos', un 90 estaré ahí. 'El trabajo es fácil' me decían, 'además como tú nunca has trabajado, te vamos a ayudar' me decían, 'no te preocupes nosotros te vamos a ayudar, vamos'. 'Ya vamos', me fui… pero no era tan fácil » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Avec le recul, aujourd'hui, l'ensemble des interviewés de cette première génération nous ont avoué, en entretien, avoir passé des moments douloureux dans les zones minières[110]. Néanmoins, peu d'hommes du district osent avouer, à l'époque, leurs difficultés à travailler dans les campements et préfèrent diffuser, dans leur lieu d'origine, une image positive de leur expérience circulatoire. Or, comme le souligne Mabogunje (1960) dans son article intitulé *Systems approach to a theory of rural-urban migration* : « migrants continue to send back information […] A favorable or positive feedback will encourage migration and will produce situations of almost organized migratory flows from particular villages to particular cities » (p. 12-13). De la même façon, à Ocongate, les informations tronquées transmises par les circulants participent – entre autres facteurs et dès le début des années 1970 – à la conversion de Madre de Dios en pôle de circulation dominant, occultant les expériences désagréables voire négatives liées au labeur minier.

(3) Dans un troisième temps, notre enquête révèle que 33,33% des circulants de cette génération partent travailler seuls à Madre de Dios, sans avoir recours à des intermédiaires tels que les *enganchadores* ou les proches. Ceux-ci représentent les contingents qui partent davantage « à l'aventure », c'est-à-dire sans avoir été recommandés, ni avoir développé des contacts personnels préalables. Comme nous l'a expliqué Epifanio Baca en entretien, ces aventuriers « van por su cuenta ; consideran que están cerca a Puerto y que no hay necesidades que vayan con una persona, ellos salen por sus propios medios. Se van sin contrato, y recién buscan dónde laborar. Hay también las llamadas por radio » (Entretien avec Epifanio Baca, chargé de recherches pour le *Grupo Propuesta Ciudadana*, Cusco, 2016).

[110] Cfr. Analyse du régime de travail et des rapports de production – Sections 2.3. et 2.4.

En effet, les membres de cette génération qui tentent l'expérience circulatoire en solitaire répondent, à l'époque, à deux types d'appel : d'une part, aux offres d'emploi diffusées par la radio, et d'autre part, aux offres d'emploi placardées dans toutes les petites villes minières de la région par les responsables de campement minier.

Premièrement, la radio joue un rôle clé dans le recrutement de la main d'œuvre minière de la période 1970-1988 :

> « Estaban llamando por la radio : 'necesitamos cocineras, trabajadores, etc.'. Si necesitabas trabajar, al toque podías ir » (entretien avec Paulo, paysan de la communauté de Llullucha, Ocongate, 2017).

Paulo a entrepris sa deuxième circulation en répondant à un appel radio de ce type, diffusé très tôt le matin sur les ondes d'Ocongate. Celui-ci nous explique que ces messages sont, à l'époque, souvent communiqués en quechua et spécifient une date et un lieu de rencontre avec les responsables de campement. Ceux-ci offrent des postes dans les zones de Mazuko, Huepetuhe et Pukiri principalement (qui sont jusqu'aux années 1990 les zones minières les plus actives de Madre de Dios) et donnent rendez-vous aux ouvriers intéressés dans des hôtels situés au cœur de ces petites villes minières.

Ce témoignage qui nous a été livré par Paulo trouve écho dans les travaux de CODEH (1983), qui avancent que :

> « Los mensajes de 'captura' lo realizan en quechua, usando términos como 'hermanito', 'hermanita', 'corre, que te espera un buen adelanto, buena comida, vas a comer bastante fruta, chicha también hay, vas a traer buena plata, te espera la Señora tal en el hotel Estrella, Obada, Raqchi, etc.' [...] los medios de difusión escogen un horario de 6 a.m. a 7 a.m., este horario es por tanto estratégico para escuchar los mensajes; es escoger un determinado público, cual es campesino » (p. 61-62).

La radio encourage ainsi de nombreux circulants de cette génération de se mettre en mouvement vers l'Amazonie, ceux-ci étant assurés de trouver du travail une fois sur place.

Deuxièmement, il y a également ceux qui partent sans aucune garantie de travail ou filet de sécurité. Ceux-ci « se van a la selva y buscan. Muchos van allá y recién buscan dónde laborar » (Entretien avec David, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017). David n'a jamais circulé à Madre de Dios, mais celui-ci se souvient que, lorsqu'il était enfant, son père partait plusieurs mois sur l'année, précisant que celui-ci :

> « Se iba a Mazuko, allí había letreros que decían 'se necesita alguien para…'. Y de allí, me contaba que buscaba. Buscaba el campamento o su responsable » (Entretien avec David, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Le père de David, comme bien d'autres circulants de sa génération, entreprenait ainsi, en solo, ses voyages vers les campements, cherchant du travail une fois arrivé sur place.

A l'époque, la petite ville minière de Mazuko (première ville amazonienne en démarrant d'Ocongate) est le point de débarquement de nombreux circulants. Dans les entretiens, il m'a été difficile de déceler et situer exactement le lieu de rencontre, mais ce qui est certain c'est qu'à l'époque, une fois arrivés dans cette ville, notre première génération de circulants se rend dans un local étroit dont les murs sont entièrement placardés d'offres d'emploi. Passant celles-ci en revue, ils se mettent alors en contact direct avec les micro-entrepreneurs miniers et organisent une rencontre au cours de laquelle ceux-ci discutent et concluent, oralement, des engagements de travail, évitant dès lors tout intermédiaire.

Généralement, cette stratégie d'accès direct aux campements miniers est mise en œuvre par des circulants expérimentés, qui ont déjà plusieurs expériences de voyage à leur actif et qui sont familiarisés avec les modalités du travail minier amazonien : « los que van por su cuenta, ya saben como es la selva y como se trabaja » (Entretien avec Julio, actuel paysan de la comunidad de Accocunca, Ocongate, 2017).

Ainsi, et pour synthétiser ce que nous venons d'exposer, trois modalités distinctes caractérisent, au cours de la période 1970-1988, l'accès aux campements ainsi que le recrutement de la main d'œuvre circulante ; tout d'abord, le recrutement par *enganche*, qui ne concerne qu'une minorité de circulants de première génération, mais qui s'observe généralement pour les premiers voyages du cycle circulatoire (c'est-à-dire chez les circulants les moins expérimentés, qui s'aventurent pour la première fois en Amazonie). Deuxièmement, l'engagement à travers les réseaux de familiaux, de parenté et d'amitié, qui façonne plus de la moitié des circulations de la période, tout en s'assimilant à une nouvelle forme *d'enganche*, pratiquée au sein d'une même parenté ou entre *paisanos*. Et enfin, l'accès individuel aux campements, facilité par les appels émis à la radio ou les offres d'emploi placardées dans les petites villes minières d'Amazonie (telles que Mazuko).

Après avoir décrit la manière dont notre première génération accède et est recrutée pour travailler comme *peón* en Amazonie, penchons-nous désormais sur la pratique effective et affective de l'espace parcouru (De Tapia, 1996), à savoir les modalités concrètes du déplacement et les conditions du voyage qui les mène de leur district d'origine aux zones minières du département amazonien voisin.

2.2.2. Du foyer andin au campement minier de Madre de Dios : un voyage marqué par la peur, l'angoisse psychologique, l'insécurité et l'inconfort

Les récits de voyage à proprement parler (ceux qui les ont conduits, dans les transports, de leur district d'origine au campement minier) ont été, pour certains circulants de cette génération, très difficiles à récolter en entretien. Plusieurs d'entre eux semblaient en effet vouloir occulter, dans leur récit, cette partie de leur expérience circulatoire, car celle-ci avait été vécue comme un épisode désagréable et douloureux pour eux. Nous avons tenté, dans chaque cas et lors de chaque entretien, d'évaluer la nécessité (ou non) d'approfondir cette question, et ce, en observant le comportement non verbal de l'interviewé (ses gestes, son regard, etc.). Lorsque nous constations un degré d'inconfort élevé, nous décidions d'abandonner la question. C'est ainsi que pour ces récits, nous nous baserons sur les informations fournies par six circulants de cette génération (Luis, Daniel, Meraldo, Reddy, Claudio et Gregorio), en venant compléter celles-ci par le contenu de sources secondaires publiées dans les années 1970-1980 sur le sujet.

En dépit du manque de loquacité de cette génération sur les conditions du voyage, nous avons pu identifier deux tons différents dans les histoires relatées, cette distinction ayant fortement à avoir avec les modalités d'accès aux campements présentées précédemment. En effet, les circulations liées au système de l'*enganche* impliquent des voyages éreintants (sur le plan psychologique notamment) et un inconfort grandissant au fur et à mesure du déplacement (1) ; les circulations effectuées en compagnie de proches ou en solitaire, semblent être vécues un peu moins sous la contrainte (même si, nous le verrons, les doutes et les craintes les caractérisent également) (2). Abordons, dans l'ordre, les récits de ces deux types de circulation.

(1) Tout d'abord, débutons avec les récits de voyage liées à la pratique de l'*enganche*. Nous l'avons examiné dans la section précédente, Luis, Daniel et Meraldo ont tous les trois expérimenté, pour leur première circulation vers Madre de Dios, un recrutement réalisé à travers un *enganchador*. Ceux-ci ne s'étendent pas longuement, dans leur récit, sur les conditions de leur voyage, mais nous identifions néanmoins, dans leur discours, certaines allusions au traitement qui leur a été réservé en cours de route.

Luis, dans son récit explique qu'un *enganchador* « te traía y te vendía prácticamente (se ríe) ». Après avoir dit cela, il rigole en effet, d'un rire quelque peu sarcastique, se souvenant du trajet qu'il a effectué entre Cusco et Laberinto, et précisant : « pucha que era pues… Bastante era… A veces he…, qué puede hacer uno, no podemos hacer nada. No podemos decir 'no, no voy a trabajar o no hago nada', porque de donde va haber para comer. Se sufre la gente del campo, sufrimos, no somos como un profesional sentado en la mesa y hacemos documento. He sufrido hasta Laberinto, era muy doloroso » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017). Puis, il change de sujet et nous comprenons qu'il ne désire pas aller plus loin dans sa description.

Daniel, lui, nous explique brièvement que « de camino [de Cusco a Puerto Maldonado], nos vigilaban el enganchador y sus guardaespaldas. El viaje ha sido largo y difícil, la selva era una región inhóspita. Hacía un terror que te hacía entrar miedo » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017). Il s'arrête de parler, regarde dans le vide et embraie volontairement sur une thématique différente, plus légère. A nouveau, nous n'essayons pas d'approfondir la question avec lui, sentant que ce serait inapproprié.

Enfin, Meraldo aborde avec nous ses craintes en cours de voyage, mais laisse de côté toute allusion au rôle de l'*enganchador* dans celui-ci : « Cuando uno viene nuevo, se te hace dificultoso y pesado. A veces, por el mismo ambiente, difícil lo ves. La primera vez que vine, había escuchado que... de Madre de Dios siempre he escuchado malos comentarios. Sobre todo negativamente he escuchado. Que la gente está muriendo. Era difícil para ir. La gente tenía miedo » (Entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Nous remarquons dans ses paroles qu'il ne parle, sur cette thématique, jamais en « je » mais opte pour la forme impersonnelle : « quand quelqu'un arrive seul » ou « les gens avaient peur ». Cela lui permet peut-être de ne pas dévoiler ses sentiments personnels ; nous remarquons en effet qu'il fait sans cesse référence à l'ensemble des personnes qui ont fait à l'époque partie (avec lui) du voyage, emmenés par l'*enganchador* qui les avaient engagés.

De ces trois témoignages ressortent deux éléments dominants : la difficulté du trajet (voire la douleur), ainsi que la peur éprouvée en cours de voyage. En outre, nous comprenons qu'à un certain point, les circulants sont « vendus » ou transférés aux micro-entrepreneurs miniers et enfin, qu'en cours de route, ceux-ci sont surveillés par leur *enganchador* et plusieurs gardes du corps que ceux-ci ont engagés. De manière globale, le voyage revêt ainsi un caractère éprouvant (physiquement et psychologiquement), mais nous ne disposons pas, à ce stade, d'assez de détails pour en comprendre les logiques multiples. Nous décidons alors de nous tourner vers la bibliothèque du centre *Bartolomé de Las Casas* à Cusco, afin de trouver de potentiels ouvrages traitant le sujet.

Deux articles nous ont aidé à saisir les logiques de transfert depuis le lieu de l'*enganche* jusqu'aux zones minières de Madre de Dios. Le premier est celui publié en 1983 par le Comité de Défense

des Droits Humains des Hautes Provinces (CODEH), et le second, est celui de Castro de León de 1985.

Dans un premier temps, nous trouvons, dans l'article de Castro de León (1985), la description du processus de transfert des circulants, qui depuis les centres d'*enganche* sont emmenés par l'*enganchador* jusqu'aux zones minières amazoniennes. L'auteur a suivi, à l'époque, les circulants dans leur voyage et en relate, par de multiples détails ethnographiques, les expériences de voyage. Cet écrit, intéressant, vient éclairer plusieurs éléments du discours des trois circulants que nous venons de présenter et complète, voire confirme à de nombreux égards, leurs dires. Voici ce que cet auteur décrit :

> « Cada mañana, desde más o menos las siete, llegan los hombres y mujeres a la oficina [agencia enganchadora] para inscribirse [...] la mayor parte de ellos piden se les envíe para trabajar en el oro. La empleada de la oficina llena un libro con los datos del solicitante. Luego, reciben una pequeña cantidad de dinero en efectivo [il s'agit, comme nous le décrivions précédemment, des avances sur salaire]. [...] Cubierto el cupo de peones, que varía entre 15 o 20 personas, al día siguiente o tal vez 2 o 3 días después, parten desde el aeropuerto la dueña del negocio, sus dos guardaespaldas y los contratados con destino a Puerto Maldonado. En esta ciudad, se les hospeda en un galpón de las afueras y, como si se tratara de prisioneros, son vigilados por los hombres de confianza de la agencia. Hasta allí llegan los mineros para adquirir sus futuros peones, que tendrán un precio diferente según el aspecto exterior que presentan. Es así que un hombre joven y fuerte podía valer de 150 a 200 mil soles oro; los esmirriados bajan notoriamente las propuestas. A estas sumas la empresa agrega el valor de los pasajes y las sumas entregadas para su manutención en el Cusco. Allí termina la intervención de la agencia y empieza el otro viacrucis del migrante [con el minero]. Un camión abierto conduce, parados en la parte trasera del vehículo, al minero y a los peones. La que suscribe subió a uno de estos carros, donde hizo algunas preguntas que fueron ampliamente respondidas. Algunos volvían a las zonas repetidas veces, otros por primera vez. Me contaron que, a pesar de los maltratos, incumplimiento de promesas, falta de salubridad, alimentación deficiente, etc. se veían obligados a volver porque en la comunidad la pobreza era inaguantable y que este trabajo, a pesar de todo, les ofrecía alguna posibilidad para la compra de víveres, algo de plata para la compra de herramientas y ropa » (Castro de León, 1985: 141-142).

A travers cet extrait, nous saisissons mieux ce que Luis voulait dire par « te vendían practicamente ». Selon Castro de León (1985), les *enganchadores* recrutent sur plusieurs jours jusqu'à 15 à 20 circulants et une fois ce nombre atteint, prennent la route vers l'Amazonie accompagnés de plusieurs gardes du corps. Arrivés dans les zones minières, les travailleurs recrutés sont regroupés dans un entrepôt et surveillés, jusqu'à ce que les micro-entrepreneurs miniers se présentent en vue d' « acquérir » les futurs *peones*. Ces derniers sont alors transférés, voire vendus aux entrepreneurs miniers en l'échange d'une somme d'argent, convenue entre l'*enganchador* et le patron minier et reflétant généralement l'état physique du circulant.

Cette vente de circulants est confirmée dans l'ouvrage de CODEH (1983) qui souligne, par des mots encore plus forts, que « el esclavismo todavía no ha desaparecido en nuestro país [...] el peón es transferido o vendido a otro patrón sin que él se entere. El enganchador habrá cumplido así el papel de carnicero, que ha venido a estas comunidades a comprar ganado y allá, en monte adentro, harán carnicería del peón campesino » (CODEH, 1983: 40-41).

Dans un deuxième temps, ce même ouvrage recueille un témoignage décrivant les diverses difficultés rencontrées en cours de voyage par nos circulants de première génération. Celui-ci est livré en avril 1983 par un jeune rural de la province d'Acomayo (située, comme le district d'Ocongate, dans le département de Cusco), qui relate :

> « Yo me llamo Paulo Quispe Huayllani, tengo 15 años. Soy de la comunidad de Santo Domingo, Provincia de Acomayo [...] El 2 de enero junto con 14 personas que trajeron de Abancay y de otros lugares, subimos a un camión grande, y yo le pregunté: 'vamos a ir señora?', me dijo: 'sube nomás al camión'. En el camión había bastantes herramientas, cerveza, comida. Yo sabía que venía a Puerto Maldonado. Después de tres días y tres noches, llegamos a Laberinto y yo le dije: 'aquí nomás vamos a trabajar?', 'No' me dijo la señora, sino más arriba, a una hora, así lo creímos todos. Cuando comenzamos a viajar en canoa, las personas reclamaron fuertemente a la señora diciendo: 'adónde nos llevas?', casi le pegan, pero la señora tenía tres ayudantes que la defendieron y lograron dominar a todos. Viajamos por el río, todo era monte, el río era Colorado, la canoa se iba de un lado para otro, pero más íbamos por los cantos (orillas). Yo estaba asustado, 'a dónde me estarán llevando' me decía. La señora hizo bajar primero a 4 hermanos y después, más arriba, a nosotros donde Constantino Huamán [minero] » (Entretien avec Paulo Quispe Huayllani, paysan de la communauté de Santo Domingo, Province de Acomayo, Cusco, 1983 ; cité par CODEH, 1985: 1-2).

Nous retrouvons ici deux éléments communs aux témoignages de nos trois circulants.

Tout d'abord, cet extrait confirme ce que Daniel exprime dans son témoignage : la présence, en cours de voyage, de plusieurs gardes du corps qui entourent l'*enganchador*, dont la mission consiste en la surveillance des futurs *peones*. Ceux-ci accompagnent le recruteur sur les routes, et s'assurent que les circulants arrivent à bon port, tout en dissuadant – comme l'explique Paulo – tout soulèvement de circulants recrutés.

Deuxièmement, le témoigne de Paulo souligne la peur constante ressentie par les circulants en cours de voyage. Nous le percevons dans les mots de ce jeune rural qui se demande toujours « où vont-ils m'emmener ? », « où vais-je atterrir ? », c'est certainement en ce sens que Meraldo disait : « Era difícil para ir. La gente tenía miedo ». En effet, pour CODEH (1983), à partir du moment où le sujet sort de sa communauté et durant toute la durée du voyage pour arriver au campement minier, « se produce dentro sí una situación de inseguridad (psicológica). Sus ideas de éxito económico de una primera instancia, no son reforzados » (p. 16).

Ainsi, les idées de succès économique et d'enrichissement rapide que les circulants peuvent avoir nourris en discutant et en se faisant convaincre par *l'enganchador*, ne se voient pas renforcées ni confirmées en cours de voyage. Au contraire, le traitement initial aimable de *l'enganchador* se durcit au fil du trajet, ce qui sème le doute dans l'esprit des circulants, qui remettent alors en question le bien-fondé de leur entreprise circulatoire. Pour les circulants engagés à travers le système de l'*enganche*, les craintes et les doutes sont donc constants tout au long du voyage, la peur de l'arrivée et l'insécurité de leur traitement futur rendant l'expérience très éprouvante.

(2) En ce qui concerne les circulations effectuées en compagnie de proches (famille, amis, connaissances) ou en solitaire, l'inconfort et l'insécurité font également partie du voyage, mais sont présents sous d'autres formes. Par exemple, pour Claudio, le changement environnemental le percute de plein fouet à chaque circulation. Le voyage de la *sierra* à l'Amazonie représente pour lui un changement brusque : « cada vez que iba el cambio ambiental era brusco en todo sentido. Una vez, ya estaba enfermo antes de llegar. El proceso de adaptación es muy difícil los primeros días en la selva. Y los ríos… los viajes en canoa, siempre me preguntaba: 'si me caigo, ¿qué pasa?', no sé nadar, en la sierra no necesitamos saber nadar para poder vivir » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). Pour ce type de circulations accompagnées ou en solitaire, la peur est donc également présente, comme pour les circulantes voyageant sous *enganche*, mais est liée à d'autres considérations (dans le cas de Claudio, la crainte de la noyade).

Aussi, pour certains, les proches sont là pour rassurer en cours de trajet mais la jungle reste, pour ceux-ci, « dónde abunda las enfermedades, la uta, los zancudos, etc. y no estamos acostumbrados… y hace calor también » (Entretien avec Reddy, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). Venant d'un milieu montagneux et frais, ceux-ci passent en l'espace de quelques jours à un environnement humide et chaud, ce qui représente une forte agression pour leur corps (CODEH, 1983). Les maladies font donc aussi partie du voyage, les circulants étant davantage exposés aux piqûres de moustiques, à la chaleur, ou même à la faim. La première fois que Gregorio est allé travailler à Madre de Dios avec ses oncles, celui-ci nous explique qu'il n'avait pas pensé à emporter des vêtements adéquats au climat tropical : « la ropa de lana que tenía me incomodaba, me hacía sudar mucho, tenía que ponerme ropas ligeras pero no tenía. No me advirtieron [mis tíos] de esta nueva situación cuando me llevaron » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Cette première génération de circulants vit donc le trajet du lieu d'origine aux zones minières comme une expérience déplaisante, physiquement et moralement. Sans compter qu'à l'époque où ceux-ci entreprennent leur circulation, le voyage dure plusieurs jours et se fait dans des conditions d'inconfort extrêmes.

2.2.3. « On voyageait en camion, parmi les marchandises »

Le trajet entre Ocongate et les campements miniers amazoniens s'effectue, pour cette première génération, principalement par voie routière[111] et à bord de camions qui transportent diverses marchandises depuis les régions de montagne andines vers les zones minières de Madre de Dios. A cette époque, Van Nierkerk (1991) affirme que, par jour, 10 camions transitent par Ocongate avant de se diriger vers l'Amazonie. Les circulants profitent dès lors de leur passage pour se rendre dans les campements miniers, voyageant parmi les marchandises : « puro carro, encima de la carga que venía comestible, cervezas » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017). Il n'existe pas de liaison en bus à l'époque ; dans ces conditions, lorsque les camions passaient par Ocongate, les circulants les arrêtaient et montaient à bord :

> « No iban buses a Puerto. Iban solo los volvos, los camiones, los que llevaban combustible, papas o algo así a la selva, solo esos camiones podían ir a esa zona. Y allí te subías normal y te llevaban pues, adonde tu querías » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

D'autres circulants de cette génération précisent également que le voyage pouvait se faire au-dessus de camions citernes : « un medio de transporte era también en camiones cisterna que llevaban combustible hacia la zona de Puerto Maldonado y en la plataforma encima de la cisterna viajábamos y cuando salían de la selva, se traían maderas y encima la gente, eso era la situación » (Entretien avec Miguel, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Les camions représentaient ainsi l'unique option pour se rendre en Amazonie car à cette époque, la connexion routière entre les deux zones était très mauvaise ; il s'agissait d'un simple chemin de terre : « antes, para salir de Ocongate, era una trocha, no más. Y el único medio de transporte era en camiones » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017). Le voyage pouvait parfois durer jusqu'à 15 ou 20 jours, surtout en saison des pluies : « era difícil, de Ocongate a Puerto, eran tres días, cuando era verano, cuando no había lluvia. Cuando

[111] Certains circulants recrutés par *enganche* le réalisent parfois, comme l'explique Castro de León (1985), en petit avion.

llovía, podrían 15 días, 20 días. Te quedabas en la vía, era imposible » (Entretien avec Reddy, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). En saison des pluies, les camions s'enlisent en effet et restent parfois bloqués pendant des jours avant de reprendre la route : « toda esa subida de Ocongate a la selva era bien fuerte, es tierra y los carros estaban empantanadas » (Entretien avec Paulo, paysan de la communauté de Llullucha, Ocongate, 2017).

En outre, une fois arrivés en Amazonie, ces camions les déposent en bordure de route, le plus souvent à proximité de petites villes minières. De là, leur voyage n'est pas terminé ; ceux-ci doivent encore atteindre les campements miniers auxquels ils sont assignés et ce, par voie terrestre via d'étroites routes secondaires ouvertes en forêt, ou le plus souvent par voie fluviale, à bord de petites pirogues en bois.

Résumant les différents éléments présentés dans cette section, nous pouvons dire que les itinéraires affectifs et effectifs de première génération sont marqués par la peur, les difficultés, la souffrance, les doutes et les interrogations constantes, ainsi que caractérisés par des trajets interminables réalisés en camions et en pirogues, qui peuvent durer jusqu'à 20 jours en saison des pluies. Effectués sur des chemins non asphaltés et difficilement praticables, ceux-ci sont à l'époque inévitablement lents, pénibles et dangereux.

2.3. De l'extraction artisanale à la petite exploitation motorisée : pratiques de travail et de vie au sein d'un campement minier amazonien

L'enthousiasme initial du circulant suscité par les diverses promesses des *enganchadores* ou proches laisse rapidement place, nous venons de le voir, à la peur et aux angoisses en cours de voyage, mais également, à une grande désillusion au cours de l'étape suivante (l'arrivée dans le campement), lorsque le circulant se rend compte que les promesses formulées ou les modalités de travail et de vie qui lui ont été décrites ne correspondent pas tout à fait à la réalité observée localement.

Pour saisir cette désillusion et analyser le régime de travail et de production minier ainsi que les conditions de vie auquels sont soumis nos circulants de première génération, il est – avant toute chose – nécessaire de décrire comment l'extraction aurifère se déroule à l'époque de leurs circulations migratoires et quelles sont les différentes étapes du travail minier amazonien. Cet exercice fait l'objet d'une première section, à laquelle, nous venons, dans une seconde section, greffer la description détaillée des tâches et du régime de travail ouvrier en cours de période 1970-1988. Une troisième section aborde ensuite le régime de rémunération des ouvriers mobiles au sein du campement, en le mettant en lien avec les risques encourus dans le travail minier et la législation du travail nationale en vigueur à l'époque. Enfin, une dernière section explore les intrications fondamentales existantes, dans l'activité aurifère, entre les lieux de vie et les espaces de travail ouvriers, et ce, en mettant en lumière les conditions d'hébergement, d'hygiène et d'alimentation auxquelles sont soumis nos circulants de première génération.

2.3.1. Les caractéristiques de l'extraction aurifère amazonienne : des techniques artisanales de la batée et des brouettes à l'activité motorisée

Afin d'étudier les méthodes d'extraction mises en œuvre au cours de la période 1970-1988, rappelons-nous tout d'abord l'évènement clé de 1973 à Madre de Dios : la découverte d'or au cœur des forêts du département. Comme nous l'avons évoqué précédemment, l'année 1973

marque un virage important en Amazonie : alors que jusque-là, l'exploitation aurifère se limitait aux plages des rivières, celle-ci s'étend dès la moitié des années 1970 aux zones de forêts, qui s'avèrent, à l'époque, être même plus riches en particules aurifères que les rivières. Ceci signifie donc qu'avant 1973, les mineurs ne travaillaient que dans les lits des rivières et sur les berges (*en playas*) ; après cette date, ceux-ci combinent ce premier type d'extraction avec les zones de forêts (*monte y cumbre*). Ce changement implique à l'époque des adaptations inévitables dans les techniques d'extraction utilisées.

Selon Daniel, circulant de notre première génération, la première technique d'extraction mobilisée pour extraire l'or en *playas* (rivières et berges) à Madre de Dios est la batée, cet instrument conique creux qui constitue le matériel de base de l'orpailleur amazonien jusqu'aux années 1965-1970 :

> « Hemos empezado primero con bateita [batea], era de unos platos grandes de madera tallado. Y en eso sacábamos material [...] El ochenta, yo venía acá esas fechas, usaban poco ya, pero mi suegro me cuenta todo el 70, 65 [1970, 1965], esas fechas, todos trabajaban eso. Después del 80 pues, por allí para adelante, hemos empezado con carretillas » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Jusqu'au début des années 1970 environ, l'exploitation aurifère était intégralement artisanale, mobilisant la simple batée, et se déroulait *en playas* (sur rivières et berges). La technique de la batée consistait à exercer une force centrifuge sur le cone contenant les sables aurifères mélangés à l'eau. Grâce à ce mouvement, les particules légères étaient évacuées en périphérie, l'or plus lourd restant au milieu du cone et pouvant être extrait.

A Madre de Dios, cette technique de la batée, purement artisanale, fut remplacée dès les années 1970, par une technique d'extraction plus rentable : l'extraction par brouettes. La technique *con carretillas* (brouettes), à la différence de la batée, pouvait avoir lieu sur les berges de rivières tout comme en pleine forêt (dès la découverte aurifère de 1973). Il s'agissait de creuser, extraire les couches de gravier aurifère et les transporter, à l'aide de brouettes, vers une grande rampe en bois, appelée *tolva*. Construction indispensable au travail de lavage aurifère, la *tolva* était élevée sur un mètre et servait au tamisage des particules d'or. Les gravats aurifères extraits des sols étaient déposés, par brouettes entières, sur la *tolva*, où ceux-ci étaient alors passés au tamis afin que les particules d'or se séparent. Pour cela, de l'eau était versée, à l'aide de seaux et en quantité abondante, sur le contenu de la *tolva*.

Figure 14. Illustration des rampes de lavage (tolvas) et du travail minier réalisé par notre première génération de circulants.



Photographies : Céline Delmotte (gauche) et Aldo Santos (droite).

Pour ce labeur minier *con carretillas*, un multitude d'ouvriers étaient donc nécessaires, qui se chargaient simultanément de l'extraction, du transport par brouette, de l'arrosage (réalisé avec de simples seaux) et du tamisage :

> « En los años 70-80, un minero que trabajaba, que tenía su tolva, tenía tres o cuatro carretillas, necesitaba más o menos 20 personas. Tienes que descargar unos tres metros de altura hasta llegar al material, botar la tierra, llevar lejos... y eso requiere personal, requiere 4 o 5 que estén descargando... y están llevando lejos » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Ciriaco a fait partie des contingents ouvriers pendant plusieurs années et nous relate qu'à l'époque, chaque micro-entrepreneur minier faisait appel à une vingtaine de circulants qu'ils employaient aux diverses tâches décrites ci-dessus (extraction, transport, arrosage et tamisage).

L'activité minière demande donc, à cette époque, de lourds contingents de main d'œuvre et est caractérisée par un travail principalement artisanal, faisant appel à quelques outils indispensables (pelles, pioches, brouettes) et à la seule force humaine :

> « Por entonces, no había maquinarias. No usábamos maquinarías, todo era artesanal. Entonces, un obrero, por ejemplo mi persona, solamente estaba con pala y pico no más, y su carretilla. Con la carretilla cargábamos y descargábamos. Muy sano el trabajo era, no destrozábamos la naturaleza [...] los mineros usaban solo la fuerza del hombre. Cada minero tenía 30, 40 hasta 60 hombres » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Claudio et Meraldo tiennent, en entretien, des propos similaires, néanmoins, ceux-ci ajoutent qu'à partir des années 1980, les techniques d'extraction continuent à évoluer, tendant vers la motorisation :

> « Empecé en carretilla, en el 1979-1980 [...] trabajé 2 años como trabajador minero, y en ese tiempo no había motobombas. En los años 80, [los mineros] introducen las primeras máquinas. Hasta los años 70, trabajábamos artesanalmente, de allí para adelante, empiezan con máquinas pequeñas: las motobombas. Va cambiando, sofisticándose. La gente de Brasil y de Bolivia que ha venido acá ha cambiado el trabajo minero, con una tecnología empírica » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

> « Antiguamente trabajábamos con carretillas, no había motores. Cuando empiezan a usar los primeros motores, las motobombas, allí cambia radicalmente, ya no usamos como decían [los mineros] antes, la 'cholobomba'. ¿Sabes a quienes le dicen cholo? A los indígenas o nosotros mismos cholos, es una palabra despectiva. Del pobre, del campesino… Entonces, 'cholobomba' le dicen porque cada uno usaba un balde. La 'cholobomba'… antes de que haya la motobomba, se le decía a la persona que, con un balde, echaba el agua al cascajo. Solito se echaba, para lavar este cascajo, con su balde y echaba agua. Después apareció la motobomba… Pero cuando se… ¿quién habrá descubierto o habrá visto que puede usar la moto bomba? Pones gasolina y la bomba empieza a funcionar y succiona el agua, ya no necesitabas hombres. Ahí es donde inicia el cambio de la explotación del oro. En el año 80 más o menos empezó eso... » (Entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Nous relevons, dans ces discours, deux éléments qui nous semblent utiles d'approfondir : l'introduction des premières petites motopompes dans l'activité aurifères (1), ainsi que la notion de *cholobomba* (2).

(1) Premièrement, un changement important semble, aux yeux de nos circulants, s'être produit au tournant des années 1980 : l'introduction des premières petites motopompes dans l'activité aurifère. Alors que cette activité avait été jusque-là purement artisanale, c'est-à-dire réalisée par l'homme sans l'aide d'une quelconque technologie, celle-ci voit son processus d'extraction

changer lorsque les premières motopompes sont introduites par des Brésiliens et des Boliviens. L'eau, qui était auparavant versée à l'aide de sceaux sur la *tolva* (une tâche à laquelle était assignés plusieurs ouvriers), se voit désormais puisée (dans la rivière ou une source proche) grâce à une petite pompe, qui la rejette ensuite mécaniquement sur le grand tamis (*tolva*). Ciriaco qui, en tant que micro-entrepreneur minier, a acquis à l'époque ce genre de technologie, nous raconte :

> « Mi primer motor lo compré en el 79 [1979], por ahí será, pero una motobomba chiquitita. Motobombita... para botar agüita. Esa motobomba he comprado con 100 gramos en esa época. Es una herramienta indispensable, sin eso, no puedes trabajar. Por 100 gramos, una motobombita. La conseguí trabajando de obrero » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Ciriaco travaille ainsi plusieurs années comme ouvrier de campement, en épargnant tout ce qu'il peut dans l'idée de s'acheter un petit moteur et monter sa propre affaire minière. Lorsqu'il atteint finalement les cent grammes d'or, celui-ci investit dans une petite motopompe et devient, à son tour, micro-entrepreneur minier. Quelques années après son arrivée à Madre de Dios, celui-ci est donc désormais son propre patron et embauche, dès le début des années 1980, de la main d'œuvre circulante.

Ainsi, de la technique de la batée dans les années 1965-1970, les mineurs sont passés à l'extraction *con carretillas* (avec brouettes) au cours des années 1970, que certains ont ensuite couplée avec l'utilisation de petites motopompes dès le début des années 1980. Pour ceux-ci, la motopompe leur permet de réduire l'engagement de main d'œuvre ouvrière, et donc, générer des économies salariales. Néanmoins, en 1987, lorsque Mosqueira (1992) réalise un recensement au sein des campements miniers de Madre de Dios, seuls 24,5% des micro-entrepreneurs miniers enquêtés semblent disposer de motopompes, ce qui veut dire que le plus gros de l'activité aurifère se réalise encore, à la fin des années 1980, de manière artisanale.

(2) Deuxièmement, l'évocation par Meraldo de la notion de *cholobomba*, largement diffusée dans le milieu minier de l'époque, est assez symptomatique des hiérarchies et des stratifications sociales qui pouvaient s'observer entre patrons et travailleurs, et plus généralement, au sein même de la société péruvienne.

Au Pérou, le *cholo* est une catégorie sociale chargée d'antagonisme et de contradictions. Celui-ci incarne la figure d'un individu aux origines rurales (andine ou indigène) qui, au contact de la vie urbaine, aurait progressivement intégré et assimilé ses comportements et ses codes – socialement considérés comme plus épurés, plus « blancs » –, et ce, afin de s'y « adapter » et tendre vers une identité métisse. Dans le contexte qui marque les années 1940-1960, la visibilité du *cholo* s'accroît à mesure que le pays expérimente – comme nous l'avons vu précédemment – les larges mouvements migratoires ruraux-urbains et les profondes transformations liées au processus de modernisation. L'anthropologue José-María Arguedas (1977) note en effet à cette époque l'importance croissante du métissage en contexte urbain et l'émergence de groupes urbains qui échappent à la dichotomie blancs/Indigènes, et qui semblent être porteurs d'un nouveau modèle de société.

Anibal Quijano (1980) est un des premiers sociologues péruviens à sa pencher sur le processus de *cholificación* au sein de la société péruvienne, qu'il identifie comme le surgissement d'une nouvelle catégorie socio-culturelle: ni indigène, ni paysanne, ni soumise à la servilité, ni blanche, ni dominante. Rattaché à une position sociale plus qu'à une quelconque identité

biologique, le *cholo* est le rural arrivé en ville, stigmatisé comme pauvre et disposant d'un faible niveau d'éducation, mais qui – à travers la migration – est en voie d'acquérir un profil « métisse » original (*cholo*), à savoir un individu capable de se mouvoir dans l'espace urbain, parlant espagnol et présentant un certain niveau d'éducation formelle. Sa figure se caractérise également par son profond désir de 'progrès', d'ascension sociale personnelle, atteinte à travers le travail, l'ambition et le courage ; le désir de changement, de devenir quelqu'un de « plus » ou de « mieux », définit mieux le *cholo* « que ne le ferait un corpus de caractéristiques personnelles, car celles-ci sont chez lui par définition floues et ambiguës » (Doré, Sandoval, 2008: 212). La thématique de la réussite par le travail et la volonté de progresser est en effet au cœur de la catégorie *cholo*.

Issu du milieu rural, le *cholo* ne se débarrasse cependant pas tout à fait des stigmates liés à ses origines andines ou indigènes, car celui-ci peut aussi être vu, au sein de la société péruvienne, comme un être servile, passif, ignorant et pauvre. Cette vision cohabite de manière très paradoxale avec une réputation de ruse, de travail et d'ambition. En bref, « le *cholo* est foncièrement antagonique, il s'extirpe courageusement d'une condition stigmatisée pour aller de l'avant. Mais d'autre part, il est aussi perçu comme quelqu'un de basse extraction, qui a du mal à cacher ses origines » (Doré, Sandoval, 2008: 213).

La société péruvienne reste en effet profondément stratifiée, le processus de cholification décrit par Anibal Quijano (1980) n'ayant finalement pas répondu aux espérances des années 1960-1970 associées à l'image du *cholo* comme nouvel homme péruvien qui arriverait à faire la synthèse et réduire les inégalités de classe et de statut entre créoles et indigènes/paysans. Au contraire, sa figure bouleverse les configurations raciales à l'œuvre et vient complexifier les manifestations du racisme. Si ce dernier continue effectivement à opposer des catégories sociales bien identifiables (« blancs versus indigènes » par exemple), le racisme s'exprime également – bien que de façon plus voilée – entre personnes de provenances ethnique et géographique similaires : le *cholo* envers le *cholo*.

Dans son étude parue en 1992 et intitulée *El laberinto de la choledad*, Guillermo Nugent souligne les contradictions internes et identitaires parmi et entre les *cholos*, la cholification n'ayant pas entraîné pour lui une diminution du racisme dans le pays. Bien au contraire, le racisme vécu par les *cholos* a commencé à revêtir un caractère intériorisé, les *cholos* opérant entre eux des différenciations d'ordre socioculturelles et étant eux-mêmes porteurs des préjugés qui les dévalorisent (Portocarrero, 2007). L'anthropologue péruvienne Marisol de la Cadena (2004) observe dans ses travaux que si les péruviens ne formulent que rarement et ouvertement la supériorité ou l'infériorité de certaines catégories sociales, il continue néanmoins d'exister de nombreuses discriminations entre « catégories sociales » et à l'intérieur même de groupes en apparence homogènes.

Ces discriminations internes, c'est-à-dire observées du *cholo* envers le *cholo*, sont particulièrement prégnantes dans le monde minier du département de Madre de Dios, pourtant considéré comme un réceptacle andin situé en pleine Amazonie (tant les vagues de migration andine y ont été nombreuses et puissantes). Nous l'avons étudié précédemment, Madre de Dios se constitue, en tant que région amazonienne, à travers les vagues successives de migration de populations andines, qui représentent au cours de la période 1970-1988, près de la moitié de la population départementale. Ainsi, – et même s'il ne s'agit pas d'un mouvement rural-urbain, sur base duquel la notion de *cholo* a été conceptualisée, mais plutôt d'un

déplacement rural-rural –, la majeure partie des populations de cette partie de l'Amazonie peuvent être catégorisées comme *cholas*.

Par extension, les micro-entrepreneurs miniers ainsi que les travailleurs mobiles font eux aussi partie de cette même catégorie socioculturelle *chola*[112] ; tous d'origine andine, issus d'un milieu social peu éduqué, paysan, rural et pauvre – des mots qui sont, par ailleurs, considérés dans le sens commun péruvien comme interchangeables –, ceux-ci sont tous arrivés en Amazonie en recherche de meilleures opportunités de travail ou de meilleurs conditions de vie, désireux de tendre vers le progrès et l'ascension sociale. Or, entre eux, des discriminations internes puissantes existent, qui s'expriment et transparaîssent – entre autres – dans des expressions telles que la *cholobomba*.

Lors de notre travail de terrain, le terme *cholobomba* était souvent utilisé par les micro-entrepreneurs miniers, suivi d'un petit rire, et sortait de la bouche des travailleurs accompagné d'un air gêné. Seul Miguel, dont nous avons relaté les propos plus haut, semble choqué par cette expression (« ya no usamos como decían [los mineros] antes, la 'cholobomba'. ¿Sabes a quienes le dicen cholo? A los indígenas o nosotros mismos cholos, es una palabra despectiva. Del pobre, del campesino… »). Pour les micro-entrepreneurs miniers, anciens petits paysans devenus petits capitalistes, la moquerie s'avère être la stratégie de différenciation qu'ils utilisent pour affirmer leur nouvelle situation socio-économique : « *cholos*, certes », mais qui en comparaison à d'autres (comme leurs travailleurs) ont réussi un processus d'ascension sociale, par leur travail acharné et leur ambition, et ce, en se construisant un petit capital et en s'érigeant progressivement en figure patronale. Comme Doré et Sandoval (2008) le soulignent : « le rire est une façon efficace de se démarquer de ces catégories, et de se persuader que l'on a rien à voir avec elles… Le rire moqueur se nourrit des ambiguïtés » (p. 217).

2.3.2. Le travail à la journée ou le labeur « à la tâche »

Maintenant que nous avons décrit la manière dont les techniques d'extraction aurifère évoluent tout au long de la période 1970-1988, penchons-nous dans cette section sur le régime de travail et les routines quotidiennes imposées à nos circulants de première génération. A l'époque, deux modes d'organisation du travail distincts règnent au sein des campements ; un premier type, « à la journée », qui impose un horaire fixe de travail, sans aucun objectif en termes de productivité (1) ; et un second type, centré sur un travail « à la tâche » et un horaire flexible (2).

(1) Premièrement, certains campements optent pour un travail ouvrier « à la journée », impliquant une routine accablante :

> « Cuando íbamos a Maldonado, había horarios para trabajar. Se levantaba 5 de la mañana, 5:30 estabas tomando desayuno, 6 acababas, venía el bote y te llevaba al trabajo al toque y ya tenías que trabajar. Al medio día te traían en el bote el almuerzo, comida. Un rato descansabas, una hora había para descansar, comer y descansar y de ahí había que esperar a que los loros pasen a eso de las 5:30 de la tarde, había que esperar a que el loro pase, ese era la señal para descansar. El loro pasaba una mancha, una manada, una bandada de loros y ya, ahí mismo a limpiar las herramientas, a guardar. Llegábamos, nos bañábamos y ya estaba oscuro ya, cenábamos y ya listo. En la mañana tempranito a tomar desayuno... Así era, no había otra. Entonces así trabajábamos » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

[112] Nous le comprendrons encore mieux lorsque nous nous pencherons ultérieurement sur le profil des micro-entrepreneurs miniers des années 1970-1988.

Le travail minier est ainsi organisé suivant un horaire fixe, sans obligation d'atteinte de rendement en fin de journée. L'horaire de travail de Juan s'étend par exemple de 5h du matin à 17h30, comprenant une heure de pause à midi. Il n'y a pas de consignes en ce qui concerne le rendement des travailleurs, mais un simple horaire qui guide la succession des journées de travail.

(2) Deuxièmement, il existe également au sein de certains campements le travail dit « à la tâche », qui inclut un objectif de productivité mais présente une flexibilité accrue. A l'époque, une seconde catégorie de campements organise en effet le travail, non pas en fonction d'un horaire de travail fixe, mais plutôt en fonction d'un objectif de productivité. Juan nous relate les rouages de ce second système organisationnel :

> « En tarea, tienes que completar tus 100 carretillas pues [...] cada viaje uno lleva y pone su piedrita. Hay un hoyo se hace, llenas tu carretilla y para partir pones una piedrita. Cargas de nuevo, otra vez otra piedrita, todos. Todos tienen que tener sus 100 piedritas [...] Por tarea, 5 de la mañana salíamos, 7, 8 acabábamos. Si, 8 de la mañana acabábamos. Y como temprano era fresco, corríamos pues. Entonces era... te acostumbrabas y ya todo el día tenías para dormir, para pasear, para bañarte, para irte a pescar, para ir al monte, no sé, a buscar plátano maduro para comer, palta, etc. Tienes tiempo suficiente para bañarte, para ducharte, etc. » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ce second système de travail, « à la tâche », consiste donc à extraire et remplir 100 brouettes de gravats aurifères par jour, en réalisant, pour chacune d'entre elles, l'aller/retour entre le lieu d'extraction et la *tolva*. A chaque déchargement sur la *tolva*, le travailleur pose une pierre à un endroit choisi, le total des pierres accumulées en fin de journée devant atteindre le nombre de 100. Lorsque celui-ci est atteint, le travailleur est libéré de ses fonctions pour la journée, pouvant allouer son temps à diverses activités personnelles (jeu, balade, propreté personnelle, recherche de nourriture, etc.). C'est ainsi que Juan relate qu'il termine sa journée de travail à 8 heures du matin (l'ayant commencée à 5 heures), car il se dépêche d'accomplir sa tâche afin de pouvoir profiter de quelques heures de repos en après-midi. Ainsi, sous ce système, les travailleurs les plus productifs sont récompensés pour leurs efforts.

A l'époque, les longues distances effectuées avec la brouette chargée de gravats représentent un travail difficile et éreintant. Cette génération se réfère en effet à des moments de souffrance lorsqu'elle évoque ses circulations de travail à Madre de Dios. Bien que ses membres ne s'étendent généralement pas très longuement sur le sujet (ou minimisent leur ressenti avec des mots comme « un peu difficile » ou « assez dur »), nous percevons dans leur discours et la gestuelle d'entretien que les circulations sont, ou ont été, pour eux synonymes de difficultés et de sacrifices :

> « En carretilla, el trabajo era un poco difícil » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

> « Mi papa iba a Puerto [...] Me dijo que en minería antes era difícil. Antes sufrían. Tenían que llevar 100 carretillas al día, empujar carretillas lejos, así » (Entretien avec Sebastián, écolier de l'école secondaire de Lauramarca, Ocongate, 2017).

> « Allí tanto sacrificio me ha costado » (Entretien avec Reddy, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

> « Nosotros trabajábamos con sacrificio, ir a Puerto… me costaba » (Entretien avec Paulo, paysan de la communauté de Llullucha, Ocongate, 2017).

> « Para mí, como era menor de edad, se tiene que trabajar como casi igual con la gente mayor. El trabajo era bastante duro » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Le dernier témoignage recueilli auprès de Gregorio soulève, outre les sacrifices et les souffrances identifiées dans les autres récits de circulation, un point que nous voudrions ici approfondir en quelques lignes : le travail des enfants au cours de la période 1970-1988. Quelles étaient les tâches assignées aux enfants/adolescents dans ces systèmes de travail *con carretillas* (brouettes) ? Bénéficiaient-ils, au vu de leur jeune âge et de leur plus faible résistance physique, d'un quelconque traitement de faveur ?

Nous avons analysé précédemment que nos circulants de première génération sont pour certains, à l'époque de leurs premières circulations, encore de jeunes enfants ou adolescents. Sont-ils dès lors eux aussi soumis au travail de brouette et aux chargements/déplacements longues distances ?

Le témoignage de Gregorio cité ci-dessus nous invite à répondre par l'affirmative à cette question. Orphelin de père et de mère dès l'âge de trois ans, celui-ci n'a que 13 ans lorsqu'il entreprend sa première circulation vers Madre de Dios et part travailler, accompagné de ses oncles, dans un campement minier. Mineur d'âge, il est toutefois, dit-il, « obligé d'y travailler quasiment en égal avec les hommes plus âgés ».

Juan explique en effet que le travail infantile[113] existait au cours de la période 1970-1988, celui-ci ayant travaillé à plusieurs reprises avec des enfants :

> « Los niños engañados han trabajado en esa época del 70-80 [1970-1980] [...] Yo he conocido… yo he trabajado con niños. Cuando yo vine, 'chicucha' le decían. Tenía 12 años o 13 a lo mucho y vino también 'Garza', flaquito era alto, tendría sus 15 tal vez, y con ellos trabajábamos [...] Que yo sepa en algún campamento uno, dos niños había, pero generalmente niños había cuando sus parientes los traían o los mineros mismos a sus sobrinos, sus hijos los traían, de vacaciones y trabajan, sus ahijados así. Pero así no » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Un élément intéressant transparaît dans le discours de Juan : la parenté comme stimulus du travail infantile. D'après ce circulant, les mineurs d'âge avec qui il travaille dans les campements sont généralement les enfants, les neveux, les filleuls (*ahijados*) du micro-entrepreneur minier ou des ouvriers travaillant dans le campement, qui avaient l'habitude d'y travailler lors des vacances scolaires, par exemple.

Concluant cette section relative au régime de travail ouvrier des années 1970-1988, il nous reste à préciser que les horaires ainsi que les routines de travail décrits précédemment s'appliquent, au sein de tous les campements, du lundi au samedi. Nos circulants de première génération nous ont effet répondu, à 88,89 %, qu'ils travaillaient six jours par semaine[114], du lundi au samedi, le dimanche étant destiné à *chichiquear*[115] et à récolter du bois/cultiver pour le campement. Le dimanche représente ainsi, pour nos circulants de première génération, le seul jour de congé dont ils disposent sur la semaine, toutefois, des *faenas* (bois et cultures) leur sont imposées, raccourcissant leur temps de repos personnels.

[113] Nous nous référons ici au travail infantile pour désigner le travail des enfants entre 11 et 18 ans.
[114] 2,22% d'entre eux travaillaient, lors de leur dernière circulation, cinq jours par semaine et 8,89% travaillaient sept jours sur sept.
[115] *Chichiquear* signifie chercher de l'or, à son propre compte.

2.3.3. Un salaire journalier attractif, pour une « jungle qui cache toutes sortes de dangers »

Ayant étudié les routines quotidiennes de travail au sein des campements de la période 1970-1988, abordons à présent les caractéristiques de la rémunération minière, et ce, en la mettant en vis-à-vis des divers risques encourus par cette génération en Amazonie.

Le salaire était, au sein des campements de la période, journalier, fixe et compris entre deux et cinq soles. Ciriaco gagne par exemple, au cours des années 1977-1978, une rémunération quotidienne de cinq soles, ce qui représente un peu plus du triple de ce qu'il touchait en travaillant comme agriculteur sur son lieu d'origine :

> « Cuando estaba en mi tierra, algunos decían que había oro en Madre de Dios. Yo no pensaba que había oro. Yo no pensaba quedarme, sino que allá en la selva se ganaba. Cinco soles ganaba diario, en mi tierra se ganaba 1,50 soles » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Tout comme Ciriaco, lorsque Claudio entreprend sa première circulation en 1979, celui-ci est payé cinq soles : « Cuando empecé en carretilla, en el 1979-1980, mi sueldo era 5 soles diario » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). En ce qui concerne Luis, qui a été engagé par un *enganchador*, celui-ci négocie en 1980 un salaire équivalent à deux soles journalières.

Ce salaire, décidé par anticipation (avec l'*enganchador* ou le micro-entrepreneur minier lui-même) s'avère ainsi être très variable d'un individu à l'autre, car celui-ci dépend, premièrement, du pouvoir de négociation du circulant, deuxièmement, de ses expériences circulatoires passées, et troisièmement, du prix de l'once d'or sur les marchés internationaux, qui – comme nous l'avons examiné précédemment – connaît une hausse entre 1973 et 1988.

Selon les termes du contrat conclu avec le micro-entrepreneur minier ou l'*enganchador*, chacun de nos circulants de première génération est donc censé gagner, pour chaque journée de travail effectuée, entre deux et cinq soles. Néanmoins, dans les faits, les pratiques observées sont – dans certains cas – tout autres.

Plusieurs circulants de cette génération nous ont avoué n'avoir, à cette époque, jamais été payé pour le travail effectué en Amazonie :

> « A veces, a la gente no quería pagar [el dueño], lo amenazaba con arma. Entonces, por no tener, para evitarse problemas, la gente se iba a veces. Se iba, sin cobrar su pago, eso era. Muy abusivos eran los mineros » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Certains patrons utilisent en effet la violence et la menace (armée) afin de ne pas rémunérer leurs employés, une pratique qui a été confirmée à plusieurs reprises en entretien :

> « Yo conocía a un muchacho… después de estar un año ya trabajando por ahí, él se escapó de allá, logró escaparse. Los dueños eran los Perez. Es que los antiguos dueños eran así, eran tan avaros que les gustaba [la] violencia » (Entretien avec Reddy, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Face à ce refus de paiement de la part du patron et la violence employée par celui-ci, nombre de travailleurs cherchent en effet, comme le soulignent Gregorio et Reddy, à s'évader des campements.

Juan fait partie de ces contingents qui furent trompés par leur employeur. Lors de l'une de ses circulations, celui-ci travaille huit mois au sein d'un campement, sans ne recevoir finalement aucun centime pour le dur labeur effectué :

> « A veces no me han pagado, ahora nunca he cobrado, he trabajado de ocho meses: [el patrón] 'pucha, cuando te vayas, te voy a dar', nunca me lo dio. 'El día de hoy ¿sabes qué?, ya no hay plata', 'que no, que no hay'... no pagaban y no pasaba nada. Ibas a Puerto [Maldonado] a quejarte y era peor... nada, nunca te pagaban. [El patrón decía:] 'Oye, ¿sabes qué? Vienes de acá 30 días'. Ya le he dicho que voy a venir... He venido de 30 días y nada...'si vino, dice que no tiene'. Hasta ahora mismo no vale nada quejarse » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Le patron le laisse ainsi dans l'attente pendant plusieurs mois, au cours desquels Juan continue à travailler pour lui. Il décide finalement de partir du campement sans toucher son salaire et de déposer plainte auprès des autorités régionales pour non respect du contrat de travail, mais jusqu'à aujourd'hui, dit-il, « ils ne m'ont pas payé », « cela ne vaut pas la peine de déposer plainte ».

Certains patrons sans scrupules vont même, à l'époque, jusqu'à assassiner leurs travailleurs en fin de contrat, et ce, afin de ne pas procéder au paiement du salaire ouvrier. Juan évoque avec nous les pratiques de ces propriétaires de campement, qui a la fin du contrat de travail :

> « Le pagaban [los dueños al obrero], lo atendían bien, le hacían comer bien. 'Ahora te va a llevar, el mismo encargado te va dejar en Laberinto para que se vaya'. Pero [el obrero] nunca llegaba a Laberinto, en medio camino lo botaban al monte, y del monte regresaba 'ya lo he dejado ya'. Había muchos desaparecidos » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

A l'époque où notre première génération réalise ses circulations, cette pratique criminelle est assez répandue dans les campements pour que celle-ci « soit consubstantielle à la réalité du travail dans les campements » : « Muchos menores que finalizaban su relación laboral con los patrones mineros eran deliberadamente desaparecidos en la selva o asesinados [...] Nada de eso ha podido ser directamente observado por el peridodismo, sin embargo en Laberinto y Puerto Maldonado, se habla de ello como consustancial a la realidad del trabajo en los lavaderos de oro » (CODENI, 1992: 31).

Dans les zones minières, cette criminalité semble en effet indissociable du travail minier et constitue, selon nos circulants, un « risque à prendre » lorsque l'on s'aventure en Amazonie. Ayant entendu ce type de récits depuis Ocongate, nous pouvons même affirmer qu'il ne s'agit pas seulement d'une réalité dont on parle exclusivement à Madre de Dios, mais qui est également répandue au sein des foyers d'origine (andins et côtiers).

Au cours de la période 1970-1988, aucune entité étatique ne se charge de vérifier le respect de la législation relative au travail. L'Etat est absent dans les régions d'Amazonie, et ce, malgré les nombreuses plaintes émises par les travailleurs. A ce propos, en 1985, Castro de León affirme que :

> « En Madre de Dios observamos múltiples problemas, unos de los cuales es el referido a la ausencia del Estado Peruano como ente fiscalizador para el cumplimiento de la Legislación Laboral; teniendo

en cuenta que ya existe gran número de denuncias publicadas en diversos medios de comunicación » (Castro de León, 1985: 147).

Les violations à la législation observées dans les campements sont en ce sens médiatisées et connues des autorités publiques, néanmoins, celle-ci ne font rien pour y remédier et répondre aux plaintes émises. Juan souligne en entretien que : « Allá no se cumplen los contratos. Las autoridades son compadres de los patrones. Cuando uno se queja al Ministerio de Trabajo de Puerto Maldonado, hacen injusticia la autoridad [...] Hasta ahora mismo no vale nada quejarse » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Pour lui, cela ne vaut pas la peine de porter plainte. La justice n'existe pas dans les zones minières amazoniennes. En outre, la corruption est telle que pour ceux qui portent plainte, ceux-ci ne reçoivent jamais réponse et justice n'est jamais faite.

Globalement, les circulants de première génération considèrent le travail minier comme une entreprise migratoire risquée et dangereuse. Que ce soit au sein du campement où ils logent, dans le transport qui les mène quotidiennement vers les zones d'exploitation, ou sur les lieux même de l'extraction, ceux-ci envisagent le travail amazonien comme une aventure périlleuse, bien plus que le travail agricole effectué sur leur terre natale. Outre la criminalité qui entourent l'activité aurifère, ceux-ci mentionnent les nombreuses chutes et renversements de brouettes, dues à la fatigue, à la faiblesse corporelle et à la pénibilité du travail minier ; les animaux, vecteurs de maladies ; les crues qui font augmenter le lit des rivières et emportent tout sur leur passage ; ainsi que la chaleur, qui couplée au travail physique, affaiblisse leur organisme. Le travail minier est en effet un travail très physique, réalisé sous une chaleur tropicale à laquelle ces hommes ne sont pas habitués. Ceux-ci doivent dès lors s'acclimater rapidement à leur nouvel environnement de travail, et ce, afin d'atteindre les objectifs de rendement imposés par le patron minier. Ceux-ci acceptent toutefois ces diverses conditions difficiles car la rémunération minière est à l'époque pour eux très avantageuse et largement supérieure à ce qu'ils pourraient gagner sur leur terre d'origine.

2.3.4. Les espaces de vie miniers : des campements aux conditions précaires

Après avoir exploré les régimes de production et de travail minier, attardons-nous à présent sur les caractéristiques des espaces de vie miniers. Quelles sont les conditions d'hébergement et d'alimentation des ouvriers mobiles au sein des campements des années 1970-1988, pour quelles incidences sur le plan sanitaire ? Voici les questionnements que nous addressons dans la présente section.

Dans le régime de production minier, les ouvriers sont – durant toute la durée de leur contrat – mis à l'entière disposition du mineur qui les engage, ce qui explique la proximité et l'imbrication du logement du travailleur avec les lieux de production. Son espace de vie et son espace de travail se confondent en effet, le campement étant construit à proximité des zones d'extraction.

Pour saisir cette imbrication d'espaces et les caractéristiques du logement minier, il est tout d'abord utile de souligner le caractère non permanent de l'orpaillage et des campements, et par conséquent, l'absence d'habitat fixe pour les ouvriers. En effet, le choix de l'emplacement des campements résulte le plus souvent d'un processus d'exploration aurifère effectué préalablement par le micro-entrepreneur minier, qui décelant (par test) une présence d'or suffisante, décide de s'y installer et y monter son campement. Le travail minier étant toutefois fonction de la richesse des sols, lorsque l'or s'amenuise au sein de la zone choisie, la rentabilité du mineur chute, ce qui

le pousse à changer d'emplacement. Cette spécificité du travail minier a de lourdes incidences sur les caractéristiques du logement de notre première génération de circulants, qui se voient obligés de vivre dans des installations précaires, puisque celles-ci ne sont qu'à vocation temporaire.

Jesús Guillén Marroquín, qui a réalisé une étude approfondie des campements de Madre de Dios au cours des années 1980, y explique cette logique :

> « The provision of lodging is necessitated by the distance of the gold fields from towns. The quality of the lodgings depends on the type of housing supplied. Given that the fields are exploited on a temporary basis (once one is exhausted the owner moves on to another), the buildings are impermanent and precarious » (Guillén Marroquín, 1986: 20).

Ne voulant pas investir en vain dans un campement confortable, les micro-entrepreneurs miniers optent donc pour la construction de huttes de bois éphémères, destinées à loger leurs ouvriers. Il s'agit de cabanes faites de quatre pieux de bois et un toit constitué de grandes feuilles de palmier ou de plastique : « son campementos de plástico o de pajas de chonta, que tienen como soportes palos y se duerme así, al aire libre. A veces la cabaña está a cierta altura del suelo para evitar los insectos como la araña y la humedad de la tierra » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Nos circulants de première génération dorment donc dans des logements non pérennes faits de bois et de feuilles, le plus souvent « à l'aire libre » comme le précise Daniel, dans des conditions générales insalubres et dangereuses, exposés de surcroît aux intempéries et aux animaux de la jungle (araignées, moustiques, chauve-souris, etc.). En ce sens, Castro de León (1985) souligne dans ces travaux que : « estos campamentos no ofrecen una mínima comodidad, ya que no sirven para guardarse de las lluvias, ni del exceso calor característico de la zona » (p. 7). Sans murs pour les protéger, les travailleurs sont effectivement exposés aux pluies torrentielles qui peuvent s'abattre sur la *selva*, tout comme aux fortes chaleurs qui définissent les nuits amazoniennes.

La plupart des micro-entrepreneurs miniers ne mettant en outre aucune moustiquaire à disposition de leurs ouvriers, ceux-ci sont également touchés par les piqûres de moustiques et les morsures de chauve-souris, rendant leurs nuits difficiles et le repos impossible : « muchos de ellos fueron víctimas de las mordeduras de murciélagos por no tener mosquiteros. El uso de este instrumento es vital para la salud y la vida en los campamentos, de lo contrario la nube de mosquitos y de zancudos hace imposible el descanso en las noches » (CODEH, 1983: 87). A un travail de jour éreintant et pénible, viennent donc s'ajouter des nuits légères, nullement reposantes car rendues compliquées par les conditions précaires du logement, censé être « offert » par le micro-entrepreneur minier.

Cette absence de moustiquaire, couplée à une inexistence d'infrastructures sanitaires et d'égouts, expliquent – à l'époque – la prolifération de cas de paludisme au sein des campements, les travaux de Marroquín (1986) notant qu'à Madre de Dios :

> « While malaria is the most common disease, it does not stop the youngsters working, and this seriously impedes their recuperation [...] The malaria attacks last into the night, weakening the worker and forcing him or her to seek the assistance of a private doctor or attend a health post. The concession owners are happy to allow their employees to continue laboring whilst ill because this dos not prejudice their work » (Guillén Marroquín, 1986: 23).

Une seconde maladie qui touche de nombreux circulants d'Ocongate au cours de la période 1970-1988 fut la leishmaniose amazonienne ou *uta*. Celle-ci fut l'un des grands fléaux à éradiquer dans

le district de l'époque, une conséquence directe des larges mouvements de circulation entre les deux régions. Gregorio fait partie de ses contingents partis en pleine santé et revenu infectés par la leishmaniose, cette maladie chronique à manifestation cutanée et à transmission vectorielle[116] qui provoque des lésions ulcératives sur le corps :

> « A veces, en los campamentos, nos agarra una enfermedad ¿no? A mí, por ejemplo, me agarró Leishmaniasis, uta, en el pie. Entonces, tenía que hacer curar, llegando [a Ocongate]. Por eso no pude ahorrar. En el campamento, no había atención médica, no teníamos botiquín, nada. Entonces, al retorno acá, tenía que ir a la posta » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Le traitement fut couteux et long. Gregorio n'eut heureusement pas de séquelles de cette maladie mais tous les circulants revenus à Ocongate infectés n'eurent pas la même chance que lui. Nombreux sont ceux qui périrent après de longues années de souffrance.

En ce sens, la leishmaniose eut au cours de la période 1970-1988 de lourdes incidences sur les zones rurales d'Ocongate, et surtout, sur les finances et les mécanismes de reproduction sociale des familles touchées. Pour certaines d'entre elles, et comme le souligne Almanza (1997), qui a étudié l'incidence de la leishmaniose sur les économies paysannes locales :

> « Las consecuencias del proceso migratorio es el deterioro paulatino del factor fundamental de creación de riqueza: la fuerza de trabajo de la unidad económica campesina, causando en las familias grandes problemas económicos y sociales. Es la que pasa cuando el jefe de familia retorna enfermo de la selva y los exiguos salarios que consiguen no le permite financiar la reproducción de su economía, tampoco le abastece para las atenciones médicas que requiere ; por lo que muchas veces quedará postrado en su casa. Situaciones como esta muestran que la incursión de las familias campesinas hacia los lavaderos de oro de Madre de Dios tienen consecuencias a veces más negativas que positivas » (Almanza, 1997: 4).

C'est le cas de Gregorio qui précise en entretien n'avoir « rien pu épargner » de son séjour de travail à Madre de Dios car il dut « se faire soigner ».

Sur le plan sanitaire, les infections gastro-intestinales et les anémies sont d'autres pathologies fréquentes observées parmi nos circulants de première génération, celles-ci étant dues à la mauvaise et/ou le manque d'alimentation. L'ensemble des circulants de cette génération avec lesquels nous avons pu discuter de la question nous ont en effet signalé avoir connu une alimentation déficiente et de basse qualité au cours de leurs séjours de travail en Amazonie :

> « Nos hacían trabajar como te digo de sol a sol, y la comida era pésima, pésima era [...] Y el día que llegabas, te entregaban un plato y una cuchara, tenías que cuidarlo y tenías que entregar cuando te vayas. Y de ahí, tenías que hacer tu fila para recibir tu comida… Pésimo era la comida, sí, pésimo, pésimo; no era nada » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Chaque campement compte à l'époque une cuisinière (cette fonction est exclusivement destinée aux femmes), dont la tâche consiste à préparer les repas pour tous les travailleurs du campement. Sur ordre du patron, et avec les produits que celui-ci achète et lui fournit, celle-ci passe ses journées à assurer les repas des ouvriers, qui ne s'avèrent – au vu des maigres ingrédients consentis par le patron – être ni copieux, ni variés. Au cours de l'une de ses circulations, Juan relate en ce sens que le patron ne modifie pas le menu d'un jour à l'autre, celui-ci se voyant servir, six jours par semaine, le même repas : « Lo mejor que daba era frejol, el día lunes daba frejol ; lo

[116] La leishmaniose est transmise par des protozoaires vivant exclusivement dans l'eau ou dans les sols humides ou à l'intérieur d'un organisme (animaux par exemple).

demás, chaquepa era » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). La *chaquepa*[117] semble en effet être la base des repas servis à l'époque, ceux-ci étant bien monotones. Les repas servis au sein des campements se caractérisent ainsi par un manque chronique de matières grasses et de protéines, ne répondant dès lors pas aux besoins énergétiques du travail d'orpaillage (Guillén Marroquín, 1986).

En guise de conclusion, nous pouvons donc avancer que n'étant pas destinés à une activité pérenne, les campements miniers de la période 1970-1988 présentent un caractère temporaire, ce qui rend les conditions de vie en leur sein très dures, précaires et peu hygiéniques. Les maladies (paludisme, leishmaniose, anémie, etc.) font partie du quotidien minier, tout comme les restrictions alimentaires, qui fragilisent l'état de santé des travailleurs mobiles et compromettent l'incidence économique de leur entreprise circulatoire. Partis pour économiser et/ou soutenir leur économie familiale, certains reviennent malades sans aucune possibilité de retour en arrière, d'autres ne reviennent jamais, ayant succombé à l'infection.

2.4. Relations contractuelles, rapports de production et informalité au sein des campements miniers : entre surveillance, maltraitances et abus patronaux

Nous venons d'analyser les lieux de production, les divers régimes de travail et les espaces de vie des travailleurs mobiles au cours de la période 1970-1988, attelons-nous à présent à dépeindre les rapports de production et les relations hiérarchiques à l'employeur. A partir de nos matériaux qualitatif (entretiens) et quantitatif (enquête), nous étudions et saisissons le travail minier amazonien au regard de l'expérience subjective propre de notre première génération. La visée est de chercher à comprendre les ressorts et les logiques socioanthropologiques qui sous-tendent les relations de domination et les rapports de pouvoir au sein des campements miniers.

Je reviendrai ainsi dans une première section sur les modalités contractuelles tissées entre ouvriers et micro-entrepreneur minier, tout en abordant la durée des rapports productifs et leur inscription temporelle. Dans une seconde section, j'aborde la question de la liberté restreinte de mouvement des travailleurs et les différents mécanismes de rétention de la main-d'oeuvre circulante au sein des campements. Troisièmement, je décris l'expérience vécue du travailleur minier, qui est le plus souvent marqué par la souffrance, la maltraitance physique et morale, ainsi que la surexploitation. Enfin, je mets ces diverses caractéristiques des rapports de production minier en dialogue avec le profil socio-ethno-économique des patrons miniers de l'époque.

2.4.1. Des contrats de travail de minimum trois mois : engagements verbaux, abus de pouvoir et stratégies d'endettement

> « [Los mineros antiguos] tenían esa costumbre siempre 90 días de contrato, te traían y allí tienes que cumplir. Te dan una especie de pasaje ida y vuelta. Pero te hacen deducciones cuando no cumples el contrato; por ejemplo, te traen por 90 días, cuando cumples los 90 días, tienes tu pasaje de ida y vuelta. Pero si no cumples ese contrato, te descuentan de tu sueldo los gastos que han hecho para traerte » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

A l'instar de Daniel, l'ensemble des circulants de notre première génération se voient à l'époque proposer, dans les zones minières, des contrats de travail de 90 jours appelés *noventa*, ainsi que de nombreuses promesses qui ne seront – dans certains cas – jamais honorées. A l'époque, trois modalités (ou « promesses ») caractérisent les contrats conclus entre les travailleurs circulants et

[117] Plat à base d'orge grillé et moulu, préparé en soupe.

le patron minier. Premièrement, les contrats miniers comprennent un billet de voyage aller-retour entre le lieu d'origine du circulant et le campement minier, à la seule condition, néanmoins, que celui-ci respecte la durée intégrale du contrat, à savoir trois mois de travail ininterrompus. Deuxièmement, les micro-entrepreneurs miniers proposent des repas quotidiens et un logement gratuits une fois dans le campement, prenant l'ensemble de ces dépenses à leur charge. Enfin, ces contrats prévoient une rémunération journalière attractive (nous l'avons vu, entre 2 et 5 *soles*) et le paiement intégral du salaire à échéance, c'est-à-dire à l'issue des trois mois de travail convenus : « Después de tres meses te pagaban. Antes era…. Cuando ibas, eras contratado para tres meses, 90 días. Terminabas y recién te cancelaban » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, entretien réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017). Le paiement du dur labeur minier n'est ainsi réalisé par les micro-entrepreneurs que si et seulement si le travailleur respecte la durée du contrat, à savoir les nonante jours convenus initialement.

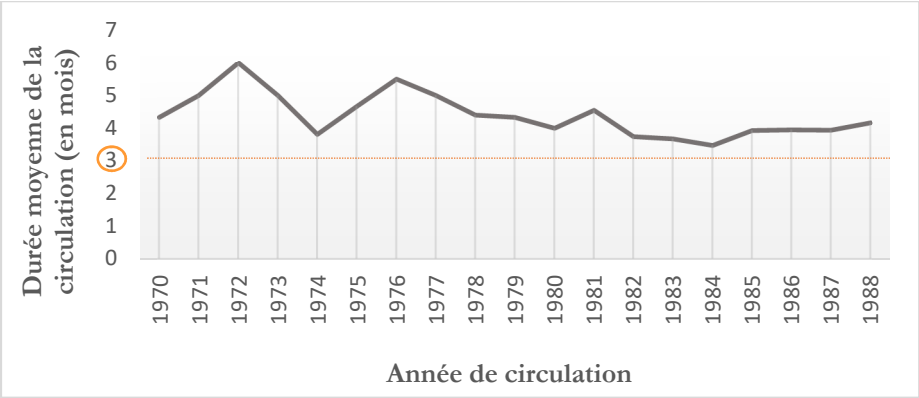
Ces trois points (transport aller/retour pris en charge, nourriture et logement inclus, ainsi qu'un salaire attractif versé à échéance des trois mois de travail) forment les termes de l'offre que les *enganchadores* ou les mineurs font aux circulants de notre première génération. Néanmoins, à l'époque, cette offre ne débouche sur aucune stabilité d'emploi légal, et n'inclut, en outre, aucun bénéfice social. Plusieurs circulants de cette génération, tel que Gregorio, nous ont en effet fait part de l'absence, dans leur contrat de travail, de toute couverture pour accidents ou maladies professionnels : « No teníamos beneficios sociales, ni siquiera había un médico allí. No había nada. No, prácticamente no había beneficios sociales, ni seguro por accidente de trabajo, o enfermedad » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). L'enquête réalisée à Ocongate en 2017 confirme les dires de Gregorio : 91,1 % des circulants de première génération travaillent, à l'époque, sans aucune assurance pour accidents ou maladies professionnels.

Les contrats de travail miniers sont en outre, pour la plupart des circulants de première génération, conclus oralement. 95,5% des enquêtés de cette génération ont répondu n'avoir signé aucun contrat écrit au moment de l'embauche dans les campements, les conditions étant davantage négociées et acceptées verbalement : « ningún contrato había. No he firmado nada cuando llegué [al campamento] » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). Ces paroles, nous les avons entendues de presque tous nos circulants de première génération, qui se sont lancés dans l'aventure minière en prenant le risque de ne pas savoir ce qui les attendait dans la jungle amazonienne voisine, n'étant protégés par aucun contrat légal de travail.

Depuis Ocongate, ces contrats informels de nonante jours ont une incidence inévitable sur la durée des circulations réalisées par notre première génération. Nous observons, en effet, à travers les résultats de notre enquête quantitative que les circulations réalisées au cours de la période 1970-1988 ne sont jamais, pour chacune de ces années, d'une durée moyenne inférieure à trois mois[118].

[118] Pour calculer ce résultat, nous avons tout d'abord comptabilisé, pour chacune des années de cette période, le nombre de circulants de première génération partis cette année-là, ainsi que la durée de leur séjour en Amazonie. Sur base de ce calcul, nous avons ensuite pu estimer, pour l'ensemble des voyages de notre première génération, la moyenne des durées de circulation par année. Remarque additionnelle : l'individu 41 a été écarté de ces analyses car celui-ci présente de nombreuses non-réponses dues à des pertes de mémoire concernant les années et les durées de ses circulations amazoniennes.

Figure 15. Durée moyenne des circulations de la période 1970-1988 – Génération 1.



Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Comme nous pouvons le constater sur le graphe ci-dessus, nos circulants de première génération restent même, en moyenne, plus longtemps que les nonante jours stipulés dans leur contrat. Juan, circulant de cette génération, précise à ce propos que: « 90 días trabajábamos, después ya pagaba a la gente, la gente o bien se venía o bien se quedaba otra 90 más. Así era » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Si l'on désagrège les chiffres (moyens) présentés précédemment, nous nous rendons en effet compte que certaines circulations de la période 1970-1988 peuvent atteindre une durée de 12 mois. Toutefois, les circulations de travail d'une durée équivalente à trois mois représentent, au sein de notre première génération, la majorité des voyages (51,2%), alors que celles comprises entre quatre et six mois atteignent les 36,8% et celles strictement supérieures à six mois concernent à peine 12% de l'ensemble.

Tableau 16. Distribution de la durée des circulations individuelles (1970-1988) – Génération 1.

Durée de la circulation	Effectifs de circulations migratoires	Pourcentage
Un ou deux mois	0	0%
Trois mois	111	51,2%
Entre quatre et six mois	80	36,8%
> Six mois	26	12%
Total	**217**[119]	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

En ce sens, depuis Ocongate, un peu plus de la moitié des circulants de cette génération (51,2 %) décident de ne pas prolonger leur séjour au-delà de la durée stipulée dans leur contrat, l'autre moitié (48,8%) décident, voire se voient forcés, de prolonger leur expérience de travail amazonienne au-delà des trois mois.

En effet, parmi cette seconde catégorie de circulants (48,8%), certains prennent volontairement la décision de rester travailler dans le campement, d'autres, au contraire, arrivent à cette situation suite à de nombreux abus et contraintes extérieures. Claudio et Meraldo font partie des contingents qui sont, à l'époque, restés travailler bien au-delà des trois mois négociés initialement, néanmoins, pour tous deux, cette décision ne résulte pas d'un choix propre :

[119] Au total, les 45 individus formant cette première génération de circulants ont réalisé 217 circulatoires migratoires vers Madre de Dios au cours de la période 1970-1988.

> « Yo he ido sin problemas a trabajar cuando era carretilla, a hacerme tres meses de trabajo. Cuando he terminado los tres meses, no me han pagado [...] Al final ahí estuve 6 meses y no me han pagado. El patrón tomaba y se ha olvidado de pagarme a mí el sueldo. No me ha pagado y me quedé » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

> « Al final de los 90 días, te pagaban [los patrones] y supuestamente te ibas. Pero ¿qué pasaba si el patrón decía : 'no hay dinero para pagar porque no hemos sacado suficiente'? Te quedabas y no te pagaban. Eso hacía que nos quedabamos » (Entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Les circulations de Claudio et Meraldo ont duré plus de trois mois, non parce qu'ils désiraient rester travailler davantage dans le campement, mais parce que le micro-entrepreneur minier auprès duquel ils s'étaient engagés refusait de leur payer leur *noventa*. Contraints, ceux-ci décident alors de rester plus longtemps dans le campement, pour être certains de toucher leur rémunération. Claudio précise d'ailleurs que son patron l'aura finalement payé, mais près d'un an plus tard.

Les expériences de travail prolongées dans les campements sont ainsi, pour certains circulants de cette génération, souvent vécues sous la contrainte, plus que ne sont le fruit de décisions mûrement réfléchies. De nombreux articles scientifiques de l'époque (Mosqueira, 1992 ; Castro de León, 1985 ; Junquera, 1999 ; Maenling, 1980 ; CODEH, 1983) arrivent au même constat, avançant des pratiques d'abus patronaux : « Si el migrante cumple con los 90 días de contrato en forma satisfactoria, nada permite asegurar que reciba su pago puntual que le permita volver. El minero recurrirá a una serie de argucias para prolongar la estadía del trabajador, sobre todo si es 'rendidor' » (Baca, 1985: 110).

Parmi ces subterfuges, les décomptes sur salaire représentent une pratique courante permettant de prolonger le séjour des travailleurs. Au travers des entretiens réalisés dans les zones minières ainsi qu'à Ocongate, nous avons pu identifier deux mécanismes principaux de décompte : un premier basé sur la vente de produits alimentaires à des prix exorbitants (1), et un second, justifié par les fortes pluies qui empêchent le travail minier effectif (2).

(1) Le premier, nommé par nos circulants comme étant *un descuento por concepto de alimentación*[120], consiste à réduire le salaire final du travailleur en lui déduisant, à la sortie, tout ce qu'il a consommé au cours des nonante jours de travail au sein du campement (nourriture et boissons) :

> « The concession owners have stores of high energy luxury foods like tinned fish, biscuits, sugar, sweets, bottled drinks and conserves. When the dietary imbalance is manifested in ill health or hunger, the workers request an advance on their wages in food. Obviously the prices are fixed by the owners at well above the retail value. In this way, the advance payments made to workers are overvalued. Logically, as a result, when it comes to paying the wages they amount to less than originally agreed » (Guillén Marroquín, 1986: 20).

Les campements comptent ainsi généralement, à cette époque, un petit magasin tenu par le patron qui fournit les compléments alimentaires dont les travailleurs ont besoin pour mener à bien les tâches qui leur sont assignées. La nourriture fournie par l'employeur étant insuffisante et pauvre, ceux-ci sont obligés d'acheter, au magasin du campement, ce qui leur fait défaut et leur permet de « tenir » les cadences de travail infernales qui leur sont imposées. Claudio nous relate à ce propos : « por el hambre tenía que endeudarme... me veía obligado a comprar a precios altos »

[120] Décompte pour frais d'alimentation.

(Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). Les produits vendus dans les campements le sont en effet à des prix bien plus élevés que ceux pratiqués dans le département. Luis nous donne, en entretien, un exemple frappant du coût d'un soda acheté sur son lieu de travail : « me compraba cosas, pero una gaseoda en la selva costaba 5 soles [en 1982] » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017). Un soda coûtait donc, dans son campement, l'équivalent du salaire d'une (voire plusieurs) journée(s) de travail de l'époque.

En raison de ces pratiques abusives, certains circulants se voient proposer, à l'issue des trois mois de travail, un salaire nettement réduit, ou dans les cas les plus extrêmes, sont même endettés auprès du patron minier : « Las deudas de lo consumido sobrepase en muchas ocasiones el salario obtenido con tan duro trabajo » (García Morcillo, 1982: 267). Les dettes (réelles ou inventées) excèdent parfois le salaire dû ; dans ce cas, le circulant est obligé de rester travailler gratuitement pour le micro-entrepreneur minier. En ce sens, Meraldo relate : « A veces para no pagarnos, los dueños nos decían de que en nosotros han gastado un montón en pasaje, en comida, en esto, en el otro, 'me debes', nos hacían trabajar gratis 1 mes, 2 meses, mucho abuso había. Demasiado abuso » (Entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

(2) Deuxièmement, les pluies torrentielles qui s'abattent (en saison humide principalement) sur les campements amazoniens sont aussi prétextes à endettement et rétention de paiement. Dans certains campements, toute journée entamée mais non terminée pour raison météorologique n'est pas considérée, par les patrons, comme une journée de travail effective et n'est, dès lors, pas comptabilisée dans les nonante jours de travail prévus dans le contrat. En effet, comme l'explique Claudio : « Si un día llueve durante las horas de trabajo, ese día no se paga, o si antes de cumplir todas las horas de trabajo, llueve sin parar, también ese día se pierde el jornal del día » (Entretien avec Miguel, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Les pluies sont ainsi invoquées, tout comme les décomptes pour aliments, afin de, soit prolonger la durée totale de travail du circulant, soit réduire le salaire dû à l'issue des trois mois de contrat.

Nous retenons ainsi, de cette section, que les circulants de première génération se voient, au cours de la période 1970-1988, proposer – verbalement – des contrats de travail de trois mois, ceux-ci étant néanmoins parfois prolongés, tantôt sur demande du travail, tantôt (et dans la plupart des cas) au travers de mécanismes d'endettement fictif mis en œuvre par les patrons miniers.

2.4.2. Une liberté de mouvement restreinte par le choix de l'emplacement, la surveillance et le contrôle

Dans le régime de production minier des années 1970-1988 se déploie également, outre ces pratiques d'endettement fictif, une politique stricte de localisation, de surveillance et de contrôle des travailleurs. La visée est, d'une part, d'assurer une main d'œuvre continue et stable pour l'activité aurifère du patron, et d'autre part, d'affirmer et d'asseoir l'autorité et le contrôle de ce dernier sur ses ouvriers. Les témoignages recueillis auprès de notre première génération décrivent une série de pratiques qui vont dans ce sens.

Tout d'abord, l'isolement des campements et leur localisation en pleine jungle constitue une première stratégie adoptée par les micro-entrepreneurs miniers pour garder la mainmise sur leurs travailleurs et réduire les possibilités d'évasion. Les campements sont généralement installés à

proximité d'une source d'eau, mais suffisamment loin de toute voie d'accès, afin de décourager les fuites.

Un second mécanisme utilisé consiste en un contrôle sévère des travailleurs lors des temps de travail et de repos. Ciriaco évoque avec nous les personnes qui surveillent son travail et les patrons de l'époque qui ont recours à des contremaîtres, dont le rôle est de garder les ouvriers en l'absence du patron : « Antes eran malos los dueños, la gente era mal. Te hacían trabajar más, te exigían mucho, nos vigilaban, usaban capataz, todas esas cosas » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017). Confirmant ces dires, Juan relate :

> « Antes, en los campamentos, todo el mundo estaba bien cuidado, en un torreón a cada lado del campamento había vigilantes armados y había tipo portero en la puerta donde duermen todos, para darles autorización para que salgan al baño [...] Sí, estábamos sufriendo de esas cosas » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Le micro-entrepreneur minier pour lequel Juan travaille fait ainsi appel à des gardes armés dont la mission est de contrôler les travailleurs, de jour comme de nuit. La présence d'armes semble donc être une pratique commune et dissuasive au cours de la période 1970-1988.

Enfin, le témoignage de Juan cité plus haut nous éclaire sur un troisième dispositif de rétention de main d'œuvre, très développé dans les campements de l'époque : le contrôle des sorties. Celui-ci nous relate que les gardes doivent lui « donner l'autorisation pour pouvoir sortir ». Les sorties en-dehors des espaces de vie et de travail miniers sont en effet découragées, voire même interdites et sanctionnées.

Enfermé, sans possibilité de sortie, Luis assimile son temps dans les campements à un séjour en prison : « hemos estado encerrados como en el cuartel y no había camino, no había nada » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017). Le contrôle des sorties aboutit à l'enfermement du travailleur, qui est de surcroît, dans les discours, enjoint à ne pas s'aventurer, seul, au cœur de la jungle. Aux yeux du patron, la *selva* doit rester, pour ses travailleurs, un milieu hostile et dangereux, dans lequel « ils ne sont que de passage » (Notes de l'entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Etant « étranger » au sein de cet espace amazonien, l'ouvrier doit continuer à se sentir dépendant à l'égard de son patron, sans qui, il se sentirait sans doute « perdu » s'il s'aventurait en-dehors de ses espaces actuels de travail et de vie (campement).

Pour nourrir ce sentiment de dépendance et la peur de se sentir seul et perdu, le recours aux croyances locales semble être, pour le patron, un puissant outil de contrôle social des travailleurs, qu'il mobilise au sein de cet espace de vie relativement clos qu'est le campement. Les croyances du *Chullachaqui* et du *Tunche* – qui sont considérés par les peuples originaires de cette région amazonienne comme deux esprits mythiques protecteurs de la *selva* – sont particulièrement sollicitées dans les récits et histoires contées dans les campements. Lorsque j'examine les contes et légendes s'y rapportant, je ne suis pas surprise de constater que le premier est un petit être mystérieux à l'allure de diable doué pour convaincre les humains de le suivre dans la *selva* et les perdre une fois arrivés dans les zones de jungles denses ; le second se réfère, lui, à une expression

indigène qui signifie ‘peur’, car, assimilé à une âme tourmentée des basses terres d’Amazonie, celui-ci aime terroriser et y faire des victimes au cours de la nuit[121].

En ce sens, la légende du *Chullachaqui* met en évidence la possibilité de se perdre en pleine jungle lorsque l’on s’aventure trop loin, et celle du *Tunche* insiste sur la peur et la mort que peuvent générer les zones de forêts amazoniennes. Résumées en ces mots, nous constatons rapidement en quoi celles-ci sont, pour le patron, de puissants instruments de contrôle et de rétention de la main d’œuvre circulante au sein du campement.

Juan nous relate, en ces mots, la version des légendes qui lui a été contée par « les mineurs locaux, surtout » :

> « También contaban, más que todos los mineros lugareños… Contaban de que sí, ellos [el *Chullachaqui* y el *Tunche*] son dueños del oro, que ellos te hacen perder en el monte. Y personas que creían se perdían, contaban que el camino se les abría; así caminaban por un buen camino y nunca llegaba al campamento y no sabían dónde estaban, se perdían pues y decían: ‘el Tunche me ha llevado’. Es un espíritu ¿no?, que es dueño del oro, te hace perder en el monte » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d’Andamayo, Ocongate, 2017).

En écoutant le récit de Juan, nous constatons que ces deux légendes peuvent, de fait, avoir une incidence importante sur le comportement des travailleurs, et ce, en les décourageant de fuir ou de s’aventurer en-dehors du campement la nuit, même si certains en ressentent le besoin face aux conditions éreintantes qui leur sont imposées. D’après Luis, celles-ci sont « les histoires qui sont toujours racontée à celui qui arrive [dans un campement] ». Et il semble qu’une fois contées par les mineurs, ce sont les travailleurs eux-mêmes qui les perpétuent et les font vivre : « dans tout campement ordinaire, les nuits se passaient à raconter ces histoires » (Extrait de mon cahier de terrain, Luis, Ocongate, 2017). Cela n’est certainement pas un hasard car ces légendes permettent au patron de susciter un sentiment de peur auprès du travailleur nouvellement arrivé, et indirectement, une sensation de dépendance, tout en l’enjoignant à ne pas s’aventurer trop loin en-dehors de l’espace de vie et de travail qui lui est proposé. Ce faisant, les patrons miniers s’assurent ainsi une main d’œuvre plus « servile », moins encline à fuir ou contester les conditions de vie et de travail dans le campement.

2.4.3. Le recours à la force, la maltraitance et la surexploitation

Accords verbaux non respectés, salaires impayés, contrôle des déplacements, endettement fictif, sont autant de manifestations de contraintes qui caractérisent les rapports de production miniers de la période 1970-1988. A ceux-ci s’ajoutent, selon nombre de circulants de cette génération, une véritable « exploitation » dans le travail, couplée au recours à de nombreuses formes de maltraitance physique et morale.

Luis, qui a commencé à circuler à Madre de Dios en 1980, relate : « Prácticamente en ese tiempo había mucho… como se puede decir… estaría la explotación. Te explotaban [...] [Era] un poco más drástico el trabajo. Más puntual, porque el dueño te ordenaba y tu tenías que hacer, tenías que cumplir tu trabajo » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017). Luis parle de son expérience de travail dans les campements comme un temps d’exploitation, de travail drastique, où le patron minier lui « ordonnait » les choses. Ces ordres et

[121] Il existe, pour ces deux personnages mythiques, plusieurs versions se rapportant à leur légende ; nous souhaitons donc préciser ici que cette brève description des deux figures que nous venons de faire puise son contenu dans les versions qui correspondent le plus aux éléments que nos circulants nous ont exposés en entretien.

les obligations diverses imposées aux ouvriers étaient même, dans certains campements, accompagnés de maltraitances et de violences physiques :

> « Bien rigurosos eran los mineros antiguos, inclusive a mí me han hecho trabajar todavía con volta grande, con correa, con azote, así me han hecho trabajar todavía. Sí, así con chicote me han hecho trabajar [...] Si no avanzabas, te metían correa. Si trabajito había sido en carretilla » (Entretien avec Daniel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Sur son lieu de travail, Daniel a été soumis au fouet par certains patrons pour lesquels il a travaillé, les qualifiant de « rigoureux ». Des mesures punitives étaient mises en place pour les travailleurs les moins performants et la pression au rendement était grande.

Pour Meraldo, cette pression était en outre exercée au travers de cris et de maltraitances diverses : « Antes, más había maltrato, más o menos te granputiaban y 'rápido…, rápido', te decían [...] Los patrones hacían trabajar duro, como a animales, nos gramputeaban lo que querían » (Entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Insultés, maltraités physiquement et moralement, traités comme des « animaux », pour cette génération, le travail minier en circulation génère de nombreuses souffrances :

> « A veces por eso la gente que somos de afuera, que vamos, sufrimos muchas cosas, percances ahí. No solo todo es bienvenido. Sufrimos bastante. A veces hay personas que te tratan mal [...] todo se ve cuando uno trabaja pues, no es como uno lo piensa, que uno vive feliz, no… Como obrero pasamos muchos percances. Eso es lo que es » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

Luis dit avoir connu de nombreuses mésaventures dans les campements, il a « souffert de nombreux incidents là-bas ». La souffrance liée aux conditions du travail minier transparaît également dans le discours de Ciriaco :

> « *Céline :* Y cómo obrero, ¿cómo era tu relación con el dueño del campamento?
> *Ciriaco :* Mi cama, el trabajo, no tenía casi nada. Antes eran malos, la gente era mala. Te hacían trabajar más, te exigían mucho [...] Cuando llegué acá, he sufrido bastante yo; había maltrato pues »
> (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Les expériences minières de Ciriaco sont en ce sens caractérisées par une relation quasi inexistente avec le patron, « en-dehors du lit et du travail, il n'y avait rien ». Pour lui, les patrons miniers de l'époque sont de mauvaises personnes, qui imposent des charges de travail particulièrement démesurées et maltraitent leurs ouvriers, les considérant tels des « esclaves » :

> « El trabajo artesanal era un poco más duro, un poco más exigencia es, del dueño [...] Más que todo, los obreros eran como arriados, así como esclavos siempre; como esclavo, claro, el dueño siempre arriaba al obrero, trabajamos ya ya pues, así exigiendo siempre. Gritaba también, eso también pasaba siempre, sí » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Selon les dires de nos circulants, il y a en effet, dans les campements miniers de l'époque, une poignée de « bons patrons », mais également un nombre incalculable de « véritables brutes ». Claudio, qui a circulé de nombreuses fois vers Madre de Dios entre 1979 et 1990, et a donc travaillé pour différents patrons miniers, affirme que :

> « En las minas hay personas que son buenas, pero otros patrones son malos. Más abajo de Colorado [ville minière], el patrón era bueno ; pero al frente de Guacamayo [zone minière], eran malditos.

> Hacían trabajar mucho y duro, malditos explotadores. Los Perez también eran matones, trataban muy mal a la gente » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

L'évocation de la Famille Perez est revenue à plusieurs reprises lors de nos entretiens. Il semble en effet que celle-ci ait compté, au cours de la période 1970-1988, des patrons particulièrement cruels et abusifs. Juan se souvient d'eux comme de personnes avares, qui aiment l'argent et souhaitent que « le monde soit leur esclave » :

> « Trabajé como obrero en la playa, en carretilla, terrible era pe [...] Trabajé con los Perez, allí tan pocas horas se dormía, tenía que estar trabajando. Les gustaba ser solo ellos, tener plata y que el mundo sea su esclavo, esa tendencia tenía la gente antigua [les anciens patrons]. Tenían esa tendencia, por el tema del cauchero, del hacendado también. Y como todos son procedentes de la Sierra y en la época del latifundio, toda la Sierra era antes hacienda... Toda la gente de esa zona, era sus servidores [...] Y también los castigaban. Entonces, cuando ellos vinieron a la selva, imitaban pues a sus patrones [...] Imitaban el trato que ellos habían recibido, ¡uf! Revanchistas eran en su forma de tratar a la gente, todo lo que ellos habían padecido, ellos se lo hacían a otros. Se cobraban lo que alguien les había hecho y eso iba a generar todo un mareo... » (Entretien avec Juan, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Juan considère ainsi que les anciens patrons traitent leurs travailleurs tels des « esclaves ». Attirés par le « pognon » dit-il, ceux-ci se comportent en égoïstes et mettent tout en œuvre pour augmenter leurs gains financiers propres, n'hésitant pas à faire appel à la violence, au non-respect des personnes, aux abus et à la maltraitance.

Ce circulant de première génération attribue cette attitude au statut que ces individus détenaient précédemment dans la hiérarchie sociale des *haciendas* républicaines. En effet, les patrons miniers de l'époque étant, selon lui, pour la plupart originaires de la *sierra*, ceux-ci ont connu le statut de colons d'*haciendas*, devant faire face – comme nous l'avons décrit en début de chapitre – aux nombreux excès de l'*hacendado*. Ayant été quotidiennement soumis aux travaux forcés, aux punitions et aux maltraitances, ceux-ci imitent le traitement qu'ils ont reçu sur leur lieu d'origine, reproduisant ce schéma d'exploitation au sein de leur campement. Selon Juan, « tout ce dont ils avaient pu pâtir, ils le faisaient désormais aux autres. Ceux-ci faisaient payer aux autres ce que quelqu'un leur avait un jour fait ».

2.4.4. Patrons, paisanos… et pourtant exploiteurs ?

Questionnant cette dernière affirmation formulée par Juan, la présente section s'attache à repenser les rapports de production entre ouvriers et micro-entrepreneur minier, et ce, à l'aune du profil socio-ethno-économique des patrons de l'époque. Qui étaient-ils et quels étaient, à l'époque, leurs attributs sociaux, ethniques et économiques ? Voici les questionnements qui guident le fil des réflexions développées dans cette section.

Les patrons miniers de la période 1970-1988 sont, selon une étude réalisée par Mosqueira (1992), principalement originaires des Andes, et plus précisément des départements de Cusco, Puno et Apurímac. Seuls 0,60% des micro-entrepreneurs miniers enquêtés par cet auteur proviennent à l'époque du département de Madre de Dios, ce qui signifie que pour 99,40% des mineurs qui opèrent en Amazonie, ceux-ci sont nés en milieu andin. Ce qui est intéressant à souligner dans les résultats de cet auteur, c'est que le département de Cusco est celui qui fournit le plus de micro-entrepreneurs miniers au cours de la période étudiée. En outre, parmi ces contingents de patrons

cusquéniens[122], Mosquiera (1993) identifie 21,20% d'individus originaires de la province de Quispicanchis, dont le district d'Ocongate fait partie. Ce chiffre révèle ainsi que certains patrons miniers installés à Madre de Dios sont en fait issus de la même province que nos circulants de première génération, qui eux, voyagent en tant qu'ouvriers dans leurs campements. Au sein des zones minières, patron et ouvriers peuvent donc se reconnaître d'un même village, district ou région, pouvant dès lors être considérés comme *paisanos*[123].

Dans certains cas, patron et ouvriers peuvent de surcroît présenter le même profil social ; les résultats de Mosqueira (1992) montrent – à l'instar de ce que nous avons analysé plus haut en ce qui concerne le profil de nos circulants – que 93,70% présentent un faible niveau éducatif (primaire), sont à 85,5% mariés ou concubins, étant majoritairement arrivés à Madre de Dios entre 1975 et 1985, lorsque le prix de l'or s'envole sur les marchés internationaux (Mosqueira, 1992). Suivant les travaux de Baca (1985), ces « nouveaux patrons miniers » auraient également été attirés à Madre de Dios par la découverte d'or en forêt et la grave crise économique qui a touché le secteur agropastoral au cours de la période 1970-1988 :

> « La gran mayoría de pequeños mineros migraron en grandes contingentes a partir de 1976, que es cuando el 'boom del oro' se hace realidad a causa del súbito aumento de su precio y del descubrimiento (en 1973) de la existencia de este metal en el monte, y también probablemente porque de este año en adelante la crisis económica se va agudizando en desmedro de los estratos de menores ingresos, que empiezan a migrar » (Baca, 1985: 83).

Nous l'avons vu antérieurement, à partir des années 1970, le département de Madre de Dios connaît des dynamiques de circulation migratoire (telles que celles observées chez nos individus de première génération) mais également des installations définitives, répondant davantage aux logiques de la migration classique (caractérisée par un changement de résidence). La plupart des patrons miniers de la période 1970-1988 s'avèrent être d'anciens ouvriers s'étant, dans un premier temps, inscrits dans des mouvements de circulation entre leur lieu d'origine et les campements amazoniens. Néanmoins, au rythme de leurs allées et venues, ceux-ci réussissent à se construire un petit capital économique et passent du statut d'ouvriers de campement à celui de micro-entrepreneurs miniers à succès. Leurs dynamiques de circulation se voient alors graduellement transformées, laissant peu à peu place à une sédentarisation propre aux standards plus classiques de la migration :

> « La mayoría de los peones tienen la expectativa de ahorrar un pequeño fondo para invertirlo en algún sector productivo en su lugar de origen, o adquirir los requisitos necesarios para seguir trabajando al año siguiente como pequeño minero. Aquellos que logren realizar esta meta de pasar de peón a pequeño patrón minero continúan reproduciendo la cadena de explotación de sus propios peones dentro de la estructura económica de la región » (Maenling, 1980: 24).

Ainsi, alors que Juan explique l'exploitation des ouvriers de campement par le traitement que les patrons ont connu au sein des *haciendas*, cette auteure l'explique, elle, par la reproduction de la chaîne d'exploitation à laquelle ceux-ci ont été soumis lorsqu'ils étaient eux-mêmes ouvriers de campement. Ceci trouve tout son sens lorsque nous examinons les données produites par Mosqueira (1992), qui avancent que les patrons miniers ont, pour la plupart, travaillé entre un à cinq ans comme ouvrier avant de disposer de leurs propres outils et main d'œuvre circulante :

> « La primera ocupación de los migrantes fue como obreros de otro patrón ; luego con el conocimiento de la técnica y un proceso de acumulación mínimo pasaron a ser productores mineros

[122] Originaires du département de Cusco.
[123] Compatriotes ou habitants du même lieu, en français.

> [...] el 84% tuvo que esperar entre 1 y 5 años para ser conductor [patrón] y el 12% entre 6 y 10 años » (Mosquiera, 1993: 25).

Les patrons de notre première génération de circulants sont en ce sens d'anciens ouvriers mobiles qui ont circulé – à l'instar de notre première génération – des années durant, ont réussi à capitaliser et ont investi d'une part, dans l'achat d'outils et d'intrants miniers (ainsi que, éventuellement, dans une motopompe), et d'autre part, dans la construction d'un campement et l'installation de petites infrastructures extractives.

Il est, à ce stade, important de souligner que ces investissements réalisés par les nouveaux patrons miniers ont été facilités, à l'époque, par l'intervention particulièrement active de l'État dans le secteur minier artisanal. En effet, tout au long des décennies 1970-1980, l'État péruvien s'érige comme acteur prépondérant dans la promotion de l'activité aurifère à petite échelle, et ce, par l'intermédiaire de la banque minière (*banco minero*) :

> « Este periodo [1970-1980] se caracteriza por el reconocimiento de parte del Estado de la realidad social y productiva de la minería aurífera en Madre de Dios. En esta primera etapa el Estado participaba activamente como agente económico en la promoción de la pequeña minería, a través del Banco Minero » (Valencia, 2014: 62).

En 1972, l'Etat crée la banque minière, une entité chargée de réguler l'ensemble de l'activité aurifère à Madre de Dios (Maenling, 1980 ; Valencia, 2014 ; De La Torre, 1987). La mise sur pied de cette nouvelle entité réflète la politique étatique interventionniste de la décennie 1970, tout en constituant une réponse au contexte national de l'époque (envolée du prix de l'or, crise économique sévère dans les Andes, crise de la dette extérieure):

> « La política de intervención directa del Estado en la promoción de actividades económicas en la década de 1970 se vio reflejada también en el sector de la pequeña minería. En ese marco se dio la decisión estatal de reforzar las acciones del Banco Minero para que este cumpliera el doble rol de plataforma de servicios financieros y logísticos y como mecanismo de control y regulación de esta actividad. Este apoyo no era fortuito, sino que coincidía con un repunte atípico del precio del oro y con un periodo de crisis económica regional, desde mediados de la década de 1970, que desembocará en la crisis de la deuda externa de la década de 1980 » (Valencia, 2016: 13).

Ainsi, alors que jusqu'en 1972 (date de création de la banque minière), l'activité extractive se développe en Amazonie sur base de pratiques tout à fait informelles (impliquant l'installation pure et simple, sans autorisation quelconque, des micro-entrepreneurs miniers le long des rivières ou au sein de zones de jungle riches), à partir de cette date, l'Etat décrète le monopole de la nouvelle banque minière dans régulation de l'orpaillage, lui attribuant plusieurs fonctions clés : l'attribution de crédits miniers, destinés à l'achat d'intrants ou équipements extractifs ; la vente de vivres et d'outillages au sein des zones minières ; la fourniture d'un service de transport fluvial et d'un service de santé mobile ; enfin, et surtout, le monopole dans l'achat et la commercialisation de l'or, ainsi que dans l'adjudication et la formalisation des parcelles de terrain destinées à l'activité aurifère.

D'une part, la banque minière exerce, tout au long de la période 1972-1991, un monopole sur l'achat et la commercialisation de l'or. Comme agent de l'Etat, celle-ci intervient comme entité acheteuse, tentant de réguler les achats/ventes et diminuer la contrebande aurifère. Néanmoins, à l'époque, sa présence n'empêche pas les ventes informelles ni la contrebande. Selon Mosqueira (1992) et Maenling (1980), deux chercheurs qui ont étudié les processus de commercialisation au sein des zones minières des années 1980, la condition monopolistique des achats/ventes de la part de la banque minière n'est, dans la pratique, pas respectée : « Es bastante conocido que la

comercialización del oro, habiendo sido su función exclusiva del Banco Minero, no era realizada en su totalidad por éste. Sólo el 28,50% de los productores venían al Banco Minero; el grueso vende a comerciantes o contrabandistas » (Mosqueira, 1992: 64). Ainsi, à l'époque, près de 72% de l'or produit à Madre de Dios sort déjà du pays à travers le marché noir, étant principalement – selon les chiffres produits par Maenling (1980) – dirigé vers le Brasil, la Bolivie et les Etats-Unis.

D'autre part, dès 1972, la banque minière contribue à un premier ordonnancement du territoire amazonien, et ce, à travers le dénombrement et l'attribution formelle de parcelles minières aux divers producteurs aurifères déjà implantés au sein des zones d'extraction. Alors que, théoriquement, cette mesure aurait pu porter ses fruits et mener à une formalisation progressive des petits producteurs miniers de la région, dans les faits, ceux-ci connaissent une annulation de leur contrat lorsqu'est promulguée la Loi de Promotion Aurifère[124] de mai 1978 (Torres, 2007). Celle-ci rend caduques les parcelles minières qui avaient été attribuées par la banque entre 1972 et 1978, les producteurs miniers étant invités à introduire une nouvelle demande de régularisation. Pour diverses raisons (non information, non présence des entités étatiques responsables du processus, manque de transparence législative, etc.), seuls quelques producteurs miniers – les plus capitalisés ou les mieux informés – réussissent à mener le processus de formalisation à son terme ; les autres basculent dans l'informalité : « cientos de mineros que habían sido empadronados por el banco minero pasaron a ser informales, hecho que se constituyó en un factor determinante » (Torres, 2007 ; 125).

Si nous mettons ces éléments en relation avec le profil des entrepreneurs miniers que nous construisions précédemment, nous pouvons dire que les patrons miniers qui engagent notre première génération de circulants au cours de la période 1970-1988 sont des acteurs informels, ayant perdu (ou n'ayant jamais disposé de) droit foncier sur la terre qu'ils exploitent, vendant – pour la plupart – leur production aurifère sur le marché noir régional.

Cette informalité qui caractérise le statut du patron n'est alors pas, selon Aznar et Ballón (1982), sans lien avec les conditions d'exploitation des travailleurs au sein du campement. Ces pratiques informelles se reflètent en effet, pour ces auteurs, dans les conditions de travail imposées aux travailleurs mobiles, qui – comme nous l'avons examiné antérieurement – sont systématiquement victimes du non-respect de la législation sociale en vigueur, devant de surcroît accepter de subir les divers abus, les maltraitances et la surexploitation du patron.

En outre, que patron et ouvrier se considèrent mutuellement *paisanos* (en termes d'origine géographique ou socioculturelle) ne change que peu de choses aux conditions de travail. Nous voudrions ici spécifier que les circulants sont considérés, par les patrons, comme appartenant à une classe sociale inférieure à la leur (bien que, nous l'avons vu, leur profil socio-culturel soit très similaire). Les deux peuvent en effet partager une origine commune (voire même présenter des liens de parenté ou d'amitié) ou encore des traits socio-culturels identiques, ceux-ci ne font plus partie de la même strate sociale. En effet, si les patrons ont pu, à un moment, partager les origines sociales et géographiques de leurs travailleurs, ceux-ci s'en sont progressivement distingués sur le plan du capital économique ; plus capitalisés, leur position dans l'espace socio-économique d'origine a changé. Les patrons ont réussi à accumuler, sont désormais propriétaires d'un campement et emploient d'autres travailleurs, leur offrant la possibilité de « trouver une voie de

[124] Ley de Promoción Aurífera – Decreto Ley N°22178.

sortie à leurs problèmes » (Meraldo) ou « de mettre un petit capital de côté, qu'on utilise quand les temps sont durs » (Luis).

Cette différenciation sociale assure, au moins pour un temps, une certaine loyauté des travailleurs, un sentiment de redevabilité envers le patron, une prédisposition pour le travail à accomplir et l'acceptation d'un sentiment (voire d'une situation) d'exploitation. Cependant, il s'agit là d'un équilibre relationnel très précaire, qui bascule parfois vers une conflictualité croissante et ouverte entre travailleurs et patron. Gregorio nous parle de « disputes » existentes entre patron et travailleurs, qui selon lui ne disposent pas de la même position socio-économique :

> « Muy abusivos eran [los patrones], ¿no? Muy abusivos [...] Bueno, nosotros como peón, sufrimos, pero el señor con lo que estamos sacando oro, tenía su camioneta, tenía su carro, su camioneta, casa en Cusco, de una posición social económica bien. Pero nosotros no, estábamos bien explotados, muy autoritario era con sus peones. Había maltrato, había bastantes peleas » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Gregorio caractérise les patrons de l'époque comme étant des personnages abusifs, qui grâce au travail de leurs ouvriers et l'or que ceux-ci extraient pour eux, arrivent à financer l'achat d'une camionnette, d'une voiture, d'une maison à Cusco, disposant d' « une bonne position sociale, économique ». En comparaison, les ouvriers sont eux exploités, victimes du comportement autoritaire du patron. La différenciation de classe, Gregorio l'exprime donc en faisant appel à des exemples de possession de biens matériels (maison, véhicules), ce qui nous fait dire que le capital économique est celui qui distancie le plus les deux groupes en présence (patron/ouvriers).

2.5. Trajectoires circulatoires

Sur base de ce qui a été présenté dans les sections antérieures, explorons à présent plus en profondeur les trajectoires circulatoires de quelques hommes et femmes qui se sont déplacés vers les campements miniers de l'Amazonie au cours de la période 1970-1988. A travers la reconstruction de ces trajectoires, nous identifions des parcours de vie qui se singularisent, mettant en lumière, d'une part, les facteurs macro-structurels et micro-individuels ainsi que les réseaux sociaux qui ont participé à leur façonnement (échelles d'analyse macro-méso-micro), mais surtout, et d'autre part, la capacité d'agentivité des circulants qui contribue elle aussi – nous l'avons vu dans notre chapitre théorique – à la construction de leur histoire migratoire.

Cette section reconstruit ainsi les trajectoires circulatoires/migratoires individuelles de différents individus ruraux, qui pourtant soumises aux mêmes contraintes (sociales, économiques, institutionnelles, structurelles, relationelles), n'apparaissent pas prévisibles, standardisées, ni homogènes (Cavalli, 2007). Nous débutons avec les parcours migratoires de deux patrons miniers de la période 1970-1988 (Ciriaco et Tomas), que nous accompagnons – dans un second temps – des trajectoires circulatoires de deux hommes originaires d'Ocongate (Gregorio et Claudio), qui se dirigent à la même période vers Madre de Dios pour y travailler comme ouvriers. Souhaitant injecter une perspective genrée à l'analyse des processus de circulation migratoire de cette période, nous nous intéressons ensuite – et dans un troisième temps – aux trajectoires migratoires de trois femmes (Adela, María, Jacinta), qui s'incorporent au monde minier amazonien au travers d'activités économiques diverses et variées.

2.5.1. Patrons miniers : une mobilité spatiale accompagnée d'une ascension sociale

Ayant dépeint les traits socioéconomiques des patrons miniers de la période 1970-1988 dans la section antérieure, commençons par dresser les parcours de mobilité de ce premier type d'acteurs, qui reflètent à de nombreux égards leur capacité d'agentivité et les divers éléments macro-micro-méso que nous avons pu analyser précédemment (rôle des réseaux, de la grave crise du secteur agraire dans les migrations des années 1970, de la découverte d'or en forêt (1973), de l'institution de la banque minière et ses incidences sur l'activité aurifère, du passage du statut d'ouvrier à celui de micro-entrepreneur minier à succès, etc.).

2.5.1.1. Ciriaco

Nous avons rencontré pour la première fois Ciriaco dans la résidence urbaine qu'il possède au cœur de la capitale du département de Madre de Dios, Puerto Maldonado.

> « Il est environ sept heures du soir quand nous arrivons devant chez lui, frappant au carreau pour nous annoncer. Ce n'est pas une grande demeure mais plutôt une petite maison de ciment accolée des deux côtés, présentant en façade de nombreuses publicités pour des boissons gaseuses, de la bière ou de la glace. Lorsque Ciriaco nous ouvre la porte et nous accueille, nous comprenons rapidement que la pièce en façade lui sert, à lui et à sa famille, de petit magasin [...] Ciriaco est micro-entrepreneur minier, sa femme est commerçante. Il nous invite à nous asseoir autour d'une petite table située dans un coin du magasin, pour discuter » (Extrait de mon cahier de terrain, 2017).

Ciriaco semble – lorsque nous lui expliquons le sujet de notre recherche – relativement étonné. En tant que mineurs, dit-il, ils n'ont pas souvent l'opportunité de parler d'eux-mêmes ou de leur histoire personnelle ; quand ils sont interviewés, « c'est généralement à propos de leurs méthodes de travail et l'activité minière en elle-même ». Celui-ci se prête néanmoins relativement facilement à l'exercice ; très loquace, il commence par nous expliquer ses origines et ce qui le pousse, à 14 ans, à prendre la route de l'Amazonie.

Originaire de la province de Canchis, située dans le département de Cusco, celui-ci décide en 1977 de quitter ses Andes natales où sa famille se dédie alors au petit commerce, à l'agriculture et à l'élevage d'alpagas :

> « Allá trabajamos en negocio, tenemos la agricultura, sembramos papa, maíz, cereales. Pero no hay plata, solamente poder trabajar para comer, nada más. Y hacemos un negocio en las alturas, con la lana de alpaca [...] No hay para comprarse, para tener plata, no hay. Yo quería tener así como tienen todos ellos... quería carro, quería todas esas cosas » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans sa résidence, Puerto Maldonado, 2017).

Ciriaco considère que sur son lieu d'origine, il peut à l'époque vivre, mais pas accumuler. Les activités économiques que sa famille et lui mènent ne lui permettent pas de « s'acheter des choses et avoir de l'argent ». Il voulait ce que « tout le monde avait » et rêve de posséder une voiture. Enfant unique, celui-ci décide donc, pour aider ses parents financièrement et s'acheter « des choses personnelles », de partir travailler dans l'activité aurifère au cours de ses vacances scolaires. Certaines connaissances de son village lui avaient en effet raconté qu'à Madre de Dios, « on pouvait se faire beaucoup d'argent, en travaillant comme ouvrier ».

C'est ainsi qu'il prend la route de Madre de Dios en décembre 1977, alors âgé de 14 ans, ne pensant pas rester plus de trois mois au sein des campements. A cette époque, de l'or venait d'être

découvert dans les forêts du secteur minier appelé *Laberinto* (1973) et l'activité minière commençait à être entreprise, non plus seulement sur les plages de rivières, mais également dans les zones de jungles. « C'est à ce moment là que remonte l'intervention de la banque minière », dit-il, mais à cette époque, Ciriaco n'est encore qu'un ouvrier.

Lors de son premier voyage minier, celui-ci restera finalement, non pas trois mois, mais plus de deux ans travailler comme ouvrier dans le campement d'un patron qui « le fait souffrir et le maltraite ». Ce patron use de multiples subterfuges pour prolonger sa présence dans le campement, notamment au travers de retenues imaginaires sur salaire ou dettes liées à l'achat d'aliments dans le campement. En effet, chaque fois que Ciriaco lui exprime son désir de s'en aller du campement, celui-ci mobilise de prétendues dettes, l'obligeant à rester travailler gratuitement dans le campement. Deux années s'écoulent ainsi avant qu'il puisse sortir du travail minier :

> « Dos años he trabajado sin nada [...] cuando yo digo, me voy, [el patrón]: 'no, no, no, debes'. Otra vuelta a trabajar. Así vivía, dos años cumplidos. De ahí me he venido, me he sublevado : 'pucha, ¿cómo voy a trabajar gratis?', empecé a pescar. Me he juntado con los nativos, comencé a pescar... De ahí, he trabajado todavía de motorista » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Après s'est révolté contre son patron abusif, il décide de ne pas rentrer à Canchis mais commence à s'adonner à une autre activité économique à Madre de Dios : la pêche, qui l'amène ensuite à devenir transporteur fluvial, une occupation qu'il exerce durant deux années consécutives. A l'issue de ces deux ans, il accumule assez de capital pour s'acheter sa propre pirogue et, dès l'âge de 18 ans, transporte des marchandises, de l'essence, des travailleurs miniers, d'un campement à l'autre, sur la rivière Inambari notamment. En trois mois, dit-il, il avait assez économisé pour s'acheter une propriété de 300 soles :

> « En tres meses ya tenía ya, todo. Me quería comprar una propiedad, 300 soles... un riesgo pues. Pero un día, tuve un accidente de bote, yo con el motor abrazado, he quedado. Ahí sí, comencé a trabajar de obrero, junté mi platita. Yo no tengo miedo. Del río, comencé después a meterme al monte » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Un accident de pirogue l'oblige à retourner travailler comme ouvrier dans l'activité minière, une occupation qui lui permet progressivement d'accumuler un petit capital, qu'il décide finalement d'investir dans l'achat d'une petite motopompe. Lassé des mauvaises conditions de vie et de travail proposées dans les campements, Ciriaco se met à son compte comme micro-entrepreneur minier vers la fin des années 1970 (voire le début des années 1980[125]), n'engageant toutefois au début qu'un ou deux travailleurs mobiles pour l'aider dans ses activités :

> « *Ciriaco :* Mi primer motor lo compré en el 79 [1979], por ahí será, pero una motobomba chiquitita […] Por 100 gramos, una motobombita. La conseguí trabajando de obrero.
> *Céline:* Y tenía sus propios trabajadores ?
> *Ciriaco:* si, con uno ou dos obreritos trabajaba » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Il réussit ainsi, comme ouvrier, à économiser 100 grammes d'or qu'il dédie à l'achat d'une petite motopompe. Désormais patron minier, Ciriaco ne dispose néanmoins – les premières années – d'aucun terrain sur lequel travailler, celui-ci ne s'adonnant au travail d'extraction que sur les

[125] Les références temporelles de son récit de vie se chevauchent en effet parfois, ce qui rend les dates que Ciriaco nous communiquent assez approximatives.

plages et berges de rivières. A ses débuts, il n'est pas non plus encore un patron « gestionnaire d'activité », mais est – au contraire – directement impliqué dans le travail d'extraction, travaillant en collaboration directe avec un ou deux ouvriers circulants. En outre, à cette époque, ses espaces de vie et de travail se confondent, celui-ci n'ayant d'autre demeure que le campement qu'il partage avec sa femme[126] et ses travailleurs.

Selon lui, s'il a pu se mettre à son compte, c'est en partie grâce à la création et à l'intervention de la banque minière :

> « El banco minero habilitaba carretilla, pana, yute, machete, hacha, motobomba, ... todo. Tu presentaste tu documento y hacías pedidos de carretilla, pala, 'quiero motobombas', manguera, todo. Y tu lo pedías no más al banco, ¿no? Lo comprabas, solo al banco » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Profitant des années d'intervention étatique et de promotion minière (1970-1980), Ciriaco achète non seulement tous les outils et les équipements dont il a besoin auprès *del banco minero*, mais introduit également auprès de ses services une sollicitation de concession minière. Celui-ci désire en effet, après plusieurs années de travail informel *en playas*, travailler légalement et disposer d'une parcelle de terrain à lui. Il finira par poser une sollicitation de terres dans le secteur minier de *Laberinto* (au sein duquel l'or avait été découvert en forêt) et s'organiser avec d'autres mineurs artisanaux originaires de Cusco, Puno et Arequipa, pour former l'une des associations minières les plus reconnues de la région : la *Asociación Minera Fortuna Milagritos*.

> « Voy al banco minero y denuncio a ese terreno [...] Había 150 trabajadores allí. Entonces, todos nos hemos empadronado [...] Veníamos de todos lados, Cusqueños, Arequipeños, Puneños, etc. y nos organizamos en la comunidad de Fortuna Milagritos. Así nos hemos llegado acá a trabajar, porque acá siempre el orito lleva pues. Acá, para nosotros, nos parece un oro fácil. En la chacra tienes que aguantar 3 meses para que salga tu choclito y si quieres... 6 meses. Entonces, bien, bien, en la agricultura tienes que sacrificarte. En el oro no, al toque tienes tu dinero. Por eso la gente trabaja en oro » (Entretien avec Ciriaco, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Deux éléments semblent importants à commenter dans cet extrait. Premièrement, Ciriaco compare le travail agricole avec le labeur minier et conclut que nombre de mineurs artisanaux se sont implantés à Madre de Dios car « l'or rapporte toujours de l'argent, c'est de l'or facile. L'activité minière génère rapidement de l'argent. En agriculture, par contre, on doit attendre trois (voire six) mois pour que les cultures poussent et c'est, en outre, un travail sacrificiel ». Il semble ainsi que ce soit l'attrait financier, avant tout, qui pousse nombre d'hommes de sa génération à s'aventurer en Amazonie pour s'adonner à l'orpaillage.

Deuxièmement, il est essentiel de souligner que la *comunidad de Fortuna Milagritos* dont il parle est aujourd'hui l'un des secteurs miniers les plus actifs de Madre de Dios. Les mineurs artisanaux y ont fondé un village et constitué une association reconnue régionalement, néanmoins, jusqu'à aujourd'hui, ceux-ci détiennent le statut de « mineurs informels ». En effet, ils ont, comme Ciriaco nous l'explique plus haut, introduit une sollicitation de concession minière, dans une zone apte à l'activité minière et auprès de l'autorité compétente, et ont obtenu le titre de concession minière, cependant, il leur manque encore plusieurs études d'impact environnemental et la certification

[126] Nous n'avons pu déterminer avec exactitude la date du mariage de Ciriaco, mais ce qui est certain, c'est que celui-ci a contracté un premier mariage avec une femme originaire de la même province que lui (Canchis), qui est décédée quelques années après avoir mis au monde leur troisième enfant. Ciriaco s'est alors remarié, avec une dame elle aussi issue de son lieu d'origine, avec qui il a eu cinq enfants.

aurifère pour pouvoir mener des activités légales d'extraction, et dès lors détenir le statut de « mineurs formalisés ».

Mineur informel, ce statut n'empêche néanmoins pas Ciriaco de mener, depuis plus de 35 ans maintenant, des activités d'extraction, lui permettant de « vivre décemment » et « éduquer ses huit enfants ». Nous constatons en effet, après avoir passé plusieurs jours au sein de la communauté minière de *Fortuna Milagritos* (sur invitation de ce mineur), que sa migration et son activité d'orpaillage lui ont donné accès à une vie et à un certain statut social qu'il n'aurait, selon ses mots, « pas pu avoir s'il était resté à Canchis ». Agé aujourd'hui de 54 ans, celui-ci détient une maison en bois non loin du centre du village de *Fortuna* dans laquelle certains de ses fils vivent avec leurs compagne et enfants, un campement minier dans lequel ils emploient plusieurs travailleurs (masculins et féminins), des machines d'extraction qui demandent une grande capacité d'investissement[127], ainsi qu'une maison en dur et un commerce à Puerto Maldonado, tenu par sa seconde femme et d'où celui-ci nous raconte son histoire.

Malgré sa situation économique favorable, Ciriaco a néanmoins un grand regret : que deux de ses fils aient décidé de suivre sa voie et soient devenus micro-entrepreneurs miniers. « Les autres sont heureusement devenus des *profesionales*[128] » après avoir réalisé quelques années d'études, ce que Ciriaco n'a jamais été en mesure de faire, « de part son statut social d'origine », dit-il. Ciriaco ne détient en effet pas le diplôme d'éducation primaire.

2.5.1.2. Tomas

Tomas est assis sur le perron de sa maison en bois située dans le secteur minier de *Laberinto* lorsque nous le rencontrons pour la première fois.

> « Tomas est un personnage assez atypique, gentil et posé. C'est un grand croyant. Durant sa jeunesse, celui-ci est très porté sur la boisson, mais la religion l'aide à se sortir de l'alcoolisme. Aujourd'hui, Tomas ne boit plus et considère que c'est Dieu qui l'a mis sur la route de Madre de Dios… » (Extrait de mon cahier de terrain, 2017).

Tomas est originaire du département de Huancavelica, où il naît en janvier 1957. Celui-ci est fils d'agriculteurs, deuxième d'une fratrie de six enfants. A l'époque, la crise du secteur agraire pèse lourdement sur les rentrées monétaires familiales, qui s'amenuisent d'année en année, sans compter les incidents climatiques qui rendent la production agricole, et donc les revenus, instables :

> « Mis padres se dedicaban a la agricultura. Pero a veces, en la agricultura, como gente del campo que somos, no estamos preparados. Puede venir la helada, o puede venir el que le dicen la nevada, todo eso y no hay con que cubrirlo y decir 'ya vamos a hacer esto'. Entonces no alcanza. [Aparte] En los 70 [1970], nuestros productos no tenían precio [...] no te alcanza para nada. Por eso es que yo, como campesino, agricultor, me fui. La agricultura en esos tiempos no daba, no se ganaba » (Entretien avec Tomas, originaire de Huancavelica, réalisé à son domicile, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

L'agriculture ne leur permet pas des rentrées financières suffisantes pour faire vivre l'ensemble de la famille, ce qui l'encourage à partir seul en-dehors de son district (à 16 ans, et pour la première fois), se rendant sur la côte en recherche de travail. Il passera par les provinces côtières d'Ica et

[127] Nous examinerons cette question dans les deux chapitres ultérieurs.
[128] Personnes exerçant un emploi qualifié, c'est-à-dire pour lequel ils ont réalisé des études.

de Chincha où il travaillera un temps au sein de grands domaines agricoles, pour finalement atterrir dans la province de Cañete, au sud du département de Lima, où il rencontrera Adela avec qui il se mariera. Ils travailleront quelques années ensemble sur des « parcelles agricoles modernes »[129], avant de prendre le chemin de la province andine de Sicuani (département de Cusco), terre natale d'Adela.

Quelques mois après être arrivé à Sicuani, Tomas se fait accoster – sur le marché dominical provincial – par un *enganchador* recrutant pour un patron minier de Madre de Dios, qui lui propose de partir travailler dans un campement amazonien en échange d'un salaire journalier de deux *soles*, un lieu où dormir et des repas quotidiens, servis trois fois par jour. Il en parle à sa femme, ils hésitent, mais finissent pas tenter l'expérience minière. A 20 ans, Tomas est engagé comme *peón*, Adela comme cuisinière de campement, nous sommes en 1980.

Ils sont transportés aux frais de l'*enganchador* vers Cusco, point à partir duquel ils voyagent, jusqu'à Mazuko (Amazonie), à l'intérieur d'un camion à marchandises. Quinze jours s'écoulent entre le moment où ils quittent Sicuani et le jour où ils arrivent à Mazuko. A cela doivent être ajoutées plusieurs heures de voiture et de bateau pour finalement atteindre le campement auquel ils ont été assignés, situé dans la zone minière de Colorado. Rapidement, le patron pour lequel ils travaillent s'avère être un « exploiteur » très autoritaire, mais qui heureusement les paient à l'issue du contrat de trois mois, les laissant s'en aller librement et sans incident.

A partir de là, Tomas et Adela passent de campement en campement, travaillant durement mais toujours ensemble, durant six années consécutives : « Como obrero y cocinera trabajamos, por Colorado, en ese tiempo con carretilla, en Colorado, Inambari, etc. Siempre vivía con mi familia, con mi esposa » (Entretien avec Tomas, originaire de Huancavelica, réalisé à son domicile, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Durant ces six années, ils n'avaient qu'une idée en tête : économiser pour « aller de l'avant » :

> « A veces, tu sabes, que cuando uno viene, viene de obrero. Entonces qué haces tú, tienes siempre una mira hacia adelante, como dice, porque todos queremos sobre salir, toda la vida uno no puede estar trabajando para uno. Entonces comencé a juntar mi platita, ahorrar con mi esposa, bueno y así sucesivamente ya comencé a trabajar, comprar mis herramientas [...] así hemos entrado a trabajar » (Entretien avec Tomas, originaire de Huancavelica, réalisé à son domicile, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Tout l'argent qu'ils gagnent en travaillant ouvriers dans les campements, Tomas et Adela le mettent ainsi de côté avec la perspective d'investir plus tard dans l'achat d'outils et d'équipements miniers (pelles, pioches, brouettes, etc.) et devenir eux-mêmes micro-entrepreneurs miniers. En 1986, ceux-ci atteignent leur objectif, travaillant désormais « pour eux-mêmes » : « El 86 ya comenzamos a trabajar para nosotros » (Entretien avec Tomas, originaire de Huancavelica, réalisé à son domicile, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Tomas et Adela ont donc décidé, cette année-là, de rester vivre en Amazonie pour un temps et tenter leur chance dans l'activité minière. Cela fait aujourd'hui plus de 34 ans qu'ils sont micro-entrepreneurs miniers et engagent, à leur tour, des travailleurs originaires de tout le sud andin :

> « Los trabajadores siguen viniendo. Si usted ha caminado en la sierra, esa gente pues [es] gente de campo. Crían sus animalitos. Ya, pero eso no es de suficiente. No es para tener he…, claro para

[129] A l'époque, la technification de l'agriculture côtière était plus avancée que celle des terres andines, d'où – à notre sens – le mot « moderne » que Tomas emploie.

> sobrevivir hay, pero para más allá, no hay pues, no. Entonces siempre se vienen [...] Están trabajando para llevar el pan del día a su hogar. Si no hay, los hijos sufren de hambre, uno no tiene ni ropa, yo te digo, en afuera la vida es triste…, es triste [...] Esos ganaderos como dicen lloran. Entonces la gente tiene que venir a trabajar, aunque sea oculto como sea, pero están trabajando » (Entretien avec Tomas, originaire de Huancavelica, réalisé à son domicile, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Tomas parle d'un ton paternaliste de ses travailleurs et comprend les motivations qui les poussent à venir travailler en Amazonie, cependant, nous ne pouvons déceler si au cours des années 1980-1990, celui-ci a reproduit, comme le soulignait Maenling (1980) dans son étude, la chaîne d'exploitation que celui-ci avait connu en étant ouvrier. Ce qui est certain, c'est qu'aujourd'hui, Tomas tente toujours de donner un bon traitement à ses travailleurs, afin que ceux-ci lui soient fidèles et reviennent travailler dans son campement quand il y manque de personnel :

> « En mi caso de mí, mis personales se van, me dicen 'voy a ir a fuera', 15 días en 20 días, ya están regresando. Entonces de esa parte también depende cómo le das el trato. El trato es lo que el minero tiene que dar a ellos, como digo si ya paso la antigüedad, no vamos a seguir en la antigüedad. También hay que dar un poco de trato a él. Y regresa [...] Yo trato de acomodar a ellos ya » (Entretien avec Tomas, originaire de Huancavelica, réalisé à son domicile, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Pour Tomas, il ne faut pas rester vivre dans le passé, dans le sens d'agir comme les patrons abusifs qu'il a connus à ses débuts, mais au contraire, traiter correctement les travailleurs pour que ceux-ci reviennent. Surtout qu'à l'heure actuelle, « ce ne sont plus les mêmes conditions de travail car les techniques d'extraction ont évolué ». Lorsqu'il a commencé à travailler à son compte, c'était en effet de manière entièrement artisanale. Ce n'est qu'avec le temps et les capitaux qu'il a réussi à accumuler, qu'il a pu transformer progressivement les modalités du travail minier et alléger les conditions de travail de ses ouvriers[130].

A l'époque, Tomas a la possibilité d'épargner et d'accumuler ; celui-ci place ses économies en banque afin de l'investir dans l'éducation future de ses trois enfants. Adela et Tomas ont eu, au cours des années 1980, une fille et deux fils. Leur plus grande espérance était alors que ceux-ci « deviennent quelqu'un » :

> « Mis hijos no deben sufrir como uno, lo que nosotros sufrimos. Yo al menos he sufrido como te digo, mis hijos quiero que sean algo, para eso he educado, para eso trabajamos [...] Es lo que todos queremos, tenemos ese anhelo, para eso trabajamos. Para los hijos » (Entretien avec Tomas, originaire de Huancavelica, réalisé à son domicile, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

Leurs enfants « ne devaient pas souffrir comme eux avaient souffert », et ils travaillaient d'arrache pied afin de leur payer des études. Aujourd'hui, leurs enfants sont adultes, mais tous ont terminé des études supérieures, ce sont des *profesionales*. C'est la plus grande fierté de Tomas et Adela.

Ainsi, et au travers de ces deux parcours migratoires, nous constatons que l'itinéraire type du patron minier de la période 1970-1988 est celui d'une (ou plusieurs) expériences de travail en Amazonie en tant qu'ouvrier, débouchant à terme sur un changement de statut : d'ouvriers, ceux-ci deviennent patrons de campement et engagent à leur tour de la main-d'œuvre circulante. Au fil du temps, ceux-ci connaissent donc un processus d'accumulation économique, qui agit – dans les campements – en tant qu'instrument de différenciation sociale.

[130] Nous ne nous attardons pas plus sur ce point car celui-ci sera examiné, dans les détails, dans le chapitre relatif aux circulations de notre seconde génération (1989-2004).

Contrairement à nos circulants de première génération rencontrés à Ocongate, Ciriaco et Tomas ont en effet pu entrer dans une logique d'accumulation, ayant la visée de devenir, rapidement, de petits entrepreneurs miniers à succès et diriger leurs propres équipes de circulants. Si ceux-ci peuvent ainsi partager, au moment de leurs premiers voyages, une origine commune ainsi que le profil socio-économique des autres travailleurs, aujourd'hui, ceux-ci s'identifient et appartiennent à une classe sociale différente. Plus capitalisés économiquement, une distinction de classe s'est en effet opérée entre les deux groupes ; une différenciation qui est néanmoins, aujourd'hui, souvent occultée par des relations d'entraide entre *paisanos*, des pratiques paternalistes (qui sont très prégnantes dans le discours de Tomas par exemple) et, dans certains cas, des relations d'affection ou de parenté, qui permettent des relations de travail non rémunérées, une loyauté sans faille des travailleurs, un sentiment de redevabilité et une nécessité de contre-don en remerciement du travail fourni, prenant souvent la forme d'une disposition indéfectible pour les tâches assignées.

2.5.2. Circulants de première génération originaires d'Ocongate

Après s'être penché sur les parcours migratoires des micro-entrepreneurs miniers de la période 1970-1988, attardons-nous dans la présente section sur les récits de vie et les expériences circulatoires de deux hommes originaires d'Ocongate, qui furent embauchés comme ouvriers de campement à Madre de Dios, réalisant ainsi à la même période plusieurs voyages de travail entre leur terre d'origine et l'Amazonie.

2.5.2.1. Gregorio

> « Gregorio est né sur le domaine de l'*hacienda* Pallca, le 9 mai 1953. Orphelin dès l'âge de trois ans, celui-ci connaît une enfance et une adolescence difficiles, caractérisées par une déscolarisation rapide et de nombreux déplacements en-dehors du district [...] En dépit de ces nombreuses épreuves, celui-ci est aujourd'hui l'un des plus grands producteurs et propriétaires fonciers de sa communauté » (Extrait de mon cahier de terrain, 2017).

Agé de 64 ans lorsque nous l'interviewons, Gregorio naît en effet sur le domaine de l'*hacienda* Pallca, de parents qui y détiennent le statut de colons : « Cuando era niño, todavía [Accocunca] no era comunidad. Era parte de la hacienda Palcca; eran cuatro comunidades, una sola hacienda [...] Mis padres eran colonos » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). Au sein de cette *hacienda*, ses parents y détiennent des terres de grande extension, mais situées dans une zone aux sols pauvres.

Gregorio ne connaîtra toutefois que peu ses parents car dès l'âge de trois ans, celui-ci se retrouve orphelin. Sans père ni mère pour le soutenir, celui-ci arrête l'école en cours de quatrième année de primaire, et décide de « migrer » comme il nous le dit. A 13 ans, celui-ci effectue son premier voyage de travail en-dehors du district, se rendant trois mois à Madre de Dios, pour y travailler dans un campement minier : « Me fui a trabajar a la selva [...] como obrero, cuando tuve 13 años [...] Es que mis tíos iban a trabajar. Por ahí, me fui, por familiares » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Ses oncles l'emmènent travailler avec eux en Amazonie, dans un campement à l'activité minière artisanale comptant 60 ouvriers. Embauché verbalement par le patron, celui-ci effectue – malgré son jeune âge – des journées de travail de 13 heures, dans des conditions « abusives » dit-il :

> « Nosotros como peón, estábamos bien explotados, muy autoritario era [el patrón] con sus peones. Había maltrato, había bastantes peleas. A veces, a la gente no quería pagar, lo amenaza con arma. Entonces, por no tener, para evitarse problemas, la gente se iba a veces. Se iba, sin cobrar su pago, eso era. Muy abusivos eran los mineros. Muy abusivos » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Les conditions alimentaires et sanitaires sont en outre, selon Gregorio, particulièrement déplorables au sein des campements de l'époque, tout comme la surveillance et le contrôle armés, qui rendent les sorties impossibles : « No teníamos salida, nada. No nos dejaban salir » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Durant son séjour en Amazonie, Gregorio contracte la leishmaniose, sans pouvoir se faire traiter sur place. Ce ne sera qu'à la fin de son contrat de trois mois qu'il pourra sortir du campement, rentrer à Ocongate et se faire soigner. A l'époque, l'argent qu'il accumule en Amazonie sert donc intégralement à son traitement médical, sa circulation minière n'ayant pas eu les effets escomptés en termes de génération de revenus.

Une fois guéri, celui-ci continuera – en dépit de cette première expérience négative – ses circulations migratoires en-dehors du district, car celui-ci n'a pas d'autres choix. « Comme j'étais orphelin de père et de mère », dit-il, « il n'y avait personne pour s'occuper de moi, j'ai donc migré, ainsi ». Au cours des années 1970, Gregorio se rend à Cusco, dans la Vallée Sacrée, à Quillabamba, etc., travaillant successivement dans le transport de marchandises, l'agriculture, l'armée et la contrebande :

> « También fui a Cusco como cargador de productos, en la ciudad. En el Valle Sagrado, también, en cosechas de café. Arequipa, también, estaba en el ejército y después trabajaba de contrabando, contrabandista (se ríe). A Quillabamba, a las actividades agrícolas y extracción de madera » (Entretien avec Gregorio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Au cours des années 1970, Gregorio effectue ainsi de nombreuses mobilités en-dehors d'Ocongate, alternant celles-ci avec des périodes de retour et les activités agropastorales sur son lieu d'origine. C'est au cours d'un de ces retours qu'il rencontre sa femme, avec qui il se marie et a – au cours des années 1980 – six enfants, dont deux ne survivront pas. Aujourd'hui, et depuis plus de deux décennies déjà, Gregorio vit exclusivement des activités agropastorales à Accoccunca, n'effectuant plus aucune circulation en-dehors du district. Au fil des ans, de ses qualités d'autodidacte et de son savoir-faire agropastoral, celui-ci fera effectivement l'acquisiton de terres au sein de sa communauté et agrandira graduellement son cheptel, celui-ci détenant aujourd'hui sept hectares de terres cultivables, deux hectares de pâturages[131], ainsi que 110 alpagas et 80 ovins.

Parmi les *comuneros* d'Accocunca, Gregorio est aujourd'hui connu pour être un acteur « que l'on écoute », sa voix ayant beaucoup de poids dans les décisions de la communauté. Depuis les années 1980, celui-ci a en effet occupé successivement différents postes de *leadership* au sein de la communauté (président, secrétaire, etc.), faisant partie de ses « têtes respectées »[132].

Ainsi, nous constatons que malgré une situation socio-économique originelle particulièrement précaire (mort précoce du père et de la mère, déscolarisation rapide, manque de ressources pour

[131] Alors qu'au sein de notre échantillon quantitatif, la moyenne est – à Accocunca – de moins d'un hectare de terres cultivables et de pâturage par *comunero*.
[132] Expression empruntée à l'un des *comuneros* d'Accocunca, qui me parlait de Gregorio lors d'un de mes séjours de terrain au sein de sa famille.

vivre, nécessité de migrer, etc.), Gregorio a réussi à s'élever progressivement dans l'échelle sociale et politique de sa communauté, et ce, grâce à son capital humain (intelligence autodidacte, prestance personnelle, personnalité) et à sa capacité à « composer avec, agir et effectuer des choix autonomes » (Robert et Lallau, 2016: 31), liée à son agentivité. Ses choix de circulation, de complémentarité avec les activités agropastorales et ses divers investissements dans le foncier et le bétail lui permettent en effet de s'extraire de sa condition de départ, pour s'imposer progressivement – au sein de sa communauté – en tant que grand propriétaire foncier, petit producteur/éleveur et *comunero* respecté.

2.5.2.2. Claudio

Claudio est originaire de la communauté de Patapallpa. Né en 1967, il est le second d'une fratrie de quatre enfants et est issu de parents agriculteurs qui, au cours de la période 1970-1988, connaissent un important processus de paupérisation :

> « En mi caso… mi papá era agricultor y no había economía… había para comer, pero así para vestirse, para poder educar a los hijos, no se abastecía porque éramos 4 hermanos. Poca economía teníamos de la agricultura, no había [...] Era un periodo de crisis [...] la agricultura era solo de sustento » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Les activités agropastorales familiales étant principalement destinées à l'autosubsistance, les revenus des parents de Claudio sont très maigres et ne permettent pas de faire vivre l'ensemble de la famille. Agé de seulement 12 ans, celui-ci décide dès lors d'abandonner l'école (il ne détient pas le diplôme d'éducation primaire) et de se mettre à la recherche d'un emploi en-dehors du district.

Enjoint par un compagnon d'école, Claudio atterrira – dès 1979 – dans un campement minier de Madre de Dios, dans lequel il travaille comme manœuvre, de manière entièrement artisanale : « Empecé en carretilla, en el 1979-1980 [...] He venido los primeros años como obrero. Estaba trabajando así en la carretilla. Tenía 12 años » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Suivant le contrat qu'il conclut verbalement avec le patron minier, Claudio est censé s'engager pour trois mois consécutifs, être payé cinq *soles* à la journée et travailler de lundi à samedi. Néanmoins, à l'issue de ses trois premiers mois de travail, le patron refuse de le payer, ce qui prolonge la durée de sa première circulation minière :

> « Yo he venido sin problemas a trabajar cuando era carretilla, a hacerme tres meses de trabajo. Cuando he terminado los tres meses, no me han pagado [...] El patrón tomaba y se ha olvidado de pagarme a mí el sueldo. No me ha pagado. Al año siguiente recién me ha pagado, recién » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Malgré cette première expérience douteuse, jusqu'à ses 24 ans – soit douze années consécutives (1979-1991) – Claudio réalisera de nombreuses circulations migratoires entre Ocongate et Madre de Dios, travaillant dans des conditions difficiles, voire d' « exploitation » (selon ses mots). Néanmoins, et en dépit de ces mauvais traitements, l'activité minière lui permet – tout au long des années 1980 – d'aider sa famille à joindre les deux bouts, les économies du travail minier servant, dit-il, à « atténuer la pauvreté » de sa famille : « casi no he traído mucho [dinero], pero he pagado de mis medicamentos, para mis ropitas y las de mis hermanos. Más para ellos, para aliviar la pobreza de mi familia » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de

Patapallpa, Ocongate, 2017). Dans le cas de Claudio, et conformément à ce que note Cortes (1998) dans ses travaux, la mobilité minière permet de garantir la continuité économique et la reproduction familiale, dans un contexte de ruralité marqué – nous l'avons vu en début de chapitre – par la déstructuration et l'appauvrissement.

Les circulations migratoires minières de Claudio obéissent en ce sens davantage à une stratégie de résistance à l'appauvrissement (« *hanging in* », Doward *et al.*, 2009), observée sur territoire qui ne présente en outre – au cours de la période 1970-1988 – que peu de possibilités d'investissement. En effet, la communauté paysanne de Patapallpa est située en altitude et ne jouit que de faibles ressources hydriques. « Acá seco es, ahorita [saison des pluies] aguita hay, pero no tenemos mucha agua nosotros [...] No hay mucha disponibilidad de agua para los animales » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). A l'époque (et jusqu'à aujourd'hui), les activités agropastorales réalisées au sein de la communauté souffrent d'un manque criant d'eau, qui les empêche de se développer et d'offrir des possibilités d'investissement sur le plan local. Nous sommes ainsi, à Patapallpa, dans le cas de figure soulevé par Skeldon (2008) et De Haas (2010) qui affirment que lorsque les territoires d'origine ne présentent pas d'opportunités d'investissement, il est rare que les transferts monétaires lié aux migrations puissent avoir un quelconque effet sur le développement local.

A défaut de possibilités d'investissements dits « productifs » et dans une situation d'extrême pauvreté, Claudio investit l'argent accumulé en Amazonie dans des « dépenses courantes de consommation » (Brugger et Zanetti, 2020), liées à l'achat de nourriture, de médicaments ou de vêtements, pour lui et sa famille. Celui-ci gardera cette même optique pour les autres circulations migratoires qu'il opère jusqu'au début des années 2000, et qui auront, cette fois, comme destinations principales la vallée sacrée de Cusco et les zones minières d'Arequipa.

En 2003, Claudio arrête finalement ses voyages de travail en-dehors d'Ocongate et se consacre, à temps plein, à l'élevage de cochons d'Inde, une activité qui – comme nous l'examinerons dans le prochain chapitre – commence à se développer avec force dès la moitié de la décennie 2000.

2.5.3. Expériences genrées : des femmes en circulation

Nourrissant les analyses masculines précédentes d'une perspective de genre, nous nous centrons dans la présente section sur l'examen de divers parcours d'incorporation féminins au monde minier des années 1970-1988. Les femmes font en effet également partie des contingents circulants de la période 1970-1988, s'incorporant au milieu aurifère à travers trois secteurs d'activité dominants : la cuisine de campement, le micro-entrepreunariat et le commerce minier.

Comme nous le spécifiions dans notre chapitre méthodologique, nous n'avons pas eu l'opportunité de nous entretenir avec des femmes d'Ocongate issues de cette génération qui auraient pu, au cours de la période 1970-1988, circuler vers Madre de Dios pour travailler, elles aussi, dans l'extraction aurifère. Cependant, nous avons pu, au travers de divers entretiens réalisés auprès d'hommes de cette génération, de femmes rencontrées et interviewées en Amazonie, ainsi que d'une révision de littérature secondaire, nous approcher de la réalité minière féminine de l'époque. Nous tentons donc, dans cette section, d'en préciser les traits, caractériser le rôle de la femme dans le secteur aurifère des années 1970-1988, ainsi qu'en décrire, comme pour les hommes, les conditions de travail et de vie amazoniennes.

Partons du parcours migratoire d'Adela que nous avons déjà évoqué lorsque nous retracions la trajectoire migratoire de son mari (Tomas) et démarrons avec la filière de la cuisine de campement, pour ensuite déboucher sur l'entrepreunariat et le commerce minier.

2.5.3.1. Adela

Adela quitte, rappelons-le, sa terre natale (Sicuani) en compagnie de son époux Tomas, en décidant de faire confiance à un *enganchador* rencontré sur le marché dominical, qui leur promet du travail et un bon salaire en Amazonie. Adela est recrutée comme cuisinière de campement minier, étant chargée de préparer les repas quotidiens d'une vingtaine de travailleurs. Durant six ans, celle-ci passe de campement en campement, toujours accompagnée de son mari, et économise à travers ses postes successifs de cuisinière.

D'un campement à l'autre, les charges et les différentes tâches à effectuer ne varient pas fondamentalement pour Adela. Il s'agit, chaque jour, de se lever vers trois heures du matin et préparer, toute la journée, les trois repas quotidiens des travailleurs. Pour Adela, la cuisine dans les campements de l'époque représente un travail éreintant et rude, qui s'étend jusqu'à 21 heures, ce qui ne lui laisse pas beaucoup de temps de repos.

Cette routine de travail qui nous est contée par Adela, trouve écho dans de nombreux travaux écrits à l'époque par des chercheurs qui étudient la migration minière vers Madre de Dios (Castro de León, 1985 ; CODEH, 1983 ; CODENI, 1992 ; Guillén Marroquín, 1986). Ceux-ci notent que les femmes soutiennent, au sein des campements de l'époque, des journées de travail plus chargées que celles des hommes. Castro de León (1985) ajoute également, pour les femmes, un repos impossible au sein du campement ; exploitées de jour, celles-ci sont également agressées la nuit :

> « Para ellas no hay descanso posible, ya que durante la noche deben soportar el continuo asedio sexual de los obreros. Este problema, que es generalizado en todas las playas, tiene como causa fundamental el que los obreros viajan sin sus familiares o sus esposas. Nos informaron que se suscitan verdaderas guerras campales por la posesión de estas mujeres, entre las que hay un alto porcentaje de menores » (Castro de León, 1985: 144).

Les agressions sexuelles et les viols envers les cuisinières (souvent mineures d'âge) sont très fréquents au cours de la période 1970-1988, étant même devenus, selon cet auteur, « une pratique généralisée dans les campements ». Adela nous confie qu'elle avait de la « chance de pouvoir compter sur la présence de son mari », ce qui n'était pas le cas de toutes les cuisinières. « Dans les anciens campements, les femmes, les cuisinières étaient condamnées au silence. Elles étaient surexposées aux mauvais traitements, à la séduction, aux outrages, etc. » (Entretien avec Xavier Arbex, prêtre du diocèse de Lausanne, Genève et Fribourg, Puerto Maldonado, 2017).

A l'époque, brutalité, cruauté, inhumanité, violence physique et mentale, forment le tabloïd journalier de certaines cuisinières de campement, ce qui dissuade certaines femmes de ne pas tenter l'expérience amazonienne.

2.5.3.2. María

Malgré les risques encourus, certaines femmes décident de persévérer dans le secteur aurifère, en passant successivement par différentes occupations au sein des zones minières, pour finalement réussir à se mettre à leur propre compte et devenir elles-mêmes micro-entrepreneures minières.

Nous n'avons pas pu rencontrer de femmes issues d'Ocongate qui sont restées vivre dans les zones minières après une circulation à Madre de Dios et un travail de cuisinière. Néanmoins, nous savons de source sûre que des migrations féminines définitives se sont produites, depuis Ocongate, au cours des années 1970-1980. Le département de Madre de Dios compte en effet aujourd'hui plusieurs micro-entrepreneures minières d'origine *ocongateña*, qui engagent à leur tour (et jusqu'à aujourd'hui) des hommes et des femmes originaires de leur district.

Ricardina (paysanne de la communauté d'Andamayo) nous a, par exemple, laissé savoir que sa belle-sœur – auparavant cuisinière en Amazonie – était aujourd'hui propriétaire d'un campement minier à Madre de Dios, au sein duquel son mari Clímaco travaille jusqu'en 2012 : « donde Clímaco estaba trabajando hasta el 2012 es donde mi cuñada, tiene un campamento, con ella no más ya [trabajaba] » (Entretien avec Ricardina, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Il n'a pas été possible, lors de notre travail de terrain, d'entrer en contact avec la belle-soeur de Ricardina ; néanmoins, nous avons pu rencontrer des profils similaires de femmes – originaires d'autres régions du Pérou – qui avaient, comme elle, tout d'abord travaillé comme cuisinières de campement, étant par la suite devenues micro-entrepreneures minières. C'est le cas de María, dont nous avons pu retracer le parcours migratoire en septembre 2017.

María est originaire de Santa Rosa, dans le département andin de Puno ; son histoire de migration commence par un recrutement via *enganche*, depuis la ville de Cusco. A 13 ans, celle-ci décide de « sortir de son village » en direction de Cusco, et ce, afin d'y trouver du travail : « Salía a que me contrataran gente. Salía a juntar platita así… En Cusco, me contrataron para trabajar en minería como cocinera. Sí, yo he llegado a los trece años » (Entretien avec María, originaire de Santa Rosa, Puno, réalisé dans son campement, Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

En 1979, des recruteurs l'engagent depuis Cusco pour aller travailler comme cuisinière dans un campement, un poste qu'elle occupera durant deux années consécutives. En 1981, celle-ci décide de changer d'activité, devenant – durant une année – fille au père pour une famille de Puerto Maldonado.

A l'issue de cette année, et munie de ses économies, María décide de déménager dans la zone minière la plus active de l'époque : Huepetuhe, afin d'y ouvrir un petit commerce alimentaire :

> « De allí [Puerto Maldonado], me he mudado a Huepetuhe. Abrí una tiendita, después crecí, crecí. Primero vendía charquis de alpaca, eso. Y de ahí granos vendía, papa, chuño, habas, maní... de ahí me cambio a fruta: plátano, lo que haya. Después, de todo vendía » (Entretien avec María, originaire de Santa Rosa, Puno, réalisé dans son campement, Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

C'est durant ces années de commerçante à Huepetuhe qu'elle rencontre Humberto, son mari. Arrivé de Huancayo, celui-ci travaille dès l'âge de 20 ans comme ouvrier dans un campement de la zone de Huepetuhe. Au fil des années, son commerce ainsi que l'activité ouvrière de son mari leur permettent d'économiser et se construire, à crédit, une petite maison à Huepetuhe : « me han

dado para que haga mi casa. Un banco, de préstamos » (Entretien avec María, originaire de Santa Rosa, Puno, réalisé dans son campement, Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

Grâce à ce bien et le commerce qui marche bien, le couple est alors en mesure d'acheter, en 2000, un terrain dans les zones d'extraction de Huepetuhe et s'adonner à l'activité aurifère. María et Humberto deviennent micro-entrepreneurs miniers, vivant entre leur campement situé en pleine jungle et la résidence qu'ils possèdent dans le centre du village minier de Huepetuhe. Aujourd'hui, ceux-ci louent en outre une maison à Cusco, dans laquelle vivent leurs enfants, étant tous passés (ou étudiant encore) à l'Université Nationale San Antonio Abad de Cusco (UNSAAC). L'activité de micro-entrepreneurs miniers et leur commerce leur ont effectivement « permis d'éduquer tous leurs enfants » et les envoyer, tous les quatre, à l'université.

María dit avoir beaucoup souffert au cours de sa vie, et comme bon nombre de migrants de sa génération, celle-ci ne veut rien de tel pour ses enfants. L'argent lui manquait et les problèmes qu'elle rencontrait étaient nombreux. Celle-ci aspire à un meilleur futur pour eux :

> « No quiero lo mismo para mis hijos, así como yo que estoy trabajando así... Porque yo he sufrido mucho trabajando. Porque a mis hijos... A veces no hay plata. Tanto problema... no alcanza. Se van a estudiar. Un poquito van a ganar del Estado » (Entretien avec María, originaire de Santa Rosa, Puno, réalisé dans son campement, Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

María investit ainsi tout ce qu'elle gagne (à travers ses activités minière et commerciale) dans l'éducation de ses enfants.

Tout au long de notre discussion, celle-ci ne s'attarde pas sur les détails des souffrances qu'elle a connues, mais nous saisissons, à travers ses paroles, que son parcours de vie a été semé d'embûches. Néanmoins, celle-ci est passée de cuisinière de campement à commerçante et micro-entrepreneure minière à succès, ce qui pour elle représente « une nette amélioration en termes de confort de vie ».

2.5.3.3. Jacinta

Au cours de la période 1970-1988, outre les postes de cuisinières de campement, les femmes circulantes s'insèrent également dans le secteur aurifère amazonien à travers la vente de détail et le petit commerce.

Jacinta, qui commence à voyager entre Cusco et Madre de Dios dès l'âge de 12 ans, fait partie de ces effectifs. Celle-ci est venue pour la première à Madre de Dios en sortant de ses années d'études primaires, dernier diplôme qu'elle obtiendra. Originaire de la ville de Cusco, celle-ci avait entendu dire qu'il y avait beaucoup de commerce à Madre de Dios :

> « Cuando era niña se decía que había bastante comercio en Madre de Dios. Yo soy de Cusco, vine para pasear, con una amiga, saliendo de la primaria. A mi padre todo el año le estuve castigando 'sí, Papa, voy a sacar buenas notas, pero voy a ir durante las vacaciones, quiero conocer', y mi papa me dijo: 'bueno, anda y si ves, algo más allá que te gusta, para tu bien, te voy a apoyar. Pero sí, me gustaría que si vayas allá, que vayas a observar si puedes llevar comercio allá'. Estaba chiquita todavía, tenía 12-13 años » (Entretien avec Jacinta, originaire de Cusco, réalisé dans son local commercial, Mazuko, Madre de Dios, 2017).

Jacinta effectue ainsi une première circulation à Madre de Dios lors des vacances scolaires qui suivent sa dernière année d'études primaires ; ayant « l'esprit aventurier », celle-ci veut connaître

la jungle. Elle part en compagnie d'une amie et une fois arrivée sur place, commence à sonder le marché amazonien, comme son papa lui avait demandé. Celui-ci souhaite savoir si les marchés du département voisin de Madre de Dios sont assez importants et développés pour que Jacinta se lance dans l'ouverture d'un commerce local :

> « Mi padre tenía en la mente y me decía: 'has estudiando, suficiente que sepas escribir y leer nada más; tu puedes tener tus 2-3 camiones propios, llenos de víveres. Vendes y te regresas, vas a tener una empresa grande'. Miré a mi papa y dije: 'podría ser, voy a ver primero' » (Entretien avec Jacinta, originaire de Cusco, réalisé dans son local commercial, Mazuko, Madre de Dios, 2017).

Le projet que son père imagine à l'époque pour elle est le transport et le commerce de produits alimentaires andins vers l'Amazonie. Propriétaire de deux ou trois camions, Jacinta pourrait, selon lui, réaliser des allers-retours entre Cusco et Puerto Maldonado, transportant des containers entiers de nourriture.

Quelques années après ce premier voyage de repérage à Madre de Dios, Jacinta décide finalement de se lancer dans le projet de son père et crée sa propre entreprise de transport et de vente de produits alimentaires. C'est le début de nombreuses années de circulation migratoire entre Cusco, sa ville natale, et Mazuko, où celle-ci finit par ouvrir une petite épicerie qu'elle approvisionne avec le contenu des camions.

Cependant, progressivement, les voyages continuels sur route et rivière la pèsent et l'effraient, raisons pour lesquelles celle-ci décide finalement de s'installer définitivement à Mazuko au cours de la décennie 1980.

Au fil des ans, le petit commerce qu'elle possède dans cette ville minière lui permet de jouir d'une certaine notoriété publique, dont elle tirera profit, dès 1990, pour se lancer en politique. Connue des populations minières des alentours, celle-ci finit par être élue et occuper une fonction politique au sein de la municipalité de Mazuko, qu'elle couple alors avec ses activités commerciales : « yo entré de autoridad en el primer periodo del Chino [Fujimori] » (Entretien avec Jacinta, originaire de Cusco, réalisé dans son local commercial, Mazuko, Madre de Dios, 2017).

Jacinta s'investit dans la politique locale quelques années durant, au terme desquelles celle-ci reprend activement ses activités de commerçante. En 1998, celle-ci décide de convertir son commerce alimentaire en un commerce de machineries et équipements miniers. Pourquoi ? Car à cette époque, les méthodes d'extraction se transforment, le travail n'est plus seulement réalisé de manière artisanale, mais se technifie de plus en plus, faisant appel à des machines lourdes et des moteurs plus puissants.

Depuis 1998, Jacinta approvisionne ainsi les micro-entrepreneurs miniers en machines, tuyaux, pièces de rechange, mercure, etc., bref « tout ce dont ils ont besoin pour travailler », étant devenue à Madre de Dios une commerçante particulièrement prospère.

Les parcours migratoires d'Adela, María et Jacinta que nous venons de dépeindre montrent à quel point les femmes sont également impliquées dans le bourdonnement de l'activité minière amazonienne. Au cours de la période 1970-1988, celles-ci s'incorporent au monde minier amazonien au travers de deux secteurs d'activités principaux : la cuisine et le commerce, qui leur permettent ensuite – pour certaines d'entre elles – d'accéder au micro-entrepreunariat minier. En effet, nous l'avons vu, Adela et María ont en commun d'être devenues micro-entrepreneures minières (en partenariat avec leurs époux respectifs) après avoir été recrutées, dans un premier

temps, comme cuisinières de campement. Jacinta s'est, elle, incorporée au monde amazonien en tant que petite commerçante. Progressivement, ces activités leur permettent de se constituer un capital, qu'elles allouent avant toute chose à des stratégies d'éducation et, *in fine*, d'ascension sociale principalement orientées et destinées à leurs enfants. Leur mantra est en effet que ceux-ci ne souffrent pas autant qu'elles ont souffert au cours de leur vie, et que ceux-ci puissent un jour jouir, grâce aux nombreux sacrifices qu'elles ont consentis, des avantages et du statut social des *profesionale*s.

3. Discussion

Dans le prolongement de analyses empiriques qui ont jalonné l'entiereté de ce chapitre, nous souhaitons, dans cette dernière section relative à notre première génération, discuter nos résultats en les faisant dialoguer avec la littérature scientifique produite, d'une part, dans le champ des études migratoires, des *livelihoods studies* et des études du développement (question de recherche 1), et d'autre part, dans le champ de la sociologie du travail (question de recherche 2).

La visée de cette section est en effet, pour cette première génération de circulants, de répondre à nos deux questionnements de recherche principaux, à savoir : premièrement, de quelle manière les circulations minières liées aux activités d'orpaillage en Amazonie contribuent-elles à la transformation des *livelihoods* ruraux andins du district d'Ocongate en cours de période ? Deuxièmement, peut-on parler – pour cette première génération – d'exploitation et d' « esclavage moderne » pour qualifier les pratiques de travail et les rapports de production observés à l'époque au sein des campements ?

Ces questions étant très différentes sur le plan des concepts et des notions à mobiliser, cette section « discussion » se structure en deux parties indépendantes : la première discutant notre première question de recherche relative aux « mobilités, orpaillage et transformation des *livelihoods* ruraux » au cours de la période 1970-1988, la seconde questionnant la thèse de l'exploitation et de l' « esclavage moderne » au sein des campements de l'époque.

3.1. *'Hanging in', 'muddling through', 'stepping up', 'stepping out'* ? Circulations migratoires, orpaillage et *livelihoods* ruraux andins au cours de la période 1970-1988

Considérant l'ensemble des éléments qui ont été exposés dans ce chapitre, nous apportons, dans cette section, une réponse à notre première question de recherche : de quelle manière les circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage en Amazonie participent-elles à la transformation des *livelihoods* ruraux *ocongateños* au cours de la période 1970-1988?

Pour y répondre, résumons tout d'abord qu'Ocongate est, à l'époque où notre première génération entreprend ses voyages amazoniens, une localité rurale éminemment agricole et *ganadera*. Moins de 10% de sa population réside dans de petits centres urbains, le reste occupant les secteurs ruraux du district. Ces derniers s'organisent majoritairement autour du travail agropastoral, produisant – comme nous l'avons vu tout au long de ce chapitre –, d'une part, des aliments agricoles, et élevant, d'autre part, des animaux à laine tels que l'alpaga, le lama et les ovins (les élevages bovin et porcin sont encore peu développés). Les logiques d'autosubsistance sont prépondérantes, et les économies locales sont très peu connectées aux circuits régionaux. Il n'existe en effet aucune voie de communication asphaltée entre Ocongate et les districts voisins, qui permettrait une sortie

rapide des produits. De ce fait, la commercialisation de la production agropastorale est relativement faible.

Au cours des années 1970-1988, Ocongate apparaît ainsi comme une région isolée, sans possibilité de connexion vers l'extérieur, caractérisée en outre par ses hauts indices de pauvreté :

> « Cuando yo viajaba a Maldonado, Ocongate era una zona muy, muy pobre. Y... que estaba dedicada a la ganadería y agricultura. Antes, era para el autoconsumo, no vendíamos tanto al mercado. La pobreza era muy fuerte. Era triste esta zona » (Entretien avec Claudio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

> « Cuando viajaba, no había mucho desarrollo acá, menos oportunidades y una pobreza… bastante. Había poca economía… Antes era más… triste era. Ocongate era un páramo bien triste. No había actividades económicas rentables, no había plata para toda la familia » (Entretien avec Miguel, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

De nombreux circulants de première génération ont en effet attesté, en entretien, de leur vécu d'extrême pauvreté au cours de la période 1970-1988, celle-ci étant expliquée par divers facteurs (que nous avons abordés tout au long de ce chapitre), tels que la faible connexion à l'économie régionale et la maigre communication routière, mais également l'accaparement des profits *agropecuarios* par des agents intermédiaires, la volatilité du prix de la laine, l'absence de technification agricole, la faiblesse des extensions foncières, ainsi que la taille significative des familles de l'époque.

Résultant de ces dynamiques diverses, les activités agropastorales locales ne sont pas suffisamment rentables pour assurer la reproduction des familles paysannes (Baca, 1985), ce qui pousse notre première génération de circulants à partir travailler en-dehors d'Ocongate, adoptant alors la pratique que Morlon (1992) appelle « l'agriculture à temps partiel » : « une des caractéristiques fondamentales des moyens et surtout des petits producteurs réside dans le fait qu'ils pratiquent très fréquemment une agriculture à temps partiel et se consacrent à d'autres activités productives » (p. 291). Notre première génération alterne en effet, nous l'avons vu, les activités agropastorales à Ocongate avec l'activité aurifère en Amazonie, opérant des allers et retours fréquents entre les deux pôles. Ces circulations de travail minières ont pour fonction de complémenter les revenus agropastoraux générés sur la terre d'origine, tout en permettant de couvrir les coûts de la reproduction de l'économie familiale (Baca, 1985).

Pour saisir ces logiques, nous avons posé, lors de la passation de notre enquête quantitative, la question de l'épargne minière et des investissements de l'argent accumulé en circulation. Nous cherchions, par ce biais, à appréhender les incidences (ou effets[133]) des mobilités minières sur les moyens d'existence paysans. Voici les réponses[134] apportées par nos circulants de première génération ; premièrement, 95,35% d'entre eux ont déclaré avoir dépensé – au cours des années 1970-1988 – l'argent gagné en circulation dans la « famille », une modalité qui spécifiait « achat de nourriture, vêtements, etc. ». Ensuite, près d'un tiers d'entre eux (soit 32,56%) a répondu avoir investi dans l'achat de bétail et un autre tiers (32,56%) dans des achats personnels (vêtements, matelas, etc.). Les achats de terres sont mentionnés en quatrième position, par seulement 16,28%

[133] Second volet des études migratoires.

[134] Cette question relative à l'investissement se décomposait en 12 modalités : (1) La famille (alimentation, vêtements, etc.) ; (2) La maison (achat, réparations ou construction) ; (3) L'achat de terres ; (4) L'achat d'animaux ; (5) L'achat de véhicules ; (6) L'éducation (personnelle ou des enfants) ; (7) L'achat d'intrants et outils agricoles ; (8) L'ouverture d'un petit magasin ; (9) Les dépenses personnelles (vêtements, matelas, etc.) ; (10) Les fêtes locales ; (11) Le mariage ; (12) Autres. Spécifiez. Nous donnions la possibilité à chaque répondant de cocher 3 modalités dans cette liste qui leur était proposée. C'est donc pour cette raison que la somme des pourcentages présentés dans le texte ne s'additionne pas pour atteindre les 100% (chaque modalité est en effet analysée à part, non comme un ensemble).

de notre échantillon, tout comme les achats d'intrants et d'outils agricoles (16,28%). Finalement, l'achat, la construction ou la rénovation d'une maison n'a concerné que 6,98% des répondants de première génération, et le financement de l'éducation (personnelle ou des enfants) n'a été mentionné que par 4,65% de ceux-ci.

Tableau 17. Dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 1.

Dépense des transferts de fonds miniers	Effectifs	Pourcentage
Famille (achat de nourriture, vêtements, etc.)	41	95,35%
Dépenses personnelles (vêtements, matelas, etc.)	14	32,56%
Achats de bétail	14	32,56%
Achat de terres	7	16,28%
Achat d'intrants et d'outils agricoles	7	16,28%
Maison (achat, construction, rénovation)	3	6,98%
Financement de l'éducation (personnelle ou des enfants)	2	4,65%

Source : Enquête quantitative (2017). **Élaboration :** par l'auteure.

A la lecture de ces résultats, il semble donc que nous ne soyons pas tellement, pour cette génération, dans une logique d'investissements productifs (maison, terres, intrants et outils agricoles, etc.)[135], mais principalement dans une logique d'achat de produits de nécessités basiques, destinés à la subsistance personnelle ou familiale (nourriture, vêtements, matériel scolaire, matelas, uniformes, etc.). Une autre donnée importante à souligner est qu'au cours de la période 1970-1988, peu d'investissements sont consentis en termes d'éducation personnelle ou des enfants. En effet, l'éducation est la modalité qui reçoit le moins d'assentiment (ne touchant que 4,65% de cette génération).

Ces résultats quantitatifs ont, parallèlement, été confirmés qualitativement – lors des entretiens menés auprès de cette première génération –, pour qui les investissements familiaux et de subsistance semblent être la priorité :

> « Céline : ¿Y con lo que trabajó todos esos años en Puerto, en los campamentos, puso ahorrar?
> Paulo : Nada, no había. No nada, solo compraba ropas, ropas, para eso no más. Alimentación también, gastábamos con mi mamá, con mis hermanos, en comida, ropa, esas cosas » (Entretien avec Paulo, paysan de la communauté de Llullucha, Ocongate, 2017).

Paulo partageait les bénéfices de sa circulation avec sa mère, et ceux-ci achetaient des vêtements pour la famille, ainsi que de la nourriture. C'est aussi le cas de Luis qui, après avoir déduit les frais de son billet de transport retour vers Ocongate, achetait des vêtements, des matelas, des lits, etc. pour toute la famille : « Regresaba con unos 300-400 soles, y me compraba mi pasaje, ropa y luego, cosas para mi familia, colchones, camas, ropa, así » (Entretien avec Luis, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

Ainsi, à chaque retour au village des circulants de cette génération, la famille comme unité de solidarité, bénéficie des montants miniers rassemblés en circulation (cela rejoint les considérations de la Nouvelle Économie des Migrations de Travail, qui cherche à replacer l'acteur migrant dans le contexte décisionnel plus large du foyer). Les revenus miniers sont principalement

[135] Excepté la modalité « achat de bétail » qui semble, elle, recueillir l'assentiment de près d'un tiers de cette génération.

dédiés à des dépenses de consommation familiale, appelées dans les travaux de l'économiste péruvien Adolfo Figueroa (1981) des « dépenses courantes » :

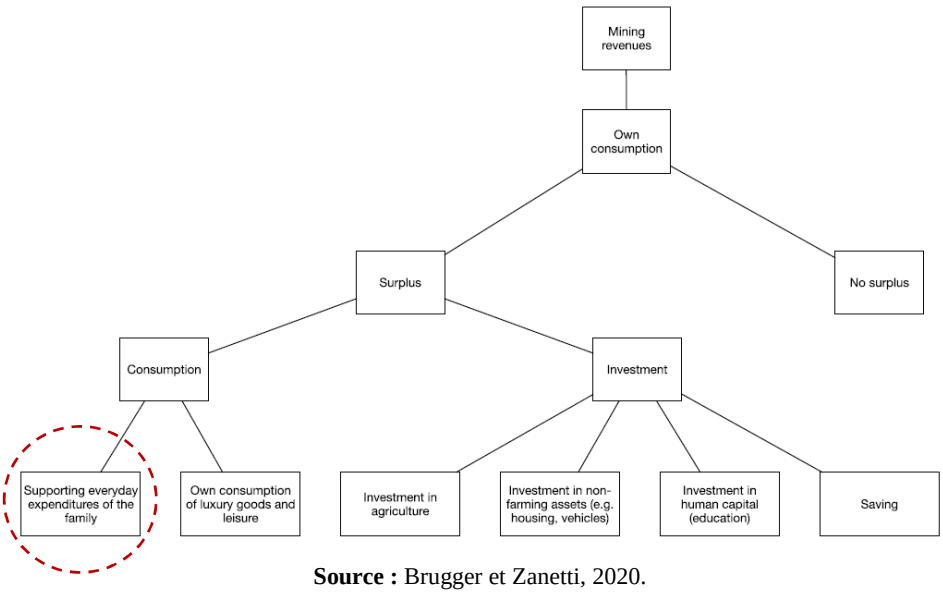
> « [El destino que se dió al ingreso de migraciones] era para los gastos corrientes, es decir para aumentar los ingresos monetarios necesarios para comprar bienes de consumo [...] En pocos casos el destino era un gasto específico, tal como fiestas, pagar una deuda, construir su casa, comprar tierra [...] es fundamentalmente une comportamiento estable, regular, para cubrir gastos permanentes de la familia » (Figueroa, 1981: 110).

Conformément à ce que cet auteur observe à la même époque dans huit autres communautés paysannes du sud andin, les circulations minières que nous observons à Ocongate au cours de la période 1970-1988, viennent en soutien et en complément des activités agropastorales, permettant d'appuyer les économies familiales de nos circulants. Meraldo, originaire d'Ocongate, relate à ce propos: « Yo trabajaba afuera para sustentar a mi familia, para la comida, eso, para poder trabajar, porque otro trabajo casi no había en Ocongate » (Entretien avec Meraldo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Pour cette génération, c'est en effet davantage une stratégie de maintien des moyens d'existence familiaux qui prime dans les décisions de circuler, une conclusion à laquelle Baca (1985) était lui-même arrivé dans ses travaux datant des années 1980.

Pour cet auteur, les revenus tirés de la mobilité servent à couvrir une brèche dans les économies paysannes andines, tout en répondant à un objectif de financement de la reproduction familiale. La circulatoire migratoire minière apparaît ainsi principalement pour financer des dépenses de consommation familiale quotidienne (Baca, 1985 ; Caballero, 1983), en débouchant – certes – sur le maintien des niveaux de vie des populations rurales, mais ne permettant pas de dépasser la simple reproduction sociale de la famille (Castro de León, 1985 ; Cortes, 2000 ; Kervyn, 1987). « L'élément moteur [des migrations andines] est la satisfaction des nécessités basiques familiales (présentes et futures), plus que l'accumulation » (Caballero, 1983 : 22).

Selon la typologie des dépenses minières élaborée par Brugger et Zanetti (2020), nos circulants de première génération allouent ainsi prioritairement l'argent gagné en Amazonie dans des achats destinés « au support de la famille », ce qui les placent au sein de la première catégorie.

Figure 16. Typologie des dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 1.



Source : Brugger et Zanetti, 2020.

Au cours de la période 1970-1988, nous pouvons donc parler, à Ocongate et tel Cortes (2002), des circulations migratoires minières comme une « stratégie de résistance à l'appauvrissement » (p. 11), celles-ci visant l'obtention de revenus monétaires réguliers destinés à des dépenses de consommation. Nous sommes là au cœur de la *livelihood trajectory* que Dorward *et al.* (2009) ainsi que Prichard *et al.* (2017) appellent la stratégie du *hanging in*, qui consiste à « se maintenir » ; pour la plupart de nos circulants de première génération, la stratégie de diversification minière menée se traduit effectivement – au cours de cette période – par des actifs qui restent stables et suffisants pour maintenir le niveau des moyens d'existence préexistants, mais pas davantage. Nous l'avons examiné à travers la trajectoire circulatoire de Claudio, les économies du travail minier servent surtout, dans le district d'Ocongate d'alors, à « atténuer la pauvreté » des familles rurales andines.

Les mobilités minières des années 1970-1988 ne provoquent en ce sens que peu (voire pas) de dynamiques de développement local à Ocongate, mais agissent plutôt comme mécanisme de résilience et de subsistance paysanne, en permettant aux familles rurales de résister à la pauvreté.

Ces divers résultats concordent avec la littérature académique internationale – aujourd'hui encore embryonnaire – qui appréhende l'orpaillage en tant qu'activité capable d'engendrer des mécanismes de recul de la pauvreté (Fisher *et al.*, 2019 ; Gamu *et al.*, 2015 ; Hilson, 2010, 2016 ; Pokorny *et al.*, 2019). Dans le district d'Ocongate de l'époque, « the sector [artisanal and small-scale gold-mining] has served as an escape route for millions of people who seek to avoid the 'agricultural poverty' syndrome » (Hilson et Garforth, 2012: 437). Comme divers travaux académiques l'observent dans d'autres parties du monde (en Afrique notamment – Banchirigah et Hilson, 2009; Hilson, 2010, 2016 ; Labonne, 2014 ; Maconachie, 2011 ; Siegel et Veiga, 2010), le secteur minier artisanal amazonien s'érige – dans les Andes de la période 1970-1988 – en un moyen légitime de lutte contre la pauvreté, et ce, en contribuant aux moyens d'existence ruraux ; pour notre première génération de circulants : « Artisanal and small-scale mining [is] a poverty fighter [...] It can be a springboard to poverty alleviation [...] Revenues accrued from resource extraction can boost real living standards by providing finances for higher levels of private and public consumption » (Ofosu *et al.*, 2020: 213). Supportant les niveaux de consommation rurale, l'orpaillage représente pour ceux-ci « a pathway out of hardship » (Hilson, 2010: 297), leur permettant l'équilibre et le maintien de leurs moyens d'existence.

Nous avons vu au cours de ce chapitre que les conditions macroéconomiques dans lesquels notre première génération de circulants évoluent sont particulièrement défavorables entre 1970-1988 (grave crise du secteur agraire, dépression économique nationale, sous-emploi, détérioration des termes de l'échange agricole, etc.). Les mobilités minières apparaissent donc comme une stratégie de diversification paysanne efficace, capable de réduire les risques et répondre aux chocs externes auxquels cette génération est soumise. Selon Figueroa (1981):

> « Cualquier teoría económica que intente explicar el comportamiento de la familia campesina de la sierra tiene que incluir como elemento esencial el problema del riesgo [...] Prácticamente todas las actividades económicas de la sierra están sujetas a riesgo [...] y la forma de minimizar el riesgo es mediante una combinación de actividades, es decir mediante un portafolio diversificado de actividades [...] En suma, los campesinos se involucran en un portafolio de actividades y productos como un comportamiento de aversión al riesgo » (p. 91-92 ; 95).

L'aversion au risque, et la diversification des moyens d'existence ruraux qui en découle, sont de fait deux caractéristiques majeures et historiques de l'économie paysanne andine. Dans les Andes péruviennes, cet auteur estime que les activités non agricoles réalisées en-dehors du lieu d'origine

représentent, au début des années 1980, près de 37% du revenu total paysan (Figueroa, 1981 ; Escobal, 2001). Ces activités sont réalisées par l'ensemble des membres du foyer (père, adolescent(e)s, et dans une certaine mesure, mère), les stratégies de mobilité de travail s'inscrivant dans une perspective collective et familiale (et non purement individuelle). En ce sens, ces mobilités engendrent une génération et une diversification importantes des revenus ruraux, l'activité agricole se voyant combinée à des revenus salariés (urbains ou miniers) dans une logique de reproduction du groupe familial et de minimisation du risque (Lambert, 1994 ; Stark, 1991).

De la même manière, dans le district d'Ocongate de l'époque, les circulations migratoires minières interviennent dans les stratégies familiales andines en tant que complément d'activités et de revenus, se marquant en outre clairement en fonction des exigences du calendrier et du rythme de l'activité agricole. La complémentarité et l'imbrication des activités d'orpaillage (réalisées en mobilité) et des activités agropastorales (menées sur le lieu d'origine) sont effectivement étroites et patentes, tout comme le suggèrent les travaux académiques récents de Maconachie et Binns (2007), Spiegel (2014) et Hilson (2016)[136].

D'une part, dans les zones rurales, « the revenues from the artisanal and small-scale economy supplement agriculture income and vice-versa » (Ofosu *et al.*, 2020 : 215). La mobilité paysanne vers les campements miniers de Madre de Dios permet de générer des rentrées de type monétaires, tandis que l'agriculture et l'élevage menés à Ocongate assurent l'autosubsistance alimentaire familiale. Comme dans tout le sud andin, dans ce district :

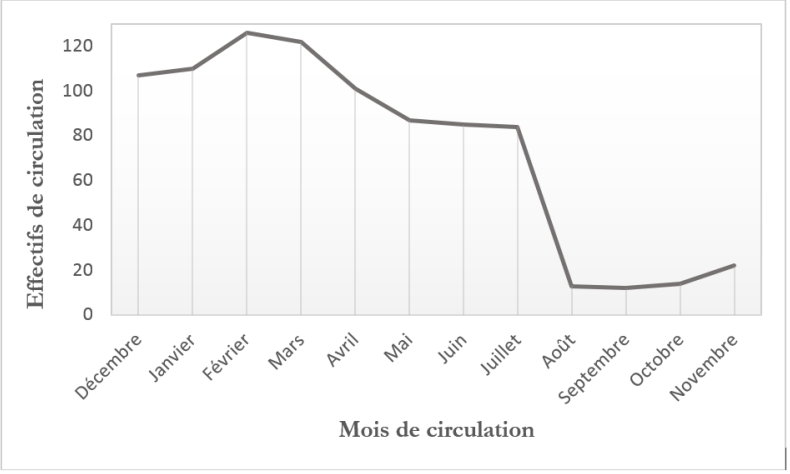
> « La economía campesina combina diferentes actividades en diferentes tiempos y espacios. El papel de la agricultura no es siempre primordial en la asignación del tiempo o en la formación del ingreso, aunque es normalmente la actividad prioritaria, pues asegura buena parte de la alimentación familiar » (Kervyn, 1987: 39).

D'autre part, à Ocongate, la mobilité minière s'articule avec les activités du calendrier agricole familial ; une complémentarité des saisonnalités de travail entre l'agriculture paysanne et l'activité minière amazonienne existe, les mois de moindre demande de main d'œuvre agricole correspondant aux mois de forte demande de travailleurs en Amazonie (à savoir décembre à mars).

Les chiffres récoltés à travers notre enquête quantitative montrent en effet que les mois de décembre, janvier, février et mars comptabilisent le plus de circulations réalisées par notre première génération. Ces quatre mois concernent 64,1% de l'ensemble des circulations réalisées au cours de la période 1970-1988, soit près de deux tiers d'entre elles, alors que les huit autres mois de l'année (avril à novembre) ne couvrent que 35,9% du total des voyages[137].

[136] Présentés dans notre premier chapitre théorique.
[137] Deux individus (41 et 245) ont été écartés de ces analyses car ceux-ci présentent de nombreuses non-réponses dues à des pertes de mémoire concernant les années et les mois de leurs circulations amazoniennes.

Figure 17. Mois de circulation minière – Génération 1.



Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Depuis le lieu d'origine (Ocongate), la plupart des circulants de première génération entreprennent leurs circulations au moment des « vacances agricoles », à savoir lorsque ceux-ci ont procédé aux semailles ou aux récoltes sur leur terre d'origine :

> « Los migrantes salen, por lo general, cuando las labores de la agricultura no necesitan mucha atención de los hombres y pueden ser hechas por la mujer con la ayuda de los hijos menores o de los parientes. Se acentúan en el periodo de paro forzoso que sigue a las actividades agrícolas. Los migrantes retornan cuando las siembras o las cosechas se avecinan » (Martínez, 1960: 70).

Nous avons vu qu'au sein de notre première génération, plus de 93% des circulants étaient de petits agriculteurs et éleveurs. Pour ceux-ci, le régime de production agricole annuel présente deux périodes fortement demandeuses en main d'œuvre : durant la saison des semailles, d'août à octobre (voire novembre pour certaines cultures) ; et lors des récoltes, entre avril et juin. Ces deux périodes constituent pour ces circulants des moments où le coût d'opportunité de leur force de travail est particulièrement élevé, pas seulement à cause de l'élévation des rémunérations agricoles sur leur terre d'origine, mais parce que circuler ces mois-là impliquent de laisser d'importants labeurs à leurs épouse, enfants et proches, et de compromettre la provision d'aliments agricoles destinés à la subsistance familiale pour l'année suivante. Pour toutes ces raisons, les circulants se déplacent moins au cours des huit mois qui s'écoulent entre avril et novembre, les salaires élevés proposés à Madre de Dios ne suffisant pas à attirer les contingents paysans. *A contrario*, les mois de « vacances agricoles », qui correspondent principalement aux mois de décembre, janvier, février et mars (période post-semailles), sont ceux qui attirent le plus et représentent, comme le montre la figure 17, les mois au cours desquels la circulation de notre première génération est la plus intense.

En outre, nous avons également observé – lorsque nous dressions le profil de notre première cohorte – que certains jeunes circulants de cette génération étaient scolarisés au moment de leurs circulations. Ces effectifs d'étudiants, circulant davantage en période de vacances scolaires, viennent à l'époque s'ajouter aux contingents agricoles, effectuant eux-aussi les voyages entre décembre et février (lorsque tous les établissements scolaires ferment leurs portes).

En ce sens, nous pouvons dire que pour certains individus de cette première génération (les étudiants et les agriculteurs qui partent, respectivement et systématiquement, travailler lors des

vacances scolaires ou en période post-semailles), les circulations s'assimilent davantage à des mouvements saisonniers qui se répètent d'année en année, de décembre à mars.

Ce constat étant vrai pour certains circulants de notre première génération, il ne faudrait néanmoins pas généraliser cette affirmation à l'ensemble de la cohorte. En effet, et comme Baca (1985) le précise dans ses travaux, les familles détenant peu de terres ou peu de bétail (et donc de faibles rentrées agropastorales), ou encore les ménages composés de nombreux membres en âge de travailler, sont, elles, susceptibles de circuler également les huit autres mois de l'année, même aux moments où les activités agricoles nécessitent davantage de main d'œuvre :

> « En este momento [años 1980], existen campesinos con tan poca tierra y tan bajos ingresos agropecuarios que necesitan migrar no sólo en los meses de 'vacaciones agrícolas' sino también en los que no lo son, dejando los labores agrícolas a la mujer, los hijos o parientes. Asimismo, puede darse el caso de familias que sin ser pobres hagan lo propio, debido a que tienen buena disponibilidad familiar de fuerza de trabajo » (Baca, 1985: 89).

Comme nous l'observons sur la figure 17, les douze mois de l'année comptent en effet des circulations de première génération, ce qui confirme l'hypothèse de cet auteur, néanmoins, les déplacements miniers depuis Ocongate restent bien plus élevés de décembre à mars, ceux-ci étant davantage rythmés par les obligations du calendrier agricole.

Prenant cette saisonnalité en compte, nous pouvons dire que nos résultats concordent avec la littérature académique internationale récente produite sur l'orpaillage et son interdépendance avec les activités agricoles (Banchirigah et Hilson, 2009 ; Cartier et Bürge, 2011 ; Gamu *et al.*, 2015 ; Hilson, 2010, 2016 ; Lahiri-Dutt, 2018 ; Maconachie et Binns, 2007 ; Ofosu *et al.*, 2020 ; Spiegel, 2014 ; Verbrugge, 2015). A Ocongate, au cours de la période 1970-1988, « mining and farming were not seen as separate activities but linked livelihoods [...] Rural farmers have largely embraced mining as a positive complementary livelihood, comfortably combining a miner-farmer identity » (Fisher *et al.*, 2019). L'orpaillage amazonien se développe au sein du district en tant que *livelihood* complémentaire aux activités agropastorales, permettant – dans le contexte conjoncturel particulièrement défavorable de la période 1970-1988 – aux familles circulantes de « maintenir » leurs moyens d'existence (stratégie du « *hanging in* », Dorward *et al.*, 2009), et dès lors, de résister à l'appauvrissement.

Toutefois, et au-delà de ces tendances générales, nous retrouvons aussi, dans notre échantillon qualitatif de première génération, des *livelihood trajectories* (Dorward *et al.*, 2009) caractérisées par le '*muddling through*'. A l'époque, plusieurs travailleurs circulants du district d'Ocongate ne connaissent effectivement pas que des expériences positives en Amazonie. Certains – comme Gregorio, dont nous avons retracé la trajectoire circulatoire – contracteront la leishmaniose, d'autres accumuleront des dettes auprès de leur patron minier, ces situations se traduisant par des trajectoires marquées – non pas par le '*hanging in*' (maintien des moyens d'existence et reproduction familiale) – mais par le '*muddling through*' ; la stratégie de mobilité minière menée ne se traduit pas par le changement positif attendu des actifs du ménage, au mieux, celui-ci reste comme avant, dans le pire des cas, les moyens d'existence et la qualité de vie diminuent. C'est le cas de Gregorio qui à l'issue de sa circulation minière voit sa santé mise en danger par la maladie, qu'il doit éradiquer avec les faibles ressources économiques qu'il a épargnées à Madre de Dios.

Ainsi, au cours des années 1970-1988, les circulations migratoires associées aux activités d'orpaillage mènent – à Ocongate – à deux trajectoires de moyens d'existence ruraux (*livelihoods trajectories*) principales : le '*hanging in*' (maintien, résistance à la pauvreté et reproduction

familiale), et le '*muddling through*' (détérioration des moyens d'existence) ; mais existe-t-il des trajectoires marquées par le '*stepping up*' ou le '*stepping out*' ? Certains ménages accroissent-ils à l'époque leurs actifs, entreprenant des mouvements de mobilité sociale ascendante liée à un quelconque processus d'accumulation ?

Pour Caballero (1983):

> « Tomada en su conjunto, la economía campesina andina se mantiene a un nivel de reproducción simple desde al menos dos décadas [...] Aun cuando el campesinado en su conjunto no tiene la capacidad de acumular – como muestran directamente los bajísimos promedios de ahorro/inversión encontrados – hay sin embargo acumulación individual y crecimiento en ciertas áreas particulares, así como una importante diferenciación campesina » (p. 18).

De nombreux travaux (Hopkins, 1981 ; Gómez, 1986 ; Kervyn, 1987 ; Thorp et Beltram, 1978 ; Vargas, 1997 ; Webb, 2013) appréhendent en effet le secteur paysan péruvien des années 1970-1980 comme un monde profondément hétérogène. A l'époque, une multitude de facteurs expliquent les dissemblances existantes entre familles rurales andines, parmi lesquelles les caractéristiques écologiques du lieu d'origine (altitude, par exemple), géographiques (composition des sols, végétation, etc.) et culturelles (langue, religion, etc.) sont décisives, mais également la disponibilité en ressources (hydriques, foncières, aurifères, forestières, etc.), les niveaux et la composition des revenus, le type d'organisation interne, les relations au marché (à travers la présence de connexion routière, d'acteurs commerciaux extérieurs, etc.).

En ce qui concerne le district d'Ocongate de la période 1970-1988, il n'est pas aisé de déterminer, avec certitude, l'existence marquée de processus différenciés de mobilité sociale et/ou de développement entre familles paysannes. Seul deux auteurs, Matos Mar (1978) et Van Niekerk (1991), abordent brièvement la question des dissemblances interfamiliales observées – dans les zones rurales du district – à l'époque des coopératives agraires de production.

Le premier (Matos Mar, 1978) nous renseigne sur un phénomène qui touche, en interne, tous les secteurs ruraux de la période post-réforme agraire : les inégalités de capitaux financier et physique[138] entre familles paysannes. Etudiant le fonctionnement interne de la Coopérative Agraire de Production Lauramarca, cet auteur identifie – sur le plan du capital physique – de grandes disparités en termes de bétail élevé et possédé. L'activité d'élevage étant à l'époque la principale source de revenus pour les familles rurales, ces disparités révèlent dès lors, selon lui, des inégalités entre associés « riches » et associés « pauvres » des coopératives agraires :

> « Hay diferencias entre socios 'ricos' y 'pobres', puesto que la ganadería es la principal fuente de ingresos económicos. [...] La mayor riqueza confiere a sus dueños poder y prestigio. Son ellos los dirigentes y líderes y los que encabezan las acciones contra la hacienda, puesto que su afán era conseguir pastizales para sus animales. Los pobres sin ganado no veían en las acciones reinvidicativas ningún bénéficio, por eso permanecieron inactivos, pasivos o indiferentes y a veces respaldaron a los hacendados. En la actualidad, son también los 'ricos' los que presentan mayor oposición a la cooperativa, por haber quedado defraudados en su deseo de controlar el uso del 'ahijadero' » (Matos Mar, 1978: 71).

Ce capital physique (bétail) confie pouvoir et prestige aux familles détentrices, qui se convertissent à l'époque plus rapidement en leaders et dirigeants communautaires. Ce sont également ces mêmes individus issus de familles capitalisées qui mènent – tout au long des années

[138] Pour rappel, selon l'approche des *livelihoods*, le capital physique se réfère aux : (1) équipements agricoles et non agricoles (équipements d'irrigation, d'élevage, de transport, etc.) ; (2) infrastructures (routes, électricité, égouts, etc.), aménagements et bâtiments ; (3) Animaux possédés et élevés ; (4) Plantations pour cultures permanentes ; (5) Maisons et les véhicules.

1960 – les actions à faveur de la dissolution du régime *hacendatario*, et plus tard, poussent au démantèlement des coopératives *ocongateñas*. Leur visée principale est effectivement, au travers de la disparition de ces structures, d'accéder à des superficies plus grandes pour le pâturage de leurs animaux, tout comme le contrôle et l'usage des zones les plus fertiles des domaines (*ahijadero*). Les plus pauvres, c'est-à-dire ceux qui ne possèdent pas de bétail, ne voient eux pas l'avantage des actions revendicatives, ce qui explique que certaines familles issues des couches les plus pauvres soient même restés passives ou indifférentes lors des grands soulèvements paysans qui ont embrasé tout le sud andin au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

Partageant la vision de cet auteur, Van Nierkerk (1991) détermine en outre trois autres facteurs explicatifs des inégalités interfamiliales au sein des zones rurales du district : « Las diferencias entre campesinos está en base al acceso a los recursos, grado de instrucción y el manejo técnico. Los más pobres ofrecen mano de obra a los más ricos, muchas veces en forma de mink'a (a cambio de dinero o especie) » (Van Niekerk, 1991: 19). Les disparités socio-économiques observées entre familles paysannes résultent, à Ocongate, d'inégalités en termes d'accès aux ressources, d'éducation et de connaissances techniques. Van Nierkek (1991), met en ce sens en avant, outre le capital physique (basé sur la possession de bétail), le capital humain[139] du paysan ainsi que le capital naturel[140] auquel celui-ci a accès (les ressources, qui peuvent être foncières ou hydriques, par exemple). En outre, il spécifie que pour les familles les plus pauvres, l'une des stratégies de résistance à l'appauvrissement réside dans la mink'a, le service rémunéré aux familles les plus riches, qui vient s'ajouter aux logiques circulatoires minières décrites dans le présent chapitre.

Ainsi, l'hétérogénéité entre familles paysannes existe bel et bien dans le district d'Ocongate de la période 1970-1988, principalement sur le plan du capital économique, politique, physique, humain et naturel (eau, terres) à disposition, néanmoins, celle-ci ne semble pas déboucher, selon Hernández Asensio (2016), sur un phénomène de ségrégation socio-économique abyssal. Les perspectives de développement local étant à cette époque très limitées (même pour les familles les plus dotées en capitaux), cet auteur conclut à un « panorama de pauvreté relativement égalitaire » au sein des zones rurales de l'époque (p. 377).

3.2. Exploitation et « esclavage moderne » ? Une lecture alternative à partir des notions de « *derecho de piso* » et « *unfree labour* »

Après avoir abordé, pour notre première génération de circulants, la question des incidences des mobilités minières sur les *livelihoods* ruraux andins, discutons à présent notre seconde question de recherche, la thèse de l'exploitation et de l'« esclavage moderne » dans les pratiques de travail et les rapports de production observés au sein du secteur aurifère de la période 1970-1988.

Nous l'avons vu tout au long de ce chapitre, les récits circulatoires recueillis auprès de notre première génération de circulants contiennent en leur cœur le souvenir d'une condition d' « esclave » au sein des campements. « Les anciens patrons nous traitaient tels des 'esclaves' » est une phrase qui est apparue à plusieurs reprises dans le discours de cette génération, en tant que catégorie « émique », appartenant au langage commun des interviewés et étant révélatrice d'un

[139] Pour rappel, selon l'approche des *livelihoods*, le capital humain se réfère à l'ensemble de compétences, expériences et savoirs qui permettent à l'individu d'acquérir un certain revenu par son travail (Piguet, 2013).
[140] Pour rappel, selon l'approche des *livelihoods*, le capital naturel se réfère aux : (1) terres de l'exploitation agricole (à qualifier selon le potentiel agroécologique ; terres cultivables/pâturages) ; (2) droits d'accès aux ressources ou espaces communs permettant de pratiquer des prélèvements directs ou indirects ; (3) ressources naturelles renouvelables ou non-renouvelables (forêts, minéraux, eau, etc.).

ordre de représentations et d'une réalité partagée par plusieurs individus de cette cohorte (Olivier De Sardan, 1998). Toutefois, parler simplement d' « esclavage » ne nous permet pas de comprendre l'origine des relations sociales constitutives de la domination et de la servitude au sein des campements miniers, ni de comprendre comment celles-ci ont pu se perpétuer et se diffuser, ou encore, d'expliquer pourquoi autant de paysans mobiles y ont consenti, et ce, plusieurs années durant.

Dès lors, et au-delà des enjeux autour de l'usage de la mémoire de l'esclavage et sa pertinence (ou non) pour qualifier les formes d'exploitation moderne (Gomes, 2008), ce qui m'intéresse – dans cette section – c'est de m'attarder sur les dimensions et les composantes socio-historiques de la servitude au Pérou et sur l'expérience qu'en font les travailleurs ruraux andins et amazoniens, afin de proposer une clé de lecture alternative à celle de l' « esclavage moderne » et ce, par le biais des notions de « *derecho de piso* » et de « travail non libre » (*Unfree labour* – Brass, 1999, 2011, 2014).

3.2.1 Tromperie, dettes imaginaires et coercition : l'*enganche* ou l'exploitation des vulnérabilités paysannes

Afin de mieux saisir les spécificités du travail minier considéré comme « esclave » au cours de la période 1970-1988, il est tout d'abord nécessaire de l'historiciser et d'en décortiquer les différentes dimensions et composantes socio-anthropologiques.

Un premier élément de compréhension, notamment en ce qui concerne les pratiques du recrutement minier décrites dans ce chapitre, concerne ses similitudes avec la pratique historique de l'*enganche* agricole observée aux sein des *haciendas* républicaines péruviennes jusqu'à la fin des années 1960.

Le mécanisme de *l'enganche* a été largement observé et étudié – par Brass (1999) notamment – comme pratique de recrutement de main d'œuvre au cœur du système des *haciendas* du Pérou pré-réforme agraire. Relativement diffusé dans divers pays d'Amérique latine, l'*enganche* remonte au temps des *haciendas* coloniales et républicaines, lorsque des agents parcouraient les villages de la s*ierra* à la recherche de main-d'œuvre pour les grands domaines. Historiquement donc, *l'enganche* est le principal mécanisme de recrutement de main-d'œuvre mobilisé par les *hacendados* dans le cadre des migrations de travail saisonnières, qui s'observent dans tout le sud andin au cours de la première moitié du XX^{ème} siècle.

Dans la société péruvienne post-réforme agraire (après 1969), cette pratique historique de *l'enganche* subsistera, mais sera néanmoins revisitée, adaptée et appliquée à divers secteurs du monde du travail, dont celui de l'extraction aurifère amazonienne. Nous l'avons vu, à partir de la réforme agraire, les postes de travail dans les campements miniers sont proposés par des intermédiaires, dont la mission est de recruter des ouvriers originaires de zones rurales andines et de les envoyer travailler pour un micro-entrepreneur minier situé en Amazonie. Ce service a néanmoins un coût, qui sera retenu sur le salaire futur du circulant. Le cœur du système de l'*enganche* est en ce sens, comme le note Brass (1999), le mécanisme de *debt bondage*, que cet auteur définit de la manière suivante :

> « A debt bondage relation may be said to exist in circumstances where cash or kind loans advanced by a creditor (usually – but not necessarily only – a landlord, a merchant, a moneylender, a labour contractor, or a rich peasant) are repaid in the form of labour-service, by the debtor personally and/or

> by members of his domestic/affinal/fictive kin group (poor peasants or landless labourers plus spouses, sons, daughters, co-parents and godchildrens). (Brass, 1999: 11).

Le *debt bondage* (« servitude pour dettes », en français) représente en ce sens un accord inégal qui se manifeste par le travail gratuit du travailleur, visant à rembourser, pendant des semaines, des mois, voire des années, une dette contractée à des taux élevés, bien supérieurs à ceux du marché (Miranda, 2016).

En Amazonie, nous avons vu que les pratiques d'endettement étaient au cœur des relations de domination du patron envers l'employé. Pour certains circulants de première génération (comme Ciriaco), les séjours miniers sont en effet rythmés par l'espoir et les efforts consentis pour payer la dette ; or, dans certains cas, et même après plusieurs mois/années, cette dette n'est toujours pas remboursée ni remboursable.

Cette véritable « pierre de Sisyphe » et la persistance de ces diverses pratiques abusives au sein des campements miniers de la période 1970-1988 s'explique par un marché minier que Martig (2017) nomme « captif », et ce, à deux niveaux. Premièrement, cet auteur fait une lecture du marché du travail amazonien comme totalement indépendant du marché libre extérieur, ce qui se solde par des valeurs de rémunération fixées arbitrairement par les patrons, de sorte que leurs employés ne puissent jamais rembourser leurs dettes. Deuxièmement, ce marché est « captif », car les travailleurs se trouvent confinés hors de la sphère marchande ordinaire, et ce, par le contrôle armé, la coercition physique, l'isolement géographique et la restriction des libertés de mouvement. Sur ce point, Geffray (1995) partage la position de cet auteur, faisant référence à un « verrouillage de l'accès au marché », où « le piège est armé par les candidats exploiteurs, à l'endroit où la circulation des biens et des personnes est concentrée, étranglée et vulnérable, et dépend d'un moyen de transport coûteux » (p. 88). Dans notre cas d'étude, ce verrouillage de l'accès au marché passe, de la même manière, par une captivité rendue possible non seulement par l'isolement géographique, mais également par la surveillance armée ainsi que la coercition physique et morale. En outre, la domination patronale passe par diverses formes d'humiliation répétées (fouet, cris, maltraitances, etc.), souvent vécues comme déshumanisantes (« ils nous faisaient travailler comme des animaux ») et des pratiques de dépersonnalisation. Il n'y avait en effet aucune personnalisation des rapports de production entre patrons miniers et ouvriers mobiles au cours des années 1970-1988. « En-dehors du lit et du travail, il n'y avait rien » (Ciriaco).

Au vu de ces diverses pratiques dégradantes et déshumanisantes (*enganche*, *debt bondage*, coercition physique et morale, captivité, restriction de la mobilité, etc.), comment expliquer, dès lors, que ces « relations » sociales constitutives de la domination et de la servitude en Amazonie se soient perpétuées au fil du temps, et aient été consenties par tant de paysans mobiles ? Un élément de réponse peut être avancé à travers la notion de *derecho de piso*.

3.2.2. Un *derecho de piso* qui acte la soumission ouvrière temporaire

Ces diverses logiques socio-anthropologiques attachées au travail minier se doivent d'être interprétées comme une « étape dans un système de rapports sociaux plus vastes, où les positions occupées par les individus sont l'objet de disputes. C'est là que la notion de *derecho de piso* rentre dans l'équation » (Izaguirre, 2019: 281).

Situer les acteurs dans l'ensemble des rapports sociaux est en effet essentiel, surtout dans le cadre des activités aurifères, où – tel que Lemozy (2019) l'observe également dans l'industrie textile au

Brésil[141] – « les relations correspondent à des rapports sociaux de domination très forts » (p. 126). Nos circulants de première génération s'insèrent à l'époque dans un secteur d'activité dans lequel domine un mode de pensée et une organisation du travail précis et déterminés. Une étape du consentement à cette organisation de travail fixe et immuable passe alors par le fait de penser qu'il n'existe aucune autre organisation possible que celle qui leur est proposée. Pour arriver à cela, la première expérience dans les campements amazoniens est un moment clé : elle correspond à un « rite d'institution féroce » (Lemozy, 2019: 126).

Conformément aux travaux de la sociologue Silvia Rivera Cusicanqui (qui étudie les conditions de travail au sein des ateliers de confection à Buenos Aires, eux aussi connus – tels que les campements miniers de Madre de Dios – pour produire du « travail esclave »), les travailleurs mobiles paient, à leur arrivée, un *derecho de piso* (droit d'entrée), période au cours de laquelle ceux-ci subissent une « réciprocité différée » :

> « Hay algo que se llama 'dominación legítima', basada en la noción de 'derecho de piso', donde el primer escalón involucra un alto nivel de sacrificio, pero una vez superado, se tiene un cierto derecho a otra cosa, para luego ascender otro peldaño » (Rivera Cusicanqui, 2010: 23).

En Amérique latine, l'expression *derecho de piso* renvoie au besoin de se faire une place au sein de la structure sociale. Couramment utilisée dans le langage commun, elle se réfère aux efforts, voire souffrances qu'un individu doit endurer en début de carrière (professionnelle notamment) afin de se forger une place et la légitimer auprès des autres (Izaguirre, 2019). Dans cette optique, toute difficulté initiale peut être remplacée, par la suite et au prix de nombreux sacrifices, par un processus de reconnaissance et le franchissement des divers échelons de la hiérarchie sociale, pour finalement « devenir quelqu'un ». *Pagar derecho de piso* signifie donc que cette place se paie avec efforts et sacrifices, mais seulement parce que cette domination à laquelle on accepte de se soumettre est perçue comme légitime. Le cœur de ce système de pensée serait en effet, pour Rivera Cusicanqui (2010), le principe de « réciprocité différée » où « celui qui fut exploité a le droit d'exploiter à son tour » :

> « Subordinación, explotación, una mano de obra que está pagando derecho de piso migratorio, para en el primer escalón recibir lo que se llama una reciprocidad diferida. Eso es lo que hacen tus papás contigo y tú tienes la obligación de hacerlo con tus hijos. Tu mamá te ha cuidado a tu hija, tú tienes que cuidar a la hija de tu hija, como una devolución a tu mamá. Diferido en el tiempo, se trata de un circuito de devolución: este fue explotado, ahora le toca explotar » (Rivera Cusicanqui, 2010 : 21).

Cette perspective de « réciprocité différée dans le temps » est porteuse pour comprendre la persistance de la domination et des pratiques patronales abusives au sein des campements miniers amazoniens de la période 1970-1988. Celles-ci sont à l'époque répandues car perçues comme légitimes, « puisqu'elles traduisent un ordre social qui est perçu comme juste » (Izaguirre, 2019: 282). Souvenons-nous en effet de ce qu'affirmait Juan, circulant d'Ocongate : « tout ce dont ils [les patrons miniers] avaient pu pâtir, ils le faisaient désormais aux autres. Ceux-ci faisaient payer aux autres ce que quelqu'un leur avait un jour fait ». Dans cette trame de relations sociales, la « réciprocité différée dans le temps » (Rivera Cusicanqui, 2010) autorise ainsi aux anciens

[141] Nous avons largement recours, dans cette section, à des travaux académiques portant sur le secteur de l'industrie textile au Brésil, lui aussi considéré comme produisant de l' « esclavage moderne ». Ce secteur présentant d'importantes similitudes en termes de rapports de production et relations hiérarchiques à l'employeur, nous lui empruntons certaines considérations. La sociologie du travail minier artisanal étant quasiment inexistante dans la littérature académique, nous avons effectivement recherché dans d'autres secteurs d'activité, des sources d'interprétation.

exploités de devenir eux-mêmes exploiteurs, néanmoins, pour cette auteure, cette domination légitime n'est pas absolue, au contraire, celle-ci opère sous diverses contraintes :

> « No puede ser una condición de servidumbre permanente. Por eso no es esclavitud. Hay reglas muy claras de manumisión. Y un proceso progresivo de manumisión. Cuando pasaste el primer escalón tienes un cierto derecho a otra cosa, de ahí pasas a un segundo y ya te puedes considerar autónomo y puedes interactuar de igual a igual con tu antiguo explotador » (Rivera Cusicanqui, 2010 : 23).

La condition de servitude n'est en ce sens pas permanente (c'est ce qui la distingue de l'esclavage), la variable temps jouant un rôle clé. Il s'agit bien d'un processus de soumission, comme le dit l'auteure, qui est perçu comme légitime parce qu'il est censé être temporaire et comporte une promesse de progrès dans le futur (processus de reconnaissance et franchissement des divers échelons de la hiérarchie sociale). Les travailleurs miniers andins réalisent en ce sens, tel que Rivera Cusicanqui (2010) l'observe dans ses travaux, un « calcul différé », qui les poussent à se soumettre temporairement aux maltraitances, aux abus et à la domination extrême du patronat minier, et ce, en vue d'une promesse d'amélioration future (statut social, capital économique, etc.).

Ainsi, *enganche* et *derecho de piso* constituent, dans les logiques circulatoires de la période 1970-1988, deux processus étroitement imbriqués. L'*enganche* permet d'assurer le recrutement de la main d'oeuvre pour la filière minière, tandis que le *derecho de piso* permet par la suite de légitimer les pratiques de domination extrême du patronat minier tout en participant à leur perpétuation.

3.2.3. Travail non-libre en milieu minier amazonien

Après avoir analysé et historiciser les différentes composantes socio-anthropologiques du travail minier au sein des campements de la période 1970-1988, tout en les interprétant à partir d'un mécanisme de domination « légitime » (Rivera Cusicanqui, 2010) basée sur la notion sudaméricaine de *derecho de piso*, tentons dans la présente section d'opérer un déplacement vis-à-vis des termes qui semblent dominer la réflexion actuelle sur les formes d' « esclavage moderne » pour y intégrer une lecture alternative, à partir du concept de travail non libre (*unfree labour*) posé par l'anthropologue Tom Brass (1999, 2011, 2014).

Nous avons vu précédemment que, dans notre cas d'étude, les mécanismes d'endettement fictif ou réel (via *enganche* ou magasin alimentaire patronal), les retenues sur salaire, les maltraitances, les accords verbaux non respectés, et le contrôle de la mobilité au sein des zones minières forment autant de contraintes qui caractérisent le travail minier des années 1970-1988. Mais est-il pour autant pertinent, pour cette génération de circulants, de parler d' « esclavage moderne » ?

Pour répondre à cette question, notons tout d'abord que ces diverses réalités observées au sein des campements de l'époque restent, jusqu'à aujourd'hui, d'une contemporanéité saisissante, reflétant les conditions de travail de millions de travailleurs dans le monde :

> « Esclavage de fait, *péonaje*, travail sous contrat pour rembourser une dette contractée pour passer des frontières de plus en plus coûteuses à franchir, travail dont la mobilité géographique, sociale, professionnelle est entravée [...] tel est le tableau complet du marché du travail mondial qui ne ressemble pas à une absorption linéaire d'un réservoir de main-d'oeuvre rurale dans le salariat canonique » (Moulier-Boutang, 2005 : 1077).

Alors qu'avec le développement du capitalisme, ces diverses formes de travail (servage, péonage, *debt bondage*, etc.) étaient censées disparaître, c'est tout l'inverse que nous observons aujourd'hui. Depuis le XIX^{ème} siècle, les théories libérales soutiennent en effet que le capitalisme – fonctionnant à plein (*fully-functioning*) – est incompatible avec ces diverses formes de travail contraint. Constituant un frein à l'accumulation capitaliste (car celles-ci ne seraient pas suffisamment productives, ne permettraient pas de produire du travail qualifié, ou encore, ne garantiraient pas la disponibilité de main-d'œuvre à long terme), ce type de travail serait finalement voué à disparaître au profit du travail libre (Brass, 2011). Cette idée est aussi défendue par nombre de théoriciens marxistes qui avancent, eux, la « thèse semi-féodale » selon laquelle les formes observables du travail de péonage, de servage, de servitude pour dettes, etc. sont des survivances semi-féodales, nécessairement temporaires, périphériques ou résiduelles, ou encore qu'elles constituent les « formes extrêmes » d'un « capitalisme sauvage » (Galerand et Gallié, 2018: 226).

En dépit de ce qui peut les opposer, les conceptions libérales et marxistes s'accordent ainsi sur l'idée que le développement du capitalisme doit conduire – à plus ou moins long terme – à l'éradication des diverses formes de travail précitées (servage, péonage, etc.). Or, comme le montre Brass (1999), ces formes ont bel et bien survécu à toutes les législations visant à abolir la servitude et l'esclavage et, à ce jour, la persistance de ce type de travail en système capitaliste est officiellement et empiriquement établie (par le BIT et l'OIT, notamment).

Nous l'avons vu dans notre premier chapitre théorique, les organismes internationaux mobilisent aujourd'hui les concepts d' « esclavage moderne » et de « travail forcé » pour désigner ces diverses formes de mise au travail (servage, péonage, etc.), mais dont nombre d'académiques critiquent le caractère « métaphorique » et leur propension à regrouper « pêle-mêle un ensemble hétéroclite de rapports d'oppression et de mise au travail basés sur la contrainte et la menace » (Morice, 2005: 1035). Partageant ces considérations, nous empruntons plutôt aux travaux de Tom Brass (1999, 2011, 2014) le concept de « travail non libre », que nous trouvons plus pertinent pour penser les circulations de travail minières et les formes de mise au travail au sein des campements amazoniens de la période 1970-1988.

Cet auteur opère, dans ses écrits, une rupture fondamentale avec la notion de travail forcé, et son idée de menace, de contrainte, ou de recours à la force, qu'il considère comme problématique en ce qu'elle conduit *de facto* à exclure nombre de formes de mise au travail contemporaines et qu'elle envisage les formes d'exploitation selon une échelle du plus ou moins acceptable (Brass, 1999). Par opposition, celui-ci propose de repartir des écrits de Marx, pose le concept de « travail non libre » (*unfree labour*) et ce, en identifiant deux critères nécessaires pour distinguer les travailleurs libres des « non libres » : la privation des moyens de production d'une part, et la liberté de pouvoir vendre personnellement sa force de travail, d'autre part.

> « Under capitalism proper, the object [...] is to acquire control over the labour-power of a worker, a process that results in a production relation that is not free but unfree. This entails separating a worker not from the ownership of his/her means of production (land, implements) but from the ownership of his/her labour-power, thereby preventing its subject from personally commodifying it [...] A useful way of approaching the conceptualization of unfree labour is to begin by defining it negatively: in terms of its 'other', a free production relation. In order to be regarded as free, therefore, a worker of whatever kind must have unconditionally and on a continuing basis the capacity to re-commodify fully his or her own labour-power [...] For the purpose of this definition, therefore, a worker is free in the sens that he/she possesses an ability personally to commodify o recommodify labour-power at any moment [...] an ability which the worker in question must retain throughout the wholde [production] cycle itself. Where such a capacity is constrained, either wholly or in part,

> because of debts owed to his/her employer, the worker in question cannot be considered to be free [...] Unfreedom also occurs regardless of whether entry into the relation in voluntary or unvoluntary » (Brass, 1999: 10-11 et 165).

Suivant cette définition marxienne, le travail non libre entretient un rapport dialectique avec le travail libre. Pour Brass (1999), une théorie des formes de travail non libre ne peut échapper à la théorie du salariat. L' « exception » doit être comprise dans son écart par rapport à une norme, et dès lors, il s'avère indispensable de produire une théorie de la transformation des deux formes l'une dans l'autre, dans les deux sens, car ces deux formes sont intimement liées aux exigences de production du capitalisme contemporain. En ce sens, Brass (1999) définit le concept de travail non libre à partir de son opposé : le travail libre ; pour lui, un travailleur est libre, lorsque celui-ci est capable de vendre et revendre librement sa force de travail, c'est-à-dire sans y être empêché ou contraint (par des dettes auprès de son employeur, par exemple). Dans le cas contraire, le travail est considéré comme non libre. Ainsi, c'est le contrôle du travailleur sur sa propre force de travail – à tout moment du rapport de production – qui est fondamental dans la pensée de Brass, non pas l'idée de non consentement au recrutement ou lors de la relation à l'employeur (ce qui oppose son concept à celui de « travail forcé » axé sur la contrainte ou la menace au sein de la relation).

Prenant en compte les éléments de cette définition, Brass (2011, 2014) s'oppose également à la notion d' « esclavage moderne », en mettant en lumière les caractéristiques de l'esclave historique (*chattel slavery*) en vis-à-vis de celles du travailleur non libre :

> « The unfreedom inherent in chattel slavery derives from property rights exercised by one person over another. All forms of work relationship that do no entail ownership of persons are consequently regarded as free. Such a view, however overlooks additional forms of unfreedom [...] Like chattel slavery, unfree labour entails the loss on the part of a debtor and/or his kinfolk of the right to sell their labour-power at prevailing free market rates during the period of bondage. Unlike chattel slavery, however, where the person of the slave is itself the subject of an economic transaction, in the case of a bonded labourer it is the latter's labour-power which is bought, sold, and controlled without the consent of its owner » (Brass, 1999: 11-12).

Selon lui, esclavage et travail non libre ne peuvent être confondus, car d'une part, le travail non libre n'implique aucune propriété personnelle au sein de la relation patron/employé (contrairement à l'esclavage), et d'autre part, car le travail non libre n'entraîne qu'un contrôle non consenti sur la seule force de travail de l'individu, non sur l'entièreté de sa personne (ce qui est le cas de l'esclavage). Nous voyons ici en quoi cette notion d' « esclavage » n'est pas adéquate pour analyser les relations entre ouvriers mobiles et patrons miniers de la période 1970-1988, puisque la « non liberté » s'observe, pour notre première génération, sur la seule force de travail, et non, sur l'entièreté de la personne circulante.

La notion de travail non libre avancée par Brass (1999) ne revendique donc pas la figure de l'esclave, mais apporte plutôt, d'autres nuances à la dépendance du travailleur circulant envers son employeur, permettant d'articuler les contraintes économiques (*debt bondage* par exemple), à d'autres contraintes de type extra-économique (violence, maltraitances, enfermement, etc.) (Miranda, 2016).

Parmi la panoplie des composantes du travail non libre recensées dans les travaux de Brass (1999, 2011, 2014), trois d'entre elles ont retenu notre attention : premièrement, le *debt bondage* (ou servitude pour dettes) dont nous avons déjà éclairé les logiques précédemment et qui constitue une pratique largement répandue auprès de nos circulants de première génération ; deuxièmement,

les avances sur salaire, qui sont à l'époque octroyées par l'*enganchador* et destinées à la famille restée au village, mais qui – à l'issue du voyage – s'avèrent n'être qu'une autre manière de lier et endetter le travailleur auprès de son futur employeur ; et enfin, la non liberté de mouvement, qui résulte – dans la pensée de Brass (1999) – en une impossibilité de vendre ou revendre sa force de travail ailleurs. Un élément clé qui démontre que le travail minier des années 1970-1988 peut être assimilé, pour certains circulants d'Ocongate, à du travail non libre réside en effet dans la façon dont les relations de travail sont rompues. Plusieurs circulants ont évoqué avec nous leur fuite des campements ou les rebellions qui menaient à la rupture des relations patrons/ouvriers. Ce mode de rupture contractuel nous indique qu'ils n'étaient pas, à l'époque, dans un marché de travail libre.

Considérant l'ensemble des réflexions présentées dans cette section, nous pouvons donc dire que nos circulants de première génération ne disposent pas, au cours de la période 1970-1988, « d'une relation de travail salariée et libre », mais plutôt, d' « une relation salariée avec des composantes de travail non libre » (Miranda, 2016: 202). En dépit des pratiques d'enfermement, de *debt bondage*, d'*enganche*, des avances sur salaire, de maltraitances physiques et morales, et des conditions de travail éreintantes (voire même déshumanisantes et aliénantes), nous réfutons la thèse de l'esclavage pour cette première génération, la repoussant dans la catégorie de l' « anachronisme » érigée par França Paiva (2005) : « c'est un anachronisme […] Imposer des modèles tout faits et des concepts bien limités à une certaine époque ou à une certaine société est un choix qui pousse à inventer des histoires qui se tiennent mais qui sont terriblement éloignées des réalités historiques, construites et vécues par des agents historiques » (p.1123). A la catégorie de l' « esclave », nous lui substituons celle de « travailleur non libre » (Brass, 1999), bien plus apte – selon nous – à saisir les spécificités de la condition ouvrière amazonienne au cours de la période 1970-1988.

4. Conclusion

L'histoire mobilitaire des individus composant cette première génération prend naissance au temps des *haciendas* républicaines, lorsque ceux-ci y détiennent le statut de colons et sont soumis à des migrations de travail forcées vers les villes, les zones agricoles proches et les zones minières voisines. Imposées par l'*hacendado*, ces migrations sont à l'époque vécues sous la contrainte et prennent la forme des pratiques de *pongajes* et *trajines*, qui ne seront abolies qu'avec la proclamation de la réforme agraire nationale, en 1969.

Cette réforme marque, à Ocongate comme dans l'ensemble du Pérou, un évènement historique à partir duquel nous pouvons situer la véritable impulsion des circulations minières de cette génération. La révolution foncière enclenchée par le général Velasco contribue en effet largement, et dès 1970, à la diffusion du phénomène migratoire dans les campagnes, et ce, en déclenchant une étape cruciale de libéralisation sociale et économique du secteur paysan (Cortes, 2002). Désormais libérés du joug *hacendatario*, ces individus de première génération accèdent à des logiques de mobilité volontaires, qui les conduisent à des déplacements croissants au sein et en-dehors de leur espace de vie.

Si la réforme agraire marque le point de départ des circulations paysannes de cette première génération, celle-ci ne se suffit néanmoins pas à elle-même pour justifier les départs. De nombreuses forces macro-structurelles concourent aux décisions circulatoires de cette génération, qui furent essentielles à considérer et à analyser pour saisir les logiques sous-jacentes et les

principaux déterminants des déplacements. La récession macro-économique, la croissance démographique, l'urbanisation massive, l'hyperinflation, la profonde crise et la marginalisation étatique du secteur agraire, la paupérisation progressive de la condition paysanne et le développement du chômage sont autant de facteurs caractéristiques de la période 1970-1988, que nous avons identifiés – tout au long de ce chapitre – comme fondamentaux pour saisir les logiques circulatoires de cette première génération.

Ces divers processus macro-structurels participent, à l'époque, au façonnement des circulations paysannes andines, mettant des pans entiers de la société rurale *ocongateña* en mouvement. Egalement influencés par leur historique de migrations forcées, encouragés par les imaginaires collectifs d'enrichissement rapide et poussés par le boom international du prix de l'or, cette première génération initie, dès 1970, ses circulations migratoires vers l'Amazonie, quittant temporairement leurs Andes natales pour tenter leur chance dans les campements aurifères du département voisin de Madre de Dios.

A ces évènements macro-structurels se combinent également, nous l'avons vu, des facteurs micro-individuels, qui concourent eux aussi aux départs de notre première génération. Issus d'un milieu profondément rural, les individus composant cette génération s'adonnent pour la plupart aux activités agropastorales, qui ne génèrent – à l'époque – que de maigres rentrées monétaires pour leur famille. En outre, la faiblesse des extensions foncières, la nuptialité et la parentalité précoces, la taille significative du ménage, le nombre élevé d'enfants, et le faible niveau éducatif, influencent également les mouvements, sous-tendant les décisions circulatoires paysannes de la période 1970-1988.

Ainsi, plusieurs facteurs macro-structurels et micro-individuels s'entrelacent pour expliquer les départs miniers de première génération, mais pas seulement. A ceux-ci s'agrègent également des éléments « méso », liés aux réseaux interpersonnels. Nous avons examiné qu'à l'époque, les patrons miniers de l'Amazonie voisine usaient de deux stratégies principales pour recruter leur main-d'œuvre : d'une part, l'embauche au travers du système traditionnel de l'*enganche*, et d'autre part, la mobilisation des réseaux de parenté, d'amitié et de compérage symbolique (*padrinazgo*). Ces deux modalités touchent le plus gros des contingents de première génération, dont la mobilité minière est dès lors facilitée et encouragée par la mobilisation du capital social.

Cette mobilisation des réseaux ne veut néanmoins pas dire qu'une fois arrivés à destination, les traitements de faveur sont de rigueur au sein des campements et les rapports de pouvoir y sont horizontaux. Au contraire, ce chapitre a décrit les conditions pénibles et précaires du régime de travail minier, les journées et routines harassantes, la dangerosité de l'activité, les espaces de vie non pérennes et la souffrance ouvrière ; en outre, celui-ci a montré que le travail en mobilité impliquait des rapports de production fondés sur « un accord réciproque qui lie des membres de strates sociales diverses, non dans des termes d'égalité sociale ou économique, mais à partir d'obligations réciproques de type inégal » (Gillin 1960 ; cité par Paerregaard, 2013: p. 60-61). En effet, les campements miniers de la période 1970-1988 constituent des lieux de distribution inégale de capitaux au sein desquels les relations entre patron et travailleurs circulants sont caractérisées par la différenciation socio-économique et la domination, qui débouchent dans certains cas sur des relations de travail non rémunérées. Refus de paiement, décomptes sur salaire, pratiques d'endettement fictif, politique stricte de localisation et de surveillance, contrôle armé des sorties, enfermement, recours à la force et à la maltraitance physique et morale, sont de fait autant de contraintes économiques et extra-économiques qui font basculer le travailleur circulant

de première génération – non pas dans la catégorie de l' « esclave moderne » – mais plutôt celle que nous avons qualifié de « travailleur non libre », empruntant ce concept aux écrits de Tom Brass (1999).

Enfin, en regardant de près les trajectoires de ces circulants de première génération, nous constatons qu'en dépit de cette pénibilité, précarité et « non-liberté » de leur condition en Amazonie, leurs expériences circulatoires se répètent d'année en année, révélant des choix propres et autonomes. Capables d'agentivité, ceux-ci « établissent des stratégies, mobilisent des ressources et créent des opportunités dans le but de réaliser leur projet migratoire » (Dioh, 2020:101) ; dans cette optique, l'orpaillage réalisé en mobilité constitue – pour la plupart de cette génération – une voie de sortie aux diverses entraves rencontrées sur leur terre natale. Loin d'être « victimes », ceux-ci endossent les contraintes du travail minier dans un but spécifique : garantir la continuité économique et la reproduction sociale de leur famille, dans un contexte de ruralité marqué par la déstructuration et l'appauvrissement. Ainsi, à notre question de recherche qui visait à comprendre la manière dont les mobilités associées aux activités d'orpaillage en Amazonie influaient sur les *livelihoods* ruraux à Ocongate, nous pouvons conclure en affirmant qu'au cours de la période 1970-1988, cette circulation migratoire agit comme mécanisme puissant de résilience et de subsistance paysanne, en permettant aux familles rurales de résister à la pauvreté. Nous ne sommes en effet pas, pour cette première génération sociale, dans une logique de transformation radicale des moyens d'existence paysans (ni dans des dynamiques profondes de développement local), toutefois, la mobilité minière joue à l'époque un rôle clé dans le maintien des moyens d'existence paysans (« *hanging in* ») ; sans celle-ci, résume Meraldo, des pans entiers de la société rurale *ocongateña* « seraient morts de faim ».

CHAPITRE 4 – GÉNÉRATION 2 (1989-2004) : Diversification des moyens d'existence paysans et consolidation des réseaux circulatoires entre Ocongate et les zones minières amazoniennes

Cette seconde « génération sociale de circulation » est incarnée par de petits producteurs agropastoraux, devenus – à la fin des années 1980 – des *parceleros* regroupés en communautés paysannes. Ceux-ci circulent vers les zones minières du département voisin de Madre de Dios entre 1989 et 2004, connaissant plusieurs expériences de travail en-dehors d'Ocongate, et ce, parfois dès l'âge de douze ans.

Identifiée et construite à partir de l'année de première circulation minière des unités qui la composent, cette seconde génération compte au total 56 individus interrogés quantitativement (enquête) et 22 individus, interviewés qualitativement à Ocongate ou dans les zones minières du département amazonien voisin (récits de vie). Sur le plan qualitatif et du genre, les témoignages recueillis et exposés dans ce chapitre sont issus des expériences circulatoires de 18 hommes et 4 femmes, interrogés au gré de nos rencontres et de notre travail ethnographique dans ces deux régions andine et amazonienne[142].

En termes d'objectifs, et comme pour notre première génération, nous souhaitons dans le présent chapitre adresser plusieurs questionnements qui guident le fil de nos réflexions : tout d'abord, quels sont les facteurs macro-structurels à l'œuvre dans les expériences mobilitaires minières de seconde génération ? Quels éléments de l'environnement national, de départ (Ocongate) et de réception (Madre de Dios) participent au façonnement de leurs mobilités ? Sur le plan micro-individuel, quels sont les attributs propres du circulant-type de cette génération ? Comment s'incorpore-t-il au monde minier amazonien et quels sont les traits principaux de ses conditions de vie, de travail et de production en circulation ? Et finalement, considérant ces divers éléments : (1) de quelle manière ces circulations minières de seconde génération contribuent-elles à la transformation de moyens d'existence ruraux, individuels et familiaux en cours de période 1989-2004 ? (première question de recherche) ; (2) Peut-on parler – pour cette seconde génération – d'exploitation et d' « esclavage moderne » au sein des campements ? (seconde question de recherche).

Pour répondre à ces diverses interrogations, nous organisons le présent chapitre en quatre parties principales. En guise de point de départ, nous abordons dans une première partie l'ensemble des forces macro-structurelles internationales, nationales et locales qui encadrent et concourent aux logiques circulatoires paysannes de seconde génération (section 1.). Pour ce faire, nous nous penchons sur la genèse de ces divers mouvements mobilitaires paysans à la lumière du contexte social, économique et politique national (section 1.1.), que nous complétons avec une analyse du contexte d'origine (Ocongate – section 1.2) et de destination (Madre de Dios – section 1.3.).

Dans une seconde partie (section 2.), abandonnant les processus, nous optons pour une approche davantage micro-individuelle axée sur les acteurs, la réalité du monde minier auquel ceux-ci

[142] L'annexe 3 reprend l'ensemble des individus qui composent cette génération, listé par âge, lieu d'origine, lieu de l'interview (Ocongate ou Madre de Dios) et statut (travailleur circulant, patron minier, etc.).

s'incorporent et les trajectoires circulatoires qu'ils opèrent. Ce positionnement implique, tout d'abord, de déterminer les caractéristiques et principaux attributs des individus qui composent cette génération, et ce, afin d'identifier le profil-type du circulant de cette cohorte (section 2.1.). Il s'agit également, et dans un deuxième temps, d'examiner les conditions d'accès et d'insertion au sein des campements miniers amazoniens (section 2.2), tout en faisant le point sur les régimes de travail (section 2.3) et les rapports de production observés entre micro-entrepreneurs miniers et ouvriers mobiles (section 2.4). Partant de ces analyses, dans un cinquième temps, nous nous attelons à la reconstruction des trajectoires circulatoires de plusieurs femmes et hommes s'étant rendu dans les zones minières de Madre de Dios au cours de la période 1989-2004 (section 2.5.). Cet exercice de reconstitution des trajectoires individuelles nous permet, outre le fait de « croiser analytiquement des événements individuels et des processus historiques » (Rivera Sánchez, 2012: 464) et mettre en avant l'importance des réseaux interpersonnels (niveau méso), de faire ressortir des éléments nouveaux, liés à la capacité d'*agency* des circulants.

Dans une troisième partie intitulée « discussion », nous apportons ensuite une réponse à nos deux questions de recherche et ce, en faisant dialoguer nos résultats avec la littérature existante sur notre sujet d'étude. Cette discussion est scindée en deux parties entièrement distinctes : la première traitant la question de l'incidence des mobilités minières sur la transformation des *livelihoods* ruraux à Ocongate en cours de période 1989-2004 (section 3.1.) ; une seconde questionnant la thèse de l'exploitation et de l' « esclavage moderne » pour cette deuxième « génération sociale de circulation » (section 3.2.).

Enfin, une quatrième et dernière partie expose les conclusions de notre chapitre.

1. Saisir les forces macro-structurelles des déplacements miniers

Cherchant à expliquer les causes macro-structurelles des départs en mobilité de la période 1989-2004, cette première section explore les contextes socio-historiques internationaux, nationaux et locaux qui encadrent et concourent aux logiques circulatoires paysannes de cette seconde génération de circulants. Pour ce faire, nous nous penchons premièrement sur la genèse de ces divers mouvements mobilitaires à la lumière du contexte social, économique et politique national (section 1.1.), que nous complétons, dans un second temps, avec une analyse du contexte socio-historique d'origine (Ocongate – section 1.2.) et de destination (Madre de Dios – section 1.3.).

1.1. Panorama national : anémie politico-économique, chômage et informalité

Lorsque notre seconde génération de circulants commence, dès 1989, à entreprendre ses premières circulations migratoires vers l'Amazonie, Alan García Pérez est encore à la tête du pays, son mandat présidentiel (1985-1990) touchant à sa fin. En dépit des incohérences de son programme macro-économique et les nombreux signes avant-coureurs de banqueroute étatique, celui-ci continue au cours de la période 1989-1990 à mener – comme nous l'avons étudié dans le chapitre précédent – une politique de dépenses publiques expansives (notamment en termes de crédit et de soutien aux petits producteurs ruraux), qui creusent rapidement les caisses de l'Etat et aboutissent, dès la fin de l'année 1988, à une hausse historique de l'inflation nationale (Cavassa, 1994).

Outre cette hyperinflation, les deux dernières années de son mandat sont également marquées par une politique hétérodoxe, caractérisée par un refus du remboursement de la dette extérieure[143] et un rejet des contraintes de l'ajustement structurel d'inspiration néolibérale (Bey, 2003). Cette position, tout en provoquant l'aliénation des milieux d'affaires nationaux et des bailleurs de fonds étrangers, se solde par de nombreuses expatriations de capitaux, menant à la plus grave crise économique et sociale que le pays ait connu depuis la seconde guerre mondiale (Gonzales de Olarte, 2007). A la fin des années 1980, la pauvreté et l'extrême pauvreté connaissent un terrible sursaut, le chômage de masse et le sous-emploi explosent, l'informalité s'accroît, les salaires réels chutent, et les inégalités sociales se creusent (Verdera, 2001).

Sur le plan politique, le pays fait également face à une profonde crise étatique. D'une part, l'hyperinflation fragilise les institutions publiques, tout en engendrant l'abandon progressif des fonctions économiques et sociales de l'Etat ; d'autre part, le terrorisme interne (lié au Sentier Lumineux et au Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru) se déploie sur plus de la moitié du territoire péruvien, et ce, avec davantage de vigueur dès la fin des années 1980.

Au terme du gouvernement *alanista*, le Pérou est ainsi au bord de la rupture économique, politique et sociale. Ne disposant ni du courage, ni des instruments, ou encore du crédit international pour effectuer l'ajustement drastique nécessaire, Alan García quitte le pouvoir en 1990 en laissant derrière lui un pays dévasté par la récession sociale, le chaos économique, la faillite de l'Etat, le mécontentement social et la violence interne. La fin de son mandat marque alors – selon les mots de l'économiste Efraín Gonzales de Olarte (1995) – la fin du cycle du modèle populiste interventionniste, et le début d'un mouvement de pendule opposé menant au néolibéralisme.

Dès le mois d'août 1990, la politique néolibérale d'ajustement structurel est imposée de manière abrupte, signant le début d'un profond bouleversement de la vie économique, politique et institutionnelle du pays. Alberto Fujimori entre en effet en fonction, en déclenchant – seulement quelques jours après l'élection présidentielle – le tristement célèbre « fujichoc », une série de mesures d'austérité inspirées des recettes du Consensus de Washington. S'alignant sur le programme néolibéral dicté par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, celui-ci opte pour une privatisation des entreprises publiques, une ouverture des marchés aux capitaux étrangers, une libéralisation à outrance, une franche dérégulation[144], ainsi qu'un désengagement marqué de l'Etat et une diminution drastique des dépenses publiques à vocation sociale (dans la santé et l'éducation notamment). L'impératif que s'assigne le nouveau dirigeant est le retour à une économie orthodoxe, qui se veut la preuve de la volonté de réinsertion du Pérou dans les circuits financiers internationaux.

Parallèlement, Alberto Fujimori décidera également de neutraliser les forces démocratiques du pays en mettant en œuvre un auto-coup d'Etat lui permettant, le 5 avril 1992, de s'arroger les pleins pouvoirs. Ce coup d'Etat signe l'instauration d'un régime politique autoritaire au Pérou, qui perdurera jusqu'à la destitution de Fujimori en novembre 2000.

Durant toute cette période, le programme radical du président conduira à une hausse considérable des prix des produits de première nécessité, une diminution des salaires, une élévation des taxes et impôts, ainsi qu'à une suspension des investissements publics (Jímenez, 2001 ; Crabtree, 2002).

[143] Lors de son discours d'investiture de juillet 1985, Alan García annonce au Pérou que désormais, le pays ne rembourserait sa dette extérieure qu'à concurrence de 10% du total de ses exportations. Cette annonce marque l'arrêt immédiat des financements internationaux et le début de l'asphyxie de l'appareil étatique (Gastellu, 1995).
[144] Qui vise à libéraliser à la fois et vite l'ensemble des marchés : capitaux, travail, terres (Revesz, 1991).

Cet « ajustement avec choc » (Gastellu, 1995) réduit le rôle de l'Etat à son strict minimum – et ce, au profit de la main invisible du marché –, faisant basculer des millions de Péruviens dans une situation de pauvreté, voire d'extrême pauvreté affligeante. Les salaires réels chutent de plus de 60%, ce qui réduit drastiquement le pouvoir d'achat des couches moyennes et basses, qui n'ont dorénavant plus assez de rentrées pour assurer la satisfaction de leurs nécessités basiques (se nourrir, se loger). La malnutrition et la mortalité infantile – qui étaient en voie de régression dans les zones rurales – connaissent une nette recrudescence, tout comme le travail infantile : « dans ces années de crise, où plus d'un Péruvien sur deux vit au-dessous du seuil de pauvreté [...] même les enfants désertent l'école pour aller travailler [...] Pour la grande majorité, il s'agit désormais de trouver comment joindre les deux bouts, en recourant à des occupations additionnelles et des journées de travail dépassant largement les huit heures » (Fourtané, 2000: 20). C'est l'explosion de l'informalité, cet « Autre sentier » – expression empruntée à Hernando de Soto – qui occupe, en 1993, 77% de la population active péruvienne (Gonzales de Olarte, 1997).

A l'époque, la plus grande incidence de pauvreté est à trouver parmi les familles des Andes rurales (Jímenez, 2001), qui représentent la zone géographique la plus défavorisée du pays et celle qui est la plus touchée par la paupérisation des années 1990 (Verdera, 2001). Au sein du district d'Ocongate, le taux de pauvreté atteint les 85% en 1993 (Hernánder-Asensio et Trivelli, 2011), le plaçant ainsi dans la catégorie des régions d' « extrême pauvreté » :

> « Ocongate está en extrema pobreza en los años 90 [...] y la pobreza va acompañada con pocas posibilidades para la gente del campo. Ante una crisis andina tan fuerte de pobreza, de salud, educación, las nuevas generaciones están viendo las opciones y obviamente, la migración principalmente » (Entretien avec Aristides Diaz, Sous-directeur de l'ONG CCAIJO originaire du district d'Ocongate, Andahuaylillas, 2017).

C'est en effet le cas de notre seconde génération de circulants qui, confrontée à une détérioration des moyens d'existence au cours de la décennie fujimoriste, décide d'entreprendre ses premiers voyages de travail amazoniens :

> « Íbamos a trabajar a la selva porque acá había muy poca economía. No teníamos muchos recursos, no se ganaba, no nos abastecía bastante el dinero, entonces por allí nos íbamos a trabajar a la selva. Porque afuera, en Cusco, no había casi trabajo en los años 90 [...] A nosotros nos faltaba la platita, entonces por eso me he ido a Maldonado. Antes, no había plata en Ocongate » (Entretien avec Raymondo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Tout au long de la décennie 1990, la structure de classes du pays restera marquée par des inégalités abyssales et une grande exclusion. Pour remédier à ce constat, Alberto Fujimori décide de se lancer dans la mise en œuvre de politiques assistantialistes focalisées vers les strates les plus pauvres de la société péruvienne. Destinés à « compenser » et combattre le phénomène de paupérisation généralisé, celui-ci crée plusieurs programmes alimentaires et divers projets visant le développement d'infrastructures (écoles, centres de santé, routes, égouts, canaux d'irrigation, électrification, etc.), tels que le Fonds National de Compensation et de Développement Social (FONCODES), le Programme National de Gestion des Bassins Versants et des Sols (PRONAMACHS), les cantines populaires, l'initiative *Vaso de leche*, etc.

Néanmoins, face à la persistance de la pauvreté, de l'autoritarisme, du centralisme, du paternalisme et de la corruption, la popularité d'Alberto Fujimori décline tout au long de la seconde moitié des années 1990 (Burgos-Vigna, 2005), entraînant sa fuite vers le Japon et sa démission à distance en 2000. « Cuando se fue en octubre del 2000, dejó al país en crisis económica (recesión y desempleo), política (corrupción del gobierno) y social (pobreza y

exclusión). Cumplió un ciclo de diez años que comenzó y terminó con crisis, aunque el Perú había cambiado económica y socialmente » (Gonzales de Olarte, 2007: 14).

Dans ce contexte de grave crise économique, politique et sociale, un gouvernement de transition est constitué (2000-2001), dirigé par Valentín Paniagua Corazao, dont la principale mission consiste en l'organisation d'élections présidentielles dès l'année 2001, et donc, en la réinstauration d'un gouvernement démocratique au Pérou, après huit ans d'autocratie fujimoriste. A l'issue de ces élections, les départements andins et amazoniens les plus paupérisés du Pérou permettent à Alejandro Toledo, un *mistis* originaire des Andes du Sud et économiste diplômé de Stanford, d'accéder à la présidence. *Cholo*, provincial et détenteur d'une brillante carrière académique dans diverses universités américaines, celui-ci constitue « le symbole de l'exclu qui réalise le rêve de mobilité sociale de tous les pauvres, provinciaux et *cholos* du Pérou » (Gonzales de Olarte, 2007 : 20).

Sur le plan économique, depuis les débuts de sa campagne, celui-ci ne cache pas son intention de poursuivre les politiques néolibérales initiées par son prédécesseur ; celui-ci priorise les équilibres macroéconomiques et la récupération de la croissance économique, pour ensuite pouvoir s'attaquer à la mise sur pied de politiques davantage sociales. Ainsi, « desde un inicio, su opción era neoliberal, aunque con una mayor preocupación por los pobres » (Gonzales de Olarte, 2007 : 20).

Sous son gouvernement (2001-2006), le contexte économique péruvien montre une stabilité rassurante, ainsi qu'une nette ouverture commerciale et financière vers l'étranger. De nombreux accords internationaux sont également conclus avec les onze autres gouvernements sud-américains, et ce, afin d'améliorer l'intégration régionale, commerciale et physique du continent. Le début des années 2000 voit, de fait, se développer d'amples projets d'intégration régionale, parmi lesquels figure l'IIRSA : l'initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine, dont la visée consiste en « l'extension et la modernisation de l'infrastructure physique [routes, ponts, etc.] de l'Amérique du Sud » (Communiqué de Brasilia, 2000: 8).

Dans cette optique, le Brésil et le Pérou décident en 2001 de la construction d'un axe routier bi-océanique appelé « Route Interocéanique »[145], qui aura de larges incidences sur les régions andines et amazoniennes du pays. Ce sera sous le gouvernement Toledo que l'appel à concours pour la construction sera lancé, celui-ci provoquant de nombreuses mobilisations citoyennes et grèves à travers tout le sud andin. Certaines localités réclament en effet la construction de l'axe, d'autres émettent certaines réserves à son propos, notamment au vu des incidences socio-environnementales futures que celui-ci pourrait provoquer.

[145] *Carretera Interoceánica*, en espagnol.

Figure 18. Tracé de la Route Interocéanique – Tronçon péruvien.



Source : IIRSA, 2006. **Elaboration :** par l'auteure.

Finalement, sous la pression de ces diverses demandes et mobilisations, le gouvernement d'Alejandro Toledo décrète en novembre 2004, l'asphaltage et la réhabilitation du nouvel axe routier, un évènement socio-économique de taille pour les populations rurales du pays, mais pour lequel il faudra attendre 2005 pour que la construction soit adjugée et attribuée à des entreprises constructrices.

Cela étant, en dépit de ces avancées internationales prometteuses, sur le plan socio-politique, le pays reste – au début des années 2000 – traversé par de profondes turbulences. Le déséquilibre entre la croissance économique et la distribution des revenus s'accentue par rapport au gouvernement précédent, et l'Etat entre dans une dynamique complexe : d'une part, celui-ci tente d'impulser plusieurs processus de changement institutionnel et de décentralisation, mais d'autre part, celui-ci s'efface devant les investisseurs étrangers qu'il s'efforce d'attirer. Les populations ont le sentiment que l'État se retire, alors que celui-ci concentre toute son énergie vers l'attraction de capitaux internationaux (Bey, 2010 : 130). Il résultera, de ce dualisme politique, un mécontentement social permanent – bien que de basse intensité – tout au long du gouvernement *toledista*.

1.2. La fabrique du circulant de seconde génération : un contexte de départ marqué par la crise amplifiée du secteur agraire, le sous-emploi et la pauvreté

A Ocongate, les mesures d'ajustement et de redressement néolibérales imposées par Alberto Fujimori dès le mois d'août 1990 engendrent, comme à travers tout le sud andin, de lourdes incidences sur le secteur agraire et les économies paysannes. Sortie déjà affaiblie des décennies 1970-1980, l'agriculture se trouve en effet « négligée et maltraitée par la politique d'inspiration néolibérale » (Bey, 2003: 10), ne figurant plus parmi les secteurs prioritaires du gouvernement (Crabtree, 2002), qui opte – au contraire – pour la dynamisation des secteurs extractifs et exportateurs (mines, pêche et énergie, notamment) (Crabtree, 2002).

La transition entre le gouvernement d'Alan García et celui de son successeur néolibéral fut brutale pour le secteur paysan d'Ocongate, qui passa d'une situation d'assistancialisme étatique

(caractérisée par de nombreux subsides, des taux d'intérêt nuls, des prix de garantie, une assistance technique, etc.) à une situation d'abandon aux règles du marché et disparition du rôle de l'Etat (Santa Cruz, 1999).

En outre, le marché interne et la demande domestique se contractant à travers tout le pays, les prix des produits agropastoraux tendent à baisser tout au long de la période 1989-2004. En effet, la diminution des salaires observée sous l'ère fujimoriste implique une moindre demande des familles – urbaines comme rurales – pour les produits agropastoraux, diminuant par conséquent leur prix de vente relatif (León, 1994). « Si la ciudad se empobrece también los campesinos se pauperizan » (Figueroa, 1993). A titre illustratif, voici l'évolution du prix de la pomme de terre (produit phare du territoire d'Ocongate de l'époque) entre 1989 et 2000.

Tableau 18. Evolution du prix réel de la pomme de terre (en nuevos soles/tonne).

Année	Prix réel de la pomme de terre (*nuevos soles*/tonne)
1989	1.072,2
1990	485,4
1991	550,5
1992	481,4
1993	466,4
1994	422,5
1995	263,2
1996	474,4
1997	366,0
1998	470,5
1999	251,0
2000	252,2

Source : Crabtree (2002).

Dans toute la région de Cusco, cette réduction drastique des prix agropastoraux participe à la stagnation générale de l'économie régionale, surtout rurale, au cours de la décennie 1990 (Bebbington *et al.*, 2002). La détérioration des termes de l'échange de l'économie paysanne – qui, rappelons-le, s'observait déjà au temps des circulations migratoires de notre première génération (1970-1988) – se poursuit donc, voire se renforce, sous les dix années de présidence d'Alberto Fujimori.

De surcroît, cette diminution des prix agropastoraux s'accompagne également d'une réduction de la production agraire, qui rend le problème de la sécurité alimentaire andine très sensible. Cette contraction de la production trouve à l'époque (notamment) son origine dans la suppression du crédit agricole octroyé par la Banque Agraire, une institution qui fut désactivée par Alberto Fujimori au début des années 1990 (Crabtree, 2002).

La disparition de la Banque Agraire et par extension la suppression des petits crédits ruraux accordés à taux avantageux, rendent à l'époque non seulement plus difficiles la capitalisation des activités agropastorales et la concurrence sur les marchés régionaux, mais surtout l'usage de fertilisants, de pesticides, ou encore de technologie en agriculture, ce qui se traduit par une diminution des surfaces cultivées et donc une réduction de la production. L'indice de production alimentaire par personne ne cesse en effet de chuter (jusqu'en 1994 surtout) et « pour les catégories moins bien nanties, on évoque une très forte réduction de la consommation. Dans de nombreuses familles, les trois repas quotidiens n'étaient plus assurés » (Gastellu, 1995: 914).

La période 1989-2004 est, à Ocongate, très rude pour les familles rurales: « [en Ocongate], aunque la violencia política no golpea con la misma fuerza que en otras zonas de la Sierra peruana, muchos otros elementos sí son comunes : hiperinflación, desabastecimiento, falta de mercados y ajustes económicos [...] Durante unos años, la economía ocongateña se repliega al autoconsumo » (Hernández-Asensio, 2016: 95). Etant marginalisés de toute prétention au développement et maintenus dans une situation de pauvreté, les producteurs locaux des zones rurales d'Ocongate maintiennent une agriculture de subsistance tout au long des années 1990, se convertissant en outre en sujets des programmes sociaux de « lutte contre la pauvreté » imaginés et mis en œuvre par l'administration Fujimori (FONCODES, PRONAMACHS, etc.).

Ainsi, si l'on résume ces éléments d'analyse, les activités agropastorales se trouvent, à Ocongate, en situation de grave déficit et montrent de nombreux signes d'asphyxie tout au long de la période 1989-2004, rendant très précaires les conditions de vie de notre seconde génération de circulants. Adverses au secteur paysan, les mesures néolibérales imposées plongent les paysans du district dans une crise encore plus profonde et encore plus dommageable que celle qu'ils avaient connue au cours des années 1970-1980 : « Twelve years after it was originally launched, liberalization has probably brought more losers than winners [...] many peasant producers have been relegated further to the margins of the economic system » (Crabtree, 2002: 131).

Face à cette crise profonde du secteur agraire, de nombreuses familles rurales du district se tournent alors, afin de réduire leur difficulté à « joindre les deux bouts » (Fourtané, 2000), vers la mobilité et la pluriactivité, avec encore plus de vigueur que les décennies précédentes : « la pluriactividad y la movilidad no son novedades en la sierra peruana; sin embargo, tal vez estén tomando mayor importancia frente a una agricultura muy dependiente, en un contexto de menor intervención homogeneizante del Estado » (Mesclier, 1994: 406). A Ocongate, les ménages décident en effet de diversifier, d'une part, leur portefeuille de main d'œuvre en-dehors du marché du travail local touché par l'ajustement structurel (Massey et Capoferro, 2006), et d'autre part, de diversifier les activités en-dehors du secteur agropastoral :

> « Las precarias condiciones materiales de vida, así como la pérdida de status social, los lleva a una búsqueda imperiosa de fuentes alternativas laborales y, con ello, a una menor dependencia del ingreso de la parcela para la reproducción social de sus familias » (Varlcárcel, 1995: 224).

Tout d'abord, face à une activité agropastorale fortement soumise aux aléas économiques et politiques, la mobilité apparaît comme une stratégie permettant de diversifier, sécuriser et améliorer les moyens d'existence des familles rurales du district (Bebbington, 1999 : Ellis, 2000). « Migration to other areas was a mechanism for survival for the poorest rural producers in the 1990s [...], a response to deprivation among impoverished Andean farmers and/or their families. The available evidence suggests that patterns of urban migration continued during the 1990s, but probably at a slower rate than in earlier decades » (Crabtree, 2002: 150). Sous l'ère fujimoriste, les mouvements ruraux-urbains se poursuivent à travers le territoire national, et Lima s'étend encore davantage. La capitale continue en effet de croître à un rythme soutenu, sous-tendu par le renouvellement naturel de sa population mais également par « les migrations des paysans andins chassés de leurs terres par la misère, le terrorisme et la lutte antisubversive des Forces Armées. Les nouveaux venus transforment la cité créole en '*laberinto de la choledad*' » [Nugent, 1992] (Fourtané, 2000: 20).

Depuis Ocongate, la migration vers Lima représente, au cours de la période 1989-2004, une option envisagée par certains pour faire face à l'appauvrissement général de leur condition de « rural ». Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo et circulant de seconde génération, relate :

> « En los años 90 [1990], algunas personas se van por una necesidad económica, por trabajo te puedo decir, para Lima también están buscando trabajo, se movían buscando oportunidad. Estaban buscando futuro donde podían encontrar mejor salario de trabajo. Yo tengo familiares que se fueron ; están en Lima, viven allí, permanecen allí. Y tengo mi hermana en Estados Unidos, vive allí » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ainsi, outre les circulations migratoires que nous analyserons à travers ce chapitre, des mouvements de migration définitive s'opèrent également depuis Ocongate vers d'autres régions péruviennes (Lima, Cusco, Quillabamba, Vallée sacrée, etc.), ainsi qu'à l'international (les Etats-Unis notamment). Notre enquête quantitative révèle que 60,71% de nos circulants de seconde génération comptent au moins un membre de leur famille[146] en-dehors d'Ocongate, cette absence correspondant dans 29,41% des cas à une migration définitive et dans 70,59% des cas, à un mouvement temporaire.

Pour ces familles rurales, il s'agit – à travers la migration et/ou la circulation de travail –, de promouvoir la diversification des activités et des revenus familiaux, et ce, en-dehors du secteur agropastoral (Bryceson, 2000). Pedro nous explique :

> « Acá, en agricultura no había nada y no había trabajo en Ocongate, era solamente Puerto Maldonado. La mayoría iban ahí los jóvenes, unos cuantos no iban de acá [...] Se comentaba que allí en Madre de Dios había un poquito más de solvencia económica, y trabajo. Por esa razón me fui. Ocongate era una tierra que no producía pues como para solventarse, claro producía un poco para comer, para llevarse así. Pan del día, pero no para solventarse. No nos daba pues. Entonces teníamos que buscar otros lugares e ingresos » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Tout au long de la période 1989-2004, les ménages ruraux du district construisent ainsi un portefeuille d'activités et d'actifs de plus en plus diversifié afin de survivre (Ellis, 2000: 17), et ce, en combinant les activités rurales et urbaines en vue d'une réduction du risque. Dans le département de Cusco, Gastellu (1995) affirme que le retrait de l'Etat a une incidence si profonde sur les activités agropastorales que celles-ci « s'en trouvent diminuées au profit d'une diversification des occupations [...] Dans les catégories défavorisées, on est à la recherche de 'petits boulots' [*cachuelos*] » (p. 913).

A Ocongate, les « petits boulots » non agropastoraux prennent, dès le début de la décennie 1990, de plus en plus d'importance dans la génération des revenus des ménages ruraux. Notre enquête quantitative révèle en effet l'existence de nouvelles activités économiques réalisées par nos circulants de seconde génération, qui n'existaient pas au temps de la génération précédente. Au moment où ceux-ci entreprennent leurs circulations de travail (1989-2004), la majorité d'entre eux déclarent avoir comme occupation principale les activités agropastorales (79,64%), néanmoins, une part de plus en plus importante d'entre eux se dédient à d'autres activités telles que la construction, le transport et l'artisanat.

[146] Père, mère, fils, fille, frère ou sœur.

Tableau 19. Activité économique principale au moment des circulations – Générations 1 et 2.

Activité économique principale au moment des circulations	Génération 1 (effectifs)	Génération 1 (%)	Génération 2 (effectifs)	Génération 2 (%)
Activités agropastorales	41	93,18 %	43	79,64 %
Construction	2	4,55 %	6	11,11 %
Transport	0	0 %	2	3,70 %
Artisanat	0	0 %	2	3,70 %
Etudes	1	2,27 %	0	0 %
Autres	0	0 %	1	1,85 %
Total	**44**	**100%**	**54**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

A la lecture de ce tableau, nous constatons que d'une génération à l'autre, les familles rurales enquêtées ont diversifié leur portefeuille d'activités en-dehors du secteur agropastoral (qui passe de 93,18% à 79,64% entre 1970 et 2004), et ce, en travaillant notamment dans le secteur de la construction, dans le transport et dans l'artisanat.

Ainsi, et pour faire face à l'ampleur du fujichoc, au désengagement de l'Etat, à l'inefficacité et l'assistancialisme des programmes sociaux ruraux, ainsi qu'à la pauvreté – voire l'extrême pauvreté – qui traversent l'ensemble des campagnes rurales au cours de la période 1989-2004, certaines familles d'Ocongate optent pour la circulation migratoire et un emploi (le plus souvent informel) hors du secteur agropastoral. En 1997, Almanza estime que près de 60% des familles paysannes du district vendent leur force de travail en-dehors d'Ocongate (p. 98), l'Amazonie et le travail minier apparaissant – à l'instar de la période 1970-1988 – comme la destination phare de notre seconde génération de circulants.

1.3. Le contexte de réception : Madre de Dios, le plus grand carrefour migratoire et circulatoire de l'Amazonie péruvienne

Au cours de la période 1989-2004, Madre de Dios connaît un processus de croissance démographique interne soutenu (résultant des mouvements de migration antérieurs), mais surtout, expérimente de nombreuses nouvelles vagues d'immigrants, poussés en-dehors de leur lieu d'origine par la crise économique, sociale et politique qui traverse l'ensemble du pays (Valencia, 2014).

De 67 008 habitants en 1993, ce département amazonien double presque sa population en l'espace de quatorze ans, comptabilisant un total de 109 555 en 2007 (INEI, 1993, 2007). Ces chiffres correspondent – pour ces quatorze années (1981-1993) – à un taux de croissance annuel moyen de 3,5%, bien supérieur à la moyenne nationale qui est de 1,5%, ou au taux de la capitale, Lima, qui atteint les 2,1%, alors que celle-ci continue d'attirer de lourds contingents (INEI, 1981, 1993). Véritable « espace social en formation » (Valcárcel, 1993), Madre de Dios s'érige ainsi, au cours des années 1990, parmi les destinations les plus prisées du pays[147].

[147] Sur le plan national, seuls le département de Tacna et la province de Callao comptabilisent davantage d'arrivées au cours de la période 1988-1993 (Yamada, 2012 ; INEI, 1981 et 1993).

Tableau 20. Taux de croissance démographique annuel moyen (1993-2007).

Région	Taux 1993-2007
Madre de Dios	3,5 %
Lima métropolitaine	2,1 %
Moyenne nationale	1,5 %

Source : INEI, 1993 et 2007.

A ces migrations définitives et recensées, s'ajoutent en outre de larges mouvements de « migration périodique et de courte durée, destinés au travail minier » (Pinedo et Calsina, 2014: 34), qui trouvent leur origine principale dans le sud andin rural :

> « En las últimas décadas, resalta el caso de los migrantes de la zona altoandina, en su mayoría campesinos que afrontaron un proceso de empobrecimiento y limitación de los recursos productivos disponibles en sus tierras de origen, y que encontraron en la migración a la selva una alternativa para mejorar sus condiciones de vida » (Arnillas, Ponce, 2008: 84).

C'est le cas de Rodolfo, originaire d'Ocongate, qui commence à circuler vers Madre de Dios au temps du fujimorisme : « Mis papas, nada todavía… No había plata en sus épocas, temporales, no había todavía. Poca economía, entonces fui a Madre de Dios [...] De aquí [Andamayo], siempre iban a Puerto, todos » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Pour Wilmer, autre circulant de cette génération, la circulation migratoire amazonienne était en effet à l'époque indispensable pour faire face au manque de rentabilité des activités agropastorales locales :

> « Siempre, cada año, cada año siempre me iba. Porque poco casi… con ganado no más casi no era rentable, poco era rentable. Entonces, siempre necesitaba más platita, por eso me iba a trabajar a otro lado. No era suficiente [...] Entonces, con esa condición yo también salía a trabajar de aquí, de mi hogar » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Venant confirmer les deux témoignages de Rodolfo et Wilmer, les résultats de notre enquête quantitative associent deux causes profondes aux mobilités minières de la période 1989-2004 : le manque de ressources économiques et l'absence d'emploi formel dans le district d'Ocongate. 92,86% des circulants de cette génération ont mentionné le manque de ressources économiques lorsque nous les avons questionnés sur les raisons qui les avaient poussés à l'époque à prendre le chemin de Madre de Dios, et 44,64% d'entre eux ont mentionné le manque d'opportunités de travail à Ocongate.

Tableau 21. Raisons de la circulation – Génération 2.

Raisons de la mobilité minière (question à choix multiples)	Effectifs Génération 2	Pourcentage Génération 2
Manque de ressources économiques	52	92,86%
Manque d'opportunités de travail à Ocongate	25	44,64%
Effectif total	**56**	**-**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

En recherche de travail et de ressources économiques, de nombreux paysans andins du pays prennent ainsi le chemin de l'Amazonie au cours de la période 1989-2004 afin d'y travailler comme ouvriers de mines, participant alors à la consécration de Madre de Dios comme principal centre de production aurifère informelle à l'échelle nationale.

Au cours de la décennie 1990, l'exploitation aurifère artisanale expérimente à Madre de Dios un processus de consolidation et d'expansion considérable, caractérisé par une grande informalité. Cette dernière s'explique, à l'époque, par le contexte d'isolement relatif du département par rapport au reste du pays, mais est surtout renforcée, dès l'ère fujimoriste, par le retrait de l'Etat et l'indifférence des autorités étatiques envers le secteur minier artisanal : « la indiferencia de las autoridades del gobierno hacia este sector ha sido patente desde los años 90 [...] Sin vigilancia ni apoyo de las instituciones, la informalidad y las malas prácticas ambientales y sociales predominan » (Mosquera *et al.*, 2009: 7). Les réformes néolibérales des années 1990 signifient effectivement, pour le secteur minier artisanal, un retrait de l'Etat dans son rôle promoteur (alors que celui-ci avait, au cours des deux décennies précédentes, dominé le paysage minier – à travers l'intervention de la banque minière notamment) et une politique économique qui privilégie l'attraction et la promotion des investissements miniers à grande échelle (*gran minería*[148]), au détriment de l'exploitation aurifère artisanale et à petite échelle (*minería artesanal y en pequeña escala*).

Présentant une nette emphase extractiviste, l'administration Fujimori priorise ainsi – pendant plus d'une décennie – la *gran minería*, et ignore les éléments qui la distingue de l'activité minière artisanale et à petite échelle :

> « [Le gouvernement Fujimori] no tomaba en cuenta que la minería artesanal es una actividad de subsistencia que [...] se desenvuelve con escasa capacidad de inversión, y realiza sus actividades usando técnicas artesanales basadas en el uso intensivo de la fuerza de trabajo [...] La existencia de un marco legal ajeno a la realidad del minero artesanal condicionó la permanencia de una situación de informalidad en los centros mineros artesanales » (Romero *et al.*, 2005: 34-35).

En l'absence de tout cadre règlementaire[149], l'ensemble du secteur minier artisanal est délaissé tout au long du mandat fujimoriste, ce qui aura pour conséquence, à Madre de Dios, de laisser l'articulation de l'espace social et productif amazonien à « une sorte d'ordre spontané » (Valencia, 2014: 181), qui basculera néanmoins très rapidement vers le développement de pratiques informelles généralisées.

Outre l'informalité croissante et l'abandon du secteur, certaines mesures de dérégulation néolibérales destinées à la *gran minería* influencent également, de manière indirecte, les activités aurifères artisanales. Parmi celles-ci, trois décisions émises par le gouvernement Fujimori doivent être épinglées. Dans un premier temps, et dès 1991, la libre commercialisation aurifère est décrétée à travers tout le pays, par conséquent l'achat, la vente, la possession, l'importation et l'exportation d'or deviennent entièrement libres, ne comportant plus aucune restriction ni mécanisme de régulation effectif. « A partir de esa fecha, se vivió bajo una lógica donde cualquiera podía comprar y vender oro sin mayor vigilancia o regulación, lo que provoque una mayor dinamización de esta actividad » (Quintasi, 2013: 6). A Madre de Dios, cette mesure engendre l'apparition de centaines de petits intermédiaires et d'entreprises commercialisatrices, qui achètent désormais l'or produit par les mineurs artisanaux, pour ensuite le revendre à des *traders* installés dans les villes de Puerto Maldonado, Cusco, Juliaca ou Lima (Pascó-Font *et al.*,

[148] Activités minières à grande échelle, fortement dépendantes des capitaux étrangers et supposant de grandes zones d'exploitation, des investissements considérables, une importante technification, ainsi que des niveaux de production élevés (ce qui n'est pas le cas de l'activité minière artisanale et à petite échelle).
[149] Seule la *Ley General de Minería* de 1992 (Loi Générale des Activités Minières) existe à cette époque, et ne fait aucune distinction entre l'activité minière à grande échelle, à moyenne échelle et à petite échelle/artisanale.

1994). Très rapidement, les mécanismes de traçabilité aurifère s'affaiblissent donc, et l'Etat perd tout pouvoir de contrôle sur la production minière du département.

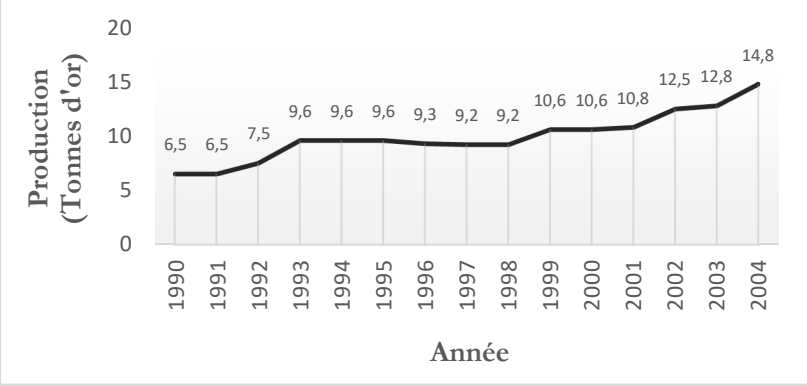
Dans un second temps, la banque minière – qui assurait la régulation de l'activité aurifère à Madre de Dios depuis 1972 – est désintégrée en avril 1991, ce qui signifie moins de transfert d'informations, d'assistance technique ou de crédit pour les mineurs artisanaux, ainsi que moins de canaux de contrôle et de fiscalisation pour l'Etat.

Enfin, et dans un troisième temps, le gouvernement d'Alberto Fujimori décide, en 1992, de désarticuler les systèmes d'aménagement et de gestion territoriale à travers l'ensemble du territoire national, une mesure qui implique la dissolution, avec prise immédiate, de l'Institut National de Planification. Selon Valencia (2016), cette décision fut lourde de conséquences car, depuis lors, il est très difficile de réintroduire, dans les politiques publiques péruviennes, la nécessité d'aménagement et de projection territoriale. Pour preuve, à ce jour, Madre de Dios ne dispose d'aucun plan d'aménagement départemental[150].

Il résulte ainsi, de l'ère néolibérale, un territoire amazonien marqué par l'informalité croissante et de nombreuses tensions sur les ressources naturelles. Au fur et à mesure que le département de Madre de Dios gagne en importance démographique à travers les nombreuses vagues migratoires andines qui le traversent – sans développer ni planification ni aménagement du territoire et en l'absence de toute institution régulatrice telle que la banque minière ou l'Institut National de Planification –, les campements miniers se multiplient et s'installent informellement sur des territoires destinés à d'autres usages productifs (tels que les terres agricoles, les concessions forestières, les territoires indigènes, etc.), produisant dès lors diverses pressions sur l'espace et une occupation de plus en plus désordonnée du territoire.

Mas (1999) comptabilise, en 1999, plus de 40.000 micro-entrepreneurs miniers opérant à l'échelle départementale, transformant Madre de Dios en la plus importante zone de production aurifère artisanale du pays. Entre 1999 et 2004, la participation relative de ce département amazonien à la production artisanale nationale passe de 59% à 70% (Arriarán, Gómez, 2008), ce qui signifie que cette partie de l'Amazonie produit, au début des années 2000, plus de deux tiers de l'or total national extrait à petite échelle.

Figure 19. Production artisanale d'or (en tonnes/année), Madre de Dios (1990-2004).

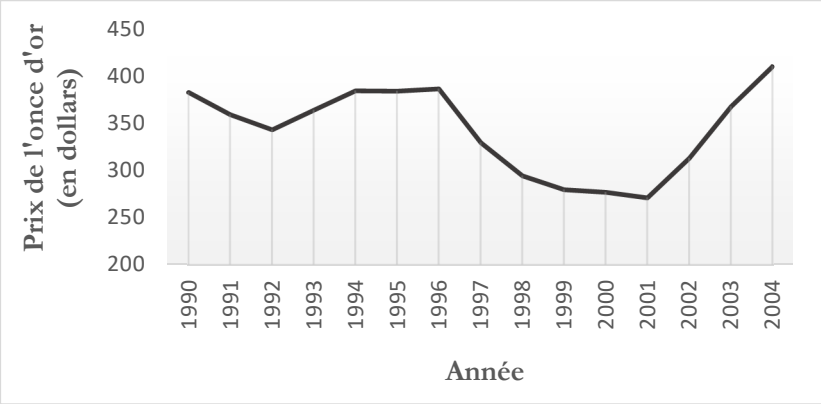


Source : Torres, 2005. **Elaboration :** par l'auteure.

[150] Appelé au Pérou : *Zonificación Económica Ecológica* (ZEE).

La croissance importante de la production aurifère artisanale observée dans le département à partir de 2001 est, parallèlement, principalement impulsée par l'augmentation vertigineuse et simultanée du prix de l'or sur les marchés internationaux. L'année 2001 représente en effet, dans toute l'Amérique latine, le début du « boom des *commodities* »[151] (Svampa, 2013), qui initialise un cycle de prospérité économique sur l'ensemble du continent, tout en marquant néanmoins le début d'une nette tendance à la reprimarisation. Dans ce contexte, la valeur des matières premières ne fait que croître tout au long des années 2000 ; c'est le cas de l'or, qui après avoir vu son prix chuter brusquement entre 1996 et 2000, récupère une croissance soutenue à partir de 2001, et ce, pour tout le reste de la décennie.

Figure 20. Evolution du prix international de l'once d'or (1990-2004).



Source : Metal Weeks, Metal Statistics, Anuario de la Industria Minera en el Perú, Ministère de l'Energie et des Mines péruvien (1997). **Elaboration :** par l'auteur.

Ces variations internationales du prix de l'or et les nombreuses vagues migratoires qui en découlent, façonnent le territoire amazonien de Madre de Dios tout au long de la période 1989-2004, en influençant, d'une part, l'ouverture de nouveaux fronts extractifs, et en participant, d'autre part, à la consolidation, voire l'expansion des activités minières en son sein.

De prime abord, et pour conclure cette première partie, plusieurs processus macro-structurels participent donc au façonnement des circulations migratoires de notre seconde génération ; asphyxie politico-économique, crise du secteur agraire, paupérisation graduelle des ménages andins, retrait de l'Etat, suppression des différentes banques ou instances de crédit publiques, croissance de l'informalité minière, ou encore la hausse vertigineuse du prix de l'or sont autant de facteurs qui mettent de larges pans de la société *ocongateña* en mouvement au cours de la période 1989-2004, les populations rurales du district optant de préférence pour le département amazonien de Madre de Dios et le travail aurifère au sein de campements miniers.

2. Acteurs, exploitation aurifère artisanale et trajectoires circulatoires : des individus en mouvement

Après avoir abordé les forces et les processus macro-structurels qui façonnent les mobilités minières de la période 1989-2004, en portant une attention particulière aux contextes socio-historiques national, d'origine (Ocongate) et de destination (Madre de Dios), concentrons-nous dans cette seconde partie de chapitre sur les acteurs, en veillant à mettre en lumière, d'une part,

[151] Boom des matières premières, en français.

les facteurs micro-individuels qui concourent à leurs logiques circulatoires, et d'autre part, les conditions de leur mobilité au sein des campements miniers de l'Amazonie péruvienne orientale.

Pour ce faire, nous construisons, dans une première section, le profil du circulant-type de seconde génération, et ce, en en dressant les caractéristiques sociologiques dominantes (occupation, langue, éducation, statut matrimonial, composition familiale, nombre d'enfants, etc.) (section 2.1). Partant de ce profil, nous entrons ensuite dans une sociologie du travail minier artisanal, étudiée à partir du point de destination : Madre de Dios. Nous cherchons tout d'abord à comprendre les mécanismes d'insertion de cette génération au sein du monde minier de l'époque, dépeignant les stratégies du recrutement minier, les promesses formulées ainsi que les pratiques effective et affective de l'espace parcouru (section 2.2). Dans une troisième section, nous abordons les modalités contractuelles d'incorporation et les conditions de travail de nos circulants de seconde génération au sein des campements miniers de la période 1989-2004, et ce, en éclairant les régimes de production auxquels ceux-ci sont soumis (section 2.3). Dans un quatrième temps, nous caractérisons les rapports de production entre micro-entrepreneurs miniers et ouvriers mobiles, un exercice qui implique la caractérisation sociodémographique du patronat minier de l'époque (section 2.4). Enfin, nous faisons appel – dans un dernier temps (section 2.5) – à l'outil théorico-méthodologique de la trajectoire, qui comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, permet de mettre en exergue – outre les facteurs macro-structurels, micro-individuels et les réseaux qui les modèlent – la capacité singulière d'agentivité (*agency*) des migrants et leur marge de manœuvre. A ce stade, nous aurons en effet décrit « un partage d'expériences communes » (Sébille, 2012) et une condition sociale (Sayad, 1994) proche pour les individus de cette génération, toutefois, celles-ci n'épuisent pas toute la richesse des parcours de mobilité que nous avons pu identifier au sein de la cohorte. En ce sens, les trajectoires individuelles que nous reconstituons dans cette section viennent – outre le fait d'« illustrer » ou « confirmer » les éléments d'analyse présentés pour l'ensemble de la génération – faire ressortir pour certains individus des éléments nouveaux (liés à la capacité d'*agency* des circulants), utiles à notre processus d'objectivation des logiques sociales à l'œuvre dans le processus circulatoire minier.

2.1. Profil-type des circulants de seconde génération

Nous fondant sur notre travail qualitatif dans les communautés paysannes d'Ocongate, les récits de vie recueillis, ainsi que les résultats de notre enquête quantitative, nous dépeignons, dans cette section, le profil-type du circulant de seconde génération, en le caractérisant à l'échelle micro-individuelle.

2.1.1. De petits producteurs pluriactifs

Au cours de la période 1989-2004, les activités agropastorales continuent – comme au temps de notre première génération – de représenter l'occupation principale de nombreux circulants du district. Notre seconde génération se dédie en effet, pour près de 80% des hommes qui la composent, à l'agriculture et à l'élevage, au travers d'unités productives de petite taille et de type familial. Dans le district d'Ocongate de l'époque, les zones rurales accueillent 91,98% de la population totale (INEI, 1993), ce qui explique que :

> « Tenemos un amplio sector social conformado por campesinos comuneros que trabajan en forma independiente, es decir controlando sus recursos productivos, y utilizando básicamente la fuerza

> laboral familiar [...] La mayoría de las unidades productivas agropecuarias son de tamaño reducido y de tipo familiar, cuya producción no obedece a una racionalidad empresarial, sino más bien a una de sobrevivencia » (Sulmont, 1995: 39, 166-167).

Majoritairement composée de petits producteurs, cette génération combine ainsi les activités agricoles et d'élevage dans une logique de reproduction familiale et d'autosubsistance, cette dernière expérimentant cependant d'importantes transformations tout au long de la décennie 1990.

Les conditions de reproduction des populations paysannes du district se modifient en effet à partir du début des années 1990, présentant un degré croissant de monétarisation et de commercialisation, tantôt du point de vue de leur production que de leur consommation. Selon Almanza (1997) et Sulmont (1995), face à l'expansion de l'économie de marché sur le plan national, les unités familiales paysannes d'Ocongate commercialisent de plus en plus leurs productions, tout en incorporant de nouvelles nécessités surgies ou générées de l'extérieur (besoin de produits manufacturés, de services de type urbain telles que l'éducation ou la santé, etc.), au travers des mécanismes propres du marché, des moyens de communication, du système éducatif ou encore de la mobilité :

> « Hay un mayor proceso de mercantilización de la economía campesina [...] Hemos encontrado bastante diversificado la canasta de consumo familiar y con fuerte componente de productos de origen industrial [...] Al aparecer el dinero, se aperturaron nuevas modalidades de relaciones comerciales. Paulatinamente las familias campesinas adoptaron nuevos patrones de consumo, hasta que algunos bienes se convirtieron en imprescindibles (por ejemplo, los detergentes, el azúcar, la sal, o la ropa de origen industrial) » (Almanza, 1997: 75).

Tout au long de la période 1989-2004, nos circulants de seconde génération dépendent et s'articulent ainsi de plus en plus au marché capitaliste, ce qui les pousse à une plus grande diversification dans leurs activités économiques et dans leurs sources de revenus, qu'ils obtiennent au travers, d'une part, de la pluriactivité, et d'autre part, de la mobilité. A l'époque, les revenus tirés des diverses activités économiques locales, combinés aux revenus de la circulation migratoire, participent à l'émergence d'une « économie paysanne mixte » (Koc Ménard, 2001), qui présente la caractéristique de naviguer entre l'économie de marché capitaliste et l'économie agropastorale de subsistance. « Las familias combinan esferas mercantiles y no mercantiles, actividades orientadas al autoconsumo (ganadería y agricultura) con actividades que generan un salario » (Koc Ménard, 2001: 231).

A Ocongate, Almanza (1997) estime que les activités agropastorales développées sur le territoire jouent un double rôle ; permettant l'autosubsistance des ménages ruraux, celles-ci génèrent également la plus grande part de leurs revenus monétaires, à savoir 72,77% des rentrées paysannes annuelles. Alors que l'agriculture continue – comme à l'époque de notre première génération – d'être principalement orientée vers l'autoconsommation, l'activité d'élevage génère, elle, la plus grande part des revenus monétaires des familles de notre seconde génération. Pour le reste, les revenus paysans sont constitués de remises circulatoires (qui représentent 11,58% du total des rentrées), et diverses rémunérations issues d'activités commerciales, artisanales et minières.

Tableau 22. Revenus monétaires paysans par activité économique (1992) – District d'Ocongate.

Activités économiques	Revenus annuels moyens (en *nuevos soles*)	Pourcentage
Activités agricoles	214,4	26,05%
Activités d'élevage	384,43	46,72%
Circulation migratoire	95,31	11,58%
Commerce	87,37	10,62%
Artisanat	16,01	1,95%
Activité aurifère communale	16,35	1,99%
Autres	9,01	1,09%
Total	**822,88**	**100,00%**

Source : Almanza, (1997).

En ce qui concerne les activités agricoles de notre seconde génération, celles-ci sont caractérisées, au cours de la période 1989-2004, par de faibles superficies cultivables (Rosas, 2012), une basse productivité des terres (Almanza, 1997), un manque criant d'infrastructures d'irrigation (Sulmont, 1995), une faible technification de la production (Hernández Asensio, 2016) ainsi qu'un usage faible de fertilisants ou de pesticides (Sulmont, 1995), ce qui présente de lourdes conséquences sur leurs niveaux de productivité. Ces diverses caractéristiques (adverses) du secteur agricole ne résultent néanmoins pas seulement de facteurs naturels, mais sont également le fruit, d'une part, de l'abandon étatique des années 1990, et d'autre part, de la domination historique des *haciendas* sur les familles paysannes de la région, qui furent reléguées dans les zones les moins productives du district, parfois sur un seul étage écologique.

Selon de nombreux témoignages recueillis au sein de notre seconde génération de circulants, il semble néanmoins que certaines familles paysannes échappent à ce constat décourageant, le secteur agraire rural d'Ocongate pouvant à l'époque être décomposé en plusieurs strates sociales distinctes, qu'Almanza (1997) nomme : strates sociales pauvre, moyenne et riche[152]. D'importantes dissemblances commencent en effet à se creuser au cours de l'ère fujimoriste, divisant le secteur paysan *ocongateño* en différentes couches sociales aux caractéristiques distinctes, qui reflètent des statuts socio-économiques hétérogènes entre familles rurales.

Les inégalités en termes de propriété foncière sont particulièrement illustratives de ce processus naissant de différenciation socio-économique interne[153]. Pour le comprendre, penchons-nous sur les chiffres produits par Almanza (1997), qui recense à Ocongate, pour chaque strate sociale identifiée, le nombre moyen d'hectares cultivés au cours de la campagne agricole de 1992.

Tableau 23. Superficie de terres cultivables, par strate sociale (District d'Ocongate – 1992).

Strate sociale	Possession moyenne (en hectares)	Pourcentage
Pauvre	0,621	37%
Moyenne	0,870	41%
Riche	1,038	22%

Source : Almanza (1997).

[152] Cet auteur a identifié ces trois strates sociales sur base de trois facteurs : propriété de la terre, possession de bétail et capital commercial disponible.
[153] L'étendue des terres cultivables influençant significativement les activités socio-économiques, et ce faisant, les revenus paysans, celle-ci est un bon indicateur de différenciation.

Comme le tableau ci-dessus le souligne, près de 80% des familles rurales du district disposent, en 1992, de moins d'un hectare de terres cultivables, alors que seulement 22% d'entre elles cultivent sur plus d'un hectare. Cela signifie qu'à l'époque, moins d'un quart des familles rurales concentrent les plus grandes superficies agricoles, qui sont néanmoins – selon Gonzales de Olarte (1994) – insuffisantes pour assurer la subsistance d'une famille comptant quatre à cinq membres. « La reforma agraria de 1969 estableció para la Sierra del Perú, el tamaño del huerto familiar a 3,5 hectáreas estandarizadas, el cual debería dar sustento a una familia de cuatro a cinco miembros » (Gonzales de Olarte, 1994: 87). Dans le district d'Ocongate de l'époque, les superficies possédées – même par les familles foncièrement les plus nanties – sont donc non seulement insuffisantes pour assurer la reproduction familiale, mais révèlent également une forte hétérogénéité entre producteurs.

Cette fragmentation et ces dissemblances foncières s'expliquent, tout d'abord, par les processus historiques de désintégration des *haciendas* et des coopératives agraires de production auxquelles ont été substituées les communautés paysannes, mais également par le jeu des héritages fonciers entre générations. En effet, nous avons vu que, sur le territoire d'Ocongate, les coopératives sont dissoutes à la fin des années 1980 et remplacées par des communautés paysannes au sein desquelles les terres sont distribuées en fonction de la position sociale des familles, du leadership que celles-ci peuvent avoir au sein de la communauté, de leur ancienneté au sein du territoire, etc. A partir de la fin des années 1980, le régime foncier des zones rurales connaît dès lors de nombreuses transformations, décrites comme suit par Van Niekerk (1991) :

> « Está cambiando la tenencia de la tierra. Uno puede coger determinada área, pero la utiliza como dueño, la tenencia se la viene arrastrando de hace años, los viejos dicen: tengo esta cantidad de animales y me toca éste y tal terreno, los que tienen más son los que están más metidos, son los que deciden, pero no está fijo, es más un poco limitado [...] La manera en que se ha ido distribuyendo y definiendo el control de las tierras por familia, data de la época de la hacienda. Por derechos antiguos, algunas familias recibieron grandes extensiones de tierras, o se apropiaron de estas tierras. En la actualidad [1991], muchas familias reclaman el usufructo exclusivo de estos terrenos por razones de apellidos y herencia. 'Aquí vivimos de mis abuelos' o 'siempre era de nosotros', dice la gente » (Van Niekerk, 1991: 13 et 18).

Ainsi, lorsque les communautés paysannes se créent à Ocongate, les familles les plus reconnues socialement, celles qui jouissent d'un certain prestige ou leadership au sein de la communauté, ou encore celles qui sont les plus anciennement installées, se voient attribuer – ou s'approprient – les plus grandes extensions de terres, celles qui sont les mieux irriguées ou encore celles qui se situent dans les zones les plus fertiles, participant, ce faisant, à la fragmentation socio-économique de la communauté, mais également, selon Van Niekerk (1991), à un processus de fracture intergénérationnelle caractérisé par l'inégalité foncière des plus jeunes, à qui l'on attribue les terres les moins productives :

> « Para repartir la suertes [tierras], se lo hace en asamblea, cada uno ve donde coger, de preferencia es donde ha cultivado en anterior campaña, a los jóvenes se les da los terrenos dejados, por ejemplo de gente que se ha muerto o zonas sin casi nada de riego. La gente con influencia o la gente de mayor edad tiene dos o tres partes, la gente joven uno no más, el promedio viene a ser un topo (un tercio de hectárea) » (Van Niekerk, 1991: 13).

Les jeunes de notre seconde génération se voient donc, au cours de la période 1989-2004, attribuer des terres par la communauté, néanmoins, celles-ci ne correspondent pas aux meilleures zones de production. En outre, celles-ci couvrent des superficies très petites (un tiers d'hectare), surtout lorsqu'elles sont comparées aux possessions foncières des plus anciens de la communauté. Il ne

faut pas non plus omettre, à Ocongate, le jeu des héritages ; de génération en génération, la terre se divise et les extensions se font de plus en plus petites :

> « Acá, hay varias formas de acceso a la tierra; la principal es la herencia. Generalmente, los padres heredan a sus hijos en vida, en otras sociedades lo hereden una vez que mueren, pero acá no, cuando los hijos empiezan a hacerse adultos y mucho más aún cuando se casan, forman sus propias familias, los padres hacen una división de sus tierras, a varones y mujeres por igual. Digamos un padre de familia tiene 3 hijos, da herencia en parcelas, pero por allí va disminuyendo más, más, más, tras generaciones. De padre a hijos, la tierra se va dividiendo poco a poco, para nosotros será pues una parcela un poco más pequeña de la que tenían nuestros padres » (Entretien avec Máximo, paysan de la communauté de Rodeana, Ocongate, 2016).

Les jeunes de cette génération souffrent en ce sens d'un manque évident de superficies cultivables, qui s'avère être un facteur clé pour comprendre leurs processus circulatoires (voire migratoires) de l'époque.

Sur le plan des activités d'élevage, la variable « possession de bétail » révèle également, à l'époque où notre seconde génération entreprend ses circulations amazoniennes, de grandes dissemblances entre producteurs, qui participent – tout comme la terre – à l'apparition de couches sociales distinctes à l'intérieur des communautés paysannes nouvellement créées, tout en poussant certains individus à la mobilité. Pour saisir ces logiques, il est tout d'abord nécessaire de préciser que, dans le district d'Ocongate de la période 1989-2004, prédomine l'élevage d'ovins et de camélidés (comme au temps de notre première génération), auquel viennent cependant timidement s'ajouter, à la fin des années 1990, l'élevage bovin, et dès le début des années 2000, l'artisanat axé sur la laine d'alpagas et l'élevage de cochons d'Inde : « en Ocongate, han surgido otras alternativas de fuentes de ingresos. Entre estas se encuentran la fabricación de tejidos a partir de la fibra de alpaca, los negocios familiares como la crianza de cuyes, y la crianza de ganado vacuno » (Rosas, 2012: 218).

Au début du mandat fujimoriste (1990-1994), l'élevage d'ovins et d'alpagas continue de représenter la principale activité économique du district, l'élevage de bovins n'étant pas encore très répandu. Ce panorama productif commencera toutefois à changer à partir de la moitié des années 1990, lorsque le district passe timidement d'un élevage axé sur les ovins et les alpagas, à un élevage centré sur les alpagas et les bovins, accompagné d'une baisse des populations lamas et ovines ainsi que d'une modeste entrée des cochons d'Inde. Cette nouvelle orientation *ganadera* s'exprime, sur le plan productif, au travers de quatre transformations majeures : (1) la diminution progressive de l'élevage ovin, (2) la croissance de l'élevage d'alpagas, (3) le développement spontané mais toutefois encore discret de l'élevage bovin sur le territoire, et enfin, (4) l'introduction timide des cochons d'Inde dans les activités productives des familles.

(1) Dans un premier temps, l'élevage ovin connaît effectivement une réduction graduelle à partir de 1995, sa population perdant près de la moitié de ses effectifs en dix ans (Rosas, 2012). Les marchés internationaux et le développement croissant des laines synthétiques tirent les prix de la laine ovine vers le bas qui, comme le souligne Walter (circulant de notre seconde génération), ne justifient plus les dépenses consenties pour ce type d'élevage : « teníamos que cambiar los ovinos. No era rentabilidad. No se obtenía buena ganancia » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

(2) Dans un deuxième temps, le nombre de producteurs d'alpagas et leur population animale augmentent à Ocongate vers la fin de la décennie 1990, et ce, principalement grâce au soutien

croissant accordé au secteur par divers institutions privées et publiques (telles que l'ONG CCAIJO, le *Corredor Cusco-Puno*, l'ONG *Inti Raymi y Raymisa*, ainsi que le PRONAMACHS). En termes de stratégies, trois focus sont opérés par ces organisations en ce qui concerne le secteur *alpaquero* : l'amélioration génétique des camélidés, l'installation de pâturages cultivés[154] et la création de produits dérivés de laine d'alpagas (artisanat). Ceci explique l'importance croissante du secteur artisanal pour notre seconde génération de circulants, qui se dédie – comme nous l'avons exposé plus haut – à hauteur de 3,70% à l'artisanat comme activité économique principale (alors qu'aucun de nos circulants de première génération ne citait l'artisanat au cours de la période 1970-1988).

A la fin des années 1990, Ocongate foisonne ainsi de projets de développement publics et privés, qui soutiennent la production et l'élevage d'alpagas, participant ce faisant à la transformation des logiques productives du territoire. Néanmoins, à l'époque, cette tendance à la hausse du secteur *alpaquero* occulte un autre phénomène parallèle : l'augmentation du nombre de familles paysannes qui n'élèvent pas ou plus d'alpagas. « Un número considerable de familias habrían optado por otras actividades económicas diferentes a la crianza de alpacas desde 1990 » (Rosas, 2012: 204). En 1997, les travaux d'Almanza soulignent en effet que plus d'un tiers des populations paysannes du district ne possèdent pas d'alpagas, ce chiffre décroissant s'expliquant, d'après Tapia (2008), par les diverses difficultés rencontrées à l'époque par les producteurs *alpaqueros* : instabilité des prix de la laine, circuit de commercialisation inégal et diminution graduelle de la qualité de la fibre[155]. Face à ce contexte défavorable, certaines familles abandonnent le secteur *alpaquero* au cours des années 1990 et optent, comme Rosas (2012) le souligne, pour des activités économiques alternatives, parmi lesquelles l'élevage bovin commence à jouir d'une certaine popularité.

(3) Dans un troisième temps, Ocongate expérimente, à partir de la fin de la décennie 1990, une timide hausse de l'élevage bovin. Celui-ci fait sa timide entrée dans plusieurs communautés paysannes du district, en particulier celles situées dans les zones les plus basses du district (zones *suni*), telles que Ccolcca, Lauramarca, ou encore Rodeana.

Au cours des premières années de la décennie 2000, le nombre de producteurs bovins ne cessera d'augmenter à Ocongate, tout comme la quantité de bétail ; néanmoins, à l'époque, ce type d'élevage reste caractérisé par la race créole, qui ne produit que de faibles rendements. Pedro, circulant de notre seconde génération, qui possède plusieurs vaches créoles au moment de ses premières circulations à Madre de Dios, affirme : « Teníamos más antes vacunos criollos. Pero sacábamos dos litros de leche, así no más. Poco » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Le bétail de race (telle que Brown Swiss ou Holstein) n'est encore en effet que faiblement introduit au sein du district de la fin des années 1990, étant de surcroît concentré aux mains de quelques familles : « El 40.17% de los animales de raza se concentraban en tres propietarios » (Rosas, 2012: 204). Il résulte de cette situation une production laitière très faible au sein du district, et par conséquent, des revenus maigres pour les producteurs, qui préfèrent orienter leur production vers l'autosubsistance et la reproduction familiale :

> « Joven, me fui [a la selva], mis papas se dedicaban a la ganadería, siempre trabajaban con sus animales. Nosotros teníamos ganado criollo no más, chuscos, si criollos no más eran. [...] Leche no vendíamos, la tomábamos, y el queso, quesillo, para comer no más así. Su actividad agropecuaria

[154] *Pastos cultivados*, en espagnol.
[155] « La calidad de la fibra se define en función a su grosor, que se ha incrementado debido a la dispersión de la producción en pequeñas unidades familiares y a la falta de una política nacional de asistencia y mejoramiento genético, entre otros » (Torres, 2007: 304).

> era más para autoconsumo. No vendíamos afuera mucho, porque mi papa decía 'si vas a vender, ¿con qué ustedes van a alimentarse?' » (Entretien avec Camilo, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Ainsi, plusieurs circulants de notre seconde génération se dédient à l'élevage bovin au cours de la période 1989-2004, néanmoins, cette activité n'est pas à l'époque – dû à la race créole – assez rentable pour générer d'importants excédents monétaires. Cette situation favorise leurs circulations amazoniennes, en permettant à leur famille de combler les brèches économiques.

(5) Enfin, et dans un dernier temps, les premières années de la décennie 2000 voient éclore, à Ocongate, les premières initiatives d'élevage de cochons d'Inde à des fins de production familiale et de commercialisation. Alors que le cochon d'Inde a toujours fait partie de la diète alimentaire des populations paysannes andines – considéré comme un mets de choix, il est en effet réservé au menu des jours de fêtes et de commémorations locales –, celui-ci commence à partir de l'année 2000 à susciter une demande depuis les milieux urbains et touristiques de Cusco, et donc, un marché à Ocongate :

> « En el distrito, el mercado del cuy empieza hacia el 2000, empieza un poquito a crecer y quizás con mayor fuerza después del 2005, puede ser a partir del 2005 con fuerza y de hecho es en todo el Perú [...] Al principio, el mercado se desarrolla en Cusco. Siempre hay gente muy despierta para el tema del negocio, entonces salieron restaurantes [qui servent du cochon d'Inde] y veía que se consumía. Ellos empezaron a ir a los distritos rurales a comprar. Información de hace 15 años [2002], a nivel de Cusco, entre la oferta y la demanda, había una brecha, osea la producción interna no llegaba al 50%, osea el 50% entraba de afuera. ¿De dónde? De Arequipa y de Moquegua. Entonces, todos los municipios [de Cusco] han empezado, ONGs, etc. Osea en todo ese transcurso, en Ocongate, son algunas microempresas, algunas familias que empiezan a montar sus negocios » (Entretien avec Aristides Diaz, sous directeur de l'ONG CCAIJO, Andahuaylillas, 2017).

En 2000, le cochon d'Inde commence ainsi à être servi et consommé dans les restaurants de Cusco et des zones touristiques des alentours (vallée sacrée, Tipón, etc.), faisant grimper la demande pour ce produit, ce qui encourage certaines familles d'Ocongate à basculer d'une logique d'autoconsommation à une logique d'élevage, de production et de commercialisation. Camilo, circulant de notre seconde génération et paysan de la communauté de Patapallpa, fait partie d'une de ces familles :

> « La crianza de cuyes ha sido de siempre. Pero una crianza en forma artesanal, en nuestras cocinas. No en cantidades, pues, 20 cuyes así, no mucho, para nuestro consumo. Era muy común y solo se comía en fiestas tradicionales, en el Inti Raymi, en el cumpleaños, en el matrimonio, nada más. Ahora, en todo el departamento, se come muchísimo [el cuy]. Hay restaurantes en Cusco y después en el valle sur que se especializan en cuy y empiezan a demandar mucha, mucha, mucha cantidad de cuy. Entonces, la gente de ciertas comunidades de Ocongate empieza a producir también; pero en ese momento, había pocas familias que controlaban ese mercado » (Entretien avec Camilo, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

L'élevage du *cuy*[156], qui était pour Camillo tout à fait artisanal et seulement consommé lors d'évènements particuliers (fêtes traditionnelles, anniversaires, mariages, etc.), se transforme ainsi rapidement en une entreprise familiale rentable, grâce à la forte demande urbaine et touristique. Néanmoins, au début des années 2000, cette demande n'est que partiellement comblée par une offre qui reste encore très éparse ; à l'époque, seules quelques familles d'Ocongate profitent du boom du cochon d'Inde et arrivent à contrôler le marché, les logiques d'autoconsommation restant prédominantes jusqu'en 2005.

[156] Cochon d'Inde, en français.

Le cochon d'Inde pouvant difficilement survivre à plus de 4000 mètres d'altitude, son élevage et sa commercialisation apparaissent davantage au sein de communautés situées en zone *suni* (3500 et 4000 mètres d'altitude), parmi lesquelles se distinguent à l'époque les dix communautés de : Ccoñamuro, Pinchimuro, Lauramarca, Andamayo, Yanama, Checaspampa, Lahua Lahua, Patapallpa, Palca et Llullucha.

Au vu de ce qu'il vient d'être présenté, le district d'Ocongate est donc – sur le plan productif – traversé par de nombreuses transformations au cours de la période 1989-2004. Nous venons de voir que l'activité ovine et l'élevage de lamas se réduisent drastiquement tout au long de la décennie 1990, alors que l'élevage d'alpagas, de bovins et de cochons d'Inde connaissent de nettes tendances à la hausse dès le début des années 2000. Cet ensemble de données globales, indispensables pour saisir les logiques productives et circulatoires de notre seconde génération, occultent néanmoins de grandes dissemblances entre producteurs et, par extension, entre familles paysannes.

Le district d'Ocongate dans lequel évolue notre seconde génération de circulants est en effet marqué par des différences abyssales en termes de possession de bétail, certaines familles n'ayant la propriété d'aucun bétail, d'autres possédant des troupeaux comptant plus de 200 alpagas ou 100 ovins (Almanza, 1997). Si l'on reprend la décomposition de cet auteur en termes de strates pauvre, moyenne et riche, celui-ci calcule, pour l'année 1992, que « cada familia del estrato rico tiene en propiedad cerca a cuatro veces más vacunos que las familias del estrato pobre. Estas diferencias son mayores en la tenencia de alpacas ; cada familia del estrato rico posee 11,7 veces más alpacas que las familias del estrato pobre » (Almanza, 1997: 48).

Tableau 24. Têtes de bétail par famille paysanne – Ocongate (1992).

Bétail	Strate pauvre	Strate moyenne	Strate riche	Moyenne	Déviation standard
Ovins	10,83	25,16	50,33	24,70	22,8
Alpagas	5,32	17,54	62,43	23,11	23,8
Bovins	0,84	1,91	3,29	1,89	2,3
Lamas	0,10	1,50	8,88	2,64	8,1

Source : Almanza (1997).

Les déviations standard précisées dans la dernière colonne du tableau ci-dessus décrivent avec beaucoup de précision les dissemblances de possession entre familles paysannes. La plus grande hétérogénéité entre producteurs apparaît, comme cet auteur le souligne, dans l'élevage d'alpagas, suivie par l'élevage ovin. En ce qui concerne l'élevage bovin, celui-ci existe très peu dans les familles de la strate pauvre, alors que les familles de la strate riche en possèdent plus de trois unités, ce qui révèlent leur plus grande capacité d'épargne et de réinvestissement.

Globalement, néanmoins, ces statistiques révèlent, à Ocongate, une grande pauvreté en termes de stock de bétail possédé, un facteur qui influence les revenus paysans, et donc, les départs de nombreux circulants de seconde génération : « estas cifras permiten apreciar la escasa cantidad de animales que poseen más de la mitad de las familias campesinas de Ocongate. Esto, sin lugar a dudas, está influyendo directamente en la decisión migratoria de más de un miembro de la familia campesina » (Almanza, 1997: 48). Les revenus tirés des activités pastorales, bien que représentant la rubrique la plus importante du salaire paysan, restent en effet insuffisants pour assurer la reproduction de certaines familles paysannes, tout comme les activités agricoles. « La prédominance du système de production communal/parcellaire explique que la production

agropastorale soit déficiente au sein du district des années 1990 et le niveau de vie de la majorité des populations paysannes se maintienne dans la simple subsistance et la pauvreté » (Sulmont, 1995: 56). C'est cette situation qui, au cours de la période 1989-2004, pousse de nombreux individus de seconde génération – surtout issus des strates pauvre et moyenne de la société paysanne locale – à tenter l'aventure de la circulation minière amazonienne.

2.1.2. « No quiero que mis hijos sean como yo » : des circulants au niveau d'éducation intermédiaire

Au cours de la période 1989-2004, un important processus d'expansion du système éducatif s'observe à Ocongate, jouant un rôle déterminant dans la transformation de la société rurale locale. Nous constatons en effet, à travers les résultats de notre enquête quantitative, que notre seconde génération de circulants présente un taux croissant d'alphabétisation et de scolarisation par rapport à notre première génération, ceux-ci ne comptant que 1,79% d'individus illettrés. Pour le reste, cette seconde génération se compose de la manière suivante : presqu'un cinquième de ses individus ont obtenu le diplôme de secondaire inférieur, un quart sont diplômés du niveau primaire, près de 22% ont atteint le niveau de secondaire inférieur, et enfin, près d'un tiers détiennent un diplôme d'enseignement secondaire. Ces chiffres révèlent, d'une part, une timide baisse de l'analphabétisme rural, et d'autre part, un processus de hausse relative des niveaux éducatifs secondaires (inférieur et supérieur).

Tableau 25. Niveau d'éducation – Générations 1 et 2.

Niveau d'éducation	Effectifs Génération 1	Pourcentage Génération 1	Effectifs Génération 2	Pourcentage Génération 2
Sans éducation	3	6,7%	1	1,79%
Primaire inférieur	23	51,1%	11	19,64%
Primaire supérieur	13	28,9%	14	25%
Secondaire inférieur	5	11,1%	12	21,43%
Secondaire supérieur	1	2,2%	18	32,14%
Total	**45**	**100%**	**56**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Alors que le faible niveau d'instruction (c'est-à-dire sans éducation, primaire inférieur ou supérieur) caractérisait 86,7% de notre première génération, au sein de notre seconde génération de circulants, ces trois premiers niveaux se réduisent de moitié (46,43%), pour 53,57% d'individus présentant un niveau d'éducation secondaire (inférieur ou supérieur). Le nombre d'individus arrêtant leur scolarisation au niveau primaire commence ainsi à baisser au cours de la période 1989-2004, au profit d'une croissance relative des niveaux secondaires inférieur et supérieur.

A l'époque, cette extension de l'éducation primaire et secondaire est fortement corrélée au renforcement du mythe de l'éducation comme moyen d'inclusion et d'ascension sociale, ainsi que comme instrument visant à atteindre le « progrès ». Pour Degregori (2013), face à la modernisation des communautés paysannes, aux migrations internes rurales-urbaines de l'époque et à l'expansion généralisée du système éducatif, un glissement se produit : d'un désir de retour vers un passé andin idéalisé (le mythe de l'Inkarri), les sociétés rurales du Pérou passent à un désir de progrès accompli à travers l'éducation, le commerce ou le travail salarié :

> « El tránsito del mito de Inkarrí al mito del progreso reorienta en 180 grados a las poblaciones andinas, que dejan de mirar hacia el pasado. Ya no esperan más al Inka, son el nuevo Inka en movimiento. El campesinado indígena se lanza, entonces, con una vitalidad insospechada a la conquista del futuro y del 'progreso'. La escuela, el comercio y en algunos bolsones el trabajo asalariado, son los principales instrumentos para esa conquista a la cual la migración a las ciudades le abre nuevos horizontes » (Degregori, 2013: 61).

L'éducation publique est censée doter les individus de cette génération de nouvelles ressources, leur permettant d'évoluer dans les milieux plus « modernes » de leur société, tels que les villes, l'Etat ou les marchés.

C'est dans cette optique qu'au cours de la période 1989-2004, de nombreux parents issus des zones rurales d'Ocongate commencent à donner de plus en plus d'importance à l'éducation de leurs enfants, valorisant le système éducatif en tant que principale voie d'accès au progrès, à l'inclusion et à la mobilité sociale. L'éducation est de plus en plus valorisée culturellement et socialement au sein des zones rurales du district, même si celle-ci peut également être vectrice de nombreuses frustrations pour cette génération, si celle-ci ne s'accompagne pas, comme les travaux de Lorena Izaguirre (2019) le soulignent, d'autres rétributions matérielles et symboliques : un meilleur niveau de vie et de revenus, l'accès à la consommation, l'adoption d'un style de vie plus urbain, et la fin du vécu de discrimination ethno-raciale.

Cela étant, l'expansion de l'éducation à Ocongate se doit également d'être interprétée à partir de l'examen de l'offre éducative en zones rurales, qui augmente fortement à partir de la fin de la décennie 1980. Les divers gouvernements successifs (et particulièrement celui d'Alberto Fujimori) décident en effet d'y mener une politique d'expansion du système éducatif, et ce, au travers de la construction de nombreux locaux scolaires en zones rurales. A l'époque, les communautés paysannes sont celles qui bénéficient le plus de cette politique éducative expansionniste, expérimentant la construction de nouvelles écoles ou un réaménagement d'anciens bâtiments scolaires, ce qui participe à la hausse du niveau éducatif de la génération.

Les petites écoles rurales se multiplient tout au long de la décennie 1990[157], les classes se divisent en fonction de l'âge et le nombre de professeurs augmente timidement. Cependant, ces écoles communautaires ne couvrent généralement que le niveau primaire (jusqu'à la quatrième année), les écoles secondaires ne se concentrant à l'époque que dans les bourgs ruraux les plus importants du district (comme Lauramarca ou T'inki), ainsi que dans la capitale du district. En outre, la qualité de l'enseignement des écoles rurales est encore très mauvaise, et les professeurs n'y donnent cours que 3 jours par semaine.

Outre cette piètre qualité de l'enseignement, des inégalités abyssales de genre existent, à l'époque, dans l'accès à l'éducation. Les tendances éducatives à la hausse que nous venons de présenter pour notre seconde génération de circulants ne sont en effet que le fait du genre masculin, les femmes étant partiellement – voire totalement – écartées du processus d'expansion éducative.

Par ailleurs, l'accès à l'éducation semble également davantage restreint au sein des familles disposant de faibles ressources (foncières, éducatives, hydriques, économiques, etc.), le pari de l'éducation et de la mobilité sociale n'étant dès lors pas généralisable à l'ensemble des individus de cette cohorte. Nous l'avons vu, toutes nos familles de seconde génération ne sont pas égales en termes de dotation de ressources, ce qui peut créer des inégalités dans l'accès à l'éducation.

[157] Des six communautés enquêtées, seule la communauté d'Andamayo de dispose pas d'école communautaire. Les enfants d'Andamayo se rendent à pied à l'école de la communauté voisine : Rodeana.

Mariano, circulant de notre seconde génération, fait partie des effectifs pour qui l'éducation n'a pas – contrairement aux grandes tendances qui ont été présentées en début de section – été valorisée au cours de l'enfance. Celui-ci abandonne l'école en troisième année primaire, imputant sa déscolarisation au faible niveau éducatif de ses parents et aux maigres ressources économiques dont ils disposaient à l'époque :

> « Estaba estudiando pero lo he dejado pues, estudiar. A veces nuestros padres, ese tiempo ellos no tenían mucha educación, como eran analfabetos casi, no te daban orientación, no había apoyo y aparte de eso no tenían mucho recurso también, porque acá no había mucho, no se ganaba, no había casi trabajo » (Entretien avec Mariano, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Au vu des difficultés économiques et éducatives de ses parents, Mariano n'a pas pu poursuivre son cursus scolaire et s'est dès lors tourné, dès l'âge de 16 ans, vers la circulation minière amazonienne.

Wilmer, circulant de la communauté de Patapallpa, évoque des difficultés économiques similaires, couplées à un abandon paternel, qui l'ont obligé à laisser tomber ses études alors qu'il n'était qu'à la fin de ses années primaires : « Yo tengo primaria completa, nada más. Anteriormente no había posibilidades para estudiar. Mi papá me abandonó, mi familia es pobre... ahí nos hemos quedado. He tenido que trabajar. Desde los 12 o 13 años he trabajado, y así he salido adelante » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). La circulation minière représente aujourd'hui pour lui un substitut à l'éducation qu'il n'a pu avoir, lui permettant d' « aller de l'avant », c'est-à-dire d'accéder à une certaine mobilité sociale en-dehors du cadre éducatif.

Pour d'autres circulants de cette génération faiblement ou moyennement dotés en ressources, la mobilité physique peut également, dans une réflexion inverse à celle de Wilmer, rentrer en jeu pour répondre aux expectatives même de mobilité sociale. Nous sommes là dans un schéma de mobilité à des fins éducatives : l'individu circule pour financer sa propre éducation, et donc, sa propre voie vers l'ascension sociale. C'est le cas de Walter qui nous explique :

> « Es que yo no tenía mi padre, pero quería estudiar y no había mucha plata. Por ahí me he ido a la selva. A conseguir entonces. Pensaba en estudiar. Pero por ahí mi pensamiento se ha cambiado, no en estudio, más plata estoy invirtiendo así y como he visto plata en Puerto… Entonces voy a trabajar, entonces algo voy a comprar diciendo. Ya no pensaba en estudio [...] Al final, no he estudiado (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Issu d'une famille nombreuse de la strate pauvre, Walter a ainsi commencé à circuler afin de pouvoir financer ses études. Néanmoins, une fois en Amazonie, celui-ci découvre une « autre voie » d'ascension sociale (l'activité minière), et décide alors d'opter pour cet autre mécanisme d'ascension. La mobilité minière peut donc également apparaître, pour certains individus de cette génération, comme un moyen alternatif (à l'éducation) servant à atteindre la mobilité sociale.

Ainsi, au cours de la période 1989-2004, l'éducation, la mobilité physique et la mobilité sociale entretiennent d'étroites relations. Pour certaines familles paysannes (moins nanties), mobilité physique et mobilité sociale apparaissent comme deux phénomènes imbriqués, représentant les deux faces d'une même pièce. Pour d'autres familles – mieux dotées en ressources –, l'éducation prend une importance sans précédent dans les stratégies d'ascension sociale, leur permettant d'évoluer en-dehors de leur lieu de vie (dans la ville par exemple) et de « sortir de la condition paysanne », tout en générant le discours désormais dominant des parents : « yo no quiero que mi

hijo sea campesino, no quiero que sea pobre »[158]. Dans l'esprit de nombreux parents ruraux du district, le secteur agraire paysan reste en effet, jusqu'alors, associé à la pauvreté et à la marginalité, deux phénomènes dont ceux-ci tentent de se distancier à travers l'éducation et la formation.

2.1.3. Des individus bilingues marginalisés

« Ahora ya hablamos ya un poquito español, más antes, nadie hablaba. Puro quechua era antes » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). En effet, enfant, la génération de Rodolfo est élevée dans la langue quechua, puisque celle-ci est la langue prédominante de leurs parents : « Antes, nuestros padres solo hablaban en quechua porque ellos no fueron a la escuela. No tenían, no existía la escuela » (entretien avec un paysan de la communauté de Upis ; cité par Hernández Asensio, 2016: 156). Le quechua représente ainsi la langue maternelle de notre seconde génération de circulants, à laquelle vient progressivement s'ajouter l'espagnol, grâce au contact croissant de cette génération avec les milieux scolaires.

Pour Hernández Asensio (2016), c'est grâce à l'extension de l'éducation primaire et secondaire que, dans le district, presque toutes les populations rurales de moins de quarante ans parlent aujourd'hui espagnol de manière fluide. L'école leur a permis une certaine maîtrise de cette langue, néanmoins, ceci ne veut pas dire un bilinguisme intégral. Les individus composant cette génération considèrent qu'aujourd'hui, ils parlent quechua et espagnol, « pero más hablamos quechua y un poco castellano [...] con nuestras esposas hablamos en quechua y con nuestros hijos a veces castellano » (entretien avec un paysan de la communauté de Upis ; cité par Hernández Asensio, 2016: 156). Le quechua reste pour eux la langue destinée aux « conversations importantes, pour les moments clé qui peuvent définir une vie, pour séduire le ou la conjoint(e), pour réprimander les enfants quand ils se comportent mal. C'est la langue utilisée pour transmettre une information à haut contenu émotionnel » (Hernández Asensio, 2016: 155). A l'inverse, l'espagnol représente la langue des affaires, celle qui est mobilisée pour les transactions commerciales et les contacts avec les acteurs extérieurs, mais cette langue reste pour eux porteuse de préjudice, de discrimination et d'un profond sentiment d'infériorité.

Hernández Asensio (2016) a tenté, lors d'un focus group réalisé dans la communauté paysanne de Upis (Ocongate), de comprendre ces phénomènes :

> « 'A veces', explica uno de los más jóvenes, 'tenemos miedo de hablar en castellano, porque no hablamos bien'. Esta afirmación genera cierta incomodidad en la sala. Rápidamente, otro de los invitados precisa que eso se daba 'sobre todo antes', y entre las mujeres 'que no iban a la escuela' [...] El temor a usar incorrectamente el castellano es un tema recurrente en casi todas las conversaciones. Se trata de un sentimiento profundamente inscrito en los discursos colectivos [...] Casi todos los entrevistados señalan haber sufrido experiencias de discriminación vinculadas al uso incorrecto del idioma » (Hernández Asensio, 2016: 156-157).

Cette seconde génération de circulants souffre en effet d'interférence linguistique, intercalant des mots en quechua lorsqu'ils parlent espagnol, ou confondant les voyelles « i » et « e »[159], ce qui leur cause préjudice dans leur communication avec l'extérieur, tout en participant à l'éclosion

[158] Cette phrase a été prononcée à maintes reprises par nos circulants de deuxième et de troisième génération, et plus généralement, par toutes les familles (sans exception) auprès desquelles nous avons réalisé notre travail de terrain.
[159] « Ellos han vivido el prejuicio de cuando van a la ciudad, él que no hayan podido aprender bien el castellano, les genera interferencia lingüística se llama, ósea meten palabras en quechua o no llegan a pronunciar las vocales completamente, las 5 vocales que tenemos nosotros, entonces dicen e por i, i por e, entonces han generado tensiones sociales » (Entretien avec Eddy Fernández, prêtre et directeur des écoles de l'association *Fe y Alegría* de la province de Quispicanchis, Andahuaylillas, 2017).

d'un sentiment d'infériorité culturelle. Pour cette génération paysanne, ce manque de maîtrise de l'espagnol la place d'emblée dans une position inférieure et désavantageuse, subordonnée à celle d'autres acteurs sociaux tels que les habitants métis des bourgs ou les *wiracochas*, qui sont, eux, incarnés par des individus plus « blancs », *profesionales* d'origine citadine, jouissant d'une différenciation hiérarchique et raciale encore plus prononcée que celle des métis (et donc, étant encore plus distants des populations paysannes sur le plan culturel) (Rosas, 2015).

Au sein de ces échelles sociales hiérarchiques, il est également nécessaire de préciser que les femmes de cette génération souffrent d'un préjudice encore plus important que leurs homologues masculins ; n'ayant pas eu autant accès au système d'enseignement formel, celles-ci ne s'expriment généralement pas (ou très peu) en espagnol, le quechua étant la seule langue qu'elles maîtrisent.

Dans ces conditions (faible maîtrise de l'espagnol, marginalisation culturelle, préjudices, sentiment d'infériorité, etc.), les femmes et les hommes de cette génération ont beaucoup de mal à se mettre en relation et communiquer avec les milieux extérieurs à caractère plus urbain (Etat, Police, ONG, marchés, etc.). Ceux-ci n'ont dès lors d'autres choix que de recourir à des intermédiaires, qui connaissent les codes et savent évoluer dans ce type de milieu, pour que ceux-ci parlent en leur nom. Ces intermédiaires peuvent être des *mistis*, des professeurs, des curés, des *wiracochas*, etc., soit toute personne davantage connectée au monde urbain, qui puisse les aider à entrer en contact avec les institutions extérieures. Par exemple, ces personnages (souvent de confiance) sont sollicités par les populations paysannes lorsque celles-ci doivent se présenter devant l'autorité politique, policière ou judiciaire, doivent résoudre des conflits entre paysans, ou encore, veulent accéder aux services publics :

> « Nos ayudan a hablar así, porque mayormente los campesinos no estamos al tanto de hablar así, entonces ya ellos [intermediarios] al hablar así no están ayudando » (Entretien avec Nicanor, paysan de la communauté de Ccoñamuro, Ocongate; cité par Sulmont, 1995: 86).

Nouer des relations interpersonnelles étroites avec les habitants métis des bourgs ou avec certains « blancs » des agglomérations représente une stratégie paysanne très répandue à Ocongate, celle-ci visant à accroître les capitaux sociaux des familles rurales et leurs liens avec la société urbaine ; des parentés symboliques (*padrinazgo*/*compadrazgo*[160]) sont en ce sens créées entre populations paysannes et acteurs à caractère urbain, les figures du *compadre/comadre/padrino/madrina*[161] étant très répandues dans la culture andine locale :

> « The *padrinos* of a child are expected to serve as an extra set of parents and thus an important part of their social network providing advice and support. For this reason, [rural] people tend to appoint *padrinos* for their children who are somehow considered as having social prestige, for instance with a good income or job » (Ødegaard, 2010: 106).

Pour accéder aux instances supérieures, les familles paysannes choisissent ainsi de tisser des relations de *padrinazgo*/*compradrazgo* avec des familles ou individus qu'ils considèrent comme appartenant à une strate sociale supérieure à la leur et/ou qui jouissent d'un certain prestige social, de par leur origine, leurs revenus ou encore leur travail. Initialement, ces intermédiaires sont choisis parmi les *vecinos del pueblo* métis, détenteurs traditionnels du pouvoir politique et économique à Ocongate (et ce, depuis la fin du régime des *haciendas*), dont les relations tissées avec les populations paysannes restent (paradoxalement) truffées – comme au temps de notre

[160] Parrainage/compérage, en français.
[161] Commère, compère, parrain, marraine, en français.

première génération – de mépris socio-culturel, de tromperies commerciales[162], de paternalisme et de clientélisme (Rosas, 2015 ; Sulmont, 1995). Jusque-là, les *mistis* s'étaient en effet érigé et constitué en l'unique élite socio-politique du district, néanmoins, à partir du début des années 1990 et sous l'impulsion de facteurs conjugués (tels que le processus de modernisation nationale, l'industrialisation, l'urbanisation, l'amplification des relations de marché, l'extension de l'éducation, et les migrations croissantes), de nouveaux acteurs sociaux apparaissent à Ocongate, commençant à jouer eux aussi le rôle d'intermédiaires, tout en transformant la structure sociale et les relations de pouvoir locales.

Tout au long des années 1990, le système de domination métisse traditionnel s'effrite en effet et la stratification sociale originelle du district en catégories (paysans/métis/blancs) commence à être questionnée par l'arrivée de ces nouveaux « acteurs sociaux » (Rosas, 2015). Jouant un rôle intermédiaire de plus en plus prégnant entre les groupes paysans et les institutions (étatiques, judiciaires, policières, etc.), ceux-ci sont de différente origine et nature. Il peut s'agir de jeunes issus de la paysannerie, qui ont migré et/ou travaillé en ville, sont passés par le service militaire ou ont acquis un haut niveau d'éducation, et qui, à leur retour à Ocongate, deviennent professeurs, chauffeurs de camions ou petits commerçants (*rescatistas*) ; de professeurs originaires des milieux urbains ; d'employés d'ONG ; ou encore de personnes d'Eglise, qui présentent tous un discours plus égalitaire et une attitude non discriminante envers les populations rurales (mais néanmoins parfois imprégné de paternalisme).

Ainsi, au cours de la période 1989-2004, d'importantes transformations se donnent à voir dans la structure sociale du district d'Ocongate. Nous avons vu que notre seconde génération de circulants accèdent – grâce à l'extension de l'éducation – à l'apprentissage de l'espagnol, bien que cette langue reste pour eux porteuse de discrimination et de préjudice (tout en n'étant, en outre, majoritairement pas à la portée des femmes). Cette situation désavantageuse les oblige à faire appel à des intermédiaires pour communiquer et entrer en relation avec les acteurs extérieurs (pouvoir judiciaire, policier, marchés, etc.), intermédiaires qui sont tout d'abord incarnés par les *mistis* traditionnels, auquel de nouveaux acteurs viennent néanmoins s'ajouter dès le début des années 1990. A cette époque, le processus de modernisation national a en effet dynamisé la structure sociale rurale, venant questionner le système de domination traditionnel – le monopole du groupe métis traditionnel sur les leviers du pouvoir n'est plus –, tout en permettant à de nouveaux groupes sociaux d'occuper des positions intermédiaires et aux secteurs paysans d'avoir accès aux institutions extérieures dans des rapports de force plus égalitaires et moins discriminants, bien que chargés de paternalisme.

2.1.4. L'adolescence et la jeunesse : les âges de la mobilité minière

Après avoir caractérisé nos circulants de seconde génération sur les plans économique, éducatif et linguistique, penchons-nous désormais sur leurs attributs sociodémographiques, en opérant – dans cette section – un focus sur l'âge. Intrinsèquement liée au cycle de vie, la variable âge est en effet, selon Piguet (2013), éminemment importante à prendre en compte dans l'analyse de la

[162] Les abus sur les prix d'achat des produits agropastoraux et les ventes « *al ojo* » décrites dans le chapitre précédent sont toujours d'actualité au temps de notre seconde génération : « [Existen] abusos que cometen los comerciantes con los campesinos : engaños en los precios y en el peso de los productos que compran [...] Los comerciantes engañan a los campesinos utilizando romanas adulteradas, maximizando por esos medios ilegales las ganancias en la transacción comercial » (Sulmont, 1995 : 60 et 103).

mobilité car « suivant l'étape [de vie] dans laquelle l'acteur se trouve, celui-ci aura plus ou moins de propension à migrer » (Piguet, 2013: 143).

En ce qui concerne notre seconde génération de circulants, les résultats de notre enquête quantitative révèlent tout d'abord que 92,86% d'entre eux effectuent un premier voyage vers les zones minières d'Amazonie lorsque ceux-ci ont entre 12 et 25 ans, l'âge médian à la première circulation étant de 17 ans.

Tableau 26. Age à la première circulation – Génération 2.

Age à la première circulation	Effectifs	Pourcentage
12-18 ans	38	67,86%
19-25 ans	14	25,00%
26-32 ans	2	3,56%
33-39 ans	1	1,79%
40-46 ans	1	1,79%
Total	**56**	**100 %**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Pour la plupart, la première expérience minière remonte donc, à l'instar de notre première génération, aux âges adolescent (67,86%) ou jeune adulte (25%), à l'exception de quelques individus (7,14%) qui réalisent leur premier voyage après 25 ans.

Wilmer, par exemple, part pour la première fois travailler à Madre de Dios lorsqu'il n'a que 13 ans : « A los 13 años fui por primera vez a Puerto, casi un año seguido estuve en Mazuko, en los alrededores trabajábamos [...] Yo no tenía padre. Por eso [me fui], mi padre me ha dejado, 10 añitos, entonces ya como no tenía padre, mi mamá no más existía, me he ido [...] Ahora tengo 44 años. Hace más o menos 30 años que voy cada año a la selva » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Depuis plus de trente ans, Wilmer effectue ainsi des allers-retours constants entre Ocongate et Madre de Dios, ses circulations minières s'étant enclenchées à la mort de son père.

Pour Rodolfo, la première circulation est effectuée à 16 ans, lorsque celui-ci est encore scolarisé, tout comme Máximo qui explique : « He ido de los 15 años a los 20. Generalmente, me quedaba 3 meses por allí no más, y después regresaba para descansar. No permanentemente. Me iban durante las vacaciones más que todo » (Entretien avec Máximo, paysan de la communauté de Rodeana, Ocongate, 2017). Máximo et Rodolfo profitent ainsi des vacances scolaires pour se rendre en Amazonie, où ils restent travailler environ trois mois sur l'année.

A l'époque, les zones minières sont ainsi encore caractérisées (comme au temps de notre première génération) par le travail infantile, qui – d'après les travaux de Pachas (2011) – peut se voir favorisé dans les lieux d'origine, d'une part, par des facteurs intrafamiliaux (tels que les conflits existant à l'intérieur des foyers, l'alcoolisme parental, l'instabilité et la violence familiale, ou encore l'abandon parental) ; et d'autre part, par des facteurs propres à la culture andine :

> « Ante la inestabilidad familiar y el clima violento el niño se ve obligado a trabajar. También, al momento que un padre abandona a su familia, la madre y el niño deben asumir el sustento del hogar y como es lógico, el niño pasa a tener mayores responsabilidades en lo concerniente al trabajo [...] Otro factor sumamente importante para la reproducción del trabajo infantil es de índole cultural : en el mundo andino, los adultos ven con normalidad que los niños realicen estas labores [agrícolas y

> mineras], no lo consideran dañino e incluso se tiene de ello una buena opinión. Se considera que el trabajo sirve como parte de la formación del niño y lo aleja de actividades que son consideradas como inútiles, como por ejemplo las actividades lúdicas. Hay una noción positiva al trabajo infantil, ligada a la tradición del trabajo que corresponde al mundo andino. Piazza (2001) confirma que 'el tiempo libre del niño debe ser usado en tareas productivas' » (Pachas, 2011: 252).

Ce que Pachas (2011) dépeint dans cet extrait trouve particulièrement écho dans les zones rurales d'Ocongate, où les enfants prennent en effet significativement part aux travaux agropastoraux des familles paysannes, tout en participant, à travers leurs diverses circulations de travail, aux rentrées monétaires du foyer. La mobilité adolescente est en ce sens valorisée, voire encouragée par les parents : « Mis padres me dejaban ir [a la selva] normal, porque sabían que iba a apoyarlos después » (Entretien avec Máximo, paysan de la communauté de Rodeana, Ocongate, 2016). C'est aussi le cas pour Walter qui, issu d'une famille de la strate pauvre, est encouragé à circuler, dès l'âge de 14 ans, vers l'Amazonie: « Primera vez, yo tenía 14 años. La primera vez he ido a Huepetuhe, casi no me ha gustado el trabajo mucho. Es que muy pesado era, y era muy joven, me faltaba fuerza creo para mí. Necesitaba fuerza para trabajar más » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Pour les plus jeunes, le travail minier reste en effet très pesant, car ceux-ci n'ont pas la force suffisante pour mener à bien leurs tâches ; nonobstant, la circulation infantile (11-18 ans) continue de caractériser 19,40% de notre échantillon de seconde génération, ce qui signifie que près d'une circulation sur cinq est réalisée par un adolescent entre 11 et 18 ans, une statistique proche des 22,17% identifiés au sein de notre première génération.

Tableau 27. Nombre de circulations totales effectuées, par tranche d'âge[163] (Générations 1 et 2).

Age au moment de la circulation	Nombre total de circulations effectuées Génération 1	Pourcentage Génération 1	Nombre total de circulations effectuées Génération 2	Pourcentage Génération 2
11 à 18 ans	100	22,17%	90	19,40%
19 à 26 ans	176	39,02%	213	45,91%
27 à 34 ans	94	20,84%	109	23,49%
35 à 42 ans	59	13,08%	46	9,91%
43-50 ans	21	4,66%	6	1,29%
> 50 ans	1	0,22%	0	0%
Total	**451**	**100%**	**464[164]**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

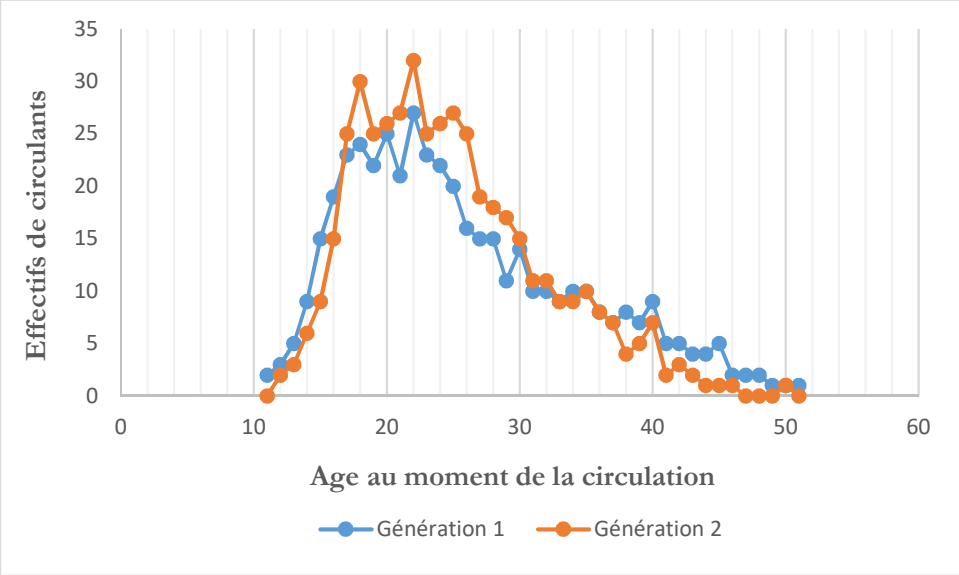
A la lecture de ce tableau, nous constatons également que la tranche d'âge 19-26 ans présente la propension à circuler la plus élevée. Près d'une circulation sur deux (45,91%) est effectuée entre ces âges, alors que 23,49% d'entre elles sont effectuées un peu plus tard, entre 27 et 34 ans. A partir de 35 ans, la circulation minière commence à baisser, conformément à la perte de force et de vitalité corporelles du travailleur, indispensables dans le travail minier. Tout comme nos patrons miniers des années 1970-1988, les micro-entrepreneurs miniers de la période 1989-2004 continuent à privilégier l'embauche de jeunes. Eusebio – patron minier de seconde génération – nous relate à ce propos : « cuando empecé a trabajar para mí en 1990, empleaba a jóvenes, de 18 hasta 25 o 30 años [...] De 20 para arriba, trabajan bien » (Entretien avec Eusebio, originaire

[163] Pour réaliser ce tableau, nous avons comptabilisé, pour chaque circulant de cette génération, le nombre de voyages réalisés ainsi que l'âge atteint au terme de chacun de ces déplacements.
[164] Les individus 3 et 52 ont été écartés pour les analyses d'âge car ceux-ci présentaient de nombreuses non-réponses dues à des pertes de mémoire concernant les âges et les années de leurs circulations amazoniennes.

d'Arequipa, réalisé dans son campement minier, zone minière de Diamante, Madre de Dios, 2017).

Conformément à ces tendances, la propension à circuler s'accroît donc pour cette génération entre 12 et 22 ans (les âges les plus propices à la mobilité étant 18 à 22 ans), pour commencer à diminuer progressivement à partir de 23 ans, et avec encore plus de force après 25 ans. Pour cette génération, l'âge moyen de circulation est en ce sens de 24 and et 9 mois, une variable qui ne la différencie que peu de notre première génération (pour qui l'âge moyen était de 25 ans et 9 mois).

Figure 21. Age au moment de la circulation minière – Générations 1 et 2.



Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Nous pouvons donc dire que la circulation débute majoritairement, pour cette génération, à l'âge adolescent (12-18 ans), et concerne surtout les effectifs jeunes, jusqu'à 25 ans.

2.1.5. Le célibat adolescent et la constitution du foyer : des étapes propices à la circulation

Outre la préférence des patrons miniers pour une main d'œuvre jeune, il est également important de considérer les comportements circulatoires de notre seconde génération à la lumière de la notion de cycle de vie, qui – comme nous l'avons vu dans notre cadre théorique – peut être comprise, à l'instar de Baccaini (1994) comme « la succession des évènements d'ordre familial ou professionnel qui segmentent la vie de l'individu en étapes distinctes » (p. 64). Démographiquement, l'enfance, la jeunesse, la constitution du ménage, la naissance des enfants, la retraite et la vieillesse sont autant d'étapes franchies par l'individu au cours de sa vie (constituant dès lors son cycle vital), qui ont de grandes implications sur ses décisions circulatoires.

Nous venons de voir que l'adolescence (11-18 ans) et la jeunesse (19 à 26 ans) sont les étapes « vitales » qui rassemblent la plus haute circulation, les déplacements tendant à baisser avec l'âge. Nous avons avancé la préférence des micro-entrepreneurs miniers pour les jeunes, néanmoins, d'autres variables telles que le célibat adolescent, l'entrée en ménage et la naissance des enfants

jouent également pour beaucoup dans les stratégies mobilitaires amazoniennes de notre seconde génération.

Comme pour notre première génération, nous n'avons pu, sur base de notre enquête quantitative, déterminer quelle était la situation familiale de nos circulants de seconde génération, à l'époque où ceux-ci entreprenaient leurs voyages amazoniens. Néanmoins, nous tenterons, dans cette section, d'appréhender la question (statut matrimonial et composition familiale) au travers du contenu de nos entretiens semi-directifs à Ocongate, couplés aux travaux d'Almanza (1997).

Pour ce faire, penchons-nous sur les débuts circulatoires de Pedro et de Camilo, présidents respectifs actuels des communautés paysannes d'Andamayo et de Patapallpa, qui incarnent deux trajectoires circulatoires type liées au cycle de vie, tout en nous renseignant sur les caractéristiques matrimoniales et familiales propres des circulants de leur génération.

Pedro incarne tout d'abord la trajectoire type d'une circulation d' « adolescent » (11-18 ans), qui se poursuit à l'âge de jeune adulte. Celui-ci commence à travailler en Amazonie en 1989, lorsqu'il n'a que 16 ans. A l'époque, celui-ci est célibataire et sans enfants, vivant avec ses quatre frères et sœurs, ainsi que sa maman. Son père vient de mourir ; Pedro a donc la responsabilité de contribuer aux revenus familiaux. A 16 ans, il arrête l'école et part à Madre de Dios : « Joven, me quedaba por un año así. Seguiditos, sin salir, siempre me quedaba. En diciembre iba, al otro diciembre todavía regresaba [...] un año siempre quedaba, permanente » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Ainsi, les premières circulations de Pedro sont marquées par des voyages amazoniens d'un an, se clôturant par un retour systématique à Ocongate. Lors de ces périodes de retour, celui-ci fait la connaissance de sa femme actuelle, originaire de la communauté *mistis* de T'inki, avec qui il se mariera et aura deux enfants. Ce nouveau statut (d'homme marié et père de famille) ne stoppera pas pour autant ses mouvements circulatoires vers l'Amazonie, puisque ceux-ci perdurent jusqu'en 2007 (à savoir jusque ses 34 ans). De ses 16 ans à ses 34 ans, Pedro circule donc à Madre de Dios pour compléter les revenus familiaux, ce qui correspond non seulement à des circulations « adolescentes » (11-18 ans), mais également de « jeunesse » (19-33 ans). En termes de composition familiale et statut matrimonial, cela signifie donc que sa situation se transforme au cours de son cycle vital et circulatoire, évoluant d'adolescent célibataire, à chef de famille, homme marié et père de deux enfants.

Au sein de notre seconde génération de circulants, la trajectoire de Pedro n'est pas isolée. Deux tiers des circulants que nous avons interviewés au sein sa génération suivent les mêmes tendances familiales, leur statut passant – à l'époque où ceux-ci effectuent leurs circulations à Madre de Dios – d'adolescent célibataire à charge, à jeune marié, chef de famille et père d'un ou plusieurs enfants.

Le tiers restant correspond à des circulations que l'on pourrait qualifier de « stricte jeunesse » (19-26 ans), celles-ci s'observant lorsque le circulant est sur le point de se marier, se mettre en ménage ou avoir des enfants. Pour comprendre la situation de cette seconde catégorie d'individus, penchons-nous sur la trajectoire de Camilo, qui représente l'archétype de ces logiques circulatoires liées au cycle de « jeunesse ».

Né en 1968, Camilo a 49 ans au moment où nous l'interviewons et est père de trois enfants. Contrairement à d'autres individus de sa génération, Camilo ne se rend pas à Madre de Dios au cours de son adolescence. Il ne débute ses circulations amazoniennes qu'à la naissance de son premier fils, étant alors à l'époque déjà marié, et en ménage avec sa femme. C'est effectivement,

selon lui, la naissance de son premier fils en 1990 qui déclenche sa circulation migratoire : « quería construir una casa para mi familia y ahorrar para la educación… para los estudios de mi hijo » (Entretien avec Camilo, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). La construction d'une maison pour sa famille, ainsi que les dépenses futures d'éducation de son enfant le poussent à entreprendre, dès l'âge de 22 ans, sa première circulation. En ce sens, ses débuts circulatoires ne sont pas liés à la situation familiale qu'il présente adolescent (célibataire et sans enfant), mais doivent plutôt être analysées à la lumière de son cycle de « jeunesse » (22 à 27 ans), qui se caractérise par un statut d'homme marié et père de famille.

Ainsi, les deux statuts matrimoniaux et familiaux les plus répandus que nous avons pu identifier au sein de notre échantillon qualitatif de seconde génération, sont d'une part, les célibataires sans enfant (encore à charge de leurs parents), et d'autre part, les individus mariés, chefs de famille et pères d'un ou plusieurs enfants. Ces observations correspondent à ce qu'Almanza (1997) avait lui-même observé dans les zones rurales d'Ocongate en 1997, soulignant que 54% des circulants de son échantillon étaient des fils de famille célibataires, et 46% étaient des pères et des chefs de famille, mariés ou concubins.

Complétant ce tableau, cet auteur nous renseigne également sur la taille et la composition des ménages paysans de l'époque. Ceux-ci se composent dans les zones rurales d'en moyenne 5,57 membres, oscillant entre deux et 13 membres, incluant les parents, les enfants, les grands-parents et d'autres proches.

Ainsi, et pour conclure cette section, différents traits distinctifs peuvent être épinglés en ce qui concerne le profil de notre seconde génération de circulants. Principalement occupés dans l'agriculture et l'élevage (79,64%), ceux-ci impulsent – dès la fin des années 1990 – un processus de transition productive à Ocongate, abandonnant progressivement l'élevage d'ovins et de lamas, au profit de l'élevage croissant d'alpagas, de bovins et/ou de cochons d'Inde. Une timide diversification productive s'observe en ce sens au temps de notre seconde génération, qui donnera progressivement naissance à des mécanismes croissants de différenciation socio-économique entre communautés, voire même, entre familles paysannes. Sur le plan éducatif, le niveau de cette seconde génération de circulants s'élève par rapport à notre génération antérieure, le mythe de l'éducation comme voie d'ascension sociale étant à l'époque très prégnant dans le discours des parents. Linguistiquement, ceux-ci maîtrisent désormais les deux langues (espagnol et quechua), néanmoins, comme la première est chargée de fortes discriminations, celle-ci n'est que faiblement mobilisée dans les zones rurales du district d'Ocongate d'alors, le quechua restant privilégié dans les relations communautaires et intrafamiliales. En termes d'âge, l'adolescence (11-18 ans) et la jeunesse (19-25 ans) sont les tranches d'âge de prédilection pour nos circulations de seconde génération, ceux-ci présentant deux profils matrimoniaux et familiaux distincts : célibataires sans enfant, et jeunes hommes mariés (ou concubins), pères d'un ou plusieurs enfants.

Ces attributs micro-individuels, couplés à d'autres facteurs « adverses » identifiés (tels que la faiblesse des extensions foncières ou l'inégale répartition des capitaux productifs), sous-tendent les décisions circulatoires paysannes de la période 1989-2004, qui s'avèrent correspondre – lorsqu'on les compare à nos circulations de première génération – à des conditions d'accès, d'incorporation et de travail différenciées en Amazonie. Jusque-là, nous avons vu que facteurs macro-structurels et micro-individuels s'entrelaçaient pour façonner les mouvements migratoires paysans, mais pas seulement. A ceux-ci viennent s'ajouter des éléments « méso » (Fitzgerald, 2015), liés aux réseaux interpersonnels et au capital social. La section suivante aborde en ce sens

les pratiques d'incorporation des travailleurs mobiles andins au sein du monde minier amazonien, et ce, à l'aune de la théorie des réseaux (Boyd, 1989 ; Massey, 1990).

2.2. Conditions d'accès aux campements miniers : du recrutement au voyage

Commençons par distinguer cette génération de la première sur le plan du recrutement et du voyage. Quelles sont les modalités d'accès et d'insertion au sein des campements miniers de la période 1989-2004 ? Quelles sont à l'époque les diverses stratégies déployées en termes de recrutement minier et de promesses formulées ? Quel type de relations contractuelles observe-t-on entre circulants et patrons miniers ? Quelles sont les conditions du voyage et les routes empruntées ? Voici les quatre questionnements principaux adressés dans cette section.

2.2.1. Réseau social ou aventure en solitaire : des modalités d'accès différenciées

Au cours de la période 1989-2004, deux transformations majeures s'opèrent en ce qui concerne les stratégies de recrutement mobilisées par les micro-entrepreneurs miniers pour assurer l'arrivée continue et la rotation de main d'œuvre au sein de leurs campements. D'une part, la pratique de l'*enganche* tend à disparaître ; depuis Ocongate, de moins en moins de travailleurs mobiles sont captés et enrôlés par l'intermédiaire de particuliers ou d'agences de recrutement. D'autre part, le recrutement semble de plus en plus assuré par les réseaux de parenté, d'amitié et de compérage symbolique[165].

Tableau 28. Modalités d'accès aux campements miniers – Génération 2.

Modalités d'accès	Effectifs	Pourcentage
Liens de parenté, d'amitié et de compérage	33	58,93%
En solitaire	23	41,07%
Enganche	0	0%
Total	**56**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Notre enquête quantitative révèle en effet que plus de la moitié de nos circulants de seconde génération (58,93%) ont été enrôlés au travers de liens familiaux, amicaux et de compérage, alors qu'aucun d'entre eux n'a été recruté par des intermédiaires inconnus *(enganchadores)*. Les patrons miniers de l'époque préfèrent en effet mobiliser leurs réseaux de confiance pour trouver la main-d'œuvre dont ils ont besoin, faisant dès lors davantage appel aux membres de leur famille ou de leur parenté, à des amis ou des connaissances, ou encore, à des *paisanos* de leur région d'origine ou des alentours.

C'est le cas de Constantino, micro-entrepreneur minier, qui ne fait appel qu'à des travailleurs qu'il connaît personnellement (famille, connaissances ou amis), ou encore, à des travailleurs connus de ses ouvriers et pour lesquels ceux-ci peuvent se porter garants :

> « Todos mis trabajadores son paisanos. Siempre hay familiares, o amigos que quieren trabajar [...] Preferimos trabajar con conocidos, no ponemos muchos avisos [de trabajo] nosotros. En el aviso hay gente de mal vivir que están andando. Nosotros, entre conocidos trabajamos, así de los vecinos

[165] *Padrinazgo/compadrazgo*, dont nous avons étudié les ressorts précédemment.

así... También hay personas que vienen de afuera. Entonces a ellos le damos chamba y ellos se conocen bien entre trabajadores, entre amigos. Se conocen y le preguntamos: ¿este puede trabajar bien o no? Entonces de esa manera le conocemos. Y ellos [trabajadores] también confían porque nosotros somos paisanos. Acá vienen con mayor seguridad, con más confianza. Como una familia trabajamos acá. Ellos se confían con nosotros » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

Constantino recrute ainsi sa main-d'œuvre en recourant à son propre réseau de connaissances (parents, amis, *paisanos*), mais également à celui de ses travailleurs, qui agissent alors comme recruteurs au sein de leur propre famille, communauté, région d'origine, etc. Selon lui, cette stratégie est non seulement bénéfique au patron (car cela lui permet de n'engager que des travailleurs compétents et recommandables), mais également au travailleur, car celui-ci peut travailler dans un environnement de confiance, plus « familial ». Wilmer, circulant de seconde génération, affirme en effet partir sur recommandation d'un parent ou d'une connaissance, car il y a davantage de confiance dans les relations de travail : « La primera vez con mi primo he ido. Tenía familia allí mi primo, él conocía todo ya, entonces me enseñaba pues. Con confianza estaba » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). La première expérience circulatoire de Wilmer est en ce sens encouragée par un cousin, qui détient de la parenté impliquée dans l'activité minière. Celui-ci convainc Wilmer de partir travailler avec lui dans leur campement, ce qui signifie pour ce dernier l'assurance d'un bon apprentissage et écolage, tout comme une présence rassurante et de confiance à ses côtés.

En ce sens, au cours de la période 1989-2004, les réseaux sociaux de parenté, d'amitié, de compérage ou de voisinage facilitent de nombreux départs vers l'Amazonie ainsi que le recrutement au sein des campements. Pour les 58,93% de notre seconde génération de circulants qui font appel à ces réseaux, la mobilité amazonienne est dès lors « rarement un départ 'à l'aventure'. Presque toujours la famille ou les amis ont déjà des représentants dans une zone d'accueil et l'on enverra le candidat de préférence là où il y a une possibilité d'accueil, une 'tête de pont'. Dans l'amortissement des coûts liés à des migrations, les réseaux vont donc jouer un rôle clé, en l'absence quasi générale de structures institutionnelles. L'hébergement à l'arrivée, la recherche d'un emploi sont des domaines où les solidarités sont les plus sollicitées » (Locoh, 1991: 280-281).

Par contraste, certains circulants de cette génération préfèrent réaliser le voyage en solitaire (ceux-ci représentent 41,07% du total selon les chiffres produits par notre enquête – cfr. tableau 28), partant dans une logique complète d'aventure, espérant en arrivant trouver un emploi par d'autres moyens que leur réseau social.

Máximo fait partie de cette seconde catégorie. Aventurier, celui-ci part à l'époque sans aucun plan prédéfini, contact, ni filet de sécurité. Celui-ci commence seulement à chercher un emploi lorsqu'il arrive à destination, ayant recours à la radio et aux offres d'emploi placardées par les micro-entrepreneurs miniers dans tous les endroits stratégiques des petits villes minières telles que Huepetuhe, Laberinto ou Mazuko. « Hablo por radio, comunicación. Y cuando voy a Mazuko, también hay letreros que te dicen que hay trabajo en tal lugar, en tal lugar. Y de allí, buscas » (Entretien avec Máximo, paysan de la communauté de Rodeana, Ocongate, 2016). C'est aussi de cette façon que Lucio procède, car celui-ci considère qu'arriver seul est plus avantageux : « yo voy solo no más. Es que cuando vas solo rapidito te consigues trabajo. Cuando vas así varias, entonces casi no hay trabajo para harta persona » (Entretien avec Lucio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). Pour lui, partir seul lui permet de trouver plus rapidement du travail dans les « nœuds » miniers que sont les villes de Mazuko, Laberinto ou Huepetuhe.

Cela étant, que le recrutement se fasse suite à une expérience solitaire de recherche d'emploi ou à une mobilisation des réseaux sociaux (parenté, amitié, compérage, voisinage, communauté, etc.), celui-ci se base sur une proposition de travail formulée verbalement, qui – comme au temps de notre première génération – n'implique aucun contrat d'engagement formel et est axée sur la possibilité d'obtention d'un salaire attractif, couplée à une prise en charge intégrale des coûts de logement et de manutention du travailleur par le patron.

> « Los trabajadores mineros establecen solamente un contrato hablado con el dueño de la operación en cual en ningún caso implica algún tipo de seguro social y de salud para la persona contratada. Este tipo de contrato es perjudicial tanto para el contratante como para la persona contratada puesto que en caso de incumplimiento por alguna de las partes no existe ningún documento escrito que acredite su relación laboral » (Pascó-Font *et al.*, 1994: 15).

Cette absence de formalité dans les relations patron/ouvrier mobile met d'emblée ce dernier dans une position de dépendance sociale et économique vis-à-vis du premier, néanmoins, celle-ci donnera naissance – comme nous l'examinerons par la suite – à des rapports de production de nature très diversifiée.

Ainsi, et pour synthétiser nos propos, deux modalités dominantes sont mobilisées par notre seconde génération de circulants pour accéder aux campements miniers de l'époque : d'une part, le recours aux réseaux sociaux (parenté, amitié, compérage, voisinage, communauté, etc.), et d'autre part, l'incorporation individuelle et solitaire au sein du monde minier. L'*enganche* disparaît donc, mais les promesses et les conditions du recrutement restent identiques à celles formulées, à l'époque, à notre première génération de circulants.

2.2.2. Le voyage : un inconfort physique et psychologique toujours aussi prégnant ?

Après avoir abordé le recrutement et l'accès aux campements, attardons-nous à présent sur la pratique effective et affective de l'espace parcouru (De Tapia, 1996). Il s'agit en ce sens dans cette section de nous concentrer sur trois thématiques principales : les sentiments suscités par le voyage amazonien, les modalités pratiques du déplacement ainsi que les différents moyens de transport empruntés. Les conditions de voyage observées au temps de notre seconde génération (1989-2004) n'étant pas fondamentalement différentes de celles analysées dans le chapitre précédent (génération 1), nous décidons ici de croiser ces trois thématiques en les mettant en dialogue dans une seule et même section.

Pour commencer, il est important de souligner que la pratique de l'*enganche* n'étant plus du tout présente au temps de notre seconde génération, leurs récits de voyage revêtent un caractère bien moins contraint que ceux de notre première génération. Les fortes angoisses psychologiques liées aux déplacements de première génération font place, dans les discours de seconde génération, à des doutes et craintes davantage liés à la solitude ou au traitement futur qui leur sera réservé au sein du campement : « Cuando viajas, te sientes extraño, solo, a nadie conoces. Personas desconocidas, pero poco a poco te adaptas » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Tout comme Walter, Wilmer affirme : « un poquito mal me sentía, casi ne me hallaba pues. Era difícil… Llegar con unas personas que nunca te han conocido » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Ainsi, certains circulants de cette génération abordent le voyage amazonien comme une expérience très solitaire ; d'autres s'interrogent sur leur futur au sein du campement, surtout au vu du

comportement de certains travailleurs mobiles qui réalisent le déplacement avec eux : « La primera vez que me fui [a la selva], en el camión, los que ya conocían [el trabajo minero], pucha ya, se creían lo máximo así [...] Estaba con miedo. Después, en el campamento, armas amigos, te enseñan adónde ir, como es, etc. » (Entretien avec Máximo, paysan de la communauté de Rodeana, Ocongate, 2016). La première fois que Máximo voyage vers l'Amazonie, celui-ci effectue le voyage en camion en compagnie de plusieurs autres ouvriers qui ont, eux, déjà plusieurs expériences minières leur actif. Ils tentent de l'impressionner et l'effraient quelque peu ; néanmoins, une fois dans le campement, ceux-ci se transforment rapidement en compagnons de travail, qui lui apprennent le fonctionnement du campement et des alentours.

Ainsi, le voyage entre Ocongate et l'Amazonie de Madre de Dios reste empreint, pour notre seconde génération, de doutes, craintes et interrogations ; néanmoins, celui-ci est moins éprouvant, psychologiquement, qu'au cours de la période 1970-1988.

Sur le plan physique, par contre, l'inconfort extrême marque toujours les expériences de voyage de nos circulants, tout comme la lenteur et la pénibilité du trajet. Le voyage continue en effet de se faire à bord de camions à marchandises – comme au temps de notre première génération –, sur des routes qui restent par ailleurs en très mauvais état :

> « Era trocha carrozable no más. Íbamos en camión, en volvos. Y cisternas que llevan combustible. En ahí, encima, encima de la cisterna llevaban nocierto. Personas llevaban y en adentro, en el tanque combustible, en eso caminábamos más, lleno la gente. Esa fecha era en 92 era 3 días, 4 días así, a Mazuko… A Puerto, una semana. Y nosotros pagábamos el pasaje. Era como 5 soles o 10 soles » (Entretien avec Raymondo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Le trajet vers l'Amazonie se compte en jours (trois ou quatre jours pour Mazuko, une semaine pour Puerto Maldonado), et cela, en-dehors de la saison des pluies. Entre décembre et mars, cette durée peut en effet doubler (voire tripler), le tronçon Ocongate-Puerto Maldonado devenant quasiment impraticable : « En tiempo de invierno, la carretera era muy grave. Prácticamente llegaba en una semana, siempre, derrumbe total había. Era difícil desplazarse. Y también, de allí, otra vez teníamos que subir en canoa hasta que llegamos [al campamento] » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). De surcroît, les déplacements en pirogue jusqu'au campement minier continuent de participer, eux aussi, à la longueur extrême des trajets.

Il est important de préciser qu'entre 1989 et 2004, les zones rurales andines de la province de Quispicanchi et la région amazonienne voisine ne comptent que peu de services de transport public intra et interprovinciaux. En outre, à cette époque : « no se hace nada relevante en materia de construcción vial en territorio amazónico. Es más, carreteras como la de Urcos-Puerto Maldonado sufrieron grandes deterioros sin que ninguno de los gobiernos prestara interés al problema » (Rosas, 2011: 35). Au cours de la décennie 1990, les routes menant vers l'Amazonie orientale ne reçoivent en ce sens quasiment aucune attention de la part du gouvernement Fujimori, qui ne se préoccupe guère de les entretenir ou de procéder à leur réfection. Le réseau routier amazonien souffre de grandes détériorations pendant près de dix ans, augmentant l'incommodité et la dangerosité des voyages routiers, tout en accentuant les temps de transfert : « los viajes eran sumamente incómodos [...] Había derrumbes y deslizamientos y el mal estado de los caminos hacía imposible que el socorro llegara a tiempo » (Hernández Asensio, 2016: 31 et 33).

Il faudra finalement attendre 1998, et la *Ley de Promoción de la Inversión en la Amazonía*[166], pour que la réhabilitation des routes menant en Amazonie soit mise à l'ordre du jour gouvernemental, tout en étant en outre de plus en plus discutée sur le plan international, et ce, par le biais de l'initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine (IIRSA) – dont nous avons dépeint les objectifs en début de chapitre.

A l'époque des circulations minières de seconde génération, cette initiative IIRSA – et la construction de la Route Interocéanique Sud qui en découle – est en phase de négociation internationale et nationale ; les départements de Cusco et de Puno se disputent le tracé et à Ocongate, la population se positionne en faveur du nouvel axe routier :

> « Acá, la gente, los de Ocongate, siempre se han puesto a favor. Estábamos a favor de la Interoceánica, es que para nosotros nos favorece mucho; para las comunidades es un beneficio tremendo, por el tiempo, el acceso, la conexión, las facilidades para la comercialización, etc. Siempre hemos estado a favor » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Au mois d'avril 2000, un comité de canalisation des réclamations se crée en ce sens au sein du district (Rosas, 2015), et dès 2001, se positionnant à faveur de la construction du nouveau corridor routier, ce comité coordonne plusieurs mobilisations massives – qui s'observent, par ailleurs, à travers tout le sud andin également –, dont le but est double : d'une part, réclamer le passage de l'axe par Cusco, et d'autre part, solliciter son tracé par Ocongate. Pour Rosas (2015), il existe un fondement essentiel à ces protestations : « Subyacente yacía la antigua premisa de que la construcción de una carretera es sinónimo de progreso. En los márgenes del Estado como Ocongate (Poole y Das, 2005), las carreteras se presentan como una señal de la presencia estatal, además de ser promesas de conectividad, movilidad y modernidad » (Rosas, 2015: 87-88).

Finalement, la réhabilitation du tronçon routier Ocongate-Madre de Dios sera annoncé dès novembre 2004, néanmoins son asphaltage ne sera prévu qu'à partir de 2005. En ce sens, lorsque notre seconde génération de circulants entreprend ses voyages au cours de la période 1989-2004, ceux-ci ne bénéficient pas encore des améliorations du transport liées au projet IIRSA, leurs déplacements amazoniens étant – comme nous le soulignions précédemment – indubitablement éreintants, interminables et dangereux.

2.3. De l'exploitation artisanale aux pratiques d'extraction semi-mécanisées et mécanisées : trois régimes de production distincts pour trois régimes de travail différenciés

Nous venons d'aborder l'accès, le recrutement et le voyage, penchons-nous désormais sur les régimes de production et de travail au sein du monde minier des années 1989-2004. Une fois arrivés dans les campements miniers amazoniens, à quel type de travail nos circulants de seconde génération sont-ils soumis ? Sous quelles conditions ? Et pour quels traits distinctifs en termes de régime de travail ?

A Madre de Dios, la période 1989-2004 s'accompagne de grandes transformations, tant sur le plan de la production aurifère que du travail minier. Des changements radicaux apparaissent dans les méthodes d'extraction, allant dans le sens d'une mécanisation et d'une technicité toujours plus

[166] La Loi de Promotion de l'Investissement en Amazonie, en français, qui stipulait que : « el Estado cumple un rol de promoción de la inversión privada, mediante la ejecución de obras de inversión pública y el otorgamiento al sector privado de concesiones de obras de infraestructura vial, portuaria, aeroportuaria, turística y de energía » (Loi n°27037, article 5).

importantes de la production, deux phénomènes qui transforment – au fil des ans – les régimes de travail de nos circulants de seconde génération.

A partir du milieu des années 1990, aux méthodes d'exploitation artisanale qui n'emploient que la seule force humaine et quelques outils (qui caractérisent le régime de première génération), viennent s'agréger plusieurs autres méthodes d'extraction semi-mécanisées et mécanisées, qui provoquent un brusque changement technologique au sein des campements:

> « Para la década del 90, Madre de Dios era una región en la que convivían en un mismo espacio distintos tipos de tecnología, de modo que para el 2001, Kuramoto calificaba a esta región como una con 'bastante dispersión tecnológica'; una en la que se podía encontrar 'desde operaciones mecanizadas que hacen uso de cargadores frontales y volquetes hasta operaciones en las que se usa una tecnología muy elemental' (Kuramoto 2001: 17) » (Valencia, 2014: 105).

La dispersion technologique (Kuramoto, 2001) caractérise ainsi les campements miniers des années 1990, qui peuvent être divisés en trois groupes distincts selon les méthodes de travail employées : un premier groupe privilégiant l'extraction artisanale – comme au temps de notre première génération –, un second groupe employant des méthodes d'exploitation semi-mécanisées, et enfin, un troisième groupe favorisant les pratiques d'extraction mécanisées (Pachas, 2011). On observe ainsi une diversification massive des pratiques extractives, avec une préférence néanmoins croissante pour les méthodes plus sophistiquées d'exploitation, au détriment des techniques rudimentaires et artisanales. A l'échelle départementale, la production artisanale ne fait effectivement que baisser tout au long de la période 1989-2004, et ce, au profit des deux autres méthodes de travail.

Plusieurs auteurs (Mosqueira, 1993 ; Torres, 2007 ; Mosquera *et al.*, 2009; Pachas, 2012) attribuent ce phénomène de changement technologique aux fluctuations du prix de l'or en cours de période : « el comportamiento de los precios internacionales del oro ha determinado que se opte por un cambio en la tecnología utilizada [...] Actualmente [1993] la explotación artesanal es nada rentable. Lo que se tiene es un proceso de concentración en la utilización de tecnologías que significan mayor inversión y significativo crecimiento en las ganancias » (Mosqueira, 1993: 8). Nous avons vu précédemment qu'entre 1996 et 2001, le prix de l'or tendait à baisser, ce qui rend l'exploitation artisanale inévitablement moins rentable. Il s'agit donc, afin de maintenir les mêmes niveaux de profit, d'augmenter la production et donc les quantités extraites. Pour ce faire, certains micro-entrepreneurs miniers de l'époque – les plus capitalisés – procèdent à une semi-mécanisation (voire mécanisation) de leur production, faisant appel à des machines leur permettant de creuser plus profond et ainsi, extraire davantage :

> « Había que trabajar más adentro, por eso necesitábamos más tecnología. Como trabajábamos primero carretilla – y con la carretilla tu puedes trabajar hasta dos metros [de profundidad] nada más –, más abajo, más adentro todavía va quedando [oro], entonces había que meter motores más grandes [...] De esa manera van llegando los primeros motores » (Entretien avec Ciriaco, patron minier, originaire de Canchis, Cusco, réalisé dans son campement minier, Laberinto, Madre de Dios, 2017).

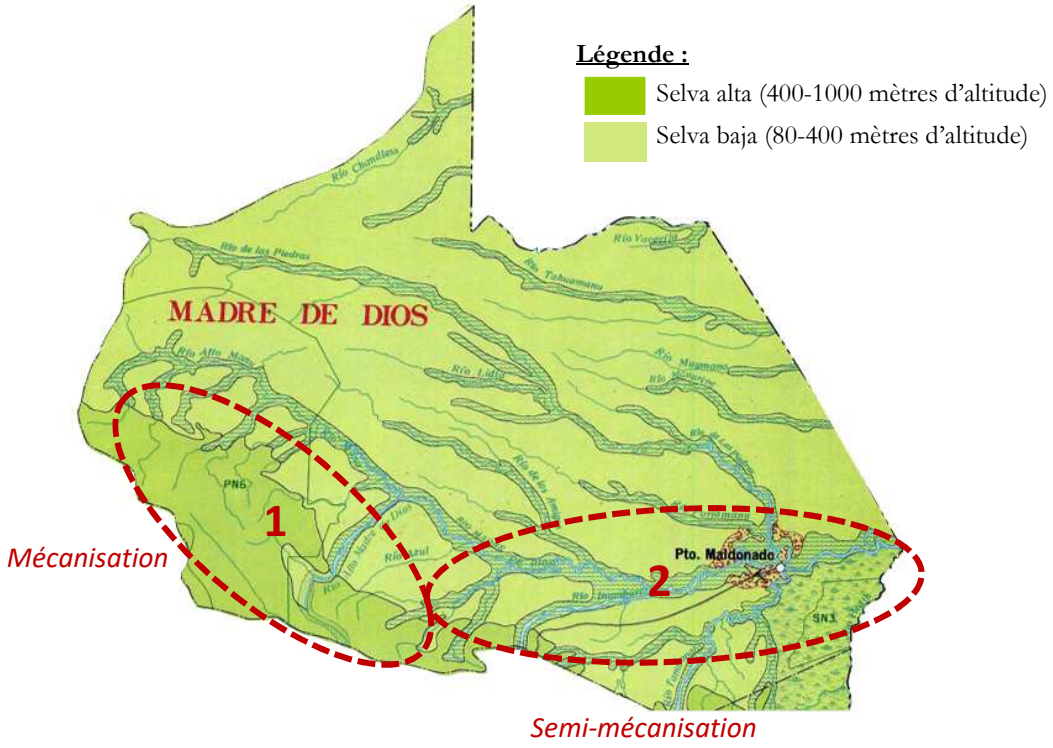
A l'époque, alors que certains patrons miniers continuent d'extraire de manière artisanale, d'autres décident d'introduire des moteurs de plus ou moins grande puissance – dont nous détaillerons les caractéristiques ci-après –, qui leur permettent une extraction plus en profondeur, tout en entraînant inévitablement une transformation radicale des conditions d'incorporation et de travail de leurs ouvriers : « [la tecnología] se estaba modificando cada día más, modificando así nuestro sistema de trabajo » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

Ce faisant, au cours de la période 1989-2004, trois régimes d'extraction distincts coexistent (artisanal, semi-mécanisé et mécanisé) qui produisent, pour notre seconde génération de circulants, trois régimes de travail différenciés. Comme Ludwig Bernal – chercheur indépendant au sein du *Centro Bartolomé de Las Casas* de Cusco et spécialiste des questions minières amazoniennes – nous le précise en entretien, « Madre de Dios, ce n'est pas un seul secteur minier, avec un type de travail spécifique. Trois formes de travail coexistent, qui sont incomparables à plusieurs points de vue. C'est assez complexe car il s'agit de réalités productives et sociales différentes » (Entretien avec Ludwig Bernal, chercheur du Centro Bartolomé de Las Casas, Cusco, 2017).

A l'époque, chacun de ces trois régimes d'extraction cohabitent, en se distinguant effectivement l'un de l'autre sur le plan productif et social, mais aussi géographique. Aux zones de *selva alta* (400-1000 mètres d'altitude) du département commence à correspondre l'extraction mécanisée, aux zones de *selva baja* (80-400 mètres) l'activité semi-mécanisée, et au sein des deux milieux (*selva alta* et *baja*), continue à se développer l'exploitation artisanale par *carretillas* :

> « Dans le sud-ouest du département de Madre de Dios, dans les zones de plus haute altitude (*selva alta*) telles que Huepetuhe et Bajo Puquiri [zone 1 sur la carte], se concentre l'extraction mécanisée qui emploie des pelleteuses, des chargeuses sur pneus et des camions-bennes ; ensuite, plus nous nous dirigeons vers le sud-est du département, c'est-à-dire vers la *selva baja*, plus le régime d'extraction se caractérise par la semi-mécanisation [zone 2 sur la carte]. Et enfin, dans tout le sud du département, le long des rivières surtout, travaillent les mineurs artisanaux et les propriétaires de grandes dragues » (Entretien avec Ludwig Bernal, chercheur du Centro Bartolomé de Las Casas, Cusco, 2017).

Figure 22. Selva alta/selva baja : localisation des zones d'extraction semi-mécanisée et mécanisée.



Source : Oficina Nacional de Evaluación de Recursos Naturales, 1986

Partant de cette distinction géographique, tentons – dans les trois sections qui suivent – d'appréhender ces trois régimes d'exploitation (artisanal, semi-mécanisé, mécanisé), en les

caractérisant du point de vue productif mais aussi social : technologie employée, pyramide d'acteurs, régime de travail, relations contractuelles, longévité des séjours dans le campement, rôle et tâches des circulants, etc.

2.3.1. Le travail de *carretillas* : rémanence de la production artisanale

Au cours de la période 1989-2004, nombre de circulants de seconde génération continuent à travailler pour des mineurs artisanaux, n'employant qu'un outillage rudimentaire dans les activités d'extraction et étant soumis à un régime de travail tout à fait similaire à celui que nous avons présenté dans le chapitre précédent :

> « Antes no había maquinaria, pura carretilla no más trabajábamos. Era a finales de los años 80, así que la primera vez que trabajé allí [1989] era en carretilla. Nos pagábamos diario no más. Diario, 7 AM hasta las 4 PM, a veces hasta las 5, entonces diario 50 céntimos me pagaban a mí. Teníamos una tarea, 100 carretillas al día. Depende eso también, cuando le avanzas, entras a las 4 de la mañana, a las 10 de la mañana ya sales ya 100 carretillas, de repente más temprano sales, depende que avances pues » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Wilmer a voyagé pour la première fois vers Madre de Dios en 1989, et à cette époque, il n'y avait pas encore de machines introduites pour faciliter le travail d'extraction. Celui-ci est donc soumis au travail de brouettes, ayant la tâche d'extraire et de charger 100 brouettes de gravats aurifères par jour. Son salaire journalier est très bas (0,50 sol) et son horaire de travail est flexible, débutant à 7 heures du matin, celui-ci termine lorsque sa tâche de 100 *carretillas* est accomplie.

De nombreux entretiens réalisés auprès d'autres circulants de seconde génération corroborent les propos de Wilmer, toutefois, en ce qui concerne les salaires journaliers, il semble qu'au fil des ans, ceux-ci aient été revus à la hausse. Alors que Pedro signale un salaire quotidien fixe de deux ou trois soles en 1989, Wilmer est payé huit soles par jour en 1998, Rodolfo reçoit neuf soles en 1999 et Walter touche douze soles en 2001. Aussi, en ce qui concerne les contrats de travail, ceux-ci restent conclus verbalement comme au temps de notre première génération et couvrent toujours une durée de travail de trois mois. Enfin, en termes d'horaire, le travail artisanal reste marqué par des conditions de travail très difficiles et des semaines éreintantes : « trabajabamos toda la semana, de lunes hasta sábado, solo los domingos descansabamos » (Entretien avec Camilo, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Pour éviter ces situations d'exploitation, plusieurs circulants de seconde génération décident alors de se mettre à leur compte, et ce, en devenant *chichiqueros*, à savoir « des mineurs artisanaux sans concession » :

> « Los chichiqueros son migrantes, provenientes de regiones como Puno, Arequipa y Cusco. Llegaron por familiares que los invitaron a trabajar en Madre de Dios […] Llegaron por temporadas, eran estacionales entre sus pueblos agrícolas y las zonas mineras […] Los chichiqueros son 'los mineros sin concesión', recolectores de oro en el relave de los mineros. No tienen derecho de superficie ni derecho minero » (Pachas, 2019 : 97-98).

Selon Pachas (2019), les *chichiqueros* sont donc des hommes ou des femmes originaires de Puno, Arequipa et Cusco, qui sont arrivés à Madre de Dios sur invitation de parents, qui s'y étaient installés en tant que micro-entrepreneurs miniers. Ces *chichiqueros* travaillent à leur compte, en tant qu'indépendants, mais dépendant de la concession minière de leurs parents. Généralement, ceux-ci les autorisent à travailler sur leur territoire moyennant la passation d'accords verbaux :

> « Los mineros son los que tienen algún tipo de derecho que les permite administrar el área. Los chichiqueros establecen acuerdos verbales con los mineros para que puedan trabajar en su relave […] Los chichiqueros y los mineros son parientes o tienen algún vínculo de compadrazgo por eso mantienen solidos sus acuerdos » (Pachas, 2019 : 98).

En ce qui concerne les *chichiqueros* originaires d'Ocongate, les travaux d'Almanza (1997) indiquent que ceux-ci appartiennent généralement aux strates sociales moyenne et riche, car pour devenir *chichiqueros* en Amazonie, il est indispensable de posséder un petit capital à réinvestir : « Estos migrantes campesinos que trabajan por cuenta propia en los lavaderos de oro pertenecen a los estratos medo y rico, ellos suelen capitalizar parte de su riqueza agropecuaria generada en la comunidad para financiar los gastos de explotación aurífera en la selva [...] Generalmente, suelen trabajar en playas alquiladas, algunos mineros que retornaron a su comunidad nos indicaron que al 'dueño' de la playa les pagan del 5% al 15% del oro extraído » (Almanza, 1997: 135). Ainsi, depuis Ocongate, les accords verbaux que les *chichiqueros* passent avec les propriétaires miniers consistent un paiement régulier, en or, équivalent à minimum 5% de la production extraite, ce pourcentage pouvant monter jusqu'à 15%.

Notre enquête quantitative révèle que 5,36% des effectifs circulants de seconde génération optent à l'époque pour le statut de *chichiqueros* indépendants, au détriment du statut d'ouvrier. Camilo fait partie de ces contingents, ayant travaillé comme *chichiquero* au milieu des années 1990 pour éviter d'être soumis aux conditions de travail déplorables de l'époque : « He ido a Chaychive [zone minière] en 1996. Juntábamos entre dos, yo trabajaba con una persona, buscando oro. Adentro del Caychibe, hay esas quebraditas no más, ahí entrabamos, haycito buscábamos alguito. Era artesanal [...] Yo no tenía dueño. A veces trabajábamos todo el mes, ósea toda la semana, todos los días [...] Trabajábamos de 7 am a 8 pm » (Entretien avec Camilo, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). En tant que *chichiquero*, son horaire de travail est en ce sens plus exigeant que celui des ouvriers, néanmoins, il est son propre patron, c'est l'avantage selon lui de travailler comme *chichiquero*.

Face à la difficulté des conditions de travail dans l'exploitation artisanale, d'autres circulants de cette génération optent pour une stratégie distincte : la réorientation vers le travail minier semi-mécanisé ou mécanisé. C'est le cas de Walter, qui après plusieurs années de travail dans le monde minier artisanal, décide en 1998 de commencer à travailler pour des patrons miniers plus capitalisés, qui introduisent les premières machines dans le travail d'exploitation aurifère. Celui-ci choisit – comme nombre d'autres travailleurs de sa génération – cette voie de sortie sur recommandation d'une connaissance qui a, elle, déjà eu une expérience de travail dans l'activité semi-mécanisée ou mécanisée :

> « Trabajé primero en carretilla [...] Después de eso, nos hemos conocido con amigo, entonces le he llevado a mi trabajo, a la carretilla. Pero no se hallado él, no, el pago muy poco. Además, muy duro me decía. Le he preguntado: 'usted, en qué trabaja así?', me decía: 'yo trabajo en caranchera' [méthode semi-mécanisée]. Se gana buen plata me decía, entonces nos hemos retirado de mi trabajo y nos hemos ido a su trabajo. Desde esa fecha, he aprendido a trabajar en esa caranchera. Ya no volví a trabajar a la carretilla. No había mucho pago » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ainsi, alors que les premières années de circulation de notre seconde génération (1989-1995) sont caractérisées – comme dans le cas de Walter – par un travail de brouettes qui emploie encore durement la main d'œuvre ouvrière, à partir du milieu des années 1990, ce constat commence à s'effriter, au fur et à mesure qu'apparaissent les premières machines d'extraction à Madre de Dios. La mécanisation de l'activité aurifère commence en effet dans le département dès la moitié de la

décennie 1990, un évènement qui marque la baisse graduelle des méthodes d'exploitation artisanales.

Jusqu'à ce jour, certains mineurs travaillent encore artisanalement (*chichiqueros*[167]), néanmoins, leur importance et leur nombre tendent à décliner drastiquement : « aunque es poco probable que los métodos más artesanales desaparezcan por completo, de mantenerse los precios altos del oro y la tendencia incontrolada de mecanización, la importancia relativa de estos métodos sencillos, más capaces de trabajar en equilibrio con la capacidad de recuperación natural del medio ambiente, tendería a ser cada vez menor [...] Madre de Dios corre el riesgo de parecerse cada vez menos a un paraíso de los pobres y cada vez más a un infierno de máquinas » (Mosquera *et al.*, 2009).

Pour comprendre les tenants et aboutissants de cette mécanisation minière ainsi que la perte d'importance progressive des méthodes artisanales tout au long des années 1990 et 2000, abordons désormais les caractéristiques propres du travail minier semi-mécanisé et mécanisé, en les articulant avec les nouveaux régimes de travail que celui-ci implique dès la moitié des années 1990.

2.3.2. L'extraction aurifère semi-mécanisée : moins de pénibilité pour plus de dangerosité ?

Entre 1989 et 2004, une part croissante de la production aurifère de Madre de Dios est obtenue par le biais de méthodes semi-mécanisées. Alors qu'en 1995, ces méthodes ne généraient encore que 9,18% de la production départementale, en 2004, ce chiffre double, représentant 20,77%, soit un cinquième de celle-ci (Torres, 2007).

A l'époque, de nombreux patrons miniers adaptent leurs méthodes de travail, en s'inspirant d'un système de travail qui existe alors de l'autre côté de la frontière, chez leur voisin brésilien : « Las maquinas aparecieron cuando vinieron los Brasileños, ellos han traído. Antes venían brasileños a trabajar. Nos enseñaron a transformar nuestro sistema de trabajo. Así se ha ido mecanizando, con unos motores pequeños » (Entretien avec Eusebio, patron minier, originaire d'Arequipa, réalisé dans son campement minier, zone minière de Diamante, Madre de Dios, 2017).

Eusebio, devenu micro-entrepreneur minier en 1990, n'est pas le seul à nous conter l'origine brésilienne des premières machines d'extraction à Madre de Dios. Tous les micro-entrepreneurs miniers que nous avons interviewés dans ce département s'accordent sur la paternité brésilienne de la semi-mécanisation, les travailleurs brésiliens présents dans les campements de l'époque étant ceux qui permirent « de transformer le système de travail ». A partir de là, tous les patrons miniers commencent, comme le raconte Eusebio, à rêver d'un changement technologique dans leur activité d'extraction, ceux-ci épargnant et finissant par introduire les premiers moteurs au sein des campements.

En *selva baja*, les techniques d'extraction évoluent au milieu des années 1990, passant de la *carretilla* artisanale à trois méthodes distinctes d'exploitation semi-mécanisées appelées *caranchera*, *buceo*, et *chupadera* :

> « Hemos empezado con carretillas, de allí hemos trabajado con carancherita. La caranchera, en el 90 [1990] nosotros estábamos usando. De ahí casi al mismo tiempo, hemos empezado el buceo, y

[167] Dans la région minière de Huepetuhe, surtout.

después de buceo, la chupadera [...] Ósea que hemos mejorado nuestro sistema de trabajo poco a poco » (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017).

La première technique semi-mécanisée apparue à Madre de Dios fut la *caranchera*, à laquelle succèda – bien que quasiment simultanément – le *buceo*, et dans un dernier temps, la *chupadera*. Pour comprendre leurs logiques de fonctionnement respectives et les conditions de travail que celles-ci impliquent, penchons-nous à présent sur leurs caractéristiques propres.

La *caranchera*

La *caranchera* est une méthode d'exploitation que l'on retrouve en forêt (*en monte*), mais aussi – et surtout – sur les rivières ou les plages (*en playas*). Cette technique implique d'installer un moteur sur une plateforme de bois[168], qui connecté à un large tuyau, aspire les sédiments aurifères situés sous le niveau de la nappe phréatique, pour ensuite les diriger et les déposer vers une large *tolva*[169] inclinée. Servant au tamisage, cette *tolva* est recouverte de tapis en toile de jute, qui permettent non seulement de recueillir les sédiments aspirés par le moteur, mais surtout, d'en retenir les particules aurifères.

Cette méthode fait appel à deux travailleurs, un premier appelé *pistolero* (tuyauteur) et un second appelé *controlador* (contrôleur). Le premier, partiellement immergé dans l'eau, dirige le tuyau vers le fond de la rivière – ou du puits creusé, si l'exploitation a lieu en forêt – aspirant les sédiments. Le second se situe à proximité de la plateforme de bois, contrôlant le moteur à l'aide d'une corde :

« En la caranchera, trabajamos dos personas no más. Los dos trabajadores son llamados 'maraqueros' o 'carancheros'. En el río, acá, le dicen 'caranchero', en el monte, le dicen 'maraquero'. El primero es el 'pistolero', él que maneja la manguera. El otro es 'acelerador' o 'controlador', de él depende la vida del pistolero. Es culpa de él si se muere. El controlador debe estar mirando todo el contorno y controlar el motor » (Entretien avec Jorge, micro-entrepreneur minier du secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Figure 23. Illustration du travail de *carancheras* (*en playas*).



[168] Sur rivières, celle-ci est montée sur flotteurs.
[169] Rampe en bois, en français.



Photographies : par l'auteure (2017).

Comme le suggèrent les photographies ci-dessus, le travail de *caranchera* se fait ainsi par pair d'ouvriers, et en équipe, le contrôleur étant responsable du tuyauteur. Celui-ci doit en effet être, d'après Jorge, très attentif à ce qui se déroule aux alentours, tout en contrôlant le moteur. Néanmoins, pour Máximo, c'est le poste de tuyauteur qui est généralement le plus difficile : « anteriormente se trabajaba con pura agua, bañandose [...] Más difícil era… era agua no más. Mucho tiempo estas en agua. Casi todo el día. Es un trabajo » (Entretien avec Máximo, paysan de la communauté de Rodeana, Ocongate, 2016). Le tuyauteur est en ce sens immergé dans l'eau pendant plusieurs heures d'affilée, étant en outre plus sujet à accidents :

> « Es peligroso, una vez con mi otro hermano, estábamos trabajando caranchera en un pozo profundo, allí él pistoleaba, [el pozo] tenía unos 5 metros de altura, y a él casi lo mató. Solamente solo sus dos pies no más aparecieron y de allí lo he jalado con fuerza y le he botado a la playa como un borracho, sangre por la nariz. Es la única vez que me pasó. Es peligroso. Por eso [el controlador] tiene que mirar de lejos los que están trabajando adentro. Y también no tan cerca al motor, por eso el controlador está lejos. A un pata le ha quemado, el motor suele reventar, se explosiona solito » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Le tuyauteur aspirant les sédiments dans le fonds des berges des rivières (ou, à défaut, des puits creusés en forêt), la berge ou les parois du puits peuvent à tout moment se renverser et s'écraser sur lui. Pour le contrôleur, les risques ne sont pas non plus inexistants : le moteur a parfois tendance à surchauffer, finissant par exploser.

Ainsi, au cours des années 1990 et selon les dires de nos circulants, de nombreux ouvriers décèdent dans l'activité semi-mécanisée : « en caranchera, un accidente, algo puede haber, siempre es peligroso. También es chamba, aunque… sí, con la máquina, me quedaba más tiempo, no era tanto el trabajo, pero siempre había que tener mucho cuidado. A veces puedes caer al agua o de repente no sabes nadar y a veces la máquina como funciona ah, por caso cualquier cosa te cogen, porque han muerto personas así. Siempre peligroso es ese trabajito » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Pour Rodolfo, le travail semi-mécanisé était ainsi moins pénible que dans l'extraction artisanale ; néanmoins, celui-ci considère que la dangerosité augmente inévitablement avec l'apparition des moteurs.

Le buceo

Cette méthode d'extraction est très similaire à la *caranchera*, à la différence près que le tuyauteur n'est plus partiellement, mais entièrement immergé dans l'eau. Appelé maintenant *buzo* (plongeur), celui-ci s'équipe d'une tenue de plongée et s'enfonce dans les profondeurs de la

rivière (ou du puits) pour diriger le tuyau vers le fonds et aspirer les sédiments qui se déposent, grâce au moteur, sur la *tolva*.

En ce qui concerne cette technique, Constantino – qui a travaillé comme plongeur au cours des années 1990 – nous relate :

> « Buzo es un traje que te pones, vas adentro del agua, con tu manguera. 15 metros adentro, 3 horas tenías que estar adentro. Era un buzo así artesanal, no profesional. Para que entres a trabajar en buceo, tenías que trabajar 15 días gratis y una caja de cerveza [...] Eso es la actividad más peligrosa que ha habido acá, ¿cuánta gente ha muerto? Felizmente, ha desaparecido ya. Ya no se aplica eso » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

Pour être embauché comme plongeur, Constantino dut travailler 15 jours gratuitement et apporter un casier de bières dans le campement. Une fois sur place, cette fonction implique pour lui des tranches de quatre heures d'affilée de travail, durant lesquelles il tient un tuyau enfoncé à plus de 15 mètres en-dessous du niveau de la rivière. Le *buceo* a été l'une des activités semi-mécanisées les plus dangereuses qui aient existé en Amazonie, tout en nécessitant une main d'œuvre plus importante que la *caranchera* :

> « El buceo, tenías que estar cuatro horas en el agua [...] Trabajan cuatro porque se tornaban los buzos. Cada cuatro horas, adentro del agua… Muria cantidad de gente. Muy peligroso era. Han trabajado dos o tres años así, pero ahora ya no existe » (Entretien avec Raymondo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

La méthode du *buceo* implique l'embauche de quatre plongeurs, qui se relaient à tour de rôle tout au long de la journée, étant par ailleurs exposés à une grande mortalité. De ce fait, l'usage de cette méthode d'extraction ne sera que très bref, s'éteignant après seulement deux ou trois ans d'existence.

La chupadera

Contrairement à la *caranchera* et au *buceo*, la technique de la *chupadera* se réalise sur terre ferme, généralement en pleine jungle, mais nécessairement à proximité d'une source d'eau, car ce type d'exploitation demande de grandes quantités d'eau.

La première étape du travail avec *chupadera* consiste en un déboisement intégral de la zone à exploiter et le creusement d'une fosse de travail. Pour ce faire, un travailleur est assigné au déboisement et un moteur de grande puissance est introduit dans la zone, permettant de générer une eau pressurisée capable de créer, par projection sur le sol, un puits d'extraction. Une fois ce puit creusé, celui-ci vient accueillir un second moteur[170] dont la tâche est d'aspirer les sédiments situés à l'intérieur du bassin. La *chupadera* est ainsi constituée de deux moteurs : un premier qui aspire les sédiments aurifères dans le puits d'extraction et un second qui les envoie, à travers un tuyau de plusieurs mètres de long, vers la *tolva* :

> « En los 90 [1990], todo el mundo ha trabajado chupadera. Era una técnica traída de Brasil. Era más grande que la caranchera, más grande, chupadera tiene que jalar pues motores 90, 180, hasta 220 HP. Si no, no jala. La idea de la chupadera es que te maneja dos máquinas. Un yato y uno que succiona » (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017).

[170] Celui-ci peut être installé sur une plateforme en bois mise sur flotteurs, ou sur la terre ferme.

Ainsi, par comparaison, la *chupadera* est une installation plus sophistiquée et plus imposante que la *caranchera*, qui permet d'extraire d'importants volumes de sédiments, et donc davantage de particules aurifères (Torres, 2007). Toutefois, celle-ci présente le désavantage de provoquer d'irréversibles dégâts environnementaux et une grande déforestation, en créant de larges fosses d'extraction au sein de la jungle, qui une fois abandonnées par le micro-entrepreneur minier, n'ont que peu de chance d'être réhabilitées ou converties à d'autres usages productifs.

Figure 24. Illustration du travail de *chupadera*.



Photographies : par l'auteure (2017).

Par ailleurs, cette méthode requiert non pas deux machinistes (comme dans le cas de la *caranchera*), mais quatre, et se singularise par la taille croissante de la zone d'exploitation ; le puits d'extraction s'agrandit en effet progressivement au fur et à mesure du travail minier[171], celui-ci pouvant atteindre, à terme, dix mètres de profondeur. Inévitablement, les risques sont donc décuplés pour notre seconde génération de circulants, qui se doivent de « derrumbar con agua presurizada, pero ¿qué sucedía? Como están adentro, de un momento a otro, se retrancaban y también muria gente. En chupadera cuánta gente se ha muerto... (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017). Les accidents mortels sont également nombreux dans les campements où sont présentes les *chupaderas*, et les conditions de travail restent pesantes et risquées :

> « Es un poco riesgoso, no es fácil porque a veces el tubo que bote el material se entupe, se llena de material, no lo puede sacar y tienes que botar el agua, ayudar al que está trabajando dentro del agua. Y entonces, en este transcurso puede ahogarte o picarte algo. Entonces, es un poco riesgoso. Y tienes que estar aguantando la picadura del zancudo también, esos mosquitos, todo el día, entonces no es fácil » (Entretien avec Camilo, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Comme Camilo le souligne, au cours de la période 1989-2004, les noyades sont légion, tout comme les maladies infectieuses liées aux piqûres de moustiques. Par ailleurs, bien que le travail se mécanise peu à peu au cours de la période, les tâches minières restent très physiques pour nos circulants de seconde génération :

[171] Initialement, le diamètre du puits d'extraction est de quelques mètres mais progressivement, les travailleurs dirigent le tuyau aspirant contre les parois de la cavité qui s'effondrent instantanément, l'agrandissant peu à peu.

> « Bueno, ningún trabajo es fácil, tienes que trabajar duro para ganar. Pero antes de trabajar en minería, pensaba que era un trabajo liviano, suave, me fui y en realidad, no era fácil. Porque lo primero es que tienes que sacar palo del monte, para hacer la balsa, sacar tablas, cargar al agua, todo eso y después, traer el motor, cargar las cosas para armar… Entonces, mi primer día de trabajo era pesado, el segundo también, pero luego, es una rutina de todos los días y ya me acostumbré » (Entretien avec Mariano, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Mariano s'habitue petit à petit à la difficulté des conditions de travail, toutefois, ce n'est pas le cas de tous les circulants de seconde génération. Lassés, certains décident comme Rodolfo d'arrêter leurs allers et venues entre Ocongate et l'Amazonie après seulement quelques voyages :

> « Difícil… difícil era chupadera. Para mi era mucho mojado, mojadera era. Tienes que estar mojado, no más, todo el día, noche también. Durante la noche, así calato no más, entras al agua, después, estas un rato, te sales… agua, mucha agua, era difícil para mí. Por eso ya no entro [a las zonas mineras] ahora, ya no voy » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ne supportant plus de travailler immergé dans l'eau plusieurs heures d'affilée (de jour, comme de nuit), Raúl décide d'arrêter sa circulation vers l'Amazonie. Mais dans les zones minières situées en *selva baja*, l'activité minière par *chupadera* continue encore de nombreuses années, cette technique ayant perduré jusqu'au début de la décennie 2010, soit plus de quinze ans.

Ainsi, ces trois méthodes d'extraction semi-mécanisées (*caranchera*, *buceo* et *chupadera*), censées alléger la tâche des ouvriers circulants tout en augmentant la production aurifère, restent marquées par une pénibilité dans le travail (temps longs d'immersion dans l'eau, risques multiples tels que les noyades, les piqûres d'animaux, etc.) et une grande dangerosité liée au maniement des machines, car l'apparition des premiers moteurs est la résultante d'un développement purement empirique des techniques :

> « Primero hemos trabajado con carretilla, después con caranchera, buceo y chupadera, la carretilla solamente ha entrado hasta donde había freáticos [2 metros], pero los métodos semi-mecanizados han profundizado hasta 4, 5, 6 metros de grabas. Entonces, en el mismo sitio se ha ido trabajando varias veces. Pero se ha trabajado de una forma empírica; a nosotros nunca nos han dado una charla como debemos hacer la explotación. Entonces, solamente trabajábamos con nuestra idea o lo mejor que podemos aprender, no ha habido un diseño de trabajo y nosotros, los que dirigen el trabajo de la minería, no somos gente capacitada » (Entretien avec Eusebio, patron minier, originaire d'Arequipa, réalisé dans son campement minier, zone minière de Diamante, Madre de Dios, 2017).

Au cours de la période 1989-2004, les premières machines permettent en ce sens aux micro-entrepreneurs miniers de l'époque de creuser plus profond (jusqu'à 6 mètres) et retravailler les sites d'exploitation qui avaient déjà été exploités artisanalement, néanmoins, les nouvelles techniques mobilisées restent basées sur un grand empirisme, celles-ci étant développées par des personnes qui, certes, connaissent les caractéristiques du travail minier, mais ne disposent d'aucune formation technique pour sécuriser le travail.

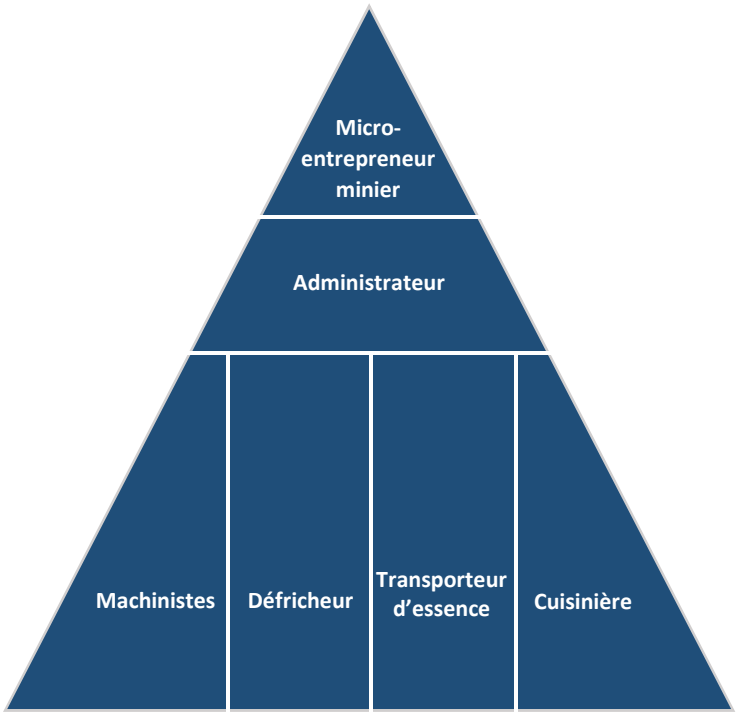
Nonobstant, pour les patrons miniers, l'apparition du travail semi-mécanisé présente plusieurs intérêts : approfondissement de l'extraction, augmentation des quantités extraites, croissance des bénéfices, mais pas seulement. Celles-ci permettent de surcroît de diminuer les coûts liés à l'embauche de main-d'œuvre, l'un des plus gros avantages des méthodes semi-mécanisées résidant dans une demande, et donc, un engagement réduit de travailleurs. Nous l'avons vu précédemment, ces techniques font appel à seulement deux ou quatre machinistes (tuyauteurs, contrôleurs, plongeurs), alors que le travail artisanal requérait souvent plus de dix *carretilleros* par campement :

> « Ya trabajamos entre dos o cuatro, los mismos dueños, ellos han dicho que renta más, porque la producción que se saca queda más también para ellos, ya no pagan muchos obreros, no inviertes mucho. Entonces de esta manera ya han bajado los obreros. En un campamento, antes miraba pues 12-13 obreros, en los 90 mira solamente 2 o 4 operarios » (Entretien avec Lucio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Pour comprendre ce changement de taille dans la structure sociale des campements miniers de la période 1989-2004, opérons à présent un zoom sur la nouvelle pyramide d'acteurs générée par la semi-mécanisation.

Nous avons éclairé, dans le chapitre précédent, la structure duale des campements miniers de première génération, constitués à l'époque d'un patron minier (éventuellement entouré d'hommes de main) qui dirigeait une multitude d'ouvriers circulants (*carretilleros* et cuisinières), traités sur un pied d'égalité : tous disposent d'un salaire fixe journalier, le même horaire de travail et une liberté empêchée de mouvement. Au cours de la période 1989-2004 et sous l'effet de la semi-mécanisation, cette structure commence à changer, gardant toutefois son aspect pyramidal et hiérarchique, mais incluant divers nouveaux acteurs, aux régimes de travail et aux traitements différenciés.

Figure 25. Pyramide d'acteurs – Campements à l'activité semi-mécanisée (*selva baja*).



Elaboration : par l'auteure.

Au cours de la décennie 1990, les micro-entrepreneurs miniers opérant en *selva baja* développent un système hiérarchique complexe de relations et d'organisation, basé sur une division du travail et des normes sociales partagées. Tout campement minier dominé par les méthodes semi-mécanisées repose en effet à l'époque sur une pyramide d'acteurs, au sommet de laquelle se trouve le micro-entrepreneur minier, propriétaire du capital et des machines qui, disposant d'une mise de fonds initiale, investit dans les équipements/outils d'extraction, et entretient un éventail d'ouvriers mobiles. C'est à lui, en tant que responsable de campement, que s'adressent tous les circulants souhaitant y travailler. Il coordonne les activités dans le campement (surveillance du

travail des équipes, distribution des salaires, recrutement de nouveau personnel, etc.), fixe les règles, mais ne participe pas directement au travail manuel d'extraction. Il s'agit davantage d'un investisseur dont le rôle est d'identifier un site propice, mener – si nécessaire – les démarches d'implantation auprès des propriétaires fonciers et mettre l'ensemble de ses moyens financiers et logistiques à disposition pour assurer le commencement et la pérennité de l'activité (approvisionnement en vivres, combustible, pièces de rechange pour les machines, etc.). Il peut vivre au sein du campement et participer directement à sa gestion journalière, tout comme se faire représenter au quotidien par une personne de confiance – appelé administrateur –, passant de temps à autre superviser le travail et encaisser son gain.

En ce sens, dans certains campements à l'activité semi-mécanisée, nous retrouvons un administrateur dans la pyramide d'acteurs, situé directement en-dessous du patron. Bras droit du micro-entrepreneur minier, celui-ci est généralement choisi au sein du cercle familial/amical et se charge, en l'absence du propriétaire, de la gestion quotidienne de l'activité et de la logistique du campement. Payé un salaire mensuel fixe, celui-ci est en communication continue avec le patron et représente l'autorité suprême dans le campement lorsque ce dernier est absent.

En-dessous de l'entrepreneur minier et de son éventuel administrateur, viennent ensuite les travailleurs mobiles (à savoir nos circulants de seconde génération), directement impliqués dans l'activité extractive. Leur nombre au sein d'un campement varie en fonction du capital détenu par le mineur (et donc, en fonction du nombre de machines actives et de la technique utilisée – *caranchera*, *buceo* ou *chupadera*), mais généralement, celui-ci oscille entre cinq et sept ouvriers : deux ou quatre machinistes, un défricheur, un transporteur d'essence et une cuisinière. Ces différents travailleurs se distinguent non seulement par leurs fonctions et leurs tâches au sein du campement, mais également par leur régime de travail. Examinons en ce sens, dans l'ordre, chacune de ces catégories d'acteurs.

Tout d'abord, en ce qui concerne les machinistes, ceux-ci sont au centre de l'activité extractive, chargés du maniement des machines et des pompes. Appelés localement *operarios* – une appellation qui regroupe indistinctement les *carancheros*, *maraqueros*, *buzos* et *chupaderos* dont nous avons décrit le travail précédemment –, ceux-ci sont les travailleurs « directs » de l'orpaillage, considérés comme indispensables à la production : « El operario se les indica a las personas que están dentro de la máquina, ósea trabajadores directos. Están dentro del centro de operación, que son la maquinaría » (Entretien avec Wilbert, patron minier originaire de Sicuani, Cusco, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017). En fonction de la technique utilisée, nous avons vu que les machinistes étaient au nombre de deux dans la *caranchera*, et au nombre de quatre pour le *buceo* et la *chupadera*. Attachons-nous, dans les lignes qui suivent, à décrire leur contrat de travail, leur horaire et leur traitement salarial.

Partons pour cela du témoignage de Pedro, paysan originaire d'Ocongate, qui est très illustratif du régime de travail des machinistes miniers :

> « En los años 90, ya no es como antes. Antes trabajabas tres meses y te pagaban pues. Y tenías que quedarte, si no, no eras pagado. Ahora, es un poco más flexible el contrato y es con porcentaje [el pago] [...] Cuando empiezan a extraer con maquinaria, el pago cambia, ya no ganamos un sueldo fijo sino el 25% de la producción bruto. 24 horas trabajas, rotando, y al toque te pagan. Entonces ya cuando no te conviene, te vas también pues. Te vas cuando quieras » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Nous relevons, dans ce discours, les trois éléments caractéristiques du régime de travail des machinistes d'alors : (1) premièrement, un salaire au pourcentage de la production extraite, (2) deuxièmement, un horaire de travail par pause très exigeant, et finalement (3), un contrat dont la durée devient flexible et dépendante du travailleur.

(1) Tout d'abord, et contrairement à nos circulants de première génération, les machinistes des années 1990 ne reçoivent plus un salaire trimestriel fixe, mais sont payés sur base journalière, au prorata des quantités aurifères extraites. En effet, lorsque l'activité commence à se mécaniser, le système salarial change, représentant désormais – pour les machinistes – 25% de la production journalière en or. Leur salaire devient inévitablement très variable mais bien plus élevé que celui de la génération précédente. Payés en or (et non plus en *soles*), leur salaire oscille à présent sur base des variations internationales du prix de l'or, qui comme nous l'avons analysé précédemment, connaît un mouvement de forte hausse à partir de 2001.

A l'époque, ce nouveau système de paiement veut également dire que les ouvriers mobiles commencent eux aussi – tout comme les patrons miniers – à se rendre dans les nombreuses maisons de change[172] que compte le département, pour convertir leur salaire aurifère en espèces. Cependant, travaillant informellement et sans contrat de travail au sein des campements, aucun ouvrier mobile n'a la possibilité de vendre son or légalement à Madre de Dios, ce qui participe à l'époque au manque de traçabilité aurifère et à la diffusion des pratiques de contrebande : « no podemos vender legalemente, no tenemos formalización. Mas antes, nosotros claro de trabajar, trabajábamos en carretilla pero el dueño nos pagaba en soles, ahora no. Cuando he regresado a Puerto el 95 [1995] ya recién nosotros hemos visto el oro pues, cada 24 horas te pagaba en orito no más ya, ya no en soles, orito no más ya te pagaban y lo vendías » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

(2) Deuxièmement, les machinistes travaillent en deux équipes de deux (ou de quatre, pour la *chupadera*), selon un mode rotatif, la première équipe prenant le premier tour, la seconde la relayant. Les « tours » de travail (appelés *turnos* dans le langage minier) peuvent représenter 12 ou 24 heures d'activité d'affilée, la durée du *turno* étant définie par le patron :

> « Toda la semana trabajan [los operarios]. O sea, turnos toman, cada 12 o 24 horas se relevan. Pues un turno es 12 o 24 horas, depende del campamento [...] Un promedio se podría decir por semana trabajan 4 días así, a veces trabajan 3 días, a veces 4 días » (Entretien avec Freddy, patron minier, originaire du département de Cusco, réalisé dans le village minier de Fortuna, Madre de Dios, 2017).

Ainsi, les machinistes peuvent travailler, soit tous les jours (si les *turnos* sont de douze heures, la première équipe travaille de jour, la seconde de nuit), soit un jour sur deux lorsqu'ils travaillent par shift de 24 heures.

Dans le monde minier, la production aurifère d'un *turno* (c'est-à-dire la quantité d'or extraite par une équipe, qui travaille 12 ou 24 heures) est appelée *alce*, et ce sont les 25% de cet *alce* qui sont distribués aux machinistes comme salaire.

(3) Enfin, pour les machinistes, la durée des contrats de travail minier se voit également flexibilisée, cela étant majoritairement dû au changement de traitement salarial. Alors que notre

[172] Rappelons qu'en 1991, Alberto Fujimori décrète la libre commercialisation aurifère, qui provoquera l'ouverture et la prolifération de maisons de change informelles à travers toutes les zones minières de Madre de Dios, tout en affaiblissant les mécanismes de traçabilité aurifère.

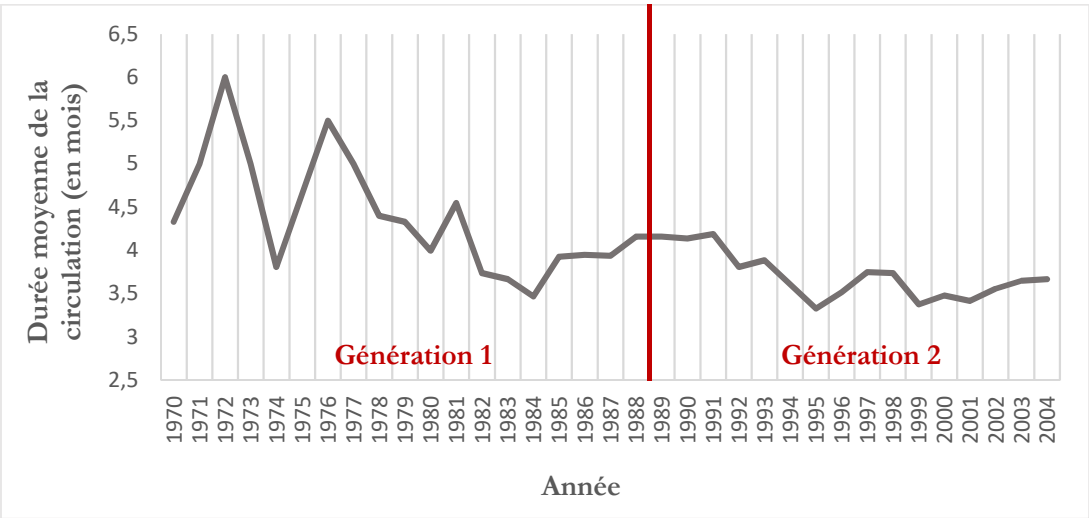
première génération de circulants se voyaient obligés à s'engager pour trois mois, grâce au paiement devenu quotidien, nos machinistes de seconde génération sont libres de choisir eux-mêmes leur temps de présence au sein des campements :

> « Los operarios se van cuando quieran. Ya no hay un contrato de trabajo de tres meses, sino que como ganan al porcentaje, cuando quieren vienen, cuando quieren se van pues. No se les puede detener, el trabajador es libre » (Entretien avec Eusebio, originaire d'Arequipa, réalisé dans son campement minier, zone minière de Diamante, Madre de Dios, 2017).

Le machiniste étant payé sur base journalière, le patron n'a plus aucun pouvoir de rétention sur lui, ce qui signifie que ce dernier peut désormais quitter le campement quand il le désire. Pour Walter, ces contrats flexibles deviennent également une aubaine pour les travailleurs circulants car, outre leur liberté de mouvement retrouvée, ceux-ci obligent les patrons miniers à mieux se comporter envers leur personnel[173] : « En ahí, dependía de nosotros. El dueño se comportaba mal, entonces nos retiraban. Nos maltrataban, no iban. No era como en carretilla » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ainsi, et résultant de cette nouvelle flexibilité contractuelle, nous constatons à travers notre enquête quantitative que la durée des circulations amazoniennes de notre seconde génération de circulants tend à baisser par rapport à la période précédente (1970-1988). Nous observons en effet, parmi les circulations effectuées entre 1989 et 2004, une durée moyenne de présence dans les campements en légère diminution, pour des allers et retours relativement plus fréquents entre les deux pôles.

Figure 26. Durée moyenne des circulations de la période 1970-2004 – Générations 1 et 2.



Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Jouissant d'une plus grande liberté de mouvement, notre seconde génération de circulants raccourcit progressivement la durée de ses voyages, près d'une circulation sur cinq (17,51%) n'excédant pas un ou deux mois au cours de la période 1989-2004.

[173] Nous abordons plus en détail les rapports de production entre patrons et ouvriers dans la section 2.4.

Tableau 29. Distribution de la durée des circulations individuelles – Générations 1 et 2.

Durée de la circulation	Effectifs Génération 1	Pourcentage Génération 1	Effectifs Génération 2[174]	Pourcentage Génération 2
Un ou deux mois	0	0%	69	17,51%
Trois mois	111	51,2%	228	57,87%
Entre quatre et six mois	80	36,8%	66	16,75%
> Six mois	26	12%	31	7,87%
Total	**217**	**100%**	**394**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

A l'époque, la durée minimale de présence à Madre de Dios est d'un mois, et la durée maximale de 12 mois. A la lecture de ce tableau, nous nous rendons en outre compte que les circulations de travail d'une durée équivalente à trois mois restent encore fortement la norme parmi notre seconde génération de circulants, celles-ci représentant plus de la moitié (58,87%) des expériences circulatoires de la période. Enfin, les circulations d'une durée de quatre mois à plus tendent à baisser, celles-ci ne constituant plus qu'un voyage sur quatre pour notre seconde génération, alors que cette proportion était de presque un sur deux (48,8%) pour la première génération.

En ce sens, nos circulants de seconde génération tendent à raccourcir leurs séjours de travail en Amazonie au cours de la période 1989-2004, néanmoins, ceux-ci se comptent encore en mois. Wilmer explique cette tendance par deux éléments : d'une part, la durée des voyages diminue car l'horaire de travail exigeant (de 12 ou 24 heures) ne permet de supporter la cadence pendant de nombreux mois d'affilée, et d'autre part, la route qui mène vers l'Amazonie est encore à l'époque tellement longue et pénible que cela les empêche d'effectuer de plus courts séjours de travail :

> « A veces, cuando trabajas en chupadera, día y noche, 24 horas, un poquito te da sueño, entonces casi no puedes soportar así 3 o 4 meses pues. Apenas 1 mes o 2 meses aguantarías, después al toque quieres descansar así. 24 horas es matado de sueño [...] Pero también, más antes no era así pues (se ríe), viajábamos 4 días, Ocongate hasta Mazuko no más 4 días era (se ríe). La carretera todo barro era pues. Por eso antes me quedaba también más tiempo en el campamento » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ainsi, même si les circulants de l'époque désirent raccourcir les voyages, le long et épuisant voyage entre Ocongate et Madre de Dios les en dissuade.

Par ailleurs, il est également important de prendre en compte le statut des autres catégories d'acteurs au sein de la pyramide sociale des campements pour comprendre et mettre en perspective ces chiffres produits à propos de la durée de présence en Amazonie. En effet, le régime de travail de ces acteurs – distinct de celui des machinistes – peut également expliquer les tendances présentées ci-avant. Pour le comprendre, abordons à présent le statut et les conditions de travail des défricheurs (1), des cuisinières de campement (2), et des transporteurs d'essence (3), tous trois également situés dans le bas de la pyramide social minière.

(1) En ce qui concerne les défricheurs, appelés *macheteros* dans le monde minier, ceux-ci sont employés afin de préparer le terrain à l'activité minière en procédant, à la machette ou à la tronçonneuse, au défrichement et déboisement de la zone d'extraction. Le poste de défricheur est généralement attribué à un jeune homme pour qui c'est la première expérience de travail dans

[174] L'individu 72 a été écarté des analyses car celui-ci présentait de nombreuses non-réponses dues à des pertes de mémoire concernant les années de ses circulations amazoniennes.

l'orpaillage (contrairement aux postes de machinistes qui sont réservés aux ouvriers expérimentés), dont le contrat de travail présente trois caractéristiques saillantes : une durée d'engagement d'un mois, un salaire mensuel fixe – payé en *soles* –, et un horaire de travail régulier et de jour. Tout d'abord, au sein du campement, le *machetero* n'est pas aussi « libre » que les machinistes, puisque lorsque celui-ci s'engage auprès d'un micro-entrepreneur minier, il est obligé de rester travailler un mois auprès de lui. Il s'agit en ce sens de contrats d'un mois, reconductibles sur volonté du travailleur. Deuxièmement, celui-ci reçoit un salaire fixe mensuel, payé en soles et à échéance. A l'époque, ce salaire représente environ 20 *soles* journalières, soit un paiement mensuel de près de 500 soles : « Primer viaje, era machetero, en 2002 era. A mí me pagaban 450 al mes » (Entretien avec Máximo, paysan de la communauté de Rodeana, Ocongate, 2016). Le *machetero* travaille en outre six jours par semaine, du lundi au samedi, de très tôt le matin (vers 6 heures) jusque la fin d'après-midi (16 ou 17 heures).

(2) Au sein du campement, la cuisinière présente un statut similaire à celui du *machetero*. Chargée de l'élaboration du menu hebdomadaire et de la préparation quotidienne des repas, celle-ci est engagée et payée sur base mensuelle (un fixe), sous contrat d'un mois reconductible. La seule différence avec le *machetero* c'est que la cuisinière travaille sept jours sur sept, ne bénéficiant d'aucun jour de repos. Comme au temps de notre première génération, les femmes sont celles qui, au sein des campements de la période 1989-2004, soutiennent les cadences de travail les plus effrénées[175].

(3) Enfin, certains campements de l'époque – les plus productifs – comptent également un dernier acteur : le transporteur d'essence. Réservé aux micro-entrepreneurs miniers les plus capitalisés – qui présentent une grande capacité d'exploitation ou une importante production aurifère –, le transporteur d'essence, appelé localement *grifero* ou *petrolero*, est chargé d'approvisionner le campement en combustible. Ce *grifero* reçoit un salaire payé quotidiennement dans certains campements, mensuellement dans d'autres, de manière fixe ou variable, en *soles* ou en or. Son traitement salarial est en effet de nature très diverse, dépendant entièrement du patron auquel il a affaire. En ce qui concerne son horaire de travail, celui-ci est également très variable d'un campement à l'autre. Certains travaillent 24 heures d'affilée, d'autres travaillent de 8 heures à 16 heures, de jour. Ce faisant, la seule condition d'embauche qui semble fixe concernant le *petrolero* est la durée du contrat de travail : un mois reconductible, tout comme le défricheur et la cuisinière.

Ainsi, les défricheurs, les cuisinières et les transporteurs d'essence sont trois catégories sociales qui, au sein des campements, sont considérés comme des acteurs *mensualeros*, c'est-à-dire des personnes embauchées sur base mensuelle. Nous venons en effet de voir que les contrats d'un mois, reconductibles, caractérisent leur statut, ce qui explique également – pour notre seconde génération de circulants –, la durée légèrement inférieure de présence dans les campements au cours de la période 1989-2004. Pour ces *mensualeros*, les anciens contrats de trois mois ont fait place à des engagements plus courts d'un seul mois, désormais prolongeables sur demande des travailleurs (et non plus au bon vouloir du patron).

Au vu de ce qui vient d'être présenté, nous pouvons dire que les contrats de travail du défricheur, du transporteur et de la cuisinière ne sont pas aussi avantageux que ceux des machinistes, tant en termes de flexibilité que de salaire. Pour nos circulants de seconde génération, le salaire variable des machinistes est en effet très enviable, surtout à partir de 2001 lorsque le prix de l'or s'envole sur les marchés internationaux. C'est d'ailleurs en ce sens que la plupart du temps, les défricheurs

[175] Nous reviendrons plus en détail, dans la section (2.5.3.) sur le sort qui leur est réservé au cours de la période 1989-2004.

et les transporteurs[176] tentent de changer – au fil de leurs circulations – leur position sociale dans l'échiquier hiérarchique minier. Entrés comme *mensualeros*, ceux-ci tentent de prendre graduellement du galon, et ce, en accédant aux postes de machinistes :

> « Cuando llegan no pueden involucrarse directamente [como operadores] puesto que no cuentan con conocimientos para el manejo de los métodos de producción minera. Muchos empiezan por trabajar en actividades relativamente simples dentro de las operaciones mineras como macheteros y con el tiempo el jefe de grupo lo va orientando e involucrando en actividades más complejas en un proceso de socialización técnica productiva » (Mosquera *et al.*, 2009: 84).

Il existe ainsi, au sein du groupe des ouvriers masculins (machinistes, défricheur et transporteur), une certaine hiérarchie interne fondée sur l'expérience et les habiletés individuelles. Les jeunes travailleurs entrent en effet généralement dans l'orpaillage en tant que défricheur. Lors de cette première expérience de travail, en observant le travail des machinistes ainsi que sous leur encouragement et apprentissage, le défricheur se forme – lors de ses temps libres – au maniement des machines et équipements miniers, ce qui lui permet, s'il en a les capacités et habiletés, de passer machiniste lors de ses expériences minières suivantes :

> « El trabajador que viene por primera vez en minería, antes que entre, nosotros le enseñamos: 'esto es así, así', se le indica. Trabaja quizás un mes, pero la experiencia tiene que darle a una persona que trabaja. Entonces uno que sabe y otro que no sabe, 'enséñale'. Yo he aprendido viendo a los otros » (Entretien avec Timoteo, originaire de Canchis, Sicuani, Cusco, réalisé dans son campement minier, zone minière de Tres Islas, Madre de Dios, 2017).

C'est ainsi qu'au sein des campements, les postes de défricheurs sont souvent réservés aux jeunes adolescents (entre 14 et 18 ans) dont c'est la première expérience de travail dans l'orpaillage, alors que les machinistes sont la plupart du temps de jeunes adultes, comptant plusieurs circulations minières à leur actif.

2.3.3. L'extraction aurifère mécanisée : une pyramide d'acteurs dissemblable

A partir de la moitié des années 1990, alors que les zones de *selva baja* sont marquées – comme nous venons de l'analyser – par un processus de semi-mécanisation dans le développement des activités aurifères, le scénario observé dans les zones de *selva alta* est de toute autre nature.

Géologiquement, les dépôts aurifères sont constitués différemment en *selva baja* et en *selva alta*, ce qui explique les différences dans les technologies d'extraction employées. Dans les zones minières de *selva baja* (Boca Colorado, Laberinto, Fortuna, Bajo Madre de Dios, etc.), l'or se trouve sous forme de *corrido*, c'est-à-dire au cœur des bras des anciens lits de rivière, alors qu'en *selva alta*, il s'agit de grands dépôts aurifères en terrasse. Ces différences géologiques impliquent l'impossibilité, pour les micro-entrepreneurs miniers opérant en *selva alta*, d'user de méthodes d'extraction semi-mécanisées (Pachas, 2012). Ceux-ci décident donc, vers le milieu des années 1990, d'y favoriser une transition technologique distincte, orientée vers une mécanisation intégrale des pratiques d'exploitation qui commencent à faire appel à des machineries lourdes telles que des pelleteuses, des chargeuses sur pneus et des camions-bennes. En 1994, les travaux de Pascó-Font *et al.* affirment en effet que : « en la zona de quebradas [selva alta], el número de cargadores frontales se ha incrementado notablemente [...] En la actualidad, se estima que hay

[176] Le poste de cuisinière est le seul et unique poste à pourvoir, pour les femmes, au sein d'un campement. Ceci signifie donc que les femmes, contrairement aux hommes, n'ont aucune perspective d' « évolution » au sein de la hiérarchie sociale minière.

209 cargadores en la zona pero el número se incrementa día a día » (p. 17). Les premières machines – des chargeuses sur pneus – commencent ainsi à être introduites au sein des zones de terrasses alluviales vers le début des années 1990, Pachas (2012) attribuant ce phénomène à un processus d'essai-erreur mis en œuvre pour la première fois par des travailleurs originaires du Brésil[177].

A ces chargeuses sur pneus, s'ajouteront également – au milieu des années 1990 – les premiers camions-bennes et pelleteuses, ces trois types d'unités productives faisant depuis lors partie du paysage minier des zones de *selva alta*, et produisant, dès 1995, une hausse fulgurante de la production aurifère départementale. En effet, entre 1995 et 2007, Mosquera *et al.* (2009) observent une tendance constante à l'augmentation de la production aurifère au sein du département (passant de 9 à 16 tonnes en l'espace de douze ans), cette croissance étant principalement boostée par les méthodes mécanisées d'extraction.

Tableau 30. Participation des méthodes d'extraction artisanales, semi-mécanisées et mécanisées dans la production aurifère du département de Madre de Dios (1995-2004).

Méthode d'extraction	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Artisanale	18,08%	11,80%	7,48%	10,93%	6,38%	6,83%	8,02%	7,25%	6,10%	5,14%
Semi-mécanisée	9,18%	9,84%	11,95%	14,76%	23,81%	25,46%	20,06%	15,71%	18,72%	20,77%
Mécanisée	72,74%	78,36%	80,57%	74,31%	69,81%	67,71%	71,92%	77,04%	75,18%	74,09%
Total	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**	**100%**

Source : Torres (2007).

A la lecture de ce tableau, nous constatons en effet qu'à Madre de Dios, la part la plus importante de la production aurifère provient des méthodes mécanisées, celles-ci générant chaque année – entre 1995 et 2004 – plus de 70% de la production départementale totale. Viennent ensuite les méthodes semi-mécanisées, qui représentent en moyenne 17,02% de la production, et enfin, l'extraction artisanale qui – tel que nous le spécifiions dans une section antérieure – connait un mouvement de forte baisse tout au long des années 1990, ne représentant plus que 5,14% en 2004. Ainsi, dès la moitié des années 1990, « aunque se autocalifican como 'pequeña minería' o 'minería artesanal', las operaciones mineras en Madre de Dios utilizan grandes inversiones de capital, maquinaria pesada, y remueven enormes volúmenes de tierra y generan alta rentabilidad » (Alvarez *et al.*, 2011: 19).

En effet, les méthodes mécanisées d'exploitation supposent, par rapport aux méthodes artisanales et semi-mécanisées, de plus gros capitaux, de larges investissements de départ et d'importants coûts de production[178], mais elles génèrent à terme une rentabilité accrue et de plus grands volumes extraits. Toutefois, celles-ci sont plus dépendantes des variations du prix de l'or sur les marchés internationaux, ce qui rend le pari de la mécanisation très risqué. Nous constatons en

[177] Avant les premières chargeuses sur pneus, une autre technique d'extraction, intermédiaire entre les techniques artisanales et les techniques mécanisées, se développe dans les zones de *selva alta* : l'*arrastre*. Nommée 'exploitation aurifère par entraînement', celle-ci consiste en l'installation d'une pompe à moteur connectée à un tuyau, qui permet de générer de l'eau pressurisée qu'un travailleur vient projeter sur les rives d'une rivière ou les bords d'un puits d'extraction. Par gravité et par entraînement, leurs sédiments dégringolent et sont conduits, par le biais d'un petit canal en bois, vers une grande rampe en bois : la *tolva*. Cette technique implique à l'époque deux ou trois travailleurs, qui gagnent à l'époque quelques 30 *soles* par jour. Cette méthode de l'*arrastre* ne durera finalement que quelques années, celle-ci étant rapidement remplacée par l'usage généralisé des chargeuses sur pneus, camions-bennes et pelleteuses.

[178] Les méthodes mécanisées supposent l'achat, l'entretien et l'amortissement de coûteuses machines (camions-bennes, chargeuses sur pneus, pelleteuses), l'engagement d'un personnel plus nombreux et plus qualifié/formé au maniement des machines – donc au salaire plus élevé –, l'usage de plus grandes quantités de combustible, etc., le tout participant à des coûts de production bien plus élevés que pour les méthodes artisanales ou semi-mécanisées.

effet, au travers du tableau 30 ci-dessus, qu'entre 1997 et 2001, la production mécanisée baisse graduellement au sein du département de Madre de Dios, celle-ci se voyant affectée par l'importante chute simultanée du prix de l'or. Ce type d'exploitation présentant en effet des coûts de production importants, celle-ci est plus sensible aux variations qui se donnent à voir sur les marchés mondiaux, ce qui dissuade certains patrons miniers de s'y adonner.

D'autres pointent également ses impacts environnementaux, qui sont bien plus significatifs que ceux provoqués par l'exploitation artisanale ou semi-mécanisée : « la maquinaria pesada malogra mucho el monte, rapidito avanza [la deforestación]. Y le hace secar todito. Puro huecos deja, y no se puede llenar » (Entretien avec Ernesto, patron minier originaire d'Urubamba, Cusco, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017). En effet, Pachas (2012) affirme dans ses travaux qu'entre 1986 et 2008, l'activité minière aurait provoqué la déforestation de 8 714 hectares de jungles à Madre de Dios, dont 4 023 hectares correspondent à la zone de Huepetuhe et 4 691 hectares à celle de Caychive.

En termes de travail, l'exploitation mécanisée débute comme pour les méthodes semi-mécanisées par le déboisement intégral de la zone de travail, un *machetero* étant assigné à cette tâche. Une fois le travail de déforestation réalisé, une chargeuse sur pneus ou une pelleteuse accompagnée d'un camion-benne sont introduits dans la zone, procédant au creusement, au chargement et au transport des volumes extraits vers une rampe de bois, appelée *shute*. Le *shute* est l'équivalent de la *tolva* des méthodes semi-mécanisées, à la différence près que celui-ci est beaucoup plus haut, grand et pentu.

Figure 27. Illustration du travail d'extraction mécanisé (chargeuse à gauche, shute au centre).



Photographies : par l'auteure (2017).

Tout au long de leur journée de travail, les machinistes (des chargeuses, pelleteuses et camions-bennes) transportent et déposent les déblais extraits vers le *shute*, de chaque côté duquel sont construits une ou deux cassettes en bois. Celles-ci servent à l'étape d'exploitation appelée le *lavado* (le « lavage » de l'or), qui nécessite le travail d'un (ou deux) homme(s) nommé(s) *huaychulero(s)*, dont la tâche consiste à asperger – « laver » – les quantités déposée par la chargeuse sur le *shute*, à l'aide d'un tuyau envoyant de l'eau pressurisée.

Figure 28. Le *shute* vu d'en haut.



Photographie : Gordasevich et Krauer (2015).

Perché dans une petite cabane de bois construite à côté de la rampe de lavage, le *huaychulero* passe ainsi la journée assis, à envoyer de l'eau sur le *shute*.

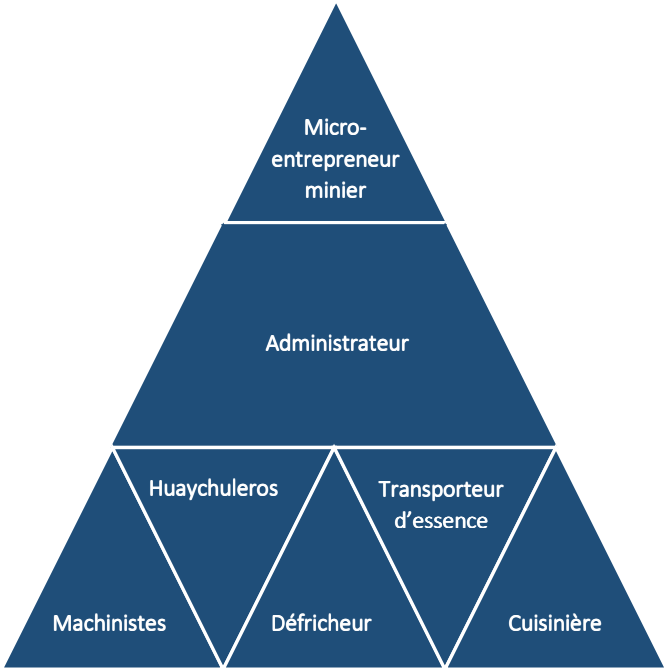
Figure 29. Illustration de l'emplacement et du travail du *huaychulero*.



Photographie : Gordasevich et Krauer (2015).

Au total, chaque campement à l'activité mécanisée compte entre neuf et quatorze travailleurs mobiles : deux ou quatre *huaychuleros*, entre quatre et six machinistes formés au maniement des véhicules d'extraction, auxquels s'ajoutent un *machetero*, un ou deux transporteur(s) d'essence, et une cuisinière. En terme de main-d'œuvre, les méthodes mécanisées requièrent donc davantage de personnel que les méthodes semi-mécanisées, la pyramide d'acteurs de ce type de campement se présentant comme suit :

Figure 30. Pyramide d'acteurs – Campements à l'activité mécanisée.



Elaboration : par l'auteure.

Nous retrouvons à nouveau ici une structure hiérarchique et pyramidale, au sommet de laquelle se trouve le micro-entrepreneur minier (ou le cas échéant, son administrateur), qui dirige une poignée d'ouvriers mobiles : machinistes (1), *huaychuleros* (2), défricheur (3), transporteur d'essence (4) et cuisinière (5). Pour comprendre leurs différences de traitement, effectuons le même exercice que précédemment, en passant en revue le régime de travail de chacun d'eux.

(1) Tout d'abord, en ce qui concerne les machinistes, ceux-ci sont de trois types : les conducteurs de chargeuses sur pneus, les chauffeurs de camions-bennes et les pelleteurs. En fonction du capital économique détenu par le patron minier, ceux-ci seront au nombre de quatre ou de six. Engagés pour une durée d'un mois (reconductible), ils travaillent généralement par *turno* de deux équipes, qui se relaient par tranche de douze ou 24 heures, selon les campements.

Contrairement aux méthodes semi-mécanisées, les machinistes sont payés sur base fixe, en *soles* et mensuellement. Pedro, qui a travaillé comme pelleteur à Huepetuhe au cours des années 1990, relate : « en maquinaria pesada, lo que hacen es pagarte mensualidades. Entonces, un mes que te paguen más de 1500 soles como maquinista » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Le poste de machiniste est celui qui est le mieux rémunéré au sein de cette pyramide d'acteurs.

(2) Deuxièmement, nous retrouvons les *huaychuleros*. Egalement au centre de l'activité extractive mais d'une formation moindre que les machinistes, ceux-ci reçoivent moins que les deux premières catégories, leur salaire étant à l'époque de l'ordre de 800 soles : « estaba joven la primera vez… me fui de huaychulero. En mensual me pagaban, mi sueldo era 800 por allí » (Entretien avec Lucio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). Les postes de *huaychuleros* sont généralement réservés à ceux qui n'ont pas encore d'expérience dans la conduite de machineries lourdes et/ou pour qui il s'agit d'un premier séjour dans l'exploitation mécanisée. Il existe donc, comme dans l'exploitation semi-mécanisée, un certain ordre hiérarchique interne dans les postes à pourvoir, principalement fondé sur l'âge et l'expérience de

circulation. Enfin, en termes d'horaire, les *huaychuleros* travaillent par *turno*, interchangeant toutes les douze ou 24 heures, en même temps que les équipes de machinistes.

(3) En ce qui concerne le défricheur, celui-ci est payé mensuellement, à échéance, travaillant de jour (du matin au soir) et disposant d'un jour de repos sur la semaine, le dimanche.

(4) Le transporteur d'essence présente un traitement salarial similaire, pour un horaire néanmoins différent : travaillant par *shift*, celui-ci effectue douze ou 24 heures de travail d'affilée, se reposant entre chaque tour.

(5) Enfin, la cuisinière présente un régime de travail tout à fait identique à celles qui sont engagées dans l'exploitation semi-mécanisée : engagée et payée sur base mensuelle fixe, celle-ci s'engage pour un mois reconductible, travaillant du lundi au dimanche, de très tôt le matin à tard le soir.

A la différence des campements à l'activité semi-mécanisée, l'ensemble des travailleurs sont donc, dans les campements de *selva alta* à l'activité mécanisée, des acteurs *mensualeros* ; payés sur base fixe, en *soles* et mensuellement, et ceux-ci s'engagent pour une durée minimale d'un mois, reconductible selon leur volonté.

Si nous résumons les éléments décrits dans cette section, nous pouvons diviser la période 1989-2004 en deux intervalles de temps distincts, une première s'étendant de 1989 à la moitié de la décennie 1990 et une seconde recouvrant les années 1995-2004. La première (1989-1995) est marquée, en Amazonie, par la prédominance des méthodes d'extraction artisanales, qui continuent – comme au temps de notre première génération – à privilégier le travail pénible et les routines insoutenables. La seconde période (1995-2004) représente un tournant historique à Madre de Dios, celle-ci correspondant à l'avènement de la semi-mécanisation et de la mécanisation dans l'activité d'extraction, qui impliquent une transformation profonde des structures sociales minières. A partir de la moitié de la décennie 1990, trois régimes de production distincts coexistent en effet (artisanal, semi-mécanisé, mécanisé), produisant trois régimes de travail différenciés, pour trois pyramides d'acteurs dissemblables.

Cela étant, et en dépit des diverses spécificités présentées dans cette section, plusieurs facteurs leur sont communs. Le travail y reste pénible et dangereux, bien qu'il revête désormais un caractère moins contraint que pour notre première génération de circulants. En effet, les travailleurs mobiles de seconde génération jouissent d'une liberté de mouvement retrouvée, ceux-ci étant désormais libres de quitter le campement selon leur bon vouloir. En outre, leurs salaires augmentent, les abus des patrons diminuent, les pratiques d'endettement fictif et les prolongements forcés de contrat n'existent plus.

Qu'en est-il des rapports de production entre travailleurs mobiles et micro-entrepreneurs miniers au cours de la période ? Notre seconde génération continue-t-elle à parler, comme ses prédécesseurs, d' « esclavage » au sein des campements ? Comment décrivent-ils la relation patron/ouvrier entre 1989 et 2004 ?

2.4. Rapports de production, conditions de vie et informalité au sein des campements amazoniens : vers une transformation profonde

A Madre de Dios, les trois régimes de travail différenciés produisent, entre 1989 et 2004, des rapports de production relativement divers entre patrons miniers et ouvriers mobiles. Parmi les

nombreuses expériences de travail qui nous ont été contées, nous avons pu identifier, chez nos circulants de seconde génération, deux tons distincts dans les histoires relatées. Cette distinction a fortement à voir avec, d'une part, l'époque à laquelle s'observe le déplacement amazonien, et d'autre part, le type de régime productif – artisanal, semi-mécanisé ou mécanisé – que ce dernier implique.

Au cours de la période 1989-1995, qui correspond à une époque encore largement dominée par les méthodes d'exploitation artisanale, les routines quotidiennes décrites par nos circulants de seconde génération témoignent d'un régime d'exploitation intense, aux rapports de production marqués par la tyrannie des patrons, les mauvais traitements, le manque de considération, la violence et les abus. En ce sens, les premières années de circulation de notre seconde génération se caractérisent par des rapports de production similaires à ceux que nous avons observés auprès de notre première génération ; néanmoins, sous l'effet de la mécanisation progressive et des transformations que celle-ci entraîne sur le régime de travail minier, les années de circulation postérieures à 1995 dépeignent de meilleurs traitements pour les travailleurs, qui commencent à vivre moins péniblement leurs diverses circulations de travail vers l'Amazonie :

> « Más antes los dueños eran malos, malos eran. Cuando llegué había maltrato, nos daban comida poquito, el trabajo era así total brusco, duro, total, nos ha explotado en trabajo. [...] En los años 90 más o menos ha cambiado bastante. Ahora los mineros tratan a los obreros en buena forma y además el pago también… más antes dice era poco » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Le témoignage de Wilmer illustre cette grande transformation que connaissent les travailleurs des années 1990, qui passent à l'époque d'un régime d'exploitation très dur à des relations plus pacifiées avec leur patron ainsi qu'à des traitements plus humains et financièrement plus favorables. Pour nos circulants de seconde génération, cette amélioration dans le traitement et la condition ouvrière à partir de la seconde moitié des années 1990 se doit d'être mise en perspective et analysée à la lumière du profil des « nouveaux » micro-entrepreneurs miniers, qui vinrent à l'époque se substituer aux anciens patrons tyranniques des années 1970-1980.

2.4.1. « Los jefes saben cómo se sufre » : nouveau patronat et redéfinition de la condition ouvrière

« Bien nos trataban los dueños porque son de diferentes lugares ; venían de Canas, de Canchis, de Paucartambo, de todo Cusco eran, como nosotros » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Comme Pedro le souligne, l'activité minière est développée au cours des années 1990 par des personnes « novices dans le métier » (Pachas, 2011 : 86), des paysans originaires de communautés voisines au département de Madre de Dios pour qui l'agriculture et l'élevage constituent initialement l'activité économique principale.

En réponse à la crise de l'époque et aux maigres ressources économiques que ces activités génèrent, ceux-ci décident de se déplacer, au cours de leur jeunesse, vers les zones minières amazoniennes et compléter leurs revenus agricoles avec l'activité extractive. A l'époque, « la situation est particulièrement difficile pour les agriculteurs, dont les revenus sont devenus précaires [...] Nombre de personnes provenant d'autres secteurs migrent vers les régions d'exploitation et espèrent y trouver une opportunité de sortir de la pauvreté » (Morazán, Deiss, 2012 : 28). A Madre de Dios, des villages miniers se forment, dans lesquels « se rencontrent des personnes de différentes origines ethniques et religieuses » (Hentschel *et al.*, 2002 : 19).

C’est le cas de William qui, originaire du département d’Apurímac, arrive à Madre de Dios en 1989 pour y travailler comme ouvrier, devenant quelques années plus tard son propre patron :

> « La gente venía pues buscando futuro por acá, como acá hay ese trabajo del oro y ganas un poco más, más economía te genera. Yo vine acá para un año, y mira… me quedé hasta hoy día [...] Había bastante economía esas fechas en Madre de Dios, tenía plata como trabajador [...] Y así ya empecé a trabajar ya más seriamente el oro. [...] Eso sería a grandes rasgos la parte principal… la economía; estamos buscando futuro donde podemos encontrar mejor salario de trabajo » (Entretien avec William, patron minier, originaire d’Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017).

Le parcours migratoire de William n’est pas atypique à Madre de Dios, mais représente plutôt la trajectoire-type de nombreux patrons miniers des années 1989-2004. D’origine andine et arrivés comme ouvriers, ceux-ci deviennent micro-entrepreneurs miniers après plusieurs années de travail acharné, quittant définitivement leur terre natale pour s’installer en Amazonie et vivre entièrement des activités aurifères. Ayant eux aussi expérimenté les conditions de vie et de travail ouvriers et ne désirant pas se comporter comme leurs anciens patrons, ceux-ci transforment et font évoluer quelques années plus tard les rapports de production au sein de leur propre campement, tout en les faisant tendre vers une amélioration de la condition ouvrière au cours de la période 1989-2004.

Nombre de circulants de seconde génération considèrent en effet qu’à partir de la moitié des années 1990 surtout, certains patrons miniers se comportent plus respectueusement envers leurs travailleurs car ces derniers ont pour la plupart été ouvriers de campement avant de devenir micro-entrepreneur minier, connaissant le triste sort réservé à la main-d’œuvre circulante et ne souhaitant pas reproduire le même schéma d’exploitation au sein de leur campement. Ce positionnement des « nouveaux » patrons miniers tend, à l’époque, à revaloriser le travail ouvrier et à générer une restructuration des relations sociales au sein des campements : « Gente malo ya se ha muerto, pero ahora los nuevos jefes son jóvenes. Entonces, ya saben cómo han sufrido, han chambeado [de obrero], han trabajado también, son jefes entonces saben trabajar, saben cómo se sufre, saben cómo se encuentra la plata, entonces ya no sufres ya. Ellos ya saben ya » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d’Andamayo, Ocongate, 2017). Selon Rodolfo, les patrons miniers des années postérieures à 1995 sont des individus jeunes, qui ont souffert en travaillant plusieurs années comme ouvriers, ceux-ci « connaissent » les ressentis négatifs liés aux mauvais traitement et ne veulent pas générer la même souffrance au sein de leur campement.

Cette opinion émise par Rodolfo est partagée par nombre d’autres circulants de sa génération, mais également par les patrons miniers que l’on pourrait qualifier de « seconde génération », tel que Constantino, qui nous relate en entretien : « Mis obreros tienen su trato conmigo. Como he sido obrero, sé en qué momento tienen hambre, en qué momento tienen sed, y cómo se trabaja duro. Entonces están tranquilos los chicos en mi campamento, reciben un buen trato » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

Néanmoins, il ne serait pas correct de projeter et de généraliser les propos de Constantino à l’ensemble des patrons de l’époque. Walter nous explique en effet:

> « Hay personas que no saben tratar su personal, hay personas también que saben. Hay campamentos que no te dan una buena alimentación, todo eso. Por ejemplo, el dueño, por ser dueño, quiere hacer a su manera. Y a veces, el personal tiene otra forma de trabajo. A veces, no hay comprensión. Te dice ‘no sabe trabajar, hay que hacer de tal manera’, se pone terco, hasta te grita, y eso no funciona.

> Por eso buscamos donde está el más tranquilo, mejor salario, buena alimentación, … por el buen trato regresas a un centro de trabajo anterior, sino te vas » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Certains patrons sont ainsi encore très directifs, souhaitant que le travail soit réalisé tel qu'ils le conçoivent et allant jusqu'à crier pour obtenir ce qu'ils désirent, néanmoins, d'après Walter, ce type de comportement n'est pas souvent bien accueilli auprès des travailleurs circulants des années 1990.

Effectivement, étant donné qu'à partir de la moitié de la décennie 1990, ceux-ci sont engagés par contrat journalier flexible (machinistes) ou sur une base mensuelle (cuisinière, défricheur, transporteur, etc.), nos circulants de seconde génération ont davantage de liberté de partir du campement selon leur propre bon vouloir. Lorsque le traitement reçu n'est pas bon et que le patron ne se comporte pas correctement envers ses travailleurs, ceux-ci peuvent désormais décider unilatéralement de mettre fin à la collaboration, laissant le patron abusif sans la main-d'œuvre nécessaire pour faire fonctionner son activité : « En ahí, dependía de nosotros. El dueño se comportaba mal, entonces nos retiraban. Nos maltrataban, no iban. No era como en carretilla, [los mineros] nos tenían que dar un buen trato » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Au tournant des années 1990, la notion de *trato* (« traitement », en français) devient fondamentale dans le discours des travailleurs de seconde génération, celle-ci recouvrant non seulement le comportement respectueux et bienveillant du patron envers l'ouvrier, mais également trois autres critères essentiels : un bon salaire, un logement acceptable et une nourriture servie en abondance. Sur base de ces critères, nos circulants de seconde génération évaluent désormais la possibilité de travailler, ou non, au sein d'un campement, et de revenir au même endroit lors de leurs circulations ultérieures : « El trato es lo que el dueño tiene que dar a su obrero [...] Si el dueño de la maquina o el dueño del campamento le ha tratado bien a su personal, puede volver. Porque se le ha respetado como persona, se le ha dado buena comida, buen sueldo y buen lugar para que descanse » (Entretien avec Lucio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). Parmi ces quatre critères qui constituent le *trato* de l'ouvrier mobile, le salaire, le comportement du patron et la nourriture sont considérés comme fondamentaux pour notre seconde génération de circulants, le confort du logement n'étant, lui, pas déterminant dans le choix d'une zone de travail ou d'une autre. Pour le comprendre, penchons-nous – dans les lignes qui suivent – sur les conditions de vie proposées aux travailleurs circulants par les patrons de la période 1989-2004.

2.4.2. Des patrons insensibles aux médiocres conditions de vie, aux maladies et à la contamination des ouvriers ?

Si certains patrons miniers peuvent montrer – comme nous venons de le voir – davantage d'empathie en ce qui concerne la condition ouvrière au cours de la période 1989-2004, cela ne veut toutefois pas dire qu'ils offrent à leurs travailleurs de meilleures conditions de vie au sein de leurs campements. En effet, les conditions décrites dans le chapitre antérieur semblent continuer à s'appliquer à notre seconde génération de circulants, avec toutefois de légères modifications.

Tout d'abord, en termes de régime alimentaire, il semble que la condition ouvrière s'améliore peu à peu au sein des campements de la période, cependant, les expériences restent très dépendantes des choix effectués par le patron. Máximo n'eut par exemple à l'époque que des expériences décevantes où : « siempre comíamos arroz con frijoles, todo el día, plátano con su caldito, la

comida era pésima. No comíamos mucho, muchos eran con desnutrición o anemia » (Entretien avec Máximo, paysan de la communauté de Rodeana, Ocongate, 2016). Les repas qui lui sont servis en Amazonie restent donc pour ce circulant peu diversifiés et très insuffisants, comme au temps de notre première génération.

Ce qui ne semble, par contre, pas varier beaucoup d'un campement à l'autre sont les caractéristiques du logement minier : « el alojamiento era solo de plástico y madera, no más, era una carpa. Plantan cuatro palos después tapan con plástico, eso es el campamento [...] Hacen las camas de maderita, un colchón y nada más » (Entretien avec Raymondo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Nous retrouvons en ce sens, comme pour notre première génération, des tentes faites de quatre pieux de bois au toit en plastique. Les lits sont eux aussi en bois, comptant un simple matelas sans aucune moustiquaire pour les protéger des insectes ou animaux nocturnes. N'ayant pas accès à un logement adéquat, nombre de circulants de seconde génération tombent alors malades dans les campements, Almanza (1997) affirmant que les affections les plus répandues chez les ouvriers mobiles étant les parasitoses, la malaria, la leishmaniose et les infections intestinales.

Nous avons donc toujours affaire, au cours de la période 1989-2004, à des campements éphémères au confort spartiate qui favorisent le développement de maladies tropicales, ne disposant en outre d'aucun service sanitaire, système d'évacuation ou réseau d'eau courante ou potable. Implantés en pleine jungle, les campements ne sont raccordés à aucun système d'égouttage ni réseau d'eau courante, ce qui oblige les travailleurs à boire et à se laver dans l'eau des rivières et des ruisseaux à proximité, ou à défaut, dans les eaux usées issues de l'activité d'exploitation : « Allí, en el monte, tienes que bañar en el río, en la quebrada, donde trabajamos. No hay otra agua pues. Agua turbia es, habrá pues siempre mercurio porque en allí lavamos oro » (Entretien avec Raymondo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Nous avons vu dans le chapitre précédent que les lieux de vie et les espaces de production miniers sont, dans l'activité aurifère amazonienne, étroitement imbriqués. Or, les processus d'extraction semi-mécanisé et mécanisé impliquent dès les années 1990 l'usage de mercure, qui n'est pas sans incidence sur les milieux de vie des travailleurs. (Nous ne détaillons pas ici tout le processus qui implique l'usage de mercure dans l'orpaillage, mais le lecteur peut – pour comprendre pourquoi ce composant toxique est utilisé et mobilisé dans l'activité aurifère, ainsi que saisir de quelle manière celui-ci affecte les conditions de vie ouvrières des années 1990 – consulter l'annexe 4 du présent manuscrit qui décrit la dernière étape du cycle extractif à Madre de Dios : le *lavado*, à savoir le travail de « lavage » aurifère).

Pour nos circulants de seconde génération, la contamination au mercure passe par une triple voie ; en contact dermique direct avec le mercure lors de la phase de *bateo* et d'amalgamation (cfr. annexe 4), ceux-ci sont en outre exposés aux évaporations de mercure lors de la phase ultime de combustion, tout en buvant et se baignant dans des eaux hautement contaminées tout au long de leurs séjours en Amazonie (Ashe, 2012). Hütz-Adams *et al.* (2012) estiment qu'environ 60 pourcents du mercure utilisé dans les activités aurifères est rejeté dans les rivières après la phase d'amalgamation, les 40 pourcents restants s'évaporant dans l'air lors de la phase de chauffe. « Miners are exposed to extremely high levels of mercury and have greater incidence of neurological disorders and kidney dysfunction, a common side effect of Hg(0) inhalation » (Diringer *et al*., 2015: 1). De nombreuses études (Swensson *et al.*, 2011 ; Ashe, 2012 ; Diringer *et al.*, 2015 ; Martinez *et al.*, 2018) ont en effet démontré que l'inhalation de vapeur de mercure

expose les travailleurs – et les populations riveraines – à de nombreux dysfonctionnements des systèmes nerveux, respiratoire et immunitaire ; or à l'époque, les patrons miniers ne tiennent pas compte des différentes études publiées. Ceux-ci n'y croient pas, ou encore, développent leurs propres croyances autour du mercure, ce qui contribue à la désinformation de nombreux travailleurs andins : « They say quicksilver poisons people and damages the brain, but it's not true. I don't feel it. We used to drink quicksilver to stop feeling lonely. It works well for anxiety. I swallowed it and forgot my problems » (Entretien avec Claudio, patron minier, originaire de Canchis, Sicuani, Cusco ; cité par Gordasevich et Krauer, 2015: 3). Ashe (2012) rapporte, elle aussi, que certains malentendus participent à la surexposition des travailleurs au mercure : « Many other misunderstandings of mercury contamination, not based in scientific fact, also contribute to exposure. As an example, it is widely believed in mining zones that mercury can only enter the body when in direct contact with open wounds, and that liquid mercury can be safely used as a laxative » (Ashe, 2012: 1).

En dépit de ces fausses convictions, il est néanmoins scientifiquement prouvé, à partir de la moitié des années 1990, que le mercure affecte l'être humain, la faune locale et l'environnement amazonien du département (Institut Péruvien de Gestion de l'Eau et de l'Environnement, 1995 ; INRENA, 1993). A Madre de Dios, la problématique de la contamination au mercure trouve ainsi ses origines vers le milieu des années 1990, prenant une importance croissante au tournant des années 2000.

A l'époque, les micro-entrepreneurs miniers feront fi de toutes les mises en gardes exprimées en ce qui concerne la toxicité du mercure utilisé dans leur processus d'exploitation, laissant en outre le travail d'amalgamation aux soins de leurs travailleurs. Les populations circulantes sont donc celles qui, au cours des années 1990, sont les plus exposées à la contamination, étant de surcroît celles qui sont les moins informées (voire désinformées) sur la question.

Ainsi, et pour conclure cette section, nous pouvons affirmer que les micro-entrepreneurs miniers de la période 1989-2004 ne modifient que peu les conditions de vie au sein des campements miniers de seconde génération, qui connaissent même – dû à la mécanisation progressive de l'activité et à l'usage de mercure en phase finale d'extraction – une forte détérioration. Exposés aux vapeurs de mercure et en contact dermique direct avec celui-ci, les travailleurs circulants risquent une lourde contamination, pouvant causer – à terme – de graves dysfonctionnements sur leurs systèmes nerveux, respiratoire et/ou immunitaire.

2.4.3. L'informalité du patronat

Au cours de la période 1989-2004, ces méthodes polluantes d'exploitation se donnent à voir dans un contexte régional qui – comme nous le soulignions en début de chapitre – est marqué par une absence et un abandon étatique pesants, tout comme une indifférence profonde des autorités nationales envers le secteur minier artisanal. Cette attitude donnera rapidement naissance, à Madre de Dios, à des pratiques croissantes d'informalité, qui – pour nos circulants de seconde génération – signifieront un non-respect systématique de la législation sociale en vigueur.

A l'époque, la seule législation existante en termes de formalisation et de régulation des activités minières au Pérou est la *Ley General de Minería*[179] de 1992, qui – élaborée par l'administration

[179] Loi Générale des Activités Minières, en français.

Fujimori dans le but de favoriser l'investissement de capitaux étrangers dans ce secteur – ne fait aucune distinction entre l'activité minière à grande échelle, à moyenne échelle et à petite échelle/artisanale (Arriarán, Gómez, 2008 ; Mosquera *et al.*, 2009 ; Valencia, 2014). Cette loi incorpore, certes, la notion de « petits producteurs miniers »[180], mais qu'elle définit sous les mêmes critères que les exploitants miniers à moyenne ou grande échelle (Mosquera *et al.*, 2009), ne concevant l'activité minière qu'en termes de vastes zones d'exploitation, de grands investissements, de haute technification, et de niveaux de production élevés, ce qui est le cas de l'extraction à grande échelle, mais est « loin de représenter la réalité complexe de l'activité minière artisanale » (Torres, 2007: 131).

En ce sens, formaliser leur activité implique, pour les micro-entrepreneurs miniers de l'époque, de répondre à une série d'exigences et d'obligations complexes et coûteuses – conçues principalement pour l'activité à grande échelle – qu'ils sont bien souvent dans l'impossibilité de respecter ou de s'acquitter (Romero *et al.*, 2005). Dans cette situation, nombre de micro-entrepreneurs miniers opérant à Madre de Dios au cours des années 1990 optent pour le travail informel, ne rendant aucun compte à l'Etat, tant sur le plan fiscal qu'environnemental ou social. Pour Torres (2007), l'existence d'un cadre légal éloigné de la réalité minière artisanale conditionne fortement, en Amazonie, la permanence dans le temps des pratiques d'informalité, qui « vont de pair avec le non-respect des normes environnementales et des mécanismes de contrôle en termes de sécurité et d'hygiène dans le développement du travail minier » (p. 133).

L'informalité est en effet la norme dans cette partie de l'Amazonie, néanmoins, cela ne signifie pas pour autant que les mineurs artisanaux abandonnent tout espoir de voir un jour ce cadre légal évoluer, pour que celui-ci prenne enfin en compte les particularités de l'exploitation aurifère artisanale. Au contraire, ceux-ci s'organisent en associations minières tout au long de la décennie 1990 et, s'articulant à d'autres organisations minières d'envergure nationale, impulsent – dès 1996 – plusieurs propositions normatives destinées à aborder les problèmes spécifiques du secteur[181].

En dépit de ces efforts coordonnés, les mineurs artisanaux de Madre de Dios devront néanmoins attendre 2002 pour qu'un cadre législatif spécifique à l'activité minière artisanale soit reconnu et promulgué nationalement. En janvier 2002, la *Ley de Formalización y Promoción de la Pequeña Minería y Minería Artesanal* est finalement émise, marquant les débuts du processus de formalisation minière en Amazonie (Valencia, 2014).

Par le biais de cette loi, les exigences à satisfaire pour devenir mineur artisanal formalisé s'assouplissent et se flexibilisent ; pourtant, le nouveau cadre ne suffit pas, à l'époque, pour réguler, développer et formaliser l'ensemble du secteur. Au contraire, la plupart des patrons miniers du département ne parviennent pas (ou ne désirent pas) s'amarrer au processus de formalisation du début des années 2000, et ce, pour quatre raisons principales.

Premièrement, une grande confusion foncière règne à Madre de Dios ; dans cette partie de l'Amazonie, différents usagers se partagent le territoire (communautés natives, mineurs artisanaux, concessionnaires forestiers, concessionnaires d'écotourisme, agriculteurs, etc.), sans qu'existe néanmoins aucune coordination entre les différentes instances publiques régionales

[180] *Pequeños Productores Mineros*, dans la loi.
[181] Le décret législatif 868 de novembre 1996 réduit par exemple, pour les mineurs artisanaux, le nombre d'hectares exigés (1000 hectares au lieu de 5000) et introduit une importante distinction en ce qui concerne la capacité de production : 150 tonnes par jour, au lieu des 350 décrétés par la *Ley General de Minería*.

chargées d'attribuer les droits fonciers. Les procédures d'attribution et de formalisation des concessions minières sont en effet tout à fait indépendantes des procédures d'octroi d'autres droits d'exploitation tels que les terres agricoles, les concessions forestières ou d'écotourisme, etc. En ce sens, les titres de propriété sont attribués sans vérifier les superpositions de terrain, et les différents organes compétents manquent de personnel et de budget pour faire les vérifications nécessaires sur le terrain (Arriarán, Gómez, 2008). Il résulte de cette situation un problème significatif de superposition entre le front minier et les autres usagers, qui complexifie la formalisation des patrons miniers de l'époque.

Deuxièmement, et résultant de cette confusion foncière et ce manque étatique de planification territoriale, de nombreux conflits éclatent dans le département de Madre de Dios au cours des années 1990, qui viennent grever le processus de formalisation minier dès 2002. A l'époque, les conflits sont particulièrement virulents entre micro-entrepreneurs miniers et communautés natives, à tel point qu'entre 2002 et 2008, de nombreux auteurs (Pachas, 2011 ; Mosquera *et al.*, 2009 ; Valencia 2014, 2016) affirment que les actions de l'Etat se centrent, dans ce département, de manière quasi exclusive sur la résolution desdits conflits, comme précondition pour que les micro-entrepreneurs miniers puissent ensuite accéder au processus de formalisation. Au cours de ces six années (2002-2008), le processus de formalisation ne progresse donc que très lentement à Madre de Dios, alors que les institutions publiques tentent d'y étouffer la conflictualité foncière qu'elles avaient elles-mêmes fomentée (Valencia, 2014).

Troisièmement, la lenteur de la formalisation minière émane également, à l'époque, du processus simultané de décentralisation nationale, qui attribue – dès 2002 – aux gouvernements régionaux de chaque département du pays de nouvelles fonctions et compétences, sans que ceux-ci disposent néanmoins des moyens et de la formation nécessaire pour s'en acquitter. En effet, alors que les mandats présidentiels d'Alberto Fujimori (1990-2000) avaient signifié le retour à une forte centralisation du pouvoir, le gouvernement démocratique d'Alejandro Toledo (2001-2006) relance, entre 2002 et 2004, le processus de décentralisation (Gonzales de Olarte, 2007 ; Arellano-Yanguas, 2017). La décentralisation est donc annoncée dès 2002, néanmoins, très peu de moyens (humains, administratifs, institutionnels et financiers) sont alloués pour la mettre en œuvre (Gonzales de Olarte, 2007). Ces manquements, couplés à un transfert de compétences mal défini, empêchent les gouvernements régionaux de gagner en légitimité tout au long de la première moitié des années 2000 (Bey, 2010), le tout ayant pour incidence de retarder, à Madre de Dios, le processus de formalisation (Valencia, 2014).

Enfin, un dernier obstacle d'importance à la formalisation minière est la lourdeur des procédures à entreprendre pour le micro-entrepreneur minier, bien que celles-ci aient été – comme nous l'avons vu précédemment – flexibilisées à partir de 2002. En effet, pour un mineur artisanal de Madre de Dios, le processus de formalisation implique plusieurs étapes successives[182], longues et coûteuses, qui se voient chacune entravées par la lenteur ainsi que le manque de personnel et de compétences des institutions régionales. Pour les mineurs artisanaux, cette procédure est non

[182] Pour commencer à travailler légalement, un mineur doit : (1) en faire la demande auprès de la Direction Régionale de l'Energie et des Mines (DREM), sollicitant une parcelle de terrain à exploiter. Dans le jargon minier, cette demande est appelée *petitorio minero* ; (2) cette demande doit être acceptée par la DREM, une étape à l'issue de laquelle le mineur se voit attribuer une concession minière ; (3) une fois en possession du titre de concession, celui-ci doit présenter une Etude d'Impact Environnemental semi-détaillée (EIE) auprès des institutions publiques compétentes et solliciter divers permis relatifs au déboisement, à l'utilisation de ressources hydriques, etc. ; (4) finalement, et sur base des documents introduits, celui-ci reçoit la certification environnementale qui lui donne le droit de travailler légalement.

seulement pesante, mais surtout inopérante au vu des institutions inefficaces qui sont supposées la mettre en œuvre (Pachas, 2011).

Si nous mettons ces divers éléments d'analyse en relation avec le profil des micro-entrepreneurs miniers que nous construisions précédemment, nous pouvons dire que les patrons miniers qui engagent notre seconde génération de circulants au cours de la période 1989-2004 restent pour la plupart, malgré les tentatives de formalisation, des acteurs exerçant leur travail de manière informelle, c'est-à-dire sans modalités de travail règlementées et sans régulation par l'État. Ceux-ci ne paient pas d'impôts et ne concluent pas de contrats de travail écrits avec leurs travailleurs, qui sont dès lors dépourvus de toute sécurité ou protection sociale (Seeling, 2002). Cette informalité qui caractérise le statut du patron des années 1989-2004 n'est alors pas sans lien avec les conditions de vie et de travail risquées, polluantes et dangereuses que nous avons décrites précédemment et pour lesquelles le travailleur de seconde génération n'a – en l'absence d'aucun contrat formel d'embauche – aucune possibilité de recours possible.

2.5. Trajectoires circulatoires

Sur base de ce qui a été présenté dans les sections antérieures, explorons à présent plus en profondeur les trajectoires circulatoires de quelques hommes et femmes qui se sont déplacés vers les campements miniers de l'Amazonie au cours de la période 1989-2004. A travers la reconstruction de ces trajectoires, nous identifions des parcours de vie qui se singularisent, mettant en lumière, d'une part, les facteurs macro-structurels et micro-individuels ainsi que les réseaux sociaux qui ont participé à leur façonnement (échelles d'analyse macro-méso-micro), et d'autre part, la capacité d'agentivité des circulants qui contribue elle aussi à la construction de leur histoire migratoire.

Cette section reconstruit ainsi les trajectoires circulatoires/migratoires individuelles de différents individus ruraux, qui pourtant soumises aux mêmes contraintes (sociales, économiques, institutionnelles, structurelles, relationelles), n'apparaissent pas prévisibles, standardisées, ni homogènes (Cavalli, 2007). Nous débutons avec les parcours migratoires de deux patrons miniers de la période 1989-2004 (William et Constantino), puis abordons – dans un second temps – les trajectoires circulatoires de trois hommes originaires d'Ocongate (Pedro, Rodolfo et Lucio), qui se dirigent à la même période vers Madre de Dios pour y travailler comme ouvriers. Souhaitant injecter une perspective genrée à l'analyse des processus de circulation migratoire des années 1989-2004, nous nous intéressons ensuite – et dans un troisième temps – aux trajectoires migratoires de quatre femmes (Ada, Victoria, Carmen et Sonia), qui s'incorporent au monde minier amazonien au travers d'activités économiques diverses et variées, volontaires ou forcées.

2.5.1. Patrons miniers : d'ouvriers à micro-entrepreneurs à succès

Ayant dépeint les traits sociodémographiques des patrons miniers de la période 1989-2004 dans la section antérieure, commençons par dresser les parcours de mobilité de ce premier type d'acteurs, qui reflètent à de nombreux égards ce que nous avons pu analyser précédemment de l'asphyxie politico-économique liée à l'ère fujimoriste, la paupérisation progressive des familles paysannes, l'informalité croissante des activités extractives à petite échelle, les hiérarchies sociales internes aux campements, ou encore, la transformation progressive des rapports de production.

2.5.1.1. William

Nous avons rencontré et discuté pour la première fois avec William à son domicile, une résidence de béton de plusieurs étages située dans la capitale départementale, Puerto Maldonado. William est né en 1965 à Abancay, dans le département d'Apurímac, il a donc – lorsque nous l'interviewons en 2017 – 52 ans.

Enfant d'agriculteurs, celui-ci vient d'une famille de quatre enfants, si pauvre qu'il est envoyé, alors âgé de seulement trois ans, à Lima pour y vivre auprès de son oncle et de sa tante :

> « Mi papá es de Abancay, netamente agrícola, agricultor es, yo no crecí allí porque yo crecí en Lima a lado de mis tíos; mi papá era agricultor y no había economía. Para poder educarnos, no se abastecía porque éramos 4 hermanos [...] A los tres añitos me han llevado a Lima » (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017).

William grandit donc dans la capitale nationale et y termine ses études secondaires. Il se met en recherche de travail, espérant économiser suffisamment d'argent pour entreprendre des études supérieures. Pour ce faire, il se rendra dans différentes villes du sud andin (Cusco et Arequipa notamment), néanmoins, le contexte de l'époque – nous sommes en plein fujichoc – l'empêche d'accumuler :

> « Estudié en Lima y terminando mi secundaria, me vine para Cusco por motivo laboral más que todo. Pero en nuestro país, en el Perú, la vida era bien difícil [...] Cuando salí de Lima, me topé a la realidad… a la cruda realidad; quise trabajar y estudiar. Pero no había este trabajo. Cosas simples y poco sueldo y no me daba para poder seguir trabajando. Fui a Arequipa, Arequipa igualito me cerraron las puertas [...] me vine pues para Cusco nuevamente y de Cusco me contactaron para acá, por Puerto Maldonado, porque había una buena chance de trabajo y minería. Carretilla todavía trabajábamos por acá » (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017).

William arrive ainsi à Madre de Dios après plusieurs expériences de travail à Cusco et Arequipa qui ne lui rapportent pas suffisamment d'argent pour mener à bien ses projets éducatifs.

Recruté à Cusco par un mineur artisanal, celui-ci travaillera finalement dans l'activité aurifère artisanale en tant qu'ouvrier pendant plus de 10 ans (de 1989 à 1999), abandonnant en cours de route son aspiration aux études supérieures. En effet, constatant la lucrativité de cette activité, celui-ci décide de rester travailler en Amazonie, économisant chaque centime en vue de pouvoir le réinvestir :

> « Era un hombre ahorrativo, totalmente ahorrativo, yo no gastaba mi plata, ni ropa me compraba así, andaba con la misma ropa. En carretilla, ahorraba y ahorraba. Tenía más de un kilo de oro en el banco [...] Después compre mis motores, bastantes motores he comprado. Adquirí eso y empecé a hacer mi casita, compré mi terreno, hice mi casa acá. Nada he invertido allá en Apurímac » (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017).

En 1999, celui-ci achète ses propres machines grâce à l'argent économisé, passant alors du statut d'ouvrier mobile à celui-ci de micro-entrepreneur minier, résidant officiellement dans le département de Madre de Dios. C'est là qu'il rencontrera sa femme, avec qui il se mariera et aura plusieurs enfants. Il deviendra – par ailleurs – le fondateur de l'une des associations minières les plus reconnues de la région : la *Asociación Minera Fortuna Milagritos*. Aujourd'hui associé à Ciriaco (dont nous avons dépeint le portrait dans le chapitre antérieur) et à quatorze autres patrons

miniers, celui-ci détient plusieurs concessions minières, au sein desquelles il engage des travailleurs circulants principalement originaire des Andes.

Tout au long des années 2000, celui-ci travaille de manière semi-mécanisée, faisant appel à différentes méthodes successives : *caranchera*, *buceo* et finalement, *chupadera*. Ses équipes de machinistes travaillent par *turno* de douze heures, étant libres de partir de son campement quand bon leur semble : « Mis trabajadores van, vienen, van, vienen, dan vuelta así. Depende de ellos es eso a criterio porque es libre, son ellos. Libres, totalmente libres, cuando quieren se van, como no hay contrato como antes. También ellos ganan al porcentaje. 25%, la cuarta parte ganan ellos » (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017).

Comme nombre d'autres patrons miniers de sa génération, William travaille dans l'informalité. Depuis 1999, celui-ci n'a pas réussi à formaliser son activité et explique cet échec, d'une part, par les superpositions foncières fomentées par l'Etat, mais aussi par les normes contradictoires émises par celui-ci :

> « Nuestro Estado peruano no nos da la seguridad aquí [...] Ósea que el Estado no nos da una garantía en qué tú te puedas afirmar y decir: 'este terreno es mío, me ha dado el Estado'. Porque este terreno sabemos que de un momento a otro lo va explotar tanto en agricultura, como en minería, como en forestal, en todo aspecto… no hay seguridad jurídica [...] Nosotros teníamos esa mentalidad : si nos formalizamos, vamos a tener acceso y ser respetado por el Estado; ese era nuestro sueño de nosotros. Como mineros queremos formalizar para que el Estado nos tenga pues una confianza en nosotros y tengamos acceso a muchos bancos, a préstamos, a seguridad de trabajo, muchas cosas, como empresa. Pero lamentablemente nuestro Estado peruano no busca la seguridad de las empresas peruanas, sigue sacando leyes, normas contradictorias y sigue dejándonos en la ilegalidad » (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017).

William a donc la volonté de se formaliser mais, d'après lui, le processus de formalisation n'est pas assez bien pensé et trop contradictoire pour qu'il puisse y arriver.

Aujourd'hui, et en dépit de ce statut de mineur informel, William réussit – grâce à son activité – à générer suffisamment de rentrées pour le réinvestir dans d'autres domaines tels que l'immobilier. Ayant pu se constituer, au fil des années, un capital économique significatif, celui-ci est aujourd'hui propriétaire de plusieurs campements miniers, de nombreuses machines d'extraction qui révèlent une forte capacité de réinvestissement, d'un immeuble de cinq appartements à Puerto Maldonado ainsi que d'une entreprise à Cusco.

2.5.1.2. Constantino

Constantino est originaire de Juliaca, dans le département de Puno, où il naît en 1969. Celui-ci est issu d'un famille très pauvre d'agriculteurs, qui ne génèrent que peu de revenus : « mis padres eran muy pobres, se dedicaban más que todo a la pesca, a la caza. Chacras también. Pero no alcanzaba… tuve que migrar » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

A 20 ans, celui-ci voyage pour la première fois vers Madre de Dios, à la sortie de son service militaire. Accompagné de sept autres compagnons de l'armée, celui-ci commence à travailler comme ouvrier dans un campement à l'activité artisanale :

> « Primero, he trabajado artesanalmente, empujando carretillas en Madre de Dios […] La carretilla es un trabajo pesado. El dueño te decía 'haz', y tenías que hacer... Pero de ahí nos hemos rebelado con el dueño » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

Au temps où celui-ci travaille comme ouvrier, Constantino est soumis aux pénibles conditions de travail qui caractérisent les mobilités minières de notre première génération de circulants ; néanmoins, après quelques années d'expérience et de circulation (1989-1994), celui-ci arrive à escalader la hiérarchie sociale minière et décroche un poste d'administrateur de campement, devenant ainsi le bras droit du patron.

A partir de 1995, celui-ci arrête temporairement ses circulations vers Madre de Dios pour travailler dans d'autres départements du Pérou, mais y revient finalement cinq années plus tard, en 2000, se déplaçant trois années consécutives entre divers campements. Il n'y travaillera pas de manière artisanale mais sera engagé dans des campements où l'activité se fait désormais de manière mécanisée. Il commencera par y occuper le poste de *huaychulero* mais avec le temps et l'expérience, celui-ci passera machiniste, gagnant un salaire plus élevé. Après un an, et par le biais de relations de confiance qu'il tisse avec un de ses patrons, celui-ci devient administrateur de campement, un poste qu'il occupera pendant environ deux ans.

En 2003, le patron du campement dans lequel il travaille lui fait une proposition :

> « [El patrón] era una muy buena persona, me dijo : 'ya no quiero que sigas trabajando... ya no quiero que seas cholo de otro, solamente vas a ser cholo independiente'. Entonces empecé a trabajar para mí, me prestó algunas herramientas, dinero, y así… » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

Son patron lui propose ainsi de se mettre à son compte, en lui prêtant quelques outils et de l'argent pour acheter les machines nécessaires au démarrage de son activité. Il est intéressant de souligner, ici, l'utilisation par le patron de la catégorie socioculturelle *chola*, qui vient confirmer ce que nous avancions dans le chapitre précédent. Nous avons vu que le *cholo* est une figure associée à un profond désir de « progrès », d'ascension sociale atteinte à travers le travail et l'ambition, mais qu'il existe, à l'intérieur même de cette catégorie, d'importantes discriminations internes, du *cholo* envers le *cholo*. L'extrait ci-dessus abonde en ce sens, le patron de Constantino l'exhortant à se différencier socialement du reste des travailleurs, en passant du statut de *cholo de otro* (ouvrier) à celui de *cholo independiente* (patron), un rang considéré comme supérieur à l'intérieur de la hiérarchie minière *chola*. Encore une fois, les micro-entrepreneurs miniers de l'époque cherchent à se démarquer de leurs homologues *cholos* ouvriers, en faisant valoir non seulement leur capital économique mais également leur position au sommet de la pyramide sociale minière.

Ainsi, par le biais de cette différenciation sociale, Constantino se laisse convaincre et commence, dès 2003, à travailler à son propre compte. Sa femme – qui l'avait accompagné depuis 2000 dans tous ses voyages en travaillant comme cuisinière de campement – décide alors de faire venir leurs quatre enfants à Madre de Dios, transformant leurs déplacements circulaires en un schéma plus classique de migration, qui signifie pour eux un changement de résidence et une installation définitive en Amazonie.

Depuis 2003, Constantino engage de la main-d'œuvre circulante, mais en ne recourant qu'à des *paisanos*, c'est-à-dire des hommes et femmes originaires de sa région et faisant partie de son réseau de connaissances (amis, parents, voisins, etc.) ou celui de ses ouvriers :

> « Yo no puedo trabajar con personas desconocidas, porque cuando vienen tienes que estar cuidando... peor que en la ciudad. Acá hay herramientas que tienen su costo [...] En cambio, yo sé que mis paisanos o los trabajadores conocidos no levantan nada, no mueven [...] Entonces mayormente casi son compañeros, familiares » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

En termes de recrutement de main-d'œuvre, Constantino s'appuie ainsi préférentiellement sur ses réseaux de parenté et de *paisanaje*, car cela lui évite de nombreuses inquiétudes et tracasseries dans le campement. En outre, recruter des hommes et des femmes originaires de sa terre natale représente pour lui un gage de travail réalisé avec méticulosité, ardeur et attention, qui – selon lui – est propre des *serranos*[183]. Voici ce que j'ai pu relever d'une discussion que j'ai eue, lors d'un repas dans le campement, avec Constantino et deux de ses travailleurs :

> « *Céline :* Y no hay mucha gente, del departamento de Madre de Dios mismo, que trabaja como obrero de campamento?
> *Travailleur 1 :* Yo siento que, en todos los años que he ido a Madre de Dios, la gente de Puerto Maldonado, los mismos Puerto Maldonadences son muy quedados. Son un poco flojos.
> *Constantino :* Claro, no son de trabajo. Son más esmerados los serranos. Los de acá [Madre de Dios] están esperando sábado y domingo para ir a chupar, ir a bailar... Ósea no... yo no los veo como nosotros… Si trabajan, se aburren rápido.
> *Travailleur 2 :* Con que tengan un plátano, su yuca sancochada, están felices. En cambio, nosotros serranos siempre hemos tenido un propósito de hacer algo en la vida. Claro que no todos… Pero así como decir, yo empiezo de abajo y voy a progresar... Pero acá, no. Ellos no hacen nada, no tienen nada y tampoco piensan hacer más cosas »
> (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, et deux de ses travailleurs, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

Au sein des campements, les marqueurs de différenciation sociale ne s'observent en ce sens pas seulement du *cholo* envers le *cholo*, mais également du *cholo serrano* envers l'Amazonien. Les populations amazoniennes sont en effet considérées, dans l'esprit de nombre de circulants *serranos* (ouvriers ou patrons), comme des personnes vivant davantage dans l'instant présent, dépourvues de projets d'avenir, voire paresseuses. Comme Marisol de la Cadena (2004) l'observe dans ses travaux, les Péruviens établissent d'importantes discriminations sociales entre eux (par exemple entre populations côtières, andines et amazoniennes), une attitude qui influence fortement – jusqu'à aujourd'hui – la vie économique, sociale et politique du pays. Etant profondément inégalitaire socialement, économiquement et géographiquement, la société péruvienne reste divisée et les causes du racisme persistent (Doré, Sandoval, 2008).

Ainsi, le choix de Constantino pour des travailleurs *paisanos* ne relève pas seulement d'un choix sécuritaire (éviter les vols ou autres attitudes déplaisantes), mais également identitaire, qui associe les hommes et femmes originaires de sa propre région à des personnalités davantage orientées vers le travail bien fait, l'ambition de changement et les projets d'avenir.

Cela étant, et une fois arrivés dans son campement, les travailleurs de Constantino sont soumis, soit à un travail par *turno*, effectuant des shifts de travail de 24 heures (pour les machinistes), soit à un travail de jour (pour le défricheur et la cuisinière), ces différentes catégories d'ouvriers étant libres de partir dès qu'ils le désirent : « el contrato es verbal ; ellos pueden irse ahora si quieren, cobran y se van. Son libres de decidir cómo trabajan o con quien trabajan, no se les obliga » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

[183] Personnes originaires des Andes, en français.

Aujourd'hui, Constantino fait partie des nombreux patrons miniers que l'on qualifie d'informels au sein du département. Celui-ci détient plusieurs concessions minières à Madre de Dios, pour lesquelles il a introduit une sollicitation de concession auprès de la DREM et obtenu le titre de concession – il a donc entrepris les deux premières étapes du processus de formalisation –, néanmoins, il lui manque encore les études d'impact environnemental (EIE) et la certification pour jouir du statut de mineur formalisé. Pour lui, les EIE sont trop éloignées de la réalité minière artisanale pour qu'il puisse un jour espérer travailler légalement. En outre, ses concessions sont – sur le plan foncier – superposées à d'autres droits (agricoles et forestiers), ce qui retarde inévitablement leur processus de formalisation et met Constantino en conflit avec leurs propriétaires : « En Madre de Dios, hay solo unos cuantos mineros formalizados. No hay… no se puede. Por ejemplo, este monte tiene dueño, otro dueño, ¿no? [...] Entonces el Estado hace muy mal en dar concesiones... O sea, nos hace pelear » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

Conséquence de ce statut d'informel, celui-ci écoule son or sur le marché noir local : « vendo al mercado negro no más ; cuando no hay formalización, vendemos al mercado negro el material que producimos » (Entretien avec Constantino, patron minier originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017). Ces ventes aurifères sur le marché noir local permettent à Constantino, depuis plus de quinze ans maintenant, de financer la scolarité de ses quatre ans, tous étant passés ou voulant entrer à l'université. En outre, ces rentrées lui permettent de se construire actuellement une maison sur sa terre natale, Jualiaca, pour « le temps de sa vieillesse » dit-il.

A la lumière des trajectoires migratoires de William et Constantino, nous pouvons donc dire qu'encore une fois – et comme nous l'avions déjà constaté pour notre première génération de circulants –, si nos patrons miniers des années 1989-2004 peuvent initialement présenter le même profil socio-ethno-économique que leurs *paisanos* ouvriers, ceux-ci s'en démarquent ensuite rapidement sur le plan économique. Entrés dans une logique d'accumulation de capital économique, ceux-ci deviennent des patrons à succès, dirigeant désormais leurs propres équipes d'ouvriers. Ce statut de patron minier ne s'accompagne néanmoins pas d'une stabilité formelle, ceux-ci étant depuis plus de dix ans déjà, caractérisés par l'informalité.

2.5.2. Circulants de seconde génération : de petits producteurs à ouvriers mobiles

Après s'être penché sur les parcours migratoires des micro-entrepreneurs miniers de la période 1989-2004, attardons-nous dans la présente section sur les récits de vie et les expériences circulatoires de trois hommes originaires d'Ocongate, qui furent embauchés comme ouvriers de campement à Madre de Dios, réalisant ainsi à l'époque de nombreux allers-retours entre leur terre d'origine et l'Amazonie.

2.5.2.1. Pedro

> « Pedro vient de la communauté d'Andamayo Alto [...] Celui-ci a un parcours migratoire particulièrement long, puisqu'il commence à circuler en-dehors d'Ocongate à l'âge de 16 ans, n'arrêtant ses mobilités de travail que 23 ans plus tard, à l'âge de 39 ans. Né en 1973, celui-ci est issu de parents agriculteurs, qui eurent au total cinq enfants » (Extrait de mon cahier de terrain, 2017).

Pedro a – au moment où nous l'interviewons – 44 ans. Durant son enfance, celui-ci partage son foyer avec quatre autres frères et sœurs, pour des revenus familiaux très maigres, principalement tirés de l'activité agricole : « Antes, más antes, mi familia hacía agricultura, papa, para tener chuño, moraya así [...] No había ganadería. Solo agricultura. No teníamos alpacas » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Ne possédant aucun bétail et ne vivant quasi exclusivement que de l'agriculture (alors que les extensions de terrain qu'ils détiennent sont très faibles[184]), la famille de Pedro fait ainsi partie de la strate sociale qu'Almanza (1997) identifie comme pauvre dans ses travaux sur le district d'Ocongate.

A cette situation économique difficile s'ajoute également la mort prématurée du père de Pedro au milieu des années 1980, un évènement qui marque le début de son cycle circulatoire. A 16 ans, celui-ci se retrouve en effet face à une lourde responsabilité : contribuer aux rentrées économiques de sa famille, et ce, en abandonnant sa scolarité pour partir travailler en-dehors du district : « Ici, il n'y avait rien en agriculture » dit-il, « et il n'y avait pas de travail à Ocongate. C'était seulement Puerto Maldonado. La majorité des jeunes d'Andamayo allaient là-bas » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

En 1989, Pedro se déscolarise donc – il ne détient que le niveau de secondaire incomplet –, prenant à l'âge de 16 ans le chemin de Madre de Dios en compagnie d'un cousin. Il se retrouvera à travailler comme ouvrier à Huepetuhe, où l'or est encore extrait de manière artisanale : « Trabajaba de las 7 AM a las 4 PM, artesanal [...] Dos años creo he trabajado así [artesanal], de allí apareció maquina ya » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ses deux premières années de circulation minière sont ainsi marquées par un travail purement artisanal, pour lequel il gagne deux à trois soles par jour, mais dès sa troisième circulation, celui-ci commence à œuvrer dans des campements à l'activité mécanisée. Dès 1991, celui-ci est engagé en *selva alta* comme transporteur de pétrole, gravissant les échelons de la hiérarchie sociale minière au fur et à mesure de ses voyages, pour finalement devenir pelleteur dès le milieu de la décennie 1990.

De ses 18 à ses 34 ans (1989-2007), Pedro réalisera ainsi de nombreux allers-retours entre Ocongate et l'Amazonie, travaillant dans l'activité mécanisée de la *selva alta*, mais également dans l'activité semi-mécanisée des zones de *selva baja*.

En ce qui concerne ses relations avec les micro-entrepreneurs miniers, ses deux premières circulations sont caractérisées par un traitement difficile ; pour les suivantes, le comportement des patrons s'améliore, puisque les contrats de travail ne stipulent plus rien en terme de fin : « El obrero y el patrón más o menos se llevaban porque la gente, si no comportaba bien, ya se iban [...] Tratan bonito a sus gentes, a sus trabajadores porque la gente que no atiende bien a su personal, la gente se retira, se va a otro lugar » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Les contrats flexibles de travail favorisent, selon Pedro, de meilleurs traitements envers les travailleurs, puisque ceux-ci ont désormais la liberté de s'en aller du campement quand ils le désirent.

[184] Pedro coche, au moment de l'enquête quantitative que nous lui passons et comme causes principales de sa circulation minière, le « manque de ressources économiques », « la faiblesse des extensions de terres » et « le manque de travail à Ocongate ».

Durant toutes ces années de circulations amazoniennes, Pedro n'arrive ni à économiser, ni à entrer dans une logique d'accumulation de capital économique, car sa fratrie étant nombreuse, celui-ci alloue l'ensemble des gains dans des « dépenses courantes » familiales comme ils les appellent : « solo compraba ropa, comida, … gastos corrientes no más. Como teníamos… como nuestro padre… se ha muerto, entonces somos cinco hermanos nosotros, teníamos que trabajar para comer. Entonces gastaba para mi familia, mis hermanos » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Ce n'est que plusieurs années plus tard, lorsqu'il fonde sa propre famille, que ses logiques d'épargne et d'accumulation se modifient.

Aujourd'hui père de deux enfants, nous pouvons constater que Pedro fait partie, à Ocongate, des faibles effectifs d'hommes qui fondent une famille « sur le tard », c'est-à-dire au-delà de leurs 30 ans. Marié à une femme originaire de la communauté *mistis* de T'inki, celui-ci verra naître son premier enfant seulement à l'âge de 33 ans (2005), et son deuxième enfant, à l'âge de 35 ans (2008). A l'époque, la naissance de ses deux enfants signifie de grandes transformations dans son cycle circulatoire, qui jusqu'en 2007 est encore dominé par une forte mobilité minière. Toutefois, à partir de cette date, et dans le contexte du boom touristique dans le département de Cusco, celui-ci abandonne les zones minières pour se tourner vers une mobilité davantage orientée vers la ville de Cusco et la vallée sacrée :

> « De Madre de Dios regrese, y me he dedicado con turismo, en allí, sí he juntado un poquito plata. Entonces, me he comprado terrenos, animales ya. Con este de la mina no pude ahorrar, con el turismo en allí me he hecho más platita [...] Iba como cocinero, iba como arriero, tenía caballos por día. Hacíamos 24 días, 22 días, 18 días de aventura, por día trabajábamos » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Le chemin de l'Inka (qui mène au Machu Picchu) devient ainsi en 2007 sa principale destination de travail, Pedro étant embauché comme cuisinier ou muletier, accompagnant – plusieurs jours par mois – des groupes de touristes étrangers amateurs d'aventure et de randonnée.

Contrairement à ses circulations amazoniennes, cette nouvelle mobilité liée au tourisme et ses rentrées lui permettent, entre 2007 et 2012, d'enclencher un processus d'accumulation économique, dont il investira les gains – dès le début des années 2010 – dans l'achat de bétail :

> « Ahora junto platita con mi ganadería, entonces ya no voy [...] Empecé a criar ganado en el 2010, 2012, 2013, eso… Ha venido una institución 'CCAIJO', que es una ONG. Ellos han venido acá y nos ha capacitado. Teníamos más antes vacunos criollos [...] Ahora mayoría tiene raza y cantidades [de ganado] acá tenemos. Por lo menos… ¿yo tengo cuantos? Tengo 25, 26 cabezas de ganado, Brown Swiss, mejorados. De allí entonces, sacamos leche; diario tenemos ingreso [...] Ya no voy afuera » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Pedro arrêtera ainsi sa mobilité touristique en 2012, pour se consacrer pleinement – et grâce à l'impulsion de l'ONG CCAIJO – à l'élevage bovin sur son lieu d'origine. A l'époque, le district d'Ocongate connaît en effet un grand boom productif, dont nous dépeindrons les traits dans le chapitre suivant.

Ainsi, et depuis 2012, Pedro ne circule plus en-dehors d'Ocongate pour trouver du travail, car son activité locale d'éleveur et ses rentrées liées à la vente de lait lui permettent de vivre décemment sur sa terre d'origine, tout en économisant pour les études futures de ses enfants qui ont aujourd'hui respectivement 12 et 15 ans. Pedro passe donc, en l'espace de quelques années, d'une logique mobilitaire de survie économique, à une stratégie d'accumulation et de réinvestissement de capital économique.

2.5.2.2. Rodolfo

Rodolfo est originaire de la communauté d'Andamayo. Né en 1983, il est l'aîné d'une fratrie de six enfants, qui connaît, au cours des années 1990, une situation d'extrême pauvreté : « Mis papas, nada todavía… No había plata en sus épocas, temporales, no había todavía. Poca economía, entonces nada, yo soy el mayor de todos. No había, entonces yo fui a Cusco » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). A 11 ans, Rodolfo laisse donc tomber l'école et se met à la recherche d'un emploi à Cusco, où il y travaillera cinq années durant : « no había, entonces fui a Cusco, en Cusco estaba 5 años. Allí, tienes que trabajar para comer, si no trabajas, no comes » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). A Cusco, Rodolfo se heurte très jeune à la dure réalité du travail informel urbain, enchaînant petits boulots sur petits boulots afin de joindre les deux bouts.

Après cinq années passées dans la capitale départementale, Rodolfo revient finalement à Ocongate au cours de l'année 1999, où il croise l'un de ses amis d'enfance qui l'enjoint à partir avec lui en Amazonie. Acceptant sa proposition, Rodolfo se rend alors – dès l'âge de 16 ans et pour la première fois – à Madre de Dios, étant embauché dans un campement à l'exploitation artisanale :

> « Trabajaba en eso, 100 carretillas al día. Puro artesanal [...] Primera vez a Puerto era 7 soles diario. En 1999 y 2000, 7 soles. Y ahora está 50 el pago medio diario. Entre el 2000 y 2005, se ha aumentado… Se ha aumentado 20, 30, 40, hasta 50 ahora, está a 50 ni sube ni baja. Porque más alto es el oro » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Tout au long de la première moitié des années 2000, Rodolfo effectue des mouvements de va-et-vient fréquents entre sa communauté et les zones minières amazoniennes, voyant son salaire minier augmenter au fil des ans, parallèlement à la mécanisation de l'activité et à l'envolée du prix de l'or sur les marchés internationaux.

De ses 16 ans à ses 33 ans (1999-2016), Rodolfo restera ainsi en moyenne quatre mois par an en Amazonie (généralement de janvier à avril), travaillant dès 2002 dans des campements à l'activité mécanisée ou semi-mécanisée.

Parallèlement à ces circulations amazoniennes, Rodolfo opère également – tout au long des années 2000 – des mobilités à destination d'Arequipa, sur la côte péruvienne, où l'activité minière bat son plein. Pendant plusieurs années, celui-ci opte donc pour un triangle mobilitaire Ocongate-Madre de Dios-Arequipa, combinant ses activités agricoles à Andamayo avec des activités extractives en-dehors du district.

Cependant, d'année en année, cette polyactivité multilocalisée est de plus en plus difficile à gérer pour lui, surtout à partir de 2005, lorsque celui-ci devient père de famille. Marié à Martina, Rodolfo aura trois enfants au cours des années 2000 (deux garçons et une fille, respectivement nés en 2005, 2008 et 2013), qui rendront plus éprouvants chaque départ et chaque séparation familiale. Toutefois, pendant près de 17 ans, Rodolfo sera en mesure – grâce à ses mobilités de travail – de rentrer dans une logique d'épargne et d'accumulation capitaliste, attendant le bon moment pour réinvestir les revenus générés en circulation :

> « Todo lo que he trabajado en Puerto los años anteriores, he juntado y he ahorrado en el banco así. Con eso estamos tratando hoy de crecer, con nuestras vacas. Hemos comprado vacas en el 2012 y también tenemos ahorrado en el banco. Una ONG ha venido a ayudar [...] En el 2012, como ya tenía

> platita, me he comprado ganados. Y ya no voy [a Puerto], pero más antes no tenía vacas, ni una vaca. Empecé a tener vacas en el 2012, ha venida una institución 'CCAIJO' [...] Estas vacas están de precios 7000 soles, 8000 soles, cada vaca. Así he comprado, del dinero ahorrado en Puerto. De eso… Yo trabajando acá no más, ¿qué voy a alcanzar? No había más antes plata, pero ahora si hay plata, ahora como en Puerto, gracias a mis vacas. Diario, más o menos 30 soles, 27 soles » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Tout au long des années 2000, Rodolfo accumule et épargne ainsi l'argent gagné en circulation sur un compte bancaire, attendant le début de la décennie 2010 pour réinvestir. Les années 2000 restent en effet marquées, à Ocongate, par d'importants marqueurs de pauvreté et peu de possibilités de développement, ce qui rend impossible – pour des pans entiers de la société *ocongateña* – l'arrêt des circulations migratoires locales. Il n'existe effectivement pas encore à cette époque d'activités économiques suffisamment rentables et productives pour faire vivre l'ensemble des familles sur leur terre d'origine, dès lors, certains membres se voient encore « expulsés » en nombre des campagnes. Vers le début des années 2010, ce panorama économique et social commence à changer (nous l'étudierons en détail dans le prochain chapitre), ce qui permet à Rodolfo d'investir en 2012 dans l'achat de terres et de bétail (bovins), un évènement qui favorise l'arrêt de ses circulations amazoniennes à partir de 2016 : « Ya no entro a las zonas mineras ahora, ya no voy. Sí, olvido ya Puerto (Se ríe). Gracias a las vacas » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Pour ce circulant de seconde génération, la période 2000-2011 peut donc être résumée comme une période d'« accumulation sans développement », qui à partir de 2012 se transforme en un période de « réinvestissement et développement », aboutissant à une forte mobilité sociale et un arrêt pur et simple des mobilités géographiques de travail. Aujourd'hui, grâce aux nombreux sacrifices consentis dans le cadre de ses circulations multilocalisées (1999-2016), Rodolfo expérimente un processus d'ascension sociale : celui-ci possède six vaches à Andamayo, de plus grandes extensions de terres, et nourrit l'espoir de pouvoir un jour envoyer ses enfants à l'université, une opportunité qui ne lui a jamais été offerte.

2.5.2.3. Lucio

Lucio naît en 1971 dans la communauté paysanne de Patapallpa Alta. Agé de 46 ans lorsque nous nous entretenons avec lui, celui-ci incarne aujourd'hui – à Ocongate – la figure d'un petit entrepreneur/éleveur à succès. Malgré son rang social d'origine et les nombreuses épreuves qu'il a dû surmonter, celui-ci a réussi à s'élever progressivement dans l'échelle sociale de la société *ocongateña*, qui comme nous l'avons vu en début de chapitre, est à l'époque profondément stratifiée et inégalitaire. A partir des années 2000, Lucio connaît en effet un processus d'ascension sociale fulgurante, celui-ci étant originellement issu d'une famille pauvre d'agriculteurs et éleveurs, qui ne possède que quelques têtes de bétail (qui plus est, créoles) et moins d'un hectare de terres arables pour nourrir leurs sept enfants.

En quatrième année primaire, alors âgé de seulement 9 ans, Lucio est déscolarisé et envoyé chez son parrain à Cusco, en vue de l'« aider » dans ses tâches quotidiennes (nous retrouvons ainsi ici les liens symboliques du *padrinazgo* sur lesquels nous reviendrons dans la section suivante « discussion »). Lucio ne s'étendant pas longuement sur cette période, nous n'arriverons pas à déterminer ce que ce mot « aider » veut dire pour lui, cependant, quoiqu'il en soit, les années suivantes de sa vie seront marquées par un départ précipité de Cusco et de nombreuses mobilités de travail à travers tout le sud andin (Puno, Quillabamba, Vallée sacrée, etc.). Jusqu'à ses 22 ans,

Lucio parcourra les Andes du Sud, étant successivement engagé comme manœuvre agricole dans les plantations de café, serveur dans des restaurants ou maçon, sans néanmoins jamais perdre ses attaches familiales et communautaires à Ocongate. Comme Cortes (2000) l'observe dans ses travaux, Lucio fait partie des effectifs paysans qui « partent mais n'abandonnent jamais leur terre » (p. 316).

En 1989, celui-ci se marie avec Alejandra et une année plus tard (1990), ceux-ci ont leur premier enfant, un moment clé qui marquera le début du cycle circulatoire amazonien de Lucio. Dès 1990 (et seulement quelques semaines après la naissance de son fils), celui-ci décide de se rendre pour la première fois à Madre de Dios, en vue d'y travailler comme ouvrier. Contrairement à de nombreux compatriotes, Lucio effectue le voyage en solo, trouvant du travail dans un local placardé d'offres d'emploi situé dans la petite ville minière de Mazuko.

Le premier campement minier qu'il foule en 1990 sera artisanal, le patron exigeant de lui un travail ininterrompu réalisé sous la menace, les violences physiques et les insultes. A l'issue de ce premier contrat de trois mois, Lucio décide de rentrer à Ocongate, repartant néanmoins chaque année en Amazonie entre 1991 et 1995, pour y travailler – dès 1991 – dans des campements à l'activité semi-mécanisée et sous des conditions de travail moins pénibles. Pendant cinq ans, il y apprendra le travail extractif de *caranchera*, *buceo* et *chupadera*, commençant au plus bas de l'échelon comme *machetero*, pour terminer comme machiniste, gagnant 25% de la production aurifère extraite.

A l'époque, Lucio est déjà père d'un deuxième petit garçon (né en 1993), et même si son salaire minier augmente d'année en année grâce au capital humain accumulé – nous entendons par là les « compétences, expériences et savoirs qui lui permettent d'acquérir un certain revenu par son travail » (Piguet, 2013 : 144) – ses circulations amazoniennes ne lui permettent aucun processus d'accumulation économique, celui-ci donnant la priorité au bien-être, au bon développement et à l'éducation de ses enfants :

> « En todos esos años en Madre de Dios no tenía posibilidad de ahorrar, solo para… este… consumo, para mantención de los niños no más. Para la educación, para la construcción de la casa, para eso no más era eso (tose) » (Entretien avec Lucio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Lucio investit ainsi l'argent gagné en Amazonie dans l'alimentation et l'éducation de ses deux enfants, ainsi que dans la construction d'une maison. Sa mobilité minière répond en ce sens davantage à une logique de survie économique pour satisfaire des besoins basiques (logement, achat de matériel scolaire, de vêtements, d'aliments, etc. principalement destinés aux enfants), les investissements productifs tels que l'achat de bétail n'étant pas encore sa priorité.

Au cours des années 1990, Lucio ne possède que quelques têtes ovines, deux vaches créoles (qui ne produisent que peu de lait, destiné à l'autoconsommation familiale exclusivement) ainsi que quelques alpagas : « antes en Patapallpa criábamos ovejitas, vacunitos, alpaquitas, entonces no sabíamos en cual animal invertir » (Entretien avec Lucio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017). Le territoire de Patapallpa est en effet, au cours des années 1990 très diversifié sur le plan productif, les éleveurs locaux possédant non seulement des ovins, mais également des vaches (créoles) et des alpagas. Cette diversité productive n'est néanmoins pas synonyme de prospérité économique, bien au contraire, les années 1990 sont particulièrement difficiles à vivre pour la paysannerie de la communauté de Patapallpa.

Sans aucune activité économique rentable et constatant son incapacité à rentrer dans une logique d'accumulation de capital économique – en dépit des nombreux efforts et sacrifices consentis en Amazonie –, Lucio décide en 1995 d'abandonner le pôle circulatoire minier et ajoute une nouvelle corde à son arc mobilitaire : Cusco et le chemin de l'Inka. Tout comme Pedro, celui-ci abandonne les campements miniers pour se tourner, dès 1996, vers une mobilité liée aux activités touristiques cusquéniennes : il deviendra *porteador* (porteur de bagages) pour de nombreux touristes étrangers.

En quelques années, grâce au bouillonnement touristique dans la région de Cusco et les gains significatifs que celui-ci génère pour Lucio, ce dernier investit, au début des années 2000, dans l'élevage de cochons d'Inde. Nous avons vu en début de chapitre que les premières années de la décennie 2000 correspondent à une timide entrée de l'élevage de *cuyes* à Ocongate. A Patapallpa, ce type d'élevage a toujours existé, mais de manière rudimentaire (dans les cuisines) et à des fins d'autoconsommation. Toutefois, à partir de 2000, une nouvelle dynamique économique apparaît et plusieurs familles paysannes du district se lancent dans l'élevage du cochon d'Inde à des fins productives et commerciales. C'est le cas de Lucio, qui dès 2000, investit dans la construction de *galpones* (petits hangars) et dans l'achat progressif de cochons d'Inde, mâles et femelles :

> « Ya no quería ir [afuera] pues, más bien en mi casa dedicaba a otras cosas, a crianza de cuyes. En eso no más hasta ahora [...] Ahorita tengo 1000 cuyes. Otros animales, ya no ya, solo dedicamos cuy noma, una sola actividad. Ya pasó como 10 años ya, desde 10 años casi que yo he criado cuyes. Desde 2000 he empezado a criar cuy » (Entretien avec Lucio, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Lassé de quitter sa terre natale et sa famille, Lucio investit ainsi progressivement les gains générés par sa mobilité dans l'élevage de cochons d'Inde, qui devient alors, quelques années plus tard, sa seule et unique activité économique et source de revenus. Lucio arrête en effet définitivement ses circulations en 2007, devenant un petit producteur de cochons d'Inde à succès. Celui-ci possède aujourd'hui plus de 1000 têtes et est en contact avec de nombreux acheteurs qui viennent directement chez lui acheter la production.

Au cours des années 2010, cette activité lucrative permet à Alejandra et Lucio d'envoyer leurs deux fils aînés à l'université. Lors de leurs études, ceux-ci sont logés à Cusco, dans un petit logement que leurs parents louent à un résident de Cusco, ce qui confirme le processus d'accumulation économique auquel la famille accède progressivement à partir de 2007.

2.5.3. Expériences genrées : des femmes en circulation

Nourrissant les analyses masculines précédentes d'une perspective de genre, nous nous centrons dans la présente section sur l'examen de divers parcours d'incorporation féminins au monde minier des années 1989-2004.

Comme pour la première génération, les expériences de migration contées ne sont pas issues du district d'Ocongate, mais furent recueillies à Madre de Dios, auprès de femmes originaires de régions andines et amazoniennes du Pérou. Nous sommes consciente de cette limite de notre travail, néanmoins, nous considérons que leur parcours reflètent à de nombreux égards ce que plusieurs femmes d'Ocongate ont pu vivre entre 1989 et 2004. En effet, et à titre illustratif, la belle-sœur de Rodolfo – originaire de la commaunauté d'Upis à Ocongate – a par exemple travaillé de nombreuses années à Madre de Dios comme micro-entrepreneure minière, avant de

revenir s'installer à Ocongate au cours des années 2010 : « de mi señora, su hermana también tenía motores adentro [en la selva]. En allí yo estaba trabajando, con mis cuñados » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). En ce sens, les expériences féminines de circulation vers l'Amazonie ont bel et bien existé depuis Ocongate au cours de la décennie 1990, celles-ci étant présentées dans les lignes qui suivent, au travers des expériences migratoires d'Ada, Victoria, Carmen et Sonia.

2.5.3.1. Ada

Née en 1963, celle-ci a 57 ans et est originaire du département amazonien de San Martín. En 1990, alors âgée de 27 ans, celle-ci décide – sous la pression des attaques terroristes internes – de migrer vers la capitale, Lima : « En los años 1990, vivía en Lima. Venía yo de mi tierra, yo salí por el terrorismo que había en el 90, mucho terrorismo y bueno… como tenía una casa en Lima, dije 'voy a sacar a mis hijos' » (Entretien avec Ada, restauratrice originaire de San Martín, réalisé à Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

A l'époque, celle-ci est mariée à un homme originaire de Huánuco et est mère de deux enfants. La famille n'ayant pas beaucoup de revenus, son mari décide, vers la moitié des années 1990, de partir travailler à Madre de Dios, sous l'influence d'amis : « Quien vino acá fue el papá de mis hijos [...] Por unos amigos que ya conocían de esos lugares y le dijeron: 'vamos', un amigo que tiene un grifo acá en Madre de Dios » (Entretien avec Ada, restauratrice originaire de San Martín, réalisé à Huepetuhe, Madre de Dios, 2017). Son mari travaillera plusieurs années dans une station-essence de Madre de Dios, arrêtant néanmoins petit à petit d'envoyer des nouvelles et de l'argent à sa famille restée à Lima. Deux ans durant, Ada s'occupe seule de ses deux enfants, essayant de joindre les deux bouts en enchaînant petits boulots sur petits boulots dans le bouillonnement du secteur informel de la capitale.

Ne supportant plus cette situation, Ada prend le chemin de Madre de Dios en 1999 afin de savoir ce qu'il est advenu de son mari :

> « A veces el papá mandaba, no mandaba, para mí era una preocupación [...] Vine [a Madre de Dios] y vi que tenía otra mujer acá. Él se fue con ella, él decidió irse [...] Nos separamos. Pero vi que el negocio en Huepetuhe era bueno y gracias a Dios, yo encontré unas amistades muy buenas acá, señoras que me incentivaron: 'quédate, vende refrescos, vende sándwich, haz comida, prepara'. Y ya pues, yo decidí quedarme, empecé a hacer negocito » (Entretien avec Ada, restauratrice originaire de San Martín, réalisé à Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

En 1999, Ada se sépare donc de son mari, laisse l'éducation de ses enfants aux bons soins de sa mère résidant à Lima, et décide de s'installer dans la petite ville minière de Huepetuhe où elle devient vendeuse de rue, offrant boissons rafraîchissantes, sandwichs, plats préparés, etc.

Dès 2000, celle-ci se voit proposer – à Huepetuhe – un poste de fonctionnaire au sein de la *Defensoria Municipal del Niño y Adolescente*[185] (DEMUNA), bureau municipal dont la mission est de défendre les droits des enfants et des adolescents. Elle y travaillera six ans, « atendiendo casos tristes. Sí, había unas historias… [...] Muchos casos de maltrato y violencia se ha visto acá » (Entretien avec Ada, restauratrice originaire de San Martín, réalisé à Huepetuhe, Madre de Dios, 2017). Celle-ci nous conte en entretien le sombre sort de plusieurs jeunes hommes et jeunes filles qui se retrouvent, de manière volontaire ou forcée, à travailler dans les activités minières (et connexes) amazoniennes du début des années 2000. Parmi ces récits, celle-ci souligne les

[185] Bureau de Défense Municipal des Enfants et des Adolescents, en français.

conditions de vie des cuisinières de campement qui continuent à être, pour certaines, insupportables au cours de la période 1989-2004 :

> « Yo cuando venía recién empecé a atender un caso que le trajeron [los mineros] de la chica, la trajeron de la parte de Puno, que ella ni sabía ni donde estaba, le encerraron en la minería… como cocinera. El patrón la hacía de su mujer. Tuvo un bebé, [que] se murió, y allí no más lo enterraron. La chica no sabía ni por donde escaparse. Ha estado casi 3 años encerrada, le pedía salir que ella quería visitar a sus padres y le decía 'espérate al otro mes, el otro mes' » (Entretien avec Ada, restauratrice originaire de San Martín, réalisé à Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

Certaines cuisinières de campements des années 1989-2004 continuent ainsi à connaître les mêmes traitements inhumains que ceux décrits dans le chapitre antérieur, dès lors, certaines femmes de cette génération décident, pour éviter tout risque, de réaliser le voyage en compagnie de leur mari ou d'une connaissance capable de les protéger une fois arrivées en Amazonie : « Es peligroso para ellas, por eso muchas van con conocidos, con sus hermanos, con sus maridos o con sus primos, para ser protegidas, sino solas no, no van » (Entretien avec Ada, restauratrice originaire de San Martín, réalisé à Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

Entre 2000 et 2006, Ada traite les cas de nombreuses jeunes femmes et jeunes hommes dont les droits sont bafoués au sein des zones minières. Mais débrouillarde et entreprenante, celle-ci ne s'arrête pas à cette seule activité. Les weekends, elle tient un petit restaurant, cuisinant pour la population minière de la petite ville qu'est alors Huepetuhe :

> « Hacía negocio sábado y domingo acá en la casa. Vendía muy bien… Me faltaba manos para atender y bueno… mis hijos se habían mudado con su papa, allá en Huánuco y a veces con un papá irresponsable, era vago en el trabajo, no sabía pensar, era muy loco (Se ríe). Y bueno mis hijos estaban por allá solos y dije: '¿quieren venirse acá?'. Ya en una y traje a mis hijos acá y todos trabajábamos. Y así… y pues después me sacaron del municipio, entró otro alcalde al municipio, sacó a la gente antigua, y ya… me quedé como comerciante » (Entretien avec Ada, restauratrice originaire de San Martín, réalisé à Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

Possédant son propre restaurant, Ada n'est pas trop déstabilisée lorsqu'elle est licenciée de la municipalité en 2006, à la suite des élections municipales et de l'entrée en fonction du nouveau maire de Huepetuhe. Cet évènement lui permet au contraire de se lancer à temps plein en tant que restauratrice, ouvrant son établissement tous les jours, un local aujourd'hui non plus fait de bois mais construit en dur, qui lui permet de financer les études de ses deux enfants.

2.5.3.2. Victoria

« Je rencontre Victoria dans son campement minier situé sur le territoire de la communauté *indígena* de San Jacinto. Celle-ci vient de Quillabamba dans le département de Cusco, où elle descend d'une famille d'agriculteurs qui produit du café » (Extrait de mon cahier de terrain, 2017). Née en 1972, Victoria prend le chemin de Madre de Dios en 1989, alors âgée de 17 ans :

> « A los 17 años, he venido acá a buscar a mi papá, nos había abandonado [...] Yo tenía un primo, él nos ha avisado: 'tu papa esta Huepetuhe, él no ha muerto', así de esa manera, mi hermana y yo le hemos encontrado a mi papá y me quede acá en Madre de Dios » (Entretien avec Victoria, micro-entrepreneure minière originaire de Quillabamba, Cusco, réalisé dans son campement minier, Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

A la recherche de leur père qui les avait abandonnées, Victoria et sa sœur se rendent ainsi, en 1989, en Amazonie. Après de nombreux mois de recherches, celles-ci finissent par le retrouver à

Huepetuhe et décident de s'y installer. Les premières années, Victoria se lance dans l'exploitation aurifère artisanale et travaille sur les terres de son père en tant que *chichiquera*[186], employant des outils rudimentaires d'extraction telles que la brouette, la pelle et la pioche.

En 1993, lorsque celle-ci commence à fonder une famille, Victoria décide de changer d'activité et se lance dans le commerce alimentaire dans la ville de Huepetuhe, une activité qui lui permet d'économiser : « En Huepetuhe, empecé andar así pequeño negocio, cuestión de abarrotes. De ese pequeño negocio no más he aprendido a ganar mi platita [...] De ahí ya me compre mi motorcito en 1997 » (Entretien avec Victoria, micro-entrepreneure minière originaire de Quillabamba, Cusco, réalisé dans son campement minier, Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017). Forte d'un petit capital économique accumulé pendant près de quatre ans par le biais de ses activités commerciales, Victoria devient ainsi micro-entrepreneure minière au cours de l'année 1997.

Victoria a aujourd'hui six enfants, qu'elle tente d'éduquer du mieux qu'elle peut grâce aux rentrées générées par son activité minière. Celle-ci les a toujours poussés à faire des études supérieures en haute école ou à l'université, mais malheureusement, peu d'entre eux ont obtenu le diplôme : « A toditos les he puesto a la universidad, pero lamentablemente no han terminado » (Entretien avec Victoria, micro-entrepreneure minière originaire de Quillabamba, Cusco, réalisé dans son campement minier, Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017). Seule l'une de ses filles est encore aujourd'hui aux études, les autres ont décidé de suivre une autre voie au travers des activités minières ou le transport. Avec le temps, Victoria a fini par accepter le choix de vie de ses enfants, néanmoins, cette situation génère un certain sentiment de regret chez l'interviewée :

> « Tengo varios hijos [...] Yo trabajo para mis hijos. Tanto tiempo he trabajado, desde la edad de 17 años, y no tengo nada, no tengo ni una buena casa, nada, cuando uno tiene artos hijos, para sus hijos no más se trabaja, si para mantener a los hijos, para educar, la ropa también, nada más » (Entretien avec Victoria, micro-entrepreneure minière originaire de Quillabamba, Cusco, réalisé dans son campement minier, Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Victoria ayant eu beaucoup d'enfants, celle-ci ne réussit pas – au cours de sa vie – à générer un capital économique suffisant qui puisse devenir, à terme, un levier d'ascension sociale. En comparaison avec d'autres micro-entrepreneurs miniers de sa génération, celle-ci est en effet loin d'incarner la réussite économique et la mobilité sociale, celle-ci n'étant – contrairement à William par exemple – propriétaire d'aucun bien immobilier.

2.5.3.3. Carmen et Sonia

Dans cette troisième partie dédiée aux circulations féminines, nous souhaiterions continuer à dépeindre l'insertion des femmes au sein du monde minier amazonien des années 1989-2004, mais en prenant désormais le contrepied d'analyser non plus des circulations volontaires de travail mais un phénomène mobilitaire distinct qui commence à s'observer avec de plus en plus de force à partir de la moitié des années 1990 : les mobilités forcées liées à la traite et au trafic de jeunes femmes à des fins de prostitution.

Ne détenant pas de témoignage primaire de femmes ayant vécu une circulation forcée vers Madre de Dios, nous nous appuierons dans cette section sur les histoires de Carmen et de Sonia – qui

[186] Pour rappel, un chichiquero est mineur artisanal qui ne possède aucune concession minière et travaille sur terrain d'autrui.

nous sont contées par Ada – pour caractériser les mouvements contraints qu'une multitude de jeunes femmes connaissent en Amazonie au cours de la période 1989-2004.

Pour cela, partons de l'histoire de Carmen recueillie par Ada :

> « Cuando trabajaba en la DEMUNA de Huepetuhe, mi oficina era en la posta de salud. Un día, una chica llegó a la posta ; había ahí un cañito, llegó la chica y empezó a bañarse [...] y se cambió al ratito. Yo vi sus piernas moradas, como si le hubieran dado una paliza… Y no sabía su nombre, me decía 'Estrella', y mirando la tele, bailaba y bailaba y 'yo también soy bailarina' y se ponía a bailar delante de nosotros ahí. El doctor le ha hecho exámenes de sangre y dijo que la sangre estaba con droga [...] La chica estuvo en un bar y le obligaban a tomar una pastilla. El doctor dijo que eran pastillas de los ganados, excite a las mujeres » (Entretien avec Ada, restauratrice originaire de San Martín, réalisé à Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

Carmen est née à Calca, dans le département de Cusco. A 19 ans, celle-ci travaille dans la ville d'Abancay (capitale du département voisin d'Apurímac), comme vendeuse dans un petit magasin alimentaire. Elle y fait la connaissance d'*enganchadores*, qui finissent par l'emmener à Madre de Dios et la forcent à travailler dans un bar de la ville de Huepetuhe. Sous l'emprise des propriétaires de l'établissement, celle-ci n'a plus aucune liberté de mouvement et est, de surcroît, quotidiennement droguée avec des médicaments qui s'avèrent être des excitants destinés à la race bovine.

L'histoire de Carmen n'est pas isolée dans le panorama social amazonien des années 1990. Dans l'ensemble des zones minières du département de Madre de Dios, la décennie 1990 marque un véritable tournant sur le plan de la prostitution, celle-ci connaissant à l'époque une mutation de ses formes et de ses logiques internes.

Nous parlons de mutation car à Madre de Dios, les débuts de la prostitution remontent aux premières décennies du XX^{ème} siècle, à l'époque du boom du caoutchouc, et plus encore, lors du boom de l'exploitation forestière. A l'époque, les propriétaires forestiers font venir des femmes qui se prostituent dans les scieries amazoniennes, ces logiques d'exploitation sexuelle étant reprises – quelques années plus tard (1970-1980) – au sein des zones d'extraction minière, tout en étant néanmoins adaptées à la réalité mobile des campements miniers : « La prostitución minera del 70 al 80… [...] no [eran] prostibares sino chicas tres o cuatro chicas rotando, estoy en este campamento hoy día, mañana estoy allá, como 'gitanas' » (Entretien avec Hector Soeyo, natif de la communauté *indígena* de Boca Inambari et directeur de la *Dirección Regional de Cultura* de Madre de Dios, Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017). Jusqu'à la fin des années 1980, la prostitution se diffuse ainsi en tant que pratique ambulante, les femmes se déplaçant (ou étant forcées de se déplacer) de campement en campement.

A partir de la moitié des années 1990, ces pratiques de prostitution mobile commencent toutefois à se transformer, avec l'apparition d'établissements fixes qui se multiplient à travers toutes les zones minières. Pachas (2011) attribue ce phénomène à la mécanisation progressive de l'activité, qui permit une croissance exponentielle de l'exploitation aurifère, et donc, un brassage plus important d'argent pour les ouvriers et les patrons (Pachas, 2011). Rodolfo, originaire d'Ocongate, explique en effet qu'en 1999, la ville minière de Huepetuhe compte déjà une rue entière de bars : « Puro bar es [...] Cuando ha subido el oro en el 2001, toda la gente se ha ido adentro, más gente, y más bares. Y mucho oro también allí, entonces mucha plata, por eso muchos bares hay » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Les premiers établissements de prostitution apparaissent ainsi à Madre de Dios dès le milieu de la décennie 1990, néanmoins, ce n'est qu'à partir du boom de l'or de 2001, que le phénomène

prend des proportions démesurées, les gains aurifères croissants générant la démultiplication du phénomène de traite et d'exploitation sexuelle.

A l'époque, ce phénomène touche de jeunes femmes âgées de plus de 18 ans, mais également des mineurs d'âge d'origine andine telles que Sonia. Au début des années 2000, celle-ci est « captée » sur son lieu d'origine (Pisac, Cusco), lorsqu'elle n'a que 15 ans. Trompée par une *enganchadora*, celle-ci prend le chemin de Madre de Dios en pensant qu'elle y travaillera comme vendeuse dans un petit magasin, néanmoins, une fois sur place, son quotidien devient tout autre. Voici ce que Ada raconte à son sujet :

> « En el 2000 [...] yo atendí un caso : llega una niña, Sonia, tendría más o menos 14 a 15 años, llega a la oficina de la DEMUNA y me dice: 'señora, estoy trabajando y no me gusta mi trabajo y quiero salirme [...] Soy de Pisac, Cusco. Una señora me ha traído de allá, de mi tierra, se hizo conocida con mi mamá y le dijo que yo vendría a ayudarla acá, pero que le ayudaría en su tienda, a vender, pero acá tengo que atender a los borrachos y no me gusta, la señora quiere que tome y los borrachos me meten la mano y no quiero, tengo miedo' » (Entretien avec Ada, restauratrice originaire de San Martín, réalisé à Huepetuhe, Madre de Dios, 2017).

Captée par une femme qui a gagné la confiance de sa mère à Pisac, Sonia se retrouve donc à travailler, contre son gré, dans un bar de la zone de Huepetuhe, étant forcée à « accompagner » (*fichar*) les hommes durant leurs soirées arrosées.

Cette méthode de captation (basée sur la tromperie) n'est pas rare au cours des années 2000, mais représente plutôt la panacée de nombreuses mobilités forcées. « De nombreuses jeunes filles sont captées sous de faux prétextes, pensant qu'elles vont travailler dans un restaurant, être fille au pair ou vendeuse dans un magasin. Néanmoins, quand elles arrivent en Amazonie, on leur change leurs vêtements et on leur annonce qu'elles vont devoir travailler dans un bar » (Entretien avec Rosario Salazar, Directrice de *Amhauta*, ONG de défense et de promotion des droits des femmes, Cusco, 2017).

A l'époque, les liens de confiance (envers les *vecinos del pueblo*) ou symboliques du *padrinazgo*/*madrinazgo* jouent un rôle considérable dans le développement du trafic de jeunes femmes à des fins de prostitution. Depuis Ocongate, l'ONG Amhauta a par exemple accompagné dès 2002 plusieurs plaintes de jeunes filles contre leurs professeures, qui agissaient alors comme *enganchadoras* au sein des communautés paysannes :

> « Algunas profesoras han traído a niñas desde sus comunidades, de la zona de Ocongate por los menos [...] Históricamente, durante muchos años en Cusco, y en Ocongate también, el tema del padrinazgo, madrinazgo ha sido un cotidiano en la vida de las comunidades [...] Entonces, creo que hay una mirada cultural también digamos medio soterrada en ese sistema de la trata, que se establece en la relación padrino-comadre junto con las comunidades campesinas » (Entretien avec Rosario Salazar, Directrice de *Amhauta*, ONG de défense et de promotion des droits des femmes, Cusco, 2017).

Nous avons vu en début de chapitre que les pratiques de *compadrazgo*/*padrinazgo* étaient très diffusées dans les campagnes du district d'Ocongate, celles-ci participant au cours de la période 1989-2004, aux circuits de traite observés à Madre de Dios.

Ainsi, la période 1989-2004 est marquée non seulement par des mobilités féminines volontaires de travail, mais également par des mouvements forcés de femmes, insérées dans des réseaux de traite et assujetties à la prostitution. La première catégorie s'incorpore au monde minier amazonien au travers de plusieurs secteurs d'activités principaux : la cuisine de campement, la vente alimentaire de rue, la petite restauration, les emplois publics, l'activité de *chichiqueo*, ou

encore le micro-entreprenariat minier. En ce qui concerne Ada, ces activités lui permettent progressivement de conjuguer mobilité physique et mobilité sociale, celle-ci connaissant un phénomène de capitalisation économique graduelle, dont ont pu principalement bénéficier ses enfants (par le biais de leur éducation et de leur formation). En ce qui concerne Victoria, l'ascension sociale n'est pas aussi automatique, au contraire sa famille nombreuse présente des besoins qui freine son processus d'accumulation de capital économique, ses enfants ne profitant en outre pas des possibilités de mobilité sociale qui leur sont offertes par l'éducation. Par ailleurs, et à la même époque, d'autres femmes sont soumises à une circulation forcée, se voyant obligées de travailler au sein des établissements de prostitution naissants du département, qui ne feront que se démultiplier à partir du début de la décennie 2000.

3. Discussion

Dans le prolongement de analyses empiriques qui ont jalonné l'entiereté de ce chapitre, nous souhaitons, dans cette dernière section relative à notre seconde génération, discuter nos résultats en les faisant dialoguer avec la littérature scientifique produite, d'une part, dans le champ des études migratoires, des *livelihoods studies* et des études du développement (question de recherche 1), et d'autre part, dans le champ de la sociologie du travail (question de recherche 2).

La visée de cette section est en effet, pour cette seconde génération de circulants, de répondre à nos deux questionnements de recherche principaux, à savoir : premièrement, de quelle manière les circulations minières liées aux activités d'orpaillage en Amazonie contribuent-elles à la transformation des *livelihoods* ruraux andins du district d'Ocongate en cours de période ? Deuxièmement, peut-on parler – pour cette deuxième génération – d'exploitation et d' « esclavage moderne » pour qualifier les pratiques de travail et les rapports de production observés à l'époque au sein des campements ?

Ces questions étant très différentes sur le plan des concepts et des notions à mobiliser, cette section « discussion » se structure en deux parties indépendantes : la première discutant notre première question de recherche relative aux « mobilités, orpaillage et transformation des *livelihoods* ruraux » au cours de la période 1989-2004, la seconde questionnant la thèse de l'exploitation et de l' « esclavage moderne » au sein des campements de l'époque.

3.1. 'Hanging in', 'muddling through', 'stepping up', 'stepping out' ? Circulations migratoires, orpaillage et *livelihoods* ruraux andins au cours de la période 1989-2004

Considérant l'ensemble des éléments qui ont été exposés dans ce chapitre, nous apportons, dans cette section, une réponse à notre première question de recherche : de quelle manière les circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage en Amazonie participent-elles à la transformation des *livelihoods* ruraux *ocongateños* au cours de la période 1989-2004 ?

Pour y répondre, partons – comme nous l'avons fait pour la génération 1 – des logiques de dépenses minières et de réinvestissement sur le lieu d'origine (Brugger et Zanetti, 2020), que nous avons recueillies au travers de notre enquête quantitative. Nous cherchons, par ce biais, à appréhender les incidences (ou effets) des mobilités minières de seconde génération sur les moyens d'existence paysans.

Tableau 31. Dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 2.

Dépense des transferts de fonds miniers	Effectifs	Pourcentage
Famille (achat de nourriture, vêtements, etc.)	53	94,64%
Achat d'intrants et d'outils agricoles	23	41,07%
Dépenses personnelles (vêtements, matelas, etc.)	18	32,14%
Achat de terres	11	19,64%
Maison (achat, construction, rénovation)	9	16,07%
Achat de bétail	7	12,50%
Financement de l'éducation (personnelle ou des enfants)	5	8,93%

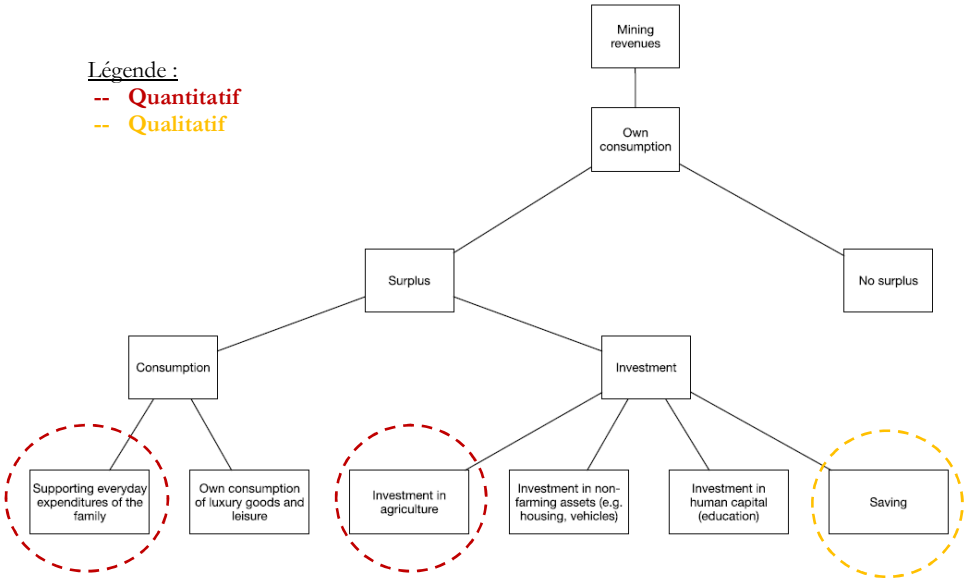
Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

A la lecture de ce tableau, nous constatons que 94,64% des circulants de seconde génération déclarent avoir à l'époque dépensé l'argent gagné au sein des campements miniers amazoniens dans la « famille », une modalité qui spécifiait « achat de nourriture, vêtements, etc. ». Ensuite, 41,07% d'entre eux répondent avoir investi dans l'achat d'intrants et d'outils agricoles, et près d'un tiers (32,14%) dans des achats personnels (vêtements, matelas, etc.). Les achats de terres sont mentionnés en quatrième position, par seulement 19,64% de notre échantillon. Dans un cinquième temps, l'achat, la construction ou la rénovation d'une maison ne concerne que 16,07% des répondants de seconde génération, tout comme l'achat de bétail qui n'est contemplé que par 12,50% d'entre eux. Enfin, le financement de l'éducation (personnelle ou des enfants) n'a été mentionné que par 8,93% de ceux-ci, un chiffre qui marque toutefois une hausse significative par rapport à notre première génération (pour qui cette modalité ne représentait que 4,65%)[187].

Selon la typologie des dépenses minières élaborée par Brugger et Zanetti (2020), nos circulants de seconde génération allouent ainsi l'argent gagné en Amazonie, prioritairement, d'une part, dans l'achat de produits de nécessités basiques, destinés à la subsistance personnelle ou familiale (nourriture, vêtements, matelas, etc.), et d'autre part, dans les activités agricoles à Ocongate (achat d'intrants, de fertilisateurs, de pesticides, d'outils, d'équipements, etc.), ce qui place – quantitativement – cette génération dans la première et la troisième catégories de la typologie.

[187] Nous l'avons vu à travers les trajectoires circulatoires de Rodolfo et Victoria notamment, certains circulants de cette génération commencent à investir le revenu minier dans le capital humain familial, et ce à travers l'éducation des enfants : « Ahora mis hijos más o menos quiero y voy a educar ya » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Figure 31. Typologie des dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 2.



Source : Brugger et Zanetti, 2020.

3.1.1. Ajustement structurel : quelle incidence sur la diversification des *livelihoods* ruraux et les activités d'orpaillage aux Suds ?

Pour saisir ces logiques de réinvestissement du revenu minier à Ocongate, rappelons que les politiques d'ajustement structurel eurent d'importantes incidences dans les Andes péruviennes au cours de la décennie 1990. Tout comme Hilson (2016) l'observe en Afrique sub-saharienne, au Pérou :

> « It is no secret that smallholder agriculture – and, by extension rural families – suffered immensely under structural adjustment. It was during this period that the region's deeply-rooted rural household diversification patterns became very visible, largely in response to the rather sudden diminished viability of agriculture in the region [...] It is largely within the context of this household-level diversification that ASM has become more visible and expanded so rapidly » (Hilson, 2016: 553).

Dans les Andes, un constat similaire peut être posé : les pratiques historiques de *livelihood diversification* (Ellis, 1998) s'accélèrent sous l'effet des plans d'ajustements structurels, l'activité aurifère devenant l'une des stratégies de diversification privilégiées des ménages ruraux.

Pour Lahiri-Dutt (2018), cette tendance à la diversification s'observe – à l'époque – non seulement dans toute l'Amérique du Sud, mais également en Asie et en Afrique. Dans les « Suds », la non-viabilité de l'agriculture apparaît évidente au cours des années 1990, menant de larges pans des sociétés paysannes à s'engager dans des activités diverses où : « mining as individuals, as families, in groups or as wage workers constitutes such a livelihood » (p. 1567). A l'époque, les familles paysannes rurales diversifient leur économie et « branch out of agriculture » (Okoh et Hilson, 2011: 1101) pour une raison principale : l'impossibilité des activités agropastorales de soutenir les moyens d'existence paysans (Escobal, 2001; Cartier et Bürge, 2011 ; Haggblade *et al.*, 2010 ; Reardon *et al.*, 2001). La *livelihood diversification* s'érige ainsi en stratégie paysanne capable de compenser les manques de l'agriculture, tout en assurant la subsistance et la résilience familiale.

Plus particulièrement dans le district d'Ocongate, Almanza (1997) note que « les ressources agropastorales des familles paysannes du district ne génèrent pas les revenus monétaires nécessaires pour couvrir les dépenses qu'elles ont ; par conséquent, celles-ci couvrent le déficit en recourant à la vente de leur force de travail, à la fois sur le marché minier local et extralocal » (p. 97). Ces considérations rejoignent les travaux de Fisher *et al.* (2009) ; Gamu *et al.* (2015), Geenen (2014), Hilson (2010) et Ofosu *et al.* (2020), pour qui la diversification et l'insertion sur le marché du travail minier représente une réponse au phénomène qu'ils nomment « *agricultural poverty* » :

> « Working in mining [...] reduces the likelihood of household poverty. The 'distress-push' view argues that people engage in artisanal mining mainly because they are desperate to escape poverty and compelled to search for alternative livelihoods. In some regions, ASM has emerged as the only viable activity in the wake of structural adjustment, deteriorating employment opportunities and increasing pressure on land. Small-holder farming has become less attractive as a livelihood, and artisanal mining may either substitute for revenues from agriculture or complement them » (Geenen, 2014: 90).

Pour ces auteurs, c'est le syndrome de « pauvreté agricole » qui alimente – au cours des années 1990 – la diversification du portefeuille paysan, poussant les secteurs ruraux à chercher des moyens d'existence dans l'exploitation minière artisanale (Ofosu *et al.*, 2020: 215). Les ressources tirées des activités agricoles étant insuffisantes, les circulations migratoires minières permettent de générer des revenus monétaires complémentaires, qui sont principalement destinés, selon Cartier et Bürge (2011), Okoh et Hilson (2011), Brugger et Zanetti (2020), à lutter contre l'insécurité alimentaire et maintenir le niveau de vie et les moyens d'existence des familles rurales.

3.1.2. Revenu minier et stratégie du « *hanging in* »

Les diverses considérations académiques présentées dans la section antérieure font écho à ce que nous avons nous-même présenté tout au long de ce chapitre concernant les logiques circulatoires de seconde génération. Les trajectoires de Pedro et de Lucio ont en effet mis en lumière des dépenses minières tournées vers la satisfaction des nécessités basiques familiales (vêtements, aliments, produits d'hygiène, etc.) : « solo compraba ropa, comida, … gastos corrientes no más [...] gastaba para mi familia, mis hermanos » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Mais ces deux circulants ne sont pas les seuls de leur génération à tenir ce type de discours en entretien, voici ce que nous avons pu recueillir auprès de Wilmer, Walter et Raymondo :

> « Me recuerdo que había comprado ropita, después así frazaditas así, eso no más me he comprado pues. Otros para mantención siempre, para ayudar a mi familia. No eran cosas personales, para la familia más » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

> « Casi no ha llegado mucho dinero acá entonces, para mis ropitas. Más para mí y mi familia. Ropita » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

> « Antes nos poníamos a trabajar [en Madre de Dios] para sobrevivir [...] Yo trabajaba como te digo para sustentar a mi familia » (Entretien avec Raymondo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Conformément à ce que Pokorny *et al.* (2019) observent en Afrique, ces témoignages issus de notre terrain attestent des circulations minières de la période 1989-2004 en tant qu' « ingrédient nécessaire au **maintien des moyens d'existence ruraux** » (p. 36), en raison de leur capacité à

générer des revenus monétaires destinés aux dépenses courantes et de consommation des ménages. Nous sommes donc, toujours – comme au temps de notre première génération – dans la *livelihood trajectory* que Dorward *et al.* (2009) et Prichard *et al.* (2017) nomment le '*hanging in*', dans laquelle le circulant maintient – par le biais de ses mobilités minières – des capitaux stables et suffisants pour assurer la reproduction familiale (Gamu *et al.*, 2015). En d'autres mots, l'orpaillage permet au secteur paysan de résister à l'appauvrissement, dans un contexte de politiques néolibérales qui lui sont particulièrement défavorables. Comme le notent Brugger et Zanetti (2020) pour le Burkina Faso, au cours de la période 1989-2004, l'activité aurifère artisanale a – dans les Andes péruviennes – le potentiel de :

> « Improve consumption levels, overcome poverty, increase their resilience and create an asset base that will allow them to sustain their livelihood overtime [...] The majority of households engaged in [mining] work were reported 'hanging in' [...] Households that are 'hanging in' manage to hold their social position » (p. 944 ; 950-951).

Au cours de la période 1989-2004, les ménages ruraux circulants « se maintiennent » donc, non seulement grâce aux opportunités d'emploi offertes par le secteur minier et les revenus en cash que celles-ci induisent, mais aussi – nous l'examinons dans la section qui suit – car ces revenus miniers leur permettent d'assurer la sécurité alimentaire familiale.

3.1.3. Revenu minier, sécurité alimentaire et complémentarité des saisons minières et agricoles

Notre enquête quantitative (cfr. tableau 31 et figure 31) révèle en effet – outre les modalités « dépenses familiales et personnelles » – une autre modalité de dépenses d'importance : l'achat d'intrants, de fertilisants, de pesticides, d'outils, et d'équipements agricoles, privilégiés par 41,07% de notre échantillon de seconde génération. Pour comprendre cette logique, nous mobilisons les travaux de Okoh et Hilson (2011), qui affirment :

> « Evidence points to revenues from the former [ASM] now supporting the latter [smallholder farming], generating finances that are used by families to acquire crucial agricultural inputs such as fertilisers and herbicides no longer subsidised by the state. Hilson (2010a) and Hilson and Garforth (2011) capture the essence of this symbiosis. The authors report findings from research [...] that point to most rural families having abandoned smallholder farming as their viable primary source of income in favour of ASM and subsequently 'reorienting' farm production to satisfy the needs of the family, not markets » (p. 1102).

Les ménages ruraux qui ont opté pour l'activité minière comme activité complémentaire à l'agriculture utilisent les revenus miniers afin d'acquérir des fertilisants et des herbicides, qui ne sont plus – avec l'apparition et la mise en œuvre des plans d'ajustements structurels dès la décennie 1990 – subsidiés par l'Etat ; ces intrants permettent de plus grandes productions alimentaires, destinées à subvenir aux nécessités de la famille (désormais prioritaires par rapport aux marchés) et, ce faisant, améliorent la sécurité alimentaire paysanne.

Nous avons effectivement vu, tout au long de ce chapitre, que la politique néolibérale péruvienne avait considérablement réduit les budgets publics de crédit et d'approvisionnement en intrants, ainsi que les subventions pour engrais. Ces différentes mesures eurent pour conséquence d'appauvrir les économies de notre seconde génération, un phénomène qui les poussa à trouver – dans l'Amazonie minière voisine – d'autres sources de rentrées monétaires pour financer leurs intrants et équipements agricoles (considérés, dans l'approche des *rural livelihoods*, comme du capital physique).

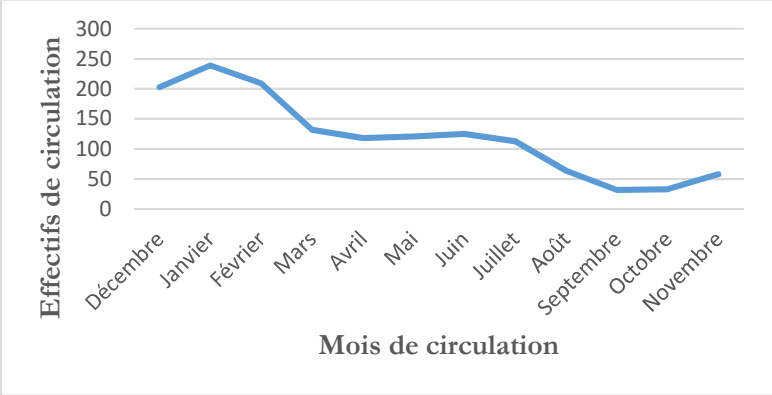
Hilson (2010) observe, dans les campagnes africaines des années 1990, le même type de comportement de dépenses ; selon cette auteur :

> « There is a high level of interconnectedness between smallholder farming and artisanal mining in the region – that proceeds from the latter are often used to support the former, which again, has become a less profitable enterprise under structural adjustment [...] the earnings from its activities [artisanal mining] used mainly to purchase crucial farm inputs such as fertilizers and equipment » (Hilson, 2010: 298).

A Ocongate, depuis l'ajustement structurel de la décennie 1990, les liens entre l'orpaillage et l'agriculture se sont de la même manière galvanisés en raison des turbulences économiques, ces deux activités devenant intrinsèquement complémentaires, et – pour certains ménages – également saisonnières.

Binns et Maconachie (2005), ainsi que Maconachie *et al.* (2006) sont les premiers auteurs à reconnaître le caractère saisonnier des deux activités ; ceux-ci observent qu'à bien des égards, l'orpaillage est étroitement lié au cycle agricole. Au cours de la saison sèche, lorsque l'agriculture exige moins de travail, de nombreux individus ruraux s'adonnent aux activités d'extraction ; par contraste, les retours vers le lieu d'origine et les activités agricoles se produisent lorsque que celles-ci commencent à émettre un vigoureux besoin de main-d'œuvre. Comme ces auteurs l'observent en Afrique, à Ocongate, la mobilité de notre seconde génération de circulants s'articule – tout comme pour notre première génération – étroitement aux logiques de production agropastorale de l'espace d'origine. La circulation minière permet de résoudre, selon l'expression de Cortes (2002), les problèmes de « soudure » du calendrier agricole, autrement dit : « intervient et s'interpose dans les stratégies familiales dans le cadre d'un complément d'activités et de revenus, selon les exigences imposées par le système de production agricole du lieu d'origine » (p. 89). Lorsque les activités agropastorales ne demandent que peu de main-d'œuvre (décembre à mars), Ocongate se transforme en un district expulseur de main-d'œuvre ; inversement, les retours de circulants s'enclenchent lorsqu'approche la saison des moissons (mai-juillet), ou celle des semailles (septembre-novembre).

Figure 32. Mois de circulation minière – Génération 2.



Source : Enquête quantitative, 2017.

Cette saisonnalité transparaît dans nos résultats quantitatifs, mais également dans le discours des individus de seconde génération. Pour Wilmer : « Una vez cuando acabamos siembra, no hay nada para hacer acá pues. Entonces vas normal a trabajar [a la selva] pues » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Walter tient le même type de

propos: « Terminando mi chacra voy [a Madre de Dios], entonces mi señora no más [se engarga] de animal, de mis hijitos » (Entretien avec Walter, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Certains membres mobiles de la famille partent ainsi lorsque le besoin de main-d'œuvre diminue en agriculture, opérant – dans la même logique – le retour en fonction des nécessités émises par l'activité productive (récoltes, semailles, tonte des animaux, etc.). Le retour des individus circulants au moment des récoltes ou des semailles permet aux familles de limiter le recours à une main-d'œuvre extérieure, tout en facilitant le bilan de l'exploitation.

Cependant, et comme Cartier et Bürge (2011) le précisent, la saisonnalité et les connexions existant entre l'activité agricole et l'orpaillage sont beaucoup plus complexes que cette logique de saisonnalité. La figure 32 le souligne ; les départs peuvent en effet avoir lieu à n'importe quel moment de l'année, surtout pour les familles détenant peu de terres ou peu de bétail (et donc de faibles rentrées agropastorales), ou encore les ménages composés de nombreux membres en âge de travailler, qui sont, elles, susceptibles de circuler même aux moments où les activités agricoles nécessitent davantage de main d'œuvre.

Prenant ces divers éléments en compte, nous pouvons dire que nos circulants de seconde génération correspondent à ce que Lahiri-Dutt (2018) nomme dans ses travaux les « *extractive peasants* », qu'elle définit comme les : « rural workers in less affluent nations who have been shifting to, or alternating with, other livelihoods to make a living through commodity extraction » (p. 1561). Pour cette auteure, cette catégorie analytique des « paysans extractifs » n'est pas une catégorie fixe et homogène, mais se trouve au contraire « à l'intersection complexe de nombreuses niches sociales, qui invite les sciences sociales à reconfigurer les conceptions contemporaines de l'industrie extractives, des mineurs ruraux et de la thèse de la dé-agrarisation » (p. 1562). Il est aujourd'hui reconnu que la paysannerie participe, à travers le monde, aux activités extractives ; néanmoins, le problème réside dans la compréhension académique de ce phénomène :

> « It is not difficult to conceive the person toiling as a wage labourer in the quarries for minerals as a rural migrant. The problem involves developing scholarly understanding of marginal and poor extractive peoples treating holistically the opportunistic livelihood choices they make in some instances, and the extreme and diverse pressures that push them to desperate struggles to survive in others [...] The question arising is: are peasants *branching out* into a new source of livelihood offering seasonal or temporary income, or is it more accurate to regard this mobility as a process of shift away from their categorisation as peasants? Opinion from peasant studies is that peasants move out of agriculture in favour of urban jobs, or circulate between better-off rural areas, giving rise to a deagrarianisation-vs-livelihood diversification debate in the context of informal mining » (p. 1562 et 1566).

En ce qui nous concerne, nous nous positionnons pour notre seconde génération – et comme nous avons essayé de le montrer tout au long de ce chapitre –, non pas du côté de la thèse de la dé-agrarisation, mais défendons plutôt son contraire : la diversification des moyens d'existence ruraux afin de pouvoir « se maintenir » sur le lieu d'origine et dans les activités agropastorales. Nous l'avons vu notamment à travers la trajectoire circulatoire de Lucio, cette génération part en Amazonie « pour rester » (Cortes, 2000), opérant de nombreuses circulations minières dont la visée est non seulement la subsistance personnelle et familiale, mais aussi l'augmentation du

capital physique[188] à travers l'achat d'intrants et d'équipements agricoles (ce qui prouve les attaches paysannes pour la terre et les activités agricoles).

Tel que Brugger et Zanetti (2020) l'affirment dans leurs propres travaux, nous considérons que « the assumption that a de-agrarianization process is unfolding is not supported by the findings. Most ASGM workers are 'mining farmers' or 'extractive peasants'. Farming and mining are positively complementary rather than competing activities » (p. 950). Il s'agit donc de penser, à Ocongate, l'orpaillage et l'agriculture, non comme des options mutuellement exclusives, mais au contraire comme un *livelihood choice* binaire et combinable, permettant à cette génération de « rester » sur sa terre d'origine.

Au cours de la période 1989-2004, nous avons vu que le district d'Ocongate ne présentait que peu d'activités économiques rentables ; l'orpaillage est donc choisi comme *livelihood* complémentaire, permettant à cette génération d'accumuler du capital financier[189] destiné à être réinvesti sur le lieu d'origine. Nous venons de voir que le réinvestissement minier était – dans notre enquête quantitative – prioritairement lié à la subsistance familiale et personnelle, ainsi qu'à l'achat d'intrants et d'équipements agricoles, mais il nous reste à aborder une troisième et dernière logique qui nous semble fondamentale dans les processus circulatoires andins de l'époque : l'épargne bancaire à des fins de réinvestissement dit « productif ».

3.1.4. Revenu minier et épargne paysanne

La modalité « épargne bancaire » n'apparaissait pas dans notre enquête quantitative[190], mais celle-ci a été soulevée qualitativement par plusieurs circulants de cette génération, dont Rodolfo pour qui la trajectoire circulatoire a été retracée précédemment, et qui affirmait : « Todo lo que he trabajado en Puerto los años anteriores, he juntado y he ahorrado en el banco así. [...] En el 2012, como ya tenía platita, me he comprado ganados [...] Así he comprado, del dinero ahorrado en Puerto. De eso… Yo trabajando acá no más, ¿qué voy a alcanzar? No había más antes plata » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Rodolfo accumule ses revenus miniers sur un compte bancaire à partir de la fin des années 1990, attendant le bon moment pour réinvestir. La même logique transparaît dans le discours de Máximo : « Estaba ahorrando. Si de repente me presentaba algo, entonces podía invertir en eso » (Entretien avec Máximo, paysan de la communauté de Rodeana, Ocongate, 2016), tout comme celui de Camilo : « Con ese trabajo [minero], había posibilidad de ahorrar [...] Me lo guardaba [el dinero de la mina] en el banco. Podía pasar algo, una oportunidad y ya había de donde sacar » (Entretien avec Camilo, paysan de la communauté de Patapallpa, Ocongate, 2017).

Nous avons en effet affaire, pour cette génération et surtout dès la fin des années 1990, à un processus que Mkodzongi et Spiegel (2020) appellent, reprenant la terminologie marxiste, « accumulation primitive de capital », qui selon eux constitue une thématique qui doit impérativement être davantage investiguée pour les activités extractives à petite échelle :

[188] Pour rappel, selon l'approche des *livelihoods*, le capital physique se réfère aux : (1) équipements agricoles et non agricoles (matériel d'irrigation, d'élevage, équipements pour les activités artisanales, etc.) ; (2) infrastructures, aménagements et bâtiments ; (3) animaux possédés et élevés ; (4) plantations pour cultures permanentes ; (5) maisons et véhicules.

[189] Selon l'approche des *livelihoods*, le capital financier se réfère aux : (1) salaires et revenus monétaires ; (2) Epargne monétaire, (fonds propres) et liquidités convertibles ; (3) actifs capitalisés sous d'autres formes ; (4) flux d'argent réguliers tels que les pensions, les transferts de l'État et d'autres envois de fonds (liés à la migration par exemple).

[190] Nous n'avions pas envisagé cette possibilité au moment de la passation de l'enquête, ce qui représente – nous en sommes consciente – une limite importante de nos résultats quantitatifs.

« Processes of primitive accumulation of capital currently unfolding in the ASGM sector – and the links to migrant artisanal mining labour – are key points in need of research » (p. 996). Ces auteurs avancent que les travailleurs migrants sont désormais capables d'accumuler et d'épargner du capital financier par le biais de leurs activités d'orpaillage, mais paradoxalement, peu d'auteurs s'intéressent à cette question.

De manière différente mais complémentaire, la typologie des dépenses du revenu minier élaborée par Brugger et Zanetti (2020), invite elle aussi à prendre en compte cette « accumulation primitive de capital » observée dans l'activité aurifère, et ce, en identifiant une catégorie de dépenses qu'ils nomment « *saving* » (cfr. figure 31). Selon ces auteurs, « les revenus miniers peuvent également être placés sur un compte épargne [...], le ménage utilisant l'épargne pour se diversifier et investir dans une nouvelle activité qui promet des rendements plus élevés ou plus stables » (p. 944 et 946). Néanmoins, le problème majeur, pour notre seconde génération de circulants, c'est qu'à l'époque où ils entreprennent leurs mobilités minières, Ocongate ne présente que peu (voire pas) d'activités économiques rentables, ce qui rend difficiles les possibilités de réinvestissement « productif » du revenu épargné en circulation. En effet, comme Skeldon (2008), De Haas (2010) et Piché (2013) l'affirment en étudiant les incidences des envois de fonds sur les lieux d'origine :

> « Les transferts monétaires ne peuvent, à eux seuls, avoir un impact significatif sur le développement économique d'une région (ou d'un pays), s'il n'existe pas de possibilités réelles d'investissement dans les localités où vivent les ménages bénéficiaires des transferts (e.g. Skeldon, 2008 et De Haas, 2010) […] Si les ménages ne peuvent pas surmonter les obstacles structurels au développement (accès au crédit, confiance dans les institutions, politiques migratoires favorables à l'investissement, etc.), les transferts monétaires ne pourront avoir d'effets significatifs sur le développement local ou national » (Piché, 2013 : 38).

C'est en sens que nous parlions, dans nos analyses empiriques antérieures, d'une période d' « accumulation sans développement » pour caractériser la décennie 1990 et le début des années 2000 à Ocongate ; certains circulants de seconde génération, tels que Rodolfo, Máximo et Camilo, sont capables d'épargner et d'accroître leur capital financier grâce à leurs circulations minières. Toutefois, sans aucune possibilité de réinvestissement productif sur leur terre d'origine, ceux-ci décident de placer ce capital sur un compte bancaire, rendant les transferts monétaires liées aux activités aurifères de l'époque sans effet immédiat sur le développement local des zones rurales. Comme le note Nieto (2012), l'épargne des migrants ne peut devenir une source de financement pour le développement local que si ces fonds sont investis dans des activités productives génératrices de dynamisme économique, ce qui n'était pas le cas dans le district d'Ocongate de la période 1989-2004.

Ainsi, et pour résumer l'ensemble des éléments exposés dans cette section, nous pouvons dire que nos résultats concordent à de nombreux points de vue avec la littérature académique récente (principalement africaniste) produite sur l'orpaillage. Premièrement, ceux-ci révèlent un dynamisme sans précédent de la diversification rurale et des activités d'orpaillage au cours des années 1990, conséquence directe de l'application abrupte des plans d'ajustement structurel. Entre 1989 et 2004, l'orpaillage devient l'une des stratégies de diversification privilégiée des ménages ruraux d'Ocongate qui, forcés de faire face au syndrome de « pauvreté agricole », arrivent néanmoins – grâce aux revenus perçus dans les campements – à « maintenir » leurs moyens d'existence (stratégie du « *hanging in* »). Deuxièmement, source de sécurité alimentaire, leurs mobilités minières permettent de résoudre les problèmes de « soudure » du calendrier agricole, les deux activités devenant particulièrement complémentaires. Loin d'une dé-agrarisation, cette complémentarité d'activités mène notre seconde génération à assumer une identité de « paysans

extractifs » (Lahiri-Dutt, 2018), dont la stratégie principale est celle du « partir pour rester » (Cortes, 2002). Enfin, les activités d'orpaillage réalisées en circulation permettent un processus naissant d' « accumulation primitive » au sein des zones rurales d'Ocongate, certains ménages étant capables – grâce à l'orpaillage – d'accéder à des stratégies d'épargne.

3.2. Exploitation et « esclavage moderne » ? Une lecture alternative à partir des notions de liens faibles, jetables et forts

Après avoir abordé, pour cette deuxième génération de circulants, la question des incidences des mobilités minières sur les *livelihoods* ruraux andins, explorons à présent notre seconde question de recherche en interrogeant et en interprétant les dimensions et les composantes de l' « exploitation » et de l'« esclavage moderne » dans les pratiques de travail et les rapports de production observés au sein du secteur aurifère amazonien de la période 1989-2004. Les travaux de Cortés-McPherson (2019a) notent :

> « In artisanal and small-scale unregulated pits [...] workers endure extremely dangerous conditions and **slavery like practices**. Often malnourished and isolated in remote improvised camps, they perform highly dangerous jobs without health or safety nets. They are exposed to toxic substances, diseases, and threatened with violence. Many are recruited through deception within their own communities. This is the situation in some areas of the Peruvian mining enclave of Madre de Dios, where a contemporary gold rush has attracted thousands during the last 20 years. In this economy, workers entry the job process voluntarily, once in the mine, leaving becomes impossible for many » (p. 18).

Si ces propos contiennent de nombreuses vérités à propos du travail minier amazonien (dangerosité du travail, contamination par substances toxiques, maladies, etc.), est-il pour autant congruent, pour notre seconde génération de circulants, de parler de « *slavery like practices* » ? Ce concept nous aide-t-il à comprendre les logiques de domination et de servitude au sein des campements ? Permet-il de saisir leur perpétuation et leur diffusion au cours de la période 1989-2004, ou encore expliquer les mécanismes du consentement paysan aux différentes pratiques d'exploitation minière ?

Pour répondre à ces divers questionnements, nous proposons de partir des réflexions du sociologue français Fabien Lemozy (2019), qui a – lui – étudié les rapports de production et les caractéristiques du « travail esclave » au sein des ateliers de couture au Brésil, affirmant : « Le travail dans l'atelier est un emploi recherché [...] Même en évoluant dans des conditions de travail déplorables, il existe tout de même une demande de la part des migrants à obtenir ce type de poste. Par conséquent, on aurait du mal à voir la menace d'une peine ou l'absence d'un 'plein gré' dans leur cas [...] Ils ne travaillaient pas contre leur volonté, et il n'y avait pas d'entraves à leur liberté » (p. 20).

L'environnement de travail et les mécanismes du consentement au sein des ateliers brésiliens présentent de fortes similitudes avec le travail dit « esclave » des campements miniers amazoniens du Pérou. Au cours de la période 1989-2004, nous avons vu que les travailleurs miniers jouissent (contrairement à la génération antérieure) d'une liberté de mouvement retrouvée au sein des zones minières ; les pratiques strictes de surveillance et de contrôle des travailleurs sont abolies ; les travailleurs sont mobiles géographiquement ; ceux-ci ont la capacité de négocier, vendre et revendre leur force de travail et ont la possibilité d'opérer plusieurs mobilités sociales au sein même des campements (hiérarchie interne). En ce sens, « nous nous trouvons finalement loin de l'image de l'esclave qui est véhiculée à propos des migrants » (Lemozy, 2019: 125).

En effet, « loin d'être des esclaves contraints par leurs maîtres », les circulants *ocongateños* de seconde génération « sont des travailleurs qui négocient librement leur force de travail selon les besoins en main-d'œuvre du secteur [...] Aussi dure soit-elle, leur vie ne peut en aucun cas être rapprochée de ce que l'esclavage a historiquement pu être [...] Il est donc inutile d'insister sur la faiblesse heuristique de la métaphore de l'esclavage » (Vidal, 2012 : 73). En revanche, et comme les travaux de Morice (2005) nous incitent à le faire, il apparaît bien plus pertinent pour nous « d'établir les causes faisant obstacle et comprendre les mécanismes propices à la perpétuation de la sujétion au cœur de la société salariale, laquelle amène précisément à parler d' 'esclavage' » (Morice, 2005 : 1031).

Pour ce faire, et nous distanciant du concept d' « esclavage moderne », nous proposons dans cette section une lecture analytique du monde du travail minier amazonien des années 1989-2004 à partir d'une vision compréhensive et relationnelle de l'expérience sociale et spatiale des individus circulants, et ce, en privilégiant une entrée par les réseaux migratoires et le capital social. Afin de saisir la façon dont les rapports de production observés au cours de la période 1989-2004 ont pu se perpétuer au fil du temps et éclairer les raisons pour lesquelles un nombre toujours croissant de circulants mobiles y ont consenti des années durant, la théorie des réseaux s'est en effet imposée à nous en tant que catégorie d'analyse congruente, permettant d'éclairer les logiques sociologiques des trajectoires circulatoires minières de seconde génération ainsi que les expériences différenciées de servitude et de domination observées à l'époque au sein des campements.

Nous avons vu au cours de ce chapitre que pour beaucoup, les réseaux de connaissances, de parenté, d'amitié et de compérage symbolique structuraient les départs, les arrivées à Madre de Dios, ainsi que les conditions d'incorporation au sein des zones minières. Ces réseaux placent les individus, dès les débuts de leur trajectoire circulatoire, dans des dispositifs réticulaires[191] (Lemozy, 2017) aux agencements variables qui opèrent comme des « matrices opératoires des migrations individuelles » (Cortes, 1998). Ces dispositifs reposent sur différents types de liens entre individus, qui expliquent et débouchent – nous l'examinons dans cette section – sur des logiques différenciées de surexploitation minière et de domination (consenties ou non) au sein des campements. Dans le cas de notre seconde génération, ces dispositifs sont basés, d'une part, sur des liens dits « faibles » (Granovetter, 1973) ou « jetables » (Desmond, 2012), et d'autre part, sur des liens « forts » (familiaux, communautaires ou encore ethniques), qui forment ce que Arhin (2016) appelle les *ethno-diaspora networks*.

3.2.1. Liens faibles, co-ethnicité et traite des femmes

Pour Granovetter (1973), les réseaux interpersonnels constituent un ensemble de liens dont la force varie. « The strengh of a tie is a (probably linear) combination of the amount of time, the emotional intensity, the intimacy (mutual confiding), and the reciprocal services which caracterize the tie » (p. 1361). Les liens forts sont ceux où l'on retrouve plusieurs de ces caractéristiques (voire toutes), comme c'est le cas dans les liens familiaux ou amicaux ; dans les liens faibles, celles-ci se manifestent plus discrètement. La notion de « liens faibles » avancée par cet auteur – qu'il met en opposition avec les liens forts (famille, amis) – se réfère aux connaissances, aux amis d'amis, aux cousins éloignés, aux personnes rencontrées fortuitement, dont l'attribut premier est

[191] Lemozy (2017) définit le dispositif réticulaire comme étant « l'ensemble des ressources spatiales et sociales dont l'accès est rendu possible à l'individu en situation migratoire, en fonction des relations qu'il est susceptible de mobiliser » (p. 15).

d'assumer un rôle de « passerelle » (*bridge* selon l'expression de Granovetter, 1973) entre des groupes déjà formés, tout en facilitant la diffusion d'informations au sein de ceux-ci. Ce faisant, l'une des caractéristiques des liens faibles est de permettre l'échange de toutes sortes de ressources relationnelles et informationnelles, qui « rendent possible les opportunités de mobilité sociale » (Granovetter, 1973: 1373). Néanmoins, Granovetter (1973) souligne : « weak ties [are] often denounced as generative of alienation » (p. 1378), la faiblesse du lien menant généralement à des situations d'aliénation.

Voyons comment les considérations de cet auteur peuvent s'appliquer au contexte circulatoire qui nous occupe. Dans l'étude des migrations, « un migrant est considéré comme dépendant d'un dispositif de liens faibles à partir du moment où sa mobilité et/ou sa première expérience de travail en-dehors de son lieu d'origine se réalise à l'aide d'un individu avec lequel le lien qu'il entretient est de nature faible » (Lemozy, 2017: 5). A travers les trajectoires circulatoires qui ont été présentées précédemment, nous pouvons dire que certaines circulantes de cette génération eurent recours à des « liens faibles » pour accéder à la mobilité minière et aux campements amazoniens ; c'est le cas de Carmen et Sonia, qui arrivent toute deux en Amazonie par le biais d'inconnus.

Alors que Carmen travaille dans un magasin alimentaire d'Abancay, celle-ci y fait la connaissance de deux inconnus, qui finissent par la convaincre de les accompagner pour travailler à Madre de Dios. De son côté, Sonia est emmenée en Amazonie à la suite d'une rencontre fortuite entre sa mère et une dame à qui celle-ci accorde rapidement sa confiance et confie son enfant. L'arrivée de Carmen et Sonia à Madre de Dios résulte donc pour toutes deux de connaissances rencontrées au hasard, qui se soldent – tel que Granovetter (1973) le prédit – à des situations d'aliénation et de domination extrêmes, qui correspondent à ce que les Nations-Unies nomment la « traite des êtres humains » (Nations-Unies, 2000).

Les « liens faibles » peuvent ainsi donner naissance et expliquer les phénomènes de traite observés à l'époque en Amazonie, dans lesquels le lien est la plupart du temps développé avec des inconnus, mais qui présentent – selon Goldstein (2014) – de nombreux traits en commun avec les personnes qu'ils recrutent : genre féminin, origine andine, etc. A Madre de Dios, les individus « passerelle » sont en effet la plupart du temps des femmes, les phénomènes de traite relevant de la sphère nationale : « many of the sex workers had arrived in Madre de Dios through other women [...] and not just men working as pimps or abusive partners » (p. 240). En Amazonie, les dynamiques de traite des femmes ne relèvent pas de réseaux criminels transnationaux, mais constitue un phénomène davantage domestique (Cortes-McPherson, 2019a), présentant une importante composante de « co-ethnicité » (Arhin, 2016) :

> « [Victims] are trafficked overwhelmingly by their co-ethnics, thus, representing the traffickers' preferred pool of victims. In other words, trafficking and exploitation are initially driven by the co-ethnic identification that exists between traffickers and victims, and which is usurped in the recruitment phase » (p. 86).

La composante ethnique est donc, outre le genre féminin, fondamentale dans la compréhension des dynamiques de « liens faibles » liés au phénomène de traite ; les filles et femmes sont en effet la plupart du temps recrutées par des femmes, elles aussi originaires des Andes, qui les emmènent travailler dans les campements miniers amazoniens et les soumettent à une servitude et une domination extrêmes.

3.2.2. Les liens jetables : une domination consentie par le truchement d'un « sort partagé »

Outre ces liens dits « faibles », les liens mobilisés par cette génération pour mener à bien leur projet circulatoire peuvent également relever de que Matthew Desmond (2012) nomme les « liens jetables ». Ayant élaboré ce concept sur base des réflexions de Granovetter (1973) et cherchant à comprendre les mécanismes de survie des populations paupérisées en milieu urbain, celui-ci note : « les liens [jetables] prennent la forme de relations entre personnes qui se connaissent depuis peu ; des relations caractérisées par une intimité accélérée et simulée, une importante coprésence physique (le temps passé ensemble), un échange réciproque ou semi-réciproque de ressources, ainsi (le plus souvent) qu'une durée de vie limitée » (p. 72). Noués avec de nouvelles connaissances, les liens jetables répondent à une rencontre de besoins, qui crée les conditions de la collaboration entre les deux individus, si temporaire soit-elle. Ce type de liens est en effet souvent de courte durée, furtif et fragile ; les nouvelles attaches sont créées et désactivées très rapidement : « les relations ainsi créées n'existent que le temps de périodes très furtives [...] Ils [liens jetables] sont parfois irrémédiablement détruits » (Desmond, 2012 : 68 et 75). Cette stratégie, qui consiste ainsi à créer, utiliser et détruire le lien, permet aux familles précarisées de survivre au jour le jour ; nous sommes là dans une instrumentalisation voilée des relations.

Pour Desmond (2012), ce type de liens échappent à la classification binaire fort/faible :

> « Les liens jetables ne sont pas des liens faibles. Ils ne s'apparentent pas non plus aux liens forts dans leur définition habituelle : ceux qui unissent les membres d'une même famille ou d'une même coterie, et les bons amis. Forts mais faibles, cruciaux mais instables, récents mais exigeants, intimes et pourtant superficiels – ils relient des « inconnus », chacun « à la fois proche et lointain » (Desmond, 2012: 77).

Les liens jetables unissent deux personnes qui se reconnaissent d'une même « galère », faisant dès lors l'expérience que leur fardeau n'est pas unique (Desmond, 2012).

Dans notre cas d'étude, ce type de liens est, au cours de la période 1989-2004, tissés entre patrons miniers et ouvriers mobiles, expliquant la transition observée dans les rapports de production de l'époque. Ceux-ci sont généralement des « connaissances nouvelles », qui partagent le même logement et une intimité accélérée (campement), les repas, les affects, les expériences de travail, etc. Ils passent beaucoup de temps ensemble, mais pour une période limitée dans le temps, rompue par la fin du contrat. Aussi, au sein du campement, les liens tissés entre ces deux types d'acteurs sont le fruit d'une reconnaissance entre semblables du fait de partager une « mésaventure commune » ; sur ce point, souvenons-nous de ce que disait Rodolfo :

> « [Los jefes] ya saben cómo han sufrido, han chambeado [de obrero], han trabajado también, son jefes entonces saben trabajar, saben cómo se sufre, saben cómo se encuentra la plata, entonces ya no sufres ya. Ellos ya saben ya » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Les patrons miniers de l'époque connaissent le fardeau du travail minier, les souffrances endurées, « ils savent » ; ils ont eux-mêmes été ouvriers de campement avant d'être patrons. De plus, « venían de Canas, de Canchis, de Paucartambo, de todo Cusco eran, como nosotros » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). « Ils viennent de Cusco, comme nous ». Les deux parties se reconnaissent d'une origine semblable, ainsi que comme des individus qui connaissent les mêmes incertitudes et mésaventures minières. Comme le souligne

éminemment Geffray (1995) dans ses travaux portant sur les chercheurs d'or en Amazonie brésilienne:

> « Les relations qu'ils [les chercheurs d'or] entretenaient avec leur employeur n'étaient pas le fait d'une clientèle obligée. Les gérants étaient souvent eux-mêmes d'anciens *porcentistas*[192] [...] et tous insistaient sur cet aspect de leur condition : ils partageaient la ruine ou la fortune du propriétaire [...] ils ne savent jamais avec certitude où est l'or, avant de le tenir dans le creux de la main, et les gisements ne sont pas renouvelables [...] L'incertitude lie le sort des manœuvres à celui de leurs employeurs, le désir de restreindre le champ de cette incertitude associe le destin de chaque propriétaire à celui de tous les autres » (p. 83-84).

Les incertitudes de leur sort sont en effet au cœur de la relation « jetable » existante à l'époque entre ouvriers mobiles et patrons, celle-ci expliquant la transformation des expériences subjectives de la domination et de la servitude observées au sein des campements de l'époque. Peu d'individus de cette génération nous ont en effet rapporté avoir été traités comme des « esclaves » au sein des campements amazoniens (contrairement à notre première génération), ceux-ci clamant au contraire une nette amélioration des conditions de travail et de traitements au sein des campements. Toutefois, cela ne veut pas dire que la surexploitation n'existait plus dans les campements de seconde génération (nous avons analysé les horaires harassants de travail, la dangerosité de l'activité, etc.) ; mais révèle plutôt que ces « liens jetables » (basés sur le sentiment de « sort partagé ») justifient, à l'époque, l'engagement et la prédisposition de cette génération pour le travail. Autrement dit, le lien jetable tissé avec le patron – qui connaît la même « galère » et l'incertitude des découvertes aurifères que ses ouvriers – prédispose cette génération d'ouvriers mobiles à accepter plus facilement les longues heures de travail, la pénibilité des mouvements, les divers dangers, la maladie, etc.

Ainsi, et pour résumer, nous pouvons dire qu'alors que les « liens faibles » peuvent mener – à l'époque – à des situations extrêmes de domination et d'aliénation qui ne font l'objet d'aucun consentement (telle que la traite de femmes à des fins d'exploitation sexuelle), la logique des « liens jetables » pousse, elle, les circulants de cette génération à accepter plus facilement la surexploitation et la dangerosité de leur activité, et ce, par le truchement d'un sentiment de « sort partagé » entre patrons et ouvriers.

3.2.3. Liens forts et enclave ethnique : un excès de domination occulté par les relations d'affection et la dette morale

Après avoir examiné le rôle des liens faibles et jetables dans les pratiques et les expériences subjectives de la domination et de la servitude observées en Amazonie au cours de la période 1989-2004, explorons à présent le rôle des liens « forts » (familiaux, communautaires ou encore ethniques) au sein des campements, et ce, dans le but de nuancer la thèse aujourd'hui dominante des *slavery like practices* (Cortés-McPherson, 2019a). Comme pour notre première génération, au-delà des enjeux autour de l'usage de la mémoire de l'esclavage et sa pertinence (ou non) pour qualifier les formes d'exploitation de l'époque (Gomes, 2008), la visée de cette section est d'apporter une clé de lecture alternative sur ces phénomènes, en en explorant les logiques sociales sous-jacentes et les mécanismes sociologiques de la perpétuation et du consentement.

Pour cela, partons des travaux d'Arhin (2016) qui notent qu'à travers le monde, de nombreux travailleurs entrent dans des situations d'exploitation – voire de traite – en suivant de la famille

[192] En français : ouvrier minier payé au pourcentage, à savoir l'équivalent du *cenajero* à Madre de Dios.

ou des amis, ceux-ci étant incorporés dans une dynamique socio-culturelle qu'elle appelle les « réseaux ethno-diasporiques » (*ethno-diaspora networks*) caractérisés par une ethnicité partagée et composés de « groups that have common ethnic and national traits, identities, and affinities » (p. 82). Dans les cas qu'elle observe[193], le recrutement, le transport et l'exploitation des travailleurs s'appuient sur une logique de diasporas (les patrons recrutant des « *co-ethnics* »), qui sont généralement fondées sur une « économie affective d'identification interethnique, qui produit en retour des relations de confiance » (p. 82).

Au Pérou, les premières recherches de sociologie du travail minier supposaient que des réseaux transnationaux de crime organisé avaient pénétré les Andes, donnant naissance à une série de logiques relevant du travail forcé, de la traite de femmes à des fins de prostitution, d'exploitation infantile, etc. ; selon Mujica et Cavagnoud (2011), ces recherches indiquaient, sans preuve empirique reconnue, que ces phénomènes étaient le fruit de réseaux criminels dans les régions andine et amazonienne du pays, et que ceux-ci fonctionnaient sur base de formes modernes d'esclavage (Flora Tristán, 2010 ; CHS, 2010 ; OIT, 2007 ; OIM, 2006). Néanmoins, progressivement, une littérature académique croissante (Goldstein, 2014 ; Mujica et Cavagnoud, 2011 ; OIM et Movimiento Del Pozo, 2005) s'opposa à cette vision, en prônant – au contraire – ces diverses pratiques comme relevant de la sphère nationale et domestique, celles-ci étant « régies par des mécanismes microsociologiques et familiaux d'exploitation, et non par des organisations criminelles clandestines, nationales ou internationales, agissant selon des méthodes de séquestration et de déplacement du lieu d'origine » (Mujica et Cavagnoud, 2011 : 157).

Dans ses travaux menés à Madre de Dios, l'ONG Vérité (2013) note : « recent reports, as well as interviews with experts and workers, indicate that labor and sex trafficking are more commonly carried out by informal or family networks » (p. 12). Les travailleurs et travailleuses migrants ne sont en ce sens pas recrutés par force ou incorporés à des réseaux criminels, mais « enrolled by friends and family members following diaspora's networks » (p. 18). Cette étude décrit, telle Arhin (2016), une « économie affective de l'identification interethnique ».

En ce qui nous concerne, nous avons relevé – tout au long de ce chapitre – qu'au sein des campements amazoniens : « hay mucho paisanazgo. Ósea los jefes de campamentos mineros son de los Andes, de Cusco, entonces prefieren trabajar con gente de su misma región o origen » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Pachas (2011) le décrivait également dans ses travaux anthropologiques sur l'activité aurifère amazonienne, soutenant que : « El proceso de involucramiento en la actividad minera artesanal generalmente se sostiene por vínculos de parentesco. Los primeros mineros invitan a trabajar a personas cercanas y con algún grado de parentesco, relaciones de consanguinidad, afinidad, compadrazgo o paisanazgo » (p. 91). Ainsi, pour assurer l'arrivée continue de main-d'œuvre au sein de leur campement, les patrons miniers de seconde génération mobilisent leurs « réseaux ethno-diasporiques » (Arhin, 2016), ces derniers permettant l'engagement rapide, oral et sans contrat des travailleurs mobiles.

En ce sens, nous pouvons dire que les campements miniers de la période 1989-2004 s'assimilent à ce que Portes (1981) nomme une « enclave ethnique », définie comme étant des espaces qui « comprennent des groupes d'immigrants concentrés dans un espace distinct qui mettent sur pied des entreprises servant leur propre marché ethnique » (p. 290). La caractéristique principale de l'enclave est en effet qu'une proportion importante de la main-d'œuvre migrante travaille dans

[193] Ses études se basent sur 72 cas judiciaires ouverts pour traite et exploitation de travail à travers le monde.

des entreprises appartenant à d'autres migrants (Light, 1972), et que cette main-d'œuvre se voit offrir – en dépit de sa position initiale au bas de l'échelon socio-économique – des opportunités avantageuses.

Pour Portes (1981), le facteur clé qui pousse les groupes ethniques à mettre sur pied leurs propres entreprises est la fermeture relative du marché du travail (comme c'est le cas au Pérou sous le gouvernement Fujimori). Lorsque les opportunités d'intégration au marché du travail sont restreintes, les immigrants cherchent à suppléer au manque d'accès à l'emploi, pour eux-mêmes comme pour leurs compatriotes (Light et Gold, 2000 ; Portes, Guarnizo et Haller, 2002). Dans ces conditions, l'entreprise ethnique devient alors une solution alternative à l'emploi formel (Portes et Bach, 1985), les réseaux ethniques servant sa création :

> « Ethnic networks can be useful for setting up a business [...] Using ethnic connections for the recruitment of staff that can be trusted is an important resource for minority ethnic entrepreneurs. For example, many entrepreneurs rely on ethnic networks (Anthias *et al.*, 2006). Such co-ethnic or trans-ethnic recruitment is linked to trust relations, effective communication and common understandings as well as to common experiences » (Anthias, 2007: 798-799).

Pour Anthias (2007), le recrutement ethnique se justifie – du côté du patron – par les relations de confiance, les facilités de communication et la compréhension commune avec ses employés. L'homogénéité ethnique est mise au service de la maximisation des profits, puisqu'engager des *paisanos* ou de la famille facilite le travail par le partage de codes, de la langue et des référents culturels (Izaguirre, 2019). Mais qu'en est-il du travailleur migrant ? Ne retire-t-il, de cette entreprise ethnique dans laquelle il s'insère et tel que Portes (1981) l'affirme, que des opportunités avantageuses ? Le cas échéant, pour quelle soumission et quels renoncements ?

De manière générale, les travaux s'articulant autour de la question des réseaux ethniques et du capital social migrant, tendent à sous-estimer les composantes de la hiérarchie et de la domination au sein de ce type de relations. L'étude du rôle des réseaux migrants dans le cadre des économies d'enclave a en effet la plupart du temps pointé les effets positifs de la solidarité ethnique, passant sous silence leur versant de hiérarchie interne, d'exploitation et de domination. Or, nos données de terrain mettent en évidence les ambiguïtés de la relation de pouvoir asymétrique patron-ouvrier migrant[194], tout en éclairant l'écueil évident que représenterait une étude exclusive en termes de « solidarité ethnique » et d'horizontalité des relations au sein de l'entreprise ethnique.

Anthias (2007) affirme en effet : « The idea of homogeneity within groups disregards the existence of differentiations along lines of class and gender [...] Different people may have access to the same social networks (such as a golf club or a reading group) but they may be positioned differently within them » (Anthias, 2007: 791). A l'intérieur des réseaux sociaux, des hiérarchies se forment, des relations se tissent verticalement et/ou horizontalement, composées de solidarité, d'amitié, d'aide, de coopération, mais aussi de contrôle, d'autorité, d'exploitation, de domination-subordination et de pouvoir asymétrique entre les membres (Pedone, 2003 ; Nieto, 2012). Les réseaux ne sont pas « ethniquement homogènes » bien que certains travaux les assimilent automatiquement à des producteurs de « solidarité ethnique » (Athias, 2007). De fait, dans les travaux relatifs à l'entreprenariat ethnique, la solidarité tient une place fondamentale en expliquant le succès de ces entreprises. Dans cette littérature, la solidarité se constitue sur base de

[194] Les maltraitances physiques, les violences, le contrôle des déplacements et la surveillance permanente ne sont plus au temps de la seconde génération, mais le patron continue néanmons à imposer – à ses « *co-ethnics* » (Arhin, 2016) – des cadences de travail infernales (shifts de 12 ou 24 heures), des nuits de sommeil agitées, des conditions de vie minimales, une absence de couverture sociale, etc.

bonding ties, et est érigée en tant que « ressource communale », un positionnement qui, selon Anthias (2007), « ignore le différentiel de relations de pouvoir au sein des groupes, ceux de classe, de genre et de génération y compris » (p. 791).

En quoi ces considérations sur l'entreprise, l'enclave et la solidarité ethnique nous aident-elles à penser la servitude et la domination au sein des campements de seconde génération ?

Mon argument est que dans les relations de « *co-ethnics* » (Arhin, 2016) en contexte de migration au sein desquelles les circulants de cette génération sont insérés, nous sommes face à un environnement de solidarité, d'entraide, et de confiance, mais qui se voient parallèlement teintées d'autres matrices en apparence paradoxales : domination personnelle et paternaliste, contrôle tutélaire basé sur les liens de parenté ou la proximité affective (*padrinazgo*), logiques de don et contre-don, endettement symbolique, etc. Je m'explique.

Pour cela, partons des travaux de Guillaud (1996) qui analysent le mode d'articulation des rapports sociaux dans la production extractive en Amazonie brésilienne au cours des années 1990. Etudiant les rapports de production entre ouvriers collecteurs de produits extractifs (caoutchouc, châtaignes, etc.) et patrons, celui-ci affirme que les caractéristiques premières de leur relation sont :

> « La représentation du collecteur comme sujet libre, et sa soumission, de manière concomitante à un patron [...] le tout étant imbriqué dans des relations sociales qui en appellent aux substrats de la domination domestique : les rapports de parenté, puisque le patron est assimilé à un bon père de famille, à l'occasion parrain des enfants [...] Cet agencement singulier, Christian Geffray et Philippe Léna le caractérisent comme relevant d'un mode d'exploitation paternaliste. Exploitation, car le surproduit[195] est accaparé par le patron pour son bénéfice exclusif, et paternaliste car ce patron s'affirme et est perçu comme un protecteur » (p. 144).

Plusieurs éléments de la description de cet auteur me semblent pertinents à transposer à mon cas d'étude en permettant de penser la spécificité du travail minier migrant en Amazonie. Cet auteur met l'accent sur le caractère « libre » mais « soumis » du travailleur, et ce, dans un cadre de relations sociales marquées par la parenté ou la proximité affective (*padrinazgo*). De ce fait, nous sommes face à des relations de domination personnalisées, qui lient les deux parties personnellement dans une relation inégale d'obligations réciproques où, tel que cet extrait le souligne, la soumission est acceptée en échange d'une protection. « Le maître prend la figure d'un père pour asseoir sa domination » (Guillaud, 2009: 219).

Ces propos trouvent de nombreux échos dans le cadre du travail minier de seconde génération, où les rapports entre patrons et circulants miniers prennent, nous l'avons vu, la forme de « liens forts », des relations de parenté, de *padrinazgo* ou de *compadrazgo*, au sein desquelles « la domination est régulée symboliquement et à l'aide d'une économie morale caractérisée par la domination personnelle et l'affiliation entre patrons et travailleurs » (Martig, 2017 : 81). En effet, il s'agit d'un type de relation qui cache des conditions abusives d'accord de travail, dans lesquelles l'autorité du parrain, de l'oncle ou du père, dépasse les droits de ses parents employés (Miranda, 2016). Le plus souvent, l'« excès de domination » (Althabe, 2002) observé entre travailleurs circulants de seconde génération et patrons miniers opèrent sous couvert de paternalisme, de relations d'affection et de confiance, qui tendent à occulter des formes de travail

[195] Pour rappel, le surproduit est, dans la théorie de Karl Marx, la part du produit du travail disponible au-delà du produit nécessaire à la reproduction du travailleur direct et de sa famille. Le surproduit est la matérialisation du surtravail.

dissimulé, de la surexploitation et des relations de travail abusives, où le pouvoir et l'autorité s'exercent d'une partie sur l'autre (Miranda, 2016).

Adams et Golte (1990), qui étudièrent les migrations paysannes à Lima au cours des années 1980 et 1990, mettent en mots très justement ce phénomène :

> « Il est particulièrement intéressant que dans les cas où des ateliers, des manufactures ou d'autres groupes de coopération directe entre migrants se forment, dans presque tous les cas observés ceux-ci s'avèrent fondés sur une différenciation de classe des travailleurs qu'y participent, occultée par des relations d'entraide, de contre-prestations dans le cadre d'obligations de parenté, qui obligent le propriétaire à une sorte de tutelle permanente, mais qui, d'un autre côté, permettent des relations de travail non rémunéré, des rémunérations en nature, du travail en échange de logement, etc. » (p. 60-61).

De la même façon, au sein des campements de Madre de Dios, nous défendons l'idée que ce modèle basé sur les liens forts d'affection et de confiance occulte et légitime – au cours des années 1989-2004 – des pratiques de surexploitation et de domination. Les rapports entre patrons et ouvriers de campement sont en effet complexes et ambivalents, faits de solidarité et d'entraide, mais aussi de paternalisme et d'exploitation.

Aussi, ce que nous avons pu constater à travers notre matériau qualitatif c'est que si certains circulants se retrouvent imbriqués dans ce type de relations abusives, le constat n'est pas toujours qu'à l'origine se trouve un parent, un parrain, un *paisano*, ou un *compadre* qui exploite ses liens forts avec le candidat circulant pour asseoir une domination personnelle menant à l'exploitation ; au contraire, très active dans le milieu des migrants, la « dette morale » (Morice, 2005) joue elle aussi un rôle incontestable dans la perpétuation de la soumission et de la servitude au sein des campements amazoniens de l'époque. Comme le note Morice (2005), « il peut aussi simplement s'agir d'une reconnaissance envers les personnes qui, fournissant les moyens de la survie (un travail exploité) dans un univers hostile, établissent la relation d'obligation [...] où les obligés 'croient s'endetter. C'est faux, mais ils le croient' (Geffray, 1995 : 133) » (p. 1030).

Nous avons vu précédemment que les réseaux migratoires dépendaient de liens forts et de relations de parenté, d'amitié, et surtout d'identité ethnique, se configurant sur la base de relations de confiance et de solidarité, mais aussi sur des liens hiérarchiques et de classe. Toutefois, il est important de noter que le principe de réciprocité s'avère également se trouver au cœur du système, impliquant une forme de partage à l'autre de ce que l'on possède, ainsi que des formes d' « endettement social et symbolique » (Enriquez, 2000). Cette forme d'endettement symbolique se retrouve dans le discours de cette génération, Rodolfo affirmant par exemple : « el trabajo era duro, pero gracias a él [patron minier], tenía dinero para mi familia ». En dépit du travail minier difficile qui lui était imposé, Rodolfo reste redevable à son ancien patron pour le travail qui lui avait été fourni, et qui lui permit, à l'époque, de subvenir aux besoins de sa famille. Certains circulants de cette génération répondent en ce sens au *don* de la migration par un *contredon* d'importance : une disposition inébranlable pour le travail. Comme le note Morice (2005) :

> « Le climat général est celui d'une fidélité paradoxale [des ouvriers envers les patrons], où [...] par une inversion classique dans le rapport social, en tant qu'il définit un champ de dépendance, la relation d'exploitation tend constamment à se transformer en son contraire, où celui qui la subit croit qu'on lui a octroyé une faveur – coup double pour l'exploiteur ainsi légitimé, et pour sa position dominante, et pour sa générosité » (Morice, 2005: 1028).

Ainsi, la dette morale et le principe de réciprocité peuvent eux aussi expliquer le consentement de notre seconde génération aux « excès de domination » des patrons miniers de l'époque, ceux-

ci se sentant redevables d'avoir la possibilité d'obtenir un emploi (même informel) au sein des « entreprises ethniques » que constituent les campements miniers.

4. Conclusion

L'histoire mobilitaire de cette seconde « génération sociale » de circulants s'étend de 1989 à 2004, une période au cours de laquelle le Pérou est traversé par de profondes turbulences sociales, économiques et politiques, qui ne seront pas sans incidence sur les campagnes andines et amazoniennes du pays.

L'hyperinflation, la banqueroute étatique, la violence interne et la récession sociale du gouvernement García marquent les débuts circulatoires de cette génération. Plus gravement, l'ajustement structurel appliqué au début de l'année 1990 par Alberto Fujimori, pousse et approfondit les pratiques historiques andines de *livelihood diversification* (Ellis, 1998), au sein desquelles les mobilités minières deviennent l'une des stratégies privilégiées des ménages ruraux. Depuis Ocongate, – pour faire face à l'ampleur du « fujichoc », au désengagement de l'Etat, à la crise du secteur agraire, au sous-emploi, à l'inefficacité des programmes sociaux ruraux, ainsi qu'à la pauvreté et l'extrême pauvreté de la période 1989-2004 –, des pans entiers de la société rurale locale prennent le chemin de l'Amazonie, partant travailler temporairement au sein des campements miniers du département voisin de Madre de Dios. A l'époque, celui-ci expérimente de lourdes vagues migratoires, qui mènent à un processus de consolidation et d'expansion des activités aurifères artisanales, alors largement caractérisées par leur informalité, l'absence de régulation étatique et la hausse vertigineuse du prix de l'or sur les marchés internationaux dès 2001.

De nombreuses forces macro-structurelles (se déployant sur le plan international, national et local) concourent ainsi aux décisions circulatoires de cette seconde génération, que nous avons considérées comme essentielles pour saisir les logiques sous-jacentes et les principaux déterminants des déplacements de la période 1989-2004. A ces évènements macro-structurels se combinent en outre, nous l'avons examiné tout au long de ce chapitre, des facteurs micro-individuels, qui façonnent eux aussi les départs de notre seconde génération.

Issus des secteurs ruraux d'Ocongate, les individus composant cette génération s'adonnent pour plus de 80% d'entre eux aux activités agropastorales, qui sont à l'époque caractérisées par de faibles superficies cultivables, de petits cheptels de bétail, une basse productivité des terres, un manque criant d'infrastructures et une faible technification de la production, un ensemble d'éléments qui influent sur les maigres rentrées monétaires des familles paysannes, et *in fine*, sur leurs décisions circulatoires amazoniennes. En outre, leur faible niveau d'instruction (bien que l'éducation connaisse un processus d'expansion en cours de période), la prédominance de la langue quechua chargée de fortes discriminations, les étapes du cycle de vie, ainsi que la taille encore significative des ménages et du nombre d'enfants, participent eux aussi aux logiques circulatoires de seconde génération, justifiant les départs de la période 1989-2004.

A ces facteurs macro-structurels et micro-individuels qui s'entrelacent s'agrègent, enfin, des éléments « méso » liés aux réseaux interpersonnels, qui expliquent également les circulations minières de seconde génération. Nous avons soulevé, dans ce chapitre, qu'à l'époque, la pratique de l'*enganche* disparaît pour laisser place à un processus de consolidation des réseaux circulatoires entre Ocongate et Madre de Dios. La majorité des circulants de cette génération sont en effet recrutés au travers de liens forts et jetables (familiaux, amicaux, de compérage et de

paizanazgo), tandis que d'autres – minoritaires – le sont au travers de liens « faibles » (Granovetter, 1973).

Ces différents types de liens et de capitaux sociaux mènent, à Madre de Dios, à des logiques différenciées d'incorporation, de travail et de production du consentement au sein du monde minier des années 1989-2004. Premièrement, les liens « faibles » – qui impliquent des mobilités résultant de rencontres avec des inconnus ou individus rencontrés au hasard – se soldent le plus souvent par des situations d'aliénation et de domination extrêmes qui ne font l'objet d'aucun consentement, telles que la traite féminine à des fins de prostitution. Deuxièmement, les liens « jetables » (Desmond, 2012) – qui unissent deux personnes qui se reconnaissent d'une « même galère » – poussent les circulants de cette génération à consentir plus facilement aux cadences effrénées de travail (*shifts* de 12 ou 24 heures), à la dangerosité des tâches, aux nuits agitées, aux conditions de vie minimales, à l'informalité du travail, et à l'absence de couverture sociale, qui caractérisent le travail minier en cours de période. Faisant l'expérience des mêmes « mésaventures minières » que leur patron, les ouvriers circulants sont effectivement plus enclins, par le truchement du sentiment de « sort partagé », à accepter les rapports de domination et les conditions de vie et de travail extrêmes en Amazonie. Enfin, les liens « forts » (familiaux, amicaux, communautaires ou encore ethniques) mettent en évidence les ambiguïtés de la relation de pouvoir asymétrique entre patron et ouvriers, dans laquelle la solidarité, l'entraide, et la confiance se voient à l'époque teintées d'autres matrices paradoxales : domination personnelle et paternaliste, surexploitation, logiques de don et contre-don, endettement symbolique, etc. D'une part, « libre » mais « soumis » (Guillaud, 1996), le travailleur circulant de seconde génération évolue dans des rapports opérant sous couvert de paternalisme, de relations d'affection, de confiance et d'entraide entre parents, amis ou *paisanos*, qui permettent des relations de travail non rémunérées ou tendent à occulter des formes de travail dissimulé, de la surexploitation et des pratiques abusives. D'autre part, se sentant endetté symboliquement, celui-ci peut aussi répondre au don de la migration par un contredon d'importance : une disposition inébranlable pour le travail, la « dette morale » (Morice, 2005) jouant ici un rôle incontestable dans la perpétuation de la soumission et de la servitude au sein des campements de deuxième génération. Insistant sur la faiblesse heuristique de la métaphore de l'esclavage, nous avons ainsi établit – en mobilisant la théorie des réseaux, du lien et du capital social – « les causes faisant obstacle » et cherché à comprendre « les mécanismes propices à la perpétuation de la sujétion » au cœur de la société minière de la période 1989-2004 (Morice, 2005: 1031).

Enfin, en regardant de près les trajectoires de ces circulants de seconde génération, nous constatons qu'en dépit des rapports de production ambigus et les macrostructures particulièrement défavorables de l'époque, chaque individu reste libre de jardiner ses possibles. Leurs parcours de vie n'apparaissent en effet pas homogènes, ni standardisés ; capables d'agentivité, les individus composant cette génération développent des stratégies diverses et mobilisent différentes ressources pour mener à bien leur projet migratoire. Pour certains individus de cette génération, les mobilités minières représentent un « ingrédient nécessaire au maintien de leurs moyens d'existence » (Pokorny *et al.*, 2019), ceux-ci adoptant la stratégie que Dorward *et al.* (2009) nomment le « *hanging in* ». Résistant à l'appauvrissement, ils allouent le revenu minier à des dépenses de consommation familiale. D'autres circulants optent, eux, pour des stratégies de sécurité alimentaire, investissant dans les intrants agricoles (fertilisants, pesticides, outils et équipements agricoles, etc.), faisant dès lors entrer les activités d'orpaillage dans leur calendrier agricole. Pour ceux-ci, les activités agricoles et extractives deviennent complémentaires, ceux-ci se rapprochant de la figure de l' « *extractive peasant* » défendue par Lahiri-Dutt (2018). Enfin,

une dernière catégorie de circulants choisissent de transformer leur capital financier minier en épargne bancaire, entrant alors dans un processus d'accumulation primitive, qu'ils destinent à de futurs investissements « productifs ». Néanmoins, sans aucune possibilité de réinvestissement productif sur leur terre d'origine (Ocongate ne présente, à l'époque, que peu d'activités économiques rentables), ceux-ci placent leur capital sur un compte bancaire, attendant souvent les années 2010 pour réinvestir. Période d' « accumulation sans développement », les années 1989-2004 révèlent ainsi, à Ocongate, des stratégies de circulation distinctes, donnant naissance à des parcours de vie différenciés au sein de la génération.

CHAPITRE 5 – GÉNÉRATION 3 (2005-2017) : Trajectoires divergentes et servitude volontaire

Ce troisième moment de la circulation minière vers l'Amazonie est incarné par un groupe d'individus qui se déplacent vers les campements entre 2005 et 2017. Identifiée et construite à partir de l'année de première circulation minière des unités qui la composent, cette troisième génération compte au total 88 individus interrogés quantitativement (enquête) et 40 individus, interviewés qualitativement à Ocongate ou dans les zones minières du département amazonien voisin (récits de vie). Sur le plan qualitatif et du genre, les témoignages recueillis et exposés dans ce chapitre sont issus des expériences circulatoires de 31 hommes et 9 femmes, interrogés au gré de nos rencontres et de notre travail ethnographique dans ces deux régions andine et amazonienne[196].

En termes d'objectifs, et comme pour les deux générations antérieures, nous souhaitons dans le présent chapitre adresser plusieurs questionnements qui guident le fil de nos réflexions : tout d'abord, quels sont les facteurs macro-structurels à l'œuvre dans les expériences mobilitaires minières de troisième génération ? Quels éléments de l'environnement national, de départ (Ocongate) et de réception (Madre de Dios) participent au façonnement de leurs mobilités ? Sur le plan micro-individuel, quels sont les attributs propres du circulant-type de cette génération ? Comment s'incorpore-t-il au monde minier amazonien et quels sont les traits principaux de ses conditions de vie, de travail et de production en circulation ? Et finalement, considérant ces divers éléments : (1) de quelle manière ces circulations minières de troisième génération contribuent-elles à la transformation de moyens d'existence ruraux, individuels et familiaux en cours de période 2005-2017 ? (première question de recherche) ; (2) Peut-on parler – pour cette dernière génération – d'exploitation et d' « esclavage moderne » au sein des campements ? (seconde question de recherche).

Pour répondre à ces diverses interrogations, nous organisons le présent chapitre en quatre parties principales. En guise de point de départ, nous abordons dans une première partie l'ensemble des forces macro-structurelles internationales, nationales et locales qui encadrent et concourent aux logiques circulatoires paysannes de cette troisième génération de circulants (section 1.). Pour ce faire, nous nous penchons sur la genèse de ces divers mouvements mobilitaires paysans à la lumière du contexte social, économique et politique national (section 1.1.), que nous complétons avec une analyse du contexte d'origine (Ocongate – section 1.2) et de destination (Madre de Dios – section 1.3.).

Dans une seconde partie (section 2.), abandonnant les processus, nous optons pour une approche davantage micro-individuelle axée sur les acteurs, la réalité du monde minier auquel ceux-ci s'incorporent et les trajectoires circulatoires qu'ils opèrent. Ce positionnement implique, tout d'abord, de déterminer les caractéristiques et principaux attributs des individus qui composent cette génération, et ce, afin d'identifier le profil-type du circulant de cette cohorte (section 2.1.). Il s'agit également, et dans un deuxième temps, d'examiner les conditions d'accès et d'insertion au sein des campements miniers amazoniens (section 2.2), tout en faisant le point sur les régimes de travail (section 2.3) et les rapports de production observés entre micro-entrepreneurs miniers

[196] L'annexe 5 reprend l'ensemble des individus qui composent cette génération, listé par âge, lieu d'origine, lieu de l'interview (Ocongate ou Madre de Dios) et statut (travailleur circulant, patron minier, etc.).

et ouvriers mobiles (section 2.4). Partant de ces analyses, dans un cinquième temps, nous nous attelons à la reconstruction des trajectoires circulatoires de plusieurs femmes et hommes s'étant rendu dans les zones minières de Madre de Dios au cours de la période 2005-2017 (section 2.5.). Cet exercice de reconstitution des trajectoires individuelles nous permet, outre le fait de « croiser analytiquement des événements individuels et des processus historiques » (Rivera Sánchez, 2012: 464) et de mettre en avant l'importance des réseaux interpersonnels (niveau méso), de faire ressortir des éléments nouveaux, liés à la capacité d'*agency* des circulants.

Dans une troisième partie intitulée « discussion », nous apportons ensuite une réponse à nos deux questions de recherche et ce, en faisant dialoguer nos résultats avec la littérature existante sur notre sujet d'étude. Cette discussion est scindée en deux parties entièrement distinctes : la première traitant la question de l'incidence des mobilités minières sur la transformation des *livelihoods* ruraux à Ocongate en cours de période 2005-2017 (section 3.1.) ; une seconde questionnant la thèse de l'exploitation et de l' « esclavage moderne » pour cette troisième « génération sociale de circulation » (section 3.2.).

Enfin, une quatrième et dernière partie expose les conclusions de notre chapitre.

1. Saisir les forces macro-structurelles des déplacements miniers

Cherchant à expliquer les causes macro-structurelles des départs en mobilité de la période 2005-2017, cette première section explore les contextes socio-historiques internationaux, nationaux et locaux qui encadrent et concourent aux logiques circulatoires paysannes de cette seconde génération de circulants. Pour ce faire, nous nous penchons premièrement sur la genèse de ces divers mouvements mobilitaires à la lumière du contexte social, économique et politique national (section 1.1.), que nous complétons, dans un second temps, avec une analyse du contexte socio-historique d'origine (Ocongate – section 1.2.) et de destination (Madre de Dios – section 1.3.).

1.1. Panorama national : une décennie de croissance avec exclusion

Au cours de la période 2005-2017, la société péruvienne expérimente de profondes transformations, tant sur le plan social, qu'économique ou politique. La seconde moitié des années 2000 marque en effet, au Pérou, la consolidation d'une période d'expansion et de « faste » économique (Lavrard-Meyer, 2012), caractérisée par une croissance soutenue (Teves, 2011 ; Lupu, 2012), une grande stabilité macroéconomique (Gomez, Ventura, 2018), un développement sans précédent du marché intérieur (Fuertes *et al.*, 2013) et une intégration graduelle de l'économie nationale aux dynamiques du marché mondial (Bos, Lavrard-Meyer, 2015). Il résulte de ces tendances macroéconomiques encourageantes une baisse significative des indices de pauvreté tout au long des années 2000, accompagnée d'importants processus de mobilité sociale au sein de la société nationale, qui se traduisent par l'émergence et l'accroissement de la classe moyenne (Fuertes *et al.*, 2013).

A l'époque, cette croissance macro-économique est suscitée par un modèle de développement national fondamentalement orienté vers l'extraction, l'exploitation et l'exportation des ressources naturelles, couplées à des dynamiques de reprimarisation économique. Au cours de la décennie 2000-2010, le Pérou passe – comme Svampa (2013) le souligne dans ses travaux –, du Consensus de Washington imposé par Alberto Fujimori, au « Consensus des matières premières », qui –

profitant de l'envolée des prix internationaux des matières premières – fait de l'extractivisme[197] la base de financement du développement péruvien. Sous les gouvernements d'Alejandro Toledo (2001-2006) et d'Alan García (2006-2011), la priorité sera d'asseoir la stabilité économique du pays, mais toujours au détriment des politiques sociales. La forte croissance des années 2000 ne bénéficie effectivement pas à tous les Péruviens, cette décennie étant considérée comme une période « de croissance avec exclusion » (Desco, 2011) : « Much of the extraction-driven 'development' did not reach significant parts of Peru's population, most notably highland and rainforest communities » (Andreucci et Kallis, 2017: 102). La pauvreté reste près de deux fois plus prégnante dans les milieux ruraux des Andes et de l'Amazonie que dans les milieux urbains (Bos, Lavrard-Meyer, 2015), et les inégalités internes persistent.

C'est dans ce contexte particulièrement inégalitaire et fragmenté socialement que le pays décide, lors des élections présidentielles de 2011, de placer un candidat d'origine andine, Ollanta Humala, à la tête du pays. Par un vote radical de protestation, cet *outsider* – aux idées initialement nationalistes-réformistes – accède en 2011 à la présidence grâce, d'une part, au soutien des provinces les plus défavorisées du pays (situées dans les Andes et en Amazonie) et à l'appui des classes moyennes anti-Fujimori concentrées à Lima et sur la côte (Levitsky, 2011), et d'autre part, par le biais d'un compromis politique tissé avec les secteurs extractifs du pays (Durand, 2019).

Promesse de changement, Ollanta Humala incarne la fin de l'hégémonie du néolibéralisme péruvien ; lors de sa campagne électorale, son discours est en effet profondément post-néolibéral et progressiste puisqu'il y défend notamment une récupération des ressources naturelles au profit de l'Etat, une véritable lutte sociale pour la « croissance avec redistribution », tout comme une plus grande attention portée aux revendications citoyennes dans le domaine social et environnemental (Balbi, 2008 ; Teves, 2011). Néanmoins, une fois au pouvoir, un redressement s'opère rapidement dans le positionnement du président Humala. Celui-ci abandonne la rhétorique nationaliste anti-libérale pour la remplacer par celle de l'« inclusion sociale[198] » : l'ordre des choses – en particulier sur le plan économique – est dès lors maintenu dans le pays, mais avec l'espoir que les bénéfices de la croissance néolibérale soient toutefois redistribués.

Face à cette équation complexe, son mandat présidentiel sera secoué par une grande contestation et conflictualité sociales. Ecartelé entre pragmatisme économique et enjeux politiques, le modèle de développement extractiviste implémenté par Humala se solde par des rapports de force qui demeurent à l'avantage des grandes multinationales minières et qui nourrissent le terreau de conflits autour des projets d'exploitation (surtout dans les départements miniers du pays, le cas Conga à Cajamarca étant emblématique de la période).

Outre la conflictualité, la politique d'inclusion sociale naissante d'Humala était aussi sans compter la fin du boom des matières premières observé tout au long de la première décennie de ce siècle. Humala arrive en effet au pouvoir dans l'étape finale de ce boom, ce qui lui permet d'annoncer une hausse significative des budgets étatiques et donc une réduction importante de la pauvreté. En 2011, il était effectivement possible de capter la rente minière pour la redistribuer et étendre la couverture des politiques sociales ; néanmoins, avec le ralentissement du boom des *commodities* qui se ressent dès 2011, une décélération de la machine économique péruvienne s'observe et le volume des rentes liées à l'activité extractive décroît. L'année 2014 est celle de la

[197] Défini par Gudynas (2013) comme étant « l'appropriation des ressources naturelles en vue de leur exportation » (p. 9).
[198] Nous entendons par « inclusion sociale », l'accès de l'ensemble des membres d'une société aux droits et ressources du pays, tels que les institutions, le pouvoir, le logement, l'emploi, la santé, la participation démocratique ou encore la justice (Quiroz-Pérez et De Vinatea, 2015).

plus faible croissance économique en dix ans (2,36%). Les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté, bien que baissant toujours, affichent une franche diminution de régime (Muñoz et Guibert, 2016) et la redistribution annoncée par Humala vers les couches les plus pauvres de la société ne se produit pas. « En síntesis, con el gobierno de Humala entrando [...] y el estancamiento de la economía, en el 2015 se empezó a repensar qué tanto la bonanza económica ha contribuido a la disminución de la desigualdad social, al fortalecimiento de instituciones y al aumento del bienestar de los ciudadanos peruanos en general » (Muñoz et Guibert, 2016: 321).

Le bilan du mandat d'Ollanta Humala (2011-2016) apparaît donc contrasté. En dépit de ses efforts pour faire de sa politique sociale la marque de fabrique de son gouvernement, celui-ci restera – jusqu'à la fin de son mandat – « capturé » (selon la célèbre expression du sociologue péruvien Francisco Durand) par les secteurs extractivistes domestiques et internationaux. Alors que ce président s'était donné comme visée fondamentale de démocratiser le Pérou en luttant contre la corruption, la discrimination, l'exclusion et les inégalités sociales, tout en préservant la croissance et la stabilité économique du pays, ces objectifs n'apparaissent – au terme de son mandat – que partiellement atteints. La démocratie reste précaire, marquée de surcroît par une grande fragilité politico-institutionnelle et un large fossé entre le monde politique et la société (Muñoz et Guibert, 2016) ; la corruption est, au cours de la décennie 2010, quotidiennement relayée par la presse et le pouvoir judiciaire, donnant naissance à de nombreux scandales (l'affaire Odebrecht est emblématique de ce phénomène). Si la croissance économique a pu être maintenue tant bien que mal (Quiroz-Pérez et De Vinatea, 2015), le constat en matière d'inclusion sociale et de réduction des inégalités est lui très mitigé. « La pauvreté a continué à décroître, mais l'intégration politique et sociale reste encore, jusqu'à aujourd'hui, un défi à relever » (Quiroz-Pérez et De Vinatea, 2015: 5). La croissance est restée inéquitable : à la fin de la présidence d'Humala (2016), ses fruits ne sont pas encore mieux distribués, ni géographiquement, ni socialement (Bos et Lavrard-Meyer, 2015).

Le gouvernement suivant de Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018) ne réussira pas à inverser ces diverses tendances. Au contraire, l'élection de ce candidat ne fera que confirmer deux nouvelles années de « pilote automatique » de la droite (McNulty, 2017), qui marqueront la continuité des programmes néolibéraux couplés à un contexte de faiblesse et d'inefficacité institutionnelles (Dargent et Muñoz, 2016) :

> « 2016 confirmed the endurance of neoliberal economic models [...] the deep-rooted problems of corruption, social exclusion, and institutional weaknesses continue [...] Corruption scandals plagued elected officials at the highest levels. Moreover, citizens continued to report high levels of skepticism about political institutions [...] Many social groups, including indigenous communities and Afro-Peruvians, continue to face ongoing discrimination and exclusion » (McNulty, 2017: 654).

Ainsi, les problèmes sociopolitiques identifiés sous le gouvernement d'Ollanta Humala trouvent leur exacte reproduction sous les deux années de présidence de PPK.

1.2. La fabrique du circulant de troisième génération : un contexte de départ marqué par l'amélioration des voies de communication, la diversification productive, l'*empoderamiento* paysan et les inégalités de développement

S'amarrant aux dynamiques de changement présentées dans la section antérieure, le district d'Ocongate expérimente lui aussi – au cours des années 2005-2017 – une période de grandes transformations. Son territoire enregistre d'intéressants processus de modernisation, une relative réduction de la pauvreté, ainsi que de notables changements sur les plans politique, économique

et culturel (Hernández-Asensio et Trivelli, 2011a, 2011b ; Rosas, 2015). Hernández-Asensio (2016) parle, pour ce district des Andes du Sud, d'une « histoire de relatif succès » (p. 398), nourri par un dynamisme socio-économique croissant :

> « Su dinamismo refleja una sociedad que, aunque sigue siendo predominantemente pobre, de manera incipiente comienza a mejorar su situación económica. La demande de bienes y servicios es mucho mayor y más diversificada que hace unos años. Ya no es solo una economía de subsistencia » (Hernández-Asensio, 2016 : 153).

Effectivement, à partir de 2005, les économies domestiques paysannes se diversifient, n'étant plus seulement guidées par l'autosubsistance, mais également traversées par un fort mouvement de pénétration capitaliste :

> « Il y a, à Ocongate, une forte pénétration du capitalisme au sein des communautés paysannes. Les foyers ruraux sont en train de transiter d'une économie de subsistance à une économie de génération d'excédents. Ceux-ci commencent à se comporter comme toute unité économique, c'est-à-dire qu'ils prennent des décisions, non plus en fonction de leur autoconsommation, mais en fonction des signaux du marché [...] Les économies des familles paysannes s'améliorent, et il y en a même qui – du point de vue économique – ne sont plus considérées comme pauvres » (Entretien avec Luis Casallo, directeur de l'ONG CCAIJO, Andahuaylillas, 2017).

Ce dynamisme économique naissant ne peut être entendu comme un processus isolé, répondant à ses propres causes et conséquences. Au contraire, divers facteurs endogènes et exogènes se combinent pour expliquer les transformations profondes des zones rurales *ocongateñas*, mettant différentes sphères (politiques, sociales, économiques, culturelles) en dialogue et en interaction.

Parmi ces divers facteurs de transformation, quatre éléments se doivent d'être épinglés, faisant l'objet des quatre sections qui suivent : (1) la construction de la route interocéanique qui dès 2006 connecte, par voie asphaltée, Ocongate au reste du territoire national ; (2) le boom productif et économique (lié à l'élevage de bovins, camélidés et cochons d'Inde), partiellement fomenté par l'action d'ONG locales, nationales et internationales ; (3) l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération d'*alcaldes rurales* (maires d'origine rurale), qui – à la tête de la municipalité d'Ocongate – centrent leurs actions sur la mise en œuvre de programmes de développement agropastoraux destinés à stimuler la production et la commercialisation des produits paysans ; et enfin, (4) le processus de décentralisation nationale, qui à partir de 2004, dote les pouvoirs locaux de ressources (économiques, humaines,...) considérables, rendant possibles les nouvelles orientations politiques et productives.

1.2.1. L'Interocéanique : vecteur de connexion et de dynamisme

Nous l'avons vu dans le chapitre antérieur, la route interocéanique née de l'initiative sud-américaine IIRSA engendre, dès le début des années 2000, de nombreuses mobilisations et attentes parmi les habitants du district d'Ocongate, qui se sont toujours positionnés en faveur de sa construction. Le 23 juin 2005, répondant finalement à leurs espérances, l'édification du nouveau corridor routier est adjugée et attribuée par le gouvernement García au *Consorcio Concesionario Interoceánico Sur CONIRSA*, composé de diverses entreprises brésiliennes et péruviennes (Balvin et Patrón, 2006).

Les débuts de la construction de l'Interocéanique remontent ainsi à l'année 2005 à Ocongate. Il faudra au total deux ans pour que le district soit articulé aux marchés urbains de la capitale régionale, Cusco, et deux années supplémentaires pour que ce tronçon de route le connecte à la

capitale du département amazonien voisin de Madre de Dios, Puerto Maldonado. Dès lors, depuis 2007, les habitants d'Ocongate disposent d'une voie de transport asphaltée vers Cusco, et depuis 2009, vers les zones minières amazoniennes.

Comme le note Rosas (2015), cette édification routière représente un moment historique au sein du territoire d'Ocongate. Dans l'imaginaire collectif local et le discours paysan, il existe en effet très distinctement un « avant » et un « après » la route, tant le nouveau corridor engendre de profondes transformations dans le paysage social, politique et productif *ocongateño*.

Premièrement, à l'époque, le consortium CONIRSA favorise l'embauche de travailleurs locaux masculins, celui-ci s'étant engager à embaucher prioritairement les habitants issus des zones rurales et urbaines traversées par la nouvelle voie, qu'ils affectent à la construction ou à l'entretien de l'ouvrage. Les habitants du district – et surtout les hommes issus des communautés paysannes – négocièrent pour que leurs membres occupent les principaux postes de main-d'œuvre non qualifiée. Pour le reste, « il y eut beaucoup d'hommes d'autres régions du Pérou, comme Arequipa, Trujillo, Pucallpa, qui vinrent travailler à Ocongate, mais qui furent, eux, engagés aux postes requérant une plus grande formation et qualification » (Entretien avec David, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Javier, originaire d'Ocongate, a fait partie des contingents embauchés par CONIRSA, relatant :

> « Yo he trabajado como peón no más, en la empresa CONIRSA. Bacán era todo el trabajo, asegurado, todo uniforme. Te dan también comida, bien pagado, así era. Todos ahí reconocidos, todos hasta hijos, su esposa. Se ganaba casi 2 000 mil soles ; así he sacado durante 5 años de construcción, el tramo de Urcos hasta Mazuko » (Entretien avec Javier, paysan de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

Le statut de travailleur salarié (et les divers avantages qui l'accompagnent : salaire attractif, sécurité, assurance familiale, etc.) sont valorisés par Javier, celui-ci ayant en outre su tirer profit, à long terme, de cet emploi temporaire. Ayant épargné une partie de son salaire durant les cinq années de travail auprès de CONIRSA, il a réinvesti les gains dans l'achat d'un véhicule, travaillant aujourd'hui dans le transport indépendant de passagers à Ocongate. Comme lui, beaucoup d'hommes issus du district ont su profiter de l'entreprise CONIRSA pour investir dans des biens ou occupations productives (achat de bétail, de terres, de biens immobiliers, etc.). En un sens, et sans encore prendre en compte la présence physique de la nouvelle voie asphaltée, celle-ci générait donc déjà – pour certains familles paysannes – des processus d'épargne, d'investissement et de développement au sein du district.

Deuxièmement, dès la seconde moitié des années 2000, une véritable « révolution économique » se produit dans le district, et ce, grâce à la nouvelle voie de transport qui permet aux populations paysannes locales de se mouvoir dans un rayon plus ample, ouvrant alors de nouveaux « possibles » :

> « Ocongate ha cambiado enormemente en los últimos 10 años. El Ocongate antes de la carretera interoceánica era un pueblito alejado, pobre, donde… nuestra situación, la de los campesinos, a pesar de todo el apoyo de las ONG, nunca ha mejorado. Pero de pronto se construye la Interoceánica, tenemos una vía rápida de salida al mercado, al mismo tiempo como la macroeconomía crece, acá se produce una suerte de revolución económica, la gente invierte en ganados, vacunos, hacen leche, queso, y ahora se puede comprar queso de Ocongate en el mercado de Cusco. Antes era impensable, era la zona del alpaca y punto » (Entretien avec Mateo, *comunero* de Lauramarca et employé de l'école secondaire communautaire, Ocongate, 2017).

L'amélioration des voies de communication routières explique une grande partie de l'histoire récente du district d'Ocongate. La réduction du coût et des temps de déplacement des voyageurs et des marchandises transforme rapidement les fondements des économies urbaine et paysanne locales, tout en engendrant de profonds changements dans les dynamiques territoriales du district (Hernández-Asensio, 2016).

Dans les zones urbaines, l'offre de biens et de services dans les petits bourgs urbains augmente dès la moitié des années 2000, ceux-ci attirant de plus en plus de commerçants originaires d'autres régions de Cusco. Aujourd'hui, ces acteurs extraterritoriaux questionnent les catégories traditionnelles de la société *ocongateña* (paysans/*vecinos del pueblo*/blancs) – tout comme l'avaient d'ailleurs fait, au temps de notre seconde génération, les professeurs ruraux, les ONG, les religieux, etc. –, tout en participant au processus de fragmentation croissante du pouvoir local. Pour Rosas (2015), la dispersion du pouvoir entre une variété d'acteurs (commerçants étrangers, *vecinos del pueblo*, paysans, ONG, religieux, professeurs, etc.) est de plus en plus évidente à Ocongate, le rôle et la présence des anciennes élites *mistis* étant fréquemment questionnés au cours des années 2000-2010.

Cela étant, les zones urbaines ne sont pas les seules à connaître d'importants changements au cours de la période 2005-2017. Les communautés paysannes et les zones rurales d'Ocongate passent également par une phase de mutation profonde, caractérisée par de multiples processus tels que la concentration de l'habitat paysan le long de la nouvelle voie interocéanique (en lieu et place du traditionnel habitat rural dispersé), le développement du transport motorisé intra et intercommunautaire (en taxi *colectivo* ou moto, éclipsant le rôle des chevaux et des ânes), ou encore l'apparition du petit commerce alimentaire (*tiendas de abarrotes*) au sein même des communautés, tenu par des ménages paysans. Cependant, parmi ces nombreuses transformations, l'une des plus fondamentales induites par l'Interocéanique est la commercialisation croissante des produits agropastoraux paysans en-dehors d'Ocongate et leur articulation graduelle aux marchés urbains régionaux, surtout Cusco.

En effet, ce corridor routier permet, depuis 2007, d'une part, de réduire les coûts de transport, et d'autre part, de réduire la durée des voyages, deux phénomènes qui se soldent par une connexion plus importante aux marchés et une possibilité grandissante de vendre les productions en-dehors de la localité. Mauricio, circulant de troisième génération qui a beaucoup bénéficié de la nouvelle voie sur le plan productif, explique :

> « La Interoceánica nos acerca al mercado. Antes, teníamos problemas de comercialización, ahora ya no, es más fácil desplazarse. El viaje es rápido a Cusco, son dos o tres horas desde acá. Entonces hay la posibilidad de traer nuestros productos más rápido al mercado, y a menor precio que antes [...] Incluso vendemos a comerciantes en Cusco. Antes, no se hacía eso » (Entretien avec Mauricio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Il existe, aujourd'hui, plusieurs compagnies de transport qui effectuent l'aller-retour entre Cusco et Ocongate, mais également entre Ocongate et l'Amazonie voisine. D'une part, l'asphaltage de l'Interocéanique génère en ce sens la création de nombreuses entreprises (et microentreprises) de transport locales qui proposent différents types de services et de flotte, des véhicules collectifs (*colectivos*, souvent de type taxi *break*) aux camionnettes rurales (appelées *combi*) et omnibus de grande capacité. D'autre part, grâce à l'amélioration routière, les familles paysannes d'Ocongate jouissent d'une plus grande accessibilité aux marchés urbains de la région, comme ceux de Cusco, mais aussi ceux de villes secondaires proches telles qu'Urcos, Sicuani ou Puerto Maldonado. L'Interocéanique leur permet de transporter et commercialiser elles-mêmes une grande part de

leur production agropastorale, supprimant dès lors les intermédiaires locaux (*rescatistas*). Grâce à l'Interocéanique, « de hecho, los productos que estaban desarrollándose en las zonas rurales de Ocongate han encontrado una base para crecer o potenciarse muy fuerte » (Entretien avec Aristides Diaz, sous directeur de l'ONG CCAIJO, Andahuaylillas, 2017).

Néanmoins, le nouveau corridor routier n'est pas le seul facteur à prendre en compte dans l'analyse du dynamisme économique actuel du district. En effet, un second élément de taille à ajouter à l'équation réside dans le grand boom productif que connaît Ocongate depuis la fin de la décennie 2000, un phénomène dont nous décrivons les ressorts dans la section qui suit.

1.2.2. Boom productif, expansion économique et diversification occupationnelle

Le district d'Ocongate de la période 2005-2017 est un territoire traversé par de multiples transformations productives encourageantes. Les tendances productives à la hausse amorcées au cours de la décennie 1990 – et décrites dans le chapitre antérieur – se renforcent, en venant transformer le paysage social et économique des zones rurales locales.

Suivant les travaux de Rosas (2012), trois changements notoires viennent bouleverser le scénario productif d'Ocongate à partir de la moitié des années 2000 : (1) premièrement, une baisse drastique dans l'élevage ovin (continuité logique des comportements antérieurs) ; (2) deuxièmement, un véritable boom de l'élevage bovin qui, couplé à augmentation du bétail de race, n'est pas sans compter l'appui logistique et financier de divers organismes étatiques et non gouvernementaux ; et (3) enfin, une évolution positive du secteur *alpaquero*, qui est marqué par une tendance à la hausse du nombre de producteurs, combinée à une croissance de la population *alpaquera*.

Tableau 32. Nombre de producteurs et population animale selon le type d'élevage (1994 et 2012).

Animal	Nombre de producteurs 1994	Pourcentage (sur producteurs totaux) – 1994	Population 1994	Nombre de producteurs 2012	Pourcentage (sur producteurs totaux) – 2012	Population 2012
Ovins	1 632	75,91 %	51 289	1 416	41,6 %	21 690
Alpagas	1 215	56,51 %	37 684	1 451	42,6 %	53 155
Bovins	1 160	53,95 %	3 540	1 955	57,4 %	6 929
Porcins	1 080	50,23 %	3 530	519	15,2 %	917
Lamas	371	17,26 %	4 685	34	1 %	362
Chèvres	8	0,37 %	48	8	0,2 %	10
Total	**2 150**	**100 %**	**100 776**	**3 406**	**100 %**	**83 063**

Source : Recensement National Agropastoral, 1994 ; Rosas, 2012.

A ces trois changements fondamentaux, et en nous basant sur notre travail ethnographique au sein du district, nous ajoutons deux transformations majeures dans la structure productive locale : une hausse considérable dans l'élevage, la production et la commercialisation du cochon d'Inde (4) ; et la plantation croissante de pins, destinés à la production et la commercialisation naissante du champignon des bois (5).

(1) Tout d'abord, l'élevage ovin décroît de 57,17% entre les deux Recensements Nationaux Agropastoraux de 1994 et 2012, celui-ci n'étant plus suffisamment rentable pour justifier ses

divers coûts de production : « Ahorita el kilo de carne [de oveja] está 10 soles [...] No es rentabilidad [...] Usamos la lana para nuestro autoconsumo: chompa, frazadas, etc. No vendemos la lana, no vale nada, un sol la libra a lo mucho » (Entretien avec Cristian, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). A travers tout le district, l'élevage ovin est pour la plupart des familles paysannes actuelles, tourné vers l'autoconsommation, servant pour la confection de couvertures, vêtements, etc.

(2) Deuxièmement, et ceci est un changement de taille dans la structure productive du district, l'élevage bovin en devient l'activité productive principale et dominante au cours de la seconde moitié des années 2000. Occupant plus de la moitié des producteurs locaux (57,40%), celui-ci se transforme, dès 2006, en l'occupation la plus répandue et la plus rentable du territoire (Cenagro, 2012).

Cette dynamisation du secteur bovin fait à l'époque partie d'une tendance plus ample qui s'observe à l'échelle de toutes les Andes du Sud : l'augmentation de la demande urbaine pour des produits « de luxe » qui n'étaient auparavant pas accessibles aux classes moyennes et pauvres (Hernández-Asensio, 2016). La croissance économique des années 2000 (en partie boostée par le boom des *commodities*) permet une mutation dans la diète alimentaire des populations urbaines (Cusco, Arequipa, etc.), pour lesquelles la viande bovine devient un élément de base de l'alimentation. Cette demande urbaine en hausse dynamise rapidement le marché régional, cette nouvelle tendance se traduisant, dans certaines communautés paysannes d'Ocongate, par la promotion du secteur bovin.

Localement, cette promotion bovine sera assurée et soutenue dès 2006 par diverses ONG locales et régionales (CCAIJO, *Corredor Puno-Cusco*, etc.), agissant en coordination avec les instances de pouvoir locales *ocongateñas* (Municipalité d'Ocongate). Leur intervention vise plusieurs objectifs parallèles (développement de la filiale laitière, accroissement de la production bovine, amélioration de la qualité et de la race, juste retour financier aux paysans, élimination des intermédiaires, etc.), regroupés en deux lignes de travail distinctes : l'une axée sur le lait, l'autre sur la viande.

En ce qui concerne la filière lait, la visée est d'augmenter les quantités produites, et ce, en améliorant la qualité du bétail élevé au sein du territoire. Nous avons en effet vu dans le chapitre précédent que la race bovine créole est prédominante dans le district d'Ocongate de la période 1989-2004, ce qui entraîne de faibles rendements dans la production laitière (seulement deux litres de lait par bête), une moindre commercialisation, et donc, de faibles revenus pour les producteurs.

A partir de la moitié des années 2000, ce scénario commence à changer sous l'impulsion de divers projets de développement mis en œuvre par les porteurs du pouvoir local (ONG et Municipalité d'Ocongate) (Rosas, 2015). Ceux-ci favorisent, dans certaines communautés paysannes (telles que Lauramarca, Ccolcca et Rodeana), l'amélioration génétique des animaux et un remplacement du bétail créole par des bovins de race tels que les vaches *Brown Swiss* et *Holstein*, qui se sont adaptées à l'altitude de la *sierra* andine et y produisent, elles, plus de huit litres de lait par jour. Mateo nous explique que dans la communauté de Lauramarca :

> « Antes teníamos vacunos pero criollos, no podíamos sacar mucha leche, nada. Desde 2005, estamos mejorando la raza; la gran mayoría [de los comuneros] tiene Brown Swiss, y también hacen inseminación artificial y sacan otros ganados con Holstein [...] Ahora estamos bien, pocos son los que sacan leche de 8 litros para abajo, la mayoría saca 10 litros, 15 litros, así. Y con eso ya nos

> podemos mantener » (Entretien avec Mateo, *comunero* de Lauramarca et employé de l'école secondaire communautaire, Ocongate, 2017).

Selon de nombreux circulants de de troisième génération (mais aussi de seconde génération qui ont aujourd'hui arrêté leurs voyages amazoniens), cette substitution du bétail créole par des animaux de race ne fut possible que grâce aux revenus perçus à l'extérieur du district (lors de leurs diverses circulations migratoires de travail) ou au moment de la phase d'embauche de l'entreprise CONIRSA. Rodolfo a, par exemple, pu acheter sa première vache de race *Brown Swiss* grâce aux économies réalisées lors de ses divers voyages en Amazonie, alors que Pedro a réinvesti l'argent économisé lorsqu'il travaillait comme ouvrier lors de la phase de construction de l'Interocéanique :

> « Yo he comprado estas vacas [...] están de precios 7000 soles, 8000 soles, cada vaca. Así he comprado, del dinero ahorrado en [las zonas mineras de] Puerto. De eso… Yo trabajando acá no más, ¿qué voy a alcanzar? No había más antes plata [en Ocongate], pero ahora si hay plata, ahora como en Puerto, gracias a mis vacas. Diario, más o menos 30 soles, 27 soles » (Entretien avec Rodolfo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

> « Aca, muchos se han beneficiado de CONIRSA y de la carretera. Esos ingresos, yo los he destinado a la compra de animales, vacas [...] Ha venido una institución 'CCAIJO', que es una ONG que no es gubernamental. Ellos han venido acá y nos ha capacitado. Teníamos más antes vacunos criollos [...] Ahora mayoría tiene raza y cantidades [de ganado] acá tenemos. Por lo menos… ¿yo tengo cuantos? Tengo 25, 26 cabezas de ganado, Brown Swiss, mejorados. De allí entonces, sacamos leche; diario tenemos ingreso [...] Entonces mi ingreso económico principal es la leche » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ainsi, grâce à ces divers revenus monétaires (perçus en circulation ou à travers la construction de l'Interocéanique), il n'y eut pas, à Ocongate et contrairement à d'autres zones rurales du sud andin de l'époque, un processus d'amélioration génétique du bétail par croisement de race – ce qui est généralement le cas – mais plutôt une substitution pure et simple de l'ancien bétail créole par des bovins de race. Alors qu'en 1994, seuls 7,11% du bétail était de race, en 2012, cette statistique passe à 56,34% (Cenagro 1994 ; 2012). La moitié des bovins élevés à Ocongate sont donc aujourd'hui de race *Brown Swiss* ou *Holstein*, ce qui augmente considérablement les rendements laitiers des producteurs locaux. Cette augmentation des productions laitières trouvera rapidement son corollaire dans une croissance du revenu paysan, qui reçoit désormais une rémunération quotidienne pour son activité d'élevage.

Il est important de préciser qu'à l'échelle du district, cette filière laitière se concentre principalement en zone *suni*, au sein des communautés paysannes d'Andamayo, Lauramarca, Ccolcca, Sallicancha, Puycabamba, Rodeana, Yanama, Checcaspampa, Coñamuro, Accocunca, Huayna Ausangate, Pacchanta, et Pucarumi ; seules les quatre dernières étant situées en zone *puna*.

Par ailleurs, au cœur de la filiale bovine, le lait n'est pas le seul produit commercialisable par les producteurs locaux. La viande bovine étant de plus en plus demandée sur les marchés locaux et régionaux, celle-ci représente une seconde (et considérable) source de revenus pour les économies paysannes d'Ocongate. A partir de la seconde moitié des années 2000, l'embouche bovine[199]

[199] L'embouche est « l'engraissement et la mise en condition de certains types de bétail pour la boucherie » (Cirad, 2002 : 1443). Celle-ci consiste ainsi à acquérir des veaux (ou faire grandir les veaux nés de leur cheptel), spéculer sur leur alimentation et le gain de poids, pour ensuite les revendre sur les foires locales lorsque ceux-ci ont atteint un âge et un poids idéal. Cette pratique fut initialement introduite, promue et subventionnée, à Ocongate, par différentes institutions publiques locales, organismes publics de développement et ONG, qui favoriseront la création de petits dispensaires vétérinaires d'insémination artificielle, qui participent – jusqu'à aujourd'hui – à l'amélioration de la qualité et de la race des animaux vendus.

(*engorde*) et la vente d'animaux sur pieds se développent au sein des zones rurales du district, générant elles aussi d'importantes rentrées monétaires.

Ainsi, nous pouvons dire qu'au cours de la période 2005-2017, l'élevage bovin génère une dynamisation considérable des économies rurales locales, qui n'aurait pas été possible, d'une part, sans l'appui d'entités publiques et privées de développement, et d'autre part, sans la présence du nouveau corridor routier interocéanique.

(3) Dans les communautés d'altitude du district (situées en zone *puna*), l'élevage de camélidés continue d'être le moteur premier des économies paysannes. Les conditions agro écologiques (altitude au-delà de 4 000 mètres, climat rude, zones de *bofedales*[200] naturels, sols rocailleux, végétation moins fournie) ne permettent en effet pas le développement prospère des activités bovines, de tels animaux ayant du mal à s'adapter à l'altitude et à produire autant qu'en zone *suni*[201]. Au sein des communautés d'altitude, le secteur *alpaquero* domine donc le paysage productif, celui-ci connaissant une croissance considérable entre 2005 et 2017, tant en termes de producteurs que de têtes de bétail.

Cette tendance à la hausse est le résultat de plusieurs décennies d'assistance et de soutien apportés au secteur *alpaquero* par différentes institutions publiques ou privées, dont les projets sont axés sur l'amélioration génétique des animaux, le renforcement des capacités techniques, sanitaires et entrepreneuriales des producteurs, l'affinement des laines produites, la promotion de l'artisanat textile, le développement des circuits de commercialisation, etc.

Il faut dire que les deux produits principalement générés par l'alpaga (la viande et la laine), sont tous deux actuellement très peu rémunérateurs. En effet, le prix de la viande offert sur les marchés régionaux est très bas et la qualité moindre de la laine produite localement ne permet pas d'en exiger un bon prix ; dans ces conditions, certains éleveurs d'alpagas complètent – jusqu'à aujourd'hui – leurs revenus par le biais de la pluriactivité et des mobilités (minières, touristiques, etc.).

(4) La transformation productive du district d'Ocongate de la période 2005-2017 passe également par une croissance exponentielle du commerce du cochon d'Inde, dont nous avons dépeint les débuts dans le chapitre antérieur. Alors que ce produit était auparavant réservé aux jours de fête, à partir de la moitié de la décennie 2000, les modèles de consommation se modifient ; le cochon d'Inde se popularise et entre dans la diète alimentaire quotidienne des populations urbaines régionales. « Le *cuy* est un aliment aujourd'hui consommé non seulement par les touristes étrangers cherchant une expérience d'authenticité andine, mais aussi par la classe moyenne cusquénienne qui considère ce met comme un élément clé de son identité » (Hernández-Asensio, 2016: 225).

A partir de 2005, la demande pour le cochon d'Inde augmente considérablement, pour une offre qui reste néanmoins encore très éparse. L'offre peine à couvrir la demande, par conséquent, son prix augmente sur les marchés régionaux. Réagissant à cet important signal de marché, Ocongate verra alors éclore de nombreuses initiatives émanant d'organismes publics ou privés (ONG),

[200] Un *bofedal* est une zone humide située en altitude, faisant office de pâturage naturel peu étendu, mais avec une humidité permanente.
[201] Accocunca, située en zone *puna*, présente en effet un secteur bovin de plus en plus dynamique, néanmoins, dû à son altitude plus élevée et son climat plus rude, les rendements laitiers y sont plus faibles qu'à Andamayo ou Lauramarca (en moyenne huit litres par jour, contre 15 litres dans ces deux communautés) et la mortalité du bétail y est plus importante.

destinées à accroître l'élevage, la production et la commercialisation du cochon d'Inde en zone rurale.

Comme les camélidés et les bovins, le cochon d'Inde a son environnement de prédilection. Celui-ci est présent massivement dans dix communautés paysannes du district : Coñamuro, Pinchimuro, Lauramarca, Andamayo, Yanama, Checaspampa, Lahua Lahua, Patapallpa, Palcca et Llullucha. Neuf d'entre elles se situent en zone *suni* (entre 3 500 et 4 000 mètres d'altitude) et seulement une en zone *puna* (de 4 000 à 4 800 mètres). En ce sens, les zones *suni* sont celles qui comptent aujourd'hui le plus d'élevages de cochons d'Inde à des fins de commercialisation, les zones de *puna*, elles, sont davantage caractérisées par un élevage « de cuisine » (d'une vingtaine d'animaux seulement), destiné à l'autosubsistance familiale.

Outre l'étage écologique et l'altitude (*suni*/*puna*), l'intervention de divers acteurs locaux est également cruciale à prendre en compte dans cette différenciation productive. Au sein des dix communautés paysannes identifiées précédemment, la Municipalité d'Ocongate, ainsi que diverses ONG (telles que Heifer ou CCAIJO), y promeuvent dès 2005 la construction de *galpones* (hangars à bestiaux) familiaux, l'amélioration génétique des animaux, la construction d'abattoirs, etc., et pour nombre de circulants de troisième génération, ces diverses interventions sont cruciales dans le développement de l'activité à Ocongate. Nestor affirme par exemple qu'il élève depuis 2007, et grâce à l'ONG CCAIJO, des cochons d'Inde dont la race, et donc la qualité, sont bien meilleures qu'avant, lorsque celui-ci pratiquait un « élevage de cuisine », inévitablement moins rentable.

Nous retenons donc, pour l'élevage du cochon d'Inde, que l'altitude est un facteur clé à prendre en compte dans le développement de cette nouvelle dynamique économique, tout comme la construction de l'Interocéanique – qui permet une articulation croissante des producteurs de *cuyes* aux marchés et restaurants régionaux, en particulier Cusco – ainsi que la présence de projets de développement mis en œuvre par des ONG ou la Municipalité d'Ocongate.

(5) Enfin, le dynamisme économique du district d'Ocongate des années 2005-2017 repose également sur une nouvelle activité génératrice de revenus, qui n'existait pas au cours des décennies antérieures : la reforestation et la plantation de pins, aujourd'hui indispensables au développement commercial d'une nouvelle production paysanne : le champignon des bois.

A Ocongate, les pins et les champignons vont en effet de pair. Comme dans beaucoup d'autres zones de bois ou de forêts de conifères, l'ombre des pins conjuguée à un climat de fortes pluies, favorise l'apparition de champignons, qui commencent – dans ce district andin – à susciter l'intérêt paysan à partir de la moitié des années 2000.

Entre 2005 et 2017, plus de 6000 hectares de pins seront plantés dans le district d'Ocongate, générant chaque année, en saison des pluies (décembre à avril), d'importantes rentrées monétaires pour les familles paysannes impliquées et une nouvelle source d'alimentation pour les élevages bovins locaux.

Faisant le bilan productif du district d'Ocongate de la période 2005-2017, nous constatons ainsi, tels Hernández-Asensio et Trivelli (2011), une forte diversification des revenus paysans. Les économies domestiques rurales se diversifient notablement, celles-ci combinant désormais diverses activités primaires (champignons, élevage des bovins et de camélidés, commercialisation de cochons d'Inde, etc.), avec potentiellement, d'autres activités telles que le commerce

alimentaire, le transport de passagers, la petite restauration, etc. Dès lors, « l'activité agropastorale continue d'être le moteur du territoire, mais dans un contexte désormais plus complexe, [dans lequel] chaque famille compte entre deux et trois activités génératrices de revenus » (Hernández-Asensio et Trivelli, 2011 : 27 et 39).

Nous avons vu, tout au long de cette section, que divers facteurs se combinent et s'entrecroisent pour expliquer cette diversification paysanne croissante et l'apparition voire la dynamisation des activités productives locales. Premièrement, les mobilités de travail en-dehors du district et les remises de fonds procurent aux producteurs locaux le capital économique initial, nécessaire au décollage des nouvelles activités productives. Deuxièmement, les interventions des ONG et de la Municipalité d'Ocongate soutiennent ces activités, en venant booster les logiques de production et améliorer la commercialisation des produits locaux. Enfin, la construction de l'Interocéanique facilite le transport et la commercialisation des productions paysannes, et ce, en réduisant la durée des voyages et en abaissant les coûts de transport. Résultant de ces divers facteurs combinés, une importante dynamisation des économies paysannes locales s'observe au cours de la période 2005-2017, qui commencent à être – en fonction des communautés et de leurs caractéristiques agro-écologiques – progressivement orientées vers l'élevage de bovins, camélidés, ou cochons d'Inde, ainsi que la production de champignons, quatre activités de plus en plus destinées à la commercialisation.

Sur le plan local, ces dynamiques de changement se traduisent par une timide réduction de la pauvreté ; néanmoins, cela ne signifie pas un recul drastique et global de la précarité, mais plutôt le développement de « trajectoires divergentes » entre ménages paysans (Hernández-Asensio et Trivelli, 2011: 27). Il commence en effet à exister, au sein des zones rurales, d'importantes disparités entre producteurs, séparant ceux qui « réussissent », c'est-à-dire ceux qui parviennent à se connecter aux dynamiques émergentes du territoire, de ceux qui sont « moins performants » (moins dotés en ressources foncières/hydriques, ou moins soutenus par les ONG par exemple), qui ne parviennent pas à tirer parti des dynamiques récentes (Hernández-Asensio et Trivelli, 2011).

Aujourd'hui, ces inégalités rurales internes induisent – comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre – des processus de développement différencié entre familles, voire communautés paysannes, expliquant qu'à Ocongate : « en los hogares rurales aún no se puede hablar, salvo en casos concretos, de un salto cualitativo que haya permitido dejar atrás definitivamente la pobreza » (Hernández-Asensio et Trivelli, 2011: 27). Certains ménages restent en effet « exclus » du développement naissant et très vulnérables aux chocs externes, ce qui explique que pour ceux-ci, les mobilités minières restent une importante stratégie de diversification, pouvant générer une grande part des revenus monétaires familiaux (Hernández-Asensio et Trivelli, 2011).

1.2.3. Vers une nouvelle gouvernance locale : l'élection de maires d'origine rurale

Les grandes transformations qui se donnent à voir dans le district d'Ocongate de la période 2005-2017 sont également, et dans un troisième temps, la résultante d'un véritable bouleversement politique. Notre troisième génération de circulants assiste au milieu des années 2000 à une profonde démocratisation du pouvoir politique local (Rémy, 2005), celui-ci passant pour la première fois aux mains des secteurs paysans.

Alors que jusque-là, les sphères de pouvoir politique avaient été contrôlées verticalement, tout d'abord par les *hacendados* jusqu'en 1970, puis au cours des décennies 1980-1990, par les élites *mistis* urbaines ainsi que certains acteurs intermédiaires (professeurs, jeunes *mistis* progressistes, etc.), les années 2000 expérimentent l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération d'*alcaldes rurales* (maires d'origine rurale), qui – à la tête de la municipalité d'Ocongate – incarnent les nombreux changements vécus récemment par la société rurale péruvienne.

Divers travaux (Degregori, Coronal et Del Pino, 1998 ; Diaz, 1999b ; Urrutía, 2002 ; Guerrero, 2002, ; Wiener, 2004 ; Rémy, 2005 ; Huber, 2008) montrent que bien que les « anciens » pouvoirs (métis principalement) se maintiennent à l'échelon local, dans toutes les Andes du Sud, les secteurs paysans – qui connaissent comme nous l'avons analysé dans les chapitres antérieurs, un processus de *empoderamiento*[202] non seulement financier mais également éducatif, citoyen, foncier, etc. – commencent à accéder aux instances de pouvoir local. A Ocongate, Rosas (2015) avance que :

> « Los comuneros con mayores ingresos y experiencias acceden a gobiernos municipales en un proceso de recambio en las élites locales. Varios procesos se han conjugado para permitir estas transformaciones: la democratización de la sociedad rural y el reclamo por espacios de ciudadanía, los cambios en la propiedad rural y el énfasis en la economía de mercado, así como la mayor movilidad de la población y el acceso a la educación » (Rosas, 2015: 53).

Au cours des décennies 1970-2000, la paysannerie *ocongateña* connaît ainsi divers processus de transformation (démocratisation, accès à l'éducation, aux espaces de citoyenneté et à la propriété foncière, articulation aux marchés capitalistes, mobilités sociale et géographique, etc.) qui lui permettent, *in fine*, d'accéder au pouvoir local (Rémy, 2005 ; Hernández-Asensio et Trivelli, 2011b).

Entre 2005 et 2017, sur les quatre *alcades*[203] qui se succèdent à la tête de la Municipalité d'Ocongate, trois d'entre eux sont issus de communautés paysannes. Décrivant leur profil, Hernández-Asensio (2016) parle d'*alcades campesinos* dans une triple signification :

> « Por la autoadscripción de sus protagonistas, quienes se consideran a sí mismos representantes de la 'clase campesina' quispicanchina ; por la naturaleza de sus bases de seguidores [campesinos] ; y por el estilo de gobierno que desarrollan una vez que asumen el cargo (con un fuerte ethos rural) [...] Ahora son los propios líderes rurales quienes alcanzan el poder municipal, sin necesidad de intermediarios urbanos » (p. 115).

Enfants de la réforme agraire, ceux-ci disposent en effet d'un niveau d'éducation supérieur à celui de leurs parents (secondaire ou même universitaire), décroché grâce aux nombreux sacrifices consentis par leur famille ou à l'appui d'ONG et d'organisations de la société civile cusquénienne (Rosas, 2015). Détenteurs d'un diplôme d'enseignement, ceux-ci sont davantage capables de se mouvoir entre les espaces ruraux et urbains (passant de leur communauté à la capitale du district, et même à la capitale régionale, Cusco), et de se mettre désormais en contact direct – sans recourir à aucun intermédiaire – avec les institutions à caractère plus urbain (Etat, Police, ONG, marchés, etc.).

Comme Diaz (1999a) l'observe dans le cas de Pacaipampa (*sierra* de Piura), à partir de là, le contrôle du pouvoir local à Ocongate ne repose donc plus sur la position économique du candidat,

[202] Contrairement à l'espagnol, ce terme n'a pas d'équivalent dans la langue française. En espagnol, il signifie « donner du pouvoir » et « concéder à quelqu'un l'exercice du pouvoir » (Venier, 1997). Dès lors, *empoderarse* signifie que « les personnes accèdent au contrôle de leur vie, obtiennent la faculté de faire les choses et de définir leur propre agenda » (León, 2017 : 27).
[203] Equivalent du maire en France et du bourgmestre, en Belgique.

mais surtout sur son niveau d'éducation (généralement supérieur ou universitaire), ses connaissances politiques et ses contacts avec l'extérieur. Ces « nouveaux » candidats ruraux se présentent comme les représentants des communautés rurales du district, s'écartant le plus possible de la figure du « politicien traditionnel » associé aux secteurs urbains *mistis* (Rosas, 2015 ; Hernández-Asensio, 2016). Une fois au pouvoir, ceux-ci continuent de se revendiquer de la paysannerie locale, et maintiennent des liens forts avec leur communauté au sein de laquelle ils continuent à vivre et à partir de laquelle ils développent leur carrière politique.

Leur identité paysanne, couplée à leurs années d'expérience dans la coopération et le développement rural, influencent donc fortement leurs pratiques de gouvernement local et se traduisent, dans les faits, par un agenda rural axé sur trois lignes de travail principales : la promotion et la construction d'infrastructures (éducatives, sanitaires, sportives, routières, etc.) au sein des territoires ruraux du district ; la mise en œuvre de programmes agropastoraux destinés à stimuler la production et la commercialisation des produits paysans ; et enfin, une revalorisation de la culture locale et le renforcement des identités paysannes.

Résultant de ces trois types d'interventions (infrastructure, programmes agropastoraux et revalorisation culturelle), le territoire d'Ocongate connaît, au cours de la période 2005-2017 et sous l'administration de ces nouveaux bourgmestres ruraux, un processus de densification étatique. L'exercice du pouvoir local s'étatise en effet progressivement, la Municipalité devenant le principal pouvoir et espace de décision du district, autour duquel viennent désormais graviter d'autres acteurs, telles que les ONG (Rosas, 2015). Alors que jusqu'aux années 1990, les ONG et les institutions émanant de l'Etat central (FONCODES, Pronamachs, etc.) s'érigent en acteurs indispensables et incontournables sur le plan local, à partir de la moitié des années 2000, ce constat s'effrite et un nouvel équilibre des pouvoirs se met en place. La Municipalité assume de nouvelles facultés, devenant l'acteur central du district, alors que les ONG et les institutions du pouvoir central repensent leur rôle dans le développement local.

De par leurs nombreuses années d'expérience dans le district, les ONG demeurent à Ocongate « un poder local en sí mismo, capaz de dirigir asuntos trascendentales en la vida del distrito » (Rosas, 2015: 100) ; néanmoins, celles-ci voient leur rôle se transformer, se convertissant peu à peu en « laboratoires d'idées », et devenant – dans le district d'Ocongate – des partenaires privilégiés de la Municipalité et des *alcaldes rurales* dans la mise sur pied de différentes initiatives de développement local.

En conclusion de cette section, nous pouvons donc avancer que l'arrivée des bourgmestres ruraux sur la scène politique locale – véritable preuve tangible de l'*empoderamiento* paysan – amène non seulement à un remaniement des équilibres politico-institutionnels en place, dans lequel l'Etat (à travers la Municipalité) devient désormais l'acteur central du district au détriment des ONG, mais également à des politiques de développement pro-paysannes qui auront de fortes incidences sur les logiques mobilitaires locales. Axé sur la construction d'infrastructures en zones rurales, la mise en œuvre de programmes agropastoraux et la revalorisation de la culture andine locale, leur programme influencera en effet considérablement, nous le verrons tout au long de ce chapitre, les stratégies de multi-localisation et de multipolarité paysannes.

1.2.4. Le processus de décentralisation et le renforcement institutionnel

Un quatrième élément de taille à prendre en compte dans les grandes transformations du district d'Ocongate de la période 2005-2017 réside dans le processus de décentralisation nationale, qui dès 2004, dote les pouvoirs locaux de ressources étendues (économiques, humaines, matérielles, etc.), rendant alors possibles les nouvelles orientations politiques et productives décrites précédemment.

En effet, l'ascension au pouvoir des *alcaldes rurales* et la conversion de la municipalité en un acteur central du district, coïncident avec la promulgation de la Loi Organique des Municipalités[204] de 2003, qui concède aux gouvernements locaux de plus larges attributions et ressources financières, tout en favorisant une meilleure participation citoyenne dans la gouvernance locale (introduction des budgets participatifs et des plans locaux de développement[205]) (Rosas, 2012, 2015). Entre 2004 et 2008, les fonds disponibles et transférés à la Municipalité d'Ocongate se multiplient par trois (Hernández-Asensio, 2016), représentant une véritable révolution budgétaire pour ce nouvel acteur local.

Au Pérou, les municipalités rurales se financent quasi exclusivement sur base de deux mécanismes de transferts émanant du gouvernement central : ceux liés aux impôts nationaux et ceux liés au *canon* (à savoir les recettes fiscales tirées des activités extractives)[206]. A Ocongate, le second type (*canon*) représente aujourd'hui la plus grande part des transferts monétaires destinés à la municipalité, qui – principalement boostées par le boom des *commodities* des années 2000 – passent de 147 675 *soles* en 1995, à 1 460 901 *soles* en 2000, pour atteindre 22 537 389 *soles* en 2012 (Ministère de l'Economie et des Finances, 2014). Ainsi, en l'espace de 17 ans (1995-2012), le budget géré par la municipalité s'est vu multiplié par 152, ce qui permit de soutenir et développer – comme nous l'avons examiné antérieurement – de nombreux projets agropastoraux, tout en accroissant considérablement les capacités matérielles et humaines des instances locales.

Synthétisant l'ensemble des éléments présentés dans cette section, nous pouvons affirmer que le district d'Ocongate de la période 2005-2017 est traversé par de vastes processus de changement politique, institutionnel, productif et sociétal, qui présentent d'importantes incidences au sein des zones rurales locales. Désormais traversé par l'Interocéanique et dirigé par des maires d'origine rurale qui, agissant en collaboration avec les ONG locales, tendent à accroître le potentiel productif des zones rurales, le district accuse une timide baisse de ses indices de pauvreté et de précarité au cours des années 2000-2010, qui ne peut néanmoins pas se généraliser à l'ensemble des ménages paysans. Certains restent exclus du développement local naissant, ne pouvant (ou n'arrivant pas) à s'amarrer aux dynamiques de changement en cours. Les inégalités internes, observées tant au niveau intercommunautaire qu'interfamilial, se creusent, tout en transparaissant de plus en plus dans les stratégies de mobilité locales. En effet, alors qu'en 2017, 90,6% des hommes enquêtés avaient arrêté de circuler en-dehors de leur district en recherche de travail,

[204] *Ley Orgánica de Municipalidades*, en espagnol.
[205] Il est intéressant de noter qu'à Ocongate, dès la moitié des années 2000 et l'instauration de ces mécanismes participatifs, une mutation s'observe dans le rôle de la communauté paysanne. Outre l'administration du foncier, les communautés paysannes assument désormais un rôle davantage politique, de représentation et d'influence auprès des différentes instances de gouvernement local.
[206] Au Pérou, le *canon* est un mécanisme de transfert d'une partie de l'impôt collecté par l'État sur les bénéfices des entreprises extractives (minières, pétrolières, gazières, hydro-énergétiques, halieutiques et forestières). De cet impôt sur le revenu des entreprises extractives, l'Etat attribue 50% aux gouvernements (régionaux et locaux) des territoires concernés par l'activité (Bey, 2010).

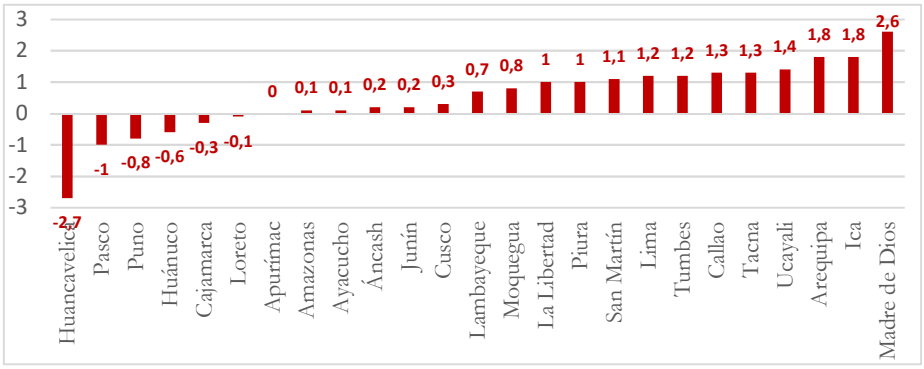
10,4% d'entre eux continuaient de choisir Madre de Dios comme destination de travail privilégiée.

1.3. Le contexte de réception : Madre de Dios, un scénario de fièvre aurifère conjugué à des pratiques illégales d'exploitation

Le département amazonien de Madre de Dios connaît, lui aussi, de profondes dynamiques de changement au cours de la période 2005-2017. A partir de la moitié des années 2000, et se calquant sur les différents booms extractifs qui ont progressivement modelé l'occupation de son espace, l'Amazonie orientale fait face à une troisième fièvre de l'or[207], qui vient rapidement reconfigurer son paysage politique, socio-économique et environnemental.

Tel que Reeves, Frost et Fahey (2010) l'observent dans leurs travaux, ce scénario de fièvre de l'or s'apparente à de fortes vagues migratoires, issues des départements voisins et même d'autres pays (Brésil, Bolivie principalement, mais également Chine et Corée), qui sont fomentées par la découverte de nouveaux gisements aurifères en forêt. Madre de Dios se distingue en effet, depuis 2007, pour être le département présentant le plus haut indice de mobilité humaine du Pérou.

Figure 33. Taux de croissance démographique annuel moyen par département (2007-2017).



Source : Recensement National, INEI (2017).

De 109 555 habitants en 2007, le département passe à 141 070 en 2017 (INEI, 2007, 2017). Les résultats du dernier recensement national péruvien (2017) dévoilent que 20,01% des personnes enquêtées à Madre de Dios vivaient, cinq années auparavant, dans un autre département du Pérou (ou un autre pays). Ceci signifie donc que plus d'une personne sur cinq résidant aujourd'hui à Madre de Dios est arrivée en Amazonie en 2012, Mujica (2014) interprétant ce résultat de la manière suivante :

> « La minería no formal del oro en Madre de Dios ha implicado un importante fenómeno migratorio [...] La 'ola migratoria' tiene que ver en gran medida con la presencia del oro, de tal manera que es una evidencia que durante los últimos diez años Madre de Dios se constituyó como la región con el mayor número de población migrante de todo el Perú » (p. 22).

Sous la pression de ces nombreux mouvements migratoires, l'Amazonie orientale s'érige – en l'espace de quelques années – en la plus grande région d'exploitation d'or artisanale du Pérou (Torres, 2007), le département de Madre de Dios produisant aujourd'hui, à lui seul, 80% de l'or national extrait à petite échelle (Pachas, 2011 ; Cortés-McPherson, 2019). A l'époque, ces

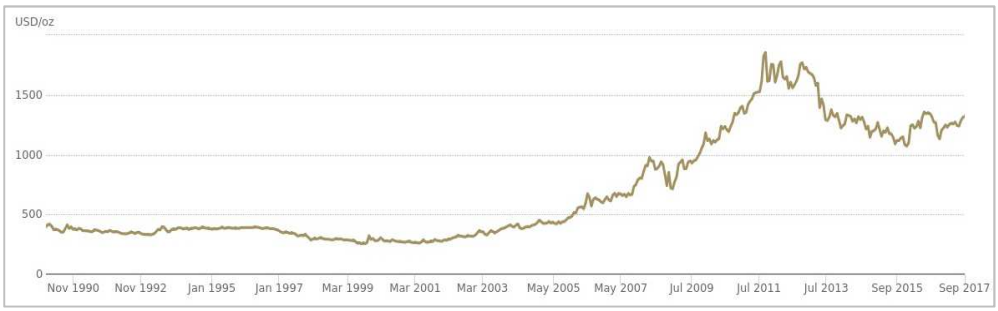
[207] Pour rappel, le département expérimente une première fièvre de l'or entre 1940 et 1955, puis une seconde au cours des années 1970-1980.

nombreuses arrivées se produisent de manière incontrôlée (sous l'œil de structures étatiques faibles) et sont sous-tendues par deux facteurs exogènes fondamentaux : la construction de la route interocéanique, et l'envolée du prix de l'or sur les marchés internationaux.

De nombreux auteurs (Arriarán, Gómez, 2008 ; Borasino, Escobedo, 2010 ; Rivero, Díaz, 2012 ; Valencia, 2016) avancent, dans un premier temps, l'existence d'une étroite relation entre ce troisième boom de l'or et la construction de l'Interocéanique. Ils s'accordent pour dire que l'amélioration des voies de communication mène, à Madre de Dios, à un plus grand dynamisme du front minier dès 2007. Ceci s'explique, d'une part, parce que l'Interocéanique facilite la mobilité spatiale vers Madre de Dios, en permettant l'arrivée massive et incontrôlée d'une main d'œuvre flottante, et d'autre part, celle-ci amplifie l'usage de technologies dans l'activité minière, en offrant des facilités logistiques qui n'existaient pas auparavant. La nouvelle route permet effectivement d'acheminer des moteurs de plus grande capacité, des combustibles et des explosifs au sein des zones minières, ce qui contribue à l'expansion de l'activité (Benavides, 2015).

Concomitamment à la construction de l'Interocéanique, les marchés internationaux enregistrent une hausse vertigineuse du prix de l'or, ce facteur étant clé dans la compréhension du récent phénomène de ruée vers l'or amazonien. De 425 USD l'once d'or en 2005, celle-ci passe à 803 USD à la fin de l'année 2007, pour atteindre un pic (1855 USD) en 2011 (World Gold Council, 2020).

Figure 34. Evolution du prix de l'once d'or (1990-2017).



Source : World Gold Council (2020).

Dans toute l'histoire des XX et XXI[èmes] siècles, l'or n'a jamais valu autant. Selon Dargent et Urteaga (2016), « l'or est l'un des métaux qui a le plus augmenté son cours sur le marché international. Au cours de la décennie passée, le prix du minerai s'est accru de 360 % par rapport à 2004 et, bien qu'il ait légèrement baissé au cours des deux dernières années [à partir de 2013], il est encore bien supérieur à ce qu'il était en début de boom » (p. 656).

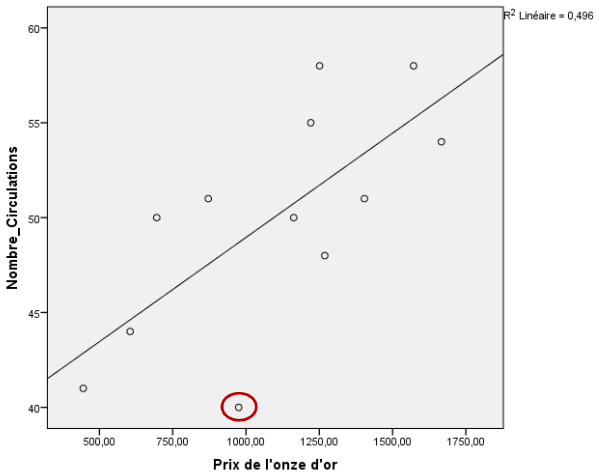
Ce contexte d'envolée encourage, tout au long des années 2005-2017, les départs depuis Ocongate, ainsi que des mouvements circulaires de plus en plus denses et rapprochés entre les deux régions. Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca et circulant de troisième génération, explique :

> « En los años 2010 mucho he ido [a Madre de Dios]. En el 2012, 2013, era 180 soles el gramo de oro, casi ha llegado a 220 soles. Más interesante era trabajar, juntar platita siquiera para comprar alguito así pues » (Entretien avec Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2016).

Comme lui, nombre de circulants d'Ocongate réagissent rapidement aux variations du prix de l'or ; nous basant sur les résultats de notre enquête quantitative, nous constatons en effet qu'entre

2005 et 2016[208], le nombre de circulations effectuées depuis Ocongate évoluent de concert avec la variable « prix de l'or » (exprimée en USD/onze). Le diagramme de dispersion ci-dessous suggère une corrélation positive entre le nombre de circulations effectuées depuis les zones rurales d'Ocongate et la valeur du prix de l'or sur les marchés internationaux ; entre 2005 et 2016, les voyages comptabilisés sont en général d'autant plus nombreux que le prix de l'or est élevé.

Figure 35. Diagramme de dispersion. Nombre de circulations et prix de l'or (2005-2016).



Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Si un point s'écarte du schéma général (entouré en rouge sur la figure ci-dessus et correspondant à l'année 2009), la majorité des points s'organisent en un nuage étiré, à la fois dense et proche de la droite de tendance, ce qui indique une relation relativement intense entre les indices de « circulation minière » et « valeur du prix de l'or ». Néanmoins, et comme le souligne Costa (2013), le seul examen visuel ne permet pas d'affirmer l'intensité de la relation entre les deux variables, pour cela, il faut recourir à une mesure plus précise, telle que le coefficient r de Spearman[209] [210].

Dans notre cas, ce coefficient équivaut à 0,654 révélant une corrélation considérée comme « importante » entre les variables « circulations minières depuis Ocongate » et « valeur du prix de l'or », ce qui vient confirmer les tendances présentées dans le graphe de dispersion.

[208] Nous n'avons pas pris en compte l'année 2017 car l'enquête ayant été réalisée en juin et juillet 2017, les chiffres produits pour cette dernière année étaient incomplets et venaient biaiser les analyses.
[209] Nous avions ici le choix entre calculer le coefficient r de Pearson ou de Spearman, nous avons opté pour le second car celui-ci est davantage adapté pour l'analyse de variables présentant une distribution non normale ou en cas de faibles effectifs (ce qui était notre cas).
[210] Le coefficient de corrélation de Spearman est une « mesure standardisée qui varie entre -1 et +1 et qui permet de quantifier l'intensité d'une relation linéaire entre deux variables, d'en identifier la direction (positive ou négative) et de tester si elle est significative » (Costa, 2013 : 124). Les quantitativistes considèrent comme étant importantes, les corrélations dont la valeur positive ou négative se situe dans l'intervalle [0,50-0,69] et comme très importantes, celles dont la valeur se situe dans l'intervalle [0,70 – 0,89] ; les r supérieurs à 0,90 témoignent d'une association presque parfaite entre deux variables (De Vaus, 2002).

Figure 36. Coefficient de corrélation r de Spearman - Nombre de circulations et prix de l'or (2005-2016).

Corrélations

			Nombre_Circulants	Prix de l'onze d'or
Rho de Spearman	Nombre_Circulants	Coefficient de corrélation	1,000	,654*
		Sig. (bilatéral)	.	,021
		N	12	12
	Prix de l'onze d'or	Coefficient de corrélation	,654*	1,000
		Sig. (bilatéral)	,021	.
		N	12	12

*. La corrélation est significative au niveau 0,05 (bilatéral).

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Le prix international de l'or s'avère ainsi être un facteur particulièrement pertinent lorsqu'il s'agit d'expliquer les départs de notre troisième génération de circulants et leur insertion sur le marché du travail minier. Cesar, jeune patron minier à Madre de Dios, témoigne en effet : « Cuando el precio del oro subió eran muchos los que han venido acá [selva], cuando hay oro, la gente se pega más, viene más. En el 2012 por ejemplo, Madre de Dios estaba full, lleno de trabajadores » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017). Comme le notent effectivement Arriarán et Gómez (2008), « d'importants segments de la population réagissent rapidement face à la hausse ou la baisse des prix des métaux. Les variations du prix de l'or [...] générant aujourd'hui des mouvements et des dynamiques économiques informelles dans les zones reculées de l'Amazonie péruvienne orientale » (p. 169).

Depuis la moitié des années 2000, sous l'effet combiné de l'Interocéanique et du prix de l'or, l'activité aurifère informelle s'est donc considérablement renforcée à Madre de Dios, avec en parallèle de nouvelles formes d'exploitation illégales (Ipenza et Valencia, 2014 ; Benavides, 2015 ; Dargent et Urteaga, 2016). Dès 2007, au fur et à mesure que le département gagne en importance démographique, sans développer ni planification ni aménagement du territoire, de nouveaux espaces extractifs s'ouvrent dans le département, et aux zones minières historiques (Colorado, Inambari, Huepetuhe, Laberinto, etc.) viennent désormais s'ajouter deux nouvelles aires d'extraction appelées *Huacamayo* et *La Pampa*, adjacentes à la nouvelle voie interocéanique.

L'ouverture du premier secteur minier appelé *Huacamayo* marque un tournant dans l'histoire de l'activité aurifère à Madre de Dios. Dès 2007, celui-ci commence à montrer les premiers signes d'une intense activité minière, qui se déploie initialement sur le territoire de sept concessions forestières (Benavides, 2015). Par invasion ou accords négociés entre acteurs, l'activité s'étendra ensuite rapidement, transformant *Huacamayo* en l'aire extractive la plus active du département. De petits villages peuplés d'orpailleurs et de commerçants miniers commencent à se former le long de l'interocéanique, et la déforestation atteint, dans ce secteur, des taux historiques ; de 2007 à 2010, l'activité minière y entraîne le déboisement de 2 076,7 hectares de jungles (Moschella, 2011), soit l'équivalent de 2 860 terrains de football.

A l'échelle du département, cette avancée de l'activité aurifère à *Huacamayo* – qui fut la plus rapide de toute l'histoire de la région – ne connut aucun obstacle politique ou institutionnel. Selon Valencia (2014) ainsi que Dargent et Urteaga (2016), entre 2007 et 2010, aucune politique concrète n'est mise en œuvre face à l'expansion de l'activité minière : aucun diagnostic étatique n'est produit sur la gravité du phénomène et aucune politique publique n'est dessinée pour y faire

face. Il existe bien la faible *Ley de Formalización* émise en 2002, mais celle-ci reste « lettre morte » (Dargent et Urteaga, 2016: 664)).

Dans cette ligne, nous sommes donc, entre 2007 et 2010, face à ce que Slater et Kim (2015) nomment le *standoffishism*. Dans leurs travaux, ces auteurs montrent que dans certains cas, les États choisissent de ne pas répondre aux défis qui se présentent à eux, préférant les ignorer (*stand-off*) pour ne pas affecter directement leurs intérêts et/ou éviter de traiter de nouveaux problèmes qui peuvent survenir après leur intervention. Ainsi, l'inaction est le résultat d'une décision consciente, et non un signe de faiblesse. Cette première étape d'inaction étatique à Madre de Dios (2007-2010) peut correspondre à ce schéma : l'administration Toledo a préféré attendre que d'autres prennent en charge la régulation du boom de l'or. Comme Lenin Valencia (sociologue péruvien, expert de la thématique minière artisanale) nous le concède en entretien : « el gobierno Toledo, diría yo en términos generales, es un gobierno que no se ha metido, no se ha apostado por el desarrollo de una política de enfrentamiento de la minería en Madre de Dios » (Entretien avec Lenin Valencia, sociologue péruvien, Lima, 2016).

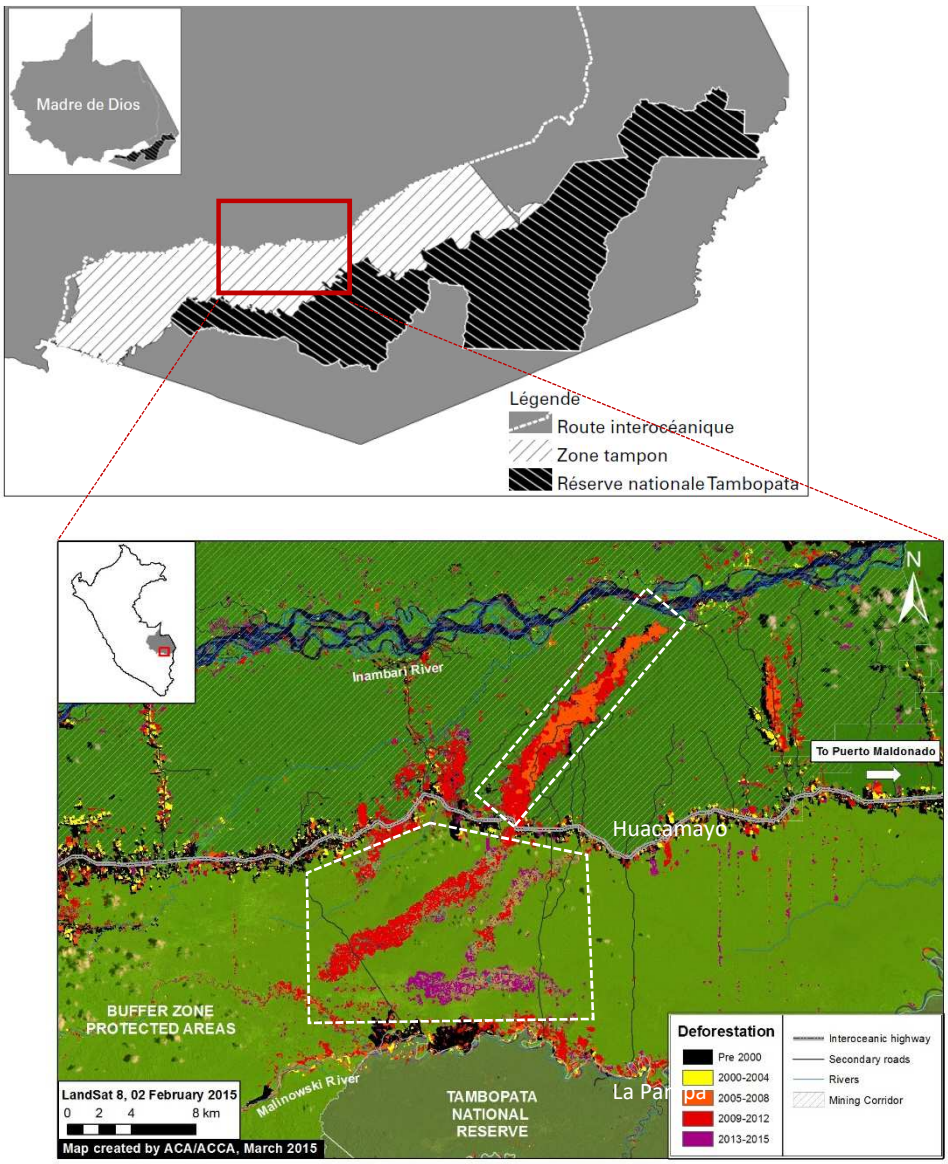
En outre, cette absence et ce manque d'attention étatique apparaissent dans le contexte du processus de décentralisation et de transfert de compétences du gouvernement central aux gouvernements régionaux, qui furent limités par des ressources (financières et humaines) insuffisantes et le manque de mécanismes effectifs de coordination entre les autorités sectorielles et les différents niveaux de gouvernement (Valencia, 2014). Alors que l'Etat central considérait le contrôle des activités minières comme une compétence relevant du gouvernement régional de Madre de Dios, ce dernier le considérait comme un défi relevant du niveau central ; dès lors, aucune instance ne voulut assumer la responsabilité du contrôle aurifère.

Face à cette passivité politique et profitant de l'impunité qui leur était accordée, en 2009, les mineurs opérant à *Huacamayo* continuent leur avancée, traversent l'Interocéanique et ouvrent un nouveau front minier au sein de la zone tampon[211] de la Réserve Nationale Tambopata, un cordon naturel qui devait servir de « bouclier » à cette aire protégée, connue pour être l'une des plus riches en biodiversité du pays. Ce nouveau front minier prendra le nom de *La Pampa* et se transformera, dès 2009, en une des plus vastes zones d'extraction aurifère illégale[212] du pays.

[211] Au Pérou, les zones tampons des parcs nationaux ont été juridiquement reconnues à partir de 1997 comme étant « des zones adjacentes aux aires naturelles protégées qui, en raison de leur nature et localisation, nécessitent un traitement spécial visant à garantir la conservation de l'aire protégée » (Loi 26834 relative aux aires naturelles protégées, art. 25). Les activités économiques menées au sein des zones tampons ne peuvent donc compromettre le respect des objectifs de conservation de l'aire protégée à laquelle elles sont rattachées ; ce faisant, celles-ci abritent le plus souvent des activités d'écotourisme, des concessions de conservation ou des systèmes agroforestiers (Solano, 2009).

[212] Nous nous référons à une activité « illégale » car les zones tampon des réserves nationales sont, au Pérou, légalement prohibées à l'activité minière. Aucun micro-entrepreneur minier ne peut y pratiquer une activité d'orpaillage et encore moins entreprendre des démarches de formalisation minière en leur sein.

Figure 37. Localisation des secteurs miniers Huacamayo et La Pampa, et avancée du front minier par déforestation (2000 - 2015).



Source : ACA/ACCA, 2015.

En quelques mois, la zone tampon de la Réserve Nationale Tambopata expérimente un véritable boom aurifère illégal, impliquant non seulement les acteurs miniers précités (patrons miniers et ouvriers), mais également de plus en plus de commerçants et fournisseurs d'infrastructures et de services (vendeurs d'intrants miniers, d'outillage et de machines, acheteurs d'or informels, transporteurs, ateliers mécaniques, etc.) qui attirés par cette fièvre de l'or, s'installent le long de l'Interocéanique et y ouvrent de petits commerces devenus indispensables au maintien des activités d'orpaillage (Benavides, 2015 ; Valencia, 2014). C'est le cas d'Alonso, originaire d'Ocongate, qui détient aujourd'hui un commerce prospère de machineries et d'équipements miniers dans le village d'*Alto Libertad*, créé lors du boom minier de 2009 :

> « Yo trabajo en Alto Libertad, un pueblo a lo largo de la interoceánica. Tengo mi casita allí, a visitar no más vengo acá [en Ocongate]. Vivo en La Pampa, tengo mi negocio, vendo material minero » (Entretien avec Alonso, originaire de la communauté paysanne de Mallma, Ocongate, 2017).

Comme Alonso, plusieurs jeunes d'Ocongate prennent à l'époque part au boom de l'or illégal observé à *La Pampa*, qui s'assimile comme Pachas (2012) le souligne, à une « situación [que] se descontroló [...] provocando un caos social y ambiental que nadie en Puerto Maldonado lograba entender » (p. 50).

Face à cette situation inédite de chaos, les groupes environnementalistes issus de la société civile péruvienne, mais aussi transnationale, commencent dès 2009 à dénoncer l'urgente nécessité d'intervenir à Madre de Dios (Dargent et Urteaga, 2016 ; Cortés-McPherson, 2019). A partir de 2010, une série d'études académiques internationales (Swenson *et al.*, 2011 ; Gardner, 2012) démontrent l'incidence considérable des activités minières sur la perte de couverture forestière au sein du département, en pointant également du doigt la contamination au mercure et les dégradations des écosystèmes locaux. « L'image projetée est celle d'une activité destructrice qui croît sans contrôle, et celle d'un Etat faible qui manque de volonté pour l'affronter » (Dargent et Urteaga, 2016: 672).

Cette image véhiculée par les académiques et la société civile à l'aube de la décennie 2010 sera à l'origine d'un tournant considérable dans les politiques nationales de lutte contre l'exploitation aurifère illégale. Alors que jusque-là, « l'Etat avait travaillé en pilote automatique, se convertissant en un gouvernement nettement administratif pour qui il était logique de ne pas s'embarquer dans un problème si épineux que la problématique de l'activité minière illégale » (Quintasi, 2013: 10), contre toute attente, en février 2010, l'administration García – en collaboration avec Antonio Brack Egg (alors ministre de l'environnement) – émet le Décret d'Urgence 012-2010, qui constitue le tout premier effort de lutte contre l'extraction aurifère illégale et l'ordonnancement du secteur minier artisanal.

Sur le terrain, ce premier effort normatif de régulation des activités extractives à Madre de Dios se traduit par l'adoption de quatre mesures concrètes qui eurent de larges incidences sur le plan régional :

(1) Premièrement, la création – à Madre de Dios – d'une zone apte à l'extraction aurifère (appelée *corredor minero*[213], à l'intérieur de laquelle la formalisation minière est possible et encouragée), et son pendant, l'identification claire de zones où tout type d'activité d'extraction est prohibée/illégale. A partir de ce moment, la zone tampon de la Réserve Nationale Tambopata et le secteur minier connu sous le nom de *La Pampa* deviennent des zones légalement « exclues » pour l'activité minière, tout micro-entrepreneur minier opérant en leur sein étant désormais considéré comme un acteur « illégal ».

(2) Deuxièmement, et pour clarifier cette figure d'acteur minier « illégal », le décret établit désormais et pour la première fois, une distinction légale nette entre le mineur « illégal » et le mineur « informel ». Le mineur illégal réalise ses activités sans respecter les exigences des normes administratives, techniques, sociales et environnementales qui régissent son secteur, utilise des équipements qui ne relèvent pas de l'activité artisanale ou à petite échelle, et enfin, travaille dans des zones non aptes à l'activité minière (c'est-à-dire en-dehors du corridor minier). Le mineur informel, lui, a entamé un processus de formalisation, dans une zone apte à l'activité minière (à savoir, au sein du corridor minier) et auprès de l'autorité compétente. Il a obtenu le

[213] Corridor minier, en français.

titre de concession ; toutefois, son droit d'usage est incomplet car il n'a pas finalisé l'ensemble des étapes conduisant à la formalisation.

(3) Troisièmement, le Décret d'Urgence 012-2010 prohibe toute activité minière dans les cours d'eau et les lits de rivières, et ce, car celle-ci détruit les milieux aquatiques et représente une menace pour la santé des populations riveraines (mercure). En ce sens, à partir de 2010, les dragues et équipements flottants (tels que la *caranchera*, dont nous avons examiné le fonctionnement dans le chapitre antérieur) sont interdits sur les rivières.

(4) Enfin, ce décret prévoit la mise sur pied d'actions d'interdictions, consistant en opérations policières et militaires de saisie et de démantèlement des biens, machines et intrants nécessaires au développement de l'activité minière illégale. La fin du mandat d'Alan García (2011) est ainsi marquée, à Madre de Dios, par une série d'opérations d'interdiction dont l'objectif est d'expulser les 2000 à 3000 mineurs illégaux opérant à l'époque dans les campements miniers de *La Pampa*.

A partir de 2010, l'Etat central choisit donc le chemin de la force, de la coercition et des sanctions, au détriment du processus de formalisation et d'un renforcement de la gouvernance régionale (Benavides, 2015). L'accent est mis sur la lutte contre l'activité illégale, l'ordonnancement de l'activité informelle passant au second plan. Le nouveau décret n'envisage pas la possibilité d'allouer davantage de ressources (financières, humaines, etc.) au gouvernement régional afin que celui-ci mène à bien ses missions de formalisation minière (Dargent et Urteaga, 2016) qui, considérant les migrations massives de la seconde moitié des années 2000, s'annoncent pourtant titanesques (Valencia, 2014).

Il faudra attendre le gouvernement suivant d'Ollanta Humala (2011-2016) pour que les efforts se concentrent, d'une part, sur l'éradication de l'activité minière illégale au travers des mesures fortes de coercition, et d'autre part (bien que dans une moindre mesure), sur la réactivation du processus de formalisation.

Dès juillet 2011, les facultés de l'Exécutif pour « légiférer en matière d'activité minière illégale » (Loi 29815) sont renforcées, menant à l'émission, entre février et avril 2012, d'une série de décrets législatifs[214] visant à combattre et réguler l'activité illégale à Madre de Dios, tout en luttant contre la criminalité associée à celle-ci. Il s'agit d'un nouveau cadre légal promouvant notamment l'incorporation du délit d'activité minière illégale au Code Pénal, le contrôle dans la distribution, le transport et la commercialisation des intrants chimiques (mercure) et combustibles mobilisés par ce secteur, la lutte contre le blanchiment d'argent et le crime organisé, ainsi que la mise sur pied d'actions d'éradication rapprochées au sein des secteurs extractifs illégaux (tels que *La Pampa*). Dans le cadre de ces actions d'éradication, les campements illégaux ainsi que les équipements, matériaux et machines sont détruits, et leurs propriétaires sont arrêtés en vue d'être jugés.

Juvenal, circulant de troisième génération qui est allé travailler à *La Pampa* dans les années 2010 et qui a été témoin d'une action de ce type en Amazonie, nous relate :

> « Hay intervenciones pues adentro [en la selva], intervenciones siempre porque hay zonas de reserva dónde han entrado a trabajar. Entonces, ahora el Estado les ha mandado policías, soldados allí están […] En la Pampa, cuando el dueño te contrata, te dice que a veces la policía viene y tienes que desaparecer del trabajo. Entonces, cuando viene una intervención, nos escapamos, y siempre los

[214] Décrets législatifs 1099 à 1107.

> otros nos pasan la voz, nos comunicamos por radio cuando entra la Policía por la carretera. Rápido tienes que hacer desaparecer el motor, todo, botar, y tú tienes que ir al monte. De allí, bombardean el campamento » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Ainsi, avec Ollanta Humala, l'accent est mis sur la répression policière et militaire, à laquelle celui-ci alloue des budgets de plus en plus colossaux.

Ceci n'est en aucun cas une stratégie propre de l'Etat péruvien, de nombreux gouvernements africains ont également opté pour une intervention militaire comme approche privilégiée de lutte contre l'orpaillage illégal, qui fut toute aussi vaine (Banchirigah, 2008 ; Geenen et Claessens, 2013 ; Spiegel, 2014 ; Hilson, 2017 ; Maringira et Nyamunda, 2017). Comme de nombreux auteurs le soulignent (Valencia, 2014 ; Benavides, 2015 ; Dargent et Urtegaga, 2016 ; Cortés-McPherson, 2019), malgré ce renforcement budgétaire et une plus grande présence de l'Etat dans le département, le processus de formalisation ne montre pas de signe encourageant. Au début de l'année 2019, ce dernier ne concernait que deux mineurs à Madre de Dios (Cortés-McPherson, 2019a).

De surcroît, dans les zones d'extraction illégale, les différentes mesures répressives ne dissuadent pas les orpailleurs, au contraire, celles-ci encouragent le développement d'un système social parallèle de plus en plus sophistiqué, qui permet – jusqu'à aujourd'hui – la continuité de l'activité minière illégale ainsi que l'émergence de réseaux criminels.

A partir de 2014, les zones minières illégales voient en effet apparaître quatre réseaux d'acteurs étroitement interconnectés, qui – ensemble – participent à l'actuelle ruée vers l'or observée au sein de la Réserve Nationale Tambopata (RNT).

Tout d'abord, comme Grätz (2004) l'observe en Afrique, l'établissement rapide de campements d'orpailleurs génère, à Madre de Dios, de nouveaux marchés et une circulation monétaire accrue. Au sein de la zone tampon de la RNT, ce contexte – conjugué à la hausse du prix de l'or – attire à partir de 2014 de plus en plus de bandes criminelles originaires de la côte péruvienne qui s'adonnent au braquage de campements miniers ainsi qu'à l'agression de micro-entrepreneurs miniers et ouvriers :

> « L'or illégal sorti de La Pampa attire de plus en plus de bandes criminelles originaires des régions côtières, qui s'adonnent aux vols et braquages de campements miniers. En 2014, la situation devient incontrôlable et les mineurs illégaux décident d'engager des gardes du corps, ex-paramilitaires ou ex-policiers, pour les protéger. A partir de ce moment-là, plus aucun producteur n'est en sécurité. Les mafias de mineurs, transporteurs, voleurs, trafiquants de femmes se développent et prennent le contrôle » (Entretien avec Victor Zambrano, Président du Comité de Gestion de la RNT, Puerto Maldonado, 2017).

Victimes de violences répétées, les micro-entrepreneurs miniers illégaux décident de s'entourer de groupes de sécurité et de protection privée composés d'ex-paramilitaires, ex-policiers ou ex-détenus formés et entraînés au maniement des armes, qui prennent la forme d'une organisation de défense rapprochée des membres et des voies d'accès au campement contre les assaillants. C'est le commencement d'une escalade de violence à *La Pampa*, l'opposition des deux groupes menant à des meurtres quotidiens.

Il a également été observé que ces groupes de défense étaient en étroite relation avec un troisième réseau d'acteurs informels : les transporteurs et conducteurs de taxi, se chargeant du transport

minier intra-zone tampon (ouvriers, cuisinières, travailleuses du sexe, machines, combustible, pièces de rechange, boissons alcoolisées, etc.). Ceux-ci sont en quelque sorte les fournisseurs indispensables des micro-entrepreneurs miniers et contrôlent, en partenariat avec les groupes de défense, les entrées de la zone tampon, tout en percevant des redevances liées à un système complexe interne de péages. A partir de 2014, des routes secondaires sont en effet ouvertes par eux depuis l'Interocéanique, celles-ci participant aujourd'hui à la provision (en travailleurs, vivres, combustible, machines, etc.) de nouveaux villages miniers créés illégalement à la frontière nord de la Réserve Nationale Tambopata. Depuis octobre 2015, cette dernière connaît même elle aussi l'incursion d'orpailleurs illégaux, conséquence directe du boom de l'or des années 2010.

Enfin, un dernier réseau criminel solidement installé à *La Pampa* – avec lequel les micro-entrepreneurs miniers interagissent – est celui de la traite et du trafic de femmes à des fins de prostitution. Comme nous l'avons abordé dans le chapitre précédent, à Madre de Dios, le monde de l'orpaillage est indissociable du commerce charnel, qui concerne plus de quatre mille femmes au sein de la zone tampon (SERNANP, 2017).

Ainsi, nous pouvons dire que le monde minier amazonien de la fin des années 2010 est infiniment plus complexe et diversifié, en termes d'acteurs et de dynamiques (formelles/informelles/illégales), que les décennies précédentes. Façonné par le boom aurifère des décennies 2000-2010, le département compte aujourd'hui de « nouveaux acteurs » (Valencia, 2014) dont les attentes, les modes d'organisation et les logiques d'occupation du territoire sont, dans de nombreux cas, très divergents de ceux adoptés par les mineurs dit « informels » arrivés en Amazonie au cours des décennies précédentes (1970-2000 ; analysés dans les deux chapitres antérieurs) (Ipenza, Valencia, 2014). Pour Benavides (2015), la fin de la décennie 2000 marque une rupture importante en termes d'acteurs miniers à Madre de Dios, ceux-ci pouvant être classés en deux, voire trois catégories distinctes :

> « Los mineros tradicionales de Madre de Dios, aquellos que llegaron antes de la última fiebre de oro de fines de la década del 2000, provienen en su mayoría de zonas rurales altoandinas del sur del país, cuya migración se acentuó durante la década de 1980 [...] Sin embargo, a partir de la última fiebre del oro, llegaron nuevos actores mineros [...] No tienen ningún vínculo y/o arraigo con el territorio, son en muchos casos personal temporal [...] El último *boom* del oro trajo consigo, además, mafias con gran capital que empezaron a operar en la región » (Benavides, 2015: 301).

Les anciens mineurs des années 1970-2000 forment ainsi une première catégorie d' « acteurs traditionnels », davantage caractérisés par l'informalité[215] ; les nouveaux arrivés du boom minier de la fin des années 2000 forment une seconde catégorie, caractérisée par leur faible attache au territoire et leur présence temporaire en Amazonie. Et enfin, une troisième catégorie qui rassemble les groupes criminels (de défense, de transport, de traite féminine, etc.) qui investissent dans les activités d'extraction illégales.

Ainsi, le scénario social de cette partie de l'Amazonie se complexifie considérablement à la fin des années 2000. Néanmoins, jusqu'à ce jour, l'Etat continue de privilégier une politique de lutte où « tous sont mis dans le même sac » :

> « En contraste con esta clara necesidad de diferenciar a los actores mineros, los Gobiernos han privilegiado una política de 'poner a todos en un mismo saco' aplicando muchas veces, de manera arbitraria o asistemática, acciones de interdicción que han ido abonando el terreno para desalentar en alguna medida las actividades de minería, pero sobre todo para formar una especie de frente en torno a lo que se interpreta como un tipo de política destinada a criminalizar la pequeña minería,

[215] C'est-à-dire ceux qui se sont amarrés au processus de formalisation minière depuis 2002.

> generando polarización y reduciendo las condiciones para que se continúen con los procesos de ordenamiento territorial, tan requeridos en esta región » (Valencia, 2014: 184).

Jusqu'à ce jour, l'Etat péruvien méconnaît en effet encore fortement le secteur minier artisanal de Madre de Dios et sa diversité d'acteurs. Celui-ci le considère comme une activité qui n'entraîne que dommages environnementaux, délinquance, prostitution, alcool et crime organisé (Pachas, 2012), la criminalisation étatique de la figure du mineur illégal opérant à *La Pampa* ayant effectivement et progressivement limité le débat. En effet, pour de nombreux auteurs tels que Benavides (2015), dès 2010, le phénomène de *La Pampa* change irrémédiablement les politiques étatiques de régulation des activités d'orpaillage, qui opteront dès lors systématiquement pour une criminalisation et une simplification de la complexité et de la diversité des acteurs miniers présents à Madre de Dios.

2. Acteurs, exploitation aurifère artisanale et trajectoires circulatoires : les conditions de la mobilité

Après avoir abordé les forces et les processus macro-structurels qui façonnent les mobilités minières de la période 2005-2017, en portant une attention particulière aux contextes socio-historiques national, d'origine (Ocongate) et de destination (Madre de Dios), concentrons-nous dans cette seconde partie de chapitre sur les acteurs, en veillant à mettre en lumière, d'une part, les facteurs micro-individuels qui concourent à leurs logiques circulatoires, et d'autre part, les conditions de leur mobilité au sein des campements miniers de l'Amazonie péruvienne orientale.

Pour ce faire, nous construisons, dans une première section, les trois profils dominants qui caractérisent nos circulants de troisième génération, et ce, en en dressant les caractéristiques sociologiques (occupation, éducation, statut matrimonial, composition familiale, nombre d'enfants, etc.) (section 2.1). Partant de ce profil, nous entrons ensuite dans une sociologie du travail minier artisanal, étudiée à partir du point de destination : Madre de Dios. Nous cherchons tout d'abord à comprendre les mécanismes d'insertion de cette génération au sein du monde minier de l'époque, dépeignant les stratégies du recrutement minier, les promesses formulées ainsi que les pratiques effective et affective de l'espace parcouru (section 2.2). Dans une troisième section, nous abordons les modalités contractuelles d'incorporation et les conditions de travail des circulants de troisième génération au sein des campements miniers de la période 2005-2017, et ce, en éclairant les régimes de production auxquels ceux-ci sont soumis (section 2.3). Dans un quatrième temps, nous caractérisons les rapports de production entre micro-entrepreneurs miniers et ouvriers mobiles, un exercice qui implique la caractérisation sociodémographique du patronat minier de l'époque (section 2.4). Enfin, nous faisons appel – dans un dernier temps (section 2.5) – à l'outil théorico-méthodologique de la trajectoire, qui comme nous l'avons déjà souligné à plusieurs reprises, permet de mettre en exergue – outre les facteurs macro-structurels, micro-individuels et les réseaux qui les modèlent – la capacité singulière d'agentivité (*agency*) des migrants et leur marge de manœuvre. A ce stade, nous aurons en effet décrit « un partage d'expériences communes » (Sébille, 2012) et une condition sociale (Sayad, 1994) proche pour les individus de cette génération, toutefois, celles-ci n'épuisent pas toute la richesse des parcours de mobilité que nous avons pu identifier au sein de la cohorte. En ce sens, les trajectoires individuelles que nous reconstituons dans cette section viennent – outre le fait d'« illustrer » ou « confirmer » les éléments d'analyse présentés pour l'ensemble de la génération – faire ressortir pour certains individus des éléments nouveaux (liés à la capacité d'*agency* des circulants), utiles

à notre processus d'objectivation des logiques sociales à l'œuvre dans le processus circulatoire minier.

2.1. Les trois profils-type du circulant de troisième génération

Nous fondant sur les résultats de notre enquête quantitative ainsi que notre travail qualitatif au sein des communautés paysannes d'Ocongate, nous dépeignons, dans cette section, le profil-type de nos circulants de troisième génération, et ce, en les caractérisant à l'échelle micro-individuelle. Pour ce faire, nous mobilisons tout d'abord notre matériau quantitatif, à savoir les résultats de notre enquête, auquel nous injectons ensuite nos interprétations qualitatives.

Nous avons eu recours, dans un premier temps, à l'Analyse par Correspondances Multiples (ACM), un outil quantitatif qui nous a permis de « repérer des 'groupes' d'unités d'analyse proches » (Baudewyns, 2013: 175), à savoir des groupes d'individus qui se ressemblent lorsqu'on les compare sur base de plusieurs attributs propres (variables qualitatives).

Les différentes variables prises ici en compte pour décrire le profil socio-économique de notre troisième génération de circulants sont les suivantes : l'activité économique principale, l'âge au moment de l'enquête, le niveau d'instruction, l'état civil et le nombre d'enfants. Partant de la prémisse que l'ACM permet d'identifier la structure des liens entre ces diverses variables, mais ne donne aucune indication sur leur signification, nous complétons – dans un deuxième temps – les interprétations quantitatives en les mettant systématiquement en dialogue avec nos données qualitatives récoltées à Ocongate.

Partant de l'analyse des 88 individus de troisième génération, nous nous avons injecté les cinq variables qualitatives citées ci-dessus (activité économique, âge, niveau d'instruction, état civil, nombre d'enfants) au sein de la matrice ACM. Trois profils-type de circulants se sont alors dégagés des analyses, construits sur un plan factoriel composé de deux dimensions.

La première dimension synthétise 58,42% de la variance totale[216], et est principalement expliquée par les variables « âge » et « nombre d'enfants ». C'est-à-dire que plus on se dirige vers la droite de l'axe horizontal, plus l'âge et le nombre d'enfants augmentent. La seconde dimension synthétise 43,30% de la variance totale et est principalement exprimée par la variable « niveau d'éducation ». Dans ce cas, plus on se dirige vers le haut de l'axe vertical, plus le niveau d'éducation est élevé.

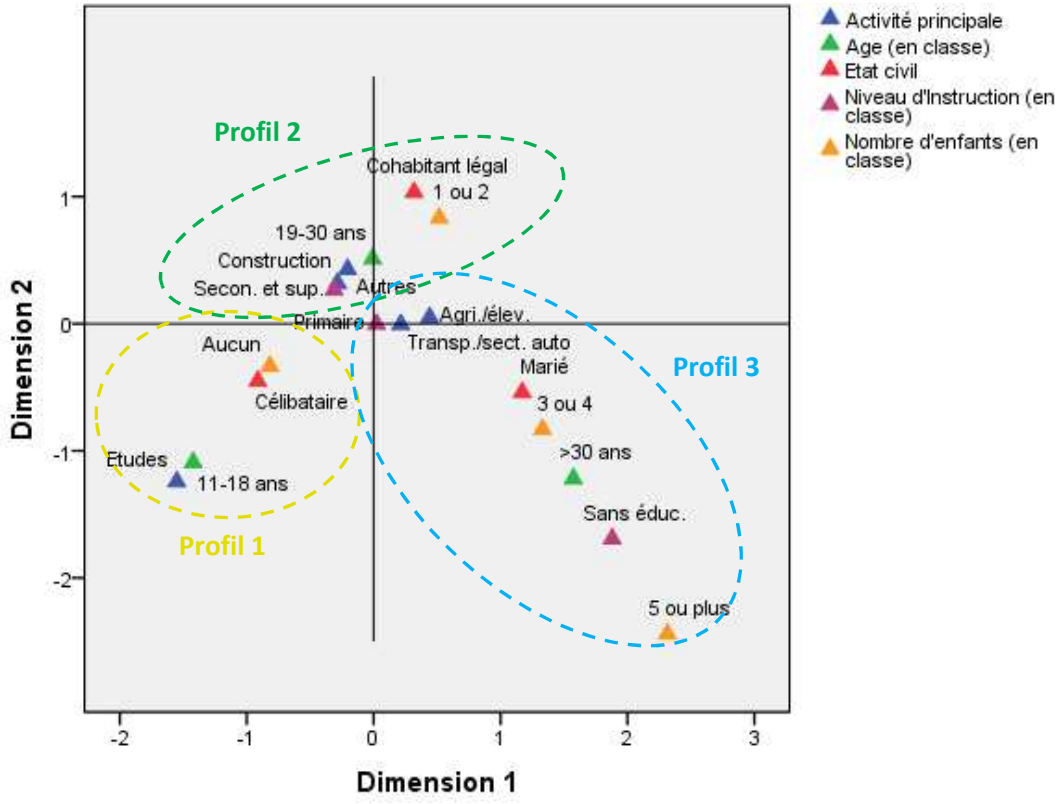
Figure 38. Récapitulatif du modèle (ACM).

Dimensions	Alpha de Cronbach	Variance représentée		
		Total (Valeur propre)	Inertie	% de la variance
1	,822	2,921	,584	58,425
2	,673	2,165	,433	43,304
Total		5,086	1,017	
Moyenne	,758[a]	2,543	,509	50,864
a. La moyenne alpha de Cronbach est basée sur la valeur propre moyenne.				

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

[216] Les deux axes factoriels présentent de bons taux d'inertie : le premier axe recouvre 60,70% de l'information contenue dans les cinq variables et le second axe 44,87%, c'est-à-dire deux taux d'inertie supérieurs à ce qui est conventionnellement admis pour une possible interprétation (100% divisé par le nombre de variables, soit cinq, équivalant à 20%. Les deux axes devaient donc faire plus de 20% pour que leur interprétation soit acceptable).

Figure 39. Analyse par Correspondances Multiples (ACM).



Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

En partant de la gauche de l'axe horizontal, un premier profil – identifié en jaune sur la figure ci-dessus – se dégage, regroupant de jeunes adolescents âgés de 11 à 18 ans, sans enfant et célibataires, dont l'occupation principale réside dans les études.

L'ACM identifie ensuite, en haut en vert, un second profil composé d'individus âgés de 19 à 30 ans, majoritairement cohabitants légaux, parents d'un ou deux enfants, de formation secondaire ou supérieur, et s'adonnant à divers types d'activités économiques telles que la construction ou l'activité minière.

Enfin, dans le cadre inférieur droit, un troisième groupe apparaît en bleu, caractérisé par des individus âgés de (strictement) plus de 30 ans, comptant trois enfants à plus, ne présentant pour la plupart qu'un faible niveau d'éducation (primaire ou pas d'instruction), et qui s'adonnent aux activités agropastorales ainsi qu'au transport/secteur automobile.

Passons en revue chacun de ces trois profils qui forment notre dernière génération de circulants.

2.1.1 Profil 1 : De jeunes adolescents célibataires aux logiques circulatoires diverses

Ce premier profil-type de troisième génération est composé de jeunes adolescents célibataires dont l'âge varie entre 11 et 18 ans, qui vivent sous le toit de leurs parents et n'ont pas d'enfants. Ceux-ci circulent à Madre de Dios la plupart du temps pendant les vacances scolaires, venant dès lors influencer à la hausse les départs miniers des mois de décembre à mars.

Sebastian, originaire de la communauté de Lauramarca, incarne ce premier profil adolescent. Aujourd'hui âgé de 18 ans, celui-ci a 14 ans lorsqu'il part pour la première fois travailler dans un campement minier amazonien, une destination qu'il choisira ensuite à chaque vacance scolaire :

> « Me voy siempre durante las vacaciones escolares, cada año, porque acá no hay trabajo y la necesidad nos obliga a trabajar [...] Trabajo con mi hermano, como ya no hay mi papa, ha fallecido… trabajamos en los campamentos : diciembre, enero, febrero, hasta marzo. Generalmente la escuela empieza en febrero aquí, entonces falto el primer mes de escuela [...] Yo quiero ser un piloto de avión. En Lima hacen clases. Por eso voy a trabajar en la mina, juntar plata e irme a estudiar » (Entretien avec Sebastian, écolier de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Le financement d'études supérieures (techniques ou universitaires) prend en effet une place éminemment importante dans les logiques circulatoires de ce premier profil, expliquant près de 60% des départs. L'extension de l'offre éducative à Ocongate et l'amélioration qualitative de l'enseignement expliquent en partie ces nouvelles aspirations. Au cours de la période 2005-2017, d'une part, de nouvelles écoles primaires et secondaires sont construites au sein des zones rurales (grâce à l'intervention ciblée des nouveaux bourgmestres ruraux et l'augmentation des budgets municipaux), et d'autre part, l'Interocéanique permet d'améliorer la qualité éducative. En effet, alors qu'avant la construction de l'axe routier, il était très habituel que les professeurs, qui vivent à Cusco ou Urcos, ne donnent cours que trois jours par semaine, une fois la route asphaltée, les cours se donnent tous les jours et les professeurs sont davantage présents au sein des communautés. Cela contribue à une nette amélioration de l'enseignement rural local (et un bilinguisme quechua/espagnol croissant de notre troisième génération), bien qu'il reste encore un long chemin à parcourir pour que les écoles publiques dictent un enseignement de qualité à Ocongate, accessible à tous.

Au sein de ce premier profil adolescent, d'autres motivations – outre les études – expliquent également les circulations minières : (1) les carences en ressources – financières, foncières, animales, etc. – de certaines familles paysannes, (2) la curiosité de connaître l'Amazonie et (3) le désir d'acquérir des objets de consommation personnelle, tels qu'une moto ou un GSM.

(1) Tout d'abord, certaines familles paysannes, moins dotées en ressources foncières, animales ou financières, peuvent encourager les voyages adolescents, afin que les enfants contribuent aux rentrées monétaires du foyer. C'est le cas de Pablo, originaire de la communauté de Mallma, qui voyage à Madre de Dios, non pas pour financer ses études, mais « aider sa famille » :

> « La primera vez que fui a trabajar a Puerto Maldonado tenía 16 años [...] Trabajé en minería porque tengo que ayudar a mi familia [...] Para mi familia, para la plata me voy [...] Es que se gana bastante en minería. Cuando regreso con la platita a Mallma, ayudo a comprar ropita y útiles escolares para mis hermanitos. Tengo 4 hermanitos » (Entretien avec Pablo, jeune de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

Pablo est issu d'une famille paysanne modeste de Mallma, pour qui les gains générés en Amazonie servent à couvrir les frais de scolarité de ses frères et de ses sœurs, ainsi que les vêtements de la famille. Notre profil adolescent de troisième génération présente donc en son sein diverses causes et logiques de circulation, révélatrices des inégalités internes qui peuvent aujourd'hui exister entre communautés paysannes, et même, entre familles d'une même communauté.

(2) Deuxièmement, la curiosité et le désir d'exploration représentent un autre moteur important (et novateur) des circulations minières adolescentes de la période 2005-2017. Alors que ce

phénomène n'avait pas été observé au sein des générations antérieures[217], pour plus de 8% de notre troisième génération (exclusivement des jeunes issus de ce premier profil), le départ vers l'Amazonie représente, de plus en plus, un départ à l'aventure, permettant la découverte de l'inconnu, du nouveau, du culturellement distinct. Dans les études migratoires, ce facteur explicatif des migrations n'a reçu, jusqu'à aujourd'hui, que très peu d'attention des chercheurs (Carling et Schewel, 2017), qui plaident pour intégrer – dans les analyses – des aspirations liées à « l'attrait pour l'aventure, l'expérience et l'indépendance » (p. 10). Rejoignant ces auteurs, nous considérons qu'à Ocongate, ce facteur explique de plus en plus de circulations amazoniennes, telles que celles d'Alberto, originaire de la communauté paysanne d'Accocunca :

> « Me fui a la selva a conocer, no más. Es que nunca había ido, por eso quería conocer y ver como es la selva, el clima, el trabajo, etc. Ver otra realidad, tener otra visión… Para mí no era tanto… no era lo principal traer dinero, también por supuesto, ¿no? Pero era aprender también más cosas » (Entretien avec Alberto, écolier de l'école secondaire de Lauramarca, originaire d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Nous constatons en ce sens, à travers cet extrait, que les motivations principalement économiques (qui dominaient le champ de nos circulations minières de première et de seconde génération), commencent – pour de jeunes circulants de troisième génération – à s'effriter petit à petit, au profit de la découverte d'un environnement inconnu et d'un apprentissage personnel.

(3) Enfin, les circulations adolescentes de la période 2005-2017 s'expliquent également par la volonté d'acquérir des biens de consommation personnelle, tels que des vêtements, des chaussures, un téléphone portable, du matériel scolaire, ou encore, une moto :

> « Cuando uno llega a ser adolescente, ya quiere vestimento, más lujo [...] Estamos influenciados por los jóvenes de la ciudad y no queremos ser diferentes a ellos entonces ya… los zapatillos las compramos de buena marca, la ropita también. Por allí me iba a trabajar a la selva [...] Durante las vacaciones escolares me iba, era mi ahorro para venir al colegio, para mi uniforme, ropitas de marca, zapatillas, un celular de moda, útiles escolares, etc. Y mi última vez a Puerto [última circulación minera], me compré una moto para ir a pasear » (Entretien avec Nestor, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Les jeunes ruraux d'Ocongate sont ainsi, selon Nestor, inévitablement « influencés par les jeunes de la ville et ne veulent pas être différents d'eux. Donc, les vêtements ils les achètent de marque, les chaussures également ». En effet, comme lui, près d'un tiers de notre échantillon de troisième génération a mentionné l' « achat de biens personnels » comme raison principale de leurs voyages miniers, la moto figurant parmi les objets de consommation les plus populaires pour les jeunes en retour de circulation.

2.1.2. Profil 2 : De jeunes adultes dans le cycle de « l'initiation et de l'installation »

Notre second profil de troisième génération est incarné par de jeunes adultes âgés de 19 à 30 ans, disposant pour la majorité du diplôme d'enseignement secondaire. Ceux-ci se trouvent dans un cycle de vie distinct de notre premier groupe (11-18 ans), caractérisé par la mise en ménage et la naissance d'un ou deux enfants.

[217] Quantitativement (lors de la passation de l'enquête) ou qualitativement (lors des entretiens), aucun circulant de première et seconde génération n'a spécifié « la curiosité de connaître la jungle » comme facteur sous-jacent de ses mobilités.

Aujourd'hui âgé de 22 ans, Ignacio personnifie ce second profil. Celui-ci voyage pour la première fois en Amazonie à l'âge de 16 ans, sa première expérience minière remontant aux vacances scolaires de l'année 2011. Il vit en concubinage avec Griela depuis 2014, et est père d'une petite fille depuis 2016 ; son ménage est ainsi composé de trois personnes (lui, sa femme et sa fille), formant dès lors un ménage nucléaire[218]. Enfin, celui-ci alterne l'activité minière en Amazonie (réalisée plusieurs mois sur l'année) avec un emploi en construction, dont les gains servent à la construction progressive de sa maison et l'alimentation de sa famille.

Partant de sa situation, trois caractéristiques saillantes peuvent être épinglées pour ce second profil de circulants : premièrement, un statut civil de cohabitant légal au détriment de la figure du mariage (1) ; deuxièmement, une diminution des ménages élargis[219], pour une hausse des ménages nucléaires (2) ; et enfin, une diversification croissante des activités économiques (3).

(1) Tout d'abord, ce second profil de troisième génération se caractérise par un taux de concubinage élevé, représentant 42,6% du groupe des 19-30 ans (cfr. tableau ci-dessous). Les jeunes couples de notre échantillon semblent en effet actuellement être moins enclins au mariage, alors que ce type d'union concerne 76,9% des circulants âgés de plus de 30 ans, contre seulement 15,4% d'entre eux en cohabitation légale.

Tableau 33. Etat civil par profil-type – Génération 3.

			Célibataire	Marié	Cohabitant légal	Total
Effectif	**11-18 ans**	Effectif	14	0	0	**14**
		% dans Age (en classe)	100,0%	0,0%	0,0%	**100,0%**
	19-30 ans	Effectif	23	12	26	**61**
		% dans Age (en classe)	37,7%	19,7%	42,6%	**100,0%**
	>30 ans	Effectif	1	10	2	**13**
		% dans Age (en classe)	7,7%	76,9%	15,4%	**100,0%**
Total		**Effectif**	**38**	**22**	**28**	**88**
		% dans Age (en classe)	**43,2%**	**25,0%**	**31,8%**	**100,0%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Ces résultats sont confirmés par le Recensement National péruvien de 2017, dont les statistiques avancent un recul de la nuptialité dans toutes les zones rurales du pays. En effet, selon le rapport final du recensement publié par l'INEI en octobre 2018, « en el área rural se evidencian cambios importantes. El primero es el aumento en el porcentaje de convivientes » (p. 59).

(2) Aussi, la structure des ménages de ce second profil de circulants annonce une transition dans les modes d' « habiter ». Les ménages nucléaires deviennent prépondérants, alors que les ménages élargis amorcent une nette tendance à la baisse. Au sein de notre échantillon de troisième génération, seuls 4,95% des adolescents/hommes enquêtés déclarent habiter avec des personnes apparentées célibataires (telles que les grands-parents, beau-frère, belle-sœur, oncle, tante,

[218] Nous entendons – tel Fuertes *et al.* (2013) – par « ménages nucléaires », les ménages composés d'un père et/ou d'une mère et leurs enfants célibataires filles ou garçons. Ces ménages nucléaires peuvent aussi correspondre à : un couple sans enfant (nucléaire sans enfant), un couple avec un ou plusieurs enfants célibataires (nucléaire avec enfant), un père ou une mère avec un ou plusieurs enfants célibataires (nucléaire monoparental).

[219] Selon la définition de Fuertes *et al.* (2013), les ménages élargis sont composés d'un noyau familial nucléaire et d'autres personnes apparentées célibataires à l'exception des enfants (par exemple, une tante ou un oncle célibataire ou veuf, une grand-mère ou un grand-père veuf, une marraine ou un parrain veuf, etc.).

parrain, marraine, etc.), 95,05% des ménages étant dès lors composés d'un père et/ou d'une mère et leurs enfants célibataires (filles ou garçons).

Cette tendance à la nucléarisation des ménages n'est pas propre au territoire d'Ocongate mais s'observe au contraire sur l'ensemble du territoire péruvien. Les résultats de Fuertes *et al.* (2013) notent en effet pour la première décennie des années 2000, une grande transformation des ménages péruviens allant dans le sens d'une nucléarisation croissante. Pour ces auteurs : « Le chemin du développement se caractérise par une augmentation des ménages nucléaires [...] Il y a trente ans, la crise économique au Pérou avait abouti à l'augmentation de la part des ménages élargis, éléments d'une stratégie de survie, alors que l'expansion économique de la dernière décennie se caractérise par une prédominance des ménages nucléaires » (Fuertes *et al.*, 2013 : 42).

(3) Dans un troisième temps, ce second profil de circulants se distingue également par une diversification importante de ses activités économiques. Notre groupe des 19-30 ans s'emploie dans des secteurs d'activités relativement divers, le poids des activités primaires (agriculture et élevage) diminuant progressivement au profit des secteurs extractifs, de la construction, du transport et des services. Les deux figures ci-dessous (produites à partir des résultats de notre enquête quantitative) en attestent en effet, révélant – d'une part – l'importance croissante des secteurs de l'extraction, du transport et de la construction (tableau 34) pour le groupe d'âge 19-30 ans, et d'autre part, la baisse drastique des activités primaires (agriculture et élevage) entre nos générations deux et trois (tableau 35).

Tableau 34. Activité économique principale de notre second profil de troisième génération.

		Agri. et élev.	Comm-erce	Activité minière	Artis-anat	Cons-truction	Tour-isme	Etudes	Trans-port	Autres	Total
19-30 ans	Effectif	35	0	9	1	6	3	2	4	1	**61** [220]
	% (Age)	57,4%	0,0%	14,8%	1,6%	9,8%	4,9%	3,3%	6,6%	1,6%	**100,0%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Tableau 35. Activité économique principale – Générations 2 et 3.

Activité principale	Effectifs Génération 2	Pourcentage Génération 2	Effectifs Génération 3	Pourcentage Génération 3
Agriculture et élevage	40	71,43%	46	52,27%
Activité minière	1	1,79%	10	11,36%
Etudes	0	0,00%	10	11,36%
Construction	6	10,71%	9	10,23%
Transport et secteur automobile	5	8,93%	6	6,82%
Tourisme	0	0,00%	3	3,41%
Artisanat	3	5,36%	2	2,27%
Commerce	0	0,00%	1	1,14%
Travail salarié	1	1,79%	0	0,00%
Autres	0	0,00%	1	1,14%
	56	**100%**	**88**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

[220] Notre troisième génération de circulants se compose de 88 individus au total, répartis de la manière suivante : le premier profil de circulants (11-18 ans) comptabilise 14 individus, le second (19-30 ans) : 61 circulants, et le troisième profil (> 30 ans) : 13 hommes.

Les tendances révélées dans ces deux tableaux concordent avec les résultats des travaux de Hernández-Asensio et Trivelli (2011b), qui soulignent que la diversification économique récente est – en outre – observable à l'intérieur même de chaque économie familiale, les ménages ruraux optant pour la combinaison d'activités génératrices de revenus :

> « En localidades como Ocongate, las actividades primarias pierden importancia respecto a hace diez y veinticinco años [...] la economía doméstica se ha diversificado notablemente en los últimos años. Es habitual encontrar familias que combinan actividades primarias, con negocios, pequeñas tiendas o restaurantes. La apertura de la carretera Interoceánica además hace posible que una parte de la población local se involucre en el transporte de pasajeros y mercancías, hacia Cuzco y hacia la selva de Madre de Dios. Cada familia cuenta con entre dos y tres actividades generadoras de ingresos, siendo las actividades agropecuarias y la venta de mano de obra las actividades más mencionadas » (Hernández-Asensio et Trivelli, 2011b: 22-23).

Dès lors, ce second profil alterne les activités agropastorales sur son lieu d'origine avec d'autres types d'activités en circulation, dans une logique qui s'apparente à ce Cortes (1998) nomme – dans ses travaux – le « cycle d'initiation et d'installation » (p. 268).

Ce dernier correspond à un moment déterminé du cycle de vie, la jeunesse adulte, au cours de laquelle les expériences migratoires sont liées à la volonté de s'installer et fonder un foyer. En termes de logiques circulatoires, ce second profil se caractérise par des objectifs clairs en termes d'épargne et de réinvestissement, optant pour la capitalisation progressive en circulation, et le réinvestissement du capital accumulé dans la construction d'une maison sur le lieu d'origine, considérée comme nécessaire au bien-être familial. Comme Cristian – paysan de 22 ans originaire de la communauté d'Accocunca – l'exprime :

> « Quería yo mismo hacer mi vida. Alejarme de mi familia y hacer ya… formar un hogar [...] Con el trabajo [minero], lo que he querido, he obtenido y me he trazado una meta y lo he logrado. Esta meta era tener una estabilidad formal, para mi esposa, mi hijito. Tener una casa un día y ahí vivir con mi familia. Ahora sí tengo mi casa, se podría decir gracias a lo que he podido ahorrar durante todos los años [en minería]. Con este trabajo, hay posibilidad de ahorrar [...] En la selva se gana fácil » (Entretien avec Cristian, paysan de la communauté d'Accoccunca, Ocongate, 2017).

Comme beaucoup d'autres circulants interviewés issus de ce second profil, Cristian a investi l'argent gagné « facilement » en Amazonie dans la construction d'une maison à Accocunca, qui lui permet aujourd'hui dit-il d' « avoir une stabilité formelle », pour sa femme et son petit garçon.

2.1.3. Profil 3 : Des pères de famille dans le cycle de la « construction »

Enfin, notre troisième et dernier profil de circulants est composé d'individus âgés de (strictement) plus de 30 ans, comptant trois enfants ou plus, ne présentant pour la plupart qu'un faible niveau d'éducation (primaire), et qui s'adonnent – pour la grande majorité – aux activités agropastorales (69,2%), qu'ils combinent plusieurs semaines sur l'année avec l'activité minière en Amazonie.

Ce profil se distingue ainsi des deux autres sur le plan des caractéristiques sociales : un âge non seulement plus avancé, mais également un nombre d'enfants plus important, un niveau éducatif plus faible, ainsi qu'un taux de nuptialité plus élevé (76,9% des individus du troisième profil sont mariés, contre seulement 15,4% de concubins[221]).

[221] Le reste, 7,7%, est célibataire.

En termes de logiques circulatoires, les raisons sous-jacentes des voyages amazoniens de ce troisième profil se distinguent également des profils 1 et 2. Nous avons pu relever, à travers notre enquête quantitative et notre travail qualitatif à Ocongate, quatre facteurs principaux poussant ce troisième profil à circuler vers les campements de Madre de Dios : (1) la faiblesse des extensions foncières possédées ; (2) le besoin de financer les études des enfants ; (3) la survenance d'évènements inattendus ; et enfin, (4) la nécessité d'accumulation capitaliste rapide en vue de projets productifs.

(1) Tout d'abord, les faibles extensions de terres constituent un premier facteur qui influence fortement les circulations minières de ce dernier profil. A Ocongate, deux types de terres distinctes doivent être prises en compte, tantôt les terres arables destinées à la mise en culture, tantôt les terres de pâturages, destinées à l'élevage. Parmi ce troisième profil, 92,3% des individus possèdent des terres arables et le même pourcentage de pâturages ; néanmoins, lorsque l'on se penche sur les superficies détenues, les chiffres révèlent de très petites surfaces. En effet, la grande majorité de ceux-ci disposent de moins d'un hectare de terres arables (61,5%) et 75% d'entre eux possèdent moins d'un hectare de pâturages.

Au sein des zones rurales du district, la terre devient en effet une problématique récurrente ces dernières années. Alors que jusqu'au début des années 2000, trois moyens existaient en termes d'acquisition de terres (héritage, achat/vente, et don de la communauté à de nouvelles familles arrivantes), aujourd'hui, la dernière modalité a disparu (les terres communales, c'est-à-dire administrées et cultivées par l'ensemble de la communauté, se réduisent à leur plus strict minimum[222]) et le jeu des héritages fait que de génération en génération, la terre se divise et les parcelles deviennent de plus en plus petites. Cette situation pousse ce troisième profil à la circulation minière.

(2) Deuxièmement, ces individus adultes – parents de plusieurs enfants – expliquent leurs circulations minières par leur volonté d'accumuler rapidement de l'argent afin de financer les études supérieures de leurs enfants. Mauricio circule par exemple aujourd'hui à Madre de Dios car celui-ci désire entrer dans un processus d'accumulation capitaliste, dont les montants seront réalloués le moment venu à l'éducation de son fils : « Tengo que juntar dinero para que estudie mi hijo. Por eso ahora quiero ir más a Puerto » (Entretien avec Mauricio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Ce facteur apparaît en lien avec ce que nous décrivions précédemment : l'importance croissante de l'éducation pour les adolescents du district, en partie fomentée par l'injonction discursive de leurs parents. Ici, discours et pratiques s'entremêlent donc, et l'injonction à l'éducation se traduit – pour ce troisième profil de circulants – par une pratique de circulation minière accrue.

(3) Troisièmement, les voyages amazoniens peuvent également apparaître comme une solution efficace et rapide face à une situation d'urgence ou d'imprévu. Lorsqu'un évènement inattendu survient en venant impacter l'économie familiale (telle qu'une période de grande sécheresse, le décès de plusieurs têtes de bétail, la mort d'un proche parent, etc.), la circulation minière intervient

[222] Les communautés de Patapallpa et Lauramarca n'ont plus aucunes terres communales, Accocunca, Andamayo, Mallma et Llullucha, en détiennent encore, mais de très petites tailles (< 5 hectares). Ceci signifie qu'elles ne sont plus aujourd'hui en mesure d'attribuer des terres à de nouvelles familles arrivantes, ces dernières devant inévitablement se tourner vers la modalité de l'achat foncier.

– pour ce troisième profil – comme la réponse la plus simple et appropriée pour pallier les carences économiques générées par la nouvelle situation.

Teófilo nous relate par exemple que la mort précoce de plusieurs vaches l'a poussé, en 2017, à effectuer quelques semaines de travail dans les campements de l'Amazonie voisine :

> « Se enfermaron mis ganados, están muriendo. Este año [2017] no más se me ha muerto cinco vacas. Así se ha muerto… No sé, que enfermedad… Más antes mis terneritos morían. Ahorita tengo 3 vaquitas no más ya, y 2 crías. Sí… por ahí, he vuelto a trabajar a la selva también… Este año ha venido un año malo para mí » (Entretien avec Teófilo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Teófilo a donc repris ses circulations amazoniennes pour répondre à l'urgente nécessité économique générée par le décès de cinq de ses vaches, qui lui permettaient auparavant de vivre décemment à Andamayo, avec sa femme et ses trois enfants.

(4) Enfin, ce troisième profil de circulants se doit également d'être décrit à partir de sa capacité à se projeter et investir dans des projets productifs mis en œuvre à l'échelle familiale. En effet, la mobilité minière peut également intervenir pour ce troisième groupe dans un but précis : accumuler du capital économique en vue de le réinvestir dans des projets productifs au sein de leur district d'origine. Nous sommes là pleinement dans une logique de « partir pour rester » (Cortes, 2000) :

> « En términos generales, migran por el ingreso económico. Quizás ahora es más claro hacía que actividad quieren apuntar ; antes era mucho más… para cosas más generales, alimentación, ropa, hijos, etc. Pero ahora [la circulación minera] está relacionada mucho más con la actividad económica que, aquí también, ellos quieren empezar [...] Han incorporado con mayor fuerza, yo diría, el componente económico, el objetivo económico ahora. Antes el objetivo era más social, de sustento, pero ahora como una forma de capitalizarse, para emprender una actividad productiva » (Entretien avec Aristides Diaz, Sous-directeur de l'ONG CCAIJO, originaire du district d'Ocongate, Andahuaylillas, 2017).

Pour ce troisième groupe, la circulation minière n'apparaît donc pas comme une fin en soi mais plutôt comme un moyen au service d'une autre fin : le développement de projets à caractère productif, qui dépassent les nécessités de simple subsistance, où sont envisagés l'achat de terres, l'acquisition de bétail, l'obtention de nouveaux moyens de production ou encore l'achat d'un véhicule, par exemple.

Ces logiques circulatoires s'apparentent au cycle vital que Cortes (1998) identifie dans ses travaux comme celui de la « construction », lié à la volonté de consolider les assises économiques familiales (p. 268). Le circulant part pour accumuler et réinvestir les gains sur son lieu d'origine, dans une activité productive et lucrative pour sa famille. Juvenal, originaire de la communauté de Lauramarca, s'insère dans ce schéma, ayant investi l'argent accumulé en Amazonie dans l'achat de terres arables et d'un animal : « La minería me permitió invertir en mis chacras, y en la compra de vacas. Lo estoy haciendo tecnicadamente, tengo que mejorar. Mi meta no es quedarme toda la vida en la minería [...] Hoy tengo ya una chacrita que compré, un ganado, un animalito que ya me pueda producir » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

En ce sens, pour ce dernier profil de circulants, la circulation minière ne s'observe plus exclusivement dans une logique de survie économique pour satisfaire des besoins basiques, mais également comme stratégie d'accumulation à des fins de réinvestissement productif.

Synthétisant les propos présentés dans cette section, nous constatons donc, au sein de notre troisième génération de circulants, la formation de trois profils-type dominants, qui correspondent à des stades distincts du cycle de vie paysan, tout en impliquant des logiques circulatoires différenciées. Un premier profil regroupe tout d'abord des adolescents, âgés de 11 à 18 ans, célibataires et sans enfant, dont les aspirations de mobilité sont davantage liées au financement d'études supérieures, à la réduction de carences financières familiales, à la curiosité de connaître l'Amazonie ou encore au désir de consommation de biens tels qu'une moto ou un téléphone portable. Un second profil de circulants se compose ensuite d'individus âgés de 19 à 30 ans, pour la plupart détenteurs d'un diplôme de secondaire et vivant en concubinage, parents d'un ou deux enfants, pour qui les mobilités minières représentant un moyen de capitalisation rapide en vue d'un réinvestissement sur le lieu d'origine (« se lancer dans la vie »). Enfin, un troisième profil rassemble des pères de familles (de plus de trois enfants), âgés de 31 ans à plus, de faible niveau d'éducation (primaire ou aucune instruction) et s'adonnant pour la plupart aux activités agropastorales et au secteur du transport. Pour ces derniers, les gains réalisés en circulation peuvent servir à couvrir diverses dépenses induites par leur situation familiale (financement de l'éducation des enfants par exemple), compenser certains facteurs « adverses » (tels que la faiblesse des extensions foncières ou la survenance d'évènements inattendus) ou encore, s'inscrire dans des projets productifs de plus grande envergure, tels que le développement d'un micro-entrepreneuriat sur leur terre d'origine (élevage de bovins, de camélidés, de cochons d'Inde, production et commercialisation de champignons, etc.). En ce sens, certains individus issus des profils deux et trois ont en commun de circuler vers l'Amazonie afin d'enclencher un processus rapide d'accumulation économique, dont ils investissent les gains, d'une part, dans leur maison et le bien-être de leurs enfants, et d'autre part, dans le développement de projets productifs, une stratégie qui leur permettra – à terme – de ne plus « partir pour rester » (Cortes, 2000).

Ainsi, ces divers attributs micro-individuels sous-tendent actuellement les décisions circulatoires paysannes de la période 2005-2017, qui s'avèrent correspondre – lorsqu'on les compare à nos circulations de première et seconde génération – à des conditions d'accès, d'incorporation et de travail différenciées en Amazonie. Jusque-là, nous avons vu que facteurs macro-structurels et micro-individuels s'entrelaçaient pour façonner les mouvements circulatoires paysans, mais pas seulement. A ceux-ci viennent s'ajouter des éléments « méso » (Fitzgerald, 2015), liés aux réseaux interpersonnels et au capital social. La section suivante aborde en ce sens les pratiques d'incorporation des travailleurs mobiles andins au sein du monde minier amazonien, et ce, à l'aune de la théorie des réseaux (Boyd, 1989 ; Massey, 1990).

2.2. Conditions d'accès aux campements miniers : du recrutement au voyage

Commençons par distinguer cette génération des deux premières sur le plan du recrutement et du voyage. Quelles sont les modalités d'accès et d'incorporation au sein des campements miniers de la période 2005-2017 ? Quelles sont à l'époque les diverses stratégies déployées en termes de recrutement minier et de promesses formulées ? Quel type de relations contractuelles observe-t-on entre circulants et patrons miniers ? Quelles sont les conditions du voyage et les routes empruntées ? Voici les quatre questionnements principaux retenus dans cette section.

2.2.1. Une diversification dans les modes d'accès et le recrutement minier

Au cours de la période 2005-2017, les stratégies de recrutement déployées par les micro-entrepreneurs miniers installés à Madre de Dios se diversifient considérablement par rapport à la période antérieure[223], sous l'influence de deux facteurs fondamentaux : d'une part, le développement des technologies de l'information et de la communication qui accroissent l'usage du téléphone portable et des réseaux sociaux au sein des zones rurales, et d'autre part, l'apparition des secteurs miniers illégaux qui font ressurgir la pratique traditionnelle de l'*enganche*.

Pour cette troisième génération de circulants, nous identifions en effet – au travers de notre travail qualitatif et quantitatif –, quatre modalités d'accès différenciées aux campements miniers ; tout d'abord, un recours aux réseaux de parenté, d'amitié et de compérage, qui continuent à dominer le paysage minier, se renforçant par rapport à la période 1989-2004 ; deuxièmement, les voyages en solitaire, facilités par l'usage du téléphone portable et les offres d'emploi placardées dans toutes les villes minières amazoniennes ; troisièmement, l'importance croissante des réseaux sociaux (facebook, whatsapp) ; et enfin, le système de l'*enganche*, qui est réactivé et privilégié par certains patrons miniers installés dans les zones d'extraction déclarées comme illégales à Madre de Dios (*La Pampa* et *Huacamayo*).

Tableau 36. Modalités d'accès aux campements miniers – Génération 3.

Modalités d'accès	Effectifs	Pourcentage
Liens de parenté, d'amitié et de compérage	63	71,58%
En solitaire	22	25%
Réseaux sociaux	1	1,14%
Enganche	1	1,14%
Non-réponse	1	1,14%
Total	**88**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Premièrement, alors que les réseaux de parenté, d'amitié et de compérage concernaient 58,93% des voyages amazoniens de la période 1989-2004, entre 2005 et 2017, ceux-ci expliquent près de trois quarts des circulations (71,58%). Ces résultats vont dans le sens des travaux traitant la thématique des réseaux migratoires, qui soutiennent la persistance des flux de mobilité (voire leur renforcement) à travers le temps. En effet, comme le note le texte de Monica Boyd (1989), qui fut l'un des premiers et des plus marquants en termes de littérature sur les réseaux, « une fois amorcés, les flux migratoires deviennent souvent autonomes, témoignant de la mise en place de réseaux d'information, d'assistance et d'obligations qui se développent entre les migrants de la société d'accueil, d'une part, et les amis et membres de la famille dans la région d'origine, d'autre part » (p. 280). La décision de migrer est ainsi, selon cette auteure, non seulement influencée par les facteurs structurels et individuels, mais également par l'existence de réseaux sociaux, ces derniers « fournissant des ressources sous la forme d'informations et d'assistance. Une fois ces réseaux établis, ils soutiennent et encouragent le développement d'autres migrations. Ils expliquent ainsi la persistance des migrations longtemps après que des changements soient intervenus dans les causes structurelles de départ » (Boyd, 1989 : 284).

A Ocongate, cette logique de réseaux permet un échange continu d'informations – entre circulants et candidats au départ – à propos des zones minières et des emplois disponibles –, ce qui contribue

[223] La période 1989-2004 était caractérisée, rappelons-le, par seulement deux stratégies dominantes d'accès aux campements miniers : (1) le recours aux liens de parenté, d'amitié et de compérage, ainsi que (2) les voyages en solitaire.

à la persistance des flux circulatoires entre les deux régions. Les travailleurs circulants s'échangent en effet les coordonnées de micro-entrepreneurs miniers, ou encore, s'informent mutuellement sur les variations du prix de l'or, des renseignements qui encouragent la continuité des mouvements de mobilité Andes-Amazonie et l'insertion rapide des travailleurs sur le marché du travail minier. En ce sens, Elias, patron minier de troisième génération, relate :

> « Si un trabajador quiere irse ya, entonces él está comunicando a otra persona, a un paisano, a un amigo, o a un miembro de su familia, a ver si él puede venir, si tiene tiempo o no. Todo eso vamos coordinando por teléfono [...] Y el obrero que va a salir para ese día deja disponible el trabajo, así puede entrar su paisano » (Entretien avec Elias, micro-entrepreneur minier, originaire du district de Túpac Amaru, département de Cusco, réalisé dans son campement minier, communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Ainsi, la rotation de personnel et le recrutement se font – au sein du campement d'Elias – grâce aux échanges d'informations entre ses travailleurs et leurs *paisanos*, ceux-ci mobilisant leur réseau de connaissances pour être remplacés au sein du campement.

De fait, parmi notre troisième génération, plusieurs circulants nous ont expliqué avoir travaillé pour la première fois à Madre de Dios par l'intermédiaire d'une connaissance, un ami, un parrain, ou encore un membre de leur famille, de leur parenté ou de leur communauté. Marcelo a effectué sa première circulation sous l'égide de son parrain, pour Sebastian, Pablo, Juvenal, Cristian et Alberto, il s'agit respectivement d'un frère, un ami, un cousin, un *paisano* de sa communauté, et enfin, un oncle.

Comme au temps de notre seconde génération, cette stratégie de recrutement via les réseaux de connaissances est privilégiée par les actuels patrons miniers afin de réduire les risques (de vols de matériel, agressions, faible rentabilité au travail, etc.) au sein de leur campement :

> « En mi campamento, mayormente entre amigos se jalan. Se intercambian mi número de teléfono, ellos se contactan conmigo, de afuera… uf cantidad por teléfono. Me dan su nombre completo, de dónde vienen, son conocidos de mis trabajadores [...] Otros peones son malos, ¡con el fenómeno de La Pampa, peor todavía! Entonces a veces roban a los dueños, de eso se aseguran los dueños también, mayormente los dueños quieren ahora coger gente conocida » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Avec le développement des zones d'extraction illégale telles que *La Pampa*, Madre de Dios n'est plus un département très sécurisant. Celui-ci compte « de plus en plus de délinquance, de bandes criminelles, de fugitifs, qui sont sortis de prison ou se sont échappés, et qui peuvent travailler sans impunité dans la jungle, comme illégaux » (Entretien avec Carla, commerçante originaire de Juliaca, Puno, réalisé dans la Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017). C'est aussi en partie pour cela que les patrons miniers des zones informelles (corridor minier) font davantage appel à des travailleurs connus de leur réseau.

Deuxièmement, l'accès aux campements miniers amazoniens peut également être une aventure réalisée en solitaire, sans contact préalable ni échange d'informations. Un quart des circulants de troisième génération part d'Ocongate sans aucune coordonnée de patrons miniers ni garantie de travail, cherchant un poste une fois arrivé en Amazonie. Comme pour notre génération antérieure, ces voyages réalisés en solitaire et sans contact préalable concernent le plus souvent des circulants expérimentés, ayant déjà une ou plusieurs mobilités minières à leur actif.

C’est le cas de Cristian, qui prend systématiquement seul la direction de Puerto Maldonado pour y trouver du travail :

> « Yo nunca llamo antes de ir a trabajar a la selva, porque… siempre hay trabajo. Llegando a Puerto, hay un local, se llama ‘el chino’, dónde los mineros ponen avisos [de trabajo]. La última vez, allí en Puerto estuve averiguando trabajo, estuve buscando y me encontré con una señora [minera] que necesitaba personales, hablamos y me fui con ella [...] Ella siempre pone avisos en ‘el chino’ » (Entretien avec Cristian, paysan de la communauté d’Accocunca, Ocongate, 2016).

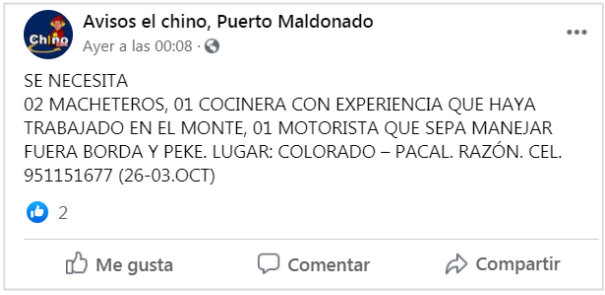
Timoteo, actuel patron minier, procède de la même façon. Celui-ci se rend en personne devant ce local commercial appelé *El Chino* – haut lieu de contact entre patron et ouvriers mobiles – y recrute ses ouvriers. Parfois, celui-ci laisse également une offre d’emploi écrite au responsable du local : « Cuando necesito personal, pongo un aviso y ellos me llaman » (Entretien avec Timoteo, originaire de Canchis, Sicuani, Cusco, réalisé dans son campement minier, zone minière de Tres Islas, Madre de Dios, 2017).

Troisièmement, pour de plus en plus de jeunes mobiles interrogés qualitativement (et correspondant principalement à notre première tranche d’âge circulante : 11-18 ans), les réseaux sociaux tels que Facebook et Whatsapp jouent un rôle grandissant dans leurs stratégies d’accès aux campements. Depuis quelques années, la couverture internet s’étend à plusieurs communautés rurales du district, l’usage du téléphone portable y étant de plus en plus fréquent chez les jeunes. Ayant conscience de ces avancées, les micro-entrepreneurs miniers commencent – dès 2015 – à recruter via les réseaux sociaux, en y publiant des offres d’emploi attractives. Comme Pablo nous l’explique:

> « Hay ofertas de empleo, pues. Avisos de trabajo en el Facebook, o por whatsapp. Allí [los mineros] ponen aviso : ‘buscamos un trabajador’, llamas y ya está. Al toque tienes el trabajo. Si entras al internet ahorita, llamas y al día siguiente ya estas yendo » (Entretien avec Pablo, jeune de la communauté de Mallma, Ocongate, 2017).

En parcourant la page Facebook du local commercial *El Chino* basé à Puerto Maldonado, nous constatons effectivement que celui-ci ne propose plus seulement des annonces papier au sein de son local situé en Amazonie, mais dispose également d’une page web relayant les diverses offres proposées par les patrons miniers de Madre de Dios, ainsi que leurs coordonnées téléphoniques.

Figure 40. Illustration d’une offre d’emploi diffusée sur la page Facebook du El Chino (2020).



Source : Facebook (2020).

En ce sens, les réseaux sociaux tels que Facebook et Whatsapp – qui ne couvrent aujourd’hui, dans notre échantillon quantitatif, que 1,14% du recrutement minier depuis Ocongate – devraient gagner en importance dans les années à venir, au fur et à mesure de l’étendue du réseau internet et de l’utilisation du téléphone portable dans les zones rurales du district.

Enfin, et dans un quatrième temps, la pratique traditionnelle de l'*enganche* comme méthode de recrutement semble refaire son apparition dès la fin des années 2000, et ce, au sein des zones illégales de *La Pampa* et *Huacamayo*. Alors qu'à Ocongate, cette pratique n'est pas particulièrement répandue (certainement en raison de sa proximité avec Madre de Dios – seul un circulant de troisième génération l'a mentionné dans l'enquête), pour certains travailleurs mobiles issus d'autres départements du pays (bien plus éloignés de Madre de Dios), cette pratique semble connaître un renouveau. Illustrons cela avec le parcours d'Alejandro.

Celui-ci est originaire de Pucallpa, dans le département amazonien d'Ucayali, et travaille depuis 2015 dans l'activité minière de Madre de Dios. Nous le rencontrons en 2017 dans un campement informel du secteur minier de Diamante (corridor minier). Celui-ci a commencé par travailler pour un mineur illégal à *La Pampa*, ayant été recruté sur son lieu d'origine par un *enganchador* :

> « Es que… Vine por mediante de un señor, él me trajo de Pucallpa. En Pucallpa, estaba trabajando y él me trajo: 'vamos', y yo: 'si, vamos pues'. Venía solamente por dos meses, así no más… y me quedé hasta hoy [...] [El señor] me dijo que acá en Madre de Dios había trabajo, había que ir, se sacaba oro. Por allí [en Pucallpa], más que todo, el jornal de trabajo es más o menos 20 soles… acá se podía ganar más, mucho más. Me trajo a La Pampa y allí trabajé duro unos meses para un minero ilegal » (Entretien avec Alejandro, originaire de Pucallpa (Ucayali), réalisé dans le campement minier, zone minière informelle de Diamante, Madre de Dios, 2017

Ainsi, les promesses formulées lors du recrutement minier au cours de la période 1970-1988 (et décrites dans notre premier chapitre) trouvent leur exacte reproduction dans les zones d'extraction illégales de *La Pampa* au cours des années 2010, qui comptent aujourd'hui de plus en plus d'hommes et de femmes recrutés au travers de la pratique de l'*enganche*.

2.2.2. Le voyage : une expérience courte et sécurisante, pour des mobilités minières aux temporalités plus rapprochées

Après avoir abordé le recrutement et l'accès aux campements, penchons-nous – comme pour les deux générations antérieures – sur la pratique effective et affective de l'espace parcouru (De Tapia, 1996), qui englobe les divers sentiments suscités par le trajet amazonien, les modalités pratiques du déplacement, ainsi que les divers moyens de transport empruntés.

A partir de la fin des années 2010 et la construction de l'Interocéanique, les conditions de voyage observées entre Ocongate et Madre de Dios se transforment radicalement. Le nouveau tronçon asphalté permet en effet d'articuler les deux régions en réduisant les temps de voyage et en améliorant la fluidité du trafic ainsi que le confort des passagers. Ce qui était auparavant un long voyage de plusieurs jours, effectué à bord de camions commerciaux et dans des conditions dangereuses, se transforme dès 2009 en un trajet de seulement huit ou neuf heures, réalisé à bord de bus interprovinciaux ou de véhicules privés partagés tels que les *colectivos*[224] :

> « Antes, de Ocongate a Madre de Dios era como cuatro o cinco días en camión y la carretera era terrible. Ahora, viajamos solo ocho o nueve horas hasta Puerto y podemos ir en auto, colectivos o buses. Hay movilidad todos los días y obviamente es mucho más fácil, accesible y barato desplazarse. Es un cambio radical » (Entretien avec Nestor, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

[224] Dans les zones rurales d'Ocongate, les *colectivos* sont des taxis partagés par plusieurs personnes.

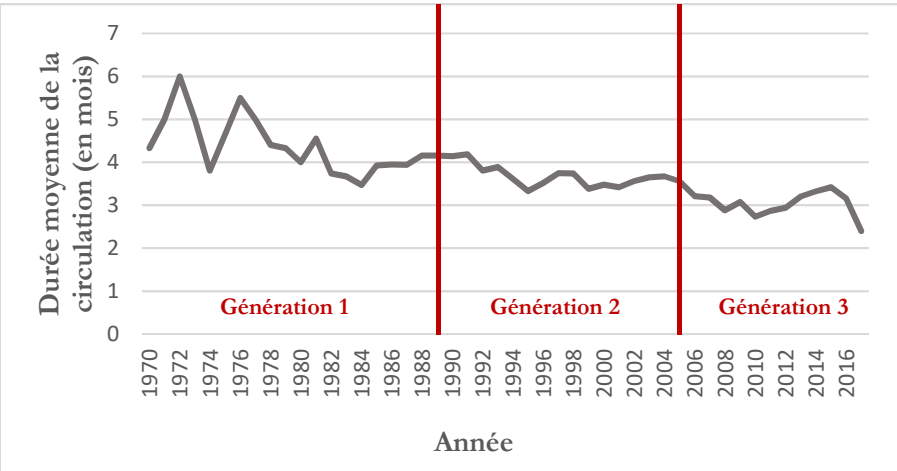
La nouvelle voie asphaltée permet en effet que de nouvelles compagnies de transport public ou micro-entreprises familiales locales voient le jour à Ocongate, offrant un service de transport compétitif et économiquement plus avantageux. Il existe en effet aujourd'hui une quinzaine de compagnies de bus qui effectuent l'aller-retour entre ce district andin et les zones minières voisines, tout comme des dizaines d'hommes originaires du district convertis au transport de passagers entre les deux régions. C'est le cas de Sixto – originaire de la communauté de Mallma – qui en 2012 a investi dans l'achat d'un véhicule break, qu'il a transformé en *colectivo*, effectuant dès lors plusieurs fois par semaine l'aller-retour entre son district et Puerto Maldonado.

Dès 2009, l'Interocéanique réduit donc non seulement les temps de transfert vers les zones minières mais également les coûts du voyage amazonien, tout en accroissant le confort des passagers et leur sécurité. Contrairement aux deux générations antérieures, notre troisième cohorte n'évoque, avec nous, aucune difficulté psychologique ou physique liée au trajet. Au contraire, ceux-ci associent leurs voyages à des sentiments et des expériences particulièrement positifs, liés à l'asphaltage du corridor emprunté et la réduction des temps de transfert.

Ce qui est en outre intéressant de relever, c'est que la récente multiplication de l'offre de transport – conjuguée à une relative baisse des prix et des temps de trajet –, influence les temporalités des parcours circulatoires de troisième génération. En effet, cette troisième cohorte envisage désormais ses parcours de manière plus flexible, incluant des stratégies croissantes de va-et-vient aux temporalités plus rapprochées.

Grâce aux améliorations routières, nos circulants de troisième génération réalisent davantage d'allers et venues entre Ocongate et l'Amazonie, pour une durée de présence dans les campements qui tend à baisser par rapport aux générations antérieures. Nous observons en effet, à travers notre enquête quantitative et parmi les circulations minières effectuées entre 2005 et 2017, une durée moyenne de présence dans les campements en légère diminution, pour des allers et retours relativement plus fréquents entre les deux pôles.

Figure 41. Durée moyenne des circulations de la période 1970-2017 – Générations 1, 2 et 3.



Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

Venant confirmer les résultats quantitatifs produits ci-dessus, Mauricio nous explique en effet que: « con la pista, menos tiempo nos quedamos [en los campamentos]. Los carros muy rápido llegan de Puerto a Ocongate, cerquita es » (Entretien avec Mauricio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). Certains séjours de travail amazoniens de troisième génération se

réduisent même parfois à seulement quelques jours, comme c'est le cas des circulations de Juvenal :

> « Este año [2017] he ido de marzo a junio. Al toque me regresaba, después al toque también me iba de acá, descansando 15 días después, voy también a trabajar. Ya no es como antes, como ahora también llegamos rápido. Ahora con esta transoceánica, cerca es pues [...] Antes me quedaba más tiempo en la selva » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Juvenal effectue en ce sens des circulations minières d'une quinzaine de jours, alternant avec des périodes tout aussi courtes de retour à Ocongate. Quantitativement, nous observons en effet qu'au cours de la période 2005-2017, la durée minimale de présence à Madre de Dios est de quinze jours, et la durée maximale de 12 mois, les circulations totales de cette période se distribuant comme suit.

Tableau 37. Distribution de la durée des circulations individuelles – Générations 1, 2, 3.

Durée de la circulation	Effectifs Génération 1	Pourcentage Génération 1	Effectifs Génération 2	Pourcentage Génération 2	Effectifs Génération 1	Pourcentage Génération 1
15 jours à 2 mois	0	0%	69	17,51%	219	34,71%
3 mois	111	51,2%	228	57,87%	285	45,17%
Entre 4 et 6 mois	80	36,8%	66	16,75%	114	18,07%
> 6 mois	26	12%	31	7,87%	13	2,05%
Total	**217**	**100%**	**394**	**100%**	**631**	**100%**

Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

A la lecture de ce tableau, trois éléments peuvent être épinglés. Tout d'abord, notons que la part des circulations de courte durée (quinze jours à deux mois) s'accroît par rapport aux générations antérieures, passant de 17,51% pour la période 1989-2004 à 34,71% entre 2005 et 2017. Ceci signifie que notre troisième génération de circulants tend à raccourcir ses séjours de travail en Amazonie, venant confirmer le phénomène de circulation minière aux temporalités de plus en plus courtes et rapprochées décrit précédemment. Deuxièmement, les mobilités d'une durée de trois mois restent prépondérantes (45,17%), le poids des circulations étudiantes lors des trois mois de vacances influençant cette statistique à la hausse. Enfin, le nombre total de circulations de troisième génération (631) dénote avec celui des générations 1 et 2 (comptabilisant, respectivement, seulement 217 et 394 circulations), prouvant à nouveau – pour la période 2005-2017 – des mouvements de va-et-vient courts et répétés entre les deux pôles.

Ainsi, et pour conclure cette section, nous pouvons donc dire qu'en termes de recrutement minier, la logique de réseaux se renforce au cours de la période 2005-2017, tout en voyant se déployer de nouvelles pratiques d'accès aux campements (au travers des réseaux sociaux, tels que Facebook et Whatsapp) ainsi que ressurgir d'anciennes stratégies telles que l'*enganche*. Si les modes d'accès se diversifient, les conditions du voyage sont, elles, unanimes : celui-ci est désormais, grâce à l'Interocéanique, peu coûteux, confortable et sécurisant, ce qui pousse nombre de circulants de troisième génération à effectuer des mobilités aux temporalités nettement plus rapprochées.

2.3. De l'exploitation informelles aux pratiques d'extraction illégales : une complexification dans les régimes de production et de travail

Nous venons d'aborder l'accès, le recrutement et le voyage, penchons-nous désormais sur les régimes de production et de travail au sein du monde minier des années 2005-2017. Une fois arrivés dans les campements miniers amazoniens, à quel type de travail nos circulants de troisième génération sont-ils soumis ? Sous quelles conditions ? Et pour quels traits distinctifs en termes de régime de travail ?

A Madre de Dios, la période 2005-2017 s'accompagne – nous l'avons vu – de profondes dynamiques de changement, caractérisées par l'apparition de zones d'exploitation aurifère illégales au sein de réserves naturelles et leur zone tampon, qui viennent complexifier le scénario social du département, tout en transformant inévitablement les conditions ouvrières d'incorporation et de travail au sein des campements. A partir de 2009, les zones d'exploitation informelle (corridor minier) et les zones d'exploitation illégale (*La Pampa*, Réserve Nationale Tambopata, etc.) se distinguent sur le plan productif et social, présentant toutes deux des caractéristiques différenciées en termes de technologie d'extraction employée, de régime de travail, de relations contractuelles, et de pyramide d'acteurs.

Partant de ce constat, nous appréhendons dans cette partie les diverses conditions ouvrières d'incorporation et de travail à la lumière de cette distinction informelle/illégale, en étudiant d'une part le régime ouvrier en zone informelle d'exploitation, et d'autre part, son corollaire en zone d'extraction illégale.

2.3.1. Le régime de travail ouvrier en zones d'extraction informelles : une reproduction des logiques antérieures, pour des conditions néanmoins plus avantageuses

Au sein des zones d'extraction informelles[225], les trois régimes de travail différenciés et les pyramide d'acteurs que nous avons décrits dans le chapitre antérieur (artisanal, semi-mécanisé, mécanisé) se maintiennent en l'état au cours de la période 2005-2017. Nos circulants de troisième génération continuent à s'insérer dans le monde minier amazonien comme machinistes, *huaychuleros*, défricheurs, transporteurs d'essence ou cuisinières, présentant les mêmes régimes de travail (en termes d'horaire et de contrats) que ceux décrits pour la seconde génération, avec néanmoins deux différences fondamentales apparaissant : (1) sur le plan productif (technologie employée) et (2) salarial.

(1) Tout d'abord, entre 2005 et 2017, aux zones de *selva baja* continuent de correspondre l'activité semi-mécanisée, qui présente toutefois des changements productifs et technologiques de taille par rapport à la période antérieure : la quasi disparition de la technique appelée *chupadera* et son remplacement par une technologie extractive nouvelle : la *traca*, capable de creuser plus profond (jusqu'à 25 mètres).

En *selva baja*, la *traca* apparaît vers 2010, de nouveau sous l'influence d'orpailleurs voisins brésiliens venus travailler à Madre de Dios : « poco a poco ya viene la traca, 2010, 2011 [...] Los

[225] C'est-à-dire au sein du corridor minier où les patrons miniers ont le statut de « mineurs informels », ayant entamé – contrairement aux micro-entrepreneurs miniers illégaux – un processus de formalisation, dans une zone apte à l'activité minière (à savoir, au sein du corridor minier) et auprès de l'autorité compétente, mais n'ayant pas finalisé l'ensemble des étapes conduisant au statut de « mineur formalisé ».

brasileros nos enseñan a transformar la caranchera en traca » (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017). Pour quelques 20 000 soles[226], de nombreux micro-entrepreneurs miniers transforment ainsi – au début des années 2010 – leur *caranchera* en *traca*, un changement qui leur permet de creuser plus profond[227] et donc, extraire davantage.

En termes de conditions de travail, la technique de la *traca* implique, pour les ouvriers, une équipe de quatre machinistes, partagé en deux shifts de deux hommes qui se relaient par tranche de 12 ou 24 heures :

> « En la traca, por pareja se trabaja, cada 12 o 24 horas. Pero no trabajamos las 12 o 24 horas, sino que trabaja uno, no más. O sea, la pareja, las dos personas que trabajan este mismo día, una persona trabaja cada 5 horas [...] Ahora, él que trabaja está sentado no más, con la manilla levanta, baja la manguera adentro del agua, levanta, baja, tiene que calcular. Ya no nos metemos al agua. Y el compañero está echado al costadito, durmiendo o escuchando música » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Un *turno* de douze ou 24 heures implique ainsi un travail réalisé par deux machinistes, qui alternent chacun cinq heures de travail. Les deux travailleurs se trouvent ensemble sur la plateforme de travail lors de leur *turno*, néanmoins, seul un machiniste est aux commandes pendant cinq heures, l'autre se reposant à ses côtés (prêt à aider en cas d'incident).

Figure 42. *Illustration du travail de* traca*, réalisé par deux (machiniste aux commandes à droite, machiniste au repos, à gauche).*



Photographie : par l'auteure (2017).

Aussi, contrairement aux autres techniques d'extraction décrites dans le chapitre précédent (*caranchera*, *chupadera*), le machiniste aux commandes est hors de l'eau et assis, dirigeant mécaniquement le tuyau dans les profondeurs du bassin.

Face à ces nouvelles conditions de travail, Ignacio considère que le travail minier est aujourd'hui bien plus « tranquille » et facile qu'avant : « antes se trabajaba con pura agua, bañándose; ahora que ya se ha cambiado con la traca, tranquilo es. Ya no demanda mucho esfuerzo » (Entretien avec Ignacio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). D'autres circulants de troisième génération – tel que Fidel – contemplent également cette avancée technologique en

[226] Approximativement 4 800 euros.
[227] De 6 ou 7 mètres de profondeur en moyenne avec la *caranchera*, la *traca* permet de descendre jusqu'à – en moyenne – 10 mètres de profondeur, les machines les plus puissantes pouvant creuser et extraire jusqu'à 25 mètres.

termes de minimisation de risques : « la tecnología se va mejorando poco a poco y la traca va minimizándose automáticamente los riesgos » (Entretien avec Fidel, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

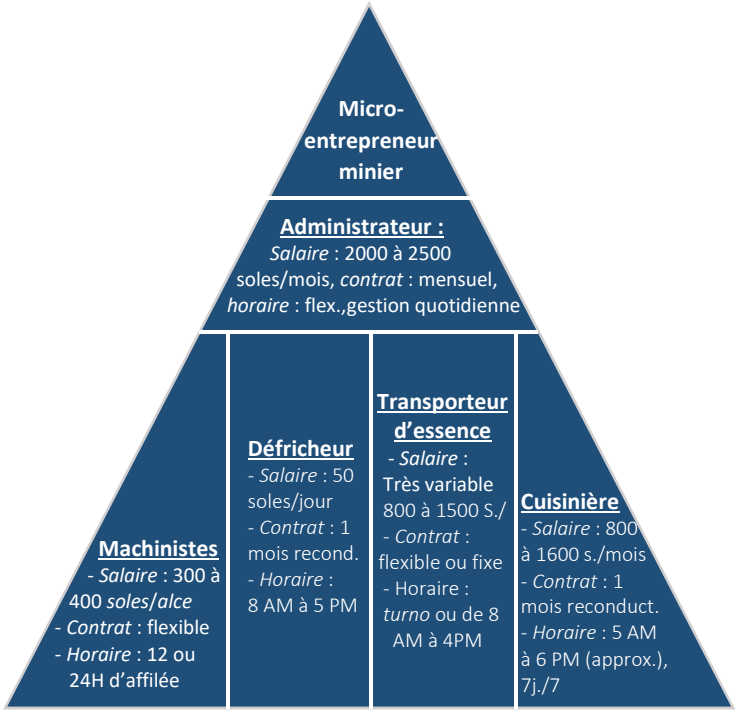
Ainsi, les zones de *selva baja*[228] à l'activité semi-mécanisée se caractérisent – au cours de la période 2005-2017 – par un travail de *caranchera* et de *traca*, cette deuxième méthode étant de plus en plus diffusée dans les campements. En termes de régime de travail (horaire, salaire, shift par *turno*, etc.), le régime des *traqueros*[229] est similaire à celui des machinistes de seconde génération, à cette exception près que le travail implique, selon nos circulants de troisième génération, moins de pénibilité physique et de risques, pour des gains qui sont en outre plus élevés.

(2) A Madre de Dios, la période 2005-2017 se caractérise par des salaires ouvriers bien plus élevés que la période antérieure (1989-2004). Ce phénomène s'explique, d'une part, par l'augmentation du prix de l'or sur les marchés internationaux – qui tire les salaires miniers vers le haut –, et d'autre part, par l'amélioration des techniques d'extraction qui permettent d'extraire davantage, les gains plus élevés du patronat minier se répercutant alors positivement sur les conditions salariales ouvrières : « los diferentes métodos de trabajo que hemos empleado nos ha arrojado también el sueldo, lo que se repercutió en la condición de los trabajadores : mejor alimentación, mejor trato, todo ha mejorado gracias a las nuevas tecnologías de trabajo que hemos empleado » (Entretien avec William, patron minier, originaire d'Abancay, Apurímac, réalisé à Puerto Maldonado, Madre de Dios, 2017).

Les deux figures ci-dessous illustrent les montants salariaux actuels (2017) consentis par le patronat minier pour chaque poste à pourvoir dans les campements, en les distinguant – comme nous l'avions fait pour le chapitre antérieur – sur base de leur pyramide d'acteurs (semi-mécanisée/mécanisée). Chaque poste spécifie en outre deux autres dimensions du régime de travail : type de contrat et horaire de travail.

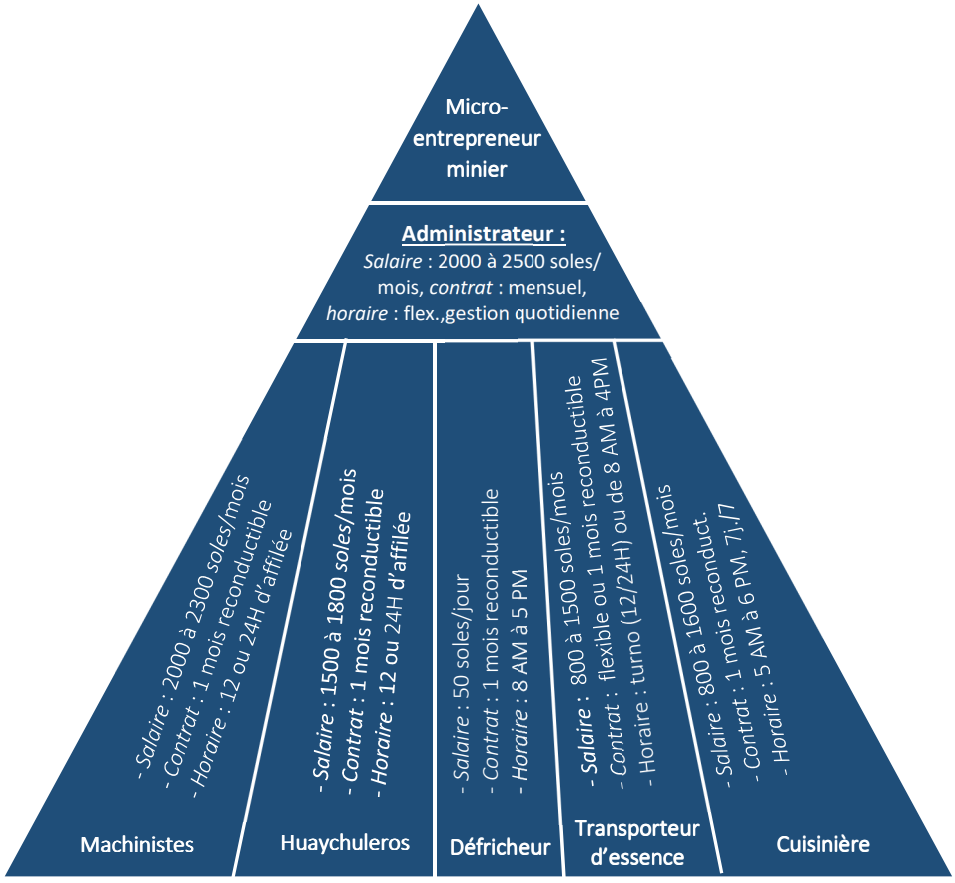
[228] En ce qui concerne les zones de *selva alta* (activité mécanisée), aucun changement technologique n'apparaît au cours de la période 2005-2017, l'orpaillage présentant les exactes mêmes caractéristiques et régimes de travail qu'entre 1989 et 2004.
[229] C'est comme cela que, dans le monde minier de Madre de Dios, les machinistes de *traca* sont appelés.

Figure 43. Pyramide d'acteurs – Campements à l'activité semi-mécanisée (*selva baja*).



Elaboration : par l'auteure.

Figure 44. Pyramide d'acteurs – Campements à l'activité mécanisée (*selva alta*).



Elaboration : par l'auteure.

A la lumière de ces deux figures, trois éléments méritent d'être soulignés.

(1) Premièrement, l'ensemble des salaires miniers de la période 2005-2017 présentent des montants largement supérieurs à la courbe moyenne des salaires régionaux (voire nationaux), tous secteurs confondus. L'activité aurifère à petite échelle du département de Madre de Dios a en effet la réputation – à travers tout le pays – de proposer des salaires particulièrement élevés, ce qui pousse de nombreux travailleurs mobiles à prendre la route de l'Amazonie sud-orientale. Fernando, originaire de Pucallpa (département amazonien d'Ucayali, situé au nord du pays), s'est par exemple dirigé en 2014 vers Madre de Dios car :

> « Hace años he escuchado: 'allí hay trabajo, hay que ir, se saca oro. Toditos tienen trabajo'. Por allí [en Pucallpa], más que todo, el jornal de trabajo es más o menos 20 soles… acá ganamos más: 50 soles » (Entretien avec Fernando, machiniste originaire de Pucallpa, Ucayali, interviewé dans un campement minier du secteur Diamante, Madre de Dios, 2017).

Pour une journée de travail réalisée à Pucallpa, Fernando gagne seulement 20 *soles* sur sa terre natale, ce qui représente 30 *soles* de moins que ce que propose le secteur minier de Madre de Dios. Les salaires offerts en Amazonie représentent donc un important facteur d'attraction pour les populations circulantes, qui – dans certains cas extrêmes – peuvent même quitter des emplois formels dans le privé[230] pour basculer dans l'informalité du secteur minier.

(2) Deuxièmement, les postes de machinistes sont les plus rémunérateurs parmi tous les postes miniers, particulièrement dans les zones à l'activité semi-mécanisée (*selva baja*), où ceux-ci sont payés au pourcentage des quantités extraites. Les *cenajeros*[231] peuvent en effet gagner jusqu'à 300 ou 400 soles[232] par *alce*[233], ce qui pour Marcelo est bien plus intéressant pour entrer dans un logique d'accumulation et de réinvestissement :

> « Acá, sabes cómo ahorrar. Somos cenajeros [payés au pourcentage], ganamos un 25% de lo que se saca, y cuando hay oro, sales con 400, 300 en la mañana » (Entretien avec Marcelo, machiniste originaire d'Iquitos, Loreto, interviewé dans un campement minier de la communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Marcelo sort ainsi parfois de son *shift* de 24 heures avec 300 à 400 *soles* en poche. Néanmoins, il est important de préciser que ce gain n'est pas toujours pareil et fixe. Le statut de machiniste *cenajero* représente en effet un risque, car certains jours, la production aurifère peut baisser, ce qui entraine une rémunération plus faible. C'est en ce sens que certains machinistes préfèrent l'activité mécanisée de la *selva alta*, où ceux-ci gagnent un salaire mensuel fixe, négocié à l'avance, et équivalant à 2000-2300 soles (selon leur pouvoir de négociation et leur expérience).

(3) Enfin, au sein des campements de la période 2005-2017, la hiérarchie sociale interne fondée sur l'expérience et les habiletés individuelles que nous avions identifiée pour notre seconde génération se maintient. Les postes occupés par les plus jeunes (souvent adolescents, moins expérimentés) demeurent ceux de défricheur et de *huaychulero*, oscillant entre 1500 et 1800 soles mensuels. En ce qui concerne les postes de machinistes, ceux-ci sont mieux rémunérés (approximativement 300 à 400 soles par *alce* en *selva baja*, ou 2000 à 2300 soles par mois en

[230] A titre de comparaison, le salaire minimum sur le marché du travail privé péruvien était de 850 soles par mois en 2017 et 930 soles mensuels en 2018 (Décret Suprême 004-2018-TR).
[231] Travailleurs payés au pourcentage, en français.
[232] 70 à 95 euros.
[233] Pour rappel, un *alce*, dans le vocabulaire minier, correspond à la quantité d'or extraite au cours d'un *turno*, par une équipe de deux machinistes qui travaillent 12 ou 24 heures d'affilée.

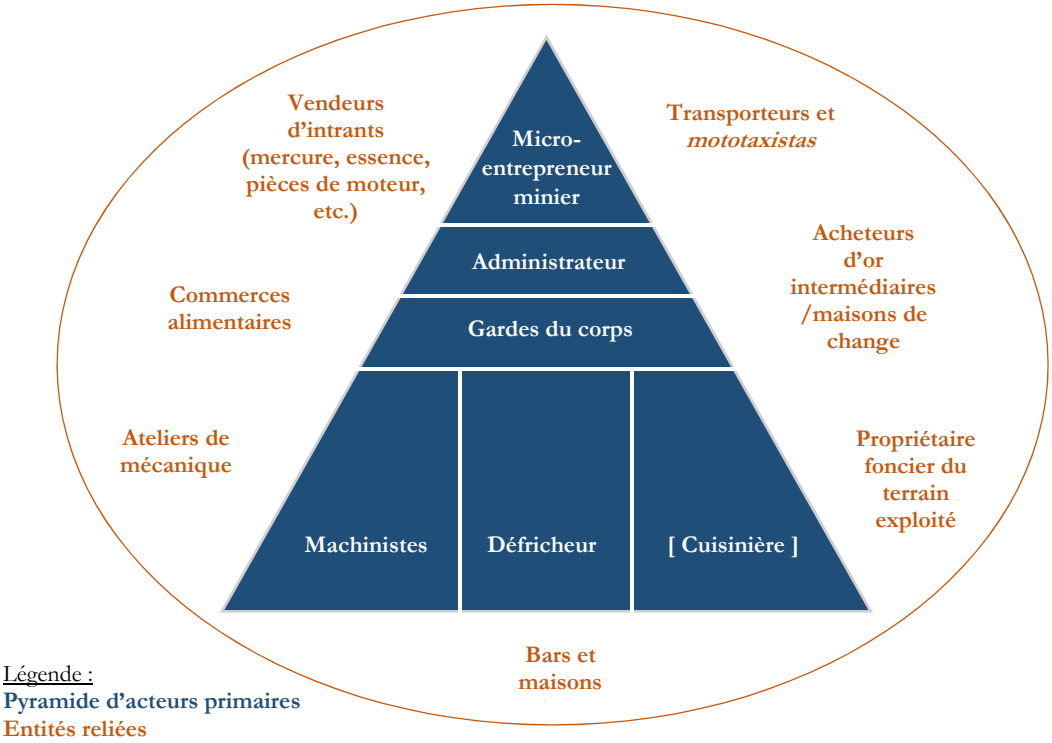
selva alta) et réservés à de jeunes adultes, comptant déjà plusieurs expériences minières à leur actif.

Considérant les divers élements présentés dans cette section, nous concluons donc, pour nos circulants de troisième génération, à une reproduction du régime et des conditions de travail antérieures (*shifts* éreintantes de 12 ou 24 heures, équipes de deux, pyramides d'acteurs identiques, etc.), et ceci, à toutefois deux exceptions près. D'une part, ceux-ci travaillent – grâce à la mécanisation du système de *traca* – dans des conditions moins pénibles et précaires, et d'autre part, accèdent désormais à un traitement salarial très avantageux et attractif. Nous avons ainsi affaire, pour cette troisième génération de circulants, à une amélioration particulièrement bienvenue du régime et des conditions de travail, qui se traduit par d'importants taux d'épargne et de réinvestissement sur les lieux d'origine (nous y reviendrons).

2.3.2. Le régime de travail ouvrier en zones d'extraction illégales : une pyramide d'acteurs différenciée, pour une dangerosité et une rémunération accrues

Au sein des zones d'extraction illégales (telles que *La Pampa* ou la Réserve Nationale Tambopata), la pyramide d'acteurs des campements miniers varie quelque peu, tout comme les conditions ouvrières d'incorporation et de travail. Nous avons pu, au travers de nos entretiens qualitatifs, identifier deux types d'acteurs, primaires et secondaires, agissant – au sein des zones d'orpaillage illégales – en étroite collaboration.

Figure 45. Pyramide d'acteurs – Campements illégaux (La Pampa, RNT)[234].



Elaboration : par l'auteure.

[234] A noter que dans les zones d'extraction informelle, le cercle des acteurs secondaires de l'orpailleur est plus ou moins identique, à deux exceptions près : les *mototaxista*s et les propriétaires fonciers n'en font pas partie, et les bars et maisons closes sont moins présents.

Tout d'abord, un premier groupe d'acteurs – situés au cœur de l'organisation minière – se compose du micro-entrepreneur minier illégal, son éventuel administrateur, ses gardes du corps, ainsi que ses machinistes, défricheur et cuisinière, constituant la pyramide des travailleurs « directs » de l'orpaillage, considérés comme indispensables à la production. Ces acteurs « directs » de l'orpaillage entrent en contact avec plusieurs entités reliées, qui indispensables à la pérennité de l'activité minière illégale, se composent des fournisseurs et intervenants directs des orpailleurs : les vendeurs d'intrants miniers (mercure, essence, moteurs, pièces de rechange, etc.), les commerçants alimentaires, les ateliers de mécanique, les acheteurs d'or intermédiaires et maisons de change, le propriétaire foncier du terrain exploité, le groupe des transporteurs et *mototaxistas*, ainsi que les tenanciers de bars et maisons closes.

En ce qui concerne la pyramide des acteurs primaires présents au sein des campements miniers illégaux, nous constatons que celle-ci diffère des campements à l'activité informelle sur quatre dimensions, reflétant des conditions distinctes d'incorporation et de travail pour nos circulants de troisième génération : (1) la présence de gardes du corps, censés assurer la protection et diminuer les risques du travail minier ; (2) des équipes de machinistes payées au pourcentage, pour des montants exorbitants ; (3) l'absence du poste de « transporteur d'essence », remplacé par un acteur du cercle secondaire : les transporteurs et *mototaxistas* ; (4) et enfin, la disparition, dans certains campements illégaux, du poste de cuisinière.

(1) Tout d'abord, nous identifions au sein de ces campements dit « illégaux » la présence de gardes du corps, qui comme nous le spécifiions en début de chapitre, répondent – dès 2014 – à une nécessité croissante de sécurité formulée par les micro-entrepreneurs miniers et leurs travailleurs. A l'époque, face à une circulation monétaire et aurifère accrue en Amazonie, de plus en plus de bandes criminelles originaires de la côte péruvienne s'implantent dans la zone tampon de la Réserve Nationale Tambopata (à *La Pampa*) et y génèrent des patrons de violence inédits au travers de vols, braquages de campement et meurtres quotidiens. Pour se protéger, les micro-entrepreneurs miniers font alors appel à des gardes du corps, ex-paramilitaires, ex-policiers ou ex-détenus formés et entraînés au maniement des armes, censés assurer la sécurité des membres du campement contre les assaillants.

Dès lors, pour nos circulants de troisième génération, ce contexte implique des mobilités et un travail minier réalisé dans des conditions d'extrême insécurité et de dangerosité, qui comme Juvenal nous l'explique, les oblige à être prudents lors de tous leurs déplacements :

> « Allí [La Pampa], adentro es donde no vale la vida, al toque te matan [...] Es peligroso. Adentro tienes que andar 2, 4 pero uno así solo, difícil. Hay muchos delincuentes, mayormente de Lima vienen. De la cárcel escapan, y en Madre de Dios ¿Qué te van a encontrar? » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

De nombreux circulants de troisième génération nous ont en effet informé voyager à plusieurs lorsqu'ils partent travailler à *La Pampa*, car cette zone est selon leurs mots « une zone de non droit où la vie n'a aucune valeur et la mort est le pain de chaque jour » (Entretien avec Nestor, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Il est également important de souligner qu'à ces risques, s'ajoutent les actions d'interdiction dictées par l'Etat, qui à partir de 2011, entraînent le bombardement des campements illégaux, la destruction des équipements, matériaux et machines miniers, ainsi que la détention des micro-entrepreneurs miniers et leurs travailleurs. Pour nos circulants de troisième génération, ces interdictions représentent une source de stress et de danger additionnel :

> « Mi último viaje, había ya intervenciones adentro. Como [los mineros] estaban invadiendo pues, estaban bombardeando. Entonces cada vez veíamos a un helicóptero, nos escondíamos al monte. Porque el sonido de helicóptero significa que iban a bombardear. Nos escondíamos en el monte y después de la intervención, una vez que pasen, ya regresábamos allí » (Entretien avec Ignacio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Comme Ignacio, plusieurs circulants de troisième génération nous racontent avoir échappé à une action d'interdiction alors qu'ils se trouvaient à *La Pampa*. Ce n'est toutefois pas le cas de tous les circulants et migrants d'Ocongate, car certaines interventions ont pu démanteler le business de micro-entrepreneurs miniers originaires d'Ocongate :

> « De Lima siempre han mandado así del gobierno, han venido por helicóptero y metían bombas a cada motor. De mi señora, su hermano también tenía motores adentro. Pero ahora, al fracaso todo, su motor todo han bombardeado. En la Pampa, en allí yo estaba trabajando, con mis cuñados. Pero el día de la interdicción, destruyeron todo » (Entretien avec Mateo, *comunero* de Lauramarca et employé de l'école secondaire communautaire, Ocongate, 2017).

Le beau-frère de Mateo, originaire d'Ocongate mais installé depuis quelques années comme micro-entrepreneur minier à *La Pampa*, a ainsi perdu l'équivalent de milliers de *soles* d'équipements miniers lors d'une action d'interdiction étatique, qui mit définitivement fin à son activité minière en Amazonie et précipita le retour de sa famille à Ocongate.

(2) Si nos circulants de troisième génération acceptent de courir l'ensemble de ces risques en allant travailler à *La Pampa*, c'est que pour eux, « le jeu en vaut la chandelle » (mots de Juvenal). En effet, dans un deuxième temps, notre pyramide d'acteurs au sein des campements illégaux présente des équipes de machinistes qui – comme pour les zones d'extraction informelle – travaillent avec les techniques de la *caranchera*, *chupadera* et *traca*, et sont payés au pourcentage, mais bénéficient d'une rémunération encore plus exorbitante que les 300 à 400 soles par *alce* décrits précédemment pour les zones informelles. En effet, les sols des zones illégales (telles que *La Pampa* ou la Réserve Nationale Tambopata) sont extrêmement riches en or, ce qui génère des salaires exhorbitants qui viennent contrebalancer les divers risques encourus :

> « En La Pampa, sí, ganas muchísimo, bastante oro hay. Trabajas las 24 horas y amaneces con 2500 soles, así. Para cada uno de los trabajadores, 2500 [...] No es igual cada día. Entre 600 y 2500 soles max. sería las 24 horas [...] Para mí, La Pampa es más conveniente porque allí es por porcentaje. En Huepetuhe, lo que hacen es pagarte mensualidades. Son 30 días en Huepetuhe, y solo un día en La Pampa, es la ventaja. Por eso la gente se ha acostumbrado a sacar más e ir a La Pampa, pero es mucho más peligroso » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

En 2014, Juvenal s'est rendu à *La Pampa*, où il gagnait parfois 2500 *soles* pour 24 heures de travail. En ce sens, ce qu'il gagne en un mois dans des zones informelles telles que Huepetuhe, il peut le gagner en un jour de travail à *La Pampa* ; c'est ce qui le pousse à encourir et accepter les divers risques analysés antérieurement.

Juvenal n'est pas le seul parmi notre troisième génération à tenir ce discours. Nestor le rejoint sur ce point en signalant, lui, que :

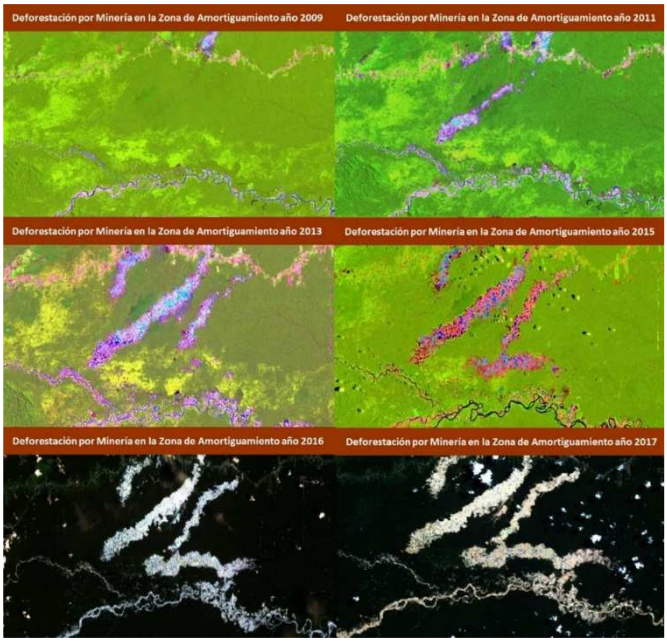
> « Allí, en La Pampa, en 24 horas con porcentajes, puedes amanecer con 1000 soles, 1200 hasta 2000 soles, puedes amanecer. A las 24 horas, y eso, en Huacamayo, Nueva Arequipa, Mega 11. Ahora está más adentro [vers la Réserve Nationale Tambopata], por Mega 12, Mega 14 por ahí [nouveaux secteurs miniers illégaux situés à la frontière avec la RNT] [...] Hay otras zonas informales dónde se paga al porcentaje pero poco, como en Delta 1, Delta 2, también un fijo en Huepetuhe, pero no es

> como eso [en termes de salaire] » (Entretien avec Nestor, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Nestor a en ce sens travaillé dans les zones informelles de Delta 1 et 2, ainsi que Huepetuhe, mais il n'y gagnait pas, dit-il, un aussi bon salaire. C'est pour cette raison qu'il se rend, aujourd'hui, à la frontière nord de la Réserve Nationale Tambopata, dans de nouveaux sites miniers récemment créés (appelés Mega 12, Mega 14, etc.), qui compromettent aujourd'hui la large biodiversité animale et végétale du parc national.

Depuis 2009, l'activité minière s'étend au sein de la zone tampon de la Réserve Nationale Tambopata et la déforestation n'y fait que croître, en touchant – dès 2015 – la réserve elle-même.

Figure 46. Avancée de la déforestation – Secteur La Pampa (2009-2017).



Source : SERNANP, 2017.

(3) Troisièmement, la pyramide d'acteurs du campement illégal ne compte pas de transporteur d'essence comme leur homologue informel, car au sein des zones illégales, le transport de combustible est contrôlé par un groupe de transporteurs et *mototaxistas* (entité reliée), qui se chargent du transport minier intra-zone tampon. Ceux-ci distribuent effectivement les divers ouvriers dans les campements, tout comme les machines, le mercure, le combustible, les pièces détachées, etc. :

> « La Pampa ha cambiado mucho, más antes llegábamos al campamento caminando no más, y ahora en moto. Mas antes tenías que caminar dos horas, tres horas para que llegues al trabajo. Ahora es en moto, al toque, pero las motos están como 40 soles, 30 soles, llevan todo el combustible, los motores, … al campamento también » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Pour ce faire, ce groupe de transporteurs est en contact étroit avec les divers petits commerçants installés le long de l'Interocéanique (ateliers de mécanique, commerces alimentaires, vendeurs d'intrants miniers, etc. que nous avons mentionnés dans la section 1.3.), chez qui ils se fournissent, pour ensuite achalander l'ensemble des campements illégaux de la zone tampon grâce à un réseau de routes secondaires illégalement ouvertes par eux.

Ces transporteurs et *mototaxistas* sont donc aujourd'hui essentiels au maintien (voire développement) de l'activité aurifère illégale à Madre de Dios, agissant comme fournisseurs directs des micro-entrepreneurs miniers. Enfin, ceux-ci permettent également – au sein des nouveaux villages miniers créés dans la zone tampon – l'ouverture de bars et l'extension du commerce charnel. A partir de 2014, de nombreux bars et maisons closes (de fortune) ouvrent leurs portes en pleine Amazonie ; certains étant liés à des réseaux de traite et de trafic de femmes à des fins de prostitution, qui concerneraient plus de 4 000 femmes (SERNANP, 2017).

(4) Enfin, dans certains campements illégaux, la cuisinière ne fait plus partie de la pyramide d'acteurs. Plusieurs circulants de troisième génération interviewés nous ont en effet relaté que, pour certains micro-entrepreneurs miniers, la logique de campement et de « vivre ensemble » le temps de l'extraction n'existe plus :

> « La última vez que estuve [en La Pampa], los dueños ya no responsabilizaban ya, no te daba ya comida así, porque tu tenías que correr con tu alojamiento, con tu comida, si pasaba alguna cosa, ya no era responsable [el dueño] [...] Como nos da nuestro porcentaje… de allí nosotros pagamos eso [comida y alojamiento] [...] Ya no vives en el campamento, estamos en la pista [Interoceánica], alquilamos un cuartito allí. Tú tienes que escoger tu moto, están cobrando 30-40 soles hasta el campamento. Antes vivías en el campamento, ahora ya no » (Entretien avec Nestor, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Lors de la dernière circulation que Nestor effectue à *La Pampa*, les logiques antérieures de prise en charge du logement et de la nourriture par le patron n'existent plus. Celui-ci ne vit effectivement plus au sein du campement mais dans une pension située le long de l'Interocéanique, au sein de laquelle il loue une chambre à la journée. A chaque début de *shift* de travail, celui-ci doit alors solliciter les services d'un *mototaxista*, qui le conduit de sa pension au campement.

Ainsi, certains patrons miniers illégaux décident aujourd'hui de diminuer leurs frais en ne fournissant plus le logement, ni la nourriture à leurs ouvriers. Ne couvrant plus ce type de dépenses, le poste de cuisinière disparaît alors de la pyramide d'acteurs.

Nous constatons en ce sens, au travers de cette section, que le régime et les conditions de travail en zone d'exploitation illégale sont bien plus périlleuses, dangereuses et précaires que leurs homologues informelles, néanmoins, le traitement salarial y est nettement plus attractif, ce qui justifie les divers risques encourus.

Qu'en est-il des rapports de production entre travailleurs mobiles et micro-entrepreneurs miniers en cours de période ? De quelle manière nos circulants de troisième génération définissent-ils leurs rapports à l'employeur ?

2.4. Rapports de production, conditions de vie, informalité et illégalité au sein des campements amazoniens : une complexification croissante

A Madre de Dios, ces dissemblances de fonctionnement interne liées, d'une part à l'activité aurifère informelle, et d'autre part, à l'exploitation minière illégale, produisent inévitablement au cours de la période 2005-2017 des rapports de production différenciés entre patrons miniers et ouvriers mobiles. Le travail qualitatif réalisé auprès de nos circulants de troisième génération révèle des expériences distinctes, tantôt en termes de rapport employeur/employé, tantôt en termes

de traitement (*trato* en espagnol[235]), entre ceux qui partent travailler pour des micro-entrepreneurs miniers informels et ceux qui décident de s'incorporer au monde minier illégal.

Cette section se structure donc autour de cette dissemblance entre zones informelles d'exploitation et zones illégales d'extraction, en analysant pour chacune d'elle les attributs propres des rapports de production développés entre patron et travailleurs mobiles. Poursuivant un objectif secondaire, ces analyses veilleront en outre à mettre ces rapports employeur/employé en dialogue avec le profil du patronat minier de la période 2005-2017.

2.4.1. Le patronat informel : de l'absolue méfiance à la bienveillance

Pour les campements informels situés à l'intérieur du corridor minier, les routines quotidiennes et les expériences de travail qui nous ont été contées en entretien témoignent de rapports de production particulièrement similaires à ceux observés auprès de notre seconde génération de circulants[236], mettant en avant des relations patron/employé pacifiées, non contraignantes et financièrement favorables. Néanmoins, et comme certains circulants de seconde génération le spécifiaient déjà, ceci ne signifie pas que tous les micro-entrepreneurs miniers de la période 2005-2017 se comportent de la même manière.

Partons, pour décrire la relation patron/employé actuelle, du témoignage d'un travailleur de campement interrogé à Madre de Dios :

> « A veces chocamos con dueños malos, entonces, allí ya no vamos pues, porque sabemos que nos va a maltratar ; no físicamente pero con tareas adicionales por ejemplo, o un salario bajo. Si yo regreso [a un campamento], es porque hay buen trato al personal [...] Los malos, a veces no te dejan ni descansar, te dicen: 'anda corre, haz esto, anda corre, haz aquello' porque a veces te desvelas y estas de sueño, al día siguiente quieres descansar y hay dueños que te apuran en algunas cositas, te mandan de aquí para allá. En cambio, en otros campamentos haces tu trabajo, te bañas y descansas pues » (Entretien avec Francisco, machiniste originaire de Lima, interviewé dans un campement minier de la communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Francisco eut parfois affaire à des employeurs peu scrupuleux qui lui donnaient des tâches additionnelles en dehors de ses *shifts* de travail, sans accorder aucune rémunération supplémentaire, l'empêchant de prendre les temps de repos qui lui étaient impartis.

Il transparaît en outre, de son témoignage, que les mauvais traitements physiques n'ont plus – comme au temps de notre première génération – leur place au sein des campements. La violence physique disparaît entièrement des discours de troisième génération, celle-ci laissant néanmoins place – au cours de la période 2005-2017 – à des relations parfois empreintes de méfiance, de suspicions et de tensions.

Nous avons en effet – à plusieurs reprises – été témoin, lors de notre travail qualitatif au sein des campements miniers informels, de la profonde ambivalence existante entre les discours et les pratiques effectives du patronat. C'est-à-dire que lors des entretiens qualitatifs que nous menions auprès d'eux, certains patrons informels s'auto-identifiaient comme de « bons patrons », ayant des relations cordiales avec leurs ouvriers et leur offrant un *trato* particulièrement favorable (car en effet, en termes de salaire, ceux-ci étaient bien rémunérés), néanmoins, dans les faits, nous

[235] Pour rappel, la notion de *trato* (« traitement », en français) recouvre non seulement le comportement du patron envers l'ouvrier, mais également trois autres critères essentiels : le salaire, le logement et la nourriture.
[236] Et plus particulièrement, ceux qui ont voyagé après 1995, lorsque la condition ouvrière s'est améliorée (cfr. chapitre antérieur).

pouvions observer des rapports de production marqués par la suspicion, l'agressivité et la condescendance. Voici ce que nous avons recueilli dans notre cahier de terrain, à l'issue d'une journée passée au sein d'un campement :

> « Lorsque nous arrivons au campement, nous nous asseyons, accompagnés du patron, sous la tente principale [...] Seule la cuisinière est présente, s'activant pour finaliser la préparation du déjeuner. Lorsqu'elle nous voit approcher, celle-ci demande à son patron s'il a amené de la viande comme elle lui avait suggéré quelques jours auparavant. Celui-ci répond que non, seulement des bananes. Elle paraît déçue [...] [Quelques minutes plus tard] Le mineur [patron] demande à Vania (la cuisinière) si elle ne rangerait pas les canettes de lait sur l'étagère, d'une manière qui me semble très agressive et condescendante, sans qu'il n'y ait aucune raison particulière à ce ton. Sans se laisser démonter, celle-ci lui répond sèchement qu'il n'y a plus de place [...] A un moment, le patron s'absente pour voir où en sont ses ouvriers, nous en profitons pour discuter avec Vania. Celle-ci nous rapporte deux éléments : premièrement, son patron n'apporte jamais de viande pour ses ouvriers et celle-ci le considère « radin » ; il ne dépense que peu dans la nourriture de ses employés alors qu'ils extraient énormément dans ce secteur. Deuxièmement, elle ne l'a pas en très haute estime car il pense toujours que ses ouvriers le volent. Elle dit qu'ils gagnent très bien leur vie ici mais 'il [le patron] pense toujours qu'on le vole, qu'on ne lui donne pas tout l'or qui sort d'ici ; il nous prend pour des voleurs, ce n'est pas du tout la vérité' » (Entretien avec Vania, cuisinière de campement originaire de Calca, Cusco, interviewée dans un campement minier du secteur ***, Madre de Dios, 2017).

Cet extrait illustre, pour notre troisième génération de circulants, deux éléments intéressants épinglés par Vania dans son discours : premièrement, de piètres conditions de vie, notamment liées à une alimentation faible en protéines, à laquelle nous pouvons ajouter – au vu de nos observations de terrain – un logement précaire et une importante contamination au mercure (1) ; et deuxièmement, des rapports de production caractérisés par les soupçons, les accusations et la méfiance mutuelle (2).

(1) En termes de conditions de vie proposées par les micro-entrepreneurs miniers de la période 2005-2017, celles-ci n'évoluent guère par rapport à la période antérieure. Comme le témoignage de Vania l'éclaire, certains campements ne servent pas encore une nourriture équilibrée et en abondance, et continuent à être faits – comme c'était déjà le cas pour les deux générations antérieures – de plusieurs tentes au toit en plastique et montées sur quatre pieux de bois. Les lits sont eux aussi en bois, comptant un simple matelas mais désormais surmonté d'une moustiquaire pour les protéger des divers insectes nocturnes.

En outre, les lieux de vie étant adjacents aux lieux d'extraction, la contamination au mercure croît considérablement dans les campements entre 2005 et 2017, Ashe (2012) affirmant : « Mercury contamination in the Madre de Dios is creating health impacts that are affecting populations in the mining zones and in the neighboring regions alike [...] This study underlines the fact that unhealthy levels of mercury are prevalent in this region » (p. 6).

(2) Deuxièmement, la méfiance, les suspicions et les accusations semblent être la panacée des rapports entre employeur et employés miniers. Certains patrons interviewés nous ont en effet avoué, en entretien, n'avoir aucune confiance en leurs travailleurs, ceux-ci affirmant tour à tour :

> « Siempre te roban [los trabajadores] pues y no puedo controlar todos los días su producción porque tengo que trabajar. No puedo vigilar [...] A veces, cuando la gente tiene tiempo ya en tu campamento, son mañosos ya. Comienzan a robar así » (Entretien avec Timoteo, originaire de Canchis, Sicuani, Cusco, réalisé dans son campement minier, zone minière de Tres Islas, Madre de Dios, 2017).

> « Yo estoy permanente en mi trabajo, porque uno descuida, olvídese, ya no hay oro, te han robado ya… son especialistas » (Entretien avec Jorge, micro-entrepreneur minier du secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Certains patrons actuels formulent en ce sens de nombreuses accusations de vols au sein des campements, que celles-ci soient fondées ou non. Par ailleurs, la relation patron/ouvrier peut aussi être marquée par des tensions, naissant principalement autour de la consommation immodérée de boissons alcoolisées au sein des zones minières, menant *in fine* à des situations d'absentéisme dans le travail ouvrier. Jorge, patron minier actuel de la zone de Delta 1 (*selva alta*), nous relate :

> « Borrachito… Así es el obrero, se viene al pueblo a tomar, se toma acá, y se olvida de la chamba; es un problema. Ellos están felices, ganaron su porcentaje, se van a la cantina, se toman, después descansan, y el dueño está esperando que trabaja; por culpa de uno, no trabaja todo el equipo. Por culpa de un irresponsable [...] Ya los conocemos, son artistas. Pero ¿qué haces? No puedes obligarle a trabajar. No hay contrato. Es un caso complicado » (Entretien avec Jorge, micro-entrepreneur minier, originaire de Paruro, Cusco, réalisé dans son campement minier, Delta 1, Madre de Dios, 2017).

Ainsi, et à la lumière de ces divers extraits, nous pouvons dire que les relations patron/ouvriers sont souvent empreintes d'une méfiance mutuelle, parfois couplée à des suspicions de vols d'or (justifiées ou non), des accusations, des tensions et de la condescendance.

Il ne serait néanmoins pas correct de généraliser ces propos à l'ensemble des campements informels disséminés dans le sud du département de Madre de Dios. En effet, certains campements visités laissaient également entrevoir des rapports de production cordiaux, caractérisés par une profonde confiance entre acteurs et un respect mutuel. C'est le cas du campement d'Elias, où son travailleur (Martín) nous explique : « acá ningún trabajador cambia [de campamento], siempre regresamos. Todos nos conocemos. Acá, recibimos un buen trato y estamos acostumbrados. Es mucho más seguro, sueldo más fijo, el dueño es responsable y amable, por eso nos quedamos acá todos » (Entretien avec Martín, machiniste originaire d'Acomayo, Cusco, interviewé dans un campement minier du secteur de Delta 1, Madre de Dios, 2017). Les travailleurs d'Elias se connaissent tous et reviennent chaque fois travailler dans son campement car ils savent qu'ils y recevront un bon traitement. La confiance est mutuelle et absolue, à tel point que ses travailleurs demandent même à Elias de se charger des virements en espèces à leur famille : « Mis trabajadores se llevan su platita a fuera. Le llevan a sus mamás, a sus hermanas [...] Me dicen: 'envíamelo a tal persona tanto' y yo deposito, les entregó su voucher » (Entretien avec Elias, micro-entrepreneur minier, originaire du district de Túpac Amaru, Cusco, réalisé dans son campement minier, communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Au sein des campements informels, les rapports de production sont donc divers et variés ; si certains sont empreints de confiance et de bienveillance, d'autres se détériorent rapidement sous le grief de diverses accusations de vols, suspicions, méfiance, agressivité ou encore condescendance.

2.4.2. Le patronat illégal : une préférence pour des rapports de production impersonnels, éphémères et distants

Dans les zones d'orpaillage illégales, les rapports de production observés entre micro-entrepreneurs miniers et ouvriers mobiles sont de toute autre nature. Avant de présenter leurs dissonances par rapport aux dynamiques informelles, il est utile de préciser que les campements illégaux étant trop dangereux pour que l'on y mène un travail de terrain, l'ensemble des

informations présentées dans cette section sont le fruit de discussions informelles et d'entretiens réalisés auprès de travailleurs originaires d'Ocongate et d'autres régions du pays ayant déjà mené des activités d'orpaillage à *La Pampa*.

Tout d'abord, et pour saisir la singularité des relations employeur/employés en zone illégale, penchons-nous sur le témoignage de Jeremy, qui est particulièrement révélateur des dynamiques d'interaction entre ces deux types d'acteurs :

> « Sí conozco la Pampa, he ido y conozco la cruel realidad de cómo es. Es una tierra de nadie, donde no hay leyes. Yo digamos trabajo en un lugar y mañana viene [el dueño] y no me paga. Y yo, ¿a quién me quejo? Tranquilamente, me hacen trabajar gratis y no hay a quién acudir [...] Yo no tengo porque tener confianza del señor y decir: 'sabes qué, tenemos una confianza de que el señor vive aquí. Tiene su casa, tiene una estabilidad formal' [...] La Pampa es un lugar allá, esto [campement informel] es otro lugar. Acá, es más bonito... Me siento seguro aquí » (Entretien avec Jeremy, machiniste originaire de Anta, Cusco, interviewé dans un campement minier du secteur Fortuna Milagritos , Madre de Dios, 2017).

Jeremy dit se sentir davantage en sécurité en travaillant dans l'informel. Celui-ci s'est déjà rendu à *La Pampa* et pour lui, c'est « une terre de personne, où il n'y a aucune loi ». Les micro-entrepreneurs miniers peuvent donc duper leurs travailleurs, décider de ne pas les payer, et il n'existe aucune autorité vers laquelle se tourner pour réclamer. Le propriétaire n'habite pas non plus dans le campement, et ne dispose d'aucune maison à proximité, ni de stabilité formelle. En ce sens, à *La Pampa*, la confiance est, selon Jeremy, inexistante entre le patron et ses employés.

Ce travailleur mobile n'est pas le seul à tenir ce type de discours. Jésus, qui est allé travailler en 2015 avec son frère dans un campement illégal, ne s'est pas fait payer l'entièreté de son salaire. Sans aucune possibilité de recours ou réclamation, celui-ci a finalement quitté le campement : « No nos pagaron allí, en Puerto A8 [secteur minier illégal]. Una semana ya habíamos trabajado. ¿Y qué puedes hacer? Entonces he dicho 'ya señor, mejor me voy' » (Entretien avec Jésus, machiniste originaire du département de San Martín, interviewé dans un campement minier du secteur Diamante, Madre de Dios, 2017).

Pour l'ensemble des travailleurs interrogés, les campements illégaux sont en ce sens caractérisés par des rapports de production qui, par comparaison avec les zones informelles, sont particulièrement cruels et impersonnels ; le personnel ouvrier est interchangeable à souhait, et le patronat y apparaît tout à fait indifférent à la condition ouvrière, suivant une logique exclusivement tournée vers le gain : « En la Pampa, todos [los dueños] van por un mismo sentido: primero quieren ganar mayor producción y el otro es: la organización. Solamente el operario hoy día trabaja, mañana si quiere no trabaja y se va para otro lado. Y acá también [informel], si te das cuenta, se familiarizan: el dueño, el trabajador, la cocinera. Allá, en La Pampa, no. Allí, el operario tiene que trabajar toda la noche y producir, nada más. Ni siquiera el dueño está [en el campamento] » (Entretien avec Eusebio, originaire d'Arequipa, réalisé dans son campement minier, zone minière de Diamante, Madre de Dios, 2017).

Cela rejoint ce que Nestor affirmait dans une section antérieure : aujourd'hui, certains patrons de campements illégaux se déresponsabilisent, ceux-ci ne sont plus présents au sein des campements et ne fournissent plus ni alimentation, ni logement à leurs travailleurs. Précisant ces propos, ce circulant ajoute : « En La Pampa, allí hay intervenciones. Cuando entré ya ultimo había intervenciones, y él que te hace trabajar ya no es responsable, sino que tomas el riesgo por tu cuenta » (Entretien avec Nestor, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Les actions d'interdiction menées par l'Etat ces dernières années détricotent dès lors, selon Nestor, encore davantage les relations patron/ouvrier, rendant celles-ci moins palpables. Sous la menace des bombardements et démantèlements de machines, le patron ne prend en effet plus le risque de vivre dans son campement (les peines de prison pour délit d'activité minière illégale sont, au Pérou, de plusieurs années), laissant ses ouvriers extraire à son compte, mais à leurs propres risques et périls.

Dans ces conditions, l'une des grandes caractéristiques de la relation patron/ouvrier au sein des zones d'exploitation illégales réside dans la durée particulièrement courte des rapports de production. Certains ouvriers ne restent par exemple à *La Pampa* que le temps d'un ou deux *turno* de 24 heures : « En la Pampa donde yo he trabajado más, te pagan diario. Te sales de la chamba, te pagan, te sales, te pagan. Cada día te pagan. Puedes quedarte solo 1 día, 2 días, normal. Te pagan y te vas » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Ainsi, et pour conclure, les rapports de production développés en zones d'extraction illégales ne relèvent pas des mêmes logiques que ceux observés dans les campements informels. Contrairement à ceux-ci, aucune familiarisation progressive n'existe entre le patron illégal et ses ouvriers, leurs relations étant marquées par l'impersonnalité, l'indifférence (voire l'absence) du patronat, une rotation ouvrière et une interchangeabilité élevées, ainsi qu'une carence absolue de confiance mutuelle entre acteurs.

2.4.3. L'informalité et l'illégalité du patronat : un essai de catégorisation

Les rapports de production divers et variés que nous venons de décrire se doivent, pour en comprendre le sens, d'être mis en lumière et analysés à partir de la transformation profonde du patronat minier de la période 2005-2017. Nous l'avons vu à travers l'ensemble de ce chapitre, le monde minier amazonien de la fin des années 2010 est infiniment plus complexe et bigarré, en termes d'acteurs et de dynamiques (formelles/informelles/illégales), que les décennies précédentes. Modelé par la hausse du prix de l'or sur les marchés mondiaux et la ruée vers les ressources qui lui a succédé, le département de Madre de Dios compte aujourd'hui différentes catégories d'acteurs patronaux, agrégeant aux « anciens mineurs informels » des décennies 1970-1990, les « nouveaux arrivés du boom des années 2000 » (Valencia, 2014), à savoir des micro-entrepreneurs miniers aux profil, attentes, modes d'organisation et logiques d'occupation territoriale très distinctes.

Tentons, dans cette section, de construire leur profil respectif, et ce, en nous basant sur les résultats de notre travail qualitatif effectué auprès de 17 patrons miniers actuels du département, ainsi que sur les travaux de plusieurs auteurs qui dressent le portrait évolutif du patronat à Madre de Dios : Valencia (2014), Fernández (2014), Benavides (2015) et Cortés-McPherson (2019 et 2019a).

Tout d'abord, en ce qui concerne notre première figure patronale (les « anciens mineurs informels »), nous retrouvons entre 2005-2017, des hommes et des femmes pour la plupart originaires des Andes, qui migrèrent vers Madre de Dios au cours des décennies 1970-1990, cherchant à fuir la pauvreté, le sous-emploi et la crise dans le secteur agraire. Il s'agit en effet, comme le note Cortés-McPherson (2019), de :

> « Gold miners who migrated from the impoverished Andean highlands [...] Migrants often described as frugal, hardworking and business-savvy. These core values have been crucial to taking advantage

> of the rich gold deposits of the Amazonian rivers and forests [...] Using artisanal means to begin with, over time the miners diversified their labor force, mechanized their operations and began to accumulate capital » (Cortés-McPherson, 2019: 382 et 385).

De nature frugale, travailleuse et économe, ces figures arrivées en tant qu'ouvriers se sont peu à peu érigées en patrons miniers, faisant tout d'abord appel à des méthodes artisanales d'exploitation, pour basculer au fil du temps (et de leurs économies) vers des techniques de plus en plus mécanisées.

Etant arrivés dans les années 1970-1990, ce premier profil présente aujourd'hui de fortes attaches avec le territoire amazonien de Madre de Dios et malgré les conflits fonciers qu'ils peuvent développer avec d'autres usagers (communautés natives, concessionnaires forestiers, agriculteurs, etc.), ceux-ci ont réussi à établir des canaux de communication avec eux ainsi qu'avec l'Etat, tout en initiant un processus de formalisation à partir de 2002[237]. Ce groupe de mineurs a donc une large connaissance de la législation minière en vigueur, puisque ceux-ci sont impliqués dans le processus de formalisation depuis 2002, mais également détenteurs d'une ou plusieurs concessions minières en Amazonie.

A l'échelle départementale, peu d'entre eux présentent toutefois – à ce jour – le titre de « mineur formalisé ». En effet, sur les 5500 mineurs de Madre de Dios qui étaient arrimés au processus de formalisation en 2012, seuls deux d'entre eux mènent aujourd'hui leur activité en toute légalité (Cortés-McPherson, 2019a). Le reste travaille toujours sous le statut de « mineur informel », plusieurs facteurs expliquant l'échec du processus de formalisation dans cette partie de l'Amazonie : stagnation des outils d'aménagement territorial (ZEE), processus de décentralisation inefficace, manque de personnel institutionnel, absence de ressources financières, manque de volonté du gouvernement régional, corruption, superpositions foncières, etc. (Valencia, 2014).

En dépit de ce statut d' « informels », sur le plan économique, ceux-ci connaissent un important processus d'accumulation au cours de la période 2005-2017. La hausse vertigineuse du prix de l'or sur les marchés mondiaux, conjuguée à une mécanisation progressive de l'activité extractive, leur permet de rentrer progressivement dans une logique – non plus de résistance à l'appauvrissement (comme c'était le cas au moment de leur migration) – mais d'accumulation capitaliste. Certains mineurs informels commencent en effet, ces quinze dernières années, à diversifier leur portfolio d'activités, en investissant leurs gains dans des machines de plus grande capacité (achetées cash), la construction d'hôtels ou d'appartements, l'achat de pompes à essence, etc. (Castilla, 2012).

Depuis 2009, outre ce patronat minier « traditionnel » plus ou moins capitalisé (Benavides, 2015), le département de Madre de Dios compte également de nombreux micro-entrepreneurs illégaux qui commencent à opérer dans des espaces non aptes à l'activité minière. Nous l'avons vu en début de chapitre, ceux-ci arrivent en Amazonie attirés par le boom l'or et les facilités de transport qu'offre alors la nouvelle route interocéanique, venant distortionner à jamais les pratiques extractives locales.

Selon Valencia (2014), 2000 à 3000 supplémentaires vinrent s'ajouter – au cours des années 2000-2010 – aux contingents des décennies antérieures (1970-1990), présentant la grande

[237] Ils se sont effectivement arrimés au processus de formalisation après la promulgation de la *Ley de Formalización y Promoción de la Pequeña Minería y Minería Artesanal* (2002), dont nous avons étudié les ressorts dans le chapitre antérieur.

caractéristique de ne développer aucun lien ni attache particulière avec le territoire amazonien. En effet, contrairement aux patrons informels installés en Amazonie depuis les décennies 1970-1990, les patrons opérant en zones illégales considèrent Madre de Dios comme un simple lieu de passage, où l'enrichissement apparaît possible et ce, en un laps de temps relativement court. Ce faible enracinement au territoire s'explique, selon cet auteur, par l'extension considérable des moyens de communication ainsi que la présence de l'Interocéanique, qui facilitent les déplacements internes ainsi que le maintien de relations fluides avec leurs réseaux sociaux et leur lieu d'origine, sans avoir à se soumettre aux arrangements institutionnels locaux. Les patrons illégaux ne reconnaissent effectivement pas le tissu organisationnel social préalablement formé au sein du territoire[238], donnant naissance à de larges processus de déterritorialisation :

> « Los nuevos puntos de extracción minera (Huacamayo o La Pampa) están más vinculados, por ejemplo, con Cusco que con el propio Puerto Maldonado, dándose de alguna manera procesos de desterritorialización, aquellos en los que la intensidad de movilidad de los productos, gente e ideas [...] rebasan las fronteras políticas, sociales y culturales al punto de provocar un desarraigo en ciertos patrones y valores socioculturales » (Valencia, 2014: 101).

En outre, leur méconnaissance – ou ignorance volontaire – de l'institutionnalité locale mène à des usurpations directes de droits fonciers appartenant à d'autres usagers amazoniens (agriculteurs, concessionnaires forestiers principalement), qui d'un moment à l'autre furent dépassés par une « avalanche de nouveaux mineurs qui ne faisaient partie d'aucun effort collectif antérieure d'organisation pour l'accès aux ressources naturelles » (Valencia, 2014: 101). Ces mineurs accédèrent en effet, par diverses modalités (invasion, autorisation, invitation)[239], aux zones illégales d'exploitation, donnant alors naissance – au sein de certains espaces – à de nombreux conflits liés à l'accès et à l'usage des ressources naturelles (Delmotte, 2019).

En ce sens, le patronat illégal change irréversiblement – à partir de la fin des années 2010 – les dynamiques ainsi que le tissu social et institutionnel à Madre de Dios, en présentant non seulement des attentes différentes, mais également des modes d'organisation et des logiques d'occupation territoriale très distincts de ceux adoptés par les mineurs arrivés au cours des décennies antérieures. Dans ses travaux, Benavides (2015) décrit en effet les patrons illégaux comme faisant partie d'un réseau décentralisé mais désarticulé, organisé en de nombreux « villages mobiles » :

> « Los campamentos de mineros ilegales trabajarían organizados en una suerte de red descentralizada conformada por varias pequeñas unidades operativas [campamentos]. Dichas unidades están constituidas por un líder que provee maquinaria e insumos (motores, mangueras, mercurio, gasolina, motosierras) y su cuadrilla (grupo de obreros) [...] Así, la unidad se va desplazando en el espacio de manera impredecible y desordenada » (Benavides, 2015: 280-281 et 285).

Ainsi, alors que les mineurs informels s'organisent en associations, restent souvent travailler dans une même zone plusieurs mois (voire années) et créent des synergies, les patrons illégaux dirigent leur unité productive de manière indépendante et désordonnée, changeant systématiquement d'emplacement en fonction des nouvelles découvertes aurifères. La somme de tous leurs petits

[238] Incluant les associations locales de mineurs informels par exemple, qui entrent en dialogue direct avec l'Etat.

[239] Au sein de la zone tampon de la Réserve Nationale Tambopata par exemple, l'accès au foncier par les orpailleurs peut relever de ce que nous appelons la « territorialisation par la force » : les mineurs apparaissent d'un jour à l'autre sur une parcelle et commencent à travailler sans demander l'autorisation de son propriétaire. Selon Werthmann (2006), ce type d'accès présente un caractère spontané et peut être assimilé à une invasion. Dans un deuxième temps, l'entrepreneur minier peut également procéder à une « territorialisation autorisée », impliquant le repérage de la parcelle convoitée, l'identification de son propriétaire et une demande formelle d'autorisation d'accès. Enfin, une troisième modalité consiste en la « territorialisation par invitation ». Certains campements d'orpailleurs sont créés en raison de l'invitation explicite formulée par un propriétaire à un orpailleur – qu'il connaissait préalablement –, en vue d'explorer ou de tester son terrain à la présence d'or (Delmotte, 2019).

campements illégaux forme alors une sorte de village mobile, comptant de nombreux petits commerces alimentaires et d'intrants miniers, des auberges, ainsi que des bars et maisons closes.

Nous pouvons donc dire, en conclusion, que la principale différence entre les mineurs traditionnels de Madre de Dios (informels) et les nouveaux arrivés (illégaux) des années 2010 réside dans le fait que les premiers ont un niveau de représentativité politique et d'organisation qui rend possible la négociation et le dialogue, alors que le deuxième groupe n'a aucune organisation ni représentativité (du moins pas institutionnelle), et ne rend de compte à personne. Nous avons en effet mis en évidence, dans cette section, un patronat minier différencié, non homogène, avec des logiques d'occupation du territoire, des ressources et des expériences de relation avec l'Etat et l'environnement local distinctes. Or, aujourd'hui, l'Etat ne prend pas en compte cette diversité d'acteurs pour modeler ses politiques publiques, qui sont dès lors axées sur la répression policière et militaire (au détriment de la formalisation), avec des résultats très limités, voire contreproductifs. Pour Elias – actuel patron minier informel –, l'Etat ne fait effectivement aucune différence entre les deux groupes, or « tous les patrons ne sont pas égaux » :

> « Por culpa de los ilegales estamos mal vistos, satanizados. Cuando no estaban en La Pampa, nadie decía nada acá. Todos trabajábamos tranquilos. Y toda la prensa generaliza, dicen: 'Madre de Dios', deberían decir 'La Pampa'. Por culpa de ellos, todos somos ilegales. Pero es que no todos somos iguales que ellos pues » (Entretien avec Elias, micro-entrepreneur minier, originaire du district de Túpac Amaru, département de Cusco, réalisé dans son campement minier, communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Jusqu'à aujourd'hui, l'Etat ignore en effet les caractéristiques très différenciées des patrons miniers qui ont occupé le territoire au cours des différentes périodes, en privilégiant une politique de « poner a todos en un mismo saco » (selon Elias), centrée sur l'application – souvent arbitraire – d'actions d'interdiction, menant à une criminalisation indistincte croissante de l'ensemble du secteur minier aurifère artisanal (que celui-ci soit informel ou illégal).

2.5. Trajectoires circulatoires

Sur base de ce qui a été présenté dans les sections antérieures, explorons à présent plus en profondeur les trajectoires circulatoires de quelques hommes et femmes qui se sont déplacés vers les campements miniers de l'Amazonie au cours de la période 2005-2017. A travers la reconstruction de ces trajectoires, nous identifions des parcours de vie qui se singularisent, mettant en lumière, d'une part, les facteurs macro-structurels et micro-individuels ainsi que les réseaux sociaux qui ont participé à leur façonnement (échelles d'analyse macro-méso-micro), et d'autre part, la capacité d'agentivité des circulants qui contribue elle aussi – nous l'avons vu dans notre chapitre théorique – à la construction de leur histoire migratoire.

Cette section reconstruit ainsi les trajectoires circulatoires/migratoires individuelles de différents individus ruraux, qui pourtant soumises aux mêmes contraintes (sociales, économiques, institutionnelles, structurelles, relationelles), n'apparaissent pas prévisibles, standardisées, ni homogènes (Cavalli, 2007). Nous débutons avec les parcours migratoires de deux patrons miniers de la période 2005-2017 (Cesar et Elias), que nous accompagnons – dans un second temps – des trajectoires circulatoires de trois hommes originaires d'Ocongate (Alberto, Carlos et Teófilo), qui se dirigent à la même période vers Madre de Dios pour y travailler comme ouvriers, tout en correspondant à chacun des trois profils-type de circulants identifiés précédemment. Souhaitant injecter une perspective genrée à l'analyse des processus de circulation migratoire des années

2005-2017, nous nous intéressons ensuite – et dans un troisième temps – aux trajectoires de trois femmes orignaires d'Ocongate (Silvana, Milagros et Diana), qui s'incorporent à cette période au monde minier amazonien au travers, d'une part, de la cuisine de campement, et d'autre part, de l'*escorting* et de la prostitution.

2.5.1. Patrons miniers : la grande hétérogénéité du monde minier

Ayant dépeint les traits sociodémographiques des patrons miniers de la période 2005-2017 dans la section antérieure, commençons par dresser les parcours de mobilité de ce premier type d'acteurs.

2.5.1.1. Cesar

« Parmi les 17 patrons miniers que nous avons interviewés en Amazonie, Cesar est l'un des seuls à être originaire de Madre de Dios » (Extrait de mon cahier de terrain, 2017). Cesar naît à Puerto Maldonado en 1987, d'un père originaire de l'Amazonie du nord (Iquitos), et d'une mère née à Madre de Dios : « Mi papa, cuando era jovencito, vino de Iquitos para acá, a los 22 años. Fue motorista de uno de los que trabajaban minería y él me contó » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Cesar grandit ainsi, jusqu'à ses 18 ans, en écoutant l'évolution du monde minier amazonien au travers des yeux de son père. Terminant ses études secondaires, celui-ci ne sera cependant pas tenté de suivre ses traces, et décide de se lancer dans un « travail de ville » comme il l'appelle :

> « A los 18 años, me fui a hacer otros trabajos, trabajé en la ciudad, trabajo del pueblo ¿no? [...] Sí… en Puerto Maldonado. Estaba en la casa de un señor, ahí estuve trabajando limpiando... Pero Puerto yo casi no me acostumbré, la verdad. Yo prefiero trabajar en el campo » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Préférant travailler à la campagne, deux ans plus tard – alors âgé de 20 ans –, celui-ci prend finalement la route d'un campement minier (informel) de la zone de Laberinto. Il y travaille comme *machetero*, un poste qu'il occupe durant quatre mois d'affilée, mais qu'il finit par abandonner pour plusieurs raisons :

> « Cuando empecé [a trabajar en minería] era en el 2007 más o menos [...] He chambeado como cuatro meses en la minería, no me gustó para nada [...] Sentí lo que yo estaba haciendo, matando esa vegetación [...] Entonces, dije 'no, mejor, dejo esta chambea' y me fui a trabajar a otro lugar, ya no la minería [...] Pero de allí escuché que el oro subió otra vez, entonces volví a trabajar en minería, te estoy hablando del 2009 más o menos » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Honteux de participer à la dégradation de son environnement amazonien, Cesar abandonne l'activité minière durant deux années (entre 2008 et 2009) ; néanmoins, lorsqu'en 2009, celui-ci entend parler de la hausse fulgurante du prix de l'or, il se laisse convaincre et recommence à travailler dans l'activité minière informelle. Entre 2009 et 2017, celui-ci foulera des dizaines de campements en tant qu'ouvrier, commençant comme défricheur, terminant comme machiniste.

Pouvant occuper n'importe quel poste, celui-ci tente finalement, vers 2013, l'aventure de *La Pampa* et part travailler dans un campement illégal. Son salaire est faramineux durant plusieurs années, néanmoins, ses années de travail à *La Pampa* sont caractérisées par des dépenses rocambolesques destinées à la fête, le divertissement et la boisson :

> « A veces no nos da porque nosotros también gastamos el dinero en cosas que no deberíamos gastar; nos vamos con los amigos a la fiesta, y lo gastamos pues. Pero eso era cuando era soltero yo, ahora ya no ya. Lo dedico a mi familia no más. Cuando era soltero yo, hace como 2 años atrás, con los amigos más que todo al toque íbamos a gastar el dinero que ganábamos en la minería [...] Y el dueño era bueno, entonces un día me regresé y me fui a su casa : 'señor me va a disculpar, necesito un adelanto para trabajar' » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Jusqu'en 2015, alors que Cesar est encore célibataire, celui-ci dépense la majorité de ses gains dans l'alcool et l'amusement, entouré de ses amis, à tel point qu'il n'est pas rare pour lui de demander à son patron des avances sur salaire. Ainsi, malgré sa rémunération exorbitante, Cesar a du mal à économiser, celui-ci étant entré dans le cercleux vicieux du travail/*bancobar*/travail/*bancobar*, etc. A Madre de Dios, l'expression *bancobar* s'est en effet popularisée au cours des années 2010, Cesar l'illustrant comme suit : « A veces salía de la selva sin dinero, por qué? Porque el dinero que había generado lo había gastado en un bar, o 'bancobar'. Trabajaba, pero no tenía capital, no podía juntar [dinero]. Ganaba, iba a la cantina a tomar, al bancobar, allí tomaba con compañía y gastaba todo mi platita » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Toutefois, depuis qu'il est marié et père d'un petit garçon (qui a un an quand nous l'interviewons), celui-ci affirme économiser tout l'argent qu'il gagne pour sa famille. C'est d'ailleurs, dit-il, grâce aux économies consenties en 2016 qu'il est en mesure d'acheter, dès 2017, son propre moteur, construire sa *caranchera*[240] et devenir son propre patron à partir du mois de juin. Deux mois avant que nous l'interviewons, Cesar était ainsi devenu patron minier, opérant illégalement sur une rivière du secteur appelé *Gamitana*.

L'extraction aurifère étant formellement prohibée sur le lit des rivières depuis le Décret d'Urgence 012 de 2010, celui-ci risque chaque jour d'être délogé par la Marine de Guerre péruvienne, qui effectue régulièrement des contrôles en patrouillant les rivières du sud du département. Mineur illégal, Cesar s'expose à une peine de prison ; néanmoins, la corruption et la collusion étant présentes à tous les échelons de pouvoir à Madre de Dios, celui-ci bénéficie d'informations qui lui sont communiquées par ses voisins orpailleurs (eux en contact direct avec la Marine), sur les jours et heures des actions d'interdiction. Cela lui permet de diminuer les risques, toutefois, à l'époque où nous l'interviewons (2017), Cesar nous confie que certains jours, son activité ne vaut pas les divers périls encourus.

Celui-ci fait en effet partie des « petits patrons » miniers que nous avons rencontrés à Madre de Dios, d'une part, car celui-ci ne gagne qu'un ou deux grammes d'or par jour[241], et d'autre part, parce qu'il est – parmi tous les micro-entrepreneurs miniers avec qui nous nous sommes entretenus – le seul à participer directement au travail d'extraction, accompagné d'un unique

[240] Monter sa *caranchera* lui a coûté, au total, 12 000 soles, soit approximativement 3000 euros.
[241] Par comparaison, en *selva baja*, d'autres patrons nous ont avoué extraire jusqu'à 20 grammes d'or par *alce*, et en *selva alta*, jusqu'à 60 grammes d'or.

ouvrier. Patron, il est donc également machiniste, travaillant exclusivement de jour, de 8 heures à 18 heures. Sa femme, présente sur son campement avec son enfant, cuisine pour eux, sa pyramide d'acteurs ne comptant dès lors que trois personnes : « Mi actividad es así, destinada a la familia, netamente familiar [...] La mayoría de nuestros trabajadores son amigos o familiares. Yo siempre traigo amigos » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Cesar ne recrute que des amis ou des personnes qu'il connaît ; mais comme il n'extraie que peu, la rotation de personnel est aujourd'hui grande au sein de son campement, ce qui rend difficile la continuité et les gains de son activité, tout en fomentant chez lui un véritable sentiment de découragement :

> « El otro día iba a renunciar ya, iba a dejar la máquina, ya no quería, se había malogrado el motor. Estaba como 300 soles [de frais], sin ganar ni un sol. He tenido que hacer otro trabajo, tenía un pata allí arriba que trabaja madera; entonces me fui a cortar 50 tablas, tuve el dinero y con eso reparo el motor » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Celui-ci doit régulièrement accuser, dans le cadre de son activité d'extraction, des dépenses qu'il n'est pas capable d'assumer, ce qui l'oblige à travailler dans d'autres activités productives de la région, telles que le travail du bois. L'activité minière est ainsi son activité principale, mais celle-ci ne lui rapportant pas suffisamment, Cesar opte aujourd'hui pour la pluriactivité : « La minería por el momento es mi actividad económica principal, pero hago otros trabajos a veces más eventuales; para sacar tabla o machetear, sí, porque no solo la minería da pues » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Cesar compte continuer à combiner les activités jusqu'au jour où son fils aura six ans, et qu'il sera nécessaire de le scolariser. A ce moment-là, il déménagera en ville et changera de travail car « ici, les conditions de vie en campement… ne sont pas bonnes », au contraire, à Puerto, celui-ci dit avoir « de quoi louer une petite habitation à un parent, quelque chose de plus normal ».

2.5.1.2. Elias

Elias est originaire du district de Tupac Amarú (département de Cusco) où il naît en 1968. Celui-ci est – selon ses mots – issu d'une « famille pauvre, marquée par l'abandon paternel ». Lorsqu'il n'avait que neuf ans, son père quitte leur foyer, pour ne jamais revenir. Cet évènement aura une incidence considérable sur la scolarité d'Elias, qui arrêtera l'école une fois son diplôme de primaire acquis. A 12 ans, celui-ci commence à travailler au sein et dehors de son district, cherchant à compléter les maigres rentrées des activités agropastorales familiales. Il apprend, entre autres choses, à conduire des voitures et *combi*, et travaille quelques années durant comme conducteur de taxi à Cusco.

Ces circulations de travail dureront de nombreuses années, jusqu'à ce qu'il rencontre sa femme (Rebeca), originaire du même district et avec qui il aura – au cours des années 1990 – deux enfants. A cette époque, ses activités principales sont l'élevage et l'agriculture (de pommes de terre principalement) qui leur rapportent des revenus particulièrement instables. Dans de telles conditions, ils décident en 2005 de tenter l'aventure amazonienne et partent, en famille (Elias,

Rebecca ainsi que leurs deux enfants), en direction de Puerto Maldonado. Elias a, à l'époque, déjà 37 ans. Dans un premier temps, celui-ci trouve du travail comme *mototaxista* dans la ville de Puerto Maldonado, mais entendant parler du travail minier, celui-ci se laisse tenter : « Primero, he venido a taxear en mototaxi en Puerto Maldonado [...] Algunos amigos con los que nos hablamos, me avisan de la chamba [minera]: 'ya pues vamos, siquiera a machetear'. Entonces vengo a machetear » (Entretien avec Elias, micro-entrepreneur minier, originaire du district de Túpac Amaru, département de Cusco, réalisé dans son campement minier, communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Il sera, dans ce campement, *machetero* mais apprendra rapidement à travailler comme machiniste, grimpant progressivement les échelons de la hiérarchie sociale minière :

> « De ahí poco a poco aprendo a trabajar como maquinista. El trabajo se aprende… [...] he sido machetero, luego obrero y así, poco a poco subimos el grado [...] Los primeros años sí, durante 6 años he trabajado como obrero. Hace más o menos 6 años que tengo mi propio motorcito, entonces ahora ya trabajo para mí » (Entretien avec Elias, micro-entrepreneur minier, originaire du district de Túpac Amaru, département de Cusco, réalisé dans son campement minier, communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Après six années de travail en tant qu'ouvrier, Elias a ainsi accumulé suffisamment de capital pour investir dans l'achat d'un moteur et devient, dès 2011, micro-entrepreneur minier. Il travaillera dans un premier temps comme « mineur invité » sur le territoire d'une Communauté *indígena* (San Jacinto). Néanmoins, une année plus tard (2012), entendant parler de *La Pampa* et de ses productions aurifères démesurées, celui-ci décide de tenter sa chance et passe de « mineur invité » à « mineur illégal », opérant au sein de la zone tampon de la Réserve Nationale Tambopata.

Aujourd'hui, Elias se rappelle de ses années de patronat à *La Pampa* comme étant une période de véritable désolement, où celui-ci a tout perdu :

> « Me fui a La Pampa porque me contaron que se ganaba mejor. En ese momento [2012], se ganaba muchísimo, pero también salieron los decretos y las interdicciones [del Estado] [...] Cuando yo fui a trabajar, no me fue nada bien. En el 2012 justamente fue la primera interdicción en La Pampa. Ya estábamos trabajando, y... nos han interdictado. Nos han quitado generadores, nos han destrozado todo. Terrible era… esa impotencia de no poder hacer nada. Me puse a llorar, mirar de lejos no más, no había otra cosa » (Entretien avec Elias, micro-entrepreneur minier, originaire du district de Túpac Amaru, département de Cusco, réalisé dans son campement minier, communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Ainsi, lorsqu'Elias commence à travailler en 2012 à *La Pampa*, les premières actions d'interdiction sont menées par l'Etat. Celui-ci en sera victime, voyant tout son équipement minier être confisqué, puis détruit. A l'époque, celui-ci n'a donc plus rien, mais ne se laisse néanmoins pas décourager : « empecé a trabajar como mecánico a lo largo de la Interocéanica [...] Mi esposa lavaba los repuestos, yo armaba. Así un poco de capital y poco a poco hemos empezado de nuevo » (Entretien avec Elias, micro-entrepreneur minier, originaire du district de Túpac Amaru, département de Cusco, réalisé dans son campement minier, communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017).

Travaillant plusieurs mois comme mécaniciens, Elias et sa femme réussissent à se reconstituer un petit capital, se rachetant finalement les équipements nécessaires à leur activité minière. Ceux-ci décideront néanmoins de quitter *La Pampa*, pour retravailler au sein de la Communauté *indígena* de San Jacinto, où ils travaillent jusqu'à aujourd'hui.

Elias utilise aujourd'hui la méthode de la *traca*, ce qui prouve qu'il a récupéré – au fil des années – un grand capital économique. Quatre machinistes travaillent pour lui, pouvant quitter le campement à leur bon vouloir : « Ellos pueden irse en cualquier momento [...] Su estancia depende de la producción que sale generalmente. Si sale bajo, un poco se van, cuando está bueno se demoran tiempo » (Entretien avec Elias, micro-entrepreneur minier, originaire du district de Túpac Amaru, département de Cusco, réalisé dans son campement minier, communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios, 2017). A ces quatre machinistes au contrat flexible s'ajoutent également une cuisinière et un défricheur. La pyramide d'acteurs du campement d'Elias compte ainsi six ouvriers, mais aucun administrateur, puisque la direction de son campement est assurée par lui et sa femme.

Ainsi, Elias a connu – au cours de ces dix dernières années – un processus d'ascension sociale important, étant aujourd'hui détenteur d'un capital économique considérable. Il y a quelques années, celui-ci l'a alloué à l'éducation de ses enfants, qui sont tous deux aujourd'hui diplômés de l'Université Nationale Amazonienne de Madre de Dios (UNAMAD). A ce jour, l'activité minière d'Elias et de sa femme leur permettent d'agrandir petit à petit la maison familiale, qu'ils ont réussi à construire dans la capitale régionale, Puerto Maldonado. Ceux-ci ont en effet définitivement quitté Cusco, où « ils n'iront plus vivre, sauf pour rendre visite à la famille ».

Les trajectoires de vie de Cesar et d'Elias viennent – en complément des éléments d'analyse présentés tout au long de ce chapitre – éclairer les grandes disparités (en termes de capital économique, mais également humain et technologique) qui peuvent aujourd'hui exister entre micro-entrepreneurs miniers opérant à Madre de Dios. Ces deux individus ont en effet en commun d'avoir débuté dans l'extraction minière en tant qu'ouvrier, pour devenir ensuite – par réinvestissement – leur propre patron, mais pour le reste, de nombreuses caractéristiques les opposent. Sur le plan du capital humain, Cesar détient davantage de compétences qu'Elias, puisque celui-ci peut travailler dans tout type d'orpaillage (mécanisé/semi-mécanisé). Cependant, ses compétences et connaissances étendues ne signifient pas pour autant, pour lui, une plus grande réussite économique. En effet, alors que Cesar mène une activité minière « nettement familiale », dédiée à la survie de sa famille, Elias est, lui, entré dans un important processus d'accumulaton capitaliste qui lui permet aujourd'hui de consentir des investissements dans l'immobilier et dans l'éducation supérieure de ses enfants. Fort d'un important capital économique et technologique (*traca*), celui-ci tire ainsi de l'orpaillage ses principaux revenus, alors que Cesar opte pour la pluriactivité. Cesar affirme en ce sens: « Cuando dices 'yo trabajo en minería', muchos piensan que el minero tiene plata, pero no es así. Llegando acá, asumimos el trabajo, poniéndose a trabajar solamente para sobrevivir » (Entretien avec Cesar, micro-entrepreneur minier, originaire de Puerto Maldonado, Madre de Dios, réalisé dans son campement minier, secteur Gamitana, Madre de Dios, 2017).

Ainsi, nous parlions tout au long de ce chapitre de monde minier bigarré et complexe ; ces deux trajectoires révèlent les disparités considérables à prendre en compte dans la caractérisation du patronat minier actuel de Madre de Dios.

2.5.2. Circulants de troisième génération : des profils variés

Après s'être penché sur les parcours migratoires des micro-entrepreneurs miniers de la période 2004-2017, attardons-nous dans la présente section sur les récits de vie et les expériences circulatoires de trois hommes originaires d'Ocongate, qui circulèrent vers l'Amazonie pour y

travailler comme ouvriers de campement. Chacun d'eux correspondent aux trois profils-type identifiés au sein de la génération.

2.5.2.1. Alberto, un écolier de profil 1

Originaire de la communauté d'Accocunca, Alberto naît en 2001 au sein d'une fratrie de cinq enfants. Il a ainsi 16 ans au moment où nous l'interviewons (2017), fréquentant l'école secondaire de Lauramarca, où il est inscrit en trois année.

Alberto a connu l'abandon de son père lorsqu'il était enfant, sa mère assumant – depuis son départ – toutes les responsabilités du foyer : « Mi padre nos ha abandonado, mi mama se dedica a la ganadería, tenemos 6 vacas. Como ahora hay la planta lechera en Lauramarca, entonces llevamos la leche, y juntando, juntando, alcanzamos. Compramos más vacas y también hay crías. Son importantes para nosotros porque con eso nos mantenemos » (Entretien avec Alberto, écolier de l'école secondaire de Lauramarca, originaire d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Le boom bovin observé à Ocongate ces dernières années leur permet ainsi de générer des rentrées quotidiennes à travers la vente de lait et l'embouche bovine, qui forment aujourd'hui le cœur de leur économie domestique. Néanmoins, même si cette activité leur permet un processus d'épargne et d'accumulation, cela n'empêche pas Alberto de circuler, au cours de ses vacances scolaires, vers l'Amazonie.

En effet, du haut de ses 16 ans, celui-ci s'est déjà rendu trois fois à Madre de Dios pour se faire embaucher comme ouvrier de campement. La première fois, celui-ci avait 14 ans et s'était laissé convaincre par son oncle, qui connaissait déjà le travail minier :

> « Tres veces he ido a Puerto, cada vacación. Tenía 14 años la primera vez. Voy cada año porque acá no hay nada que hacer durante las vacaciones, para pasear, a conocer. La primera vez entré con mi tío un mes, él me había explicado en qué consistía; las otras veces fui solo » (Entretien avec Alberto, écolier de l'école secondaire de Lauramarca, originaire d'Accocunca, Ocongate, 2017).

Curieux de connaître la jungle, Alberto se rend ainsi, en 2015 et lors de son premier voyage amazonien, à Huepetuhe, où il travaille comme *huaychulero* dans un campement à l'activité mécanisée. Celui-ci effectue des *shifts* de douze heures, gagnant au total 1200 *soles* mensuels[242].

L'année suivante (2016), sa seconde circulation minière ne diffère guère de la première, puisqu'il retourne dans le même campement et assume la même fonction (*huaychulero*). Son salaire augmente néanmoins, atteignant les 1800 soles. Au cours de ce second voyage, Alberto profite de ses heures libres pour observer et apprendre à conduire le camion-benne auprès des machinistes, ce qui lui ouvre de nouvelles opportunités pour sa troisième circulation :« Tenía amigos operadores, me enseñaron. Entonces aprovechaba mis horas libres para observar y aprender el trabajo de operador [...] El tercer año, yo manejaba el volquete » (Entretien avec Alberto, écolier de l'école secondaire de Lauramarca, originaire d'Accocunca, Ocongate, 2017). Lors de sa troisième expérience minière, alors âgé de 16 ans, Alberto devient conducteur de camion-benne, une évolution de fonction qui hausse son salaire à 2000 *soles* mensuels.

Alberto n'aime pas trop le travail minier, aspirant plutôt à entrer à l'école de Police : « Yo quiero ser policía. No me gusta tanto la minería o la ganadería. Con la edad… no quiero ser así, como

[242] Approximativement 315 euros.

mi hermano o mi mama. Ella tiene 60 años y sigue trabajando. Con la lluvia, el frío, el trabajo es difícil. Yo quiero vivir en una ciudad, como Arequipa o Juliaca. Es un poco tranquilo, no como Puerto » (Entretien avec Alberto, écolier de l'école secondaire de Lauramarca, originaire d'Accocunca, Ocongate, 2017).C'est donc pour financer ses futures études qu'aujourd'hui, Alberto accumule et économise tout l'argent gagné lors de ses circulations amazoniennes, mais également, pour se faire plaisir et s'acheter une moto : « Cuando volví acá la primera vez, me he hecho mi cuartito, la segunda vez compré ropita, un celular, de todo… he ido hasta Sicuani a pasear también. Cosas personales. Pero la última vez que fui, ahorré y está en una cuenta para estudiar y comprarme una moto » (Entretien avec Alberto, écolier de l'école secondaire de Lauramarca, originaire d'Accocunca, Ocongate, 2017). Nous retrouvons ainsi dans son discours l'importance de l'éducation et de la moto, qui ont été présentés en cours de chapitre.

2.5.2.2. Carlos, un jeune adulte de profil 2

Carlos est conducteur de taxi à Ocongate, présentant à seulement 23 ans, une vie déjà bien remplie. Celui-ci naît, en 1993, au sein de la communauté de Lauramarca, dans une famille qui compte trois enfants. Son enfance est peu problématique, mais rythmée par les allers et venues de son père, qui complémente les revenus agropastoraux familiaux avec un travail en construction, à Cusco : « Cuando era niño, mi padre se iba a trabajar en construcción, al Cusco, generalmente por mucho tiempo; 5 meses, un año seguido, sin regresar » (Entretien avec Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2016).

A 16 ans, encore scolarisé, Carlos effectuera lui aussi une première mobilité de travail en-dehors de son district, celui-ci choisissant comme destination les campements miniers de Madre de Dios. En 2009, celui-ci prend la route de Huepetuhe en compagnie de son cousin, qui détient les coordonnées d'un micro-entrepreneur minier opérant dans ce secteur. Ils travaillèrent dans son campement trois mois d'affilée, au moment des vacances scolaires, occupant le poste de *huaychulero* et enchaînant des *turnos* de 12 heures.

A son retour de campement, Carlos reprendra l'école et étudiera encore une année jusqu'à décrocher son diplôme de secondaire, mais « nada más » (« rien de plus »). Celui-ci ne désire pas entreprendre des études supérieures et devenir *profesional*. Celui-ci a, comme il nous l'explique, « goûté à l'argent facile des campements », raison pour laquelle il fera ensuite de l'activité minière son activité économique principale.

Entre 2010 et 2012, Carlos réitère l'expérience minière, effectuant de nombreuses circulations entre Ocongate et Madre de Dios : « Me quedaba allí [Madre de Dios] 15 días, un mes, regresaba acá [Ocongate], a visitar, a ayudar a mi familia. Me iba otra vez » (Entretien avec Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2016). Celui-ci adopte ainsi une stratégie d'allers et retours constants entre les deux pôles, choisissant néanmoins – non plus Huepetuhe – mais les campements de *La Pampa* comme destination de travail privilégiée. Carlos se souvient de cette période de travail à *La Pampa* de manière très ambivalente :

> « Era bacán, no me preocupaba de nada, ¡tenía todo, pucha, para divertir! Estaba soltero, y es más o menos la etapa desarrollo y no te importa nada. Estaba en La Pampa [...] Gastaba mucho, para festear, chupar. Venia acá [Ocongate] con un poco de dinero porque gastaba mucho allá. Allá me iba a chupar todos los domingos pues. Luego de tomar, iba a trabajar de nuevo… Así pasa allá, es una perdición de haber lugares así donde hay chicas, te maleas, este tiempo estaba perdido en mi

vida. He tenido que recentrarme. Pero allí pucha, conocí a amigos, uuu, bonitos eran los días » (Entretien avec Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2016).

D'une part, celui-ci profite de la vie à *La Pampa*, il est à l'époque encore célibataire et dilapide son salaire dans l'alcool, les filles et la fête, mais d'autre part, avoue également s'être perdu petit à petit en cours de route car là-bas, « tu te pervertis ». Il a en ce sens fallu qu'il se recentre après ses trois années de travail à *La Pampa*.

En 2013, alors âgé de 20 ans, Carlos décide – vu les gains faciles générés – de continuer à aller travailler à *La Pampa*, mais en changeant désormais d'optique : celui-ci souhaite entrer dans un processus de capitalisation économique, accumuler pour s'acheter un taxi et devenir *taxista* à Ocongate. A la suite de la construction de l'Interocéanique, de nombreuses compagnies de transport public se créent localement, et les *combis*, *colectivos* et taxis se multiplient à Ocongate. Ces nouvelles dynamiques lui donnent l'idée de lui aussi développer son propre business et le poussent, très rapidement, à changer d'orientation professionnelle.

A l'époque, il est important de préciser que Carlos vient de rencontrer sa future femme, ce qui l'encourage à « se poser » dit-il. Cette année-là (2013), Carlos continue donc d'effectuer des mobilités de travail à *La Pampa*, mais en épargnant cette fois tout l'argent qu'il gagne sur un compte en banque, en vue de le réinvestir, plus tard, dans son projet de transport de passagers.

En 2014, à l'âge de 21 ans, il arrête ses mobilités minières car l'entreprise CONIRSA lui propose un poste d'ouvrier d'entretien et de maintenance pour l'Interocéanique : « En 2014, estuve trabajando en la carretera Mazuko-Puerto, en el mantenimiento, contratado estaba. Y en 2015, aquí [Ocongate] no más trabajaba ya [...] Desde el 2015, hay más trabajos eventuales acá » (Entretien avec Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2016).

Grâce à ce travail salarié auprès de CONIRSA en 2014 et d'autres « occupations temporaires » qu'il réalise à Ocongate en 2015, celui-ci arrive – en les ajoutant aux économies minières faites en 2014 – à accumuler la somme désirée pour finalement s'acheter, à la fin de l'année 2015, son propre taxi. Depuis novembre 2015, Carlos travaille dès lors à son propre compte, comme *taxista*, gagnant entre 120 et 150 soles par jour : « el ingreso del taxi es mucho mayor al de la ganadería o construcción. Diario llego como taxista de todas maneras a 150 soles así, a veces hasta 120 llego » (Entretien avec Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2016). Malgré des horaires très contraignants, ces rentrées lui permettent aujourd'hui de vivre décemment à Lauramarca avec sa femme et son petit garçon de six mois, pour qui il espère un « futur bien meilleur » que le sien.

2.5.2.3. Teófilo, un père de famille de profil 3

Teófilo est producteur bovin dans la communauté d'Andamayo. Né en 1984, celui-ci est âgé de 33 ans lorsque nous l'interviewons, est marié et père de trois garçons. Orphelin dès l'âge de 11 ans, celui-ci arrêtera rapidement l'école, ne détenant à ce jour que le diplôme d'enseignement primaire.

Recueilli à l'époque – tout comme ses deux frères – chez un oncle, son adolescence (12-18 ans) sera marquée par de nombreux petits boulots informels effectués au sein des zones rurales *ocongateñas*, mais surtout à Cusco et Quillabamba, où il travaille dans l'agriculture.

En 2005, alors âgé de 21 ans, ses mobilités de travail prennent – sous l'influence de son frère aîné – une autre direction : les campements miniers de Madre de Dios. Celui-ci effectue son premier voyage amazonien en compagnie de son frère, qui l'emmène travailler pour un micro-entrepreneur minier de la zone de Laberinto. Il travaillera trois mois au sein de son campement, occupant le poste de *machetero*.

Après cette première expérience de travail, et durant les sept années qui suivront (jusqu'en 2011), Teófilo privilégiera les mobilités minières au détriment de ses anciennes circulations agricoles, car à l'époque, « l'or voit sa valeur augmenter de jour en jour, et c'est beaucoup plus rentable de travailler en Amazonie ». Il se contentera néanmoins de rester dans les zones d'extraction informelles, car pour lui, les zones illégales sont truffées de mauvaises personnes : « Nunca he ido a lo ilegal, a La Pampa por ejemplo. Es que, en ahí, casi personas muy malos existen por ahí. Personas que…, que tienen mucha…, bebida no más, alcoholismo por ahí » (Entretien avec Teófilo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ainsi, au cours de ces sept années (2005-2011), Teófilo répétera les allers et venues entre sa communauté et divers campements miniers informels de Madre de Dios, ses temps de présence en Amazonie étant néanmoins parfois si prolongés qu'il affirme : « más antes en Puerto no más vivía, casi [...] me venía [a Ocongate] a visitar no más, cuando había una fiesta o algo, nada más » (Entretien avec Teófilo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). C'est d'ailleurs lors d'un de ses retours qu'il rencontre sa femme, María-Fernanda, avec qui il finit par se marier à la fin de l'année 2011.

Son mariage représente, dans le cycle circulatoire de Teófilo, un évènement de taille. Son union avec María-Fernanda marque l'arrêt quasi instanté de sa mobilité minière, celui-ci expliquant : « Casi cuando me he conseguido mi esposa, mi familia, entonces casi ya no he ido a Puerto » (Entretien avec Teófilo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). En 2012, Teófilo abandonne le pôle minier, pour se consacrer à sa famille (qui s'est agrandie, dès 2012, d'un petit garçon) ainsi que mener une activité productive et rentable sur sa terre d'origine :

> « Me gustaba el trabajo minero, pero ese trabajo es para la gente no más, entonces cuando me he conseguido mi esposa, yo mismo quería crear mi trabajito. Con es intensión, he empezado a criar mis ganaditos. 'Voy a ganar solo para mí no más ya, no para la gente' diciendo [...] Cuando me he conseguido mi esposa, mi esposa no más tenía vaquitas. Pero no era esa clase de ganado. Chuscos, sí, criollos no más eran [...] Entonces, mi dinero de la mina se usó para comprar vacas, en el 2012 me he comprado vaquitas, mejorados ya, Brown Swiss, que producen más leche [...] Más antes no pensaba tener así ese tipo de ganados, el CCAIJO nos ayudó bastante, nos capacitaron » (Entretien avec Teófilo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ne voulant plus dépendre d'un patron minier, Teófilo se lance ainsi, dès 2012, comme petit producteur bovin à Andamayo. Alors que sa femme possédait, avant leur mariage, plusieurs vaches créoles, ceux-ci décident de les vendre et les remplacer, en réinvestissant les économies réalisées par Teófilo en Amazonie, par des bovins de race Brown Swiss, qui produisent davantage de lait. Parallèlement, Teófilo se forme auprès de l'ONG CCAIJO, qui l'aide à améliorer ses productions.

Jusqu'en 2016, Teófilo possède huit vaches, un hectare de terres cultivables, ainsi que quelques cochons d'Inde élevés dans la cuisine familiale. Son économie domestique est donc stable, et même bien plus prospère que d'autres familles rurales issues de communautés distinctes. Néanmoins, en 2017, alors qu'il est désormais père de deux autres petits garçons, cinq de ses

vaches et plusieurs de ses veaux viennent à mourir de manière soudaine, ce qui le pousse à reprendre sa mobilité minière :

> « Se enfermaron mis ganados, están muriendo. Este año [2017] no más se me ha muerto cinco vacas [...] Más antes mis terneritos morían [...] Sí… por ahí, he vuelto a trabajar a la selva también… Fui en julio pasado y pienso ir de nuevo el mes próximo [...] Ahora totalmente me he desanimado, entonces mi esposa no más ya se encargará de las vacas. Tengo que buscar otro trabajo. Si eso, ese pensamiento tengo ahora » (Entretien avec Teófilo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Ainsi, alors qu'entre 2012 et 2016, la famille de Teófilo avait expérimenté – grâce à son esprit d'entreprendre et ses activités bovines – un processus d'ancrage au sein de la communauté, conjugué à un mouvement d'ascension sociale, ce père de famille se voit obligé de reprendre, dès juillet 2017, ses circulations minières vers Madre de Dios et ce, afin de répondre à une situation d'urgence (la mort de ses vaches). Cette expérience récente de la vie de Teófilo va dans le sens des travaux de Domenach et Picouet (1987) qui notaient qu'une analyse en termes de circulation implique de concevoir les flux dans des temporalités marquées par la « réversibilité » des mouvements. Un arrêt circulatoire – comme celui que Teófilo a vécu – n'est en effet jamais définitif et les flux circulatoires sont toujours réversibles, surtout si ceux-ci impliquent un lieu de destination permettant une accumulation rapide. Conformément aux écrits d'Hernández-Asensio (2016) qui envisagent l'Amazonie comme un lieu d'enrichissement aisé, une réponse simple à des situations d'urgence, Teófilo conclut notre entretien en affirmant ceci : « Ahora voy a la selva cuando no hay dinero acá. Cuando necesito plata rápido, voy a Madre de Dios » (Entretien avec Teófilo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

2.5.3. Expériences genrées : des femmes en circulation

Nourrissant les analyses masculines précédentes d'une perspective de genre, nous nous centrons dans la présente section sur l'examen de divers parcours d'incorporation féminins au monde minier des années 2005-2017. Contrairement aux deux générations antérieures, les expériences circulatoires féminines contées ici sont ancrées dans le district d'Ocongate lui-même. Celles-ci ont en effet été recueillies auprès de trois femmes originaires de communautés paysannes du district (Silvana, Milagros et Diana), qui ont circulé à Madre de Dios afin d'y travailler, d'une part, dans la cuisine de campement, et d'autre part, dans l'*escorting* et la prostitution, un secteur qui connaît un boom considérable dès la seconde moitié des années 2000.

2.5.3.1. Silvana et la cuisine de campement

Silvana habite aujourd'hui la communauté d'Andamayo, mais est née et fut élevée au sein de la communauté paysanne voisine, Upis. Née en 1991, celle-ci a 26 ans lorsque nous la rencontrons et endosse le rôle de maman de trois enfants en bas âge. Outre ce rôle, celle-ci s'occupe également du bétail familial, des ventes laitières quotidiennes, des tâches ménagères, et fait partie, à nos yeux, des nombreuses *mujeres rurales emprendedoras* (« femmes rurales entrepreneures ») du district.

Orpheline, Silvana apprend dès sa plus tendre enfance « à s'en sortir seule », dit-elle. Elevée chez un parent qui ne s'occupe pas de son bien-être, celle-ci décide d'abandonner rapidement l'école pour « trouver sa propre voie et ne plus dépendre de personne ». Elle ne décroche en ce sens pas

son diplôme de secondaire, et à l'époque, le quechua représente la seule langue qu'elle maîtrise, celle qu'on lui a apprise au sein de sa sphère familiale.

Toutefois, cela n'empêche pas Silvana d'effectuer, dès l'âge de 14 ans, un premier travail de nounou dans une famille citadine du centre d'Ocongate, ni de voyager pour la première fois en Amazonie à l'âge de 16 ans, pour y travailler (en 2007) dans un restaurant de la capitale, Puerto Maldonado : « Yo he ido por primera vez a Puerto a los 16 años, a conocer, y trabajar en una pollería. Yo soy huerfana… yo necesitaba plata, yo necesitaba trabajar, siempre » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Deux ans plus tard (2009), alors âgée de 18 ans, celle-ci réitère l'expérience amazonienne, mais en allant – cette fois – y travailler comme cuisinière de campement :

> « También trabajé, de cocinera así. Cuando era soltera, a los 18 años entré a trabajar a la selva. Tres años seguidos me quedé, hasta los 20 años, con mi tío. El tiene un campamento allí. Yo cocinaba a partir de las 3 de la mañana, los trabajadores entraban hacia las 7 para el desayuno, después otra vez cocinaba para el almuerzo y para la noche. Yo dormía a las 8 de la noche hasta las 3 de la mañana. Y el pago era bueno, 1500 a 1800 soles mensual, según a cuantos trabajadores había, a veces había 20, 10, a veces 15 » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

L'oncle de Silvana, lui aussi originaire d'Ocongate, est micro-entrepreneur minier informel à Madre de Dios. Celle-ci a donc profité de l'opportunité, et est allée travailler comme cuisinière trois années durant au sein de son campement. Entre 2009 à 2011, Silvana se réveille donc chaque jour à trois heures du matin pour se coucher vers 20 heures, son salaire oscillant entre 1500 et 1800 soles, en fonction du nombre de travailleurs.

Pour elle, le salaire de la cuisinière est l'élément le plus attractif de cette fonction, néanmoins, ce qui est également intéressant pour elle à l'époque, c'est l'apprentissage progressif de l'espagnol au contact des autres travailleurs : « Allí, en el campamento, aprendí a hablar castellano, ahora entiendo todo. No era fácil [aprender], pero cuando ya estaba acostumbrada, normal » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Silvana est en effet la seule femme avec qui je peux, lors de mes séjours de terrain à Ocongate, discuter en confiance et m'entretenir sans traducteur. Celle-ci intercalle parfois des mots de quechua, mais nous pouvons nous comprendre facilement ; elle est très loquace et volubile, ce qui me permet en outre d'en savoir davantage sur les conditions de travail et les risques actuels encourus par les cuisinières de campement :

> « No diría que es peligroso para una mujer trabajar en un campamento, depende... pero no creo que... a veces dan miedo, los trabajadores. Algunos son mañosos [...] Allí yo me cuidaba. Porque si no, así es cuando no te cuidas, te acercas a los hombres, entonces ellos aprovechan. Pero había dicho al inicio 'no', no me gusta. Y así respetan, a veces me trataban bien para que los sirva bien; pero si me molestaban, me molestaba entonces pues me respetaban. Mi tío me protegía [...] Por eso también que muchas mujeres van con su pareja, un hermano o un conocido » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Au sein des campements de la période 2005-2017, les risques d'agressions sexuelles, de mauvais traitements et d'outrages décrits dans les chapitres antérieurs, existent donc toujours mais ces femmes mobiles tentent de les minimiser en voyageant désormais avec leur mari, un frère ou toute personne connue. En termes de conditions de travail à proprement parler, Silvana concède que la cuisine de campement est parfois une fonction pesante : « El trabajo es un poco pesado, trabajamos todos los días, no hay descanso. También a veces, hay campementos donde se cocina

con gaz, es más fácil, pero mayormente, es con leña. Entonces te enfermas cuando cocinas. Total te agarra infección, así. Ya me he enfermado dos veces, [por] el humo… » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Pour toutes ces raisons, Silvana décidera, à la fin de l'année 2011, de retourner vivre à Ocongate. A l'époque, celle-ci y rencontre Neftali, avec qui elle décidera rapidement de se marier et d'emménager. En 2012, celle-ci quitte donc définitivement son lieu d'origine (Upis) pour devenir membre de la communauté voisine d'Andamayo. Elle aura au total, avec Neftali, trois enfants, la naissance du premier marquant l'arrêt définitif de ses circulations minières : « desde que yo tengo mi hijito, no voy » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Celle-ci reste en effet, depuis 2012, de manière permanente à Ocongate, s'occupant des enfants, du foyer et du bétail familial. Silvana et son mari ont investi, dès leur mariage, dans l'achat de plusieurs vaches, un investissement qu'ils furent en mesure de consentir grâce aux économies réalisées tous deux en Amazonie lors des années antérieures : « De Puno hemos comprado las vacas, 11 000, 12 000 soles así. La primera que hemos comprado tenía tres años, la compramos gracias al dinero ahorrado en Puerto y a la ayuda del CCAIJO » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Silvana se forme la première à l'élevage bovin auprès de l'ONG CCAIJO, étant ensuite imitée par son mari quelques mois plus tard. Constatant la prospérité de leur nouvelle activité, Neftali arrête alors ses circulations de travail en-dehors du district, se consacrant à temps plein à l'élevage bovin familial : « Neftali, hace un año que no entra [a la selva], ya no va. Pero siempre iba varias veces al año. Ahora como tenemos seis vacas y varios terneros, entonces estamos trabajando aquí con las vacas, hay platita ahora » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Sa famille connaît donc – comme nombre d'autres familles paysannes de leur communauté – un processus d'ascension sociale et économique fulgurant au début des années 2010, celle-ci s'étant tournée – avec succès – vers l'élevage bovin à des fins de commercialisation. Ce qui distingue néanmoins ce ménage d'autres foyers ruraux du district, c'est que c'est encore Silvana qui, à ce jour, garde les rennes de leur micro-entrepreneuriat familial. Lors de nos séjours de terrain au sein de leur famille, nous avons en effet pu constater à quel point Silvana s'imposait, en tant que *mujer fuerte* (« femme forte », ce sont ses mots), au sein de sa famille et de son couple ; de par sa personnalité dynamique, son caractère bien trempé et son intelligence, c'est elle qui aujourd'hui gère l'élevage et l'embouche bovine, la vente de lait ainsi que les recettes et les dépenses familiales, son mari l'aidant dans toutes ces tâches quotidiennes.

2.5.3.2. Milagros et Diana : une insertion par l'escorting et la prostitution

Laissant de côté la filière de la cuisine de campement, nous explorons, dans cette seconde section, un phénomène circulatoire bien plus tabou à Ocongate mais tout aussi prégnant : l'incorporation des femmes rurales du district aux zones minières amazoniennes à travers l'*escorting* et la prostitution.

Ne détenant pas de témoignage primaire de femmes ayant vécu une circulation de travail au sein de bars, cantines, prostibars ou maisons closes à Madre de Dios, nous nous appuierons dans cette section, tantôt sur les expériences de Milagros et Diana, – qui nous sont contées par Silvana (dont nous venons de dépeindre le portrait circulatoire) –, tantôt sur les témoignages de circulants

masculins de troisième génération ayant fréquenté ce type d'établissements, et ce, afin de caractériser les conditions d'incorporation et de travail qu'une multitude de jeunes femmes connaissent en Amazonie au cours de la période 2005-2017.

Pour cela, partons du témoignage de Silvana :

> « De Upis, y de todas la comunidades [de Ocongate], la mayoría de las chicas que salen a trabajar a la selva van a cantinas, bares, a eso van. Allí ganan plata pues, harto tienen. Ganan más que como cocineras [...] Yo tengo primas que van y me contaron » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Milagros et Diana sont les cousines de Silvana. Celles-ci sont originaires, comme cette dernière, de la communauté paysanne d'Upis, et se rendent régulièrement dans les zones minières de Madre de Dios pour y travailler dans des bars et cantines, qui se démultiplient en Amazonie à partir de la fin des années 2000. En effet, comme le précise Silvana en entretien, « cuando fui a los 18 años, no había casi esos bares. Entonces los trabajos se tenía que buscar, para cocinera, así. Pero ahora hay muchos bares y los trabajos para mujeres, hay. Vas y encuentras fácil » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Le développement exponentiel de la prostitution – qui comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, trouve ses racines au début des années 2000 (parallèlement à l'envolée du prix de l'or) –, se maintient donc, et se renforce même tout au long de la période 2005-2017. Les établissements (bars, cantines, prostibars ou encore maisons closes) sont désormais présents dans toutes les zones minières du département de Madre de Dios, présentant une importance croissante dans les secteurs illégaux, tout en offrant de nouvelles opportunités d'emploi pour les femmes.

Aujourd'hui, ces offres d'emploi sont proposées sur les ondes radio d'Ocongate, ou encore, véhiculées par des *enganchadoras* qui voyagent dans le district d'Ocongate et recrutent pour certains propriétaires d'établissement : « En la radio, pasan avisos, siempre. O de las comunidades acá siempre llevan chicas. Hay personas de Puerto que vienen a contratar [...] La dueña de la cantina viene a contratar gente acá, a buscar. Les llevan con engaños. Es el cuento pues: la señora [enganchadora] les lleva para restaurantes, tiendas, pero en el momento, es para los bares, discotecas, etc. » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). En effet, la première fois que Milagros et Diana sont allées travailler à Madre de Dios, celles-ci furent recrutées par une dame qui vint à Ocongate un jour de marché. Celle-ci les accosta et leur proposa du travail en Amazonie, comme serveuses dans un restaurant de la capitale, Puerto Maldonado. Néanmoins, une fois arrivées en Amazonie, celles-ci se rendirent rapidement compte qu'elles n'atteindraient jamais Puerto, car celles-ci atterirent en pleine jungle, dans un village mobile de *La Pampa*.

Aux yeux de Carlos, circulant de troisième génération qui a fréquenté durant plusieurs années ce type d'établissements, cette stratégie de recrutement basée sur la tromperie n'est pas isolée mais plutôt la panacée de nombreuses embauches de jeunes filles qui travaillent actuellement dans l'*escorting* et la prostitution en Amazonie : « Les dicen [los enganchadores] que van a trabajar en una tienda, van a vender productos de primera necesidad, bébidas, gaseosas, ropa, o atender a niñitos o niñitas, etc. pero llegan allá y la cosa cambia » (Entretien avec Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2016). Outre ces tromperies lors du recrutement, une fois arrivées, celles-ci peuvent également être influencées par leurs homologues féminines, présentes dans ces établissements depuis plus longtemps :

> « Lo que he visto también, de las chicas de acá que van a la selva, menores de edad, llegan allá a la selva donde están los bares, las tiendas, todo eso. El dueño o la dueña maneja y tiene: la tienda es como un depósito, y además tiene su bar y su prostíbulo. Entonces en ese ambiente, él maneja tres cosas: tienda, bar y prostíbulo [...] Entonces, una chica de acá llega a este tipo de trabajo, y primero el dueño lo pone a la tienda y las otras chicas le dicen: 'sabes qué, acá estás perdiendo tiempo, tienes que venir a trabajar con nosotros en el bar, vas a hacer más plata'. Le abren los ojos, ¿no? Y así la motivan porque ellas hace años que trabajan: 'Acá en la tienda cuanto te van a pagar? 400 soles hasta 800 soles, con nosotros te van a pagar 3000 o 4000'. Una noche, pienso, pueden ganar hasta 2000 soles. Y entonces la chiquita poco a poco entra, y en un mes ya está adentro ya, en el bar » (Entretien avec Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2016).

Pour ces jeunes filles originaires d'Ocongate, les portes d'entrée au monde de l'*escorting* et de la prostitution sont donc diverses et variées, volontaires ou forcées. En effet, Carlos nous relate : « Algunas serán forzadas, pero no todas. Nunca me contaron, pero no lo hacen sino su jefe les pega, o peor. Algunas jefes ya han entrado a la cárcel cuando estaba en La Pampa » (Entretien avec Carlos, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2016). A Ocongate, trois ou quatre plaintes pour traite et trafic de jeunes filles à des fins de prostitution sont effectivement déposées chaque année auprès des agents de police locaux, par les parents des victimes ou les victimes elles-mêmes :

> « Acá en Ocongate, ha habido casos de denuncias de trata de personas, pero en un porcentaje mínimo. En este año habría sido, del 100% de denuncias, un 10%, así [...] O a veces también estas muchachas por situación de maltrato familiar se van, había este perfil también este año » (Entretien avec Gelber Linares Llerena, officier de police, commissariat d'Ocongate, 2017).

Ainsi recrutées sur base volontaire (suite à des cas de maltraitance familiale) ou forcée (au travers de diverses tromperies), celles-ci s'incorporent – ou sont incorporées – au monde minier amazonien à travers l'*escorting* et la prostitution.

Milagros et Diana furent par exemple, lors de leur premier voyage, conduites au sein d'un village mobile de *La Pampa* pour travailler en tant qu'*escort girls*. A Madre de Dios, le travail d'*escorting* consiste le plus souvent, au sein des bars, en un service d'accompagnement qui peut, dans certains cas, être associé à des services sexuels. Au sein du bar auquel Milagros et Diana ont été assignées, celles-ci devaient en effet accueillir leurs clients masculins, les servir et les accompagner durant leur soirée arrosée :

> « A cada hombre que entra, les atienden las chicas, les acompañan. Les hablan, son damas de compañía. Tienen que servirles la cerveza, y luego cuando estan tomando, anotar cuantas cajas han tomado, cobrarles, ósea estar allí, pendientes de ellos. Servirles [...] Una noche, mis primas pueden llegar hasta 3000-4000 soles » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

En tant qu'*escort*, le salaire quotidien de Milagros et Diana est donc calculé sur base du nombre de bières qu'elles arrivent à servir à leurs clients. Plus ceux-ci consomment au sein du bar, plus leur rémunération est élevée. Certains soirs, celle-ci peut atteindre jusqu'à 3000 ou 4000 *soles*[243].

Par ailleurs, au sein de ces établissements, alors que certaines filles sont exclusivement *escort girls*, d'autres associent l'*escorting* à la prostitution : « Hay lugares que hacen eso, son bares y prostíbulos a la vez. Si los chicos quieren tener algo más con ellas, más precio les sube [...] De lo que ganan, el 50% tienen que dar al dueño y el 50% es para ellas, de lo que venden o de lo que ellas se acuestan con un chico » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté

[243] Entre 790 et 1050 euros, approximativement.

d'Andamayo, Ocongate, 2017). Le propriétaire du bar/maison close retient en ce sens la moitié des gains générés, l'autre moitié revenant aux filles.

En ce qui concerne les propriétaires de ces établissements, il est important de préciser que ceux-ci ne sont pas toujours – contrairement à ce qui est exposé dans la presse nationale – de grands capitalistes masculins, liés à des groupes criminels voire mafieux, et impliqués dans le commerce charnel. Ceux-ci sont au contraire, pour beaucoup, de sexe féminin, elles-mêmes anciennes travailleuses du sexe :

> « Las mujeres que han trabajado en Puerto en este tipo de trabajo, o sea de haber migrado a la selva y generar buenos ingresos, empiezan a abrir en otros lugares de la selva otras cantinas. Como ellas han visto que este negocio es redondo, entonces ellas dejan de trabajan y abren su propio negocio, igual que el en qué ellas estaban trabajando y pasan a ser administradoras o dueñas. Y a partir de ese momento, captan a chicas que conocen de acá, de Ocongate » (Entretien avec Gelber Linares Llerena, officier de police, commissariat d'Ocongate, 2017).

De nombreux témoignages recueillis auprès d'ONG (telles que PROMSEX, APRONIA, Derechos Humanos, etc.) vont dans le même sens, précisant que celles-ci recherchent préférentiellement des jeunes filles ou femmes célibataires sur leur terre d'origine. C'est le cas de Milagros et Diana, pour qui Silvana explique : « Como están solteras, el trabajar en allí es bien, les conviene, ganan bien; pero una vez que tienen hijos, ya no pueden ni trabajar. O pueden seguir trabajando, pero el problema es que si estoy embarazada es difícil trabajar [...] En los bares buscan sobre todo a solteras porque son más fáciles, no están comprometidas, no tienen hijos, bueno, son más disponibles se podría decir, que las que tienen hijos » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Le commerce charnel de l'Amazonie attire ainsi, chaque année et de manière volontaire ou forcée, des dizaines de jeunes filles originaires d'Ocongate, qui continuent à y circuler tant que celles-ci sont célibataires. Une fois concubines ou mariées, leur cycle circulatoire s'arrête généralement, celles-ci s'occupant alors de diverses tâches (ménage, enfants, bétail, etc.) sur leur terre d'origine.

En conclusion, la période 2005-2017 est marquée non seulement par des mobilités féminines volontaires de travail, mais également par des mouvements forcés de femmes, insérées dans des réseaux de traite et assujetties à l'*escorting* et/ou la prostitution. Nous avons en effet vu qu'une première catégorie s'incorpore au monde minier amazonien au travers de la cuisine de campement, tandis qu'une autre s'insère au travers du commerce charnel. Néanmoins, à ce jour, et d'après Silvana : « algunas van a cocinar, pero la mayoría va a cantinas, bares, a eso van. De Upis, de todas las comunidades. Allí ganan más que como cocineras. Por ejemplo, cuando uno cocina, no tienes ni tiempo, todo eso, pero ¿por qué van más a trabajar en bar? Porque tienen más tiempo, no es el trabajo como en la cocina. Mira, en la cocina, pagan poco y el trabajo es más duro. En el bar, para fichar [*escorting*], pagan más y el trabajo es menos duro » (Entretien avec Silvana, paysanne de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). De moins en moins de jeunes filles originaires des communautés d'Ocongate choisissent donc la cuisine de campement, pour s'orienter vers l'*escorting*, qui représente une activité bien plus lucrative.

3. Discussion

Dans le prolongement de analyses empiriques qui ont jalonné l'entiereté de ce chapitre, nous souhaitons, dans cette dernière section relative à notre troisième génération, discuter nos résultats en les faisant dialoguer avec la littérature scientifique produite, d'une part, dans le champ des

études migratoires, des *livelihoods studies* et des études du développement (question de recherche 1), et d'autre part, dans le champ de la sociologie du travail (question de recherche 2).

La visée de cette section est en effet, pour cette dernière génération de circulants, de répondre à nos deux questionnements de recherche principaux, à savoir : premièrement, de quelle manière les circulations minières liées aux activités d'orpaillage en Amazonie contribuent-elles à la transformation des *livelihoods* ruraux andins du district d'Ocongate en cours de période ? Deuxièmement, peut-on parler – pour cette troisième génération – d'exploitation et d' « esclavage moderne » pour qualifier les pratiques de travail et les rapports de production observés à l'époque au sein des campements ?

Ces questions étant très différentes sur le plan des concepts et des notions à mobiliser, cette section « discussion » se structure en deux parties indépendantes : la première discutant notre première question de recherche relative aux « mobilités, orpaillage et transformation des *livelihoods* ruraux » au cours de la période 2005-2017, la seconde questionnant la thèse de l'exploitation et de l' « esclavage moderne » au sein des campements actuels.

3.1. 'Hanging in', 'muddling through', 'stepping up', 'stepping out' ? Circulations migratoires, orpaillage et *livelihoods* ruraux andins au cours de la période 2005-2017

Considérant l'ensemble des éléments qui ont été exposés dans ce chapitre, nous apportons, dans cette section, une réponse à notre première question de recherche : de quelle manière les circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage en Amazonie participent-elles à la transformation des *livelihoods* ruraux *ocongateños* au cours de la période 2005-2017 ?

Pour y répondre, partons – comme nous l'avons fait pour les deux générations antérieures – des logiques de dépenses minières et de réinvestissement sur le lieu d'origine (Brugger et Zanetti, 2020), que nous avons recueillies au travers de notre enquête quantitative. Nous cherchons, par ce biais, à appréhender les incidences (ou effets) des mobilités minières de troisième génération sur les moyens d'existence paysans.

Tableau 38. Dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 3.

Dépense des transferts de fonds miniers	Effectifs	Pourcentage
Famille (achat de nourriture, vêtements, etc.)	73	85,88%
Achat de bétail	48	54,55%
Dépenses personnelles (vêtements, GSM, moto, etc.)	31	35,23%
Financement de l'éducation (personnelle ou des enfants)	28	31,82%
Maison (achat, construction, rénovation)	9	10,23%
Achat de terres	8	9,09%
Achat d'intrants et d'outils agricoles	6	6,82%

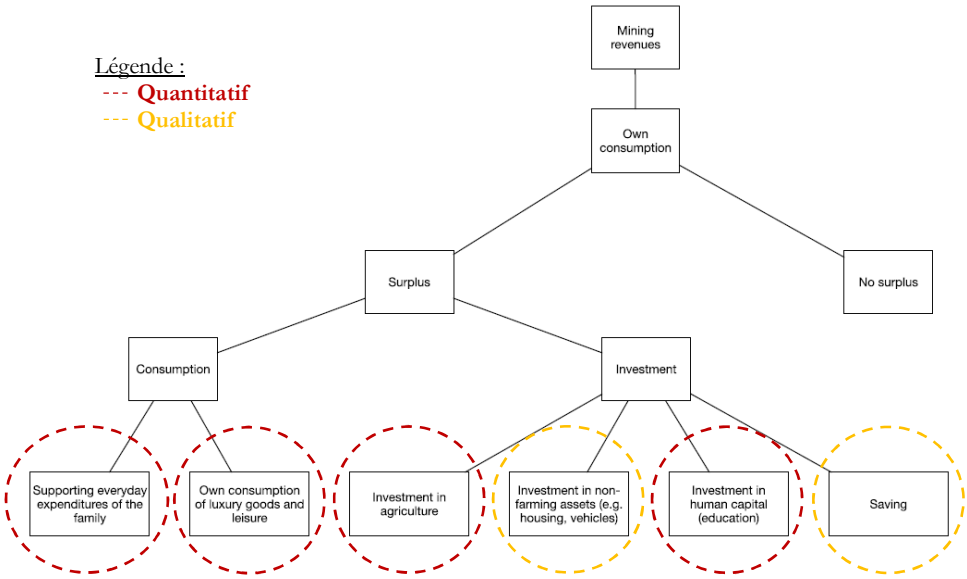
Source : Enquête quantitative (2017). **Elaboration :** par l'auteure.

A la lecture de ce tableau, nous constatons que 85,88% des circulants de troisième génération déclarent dépenser l'argent gagné au sein des campements miniers amazoniens dans la « famille », une modalité qui spécifie « achat de nourriture, vêtements, etc. ». Ensuite, 54,55%

d'entre eux répondent investir dans l'achat de bétail, et plus d'un tiers (35,23%) dans des dépenses personnelles (vêtements, matelas, GSM, moto, etc.). Le financement de l'éducation (personnelle ou des enfants) est mentionné en quatrième position, par 31,82% de notre échantillon. Dans un cinquième temps, l'achat, la construction ou la rénovation d'une maison ne concerne que 10,23% des répondants de troisième génération, tout comme l'achat de terres qui n'est contemplé que par 9,09% d'entre eux. Enfin, l'achat d'intrants et d'outils agricoles n'est mentionné que par 6,82% de ceux-ci.

Selon la typologie des dépenses minières élaborée par Brugger et Zanetti (2020), les circulants de troisième génération déclarent ainsi – quantitativement – dépenser l'argent gagné en Amazonie dans quatre rubriques principales, diversifiant davantage que les générations antérieures : premièrement, l'achat de produits de nécessités basiques destinés à la famille (nourriture, vêtements, matelas, etc.) ; deuxièmement, l'achat de bétail (bovins, camélidés, cochons d'Inde principalement) ; troisièmement, l'achat de biens destinés à la consommation personnelle (vêtements, téléphone portable, moto, boissons alcoolisées, etc.) ; et enfin, l'achat ou le financement de biens destinés à l'éducation personnelle ou des enfants. Quantitativement, ces logiques placent donc cette génération dans la première, la deuxième, la troisième ainsi que la cinquième catégories de la typologie de ces auteurs.

Figure 47. Typologie des dépenses du revenu minier accumulé en circulation – Génération 3.



Source : Brugger et Zanetti, 2020.

3.1.1. Revenu minier, comportements de dépenses et diversité des *livelihoods trajectories*

Commentons chacun de ces quatre comportements de dépenses identifiés quantitativement et examinons en quoi ceux-ci peuvent influencer les moyens d'existence ruraux de la période 2005-2017.

(1) Dans un premier temps, les dépenses minières sont encore et toujours – comme pour les deux générations antérieures – essentiellement destinées à la satisfaction des nécessités basiques familiales (vêtements, aliments, produits d'hygiène, etc.). Bien qu'au cours de la période 2005-

2017, les zones rurales d'Ocongate enregistrent d'intéressants processus de modernisation et une relative réduction de la pauvreté, la majorité de sa population « reste majoritairement pauvre » (Hernández-Asensio, 2016 : 153). Ce faisant, pour les familles plus paupérisées, les circulations migratoires minières permettent de générer des revenus monétaires complémentaires, qui sont principalement destinés à la lutte contre l'insécurité alimentaire et l'amélioration du niveau de vie et des moyens d'existence ruraux (Cartier et Bürge, 2011). Comme le suggère en effet De Haan (1999), « the evidence suggest that migration does not usually lead to radical transformation of agriculture, but that it often occupies a central part in the maintenance of rural people's livelihoods » (p. 28). Nous l'avons vu dans nos analyses antérieures, Pablo « aide sa famille » grâce à ses revenus miniers ; et il n'est pas le seul. Nestor affirme : « Con platita salgo de Puerto. Junto, aquí lo traigo y compro todo lo que nos falta en la casa, compro ropa por ejemplo » (Entretien avec Nestor, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Dans la même veine, Cristian relate : « Me fui porque quería plata y ayudar a mis padres. La economía no alcanza [...] Cuando vuelvo, compro ropa, para mi familia, para la comida. He dado platita a mi padre » (Entretien avec Cristian, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). Ainsi, pour nombre de circulants de troisième génération, « l'entretien et la subsistance des familles sont le but premier de la migration de travail. Ces ressources servent surtout au maintien et à l'entretien de l'économie domestique » (Simon, 1995: 358). Nous sommes donc pour ces familles toujours dans une *livelihood trajectory* (Dorward *et al.*, 2009 ; Prichard *et al.*, 2017) marquée par le '*hanging in*', dans laquelle le circulant maintient – par le biais de ses mobilités minières – des capitaux stables et suffisants pour assurer la reproduction familiale (Gamu *et al.*, 2015).

(2) Dans un deuxième temps, l'achat de biens exclusivement personnels – seconde catégorie de Brugger et Zanetti (2020) – figure également parmi les logiques de dépenses minières de troisième génération. Nous l'avons vu à travers la trajectoire circulatoire d'Alberto, qui investit à chaque retour de Puerto, dans des vêtements, un GSM, l'aménagement et la décoration de sa chambre, des excursions à Sicuani, ses études, ou encore, l'achat d'une moto. De la même façon, Ignacio affirme que la première fois qu'il alla en Amazonie : « por la economía fui, para comprarme cosas, para mí no más [...] Con mi dinero, me compré un celular. La economía de mis padres estaba bien, no necesitaba ayudarles » (Entretien avec Ignacio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). Les circulants optant pour ce type de dépenses sont ainsi parfois issus de familles paysannes plus nanties.

Par ailleurs, ces dépenses « personnelles » peuvent aussi – nous l'avons abordé par le biais de la trajectoire de Carlos – servir à couvrir un comportement de dépenses lié au *bancobar* au sein des zones minières amazoniennes. Comme Pedro nous l'explique :

> « Hay gente que trabaja, pero no junta su capital. Ganan, van a la cantina a tomar, al bancobar, allí toman con compañía y se quitó todo su platita. Conocía a un amigo que había ganado más de 5000 dolares trabajando en la minería y después, había tomado tres días así, hasta acabar los 5000. Y al final no tenía para comer y me había preguntado de prestarle dinero para comer » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

Pour ces circulants de troisième génération qui optent pour des dépenses de « loisirs » (seconde catégorie – Brugger et Zanetti, 2020) au sein des bars et maisons closes, leur stratégie de circulation peut alors se solder par une *livelihood trajectory* (Dorward *et al.*, 2009 ; Prichard *et al.*, 2017) marquée par le '*muddling through*', où leurs moyens d'existence et leur qualité de vie se détériorent, résultante de dépenses « improductives » ou de dettes insoutenables contractées en Amazonie.

(3) Dans un troisième temps, les revenus miniers gagnés en circulation peuvent aussi être investis dans les activités agropastorales locales (troisième catégorie de la typologie de Brugger et Zanetti, 2020), et ce, en permettant de financer l'achat de têtes de bétail, de terres cultivables/pâturages ou d'intrants agricoles. Comme le suggère la littérature produite sur la complémentarité existante entre agriculture et orpaillage, il existe, à Ocongate : « a positive relationship between ASM and agriculture [...] Many families turn to ASM to supplement their farming earnings and invest in farming » (Ofosu *et al.*, 2020: 214). Résultant de ces investissements agricoles « productifs » (Oberai et Manhoman, 1980), certaines familles « réorientent alors leurs *livelihoods* exclusivement autour des activités agropastorales » (ibid, p. 215).

C'est par exemple le cas de Silvana qui, grâce au capital financier accumulé en Amazonie, fait l'aquisition de plusieurs vaches de race qui leur permettent – à elle et son mari – de s'insérer dans la filiale laitière et bovine tout au long des années 2010, pour devenir aujourd'hui de petits producteurs agropastoraux à succès. Ayant abandonné – grâce aux capitaux miniers – leur ancienne stratégie de *livelihood diversification* (Ellis, 1998), ceux-ci ne circulent plus à Madre de Dios et vivent entièrement des activités agropastorales à Ocongate.

Comme le notent Cartier et Bürge (2011), « artisanal gold mining has, with the capital that is produced from it, the potential to act as a catalysing force in reinvigorating small-scale agriculture by bringing it beyond a subsistence state [...] Mining has the potential to kick-start local economic development » (p. 1090 et 1095). Augmentant en effet le capital naturel (terres) et physique (animaux, équipements agricoles, etc.) des circulants, les revenus miniers permettent – dans le district d'Ocongate de la période 2005-2017 – de financer des activités sous forme de micro-entreprises ou de petites entreprises agropastorales, susceptibles d'alimenter – conformément aux résultats de Mtero (2017), Ofosu *et al.* (2020), Pokorny *et al.* (2019), et Requiers-Desjardins (2009) – d'importants processus de développement local. Comme nous l'expliquait en entretien Aristides Diaz, sous-directeur de l'ONG CCAIJO originaire d'Ocongate :

> « En términos generales la migración minera es ingreso económico ; ahora es más claro hacía que actividad quieren apuntar. Antes era mucho más… para cosas más generales, el objetivo era más la reproducción social. Pero ahora han incorporado con mayor fuerza, yo diría, el componente económico, la minería como una forma de capitalizarse, para emprender una actividad productiva » (Entretien avec Aristides Diaz, Sous-directeur de l'ONG CCAIJO originaire du district d'Ocongate, Andahuaylillas, 2017).

Incubateurs de développement (Pokorny *et al.*, 2019), les activités minières permettent en effet, à Ocongate, la capitalisation économique, nécessaire au démarrage d'activités productives sur le lieu d'origine (Mtero, 2017 ; Ofosu *et al.*, 2020). C'est le cas du développement de la filiale bovine et laitière à Ocongate, qui permet aujourd'hui à de nombreux anciens circulants, de vivre exclusivement de leurs activités agropastorales, tout en entrant, pour certaines familles à succès, dans des logiques d'accumulation capitaliste.

Ce faisant, certains circulants de cette génération – tels que Silvana – connaissent, au cours des années 2005-2017, une *livelihood trajectory* (Dorward *et al.*, 2009 ; Prichard *et al.*, 2017) marquée par le '*stepping up*', où le ménage accroît ses actifs et expérimente, au fil du temps, un mouvement de mobilité sociale ascendante.

> « Due to their success in mining and subsequent increases in productivity in agriculture, they have become net-suppliers to the market and see their overall income increasing [...] This reality sharply contrasts the discourse that presents exclusively the sector's negative externalities and labels it a source of 'dirty gold' » (Brugger et Zanetti, 2020 : 951).

Élément clé des processus actuels de mobilité sociale à Ocongate, il ne serait toutefois pas juste d'imputer tout le crédit du développement local naissant à Ocongate aux seuls revenus miniers, ceux-ci agissant dans le district – nous l'avons vu tout au long de ce chapitre – en interaction avec d'autres facteurs d'importance (construction de l'interocéanique, action des ONG, proactivité de la municipalité, etc.) essentiels à prendre en compte dans l'analyse.

(4) Enfin, dans un quatrième temps, les dépenses du revenu minier ont également pour vocation d'améliorer le capital humain paysan, et ce, en finançant l'éducation (personnelle ou des enfants). Teófilo relate : « Con eso [dinero] de la mina, acá todos queremos enviar a nuestros hijos a la escuela y luego a la universidad. Lo primero ahora para mí es el estudio de mis hijos, que sean algo en la vida » (Entretien avec Teófilo, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017). Nous constatons en effet, pour cette troisième génération, une importance croissante de l'éducation dans les discours et les pratiques de réinvestissement sur le lieu d'origine ; alors que seulement 4,65% des circulants de première génération et 8,93% des individus de seconde génération investissaient le revenu accumulé à Madre de Dios dans l'éducation, nous comptabilisons, pour la troisième génération, un pourcentage qui atteint les 31,82%.

Quantitativement, ces quatre catégories de dépenses (consommation familiale, personnelle, activités agropastorales et éducation) s'avèrent donc être prépondérantes dans les logiques de réinvestissement du surplus minier de troisième génération.

3.1.2. Revenu minier, épargne bancaire et « *stepping out* »

Outre ces quatre logiques, qualitativement (par le biais des entretiens semi-directifs menés), deux stratégies additionnelles de réinvestissement minier ont été identifiées (cfr. figure 47), façonnant aujourd'hui les trajectoires mobilitaires de nombre de circulants de troisième génération : d'une part, l'investissement dans des *assets* non agricoles, tels que des véhicules de transport[244], et d'autre part, l'épargne bancaire.

D'une part, certains individus de cette génération décident – nous l'avons observé à travers la trajectoire circulatoire de Carlos – d'investir le revenu minier excédentaire dans l'achat d'un véhicule, désireux de se réorienter dans le transport de passagers (en poursuivant, soit une stratégie de simple diversification, soit l'abandon pur et simple des activités agropastorales). Nous sommes là au cœur de la *livelihood trajectory* que Dorward *et al.* (2009) et Prichard *et al.* (2017) nomment le '*stepping out*', où le ménage « se retire ». La stratégie de diversification minière menée se traduit par une accumulation d'actifs qui, avec le temps, peuvent fournir une base ou un « tremplin » vers de nouvelles activités, qui promettent des rendements plus élevés et/ou plus stables. Dans notre cas d'étude, le ménage décide d'abandonner (ou de complémenter) les activités agropastorales en se consacrant au transport, étant dès lors dans une logique davantage micro-entrepreneuriale.

D'autre part, les logiques d'épargne bancaire restent – comme au temps de notre seconde génération – prégnantes au cours de la période 2005-2017, Fidel affirmant : « En mi caso, trabajo en Madre de Dios para ahorrar. Puedo ahorrar un poco trabajando allí. Deposito todo al banco [...] Pero no sé qué voy a hacer de este dinero todavía, poner otro negocio, otro proyecto » (Entretien avec Fidel, Paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017). Dans certains cas, le

[244] Capital physique, dans l'approche des *rural livelihoods*.

capital financier accumulé en banque se transforme, à Ocongate, en capital physique, fomentant le développement de micro-entreprises (commerces locaux par exemple). Ce que relate Fidel nous a été conté par de nombreux autres circulants de sa génération, ceux-ci étant entrés dans une logique de réinvestisement « productif » du capital économique : « Estoy pensando juntar para un negocio, juntar plata, una cantidad, capital más que todo; y una vez que tienes capital, ya dedicarse a otra cosa, negocio, abrir una tienda, un restaurante » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017).

Ainsi, quantitativement et qualitativement, nous retrouvons, parmi nos circulants de troisième génération, les six catégories de dépenses minières types identifiées par Brugger et Zanetti (2020) dans leurs travaux (cfr. figure 47), révélant – pour le district d'Ocongate de la période 2005-2017 – des stratégies de *livelihood* diverses et multiples, aboutissant à une restructuration sociale intense au sein des zones rurales. Tout comme ces auteurs l'observent au Burkina Faso, à Ocongate, les familles s'éloignent d'un modèle de *livelihood* unique et dominant, pour se diriger vers une diversification croissante de leurs moyens d'existence (Hernández-Asensio, 2016).

Les différents éléments d'analyse présentés précédemment identifient en effet de nombreuses *livelihood trajectories* (Dorward *et al.*, 2009 ; Prichard *et al.*, 2017) divergentes ; certains ménages accroissent actuellement leurs actifs par l'intensification agricole (« *stepping up* ») ou le basculement vers d'autres activités économiques (« *stepping out* »), expérimentant des processus de mobilité sociale ascendante ; d'autres arrivent à maintenir leurs ressources en l'état, assurant la reproduction familiale et conservant leur position sociale initiale (« *hanging in* ») ; enfin, et à l'opposé, certains voient leurs moyens d'existence se détériorer au cours de la période 2005-2017, correspondant à des situations de « *muddling through* » et de mobilité sociale descendante.

A l'heure actuelle, ces *livelihood trajectories* largement diversifiées mènent, à Ocongate, à des processus de différenciation socio-économique de plus en plus marqués au sein du secteur paysan, alimentant le creusement des inégalités sociales en zones rurales. Comme les travaux de Lahiri-Dutt (2018) le suggèrent, à Ocongate, « there is no single class of peasants or family farmers but rather differentiated classes [...] peasants are neither a static, undifferentiated mass, nor exhibit a clearly defined class structure » (p. 1562 et 1568). Les dynamiques de changement présentées tout au long de ce chapitre se produisent en effet de manière inégale entre communités rurales, et à l'intérieur même de celles-ci, entre familles paysannes (Bury, 2004), produisant un important processus de différenciation sociale interne. Pour Hernández-Asensio (2016), à Ocongate :

> « Lo que hasta hace pocos años era un panorama de pobreza relativamente igualitaria, da paso a una diferenciación económica entre los hogares [...] El dinamismo económico habría producido un incremento de la heterogeneidad del territorio [...] No podemos hablar todavía de estilos de vida diferenciados, ya que el ambiente general sigue siendo de precariedad, pero comienzan a ser perceptibles las consecuencias de la desigual fortuna de los distritos y de las familias » (p. 377 et 382).

En effet, nos résultats montrent que les mobilités minières font apparaître des hiérarchies où les disparités sociales s'expriment au travers d'un développement local inégal et hétérogène, mais comme cet auteur le souligne, la « fortune inégale » entre familles et entre communautés joue elle aussi pour beaucoup. Par « fortune », cet auteur se réfère aux caractéristiques agroécologiques différenciées entre familles (*suni*/*puna*, qui impliquent des richesses de sols distinctes), à l'abondance ou non de ressources hydriques sur leurs terres (qui déterminent en grande partie la possibilité d'y mener des activités agropastorales prospères, et y développer, en particulier,

l'élevage bovin), aux projets menés par les ONG et la Municipalité, qui sont eux aussi différemment répartis à l'intérieur du territoire (et se focalisent, en outre, sur certaines familles), au passage ou non de l'Interocéanique à proximité (qui facilite la commercialisation en réduisant les coûts du transport), etc. Tous ces éléments, ajoutés aux logiques des mobilités minières, font qu'actuellement, « no se trata de un proceso homogéneo [...] en las zonas rurales, se observan diferencias entre productores exitosos, que logran conectarse con las dinámicas emergentes de territorio, y productores menos exitosos, que no logran aprovechar estas dinámicas » (Hernández-Asensio et Trivelli, 2011b). Le développement local naissant n'est ainsi, à Ocongate, pas homogène; certaines familles arrivent à s'amarrer aux dynamiques changeantes du territoire, d'autres pas.

Pour conclure cette discussion, nous pouvons dire que les mobilités minières de la période 2005-2017 participent à une large diversification des moyens d'existence en zones rurales, menant *in fine* à des *livelihood trajectories* divergentes et singulières, aboutissant – pour certaines familles – à un processus intéressant de mobilité sociale ascendante et de développement ; pour d'autres, à un mouvement stagnant, voire descendant. Les mobilités minières font donc apparaître des processus de différenciation interne et de développement inégal au sein des zones rurales, néanmoins, il ne serait pas opportun de n'attribuer cette hétérogénéité qu'aux incidences des mobilités minières. Les interventions des ONG et de la Municipalité d'Ocongate au sein du territoire, le passage de l'Interocéanique, les conditions agroécologiques distinctes entre familles et communautés et l'abondance/pauvreté des ressources hydriques et foncières jouent eux aussi un rôle primordial dans les dynamiques de développement inégal et hétérogène aujourd'hui observées à Ocongate.

3.2. Exploitation et « esclavage moderne » ? Une lecture alternative à partir des concepts de servitude volontaire et *agency*

Après avoir abordé, pour cette troisième et dernière génération de circulants, la question des incidences des mobilités minières sur les *livelihoods* ruraux andins, explorons à présent notre seconde question de recherche en interrogeant et en interprétant les dimensions et les composantes de l' « exploitation » et de l'« esclavage moderne » dans les pratiques de travail et les rapports de production observés au sein du secteur aurifère amazonien de la période 2005-2017.

Ces dix dernières années, l'activité aurifère amazonienne a, au Pérou, été graduellement décriée pour être l'un des plus grands producteurs d' « esclavage moderne ». Différents travaux académiques, journalistiques et issus de la société civile (Barrantes, 2016; CHS, 2012; Cortés-McPherson, 2019; GIATOC, 2016; Mujica, 2014; Novak and Namias, 2009; Sanz, 2015 ; Society for Threatened People, 2014 ; Verité, 2013, 2016) ont récemment été publiés, faisant état, à Madre de Dios, de l'omniprésence des phénomènes de travail infantile, de traite sexuelle féminine, ainsi que d'exploitation et de travail forcé masculins. Ceux-ci mettent au grand jour de nombreuses histoires sordides d'asservissement et d'exploitation, s'engageant « dans une sorte de surenchère morale [...] jouant sur la pitié internationale et le consensus plus ou moins sentimental autour de la réprobation universelle de l'esclavage » (Botte, 2005: 9). Des titres comme *Los cuadernos de la esclavitud* (Ojo Público, 2018) ou *La esclavitud sexual moderna en Madre de Dios* (Instituto Prensa y Sociedad, 2011) voient le jour, où ce que l'on voit dénoncé emphatiquement sous la désignation d' « esclavage » sont les mauvais traitements, les conditions de travail, d'alimentation et de logement non conformes aux lois, ou encore les relations d'exploitation faites d'inégalités atteignant les limites de la déshumanisation, un ensemble de phénomènes bien présents en

Amazonie péruvienne. Néanmoins, « sorte de métaphore de l'inacceptable, expression d'un sentiment d'indignation » (França Paiva, 2005: 1132), le recours à la catégorie de l' « esclave » ne sert pas la cause :

> « Si l'extension du terme d' 'esclavage moderne' peut se concevoir à des fins médiatiques pour stigmatiser certaines formes contemporaines d'extrême exploitation, le recyclage de représentations anciennes dans la lecture du monde contemporain et l'intempérance verbale à l'égard de la notion tendent à lui faire perdre toute signification ; l'emploi du « comme si » et le renvoi à des « pratiques analogues à l'esclavage » permettent de faire l'impasse sur une véritable réflexion théorique [...] ils évacuent toute possibilité de penser l'esclavage réel » (Botte, 2005: 9).

Selon nous, l' « esclavage moderne » représente en effet, comme cet auteur le note, une catégorie purement idéologique « dévoilant l'incapacité de penser des formes nouvelles de contrôle de la main-d'œuvre et d'extorsion de la force de travail » (p. 10). Comment le contrôle et la domination s'exercent-ils au sein des rapports de production capitalistes miniers contemporains ? Pourquoi l'extorsion de la force de travail est-elle consentie par les ouvriers et se pérennise dans le temps?

Voici deux questions essentielles qui permettent de déplacer le curseur d'analyse, s'éloignant de la lecture émotionnelle de l' « esclavage moderne », pour se diriger vers la compréhension profonde des mécanismes qui produisent le consentement et perpétuent la domination (Miranda, 2016). Il est effectivement légitime de s'interroger, pour notre troisième génération de circulants et tel Lemozy (2019), sur le « pourquoi ces migrants ne se rebellent pas contre un système qui les exploite à outrance [...] Comment une telle organisation du travail, avec les injustices et les formes d'exploitation qu'elle engendre, devient pérenne dans le temps ? » (p. 129). Cet auteur y répond : « Par le consentement et l'adhésion au système des individus qui y participent, garantissant ainsi sa reproduction » (p. 129). L'élément clé est en effet de comprendre la nature de la servitude, la raison pour laquelle on se soumet (Frossard, Devillairs, 2016).

Dans le même sens, notre propos s'articule, dans cette section, autour du questionnement de l'assentiment à la soumission (Frossard, Devillairs, 2016), en proposant une lecture des pratiques de travail et des rapports de production miniers à partir des concepts de « servitude volontaire » (De la Boétie, 1576) et d'*agency*.

3.2.1. Relations contractuelles capitalistes, « forme salaire » et servitude volontaire

Nous l'avons vu tout au long de ce chapitre, cette troisième génération de circulants, loin d'incarner des esclaves contraints par un maître, sont des travailleurs qui se déplacent et négocient librement leur force de travail selon les besoins du secteur minier. Tous arrivent avec l'intention et la « volonté » (Moujoud et Pourette, 2005) de travailler dans les campements et aucun employeur ne les rend captifs. Il s'agit donc de « travailleurs libres de tout engagement forcé » (Morice, 2005: 1025).

En ce sens, les contrats miniers amazoniens de la période 2005-2017 – consentis verbalement – sont le fruit d'une rencontre d'intérêts entre les patrons et la main d'œuvre circulante, et « l'absence de symétrie inhérente à tout rapport d'exploitation n'y change rien : rançonnés ou non, effectués ou non dans des conditions épuisantes, humiliantes, délétères, ces emplois sont recherchés [...] si menace il y a, c'est celle de ne pas voir son contrat renouvelé, bref, de se voir rendre sa liberté » (Morice, 2005: 1025-1026). Dans le même sens, nous nous trouvons – dans le

cas des campements amazoniens – loin de l'image du travailleur forcé[245], dont la situation est caractérisée par l'absence de plein gré ou la menace d'une peine. *A contrario*, nos circulants de troisième génération participent activement au processus de domination de leur force de travail, et ce, en acceptant de « se soumettre, de servir et de courber l'échine » (Frossard, Devillairs, 2016), à certaines conditions (qu'ils déterminent et délimitent *a priori*) et dans une visée purement stratégique servant leurs perspectives de vie et leurs desseins d'émancipation.

Pour le comprendre, partons du témoignage de Juvenal qui affirme : « en la selva, ganamos mucho más que lo que ganamos acá [en Ocongate]. Ahorras, no gastas nada prácticamente por allá [...] Te desvelas, pero el salario vale la pena. Esa es la razón que nos trae allá » (Entretien avec Juvenal, paysan de la communauté de Lauramarca, Ocongate, 2017). Pour ce circulant, le travail minier est physique, les travailleurs doivent « se démener », mais la rémunération en vaut largement la chandelle. Ainsi, Juvenal accepte et consent au régime de travail exigeant et aux conditions de vie déplorables des campements car celui-ci sait qu'il en tirera une contrepartie intéressante : un salaire singulièrement avantageux.

C'est également le cas d'Ignacio qui relate : « en los campamentos se gana mucho más, no se gana como en otras regiones. Nos esforzamos, pero ganamos mucho y no pagamos ni hotel, ni comida, ni nada ya » (Entretien avec Ignacio, paysan de la communauté d'Accocunca, Ocongate, 2017). Nous retrouvons dans son discours la difficulté du travail minier, mais qui est compensée par un salaire particulièrement élevé, raison pour laquelle ce circulant consent aux divers sacrifices des postes de travail miniers et accepte de se soumettre aux ordres d'un patron minier.

En termes marxistes, ces circulants « vendent » donc librement leur force de travail à un patron capitaliste, en entrant dans une relation contractuelle avec lui, un contrat qui instaure l'échange de leur force de travail contre une rémunération donnée. Dans cette relation capitaliste, les ouvriers sont formellement libres ; rien ne les force à signer un contrat, qui peut en outre être rompu à tout moment et dans des conditions définies. Pour Marx, c'est par le biais de cette liberté formelle qu'apparaît l'exploitation. Le consentement libre du travailleur est la clé de voûte du système ; le contrat se présente comme la résultante d'une volonté, l'effet d'un consentement :

> « C'est le fondement supposé du salariat que d'exprimer la volonté d'être dépossédé de la conduite de son travail en l'échange d'une rémunération adéquate (c'est-à-dire admise par le travailleur). En conséquence, tout se réduit au 'consentement' » (Petit, 2020 : 225).

Effectivement, par le biais du contrat, la relation salariale fait nécessairement référence à l'autonomie de la volonté des parties, exprimant l'idée que « la volonté libre de l'individu tire d'elle-même sa force créatrice d'obligations » (Supiot, 2002: 7). Alors que le contrat de travail implique *per se* les principes d'égalité et de liberté entre les parties, la relation salariale – consentie par les travailleurs – crée des obligations, en établissant un rapport juridique de pouvoir, de subordination et de soumission entre patron et ouvriers (Chaignot, 2010).

A travers la « forme salaire » (Marx, 1993) et le consentement des travailleurs à la relation salariale, le paradoxe de la « servitude volontaire » (La Boétie, 1576) se matérialise alors, s'exprimant ainsi : un salarié s'engage librement à soumettre sa volonté à celle d'un autre (l'employeur) en contrepartie du paiement d'une rémunération. Dans notre cas d'étude, cette rémunération est – nous l'avons vu tout au long de ce chapitre – faramineuse (300 à 400 *soles* par

[245] Pour rappel, celui-ci est défini comme tout travail ou service exigés d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré (OIT, 1930).

turno pour certains, 600 à 2500 *soles* pour d'autres), surtout lorsque celle-ci est comparée aux salaires nationaux offerts dans d'autres secteurs d'activités (formels ou informels). La « forme salaire » facilite et justifie donc le consentement des ouvriers circulants au rythme accéléré de travail, au régime exigeant, aux conditions de vie déplorables, et ce, car ceux-ci savent pertinemment que sur le plan financier, « le jeu en vaudra la chandelle » (Francisco). Ainsi, et comme Marx (1993) le notait, le salaire permet de camoufler l'exploitation.

A Madre de Dios, le travailleur est en ce sens dominé et soumis dans son travail, mais néanmoins conscient que cette servitude volontaire présente une limite géographique et une échéance, fixée par le contrat. « Il est dominé dans son travail, mais en-dehors de cet espace-temps limité, il peut *a priori* jouir pleinement de la liberté personnelle qui lui est conférée selon les principes modernes. Le salariat n'est donc pas réductible à un avatar de l'esclavage mais peut se comprendre comme un aménagement, un compromis de la domination sociale par rapport à l'exigence de modernité » (Chaignot, 2010 : 129). De la même façon, nos circulants de troisième génération ne peuvent être considérés comme des esclaves, sur lesquels le patron aurait pleine domination, sur leurs corps et leur descendance, de manière indéfinie dans le temps. En effet, leur servitude présente dans leur cas une date de fin (fixée par le contrat), et l'achat capitaliste stipulé dans ce contrat ne concerne que leur force de travail, ce qui est bien différent de l'achat d'un individu réduit en esclavage. Il s'agit davantage, pour ceux-ci, d'une « adhésion au système capitaliste, qui exige une part d'assujetissement volontaire » (Chaignot, 2010: 136).

3.2.2. Servitude volontaire, liberté et agentivité

Cette « part d'assujettissement volontaire » a un but pour cette génération. Leur servitude volontaire répond en effet à une visée claire et sert des objectifs précis, ne pouvant se comprendre qu'à la lumière des stratégies de vie et d'existence qui sont imaginées et déployées par cette troisième génération. Ceux-ci étant des individus qui participent « sciemment à un processus de travail de production avec des visées stratégiques » (Lemozy, 2019: 125), le travail est, dans les campements miniers amazoniens, tout autant une expérience de la domination, qu'une expérience de l'émancipation. Nous nous expliquons.

A travers le concept de « servitude volontaire », nous souhaitons nous écarter de la figure de l' « esclave moderne » ou du « pauvre immigré exploité » (Lemozy, 2019 : 121), qui est véhiculée à propos de l'orpailleur mobile de Madre de Dios, et qui embrasse, tout en le stigmatisant, la philosophie de la victimisation. L' « esclavage métaphorique » usité par les instances internationales (Nations-Unies, OIT), la société civile, les politiciens ou les médias nationaux, ne correspond pas à la réalité que nous avons observée dans les campements de troisième génération. Les circulants d'Ocongate ne se reconnaissent pas dans cette catégorie (aucun d'entre eux n'a d'ailleurs fait usage du terme « esclave »), mais se considèrent, au contraire, comme des travailleurs libres, capables de faire leurs propres choix et d'adopter des stratégies pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés (productifs, personnels, familiaux, professionnels, éducatifs, etc.). Les diverses trajectoires circulatoires présentées dans ce chapitre ont effectivement montré à quel point les circulants de cette génération avaient la possibilité de travailler la domination et de construire leur futur en tentant de s'en écarter. Nous avons vu comment Teófilo avait mobilisé les gains de cette domination dans les campements afin de pouvoir sortir de ce modèle : celui-ci a investi dans l'élevage bovin afin de « créer son propre travail » et devenir son propre patron, évitant ainsi tout rapport de soumission, domination ou subordination. Alberto a, lui, opté pour la servitude volontaire en Amazonie afin de financer ses études et favoriser son entrée à la Police.

Carlos a consenti aux difficiles conditions de travail amazoniennes pour s'acheter, à terme, un taxi qu'il dédie aujourd'hui au transport de passagers. Milagros et Diana travaillent dans l'*escorting* afin d'accumuler de l'argent qu'elles réinvestiront ultérieurement à Ocongate. Toutes ces expériences d'émancipation offrent un tableau vivant des migrations 'pour soi' et fait apparaître nos circulants de troisième génération comme « des sujets agissants, capables de choisir et de développer des 'stratégies de vie' de manière indépendante » (Jakšić, 2011: 179). Ceux-ci mobilisent le travail minier comme un moyen d'émancipation, assurant les conditions de réalisation d'une ascension sociale qui serait difficile autrement.

Dans cette lecture que nous proposons du travail minier en Amazonie, la notion d'*agency* est donc centrale, et mobilisée pour déconstruire le regard « misérabiliste » et « victimisant » qui est aujourd'hui posé, au Pérou, sur les travailleurs circulants présents à Madre de Dios. Acteurs sociaux capables d'utiliser à leur profit les rapports de pouvoir dans lequels ils sont pris, ceux-ci apparaissent – non comme des victimes – mais comme des agents influant sur leur propre vie, faite de choix, de projets autonomes et de désirs migratoires :

> « Sur les victimes on ne peut que faire un discours apitoyé, protecteur, un discours qui dénie à ces hommes et à ces femmes leur capacité de créer, d'agencer et d'avoir une conscience politique différente. Le discours de la victimisation est celui de la dénonciation, mais n'est-il pas aussi celui de l'intellectuel insensible au potentiel politique de l'autre, de celui qui est différent ? » (França Paiva, 2005: 1130).

L' « esclavage moderne » sert en effet aujourd'hui à dénoncer un phénomène – celui de la surexploitation, de la domination et de la déshumanisation dans les rapports de production capitalistes contemporains – mais en mobilisant cette terminologie, victimise, chosifie et méprise le travail vivant, la ruse, l'intelligence, le zèle, les capacités et les savoirs des hommes et des femmes migrants. Les terminologies internationales se cantonnent au seul registre de la victimisation, niant toute personnalité et toute volonté aux « victimes » (Botte, 2005). Elles dépeignent, pour les migrants, une masse indifférenciée d'individus passifs, soumis, ignorants, facilement trompés et dépourvus de capacité d'action et de raisonnement (Vidal, 2012). Or comment expliquer les diverses trajectoires (ascendantes, résistantes, changeantes) présentées pour notre troisième génération de circulants, si ce n'est en niant cette capacité à comprendre, agir et transformer leur monde et leur futur ?

« Ce n'est pas en considérant les acteurs comme totalement passifs et impuissants que nous arriverons à saisir les mécanismes de la dynamique sociale nécessaires à la production et à la reproduction des rapports sociaux inégalitaires » (Lemozy, 2019: 129). Aujourd'hui réduits à une « communauté muette qui serait unanimement opprimée » (Lemozy, 2019 : 125), il est primordial de récupérer la catégorie des « travailleurs migrants » en tant qu'agents influant sur leur propre vie, reconnaissant dès lors leur capacité d'agir et leur inventivité. L'important n'est pas de leur accoler une étiquette (celles d'esclave ou de victime) mais d'analyser comment les individus travaillent la domination, la contournent, s'en défendent ou résistent à celle-ci, et ce, en usant de leur agentivité.

Ce constat – de plus en plus défendu sur le plan académique (França Paiva, 2005 ; Jakšić, 2011 ; Lemozy, 2019 ; Martig 2015 ; Morice, 2005 ; Vidal, 2012) – est tout autant valable pour le travail migrant masculin que féminin. Andrijaševic (2010), Jakšić (2011) et Goldstein (2014) invitent – dans leurs travaux relatifs aux migrations de travail féminines – elles aussi à déconstruire l'image homogénéisante et victimisante de la femme « dupée » et « trompée », souvent accolée à la victime de la traite. Nous l'avons vu, certaines femmes sont certes intégrées de force dans des

réseaux criminels et obligées à la prostitution, mais pour d'autres, cette catégorie uniformisante de « victime » doit être repensée et remplacée par celle de migrantes autonomes à qui on refuse le droit d'exercer librement un métier qu'elles considèrent comme légitime. Défendant une position pro-droit (celui de disposer librement de son corps), Andrijaševic (2010) montre que de nombreuses femmes entreprennent volontairement un projet migratoire en vue de travailler dans l'industrie du sexe. Selon elle :

> « Le jugement moral qui entoure la prostitution et la condamnation de la violence qu'elle génère contribuent à enfermer les prostituées migrantes dans la catégorie stigmatisante de victimes ignorantes et occultent dans le même mouvement le vécu de ces femmes et leur capacité à objectiver leur propre expérience » (cité par Jakšić, 2011: 179).

Or, pour ces femmes migrantes autonomes, la prostitution constitue avant tout un choix et une ressource économique considérable (Guillemaut, 2006). Nous avons en effet vu les trajectoires de Milagros et Diana, qui bien qu'elles ne surent dans quoi elles travailleraient la première fois qu'elles circulèrent à Madre de Dios, celles-ci continuent aujourd'hui de s'y rendre et ce, pour travailler dans l'industrie du sexe. Pour elles, cette industrie constitue une activité particulièrement lucrative, qui sert leurs stratégies de vie actuelles et leurs desseins personnels. Toutefois, jusqu'à ce jour, ce type de migration autonome à des fins de prostitution sont largement invisibilisées, tout comme l'agentivité des femmes (Guillemaut, 2006 ; Goldstein, 2014).

A Madre de Dios, les travaux de Goldstein (2014) font exception. Cette auteure a mené une enquête ethnographique auprès de plusieurs dizaines de travailleuses du sexe opérant dans les bars et maisons closes du département au cours des années 2010, apportant de précieux éléments qui contredisent, ou en tous cas, relativisent l'image dominante des victimes de la traite amazonienne en tant que sujets passifs et ignorants. Elle explique que nombre de ces femmes « refuse the category of 'victim' because it does nothing to empower women outside of sex traffic, for women who 'consent' » (Goldstein, 2014: 246). Cette image de la femme victime projetée par les instances internationals, la société civile, les medias, etc. « denies human rights to sex workers, particularly by not allowing them to have a voice, thereby reproducing inequality » (p. 242). Cette auteure invite alors à considérer, dans l'analyse des migrations de travail féminines au sein de l'industrie du sexe, les questions éminemment importantes de l'*agency* féminine, des stratégies et des choix, afin que la voix de ces femmes soient elle aussi entendue :

> « They [femmes migrantes] renounced the label of 'oppressed', demanding to make their voices heard. This is not to say that coercion, violence, and economic hardship are fictions [dans l'industrie du sexe]. Many women suffer from duplicity, battery, and subversion. This is why it is imperative to distinguish between female migrants, sex workers, and sex-trafficked women » (Goldstein, 2014: 245).

Pour une analyse plus fine des migrations de travail féminines, il est impératif de différencier la prostitution dans l'industrie du sexe des phénomènes de traite féminine, tels qu'ils sont définis par l'OIT. Une analyse par l'*agency* pourrait être, selon cette auteure, une clé de lecture intéressante.

Ainsi, et au vu des divers éléments présentés dans cette section, nous pouvons conclure en avançant que pour notre troisième génération, la « forme salaire » particulièrement avantageuse des campements miniers de la période 2005-2017 joue un rôle primordial dans la production du consentement au régime exigeant du travail minier, la rémunération justifiant les logiques de « servitude volontaire » adoptées par les circulants. Nous avons en effet montré en quoi la servitude volontaire pouvait constituer un concept pertinent, d'une part, pour interpréter la réalité

sociale du monde minier et, d'autre part, pour comprendre les formes actuelles de la perpétuation de la domination au sein des relations salariales capitalistes des campements amazoniens. Par ailleurs, nous avons vu comment ce type de servitude s'articulait avec l'*agency* des individus, leurs stratégies de vie et leurs projets d'existence ; les individus migrants – loin de l'image victimisante – ont la capacité d'agir et de transformer leur avenir. Leur servitude volontaire au sein des campements miniers sert en ce sens un dessein d'émancipation (achat de bétail, financement de l'éducation, reconversion professionnelle, etc.) et est donc à analyser en vis-à-vis de leur capacité d'agir. A Ocongate, l'*agency* du circulant est un élément clé à considérer dans les projets migratoires de troisième génération, tant masculins que féminins.

4. Conclusion

Cette troisième et dernière « génération sociale » de circulation – dont l'histoire mobilitaire s'étend de 2004 à 2017 – présente, par rapport aux deux cohortes antérieures, une plus grande hétérogénéité dans les parcours circulatoires.

Pour le comprendre, nous avons commencé par analyser les forces macro-structurelles qui poussent aux départs et concourent, en cours de période, aux décisions circulatoires de cette génération. Croissance macro-économique, inégalités sociales, boom des matières premières, hausse internationale du prix de l'or, amélioration de la connexion routière Andes-Amazonie et expansion des activités aurifères informelles et illégales à Madre de Dios, forment les grandes lignes du contexte socio-historique qui encadrent les circulations minières de troisième génération.

A ces facteurs macro-structurels, s'agrègent des variables micro-individuelles qui influent elles aussi sur les processus circulatoires, et ont permis – à partir de nos données quantitatives et qualitatives – d'identifier trois profils-type d'individus au sein de la génération, reflétant tous trois des décisions et des motivations de circulation distinctes. Un premier profil est composé de jeunes adolescents célibataires (11-18 ans), encore à charge de leurs parents, dont les logiques circulatoires sont liées aux aspirations éducatives, à la pauvreté familiale, à la curiosité de connaître la jungle, ou encore, à la volonté d'acquérir des biens de consommation personnelle. Un second profil est incarné par de jeunes adultes âgés de 19 à 30 ans, parents d'un ou deux enfants, qui se trouvent dans le cycle vital « de l'initiation et de l'installation » (Cortes, 1998), et dont les motivations circulatoires sont dès lors davantage expliquées par leur volonté de se fixer et de fonder un foyer. Enfin, un troisième profil est formé par des individus âgés de plus de 30 ans, comptant trois enfants à plus, dont les circulations minières répondent à quatre facteurs principaux : la faiblesse des extensions foncières, le besoin de financer les études des enfants, la survenance d'évènements inattendus, ou encore, la nécessité d'accumulation capitaliste en vue de projets productifs sur la terre d'origine.

Ces divers attributs et motivations micro-individuels sous-tendent, au cours de la période 2005-2017, les décisions circulatoires de troisième génération, auxquelles vient s'agréger un troisième niveau d'analyse supplémentaire : celui des réseaux et du capital social. Au cours de cette période, les réseaux migratoires se renforcent en effet entre Ocongate et Madre de Dios, ceux-ci fournissant des ressources sous forme d'informations, d'assistance et d'obligations qui se développent entre les deux pôles et expliquent la persistance des mouvements dans le temps (Boyd, 1989). Outre ces réseaux migratoires, les réseaux sociaux (whatsapp, facebook)

commencent eux aussi à se développer, faisant apparaître de nouvelles pratiques d'accès aux campements.

A Madre de Dios, cette mobilisation croissante des réseaux s'observe alors même que le département expérimente de profondes dynamiques de changement, caractérisées par l'apparition de zones d'exploitation aurifère illégales, qui s'agrègent aux anciennes zones d'extraction informelles. A partir de 2009, ces deux types d'exploitation (informelle et illégale) coexistent, produisant des régimes de travail différenciés, tout comme des rapports de production distincts, qui influent considérablement sur la qualité des conditions de vie et de travail en Amazonie.

D'une part, au cours de la période 2005-2017, les campements informels se caractérisent par une reproduction du régime et des conditions de travail de seconde génération (*shifts* éreintantes de 12 ou 24 heures, équipes de deux, pyramides d'acteurs identiques, etc.), et ceci, à deux exceptions près. Premièrement, les ouvriers de troisième génération travaillent – grâce au développement technologique de la *traca* – dans des conditions moins pénibles et précaires qu'avant, et deuxièmement, ceux-ci accèdent à un traitement salarial particulièrement avantageux et attractif. Ces travailleurs informels expérimentent ainsi, en cours de période, une nette amélioration de leur régime et de leurs conditions de travail en Amazonie. Néanmoins, sur le plan des rapports de production et des relations au patronat, ceux-ci sont relativement divers et variés ; si certaines relations patron/ouvriers sont marquées par la confiance et la bienveillance, d'autres se détériorent rapidement sous la démultiplication des accusations de vols, des suspicions, de méfiance, d'agressivité, ou encore, de comportements condescendants.

D'autre part, la période 2005-2017 voit les campements illégaux se propager au sein des zones tampons et des réserves naturelles du département, ceux-ci étant marqués par un régime et des conditions d'exploitation bien plus périlleuses, dangereuses et inconstantes que leurs homologues informels, tout comme des rapports de production caractérisés par l'impersonnalité, l'indifférence, l'absence du patronat, la rotation ouvrière et l'interchangeabilité, ainsi qu'une carence absolue de confiance mutuelle entre acteurs. Néanmoins, la « forme salaire » y est singulièrement avantageuse, ce qui justifie – pour certains – les hauts risques encourus et le consentement aux relations dépersonnalisées.

Ce chapitre a en effet montré en quoi la « forme salaire » (Marx, 1993) pouvait participer à la production du consentement et à la pérennisation de la domination ouvrière au sein des campements miniers de troisième génération. Loin de l'image victimisante de l'esclave, cette génération se déplace et négocie librement sa force de travail selon les besoins du secteur aurifère. Par la relation salariale, ses membres acceptent de « se soumettre et de courber l'échine » (Frossard et Devillairs, 2016), entrant dans une logique de « servitude volontaire » (De La Boétie, 1574) en contrepartie d'une rémunération et sous certaines conditions (qu'ils définissent *a priori*, par le biais du contrat verbal).

Au cours de la période 2005-2017, cette « servitude volontaire » n'est pas subie mais sert des visées spécifiques pour les individus de cette génération ; stratégie délibérée, celle-ci permet de mener à bien leur projet migratoire, et à terme, leurs stratégies de vie et d'existence. Travailleurs libres et sujets agissants, ceux-ci sont à même – en dépit des rapports de domination – de faire leurs propres choix et développer des stratégies pour atteindre leurs objectifs (familiaux, productifs, éducatifs, etc.). Autrement dit, ceux-ci sont capables d'agentivité, le travail minier apparaissant pour eux comme un outil d'émancipation qui assure les conditions d'une mobilité sociale qui serait difficile autrement. Insistant sur la faiblesse heuristique de la métaphore de

l'esclavage, nous avons ainsi établit – dans ce chapitre – l'articulation étroite existante entre les notions de « servitude volontaire » et d'« *agency* », la première servant des desseins personnels d'émancipation et étant, dès lors, à analyser en vis-à-vis de la capacité d'agir et l'inventivité des travailleurs circulants.

Les diverses trajectoires circulatoires de troisième génération exposées ont révélé des choix propres et autonomes multiples et variés, révélant des *agency* distinctes, et menant à des stratégies de moyens d'existence (*livelihood trajectories*) particulièrement divergentes au cours des années 2005-2017. Certains travailleurs circulants arrivent en effet, par le biais de leurs mobilités minières, à accroître leurs actifs par l'intensification agricole (« *stepping up* ») ou par le basculement vers d'autres activités économiques (« *stepping out* »), expérimentant dès lors des processus de mobilité sociale ascendante ; d'autres maintiennent leurs capitaux en l'état, assurant la reproduction familiale (« *hanging in* ») ; enfin, et à l'opposé, certains expérimentent une détérioration de leurs moyens d'existence (liée à des dettes ou dépenses improductives dans les zones minières), correspondant à une trajectoire de « *muddling through* » qui débouche sur une mobilité sociale descendante.

Ainsi, à notre question de recherche qui visait à comprendre la manière dont les mobilités associées aux activités d'orpaillage en Amazonie influaient sur les *livelihoods* ruraux à Ocongate, nous pouvons répondre en affirmant qu'au cours de la période 2005-2017, celles-ci ont une large influence sur le devenir des espaces et des économies paysans. Comme le spécifiait Pedro, sans travailler dans les mines, certains circulants n'auraient certainement jamais pu accumuler suffisamment de capital financier pour réinvestir dans des microentreprises à Ocongate (élevage, transport, etc.) et ce district n'aurait jamais connu le boom économique qu'il traverse aujourd'hui. Toutefois, et de la même façon, certains n'auraient jamais contracté autant de dettes à l'extérieur, tirant leurs *livelihoods* vers le bas. Les circulations minières de cette période génèrent ainsi, pour cette troisième génération de circulants, des parcours multiples, qui peuvent être – certes – particulièrement ascendants et à succès, mais aussi stagnants et descendants.

Résultant de ces dynamiques contraires, la période 2005-2017 est donc non seulement marquée par d'importants processus de développement en zones rurales (certaines familles paysannes augmentent graduellement leurs capitaux financier, humain, physique, etc.), mais également par des processus de différenciation socio-économique croissants, alimentant le creusement des inégalités sociales locales. Les mobilités minières créent en effet diverses opportunités et contraintes, qui se traduisent – en cours de période – par des hiérarchies où les disparités sociales s'expriment, à Ocongate, au travers d'un développement local inégal et hétérogène.

A l'heure actuelle, le district rural d'Ocongate se caractérise ainsi par des processus de développement inégaux entre acteurs paysans, qui s'observent tant sur le plan interfamilial qu'intercommunautaire. Ce développement inégal est, nous l'avons examiné, la résultante des mobilités minières vers l'Amazonie, mais pas seulement. A celles-ci viennent inévitablement s'ajouter d'autres facteurs explicatifs tels que la présence d'ONG de développement, les programmes de la Municipalité, le passage de l'Interocéanique, les conditions agro-écologiques, ainsi que l'abondance de ressources hydriques et foncières, qui doivent eux aussi être pris en compte pour comprendre les transformations récentes et l'hétérogénéité du monde rural *ocongateño*.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Nous avons, tout au long de ce travail de thèse, cherché à déconstruire les deux présupposés fondamentaux actuellement formulés à l'encontre du secteur aurifère artisanal, à savoir : une présomption d'incidences nulles sur les territoires d'origine, et l'existence de pratiques d'exploitation abusives dans le régime de travail et les rapports de production miniers. Exclu des principaux débats internationaux sur le développement aux Suds, le secteur aurifère artisanal est en effet aujourd'hui à la fois stigmatisé pour ne produire aucune répercussion sur le développement local des régions d'origine des orpailleurs, mais également pour s'ériger en l'un des plus grands producteurs d'exploitation et d' « esclavage moderne ».

Prenant comme cas d'étude les campements miniers artisanaux de l'Amazonie péruvienne et le district andin d'Ocongate comme territoire d'origine, notre travail s'est articulé autour de deux questionnements principaux :

(1) Premièrement, de quelle manière les circulations minières liées aux activités aurifères artisanales et à petite échelle réalisées en Amazonie péruvienne contribuent-elles à la transformation des *livelihoods* ruraux andins au Pérou ? (présupposé 1)
(2) Deuxièmement, peut-on parler d'exploitation et d' « esclavage moderne » pour qualifier les pratiques de travail et les rapports de production observés au sein du secteur aurifère artisanal et à petite échelle amazonien ? (présupposé 2)

Pour apporter des éléments de réponse à ces deux questions, nous avons opté pour une approche à la fois de long terme, multidimensionnelle, pluridisciplinaire, multiscalaire et multisituée, qui fut particulièrement ardue à mettre en œuvre mais nous permit de nous saisir des divers objets de recherche complexes qui étaient les nôtres (mobilités andines, *livelihoods* ruraux, orpaillage, esclavage moderne), tout en les faisant entrer en dialogue et en interaction, en vue de les expliquer.

1. Un cadre conceptuel pluriel pour l'étude d'objets complexes

Nos divers objets de recherche étant particulièrement complexes en soi, et encore plus difficiles à appréhender ensemble, il fallut mobiliser un outillage conceptuel pluriel, capable d'apporter des éclairages distincts mais complémentaires sur les phénomènes étudiés. Notre cadre d'analyse présente six traits originaux et novateurs qui, articulés, nous permirent de répondre à nos questionnements d'investigation.

(1) Une entrée analytique par les études migratoires. Nous l'avons vu, les mobilités de travail andines représentent l'élément qui structure et alimente le secteur aurifère artisanal. Notre prisme d'analyse principal a donc été celui d'une sociologie des migrations, qui cherche à reconstituer les différents « moments » du cycle migratoire extractif : du départ du lieu d'origine, à l'arrivée dans le lieu de destination, incluant *in fine* le retour du circulant sur son lieu de résidence et les conséquences du mouvement. Il a ainsi été question d'étudier la mobilité minière andine dans toute sa complexité, et ce, en la décomposant en trois temps, rythmés par : premièrement, les conditions du départ (causes de la migration et *livelihoods* initiaux), deuxièmement, les conditions

d'arrivée et de travail en mobilité (point de destination : sociologie du travail minier), et enfin, les conditions du retour, le réinvestissement minier et les incidences de la mobilité sur les lieux d'origine (*outcomes* sur les rural *livelihoods* et leur évolution dans le temps : *trajectories*).

Suivant l'ensemble de ce processus circulatoire, l'une des originalités de cette thèse fut de rompre avec les dichotomies départ/arrivée, installation/retour, temporaire/permanent, en étudiant à la fois : le départ, l'arrivée, et le retour, les lieux d'origine et de destination, ainsi que les causes et les conséquences du mouvement, et ce, dans leur pleine interaction et articulation.

(2) Une approche interdisciplinaire. Pour rompre avec les dichotomies précitées, un défi majeur de cette recherche fut de ne pas l'enfermer dans une seule discipline académique, mais au contraire tendre vers une approche interdisciplinaire, davantage capable – à nos yeux – de rendre compte non seulement des processus circulatoires que nous souhaitions étudier (études migratoires), mais aussi des pratiques du travail minier que nous avions l'intention d'objectiver (sociologie du travail), ainsi que des incidences mobilitaires minières que nous voulions mettre en lumière sur les lieux d'origine (études du développement et géographie sociale). Située au carrefour de plusieurs disciplines, notre recherche a ainsi puisé, dans chacun de ces quatre champs, les concepts et les méthodes les plus aptes à éclairer notre objet d'étude, aboutissant *in fine* à un cadre théorique pluridisciplinaire articulant plusieurs notions liées aux : *rural livelihoods*, circulation migratoire, orpaillage et esclavage moderne.

(3) La mobilisation de différentes écoles de pensée et corpus linguistiques. Ces divers objets de recherche ont, jusqu'à aujourd'hui, fait l'objet de corpus de littérature séparés, très peu mis en dialogue. Issus de traditions académiques différentes (anglo-saxonnes, hispanophones et francophones), ceux-ci sont en effet la plupart du temps traités indépendamment ; ma thèse a tenté l'exercice de l'interaction et de l'analyse conjointe, ce positionnement représentant l'une des particularités et des propositions fortes de ce manuscrit.

(4) Une méthodologie mixte au service d'une perspective de temps long sur trois « générations sociales ». Nous avons eu recours, tout au long de ce travail de thèse, à une méthodologie de travail mixte, mêlant outils de collecte quantitatifs (enquête) et qualitatifs (observation, récits de vie, entretiens semi-directifs, conversations informelles), qui nous a conduit – lors de la phase d'analyse des données – à mettre la dimension temporelle au cœur de nos analyses. Nos données – qui recueillaient les expériences circulatoires de nombreux individus masculins et féminins, de 1970 jusqu'à nos jours (2017) – pointaient la nécessité de reconstituer un processus historique de mobilités minières observés entre les Andes et l'Amazonie péruviennes, de manière *ex post* et sur le temps long. Effectivement, certains circulants se « racontaient » à partir de mobilités effectuées au cours des décennies 1970-1980, d'autres évoquaient des mouvements particulièrement récents, aux logiques de voyage, de travail, de production et de réinvestissement distinctes. En ce sens, notre questionnement a été de savoir comment rendre intelligibles ces parcours circulatoires miniers multiples et variés, dont l'amplitude temporelle couvrait près de cinquante ans. L'approche par la « génération sociale » nous fournit la réponse et nous permit de construire, au sein de notre corpus de données mixtes, trois « générations sociales de circulation minière », correspondant à : des groupes concrets, collectivement construits sur base d'une condition sociale partagée, elle-même issue d'une condition sociale proche et d'une inscription temporelle dans des processus socio-historiques spécifiques (Attias-Donfut, 1988, 1988a ; Chauvel, 2014). Cette notion de « génération sociale » nous permettait de faire le lien entre temps historique et temps individuel du mouvement, en

identifiant des « macro-groupes » d'individus aux caractéristiques et à la condition sociale proche, étant inscrits dans des conditions socio-historiques et macro-structurelles spécifiques, mais ne développant pas spécialement une « conscience de génération » et ne présentant pas tous le même âge. Dans ce travail, trois « générations sociales de circulation minière » sont délimitées temporellement : une première génération couvre la période 1970-1988, une seconde correspond aux années 1989-2004 et enfin, une troisième et dernière se déploie entre 2005-2017. En opérant ce découpage, nous avions pour objectif de comprendre la transformation des logiques circulatoires sur le temps long, ajoutant une dimension historique à notre analyse.

(5) Une importance accordée aux processus et aux acteurs. D'une part, la visée de notre travail était de déterminer, pour chacune de ces trois générations, les processus socio-historiques et macro-structurels qui avaient contribué à la formation du « macro-groupe circulatoire », poussant les individus au mouvement ; d'autre part, notre objectif était de rendre compte de l'expérience circulatoire à partir de la position des acteurs eux-mêmes, ce qui revenait à non seulement décrire les attributs micro-individuels de la génération (qui avaient encouragé les déplacements), mais aussi éclairer les conditions partagées de leur circulation (voyage, régime de travail, rapports de production similaires). Pour chacune des trois générations identifiées, une double entrée analytique a donc été adoptée : par les processus (forces macro-structurelles et socio-historiques du mouvement) et par les acteurs (expérience micro-individuelle de la circulation minière).

(6) Un positionnement multiscalaire et multisitué. Nous avons en outre systématiquement défendu dans nos analyses, d'une part, l'entrée multiscalaire, et d'autre part, l'entrée multisituée. La première permettait de traiter successivement les niveaux local, national et international (qui influençaient tant l'origine que la destination), non pas comme des niveaux d'analyse indépendants et hiérarchisés, mais comme mutuellement constitutifs du phénomène étudié (Gille et Riain, 2002; Glick Schiller, 2015). La seconde correspondait à une perspective d'ethnographie mobile et multi-sites (Sheller et Urry, 2006), qui nous invitait à nous rendre mobile, nomade, entre les deux pôles de circulation : les lieux d'origine (Ocongate) et les sites miniers (Madre de Dios). Ces deux positionnements révélèrent non seulement les profondes imbrications des divers lieux étudiés, mais également leurs imbrications respectives dans des échelles d'analyse locales, nationales et internationales.

Arrivée au terme de ce travail doctoral, nous pouvons dire que l'originalité – mais également la difficulté – de notre thèse fut de mobiliser ces six positionnements distincts, afin d'objectiver et de dénouer la complexité de nos objets de recherche. Ce cadre conceptuel pluriel constitue à nos yeux l'un des grands apports de notre travail, dont nous discutons les résultats dans les lignes qui suivent, et ce, à la lumière de nos deux questions principales de recherche.

2. La transformation des *livelihoods* andins au prisme des circulations migratoires liées aux activités d'orpaillage amazoniennes : une analyse de temps long sur trois générations

Notre travail de thèse a tout d'abord posé la question de l'incidence des mobilités minières sur la transformation des *livelihoods* ruraux andins, en prenant le cas d'étude du district d'Ocongate.

Localité rurale éminemment agricole et *ganadera*, Ocongate apparaît – à l'aube des années 1970 – comme une région isolée, où les logiques d'autosubsistance prédominent et où les économies familiales paysannes sont très peu connectées aux circuits régionaux tout en étant marquées par

de hauts indices de pauvreté. Evoluant dans des conditions macroéconomiques particulièrement défavorables (grave crise du secteur agraire, récession économique nationale, sous-emploi, détérioration des termes de l'échange agricoles, etc.), nombre de paysans du district décident de partir travailler en-dehors du district, adoptant la pratique Morlon (1992) appelle l' « agriculture à temps partiel ». Notre première génération de circulants commence en effet, dès la réforme agraire nationale et la libéralisation sociale et économique du secteur paysan qui lui a succédé, à alterner les activités agropastorales sur leur lieu d'origine avec l'activité aurifère en Amazonie, opérant des allers et retours fréquents entre les deux pôles.

A cette époque, les revenus miniers accumulés en circulation sont principalement destinés à des dépenses de consommation familiale. La famille – comme unité de solidarité – bénéficie prioritairement des activités minières, celles-ci venant la plupart du temps en complément et en soutien des activités agropastorales locales, permettant de « maintenir » les moyens d'existence paysans. L'élément moteur des circulations de première génération est ainsi, comme Caballero (1983) l'observe à la même période dans d'autres districts andins, « la satisfaction des nécessités basiques familiales, plus que l'accumulation » (p. 22).

Tout au long de période 1970-1988, ce constat se maintiendra à Ocongate, les circulations migratoires minières amazoniennes répondant – pour la plupart des individus de première génération – à une « stratégie de résistance à l'appauvrissement » (Cortes, 2002), visant l'obtention de capitaux financiers réguliers dédiés à des dépenses de consommation. Nous sommes, pendant toute cette période, au cœur de la *livelihood trajectory* que Dorward *et al.* (2009) ainsi que Prichard *et al.* (2017) appellent la stratégie du « *hanging in* », qui consiste à « se maintenir » ; la stratégie de diversification minière menée se traduit en effet par des actifs qui restent stables et suffisants pour maintenir le niveau des moyens d'existence préexistants, mais pas davantage. Dès lors, les objectifs de la circulation résident principalement dans la reproduction familiale et l'atténuation de la pauvreté.

Marquées par les exigences du calendrier et du rythme des activités agricoles sur le lieu d'origine, les mobilités minières des années 1970-1988 ne provoquent pas de grandes transformations ou d'importantes dynamiques de développement local à Ocongate, mais agissent plutôt comme mécanisme de résilience et de subsistance paysanne, permettant aux familles rurales de résister à la pauvreté.

Ces premiers résultats relatifs aux remises de fonds de première génération vont dans le sens de divers travaux publiés au cours des décennies 1970-1980 par des auteurs péruviens tels que Figueroa (1981), Baca (1985), Castro de León (1985), ou encore, Martínez (1980), qui mettent à l'époque en lumière les stratégies de diversification paysanne et leurs liens avec les économies andines. Par ailleurs, nos interprétations concordent avec de récents travaux internationaux, qui appréhendent l'orpaillage comme une activité capable d'engendrer des mécanismes de recul de la pauvreté (Banchirigah et Hilson, 2009 ; Fisher *et al.*, 2019 ; Gamu *et al.*, 2015 ; Hilson, 2010, 2016 ; Labonne, 2014 ; Maconachie, 2011 ; Pokorny *et al.*, 2019 ; Siegel et Veiga, 2010). Comme ces auteurs l'observent dans d'autres parties du monde (en Afrique notamment), nous pouvons conclure en disant que, dans le district d'Ocongate de la période 1970-1988 : « Artisanal and small-scale mining [is] a poverty fighter [...] It can be a springboard to poverty alleviation [...] Revenues accrued from resource extraction can boost real living standards by providing finances for higher levels of private and public consumption » (Ofosu *et al.*, 2020: 213).

En ce qui concerne notre seconde génération de circulants (1989-2004), les incidences des mobilités minières sur les divers capitaux (financier, physique, etc.) qui composent les moyens d'existence ruraux *ocongateños* sont, par rapport à notre première génération, davantage diffus. Notre travail a en effet mis en évidence des revenus miniers toujours principalement orientés vers l'achat de produits de nécessités basiques personnels ou familiaux (se nourrir, se loger), mais également destinés à deux autres logiques prédominantes : l'accroissement du capital physique (acquisition d'intrants agricoles, pesticides, fertilisants, outils et équipements, etc.) et du capital financier (épargne bancaire).

Pour comprendre ces logiques, rappelons qu'à l'époque où cette génération entreprend ses circulations amazoniennes, les Andes – comme toutes les régions du Pérou – sont accablées par les mesures d'ajustement et de redressement néolibérales. Leur application marque, dans tout le sud andin, une accélération des pratiques historiques de *livelihood diversification* (Ellis, 1998), l'activité aurifère y devenant l'une des stratégies de diversification privilégiée des ménages ruraux. Comme les travaux de Lahiri-Dutt (2018) le notent pour l'entièreté des Suds, dans les Andes péruviennes :

> « Liberalisation of agriculture has marginalised subsistence farmers [...] Subsidies on farm inputs were eliminated, export crop taxes reduced, agriculture privatised and non-tariff barriers removed to secure World Bank and International Monetary Fund (IMF) loans. Withdrawal of state support has pressured peasant societies, making farming economically non-viable and eroding its economic status for rural families. Non-viable agriculture is evidenced by widespread diversification of rural livelihoods into non-farm activities. Peasants in Asia, Africa and South America moving out of the fields take up any jobs. Mining as individuals, as families, in groups or as wage workers constitutes such a livelihood » (p. 1567).

Le syndrome de « pauvreté agricole » alimente ainsi la diversification du portefeuille paysan des années 1990, poussant les secteurs ruraux andins à s'insérer sur le marché du travail minier. Dans cette optique, certains circulants cherchent alors à faire de l'orpaillage un « ingrédient nécessaire au maintien des moyens d'existence ruraux » (Pokorny *et al.*, 2019: 36), étant dès lors toujours dans la *livelihood trajectory* caractérisée par le « *hanging in* » (Dorward *et al.*, 2009 ; Pritchard *et al.*, 2017). En d'autres mots, les activités d'extraction amazoniennes permettent, à certains individus de cette seconde génération, de résister à l'appauvrissement, dans un contexte de politiques néolibérales qui leur sont particulièrement défavorables.

Parallèlement, et pour d'autres circulants de seconde génération, les mobilités minières peuvent également assurer la sécurité alimentaire familiale, en générant le capital financier nécessaire à l'achat de fertilisants, de pesticides, d'outils, etc. qui ne sont plus – avec l'apparition et la mise en œuvre de l'ajustement structurel – subsidiés par l'Etat. Ces intrants permettent de plus grandes productions destinées à subvenir aux besoins familiaux, et dès lors, assurent la sécurité alimentaire paysanne. Ainsi, sous l'ajustement structurel, les liens entre orpaillage et agriculture se galvanisent, approfondissant les liens de complémentarité anciens existants entre les deux activités. Nos circulants de seconde génération correspondent à la figure du « paysan extractif » dressée par Lahiri-Dutt (2018), dont la caractéristique première est de vouloir « partir pour rester » (Cortes, 2000).

Enfin, l'épargne bancaire figure également parmi les logiques de réinvestissement minier de seconde génération, celle-ci étant destinée à « diversifier et investir dans une nouvelle activité qui promet des rendements plus élevés ou plus stables » (Brugger et Zanetti, 2020: 946). A l'époque, certains circulants de seconde génération placent en effet sur un compte bancaire le

capital financier accumulé en circulation, attendant le bon moment pour réinvestir. Cependant, le problème majeur du district d'Ocongate d'alors est qu'il ne présente que peu (voire pas) d'activités économiques rentables, ce qui rend difficile les réinvestissements directs dans d'autres types de capitaux paysans (physique, humain, naturel, etc.).

La période 1989-2004 se caractérise en ce sens, dans ce district andin, par des années « d'accumulation sans développement », au cours desquelles les transferts monétaires liés aux activités aurifères sont sans effet direct sur le développement local des zones rurales. Aucune transformation radicale du monde paysan *ocongateño* n'apparaît sous l'influence des transferts miniers des années 1989-2004 ; toutefois, ceux-ci permettent, pour certains individus, d'atténuer la pauvreté et d'assurer la sécurité alimentaire familiale, et pour d'autres, d'accéder à un processus naissant d'accumulation capitaliste *via* l'épargne bancaire.

Les transformations les plus intéressantes des *livelihoods* ruraux apparaîtront, à Ocongate, aux moments des circulations minières de troisième génération (2005-2017). Nos résultats ont effet montré à quel point ces années s'accompagnaient de notables changements (tant sur les plans politique et économique, que social ou culturel), de processus de modernisation au sein des zones rurales et d'une relative réduction de la pauvreté. Plusieurs facteurs se combinent pour sous-tendre ces processus, parmi lesquels les mobilités minières endossent un rôle capital.

Au cours la période 2005-2017, nous retrouvons – parmi nos circulants de troisième génération – les six catégories de dépenses minières identifiées par Brugger et Zanetti (2020) dans leurs travaux (dépenses de consommation familiales, dépenses et loisirs personnels, investissements agricoles, investissements non agricoles, investissements dans le capital humain et épargne bancaire), qui révèlent des *livelihood strategies* diverses et multiples, aboutissant à une restructuration sociale intense au sein des zones rurales.

Pour certains circulants de troisième génération, les mobilités minières permettent d'augmenter le capital financier familial, et ce faisant, consentir à d'importants investissements dans les activités agropastorales locales. Les revenus aurifères accumulés en circulation sont en effet investis dans du capital naturel (terres) et physique (têtes de bétail, intrants agricoles, etc.), qui facilitent, à terme, la réorientation exclusive des *livelihoods* familiaux sur le lieu d'origine, où ceux-ci deviennent de petits producteurs agropastoraux à succès. Incubateurs de développement (Pokorny *et al.*, 2019), les activités minières leur fournissent ainsi le capital financier initial nécessaire au démarrage d'activités productives (telles que la filiale bovine et laitière), leur permettant aujourd'hui d'entrer dans des logiques d'accumulation capitaliste. Ce faisant, certains individus de cette génération connaissent, entre 2005 et 2017, une *livelihood trajectory* (Dorward *et al.*, 2009 ; Prichard *et al.*, 2017) marquée par le '*stepping up*', où le ménage accroît ses actifs et expérimente, au fil du temps, un mouvement de mobilité sociale ascendante.

Plus modestement, certains circulants de troisième génération allouent toujours leur revenu minier à l'entretien et à la subsistance familiale, cette ressource servant (comme au temps de nos première et seconde générations) au maintien des moyens d'existence familiaux (stratégie du « *hanging in* »). Ce faisant, ceux-ci assurent la reproduction de leur famille et conservent leur position sociale initiale.

Parallèlement, nous observons également au sein de cette dernière génération des *livelihood strategies* apparentées au « *stepping out* » (Dorward *et al.*, 2009 ; Prichard *et al.*, 2017) où le circulant « se retire » ; la stratégie de diversification minière menée se traduit par une

accumulation d'actifs qui, avec le temps, fournissent une base ou un « tremplin » vers de nouvelles activités, qui promettent des rendements plus élevés et/ou plus stables. C'est par exemple le cas lorsque le capital accumulé à Madre de Dios est réinvesti dans l'achat d'un véhicule, visant à réorienter les moyens d'existence paysans vers le transport de passagers ; ou encore, lorsque l'épargne bancaire issue des activités d'orpaillage sert à monter un petit commerce.

Enfin, l'achat de biens exclusivement personnels destinés aux loisirs ou à des biens de « luxe » – seconde catégorie de Brugger et Zanetti (2020) – figure également parmi les logiques de dépenses minières de troisième génération, pouvant être, par exemple, lié aux logiques de *bancobar* au sein des zones minières amazoniennes. Pour certains individus de cette génération, ce comportement de dépense au sein des bars et maisons closes peut se solder par une *livelihood trajectory* (Dorward *et al.*, 2009 ; Prichard *et al.*, 2017) marquée par le '*muddling through*', où les moyens d'existence et la qualité de vie du circulant se détériorent, résultant de dépenses « improductives » ou de dettes insoutenables contractées en Amazonie.

Ainsi, les mobilités minières contribuent – au cours de la période 2005-2017 – à une large diversification des moyens d'existence en zones rurales, révélant des *agency* paysannes distinctes, et menant à des stratégies de moyens d'existence (*livelihood trajectories*) particulièrement divergentes. Certains travailleurs circulants de troisième génération arrivent en effet, par le biais de leurs mobilités minières, à accroître leurs actifs par l'intensification agricole (« *stepping up* ») ou par le basculement vers d'autres activités économiques (« *stepping out* »), expérimentant dès lors des processus de mobilité sociale ascendante ; d'autres maintiennent leurs capitaux en l'état, assurant la reproduction familiale (« *hanging in* ») ; enfin, et à l'opposé, certains expérimentent une détérioration de leurs moyens d'existence, correspondant à une trajectoire de « *muddling through* » qui débouche sur une mobilité sociale descendante.

Résultant de ces dynamiques contraires, les secteurs paysans d'Ocongate sont actuellement traversés, d'une part, par d'importants processus de développement (certaines familles paysannes augmentent graduellement leurs capitaux financier, humain, physique, etc.), mais également, et d'autre part, par des processus de différenciation socio-économique croissants, alimentant le creusement des inégalités sociales interfamiliales. Les mobilités minières créent en effet diverses opportunités et contraintes sur le plan local, qui se traduisent – en cours de période – par des hiérarchies où les disparités sociales s'expriment au travers d'un développement rural inégal et hétérogène.

Ocongate se caractérise aujourd'hui par des processus de développement inégaux entre acteurs paysans, qui s'observent tant sur le plan interfamilial qu'intercommunautaire. Ce développement inégal est, certes, la résultante des circulations migratoires vers l'Amazonie, mais pas exclusivement. A celles-ci viennent inévitablement s'ajouter d'autres facteurs explicatifs tels que la présence d'ONG de développement et les programmes de la Municipalité (qui focalisent leurs actions sur certaines communautés et certaines familles rurales), le passage de la nouvelle Interocéanique, les conditions agro-écologiques (plus ou moins favorables des zones *suni* et *puna*), ainsi que l'abondance de ressources hydriques et foncières des circulants, qui constituent eux aussi des éléments essentiels à considérer dans la compréhension des transformations récentes et de l'hétérogénéité du monde rural *ocongateño*.

3. Travail minier artisanal en Amazonie péruvienne : des clés de lecture alternatives au pouvoir émotionnel de l' « esclavage moderne »

Après avoir abordé la question de la transformation des capitaux paysans sur le temps long, discutons à présent sur notre seconde question de recherche, la thèse de l'exploitation et de l' « esclavage moderne » dans les pratiques de travail et les rapports de production observés au sein du secteur aurifère artisanal amazonien entre 1970 et 2017. Nous avons défendu, tout au long de cette thèse, l'idée que la catégorie de l'« esclave moderne » accolé aux travailleurs migrants aurifères, outre l'avantage de présenter un « pouvoir émotionnel » de dénonciation, ne permettait pas de comprendre l'origine des relations sociales constitutives de la domination et de la servitude au sein des campements miniers, ni d'éclairer comment celles-ci ont pu se perpétuer au fil du temps, ou encore, d'expliquer pourquoi autant de paysans mobiles y ont consenti, et ce, plusieurs années durant. Dès lors, nous avons veillé, pour chacune des trois générations de circulants miniers identifiées, à proposer des clés de lecture alternatives, plus utiles – selon nous – à mettre en lumière les mécanismes qui produisent le consentement et perpétuent la domination au sein des campements de l'Amazonie péruvienne.

Pour la première génération (1970-1988), nous avons substitué à la lecture affective de l'esclavage, les notions de *derecho de piso*, de « réciprocité différée » (Rivera Cusicanqui, 2010), et de travail non libre (Brass, 1999). Certes, cette génération contient en son cœur le souvenir d'une condition d' « esclave » liée à diverses pratiques d'endettement fictif, de restriction des libertés de mouvement et d'enfermement, de contrôle armé, de coercition physique et morale, d'humiliation répétées, un ensemble de traitements souvent vécus comme déshumanistants et dépersonnalisants. Néanmoins, cette catégorie « émique » (Olivier de Sardan, 1998) de l'esclave ne se suffit pas à elle-même, selon nous, pour « établir les causes faisant obstacle et comprendre les mécanismes propices à la perpétuation de la sujétion » (Morice, 2005: 1031).

Dès lors, nous avons commencé par mobiliser la notion sud-américaine de *derecho de piso* et son corollaire, le principe de « réciprocité différée dans le temps », qui justifient que tout franchissement dans la hiérarchie sociale se paie au prix de nombreux efforts et sacrifices, et par conséquent, que « celui qui fut exploité a le droit d'exploiter à son tour » (Rivera Cusicanqui, 2010). Ces deux perspectives furent pour nous porteuses pour comprendre la persistance de la domination extrême et les pratiques abusives des patrons miniers de la période 1970-1988. Ces derniers étant eux-mêmes d'anciens ouvriers circulants, ceux-ci ont réussi à grimper la hiérarchie sociale et devenir micro-entrepreneurs à succès, et ce, en consentant de nombreux sacrifices. Leur parcours justifie alors que leurs ouvriers circulants paient eux aussi, à leur arrivée, un *derecho de piso*, subissant une « réciprocité différée » (Rivera Cusicanqui, 2010). Dans les campements miniers de l'époque, la domination est dès lors légitimée (et mène à la servitude et à une acceptation de la soumission) car celle-ci est perçue – par le truchement du *derecho de piso* et de « la réciprocité différée » – comme légitime : tout patron minier (ancien exploité) a le droit de devenir lui-même exploiteur. Aussi, ce processus de soumission est perçu comme juste car celui-ci est censé n'être que temporaire, comportant une promesse de progrès dans le futur. La condition de servitude minière n'est en effet pas permanente (ce qui la distingue par ailleurs de l'esclavage) ; les circulants opèrent un « calcul différé » qui les poussent à se soumettre temporairement aux maltraitances, aux abus et à la domination extrême du patronat, et ce, en vue d'une promesse d'amélioration future (statut social, capital économique, etc.).

Partant de là, nous avons ensuite fait dialoguer ces deux notions avec le concept de *unfree labour* (travail non libre), emprunté aux écrits de Tom Brass (1999, 2004). Celui-ci opère une rupture fondamentale avec les notions internationales de travail forcé et d' « esclavage moderne », en repartant des travaux de Karl Marx, considérant qu'un travailleur est « non libre » lorsque : premièrement, celui-ci est privé des moyens de production, mais surtout, et deuxièmement, lorsque celui-ci n'a pas la liberté de pouvoir vendre et revendre personnellement sa force de travail ailleurs. C'est donc le contrôle du travailleur sur sa propre force de travail – à tout moment du cycle de production – qui est fondamental dans la pensée de Brass. Sur ce point, celui-ci s'éloigne de la lecture de l' « esclavage » puisque dans ce cas de figure, c'est sur l'entièreté de l'individu que le contrôle s'applique, et non sur sa seule force de travail.

Dans la prolongation de ces réflexions, nous avons défendu le positionnement suivant : les circulants de première génération ne sont pas des « esclaves », puisqu'au sein des campements de Madre de Dios, c'est sur leur seule force de travail que s'exercent le contrôle strict et la domination. Par l'enfermement et le contrôle des sorties, ceux-ci ne sont pas capables de vendre et revendre leur force de travail ailleurs, ce qui les fait basculer dans la catégorie que Brass identifie comme « non libres ». Pour cet auteur, cette « non liberté » passe par différents mécanismes, que nous avons-nous-mêmes observés dans notre cas d'étude : le *debt bondage* (servitude pour dettes), les avances sur salaire et la non liberté de mouvement. A la catégorie de l' « esclave moderne », nous lui avons ainsi substitué – pour notre première génération – celle de « travailleur non libre », bien plus apte selon nous à saisir les spécificités de la condition ouvrière amazonienne au cours de la période 1970-1988.

En ce qui concerne notre seconde génération de circulants miniers, les logiques de domination et de production du consentement sont, au sein des campements amazoniens de la période 1989-2004, fondamentalement différentes. A cette époque, les travailleurs mobiles jouissent (contrairement à la génération antérieure) d'une liberté de mouvement retrouvée ; les pratiques strictes de contrôle et de surveillance ne sont plus ; les travailleurs sont mobiles géographiquement, désormais capables de négocier, vendre et revendre leur force de travail ; et enfin, ceux-ci ont la possibilité d'opérer des mobilités socio-professionnelles au sein même des campements (hiérarchie interne). Nous nous trouvons, dès lors, « loin de l'image de l'esclave qui est véhiculée à propos des migrants » (Lemozy, 2019: 125).

Dans cette optique, nous avons proposé – pour cette seconde génération – une lecture analytique partant d'une vision compréhensive et relationnelle de l'expérience sociale et spatiale des individus, et ce, en privilégiant une entrée par les réseaux migratoires et le capital social. Pour beaucoup de circulants de deuxième génération, nous avons vu que les réseaux de connaissances, de parenté, d'amitié et de compérage symbolique structuraient les départs, les arrivées à Madre de Dios, ainsi que les conditions d'incorporation au sein des campements. Ces réseaux reposent sur différents types de liens sociaux, qui expliquent et débouchent sur des logiques différenciées de surexploitation et de domination (consentie ou non).

En effet, il existe à l'époque, premièrement, des liens « faibles » (Granovetter, 1973) qui impliquent des mobilités résultant de rencontres avec des inconnus ou des individus rencontrés au hasard, et qui se soldent le plus souvent par des situations d'aliénation et de domination extrêmes qui ne font l'objet d'aucun consentement : c'est le cas de la traite féminine à des fins d'exploitation.

Deuxièmement, outre ces liens dits « faibles », les liens mobilisés par cette génération peuvent également relever de ce que Matthew Desmond (2012) nomme les liens « jetables », qui unissent deux personnes qui se reconnaissent d'une même « galère », faisant dès lors l'expérience que leur fardeau n'est pas unique. Dans notre cas d'étude, ce type de liens est tissé entre ouvriers et patron ; les deux parties se reconnaissent d'une origine semblable (andine, pour la plupart), ainsi que comme des individus qui connaissent les mêmes incertitudes et mésaventures liées au travail minier. Ce sentiment de « sort partagé » explique la transformation des expériences subjectives de la domination et de la servitude, où peu d'individus de seconde génération considèrent avoir été traités comme des « esclaves ». Au contraire, ceux-ci avancent une nette amélioration de la condition et du traitement ouvriers, en dépit – nous l'avons vu – de la surexploitation (*shifts* de 12 ou 24 heures de travail), la dangerosité des tâches, les conditions de vie minimales, l'informalité, l'absence de couverture sociale, etc. qui continuent à caractériser le travail minier de seconde génération. Notre positionnement a donc été d'avancer que ces liens jetables prédisposaient cette génération d'ouvriers à se soumettre et à consentir plus facilement aux conditions précaires du travail en mobilité, et ce, par le truchement de sort, condition et mésaventures partagés.

Enfin, et troisièmement, les liens « forts » (familiaux, amicaux, communautaires, ou ethniques) peuvent eux aussi venir éclairer les expériences subjectives de la domination et de la servitude au sein des campements de seconde génération. Pour assurer l'arrivée continue de main-d'œuvre au sein de leur campement, les patrons miniers de la période 1989-2004 mobilisent leurs réseaux « ethno-diasporiques » (Arhin, 2016), ces derniers permettant l'engagement rapide, oral et sans contrat des travailleurs mobiles. Les campements peuvent ainsi, à l'époque, être considérées comme des « enclaves ethniques » (Portes, 1981), comprenant « des groupes d'immigrants concentrés dans un espace distinct qui mettent sur pied des entreprises servant leur propre marché ethnique » (p. 290). La théorie de l'enclave ethnique a souvent insisté sur la solidarité ethnique, censée guider les relations en leur sein, passant sous silence leur versant de hiérarchie interne, d'exploitation et de rapports de domination. Or, nos données de terrain ont mis en évidence les ambiguïtés de la relation de pouvoir asymétrique existante entre patron minier et ouvrier migrant. Notre argument a été de dire qu'à Madre de Dios, les travailleurs de seconde génération évoluent dans un environnement d'entraide, de solidarité et de confiance, mais qui se voit paradoxalement teinté de domination personnelle et paternaliste, de contrôle tutélaire basé sur les liens de parenté ou la proximité affective (*padrinazgo*), des logiques de don et contre don, de l'endettement symbolique, etc. Ces rapports ambigus ont tendance à produire des relations de travail non rémunérées, des formes de travail dissimulé, de la surexploitation et des pratiques abusives, qui sont occultés – aux yeux des circulants – par les logiques parallèles d'entraide, de confiance, de *paisanazgo*, etc. Aussi, se sentant endetté symboliquement, le circulant lui-même peut aussi répondre au don de la migration par un contredon d'importance : une disposition inébranlable pour le travail, la « dette morale » (Morice, 2005) jouant – pour cette génération – un rôle incontestable dans la perpétuation de la soumission et de la servitude au sein des campements.

Ainsi, liens faibles, jetables et forts s'entrelacent pour expliquer la perpétuation de la domination, et dans certains cas, la production du consentement au sein des campements de seconde génération.

Enfin, pour notre troisième et dernière génération, notre clé de lecture alternative à l' « esclavage moderne » fut celle de la « servitude volontaire » (De la Boétie, 1574), interprétée dans ses connexions étroites avec le concept d'*agency*. Comme notre seconde génération, cette dernière

génération de circulants est constituée de travailleurs qui se déplacent et négocient librement leur force de travail selon les besoins du marché aurifère. Tous arrivent avec la « volonté » de travailler dans les campements et aucun patron ne les rends captifs ; ils sont « libres » au sens des écrits de Brass (1999).

A travers le contrat qu'ils négocient avec les patrons miniers, ceux-ci s'engagent librement à soumettre leur volonté à celle de leur patron, et ce, en contrepartie du paiement d'une rémunération. Autrement dit, le paradoxe de la « servitude volontaire » apparaît, et se matérialise par le biais de la « forme salaire ». Dans notre cas d'étude, cette « forme salaire » (Marx, 1993) est singulièrement avantageuse, facilitant et justifiant – quasiment à elle seule – le consentement de nombreux circulants de cette génération au rythme accéléré de travail, au régime exigeant, aux conditions de vie déplorables, etc. Aussi, ce qui influence cette « servitude volontaire », c'est que celle-ci présente une limite temporelle et géographique, fixée par le contrat (ce qui éloigne, encore une fois, cette génération de la figure de l'esclave, puisque ce dernier se caractérise par son statut définitif, qui se transmet en outre de génération en génération). Et enfin, cette servitude volontaire présente un but pour le circulant ; celui-ci est conscient de sa soumission, mais également conscient que celle-ci peut – à terme – lui servir.

La servitude volontaire observée au sein des campements de troisième génération sert effectivement des objectifs clairs, s'insérant dans des stratégies spécifiques de vie et d'existence. Les individus composant cette génération participent « sciemment à un processus de travail de production avec des visées stratégiques » (Lemozy, 2019: 125) ; leur occupation minière constitue tout autant une expérience de la domination, qu'une expérience de l'émancipation. Ceux-ci sont des travailleurs libres, capables de faire leurs propres choix et d'adopter des stratégies pour les atteindre. Les diverses trajectoires circulatoires exposées dans notre dernier chapitre ont effectivement montré la ruse, le zèle et l'inventivité de ces travailleurs migrants, qui ont la possibilité de travailler la domination, d'en user et de construire leur futur en tentant de s'en écarter. Leurs circulations montrent, comme le dit Jakšić (2011), un tableau vivant des migrations « pour soi » et fait apparaître ses membres comme des « sujets agissants » (p. 179).

Dans cette lecture alternative que nous proposons, les notions de servitude volontaire et d'*agency* sont donc centrales pour expliquer la production du consentement et la perpétuation de la domination au sein des campements amazoniens de troisième génération, la première se matérialisant au travers de la « forme salaire » (Marx, 1993) et la seconde servant des desseins personnels d'émancipation.

En guise de conclusion, nous pouvons dire qu'au fil du temps (1970-2017), les logiques sous-jacentes produisant le consentement paysan (aux diverses logiques de domination patronale minière) se transforment au sein des campements, laissant entrevoir des clés de lecture distinctes d'une génération à l'autre (travail non libre, réseaux et capital social, servitude volontaire et *agency*), mais aboutissant à un constat général : une marge de manœuvre toujours plus ample pour les travailleurs circulants d' « user » de leur inventivité, ceux-ci s'inscrivant dans des stratégies de moyens d'existence (*livelihood strategies)* de plus en plus diversifiées sur leur lieu d'origine. Nos deux questions de recherche trouvent ainsi leur pleine articulation et se complètent l'une autre au temps de la troisième génération, où les *livelihoods* ruraux suivent des trajectoires particulièrement divergentes, révélant des *agency* distinctes au sein des circulants interviewés.

4. Retour sur les résultats : implications empiriques et théoriques

Nous basant sur les résultats présentés précédemment, nous pouvons dire que notre travail doctoral se positionne au carrefour de plusieurs champs d'étude, auxquels celui-ci participe tant sur le plan empirique que théorique. Dans cette avant-dernière section, nous établissons les diverses contributions et dialogues que notre recherche établit avec : (1) les *migration studies* (mobilités et circulation migratoire), (2) les *livelihoods studies*, et enfin, (3) la littérature sur l'orpaillage informel et illégal.

4.1. Intégrer l'*agency*, les relations sociales, le changement long terme et la mobilité dans les *livelihoods studies*

Dans la lignée des travaux de Bebbington (2000), Scoones (1998, 2009), ainsi que Chambers et Conway (1991), nous avons – tout au long de ce manuscrit – tenté de rompre avec le mythe de la sédentarité et de l'immobilité paysanne, en défendant la thèse de moyens d'existence ruraux combinés et variés aux Suds. Nous avons en effet ancré nos réflexions dans le courant des *rural livelihoods*, qui présente – à nos yeux – le mérite de reconnaître, d'une part, la diversification, la pluriactivité et la mobilité/migration paysanne en tant que stratégies clés d'existence en milieu rural, et d'autre part, la diversité des capitaux à disposition des familles rurales et la manière dont celles-ci les combinent pour assurer leur existence. A travers le cas d'étude des Andes et de l'Amazonie péruvienne, nous participons au champ des *livelihoods studies*, en venant y apporter plusieurs contributions que nous déclinons ici en quatre temps.

Premièrement, notre travail constitue un apport à la littérature sur les *rural livelihoods* en insistant sur l'importance d'intégrer, dans les analyses et parallèlement aux forces macrostructurelles, la capacité d'agentivité (*agency*) des individus ruraux. Nos résultats ont révélé que d'un individu (ou famille) à l'autre, les capitaux détenus pouvaient fondamentalement varier, révélant des stratégies distinctes de construction des moyens d'existence. En milieu rural, ces diverses stratégies accessibles aux individus dépendent non seulement d'une série de facteurs internes et externes (macrostructure), qui peuvent inclure l'environnement, les stocks de capitaux détenus, et l'accès à certaines dotations, mais également de potentialités personnelles plus subjectives comme la faculté de les mobiliser de manière efficiente, de saisir des opportunités ou de se projeter dans l'avenir (Bebbington, 1999 ; Stocking et Murnaghan, 2001 ; Maconachie et Binns, 2007 ; Lallau et Thibaut, 2009 ; Scoones, 2009). Autrement dit, outre les macrostructures, les *livelihoods strategies* découlent aussi (et peut-être avant tout, dans le cas de certains ruraux) de l'*agency* des individus eux-mêmes.

A l'heure actuelle, « une division inutile persiste souvent dans le champ des *livelihoods studies* entre les perspectives microéconomiques et locales, qui mettent l'accent sur l'*agency* et l'action, et l'analyse structurelle plus large et macroéconomique [...] Pourtant, les perspectives des moyens d'existence doivent examiner simultanément la structure et l'agence, et les divers processus microéconomiques et macroéconomiques » (Scoones, 2009 : 185-186 ; ma traduction). En ce sens, l'entrée analytique de notre thèse s'est axée sur les facteurs relevant de la macrostructure, mais a également mis en lumière la marge de manœuvre des individus ruraux et la manière dont ceux-ci composent avec (et, dans certains cas, transforment) le niveau « macro » pour mobiliser de manière créative leurs capitaux, ou *assets*. Ainsi, mon travail de thèse rompt avec les dichotomies et les tensions analytiques entre *agency* et structure, et ce, en insistant systématiquement sur les connexions existantes entre le micro et le macro. Mes résultats ont

montré que ces deux niveaux interagissent et s'influencent l'un l'autre : alors que la macrostructure peut expliquer un partie des comportements individuels, le micro et l'agentivité des individus peuvent eux aussi venir modeler, voire transformer les conditions macrostructurelles (nous avons notamment vu le cas de l'*empoderamiento* paysan, qui mène aujourd'hui à la désignation de maires ruraux et à d'importants changements de politiques publiques à Ocongate, désormais propaysannes). Les *rural livelihoods* répondent ainsi à des conditions externes, du local à l'international, mais se déploient aussi (et peut-être avant tout) en fonction de la capacité d'agentivité et des caractéristiques micro-individuelles des acteurs concernés (Bebbington, 1999 ; Stocking et Murnaghan, 2001 ; Maconachie et Binns, 2007 ; Scoones, 2009). A travers l'analyse de nombreuses trajectoires circulatoires d'individus ruraux, notre thèse a montré en quoi les stratégies d'existence paysannes sont faites de décisions délibérées, qui s'opèrent sous des contraintes externes plus ou moins fortes, mais aussi suivant une perception subjective des risques, des opportunités et selon des aspirations individuelles (Fréguin-Gresh *et al.*, 2015). L'*agency* individuelle est ainsi un élément central à considérer pour rendre compte des *livelihoods* ruraux.

Deuxièmement, et ce point est lié à ces premières considérations sur l'*agency* paysanne, notre thèse met en dialogue des discussions issues du champ des *livelihoods studies* avec des débats de sociologie du travail (esclavage moderne et travail non libre), invitant ce champ à prendre en compte l'importance des relations humaines (rapports de domination, de dépendance, réseaux, etc.) dans la construction des moyens d'existence paysans. Nos résultats permettent en effet de mieux comprendre comment les relations sociales sous-tendent les stratégies d'existence en milieu rural. Ceux-ci démontrent de manière empirique et conceptuelle que les trajectoires d'existence des individus ruraux sont la résultante de nombreux choix, de projets autonomes et de désirs migratoires qui peuvent – certes – impliquer des formes de travail contraint ou réalisé dans des conditions déplorables, mais celles-ci sont négociées, calculées et sous-pesées par l'individu lui-même, en fonction de ses propres attentes en termes de *livelihoods*. Nous défendons effectivement l'idée que l'*agency* humaine de l'individu rural migrant lui permet de négocier et d'utiliser, au sein des campements, les relations de dépendance et de domination (ou « unfreeness ») à ses propres fins, et ce, car celui-ci a la capacité de les mettre en perspective avec ses futures stratégies d'existence et de vie sur son lieu d'origine (Jakšić, 2011). Le travailleur migrant ne fait pas que subir la domination, il la calcule, la travaille et la déplace en fonction de ses propres desseins. Comme le note Lemozy (2019), « c'est en se concentrant sur la façon dont les individus travaillent la domination qu'ils subissent dans un contexte donné, comment ils la contournent, s'en défendent, ou même résistent à celle-ci, que nous serons en mesure d'établir des théories de l'émancipation bien plus en phase avec les réalités empiriques historiques » (p. 129). Sur base de nos résultats, nous invitons donc à inclure dans les discussions relatives aux *livelihoods* ruraux, des questions davantage sociologiques liées aux expériences subjectives de la domination et de la dépendance, aux réseaux, et à l'*agency* humaine dans le travail migrant car à nos yeux, ces éléments d'analyse permettent d'éclairer la construction et la production des moyens d'existence ruraux aux Suds.

Troisièmement, notre travail de thèse apporte une contribution de taille au champ d'étude des *rural livelihoods*, en proposant une lecture long terme du changement agraire et des processus de développement en milieu rural. Nous avons vu que l'une des critiques émises envers l'approche des *rural livelihoods* est de ne prendre en compte que de façon partielle les temporalités et la construction long terme des stratégies liées aux moyens d'existence ruraux. N'offrant qu'un « instantané » dans le temps, une photographie au temps *t* des capitaux et des stratégies

individuelles ou familiales (Scoones, 2009), cet outil conceptuel n'est que peu mobilisé pour débattre des changements de long terme des économies rurales et les questions plus larges de transformation agraire et développement (Scoones, 2009 ; Brugger et Zanetti, 2020). Or, la situation des ménages ruraux évolue sans cesse, et ceux-ci adaptent leurs stratégies d'existence au fil du temps, en combinant leurs actifs de manière distincte pour répondre à leurs aspirations et/ou aux chocs externes. Les stratégies d'existence rurales peuvent en effet se transformer, évoluer, s'inverser, etc. au fil du temps, des dynamiques que le modèle initial des *rural livelihoods* ne permet pas de saisir.

Pour y remédier, nous avons couplé cette approche des *rural livelihoods* avec celle de la « trajectoire des moyens d'existence » (*livelihoods trajectory*) empruntée aux travaux de Dorward *et al.* (2009) et Pritchard *et al.* (2017), qui tend à mettre l'accent sur les aspirations dynamiques des acteurs ruraux, le remodèlement continu des actifs des ménages au fil du temps, et ce faisant, « rend explicites les fondements de la différenciation sociale rurale » (Scoones *et al.*, 2011 : 975). Cette double lecture analytique (*rural livelihoods* couplée à la *livelihoods trajectory*) nous permit d'adopter une perspective historique de long terme et intégrer – dans nos analyses – la composante dynamique et évolutive des moyens d'existence ruraux (« hanging in », « muddling through », « stepping up », « stepping out »). Cette perspective long terme et historique était effectivement essentielle dans notre processus de recherche, puisque nous nous intéressions à l'évolution des stratégies de moyens d'existence paysans sur près de cinquante ans, à savoir de 1970 jusque 2017.

Enfin, un dernier apport de notre travail à la littérature sur les *livelihoods* ruraux réside dans la reconnaissante de la mobilité en tant que composante à part entière, endogène et constitutive du portefeuille d'activités paysans. En optant pour une entrée par les études migratoires, notre travail a redonné à la thématique des mobilités (spatiales et sociales) la place qu'elles méritent au sein des débats internationaux sur la transformation des *livelihoods* ruraux au Suds. En effet, l'approche par les *rural livelihoods* n'a – jusqu'à ce jour – traité qu'en creux la question des mobilités (Scoones, 1998 ; Brugger et Zanetti, 2020), or « les mondes ruraux sont depuis longtemps marqués, reconfigurés et affectés par les circulations de biens et de personnes » (Fréguin-Gresh *et al*., 2014: 3). Notre thèse plonge dès lors le lecteur dans une analyse de la « mobilité qui est examinée dans sa relation avec les moyens d'existence ruraux » (Rigg, 2007: 163), un positionnement qui n'a – jusqu'à ce jour – été que peu défendu par les tenants des *livelihoods studies*.

Ainsi, ma thèse est ancrée, pourrait-on dire, dans une géographie sociale qui accorde une place primordiale aux pratiques de mobilité et aux représentations, aux expériences vécues et aux trajectoires de circulation, aux stratégies d'existence des acteurs, aux intentionnalités et à l'*agency* des individus, dans leur rapport à l'espace (Di Méo, 1996).

4.2. De la circulation migratoire aux mobilités minières artisanales : plusieurs apports pour les *migration studies*

Un second champ auquel cette recherche contribue est celui des *migration studies*. Nous focalisant sur une étude de cas sud-américaine, et plus précisément péruvienne, notre travail mobilise une littérature à la fois anglophone, francophone et hispanophone, et vient apporter plusieurs contributions empiriques et théoriques à ce champ d'étude.

Tout d'abord, notre thèse contribue aux études migratoires dans un contexte de changement épistémologique, où l'approche par les migrations (pensées comme une rupture, un transfert définitif de résidence d'un espace vers un autre) est actuellement supplantée par celle des mobilités et des circulations, fonctionnant sur le principe de « réversibilité de la migration » (Domenach et Picouet, 1987). Nous écartant de l'approche classique du fait migratoire, nous avons en effet défendu dans cette thèse – pour les espaces ruraux des Andes et de l'Amazonie péruviennes – l'existence de mouvements aux formes et aux temporalités complexes (saisonniers, circulaires, allers et retours, double résidence, etc.), qui rendent compte d'identités territoriales se déployant dans des contextes de multi-localisation et de multipolarité (Cortes, 1998 ; Simon, 1995 ; Baby-Collin et al., 2009). Le concept de « circulation migratoire » a été mobilisé pour saisir les mouvements que nous observions dans une perspective dynamique de va-et-vient, en insistant sur la dimension répétitive et durable des flux ainsi que leur caractère pluridirectionnel. Que ce soient des mouvements circulaires avec retour au point d'origine ou des mobilités allant dans les deux sens, c'est la mobilité alternante ou répétitive, entre les Andes et l'Amazonie, généralement sous le mode du va-et-vient qui a aiguisé notre regard (Tarrius, 1994).

Cette approche par la « circulation migratoire » constitue, selon nous, une manière innovante et renouvelée d'appréhender le fait migratoire aux Suds, car celle-ci « prend en considération l'ensemble de l'itinéraire migratoire, des espaces parcourus et des pratiques qui y sont associées [...] Elle synthétise l'ensemble des relations entre le groupe ou l'individu émigré et le pays d'origine, et prend la forme dynamique d'un va-et-vient » (Arab, 2008 : 21 et 23). Nos résultats et analyses en termes de « circulation » ont en effet démontré l'importance de penser la continuité spatio-temporelle des formes de mobilité, et non plus seulement les changements de résidence dans un laps de temps défini ; ce qui nous semble primordial dans l'études des migrations, c'est envisager la continuité des liens qui connectent les espaces d'origine et de destination, la richesse des analyses résidant dans l'étude systématique du « lien ». Cette démarche constitue – à nos yeux – l'une des propositions fortes de notre travail, un positionnement qui n'a – jusqu'à ce jour – été que peu défendu dans l'étude des migrations andines. En effet, la perspective de la « circulation migratoire » a été mobilisée pour étudier l'immigration en Europe (Tarrius, 2002), ou encore les mouvements Mexique-USA (Rivera Sánchez, 2012), mais reste peu utilisée pour la compréhension des déplacements andins. Or – nous l'avons vu tout au long de ce travail – les mobilités andines articulent plusieurs espaces dans une trame de liens particulièrement complexes, qu'il est nécessaire de détricoter pour en comprendre les nombreux ressorts et logiques. Notre travail invite ainsi les *migration studies* à penser les mobilités andines en tant que « circulations » articulant plusieurs espaces, s'écartant – ce faisant – de l'idée de « rupture » associée à l'approche classique du fait migratoire.

Deuxièmement, et ce point est lié au précédent, alors que les études migratoires scindent généralement leurs analyses, en examinant soit le lieu d'origine ou de destination, soit les moments du départ, de l'arrivée ou du retour, ou encore, soit les causes ou les conséquences du mouvement, mon travail a embrassé le fait mobilitaire dans toute sa complexité, s'amarrant au « pluralisme théorique » défendu par Piché (2013, 2015). Nous inspirant des considérations et du cadre analytique de cette approche, nous avons de fait envisagé le mouvement en tant que phénomène multifactoriel et multidimensionnel, intégrant les trois ingrédients principaux de la migration : les niveaux d'analyse micro, méso, macro (voire global), les dimensions économiques, sociales et politiques, tant dans les lieux d'origine que de destination, lors du départ, de l'arrivée et du retour.

Cette « approche plurielle des migrations » – qui inscrit la migration dans une perspective systémique (Piché, 2013, 2015) – est déjà très riche et complexe en soi ; toutefois, il nous semblait qu'à nouveau, la capacité d'agentivité des travailleurs circulants y était occultée des analyses, or celle-ci influe inévitablement sur les *outcomes* des processus migratoires (Lafleur et Yépez del Castillo, 2014). Partant de ce constat, nous avons alors ajouté un niveau d'analyse supplémentaire, couplant l' « approche plurielle des migrations » avec des considérations liées à l'*agency* migratoire (qui éclaire la manière dont le migrant, face à des structures données, établit des stratégies, agit indépendamment selon sa propore volonté, transforme, mobilise des ressources et crée des opportunités dans le but de réaliser son projet migratoire) (Dioh, 2020). Pour ce faire, nous avons fait appel à l'outil méthodologique de la « trajectoire circulatoire » (Glick-Schiller *et al.*, 1995 ; Rivera Sánchez, 2012) qui nous permit de rendre compte de la complexité des expériences migratoires, tout en pointant les déplacements sociaux et spatiaux effectués par les individus migrants au cours de leur vie. Particulièrement indiqué pour analyser l'*agency* des circulants, nous considérons que l'outil de la trajectoire constitue une occasion de « mettre à jour les manières dont chacun réagit au fil des circonstances » (Chaxel *et al.*, 2014: 1 et 3). Face à une situation donnée, les individus peuvent réagir de différentes manières, usant distinctement des connaissances, des justifications et des facultés dont ils sont dotés.

Ainsi, alors que l'approche plurielle des migrations ne permettait pas de saisir ces différences, les « trajectoires circulatoires » que nous avons couplées à cette approche ont permis d'affiner l'analyse, mettant en exergue diverses agentivités entre acteurs, qui expliquent que bien que soumis aux mêmes conditions et cadres macro-structurels, les parcours de vie des travailleurs mobiles n'apparaissent pas homogènes. Notre second apport aux *migration studies* réside donc dans le choix de prendre en compte non seulement les niveaux d'analyse micro, méso, macro (voire global), les dimensions économiques, sociales et politiques, tant dans les lieux d'origine que de destination, lors du départ, de l'arrivée et du retour (« approche plurielle des migrations »), tout en faisant dialoguer ces différentes dimensions avec l'*agency* des individus ruraux, une démarche qui permet d'expliquer toute la richesse et la diversité des parcours et des *outcomes* migratoires.

Enfin, et ceci constitue un dernier apport majeur aux *migration studies* péruviennes, notre étude fait écho et enrichit la littérature relative aux mobilités internes péruviennes. Dans les Andes du Pérou, de nombreuses études ont montré que la stratégie paysanne reposait sur le contrôle vertical des ressources, en vue d'une diversification et d'une minimisation du risque (Murra, 1978 ; Morlon, 1992). A travers leurs pratiques de mobilité, les familles rurales configurent leur espace de vie sous la forme de territoires multisitués articulant les espaces ruraux, urbains et miniers, ruraux et ruraux, nationaux et internationaux, etc. (Nasuti *et al.*, 2015). Historiquement donc, la mobilité andine est au centre des stratégies d'existence paysannes, toutefois, ce phénomène reste – en dépit de son caractère ancien – très peu investis par les sciences sociales (Yamada, 2012). En effet, relativement peu nombreux sont – au Pérou – les travaux qui rendent comptent des formes internes de mobilité spatiale (Baca, 1985 ; Milan et Ho, 2014 ; Hirsh, 2017), et encore plus éparses sont les études qui traitent : (1) les mouvements du rural vers le rural, ainsi que (2) les mouvements miniers artisanaux.

(1) Alors que plusieurs auteurs se penchent, depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle, sur les mobilités rurales-urbaines dans le cadre du processus de transition démographique nationale, de « modernisation » des campagnes et d'urbanisation croissante (Aramburu 1979, 1981 ; Martinez, 1980 ; Altamirano, 1985 ; Baca, 1985 ; Degregori *et al.*, 1986 ; Doughty, 1970 ; Golte, Adams,

1990 ; Nuggent, 1992), peu d'attention est accordée aux flux de mobilité s'opérant du rural vers le rural. Etudiant les mobilités de travail entre les Andes et l'Amazonie, mon travail de thèse participe ainsi aux débats de mobilités internes, en renouvelant les analyses des connexions entre espaces ruraux péruviens, qui sont marginalisées dans la recherche actuelle.

(2) Par ailleurs, notre travail contribue également aux débats actuels sur la mobilité interne péruvienne en apportant un éclairage théorique et empirique nouveau sur les mouvements miniers à destination du secteur aurifère artisanal. Nos résultats ont montré que depuis la seconde moitié des années 2000, le boom minier entraîne, au Pérou, « une réorganisation spatiale générale du comportement migratoire des unités domestiques » (Bury, 2011: 232). Or, jusqu'à ce jour, peu de chercheurs ont prêté attention aux incidences du développement minier sur les comportements de mobilité interne (Bury, 2004, 2007 ; Castillo et Brereton, 2018a) ; et parmi ceux qui s'y sont attelés, l'accent a été exclusivement porté sur les mobilités minières induites par les industries extractives transnationales et l'exploitation minière à grande échelle (Cortés-McPherson, 2019). Les mobilités internes liées aux activités minières artisanales sont en effet entièrement occultées dans les analyses, ou lorsqu'elles sont abordées, celles-ci sont généralement réduites au célèbre phénomène de ruée vers l'or (Reeves, Frost et Fahey, 2010), interprété à partir de ses nombreuses incidences socio-environnementales négatives. Notre travail a donc abouti à la production de connaissances nouvelles et originales sur les mobilités minières artisanales au Pérou, qui sont aujourd'hui sous-étudiées – et stigmatisées – dans le Pérou contemporain.

4.3. Enrichir la littérature sur l'orpaillage informel et illégal

Un troisième et dernier champ auquel notre recherche contribue est celui de l'orpaillage informel et illégal, qui – à travers les Suds et particulièrement au Pérou – fait l'objet d'une littérature encore très embryonnaire. Tout au long de ce travail de thèse, nous avons cherché à produire des connaissances sur le secteur aurifère artisanal, en l'analysant à partir de ses liens complexes avec les *livelihoods* ruraux andins, les mobilités de travail qu'il induit, ainsi que les processus de développement local que cette activité est susceptible de générer sur les régions d'origine. La présente section retrace les contributions de notre travail à ces différents champs d'étude, en exposant les divers apports empiriques et conceptuels de notre recherche, tout en débouchant sur la formulation de plusieurs recommandations de politiques publiques destinées au secteur minier artisanal péruvien.

Comme dans d'autres parties du monde (telles que l'Afrique ou l'Asie du Sud-Est), au Pérou, nos travaux ont montré que le secteur aurifère artisanal était très peu documenté et compris. Exclues des principaux débats sur le développement, les activités d'orpaillage y sont nationalement décriées, désapprouvées et stigmatisées pour les nombreux maux socio-environnementaux qu'elles engendrent (contamination au mercure, déforestation, travail infantile, prostitution, etc.) ; or nos analyses ont démontré que celles-ci pouvaient – parallèlement à ces réalités certes présentes – jouer un rôle déterminant dans les *livelihoods* ruraux péruviens, en représentant une source appréciable d'emploi et de revenus pour de nombreuses familles andines (Pachas, 2012). Notre propos fut en effet de nuancer voire rompre avec cette vision aujourd'hui dominante qui fait de l'orpaillage un espace exclusivement fait de crime organisé, d'exploitation, d' « esclavage moderne » et de destruction environnementale/sociale, afin que celui-ci puisse aussi être reconnu comme un moyen légitime de lutter contre la pauvreté et contribuer aux moyens d'existence ruraux (Hilson, 2010 ; 2016). Au Pérou, ce positionnement est encore très peu défendu car la littérature existante sur l'orpaillage est, comme dans toute l'Amérique latine en général, très

parcellaire et limitée (Mosquera *et al.*, 2009 ; Pachas, 2011; Valencia, 2014). En ce sens, en termes d'apports, nos résultats ont produit des connaissances nouvelles sur le secteur aurifère artisanal péruvien, abondant dans le sens de nombreux académiques africanistes (Banchirigah et Hilson, 2009 ; Hilson, 2010, 2016 ; Labonne, 2014 ; Maconachie, 2011 ; Siegel et Veiga, 2010) qui prônent la nécessité urgente de « refonte critique » du secteur minier artisanal à travers les Suds.

Pour ce faire, dans un premier temps, nos analyses ont éclairé l'urgente nécessité de (re)mettre le secteur aurifère artisanal au centre des débats sur la diversification des *livelihoods* en zones rurales. Aujourd'hui, les travaux produits sur la diversification paysanne et ses incidences sur les *livelihoods* ruraux reconnaissent que le portefeuille paysan inclut – outre les activités agropastorales – des activités de services, de construction, de commerce, ou encore de transport (Lay *et al.*, 2008). Toutefois, l'exploitation aurifère artisanale reste absente des analyses, or celle-ci est devenue – au cours de la dernière décennie – une activité rurale non agricole populaire auprès des ménages ruraux, peut-être même la plus populaire (Hilson, 2010). Les résultats de notre thèse montrent en effet combien les économies agrospastorales paysannes et les économies minières sont interinconnectées, apparaissant fondamentales dans la transformation des moyens d'existence ruraux, la baisse des indices de pauvreté, ainsi que la vitalité et/ou la reproduction des économies paysannes andines.

Il existe aujourd'hui une nécessité urgente de repenser les activités d'orpaillage au Pérou, et ce, en mettant en lumière leur « enracinement » dans de nombreuses régions rurales du pays (Hilson, 2016) ainsi que leur participation à une diversité de trajectoires de moyens d'existence ruraux (Dorward *et al.*, 2009 ; Pritchard *et al.*, 2017). Nos travaux appellent en ce sens à un renouvellement du regard porté sur l'orpaillage, afin que celui-ci soit reconnu en tant qu'élément fondamental des *livelihoods* ruraux, servant d'incubateur au développement local, ajoutant en outre à ces éléments d'analyse deux focales novatrices : son étude sur le continent sud-américain (et plus particulièrement dans les Andes péruviennes), et sa mise en dialogue avec le phénomène de circulation migratoire paysanne.

D'une part, nous avons vu que les premiers travaux portant sur la contribution de l'orpaillage aux *livelihoods* ruraux sont nés sur le continent africain et se sont développés à partir d'études de cas en Afrique subsaharienne (Banchirigah et Hilson, 2009; Hilson et McQuilken, 2014 ; Labonne, 2014 ; Verbrugge, 2016). Les activités aurifères artisanales sont pourtant présentes dans de nombreuses autres parties du monde, telle que l'Amérique du Sud, mais les études y manquent (Cortés-McPherson, 2019). Mes résultats apportent donc une importante contribution à la littérature internationale sur l'orpaillage, et ce, en générant des connaissances nouvelles sur les rapports entre orpaillage et *livelihoods* ruraux en Amérique du Sud, plus particulièrement à partir des Andes et de l'Amazonie péruviennes.

D'autre part, notre thèse a mis en dialogue des discussions théoriques relatives au secteur minier artisanal et aux *rural livelihoods*, en relation avec des travaux issus du champ des *migration studies*, un triangle analytique qui n'a été que peu exploré dans la littérature actuelle. Les travaux de Mkodzongi et Spiegel (2020) notent en effet que : « One of the major conceptual and theoretical issues that have received limited attention in literature on artisanal and small-scale gold mining is its political economy in relation to mobility [...] There has been limited research undertaken to examine how ASGM associated mobility is reshaping livelihoods [...] The interplay of ASGM, mobility and rural livelihoods need further investigation » (p. 995). Ainsi, si d'habitude

ces corpus de littérature liées aux mobilités, *livelihoods* ruraux et orpaillage ne dialoguent pas, notre thèse a réalisé l'exercice de l'interaction et de l'analyse conjointe, repensant les transformations des *livelihoods* ruraux andins au regard des mobilités minières liées aux activités d'orpaillage en Amazonie. C'est – à nos yeux – l'un des apports théoriques les plus riches de notre travail.

Aussi, nous pouvons dire que sur le plan empirique, notre travail de thèse est l'un des premiers à transplanter le débat des « migrations, transferts de fonds et développement » (De Haas, 2008, 2010 ; Monsutti, 2008 ; Skeldon, 2008) au secteur minier artisanal. La thématique du réinvestissement des transferts de fonds liées aux mobilités minières et leurs incidences sur les *livelihoods* paysans et le développement rural est un champ relativement nouveau et peu (voire pas) investi par les sciences sociales (Brugger et Zanetti, 2020). Comme Cartier et Bürge (2011) le notent : « il est clair que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour comprendre comment les revenus générés par l'exploitation aurifère artisanale sont réinvestis ou non (par exemple, dans l'agriculture ou l'éducation) et sous quelles formes ils ont et peuvent contribuer de manière quantifiable au développement économique local et à l'émergence de moyens de subsistance durables » (p. 1093). Répondant à cette nécessité, nos travaux participent à la production de connaissances nouvelles et novatrices qui permettent d'éclairer, au Pérou, d'une part, la nature des transferts de fonds miniers issus du travail aurifère artisanal en Amazonie et leurs réinvestissements sur le lieu d'origine, et d'autre part, les incidences de ces réinvestissements sur les moyens d'existence ruraux, individuels ou familiaux.

Enfin, sur le plan politique, ces différents apports et changements de perspective proposés par notre recherche mettent en lumière plusieurs enseignements utiles à la construction de politiques publiques nationales davantage adaptées aux réalités du secteur minier artisanal.

Premièrement, il nous semble primordial – comme Lahiri-Dutt (2018) le prône pour l'ensemble des Suds – que les instances péruviennes « shift attention from viewing informal miners only as environment destroyers, to the context of poverty and rural political economy within which the mining communities operate » (p. xi). Le secteur minier artisanal – et ses logiques de fonctionnement interne – n'ont jamais été, dans le pays, au premier plan des débats sur l'extraction des ressources et le développement rural. Or, la compréhension de la contribution de l'orpaillage aux économies rurales est cruciale pour construire des politiques publiques adaptées aux réalités locales et développer un soutien institutionnel adapté au secteur minier.

Deuxièmement, en proposant une sociologie du travail aurifère en Amazonie – encore peu explorée dans le Pérou contemporain –, nos résultats ont pointé le caractère hétérogène et segmenté du secteur minier artisanal, non seulement entre mineurs dits « informels » et mineurs dits « illégaux », mais également entre micro-entrepreneurs miniers et à l'intérieur même de la pyramide d'acteurs miniers (patrons, ouvriers, machinistes, etc.). En effet, d'une part, l'informalité minière est souvent interprétée et traitée – dans les politiques publiques péruviennes actuelles – sur le même pied que l'illégalité, or celles-ci renvoient à deux réalités distinctes, qui doivent donc être traitées différemment. D'autre part, dans l'esprit de nombreux décideurs, « les mineurs artisanaux constituent un groupe homogène avec des exigences similaires en matière de permis [formalisation] » (Fisher, 2007: 752). Or, nous l'avons vu, le secteur artisanal peut être hautement différencié et hétérogène, car les modes de production minière présentent un vaste éventail, allant des unités familiales opérant seules ou en groupe, à des opérations à forte intensité de capital, et employant un nombre varié d'ouvriers. Nous sommes ainsi loin de l'image unique

et homogène de l' « entrepreneur minier artisanal » riche et opulent (Lahiri-Dutt, 2018) qui est souvent véhiculée à propos des mineurs, ce qui complexifie l'application du cadre national de formalisation existant. Nous suggérons en ce sens que cette hétérogénéité soit prise en compte dans les cadres actuels de légalisation des activités aurifères artisanales au Pérou.

Troisièmement, et ce point est lié au précédent, notre analyse a démontré l'impérieuse urgence de questionner la stratégie actuelle de criminalisation et de persécution de l'Etat péruvien envers les acteurs artisanaux. Dans le pays, les activités minières artisanales et à petite échelle restent fortement stigmatisées pour leur « illégalité » et leur violence, ainsi que leurs empreintes négatives sur l'environnement, la société et le foncier. Comme Libassi (2020) l'observe, « all participants are condemned as equally culpable and criminal » (p. 1043). Sans distinction aucune, l'Etat déploie un arsenal de mesures et d'actions principalement axées sur la coercition et la répression de cette activité, que celle-ci soit informelle ou illégale, et que les acteurs soient patrons ou ouvriers mobiles. Ces méthodes autoritaires indifférenciées et criminalisantes provoquent aujourd'hui non seulement la crispation de certains acteurs informels qui – pourtant désireux de se formaliser – sont entrés dans une logique d'opposition frontale aux entités gouvernementales. En ce sens, et comme de nombreux autres chercheurs le suggèrent (Libassi, 2020 ; Lahiri-Dutt, 2018 ; Hilson et al., 2017), nous prônons des efforts de gestion gouvernementale qui tiennent compte de la nature différenciée de l'exploitation minière (informelle, illégale, patronale ou ouvrière) pour atténuer la criminalisation disproportionnée de ses participants les plus marginalisés ou les plus enclins à dialoguer avec l'Etat (informels).

Enfin, les autorités péruviennes ont préconisé – jusqu'à ce jour – la formalisation du secteur minier artisanal comme stratégie principale pour ordonner et réguler l'activité. Il existe en effet au Pérou, comme dans d'autres pays du Sud, « an emerging consensus that formalization must be part of any strategy to develop the ASM sector » (Verbrugge et Besmanos, 2016: 134). Plusieurs cadres juridiques de formalisation nationaux ont ainsi récemment été établis, englobant des réglementations en matière d'environnement et de sécurité, et insistant – le plus souvent – sur la reconnaissance des droits de propriété minière (permis, licences ou concessions) comme condition sine qua non du développement ordonné du secteur. Dans cette perspective, la propriété privée est aujourd'hui considérée comme le moyen le plus efficace pour formaliser les mineurs artisanaux et dès lors, gérer les ressources nationales, néanmoins, rien n'est prévu en termes de formalisation du travail. Le sort de la main-d'œuvre mobile est en effet complètement occulté dans le processus de formalisation actuel, et comme Verbrugge et Basmanos (2016) l'observent eux aussi dans leurs travaux : « So far […] existing formalization efforts in the ASM-sector tend to overlook the needs and concerns of a massive ASM-workforce, and the complex organizational arrangements in which it becomes involved […] Even in those cases where ASM-operators operate with the necessary licenses, the workforce at large remains bereft from formal-legal recognition and protection » (p. 136). En dépit de la formalisation de leur patron, ceux-ci continuent à vendre leur or sur le marché noir (puisqu'ils ne sont pas considérés par le processus actuel), ce qui ne représente dès lors – selon nous – qu'une formalisation partielle de l'activité. Sur base des éléments empiriques qui ont été présentés dans cette thèse à propos du travail minier amazonien, nous prônons dès lors le développement d'un processus de formalisation davantage inclusif, qui transcenderait cette focalisation sur la propriété privée minière, pour aborder également les questions de travail et de formalisation du personnel mobile.

5. Perspectives de recherche futures

Au vu des méthodes et des analyses qui furent mises en œuvre tout au long de ce travail, nous concluons notre recherche en ouvrant, dans cette ultime section, plusieurs pistes pour de futures investigations.

Notre thèse doctorale arrêtant ses analyses en 2017, une première piste de recherches intéressante pourrait tout d'abord s'orienter vers l'étude des influences de la récente pandémie mondiale sur les comportements de mobilité paysans qui furent décrits tout au long de ce manuscrit. L'apparition et la diffusion du Covid-19 à l'échelle du globe soulève en effet, depuis plus d'une année maintenant, de nombreuses interrogations quant aux incidences d'une telle pandémie sur les groupes les plus vulnérables des sociétés nationales. Au Pérou, la crise sanitaire actuelle questionne le devenir familial et communautaire des populations andines paysannes, tout en redéfinissant les rapports existants entre les différentes régions du pays (côté, Andes, Amazonie). Celle-ci touche de plein fouet les ménages ruraux, en venant remanier les stratégies andines historiques de mobilités et de multipolarité. Dès mars 2020, de nombreux travailleurs circulants modifient en effet leur patron de dispersion, optant temporairement pour un schéma de fixation unipolaire dans le lieu d'origine. En d'autres mots, ceux-ci opèrent des mobilités de retour massives vers leur lieu d'origine, fuyant les secteurs immobilisés par la crise.

A Madre de Dios, les centaines – voire milliers de ruraux – qui avaient trouvé refuge dans les activités d'extraction informelles retournent sur leurs lieux d'origine, et *a contrario*, l'extraction aurifère illégale continue de fonctionner à plein régime (Fiestas, 2020). Caractéristique de toute crise, le prix international de l'or commence à connaître une hausse vertigineuse dès mars 2020, atteignant dès août 2020 un pic jamais atteint dans l'histoire du capitalisme (2.067 USD l'onze d'or – World Gold Council, 2021). Par conséquent, les secteurs d'extraction illégaux se développent au sein du département, accroissant les logiques antérieures de déprédation illégale.

Dans ce contexte de crise sanitaire et de hausse historique du prix de l'or sur les marchés mondiaux, qu'en est-il alors des circulations minières opérées depuis Ocongate ? Quelle est l'incidence de la pandémie sur les schémas de mobilité circulaires décrits tout au long de ce travail ? Ceux-ci s'interrompent-ils ou, au contraire, connaissent-ils un regain inévitable ? Les familles les plus touchées par la pandémie tentent-elles de « maintenir » leurs moyens d'existence à travers l'activité minière ? Les familles qui se sont récemment tournées exclusivement sur les activités agropastorales à Ocongate ont-elles retrouvé le chemin de Madre de Dios ? Leur ancrage unipolaire en zones rurales n'a-t-il été qu'éphémère ?

Par ailleurs, une seconde piste de recherches porteuse est, du point de vue de la destination (Madre de Dios), l'incursion récente de micro-entrepreneurs miniers originaires de Corée et de Chine, qui furent attirés en Amazonie par le boom des *commodities* du milieu des années 2000. Les zones de *selva alta* du département attestent en effet de plus en plus de la présence de capitaux asiatiques, qui investissent dans une extraction aurifère particulièrement mécanisée. Je n'ai pas eu l'opportunité, lors de mes séjours de terrain à Madre de Dios, d'observer leurs campements, mais selon nombre d'interviewés, ceux-ci se démultiplient à l'heure actuelle, parfois même à l'intérieur du territoire de communautés *indígenas*. Il serait, en ce sens, intéressant d'investiguer cette problématique, éclairant – parallèlement – leurs dissemblances potentielles en termes d'organisation interne et de travailleurs, par rapport aux campements miniers que j'ai décrits dans ce manuscrit. Existe-t-il également, dans ces campements dirigés par des capitaux asiatiques, une

homogénéité ethnique mise au service de la maximisation des profits ? Font-ils eux aussi appel à une main-d'œuvre chinoise/coréenne pour le travail ? Optent-ils pour le partage de codes, de langue et de référents culturels ou ont-ils recours à des travailleurs péruviens ? Comment se constitue leur pyramide d'acteurs ?

Enfin, du point de vue de l'origine (Ocongate), maintenant que nos recherches ont mis en lumière un processus de développement inégal et de creusement des inégalités sociales sur le plan interfamilial et communautaire, il serait opportun d'entreprendre une analyse plus fine et détaillée des recompositions et des reconfigurations sociales à l'œuvre, et ce, auprès des familles circulantes, mais aussi auprès des non-circulantes ainsi que celles qui ont récemment arrêté leurs mobilités en-dehors d'Ocongate. De quelle manière celles-ci ont-elles renégocié leurs positions sociales sur leur lieu d'origine ? Quelle place occupent-elles désormais dans la hiérarchie sociale locale ?

Ces différentes pistes pourraient contribuer à une meilleure compréhension des processus migratoires et circulatoires contemporains au Pérou, éclairant les incidences du développement minier actuel sur le renouvellement des diverses formes de mobilité interne, tant géographique que sociale.

BIBLIOGRAPHIE

Acosta A., 2014, « Extractivisme et néoextractivisme : les deux faces d'une même malédiction », Dial - *Diffusion de l'information sur l'Amérique latine*, URL : http://www.alterinfos.org/spip.php?article6236. Consulté le 29/12/2016.

Acosta P., Calderon C., Fajnzylber P., Lopez H., 2008, « What is the impact of international remittances on poverty and inequality in Latin America », *World Development*, 36(1), pp. 89-114.

Acosta P., Larkey E., Mandelmann F., 2009, « Remittances and the Dutch Disease », *Journal of international economics*, n°79, pp. 102-116.

Adelkhah F., Bayart J.-F., 2007, *Voyages du développement. Emigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, 362 p.

Aldebert B., Rouzies A., 2014, « Quelle place pour les méthodes mixtes dans la recherche francophone en management ? », *Management International*, Volume 19, Numéro 1, Automne 2014, pp. 43–60.

Almanza F., 1997, E*conomía campesina, migración y sus consecuencias en el Sur Oriente del Perú (Caso Ocongate)*, Cusco, Universidad Nacional San Antonio Abad del Cusco.

Altamirano T., 1983, *Migración y estrategias de supervivencia de origen rural en los campesinos de la ciudad*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú.

Altamirano T., 1984, *Presencia andina en Lima metropolitana: Estudio sobre migrantes y clubes provincianos*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú.

Altamirano T., 1985, *Migrantes campesinos en la ciudad: Aproximaciones teóricas para el estudio*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú.

Altamirano T., 1985a, *Migración de retorno en los Andes*, Lima, Instituto Andino de Estudios en Población y Desarrollo, Programa de Investigación sobre Población en América Latina, 44 p.

Altamirano T., 2010, *Migration, Remittances and Development in Times of Crisis*, Lima, UNFPA/CISEPA/PUCP, 174 p.

Alvarez E., 1980, *Política agraria y estancamiento de la agricultura 1969 – 1977*, Lima, IEP ediciones, 47 p.

Ambrus S., 2016, « Criminal organizations become key driver of environmental damage », *EcoAmericas*, pp. 6-8.

Andrees B., 2008, *Forced labor and human trafficking. A handbook for Labor Inspectors*, Genève, ILO.

Andreucci D., Kallis G., 2017, « Governmentality, Development and the Violence of Natural Resource Extraction in Peru », *Ecological Economics*, n°134, pp. 95–103.

Andrijaševic R., 2010, *Migration, Agency and Citizenship in Sex Trafficking*, New York, Palgrave Macmillan.

Arab C., 2008, « La circulation migratoire : Une notion pour penser les migrations internationales », *Revue européenne des migrations internationales*, 1 (2), pp. 20-25.

Aramburu C., 1979, *Las migraciones a las zonas de colonización en la selva peruana: Perspectivas y avances*, Lima, INANADEP.

Aramburu C., 1981, « Problemas de desarrollo rural y la colonización en la Amazonía peruana », *Debates en Antropología*, n°6, pp. 41-70.

Arguedas J.-M., 1997, *Formación de una cultura nacional indoamericana*, Siglo XXI Editores, México.

Arnillas C., Ponce C., 2008, « Deforestación, industrias extractivas y calidad de vida. Una mirada a las yungas del centro y sur del Perú », dans Damonte G., Fulcrand B., Gómez R. (dir.), 2008, *Perú: el problema agrario en debate. Industrias extractivas, agricultura y uso de recursos naturales*, Lima, SEPIA XII, pp. 79-140.

Arriarán G., Gómez C., 2008, « Entre el oro y el azogue. La nueva fiebre del oro y sus impactos en las cuencas de los ríos Tambopata y Malinowski », dans G. Damonte, B. Fulcrand, R. Gómez (dir.), 2008, *Perú: el problema agrario en debate. Industrias extractivas, agricultura y uso de recursos naturales*, Lima, SEPIA XII, pp. 141-175.

Ashe K., 2012, « Elevated Mercury Concentrations in Humans of Madre de Dios, Peru », *PLoS ONE*, 7(3). DOI:10.1371/journal.pone.0033305

Attias-Donfut C., 1988, « La notion de génération : Usages sociaux et concept sociologique », *L'Homme et la Société*, n°90, pp. 36-50.

Attias-Donfut C., 1988a, *Sociologie des générations : l'empreinte du temps*, Paris, Presses Universitaires de France.

Aubriot O., Bruslé T., 2012, « Agriculture paysanne népalaise et phénomènes migratoires : de la complémentarité à la rupture des liens ? », *Autrepart*, 62(3), pp. 141-158.

Aznar P., Ballón M., 1982, *Estudio de los mineros migrantes que extraen oro en el departamento de Madre de Dios*, Genève, International Labour Organization (OIT), CIAT, Ministerio de Trabajo y Promoción Social (Perú).

Baby-Collin V., Cortes G., Faret L., Sassone S., 2009, « Une approche comparée des circulations migratoires latino-américaines : le cas bolivien et mexicain », dans Cortes G., Faret L. (dir.), 2009, *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin.

Baca E., 1985, *Economía campesina y mercados de trabajo. El caso del Sur Oriente*, Cusco, Centro de Estudios Rurales Andinos Bartolomé de las Casas.

Baccaini B., 1994, « Comportements migratoires et cycles de vie », *Espace, populations, sociétés*, n°1, pp. 61-74.

Baglioni E., Gibbon P., 2013, « Land grabbing, large- and small-scale farming: What can evidence and policy from 20th century Africa contribute to the debate? », *Third World Quarterly*, 34(9), pp. 1558–1581.

Bakker M., 2007, « Los discursos de las remesas como impulsadoras del desarrollo y la agencia colectiva del migrante colectivo », *Migración y desarrollo*, n°9, pp. 45-72.

Balan J., 1992, « The role of migration policies and social networks in the development of a migration system in the southern cone », dans Kritz M., Lean Lima L., Zlotnik H. (dir.), 1992, *International Migration System. A global Approach*, New York, Oxford Clarendon Press IUSSP.

Balbi S., 2008, « Chapitre 5 - Le phénomène Humala », dans Dabène O. (dir.), 2008, *Amérique latine, les élections contre la démocratie ?*, Paris, Académique, p. 161-180.

Bales K., 2012, *Disposable People: New Slavery in the Global Economy*, Berkeley, University of California Press, 336 p.

Balvin D., Patrón P., 2006, *Carretera Interoceánica Sur: Consideraciones para su aprovechamiento sostenible*, Moquegua, Asociación Civil Labor, Amigos de la Tierra, 114 p.

Banchirigah S. M., 2008, « Challenges with Eradicating Illegal Mining in Ghana: A Perspective from the Grassroots », *Resources Policy*, vol. 33, n° 1, p. 29-38. DOI : 10.1016/j.resourpol.2007.11.001

Banchirigah S.M., Hilson G., 2009, « De-Agrarianization, Re-Agrarianization and Local Economic Development: Re-Orientating Livelihoods in African Artisanal Mining Communities », *Policy Sciences*, 43(2), pp. 157–180.

Barclay F., Santos F., Rodríguez M. *et al.*, 1991, *Amazonia 1940-1990: el extravió de una ilusión*, Lima, Roma: Terra nuova, 330 p.

Barrantes C., 2016, « Protegidas of revictimizadas. Alerta nacional sobre el modelo de gestión en los CAR de víctimas adolescentes de trata de personas », Genève, Terre des hommes, 83 p.

Barrett C.B., Reardon T., Webb P., 2001, « Nonfarm income diversification and household livelihood strategies in rural Africa: concepts, dynamics, and policy implications », *Food Policy*, n°26, pp. 315-331.

Bebbington A., 1999, « Capitals and capabilities: a framework for analysing peasant viability, rural livelihoods and poverty », *World Development*, 27(12), pp. 2012–2044.

Bebbington A., 2000, « Reencountering Development: Livelihood Transitions and Place Transformations in the Andes », *Annals of the Association of American Geographers*, 90(3), pp. 495-520.

Bebbington A., Abdulai A.-G., Humphreys Bebbington D. *et al.*, 2018, *Governing Extractive Industries. Politics, History, Ideas*, Oxford, Oxford University Press.

Bebbington A., Humphreys Bebbington D., 2018, « Mining, movements and sustainable development: Concepts for a framework », *Sustainable Development*, n°26, pp.441–449.

Belaúnde Terry F., 1959, *La conquista del Perú por los peruanos*, Lima, Ediciones Tawantinsuyu.

Benavides C., 2015, « Perú: el caso de Madre de Dios », dans Valencia L. (dir.), 2015, *Las rutas del oro ilegal. Estudios de caso en cinco países*, Lima, Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, 161 p.

Bénot Y., 2003, « L'esclave est-il une métaphore ? », dans Bénot Y. (dir.), 2003, *La modernité de l'esclavage: Essai sur la servitude au cœur du capitalisme*, Paris, La découverte, pp. 265-270.

Berg U., Paerregaard K., 2005, *El Quinto Suyo. Transnacionalidad y formaciones diasporitas en la migración peruana*, Lima, lnstituto de Estudios Peruanos, pp. 11-34.

Bertaux D., 2010, *L'enquête et ses méthodes. Le Récit de vie*, Paris, Armand Colin, 126 p.

Berthier N., 2016, *Les techniques d'enquête en sciences sociales : méthodes et exercices corrigés*, Paris, Armand Colin.

Bessin M, 2009, « Parcours de vie et temporalités biographiques : quelques éléments de problématique », *Informations sociales*, 6(6), pp. 12-21. DOI : https://doi.org/10.3917/inso.156.0012

Bilione J., Carbonetto D., Martinez D., 1982, *Términos de intercambio ciudad-campo 1970-1980 : precios y excedente agrario*, Lima, CEDEP.

Binford L., 2002, « Remesas y subdesarrollo en México », *Relaciones. Estudios de historia y sociedad*, 23(90), pp. 115-158.

Blavier P., 2010, « La notion de génération en histoire », *Regards croisés sur l'économie*, 1(1), pp. 44-46. https://doi.org/10.3917/rce.007.0044

Bloch M., 1974, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Préface de Georges Duby, Paris, Libraire Armand Colin.

Borasino E., Escobedo L., 2010, « Conflictos por el uso de la tierra en Madre de Dios: Análisis institucional y espacial en el marco de la carretera Interoceánica », dans Ames P., Caballero V. (dir.), 2010, *Perú: El problema agrario en debate*, Lima, SEPIA XIII, p. 573-605.

Borgeaud-Garciandia N., 2009, *Dans les failles de la domination. Les zones franches du Nicaragua*, Paris, Presses Universitaires de France - PUF, 2009.

Bos V., Lavrard-Meyer C., 2015, « 'Néo-extractivisme' minier et question sociale au Pérou », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 78, pp. 1-25. DOI : https://doi.org/10.4000/cal.3501.

Bosc P.-M., Sourisseau J.-M., Bonnal P., Gasselin P., Valette É., Bélières J.-F., 2015, *Diversité des agricultures familiales. Exister, se transformer, devenir*, Versailles, Editions Quæ, 383 p.

Bourdieu P., 1979, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Editions de Minuit.

Bourdieu P., 1993, *La Misère du monde*, Paris, Éditions du Seuil.

Bourdieu P., 2003, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 150, pp. 43-58.

Boyd M., 1989, « Family and personal networks in international migration: recent developments and new agendas », *International Migration Review*, 23(3), pp. 638-670.

Brain K., 2017, « The impacts of mining on livelihoods in the Andes: A critical overview », *The Extractive Industries and Society*, n°4, pp. 410-418.

Brass T., 1999, *Towards a Comparative Political Economy of Unfree Labour : Case Studies and Debates*, London, Routledge.

Brass T., 2011, *Labour regime change in the twenty-first century : Unfreedom, capitalism, and primitive accumulation*, Leiden, Boston, Brill.

Brass T., 2014, « Modern Capitalism and Unfree Labor: The Unsaying of Marxism », *Science & Society* 78, n° 3, pp. 288–311.

Bridge G., 2004, « Contested terrain: Mining and the environment », *Annual Review of Environment and Resources*, n°29, pp. 205–259.

Brugger F., Zanetti J., 2020, « 'In my village, everyone uses the tractor': Gold mining, agriculture and social transformation in rural Burkina Faso », *The Extractive Industries and Society*, n°7, pp. 940–953.

Brysk A., Choi-Fitzpatrick A., 2012, *From Human Trafficking to Human Rights. Reframing Contemporary Slavery*, Philadelphia, University of Pensilvania Press.

Bury J., 2004, « Livelihoods in transition: transnational gold mining operations and local changes in Cajamarca , Peru », *Geographical Journal*, n°170, pp. 78–91.

Bury J., 2007, « Mining migrants: transnational mining and migration patterns in the Peruvian Andes », *The Professional Geographer*, 59(3), pp. 378–389.

Bury J., 2011, « Minería, migración y transformaciones en los medios de subsistencia en Cajamarca, Perú », dans Bebbington A. (dir.), 2011, *Minería, movimientos sociales y respuestas campesinas: Una ecología política de transformaciones territoriales*, Lima, IEP, pp. 261-307.

Büscher M., Urry J., Witchger K., 2011, *Mobile methods*, New York, Routledge, 206 p.

Butler J., 2006, *Défaire le genre*, Amsterdam, Routlegde, 311 p.

Caballero J.-M., 1980, *Agricultura, reforma agraria y pobreza campesina*, Lima, IEP ediciones, 80 p.

Caballero, J.M., 1983, « Agricultura peruana: economía política y campesinado. Balance de la investigación reciente y patrón de evolución », dans Iguíñiz J. (dir.), 1983, *La cuestión rural en el Perú*, pp. 261-332.

Cáceres L., 2000, *Remesas y desarrollo rural en Centroamérica*, Comisión económica para América Latina y el Caribe, CEPAL.

Campbell C., 2009, « Distinguishing the Power of Agency from Agentic Power: A Note on Weber and the 'Black Box' of Personal Agency », *Sociological Theory*, 27(4), pp. 407-418.

Canales Cerón A., 2008, « Remesas y desarrollo en América Latina. Una relación en busca de teoría », *Migración y Desarrollo*, n°11, pp. 5-30.

Carling J., Schewel K., 2017, « Revisiting aspiration and ability in international migration », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44 (6), pp. 945-963, DOI: 10.1080/1369183X.2017.1384146

Cartier L., Bürge M., 2011, « Agriculture and Artisanal Gold Mining In Sierra Leone: Alternatives Or Complements? », *Journal of International Development*, n°23, pp. 1080–1099.

Castilla O., 2012, « En la mira sospechose fortuna de capo del oro en Huepetue », *El Comercio*, 25 mars, Lima. Consulté le 07 septembre 2015.

Castillo G., 2000, *Modernist and Post-modern Perspectives on Rural-urban Migration: A Comparative Study of Zambia and Peru*, Thèse de Master, Bath University.

Castillo G., Brereton D., 2018, « The country and the city: Mobility dynamics in mining regions », *The Extractive Industries and Society, n°* 5, pp. 307–316.

Castillo G., Brereton D., 2018a, « Large-scale mining, spatial mobility, place-making and development in the Peruvian Andes », *Sustainable Development*, n°26, pp.461–470.

Castles S., Kosack, G., 1973, *Immigrant workers and class structure in Western Europe*, London, Oxford University Press, 514 p.

Castro de León M., 1985, « La modalidad del 'enganche' y su relación con la explotación de la mano de obra andina migrante en Madre de Dios », *Allpanchis Phuturinka*, n°96, pp. 137-149.

Cavalli S., 2007, « Modèle de parcours de vie et individualisation », *Gérontologie et société*, 123(4), pp. 55-69.

Chaignot N., 2010, *Esclavages et modernités : la servitude volontaire comme problématique du capitalisme contemporain*, Thèse de doctorat, Florence, European University Institute, 231 p.

Chaléard J.L., Dubresson A., 1999, V*illes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*, Paris, Karthala, 258 p.

Chambers R., 1995, « Poverty and livelihoods: whose reality counts? », *IDS Discussion Paper*, n°347, Brighton, IDS.

Chambers R., Conway G., 1991, « Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century », *IDS discussion paper*, n°296, Brighton, IDS.

Chapman M., Prothero R., 1983, « Themes on circulation in the Third World », *International Migration Review*, vol. 17, n°4, pp. 597-632.

Chapman M., Prothero R., 1985, « Circulation between home and other places, some propositions », *East West Population lnstitute*, n°197.

Chauvel L., 2003, *Génération sociale et socialisation transitionnelle fluctuations cohortales et stratification sociale en France et aux Etats-Unis au XX*ème *siècle*, Paris, Institut d'Etudes Politiques, 293 p.

Chauvel L., 2014, *Le destin des générations : structures sociales et cohortes en France du XX*ème *siècle aux années 2000*, Paris, PUF, 310 p.

Chávez J., 1981, *Introducción al problema agrario en el Perú*, Lima, IDEAS Ediciones.

Chaxel S., Fiorelli C., Moity Maïzi p., 2014, « Les récits de vie : outils pour la compréhension et catalyseurs pour l'action », *Interrogations?*,n° 17, pp.1-14.

CHS, 2012, *La Trata de Personas en la región de Madre de Dios*, Lima, Capital Humano y Alternativo.

Cockbain E., Bowers K., Dimitroval G., 2018, « Human trafficking for labour exploitation: the results of a two-phase systematic review mapping the European evidence base and synthesising key scientific research evidence », *Journal of Experimental Criminology*, n°14, pp. 319-360.

Cole J., 1989, « Internal migration in Peru », *Geography review*, 3(1), pp. 25-31.

Colen L., Maertens M., Swinnen J., 2008, « Foreign direct investment as an engine for economic growth and human development: A review of the arguments and empirical evidence », *Working Paper*, n°16, Leuven, Leuven Centre for Global Governance Studies.

Comité de Defensa de los Derechos Humanos de las Provincias Altas (CODEH-PA), 1983, *La selva y su ley : caso lavaderos de oro*, Sicuani, 130 p.

Coordinadora Derechos del Niño Régión Inka (CODENI), 1992, « Ni por todo el oro del mundo : Menores trabajadores en los lavaderos de oro de Madre de Dios », *Apuntes*, n°2 (Lima).

Cortes G., 1998, « Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles », *Espace géographique*, tome 27, n°3, pp. 265-275.ès G., 2000, *Partir pour rester. Survie et mutations des sociétés paysannes andines*, Paris, IRD, 413 p.

Cortès G., 2000, *Partir pour rester. Survie et mutations des sociétés paysannes andines*, Paris, IRD, 413 p.

Cortes G., 2002, « L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine, Essai de lecture systémique à partir de l'exemple bolivien », *Revue europeenne des migrations internationales*, vol. 18, n°2, 22 p.

Cortes G., 2002a, « Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d'une ruralité 'en résistance' », *Cahiers du Monde hispanique et luso-brésilien*, n° 79, pp. 93-115.

Cortes G., 2009, « Migraciones, construcción transnacional y prácticas de circulación: un enfoque desde el territorio », *Párrafos geográficos*, vol. 8 (1), pp. 35-53.

Cortes G., Faret L., 2009, *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*, Paris, Armand Colin.

Cortes G., Vassas A., 2016, « Coexistences rurales et mobilités spatiales en Bolivie. De la multilocalisation familiale aux territoires multisitués », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°1/273, pp. 43-79.

Côrtes T., 2012, *A migração da costura e o trabalho escravo*, Thèse de master, Universidade de São Paulo.

Cortés-McPherson D., 2019, « Expansion of small-scale gold mining in Madre de Dios: 'capital interests' and the emergence of a new elite of entrepreneurs in the Peruvian Amazon », *The Extractive Industries and Society*, n°6, pp. 382–389.

Cortés-McPherson D., 2019a, « Labor Trafficking of Men in the Artisanal and Small-Scale Gold Mining Camps of Madre de Dios, a Reflection from the 'Diaspora Networks' Perspective », dans Winterdyk J., Jones J. (dir.), 2019, *The Palgrave International Handbook of Human Trafficking*, Palgrave Macmillan.

Courgeau B., 1970, *Les champs migratoires en France*, Paris, PUF, 158 p.

Courgeau D., 2002, « Evolution ou révolution dans la pensée démographique ? », Mathématiques et Sciences Humaines [En ligne], n°160, mis en ligne le 10 février 2006, consulté le 23 juillet 2020. URL : http://journals.openedition.org/msh/2884 ; DOI : https://doi.org/10.4000/msh.2884

Crane A., Le Baron G., Allain J., Behbahani L., 2019, « Governance gaps in eradicating forced labor: From global to domestic supply chains », *Regulation and Governance*, n° 13, pp. 86–106.

Creswell J., Plano Clark V., 2011, *Designing and Conducting Mixed Methods Research*, London, Sage, 461 p.

Cretella J., 2001, *Curso de Direito Romano : o direito romano e o direito civil brasileiro*, Rio de Janeiro, Forense.

Damonte G., 2016, « The 'Blind' State: Government Quest for Formalization and Conflict with Small-scale Miners in the Peruvian Amazon », *Antipode*, 48(4), pp. 956–976.

Damonte G., 2018, « Mining formalization at the margins of the state: small-scale miners and state governance in the Peruvian Amazon: formalization at the margins of the state in Peru », *Development and Change*, 49(5), pp. 1314–1335.

Damonte G., Castillo G., 2011, « Presentación: Una mirada antropológica a las industrias extractivas en los Andes », *Anthropologica*, n°28 (Special issue), pp. 5–19.

Dandler J., Medeiros C., 1991, « Migración temporaria de Cochabamba, Bolivia, a la Argentina: patrones e impacto en las áreas de envío », dans Pessar P. (dir.), 1991, *Fronteras permeables: migración laboral y movimientos de refugiados en América*, Buenos Aires, Planeta.

Dargent E., Muñoz P., 2016, « Peru: A Close Win for Continuity », *Journal of Democracy*, *n*°27(4), pp. 145-158.

Dargent E., Urteaga M., 2016, « Respuesta estatal por presiones externas**:** los determinantes del fortalecimiento estatal frente al boom del oro en el Perú (2004-2015) », *Revista de Ciencia Política (Santiago)*, 36(3), pp. 655-677.

Davies S., 1996, *Adaptable Livelihoods Coping with Food Insecurity in the Malian Sahel*, London, Macmillan Press, 335 p.

De Echave J., 2013, « Conflits miniers et scénario de transition : le cas péruvien », dans Thomas F. (dir.), 2013, *Industries minières – Extraire à tout prix ?*, CETRI/Syllepse, Alternatives Sud, vol. 20/2, pp. 67-80.

De Echave J., 2018, *La minería ilegal y la política*, Lima, Cooperacción.

De Haan A., 1999, « Livelihoods and poverty: The role of migration - a critical review of the migration literature », *The Journal of Development Studies*, 36(2), pp. 1-47.

De Haas H., 2010, « Migration and development: a theoretical perspective », *International Migration Review*, 44(1), pp. 227-264.

De La Boétie E., 1576, *Le Discours de la servitude volontaire*.

De la Cadena M., 2004, *Indígenas mestizos, raza y cultura en el Cusco*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.

De La Torre J., 1987, *El boom del oro en Madre de Dios: continuidad y vigencia de la economía extractivo-mercantil*, Lima, Universidad del Pacifico, 24 p.

De Tapia S., 1996, « Echanges, transports et communications : circulation et champs migratoires turcs », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 12, n°2, 10ème anniversaire, pp. 45-71.

Degregori C., Blondet C., Lynch N., 1986, *Conquistadores de un nuevo mundo. De invasores a ciudadanos en san Martín de Porres, Lima*, Instituto de Estudios Peruanos.

Degregori C., 2013, *Del mito de Inkarrí al mito del progreso : Migración y cambios culturales*. Consulté à l'adresse http://public.eblib.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=3225950

Degregori I., Coronal J., Del Pino P., 1998, *Gobiernos locales, ciudadanía y democracia. Los casos de Huanta y Huamanga*, Lima, IDL.

Delboy E., 1913, *Las regiones de Madre de Dios y Acre*, Acta de conferencia, Puerto Maldonado, 7 p.

Delgado Wise R., Márquez H., 2007, « Migration and Development in Mexico: Toward a New Analytical Approach », *The Journal of Latino-Latin American Studies*, 2(3), pp. 101-119.

Delmotte C., 2019, « Accès aux ressources naturelles et foncières en Amazonie péruvienne. Entre agriculture et exploitation aurifère artisanale », *Revue internationale des études du développement*, 2 (238), pp. 219-244. DOI : 10.3917/ried.238.0219.

Desco, 2011, « El quinquenio perdido. Crecimiento con exclusión », *Perú Hoy*, 19, pp. 9-14.

Devriese M., 1989, « Approche sociologique de la génération », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°22, pp. 11-16.

De Wind J., 1987, *Peasants Become Miners: The Evolution of Industrial Mining Systems in Peru*, New York et Londres, Garland Publishing.

Di Méo G., 1996, « De l'espace aux territoires : éléments pour une archéologie des concepts fondamentaux de la géographie », *L'information géographique*, vol. 62, n°3, pp. 99-110. DOI https://doi.org/10.3406/ingeo.1998.2586.

Diez A., 1999, « Organizaciones de base y gobiernos locales rurales. Mundos de vida, ciudadanía y clientelismo », dans Bardalez E., Tanaka M., Zapata A. (dir.), 1999, *Repensando la política en el Perú*, Lima, Red para el desarrollo de las ciencias sociales en el Perú, pp. 17-51.

Dilthey W., 1947, *Le monde de l'esprit*, Paris, Aubier.

Dioh M.-L., 2020, « L'agentivité des immigrants comme vecteur d'intégration socioprofessionnelle au Québec », *Canadian Ethnic Studies*, 52(2), pp. 99-114.

Diringer S., Feingold B., Ortiz E., Gallis J. *et al.*, 2015, « River transport of mercury from artisanal and small-scale gold mining and risks for dietary mercury exposure in Madre de Dios, Peru », *Environmental Science: Processes & Impacts*, 17(2), pp. 478-87.

Dollfus O., 1968, *Le Pérou: introduction géographique à l'étude du développement*, Paris, Editions de l'IHEAL, 355 p.

Domenach H., Picouet M., 1987, « Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration », *Population*, n°3, p. 469-484.

Doré E., Sandoval C., 2008, « Le racisme à la péruvienne : contradictions et ambiguïtés de la notion de *cholo* », *L'Ordinaire des Amériques*, 211, pp. 209-224.

Dorward A., Anderson S., Nava Bernal Y., Sánchez E. *et al.*, 2009, « Hanging in, stepping up and stepping out: livelihood aspirations and strategies of the poor », *Development in Practice*, 19(2), pp. 240-247.

Doughty P., 1970, « Behind Back of the city. Provincial life in Lima Peru », dans Mangin W. (dir.), 1970, *Peasants in Cities. Readings in the Anthropology of Urbanization*, Boston, Houghton Mifflin, pp. 30-46.

Durand F., 2007, *El Perú fracturado. Formalidad, informalidad y economía delictiva*, Lima, Fondo Editorial del Congreso.

Durand F., 2013, « Socioeconomías informales y delictivas », dans Werner Jungbluth M. (dir.), 2013, *El Perú Subterráneo*, Lima, DESCO, pp. 19-38.

Durand F., 2015, *Poder político y gobierno minero*, Lima, Cooperacción, 50 p.

Durand F., 2016, *Cuando el poder extractivo captura el Estado. Lobbies, puertas giratorias y paquetazo ambiental en Perú*, Lima, OXFAM, 95 p.

Durand F., 2019, La captura del Estado en América Latina. Reflexiones teóricas, Lima, Oxfam, PUCP.

Durand J., Parrado E., Massey D., 1996, « Migradollars and developments: a reconsideration of the Mexican case », *International Migration review*, 30(2), pp. 423-444.

Durand J.-P., 2009, *La chaîne invisible : travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*, Paris, Le Seuil, 387 p.

Dureau F., 1999, « Les mobilités à géométrie variable des habitants de Bogota », *Espace Populations Sociétés, La mobilité spatiale des populations,* n° 2, *pp.* 329-344.

Edelmira Pérez C., 2001, « Hacia una nueva visión de lo rural », dans Giarracca N. (dir.), 2001, *Una nueva ruralidad en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, pp. 17-29.

Eguren F., 2007, *Reforma agraria y desarrollo rural en el Perú*, Lima, CEPES, pp. 11-31.

Ellis F., 1998, « Household strategies and rural livelihood diversification », *The Journal of Development Studies*, 35(1), pp. 1-38.

Enriquez R., 2000, « Redes Sociales y Pobreza: Mitos y Realidades », *La Ventana, Revista de Estudios de Género*, 11(11), pp. 36-72.

Escobal J., 2001, « The Determinants of Non-farm Income Diversifications in Rural Peru », *World Development*, 29(3), pp. 497-508.

Espin Moscoso J., 2018, *Regulations, Enforcement and Policies to Adrress Environmental Harms in Artisanal and Small Scale Gold Mining (ASGM) in Peru*, Thèse de doctorat, University of Florida, 188 p.

Falaris E., 1979, « The determinants of internal migration in Peru: an economic analysis », *Economic Development and Cultural Change*, 27(2), 327-341.

Fernández L., 2014, « Los mineros ilegales buscan infiltrarse en la política para frenar acciones de Gobierno », *La República*, 3 mars, Lima. Consulté le 07 septembre 2015.

Figueira R.R., 2004, *Pisando fora da própria sombra ; a escravidão por divida no Brasil contemporáneo*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.

Figueroa A., 1975, *El empleo rural en el Perú*, Informe para la OIT, Lima, Mimeo.

Figueroa A., 1981, *La economía campesina en la sierra del Perú*, Lima, Fondo Editorial – Pontificia Universidad Católica del Perú.

Fioravanti-Molinié A., 1981, « Variations actuelles sur un vieux thème andin : l'idéal vertical », *Études rurales*, n°81-82, pp. 89-107.

Fisher R., Ling H., Natonis R. *et al.*, 2019, « Artisanal and small-scale mining and rural livelihood diversification: The case of manganese extraction in West Timor, Indonesia », *The Extractive Industries and Society*, n°6, pp. 229–240.

Fleurbaey M., 2014, « The Facets of exploitation », *Journal of Theoretical Politics*, 26(4), pp. 653-676.

França Paiva E., 2005, « Travail contraint et esclavage », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 179-180, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 16 juin 2020. URL : http://journals.openedition.org/etudesafricaines/15104 ; DOI : https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.15104

Fréguin-Gresh S., Cortes G., Guétat-Bernard H., Sourrisseau J.-M., 2014, « Les systèmes familiaux multi-localisés : un modèle d'analyse original des ruralités aux Suds », *Document de travail ART-Dev 2014-12*, 13 p.

Fréguin-Gresh S., Cortes G., Trousselle A., Sourisseau J.-M., Guetat-Bernard H., 2015, « Le système familial multilocalisé. Proposition analytique et méthodologique pour interroger les liens entre migrations et développement rural au Sud », *Mondes en développement*, n°4/172, pp. 13-32.

Frossard J., Devillairs L., 2016, « Discours de la servitude volontaire. La Boétie », dans Frossard J., Devillairs L. (dir), 2016, *Servitude et soumission*, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 55-93.

Fuertes P., Velazco J., Naimark M., 2013,« Les ménages au Pérou (1999-2009) : transformations en période d'expansion économique », *Problèmes d'Amérique latine*, 2013/1 (n° 88), p. 25-53. DOI : 10.3917/pal.088.0025.

Galland O., 2011, « Chapitre 5 - Âges de la vie et génération », Dans Galland O. (dir.), 2011, *Sociologie de la jeunesse: 5ème édition*, Paris, Armand Colin, pp. 99-128. DOI : https://doi.org/10.3917/arco.galla.2011.01.0099"

Gamu J., Dauvergne P., 2018, « The slow violence of corporate social responsibility: the case of mining in Peru », *Third World Quarterly*, 39(5), pp. 959-975.

Gamu J., Le Billon P., Spiegel S., 2015, « Extractive industries and poverty: A review of recent findings and linkage mechanisms », *The Extractive Industries and Society*, n°2, pp. 162–176.

García Morcillo J., 1982, « Del caucho al oro: el proceso colonizador de Madre de Dios », *Revista española de antropología americana,* Vol. XlI, p. 255-271.

Gardner E., 2012, « Peru battles the golden curse of Madre de Dios », *Nature*, 486, pp. 306-307.

Gasselin P., Vaillant M., Bathfield B., 2014, « Le système d'activité. Retour sur un concept pour étudier l'agriculture en famille », dans Gasselin P., Choisis J.-P., Petit S., Purseigle F., et Zasser S. (dir.), 2014, *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre*, INRA-SAD, pp. 101-122.

Geenen S., 2014, « Dispossession, displacement and resistance: artisanal miners in a gold concession in South-Kivu, Democratic Republic of Congo », *Resources Policy*, 40(1), pp. 90-99.

Geenen S., Claessens K., 2013, « Disputed Access to the Gold Sites in Luhwindja, Eastern Democratic Republic of Congo », *Journal of Modern African Studies*, vol. 51, n°01, p. 85-108. DOI : 10.1017/S0022278X12000559

Geffray C., 1995, *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*, Paris, Editions Karthala, 185 p.

Gestión, 2012, « Macroconsult: Exportaciones de oro ilegal suman US$1,800 millones y superan al narcotráfico », 16 mai.

GIATOC, 2016, *Organized Crime and Illegally Mined Gold in Latin America*, Genève, The Global Initiative Against Transnational Organized Crime.

Gil V., 2009, *Aterrizaje Minero*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.

Gille Z., Riain S., 2002, « Global Ethnography», *Annual Review of Sociology*, *28*(1), pp. 271-295. https://doi.org/10.1146/annurev.soc.28.110601.140945

Glave M., Kuramoto J., 2002, « Minería, Minerales y Desarrollo Sustentable en Perú », dans CIIPMA, IDRC, IIED (dir.), *Minería, Minerales y Desarrollo Sustentable en América del Sur*, Londres, pp. 529–591.

Glave M., Pinedo D., 1997, « De la Puna a la Montana: Migracion y Uso del Espacio en el Valle del Inambari, Debate agrario », dans Glave M., Chicchon A., Verese M. (dir.), 1997, *Perú: el problema agrario en debate. Desarrollo rural sustentable*, Lima, SEPIA VI, pp. 19-40.

Glick Schiller N., 2015, « Explanatory frameworks in transnational migration studies : The missing multi-scalar global perspective », *Ethnic and Racial Studies*, *38*(13), pp. 2275-2282. https://doi.org/10.1080/01419870.2015.1058503

Goldstein R., 2014, « Consent and Its Discontents: On the Traffic in Words and Women », *Latin American Policy*, 5(2), pp. 236–250.

Goldstein R., 2015, *The Triangular Traffic in Women, Plants, and Gold: Along the Interoceanic Road in Brazil, Peru, and Bolivia*, Thèse de master, University of California, Berkeley.

Golte J., Adams N., 1990, *Los Caballos de Troya de los Invasores. Estrategias Campesinas en la Conquista de la Gran Lima*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.

Gomes A., 2008, « Trabalho análogo a de escravo : construindo um problema », *Historia Oral*, 11(1-2), pp. 11-41.

Gomes, A., 2012, « Repressao e mudanças no trabalho análogo a de escravo: tempo presente e usos do pasado », *Revista Brasileira de Historia*, vol. 32, n°64, pp. 167-184.

Gómez V., 1986, « Economía campesina: balance y perspectivas », dans Gómez V., Revesz B., Grillo E. *et al.* (dir.), 1986, *Perú: el problema agrario en debate. Economía campesina*, Lima, SEPIA I, pp. 21-52.

Gomez C., Ventura C., 2018, « Fractures régionales, reconfigurations internationales : l'avenir incertain de l'Amérique latine », *Revue internationale et stratégique*, 3/n°111, p. 27-36. DOI : 10.3917/ris.111.0027.

Gonzales de Olarte E., 1984, *Economía de la comunidad campesina*, Lima, IEP Ediciones.

Gonzales de Olarte E., 2007, « La economía política peruana de la era neoliberal 1990-2006 », *CIAS discussion paper*, 2, pp. 11-37.

Gonzales M., 1998, *Los movimientos sociales en la selva alta: la colonización en los últimos 50 años y las formas organizativas de los colonos*, Lima, AIDIA-GTZ, 28 p.

Granchamp L., 2001, *Urbanisation, stratégies familiales et multipolarité rurale-urbaine : la Transamazonienne à l'ouest d'Altamira (Pará, Brésil)*, Thèse de doctorat dirigée par Lamarche H. et Lena P., Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 321 p.

Grätz T., 2004, « Les frontières de l'orpaillage en Afrique occidentale », *Autrepart*, vol. 2, n°30, p. 135-150.

Gudynas E., 2015, *Extractivismos : Ecología, economía y política de un modo de entender el desarrollo y la Naturaleza*, CLAES/CEDIB, Cochambamba, 453 p.

Guerassimoff E., 2004, *Migrations internationales, mobilités et développement*, Paris, L'Harmattant, 318 p.

Guerrero J., 2002, « Las guerras del Tulumayo y las transformaciones del poder local en el marco de la guerra contrasubversiva en Concepción, Junín », dans Pulgar-Vidal M., Zegarra E., Urrutia J. (dir.), 2002, *Perú: el problema agrario en debate*, Lima, SEPIA IX, pp. 518-549.

Guetat-Bernard H., 2013, « Mobilités spatiales, organisation familiale et ruralités des Suds : un regard par les rapports de genre », *Géocarrefour*, vol. 88/2, pp. 91-95.

Guibert J., Jumel G., 1997, *Méthodologie des pratiques de terrain en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Colin, 216 p.

Guillaud Y., 1996, « Paternalisme et échange 'marchand' dans l'extractivisme en Amazonie brésilienne », *Lusotopie*, n°3, pp. 139-152.

Guillén Marroquín, J., 1986, *Child labour in gold panning: the case of Madre de Dios, Perú*, Genève, International Labour Organization (OIT).

Haber S., 2018 , « Actualité et transformation du concept d'exploitation. L'exemple du 'travail numérique' », *Actuel Marx*, n°63, pp. 70-85.

Haber S., 2018a, « Quelle place pour le concept d'exploitation », *Cahiers d'économie Politique*, n°75, pp. 255-261.

Haggblade S., Hazell P., Reardon T., 2010, « The rural non-farm economy: prospects for growth and poverty reduction », *World Development*, 38 (10), pp. 1429–1441.

Haicault M, 2012, « Autour d'*agency*. Un nouveau paradigme pour les recherches de Genre », *Rives Méditerranéennes*, n°41, pp. 1-15.

Hamel J., 2010, « De la nature réflexive de la sociologie et de la disparition de son objet », *Revue européenne des sciences sociales* [En ligne], XLV-139, mis en ligne le 01 novembre 2010, consulté le 12 février 2020. URL : http://journals.openedition.org/ress/185 ; DOI : https://doi.org/10.4000/ress.185

Hammersley M., Atkinson P., 1995, *Ethnography: Principles in Practice*, London, Routledge.

Hammouche A., 2014, « Combiner les apports de Sayad avec les cadres théoriques de Bourdieu et de Weber pour approcher les situations migratoires par une double contextualisation », dans Mohammedi S.M. (dir.), *Abdelmalek Sayad. Migrations et mondialisation*, pp. 37-55.

Hancco C., 1979, « Lauramarca y el movimiento democrático revolucionario del campesino por la tierra y contra la semifeudalidad », *Crítica Andina*, número 3, pp. 157-173.

Harbinson S., 1981, « Family structure and family strategy in migration decision making », dans De Jong G., Gardner R. (dir), 1981, *Migration Decision Making: Multidisciplinary Approaches to Microlevel Studies in Development and Developing Countries*, New York, Pergamon Press, pp. 225-251.

Harris J.R., Todaro M.P., 1970, « Migration, unemployment, and development : a two-sector Analysis », *American Economic Review*, n°60, pp. 126-142.

Hayes K., 2008, *Regional Workshop: Small-Scale Mining in Africa. A Case for Sustainable Livelihood*, Amsterdam, Common Fund for Communities.

Hernández Asensio R., 2016, *Los nuevos Incas. La economía política del desarrollo rural andino en Quispicanchi (2000-2010)*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 435 p.

Hernández-Asensio R., Trivelli C., 2011a, *¿El ocaso de las ciudades intermedias? Urcos y las dinámicas territoriales del sur de Cuzco*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 23 pp.

Hernández-Asensio R., Trivelli C., 2011b, *Crecimiento económico, cohesión social y trayectorias divergentes Valle-Sur – Ocongate (Cuzco – Perú)*, Documento de trabajo n° 65, Programa Dinámicas Territoriales rurales, Rimisp, Santiago, Chile, 44 p.

Hidrón C., Koepke R., 2014, *Addressing Forced Labor in Artisanal and Small Scale Mining (ASM). A Practitioner's Toolkit*, Colombia, Alliance for Responsible Mining, 120 p.

Hilson G., 2010, « 'Once a miner, always a miner': Poverty and livelihood diversification in Akwatia, Ghana », *Journal of Rural Studies*, n°26, pp. 296–307

Hilson G., 2011, « Artisanal mining, smallholder farming and livelihood diversification in rural sub-Saharan Africa: An introduction », *Journal of International Development*, n°23, pp. 1031–1041.

Hilson G., 2012, « Poverty traps in small-scale mining communities: the case of sub- Saharan Africa », *Canadian Journal of Development Studies*, 33(2), pp. 180–197.

Hilso, G., 2016, « Farming, small-scale mining and rural livelihoods in Sub-Saharan Africa: a critical overview », *The Extractive Industries and Society*, 3 (2), pp. 547–563.

Hilson G., 2017, « Shootings and Burning Excavators: Some Rapid Reflections on the Government of Ghana Handling of the Informal *Galamsey* Mining Menace », *Resources Policy*, n° 54, p. 109-116. DOI : 10.1016/j.resourpol.2017.09.009

Hilson G., Garforth C., 2012, « 'Agricultural Poverty' and the Expansion of Artisanal Mining: Case studies from West Africa », *Population Research and Policy Review*, 31(3), pp. 435–464.

Hilson G., Garforth C., 2012a, « 'Agricultural Poverty' and the Expansion of Artisanal Mining in Sub-Saharan Africa: Experiences from Southwest Mali and Southeast Ghana », *Population Research and Policy Review*, 31(3), pp. 435-464.

Hilson G., McQuilken J., 2014, « Four decades of support for artisanal and small-scale mining in sub-Saharan Africa: A critical review », *The Extractive Industries and Society*, n°1, pp. 104–118.

Hinojosa L., 2013, « Change in rural livelihoods in the Andes: do extractive industries make any difference? », *Community Development Journal*, Vol. 48, n°3, pp. 421-436.

Hirsch E., 2017, « Remapping the Vertical Archipelago: Mobility, Migration, and the Everyday Labor of Andean Development », *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, 23(1), pp. 189–208.

Hopkins R., 1981, *Desarrollo desigual y crisis en la agricultura peruana*., Lima, IEP ediciones.

Horsley J., Prout S., Tonts M., Ali S., 2015, « Sustainable livelihoods and indicators for regional development in mining economies », *The Extractive Industries and Society*, vol. 2, Issue 2, pp. 368-380.

Huber L., 2008, « La representación indígena en municipalidades peruanas », dans Grompone R. (dir.), 2008, *Ejercicio del gobierno local en los ámbitos rurales*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 272 p.

Ihl O., 2002, « Socialisation et évènements politiques », *Revue Française de Science Politique*, vol. 52, pp. 125-144.

Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana (IIAP), 2001, *Madre de Dios: camino al desarrollo sostenible. Propuesta de zonificación ecológica-económica como base para el ordenamiento territorial*, Iquitos, IIAP-CTAR, 153 p.

Instituto Nacional de Estadística e Informática, 1940, *V Censo de Población*, Lima.

Instituto Nacional de Estadística e Informática, 1972, *VII Censo de Población y II de Vivienda*, Lima.

Instituto Nacional de Estadística e Informática, 1981, *VIII Censo de Población y III de Vivienda*, Lima.

Instituto Nacional de Estadística e Informática, 2007, *XI Censo de Población y VI de Vivienda*, Lima.

Instituto Nacional de Estadística e Informática, 2017, *XII Censo de Población, VII de Vivienda y III de Comunidades Indígenas*, Lima.

Ipenza C., Valencia L., 2014, « Perú », dans Heck C., Tranca J. (dir.), 2014, *La Realidad de la Minería Ilegal en Países Amazónicos*, Lima, Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, pp 175–218.

Izaguirre L., 2019, *Trois décennies de migration péruvienne à São Paulo : mobilités et parcours d'incorporation dans une ville en globalisation*, Thèse de doctorat dirigée par Yépez Del Castillo Y. et Verhoeven M., UCLouvain, 470 p.

Jakšić M., 2011, « État de littérature. Déconstruire pour dénoncer : la traite des êtres humains en débat », *Critique internationale*, n°53, pp. 169-182.

Jirón P., 2011, « On becoming ‘la sombra/the shadow’ », dans Büscher M., Urry J., Witchger K. (dir.), 2011, *Mobile methods*, New York, Routledge, pp 36-53.

Johnson B., Onwuegbuzie A., Turner L., 2007, « Toward a definition of mixed methods research », *Journal of Mixed Methods Research*, 1 (2), pp. 112–133

Junquera C., 1999, « Impactos causados y producidos por la búsqueda de oro en la selva amazónica peruana », *Revista Española de Antropología Americana*, n° 29, p. 283-307.

Kamlongera P.J., 2011, « Making the poor ‘poorer’ or alleviating poverty? Artisanal mining livelihoods in rural Malawi », *Journal of International Development*, 23(8), pp. 1128–1139.

Kapur D., 2004, « Remittances: The New Devepment Matra? », *G-24 Discussion Paper Series*, n°29.

Kay C., 2009, « Estudios rurales en América Latina en el periodo de globalización neoliberal: ¿una nueva ruralidad? », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 71, n° 4, pp. 607-645.

Kervyn B., 1987, *La economía campesina en el Perú: teorías y políticas*, Cusco, Centro de Estudios Rurales Andinos Bartolomé de las Casas, 92 p.

Khayi N., Duarte A., 2016, « L’organisation du travail, la question politique centrale ? », *La Revue du projet*, n°61, p. 8.

Klinge G., 1946, *Política agrícola alimenticia*, Lima.

Labonne B., 2014, « Who is afraid of artisanal and small-scale mining (ASM)? », *The Extractive Industries and Society*, n°1, pp. 121-123.

Lafleur J.-M., Yépez Del Castillo I., 2014, « Transnacionalismo y circulación migratoria : Dos visiones para repensar el vínculo entre migración y desarrollo », dans Herrera G. (dir.), 2014, *El vínculo entre migración y desarrollo a debate : Miradas desde Ecuador y América Latina*, pp. 71-94.

Lahiri-Dutt K., 2018, « Extractive peasants: Reframing informal artisanal and small-scale mining debates », *Third World Quarterly*, 39(8), pp. 1561-1582.

Lallau B., Thibaut E., 2009, « La résilience en débat : quel devenir pour les agriculteurs en difficulté ? », *Revues d’Etudes en Agriculture et Environnement*, 90 (1), pp. 79-102.

Lambert S., 1994, « La migration comme instrument de diversification intrafamiliale des risques. Application au cas de la Côte d'Ivoire », *Revue d'économie du développement*, n°2, pp. 3-38.

Lavrard-Meyer C., 2012, « Démocratie et inégalités : enjeux actuels et perspectives historiques au Pérou », *Problèmes d'Amérique latine*, 1 (83), p. 117-134. DOI : 10.3917/pal.083.0117.

Lay J., Mahmoud T.O., Michuki M’Mukaria G., 2008, « Few opportunities, much desperation: the dichotomy of non-agricultural activities and inequality in Western Kenya », *World Development*, 36 (12), 2713–2732.

Le Bris E., Marie A., Osmont A., Sinon A., 1985, « Résidence, stratégies et parenté dans les villes africaines », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 25, pp. 13-30.

Le Bris E., Marie A., Osmont A., Sinon A., 1987, *Famille, résidence dans les villes africaines. Dakar, Bamoko, Saint Louis, Lomé*, Paris, L’Harmattan, 268 p.

Leach M., Mearns R., Scoones I., 1999, « Environmental entitlements: dynamics and institutions in community-based natural resource management », *World Development*, 27(2), pp. 225–47.

Lee E., 1966, « A theory of migration », *Demography*, 3(1), pp. 47-57.

Lemozy F., 2019, « Retour sur la notion de ‘travail esclave’ Brésil : Zara et les travailleurs migrants boliviens », *Problèmes d'Amérique latine*, n°1/112, pp. 115-129.

Lesourd M., 1997, « L’archipel rural africain en mouvement », dans Gastellu J.-Y. (dir.), 1997, *La Ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle*, Paris, Editions Orstom, pp. 363-378.

Léssard-Hébert M., Goyette G., Boutin G., 1991, *La recherche qualitative*, Bruxelles, De Boeck Supérieur.

Levitsky S., 2011, « A Surprising Left Turn », *Journal of Democracy*, 22 (4), pp. 84-94.

Llosa E., 2003, *La batalla por la interoceánica en el sur peruano. ¿Localismo· o descentralismo?*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, Documento de trabajo, n° 129, 42 p.

Loayza N., Rigolini J., 2016, « The local impact of mining on poverty and inequality: evidence from the commodity boom in Peru », *World Development*, n°84, 219–234.

Long N., Roberts B., 1984, *Miners, Peasants and Entrepreneurs: Regional Development in the Central Highlands of Peru*, Cambridge, Cambridge University.

Lossio J., 2002, « Plazas centrales e intermedias en Madre de Dios: del descubrimiento de Fitzcarrald (1893) al último censo (1993) », in Pulgar-Vidal M., Zegarra E., Urrutia J. (dir.), 2002, *Perú: el problema agrario en debate. Pueblos, villas y ciudades intermedias, gobiernos locales, procesos y dinámicas de descentralización y articulación de los espacios*, Lima, SEPIA IX, pp. 550-577.

Lupu N., 2012, « The 2011 general elections in Peru », *Electoral Studies*, n°31, pp. 613–639.

Ma Mung E., Doraï M., Hily M.-A., Loyer F., 1998, *Bilan des travaux sur la circulation migratoire, Rapport de recherche*, Poitiers, Migrinter.

Mabogunje A., 1970, « Systems approach to a theory of rural-urban migration », *Geographical Analysis*, 2(1), pp. 1-18.

Macera P., 1977, *Feudalismo colonial americano: el caso de las haciendas peruanas*, Lima, Pontificia Universidad Catolica del Peru, 41 p.

Mackenzie C., 2019, « *Agency :* un mot, un engagement », *Rives méditerranéennes*, n°41, pp. 1-4.

Maconachie R., 2011, « Re-agrarianising livelihoods in post-conflict Sierra Leone? Mineral wealth and rural change in artisanal and small-scale mining communities », *Journal of International Development*, 23(8), pp. 1054–1067.

Maconachie R., Binns T., 2007, « Farming miners’ or ‘mining farmers’?: Diamond mining and rural development in post-conflict Sierra Leone », *Journal of Rural Studies*, n°23, pp. 367–380.

Maenling C., 1980, *Formas y consecuencias de un desarrollo desde afuera en la Amazonía Peruana : el Boom de Oro en Madre de Dios*, Thèse de doctorat.

Malmberg G., 1997, « Time and Space in International Migration », dans Hammar T., Brochmann G., Tamas K. *et al.* (dir.), 1997, *International Migration, immobility and development*. *Multidisciplinary perspectives*, Oxford, Berg Publishers, pp.21-48.

Manrique N., 2014, « Historia de la agricultura perauana, 1930-1980 », dans Zegarra L., Kuramoto J., Glave M. *et al.* (dir), 2014, *Compendio de historia económica V: la economía peruana entre la gran depresión y el reformismo militar, 1930-1980*, Lima, BCRP/IEP, pp. 159-216.

Marcus G., 1995, « Ethnography in/of the World System: The Emergence of Multi-Sited Ethnography », *Annual Review of Anthropology*, Vol. 24, pp. 95-117.

Mariátegui J.C., 1928, *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*, Lima, Ed. Amauta.

Maringira G., Nyamunda T., 2017, « Duty versus Agency in the Security State of Zimbabwe: Soldiers' Deployment in *Chiadzwa* Diamond Mining », *Extractive Industry Society*, vol. 4, n° 1, p. 172-179. DOI : 10.1016/j.exis.2016.12.004

Martig A., 2015, « De l'esclavage comme image et métaphore. Enjeux sociaux et moraux de la lutte contre le 'travail esclave' au Brésil », dans Saillant F. et Santiago J. (dir.), 2015, *Images, sons et récits des Afro-Amériques*, Paris, Éditions des archives contemporaines, pp. 175-199.

Martig A., 2017, « Domination et servitude dans le Brésil rural contemporain : le 'travail esclave' rural migrant », *Anthropologie et Sociétés*, *41* (1), pp. 69–90.

Martínez H., 1960, *Las migraciones altiplánicas y la colonización del Tambopata*, Thèse de doctorat, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 345 p.

Martínez H., 1980, *Migraciones internas en el Perú: aproximación crítica y bibliográfica*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.

Marx K., 1993, *Le Capital*, Paris, Puf.

Marx K., Engels F., 1994, « Manifeste du parti communiste », dans Marx K. (dir.), 1994, *Philosophie*, Paris, Gallimard.

Massey D., 1988, « Economic development and international migration in comparative perspective », *Population and Development Review*, 14(3), pp. 383-413.

Massey D., 1990, Social structure, households strategies, and the cumulative causation of migration, *Population Index*, 56(1), pp. 3-26.

Massey D., Alarcón R., Durand J., *et al.*, 1987, *Return to Aztlan: The Social Process of International Migration from Western Mexico*, Berkeley/London, University of California Press.

Massey S., Arango J., Graeme H., Kouaouci A., Pellegrino A., Taylor E., 2000, « Teorías Sobre la Migración Internacional: Una reseña y una Evaluación », *Trabajo*, n°3, pp. 5-49.

Massey D., Capoferro C., 2006, « Sálvese Quien Pueda : Structural Adjustment and Emigration from Lima », *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 606(1), pp. 116-127.

Matos Mar J., 1978, *Educación, lengua y marginalidad rural en el Perú*, DEALC, Buenos Aires, 94 p.

Matos Mar J., 1984, *Desborde popular y crisis del Estado : Un nuevo rostro del Perú en la década de 1980*, Lima, IEP.

Matos Mar J., Mejía J., 1980, *La reforma agraria en el Perú*, Lima, IEP, 378 p.

Mauger G., 2009, « Générations et rapports de générations », dans Quéniart A. (dir.), 2009, *L'intergénérationnel: Regards pluridisciplinaires*, Rennes, Presses de l'EHESP, pp. 15-36. https://doi.org/10.3917/ehesp.queni.2009.01.0015

Mauger G., 2013, « 'Modes de génération' des 'générations sociales' », *Sociología Histórica*, n°2, pp. 111-130

Mayer E., 2009, *Ugly Stories of the Peruvian Agrarian Reform*, Durham, Duke University Press, 328 p.

McNulty S., 2017, « Peru 2016: Continuity and Change in an Electoral Year », *Revista de Ciencia Política*, vol. 37, n° 2, pp. 563-587

Mercandelli S., 2013, *Le rôle complexe des migrations dans les reconfigurations des systèmes d'activités des familles rurales : la circulation comme ressource ? Localité de Leonzoane, Mozambique 1900-2010*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris Sud-Paris XI.

Miers S., « Le nouveau visage de l'esclavage au XXe siècle », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 179-180 | 2005, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 16 juin 2020.

Milan A., Ho R., 2014, « Livelihood and migration patterns at different altitudes in the Central Highlands of Peru », *Climate and Development*, 6(1), pp. 69-76.

Miranda B., 2016, « 'Uno ya sabe a lo que viene': la movilidad laboral de migrantes Andino-Bolivianos entre talleres de costura de São Paulo explicada a la luz de la producción del consentimiento », *Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana*, 25 (49), pp. 197-213.

Mkodzongi G., Spiegel S., 2019, « Artisanal gold mining and farming: livelihood linkages and labour dynamics after land reforms in Zimbabwe », *The Journal of Development Studies*, 55(10), pp. 2145–2161.

Mkodzongi G., Spiegel S., 2020, « Mobility, temporary migration and changing livelihoods in Zimbabwe's artisanal mining sector », *The Extractive Industries and Society*, n°7, pp. 994–1001.

Molinié Fioravanti M.-A., 1982, *La Vallée Sacrée des Andes*, Paris, Société d'ethnographie, 239 p.

Monnet E., 2007, « La théorie des 'capabilités' d'Amartya Sen face au problème du relativisme », *Tracés. Revue de Sciences humaines* [En ligne], 12 | 2007, mis en ligne le 18 avril 2008, consulté le 10 novembre 2020.

Monsutti A., 2008, « Migration et développement : une histoire de brouilles et de retrouvailles », dans Schümperli C. (dir.), 2008, *Migration et développement: un mariage arrangé*, Genève, IHEID, pp. 23-42.

Morawska E., 1990, « The Sociology and Historiography of Immigration », dans Yans-MacLaughlin V. (dir.), 1990, *Immigration Reconsidered: History Sociology, and Politics*, New York, Oxford University Press, pp. 187-238.

Morice A., 2005, « 'Comme des esclaves', ou les avatars de l'esclavage métaphorique », *Cahiers d'études africaines*, vol. 179-180, no. 3-4, pp. 1015-1036.

Morlon P., 1992, *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales (Pérou-Bolivie)*, Paris, Editions Quae, 522 p.

Moschella P., 2011, *Impactos ambientales de la minería aurífera y percepción Local en la microcuenca huacamayo, Madre de Dios*, Lima, PUCP, 157 p.

Mosqueira G., 1992, *La economía del oro en Madre de Dios*, Arequipa, 79 p.

Mosqueira G., 1993, *Minería aurífera aluvial en Madre de Dios: producción e implicancias en el empleo y los recursos naturales*, Arequipa, Congreso Nacional de Economistas, n°11, 12 p.

Mosquera C., Chavez M., Pachas V. *et al.*, 2009, *Estudio Diagnostico de la Actividad Minera Artesanal en Madre de Dio*, Lima, Cooperacción, Caritas, Conservation International.

Moujoud N., Pourette D., 2005, « 'Traite' de femmes migrantes, domesticité et prostitution: À propos de migrations interne et externe », *Cahiers d'études africaines*, 3(3-4), pp. 1093-1121. https://doi.org/10.4000/etudesafricaines.5752

Moulier-Boutang Y., 2005, « Formes de travail non libre : Accumulation primitive, préhistoire ou histoire continuée du capitalisme? », *Cahiers d'études africaines*, n°45, pp. 1069-1092.

Mrad Dali I., 2005, « De l'esclavage à la servitude. Le cas des noirs de Tunisie », *Cahiers d'études africaines*, n°179-180, pp. 935-956.

Mtero F., 2017, « Rural livelihoods, large-scale mining and agrarian change in Mapela, Limpopo, South Africa », *Resources Policy*, n°53, pp. 190-200.

Mujica J., 2014, *Elementos comparados del impacto de la trata de personas en la salud de víctimas adolescentes en el contexto de la minería ilegal de oro en Madre de Dios*, Lima, Promsex/Anesvac, 132 p.

Mujica J., Cavagnoud R., 2011, « Mecanismos de explotación sexual de niñas y adolescentes en los alrededores del puerto fluvial de Pucallpa », *Anthropologica*, 29(29), 10 p.

Muñoz P., Guibert Y., 2016, « Perú : El fin del optimismo », *Revista de ciencia política (Santiago)*, *36*(1), pp. 313-338. https://doi.org/10.4067/S0718-090X2016000100014

Murra J., 1975, « El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas », dans Murra J. (dir.), *Formaciones Económicas y Políticas del Mundo Andino*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, pp. 59-115.

Nasuti S., Tritsch I., Eloy L., 2015, « Régularisation foncière et mobilités rurales-urbaines en Amazonie brésilienne », *Espace populations sociétés*, n°2(3), pp. 1-18.

Noin D., 2005, *Géographie de la population*, Paris, Armand Colin, 288 p.

Norval D.G., 2005, *Cohort Analysis*, Sage Publication.

Novak F., Namias S., 2009, *Trata de personas con fines de explotación laboral: el caso de la minería aurífera y la tala ilegal de madera en Madre de Dios*, Lima, Pontificia Universidad Católica/IDEI Organización Internacional para las Migraciones.

Novoa A., 2015, « Mobile ethnography: emergence, techniques and its importance to geography », *Journal of Studies and Research in Human Geography*, vol. 9, n°1, pp. 97-107.

Nuggent J., 1992, *El laberinto de la choledad*, Lima, Fundación Friedich Ebert.

Oberai L., Manmohan S., 1980, « Remittances and rural development: findings of a case study in the Indian Punjab », *International Labor Review*, n°119, pp. 229-241.

Ofosu G., Dittmann A., Sarpong D., Botchie D., 2020, « Socio-economic and environmental implications of Artisanal and Small-scale Mining (ASM) on agriculture and livelihoods », *Environmental Science and Policy*, n°106, pp. 210–220.

Okoh G., Hilson G., 2011, « Poverty and Livelihood Diversification: Exploring the Linkages between Smallholder Farming and Artisanal Mining in Rural Ghana », *Journal of International Development*, n°23, pp. 1100–1114.

Olivier de Sardan J.-P., 1998, « Émique », *Homme*, 38(147), pp. 151-166. https://doi.org/10.3406/hom.1998.370510

Ouedraogo L., 2019, *Orpaillage artisanal et développement rural*, Thèse de doctorat dirigée par Mundler P., Université Laval, 152 p.

Owen J., Kemp D., 2015, « Mining-induced displacement and resettlement: a critical appraisal », *Journal of Cleaner Production*, n°87, pp. 478–488.

Pachas H., 2011, *Historia de una incertidumbre : hábitat, conflicto y poder en la minería artesanal de oro de Perú*, Lima, Earth First SAC, 284 p.

Pachas H., 2012, *El sueño del corredor minero: como aprender a vivir contigo y sin ti*, Cusco, CBC-GOMIAM, 140 p.

Papail J., 1991, *Mobilité spatiale et mobilité professionnelle dans la région nord andine de l'Equateur*, Paris, CEPED, 88 p.

Passeron J.-C., 1989, « Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, *XXXI*, pp. 3–22.

Paugam S., *L'enquête sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 480 p.

Paul J.-L., Bory A., Bellande A., Garganta E., Fabri A., 1994, « Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité », *Cahiers de la recherche développement*, n°39, pp. 7-19.

Peemans J.-P., 2018, « Agricultures, ruralités, paysanneries : réflexions et questions pour une économie politique critique des discours dominants sur le développement », *Mondes en Développement*, n°2/182, pp. 21-48.

Petit B., 2020, « Formes légales de travail et formes contemporaines d'esclavage », *Les Cahiers de la Justice*, n°2, pp. 221-230.

Piché V., 2013, *Les théories de la migration*, Paris, Ined, 536 p.

Piché V., 2015, *Les théories migratoires : vers un nouveau paradigme à la croisée de l'économie politique, du cosmopolitisme et des droits des migrants et des migrantes*, 16 p.

Piguet E., 2013, « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 29 - n°3, mis en ligne le 01 septembre 2016, consulté le 02 janvier 2017. URL : http://remi.revues.org/6571 ; DOI : 10.4000/remi.6571.

Pinard R., Potvin P., Rousseau R., 1994, « Le choix d'une approche méthodologique mixte de recherche en éducation », *Recherches Qualitatives*, 24(1), pp. 58-80.

Pintado M., 2013, « CENAGRO 2012: cambios en la estructura del sector agrario », *La Revista Agraria*, n° 47, pp. 2.

Pokorny B., Von Lübke C., Dayamba D., Dickow H., 2019, « All the gold for nothing? Impacts of mining on rural livelihoods in Northern Burkina Faso », *World Development*, n°119, pp. 23–39.

Portes A., Walton J., 1981, L*abor, Class and the International System*, New York, Academic Press, 230 p.

Portocarrero G., 2007, '*Racismo y mestizaje' y otros ensayos*, Lima, Fondo Editorial del Congreso del Perú.

Poth C., 2018, *Innovation in Mixed Methods Research: A Practical Guide to Integrative Thinking with Complexity*, London, Sage, 384 p.

Pritchard B., Vicol M., Jones R., 2017, « How does the ownership of land affect household livelihood pathways under conditions of deagrarianization? 'Hanging in', 'stepping up' and 'stepping out' in two north Indian villages », *Singapore Journal of Tropical Geography*, n°38, pp. 41–57.

Prunier D., 2013, *De nouvelles ruralités en Amérique centrale ? Dynamiques de mobilité, ressources et organisations familiales*, Thèse de doctorat, Paris, Université Paris-Diderot-Paris VII, 471 p.

Quesnel A., del Rey A., 2005, « Mobilité, absence de longue durée et relations intergénérationnelles en milieu rural (état du Veracruz, Mexique) », *Cahiers des Amériques latines*, n°45, pp. 75-91.

Quijano A., 1980, *Dominación y cultura : Lo cholo y el conflicto cultural en el Perú*, Lima, Mosca Azul.

Quintasi I., 2013, *Entre el oro y el paraíso: lógica del estado frente a la minería ilegal en Madre de Dios a finales del Gobierno de Alan García (2008-2011)*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, 73 p.

Quintín P., 1994, « Continuidad y recomposición del poder local en un distrito andino: Ocongate, Cusco », dans Dancourt O., Mayer E., Monge C. (dir.), 1994, *Perú: el problema agrario en debate. Transformaciones en la sociedad rural*, Lima, SEPIA V, pp. 175-200.

Quiroz-Pérez L., De Vinatea Ríos M., 2015, « Le Pérou : de l'intégration nationale à l'inclusion sociale », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 78, pp. 1-7. DOI : https://doi.org/10.4000/cal.3499

Racine J.-L., 1994, *Les Attaches de l'homme. Enracinement paysan et logiques migratoires en Inde du Sud*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 402 p.

Raez E., 2010, *Viene más la pobreza: Conflictos socioambientales y megaproyectos de infraestructura vial y energética en la Amazonía peruana*, Lima, USAID-ICAA, 70 p.

Ramaux C., 2018, « Exploitation et plus-value chez Marx : fil à la patte ou fil D'ariane ? », *Mouvements*, n°26, pp. 87-94.

Razafimahatratra H., Bélières J.-F., Benz H.-D., Penot E., 2015, « Articuler moyens d'existence des exploitations agricoles et innovations pour mieux orienter les actions de développement agricole : un cadre d'analyse renouvelé de l'introduction de l'agriculture de conservation à Madagascar », *9èmes Journées de recherches en sciences sociales*, Nancy, 10 et 11 décembre 2015.

Reardon T., Berdegué J., Escobar G., 2001, « Rural Nonfarm Employment and Incomes in Latin America: Overview and Policy Implications », *World Development*, 29(3), pp. 395-409.

Rebaï N., 2015, « Émigration paysanne et vulnérabilité des territoires ruraux dans les Andes équatoriennes », *EchoGéo*, n° 34, pp. 1-14.

Reeves K., Frost L., Fahey C., 2010, « Integrating the history of the nineteenth-century gold rushes », *Australian Economic History Review*, 3(9), pp.111-128.

Reichardt C., Rallis S., 1994, « The qualitative-quantitative debate : new Perspectives », *Americain Evaluation Association, n°*61, Spring, San Francisco, CA, Jossey-Bass Publishers.

Rémy M.-I., 1991, « Acteurs et politiques dans l'agriculture péruvienne », *Tiers-Monde*, tome 32, n°128, pp. 771-789.

Rémy M.-I., 2005, « Los gobiernos locales en el Perú: entre el entusiasmo democrático y el deterioro de la representación política », dans Vich V. (dir.), 2005, *El Estado esta de vuelta: desigualdad, diversidad y democracia*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos, pp. 111-136.

Renault E., 2018, « Ressources, problèmes et actualité du concept d'exploitation », *Actuel Marx*, n°63, pp. 13-31.

Renault E., 2018a, « L'exploitation comme domination », *Cahiers d'économie Politique*, n°75, pp. 85-100.

Requiers-Desjardins D., 2009, « La contribution des transferts de migrants au développement: une approche par l'économie résidentielle », *XLVIème colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Françai*se, Université de Toulouse, 22 p.

Revesz B., 1986, « Necesidad de una nueva interpretación de la reforma agraria y sus efectos », dans Gómez V., Revesz B., Grillo E. *et al.* (dir.), 1986, *Perú: el problema agrario en debate. Economía campesina*, Lima, SEPIA I, pp. 87-122.

Revesz B., 1991, « Vingt ans après la réforme de la périphérie agraire, les impuissances de l'Etat péruvien », *Revue française de science politique*, 41e année, n°6, pp. 808-832.

Ricoeur P., 1990, *Soi-même comme un autre*, Paris, Seuil.

Rigg J., 2006, « Land, farming, livelihoods, and poverty: Rethinking the links in the Rural South », *World Development*, 34(1), pp. 180-202.

Rigg J., 2007, *An Everyday Geography of the Global South*, Londres et New York, Routledge.

Rivera Cusicanqui, S. R., 2010, *De Chuequistas y Overlockas : Una discusión en torno a los talleres textiles*, Buenos Aires, Tinta Limón.

Rivera J.J., Taylor J.E., Yunez Naude A., 2008, « Migración rural y desarrollo: el caso de México », M*imeo*, PRECESAM.

Rivera Sánchez L., 2012, « Las trayectorias en los estudios de migración : Una herramienta para el análisis longitudinal cualitativo», dans Ariza M., Velasco L. (dir.), 2012, *Metodos cualitativos y su aplicacion empirica. Por los caminos de la investigacion sobre migracion internacional*, México, D.F.: Instituto de Investigaciones Sociales, UNAM, Colegio de la Frontera Norte, pp. 455-494.

Rivero M., Díaz A., 2012, *La problemática minera y la experiencia del consultorio jurídico gratuito de la SPDA en Madre de Dios (2010-2011)*, Lima, Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, 88 p.

Robert P., Lallau B., 2016, « Mesurer la résilience des ménages ruraux sénégalais : Une approche en termes de trajectoires et seuils de moyens d'existence », *Ethics and Economics, 13(2), pp. 28-47.*

Roberts B., 1978, *City of Peasants: the Political Economy of Third World Urbanization*, Londres, Edward Arnold.

Rosas D., 2011, *Nuevas oportunidades de empleo en las comunidades altoandinas a partir de la construcción y operación de La Carretera Interoceánica Sur: El Caso De Mahuayani*, Cusco, Universidad Nacional De San Antonio Abad Del Cusco, 125p.

Rosas D., 2012, « Productores ganaderos, proyectos de desarrollo y poder: cambios en la orientación ganadera de Ocongate entre 1990-2014 » dans Diez H. (dir), 2015, *IV Censo Nacional Agropecuario: Resúmenes de investigaciones, experiencias y lecciones aprendidas. Programa de becas para jóvenes investigadores y tesis de maestría 2014-2015*, Lima, SEPIA, pp. 197-232.

Rosas D., 2015, E*l poder local en Ocongate : configuración y ejercicio del poder entre 1993-2014*, Lima, Pontificia Universidad Catolica del Peru, 128 p.

Ross M. L., 1999, « The political economy of the resource curse », *World Politics*, 51(2), pp. 297-322.

Rui S., 2012, « Réflexivité », dans Paugam S. (dir.), 2012, *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses universitaires de France, coll. « Que Sais-Je ? », p. 21-22.

Saith A., 1992, *The Rural Non-Farm Economy: Processes and Policies*, Geneva, International Labour Office, 122 p.

Salas G., 2008, *Dinámica social y minería: familias pastoras de puna y la presencia del proyecto Antamina (1997–2002)*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos.

Salman T., de Theije M., 2017, « Analysing conflicts around small-scale gold mining in the Amazon: The contribution of a multi-temporal model », *The Extractive Industries and Society*, n°4, pp. 586–594.

Salo M., Hiedanpää P., Karlsson T., 2016, « Local perspectives on the formalization of artisanal and small-scale mining in the Madre de Dios gold fields, Peru », *The Extractive Industries and Society*, n°3, pp. 1058–1066.

Samuel O., 2008, « Les démographes et le temps », *Temporalités* [En ligne], mis en ligne le 09 juillet 2009, consulté le 20 novembre 2019. URL : http://journals.openedition.org/temporalites/113 ; DOI : https://doi.org/10.4000/temporalites.113

Sanz, T., 2015, *Caracterización de las condiciones de trabajo forzoso en la minería de oro en Madre de Dios y una aproximación a los factores de riesgo*, Lima, OIT.

Sayad A., 1977, « Les trois 'âges' de l'émigration algérienne en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, *15*(1), pp. 59-79. https://doi.org/10.3406/arss.1977.2561

Sayad A., 1994, « Le mode de génération des générations 'immigrées' », *L'Homme et la Société*, n°111-112, pp. 155-174.

Scarfò G., 2015, « L'auto-socio-analyse du sociologue ou les conditions pour garantir la rigueur scientifique de la sociologie », *SociologieS* [En ligne], mis en ligne le 02 novembre 2015, consulté le 15 février 2020. URL : http://journals.openedition.org/sociologies/5145

Scoones I., 1998, « Sustainable Rural Livelihoods: A Framework for Analysis », *IDS Working Paper*, n°72, Brighton, IDS.

Scoones I., 2009, « Livelihoods perspectives and rural development », *The Journal of Peasant Studies*, 36(1), pp. 171-196.

Scoones I., Marongwe N., Mavedzenge B., Murimbarimba F., Mahenehene J., Sukume C., 2011, « Zimbabwe's land reform: challenging the myths », *Journal of Peasant Studies*, 38(5), pp. 967–93.

Sébille P., 2012, « Appréhender la migration : génération, temps, espace », *Hypothèses* [En ligne], mis en ligne le 18 février 2012, consulté le 22 février 2020. URL : https://fabricamig.hypotheses.org/19

Sen A., 1997, « Editorial: Human capital and human capability », *World Development*, n°25(12), pp. 1959–1961.

Sheller M., Urry J., 2006, « The new mobilities paradigm », *Environment & Planning A*, n°38(2), pp. 207-226.

Siegel S., Veiga M., 2009, « Artisanal and small-scale mining as an extra legal economy : De Soto and the redefinition of 'formalization' », *Resources Policy*, n°34, pp. 51–56.

Siegel S., Veiga M., 2010, « The myth of alternative livelihoods: artisanal mining, gold and poverty », *International Journal of Environment and Pollution*, 41(3), pp. 272–288.

Simmel G., 1997 [1903], « The Sociology of Space », dans Frisby D., Featherstone M. (dir.), 1997, *Simmel On Culture – Selected Writings*, London, Sage, pp. 137-170.

Simon G., 1995, *Géodynamique des migrations internationales dans le monde*, Paris, PUF, 429 p.

Simon G., 2006, « Migrations, la spatialisation du regard », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, n°2, pp. 9-21.

Simon G., 2008, *La planète migratoire dans la mondialisation*, Paris, Armand Colin.

Sindzingre, A., 2018, « Can the concept of exploitation be associated with that of Inferiorisation? A critical analysis », *Cahiers d'économie Politique*, n° 2, pp. 203-226.

Skeldon R., 1990, *Population Mobility in Developing Countries: A Reinterpretation*, London, Belhaven Press.

Slater D., Kim D., 2015, « Standoffish States: Nonliterate Leviathans in Southeast Asia », *Trans-Regional and National Studies of Southeast Asia*, *3*(1), pp. 25-44. https://doi.org/10.1017/trn.2014.14

Society for Threatened People, 2014, *Responsabilidad de las refinerías de oro en las violaciones de los derechos humanos y actividades ilegales en el Perú*, Ostermundigen, Asociación para los pueblos amenazados, 40 p.

Souchaud S., 2009, « Presença estrangeira na indústria das confecções e evoluções urbanas nos bairros centrais de São Paulo », *dans Duarte A.*, Arêas *F.*, Tavares J. et al. (dir.), 2009, *São Paulo: os estrangeiros e a construção da cidade*, pp. 65-89.

Sourisseau J.-M., Bosc P.-M., Freguin-Gresh S., Belieres J.-F., Bonnal Ph., Le Coq J.-F., Anseeuw W., Dury S., 2012, « Les modelés familiaux de production agricole en question. Quelle méthode pour analyser leur diversité ? », *Autrepart*, n°62, pp. 159-182.

Spiegel S., 2014, « Legacies of a Nationwide Crackdown in Zimbabwe: *Operation Chikorokoza Chapera* in Gold Mining Communities », *Journal of Modern African Studies*, vol. 52, n°4, p. 541-570. DOI : 10.1017/S0022278X14000469

Stark O., 1991, *The Migration of Labor*, Oxford, Basil Blackwell Publishing Ltd.

Stark O., bloom D.E., 1985, « The new economics of labor migration », *The American Economic Review*, 75(2), pp. 173-178.

Steele S., 2013, « Human Trafficking, Labor Brokering, and Mining in Southern Africa: Responding to a Decentralized and Hidden Public Health Disaster », *International Journal of Health Services*, 43(4), pp. 665-680.

Stefoni C., 2011, « Migración, remesas y desarrollo », *Polis* [Online], n°30, pp. 1-17.

Stocking M.A., Murnaghan N., 2001, *Handbook for the Field Assessment of Land Degradation*, London, Earthscan Publications.

Svampa M., 2013, « Consensus des matières premières, tournant éco-territorial et pensée critique en Amérique latine », dans Thomas F. (dir), 2013, *Industries minières – Extraire à tout prix ?*, CETRI/Syllepse, Alternatives Sud, vol. 20/2, pp. 30-46.

Swenson J., Carter C., Domec J. *et al.*, 2011, « Gold Mining in the Peruvian Amazon: Global Prices, Deforestation, and Mercury Imports », *PLoSONE*, 6(4). DOI:10.1371/journal.pone.0018875.

Szablowski D., 2002, « Mining, displacement and the world bank a case analysis of compania minera antamina's operations in Peru », *Journal of Business Ethics*, 39(3), pp. 247–273.

Tarrius A., 1992, *Les fourmis d'Europe*, Paris, L'Harmattan.

Tarrius A., 1994, « Nomadismes, diasporas, errances et réseaux internationaux de l'économie souterraine », *Journal des Anthropologues*.

Tevez R., 2011, « Pérou : changement de régime en phase avec les nouvelles mobilisations sociales? », dans Duterme B. (dir.), *Etat des résistances dans le Sud : Amérique latine*, CETRI/Syllepse, Alternatives Sud, vol. 18/4, pp. 61-68.

Théry H., 2015, « Les paradoxes des 'sans-terre' et de l'esclavage rural au Brésil », Hérodote, n°156, pp. 50-72.

Thornton R., 2014, « Zamazama, 'illegal' artisanal miners, misrepresented by the South African Press and Government », *The Extractive Industries and Society*, *1*(2), pp. 127–129.

Thorp R., Beltram G., 1978, *Peru 1890-1977: Growth and Policy in an Open Economy*, London, Macmillan.

Thorp R., Beltram G., 1985, *Perú 1890-1977: crecimiento y políticas en una economía abierta*, Lima, Universidad del Pacífico, Mosca Azul Editores, Fundación Friedrich Ebert.

Ticci E., Escobal J., 2014, « Extractive Industries and local development in the Peruvian Highlands », *Environment and development Economics*, n°20, pp. 101-126.

Tyuleneva V., 2018, *El Paititi. Historia de la búsqueda de un reino perdido*, Cusco, Centro Bartolomé de Las Casas, Pontificia Universidad Católica del Perú, 478 p.

Todaro M.P., 1969, « A model of labor migration and urban unemployment in less-developed Countries », *American Economic Review*, 59(1), pp. 138-148.

Torres V., 2007, *Minería artesanal y a gran escala en el Perú: el caso del oro*, Lima, Cooperacción, Acción Solidaria para el Desarrollo, 286 p.

Trousselle A., 2019, *Une géographie de la multi-localisation familiale : ruralités nicaraguayennes à l'épreuve des mobilités (cas de la vallée du Río Negro)*, Thèse de doctorat, Montpellier, Université Paul Valéry, 591 p.

Tuesta Reátegui D., 2018, *Trata de personas y justicia penal selectiva. El caso 'Madre de Dios'*, Thèse de master, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú.

Vaillant M., 2013, *L'araire ou la barque. Migrations, mondialisation et transformations agraires en haute vallée du Canar (Andes australes de l'Équateur)*, Thèse de doctorat, Paris, AgroParisTech, 554 p.

Válcarcel M., 1992, *Madre de Dios, un espacio en formación*, Lima, Centro de Investigaciones Sociológicas, Económicas, Políticas y Antropológicas y Centro de Investigación Antropológica de la Amazonía Peruana, 76 p.

Valencia L., 2014, *¿Cómo podemos evitar la tragedia?*, Lima, Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, 204 p.

Valencia L., 2016, *Políticas de pequeña minería y deforestación: el caso de Madre de Dios*, Lima, Sociedad Peruana de Derecho Ambiental, 31 p.

Van Campenhoudt L., Quivy R., 2011, *Manuel de recherche en sciences sociales*, DUNOD, 288 p.

Van Niekerk N., 1991, *Estudio de caso : CCAIJO y las comunidades alpaqueras de Ocongate*, La Paz, M.S. Documento de trabajo n°5.

Vargas M., 1997, « La migración temporal en la dinámica de la unidad domestica campesina », *Yachay: Revista de cultura, filosofía y teología*, n°26, pp. 37-71.

Vargas-Lundius R., Lanly G., Villareal M. *et al.*, 2008, *International migration, remittances and rural development*, Rome, IFAD-FAO, 80 p.

Vassas A., 2011, *Ruralité et agriculture au prisme des mobilités spatiales. L'Altiplano Sud de la Bolivie à l'heure du boom de la quinoa*, Thèse de doctorat, Université Paul Valéry - Montpellier III, 398 p.

Vaz Cabral G., 2006, « Qu'est-ce que l'esclavage contemporain ? », dans Vaz Cabral G., *La traite des êtres humains: Réalités de l'esclavage contemporain*, Paris, La découverte, pp. 85-100.

Verbrugge B., 2014, « Capital interests: A historical analysis of the transformation of small-scale gold mining in Compostela Valley province, Southern Philippines », *The Extractive Industries and Society*, n°1, pp. 86-97.

Verbrugge B., 2015, « The Economic Logic of Persistent Informality: Artisanal and Small-Scale Mining in the Southern Philippines », *Development and Change*, 46(5), pp. 1023-1046.

Verbrugge B., 2016, « Voices from below: artisanal-and small-scale mining as a product and catalyst of rural transformation », *Journal of rural studies*, n°47, pp. 108-116.

Verbrugge B., Geenen S., 2019, « The gold commodity frontier: A fresh perspective on change and diversity in the global gold mining economy », *The Extractive Industries and Society*, n°6, pp. 413–423.

Verité, 2013, *Análisis de Riesgo de Indicadores de Trabajo Forzoso y Trata de Personas en la Minería Ilegal de Oro en Perú*, FairLabor, 142 p.

Verité, 2016, *The Nexus of Illegal Gold Mining and Human Trafficking in Global Supply Chains. Lessons from Latin America*, FairLabor, 17 p.

Vidal A., 2002, *Démographie. Eléments d'analyse et évolution du peuplement humain*, Grenoble, Pressus Universitaires de Grenoble.

Vidal D., 2012, « Les immigrants boliviens à São Paulo : métaphore de l'esclavage et figuration de l'altérité », *Critique internationale*, n°4, pp. 71-75.

Villanueva H., 1982, *Cuzco 1689 documentos. Economía y Sociedad en el sur andino*, Cusco, Centro de Estudios Rurales Andinos Bartolomé de las Casas.

Vincent-Ponroy J., Chevalier F., 2018, « Chapitre 9. Les récits de vie », dans Chevalier F. (dir.), 2018, *Les méthodes de recherche du DBA*, Caen, EMS Editions, *pp.* 158-175, DOI : https://doi.org/10.3917/ems.cheva.2018.01.0158"

Warren A., Batterbury S. , Osbahr H., 2001, « Soil erosion in the West African Sahel: a review and an application of a 'local political ecology' », *Global Environmental Change*, 11(1), pp. 79–95.

Webb R., 2013, *Conexión y despegue rural*, Lima, Universidad de San Martín de Porres, 272 p.

Wiener E., 2004, « Municipio, poder y nuevas élites locales: El caso de las revocatorias en los distritos de Julcamarca y Congalla », dans Eguren F., Remy M.-I., Oliart P. (dir.), 2004, *Perú: el problema agrario en debate*, Lima, SEPIA X, pp. 277-317.

Wieviorka O., 1989, « La génération de la résistance », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°22, pp. 111-116.

Yamada G., 2012, « Patrones de migración interna en el Perú reciente », dans Garavito C., Muñoz I. (dir.), 2012, *Empleo y protección social*, Lima, Pontificia Universidad Católica del Perú, pp. 91-124.

Zelinsky W., 1971, « The Hypothesis of the Mobility Transition », *Geographical Review*, vol. 61, n°2, pp. 219-249.

Zlotnik H., 2003, « Théories sur les migrations internationales », dans Caselli G, Vallin J., Wunsch G. (dir.), 2013, *Démographie : Analyse et synthèse*, Paris, Ined, pp. 55-78.

ANNEXES

Annexe 1 : Questionnaire quantitatif

Encuestador(a)	
Comunidad	
Sector	
Encuesta N°	
Fecha de encuesta	__ / __ / _____

SECCIÓN I: MIGRACIÓN EN OCONGATE - GENERALIDADES

1. ¿Usted ya ha ido a buscar trabajo fuera de Ocongate?	Si ☐ **(Pase a 2)**	No ☐ **(Pase a 4)**
2. ¿A dónde ya fue a trabajar? ***(RESPUESTAS MÚLTIPLES)***	☐ Cusco ☐ Valle Sagrado ☐ Arequipa ☐ Puerto Maldonado ☐ Quillabamba ☐ Otros. Especifique: _____ _____	
3. ¿Qué tipo de trabajo ha hecho fuera de Ocongate? ***(RESPUESTAS MÚLTIPLES)***	☐ Obrero en los lavaderos de oro ☐ Actividades agrícolas ☐ Extracción de madera ☐ Actividades comerciales ☐ Restaurantes u hoteles ☐ Porteador/cargador – Turismo (Camino del Inca por ejemplo) ☐ Venta de combustibles ☐ Construcción ☐ Otros. Especifique : _____	
4. ¿Desde la construcción de la carretera Interoceánica en 2008, a qué lugar viaja **MÁS** por motivo de trabajo? ***(UNA SOLA RESPUESTA!)***	☐ Otras comunidades de Ocongate ☐ Cusco ☐ Valle Sagrado ☐ Arequipa ☐ Puerto Maldonado ☐ Quillabamba ☐ Otros. Especifique: _____	
5. ¿Con qué frecuencia viaja a este lugar? ***(UNA SOLA RESPUESTA!)***	☐ Una vez a la semana ☐ Entre dos y tres veces a la semana ☐ Más de tres veces a la semana ☐ Una vez al mes ☐ Entre dos y tres veces al mes ☐ Más de tres veces al mes ☐ Una vez al año ☐ Entre dos y tres veces al año ☐ Otro. Especifique : _____	
6. ¿Algún miembro de su familia* está por el momento trabajando fuera de Ocongate? **** Familia** = padre, madre, hijo, hija, hermano o hermana.* Si ☐ **(Pase a 7)** No ☐ **(Pase a 8)**		
7. ¿Está trabajando allí definitivamente o temporalmente? Definitivamente ☐ Temporalmente ☐		
8. ¿En lo que le concierne, ha ido alguna vez a trabajar **COMO MINERO** a los lavaderos de oro de Madre de Dios (Puerto Maldonado)? Si ☐ **(Pase a 9)** No ☐ **(Pase a 17)**		
9. ¿Cuántas veces ha ido a trabajar **COMO MINERO** a Madre de Dios?		
1 ☐ | 2 ☐ | 3 ☐ | 4 ☐ | 5 ☐ | 6 ☐ | 7 ☐ | 8 ☐ | 9 ☐ | 10 ☐ | >10 ☐		
10. Complete el cuadro siguiente relativo a sus viajes a la selva para trabajar como minero.		

Veces	**Edad**	**Año**	**Cuanto tiempo** ***(EN MESES)***	**Meses de migración** *(ej.: enero, febrero, etc.)*	**Lugar** *(zona de explotación en MdD)*	**Horario de trabajo**	**Forma de pago**	**Sueldo ganado** *(SOLES - TOTAL)*	**Cuantos trabajadores en el campamento** *(Número total)*
1ra vez						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
2da vez						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
3ra vez						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
4						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
5						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
6						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
7						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
8						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
9						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
10						De las _____ AM/PM A las _____ AM/PM	☐ 90 días ☐ Fijo ☐ %		
> 10	Cada año : Si ☐ No ☐ De los _____ a los _____ años	Cada año : Si ☐ No ☐ Del año _____ al año _____	En promedio : _____ meses al año	Generalmente, de _____ (mes) a _____ (mes)	1er viaje a : _____ Último v. a : _____	/	/	/	/

11. ¿En la mayoría de esos casos, alternaba usted esta actividad minera con otra actividad en el transcurso del año? **(OJO! Si cuadro 10: ha contestado en meses, él ALTERNA!)**	Si ☐ **(Pase a 12)**	No ☐ **(Pase a 13)**
12. ¿Con qué otra actividad? *(Actividad económica Principal :* ***UNA SOLA RESPUESTA!*** ***Coincidencia con 25!)***	☐ Agricultura ☐ Ganadería (vacunos, camélidos, ovinos, cuyes, cerdos, etc.) ☐ Comercio ☐ Trabajo asalariado (administración, policía, escuela, …) ☐ Artesanía ☐ Construcción (carpintero, albañil, …) ☐ Turismo ☐ Estudios ☐ Otro. Especifique: _____	
13. ¿Cuáles son las razones principales que lo llevaron a trabajar como minero en la selva de Madre de Dios? ***(3 RESPUESTAS MAX!)***	☐ Falta de recursos económicos ☐ Problemas familiares ☐ Pocas extensiones de tierra ☐ Juntar dinero para estudiar ☐ Comprar cosas personales (moto, vestido, celular, etc.) ☐ Independizarse ☐ El deseo de conocer la selva ☐ Por no conseguir trabajo en Ocongate ☐ Juntar dinero para casarse ☐ Recaudar fondos para la fiesta del pueblo ☐ Construir/comprar una casa ☐ Otro motivo. Especifique : _____	
14. ¿Continúa yendo a trabajar en la selva como minero?	Si ☐ **(pase a 17)**	No ☐ **(Pase a 15)**
15. En qué año dejó de trabajar en las minas? **(COINCIDENCIA – ÚLTIMA LÍNEA CUADRO 10!)**	_____ (año) *(si el encuestado no conoce el año, poner la edad que tenía cuando dejó).* ***!*** *Verificar que el año corresponda con el de la última vez – cuadro pregunta 10 !*	
16. Por qué dejó usted de trabajar en las minas?	_____ _____ _____ _____ _____ _____ _____ _____	

Ahora, voy a hacerle algunas preguntas acerca de usted y su familia. De nuevo, todas las informaciones que comunicará serán analizadas de manera agregada y todo es anónimo. No tiene que dar su nombre o dirección, nadie podrá identificarlo directamente.

SECCIÓN II : DATOS PERSONALES

17. ¿Cuál es su fecha de nacimiento?

____ / ____ / _____

18. ¿Dónde nació?

Departamento	Provincia	Distrito	Comunidad

19. ¿Dónde vive actualmente?

Departamento	Provincia	Distrito	Comunidad

20. ¿Qué nivel de educación tiene?

- ☐ Sin estudios
- ☐ Primaria incompleta
- ☐ Primaria completa
- ☐ Secundaria incompleta
- ☐ Secundaria completa
- ☐ Superior no universitario
- ☐ Superior universitario

21. ¿Cuál es su estado civil?

- ☐ Soltero
- ☐ Casado
- ☐ Conviviente
- ☐ Viudo
- ☐ Separado
- ☐ Divorciado

22. ¿Cuántos hijos* tiene?

** Incluyendo a hijos adoptivos, hijastros y sobrinos si los tiene a su cargo.*

☐ 0	☐ 1	☐ 2	☐ 3	☐ 4	☐ 5	☐ 6	☐ 7	☐ 8	☐ 9	☐ 10	☐ 11	☐ >11

23. ¿Con cuántos miembros cuenta su hogar*, incluyendo a usted?

** Hogar = personas que viven juntas compartiendo las comidas (mismo espacio + misma comida)*

☐ 2	☐ 3	☐ 4	☐ 5	☐ 6	☐ 7	☐ 8	☐ 9	☐ 10	☐ 11	☐ 12	☐ 13	☐ 14	☐ >14

Ojo! ESTE NÚMERO DEBE COINCIDIR CON EL NÚMERO DE LÍNEAS DEL CUADRO SIGUIENTE!

24 N°	¿Cuál es el nombre de cada una de las personas que viven permanentemente en este hogar? Linea 1 = ENCUESTADO Linea 2 = ESPOSA Lineas 3, 4, 5,...= HIJOS EN ÚLTIMO = LOS OTROS	¿Cuál es la relación de parentesco con el jefe(a) del hogar? *Jefe/jefa ..... 1* *Esposa(o) .....2* *Hijo(a).....3* *Yerno/nuera ..... 4* *Nieto .....5* *Padres/suegros .....6* *Otros parientes.....7* *Trabaj. hogar .....8* *Pensionista .....9* *Otros no parientes....10*	¿En qué sector desempeña su ocupación principal? *Agricultura.....1* *Ganadería.....2* *Minería.....3* *Industria.....4* *Construcción..5* *Comercio.....6* *Artesanía.....7* *Servicio.s..... 8* *Estudios.....9* *Otro.....10*	Sexo		¿Qué edad tiene en años cumplidos?	¿En qué provincia, distrito, comunidad nació?			PARA 12 AÑOS Y MÁS DE EDAD ¿Cuál es su estado civil o conyugal? *Conviviente..... 1* *Casado(a)..... 2* *Viudo(a) ..... 3* *Divorciado(a)....4* *Separado(a)..... 5* *Soltero(a)..... 6*	¿El mes pasado, durante cuántos días se encontró ausente del hogar?	¿La semana pasada, ... (nombre) estuvo trabajando fuera de Ocongate para obtener algún ingreso?		¿Dónde? *Cusco..... 1* *Valle Sagrado...2* *Arequipa.....3* *Madre de Dios. 4* *Quillabamba.....5* *Puno.....6* *Otros.....7*
	Nombre	Código	Código	Mujer	Hombre	Años	Provincia	Distrito	Comunidad	Código	Número (días)	Si	No	Código
1	Encuestado :			1	2							1	0	
2				1	2							1	0	
3				1	2							1	0	
4				1	2							1	0	
5				1	2							1	0	
6				1	2							1	0	
7				1	2							1	0	
8				1	2							1	0	
9				1	2							1	0	
10				1	2							1	0	
11				1	2							1	0	
12				1	2							1	0	
13				1	2							1	0	
14				1	2							1	0	
15				1	2							1	0	

25. ¿Cuál es su actividad económica principal? ***(UNA SOLA RESPUESTA! Coincidencia con la respuesta de la pregunta 11!)***	☐ Agricultura ☐ Ganadería (vacunos, camélidos, ovinos, cuyes, cerdos, etc.) ☐ Comercio ☐ Minería ☐ Trabajo asalariado (administración, policía, escuela, ...) ☐ Artesanía ☐ Construcción ☐ Turismo ☐ Estudios ☐ Otro. Especifique: _____	
26. ¿Posee usted tierras cultivables?	Si ☐ **(Pase a 27)**	No ☐ **(Pase a 29)**
27. ¿Cuál es la extensión total (en Has) de sus tierras cultivables?	☐ < 0,50 Ha (< 50 ares) ☐ Entre 0,51 Ha y 1 Ha ☐ Entre 1,01 Ha y 1,50 Ha ☐ Entre 1,51 Ha y 2 Ha ☐ Entre 2,01 Ha y 2,50 Ha ☐ Entre 2,51 Ha y 3 Ha ☐ Entre 3,01 Ha y 3,50 Ha ☐ Entre 3,51 Ha y 4 Ha ☐ Entre 4,01 Ha y 4,50 Ha ☐ Entre 4,51 Ha y 5 Ha ☐ > 5Ha	
28. ¿Contrata usted peones para el trabajo de la tierra?	Si ☐	No ☐
29. ¿Posee usted pastos?	Si ☐ **(Pase a 30)**	No ☐ **(Pase a 31)**
30. ¿Cuál es la extensión total (en Has) de sus pastos?	☐ < 0,50 Ha (< 50 ares) ☐ Entre 0,51 y 1 Ha ☐ Entre 1,01 Ha y 1,50 Ha ☐ Entre 1,51 Ha y 2 Ha ☐ Entre 2,01 Ha y 2,50 Ha ☐ Entre 2,51 Ha y 3 Ha ☐ Entre 3,01 Ha y 3,50 Ha ☐ Entre 3,51 Ha y 4 Ha ☐ Entre 4,01 Ha y 4,50 Ha ☐ Entre 4,51 Ha y 5 Ha ☐ > 5Ha	
31. ¿Posee usted cabezas de ganado?	Si ☐ **(Pase a 32)**	No ☐ **(Pase a 33 o FIN)**
32. ¿Cuántas cabezas de ganado tiene? ***(ESPECIFIQUE EL NÚMERO POR CATEGORÍA).***	__ Ovinos __ Alpacas __ Llamas __ Vacunos __ Caballos __ Chanchos __ Cuyes __ Gallinas __ Otros. Especifique: _____	

Para los que nunca fueron a trabajar a Madre de Dios (pregunta 8 - No):
FIN DEL CUESTIONARIO

Para los que ya fueron a Madre de dios (pregunta 8 – Si): ***Abordamos ahora la última sección de la entrevista, voy a hacerle algunas preguntas acerca de su último viaje a la selva de Madre de Dios. Eso va ayudarnos a entender sus condiciones de trabajo allí y las consecuencias sociales y económicas de sus viajes a las minas.***

SECCIÓN FINAL: ÚLTIMO VIAJE A LA SELVA (MADRE DE DIOS)

La **ÚLTIMA VEZ** que ha ido a trabajar **como minero** a Madre de Dios :

33. ¿La última vez que ha ido a trabajar a Madre de Dios como minero, en qué zona minera trabajó? ***(UNA SOLA RESPUESTA! Coincidencia con última línea cuadro 10!)***	☐ Huepetuhe ☐ La Pampa ☐ Delta uno ☐ Río Malinoswki ☐ Delta Dos ☐ Laberinto ☐ Mazuko ☐ Colorado ☐ Huacamayo ☐ Otra : _____
34. ¿En qué año ha ido por última vez a trabajar como minero en las minas de Madre de Dios? ***(Coincidencia con última línea cuadro 10!)***	_____ (año) *¡Verificar que el año corresponda a la última vez - cuadro de la pregunta 10!*
35. ¿Durante qué meses Viajó la última vez? ***(Coincidencia con última línea cuadro 10!)***	☐ Enero ☐ Abril ☐ Julio ☐ Octubre ☐ Febrero ☐ Mayo ☐ Agosto ☐ Noviembre ☐ Marzo ☐ Junio ☐ Setiembre ☐ Diciembre
36. ¿Cómo se enteró del trabajo allí? ***(UNA SOLA RESPUESTA!)***	☐ Por familiares o amigos que tuvieron esta experiencia de trabajo ☐ Va por su cuenta a la selva a buscar trabajo ☐ Por intermedio de una agencia de empleos Lugar | _____ ☐ Por un enganchador* **Persona que busca a trabajadores y los contrata en nombre de la mina.* Lugar | _____ ☐ Por la radio ☐ Por anuncios en las ciudades (letreros en las calles o locales) ☐ Ofertas de trabajo en el diario ☐ Otros. Especifique: _____
37. ¿La última vez que ha ido a trabajar como minero, qué tipo de contrato tuvo?	☐ Contrato escrito ☐ Contrato verbal ☐ Contrato colectivo *(grupo de personas)* ☐ Ningún contrato ☐ Otro. Especifique: _____
38. ¿En las minas, trabajó para alguien (jefe) o por su cuenta?	☐ Para alguien ☐ Por su cuenta
39. ¿Cuándo trabajó allí, tuvo usted alguna cobertura por accidentes de trabajo y enfermedad profesional?	Si ☐ No ☐

40. ¿La última vez que ha ido a trabajar como minero, cuántos días a la semana trabajaba?

1 ☐	2 ☐	3 ☐	4 ☐	5 ☐	6 ☐	7 ☐

41. ¿Trabajaba por turno*? **X horas de trabajo, X horas de descanso, X horas de trabajo, etc.*	Si ☐ No ☐
42. ¿Cuál era su horario de trabajo? ***(Coincidencia con última línea cuadro 10!)***	De las _____ AM/PM a las _____ AM/PM

43. ¿Tiene usted posibilidad de ahorro cuando trabaja en la selva como minero?	Si ☐ **(Pase a 44)**	No ☐ **(Pase a 45)**
44. ¿Cuándo regresa a Ocongate, en qué invierte usted el dinero ganado en la mina? ***(3 RESPUESTAS MAX!)***	☐ En alimentación, vestido, etc. de su familia ☐ En la vivienda (compra, arreglos o construcción) ☐ En compra de tierras ☐ En compra de animales ☐ En compra de vehículo(s) ☐ En estudio ☐ En compra de insumos y herramientas ☐ En iniciar un negocio ☐ En gastos personales (moto, vestido, celular, etc.) ☐ En la fiesta del pueblo ☐ En su matrimonio ☐ Otro. Especifique: _____	
45. ¿Por qué no se queda trabajando en la selva definitivamente? ***(UNA SOLA RESPUESTA!)***	☐ Por el descontento debido al costo de vida allí ☐ El clima no le asienta/desacostrubramiento ☐ El maltrato y conflicto en el trabajo (con el patrón, otros peones, etc.) ☐ Se cansó del trabajo ☐ La mala alimentación ☐ Tiene que ocuparse de familia (padres ancianos o viudos) o hijos en Ocongate ☐ Continuar con la chacra en Ocongate ☐ Por la contaminación del medioambiente allí ☐ El trabajo es demasiado peligroso (accidentes, enfermedades, etc.) ☐ El trabajo es mal pagado ☐ Otro. Especifique: _____	
46. ¿Desde la construcción de la carretera interoceánica, considera usted que sus viajes a la selva para trabajar como minero :	☐ Han aumentado **(Pase a 47)** ☐ Han disminuido **(Pase a 47)** ☐ Son tan regulares como antes de la carretera **(FIN)** ☐ No fui a trabajar como minero a Madre de Dios desde la construcción de la Interoceánica en 2009 ***(Coincidencia con última línea cuadro 10! – FIN)***	
47. ¿Por qué considera que sus viajes a la selva han - Aumentado - Disminuido con la carretera?	_____ _____ _____ _____ _____ _____ _____	

Fin del cuestionario. ¡Muchas gracias por su participación y su tiempo!

Esta encuesta será seguida por entrevistas personales con varones que van a trabajar a Madre de Dios. ¿Estaría usted interesado en participar en esas entrevistas realizadas por el investigador a cargo de este estudio?

Si ☐ **→ Número de teléfono: .....** **No** ☐

COMENTARIOS DEL ENCUESTADOR :

Annexe 2 : Circulants interviewés composant la première génération

	Nom	Age	Lieu d'origine	Lieu de l'entretien
1	Gregorio	64	Communauté paysanne d'Accocunca, district d'Ocongate	Ocongate
2	Paulo	55	Communauté paysanne de Llullucha, district d'Ocongate	Ocongate
3	Claudio	50	Communauté paysanne de Patapallpa, district d'Ocongate	Ocongate
4	Miguel	67	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate
5	Meraldo	62	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate
6	Juan	64	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate
7	Daniel	52	Communauté paysanne de Lauramarca, district d'Ocongate	Ocongate
8	Luis	60	Communauté paysanne de Mallma, district d'Ocongate	Ocongate
9	Reddy	51	Communauté paysanne de Patapallpa, district d'Ocongate	Ocongate
10	Julio	47	Communauté paysanne d'Accocunca, district d'Ocongate	Ocongate
11	Cirriaco	55	Province de Canchis, département de Cusco	Puerto Maldonado et ville minière de Laberinto, Madre de Dios
12	Tomas	60	Département de Huancavelica	Village minier de Fortuna Milagritos, Madre de Dios
13	Adela	57	Sicuani, province de Canchis, département de Cusco	Village minier de Fortuna Milagritos, Madre de Dios
14	María	51	District de Santa Rosa, province de Melgar, département de Puno	Ville et campement minier situé à Huepetuhe, Madre de Dios
15	Jacinta	55+	Cusco, dans le département du même nom	Ville minière de Mazuko, Madre de Dios
16	Beatriz	55	Quillabamba, Province de La Convención, Département de Cusco	Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios

Annexe 3 : Circulants interviewés composant la seconde génération

	Nom	Age	Lieu d'origine	Lieu de l'entretien	Statut
1	Máximo	29	Communauté paysanne de Rodeana, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
2	Raymondo	41	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
3	Rodolfo	33	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
4	Pedro	44	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
5	Wilmer	44	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
6	Walter	33	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
7	Camilo	49	Communauté paysanne de Patapallpa, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
8	Lucio	46	Communauté paysanne de Patapallpa, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
9	Griselda	35	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Epouse d'un circulant
10	Eleana	39	Communauté paysanne de Lauramarca, district d'Ocongate	Ocongate	Epouse d'un circulant
11	Constantino	49	Juliaca, province de San Román, département de Puno	Campement minier, Delta 1, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
12	Ernesto	52	Urubamba, province d'Urubamba, département de Cusco	Campement minier, Delta 1, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
13	Mariano	45	Ville de Cusco, département de Cusco	Campement minier, Delta 1, Madre de Dios	Circulant
14	Ada	54	Ville de Moyobamba, département de San Martín	Ville minière de Huepetuhe, Madre de Dios	Restauratrice dans une ville minière
15	Eusebio	55	Ville d'Arequipa, département d'Arequipa	Puerto Maldonado, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
16	Timoteo	50	Sicuani, province de Canchis, département de Cusco	Puerto Maldonado, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
17	Jorge	46	Paruro, province de Paruro, département de Cusco	Puerto Maldonado, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
18	William	52	Abancay, département d'Apurímac	Puerto Maldonado, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
19	Wilbert	64	Sicuani, province de Canchis, département de Cusco	Puerto Maldonado, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
20	Humberto	51	District de Santa Rosa, province de Melgar, département de Puno	Campement minier, Huepetuhe, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
21	Freddy	41	Département de Cusco	Village minier de Fortuna Milagritos, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
22	Victoria	48	Quillabamba, Département de Cusco	Campement minier, Communauté indígena de San Jacinto, Madre de Dios	Circulante devenue patron minier

Annexe n°4 : Description de l'étape de lavage aurifère et mercure

Pour comprendre l'utilité (et la dangerosité) du mercure dans les activités extractives des années 1990 à Madre de Dios, examinons la dernière étape du cycle extractif : le travail de « lavage » aurifère. Pour cela, rappelons tout d'abord que les tâches et les conditions de travail des machinistes de campement de seconde génération impliquent un dur labeur réalisé en équipe de deux ou trois personnes qui enchaînent douze ou 24 heures de travail sans interruption. Au cours de ce laps de temps, les moteurs sont allumés en permanence, aspirant les sols et déposant les déblais (faits d'eau, de sable, de gravillons et d'or) sur les imposantes rampes de lavage, appelées *tolva* ou *shute*. A Madre de Dios, ces rampes de lavage sont recouvertes de tapis en toile de jute, destinés à retenir les particules d'or.

Figure 1. Rampe de lavage. Transport des déblais et placement des tapis en toile de jute.





Photographies : par l'auteure (2012 et 2017).

Chaque début de journée débute ainsi, pour les travailleurs, par le placement des tapis en toile de jute sur la rampe de lavage. Une fois ce travail réalisé, les moteurs sont allumés et le travail d'extraction à proprement parler (par *caranchera*, *chupadera*, *buceo*, pelleteuses, chargeuses ou camions-bennes) peut commencer. Celui-ci dure – comme nous l'avons vu – douze à 24 heures, au terme desquelles les ouvriers éteignent les machines et procèdent au travail de *lavado*, ou lavage aurifère. Cette étape de lavage consiste, pour nos circulants de seconde génération, en une

succession de tâches à réaliser méthodiquement, dont la visée finale est l'obtention d'or à l'état brut. Passons en revue chacune de ces tâches, en veillant à analyser la fonction du mercure dans le processus.

Dans un premier temps, les travailleurs en fin de *turno* décrochent les tapis en toile de jute de la rampe de lavage, les replient en prenant soin qu'aucun résidu ne s'en échappe, et les transportent un à un vers un petit bassin, qu'ils auront préalablement creusé à proximité de la *tolva* et recouvert d'une bâche en plastique remplie d'eau.

Figure 2. Etape 1 – Lavage aurifère.



Photographies : par l'auteure (2017).

Dans un second temps, les travailleurs secouent chacun des tapis dans l'eau du bassin, afin que ne reste dans le petit bassin que le limon aurifère, à savoir un mélange boueux appelé *arenilla* (contenant du sable, des gravillons et les particules d'or). Ce processus peut durer jusqu'à deux heures.

Figure 3. Phase 2 – Lavage aurifère.



Photographies : par l'auteure (2017).

Dans un troisième temps, et lorsque tous les tapis ont été secoués et que leur contenu est venu se déposer dans le fond du petit bassin, les travailleurs en évacuent l'eau excédentaire et transvasent le limon aurifère (*arenilla*) dans un baril en fer.

Figure 4. Phase 3 – Lavage aurifère.



Photographies : par l'auteure (2017).

Quatrièmement, les ouvriers ajoutent dans l'*arenilla* du baril quelques litres d'eau et plusieurs grammes de mercure liquide afin que les particules d'or se dégagent du sable et des gravillons, et forment – avec le mercure – un alliage qui se matérialise sous la forme d'une perle. Le mercure présente en effet la propriété de s'amalgamer à l'or en étant à son contact, formant avec celui-ci une substance visqueuse qui prend la forme d'une petite boule appelée localement *perla de amalga*, perle d'amalgamation. Selon Alvarez *et al.* (2011), cette perle contient 60% de mercure pour 40% d'or.

Pour que ce processus, appelé amalgamation, se fasse plus rapidement, il n'est pas rare que le travailleur remue le contenu du baril avec ses bras ou jambes, étant alors en contact direct avec le mercure. « Un operario minero bate la mezcla con los pies descalzados, durante 30 minutos a dos horas aproximadamente » (Pachas, 2011 : 121). Ce processus de *bateo* (mélange) et d'amalgamation peut durer entre trente minutes et deux heures, durant lesquelles la peau du travailleur est en contact ininterrompu avec le mercure.

Figure 5. Phase 4 – Lavage aurifère.



Photographies : par l'auteure (2017).

Une fois que le travailleur considère l'amalgamation aboutie, l'étape suivante et finale consiste alors à extraire la perle d'amalgamation du baril et la soumettre à une source de forte chaleur, telle un chalumeau, durant trente à soixante minutes. Au cours de ce processus, le mercure s'évapore dans l'air, laissant l'or se transformer en une petite plaque solidifiée : de l'or à l'état brut.

Figure 6. Phase finale – Lavage aurifère.



Photographies : par l'auteure (2012, 2017).

Prête pour la commercialisation, cette plaque d'or sera pesée par le patron (ou son administrateur) et 25% du poids de celle-ci sera remis aux travailleurs pour salaire : « entonces hacemos el alce[246], el dueño viene, bateamos, todo, el dueño : 'cuanto han sacado ? Ya… aquí el 25% para ustedes'. El dueño se queda con el 75% y paga los otros trabajadores, el combustible, las máquinas, etc. » (Entretien avec Pedro, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

En ce qui concerne le contenu résiduaire du baril – qui renferme les restes de l'*arenilla*, c'est-à-dire du sable, des gravillons et de la boue, mais également les résidus de mercure qui ne se sont pas amalgamés à la perle –, celui-ci est déversé dans les rivières et ruisseaux proches, ou à défaut, dans la fosse même d'extraction. Cela signifie donc que l'eau consommée dans les campements ainsi que les sources d'eau et les puits d'extraction dans lesquels les travailleurs se baignent sont généralement contaminés au mercure, exposant ceux-ci à de nombreux dangers :

> « En las zonas mineras, no hay agua potable. Para tomar, nos hacemos traer de los pozos que nosotros mismos trabajamos. O de la quebrada, ahí también viene sucio, pero ponemos cloro. Le echamos un poco cloro, se limpia, y esa agua tomamos [...] También, te bañas en la poza, en la poza donde hay mercurio. Y en esa poza, puede también haber dengue, un montón de enfermedades, ahí nos bañamos en esa agua, y la usamos para todo... en el proceso de amalgamación con mercurio también » (Entretien avec Wilmer, paysan de la communauté d'Andamayo, Ocongate, 2017).

[246] Pour rappel, un *alce*, dans le vocabulaire minier, correspond à la quantité d'or extraite au cours d'un *turno*, par une équipe de deux machinistes qui travaillent 12 ou 24 heures d'affilée.

Annexe 5 : Circulants interviewés composant la troisième génération

	Nom	Age	Lieu d'origine	Lieu de l'entretien	Statut
1	Fidel	21	Communauté paysanne de Lauramarca, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
2	Carlos	23	Communauté paysanne de Lauramarca, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
3	Cristian	22	Communauté paysanne d'Accocunca, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
4	Nestor	24	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
5	Mateo	27	Communauté paysanne de Lauramarca, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
6	Juvenal	31	Communauté paysanne de Lauramarca, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
7	Silvana	26	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Circulante
8	Amalia	24	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Circulante
9	Sebastian	17	Communauté paysanne de Lauramarca, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
10	Teófilo	33	Communauté paysanne d'Andamayo, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
11	Pablo	16	Communauté paysanne de Mallma, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
12	Alberto	17	Communauté paysanne d'Accocunca, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
13	Ignacio	22	Communauté paysanne d'Accocunca, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
14	Mauricio	33	Communauté paysanne d'Accocunca, district d'Ocongate	Ocongate	Circulant
15	Elias	49	District de Túpac Amaru, département de Cusco	Campement minier, Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios	Circulant devenu patron minier
16	Julia	43	Arequipa, département d'Arequipa	Campement minier, Delta 1, Madre de Dios	Micro-entrepreneure minière
17	Cesar	30	Puerto Maldonado, département de Madre de Dios	Campement minier, Gaminata, Madre de Dios	Ouvrier devenu patron minier
18	Antonio	28	Puerto Maldonado, département de Madre de Dios	Campement minier, Gaminata, Madre de Dios	Ouvrier devenu patron minier
19	Víctor	19	Iquitos, département de Loreto	Campement minier, Gaminata, Madre de Dios	Circulant
20	Manuel	36	Département de San Martín	Campement minier, Diamante, Madre de Dios	Circulant
21	Jésus	38	Département de San Martín	Campement minier, Diamante, Madre de Dios	Circulant
22	Alejandro	35	Pucallpa, département d'Ucayali	Campement minier, Diamante, Madre de Dios	Circulant
23	Fernando	32	Pucallpa, département d'Ucayali	Campement minier, Diamante, Madre de Dios	Circulant
24	Francisco	24	Lima (capitale)	Campement minier, Communauté *indígena* de San	Circulant

				Jacinto, Madre de Dios	
25	Héctor	44	Juliaca, département de Puno	Campement minier, Fortuna, Madre de Dios	Circulant
26	Daniela	36	Juliaca, département de Puno	Campement minier, Fortuna, Madre de Dios	Circulante
27	Marcelo	23	Iquitos, département de Loreto	Campement minier, Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios	Circulant
28	Cecilia	43	Canas, département de Cusco	Campement minier, Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios	Circulante
29	Jeremy	24	Anta, département de Cusco	Campement minier, Fortuna, Madre de Dios	Circulant
30	Jason	18	Quillabamba, département de Cusco	Campement minier, Fortuna, Madre de Dios	Circulant
31	Carolina	21	Calca, département de Cusco	Campement minier, Fortuna, Madre de Dios	Circulante
32	Joaquín	29	Abancay, département d'Apurimac	Campement minier, Delta 1, Madre de Dios	Circulant
33	Rodrigo	26	Calca, département de Cusco	Campement minier, Delta 1, Madre de Dios	Circulant
34	Martín	21	Acomayo, département de Cusco	Campement minier, Delta 1, Madre de Dios	Circulant
35	Jordan	20	Acomayo, département de Cusco	Campement minier, Delta 1, Madre de Dios	Circulant
36	Natalia	32	Auca Loma, département de San Martín	Campement minier, Delta 1, Madre de Dios	Circulant
37	Claudio	43	Tingo María, département de Huánuco	Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios	Circulant (commerçant)
38	Josefa	46	Abancay, département d'Apurimac	Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios	Circulante (commerçante)
39	Carla	31	Juliaca, département de Puno	Communauté *indígena* de San Jacinto, Madre de Dios	Circulante (commerçante)
40	Edgar	25	Pucallpa, département d'Ucayali	Huepetuhe, Madre de Dios	Circulant